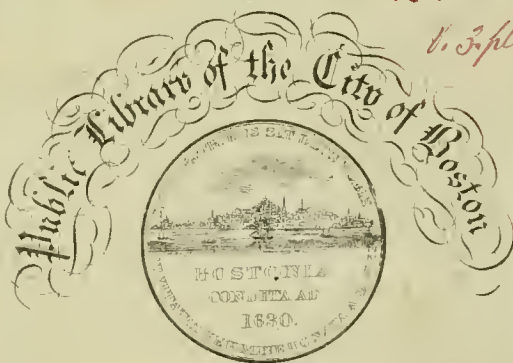


PROPERTY OF THE

6241.5

V. 3 pt. 1.



From the Townsend Fund
Added Feb. 27, 1867. 107877

CAUTION

Do not write in this book or mark it with pen or pencil. Penalties are imposed by the Revised Laws of the Commonwealth of Massachusetts, Chapter 208, Section 83.



BIOGRAPHIE

DES

HOMMES DU JOUR.

IMPRIMERIE DE PUHAN-DELAFOREST (MORINVAL), RUE DES BONS-ENFANS, 54.

BIOGRAPHIE

DES

HOMMES DU JOUR,

INDUSTRIELS, — CONSEILLERS D'ÉTAT, — ARTISTES, — CHAMBELLANS,
— DÉPUTÉS, — PRÊTRES, — MILITAIRES, — ÉCRIVAINS, — ROIS, — DIPLOMATES, —
PAIRS, — GENS DE JUSTICE, — PRINCES, — ESPIONS FAMEUX, — SAVANS ;

PAR

GERMAIN SARRUT ET B. SAINT-EDME,

Membres de l'Institut Historique.

JUSTICE, VÉRITÉ, IMPARTIALITÉ.

TOME III. — I^{re} PARTIE.

PARIS,

HENRI KRABBE, LIBRAIRE, RUE DE SEINE, 48.

—
1857.

76770.

BIOGRAPHIE

DES

HOMMES DU JOUR.

MAGENDIE (FRANÇOIS, le docteur).

L'intelligence humaine a bien des problèmes encore à résoudre ; on suit généralement pour former l'esprit et le cœur des hommes une méthode opposée à celle que met en pratique le cultivateur qui se propose d'obtenir le plus complet développement de l'arbre qu'il élève ; veut-il donner l'essor le plus entier aux facultés végétatives de son pupille, il le place dans un terrain riche de matériaux, qui lui doivent servir d'aliment, et disposé pour que ces matériaux puissent y être puisés avec facilité ; puis il lui donne de l'air, du soleil, de la liberté. C'est tout le contraire que l'on fait ordinairement pour l'éducation morale et même physique des hommes..... Lequel a tort du professeur ou du cultivateur ? ou bien ce qui convient à la matière organisée *végétale*, est-il incompatible avec la matière organisée animale ? On pourrait bien, sur ce sujet comme sur tant d'autres, être arrivé juste au point opposé à celui que l'on se propose d'atteindre ; Arimane se mêle si souvent des choses d'ici-bas.

M. Magendie est à la fois un chaud partisan de la liberté en matière d'éducation, et un brillant exemple des effets de cette méthode. Son père, homme à l'âme de feu, aux principes sévères, aux conséquences hardies, aux actions extrêmes, embrassa

avec enthousiasme, avec foi, les idées de liberté qui se respiraient dans l'air de l'époque ; il vint à Paris vers l'aurore de notre vraie révolution pour y exercer la médecine ; il ne tarda pas à s'unir à une jeune parisienne à l'âme ardente et pure comme la sienne, au sens droit ; un fils naquit de ce mariage, le 6 octobre 1785, c'était M. Magendie. Les jeunes époux se trouvaient alors à Bordeaux : ils ne tardèrent pas à revenir à Paris ; séduits par les préceptes de l'auteur d'*Emile*, ils en voulurent faire l'application sur leur fils ; les maillots n'entravèrent point les membres, ni le cœur, ni l'esprit du jeune Magendie ; autour de lui, sous sa main, devant ses yeux furent les alimens de sa mémoire, de son jugement, de ses instincts. Il prit à sa faim, à ses goûts, à sa fantaisie, à ses caprices. Il sut que l'instruction était utile, les sources lui en furent indiquées, il y puisa selon sa volonté. Jusqu'à l'âge de dix ans, les jeux et les exercices corporels l'occupèrent seuls ; à cet âge un nouveau goût se développa : le jeune Magendie voulut lire, bientôt il sut ; ce goût devint chez lui une passion. Il y joignit l'exercice de l'écriture ; en peu de mois il avait acquis une remarquable supériorité. Il remporta à quatorze ans le grand prix au concours général de toutes les écoles de Paris. Ce succès était le précurseur de bien d'autres ; l'adresse de la main qui se produisait sous cette première

forme dans les exercices de l'écolier, a été plus tard un auxiliaire bien puissant des événemens qui sont survenus dans la vie de l'étudiant et dans la brillante carrière du maître.

L'écolier était au reste fort distingué sous tous les rapports ; à cette époque on négligeait les langues des Grecs et des Romains ; l'imitation des anciens peuples s'était réfugiée dans les costumes, les mœurs, le culte et le courage ; les études des jeunes gens étaient surtout dirigées vers les mathématiques ; M. Magendie suivit les cours de Lacroix, et ne tarda point à faire de rapides progrès. A seize ans il se détermina pour la médecine. M. Magendie père, membre de l'administration des hôpitaux, était lié d'amitié avec le professeur Boyer ; son fils suivit le cours d'anatomie de ce célèbre chirurgien ; cette première année n'était pas écoulée, et déjà l'élève Magendie professait aux autres ce qu'il voyait, ce qu'il apprenait lui-même ; ce n'était au reste chez lui quela conséquence d'une habitude inhérente à son caractère ; dans son enfance il n'apprenait rien qu'il ne se hâtât de l'enseigner à ses camarades ; plus tard il a généralement fait ses découvertes en présence de tous ; M. Magendie aime à penser tout haut ; le public est un excitant aux exercices de son intelligence : il est né professeur.

Boyer était trop habile préparateur lui-même pour ne pas exploiter au profit de ses nombreux auditeurs l'adresse de cet étudiant de première année, qui enseignait le scalpel en main, et sur des dissections si bien faites, ses anciens et ses camarades... L'étudiant Magendie devint le prosecteur du célèbre anatomiste.

A dix-huit ans le jeune prosecteur pourvoyait à tous ses besoins, et ces besoins n'étaient pas ceux d'un étudiant à *mansarde*, mais bien d'un fashionable de brillante compagnie (1), car M. Magendie avait des

amis riches et tenait rang parmi eux le soir ou les jours de fête ; car le matin et une partie de la nuit, aux jours ordinaires, il fallait gagner par le travail opiniâtre, fatigant, malsain de l'étudiant en médecine, du préparateur d'anatomie, les moyens de vivre actuellement (1), et acquérir la provision de connaissances pour les progrès à venir ; mais, doué d'un tempérament heureux, M. Magendie put mener de front l'étude et les plaisirs.

Confiant en son adresse et en son savoir, M. Magendie, n'ayant pas encore vingt ans, mais se sentant capable de disputer à ses condisciples plus âgés les succès auxquels ils étaient appelés, concourut pour être admis à cette école de santé d'où sont sortis tant de praticiens habiles et de professeurs distingués ; son extrême jeunesse s'opposa à sa réception : ce fut le seul obstacle, mais il fut insurmontable. M. Magendie ne s'en tint pas à ce premier essai ; il obtint bientôt au concours une des places d'interne des hôpitaux ; reçu élève de l'École pratique, il concourut successivement pour être aide d'anatomie et prosecteur de la faculté ; il réussit dans chacune de ces épreuves, où il se fit remarquer par beaucoup d'adresse et d'habileté, non seulement pour la préparation des pièces anatomiques, mais encore pour les opérations les plus délicates et les plus difficiles de la chirurgie (2).

M. Chaussier avait le plus contribué à la nomination de M. Magendie à la place de

(1) Dès dix-huit ans M. Magendie avait cru devoir renoncer aux secours que mettaient à sa disposition ses parens, auxquels la fortune avait cessé de sourire. M. Magendie père avait rempli avec patriotisme des fonctions publiques, qui lui avaient fait négliger ses intérêts d'argent : il avait été maire du dixième arrondissement, membre du conseil des hôpitaux et de la commune de Paris.

(2) Lorsque M. Magendie concourut pour la place de prosecteur de la Faculté le choix de l'Ecole était fait d'avance, la place était promise, *comme c'est l'usage* ; pour la forme, pour relever de plus de lustre la nomination du protégé, le concours est affiché ;

(1) M. Magendie est habile guitariste.

prosecteur ; il avait su apprécier l'acquisition que l'on venait de faire. M. Magendie fut bientôt chargé des travaux anatomiques les plus importants et les plus difficiles. Un événement imprévu troubla l'harmonie entre le vieux professeur et le jeune préparateur. Une femme, sur laquelle M. Dubois avait pratiqué plusieurs fois l'opération césarienne, mourut ; son bassin vicié était un sujet d'études intéressant. M. Magendie dut proposer cette pièce. Trois longues journées d'été furent employées à ce travail ingrat, dégoûtant, infect ; le squelette préparé flottait suspendu aux poutres du pavillon de la faculté pour s'y dessécher. Il se trouva un amateur *furtif* d'anatomie pathologique ; la pièce disparut. Grande rumeur à la faculté : citation du prosecteur devant les professeurs assemblés..... M. Chaussier accuse M. Magendie d'avoir *volé* la pièce.... A ce mot le jeune prosecteur ne trouve point de réponse, sa main se crispe sur un encrier de plomb, y imprime ses ongles ; son œil si juste a fixé un but, la tête de l'accusateur ; une puissance inexprimable, plus rapide encore que

ainsi le vent le réglemeut, qui vent aussi sans doute qu'il en soit fait ainsi pour assurer bonne justice aux candidats.

Le choix de la Faculté était si bien arrêté que tous les concurrens se retirèrent devant le candidat protégé ; M. Magendie osa seul entrer en lice, suivant en cela les conseils de son ami M. Marjolin, et surtout de cet esprit qui a l'habitude de ne croire aux choses que lorsqu'elles sont démontrées et pour ainsi dire acquises ; M. Magendie ne put cependant douter des préférences de ses juges pour son concurrent, car, celui-ci étant tombé malade, le concours fut remis. Jamais condescendance ne fut plus significative.

Le jour de la lutte arriva enfin. Aux épreuves orales, à la composition écrite, les chances s'établirent égales ; mais à l'épreuve des préparations, à celles des manœuvres opératoires surtout, plus de comparaison possible. La précision, la hardiesse de la main, unie à la certitude et à la justesse de la vue, le goût, le soin, toutes ces qualités d'un préparateur et d'un opérateur sont si naturelles à M. Magendie que le jury se rendit : M. Magendie fut nommé.

De notre temps, ou on a fait des progrès, on prévaudrait sans le moindre scrupule.

le mouvement de vengeance, empêcha un meurtre de s'accomplir..... Pendant huit jours la santé de M. Magendie donna de sérieuses inquiétudes à ses amis.... Vingt ans plus tard une place était vacante à l'académie des sciences ; deux noms étaient inscrits sur la liste des candidats, c'étaient ceux de Chaussier et de M. Magendie. Le respect et la certitude de ne pas attendre commandaient au jeune disciple de se retirer devant le front chauve, blanchi, ridé, terreux de son maître..... Le conseil lui en fut, dit-on, donné : Laissez-lui cette joie, disait-on à M. Magendie, et à cette phrase le jeune candidat aurait répondu : S'arrêta-t-il, il y a vingt ans, devant la crainte d'empoisonner tout un long avenir ?... M. Magendie fut nommé. Plus tard il fit tous ses efforts pour faire admettre Chaussier, qui devint, mais pour quelques années seulement, collègue de son ancien élève.

Il manquait à l'éducation première de M. Magendie les études négligées et méprisées pendant la révolution ; c'étaient celles des langues anciennes ; il en sentit le besoin, et réuni à MM. Hennequin, Gohier-Duplessis et à quelques autres jeunes hommes qui depuis se sont fait un nom célèbre, il acquit en six mois, d'après la méthode de M. Lemare, homme au reste si remarquable lui-même, tout ce qui lui manquait à ce sujet.

Pendant le prosectorat de M. Magendie Dupuytren avait obtenu la place de chef des travaux anatomiques ; il voulut s'opposer au grand développement que prenaient les cours d'opérations de M. Magendie ; celui-ci résista, la division s'établit entre le prosecteur et le chef des travaux anatomiques. Le jeune prosecteur se détermina à avoir un amphithéâtre particulier. Un collège de médecine existait alors au séminaire de l'église Saint-Nicolas du Chardonnet ; M. Magendie prit part à l'enseignement de cette petite école ; là se formèrent aussi MM. Marjolin, Alibert et Dupuytren lui-même..... Arrivait le moment de prendre une direc-

tion spéciale ; l'on croit encore, même à Paris, à l'utilité de diviser la pratique médicale, comme si le corps humain se prêtait à ces divisions arbitraires, et comme si les malades ne se présentaient pas souvent atteints d'une affection du ressort de la médecine interne en même temps que d'une maladie qui se traite dans les cours de pathologie externe ; comme si la même maladie n'appartenait souvent pas aux deux sections.... Tout semblait porter M. Magendie vers l'exercice de la chirurgie. Il était considéré comme l'un des plus exacts, des plus adroits anatomistes, et des plus habiles entre ceux qui *manœuvraient* les opérations. Il faut ajouter à ces qualités que M. Magendie possède un caractère imperturbable ; cependant il prit la carrière de la médecine interne. MM. Dubois, Boyer, Dupuytren, Richerand et Roux occupaient les positions avancées dans la partie de la chirurgie ; parmi eux plusieurs étaient encore jeunes. M. Magendie ne voulut sans doute point se trouver sur un second plan. Il pensa qu'il lui serait plus facile de se faire un nom célèbre comme médecin. Tous les cas pathologiques internes, c'est-à-dire toutes les maladies lui paraissant une *dévi*ation des lois physiologiques, il s'adonna à l'étude de cette science, et commença dès-lors des cours de physiologie qui eurent un brillant succès, et qui durent être très *productifs* pour le professeur ; c'est alors que, tout en enseignant, son esprit sceptique reprit toutes les expériences faites par Hallé et par Bichat, qui résumaient tous les travaux physiologiques de leurs prédécesseurs (1).

(1) Entouré d'obstacles et de préjugés, mais entraîné par un goût décidé pour les expériences positives, doué d'une volonté forte, et entrevoyant les résultats marquans où il devait arriver, il surmonta les clameurs, et méprisa les accusations de cruauté que l'ignorance et la jalousie répétèrent souvent. Ce n'est pas en France seulement que ces accusations absurdes ont été portées, elles ont été renouvelées plus récemment à l'étranger, et elles ont donné lieu en Angleterre à une discussion parlementaire qui mérite d'être

En 1809 (24 avril) M. Magendie lut à l'Institut un premier mémoire (1) traitant de l'ac-

connue. M. Magendie étant allé passer quelque temps dans ce pays, pour son instruction et son plaisir, avait répété quelques expériences sur des animaux vivans devant plusieurs médecins et chirurgiens anglais, qui l'en avaient prié. Cette circonstance fort simple servit de texte à un M. Martin, qui est connu en Angleterre pour son intérêt pour les animaux. Poussé, dit-on, par des rivaux de M. Magendie, il accusa de cruauté et de barbarie tous ceux qui faisaient des expériences sur les animaux, et voulait invoquer l'*alien bill* contre l'étranger qui avait si insolemment bravé le *zoophilisme* anglais. Toute ridicule qu'était l'inconvenante attaque de M. Martin, fondée sur les contes et les oui-dire les plus absurdes, un membre du parlement crut devoir y répondre ; ce fut l'honorable sir James Mackintosh, qui, connaissant personnellement le physiologiste français, remplaça la question sur son véritable terrain, démontra l'importance des expériences physiologiques, et rappela que c'était par des expériences faites sur les animaux vivans que Guillaume Harvey avait découvert la circulation du sang ; que Charles I^{er} avait favorisé ce genre d'étude en mettant à la disposition de ce grand physiologiste toutes les biches du parc de Windsor pour étudier les phénomènes de la génération. L'honorable membre de la chambre des communes fit sentir qu'une attaque si grossière n'était que l'écho d'une basse jalousie, et paya à M. Magendie le tribut d'éloges et d'estime qui lui était dû. Cet hommage de la part d'un étranger était d'autant moins suspect qu'il fut spontané et basé sur la connaissance des travaux de notre compatriote, et sur des relations avec lui comme médecin, relations qui mettaient M. Mackintosh à même de dire combien il était redevable aux soins éclairés et bienveillans d'un homme qu'on accusait d'inhumanité et de barbarie. Nous engageons à lire les débats auxquels donna lieu dans la chambre des communes cette motion de M. Martin ; ils se trouvent rapportés dans le volume que l'on publie tous les ans à Londres, et qui contient le compte-rendu de chaque session. On y ajoute que la plupart des médecins et étudiants anglais qui se trouvaient à Paris à l'époque de la motion de M. Martin, adressèrent à M. Magendie, dont ils suivaient ou avaient suivi les cours, une lettre qu'ils signèrent tous, et dans laquelle ils lui témoignèrent leurs regrets que parmi leurs compatriotes il se fût trouvé un individu qui pût avoir de si étranges procédés pour un maître dont ils savaient apprécier les travaux, aux leçons duquel ils acquéraient une instruction positive, et dont ils recevaient tous les jours des marques d'intérêt.

(1) Il avait publié l'année précédente une thèse in-

tion de quelques végétaux (1) sur la moëlle épinière. Il réduisit à leur juste valeur toutes les fables publiées par des gens venant de loin, sur le terrible effet du poison de Java. Ces expériences furent faites en commun avec M. Delille; l'upas-tieuté dont ils se servirent avait été rapporté du pays par M. Leschenault, aide-naturaliste voyageur. Cesont ces recherches qui ont donné lieu à l'emploi en médecine de l'extrait alcoolique de noix vomique, aux recherches de M. Pelletier, sur la famille des *strychnos* et à l'emploi de la *strychmine* et de la *brucine* comme médicaments; dans ses considérations jointes au récit des faits M. Magendie fit pressentir les usages que l'on pourrait faire des poisons en médecine pour combattre les paralysies.

Les effets rapides de ces terribles poisons avaient frappé l'esprit observateur de M. Magendie; il se demanda si l'absorption par les vaisseaux lymphatiques suffisait à expliquer cette rapidité d'action; c'est cette question qu'il traita dans un second travail intitulé : *Mémoire sur les organes de l'absorption chez les mammifères* (lu à l'Institut le 7 août 1809). M. Magendie démontra dans ce travail la réalité de l'absorption veineuse, et conclut que les vaisseaux lymphatiques ne sont pas toujours la route suivie par les matières étrangères pour parvenir au système sanguin (2).

La vapeur pulmonaire prend l'odeur des substances qu'on injecte dans le sang... Ce fait observé par M. Magendie, en faisant ses expériences sur l'action des poisons, contri-

bua à le déterminer à faire des recherches sur la transpiration pulmonaire. Il traita ce sujet dans un mémoire, qu'il lut à l'Institut le 14 janvier 1811, et dont les conclusions peuvent se résumer ainsi : la vapeur pulmonaire est formée par l'action perspiratoire de la membrane muqueuse des voies aériennes; elle ne doit en aucune manière naissance à une combinaison chimique qui aurait lieu dans les poumons par la transpiration pulmonaire; enfin l'économie peut dans certains cas se débarrasser soit d'une très grande abondance d'eau qui serait mêlée au sang, soit de certaines matières qui se trouvaient dans le système circulatoire.

L'action des poisons déterminant fréquemment le vomissement, ce phénomène devint à son tour l'objet des remarques de l'habile physiologiste; il les soumit à l'Institut (1^{er} mars 1815), qui nomma pour commissaires Cuvier, Pinel, M. de Humboldt et Percy, qui firent de ces recherches l'éloge le plus flatteur : *la pression exercée immédiatement sur l'estomac par le diaphragme et les muscles de l'abdomen paraît suffire, d'après les expériences de M. Magendie, pour la production du vomissement.*

La théorie du vomissement avait fait naître des objections; tout en se proposant d'y répondre, M. Magendie avait fait des observations sur l'acte de la déglutition. Il lui vint des doutes sur l'usage attribué à l'épiglotte; ces doutes le portèrent à faire à ce sujet des expériences; il en consigna les résultats dans un Mémoire qu'il lut à l'Institut le 22 mars 1815, et conclut que l'épiglotte n'était point indispensable à la déglutition. Il prouva que ce sont les bords de la glotte et les cartilages arythénoïdes qui opèrent la clôture de la glotte sans l'action du nerf laryngé, affecté spécialement aux muscles crico-thyroïdien et arythénoïdien. (1)

(1) On peut consulter, outre le mémoire dont nous parlons, le *Précis de physiologie* du même auteur, ouvrage mis à la portée des hommes du monde qui ont quelques connaissances anatomiques.

augurale sur les usages du voile du palais et la fracture des côtes, in-4°.

(1) L'upas-tieuté, l'upas-anthiar (poisons de Java.)

(2) Il rapporte cette expérience devenue célèbre dans laquelle, ne laissant un membre ou une anse intestinale en communication avec le reste du corps de l'animal que par une artère et une veine, et plaçant une substance active, comme de l'extrait alcoolique de noix vomique, dans le tissu de la partie ainsi isolée, il fait voir que l'empoisonnement a encore lieu, et que par conséquent il y a eu absorption par la veine.

Peu après M. Magendie éclaircit une question de vision dans un *Mémoire sur les images qui se forment au fond de l'œil et sur un moyen très simple de les apercevoir*. Ce moyen consiste à se servir d'yeux dont les membranes sont transparentes, tels que ceux des animaux albinos, des lapins et des pigeons blancs, etc., etc. On retrouve dans ce petit mémoire l'esprit ingénieux de l'observateur, qui s'est plu à multiplier avec une féconde sagacité les expériences et les recherches.

Le 25 août 1815 M. Magendie entretint l'Institut de *l'influence de l'émétique sur l'homme et les animaux*. Les conclusions auxquelles s'arrêta l'auteur, et qu'il appuya de nombreuses expériences, sont celles-ci : 1^o l'émétique donné à haute dose peut causer des accidens très graves, et même la mort, à moins qu'il ne soit rejeté en partie par le vomissement ; 2^o que l'action délétère de l'émétique se manifeste particulièrement sur le tissu pulmonaire et la membrane digestive ; 3^o qu'il est probable qu'une partie des effets délétères de l'émétique sont le produit de son action sur toute l'économie par suite de son absorption.

M. Magendie multipliait ses expériences, et parvenait tous les jours à des résultats concluans et positifs. Le 11 octobre 1815 il lut à l'Institut un nouveau mémoire intitulé *Mémoire sur l'œsophage et ses fonctions*, qui complétait l'histoire de ses recherches sur le vomissement, dans lequel il prouva : 1^o que l'œsophage, dans son tiers inférieur, est animé d'un mouvement alternatif de contraction et de relâchement ; 2^o que ce mouvement est spécialement sous l'influence des nerfs de la huitième paire ; 3^o que la distension de l'estomac par des gaz, des liquides ou des alimens paraît être une cause qui prolonge la durée de la contraction de l'œsophage.

Le 25 du même mois, fidèle à la promesse qu'il avait faite dans un précédent mémoire, M. Magendie soumit au jugement de l'assem-

blée un *Mémoire sur la déglutition de l'air atmosphérique*, dans lequel il établit : 1^o que les animaux avalent de l'air quand ils éprouvent des nausées, quand ils vomissent, quand ils contractent violemment leurs muscles, en un mot chaque fois qu'ils exercent accidentellement des mouvemens de déglutition ; 2^o que c'est par la déglutition que les pigeons remplissent leur jabot d'air ; 3^o qu'il est des personnes qui avalent volontairement de l'air ; 4^o que dans les maladies nerveuses et dans plusieurs autres maladies les malades avalent quelquefois l'air et involontairement.

Réuni à M. Lepelletier, M. Magendie fit un travail sur l'*ipécacuanha*, qu'il lut à l'Institut le 25 février 1817 ; l'*émétine* fut reconnue par ces savans être la seule substance active des divers ipécacuanhas ; ils déterminèrent les propriétés médicamenteuses de cette substance.

En 1816 M. Magendie avait fait des recherches sur les substances nutritives qui ne contiennent pas d'azote ; il en exposa les résultats à l'académie des sciences le 19 août 1819. Une application de ces recherches consistait dans la prescription du régime végétal contre la gravelle et les calculs, concrétions dont l'un des élémens ordinaires, l'acide urique, est très azoté. Ce travail conduisit M. Magendie à de nouvelles considérations sur ce sujet ; il en exposa les conséquences dans un mémoire intitulé : *Recherches physiologiques et médicales sur les causes, les symptômes et le traitement de la Gravelle*. Pour la première fois le traitement de cette maladie devint rationnel ; cet exemple ne dut pas être sans influence, le rationalisme est si rare en médecine.

Dans le même esprit M. Magendie publia en 1819 des *Recherches physiologiques et cliniques sur l'emploi de l'acide prussique dans le traitement des maladies de poitrine*. Dans des mains habiles ce remède a produit de bons effets.

Dans la même année M. Magendie publia

un *Mémoire sur les vaisseaux lymphatiques des oiseaux*, qui renferme des aperçus neufs et savans.

Au mois de janvier 1821 M. Magendie eut l'idée de fonder un nouveau journal, qu'il intitula : *Journal de physiologie expérimentale*. Le premier numéro de cette publication contient un mémoire de son fondateur, qui l'avait lu à l'Institut en octobre 1820 ; le sujet de ce nouveau travail est le *Mécanisme de l'absorption chez les animaux à sang rouge et à sang froid*. Les recherches consignées dans ce travail font suite à celles que M. Magendie avait déjà énoncées dans son mémoire sur l'absorption dans les mammifères. L'auteur y attribue l'absorption à l'attraction capillaire des petits vaisseaux, ou du moins considère cette cause comme l'une de celles de l'absorption veineuse.

Suivant la même direction d'idées qui l'avait guidé dans ses recherches sur l'*émétine*, M. Magendie a constaté par des expériences l'action d'un nouvel extrait tiré de l'opium par M. Robiquet (la morphine), et bientôt celle de la narcotine ; les notes qui rendent compte de ces recherches, ainsi qu'une autre note sur l'introduction des liquides visqueux dans l'économie, sont placées à la suite du précédent mémoire.

Les expériences de M. Magendie sur l'absorption le conduisirent à examiner la question de la rage ; par l'injection de l'eau dans les veines, M. Magendie prouva que l'on suspendait les symptômes propres à l'affection rabique.

Dans un nouveau travail sur les vaisseaux lymphatiques des oiseaux, travail qui se rattache à l'absorption veineuse, M. Magendie prouva qu'il n'existait pas de vaisseaux chylifères chez les oiseaux.

Il s'occupa bientôt de la structure des poumons, et publia le résultat de ce travail dans son journal ; il le fit suivre de considérations générales sur la circulation du sang, et détermina l'action des artères dans cette fonction. Il prouva qu'elles n'agissent pas

par irritabilité : leur dilatation, dit-il, correspond à la systole ; elles se resserrent avec assez de force pour donner une impulsion au sang, ce qui suffit avec l'action du cœur pour le faire cheminer ; le sang s'y meut d'une manière continue saccadée dans les grosses, continue uniforme dans les ramuscules et les dernières divisions ; enfin, ajoute-t-il, la marche du sang dans les veines est sensiblement influencée par l'action communiquée au sang artériel. Ce mémoire était suivi d'un deuxième, dans lequel l'auteur traitait de *l'Influence des mouvemens de la poitrine sur la circulation*.

Ces mémoires furent suivis de plusieurs autres, dont l'un sur *l'Entrée accidentelle de l'air dans les veines*, etc., fixa l'attention des médecins et des savans, et de quelques observations pathologiques, qui jetèrent un nouveau jour sur les questions traitées par le savant observateur.

M. Magendie, que tant de travaux devaient recommander à l'Académie des sciences, peu habituée à expliquer quelque chose en médecine, fut reçu dans son sein le 15 novembre 1821 en remplacement de M. Hallé, et préféré à ses maîtres Boyer et Chaussier ; déjà, en 1819, l'Académie de médecine lors de sa formation l'avait compris parmi ses membres.

La nomination de M. Magendie à l'Institut n'interrompit pas les recherches ni la présentation des mémoires qui les relataient ; mais ses travaux ne donnèrent plus lieu aux rapports élogieux qui les accompagnaient ordinairement, et dont les auteurs les plus habituels étaient Cuvier, Percy, Hallé, Lamarck, M. Duméril, etc. etc. ; on ne fait pas de rapport sur les travaux des membres.

La direction des travaux de M. Magendie avait séduit le célèbre Laplace ; il souffrait de la vessie ; pour s'expliquer ses douleurs il avait prié le jeune physiologiste de lui démontrer l'anatomie des voies urinaires et le mécanisme de la formation des calculs..... Laplace avait fait acte de son franc jugement

en s'adressant à M. Magendie, avec lequel dès-lors il resta intimement lié; peut-être cette liaison contribua-t-elle pour quelque chose au vote de l'Académie des sciences.

Les deuxième et troisième volumes du journal de physiologie expérimentale renferment un grand nombre de nouveaux mémoires de M. Magendie, entre autres; *l'histoire d'une affection singulière du système nerveux*; des études sur plusieurs organes propres aux reptiles et aux oiseaux; un travail sur l'anatomie de la lamproie, fait en commun avec M. Desmoulins; des expériences sur les fonctions des nerfs rachidiens; une note sur le siège du sentiment et du mouvement dans la moëlle épinière.

Le nerf olfactif est-il le nerf de l'odorat? Telle est la question que se pose M. Magendie en tête d'un mémoire inséré dans le quatrième volume de son journal (1824). Il résulte des expériences citées dans ce travail que la destruction des nerfs ou lobes olfactifs ne prive pas les animaux de la sensation des odeurs fortes, anéantie au contraire lorsque la branche nasale de la cinquième paire est détruite.

En même temps que M. Magendie recherchait les effets de la section de la cinquième paire sur l'olfaction, il était trop habile observateur pour n'être pas frappé des phénomènes généraux qui se passaient: l'animal paraissait ne plus voir, ne plus entendre, tout comme ne plus jouir de l'odorat, bien que les nerfs optiques et acoustiques fussent restés intacts comme les nerfs olfactifs.

Dans un autre mémoire M. Magendie détermine les fonctions de quelques parties du système nerveux et en particulier du cerveau; plus tard (tome V) il résume ses travaux sur la rétine de l'homme en concluant qu'elle est insensible. On trouve dans le même volume l'histoire curieuse d'un sourd-muet de naissance guéri à l'âge de neuf ans de son infirmité par M. Magendie.

Le sixième volume contient un nouveau traitement de l'amaurose proposé par M. Ma-

gendie, et un mot sur deux nouvelles espèces de gravelles.

Nous sommes loin d'avoir cité tous les mémoires de M. Magendie renfermés dans son journal, nous avons à nous renfermer dans le cadre étroit qui nous est imposé par notre genre de publication; nous devons cependant encore signaler un mémoire sur la destruction des nerfs optiques: M. Magendie suppose qu'ils ne sont point indispensables à la vision, il pense que la cinquième paire pourrait les remplacer.

En 1851 le journal de physiologie expérimentale cessa de paraître à la suite des événements de 1850, qui ébranlèrent tant de maisons de librairie; c'était une utile fondation. M. Magendie a élevé dans ce recueil un monument remarquable à cet amour des faits positifs, qui est le mobile de toute sa vie scientifique. Entraîné par ce même sentiment, il voulut dès 1851 étudier le choléra, et alla au devant du mal voyageur; ce fut lui qui popularisa cette expression si pittoresque que lui suggéra la vue des malheureux cholériques: Les malades sont cadavérisés.

En 1851 M. Magendie fut nommé professeur au collège de France; déjà deux fois il avait été présenté par le collège de France et l'Académie des sciences; mais l'Université lui avait préféré d'abord M. Laennec, puis M. Récamier, qui, ayant donné sa démission en 1850, permit enfin à l'Université d'être juste envers M. Magendie.

M. Magendie fait là un cours de médecine tout raisonné, progressif, fondé sur les faits. L'anatomie et la physiologie, éclairées par la physique et la chimie, sont les bases sur lesquelles s'appuie la théorie pathologique qu'il expose.

Malheur aux hypothèses purement spéculatives: on ne croit au cours de M. Magendie qu'à l'autorité des faits. Telle est au reste la tendance au perfectionnement qui distingue ce professeur que jamais le cours d'une année n'est la répétition de celui de l'année précédente.

Fidèle aux premières habitudes de son enfance, M. Magendie est resté dans sa conduite, dans ses idées l'homme indépendant par excellence; si nulle assertion ne le convainc sans preuve, nulle proposition ne le trouve exclusif par prévention; il consent à tout vérifier. La puissance des hommes et leur volonté paraissent n'avoir pas plus d'effet sur ses déterminations que l'autorité de leur parole n'a de pouvoir sur leur jugement; c'est toujours d'après lui qu'il se décide : impassible, indépendant, il est aussi inaccessible aux efforts de la séduction que de l'intimidation (1).

Terminons par ces mots : Tout ce qui travaille est accueilli par M. Magendie avec faveur; il ne voit que des émules et nulle part des rivaux.

M. Magendie a publié, depuis qu'il est professeur, des *Leçons sur le choléra* (1852), et des *Leçons sur les phénomènes de la vie* (1856).

SERCOGNANI (JOSEPH, le général).

Né à Faenza (Romagne), le 4 mai 1781, le général Joseph Sercognani s'engagea comme volontaire le 5 avril 1797 dans la cohorte Émilienne qui fut organisée à Forlì après le traité de Tolentino; il fit les campagnes d'Italie. Blessé au pont de Revère dans la retraite après la bataille de Vérone (1799), il se trouva bloqué et assiégé dans la place de Mantoue défendue par le général

Foissac-Latour : Joseph Sercognani était à cette époque sergent-major. Il entra en France après la prise de cette place, et fut incorporé avec son grade de sergent-major dans la légion italique, formée par le général Lecchi à Dijon.

Rentré en Italie avec la colonne commandée par ce général sous les ordres du premier consul Bonaparte, Sercognani se trouva à l'affaire de Vårasso, et fut nommé adjudant sous-officier à Trente, le 16 nivose an IX, et sous lieutenant huit mois après; il fit les campagnes de 1805, 1804, 1805 dans le royaume de Naples, ainsi que celle d'Allemagne en 1805 avec le corps d'armée commandé par le maréchal Masséna; il prit part au siège de Gaète, et passa ensuite dans les îles Ioniennes, d'où il rentra au mois d'avril 1809 avec le grade de capitaine adjudant-major. Il fut promu au grade de chef de bataillon après la campagne d'Allemagne en 1809, pour sa belle conduite dans la ville de Neustadt et en Carniole, où il se défendit quatre jours avec 250 hommes, 50 chevaux et deux pièces d'artillerie contre 5,000 insurgés (1). Il passa en Espagne en 1810 avec le premier régiment de ligne italien faisant partie de la division Séveroli; après avoir pris part à différens combats et au siège de Valence, il fut nommé major et décoré de la légion-d'honneur sur le rapport du maréchal Suchet, qui dans son rapport du 14 février 1815 (2) le signale comme l'un des officiers qui s'étaient le plus distingués dans son corps d'armée.

Rentré en Italie en 1814, le major Sercognani commandait l'avant-garde de la division Maucune au Taro; pendant la retraite de Taro à Plaisance il eut un cheval blessé sous lui.

Après la dissolution de l'armée italienne M. Sercognani fut mis à la retraite par le gouvernement pontifical.

(1) Rapport du général Zucchi au vice-roi d'Italie.

(2) Voir le *Moniteur* du 8 février 1815.

(1) Dans un concours une majorité injuste avait imposé son choix. L'usage est que tous les membres du jury signent la délibération, même ceux de la minorité; jamais cela ne s'est refusé;... une seule fois pourtant... ce fut M. Magendie... Force de l'usage, rappel des convenances, prières amicales, influences, rien ne put le déterminer. Après un mûr examen on trouve un vice de forme. Le concours fut cassé; un homme de mérite dut son admission à cette invincible résistance.

Après la révolution de juillet 1850, lorsque l'Italie répondit à notre cri de liberté, M. Sereognani, promu au grade de colonel, contribua à l'indépendance de son pays ; il s'empara le 11 février 1851 par un coup de main du fort de S.-Leo, et, après huit jours de blocus, de la place et de la forteresse d'Ancône, qui capitulèrent.

Le gouvernement provisoire des provinces unies italiennes le nomma général de brigade ; Sereognani continua sa marche jusqu'aux bords du Tibre, où il fut obligé de s'arrêter faute de munitions et du matériel nécessaire pour s'emparer de Rome ; il reçut aussi ordre du ministre de la guerre, général Armandi, (voir la notice du prince *Napoléon-Louis BONAPARTE*), de ne point passer le Tibre parce que, cédant à de hautes considérations diplomatiques, le gouvernement insurgé consentait à laisser Rome au pape (1).

(1) Le général Sereognani avait compris que tant que la révolution resterait renfermée dans les légations de Bologne, de la Romagne et de la Marche d'Ancône, elle ne serait aux yeux de la diplomatie qu'une révolte de provinces contre laquelle on pouvait s'entendre avec le gouvernement central, et qui permettait de ne point avoir égard au système de non-intervention, qu'on pouvait prétexter n'être applicable qu'à des sections ou états entiers, et non à des fractions d'états. Cela posé, et le général avait raison de l'admettre, il était de la plus haute importance que Rome tombât au pouvoir des patriotes, et qu'une révolution dans le gouvernement central, en donnant une nouvelle forme à l'administration du pays, et en centralisant de plein droit le pouvoir dans ses mains, donnât à la nation un droit incontestable à réclamer les garanties du principe de non-intervention, et à protester en masse contre la violation de son territoire. Quelle que fut la mauvaise foi de toutes les diplomaties sans exception, la nouvelle position de la question changeait la face des affaires et plaçait le nouvel état romain dans la position où est aujourd'hui l'Espagne.

Pénétré de cette idée, dès qu'il eut pris Ancône, le général Sereognani poussa en avant sur Rome. Il avait à vaincre quelques obstacles de peu d'importance, mais qui demandaient des canons ; il savait que dès qu'il aurait dispersé le peu de troupes qu'on pouvait lui opposer, la ville de Rome se déclarerait tout entière pour la révolution. L'artillerie qu'il avait avec

Bientôt la révolution italienne succomba, et le général Sereognani dut chercher un refuge sur la terre *quasi hospitalière* de France. Depuis lors, il expie dans l'exil le tort d'avoir voulu rendre la liberté à son pays.

ROSSÉE (VICTOR).

ROSSÉE (*Victor*), né à Belfort le 25 février 1780, est fils de M. Rossée, officier et trésorier de la Légion-d'Honneur qui, membre du magistrat de Belfort et bailli seigneurial avant la révolution de 1789, devint juge au tribunal de cassation, président de chambre à la Cour impériale de Colmar et successivement membre du Conseil des anciens et du Corps législatif jusqu'à la première Restauration ; M. Rossée père occupa dans nos assemblées politiques un rang fort élevé. Il eut à plusieurs reprises l'honneur de les présider, et prit une part active aux travaux importants de l'époque. On cite de lui, comme faisant le plus grand honneur à son talent, les deux rapports qu'il fit au Conseil des Anciens sur le traité de Campo-Formio et sur la loi de l'an VI relative à la contrainte par corps.

M. Rossée père est décédé en 1852 à l'âge de 87 ans : il vivait dans la retraite depuis long-temps. Frappé d'un exil dès avant la révolution par suite d'une manifestation trop franche de ses opinions devant le Conseil

lui avait besoin de munitions et de quelques légères réparations ; il laissa à Ancône avec ordre de le suivre dans deux jours. Mais déjà alors la trahison s'organisait ; malheureusement l'ex-colonel d'artillerie Armandi, homme pusillanime et incapable d'être employé en chef à quoi que ce fût, avait été nommé ministre de la guerre. Les préoccupations politiques ou plutôt le vertige qui le saisit et lui fit livrer Ancône, sans garanties pour ses concitoyens à qui il coupait la retraite, firent qu'il s'opposât au projet de Sereognani, lui retint d'abord son artillerie, et ensuite lui ordonnât de retourner à Ancône. Ce contre-ordre fut une des principales causes de l'insuccès de la révolution, qui se serait consolidée à Rome.

souverain d'Alsace, il était naturel qu'il fût atteint de nouveau lors du retour des anciennes choses. Il fut remplacé dans ses fonctions de président de chambre à la cour royale de Colmar par une ordonnance spéciale du mois de janvier 1816, et admis à faire valoir ses droits à la retraite.

M. Rossée fils avait à soutenir l'éclat de la réputation de son père. Entré dans la magistrature en 1807 comme juge au tribunal de Belfort, il fut, après avoir rempli successivement les fonctions de procureur du roi près les tribunaux de Delémont et d'Altkirch (Haut-Rhin), nommé en 1811 aux fonctions d'avocat-général près la Cour impériale de Colmar.

Appelé en 1815 pendant les Cent Jours à la chambre des représentans par le suffrage de ses concitoyens, il fut pour ce motif post-posé dans l'ordonnance royale de 1816, qui accordait l'investiture aux magistrats de la Cour royale de Colmar, et devint ainsi deuxième avocat-général de premier qu'il était depuis 1815. En 1820 M. de Serre qui, après avoir exercé les fonctions de premier président de cette cour, était arrivé au ministère de la justice, lui rendit le rang qui lui avait été enlevé. M. Rossée remplit sans interruption ses fonctions jusqu'en 1822 : peu de temps après le jugement de la conspiration de Belfort et par suite du peu de propension qu'il avait montrée dans cette affaire pour le système dans lequel la restauration se jetait, il fut nommé procureur-général à Cayenne. C'était une véritable disgrâce, que ne déguisèrent point au surplus les circonstances qui précédèrent et suivirent cette nomination ; car il ne put obtenir de M. de Peyronnet la conservation de son emploi d'avocat-général, qu'il avait sollicité en personne. Aussi n'hésita-t-il point à sacrifier le prix de 15 années de services dans la magistrature. Il rentra dans le barreau, où son talent oratoire, sa facilité et la juste considération dont il était entouré lui assurèrent bientôt une position honorable ; il ne tarda

point à être affilié aux loges des carbonari, et à être député auprès de la vente suprême à Paris. A cette époque les conspirateurs ne lui paraissaient pas des *infâmes*.

M. Rossée se trouvait dans cette situation au moment où éclata la révolution de 1830. Il fut l'un des premiers choix du nouveau gouvernement. Le 5 août 1830 il fut, pendant qu'il était aux eaux en Allemagne, appelé aux fonctions de procureur-général près la Cour de Colmar, fonctions qu'il n'a point cessé d'exercer depuis. Dans cette haute position il a tenu pendant six ans toutes les promesses de sa vie précédente. On s'est accordé généralement à reconnaître que, dans les temps difficiles qu'il a eu à traverser, il a rendu de grands services à la contrée, et qu'il est parvenu à y maintenir l'ordre le plus parfait sans sortir des justes limites tracées au pouvoir.

Enfin un grand procès est survenu, où M. Rossée s'est renié lui-même : après la malheureuse tentative du prince Napoléon-Louis Bonaparte, M. Rossée a eu à soutenir l'accusation contre les prévenus qui avaient prêté leur concours à cette levée d'armes. On a remarqué avec peine la violence de langage à laquelle il s'est livré : l'inflexibilité austère de la justice a été remplacée par les emportemens d'un zèle prompt à l'insulte ; M. Rossée a fait perdre à l'interprétation du droit social par la magistrature ce caractère de stoïcisme calme et digne qui lui convient.... Ce dévouement lui méritera sans doute une présidence de Cour royale ou son entrée à la Cour de cassation.

Nous le disons avec un profond sentiment d'amertume, le procureur-général de 1837 s'est placé sous tous les rapports au dessous de l'avocat-général de 1822.

DEMEESTER-VAN-STUYEL (Philippe, le général).

Philippe DEMEESTER naquit à Milan en 1765. Son père, natif de la Zélande et issu

d'une des premières familles de Middelbourg, était venu s'établir à Milan vers l'année 1720, et s'était marié depuis avec une Italienne, fille d'un homme de loi.

L'éducation du jeune Demeester fut des plus distinguées : ses études préparatoires achevées, il vint faire son droit à l'université de Paris, où il fut reçu docteur en droit à l'âge de 21 ans.

Les événemens de France de 1789 trouvèrent le jeune avocat Demeester préparé à saluer de ses vœux la grande réforme sociale exécutée par l'Assemblée Constituante ; il avait puisé dans les ouvrages des philosophes ces principes de liberté et d'égalité devant la loi qui sapaient les trônes. Le 10 août ayant aboli la royauté en France, le jeune Demeester vit dans la guerre qui allait éclater entre la nouvelle république et l'Autriche une lueur de liberté pour sa patrie ; dès-lors tous ses efforts furent dirigés à recruter des patriotes et à se mettre en relation avec les sociétés démocratiques de France. Pendant quelques années le despotisme autrichien pesa de tout son poids *protecteur* sur la malheureuse Italie, et rendit toutes les réunions des patriotes impossibles ; enfin le chant républicain se fit entendre du haut des Alpes, que franchirent nos armées victorieuses en jetant aux monarchies une terrible déclaration de guerre et aux peuples un fraternel appel à la liberté ; l'avocat Demeester et ses amis parvinrent à tromper la vigilance de la police et à se réunir : leurs conciliabules devinrent de jour en jour plus fréquens, les personnages les plus distingués ne tardèrent pas à s'y faire admettre. Écrasée par les armées françaises, abandonnée et menacée par les patriotes de l'intérieur, la royauté succomba, nos troupes envahirent la Lombardie, et la république Cisalpine fut proclamée. Le patriote Demeester fut mis à la tête d'un bataillon de la garde nationale, et bientôt après élu chef de la légion.

Les armées russe et autrichienne coa-

lisées ayant envahi en 1799 les états d'Italie, le colonel Demeester émigra en France, et fut immédiatement employé en qualité de chef de brigade à l'état-major de la division des Alpes maritimes ; de là il passa à Gènes à l'état-major du général Masséna ; il y resta pendant tout le blocus, et combattit toujours les ennemis de sa patrie avec le courage et l'enthousiasme d'un patriote qui préfère la mort à la perte de la liberté. Le général Masséna lui confia plusieurs fois d'importantes missions, et le mentionna constamment honorablement dans tous ses rapports.

A la capitulation M. Demeester fut un des officiers supérieurs qu'on envoya en otage au général autrichien pendant l'exécution de la capitulation.

La bataille de Marengo ayant assuré l'indépendance de l'Italie, le chef de brigade Demeester revint à Milan avec le peu de patriotes qui avaient survécu aux désastres du siège de Gènes. Rentré au service de la république Cisalpine, il fut maintenu dans son grade et chargé de l'organisation de la garde nationale.

Le général Demeester fut un des premiers à soupçonner dans le premier consul les idées d'envahissement que le vainqueur de Marengo ne se donnait déjà plus la peine de dissimuler. Dès ce moment il chercha à réunir de nouveau les patriotes, et leur proposa des mesures énergiques et même violentes pour assurer la liberté et l'indépendance de son pays ; l'entraînement vers Bonaparte était presque unanime en France ; mais il n'en était pas de même en Italie ; la république Cisalpine avait été généralement acceptée par toutes les classes comme un bienfait. La noblesse elle-même avait embrassé les idées démocratiques, aussi le général Demeester parvint-il à inspirer à la garde nationale Cisalpine sa généreuse méfiance. Bonaparte fut reçu avec froideur à une de ses grandes revues, il s'en aperçut ; et la garde nationale Cisalpine fut renvoyée dans ses foyers et bien-

tôt après dissoute et désarmée. Les conseils du général Demeester, qui proposait une énergique résistance, s'adressèrent à des hommes auxquels manqua l'audace d'un coup de main.

Bonaparte ne tarda pas à ceindre sa tête de la couronne des rois Lombards. Le général Demeester paraissait décidé à rentrer dans la vie privée; mais les nombreux amis qu'il avait dans le nouveau gouvernement firent un appel à sa probité de citoyen et à ses lumières; il fut nommé inspecteur aux revues, emploi qu'il remplit pendant plusieurs années avec une indépendance et une austérité de mœurs qui le tinrent constamment éloigné des réunions intimes de la nouvelle cour, où il ne se présentait jamais que forcé par les devoirs officiels de sa place; toutefois il fut décoré de la Couronne de Fer et créé baron; mais ses sympathies ne furent point infidèles aux *maçons*; c'était la seule société qui nourrit encore le feu sacré de la liberté, car en Italie les *maçons* avaient toujours conservé leur principe politique originaire mieux que dans toutes autres contrées de l'Europe.

En 1811 le général Demeester fut nommé gouverneur du collège militaire de Milan; on paraissait redouter de le laisser en contact permanent avec l'armée.

En avril 1814, les Autrichiens ayant occupé le royaume d'Italie par suite d'une convention faite avec le prince Eugène Beauharnais, l'armée italienne se trouvant moitié dissoute, moitié en cantonnement, il vint au général Demeester et à plusieurs autres patriotes l'idée de s'emparer par surprise d'un grand nombre d'officiers supérieurs autrichiens et d'attaquer dans le même temps les différens régimens répandus dans les provinces. Les réunions patriotiques se tenaient ordinairement chez le général Demeester: on convint de se confier à Murat, qui pouvait être d'un grand appui dans cette tentative hasardeuse; mais soit

que Murat trahit ce secret, soit que les projets des conjurés fussent découverts par la police autrichienne, le complot fut éventé et les principaux conspirateurs immédiatement arrêtés et jetés dans les prisons autrichiennes. Le général Demeester supporta avec un courage stoïque les tortures physiques et morales auxquelles le soumit la police autrichienne; les conjurés condamnés, soit à mort, soit à la prison perpétuelle, virent leur peine commuée en celle de la détention à temps, et furent enfin rendus à la liberté après avoir passé quatre années dans les cachots de l'Empire.

Le général Demeester se retira dans ses propriétés; mais, toujours homme d'action et soldat de la liberté, les révolutions de Naples et de Piémont l'arrachèrent à ses paisibles occupations philosophiques et champêtres; il fut envoyé en députation auprès du prince de Carignan, qui le reçut personnellement avec effusion, tout en se plaignant de ne pas voir les Lombards en armes comme on le lui avait fait espérer..... Condamné de nouveau à mort (par contumace) après la dispersion des conjurés, le général Demeester, persécuté dans tous les pays où il chercha un refuge sur le continent, dut se retirer en Angleterre, où sa santé ne tarda pas à s'affaiblir; mais son caractère resta inébranlable. Entouré de la respectueuse considération de tous les proscrits, il ne leur fit jamais défaut; usant de son influence et de son crédit moral pour adoucir leur sort, les fortifiant de ses conseils et de son exemple, jamais on ne le vit abattu par le malheur présent et par l'aspect des privations futures.

La révolution de juillet n'éveilla pas en lui cet enthousiasme qu'elle excita en beaucoup d'autres; le général Demeester connaissait et n'estimait pas le parti qui envahit les avenues du pouvoir; aussi refusa-t-il de se réunir aux membres du comité italien qui, comptant sur l'appui de la France, voulaient

tenter une nouvelle insurrection en Italie.

En 1852 le général Demeester abandonna l'Angleterre et vint à Paris, où il vit de la modique pension que le gouvernement français lui fait en qualité de réfugié politique.

Le général Demeester est un vétéran de la cause démocratique et de celle de la liberté ; s'il ne peut plus les défendre de son épée, il leur sera encore utile par l'ascendant de sa haute probité et la sagesse de ses conseils.

FERNIG (LOUIS-JOSEPH, comte de).

FERNIG (*Louis-Joseph*, comte de) maréchal-de-camp, grand officier de la Légion d'Honneur, chevalier de Saint-Louis, grand croix, commandeur et chevalier de plusieurs ordres étrangers, né d'une famille noble d'Alsace, à *Mortagne*, département du Nord, le 12 août 1774, fit ses premières armes dans le régiment d'*Auxerrois*, douzième d'infanterie, où il avait été nommé sous-lieutenant par Louis XVI. Il vit avec transport la régénération de 1789 et assista aux premières affaires des sanglantes et longues guerres de la révolution. En 1792, commandant un peloton de quinze hommes, il sauta le premier dans une redoute autrichienne en avant de Menin ; blessé de deux coups de baïonnette dans la poitrine, il allait succomber lorsque quatre hommes de son détachement, les seuls parvenus sans blessures graves au pied de la redoute, s'y précipitent et sauvent leur officier. Il se distingua à *Valmy* et à *Jemmapes*, où il combattit valeureusement, quoique non guéri de ses blessures, et fut nommé capitaine-adjoint à l'état-major du général en chef Dumouriez, sur le champ de bataille d'Anderlecht, pour avoir, à la tête de deux escadrons de chasseurs à cheval et avec deux pièces d'artillerie légère, culbuté, poursuivi l'arrière-garde de l'armée autrichienne jusque dans Bruxelles, en lui faisant grand nombre de prisonniers. A Nerwinde, le 18

mars 1795, la cavalerie ennemie portait tous ses efforts contre le centre de l'armée française ; déjà la division du général Chancel était entamée, et le désordre faisait d'effroyables progrès, lorsque le capitaine Fernig, jugeant de tout le danger du moment, ordonne au nom du général en chef, se met à la tête de ce qui se trouve sous sa main, parle d'honneur et de patrie (expressions magiques alors), et charge trois fois de suite les cuirassiers autrichiens et les dragons de la *Tour*. Cette attaque, faite avec moins de trois cents hommes, étonne, arrête l'ennemi et donne à la division le temps de se rallier ; elle revient au feu, combat avec la plus grande valeur et contribue puissamment aux succès de la droite. Blessé de plusieurs coups de sabre dans la première charge, le capitaine Fernig ne quitta point le champ de bataille, et fut nommé le soir, par le général en chef et les commissaires de la Convention, adjudant-général, lieutenant-colonel. Le 5 avril 1795, ayant quitté la France avec le général Dumouriez, il ne voulut point accepter le service qu'on lui offrait dans l'armée autrichienne. Après avoir parcouru divers pays étrangers et lorsqu'il crut le pouvoir affermi en France, il vint reprendre, non son grade, mais son rang parmi les soldats français. Il fit, comme volontaire et ensuite en qualité d'officier d'état-major sans solde, les campagnes des années VI, VII, VIII et IX près des généraux *Hatry*, *Hoche*, *Jourdan*, *Masséna*, *Lecourbe*, *Moreau*, *Macdonald*. Par un contraste singulier, son nom figurait sur la liste des émigrés lorsqu'il prodiguait de nouveau son sang aux combats et aux batailles de l'*Ostrach*, d'*Eugen*, de *Moeskiew*, de *Biberach*, de *Memingen*, d'*Hochstadt*, de *Nordling*, de *Neubourg*, d'*Ampfingen*, d'*Hohenlinden*, de *Salzburg*, de *Lambach*, de *Kremsmünster*, de *Roveredo*, de *Trente*, etc., etc. Après sa radiation et la campagne de l'an IX, il fut chargé comme chef de bataillon, par les généraux *Pully* et *Montrichard*, de plusieurs

commandemens importans en Helvétie. Rentré en France en l'an X, il fut nommé par le premier consul major du 112^e régiment qui s'organisait à Bruxelles; il organisa également, avec le général Valence, la cinquième légion de réserve. A la descente des Anglais en Zélande, il y fut envoyé et commanda une brigade d'infanterie; l'ennemi retiré, il partit pour l'Espagne, avec le commandement du premier régiment provisoire d'infanterie, et fit une guerre de partisans pendant deux années. Son régiment était en arrivant de deux mille sept cents hommes effectifs; des combats journaliers dans les provinces de la Navarre et de l'Aragon, contre Mina, dans la nouvelle et vieille Castille contre l'Empécinado, et dans le midi de l'Espagne contre de nombreux ennemis, le réduisirent à douze cents hommes. Pendant les campagnes de 1809 et 1810, il fit environ mille à douze cents prisonniers, tua ou mit hors de combat plus de quinze cents Espagnols, et eut deux chevaux tués sous lui à la tête de son régiment. Nommé adjudant-commandant et appelé à l'état-major général en 1811, il quitta l'Espagne, rejoignit la grande armée à Berlin, fit la campagne de Moscou comme sous-chef d'état-major du prince de Neuchâtel, major-général, et se trouva à toutes les batailles et affaires de cette désastreuse expédition. Une formidable batterie de douze à quinze pièces de gros calibre, plongeant des hautes murailles de Smolensk sur nos colonnes, faisait de grands ravages et séparait en deux le centre de notre ligne; tout ce qui se présentait sous cette terrible batterie était pulvérisé; le colonel Fernig, porteur d'ordre de l'empereur au maréchal prince d'Eckmühl commandant l'attaque de front, ne voulant pas perdre un temps précieux à tourner ce dangereux passage, est renversé avec son cheval à cent pas de la muraille; il se débarrasse avec beaucoup de peine, s'éloigne et achève sa mission, heureux d'en être quitte pour de fortes contusions. Plus tard il fit

partie de l'escadron sacré qui entourait l'empereur, et quelques jours avant le passage de la Bérésina il devint chef d'état-major de la cavalerie. Rentré en Pologne, il ne quitta pas un instant le vice-roi d'Italie, dont il était sous-chef et souvent chef d'état-major général. Au combat du 5 avril près Magdebourg, il rendit en cette dernière qualité d'éminens services. A la bataille de Lützen il enfonça le corps de réserve composé des gardes impériales et royales russe et prussienne, et coopéra à la gloire de cette journée. Il remplissait les fonctions de chef d'état-major du prince de Neuchâtel à la bataille de Bautzen, et les continua jusqu'à la suspension d'armes de Neumark. Nommé général de brigade le 14 juin 1815 à Dresde, et envoyé à Hambourg comme chef d'état-major du gouvernement, il fut en même temps commandant supérieur pendant une partie du blocus, et successivement sous-chef et chef d'état-major du treizième corps, puis aide-major-général de l'armée qui s'organisait sous Paris. Il commanda une brigade en 1815, et rentra dans ses foyers après les désastres de Waterloo. Il fut immédiatement jeté dans la quatorzième classe des fameuses catégories du duc de Feltre, ce qui équivalait à une quasi-destitution. Il resta oublié jusqu'en 1825 que le besoin d'officiers généraux ayant servi le fit employer dans le cinquième corps de l'armée d'Espagne. Le 3 octobre le maréchal Lauriston ordonna de refouler l'ennemi dans la plaine de Pampelune; le général exécuta cet ordre avec énergie sur tout le front de sa brigade en regard à la citadelle, et, à la tête d'une compagnie de grenadiers du quarantième régiment s'empara du fort *del Principe* et de la redoute *del Infante*, la première à quatre-vingt-dix toises et la deuxième à cinquante toises de l'enceinte de la place. Commandant l'ouverture de la tranchée, il ordonna que toutes les armes fussent déchargées : l'ennemi ne devait être repoussé qu'à la baïonnette, moyen sûr de ne pas indiquer la ligne de

travail. Il est à peu près sans exemple d'arriver avec trois mille hommes l'arme au bras sur un terrain rocailleux, entièrement à découvert, et d'y ouvrir d'emblée la deuxième parallèle à cent cinquante toises d'une place aussi forte, défendue par un triple étage de redoutes et trois cents bouches de gros calibre; cette détermination hardie fut justifiée par le succès : elle honore le chef qui l'a conçue, dirigée; elle témoigne du sang-froid comme de la bravoure des troupes qui l'ont exécutée avec tant de vigueur sous la fusillade et la mitraille : elle décida du sort de la place. Blessé d'une balle au bras gauche le dernier jour du siège, le général Fernig n'en continua pas moins son service et partit le soir de la reddition avec sa brigade pour aller sérieusement commencer l'attaque de Saint-Sébastien; sa présence amena la capitulation, qu'il signa conjointement avec le général Ricord; il contribua ensuite à la prise de Lérida.

Le maréchal Moncey, puis le roi, nommèrent le général aux importantes fonctions de gouverneur de Barcelone, poste qu'il occupa depuis la capitulation jusqu'à la suppression, fin de 1824; pendant son gouvernement il eut le bonheur de sauver l'équipage du brick sarde *la Conception*, qui périssait corps et biens jeté par une horrible tempête contre les récifs qui barrent l'entrée de la rade. Il fallait affronter une mort presque certaine pour tenter le sauvetage, regardé comme impossible par les marins les plus intrépides; accompagné d'un aide-de-camp, d'un officier d'état-major, d'un enseigne de vaisseau et de quelques matelots, il se dévoua pour l'humanité et l'honneur du nom français; après mille dangers il parvint à ramener ces malheureux. Il sauva également des centaines d'Espagnols et d'Italiens compromis, réfugiés en Catalogne, malgré les injonctions réitérées des ministres de Ferdinand VII et la rage incessante des absolutistes.

Le général Fernig, voulant utiliser le repos que lui laissait la paix, se décida à voyager; il consacra les années 1826 et 1827 à parcourir la *Turquie d'Europe* et d'*Asie*, le *Liban*, la *Syrie*, la *Palestine*, la mer *Asphaltite*, la mer *Rouge*, la mer *Noire*, le mont *Sinai*, la partie occidentale de l'*Arabie*, l'*Egypte*, la *Nubie*, le *Dongolah*, *Chypre*, *Rhodes*, les îles de l'*Archipel*, la *Grèce*, la *Bessarabie*, la *Bulgarie*, la *Valachie*, la *Transylvanie*, la *Hongrie*, et fut grandement utile à la science et au gouvernement.

Dans le cours de ses longs voyages il a rédigé en observateur consciencieux des notes intéressantes sur la géographie, les antiquités, l'histoire naturelle, les mœurs, les habitudes, le caractère, l'instinct guerrier, les relations des différens peuples visités. On espère qu'il publiera ces notes contenant de précieux matériaux pour la science, et qui serviront à faire disparaître de nombreuses erreurs; on lui doit déjà ceux qui ont servi au colonel *Lapie* pour refondre et corriger la carte de l'*Egypte* de 1828; il est à désirer qu'outre ce qui tient à l'*Orient* ces publications comprennent l'*Espagne*, le *Portugal*, l'*Angleterre*, le *Danemark*, la *Suède*, l'*Allemagne*, l'*Autriche*, la *Hollande*, la *Prusse*, l'*Italie*, la *Pologne* et la *Russie*, précédemment explorés par lui.

La révolution de 1830 trouva le général de Fernig fidèle à ses principes; autant il se montra partout lorsqu'il y avait péril pour l'indépendance et la liberté de son pays, autant il s'isola aux jours de quiétude et de prospérité; il jouit modestement de sa retraite, sans avoir cherché à profiter des avantages que son nom et ses anciennes relations avec le nouveau roi pouvaient lui procurer.

MICHEL (DE BOURGES).

La cause démocratique a montré à la France depuis six ans ses hommes de

guerre et d'action, ses publicistes et ses tribuns, ses héros et ses martyrs; elle semble avoir adopté M^e Michel (de Bourges) pour l'un de ses avocats d'affection.

Homme de tête et de cœur, de ténacité, de courage, de dévouement et d'habileté, M^e Michel a été dans le passé et sera sans doute dans l'avenir un puissant défenseur de la religion politique à laquelle il est voué par tous les actes de sa vie, et par sa foi vive dans les hautes destinées que la civilisation moderne prépare à la France et à l'humanité.

Apparu sur la scène politique lors des grands débats du parti républicain avec les parquets issus du 7 août, il semble ne s'être montré que pour combattre, que pour porter et recevoir de rudes coups. Et puis on l'a vu, après avoir brillé d'un vif éclat, retourner avec une simplicité antique à ses travaux privés, se replonger dans la retraite d'une ville de province et dans l'oubli qui entraîne si vite toutes choses en France.

M^e Michel n'appartient point par sa naissance à la ville où il exerce la profession d'avocat, dont on a l'habitude pour le distinguer de joindre le nom au sien. Il est né en Provence, dans la patrie de Mirabeau, avec lequel il a des rapports frappants d'organisation et de génie.

Ses traits, fortement caractérisés, sont pleins d'audace et de fermeté; on sent en lui un de ces hommes d'élite de la race méridionale dont l'intelligence rapide, la volonté de fer, la poétique imagination, les passions vigoureuses, enfantent de belles choses quand elles s'appliquent à un but noble et élevé.

Orateur aux formes hardies et classiques en même temps, dialecticien habile et sévère, nul n'est plus digne que lui de défendre par l'éloquence et la raison la cause de la démocratie.

Nous devons ce peu de mots à nos sym-

pathies pour M^e Michel; le récit de sa vie publique doit maintenant les justifier.

M^e Michel ne compte pas plus de trente-huit à quarante ans. Il appartient à une famille ancienne de propriétaires. Son père scella de son sang son zèle pour le parti populaire: il fut assassiné en 1799 dans sa maison, au milieu des réactions royalistes de ce temps de juste-milieu et de corruption gouvernementale. M^e Michel naquit sur un cercueil.

Il annonça dès son enfance des dispositions brillantes, une intelligence vive et forte, un goût prononcé pour l'art oratoire. Encore enfant, on le surprenait improvisant des discours sur la mort de son père et appelant la vengeance du peuple à son secours.

Le succès de ses études au collège d'Aix fut rapide. On a remarqué qu'il ne travaillait que pendant les six mois d'hiver: ce peu de temps lui suffisait pour surpasser ses condisciples et se placer à leur tête.

En 1815 M^e Michel, âgé de dix-huit à dix-neuf ans, fit le coup de fusil contre les Verdets du Midi.

A peine le gouvernement des Bourbons paraissait-il assis que les réactions commencèrent. M^e Michel, pour se soustraire à des vexations, à des poursuites et peut-être au poignard, se hâta de s'engager; il entra comme simple soldat dans un régiment de ligne.

Mais les facultés de son intelligence n'allaient pas moins grandissant avec son patriotisme. Bientôt il eut l'occasion de mettre à profit ses dispositions pour l'art si difficile de l'orateur. Chargé de défendre, devant le conseil de guerre de Marseille, un soldat accusé d'une faute grave, il arracha des larmes à l'auditoire, fit absoudre le militaire et fut ramené comme en triomphe par le grand nombre d'hommes du corps qui s'étaient pressés à l'audience.

L'effervescence royaliste s'étant calmée, M^e Michel se fit remplacer et vint à Paris,

afin de se livrer librement à une instruction solide.

Il étudia d'abord particulièrement la philosophie, les mathématiques et les grands modèles classiques, Tacite, Horace, Saluste, Juvénal, Bossuet. Il se nourrit de l'histoire moderne, surtout de l'histoire de de notre révolution que lui enseignèrent Daunou et Buonarrotti.

C'était pendant les années 1820 à 1824. Il voyait quelquefois M. Thiers, son compatriote et son condisciple au collège d'Aix. M. Thiers travaillait alors à l'histoire qui a fait sa réputation littéraire, *réputation déjà contestée*. Ils parlaient de la révolution et des grands citoyens qu'elle a produits. M^e Michel montrait toujours beaucoup d'exaltation patriotique. Comme il s'exerçait souvent à l'éloquence tribunitienne et qu'il y avait sans cesse dans ses discours des teintes sombres, à cause du souvenir de son père, M. Thiers le nommait en riant le *Bridaine de la révolution*. Nous verrons à qui restera l'avantage dans l'esprit des honnêtes gens du Bridaine patriote ou du renégat politique.

On se souvient du jeune et infortuné Lallemand, tué en 1820 par un soldat de la garde royale : M. Michel prononça son oraison funèbre; alors il faisait son droit. La police l'inquiéta à cette occasion, et l'école lui fit perdre plusieurs inscriptions. Il est vrai que le gouvernement n'ignorait pas qu'il était de toutes les guerres de l'école et de tous les complots du temps.

Quand M^e Michel termina son droit, en 1826, sa santé avait besoin d'un climat humide et frais. Quelques personnes avec lesquelles il s'était lié intimement durant son séjour à Paris, MM. Brisson, aujourd'hui avoué à Bourges, d'un patriotisme éprouvé, Girerd, avocat à Nevers, et Prubaut, avoué dans la même ville, décidèrent le choix de sa résidence. Il alla demeurer à Bourges vers la fin de 1826.

M^e Michel ne fut pas apprécié sur-le-champ. L'emploi des déductions philosophiques qui le plaçaient toujours dans l'esprit de la loi, son dédain pour les fins de non-recevoir et pour cette mauvaise guerre des petits moyens légués par le règne des procureurs, parurent nouveaux à ses collègues, MM. Mater et Mayet Génétrey. Le dernier surtout était habitué depuis long-temps à plaider les finasseries de la chicane. M. Mater, disons-le, était doué, au contraire, de beaucoup d'intelligence naturelle; il possédait un esprit vif, concis, juste, qui le rendait digne d'entrer en lutte avec le nouveau venu.

Cependant le talent de M^e Michel ne fut pas long-temps contesté; M. Mater, ce chef du parti libéral de Bourges sous la restauration, parut en reconnaître toute la portée. Mais les principes démocratiques du jeune avocat étaient beaucoup trop avancés pour ce chef politique, qui sans doute songeait déjà, l'événement semble l'avoir prouvé, plutôt à une conquête de places et de pouvoir qu'aux véritables intérêts du peuple. Quelques déclamations contre les prêtres et les jésuites ne pouvaient point suffire à l'esprit hardi, aux convictions profondes de M^e Michel.

A propos d'une querelle dont le motif nous échappe, que M^e Michel eut avec M. Noray, procureur-général, la différence des oppositions fut tranchée: M. Mater et le *Journal du Cher* désertèrent ou à peu près la cause de l'avocat démocrate.

Dès-lors M^e Michel fonda avec son ami M. Brisson un recueil mensuel intitulé : *Revue du Cher*, où il inséra des articles très remarquables, empreints du patriotisme le plus pur et le plus avancé.

Déjà M^e Michel avait publié, en 1827, une suite d'*observations sur le Code militaire du 12 mai 1795*. Cet opuscule était une instruction aux conseils de guerre. Il servit à fixer

la réputation de son auteur comme écrivain nerveux et dialecticien habile.

Lorsque parut la *Revue du Cher* M^e Michel la fit précéder d'une *profession de foi*. Là, expliquant la mission et les devoirs du journaliste, il annonça hautement ses sympathies politiques et déclara franchement son intention de faire la guerre au pouvoir, qui se montrait intolérant et despotique.

Bientôt le parquet de Bourges traduisit la *Revue* à la police correctionnelle pour quelques articles contenant *excitation à la haine et au mépris du gouvernement du roi*, formule banale tant de fois invoquée depuis 1850 ! M^e Michel n'hésita pas à se déclarer l'auteur de ces articles. A l'audience (19 décembre 1829) il se défendit lui-même. Ce fut là son début politique au barreau ; les juges, entraînés par l'éloquente hardiesse de sa parole et de ses principes, prononcèrent son acquittement et celui de l'imprimeur mis en cause, et qu'il avait également défendu.

Aux premières nouvelles de l'insurrection parisienne, M^e Michel se mit à la tête des patriotes de Bourges, armé, prêt à combattre. Il fit menacer le général Canuel (l'homme de Lyon), qui commandait à Bourges, de le faire arrêter s'il osait risquer la plus légère démonstration de mesures rigoureuses. Les troupes ne firent aucun mouvement. Les cuirassiers et la garnison de Nevers, mandés par le général Canuel, marchèrent sur Bourges ; mais pendant le trajet ils se mirent en insurrection, prirent la cocarde tricolore et arrivèrent à Bourges commandés par un de leurs sous-officiers. M^e Michel resta à la tête de son monde jusqu'au dernier moment, disposé à disputer le terrain de vive force à ces soldats, dont l'avant-garde rencontra les sentinelles populaires : on s'expliqua, et tout s'arrangea aussitôt. De son côté M. Mater faisait arborer le drapeau tricolore. Le général Canuel prit la fuite et alla se cacher, a-t-on dit, dans la maison de campagne de M. Mater.

La question des places ne tarda pas à s'élever dans le parti vainqueur. Les habiles coururent à la curée. M. Mater décida M. Sallé, premier président de la Cour royale de Bourges, à donner sa démission, puis il partit immédiatement après pour la capitale, où la dispute de tous les emplois allait avoir lieu. M. Mater monta dans la chaise de poste de M^e Michel, et tous deux vinrent à Paris.

M^e Michel connaissait depuis long-temps M. Dupont (de l'Eure). Il usa de son influence auprès de ce ministre en faveur de M. Mater, et concourut ainsi à le faire nommer en remplacement de M. Sallé. Ce M. Mater, ami de M^e Michel, nommé par M. Dupont (de l'Eure), devait dans la suite, reniant ses amis politiques, devenir le défenseur quand même des contre-révolutionnaires.

De retour à Bourges, M^e Michel ressuscita la *Revue du Cher* et en fit un journal quotidien. Un imprimeur, généreux et dévoué patriote, M. Brulass, lui prêta ses presses.

Et puis M^e Michel s'occupa sans retard de créer une association patriotique à Bourges. Le 18 mars 1851, fut rédigé par lui le *pacte d'union et d'association entre les habitants du département du Cher, ayant pour but de défendre contre toute agression soit du dedans, soit du dehors, l'intégrité territoriale de la France, son indépendance, et de maintenir le principe et les conséquences de la révolution*. Une commission de vingt-un membres, chargée de tout ce qui avait rapport à l'exécution, choisit M^e Michel pour la présider. Cette association eut le sort de toutes celles du temps, elle dura peu : le gouvernement de juillet avait cessé d'être révolutionnaire. On n'en doit pas moins des éloges à son fondateur pour une tentative qui reposait sur l'amour sacré de la liberté.

Mais au mois d'avril suivant M^e Michel dut venir à Paris pour prêter le secours de son talent à M. Danton, l'un de ces dix-sept jeunes gens emprisonnés lors des troubles

occasionnés par le procès des ministres de Charles X, au mois de décembre 1830. Le ministère public les accusait *d'avoir fait partie d'une association de plus de vingt personnes ayant pour but de renverser le gouvernement établi ; d'avoir attaqué avec violence et voies de fait des gardes nationaux agissant pour l'exécution des lois, etc.*

Afin de donner une idée de l'importance qu'on attachait à cette affaire nous rappellerons le nom des co-accusés de M. Danton : c'était MM. Sambuc, Hubert, Francfort (absent), Audry, Penard, Rouhier, Champarre, Gourdin, de Cavaignac, Guinard, Chauvin, Guille, Pêcheux d'Herbenville, Trélat, Lenoble. On ne comptait pas moins de deux cents témoins. Les avocats étaient, indépendamment de M^e Michel, MM^{es} Dupont, Pierre Grand, Moureau de Vacluse, Paillet, Boinvilliers, Marie, Glandaz, Wollis, Charles Ledru, Briquet, Sébire, Bethmont. Ce procès occupa dix audiences.

De l'avenue de tous les journaux du temps la plaidoirie de M^e Michel produisit sur tous les auditeurs une impression bien rare dans les fastes judiciaires. Quelque décolorés que puissent être des extraits d'une improvisation aussi riche d'éloquence, nous ne pouvons cependant résister au désir d'en rapporter plusieurs passages :

« Messieurs, relativement à M. Danton, le grand procès qui s'agit présente une physionomie toute particulière ; c'est à son nom que le procès est fait ; je vais le démontrer... On a spéculé sur le nom de Danton, je le répète, sur ce nom éminemment révolutionnaire, qui réveille des souvenirs si propres à exciter, à entretenir la peur, qui semble être de nos jours le plus puissant et presque l'unique moyen de gouverner... Danton est l'un des fondateurs de la société des *Amis du Peuple*, Danton est l'un des rédacteurs de la *Tribune*. Certes, messieurs, je ne prétends point avoir à justifier devant vous la coopération de Danton à l'œuvre de la société des Amis du Peuple et à la rédaction d'une feuille politique à laquelle l'inflexibilité de ses principes et la pureté de ses doctrines ont attiré et attirent encore d'honorables persécutions. Mais je prends de là occasion de faire une remarque qui sans doute ne vous a point échappé. M. l'avocat-général a répété jusqu'à satiété, et il m'a semblé que M. le président entraînait parfaitement dans cette idée, qu'on ne voulait point faire la guerre aux opinions politiques. Et bien ! de deux choses l'une : ou l'accusation veut réellement s'attaquer aux opinions, et alors qu'elle ait le courage de le dire ; si tel n'est pas son dessein, à quoi bon cette dangereuse phraséologie dans un acte d'accusation ? Souvenez-vous, messieurs, qu'à l'aide de semblables enjolivemens un homme

qui prostitua son éloquence au pouvoir fit tomber la tête de Bories !... »

« L'accusation tombe d'elle-même. Voyons cependant comment on essaie de la soutenir. Danton était au cabaret, dit-on ; qu'est-ce que cela prouve ? où est l'induction ? et après tout, est-ce bien au cabaret que l'on conspire ? Non, messieurs ; c'est sous les lambris dorés que l'on conspire, c'est là qu'on conspire la ruine des libertés publiques, l'asservissement du peuple et le retour de cette famille qui ne pourrait remonter sur le trône de France qu'en passant sur nos cadavres. Danton avait une mise négligée, ajoute-t-on. Qu'est-ce que cela prouve encore ? cela prouve que M. Danton n'est pas riche, et qu'après des revers de fortune éprouvés par sa famille, autrefois plus que dans l'aisance, il n'a pas voulu vendre sa plume au pouvoir. Enfin, messieurs, je voudrais pouvoir le dire sans avoir l'air de plaisanter, il n'est pas jusqu'à la barbe de Danton qui ne soit devenue factieuse... Ma tâche est accomplie, messieurs ; qu'il me soit permis de regretter, en finissant, que le ministère public n'ait pas daigné laisser tomber sur nous une seule parole de bienveillance, un seul regard d'intérêt. On aurait dit qu'il avait toujours devant lui ce célèbre Danton, à qui sans doute on peut reprocher de grands vices et des passions ardentes, mais dont, après tout, le patriotisme ne saurait être contesté ; car celui qui aime mieux marcher à l'échafaud que de chercher un asile sur la terre étrangère, parce qu'il n'aurait point emporté la patrie sous la semelle de ses souliers, celui-là, quoi qu'on en dise, était un bon patriote... Encore un mot, messieurs, et je termine. On vous a demandé jusqu'à présent l'acquiescement des accusés au nom de la justice, de l'humanité, de tous les sentimens généreux ; moi je le réclame au nom de l'intérêt du gouvernement. Ecoutez une page de l'histoire ! — Le 2 mai 1822 le maréchal-des-logis Sirjean est exécuté à Saumur. — Le 4^{er} juin suivant le capitaine Vallée est dégradé et fusillé à Toulon. — Le 21 septembre la tête de Bories et de ses généreux compagnons roule sur la place de Grève. — Le 1^{er} octobre Caron est fusillé subrepticement à Strasbourg. — Le 5 octobre Berton et six de ses co-accusés tombent sous la hache du bourreau et sous le réquisitoire de Mangin. Le 28 juillet 1823, quand le sang de ces victimes fumait encore, une bouche, alors appelée auguste, osa faire entendre ces paroles en présence de la chambre des pairs et de la chambre des députés : « La situation intérieure du royaume s'est améliorée (améliorée avec du sang !!!) » L'action de la justice loyalement exercée par les jurés, sage ment et religieusement dirigée par les magistrats, a mis fin aux complots et aux tentatives de révolte qu'enhardissait l'espoir de l'impunité. Ces paroles, ces éloges n'ont pas besoin de commentaire ; l'histoire les a flétris en les recueillant ; mais il faut savoir ce qui arriva : la paix succéda en effet à l'agitation ; la colère et l'indignation se réfugièrent au fond des cœurs. Alors on se crut tout permis : la liberté était comprimée en France ; on voulut l'étouffer en Espagne ; la presse fut attaquée, bâillonnée, achetée ; les lois les plus impopulaires furent promulguées, loi du droit d'aînesse, loi des substitutions, loi du sacrilège, loi d'indemnité ; la garde nationale fut brutalement cassée ; on mitrail la le peuple dans la rue Saint-Denis. De là aux coups d'état il n'y avait qu'un pas : les ordonnances de juillet parurent et le peuple eut son jour ! Laissez-moi croire, Messieurs, qu'ils versent des larmes de sang, ceux qui ont eu le malheur d'attacher leurs noms à ces fatales condamnations, qu'ils pleurent la chute de la monarchie accélérée par de sanglantes exécutions, et cette jeunesse pleine d'espérance et de sentimens généreux, et cruellement immolée aux exigences des partis ; laissez-moi croire enfin que vous n'exposerez pas le gouvernement aux conséquences des condamnations politiques, et vous-mêmes à des regrets éternels. »

Une explosion de bravos et d'applaudissemens redoublés partit de tous les bancs ; il fallut plusieurs minutes au président et aux huissiers pour parvenir à rétablir le calme : M^e Michel jouit d'un beau triomphe ! et ce qui dut le lui rendre cher c'est qu'il

lui fut permis de revendiquer une bonne part du succès obtenu : tous les accusés furent acquittés.

M^e Michel avait à peine eu le temps de prendre quelque repos lorsqu'il fut rappelé dans la lice. Au mois de mars, des mouvemens populaires avaient eu lieu dans Paris au sujet des malheurs de la Pologne. Cinq étudiants, Mathé, Grivel, Boudal, Malos et Lebon avaient été renvoyés par devant les assises comme *accusés d'avoir fait partie d'un rassemblement armé*. M^e Michel était chargé de défendre les trois premiers. A l'audience du 11 juin une scène scandaleuse se passa. La déclaration d'un témoin qui prenait Malos pour Mathé ayant excité les murmures de l'auditoire, l'avocat-général requit l'évacuation de la salle, attendu que *les camarades et les amis des accusés* causaient du trouble. M^e Michel réclama contre les expressions de *camarades* et d'*amis* échappés à l'avocat-général. Le président ordonna de faire retirer le public ; mais le public hésitant, M. Miller sortit pour aller chercher un renfort de gardes municipaux. Pendant son absence M. Ledoux, chef du jury, qui s'était entretenu jusque-là avec l'avocat-général, se leva (au dire du *Courrier Français*) d'un air furieux, et montra le poing aux accusés et à leurs avocats. Le second juré fit aussi des menaces. Le tumulte fut à son comble, l'audience resta suspendue. A la reprise de l'audience, M^e Michel prit des conclusions tendant à faire renvoyer la cause à une autre session, et les appuya de raisons si fortes d'expressions et de logique que, malgré l'opposition de l'avocat-général, la Cour les adopta après une heure de délibération.

Le *Courrier Français* rendit compte des événemens de cette audience. Néanmoins, M. le procureur-général Persil jugea à propos de faire assigner le gérant de ce journal pour cause d'*infidélité et de mauvaise foi* : M. Persil niait tous les faits. L'affaire, appelée le 14, fut renvoyée au 18.

M^e Michel avait été forcé de retourner précipitamment à Bourges. En apprenant les nouvelles poursuites du parquet il se hâta d'écrire, le 16, au rédacteur en chef du *Courrier Français* pour lui offrir une attestation de conscience, lui exprimant le regret de ne pouvoir se trouver à la Cour afin d'y témoigner de l'exactitude des faits. « J'aurais dit à vos juges ce que je n'ai cessé de répéter ici à toutes les personnes qui m'ont parlé de cette malheureuse affaire, que M. le président du jury nous a menacés du poing, qu'il a manifesté plusieurs fois, ainsi que le second juré, et par des signes non équivoques, une opinion défavorable aux accusés, qu'enfin s'il y a infidélité dans votre compte, c'est en ce sens que vous êtes resté au dessous de la vérité. »

Et cependant le gérant du *Courrier Français* fut condamné à un mois de prison et deux mille francs d'amende !

A cette époque M^e Michel s'était présenté pour la députation, au collège extra-muros de Bourges. M. Gaétan de La Rochefoucauld ne l'emporta sur lui que de quelques voix (quatre).

M^e Michel revint à Paris, et assista ses clients du 11 juin aux audiences de la Cour d'assises des 12 et 15 juillet. Son plaidoyer eut encore les honneurs des bravos, mais cette fois ils partirent des bancs des jurés. Il obtint l'acquiescement des accusés.

Rentré au foyer domestique, l'esprit rempli des préparatifs que l'on faisait à Paris pour la célébration de l'anniversaire des journées de juillet, M^e Michel songea, lui aussi, à une démonstration publique de joie dans sa ville d'adoption. Il trouva les patriotes de Bourges dans une disposition d'esprit semblable à la sienne. A l'exemple des habitans de Grenoble et de Rennes, ils voulurent doter une des places de leur ville d'un arbre de la liberté. L'arbre orné de drapeaux tricolores ayant été préparé par leurs soins, on se réunit le 27 juillet pour le sortir de l'endroit où il était déposé. Le maire,

M. Mayet-Génétrey, se présenta aussitôt et défendit la plantation sur une des places ; mais il l'autorisa dans un champ appartenant à un particulier, M. Deséglise, qui réclamait cette faveur. Les citoyens chargèrent l'arbre sur leurs épaules, et l'on se rendit au champ désigné. On venait d'y arriver quand M. le lieutenant-général Petit parut, suivi de gendarmes et des officiers de son état-major. M^e Michel s'avança vers lui, invoquant l'autorisation du maire. Le général ordonna aussitôt à la troupe de s'emparer de M^e Michel ; cependant, sur les observations de M. Deséglise et du maire, le général se retira, et l'arbre fut planté. On jetait de la terre sur ses racines pour le consolider lorsque maire et général revinrent sur leurs pas : le maire fit les sommations d'usage, le général ordonna de *charger cette canaille* : des citoyens reçurent des blessures plus ou moins graves, l'arbre fut abattu, coupé en morceaux et les drapeaux tricolores furent foulés aux pieds ; on mit huit personnes en état d'arrestation : M^e Michel ne fut arrêté que le 50, et on lui refusa sa liberté sous caution ! Enfin, après un emprisonnement préventif de près d'un mois on le relâcha, et tout fut dit.

Un procès autrement important et difficile que les précédents pour la défense devait l'occuper bientôt : nous voulons parler de celui auquel on a conservé le nom de *Procès des fusils Gisquet*, et qui retentit aux audiences des assises de la Seine, les 29 et 50 octobre.

Le 7 juillet 1851 la *Tribune* avait publié un article portant pour titre, *Situation grave*, qui s'adressait directement à MM. Soult, ministre de la guerre, et Casimir Périer, ministre de l'intérieur. Ces messieurs gardant le silence, la *Tribune* donna de nouveau cet article dans son numéro du 9 : ils s'émurent enfin, et déposèrent une plainte au parquet.

Ce procès fit grand bruit, non pas seulement parce que le sujet en soi était grave,

mais encore parce que les accusateurs étaient haut placés, que les accusés tenaient à la presse la plus indépendante, que les témoins, en très grand nombre, se recommandaient par leur position sociale, que les avocats formaient l'élite du barreau français (1).

M^e Michel assistait M. Marrast. Sa plaidoirie fit trop de sensation dans le monde pour que nous hésitions à en citer quelques passages.

» MM. les jurés.... la corruption est un legs de l'empire et de la restauration : ce funeste héritage, il faut le dire, n'a pas été répudié assez énergiquement par les hommes de la révolution de juillet. La corruption, c'est la lèpre qui nous dévore ; le devoir le plus important des journalistes, je parle de ceux de l'opposition, est de poursuivre, partout où elle se montre, de démasquer, sous quelque forme qu'elle se cache, cette corruption qui avait même altéré, sous le Directoire, le plus pur de tous les principes de gouvernement, le principe démocratique....

» Parmi les rédacteurs de la *Tribune*, il en est un que vous connaissez : c'est mon client. Il a publié, le 7 juillet dernier, un article sévère, il faut le dire, intitulé : *Situation grave*. Dans cet article il accusait le ministère d'une trahison flagrante envers le pays. En présence d'une telle inculpation, le ministère a cru devoir garder le plus profond silence. Il était libre de se taire ; mais, cependant, s'il me plaisait d'expliquer ce silence?... Il y a de nos jours des hommes qui prévoient l'avenir de fort loin. (Profonde sensation).

» Cependant le rédacteur du journal insiste, il veut faire expliquer le pouvoir, et, pour l'y contraindre, il l'interroge sur un pot-de-vin d'un million, résultant de marchés conclus en Angleterre. Que fait ce ministère ? il nous attaque sur un seul point ; sur la concu-sion ; mais il se tait sur le crime de trahison.

» Avant d'entrer dans le fond de la discussion, je me permettrai, à l'exemple du ministère public, de vous dire un mot sur notre situation légale....

» La loi nous impose l'obligation de faire la preuve du fait que nous avons reproché à des fonctionnaires publics. Sous l'ancien droit, cela était bien ; car ces preuves se faisaient à la réquisition du ministère public. Mais sous la législation nouvelle, notre position est bien plus difficile : on ne nous accorde aucun moyen pour arriver à cette preuve. Ce n'est pas devant nous que s'ouvriront les archives des ministères ; aucun dépôt public ne nous offrira des moyens de justification ; si le ministère public nous accuse, il pourra puiser partout les preuves de son accusation ; mais nous, quelle différence ! on nous dit : prouvez, prouvez donc la vérité des faits imputés ! et vous savez ce que c'est que la vérité, messieurs ; mais nous, nous sommes obligés de la chercher dans des témoignages plus ou moins vagues, dans des correspondances particulières, dont on se réserve même de contester l'authenticité. Serait-ce que je viens de plaider contre la loi ? eh non ! En demandant l'abrogation ? ce n'est pas ici qu'il faudrait le dire ; mais j'ai voulu seulement vous faire comprendre notre position, afin que, si dans l'administration des preuves nous restions au dessous des exigences du ministère public, vous fussiez, dans votre impartialité, attribuer ce résultat plutôt à l'insuffisance où nous place la loi qu'à l'inefficacité des preuves.

» Sous un autre point de vue, l'on ne vient pas vous demander si MM. Soult et Casimir Périer ont volé un million. Messieurs les ministres sont tout à fait en dehors des conséquences légales du verdict du jury. Ecartez donc toute préoccupation, et gardez-vous de dire : si nous acquittions la *Tribune*, M. Soult et M. Casimir Périer sont coupables. Ecartez ces craintes de votre esprit ; elles offriraient un grave danger....

Fixons-nous bien, messieurs, sur l'état de la question. Le journaliste a-t-il inventé le fait consigné dans sa feuille, ou bien, sim-

(1) MM^e Michel, Moulin, Philippe Dupin, Lavaux.

ple rapporteur de ce fait, l'a-t-il puisé à des sources impures ? Enfin le fait révèle au public, bien qu'emprunté à des autorités graves et respectables, est-il destitué de toute vraisemblance, de toute probabilité. Dans chacun de ces cas, le journaliste est coupable : il y a dans sa conduite, méchanceté, irréflexion, légèreté ; il doit subir une peine dont la gravité variera selon les circonstances.

» Mais si le fait rapporté par le journaliste est un bruit public, si ce bruit lui est arrivé de bonne source, s'il lui a été transmis par des voies honnêtes, communiqué par des hommes respectables, si le fait qui a donné lieu à l'article repose sur de grandes probabilités, sur des présomptions graves : dans ce cas, c'est-à-dire quand ces trois circonstances se réunissent, la conduite du journaliste est non seulement à l'abri de toute inculpation, mais encore digne d'éloges, digne du caractère public dont il est revêtu.

» Mon intention est d'établir : 1° qu'en examinant avec attention les circonstances au milieu desquelles les marchés ont été conclus, on est forcé de convenir que l'urgence seule pouvait les justifier ; 2° que cette urgence n'existait pas. La conséquence est qu'il faut, ou du moins qu'il est permis d'assigner à la conclusion de ces marchés une cause, un motif, un prétexte peu honorable. Ma proposition est claire, facile à comprendre si elle est vraie, et encore plus facile à refuter si elle est fautive...

Avec qui le marché a-t-il été conclu ? avec l'Angleterre.

» Je le dis, à ma honte peut-être ; mais il ne m'arrive jamais de prononcer le nom de l'Angleterre sans éprouver de vives, d'amères douleurs. L'Angleterre ! que ce nom réveille de cruels souvenirs ! Les crimes de Pitt, la trahison de Waterloo, la double restauration, la captivité du grand capitaine, tout cela se lie indissolublement dans l'esprit avec l'idée de l'Angleterre. (Applaudissements prolongés.) Quelle infamie ! Le major-général de Napoléon à Waterloo a payé avec l'or de la France les fusils dont les habits rouges étaient armés dans cette désastreuse journée ! Nous ne serons donc jamais de notre pays ! (Bravos dans tout l'auditoire.) Je vous le demande, messieurs, qu'aurait dit le peuple anglais, qu'aurait dit leurs journaux, si les ministres de la Grande-Bretagne s'étaient adressés à la France pour avoir des armes ? Avec quelle juste indignation *wighs* et *tories* se seraient élevés, dans les deux chambres, contre un ministère qui aurait fait cet appel à des industries rivales chez des voisins jaloux !

» Dans quel temps, à quelle époque, avons-nous acheté les fusils de l'Angleterre ? Quand le commerce français était aux abois ; quand nos manufactures étaient fermées, nos ateliers déserts, nos enclumes silencieuses ; quand le gouvernement était obligé, pour la première fois depuis longues années, de venir au secours de la classe industrielle, et de lui faire un prêt de 30,000,000 ; quand le peuple mourait de faim ; quand on jetait sur la côte africaine les héros de juillet, pour les arracher à une oisiveté forcée et dangereuse ; quand les ouvriers se promenaient dans les rues de la capitale, les bras croisés, les yeux éteints, l'estomac vide, regrettant peut-être d'avoir montré de la générosité à ceux qui leur refusaient de la justice. (Bravos et applaudissements dans l'auditoire. M. le président réclame le silence avec humeur.)

» Et voilà les protecteurs du commerce français ! voilà ceux qui réclament à grands cris le titre exclusif de défenseurs de l'industrie ? voilà ceux qui ont si habilement, si astucieusement exploité à la tribune ces émeutes dont ils étaient les véritables auteurs ! (Murmures d'approbation.)

» Mais peut-être les fabricants français se sont-ils montrés peu pressés à concourir à la fabrication des armes ; peut-être le commerce était-il peu jaloux de se livrer à ce genre de spéculation ; peut-être était-il sourd à la voix de la patrie alarmée. Ah ! vous n'en croyez rien, messieurs, et les faits attestés devant vous donneraient un démenti formel à ces injurieuses suppositions.

» M. Ganneron avait offert une fourniture d'armes, au nom d'un négociant recommandable. Un Alsacien, connu de M. Kœchlin, avait aussi fait des propositions ; vous savez les motifs pour lesquels toutes ces offres furent repoussées, il n'y avait là ni *tour de bâton*, ni *pot-de-vin* à espérer. (Sensation.)

» Les fabricants de Saint-Etienne, au nombre de 80, avaient envoyé à Paris leur syndic, chargé spécialement de demander pour eux la permission de fabriquer des armes pour le compte du gouvernement ; et croyez-moi, ils n'auraient pas, eux, Français, avant tout, spéculé sur les besoins et la détresse de la patrie.

» Dès le 8 novembre, M. Sauquaire-Soulligné, dont la capacité et le patriotisme ne seront révoqués en doute par personne,

avait fait une soumission orale, renouvelée par écrit le 11 décembre suivant : le prix de chaque fusil était fixé à 26 fr.

» M. Vigier écrivait de Londres au ministre, qu'il fournirait une quantité considérable de fusils à un prix inférieur à celui de M. Gisquet.

» De l'aveu même de nos adversaires, des soumissions pour plus d'un million de fusils avaient été faites au gouvernement.

» On a senti toute l'importance de ces faits, et pour en atténuer la gravité on a essayé de justifier le refus du ministère de diverses manières.

» Tantôt les soumissionnaires n'offraient pas toutes les garanties désirables, explication dérisoire, quand on pense que M. Gisquet suspendit un instant ses paiements ; tantôt leurs propositions arrivaient trop tard, parce qu'elles étaient postérieures de deux ou trois jours au marché conclu avec M. Gisquet, explication inconciliable avec le système d'urgence invoqué pour justifier cette spéculation. (Rires approbatifs.)

» Il est une seule soumission qu'on n'a pas osé attaquer, c'est celle de M. Wanderneek ; celle-là, messieurs, a dû fixer particulièrement votre attention, car elle a été faite par un commerçant dont la solvabilité est placée hors d'atteinte, à une époque où le marché Gisquet n'était point encore conclu, à des conditions infiniment avantageuses, puisque le prix de chaque fusil était fixé à 26 francs au lieu de 35, et dans des circonstances dont l'exposé a jeté un grand jour sur le tripotage des marchés anglais.....

» M. Gisquet ne manquait pas seulement de capacité diplomatique ; il n'avait, et c'est son témoignage que j'invoque, aucune des connaissances spéciales et indispensables pour cette opération. M. Gisquet, banquier, marchand d'écus, chargé d'acheter trois cent mille fusils ! Cela a presque l'air d'une *plaisanterie* !

» Ce n'est pas tout. A l'inexpérience, à l'incapacité il faut ajouter le défaut de garantie. Vous vous rappelez la question qu'à mon grand regret et pour le besoin de ma défense, je me suis trouvée dans la nécessité d'adresser à M. Gisquet sur la situation de sa maison au moment de son voyage en Angleterre. Il est convenu lui-même, et le fait d'ailleurs était notoire, qu'à cette époque il fut obligé de suspendre un instant ses paiements (Sensation).

» Ainsi, il fallait un diplomate habile pour conduire cette négociation, et l'on choisit M. Gisquet, simple commis il y a deux jours de la maison Perier ; il fallait un militaire distingué, un officier d'artillerie, et l'on choisit M. Gisquet, banquier ; il fallait tout au moins un négociant que la situation de ses affaires mit à l'abri de toute gêne et de tout soupçon, et l'on choisit M. Gisquet, dont la signature était en souffrance (Sensation prolongée).

» Qu'est-ce à dire ? c'est que le crédit de M. Perier était immense, et qu'il l'employait tout entier en faveur d'un homme qui était un autre lui-même.

» Sortons des conjectures. M. Gisquet vous a dit : J'étais commis dans la maison Perier ; j'en suis sorti pour me mettre à la tête d'un établissement. M. Perier est devenu mon associé commanditaire. Quelle est la somme versée par M. Perier dans la caisse sociale de M. Gisquet, cela importe peu ; le bruit public la fixe à 500,000 francs. Il nous suffit de constater qu'au moment où M. Perier surmontait tous les obstacles qui auraient dû repousser invinciblement M. Gisquet, il avait un intérêt pécuniaire à lui faire confier une mission dont le résultat, en définitive, pouvait être de l'empêcher de faillir ; car, dans la ruine de la maison Gisquet, M. Perier pouvait perdre 500,000 francs...

» Maintenant je vous le demande : un homme, dans la position de M. Perier, pouvait-il recommander aux ministres de confier une opération importante, sous le rapport financier, à M. Gisquet, lorsque les bénéfices possibles de cette opération devaient lui arriver, lui profiter, n'importe dans quelle proportion. Il y avait là une violation manifeste de toutes les convenances, et j'adoucis l'expression, parce qu'il ne me convient pas d'accuser. Je pourrais dire qu'il y avait une infraction flagrante aux dispositions de la loi pénale : « Tout fonctionnaire, tout officier public, tout agent du gouvernement qui, soit ouvertement, soit par actes simulés, soit par *interposition de personnes*, aura pris ou reçu quelque intérêt que ce soit dans les actes, adjudications, entreprises ou régies dont il a pu avoir, au temps de l'acte, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins, et de deux ans au plus, etc., etc. » (Mouvement dans l'assemblée ; les buisseries réclament le silence : MM. Dupin et Lavaux paraissent stupéfaits, M. Persil paraît réfléchir, M. Moreau s'agit dans son

fanteuil, les jurés sont impassibles, M. Scribe seul promène ses regards scrutateurs sur l'auditoire.)....

» Une dernière réflexion avant d'arriver à l'examen des marchés. Vous savez que M. de Rothschild figure dans cette affaire. On vous a dit qu'il était chargé de payer à Londres le prix des fusils ; le gouvernement français le remboursait à Paris. Quel était le droit de commission de M. de Rothschild dans cette affaire ? nous l'ignorons. Il y a plus, l'intervention de M. de Rothschild n'avait aucun caractère légal ; son nom ne se trouve point dans le traité conclu avec M. Gisquet ; il est donc impossible d'avoir aucune donnée sur les conditions de son entremise. Mais voici ce qui me frappe : si M. de Rothschild payait à Londres en l'arquit du gouvernement français, apparemment il avait la garantie de l'état, car M. de Rothschild se connaît en affaires. D'où il suit que M. Gisquet, sans déboursier un centime, touchait la différence entre le prix d'achat et le prix de vente. Mieux eût donc valu pour le gouvernement français traiter directement avec l'Angleterre.... Passons aux marchés....

M^e Michel se livra avec une sagacité peu commune à l'examen des marchés, examen qui produisit sur l'auditoire une sensation extraordinaire, et termina ainsi :

» J'arrive au terme de ma carrière sans avoir épuisé mon sujet. Que de révélations j'aurais pu faire ! ou plutôt que de choses déjà connues de vous j'aurais pu rappeler à vos esprits ! mais je m'étais imposé l'obligation de ne puiser les éléments de conviction que dans les faits résultant des débats, dans les pièces produites à l'audience, soit par nous, soit par nos adversaires. J'ai fait plus, et vous avez dû vous en apercevoir, j'ai évité avec soin toutes les considérations générales de la politique qui n'auraient pas eu de rapport direct à la question du procès.

» Je ne puis cependant résister au désir de vous rappeler, en finissant, un fait historique : il vous prouvera qu'à toutes les époques la dilapidation des deniers publics a excité les justes plaintes des hommes de bien, des patriotes désintéressés.

» Lors de notre première révolution il y eut aussi urgence ; il fallut aussi armer à tout prix nos soldats. Un ministre de la guerre, M. Narbonne, fit aussi des marchés avec l'Angleterre pour cinq cent mille fusils. Il fut attaqué comme il devait l'être. A la tribune on lui demanda compte de cette opération ; un député courageux consacra de longues veilles à en vérifier les résultats. Je voudrais qu'il vous fût permis de jeter un coup-d'œil rapide sur ce travail ; vous verriez quelle analogie frappante il présente avec le marché Gisquet ; vous verriez qu'alors, comme aujourd'hui, on plaïda l'urgence : mais l'honorable député de Versailles démontra qu'elle n'existait pas, et qu'en cas d'urgence, ce n'était pas à l'Angleterre qu'un ministre devait s'adresser, parce qu'alors il y avait un Pitt, comme aujourd'hui ; il y a un Wellington il démontrait que les intérêts de la patrie avaient été sacrifiés aux intérêts du commerce anglais ; et enfin il conclut à l'accusation.

» Narbonne prit la fuite comme Verrès. Nous ne demandons pas que les ministres en fassent autant ; mais nous demandons, quand tant de documents nous assiègent, quand tout retentit du scandale de ces marchés, quand l'indignation brûle notre plume, nous demandons qu'il nous soit permis d'appeler la lumière sur les intérêts du pays, et c'est ce que nous avons fait. Maintenant remplissez votre devoir. Si, cédant quoiqu'à regret aux exigences d'une loi rigoureuse, vous nous condamnez, du moins, j'en suis certain, en sortant de cette enceinte, vous ne craindrez pas de nous tendre la main et de nous dire : « Juges, nous avons fait notre devoir ; citoyens, vous avez fait le vôtre. »

Mais ce n'était pas tout : M^e Lavaux avait parlé pour M. le maréchal Soult, il fallait entendre M^e Dupin jeune pour Casimir Périer. Et quand M^e Dupin eut terminé, M^e Michel se leva vivement, et prononça la réplique suivante :

» Messieurs les jurés, on vous a dit beaucoup de choses étrangères au procès. On vous les a dites avec une chaleur dont je m'étonne, car on défendait la puissance. (Bravo !) On a déclamé à plaisir contre la presse ; cependant nous n'avions pas déclamé, nous ! Nous avions fui avec soin ce terrain des théories politiques, sur lequel nous serions plus forts que nos adversaires, car notre cause est celle du désintéressement et du patriotisme : la leur est celle du pouvoir et de la corruption. (Murmure d'approbation.)

» Laissons de côté cette fausse éloquence, et revenons au procès. Je me suis cru inattaquable, et je le crois encore, dans la discussion de ces marchés que les avocats et le ministère public n'ont pas voulu examiner. Au lieu de prendre ce point important et qui conduit à toutes les déductions que mon client a tirées dans son article, on est venu replacer la question sur le terrain d'où nous l'avions chassée. Je vous en avais prévenus, messieurs les jurés ; on cherche à vous surprendre. On prétend que si mon client est déclaré innocent, les ministres en même temps sont déclarés coupables. Et moi, je dis que c'est là une thèse insoutenable ; car si votre verdict en effet pouvait les atteindre, il faudrait qu'à l'instant même ils fussent punis. Et où est la loi qui les frappe ? Où est le tribunal qui prononcerait la peine ? Il y aurait donc des coupables et point de châtiment... Vous voyez bien que ce n'est pas possible : on a pourtant plaïdé cette doctrine, on a donc voulu vous arracher une condamnation en vous présentant de fausses conséquences de votre verdict.... Mais votre probité est avertie, et votre conscience me rassure. (Sensation marquée.)

» Pourtant, c'est à propos des ministres, c'est dans un rapprochement entre un écrivain plein d'honneur et de conscience, et des ministres dont la France a jugé les actes, qu'on a osé prononcer le mot de *despotisme* ! (Mouvement.)

» Le despotisme de la presse ! Quoi, messieurs, c'est lorsque nous venons défendre un vingt-deuxième procès ; c'est lorsque nos amis, lorsque des patriotes francs et généreux pourrissent en prison ; c'est quand tous les auteurs de la révolution qui mit le pouvoir dans vos mains sont poursuivis à outrance, traqués comme des bêtes fauves ; c'est quand vous abusez chaque jour de votre force ; c'est au moment même où vous venez réclamer contre nous prison, amende, dommages-intérêts, c'est alors que vous parlez de notre despotisme ! C'est nous qui sommes les persécuteurs ! C'est nous qui sommes les bourreaux, et vous les victimes.... Avocats, je vous supposais quelque pudeur ; vous m'avez fait pitié !!! (Vifs applaudissements.)

» On a parlé aussi d'égalité ! L'égalité ! je crois la comprendre ; c'est nous, plébiens, qui chaque jour la défendons. Mais si les ministres l'invoquent, pourquoi donc ne sont-ils pas présents ? Ou l'égalité n'est nulle part, ou elle doit apparaître devant la justice. Se croient-ils donc si grands qu'ils ne puissent comparaître devant vous ? Cependant je ne sache pas que, même au grand criminel, il soit permis de plaider par procureur. S'ils avaient comparu, et s'ils nous avaient prodigué l'injure, nous l'aurions avec mépris renvoyé à sa source. Mais c'est par autrui qu'ils nous attaquent, c'est par une autre bouche qu'ils font déverser l'outrage... Je plains encore moins ceux qui l'inspirent que ceux qui n'ont pas craint de s'en rendre l'instrument. (Nouveau mouvement d'approbation ; M^e Dupin rougit beaucoup.)

» Qu'on ne vienne donc plus couvrir par des sentimens généraux des persécutions odieuses. Il faut voir ici ce qu'il y a.

» D'un côté une dénonciation de la presse, une explication demandée à juste titre, un devoir rempli avec franchise et courage. De l'autre, des marchés scandaleux, l'industrie française repoussée et une honteuse dilapidation.

» Voilà sur quoi ont roulé les débats ; voilà ce qu'ont prouvé nos pièces et nos témoignages.

» Les pièces, on ne les a pas examinées ; on a laissé de côté les propositions de M. Sauquaire-Souligné, celles de M. Vigier, et tant d'autres ! On n'a pas voulu discuter ces lettres de Londres qui fixent à dix francs meilleur marché les fusils que le gouvernement anglais a vendus à M. Gisquet ; c'était pourtant chose nécessaire ; car c'est par là que nous avons commencé d'établir que le marché ne pouvait s'expliquer que par la fraude. Encore une fois la question n'est pas de savoir si MM. Soult et Périer ont reçu précisément tel ou tel pot-de-vin ; mais bien de décider si de l'examen des prix comparés, des soumissions faites, de la concurrence repoussée, de toutes les circonstances au milieu desquelles a eu lieu ce marché de fusils, il a pu résulter pour moi, écrivain, des soup-

cons légitimes qu'il y avait dans cette opération fraude, dilapidation, concussion.

» C'est là qu'est tout le procès; il est là et non ailleurs !

» Si d'après tout ce que j'avais vu, si d'après les lettres de M. Vandermeek, celles de M. Sauquaire Soulligné, celles qui ont été envoyées de Londres à MM. Mauguin, Dubourg, etc., j'ai eu la conviction que l'état avait été volé, ce n'est pas seulement pour moi un droit, c'est un devoir de le proclamer à la face du pays; c'est une obligation impérieuse d'accuser les ministres responsables de leur gestion, de les forcer à rendre compte de l'emploi qu'ils font du trésor prélevé sur les sueurs et la misère du peuple. En cela non seulement je ne suis pas coupable, mais je mérite l'approbation de tous les bons citoyens... (Assentiment général.)

» Il fallait donc discuter tous les éléments de ma conviction, et vous avez vu, messieurs, comment on l'a fait. On s'est égaré jusqu'à venir révoquer en doute la probité d'hommes honorables, jusqu'à oser suspecter la parole des députés. « Vous deviez contrôler, nous dit-on, la vérité de ce qu'on vous disait. » Mais cela se peut-il toujours pour un journaliste ? Et cela se doit-il quand des hommes dans lesquels il a une confiance entière lui certifient un fait dont ils sont sûrs ?

» Je suppose, messieurs les jurés, qu'au sortir de cette enceinte, M. Bricqueville, M. Lamarque, M. Mauguin, M. Dupont, l'un des hommes enfin que vous honorez, vint vous apprendre une nouvelle et vous la donner comme parfaitement certaine : irez-vous lui demander de vous en fournir la preuve ? Supposerez-vous qu'il puisse avoir l'intention de vous tromper ? Imaginez ensuite que de cette nouvelle résulte pour vous le sentiment invincible qu'un homme du pouvoir a malversé : si vous tenez une plume dans la main, si votre conscience bouillonne, resterez-vous muets, vous taisez-vous sur les intérêts sacrés du pays, que vous savez attaqués, compromis ?... Non, messieurs, vous n'êtes pas des lâches : vous parleriez, vous parleriez haut ; vous sommeriez les ministres de vous répondre ; vous écririez en lettres brûlantes les rumeurs accusatrices que des voix pures ont fait entendre... (Bravos dans l'auditoire.)

» Eh bien ! messieurs, voilà notre position.

» D'après les faits venus à notre connaissance nous avons cru deux choses : que les ministres pouvaient être accusés de trahir le pays et d'abuser de ses trésors...

» Nous avons proclamé l'un et l'autre.

» Et ici je dois relever l'étrange... tranchons le mot, l'immorale doctrine plaidée par l'avocat que vous venez d'entendre : il a prétendu qu'il y avait plus de désobéissance à voler le pays qu'à le trahir... Je ne puis m'expliquer un tel système que par la prévoyance dont je vous ai parlé, prévoyance épouvantable pour la France, car elle lui apprendrait que les hommes du pouvoir se ménagent pour un autre temps et pour un autre régime !... Ab ! gardons-nous d'excuser de telles infamies ! La probité les repousse, la conscience en est révoltée... En tous lieux, en toutes circonstances, répétons-le avec indignation : *un trahire est un misérable !* (Applaudissements redoublés.)

» Messieurs les jurés, appréciez donc ces hommes qui n'ont pas voulu se défendre d'une accusation de trahison et qui viennent vous demander de les venger d'un soupçon de concussion !

» Mais nous avons soupçonné, parce que vous avez payé 35 francs ce qui en vaut à peine 17, d'après M. Baude ; parce que vous avez contracté un marché scandaleux, alors que vous aviez des propositions avantageuses. — Qu'avions-nous à faire ? A constater la différence de la soumission acceptée à 34 francs 90 centimes, de la soumission à 26 francs qui a été repoussée. Quelle est cette différence ? Neuf francs... Eh bien ! nous avons dit sept, et nous avons calculé : 200 mille fusils, perte pour l'état : 4,400 mille francs.

» Quatorze cent mille francs de bénéfices ! sur une seule opération ! Et vous vous étonneriez ensuite que les charges aillent toujours croissant pour les contribuables ! que le budget grossisse dans une effrayante progression ! (Sensation.)

» Mais à qui donc ont été ces bénéfices ? Sans doute à ceux qui ont fait ce marché, et à ceux qui avaient intérêt à ce qu'on le fit. Qui l'a fait ? MM. Soult et Gisquet. — Qui avait intérêt ? — M. Casimir Perier, l'associé, le vieil ami de cet homme dont on vous a tant vanté le patriotisme. Je dis l'associé, messieurs, non pas comme on l'a prétendu, pour le tiers d'un quart ; non ! mais l'associé qui a reçu une première commandite de 250,000 francs de M. Perier, *personnellement* ; l'homme de paille de la maison Perier, qui basardait sur sa gestion, le 2 juillet 1830, une somme

de 950 mille francs !... Le point de contact est donc établi ; les relations sont intimes. C'est toujours de la maison Perier-Gisquet qu'il est question ; et cet homme est encore si bien le vôtre que vous lui avez donné une des premières magistratures de l'état.

» Vous en avez fait un portrait magnifique. Moi je ne veux pas, à mon tour, broyer des couleurs... Mais le portrait est dans le procès ; le portrait, je le tiens dans ce contrat passé avec des fabricans anglais, au préjudice de la France !

» Je laisse de côté, si vous voulez, les témoins, les lettres venues de Londres, les soumissions offertes et repoussées, le mépris de l'industrie française, la préférence donnée aux Anglais, les bruits répandus partout ; je suppose que rien de tout cela ne figure au procès. Je me présente avec une pièce, une seule !... c'est votre marché. Je vous défie de l'expliquer, je vous défie d'en sortir. (Mouvement.)

» Il faut bien y revenir encore, puisqu'on n'a pas voulu l'aborder. Là sont stipulées des conditions exorbitantes ; là, vous, agent du gouvernement, vous promettez à des négocians anglais *un tiers de vos bénéfices nets*,... entendez bien cela. Un agent du gouvernement fait donc des bénéfices pour son propre compte ? Dirait-on que c'était sa commission ? Mais sa commission n'était pas fixée, et il a, lui, fixé un chiffre auquel devaient s'élever les *bénéfices nets*... Ce chiffre, c'est 450,000 francs !... Près d'un demi-million ; messieurs, pour une *commission* sur 200,000 fusils !... Non, ce n'était pas une commission que vous demandiez, mais d'énormes bénéfices que vous espériez faire. — Vous êtes parti agent du gouvernement ; vous avez profité de cette qualité pour faire un marché qui a relevé votre maison, restauré votre crédit ébranlé, sauvé la commandite de votre associé, et tout cela aux dommages du gouvernement ! Vous avez donc trahi celui qui vous donnait mandat ; vous avez trahi la France, et votre complice c'est l'Angleterre ! Voilà la réponse à ce beau portrait qu'on faisait tout à l'heure de votre patriotisme ! (Vif mouvement d'approbation.)

» Nous avions besoin, a-t-on osé dire, de recourir aux Anglais !... Ah ! je repousse encore cette calomnie ! La France a pu toujours se suffire à elle-même ! elle a de quoi se suffire toujours ! Notre industrie était aux abois, elle réclamait à grands cris l'abolition des monopoles ; les ouvriers étaient sans travail ; des voix généreuses s'élevaient pour que de grandes fabrications d'armes occupassent des bras oisifs. L'industrie française, les ouvriers français ont été repoussés. Des mains impures ont pris notre or ! elles ont été le partager avec l'industrie anglaise ! (Bravos ! bravos !) Ne déclamez donc pas, avocat, mais essayez de nous expliquer ces actes indignes qui ont éveillé notre sollicitude et provoqué nos soupçons ! Essayez de nous dire comment il se fait que ce soit votre ami, M. Gisquet, qui ait été préféré à tous pour une négociation de ce genre ! On vous disait tout à l'heure que c'était là ce qui se passait toujours dans le monde ; un avocat, ajoutait-on, recommande plus particulièrement à son ami un confrère qu'il a eu occasion d'apprécier. Oui, sans doute ; mais quand on vous demande un avocat, sans doute vous n'adressez pas un médecin ?... (On rit.) Et quand vous recommandez ardemment un confrère, sans doute vous n'êtes pas port prenant dans les bénéfices de sa clientèle ? (Nouveau rire.) C'est là pourtant la position de M. Perier par rapport à M. Gisquet. Or le procès prouve jusqu'à l'évidence que celui-ci a fait un marché où son bénéfice a pu être de quatorze cent mille francs !... Avec qui a-t-il partagé ? Serait-il si surprenant que ce fût avec son commanditaire !...

» Je vous le répète, messieurs, la grande question ici, c'est celle de ces marchés. Quant aux déductions que nous en avons tirées, vous les trouverez toutes légitimes. Cependant on les attaque encore, et M^e Dupin tout à l'heure nous citait le *National* pour nous apprendre comment nous aurions dû nous exprimer. Eh bien ! messieurs, j'accepte cet arbitre, et j'ai sous la main un article d'une date récente, que je vais vous lire...

» Le *National* a donc comme nous dénoncé la corruption, cette corruption dont je veux vous parler encore en terminant, car c'est la plaie dévorante de tout le corps social. C'est par elle que périclite le Directoire, c'est elle qui ruine peu à peu l'Empire, c'est elle qui a tué la Restauration. Elle nous tuera aussi, messieurs, si nous n'y prenons garde ! Oui, vous avez le remède dans vos mains, et sous ce rapport, je le dis avec nos adversaires, vous disposerez des destinées du pays ! Il faudra savoir si dans l'avenir on verra régner paisiblement ceux qui ont pensé que le gouvernement représentatif ne se soutenait que par l'or qu'il répand et les places qu'il donne !... Ou bien, si nous verrons surgir à leur place

les Lafayette, les Dupont, les Lamarque, ces hommes dont toute la vie fut pure, ces hommes qui joindront le passé probe à l'avenir désintéressé. Encouragez donc au lieu de les punir les écrivains courageux qui vivent d'abnégation et de sacrifices, qui se dévouent à la patrie et qui flétrissent partout où ils l'aperçoivent cette corruption qui avilit, qui dégrade, qui éteint l'homme dans ses plus nobles facultés. Et vous aussi, messieurs, écrasez-la cette corruption; fuyez l'appel à votre conscience, à votre probité; que parmi nous se réveillent enfin les vertus patriotiques; que par elles notre France redevienne noble, forte, grande, généreuse! C'est son lot, c'est sa gloire; n'allez donc pas frapper ceux qui combattent pour lui assurer de si hautes destinées! »

Ces paroles prononcées d'une voix émue et d'un accent plein d'énergie, au milieu d'un silence profond, firent une très vive impression. Un moment après que M^e Michel se fut assis, des applaudissemens éclatèrent de toutes parts.

Néanmoins le rédacteur de *la Tribune* fut condamné à six mois d'emprisonnement, trois mille francs d'amende et vingt-cinq francs de dommages-intérêts.

M^e Michel rentra à Bourges. Jusque-là la rédaction de la *Revue du Cher* avait été l'œuvre de cet avocat et de M. Brisson. Ces deux écrivains s'adjoignirent MM. Duplan (1) et Planet, jeunes avocats qui venaient de terminer leurs études, et M. André Chedin. Il faut croire ou que la *Revue* devint plus vive dans ses attaques, ou que l'autorité crut devoir se laisser aller à plus de susceptibilité: ce recueil fut poursuivi pour vingt-quatre de ses articles. M^e Michel prit la défense de ses collègues, que la Cour de Bourges eut l'impartialité d'acquitter (mai 1852).

Les luttes et la polémique qui s'engagèrent fournirent à M^e Michel l'occasion de montrer qu'il savait mettre sa vie au service de ses opinions.

Se trouvant insulté par un article du *journal du Cher*, il exigea une explication du rédacteur de ce journal: deux balles furent échangées à dix pas sans malheur pour aucun des deux adversaires.

Le mois de décembre 1855 marquera dans la vie de M^e Michel. Deux procès politiques l'appelèrent à Paris.

(1) Plus tard l'un des défenseurs dans le procès d'avril.

Vingt-sept citoyens (1) furent accusés, suivant acte signé Persil, de complot contre la sûreté de l'état. Il s'agissait tout bonnement de la destruction de la *société des droits de l'homme* et de la punition à infliger à des patriotes qui s'étaient soulevés contre l'embastillement de Paris. MM^{es} Pinard, Dupont, Bousquet, Bethmont, Delangle, Bavoux, Moulin, Boussi, Fenet et Briquet étaient chargés de la défense; M^e Michel assistait Rouet, ancien élève de l'école polytechnique. Après douze audiences consacrées aux débats tous les accusés furent acquittés.

Mais il restait, pour la Cour, une décision à prendre contre trois des avocats MM^{es} Dupont, Pinard et Michel, qui avaient argué de falsification de pièces de la part des magistrats accusateurs, pour engager l'accusé Kersausie à ne point répondre aux questions du président. Le fait avait été signalé à l'audience du 12, et c'était à celle du 15 que les avocats s'étaient prononcés. Au dernier jour, le 22, la Cour demanda des explications ou plutôt des justifications.

Voici celles que M^e Michel fit entendre :

» Messieurs, je sue en me levant, mais ce n'est pas de honte, je sue de colère et d'indignation. Vous pouvez me condamner, mais l'avocat du roi ne fera jamais de moi ni un accusé ni un coupable.

» Je suis plein de respect pour la magistrature, car sans elle la loi n'est qu'un bienfait impuissant et stérile; la magistrature c'est la loi vivante. Mais il est quelque chose que je respecte plus encore, c'est la vérité. Comme homme je la recherche, comme citoyen je la propage, comme avocat j'ai mission de la faire triompher.

» Qu'exige-t-on de nous? Je suis arrivé à un âge qui n'admet point l'excuse de l'irréflexion, et ma profession ne me permet pas d'ignorer la valeur usuelle et légale des mots.

» Altérer des pièces, c'est un faux selon le dictionnaire de l'Académie; et selon les termes du droit le fonctionnaire public qui reproduit des conventions non existantes fait un faux. Je l'ai dit, je persiste. (Profonde sensation.)

» Eh quoi! Les avocats sont-ils donc les esclaves des gens du roi! Connaissez-nous mieux: il est possible que vous nous suspendiez... Tout est possible dans ce temps de malheur; mais vous ne me réduirez pas à la misère, je ne tendrai pas la main, et si je la tendais jamais à tous ceux dont j'ai sauvé la vie ou l'honneur, je serais encore plus riche que les gens du roi, malgré les munificences du pouvoir.... (Des applaudissemens unanimes éclatèrent dans l'auditoire.)

(1) Raspail, Kersausie, Laurent, Langlois, Sardet, Rouet, Latrade, Caylus, Dubois-Fresnay, Lerouge, Jovart, Chevalier, Cornu, Dubois, Jacquemin jeune, Biegand, Chavot, Boudin, Chevé, Chuquet, Levasseur, Girou, Lacombe, Vangarnier, Bonjour, Boucher-Le-maitre, Noël Parfait.

» Mirabeau plaidant devant le parlement de Provence disait à ses juges : « Vous me condamnerez sans doute ; mais le jour de la vérité luira, et ce qu'il y a d'impur sera purifié. » Suspendez-moi, dites que mon nom sera rayé du tableau ; mais dites aussi que le même jour j'avais, négligeant mes affaires, fait soixante lieues pour m'associer à la défense de vingt-sept jeunes gens, et que ce même jour ils sont acquittés. Ce souvenir, je le léguerai à mes enfans, et ce patrimoine en vaudra bien un autre. (Bravo ! bravo !)

« Il fallait au moins vous presser d'un jour : hier je n'aurais pas prêté le secours de ma voix à ce d'Argenson qui, lui aussi, ne vit que pour ce peuple avec lequel, quoiqu'on fasse, je ne cesserai de sympathiser, et dont je ne cesserai de défendre les droits. Juges ! le jour de la justice se lèvera pour tous : pour les gens du roi, pour nous, pour vous aussi : magistrats, et c'est pourquoi j'espère que vous ferez votre devoir ! »

Les trois avocats restèrent à la hauteur de leur mission : aussi furent-ils condamnés, M^e Dupont à un an de suspension, MM^{es} Michel et Pinart à six mois de la même peine.

Au même temps M. Voyer d'Argenson était appelé à répondre à une accusation d'*excitation à la guerre civile*, que le ministère public avait cru reconnaître dans le fait de la publication d'une brochure intitulée : *Boutade d'un riche à sentimens populaires*. M. d'Argenson parut aux assises du 21, ayant M^e Michel pour défenseur. Un acquittement suivit la défense. Nos amis de Bourges nous ont plusieurs fois répété que M^e Michel pensait que sa plaidoirie dans cette affaire pouvait être considérée comme la meilleure qu'il eût encore prononcée. Nous l'avons sous les yeux, et nous affirmons que sans les exigences de notre cadre nous nous croirions heureux d'être à même de la rapporter ici en son entier, tant elle nous semble remarquable comme morceau d'éloquence et de logique.

Des troubles avaient éclaté en France au mois d'avril 1854. Le gouvernement y vit une conspiration, et il saisit la cour des pairs de la connaissance des faits relatifs aux 121 accusés qu'il lui envoya. Ceux-ci appelèrent leurs amis à les défendre, avocats ou non. La cour ne voulut admettre que les avocats. Cependant un nombreux conseil de défense s'organisa, afin de combiner en commun les moyens d'assistance à accorder aux accusés, et d'assurer la publicité des actes. Ce conseil choisit plus particulièrement les journaux *la Tribune* et *le Réformateur* pour

l'insertion des avis et des pièces qu'il jugerait utile de porter à l'attention du pays. Les débats commencèrent le 5 mai 1855, c'est-à-dire lorsque déjà les accusés subissaient depuis un an les tortures de l'emprisonnement préventif. Le 11 parut dans les deux journaux une lettre *aux prisonniers d'avril*, portant la signature de 91 des défenseurs, écrite dans le but d'engager ces prisonniers au courage et à la patience. Le 12 le duc de Montebello monta à la tribune des pairs, et leur dénonça cette lettre comme une offense à la Cour ; la Cour décida que les 91 signataires seraient traduits à sa barre. Le 29, 97 *appelés*, nom nouveau donné aux nouveaux accusés, se présentèrent à la barre sur les 110 qui avaient été assignés, quoique quinze jours auparavant MM. Michel et Trélat eussent déclaré, par une lettre rendue publique, qu'ils se reconnaissaient seuls les auteurs et les publicateurs de la lettre incriminée. Le président interrogea les *appelés*, et chacun répondit, selon la convention arrêtée entre eux : *je n'ai ni signé, ni publié*. Quant aux deux patriotes qui avaient assumé sur eux toute la responsabilité de la lettre et de sa publication, la Cour les punit de leur générosité, car la vérité n'avait pu lui échapper, et les condamna, M. Trélat (*voir sa notice*, tome 1^{er}, 2^e partie, page 145), en trois ans de prison et 11,000 fr. d'amende, et M^e Michel en un mois d'emprisonnement et 11,000 fr. d'amende. La France gardera long-temps le souvenir de ce procès !

M^e Michel subit sa peine, et reprit ses habitudes de famille, de calme et de réflexion. Déjà membre du conseil-général du département, il vient d'être réélu.

A nos yeux M^e Michel est un homme à part : si le peuple élevait les siens sur le pavais, M^e Michel aurait sa part de l'ovation populaire, parce que le peuple choisirait parmi les plus purs et les plus dignes.

RICHERAND (ANTHELME, le baron de).

« Sans parler d'une fortune indépendante
» honorablement acquise, et de la décoration
» de la Légion-d'Honneur, il (M. Richerand) a reçu le 4 février 1815 des
» lettres de noblesse, le cordon de Saint-Michel; en 1822 le titre de chirurgien
» consultant du roi Louis XVIII, et, en outre, plusieurs décorations d'ordres
» étrangers, de médailles, etc., etc. Toutes ces faveurs, *non sollicitées*, n'ont point rendu
» du M. Richerand infidèle à ses anciennes affections et à la cause de la philosophie, qui
» le regarde comme l'un de ses plus fermes soutiens. » Ainsi s'exprimaient en 1825 les auteurs de la *Biographie des Contemporains*, mais sans doute par un sentiment d'affection personnelle, qui leur fit oublier la loi d'impartiale justice que doit s'imposer tout biographe... M. Richerand fidèle à la cause de la philosophie ! Il s'est chargé lui-même de réfuter cette assertion de ses panégyristes... Mais n'anticipons pas. Apprécions M. Richerand comme praticien, comme littérateur, comme philosophe, et pour que notre appréciation soit et paraisse dictée par la justice, basons-la sur les paroles et sur les faits.

M. RICHERAND (*Anthelme*), né à Belley (département de l'Ain), le 4 février 1779, après s'être distingué au collège de cette ville, vint à Paris en 1796, pour se livrer à l'étude de la médecine. Compatriote, condisciple et élève de Bichat, il ne tarda pas à se faire remarquer au milieu de cette jeunesse laborieuse qui entourait le jeune professeur. Doué d'une imagination vive, d'un talent facile et léger, qu'il sut appliquer aux choses les plus graves, enluminant de son style, plus brillant que correct, toutes les questions de la science, il se plaça bientôt au premier rang parmi les écrivains qui s'occupaient de la composition d'ouvrages sur la médecine.

En 1799 il soutint l'acte public (1) alors exigé pour être admis à l'exercice de l'art de guérir, et se livra à cette époque avec succès à l'enseignement de la physiologie. Il dut surtout son succès à la clarté et à la précision avec lesquelles il décrivait les diverses fonctions des organes.

En 1800 il fut nommé chirurgien en chef adjoint à l'hôpital Saint-Louis, chirurgien-major de la garde de Paris et de la garde départementale. C'est ici le lieu de faire remarquer qu'il y avait pénurie de talents à l'intérieur, dans un moment où toutes les notabilités de la science avaient couru se ranger sous les drapeaux de la patrie, et avaient ambitionné l'honneur d'aller inscrire leur nom sur les marbres des pyramides.

Il publia en 1801 les *Nouveaux Elémens de physiologie*, qui ont eu un grand nombre d'éditions successives, et auxquels il dut une juste célébrité dans le monde littéraire et dans les salons. Mais les médecins instruits ne partagèrent pas cet enthousiasme, car il était notoire pour eux que M. Richerand n'avait d'autre mérite que celui d'avoir mis habilement en lumière les opinions de Haller, de Borden, de Grimaud et même de Bichat. On lui reprocha de se montrer plus propre à faire connaître les travaux des autres qu'à reculer lui-même les limites de la science (2). Une accusation grave s'éleva surtout contre le jeune écrivain : le vénérable Chaussier ne lui épargnait pas publiquement de mordantes épigrammes, qui indiquaient à tous les élèves que le vieux professeur retrouvait dans les *Nouveaux Elémens de physiologie* le résumé de ses propres travaux (3).

(1) Dissertation anatomico-chirurgicale sur les fractures du col du fémur.

(2) L.-J. Bégin (*Dictionnaire des sciences médicales*).

(3) M. Richerand avait pris toutes les notes du cours de M. Chaussier, et négligea constamment dans les *Nouveaux Elémens de physiologie* de citer son vénérable et savant professeur.

En 1805 M. Richerand fit paraître une *Nosographie chirurgicale*, pour la composition de laquelle, dit M. Bégin, « il mit à contribution les mémoires de l'Académie royale de chirurgie, Desault, Sabatier, Boyer et tous les chirurgiens de l'époque actuelle. Il rendit cependant des services réels à l'instruction élémentaire physiologique et chirurgicale, ajoute le savant appréciateur que nous avons cité, en la répandant et en la rendant plus étendue et plus complète; mais aussi ses ouvrages, par le ton tranchant qui s'y fait remarquer, par la légèreté avec laquelle les questions les plus graves y sont décidées, ont été quelquefois nuisibles en donnant aux élèves une idée exagérée des connaissances qu'ils y avaient puisées, et en les détournant de la lecture soit des écrits originaux, soit des traités moins superficiels qui sont les sources d'une éducation chirurgicale solide (1). »

(1) Nous croyons devoir encore emprunter à l'excellente appréciation de M. L.-J. Bégin sur M. Richerand les quelques lignes suivantes qui serviront à faire mieux connaître le caractère *philosophique* du chirurgien en chef de l'hospice Saint-Louis.

« Les jugemens de M. Richerand sur les hommes et sur les choses ont été souvent empreints du caractère de la passion. Les hommes les plus habiles, les plus recommandables, n'ont pas été à l'abri de ses attaques. On se rappelle encore la critique virulente qu'il fit, dans le sixième volume du *Magasin encyclopédique*, du *Traité des Membranes* de Bichat. Il prétendit alors que ce livre, dans lequel les médecins français commencèrent à reconnaître le premier physiologiste de l'époque, était du nombre de ceux qui grossissent le volume de la science sans en augmenter le trésor. Semblables à une fausse monnaie, les ouvrages de ce genre n'ont cours, disait-il, qu'autant que le public n'est pas éclairé sur leur nature. L'auteur avait, suivant notre Aristarque, tout emprunté à ses prédécesseurs, tout copié dans Haller, Bonn et autres. Enfin il avait trouvé le moyen de faire naître mille questions d'une seule par des réponses toujours moins satisfaisantes. Ainsi fut jugé Bichat. M. Magendie a été en butte à des traits du même genre. M. Richerand le présente comme un de ses élèves, qui a publié une sorte de table analytique de son ouvrage, dans laquelle transposait simplement les volumes sans rien changer à l'ordre réel des matières, il essaie de se donner une apparence d'originalité par quelques allégations sans preuves, et par des plaintes risibles sur l'état d'imperfection où tant de travaux ont laissé la physiologie. M. Roux n'a pas été plus ménagé dans plusieurs endroits de la nosographie. La plupart des procédés de M. Dupuytren ont été ou attribués à d'autres personnes, ou attaqués par de fades plaisanteries dans un discours académique. Enfin Desault lui-même, qui au commencement de 1821, était encore pour M. Richerand un « génie hardi et libre, qui seul représentait dignement la chirurgie française au moment où la révolution amena la suppression de l'Académie, » Desault devint le 15 novembre de la même année un chirurgien qui, s'exagérant à lui-même l'importance de ses travaux, fonda sa renommée sur des titres dont chaque jour voit

Après avoir en quelque sorte servi d'organe à M. Chaussier, M. Richerand voulut rendre le même service à M. Boyer, et publia les *Leçons du C. Boyer sur les maladies des os, rédigées en un Traité complet de ces maladies*. Cette fois du moins l'élégant écrivain faisait acte de bonne foi.

En 1807 le choix de l'Ecole de Médecine appela M. Richerand à la chaire de professeur de pathologie externe, devenue vacante par la mort de Lassus. Le nouvel élu n'obtint pas dans cette carrière un succès pareil à celui qu'il avait eu dans son cours de physiologie. Aussi se montra-t-il dans plusieurs circonstances partisan de l'appel nominal des élèves, pour contraindre ceux-ci à suivre régulièrement les leçons de l'Ecole.

M. Richerand publia en 1809 un de ces ouvrages que le public accueille toujours avec empressement lorsqu'ils sont écrits avec élégance. *Les Erreurs populaires relatives à la Médecine* trouvèrent place dans la bibliothèque de tous les hommes de lettres, qui, pour la plupart, ont la ridicule prétention de ne pas vouloir paraître étrangers à la science médicale, et s'estiment heureux lorsqu'ils en connaissent à fond le vocabulaire et les divers néologismes. Le monde médical attacha peu d'importance à cette publication qui n'était en quelque sorte que le complément des travaux de Laurent, de Joubert, de Primerose, de Brown et autres critiques.

A la rentrée des Bourbons, M. Richerand, qui ne pardonnait pas à Napoléon de n'avoir point apprécié ses talens, se fit courtisan, et, sans l'avoir sollicité, au dire

diminuer la valeur, et sur des inventions qui seront bientôt plongées dans l'oubli. Or, quelques mois au paravant, M. Richerand trouvait encore excellens la plupart des appareils et des procédés de Desault; il les faisait représenter au trait dans sa nosographie, afin de les mieux graver dans l'esprit des élèves.

« C'est ainsi qu'aveuglés par des motifs personnels d'intérêt ou de haine, et ne pouvant rien supporter d'élevé autour d'eux, certains hommes se livrent incessamment aux plus étranges écarts, et portent les jugemens les plus erronés et les plus contradictoires, s'attachant à détruire eux-mêmes toute la valeur et toute l'importance que l'on pourrait attacher à leurs discours et à leurs opinions. »

de ses quelques amis, il fut créé membre de la Légion-d'Honneur, et, peu de mois après février 1815, reçut des lettres de noblesse. Les souverains étrangers s'associèrent de leur côté à ces gracieusetés du monarque français, et en peu de mois M. DE Richerand porta barrettes et rubans à foison, et les Académies de Saint-Petersbourg, Vienne, Dublin, Madrid, Turin, etc., etc., lui ouvrirent leurs portes.

A la fin de 1816 la Faculté de Médecine fit imprimer à ses frais, sans date et sans nom d'auteur, une brochure in-4^e ayant pour titre : *De l'Enseignement actuel de la Médecine et de la Chirurgie*, qui fut généralement attribuée à M. Richerand, et dans laquelle l'auteur faisait ressortir, avec autant d'élégance que de force, les avantages de l'enseignement médical adopté par la Faculté de Paris.

L'année suivante, M. Richerand donna une nouvelle édition des *Œuvres complètes de Borden*, qu'il fit précéder d'une dissertation biographique et scientifique. Il publia en 1818 une brochure sous ce titre : *Histoire d'une Résection des côtes et de la pleûre* (1); en 1820, un discours inaugural prononcé le 7 novembre à la séance publique de la Faculté de Médecine (2), et en 1821 un discours du même genre prononcé le 15 novembre. Il a fourni enfin différens articles soit au grand *Dictionnaire des Sciences médicales*, soit au *Journal complémentaire*.

Dans les divers changemens que la mort des titulaires amena soit à la cour de Louis XVIII, soit à la Faculté, soit dans les hôpitaux, M. Richerand fut successivement nommé chirurgien-consultant du roi, pro-

fesseur d'opérations de chirurgie à la Faculté, chirurgien en chef de l'hôpital Saint-Louis, et membre de l'Académie royale de médecine.

La révolution de juillet était venue mettre un terme à ces croissantes prospérités, et depuis près de sept ans M. Richerand n'avait point appelé sur lui l'attention publique; il vient enfin de sortir de son repos, et *ce ferme soutien de la cause de la philosophie* s'est jeté dans l'arène politique, armé d'une œuvre ayant pour titre : *de la Population dans ses rapports avec la nature des gouvernemens*. Dès les premiers mots M. le baron Richerand se déclare ennemi de la démocratie, car nous lisons dans l'introduction de l'ouvrage : *les sectateurs de la démocratie épuiseront contre l'auteur toutes les formules de l'indignation et du mépris*; ces seuls mots annoncent de la part de l'auteur la pensée arrêtée d'être hostile à la démocratie, et il ne fait pas défaut à cet engagement. Mais en vérité ce n'est ni l'indignation ni le mépris qu'inspire l'écrivain qui a pu tracer à notre époque les passages consacrés au développement des théories d'organisation sociale de M. Richerand... Indignation et mépris! non certes, mais dégoût et pitié. Nous voulons justifier cette opinion par quelques citations qui mettront nos lecteurs à même d'apprécier les pensées philosophiques de M. le baron Richerand.

S'agit-il du rétablissement de l'autorité paternelle absolue, il invite le gouvernement à retarder l'âge de la majorité, et à laisser au père l'entière et libre disposition de l'héritage.

Est-il question de la presse, M. Richerand résume ses pensées en ce peu de mots :

» *Si quelque ordre subsiste encore, on le doit à ce que la presse, ce feu grégeois des modernes, n'étend point encore jusqu'à la masse des individus qui ne savent pas lire son action incendiaire.* »

Ses idées sur le système pénitentiaire sont parfaitement en harmonie avec ce qui précède, et complètent admirablement l'en-

(1) L'opération entreprise par M. Richerand consistait à re-trancher une partie des muscles intercostaux, des côtes et de la pleûre, à l'occasion d'un cancer des parois du thorax. Elle fut exécutée sans que l'on eût la certitude de pouvoir enlever la totalité de la maladie, qui repullula quelque temps après, et fit périr le sujet. (L. J. BÉGIN, *ouvrage cité*.)

(2) Dans ce discours M. Richerand s'efforça d'établir la supériorité de la chirurgie sur la médecine, et ne négligea pas d'adresser quelques injures aux rédacteurs de certains recueils périodiques, lesquels n'avaient pas parlé avec assez de révérence de l'opération indiquée plus haut. (L. J. BÉGIN, *ouv. cité*.)

semble. Il n'épargne pas les rêveurs qui croient à l'amélioration possible des condamnés, et qui veulent modifier le régime des prisons. « *Tous, dit-il, les veulent sales, lubres, commodes, quelques-uns même, on dirait par quelque pressentiment de leur sort futur, proposent de les rendre agréables.* » M. Richerand n'est pas de cet avis, il prétend qu'elles sont déjà trop douces; ce sont, dit-il, de véritables *pensionnats*, et il attribue une grande partie des récidives à ce que les condamnés se trouvent trop heureux en prison.

Quant à la peine de mort, il n'est pas du tout d'avis qu'on songe à l'abolir : « Conservez non seulement la peine capitale, mais que dans certains cas, la mort du coupable soit environnée de circonstances telles que la multitude, témoin de la scène, en rapporte des impressions durables et reste frappée d'une terreur salutaire. » Et dans l'un de ces cas particuliers dont il parle, si au lieu de faire intervenir dans leur condamnation l'un des premiers corps de l'état, le coupable, traduit devant un petit nombre de juges et de témoins, était ensuite conduit au supplice dont on punissait jadis le régicide (1), ces criminelles tentatives seraient à coup sûr moins fréquentes. Le misérable, que n'effraie pas une prompte décollation, reculerait devant l'idée d'une mort longue et douloureuse.

Et cependant l'idée de cette mort longue et douloureuse ne rassure pas complètement M. Richerand, et pour peu qu'on lui fît violence, il accepterait la loi chinoise qui comprend dans le châtimement du crime toute la famille du criminel.

« Le législateur a parfaitement compris que tel qui compromettrait hardiment sa vie, reculerait devant le sacrifice de celle de ses proches. Il a donc cru devoir opposer aux plus grands des crimes le frein de

» l'amour paternel, conjugal, filial, et cher-
» cher dans les plus doux sentimens de la
» nature une barrière contre l'entraînement
» des passions les plus coupables. »

On conçoit aisément que les terreurs de la torture préventive se trouvent comprises dans l'arsenal monarchique de M. le baron Richerand.

« Le crime de Fieschi indiquait évidemment un plan concerté et un grand nombre de complices : des aveux postérieurs ont établi que l'on n'avait point obtenu de complètes révélations. En eût-il été de même si, loin d'être caressante, la justice, de sa main de fer, eût étreint le coupable? »

Nous ne pousserons pas plus loin les citations; le peu de phrases que nous avons reproduites suffisent pour légitimer ce que nous avons dit que M. Richerand ne pouvait plus inspirer aux amis de l'humanité que des sentimens de dégoût ou de pitié..... On doit déplorer qu'un homme d'intelligence et d'un vrai talent littéraire ait flétri sa vieillesse en vouant sa plume à la défense d'un système gouvernemental qui n'a plus de partisans avoués en France : la monarchie absolue basée sur l'ignorance, la torture et les supplices.

AUZOU (LOUIS-NAPOLÉON, l'abbé).

Lorsqu'une fois une religion est établie légalement dans un état, les tribunaux sont tous occupés à empêcher qu'on ne renouvelle la plupart des choses qu'on faisait dans cette religion avant qu'elle fût publiquement reçue : les fondateurs s'assemblaient en secret malgré les magistrats; on ne permet que les assemblées publiques sous les yeux de la loi, et toutes associations qui se dérobent à la loi sont défendues.

VOLTAIRE.—*Diction. philosoph.*

On ne peut nier que Calvin n'eût de grands talens, un beau génie, une pénétration d'esprit admirable, une grande délicatesse, une érudition profonde, et un style grave et poli. Il était d'ailleurs réglé dans ses mœurs, sobre, chaste, laborieux et désintéressé.

Diction. de Ladvocat, art. CALVIN.

(1) Voir les détails de l'affreux supplice auquel fut soumis Damiens.

Prêtre philosophe, vous avez marqué du sceau d'un véritable talent les observations les plus judicieuses que puissent inspirer à un esprit orné,

facile et droit, des questions graves et fort délicates.

USURPATIONS SACERDOTALES. — *Lettre de Saint-Edme à l'abbé Cerati.*

Nous avons choisi les épigraphes que l'on vient de lire parce qu'elles peuvent recevoir, relativement à M. l'abbé Auzou, une application de circonstance entièrement complète; elles nous ont paru être le prodrome rationnel de la notice que nous allons tracer sur l'un des principaux et des premiers fondateurs de l'*Eglise Française*. Quelle que soit l'opinion que l'on ait sur la réforme, on doit justice et estime à l'homme de talent qui marche avec conscience dans la double voie des principes de charité et d'égalité; à ce titre M. Auzou a droit à tous les suffrages.

M. Auzou (*Louis-Napoléon*) est né à Versailles le 1^{er} janvier 1806. Destiné par ses parens à l'état ecclésiastique, il fit ses études au séminaire de cette ville sous la direction de M. l'abbé Verguin.

Le jeune Auzou puisa de bonne heure les véritables principes de la charité chrétienne et de la tolérance religieuse dans les leçons de son vénérable protecteur, l'évêque Charrier de La Roche, dont les vertus et le patriotisme ont laissé de si profonds souvenirs dans le diocèse de Versailles. Le protégé du vertueux évêque montra de bonne heure aussi un esprit juste et élevé qui devait le rendre propre à l'œuvre de la réforme. L'abbé Chauvel, supérieur du petit séminaire de Versailles, disait à propos de l'intelligence remarquable de cet élève et de la tendance de ses principes : *Auzou ferait plutôt un Voltaire qu'un prêtre.*

Si notre séminariste se sentait poussé par une ardente vocation à remplir un jour les devoirs spirituels du sacerdoce, le sentiment de la justice et l'amour de la liberté qui fermentaient déjà dans son cœur lui faisaient envisager sous un aspect trop défavorable les principes d'obscurantisme et de tyrannie qui servent de base à la discipline romaine, pour qu'il pût se plier long-temps

aux exigences de la carrière dans laquelle il venait de faire ses premiers pas. Il s'arrêta donc en chemin, et il cherchait dans la vie civile une application pour ses études distinguées lorsque le nom de M. l'abbé Chatel arriva jusqu'à lui.

Au mois d'août 1850 les journaux avaient publié une note ainsi conçue :

« Un très grand nombre de prêtres patriotes réunis à Paris ont l'honneur de prévenir leurs concitoyens qu'ils sont à la disposition des autorités des différentes communes qui manquent de curés. La conduite anti-nationale et despotique des évêques a déterminé cette société d'ecclésiastiques, amis de leur pays et jaloux de marcher avec les institutions constitutionnelles, à rompre avec leurs chefs et à n'écouter que la voix de leur conscience et l'intérêt des peuples qui les appellent.

« On les a mis dans la cruelle alternative d'opter entre l'obéissance aux lois de leur pays et l'obéissance passive, aveugle, fanatique, à un pouvoir éminemment ennemi de la patrie. Ils n'ont point hésité : ils ont rompu d'une manière éclatante avec des évêques en hostilité ouverte contre la France entière.

» Ces ecclésiastiques ne sont pas mus par l'appât du gain : ils offrent d'exercer *gratis* toutes les fonctions de leur ministère, selon ces paroles de J.-C. à ses apôtres : « *Vous avez reçu gratis, donnez gratis.* » Ils savent aussi que leur royaume n'est pas de ce monde. En conséquence, ils ne se mêleront jamais, soit directement, soit indirectement, de choses étrangères à leur ministère tout spirituel.

» Les communes de France qui désireront se choisir des pasteurs parmi ces apôtres tolérans sont priées de s'adresser à M. CHATEL, désigné par la société pour la correspondance générale. »

Les prêtres formant la société dont il est question n'adoptaient, comme on le voit, aucune règle fixe. Leur but était bien une réforme : ils en avaient exprimé le besoin dans un recueil publié par eux sous le titre de : *Le Réformateur, journal de la religion et du siècle*; mais ils n'annonçaient d'abord que l'intention de secouer le joug despotique des évêques, et dans la chapelle que M. l'abbé Chatel avait improvisée chez lui, rue des Sept Voies, la messe *française* et quelques autres cérémonies du culte étaient encore célébrées en *latin* par les prêtres associés.

Bientôt, de tous les départemens de la France, des demandes de curés avaient été adressées au *délégué* de la société réformatrice; il devenait donc indispensable d'établir, d'une manière positive, la ligne de démarcation qui devait exister entre la nouvelle église et l'ancienne.

Cependant on était arrivé au mois de janvier 1851, et les novateurs religieux n'avaient

pas encore voulu se prononcer ouvertement.

Un seul d'entre eux, M. l'abbé Chatel, sentant que le moment était enfin venu d'ouvrir la brèche dans la vieille forteresse sacerdotale des Romains, et voyant qu'autour de lui l'hésitation et la crainte d'aller trop loin l'emporteraient toujours sur la hardiesse et l'énergie nécessaires dans une semblable entreprise, s'était décidé à marcher seul en avant.

A la lecture du simple manifeste que nous venons de citer toutes les pensées de réforme et d'affranchissement qui, au séminaire de Versailles, avaient été les rêves chéris du jeune Auzou, se réveillèrent avec force dans son imagination pleine de poésie et d'exaltation religieuse. Il fut bientôt en rapport avec M. l'abbé Chatel, et malgré la confusion et l'incertitude qui régnaient dans les intentions de ce réformateur, notre jeune lévite enthousiasmé par la gloire de l'apostolat, se voua dès-lors et pour toujours à cette nouvelle église qui ne portait encore de *française* que le nom.

Après s'être débarrassé de ses associés timorés, M. l'abbé Chatel ouvrit, à ses risques et périls, une chapelle publique dans la rue de la Sourdière. Un service y fut célébré pour les victimes de juillet, et on annonça que la messe serait célébrée en français aussitôt que la possibilité en pourrait être reconnue.

Le chef de l'église naissante n'avait alors pour le seconder que M. Auzou et un jeune professeur en philosophie du Séminaire de Meaux, nommé Blachère, qui, plus tard, entra dans le giron de l'Église Romaine.

Il y avait si peu de prévision dans la pensée de M. Chatel, en se livrant seul à cette tentative hardie, qu'il se vit arrêté tout d'abord par la difficulté de la consécration du nouveau sacerdoce dont il croyait ne pouvoir se passer. N'ayant pas songé à réformer l'épiscopat dans son église, ce qui lui était logiquement permis, puisqu'il cessait

de reconnaître la papauté, et n'osant pas encore se donner lui-même mitre et crosse, comme il le fit par la suite, il fallut pour surmonter l'obstacle faire des démarches auprès d'un évêque de l'Eglise Romaine.

Par les soins de M. Auzou un vénérable prélat séparé du clergé pour n'avoir pas voulu dans des temps d'orages politiques se séparer de sa patrie, M. l'abbé Poulard, ancien évêque d'Autun, décédé depuis, consentit sans adopter les principes de l'Eglise Française, à conférer la prêtrise aux deux jeunes associés de M. l'abbé Chatel. La cérémonie eut lieu publiquement dans la chapelle de la rue de la Sourdière le 26 mars 1851.

L'ARCHEVÊQUE DE PARIS RECONNU LA VALIDITÉ DE CETTE ORDINATION A L'OCCASION DE L'ABJURATION DE L'ABBÉ BLACHÈRE QUI FUT REÇU DANS LE CLERGÉ ROMAIN EN QUALITÉ DE PRÊTRE.

Ce n'est que lorsqu'il fut aidé de la collaboration de MM. Auzou et Blachère que l'abbé Chatel publia une profession de foi.

Elle était fort explicite quant à la conservation du dogme catholique romain, car on y lisait ces lignes :

« Afin que l'indication du Code sacré
« (l'évangile) n'exprime pas d'une manière
« trop vague NOTRE CROYANCE, nous déclarons
« reconnaître les symboles des apôtres, de Nicée
« et de la doctrine évangélique. »

Le local de la rue de la Sourdière ne tarda pas à devenir insuffisant, et la foule, avide de tout ce qui est nouveau, même en matière de religion, se porta bientôt à la salle de la rue Cléry où le siège de l'Eglise Française avait été transféré le 12 juin 1851.

C'est l'époque où l'opinion publique semblait être le plus favorablement disposée à adopter une réforme religieuse si nécessaire : mais c'est aussi celle où M. l'abbé Chatel, paraissant oublier le véritable but qu'il s'était proposé, prépara ainsi entre lui et M. l'abbé Auzou une séparation qui devait être nuisible à la réforme.

M. Fabré Palaprat (*voir sa notice*), grand maître des Templiers, nourrissait depuis

long-temps l'espoir de voir l'ordre du Temple reprendre son antique splendeur, et son culte chevaleresque professé publiquement sous le titre d'église chrétienne; M. l'abbé Chatel alla le trouver; feignant d'entrer dans ses vues, il lui promit de servir à l'accomplissement de ses projets, s'il voulait le sacrer évêque suivant le rite de S. Jean. Le grand maître enchanté de l'occasion donna tête baissée dans le piège; et M. l'abbé Chatel fut sacré évêque par le successeur, *in partibus*, de Jacques Molay. Dès-lors M. l'abbé Chatel crut pouvoir se proclamer évêque, et faire des prêtres à discrétion. On pense bien qu'il prit peu de souci des engagemens qu'il venait de contracter avec le Temple. Peu après l'Eglise Française déménagea encore une fois pour retourner rue de la Sourdière jusqu'à ce qu'elle put être installée définitivement rue du faubourg Saint-Martin où M. Chatel exerce encore.

C'est dans ce nouveau local, et à l'occasion de l'établissement d'un *tarif* tout à fait en opposition avec la profession de foi de l'Eglise Française, que M. l'abbé Auzou, dont l'aventure des Templiers avait déjà, comme nous l'avons dit, préparé la séparation, se retira définitivement dans sa cure de Clichy-la-Garenne, décidé à conserver intacte la réforme à laquelle ses convictions religieuses l'avaient associé.

Nous venons de nous étendre assez longuement sur les véritables commencemens de l'Eglise Française, parce que les détails dans lesquels nous avons pu entrer aujourd'hui à ce sujet n'étaient pas connus de nous lorsque nous avons publié la biographie de M. l'abbé Chatel. La suite de la notice qui nous occupe fera comprendre l'importance de ces détails; mais les événemens que nous raconterons maintenant se rattachent plus particulièrement à l'histoire de M. l'abbé Auzou.

En 1851 le curé qui desservait l'église romaine de Clichy ayant pris part à la manifestation légitimiste de Saint-Germain-

l'Auxerrois, ses paroissiens ne voulurent plus le recevoir dans leur commune, et pendant plusieurs mois ils se virent privés de l'exercice du culte, l'archevêque de Paris s'étant toujours refusé à leur donner un nouveau curé.

Lassés de cette espèce d'interdit religieux, ils s'adressèrent à M. l'abbé Chatel.

Parmi les prêtres que le chef de l'Eglise Française leur envoya pour célébrer le culte, les habitans de Clichy choisirent pour leur curé M. l'abbé Auzou qu'ils mirent successivement en possession de l'église et du presbytère communaux.

La conversion de cette commune au catholicisme français eut lieu sans équivoque de la part des adhérens, car M. l'abbé Chatel, dans le premier discours qu'il prononça à Clichy en 1851, crut devoir rassurer les habitans sur la crainte qu'ils pourraient avoir que cette innovation ne fût qu'un changement de religion déguisé sous les apparences du catholicisme: « *Nous respectons, leur dit-il, nous respectons les dogmes de la foi catholique; ce que nous voulons réformer, ce sont les abus, c'est la discipline.* »

Les paroissiens de M. l'abbé Auzou ne tardèrent pas à se féliciter de leur choix. Le règne du choléra dans la commune de Clichy signala tout qu'il y avait de charité évangélique et de dévouement social chez le jeune curé français. Le choléra fut aussi l'occasion de sa première prédication remarquable. Plusieurs évêques de France dans leurs mandemens au sujet du choléra attribuaient à la colère divine la cause de ce fléau dévastateur. Le discours, que l'abbé Auzou prononça en réfutation de ces mandemens, releva le courage de ses paroissiens; il sut par ses exhortations et son exemple les amener à se secourir les uns les autres.

Il prononça ensuite contre les *usurpations sacerdotales* un discours qui lui fit le plus grand honneur. Mais une circonstance arriva qui devait surtout faire ressortir le talent oratoire de M. Auzou: ce fut la mé-

morale cérémonie dans laquelle on vit se réunir, un jour, au sein d'une modeste église de campagne, ces glorieux compagnons du proscrit de Sainte-Hélène qui, n'ayant pu obtenir du clergé romain des prières publiques pour le fils de leur empereur, vinrent à Clichy entourés d'une foule immense de vieux soldats, pleurer au pied de la chaire où M. l'abbé Auzon improvisait la touchante oraison funèbre de Napoléon II.

Pendant dix-huit mois le curé de Clichy demeura tranquille possesseur de l'église communale et du presbytère dans lequel les habitans l'avaient installé, lorsque le 9 janvier 1855, M. Mazères, sous-préfet de Saint-Denis, se présenta accompagné d'hommes de police et de gendarmes pour mettre à exécution un mandat signé du préfet de police intimant à M. l'abbé Auzou l'ordre d'évacuer le presbytère.

L'état de maladie grave dans lequel se trouvait le jeune curé n'arrêta pas M. Mazères dans son expédition. Les scellés furent apposés par lui sur les portes de l'église, et l'on transporta M. l'abbé Auzou presque mourant chez un de ses paroissiens.

Cependant le bruit de cette singulière expédition s'étant répandu dans Clichy, en moins d'une heure la moitié des habitans a visité le curé, chacun lui exprime la vive indignation que tous ressentent : on lui reproche de s'être laissé enlever aussi facilement du presbytère, on lui jure un dévouement sans bornes, et que l'on fera tout plutôt que de l'abandonner. L'effervescence est à son comble, et l'on rédige à la hâte une protestation non moins remarquable qu'énergique, qu'un millier de signatures couvrent bientôt (1); la nuit arrive, et le mécontentement est toujours unanime. On s'est installé militairement dans le presbytère évacué; on ne voit plus la trace des scellés apposés le matin par M. Mazères.

L'église est encore une fois entre les mains

des habitans; et pour que personne n'en puisse douter, les cloches que l'on ne sonne jamais après l'heure de l'*angelus* qu'en cas d'alarmes sont mises en branle en grandes volées; et la foule, accourue à ce bruit des extrémités de la commune, fait retentir l'air de ses vivats pour le jeune curé, et danse gaîment au son des cloches autour des feux de joie allumés sur la place.

Le lendemain M. Mazères revint à Clichy pour rétablir les scellés qui avaient été brisés; mais les huées et les pierres de la multitude ne lui permirent pas d'arriver jusqu'à l'église. Il se réfugia à la mairie où il assembla les notables de la commune. Là le sous-préfet, bien convaincu quela grande majorité de la population était pour l'Église Française, voulut faire entendre des paroles de paix et de conciliation; mais l'état d'exaspération où se trouvaient les habitans fit qu'on refusa de l'écouter.

L'assemblée des notables n'aboutit à rien, et M. Mazères se retira de Clichy comme il y était arrivé, avec accompagnement d'imprécations et de sifflets.

Le troisième jour le sous-préfet revint encore, mais cette fois ce fut en compagnie de M. Desmortiers, procureur du roi, d'un fort détachement de gendarmerie à pied et à cheval et d'un régiment de ligne.

Le tocsin sonna : les habitans voulurent protester jusqu'au bout; mais ils n'avaient pas d'armes, et ils furent bientôt dispersés. Un coup de fusil tiré par un gendarme n'atteignit heureusement personne.

Cette échauffourée se termina par l'arrestation d'une vingtaine de braves gens qui, après cinq mois de captivité *préventive*, furent acquittés par le jury; et M. l'abbé Auzou, rétabli de la maladie dans le cours de laquelle ces événemens étaient venu le surprendre, reprit l'exercice de son culte dans un local qui avait déjà reçu provisoirement cette destination lors de son premier établissement à Clichy.

Comme une compensation aux tracasse-

(1) Voir les journaux de l'époque.

ries que l'autorité suscitait à Clichy à M. l'abbé Auzou, une commune entière du diocèse de Chartres, à la suite de son curé, acclamait à la profession de foi que le jeune curé de Clichy et les prêtres de son Église venaient de publier.

L'abbé Ledru, curé de Lèves, frappé d'interdiction par l'évêque de Chartres à cause de ses opinions libérales, allait donc désormais conduire son troupeau sous la bannière religieuse de Clichy ; et dans la lettre qu'il adressait à ce sujet à M. l'abbé Auzou on lisait ce qui suit :

« C'est parce que j'ai appris que vous vous » trouviez divisé avec M. l'abbé Chatel qui » serait, dit-on, dans un culte purement » philosophique, que je m'adresse à vous, » Monsieur, ne voulant et ne pouvant, d'a- » près mes principes, adopter un culte qui » ne professerait pas la foi chrétienne dans » toute sa pureté, quant aux dogmes géné- » ralement retenus par toute la chrétienté, » etc. »

Lorsque le calme fut tout à fait rétabli dans l'église de Clichy, M. l'abbé Auzou partit pour Chartres afin d'installer solennellement le curé de Lèves dans sa nouvelle qualité de prêtre catholique français.

Le séjour, que le jeune réformateur fit pendant trois jours seulement aux portes de Chartres, fut pour lui un véritable triomphe. Ses prédications contre le *droit divin*, contre la *nature des peines de l'enfer*, contre les *usurpations sacerdotales*, sa *réponse aux attaques de l'Église Romaine* contenues dans une foule de brochures publiées par les prêtres du diocèse de Chartres à l'occasion de la profession de foi de l'église de Clichy attirèrent plus de dix mille personnes dans la commune de Lèves.

Voici, au reste, comment le *Gleaner*, journal d'Eure-et-Loir, s'exprimait au sujet de ce voyage de M. l'abbé Auzou.

« Les trois derniers jours ont été véritablement trois jours de fête pour les habitans de la commune de Lèves. La présence de l'abbé Auzou, prêtre de l'église catholique française de Clichy,

y avait attiré tant de Chartres que des pays voisins une affluence considérable. On était envieux d'entendre ce jeune ecclésiastique qu'une persécution récente, son patriotisme et la réputation de son talent avaient fait connaître. Malheureusement l'enceinte de l'église française de Lèves a toujours été trop étroite pour contenir le grand nombre d'auditeurs qui se sont présentés.

» M. l'abbé Auzou n'a pu qu'être flatté de l'accueil qu'il a reçu des habitans de Lèves. Ils n'ont rien négligé pour lui témoigner toute la satisfaction qu'ils éprouvaient de le voir au milieu d'eux.

» La renommée n'a pas été menteuse en accordant à M. l'abbé Auzou une réputation de talent comme orateur. Il en a donné des preuves dans les diverses prédications qu'il a faites pendant le temps qu'il est resté à Lèves. La force de ses raisonnemens contre les absurdités, les monstruosités inventées par le sacerdoce romain dans le but de fonder sa puissance et d'accaparer les biens de ce monde, ont dû produire une impression durable sur l'esprit des auditeurs.

» Si M. l'évêque de Chartres avait encore quelque espoir de ramener dans son bercail ce troupeau non égaré, mais éclairé, il doit y renoncer désormais. Probablement ce ne sera pas le seul dans notre département qui se soustraira aux coups de sa boulette pastorale. »

Si, à l'époque de son voyage à Lèves, M. Auzou avait eu dans son clergé assez de prêtres pour satisfaire aux demandes de curés français, qui arrivaient de quarante communes au moins du département d'Eure-et-Loir, l'essor était donné à la réforme de Clichy, et peut-être s'étendrait-elle aujourd'hui dans une grande partie de la France. Mais, sans autres ressources pécuniaires que celles de l'autel, comment entretenir des ecclésiastiques pour en avoir à la disposition des communes ?

L'effroi fut toutefois grand au camp des Romains ; et quand *monsieur* de Paris avait gagné la bataille de Clichy, *monsieur* de Chartres livra celle de Lèves.

Les événemens qui attristèrent cette commune à l'occasion de l'installation, par ordre supérieur, d'un curé romain en concurrence avec le curé français ne furent pas moins graves que ceux de Clichy.

Aussitôt que M. l'abbé Auzou eut connaissance de ces troubles, il songea au fâcheux résultat que la crainte pourrait avoir sur les esprits de ses nouveaux co-religionnaires, il se demanda si l'isolement dans lequel se trouverait peut-être l'abbé Ledru au milieu d'une population terrifiée n'allait pas compromettre l'existence de l'église nouvelle de Lèves : et, n'écoutant que son zèle pour la réforme, il partit, et arriva à Chartres en

même temps que les troupes envoyées contre ses prosélytes.

Avant que les malheureux arrêtés à Clichy eussent seulement pu être jugés, d'autres malheureux, pris à Lèves, avaient été jetés en prison..... et cela pour que la messe fût dite en latin dans deux églises désertes!

Néanmoins, dans cette guerre faite aux deux communes de Clichy et de Lèves pour leur croyance religieuse, les agens du gouvernement ne mirent jamais en question l'existence du nouveau culte ni le droit de l'exercer publiquement; c'est ainsi que le ministre de l'intérieur et des cultes et le préfet de police reconnurent, par un arrêté du 5 mai 1855, que différentes sectes s'étaient établies en dernier lieu dans plusieurs communes du département de la Seine: qu'il était dit en outre dans l'article premier de cet arrêté: *qu'à l'avenir toutes cérémonies religieuses hors des édifices qui leur sont destinés, ainsi que l'exercice extérieur d'un culte ou d'une secte quelconque, sont expressément interdits dans les communes etc.,...* Puis, dans l'article second: *que le présent arrêté sera notifié en la forme de droit aux différens chefs des sectes religieuses établies dans les communes du département de la Seine.* Effectivement cet arrêté fut officiellement notifié à M. l'abbé Auzou.

Depuis l'émeute de Lèves aucun événement n'est venu troubler l'exercice du culte de M. l'abbé Auzou, qui a toujours lieu à Clichy, à Lèves, à Boulogne près Paris, à Senneville et Plagne près de Mantes, à Paris, dans la chapelle située, depuis le commencement de l'année 1854, boulevard Saint-Denis, n° 10.

Incessamment ce culte sera établi dans deux autres quartiers de Paris et dans deux communes de la banlieue.

Les prêtres qui desservent ces églises sont:

Pour Clichy et Paris.

L'abbé Auzou.

L'abbé Laverdet.

L'abbé Firmin-Prud'homme.

L'abbé Kerler (diacre).

MM. Hugot et Picot, aspirans au Sacerdoce.

Pour Boulogne (près Paris).

L'abbé Heurtault.

Pour Lèves (près Chartres).

L'abbé Ledru.

Pour Senneville et Plagne (près de Mantes).

L'abbé Marandel.

Les travaux continuels de M. l'abbé Auzou comme prédicateur lui ont acquis une grande réputation d'orateur; il a prouvé que tous les genres lui étaient familiers. Tantôt c'est un sermon sur le *mariage des prêtres*, dans lequel se servant avec une grande sagacité de la parole de J.-C., il sait faire passer la conviction dans l'âme de ses auditeurs, lorsque, rappelant que l'apôtre bien aimé du Christ était marié, il s'écrie: « et lorsque le Seigneur lui dit: *quittez votre barque et vos filets pour me suivre*, il ne lui dit pas *quittez votre épouse.* »

Une autre fois c'est un discours pour de *pauvres prisonniers*; puis un autre contre la *peine de mort*, discours remarquable par la force de sa logique, par ses tableaux énergiques et ses érudites citations: la couleur dramatique que le jeune prédicateur sut répandre dans certains passages de ce discours produisit une grande impression sur ses auditeurs.

Dans une autre circonstance M. Auzou se lança dans le domaine de notre histoire: la vie de Napoléon tout entière fut présentée par lui, sous un aspect religieux et poétique, dans son *Oraison funèbre* du grand homme.

Plus tard l'oraison funèbre de Molière, attira dans sa chapelle nos plus célèbres artistes dramatiques.

Mais une œuvre qui, à côté de sa réputation d'homme éloquent, mérita à M. l'abbé Auzou celle d'homme instruit et spirituel,

c'est, sans contredit, son discours sur les *plaisirs populaires, les bals et les spectacles*. On fut agréablement surpris lorsqu'on l'entendit mêler avec autant d'adresse que de facilité la matière sacrée au sujet profane, et faire servir l'une de corollaire à l'autre dans ses ingénieux raisonnemens. Ce discours est, selon nous, ce que le jeune curé de Cluchy a fait de plus remarquable.

On écouta également avec beaucoup de plaisir sa *réfutation de la doctrine de M. l'archevêque de Paris sur l'obéissance*, ainsi que sa *réponse au même Prélat sur sa religion de la Croix*. Ces deux discours dénotent encore dans l'esprit de M. l'abbé Auzou un sentiment de fine critique, et sont empreints de ce patriotisme éclairé dont il a donné de nombreuses preuves.

Nous n'avons pu nous occuper dans cette notice que des discours de M. l'abbé Auzou qui ont été livrés à l'impression. Indépendamment de ceux-là, il en a prononcé un grand nombre sur diverses questions de morale ainsi que sur les différens points de sa réforme, et nous devons dire que tout ce que nous avons entendu de lui nous a paru digne de sa réputation.

Voici maintenant le résumé des principes proclamés par M. l'abbé Auzou et adoptés par ses adhérens :

« L'Eglise catholique réformée (sous la dénomination d'*église évangélique française*) professe la foi catholique primitive dans toute sa pureté.

» Demeurant fidèle à la noble pensée qui lui a servi de base en 1830, sa réforme a surtout en vue d'affranchir l'Eglise de Jésus-Christ de cette aristocratie sacerdotale sous le poids de laquelle gémit le bas clergé,

» Elle admet le principe de la révélation.

» En conséquence, elle reconnaît la divinité de Jésus-Christ et généralement tous les mystères et sacremens contenus d'une manière plus ou moins explicite dans le Nouveau-Testament.

» Elle reconnaît aux simples prêtres le pouvoir de conférer le sacerdoce et la confirmation.

» Elle célèbre l'office divin et administre les sacremens en langage vulgaire.

» Elle ne croit pas que les prêtres doivent faire une classe à part dans la société par un célibat forcé, que condamnent les préceptes de l'Evangile aussi bien que les lois de la nature.

» Elle ne reconnaît d'autres empêchemens au mariage religieux que ceux qui sont établis par la loi civile.

« Les excommunications, les refus de sacremens et de sépultures sont à ses yeux des usurpations sacerdotales qu'elle n'admet pas plus que les indulgences.

» La confession auriculaire n'étant nullement prescrite dans l'Evangile, elle ne l'impose pas aux fidèles.

» Elle n'exige des chrétiens ni jeûne, ni abstinence.

» Elle croit à des peines et à des récompenses dans la vie future, puisque Dieu a laissé aux hommes dans celle-ci la faculté de faire le bien et le mal; mais elle tient pour folle et présomptueuse l'intelligence humaine qui cherche à pénétrer le mystère de l'éternité.

» Elle regarde comme condamnable le prêtre qui, contrairement à cette parole divine : « *Donnez gratuitement ce que vous avez reçu gratuitement* », trafique des choses sacrées.

» Elle ne demande jamais de dispenses et n'a de *tarifs* ni pour les mariages, ni pour les enterremens, et s'en rapporte pour toutes les cérémonies à la générosité ou plutôt à la volonté des fidèles.

» Enfin elle ne change rien à l'exercice du culte, mais elle dégage les prières de tout ce que la superstition du moyen âge y a introduit, et généralement elle s'attache à mettre sa liturgie en rapport avec les divers points de sa réforme.

WOIROL (le lieutenant général, baron).

Le lieutenant général Woirol, auquel les événemens de Strasbourg ont donné depuis peu une triste célébrité, fut presque inconnu dans les rangs de l'armée française jusqu'en 1814. Né en Suisse aux environs de Neuchâtel, il fut d'abord destiné au commerce, et débuta par être commis-marchand à Bâle. Fatigué des ennuis du comptoir, il partit un jour pour Huningue, où il s'engagea comme grenadier dans un régiment français. Il gagna tous ses grades sur le champ de bataille, et fut appelé au commandement du dix-huitième régiment d'infanterie de ligne au commencement de la campagne de France en 1814. C'est ce régiment qui fut chargé de la défense de Nogent-sur-Seine, au moment où cette ville allait être envahie par les troupes alliées : il était placé sous les ordres immédiats du général Bourmont; dans la nuit du 11 février le général Bourmont ayant été blessé au genou laissa le commandement au colonel Woirol... La fusillade continua toute la nuit; le 12 le colonel Woirol reçut ordre du duc de Bellune d'évacuer Nogent; ne voulant pas laisser à l'ennemi la facilité de l'atteindre, le colonel Woirol fit sauter le pont, et ensevelit sous ses décombres une compagnie russe qui s'y était imprudemment engagée.

Nous retrouvons pendant les Cent Jours le colonel Woirol à la tête du même régiment, prenant part à la magnifique défense de

Strasbourg par Rapp, et se rendant maître de Mittellhausbergen, où il se maintint longtemps contre des forces supérieures, malgré les attaques non interrompues sur tous les points auxquelles il fut en butte.

La Restauration accepta les services de M. Woïrol, auquel elle confia plus tard le commandement d'une brigade de réserve dans l'armée d'Afrique. Le général Woïrol était dans cette position lorsque la révolution de juillet vint ouvrir une nouvelle carrière à son ambition. Il se rallia avec enthousiasme à la dynastie des d'Orléans, et fut envoyé à Nîmes comme commandant la subdivision militaire du Gard; sa qualité de protestant lui donna une grande influence sur ses co-religionnaires; il en eut plusieurs fois besoin pour maintenir l'ordre et calmer l'effervescence populaire qui menaçait d'éclater par le renversement et le bris des croix. Le général Woïrol eut le courage d'ordonner l'arrestation de l'exécrable *Quatre-taillons* d'Uzès, qui avait été pendant quinze ans la terreur de tous les hommes honnêtes de la contrée.... Sous peu de jours l'assassin de 1815, après une vigoureuse résistance, teignit de son sang les eaux du Rhône, et mit fin à cette existence de brigandages qu'il venait de recommencer.

De Nîmes le général Woïrol fut appelé au commandement militaire de Toulon, et peu de semaines plus tard il fut désigné pour conduire l'avant-garde de l'armée d'Anvers.

A son retour de Belgique il fut promu au grade de lieutenant-général et envoyé à Alger avec le titre de commandant des forces militaires et d'inspecteur général d'infanterie. Il sut dans ce poste se concilier l'affection des colons français et des Arabes, et lorsqu'après deux ans de séjour à Alger le général Woïrol fut rappelé, les colons français lui offrirent une médaille d'or, et les tribus arabes lui présentèrent des armes d'honneur fabriquées dans leur camp.

Le gouvernement de son côté s'était aussi montré prodigue de faveurs envers M.

Woïrol en le créant grand officier de la Légion-d'Honneur.

Nommé dans les premiers mois de 1836 au commandement de la cinquième division militaire (Strasbourg), le général Woïrol ne tarda pas à se trouver dans une position qui, avec un caractère franc, n'eût pas été un seul instant embarrassante; mais M. Woïrol voulut diplomatiser, et se créa ainsi un rôle odieux; les amis du prince Napoléon-Louis Bonaparte et le prince lui-même sont en droit de faire peser sur M. Woïrol de graves accusations, auxquelles du reste le général n'a point cherché à se soustraire, en avouant lui-même dans sa déposition au procès, *que le prince avait paru anéanti de son refus de prendre part à l'insurrection.*

Quoi qu'il en soit de la conduite de M. Woïrol avant l'événement et des soupçons divers qu'elle a pu inspirer soit au prince Napoléon-Louis Bonaparte, soit au gouvernement lui-même, il ne se montra pas plus *franchement* fidèle à ses devoirs et ennemi de l'insurrection au moment où le prince à la tête de quelques soldats le fit son prisonnier. Un général dévoué sans réserve à son gouvernement ne devait pas rester vivant au pouvoir des insurgés..... Un jour sans doute nous serons en mesure de donner un supplément à la notice du prince Napoléon-Louis Bonaparte que nous avons déjà publiée, et alors nous ferons nettement et sans ambiguité la part de M. le général Woïrol.

A ce premier avis venu de Strasbourg, *L'insurrection est écrasée, force est restée à la loi, le jeune Bonaparte est prisonnier*, la satisfaction des gouvernans éclata: dans l'élan de leur reconnaissance ils ouvrirent devant M. Woïrol les portes du Luxembourg..... Que s'est-il passé depuis?.... quel jour nouveau l'instruction judiciaire a-t-elle jeté sur ces événemens et sur les trames secrètes qui les avaient préparés?.... Nous pourrions sans doute le dire plus tard..... Pour le moment bornons-nous à faire remarquer que M. Woïrol a été remplacé dans son comman-

dement de la cinquième division militaire, et qu'on s'est rappelé qu'il ne pouvait siéger à la chambre des pairs, n'ayant jamais reçu de lettres de grande naturalisation..... Les chambres sont réunies depuis près de deux mois, et le ministère paraît peu soucieux de régulariser les titres du sauveur de Strasbourg. Y a-t-il dans cette conduite ingratitude de la part du pouvoir? que les amis de M. Woïrol répondent.

VERHUELL (vice-amiral, comte).

VERHUELL (*Charles-Henri*), pair de France naquit à Doesburg (Gueldre) en 1770. Il embrassa de bonne heure la profession des armes, entra comme cadet dans la marine de son pays, et avait atteint le grade de lieutenant lorsque la révolution de 1795, dont il n'embrassa point les principes, lui fit quitter le service. Il resta sans emploi jusqu'en 1804. L'empereur Napoléon ayant à cette époque demandé un ancien officier de la marine au gouvernement de la Hollande pour commander la flottille hollandaise à Boulogne, et le frère de M. Verhuell, ancien capitaine de haut-bord et fort estimé, choisi en premier lieu, ayant refusé et indiqué son frère cadet, qui fait l'objet de cette notice, celui-ci accepta et fut envoyé en France, de sorte qu'il devint, comme le remarque Louis Bonaparte (1), en un jour, de lieutenant, vice-amiral. Il commanda la flottille qui se rendit à Boulogne, avec autant de courage et d'habileté que de bonheur. Inquiété dans le passage par les vaisseaux et les frégates anglaises sous les ordres de sir Sidney Smith, il soutint un combat honorable, non loin du cap de Guinée. Vice-amiral sous le gouvernement du grand-pensionnaire Schimmelpenninck, il fut vers le printemps de 1806

nommé, par ce chef de l'état, membre de la députation hollandaise, qui, après quatre mois de négociations, finit par demander Louis Bonaparte, frère de l'empereur Napoléon, pour roi de Hollande, sans cependant y être autorisée par le grand-pensionnaire, qui s'était constamment opposé à cette mesure destructive de la république. Ce fut le vice-amiral Verhuell qui prononça le 5 juin 1806, dans une audience solennelle devant l'empereur, le discours par lequel il fit cette demande au nom des représentans de la nation batave, que les députés se gardèrent bien de consulter (1).

Ministré de la marine sous le nouveau roi, il le servit d'abord avec zèle, fut créé par lui maréchal du royaume et comte de Sevenaar; mais sa fidélité devint suspecte au roi vers la fin de son règne. Le maréchal Verhuell, alors ambassadeur de Hollande à la cour de France, fut soupçonné d'être plus dévoué aux intérêts de l'empereur qu'à ceux du roi Louis. Celui-ci le jugea cependant avec indulgence, en disant que *la politique de ce temps était de nature à déconcerter les meilleurs esprits* (*Documens historiques*, tome III, page 207). Il crut encore que l'amiral Verhuell était, sans peut-être s'en douter, l'instrument et l'agent du duc de Cadore, au lieu d'être l'ambassadeur de Hollande. Sous la domination française l'amiral Verhuell passa avec le grade de vice-amiral au service de France; il fut nommé grand-croix de la Réunion et inspecteur des Côtes-du-Nord; peu après il fut investi du commandement du Helder, qu'il défendit en 1815 et 1814 avec persévérance contre ses compatriotes, les Hollandais, qui, après avoir secoué le joug français, au mois de novembre, en firent le siège sous les ordres du général de Jonge. Le vice-amiral Verhuell ne rendit la place qu'après avoir reçu officiellement la nouvelle de l'entrée

(1) Tome I, page 158 des *Documens et réflexions historiques sur la Hollande*, 5 vol. in-8°; Bruxelles.

(1) Il fut à cette occasion nommé grand-croix de la Légion-d'Honneur.

des alliés à Paris et de l'abdication de Napoléon.

Croyant n'avoir rien à espérer du nouveau souverain de son pays, à cause de l'obstination qu'il avait mise à défendre ce poste important, le vice-amiral Verhuell se retira en France, où il ne tarda pas à recevoir des lettres de naturalisation.

On se souvient qu'après sa seconde abdication Napoléon voulut à Rochefort passer aux États-Unis d'Amérique. L'hésitation que montrèrent les officiers de marine auxquels il s'adressa, et les difficultés qu'ils mirent en avant le firent penser au vice-amiral Verhuell, qu'il cita alors comme le seul capable de tenter et d'exécuter cette opération. Il ne paraît pas au reste que cette preuve de souvenir de l'empereur ait nui en rien au vice-amiral Verhuell, qui fut élevé par Louis XVIII le 5 mars 1819 à la dignité de pair de France ; il fut en outre nommé l'un des inspecteurs de la marine, et a été depuis lors admis à la retraite.

M. le comte Verhuell s'est toujours montré sur les bancs de la haute chambre passivement dévoué aux désirs ministériels, et n'a pris la parole que dans la discussion du budget de la marine ou dans la discussion des lois spéciales.

Après la révolution de juillet il n'a point dévié de ses anciens errements, et a continué à servir le pouvoir de son vote avec l'obéissance passive d'un officier bien discipliné. M. le comte Verhuella été l'un des nobles pairs assidus aux séances judiciaires des divers procès que la haute cour exceptionnelle a eu à juger. Les prisonniers d'avril ne mettaient pas M. le vice-amiral Verhuell au nombre des juges dont le vote pût être douteux ; ils le considéraient comme acquis à l'accusation.

LAFON (PIERRE).

D'un organe imposant la noblesse orgueilleuse.
Avec précision des gestes mesurés,

D'un débit cadencé la pompe harmonieuse
Sans doute avec raison peuvent être admirés.

(LAFARPE.—Épître à mademoiselle Dumesnil.

Monvel (1), Larive (2), Dugazon (3), Fleury (4), Saint-Prix (5), Saint-Fal (6), Talma (7), Michot (8), Damas (9), Baptiste aîné (10) étaient chefs d'emploi sur la scène française, et perpétuaient les beaux jours de ce théâtre, lorsqu'un jeune homme étranger aux coteries de la capitale, sans relations établies parmi les hommes de lettres et les organes de l'opinion publique, sans autre appui que son talent et les applaudissemens du parterre, des galeries et des loges, vint prendre place au milieu de ces célébrités toutes faites, et dès les premiers pas dans la carrière se trouva presque à leur niveau. Ce seul fait parle en faveur de M. Lafon, et nous impose l'obligation d'examiner les éloges et les critiques outrés auxquels ses débuts donnèrent lieu ; avoir été pendant vingt-cinq ans l'émule de Talma, avoir pendant vingt-cinq ans tenu avec lui le sceptre dramatique est une puissante recommandation auprès des contemporains et de la postérité artistique, à laquelle M. Lafon appartient désormais,

(1) MONVEL (*Jacques-Marin-Boutel*) débuta le 23 avril 1770, par le rôle d'Egysthe dans *Méropé*, et se retira en 1806.

(2) LARIVE (*Mauduit de*) débuta le 3 décembre 1770, par le rôle de Zamore dans *Alzire*, et se retira en 1801.

(3) DUGAZON (*Jean-Baptiste-Henri Gourgaut*) débuta le 29 avril 1771, joua pour la dernière fois le 24 avril 1809.

(4) FLEURY débuta le 7 mars 1774, par le rôle d'Egysthe dans *Méropé*.

(5) SAINT-PRIX débuta le 9 novembre 1782, par le rôle de Tancrède.

(6) SAINT-FAL débuta le 8 juillet 1782, par le rôle de Gaston dans *Gaston et Bryard*.

(7) TALMA débuta le 21 octobre 1787, par le rôle de Séide dans *Mahomet*.

(8) MICHOT, après avoir joué pendant quelques années sur le théâtre des Variétés du Palais-Royal, entra en 1791 dans la nouvelle société formée sous le nom de Théâtre Français, de la rue Richelieu, passa en l'an VI au théâtre de la rue Feydeau, et reentra au Théâtre Français lors de la réunion qui eut lieu le 11 prairial an VII.

(9) DAMAS débuta le 18 juin 1791 au théâtre de Mlle Montansier, par le rôle d'Egysthe de *Méropé*, passa en 1792 au théâtre de la République, et plus tard fit partie de la fraction de la Comédie Française qui occupait la salle de la rue Feydeau, et reentra au Théâtre Français lors de la réunion qui eut lieu le 11 prairial an VII.

(10) BAPTISTE aîné, après avoir joué pendant quelque temps au théâtre du Marais, rue Culture-Sainte-Catherine, fut reçu en 1793 à celui de la République ; passa en l'an VI au Théâtre Feydeau, et fit ensuite partie de la société reconstituée le 11 prairial an VII.

puisqu'il a pris sa retraite, et a renoncé à l'exercice d'un art dans lequel il a donné quelque lustre à son nom.

Né à la Linde (Dordogne) le 13 septembre 1775, M. Pierre LAFON, fils d'un médecin recommandable de cette ville, se fit remarquer dès son plus jeune âge par une mémoire prodigieuse, un amour ardent pour les vers et une passion qui ne se démentit jamais pour la déclamation; élève du collège de Bergerac, il fut dès l'âge de dix ans distingué aux exercices dramatiques de la fin de l'année, et quoique l'un des plus jeunes du collège, il fut constamment chargé des principaux rôles, joua successivement dans les principales pièces du répertoire du père du Cerceau (1) et fut même dans une de ces solennités littéraires chargé du rôle de Cassius de *la Mort de César*. La manière neuve et originale dont il conçut et rendit ce rôle donna dès ce moment de vives sollicitudes à ses parens, qui étaient loin de le destiner à la carrière théâtrale.

A seize ans le jeune Lafon vint à Bordeaux, et suivit les leçons de rhétorique de M. Ferlus. Il fut bientôt l'élève favori du professeur, qui remarqua en lui un talent précoce non seulement pour la diction, mais encore pour la versification. La solennité littéraire qui eut lieu à la fin de cette année scolaire n'est point effacée du souvenir des Bordelais. On vit un jeune homme encore sur les banes de l'école faire représenter une tragédie en cinq actes et en vers de sa composition (2), en diriger les études et la mise en scène, et remplir enfin le rôle le plus difficile (3), dans cette œuvre que les acteurs du grand théâtre jugèrent assez remarquable pour la représenter eux-mêmes plus tard (4) en conservant au jeune poète le rôle de Nessus

qu'il avait créé, et qu'il continua à jouer comme amateur.

Cédant bientôt à l'entraînement général, le jeune Lafon se rendit au camp des sans-culottes, et demeura pendant plusieurs mois sous les drapeaux. La volonté de son père le rappela à Bordeaux, où il commença ses premières études médicales. Ses succès furent rapides, et une année était à peine écoulée que le district de Bordeaux l'envoya à l'école centrale de santé de Montpellier; pendant deux ans M. Lafon suivit les cours de cette faculté, et avait obtenu des succès assez marqués pour que le célèbre Chaptal l'eût distingué parmi ses nombreux disciples; mais l'amour des vers et du théâtre l'emportèrent sur toutes les considérations de famille et d'avenir; après s'être réuni à des amateurs de la ville et avoir donné plusieurs représentations au bénéfice des pauvres, M. Lafon quitta subitement Montpellier (1796), et se rendit à Marseille, où il joua pendant quelques mois comme amateur; à la suite de l'une de ces représentations, où il avait été comblé d'applaudissemens, il reçut d'honorables propositions (un engagement de trois mille six cents francs) du directeur de la troupe de Nice, et le suivit dans cette ville, où il fut favorablement accueilli; pendant deux ans M. Lafon resta attaché à cette troupe, qui exploitait les départemens des Alpes maritimes et du Var; il vint fréquemment à Draguignan, où il se lia avec M. Raynouard (*voir sa notice*) qui travaillait alors à la tragédie des Templiers.

M. Raynouard aida M. Lafon de ses conseils, et finit par le décider à ne pas renouveler son engagement avec le directeur de la troupe de Nice, à venir se perfectionner à Paris sous la direction d'un maître habile, et enfin à débiter sur la scène française; M. Lafon avait trop l'amour de l'art et la conscience de ses forces pour ne pas suivre ces avis; il partit donc pour Paris, muni de quelques lettres de recommandation pour des hommes puissans, entre autres pour le direc-

(1) Jean-Antoine du Cerceau, jésuite et poète français, naquit à Paris en 1670; il composa diverses pièces de théâtre pour les élèves du collège Louis-le-Grand. Elles sont imprimées en deux volumes petit in-12.

(2) *La Mort d'Hercule*.

(3) Celui de Nessus.

(4) Le 25 août 1795.

teur Barras, qui à son tour le recommanda à Dugazon.

Nous ne suivrons pas M. Lafon dans les détails d'une année d'études et dans ses relations avec Monvel et Dugazon; tous ces faits appartiennent à la vie privée; bornons-nous à dire que dès les premiers jours l'habile professeur vit dans son nouvel élève un artiste d'avenir, et qu'il lui fit obtenir du directeur Barras une forte pension prise sur les fonds consacrés aux encouragemens destinés aux arts.

Après quelques mois d'études M. Lafon était à la veille d'obtenir un ordre de début lorsque le 18 brumaire vint renverser toutes ses espérances; mais Dugazon n'était pas homme à abandonner son nouveau protégé; il sollicita pour lui auprès de Lucien Bonaparte, et celui-ci, après avoir entendu l'élève de Dugazon dans une brillante soirée, signa en sa faveur un ordre de début à la Comédie Française, et l'autorisa à prendre ses costumes au magasin du Grand Opéra.

Le 18 floréal an VIII (8 mai 1800) M. Lafon parut pour la première fois sur la scène française; il fit son premier début dans le rôle d'Achille, et obtint un vrai succès d'enthousiasme; peu de jours après il reparut avec moins d'éclat dans Tancrède, si empreint d'une sensibilité mélancolique, puis dans Orosmane qui assura son triomphe (1). Talma s'était affranchi du joug de la césure, et sa déclamation devenue plus naturelle, n'avait point cessé d'être harmonieuse; toutefois Talma n'avait point encore atteint l'apogée de sa gloire, et il trouvait de nombreux critiques chez les femmes surtout qui lui reprochaient de manquer de sensibilité dans les scènes de sentiment et d'amour. La figure grave de Talma, son accent profondément tragique, son débit à la fois natu-

rel et solennel subjuguèrent, et produisaient de profondes émotions dans les rôles empreints d'un cachet de religieuse fatalité, mais ne prêtaient pas aux élans d'un cœur épris et aux brûlans épanchemens de l'amour. M. Lafon au contraire, doué d'une voix sonore et éclatante, d'une taille avantageuse, d'une figure fine et gracieuse plutôt que dramatique, M. Lafon qui trouvait en lui-même toute la chaleur d'un cœur méridional, épandait en quelque sorte au dehors toutes les vives émotions qui dévorent Achille, Orosmane, Pygmalion et tous ces héros que brûlent en même temps les feux de l'amour et de la gloire. Sa diction déclamatoire basée sur ce précepte de Boileau :

Que toujours dans vos vers le sens coupant les mots
Suspende l'hémistiche, en marque le repos. (1)

Donnait un nouvel éclat à l'harmonie cadencée des vers, et charmait les oreilles de la multitude. Il subjuguait enfin par la chaleur de son jeu, l'entraînement de ses gestes et la pompe brillante de sa diction. Talma et M. Lafon faisaient contraste l'un à l'autre, et qu'on nous passe le mot, se faisaient réciproquement valoir. Talma était plus profondément érudit des ressources de son art, plus versé dans la science des traditions, plus pénétré de la noblesse et du pathétique de ses rôles; M. Lafon était plus confiant dans les ressources de la nature, plus enthousiaste de sentimens, plus audacieux dans l'expression des élans de l'âme. M. Lafon avait enfin reçu de la nature en développemens, qu'on nous passe ce mot, ce qu'elle avait donné à Talma en émotions concentrées..... A chacun sa part de gloire, à chacun ses rôles; mais établir un parallèle régulier entre ces deux artistes était impossible; Geoffroy seul pouvait le tenter..... La haine de Geoffroy pour Talma ne fut pas inutile à M. Lafon; elle servit à entretenir les dispositions favorables de la foule et la confiance de l'acteur.

(1) Nous connaissons un fait honorable pour le caractère de M. Lafon, que nous ne voulons pas passer sous silence. Dès le lendemain de son début à la Comédie Française, heureux de son brillant succès, il fut en rapporter l'hommage au directeur disgracié, à Barras, qui le premier lui avait fourni les moyens de se livrer à des études sérieuses.

(1) Le précepte de Boileau doit s'appliquer aux poètes, et non aux acteurs.

Après trois mois de débuts M. Lafon fut reçu comme sociétaire, il prit rang à la Comédie Française, et fut toujours parfaitement accueilli du public; toutefois des intrigues de coulisse, et la vanité des chefs d'emploi ne lui permettaient pas d'aborder fréquemment les premiers rôles, et il eut peut-être languì long-temps dans cette espèce d'oisiveté qui annihile tant de jeunes talens, si une circonstance fortuite n'était venue remettre les siens en lumière. Les comédiens français reprirent Esther pour la retraite de madame Vestris, Talma prit de droit le rôle d'Assuérus, chacun enfin se fit sa part, nul ne paraissait songer à faire celle de M. Lafon; mais Damas ayant dédaigné le rôle odieux d'Aman, dont sans doute il n'avait pas analysé ou compris toute la portée, M. Lafon s'en empara, et sut lui donner un cachet nouveau. Cette représentation avait lieu dans la vaste salle de l'Opéra: les galeries, les loges, le parterre étaient composés de l'élite de la société parisienne et des vrais amateurs. Le triomphe de M. Lafon fut complet..... Il avait créé un grand rôle.

Bientôt il obtint un éclatant succès dans le rôle de Pygmalion, que Larive avait si souvent joué avec tant de prédilection.

Pour plaire au public parisien M. Lafon avait cependant un grand obstacle à surmonter. Né sur les bords de la Dordogne, élevé à Bergerac et à Bordeaux, il avait à son arrivée à Paris un accent très-prononcé; il ne s'en dépouilla jamais complètement, mais il le dissimulait avec bonheur par sa diction éclatante.

M. Raynouard était venu s'établir à Paris, et avait fait recevoir au Théâtre Français sa tragédie des Templiers; cette pièce fut montée avec un soin tout spécial. Talma trouva dans le rôle de Marigny une occasion de développer son admirable talent; Saint-Prix donna à celui du grand-maître un cachet de majesté que Talma lui-même n'a jamais pu faire oublier; M. Lafon fut chargé

du rôle de Philippe-le-bel. Il sut dans ce rôle secondaire recueillir de nombreux applaudissemens à côté de Talma et de Saint-Prix. A cette même époque M. Lafon s'essaya dans les premiers rôles de la comédie, et parut avec succès dans le *Misanthrope*, les *Femmes savantes*, la *Méromanie*, le *Glorieux*; il ne craignit pas de se placer à côté de Fleury et de mademoiselle Mars dans la création de *Brucis et Palaprat*, et le public lui sut gré de cette hardie tentative; toutefois M. Lafon fit de rares excursions dans le domaine de la comédie, et demeura fidèle à ses premières études (1). Depuis lors M. Lafon a eu une carrière dramatique pleine et éclatante.

Il n'a jamais fait défaut ni à ses camarades ni au public, et n'a jamais dédaigné de se rendre utile aux auteurs, en se chargeant des rôles qu'ils lui confiaient. M. Lafon a surtout attaché son nom à la création de *Jeanne-d'Arc*, de *Pierre de Portugal*, d'*Eudore et Simodossée*, etc., etc. Après vingt-neuf ans de travaux assidus et de succès constants il a pris sa retraite à un âge, où il pouvait se promettre encore un long avenir de triomphes pour lui et de plaisir pour le public; mais la coterie gouvernementale et littéraire qui avait envahi le théâtre ne permettait plus à un acteur tragique de demeurer fidèle aux vraies traditions de la Comédie Française (voir la notice Victor); M. Lafon l'a compris, et a pris sa retraite.

A la suite de la révolution de juillet l'école de déclamation du Conservatoire ayant été supprimée, M. Lafon se trouva privé de sa place de professeur qu'il occupait depuis la fondation de cet établissement. A l'époque de la réorganisation il n'a point été compris au nombre des professeurs auxquels le pouvoir a accordé ses faveurs. La coterie qui domine aux Menus-Plaisirs trouvait M. Lafon un homme trop grave.

(1) Il a reparu parfois et toujours avec bonheur dans la comédie après la retraite de Saint-Fal et de Damas.

M. Lafon fut chargé en 1834 de représenter la Comédie-Française dans la solennité littéraire qui eut lieu à Rouen à l'occasion de l'inauguration de la statue de Pierre Corneille ; il prononça dans cette circonstance un discours, dans lequel on trouve de nobles pensées réunies à un style parfois élevé et toujours élégant et correct ; il avait aussi été l'organe de ses camarades sur la tombe de Talma, à la mémoire duquel il avait payé un juste tribut d'admiration et de regrets.

M. Lafon jouit dans une retraite studieuse de l'aisance que lui ont procurée ses longs travaux. On assure qu'il se livre tout entier à des études théoriques de l'art qu'il a si long-temps cultivé, et qu'il s'occupe de la rédaction de mémoires sur le théâtre et l'art théâtral.

Mademoiselle Lafon, fille de l'artiste dramatique, promet à la France un peintre habile ; on a distingué d'elle à la dernière exposition un portrait en pied de grandeur naturelle, et quelques tableaux de genre qui ont fixé l'attention des connaisseurs.

DUVAL (ALEXANDRE-VINCENT PINEUX).

M. DUVAL (*Alexandre*), né à Rennes, le 6 avril 1767, fit ses études au collège de cette ville, où il eut pour condisciples Elleviou et M. de Corbière. Avant de les avoir terminées il se décida à embrasser la carrière de la marine, et fit, en qualité de volontaire d'honneur, les campagnes de M. de Grasse, jusqu'à la paix ; il entra alors dans le corps du génie des ponts-et-chaussées ; mais ce nouvel état l'éloignait de la capitale qu'il brûlait du désir de connaître ; pour le satisfaire il réussit à se faire nommer secrétaire de la députation des états. L'année 1788 vint changer de nouveau la destinée de M. Alexandre Duval ; les troubles survenus en Bretagne firent rappeler les députés, et le jeune secrétaire donna sa démission pour

reprandre l'équerre et le compas. Après avoir travaillé au canal de Dieppe en qualité d'ingénieur-géographe, il parut vouloir s'adonner à l'étude de l'architecture ; un architecte distingué se plut à cultiver les grandes dispositions qu'il remarquait en lui, et lui fit obtenir une place dans les domaines du roi. Cette nouvelle carrière offrait à M. Alexandre Duval un brillant avenir ; mais la Révolution vint détruire ses espérances, et changer encore une fois sa destinée.

La perte de sa place l'obligea de revenir à Paris, où il s'établit tout à fait, déterminé à ne pas être à charge à sa famille, qui avait aussi perdu son aisance. Tandis qu'il résistait à l'impulsion secrète qui l'entraînait vers le théâtre, un jeune peintre, son compatriote, le fit admettre comme collaborateur à l'entreprise formée par le célèbre graveur Massard pour dessiner les députés de l'Assemblée Constituante. Ces portraits, faits en un demi-quart d'heure, dans une salle voisine de celle des séances législatives, étaient payés à 6 francs par tête. M. Duval, dont le caractère est naturellement mélancolique, et dont la vie avait été jusqu'alors très agitée, nous apprend que ce fut à cette époque peut-être qu'il connut la gaieté. Il avait pour camarades, et il conserva pour amis des artistes dont la réputation est devenue européenne, Gérard, Gros, Isabey, etc.

Il se délassait de tant de travaux divers, pour lesquels il ne se sentait pas de vocation décidée, en composant des essais dramatiques dont plusieurs ont été depuis mis en scène ou publiés par lui. Porté par un penchant irrésistible vers la carrière théâtrale, M. Duval entra en 1790 dans la troupe qui jouait au théâtre du Palais-Royal (depuis théâtre de la République). Il le quitta en 1792 lorsque la France fut menacée par une double invasion de troupes étrangères, et il se joignit à la compagnie de volontaires formée par la réunion des artistes de toutes les académies du Louvre, et dont plusieurs

étaient ses compagnons d'étude. Il devint l'orateur et le troubadour de ce corps qui, précédé d'une *enseigne à la Romaine*, donna l'exemple du patriotisme et de la discipline à la jeunesse parisienne. Lorsque les Prussiens eurent été chassés de la Champagne, M. Duval revint à Paris, et s'attacha la même année au Théâtre-Français du faubourg Saint-Germain.

En septembre 1795 il partagea l'arrestation de ses camarades et leur incarcération aux Madelonnettes. Mais il en sortit avant eux, et, dès les premiers jours de 1794, il était rentré au théâtre de la République, auquel se rallièrent successivement, mais plus tard, tous les débris épars de la Comédie Française.

Le talent de M. Duval, comme acteur, n'était pas assez transcendant pour qu'il pût s'élever au dessus des rôles d'utilité; aussi après avoir joué pendant environ dix ans finit-il par abandonner définitivement la scène.

Les années que M. Alexandre Duval avait passées au théâtre ne furent point perdues pour lui; il leur dut cette étude approfondie qu'il a faite des combinaisons dramatiques, et cette entente de la scène qu'on remarqua de bonne heure dans ses premiers ouvrages, et qui lui valut dès-lors les encouragemens du public et plus tard les suffrages de l'Institut, qui l'appela en 1812 au fauteuil laissé vacant par la mort de Legouvé.

M. Duval débuta comme auteur en 1791 par un drame en trois actes, *le Maire*, auquel succéda *le Dîner des peuples*, imité d'Aristophane.

Il donna ensuite au théâtre de la République, avec Picard : *La vraie bravoure*, comédie en un acte, en prose, 1795; seul, au théâtre Favart : *La reprise de Toulon*, opéra-comique en un acte, 1794; — avec Picard : *Aulros et Almona*, ou *le Philosophe français à Surate*, opéra-comique en trois actes, 1794; — avec le même, au théâtre Louvois : *Les Suspects*, opéra-comique en un

acte, 1795; — seul, au théâtre de la Cité : *Le Défenseur officieux*, comédie en trois actes, en vers, 1795. Cet ouvrage, le seul que l'auteur ait vendu aux comédiens avant la représentation, est le premier dont le produit en numéraire, à l'époque du discrédit des assignats, ait sauvé M. Duval de l'état de détresse où il se trouvait, et lui ait fait connaître l'aisance. De ces sept pièces, l'auteur n'a conservé dans ses œuvres complètes que la troisième et la sixième, que M. Picard n'a pas insérées dans sa collection. Après ces pièces de circonstance, qui, la plupart, eurent la vogue du moment, M. Duval donna les ouvrages suivans, tous imprimés dans ses œuvres. Au théâtre Louvois : *Bella*, ou *la Femme aux deux maris*, comédie lyrique en trois actes, 1795; c'est la contre-partie de *Zélia*, ou *le Mari à deux femmes*, de Dubuisson. Au théâtre de la République : *La manie d'être quelque chose*, ou *le voyage à Paris*, comédie en trois actes, en prose, imitée d'une pièce anglaise (*le Voyage à Londres*), et défendue par le Comité de Salut public en 1795, après la sixième représentation, sous prétexte que l'auteur y avait avili l'habit de général par un travestissement alors fort en usage. — *Le Sonner imprévu*, ou *le Chanoine de Milan*, comédie en un acte, en prose, 1796. Cette pièce, d'une gaieté folle, obtint le plus grand succès; elle fut défendue sous le consulat lorsque, par le conseil de quelques patriotes devenus grands seigneurs, Bonaparte eut pris le costume, les mœurs et les préjugés des anciennes cours. On allégua qu'elle profanait la religion dans ses ministres. Elle a reparu depuis en opéra-comique, arrangée par M^{me} Gay, sous le titre du *Maître de Chapelle*; mais elle a perdu presque tout son comique, qui résultait du contraste entre l'homme d'épée et l'homme d'église.

Un biographe dit que c'est à cette pièce, remplie de l'éloge du macaroni, que l'on doit la propagation de ce mets italien. — *Les Héritiers*, ou *le Naufrage*, comédie en un acte,

en prose, 1796, restée au répertoire, et que l'on revoit toujours avec plaisir.

La jeunesse du duc de Richelieu, ou le Lovelace français, drame en cinq actes, en prose, 1796, affiché et imprimé dans la nouveauté avec le nom de Monvel. Ce drame, défendu par Bonaparte lorsqu'il ouvrit son antichambre aux grands seigneurs, est le premier ouvrage marquant que M. Duval ait donné au théâtre; il le composa d'après les conseils de son frère Amaury.

Les Projets de Mariage, comédie en un acte, en prose, 1798;

Les Tuteurs Vengés, comédie en trois actes, en vers, 1799, qui n'obtint qu'un succès d'estime.

Au théâtre de la Cité, *Montoni*, ou *le Château d'Udolphé*, drame en cinq actes, en prose, 1797: cette pièce avait été composée d'abord pour le Théâtre-Français; nous ignorons pour quel motif elle n'y fut point représentée.

Au théâtre Feydeau: *Le Vieux Château*, opéra-comique en un acte, en prose, 1798, musique de Della-Maria, ainsi que les suivants.

Au théâtre Favart: *le Prisonnier*, ou *la Ressemblance*, opéra-comique en un acte, 1798, qui ramena en France le genre gracieux;

L'Oncle Valet, opéra-comique en un acte, 1798, imité en partie d'une pièce de Sheridan;

Le Trente et Quarante, ou *le Portrait*, opéra-comique en un acte, 1799, musique de Tarchi;

Beniowski, ou *les Exilés du Kamtchatka*, opéra-comique en trois actes, musique de Boïeldieu, 1800; cet opéra, que l'on ne donne presque plus à Paris, jouit toujours d'une grande faveur dans les départemens;

La Maison du Marais, ou *Trois ans d'absence*, opéra-comique en trois actes, musique de Della-Maria, 1800; la chute de cette pièce fut le premier échec que M. Duval ait éprouvé au théâtre;

Maison à Vendre, opéra-comique en un acte, 1800; cet opéra est un de ceux de l'ancien répertoire dont la représentation n'a point cessé d'être agréable au public.

Au théâtre Feydeau, depuis sa réunion avec l'Opéra Comique du théâtre Favart: *Une Aventure de Saint-Foix*, ou *le Comp d'épée*, opéra-comique, 1802, musique de Tarchi;

Au Théâtre Français: *Edouard en Écosse*, ou *la Nuit d'un proscrit*, drame historique en trois actes, en prose, 1802. Cette pièce, dont le sujet est tiré du Siècle de Louis XV, par Voltaire, et d'un épisode de Pigault-Lebrun, causa de grands chagrins à l'auteur, et a, dit-on, beaucoup influé sur sa destinée. Il l'avait lue chez M. Maret, secrétaire-général du consulat, et chez M. Chaptal, ministre de l'intérieur, devant d'autres grands personnages, qui tous n'avaient vu que le but moral de l'ouvrage sans y soupçonner le désir d'exciter une contre-révolution. La première représentation fut accueillie avec un enthousiasme général, auquel s'était mêlé un intérêt politique. L'auteur reçut le lendemain un grand nombre de cartes de personnes qualifiées avec lesquelles il n'avait aucune relation de société. A la seconde représentation on supprima par ordre de Fouché, ministre de la police, ces mots dans le rôle d'Édouard: *je ne bois à la mort de personne*; mais l'acteur, chargé du rôle, substitua à ces mots une pantomime expressive; il brisa son verre. Bonaparte ayant remarqué les nombreux applaudissemens qui partaient de la loge occupée par M. de Choiseul et d'autres émigrés, crut y voir la manifestation de leur haine pour lui et de leur amour pour les Bourbons, et dans l'ouvrage un signe de ralliement de leurs partisans contre lui. Informé des menaces du premier consul, M. Duval jugea prudent d'aller passer quelque temps dans sa famille. Il revint à Paris lorsqu'il supposa que sa colère était calmée; mais bientôt les rigueurs exercées contre un de ses confrères (M. Dupaty, voir sa notice),

au sujet d'un opéra-comique qui avait irrité les courtisans de Bonaparte, déterminèrent l'auteur d'*Édouard* à quitter la France. Il partit pour la Russie, où il séjourna quelque temps, et fit représenter à Pétersbourg son *Édouard en Écosse*, après l'avoir lu aux impératrices. Cette pièce n'a été reprise qu'en 1814 sur le Théâtre Français. Après avoir voyagé en Prusse, en Allemagne et en Suisse, et reçu de la part des souverains et des grands seigneurs l'accueil le plus honorable et de riches présens, M. Duval revint en France en 1805. Il fut chargé de composer une petite pièce qui fut jouée à la Malmaison pour la fête et par la famille et les courtisans de Bonaparte. Il en fit une seconde pour une autre fête donnée à Morfontaine. Cette condescendance de sa part ne lui fit point obtenir grâce auprès de Napoléon, car il fut oublié dans les récompenses accordées au compositeur Plantade et au comédien Michot, qui dirigeait le théâtre. Lorsque Bonaparte conçut le projet d'attaquer les Anglais dans leur île, on commanda des chansons et des pièces de théâtre. M. Duval, qui tenait à rentrer en faveur, composa *Guillaume le Conquérant*, drame historique en cinq actes, en prose, avec un *prologue* en vers, joué au Théâtre Français le 16 décembre 1805. Mais il n'atteignit point son but : ses intentions furent attaquées par les courtisans ; et il était à la veille de subir les mêmes traitemens que M. Dupaty, ou d'être forcé à s'expatrier, si Joséphine n'eût conjuré l'orage : la pièce fut défendue avant la seconde représentation. M. Duval donna depuis au Théâtre Français : *Shakspeare amoureux*, ou *la Pièce à l'étude*, comédie en un acte, en prose (1804).

Le Tyran domestique, ou *l'Intérieur d'une famille*, comédie en cinq actes, en vers, 1805, fut désignée en 1810 par l'Institut comme ayant droit à l'un des prix décennaux ;

Le Menuisier de Livonie, ou *les illustres voyageurs*, comédie en trois actes, en prose,

1805, celle des pièces de l'auteur qui a été le plus souvent jouée tant à Paris qu'en province, quoique la première représentation en ait été très-orageuse ;

La Jeunesse de Henri V, comédie en trois actes, en prose, 1806, imitée d'une pièce de Mereier (*Charles II en certain lieu*), et l'une de celles qu'on représente le plus souvent : l'auteur en avait fait d'abord un opéra-comique, et lui avait laissé le titre de *Charles II* ; mais la censure craignit que ce nom ne rappelât celui de Cromwell ;

Au théâtre de la Porte-Saint-Martin : *les Hussites*, ou *le Siège de Naumbourg*, mélodrame en trois actes, en vers, 1804 : cette pièce, composée d'après le récit de celle de *Kotzebue*, et destinée pour l'Opéra, n'y fut pas jouée, parce que Méhul, l'auteur de la musique, était alors brouillé avec l'administration de ce théâtre ;

A l'Opéra Comique (Feydeau) : *la Méprise volontaire*, ou *la Double leçon*, en un acte, musique de M^{lle} Le Sénéchal de Carcado, 1805 : le sujet de cette pièce est tiré du *Spectateur anglais* ;

Joseph, drame lyrique en trois actes, en prose, 1807, musique de Méhul ;

Les Artistes par occasion, ou *l'Amateur de Tivoli*, en un acte, en prose, musique de M. Catel, 1807 : c'est le même fond que la pièce de circonstance représentée à la Malmaison ;

Le Prince troubadour, en un acte, musique de Méhul, 1815 : pièce qui eut peu de succès. Sur la proposition de Picard, son ami, qui avait été nommé directeur de l'Opéra, M. Duval fut appelé à la direction du théâtre Louvois, qu'on appelait depuis peu de temps théâtre de l'Impératrice, et il entra en exercice le 1^{er} janvier 1808. Il y donna *la Tapisserie*, comédie-folie en un acte, dont le fond est tiré des *Souvenirs de Félicie*, par M^{me} de Genlis, et qui eut beaucoup de succès. La troupe qu'il dirigeait ayant passé la même année à l'Odéon, qu'on venait de rebâtir, il composa par ordre, pour l'ouverture, qui eut lieu le 15 juin, le

Vieil Amateur, prologue en vers, accolé avec un *Épilogue* de M. Chazet. Il donna encore à ce théâtre : *le faux Stanislas*, comédie en trois actes, en prose, 1809 ;

Le retour d'un Croisé, ou *le Portrait mystérieux*, grand mélodrame en un petit acte, 1810 : c'est la satire fort plaisante en action du genre bâtarde et uniforme des mélodrames. La direction du théâtre de l'Odéon, auquel était réuni l'Opéra Buffa italien, fut pour M. Duval une source de tracasseries et de chagrins continuels. Après avoir obtenu deux arrêts qui condamnaient comme calomniateur André Murville, auteur d'un pamphlet publié contre lui en faveur d'un fonctionnaire subalterne qui s'était rendu coupable d'une faute grave, il fut en butte à des persécutions d'une importance plus sérieuse. Il trouva dans les bureaux du nouveau ministère de l'intérieur en 1814 des hommes acharnés à le priver de sa place, et à compromettre son honneur et sa fortune. Il lutta avec courage contre sa déchéance, qui eut lieu en juin 1815 ; mais il n'était pas encore quitte des tribulations. M. Guichard, avocat de la liste civile, ayant publié en 1816 un mémoire contre les prétentions de M. Duval et de ses sociétaires qui réclamaient une indemnité auprès du ministère de la maison du roi, mémoire dans lequel il les signalait, comme partisans de Napoléon, M. Duval se justifia dans une brochure intitulée, *Affaire de l'Odéon, mémoire en vers, en réponse au mémoire en prose de M. l'avocat de la liste civile*, 1816, in-8°. Il crut, en employant l'arme de la satire, réveiller l'indifférence de ses amis ; mais en ayant raison, il fut injuste car il attaqua Picard, qu'il regardait comme un de ses adversaires parce qu'il était trompé sur le but où tendaient ses ennemis, il n'avait pas écouté ses premières plaintes. Picard publia une réponse, et cette discussion pouvait avoir des suites scandaleuses, lorsqu'elle fut terminée le 10 août 1816 par un conseil de trois académiciens, MM. Bigot de Préameneu, Lemercier

et de Ségur : leur décision fut que si l'un avait eu des torts, l'autre avait fini par en avoir. Enfin, après une explication loyale, les deux amis s'entendirent et renouèrent les nœuds de leur ancienne intimité. M. Duval qui, ainsi que nous l'avons dit, avait remplacé Legouvé à l'Institut en 1812, fut nommé membre de l'Académie française par ordonnance du 21 mars 1816. C'est au Théâtre Français que M. Duval a obtenu les succès les plus constants dans la comédie de mœurs et de caractère, comme le prouvent, à l'exception d'un seul, ses derniers ouvrages : *le Chevalier d'industrie*, en cinq actes, en vers, 1809, remise depuis au théâtre avec de nombreuses corrections ;

La Femme misanthrope, ou *le dépit d'amour*, en trois actes, en vers, tombée en 1811 ;

La Manie des grandeurs, en cinq actes, en vers, 1817 ;

La Fille d'honneur, en cinq actes, en vers, 1818 ;

Le Faux bonhomme, en cinq actes, en vers, 1821. Il a donné aussi au Gymnase Dramatique, en 1821 : *le Jeune homme en loterie*, comédie en un acte, en prose. C'est en 1822 et 1825 que M. Duval a publié ses *Oeuvres complètes*, en 9 volumes in-8° ; elles contiennent quarante-neuf pièces, dont une tragédie, un grand opéra, huit drames ou mélodrames, vingt-trois comédies et seize opéras-comiques. Dans ce nombre il en est neuf qui n'avaient pas encore été exposées sur la scène, soit que diverses circonstances eussent déterminé l'auteur à ne pas les y faire paraître, soit qu'il en eût été empêché par la censure. En voici les titres : *Christine*, ou *la Mort de Monaldeschi*, tragédie en cinq actes, composée dans sa jeunesse avec Corbigny, mort préfet de Loir-et-Cher (1) ;

Le Capitole sauvé, tragédie lyrique en trois actes, reçue par l'administration de l'Opéra ;

(1) L'un des administrateurs les plus habiles de l'empire.

Marie, ou les Remords d'une mère, drame lyrique en un acte, imité de l'allemand ;

La Courtisane, ou le Danger d'un premier choix, drame en cinq actes, en vers, imité de la *Sara Sampson*, de Lessing ;

Struensee, ou le Ministre d'état, drame en cinq actes, en prose, composée dans le genre des théâtres étrangers, sauf la règle des trois unités. Cette pièce, destinée au Théâtre-Français, fut arrêtée par la censure, en 1802, sous prétexte que les faits récents, qui en font le sujet, intéressaient des personnages vivants ;

L'Enfant prodigue, ou le Bon troubadour, comédie du douzième siècle, en cinq actes, en prose ;

L'Orateur anglais, ou l'École des députés, comédie en cinq actes, en vers, prohibée comme révolutionnaire. Cette pièce est précédée de *Réflexions sur l'art de la comédie*, imprimées en 1820, in-8° : les deux ouvrages furent lus par l'auteur dans la séance extraordinaire de l'Académie française du 4 avril 1820 :

La Princesse des Ursins, ou les Courtisans, comédie en cinq actes, en prose, composée après la disgrâce de M. Decazes en 1820, mise à l'index par la censure, et jouée enfin au Théâtre Français en 1826, réduite en trois actes.

Le Complot de famille, comédie en cinq actes, en vers. L'auteur ayant adressé une petite requête en vers à M. de Corbière, nouvellement ministre, son compatriote et son camarade de collège, pour obtenir l'autorisation de faire jouer sa pièce retenue depuis long-temps par la censure, ne reçut aucune réponse ; mais on lui renvoya son manuscrit sans autorisation.

Dans l'édition des œuvres complètes de M. Duval toutes les pièces sont précédées de *Notices intéressantes*, dont la réunion formerait près de deux volumes de *Mémoires historiques et littéraires*, qu'il complètera, dit-on, par la publication de *ses souvenirs et de ses observations pendant ses voyages*.

Outre les pièces que nous avons citées, M. Duval a donné encore au théâtre Feydeau deux opéras-comiques, dont le premier n'a point obtenu de succès, et ne figure pas dans ses *Ouvres* : *Le Colonel, ou l'Honneur militaire*, 1813 ; et *l'Officier enlevé*, en un acte, en prose, 1819. Il a arrangé plusieurs ouvrages dramatiques pour le théâtre des Variétés étrangères, qui jouait en 1807 à la salle Molière, et à coopéré avec son frère Amaury au *Théâtre complet des Latins*, pour les notes et les dissertations dont il enrichit cet ouvrage.

Un biographe a dit, en parlant des ouvrages de M. Alexandre Duval : « Une moins grande facilité eût donné au style de M. Alexandre Duval la correction et la précision qui lui manquent quelquefois ; par une singularité remarquable, ce qui est un des traits caractéristiques de son talent, les détails de ses pièces sont essentiellement comiques, tandis que le plan et la charpente de ses ouvrages ont presque toujours l'intérêt pour base. Comme Térence, comme Goldoni, il a souvent employé les ressorts du drame et s'est plu à semer les traits comiques sur un tissu qui semblait destiné à la comédie sérieuse, telle que Diderot et La Chaussée l'ont conçue. »

Nous reproduisons cette appréciation du talent de M. Duval parcequ'elle nous paraît remplie de justesse.

DELANNEAU (RÉGULUS-ADOLPHE).

M. Adolphe DELANNEAU, fils du vénérable Pierre-Antoine-Victor DELANNEAU DE MAREY, directeur de l'institution de Sainte-Barbe à Paris, est né dans cette ville le 17 juillet 1796. Après avoir fait avec quelque distinction ses études sous la direction de son père, il se destina à la carrière des administrations militaires, et fut attaché au cabinet particulier du général Mathieu Dumas, nommé

intendant-général de la grande armée; c'est ainsi que le jeune Delanneau prit part à la désastreuse campagne de Russie. Dans la campagne de Saxe, en 1813, il continua à rester attaché à l'intendance générale; mais il fut nommé adjoint aux commissaires des guerres. Fait prisonnier à Dresde, il ne rentra en France qu'à la suite des événemens de 1814, et fut mis à la demi-solde. Il salua avec un chaleureux enthousiasme le retour de Napoléon de l'île d'Elbe, offrit ses services et fut employé à l'armée du Nord en qualité de commissaire des guerres de la division Foy.

Rentré rapidement à Paris après la journée de Waterloo, il fut d'abord chargé de la surveillance des hôpitaux militaires, puis envoyé à Vincennes en qualité de commissaire des guerres du fort; peu après il fut placé par le roi, dans son grade, à Dijon. Mais les principes libéraux de son père et les siens propres étaient trop connus pour qu'il ne devînt pas victime de la réaction royaliste: il fut destitué: dès-lors M. Delanneau, rentré dans sa famille, se voua entièrement à la carrière de l'enseignement. Son père se l'attacha en qualité de sous-directeur de l'école Sainte-Barbe, et lui abandonna en 1819 la direction complète de cet établissement, où l'on ne tarda pas à s'apercevoir de l'absence de l'homme qui pendant vingt-cinq ans avait donné un si grand lustre à son institution. A quelques difficultés d'administration intérieure vinrent se joindre d'odieuses tracasseries suscitées par les jésuites, auxquels leur agent, M. Frayssinous, ministre de l'instruction publique, servait fort habilement de compère. M. Delanneau montra quelque énergie dans sa lutte avec l'Université, mais il eut le tort grave de s'isoler des autres chefs des grands établissemens d'instruction publique, en butte aux mêmes tracasseries que lui, et de faire des concessions particulières alors qu'une résistance commune eût imposé au grand-maître.

La révolution de juillet vint combler les vœux de M. Delanneau; monarchiste par principes, il n'aspirait qu'à un changement de personnes dans la direction des affaires: aussi fut-il des premiers à se rallier à la nouvelle dynastie, qui lui accorda protection et faveur; la croix d'Honneur et sa nomination au poste d'adjoint du maire de son arrondissement furent la récompense d'un dévouement qui s'est montré, nous devons le dire, quelquefois par trop bruyant.

M. Delanneau continue à diriger l'institution Sainte-Barbe, où il n'est point encore parvenu à faire oublier son respectable père; car il est des hommes auxquels on succède mais qu'on ne remplace pas.

CIVIALE (JEAN).

CIVIALE (*Jean*), docteur en médecine, membre titulaire de l'Académie royale de médecine, chevalier de la Légion d'Honneur et de l'Étoile polaire, est né en juillet 1792 dans un petit village de la commune de Thiézac, canton de Vic-sur-Cère, arrondissement d'Aurillac (Cantal). Les premières années de celui qui devait un jour attacher son nom à l'une des plus belles découvertes de la chirurgie ne présentent rien de remarquable. Le jeune Civiale commença même assez tard ses premières études: jusqu'à l'âge de dix-huit ans son éducation fut négligée; un heureux instinct lui révéla alors ce qu'il pouvait être; poussé par le désir de s'instruire, il fit de rapides progrès, et ne tarda pas à surpasser ses condisciples.

A la fin de 1814 il vint à Paris étudier la médecine. Il eut de grands obstacles à surmonter pour suivre cette carrière, vers laquelle l'appelait sa vocation; mais, doué d'une volonté énergique, il sut se créer les ressources pécuniaires que ne lui offrait pas la fortune de ses parens. Fourcroy avait donné des leçons d'écriture, Pinel avait en-

seigné les mathématiques, M. Civiale donna des leçons de langue latine, et sut ainsi se créer les moyens de se livrer avec ardeur à l'étude d'une science qu'il devait bientôt enrichir d'une invention utile. La structure, les fonctions, les maladies des organes génito-urinaires devinrent particulièrement l'objet de ses méditations; ses recherches sur ce sujet important ne tardèrent pas à lui faire concevoir en 1817 la possibilité de détruire la pierre dans la vessie, sans avoir recours à une opération sanglante aussi redoutable que la taille, la seule alors en usage pour guérir les calculeux.

Au mois de juillet 1818 il adressa au ministre de l'intérieur les dessins de divers instrumens propres à réaliser le procédé qu'il avait imaginé, et dont l'explication détaillée était consignée dans un mémoire joint à cet envoi; l'auteur demandait en même temps une avance pécuniaire pour faire construire ses instrumens. Le travail et les dessins de M. Civiale furent renvoyés à la Faculté de Médecine. La commission nommée pour en rendre compte considéra comme une conception chimérique le projet du jeune étudiant, et ne crut pas devoir s'en occuper; les avances demandées ne furent pas accordées. Sans se laisser rebuter par cet échec, M. Civiale ne fut que plus ardent à poursuivre ses travaux; une grande pensée l'occupait, pensée féconde en résultats de la plus haute importance pour le bien de l'humanité; il parvint à faire exécuter deux de ses instrumens, que lui-même avait déjà modelés en bois; il put dès-lors faire de nombreux essais sur le cadavre et sur des animaux vivans.

En 1820 la Faculté de Médecine de Paris lui conféra le grade de docteur. Des motifs de santé l'obligèrent à cette époque de quitter la capitale pour quelques mois. Il put bientôt cependant reprendre la suite de ses travaux et de ses expériences; des modifications furent successivement apportées à son appareil instrumental. Il fit paraître en 1825

le mémoire qu'en 1818 il avait adressé au ministre de l'intérieur; il y joignit des considérations neuves sur la rétention d'urine occasionnée par les rétrécissemens de l'urètre, il présenta des vues intéressantes sur le traitement de cette affection redoutable et sur le cathétérisme rectiligne, auquel il avait été conduit par ses recherches sur la destruction mécanique des calculs vésicaux; il donna aussi un traité abrégé de la maladie de la pierre. En faisant connaître la plupart des moyens proposés et employés pour la combattre, il proposa sa nouvelle méthode curative.

A la fin de 1825 le docteur Civiale était parvenu à écarter une à une toutes les difficultés qui se présentaient, qui avaient paru insurmontables à la Faculté de Médecine de Paris, et qui lui avaient fait juger inexécutable le projet du jeune chirurgien. Celui-ci avait enfin réussi à donner à son appareil instrumental la perfection désirable pour en permettre l'application sur l'homme vivant; il avait déjà pu l'employer trois fois avec succès. L'expérience commençait à parler en faveur d'une méthode considérée jusqu'alors comme le rêve d'un homme de bien: il ne s'agissait plus que d'appeler sur elle l'attention des savans et des gens de l'art. Il fallait par des faits publiquement exposés détruire les doutes et les préventions qu'avaient pu concevoir en 1818 les premiers commissaires.

Au commencement de 1824 trois malades ayant la pierre, consentirent à se soumettre à l'essai public de la nouvelle méthode. Le 12 janvier M. le docteur Civiale en présenta la description à l'Académie des sciences dans un mémoire dont MM. Percy et Chaussier furent chargés de rendre compte. Plusieurs opérations furent habilement faites en leur présence; un grand nombre des principaux médecins de Paris y assistèrent; le succès dépassa toutes les espérances, et on fut enfin en droit de concevoir celle de pouvoir rayer un jour l'opéra-

tion de la taille, du nombre des procédés de la chirurgie.

MM. Chaussier et Percy, commissaires désignés par l'Académie des Sciences, étaient précisément les mêmes qui en 1818 avaient été nommés par la Faculté de Médecine, et qui alors n'avaient pas jugé à propos de se prononcer. La commission se trouvait ainsi saisie naturellement du premier mémoire de M. Civiale, dont elle put comparer les dessins et les instrumens, et suivre pas à pas les modifications qu'ils avaient subies; elle fut témoin de leur application, et le 22 mars elle fit son rapport, qui fut adopté par l'Académie. Pénétrée cette fois des avantages d'une découverte dont les heureux résultats ne pouvaient plus être contestés, la commission, par l'organe de son éloquent rapporteur, le baron Percy, la déclara « *glorieuse pour la chirurgie française, honorable pour son auteur, et consolante pour l'humanité.* »

Elle la désigna sous les noms d'*opération, de Procédé Civiale, de découverte de M. Civiale.* (Voir le rapport fait à l'Académie des sciences par MM. Chaussier et Percy, sur le nouveau moyen du docteur Civiale pour détruire la pierre dans la vessie sans l'opération de la taille, 22 mars 1824. Voir l'analyse des travaux de l'Académie des sciences pendant l'année 1824, par M. le baron Cuvier, secrétaire perpétuel.)

Une innovation chirurgicale de cette importance, dans le traitement d'une des maladies les plus cruelles qui puissent affliger l'espèce humaine, ne pouvait manquer d'appeler l'attention publique. La médecine opératoire n'avait offert jusqu'alors aux malheureux calculeux que des procédés formidables par leur appareil ainsi que par les dangers qui accompagnent et qui suivent leur emploi. La lithotritie au contraire se présentait aux malades sous un aspect bien moins redoutable. Pénétrer dans la vessie sans aucune incision et par les voies naturelles, à l'aide d'instrumens inoffensifs; y

saisir, y fixer la pierre, réduire celle-ci en fragmens propres à être ensuite spontanément expulsés ou extraits, telle est la méthode que M. Civiale venait de substituer à la taille, et dont douze années d'expérience et de succès ont proclamé les avantages.

Depuis 1824 l'auteur de cet ingénieux procédé n'a cessé de poursuivre ses travaux; il a lu à l'Académie des Sciences et publié un grand nombre de mémoires, dans lesquels sont relatés les résultats qu'il a obtenus, et les perfectionnemens apportés à ses instrumens. Il a en outre soumis au jugement de l'Académie des recherches intéressantes sur diverses maladies des organes urinaires. En 1826, ce corps savant lui accorda un prix d'encouragement de 6,000 francs; en 1827 l'Institut lui décerna le grand prix de chirurgie de la fondation Monthyon. Une distinction aussi éminente et des succès chaque jour plus nombreux placèrent la méthode Civiale au premier rang des opérations de la chirurgie. Des malades vinrent de toutes les parties du globe se faire opérer par ce procédé, et lui durent leur guérison. Les médecins surtout en ont souvent réclamé l'emploi; M. Civiale en a guéri 24, et parmi eux le Nestor de la chirurgie française, M. Dubois, et M. Lisfranc, aujourd'hui placé au premier rang de nos chirurgiens, etc.

Les indigens n'ont pas été oubliés, et M. Civiale ne leur a jamais refusé les secours de son talent. Pour les faire participer aux bienfaits de sa méthode, un service spécial a été créé par l'administration des hôpitaux de Paris et confié à cet habile chirurgien.

Déjà, depuis huit ans un grand nombre de malades y ont été opérés par lui. Les chirurgiens de tous les pays se sont empressés de venir assister à ces opérations publiques, et ont porté ensuite dans leur patrie les secours d'une invention toute française, que son auteur a toujours cherché à propager au lieu d'en faire un honteux monopole.

Ce n'est pas seulement en France que la lithotritie a pris une aussi grande faveur;

plusieurs fois déjà M. Civiale a été appelé en pays étrangers pour en faire l'application. Partout cette belle découverte a été accueillie avec empressement; elle a été pour l'inventeur l'occasion des plus honorables distinctions de la part des souverains et des académies. En 1828 il reçut la décoration de la Légion-d'Honneur; en 1834 le roi de Suède lui fit remettre par son ambassadeur les insignes de l'Étoile polaire, etc. La plupart des sociétés savantes de l'Europe ont voulu le compter au nombre de leurs membres. Sa place était depuis long-temps marquée à l'Académie royale de médecine; une vacance dans la section de chirurgie permit d'y admettre M. Civiale au mois de décembre 1835.

Une révolution aussi subite dans la manière de traiter les calculux ne pouvait s'opérer en chirurgie sans exciter des discussions en général fort vives entre les hommes qui cultivent l'art de guérir. On vit aussi surgir quelques ambitions rivales qui disputèrent à M. Civiale l'honneur d'une découverte (1) considérée naguère comme une chimère, et à laquelle chacun voulut avoir part quand elle fut une réalité. Déjà les commissaires de l'Académie des Sciences avaient fait une éclatante justice de pareilles prétentions; la piquante érudition de M. Percy avait prouvé qu'elles étaient mal fondées. Le docteur Civiale eut cependant à soutenir ses droits, proclamés par le premier corps savant de France, contre des compétiteurs qui oublièrent souvent la forme d'une polémique décente et mesurée. En réfutant ses adversaires il sut toujours éviter de semblables écarts. Soit qu'il ait eu à repousser d'injustes agressions personnelles, soit qu'il ait eu à défendre sa méthode contre la prévention et souvent la mauvaise foi de ceux qui l'attaquaient, M. Civiale, on doit le dire,

s'est toujours attaché à ramener les questions et à les envisager sous leur véritable point de vue scientifique. Sa polémique dans les journaux de médecine, dans ses *lettres spéciales* sur la *Lithotritie*, a toujours été pleine de dignité et de convenance, quoique parfois sévère. Sa quatrième lettre, adressée à Dupuytren, est un modèle en ce genre. C'est toujours en se plaçant sur le terrain de la science et de l'art qu'il a réfuté ses antagonistes. La dextérité de l'opérateur, son tact dans le choix du cas et du procédé, ses succès et peut-être aussi sa manière loyale de combattre ses adversaires ont donné à la méthode Civiale un éclat que n'avait obtenu aucune autre opération chirurgicale.

M. le docteur Civiale est aujourd'hui possesseur d'une belle fortune noblement acquise; elle est le produit de ses travaux et la récompense de ses talents. Il est l'un des praticiens les plus employés de la capitale. Jeune encore, il peut long-temps être utile à l'humanité; doué d'une grande activité de corps et d'esprit, il consacre les momens que lui laisse une clientèle étendue et ceux qu'il peut dérober aux exigences du monde, à enrichir la science du fruit de ses observations et de son expérience.

Il a publié les ouvrages suivans :

1^o *Nouvelles considérations sur la rétention d'urine, suivi d'un Traité sur les calculs urinaires et la possibilité d'en opérer la destruction sans l'opération de la taille*; Paris, 1825, in-8^o.

2^o *De la lithotritie ou broiement de la pierre dans la vessie*; Paris, 1826, in-8^o.

3^o *Quatre lettres sur le même sujet*, de 1827 à 1835; Paris, in-8^o.

4^o *Un grand travail de statistique sur la maladie calculuse*, qui doit être imprimée dans les mémoires de l'Académie des Sciences d'après une décision prise par ce corps savant, à la suite d'un rapport très favorable; 1836.

(1) Voir ce que nous avons dit à ce sujet dans la notice consacrée à M. Ségalas, tome II, 2^e partie, page 391.

5° *Parallèle des divers moyens de traiter les calculeux*; Paris, 1856, in-8°.

6° *Un traité complet sur les maladies des organes génito-urinaires*, dont le premier volume vient de paraître; Paris, 1857; in-8°.

ABD-EL-KADER.

Je médite un dessein digne de mon courage.
RACINE.—*Mithridate*, acte II, scène 2.

Sa voix enflamme les courages,
Et de leurs glaives nus tous brisant les fourreaux
S'élancent.....

N. L. LEMERCIER.—*Chants héroïques*, page 30.

L'amour du pays, uni à l'intelligence et à la bravoure, peut enfanter de grandes choses.

Quand les Français descendirent sur la plage du nord de l'Afrique, il y avait des soldats, mais point de chef à la pensée hardie et féconde : ils ne trouvèrent qu'un dey disposé à tous les sacrifices afin de conserver ses trésors; surmontant des obstacles à peine sérieux pour des guerriers, ils purent sans trop d'efforts planter leur drapeau sur les murs d'Alger.

Il fallait s'étendre pour assurer la conquête; on poussa nos bataillons vers le centre. Alors un homme se montra devant nous, homme de prière, se vouant aux combats; peu aguerri encore, il profita de nos leçons, créa des troupes régulières, apprit à poser un camp, à disposer un champ de bataille, à choisir une position; puis, guidé par une idée des plus généreuses à la fois et des plus puissantes, qui embrasse l'Afrique entière peut-être, il employa ses heures de repos à organiser ses soldats, à civiliser ses tribus, à mûrir ses desseins d'avenir : puisse-t-il être compris des siens!

Que tout homme soit de sa nation au jour où le patriotisme est devenu nécessaire : que l'Arabe reste arabe!

ABD-EL-KADER (*Abj-Sidi-el-Adi-Mohammed-*

Ben-Sidi-Mahhi-el-Dinn, serviteur du tout-puissant et fils du Seigneur qui vivifie la religion) naquit à la fin de 1808 ou au commencement de 1809 à la Zayouat (tombeau de ses ancêtres), nommée Si-Moustapha-el-Mokhetar, aux environs de Mascara, sur le territoire des Hachems. Il fut élevé à la guetna de Sidi-Mahhi-el-Dinn. Cette guetna est une espèce de séminaire, où les marabouts ses ancêtres réunissaient des jeunes gens pour les instruire dans les lettres, la théologie et la jurisprudence. Elle est située sur les flancs d'une montagne élevée, dans un site riant et pittoresque, où tout dispose à l'étude et au repos de l'âme.

Si-Mahhi-el-Dinn, son père, marabout très vénéré de la province d'Oran, affichait la prétention d'appartenir à une fort ancienne famille de marabouts, dont il faisait remonter l'origine aux califes fatimites; il vivait en derviche, des aumônes des fidèles, toujours empressés de recourir à ses prières et à ses conseils. Il jouissait du privilège de mettre à couvert les débiteurs et les assassins; un mot de sa main arrêtait les poursuites du bey. Le peuple, superstitieux à l'excès, lui attribuait des miracles, entre autres celui de multiplier les pièces d'or dans la ceinture de ceux qui le visitaient. Ce fut probablement à ces fables grossières que Si-Mahhi-el-Dinn dut la fortune qu'il parvint à amasser, et dont il se servit pour se frayer un chemin au pouvoir. Lorsque Muley-Ali, neveu de l'empereur de Maroc, eut abandonné le beylik d'Oran, Si-Mahhi-el-Dinn fut élu bey de Mascara, comme étant le seul homme capable de protéger l'indépendance arabe. Il perdit bientôt sa dignité avec la vie : Ben-Nouna, chef du parti maure à Tlemçen, l'empoisonna pour éviter la destitution qui le menaçait.

La succession de Si-Mahhi-el-Dinn ne pouvait échoir à l'aîné de ses fils, qui vivait absorbé dans des contemplations religieuses. Le second, Abj-Abd-el-Kader, avait un caractère et des habitudes opposés, et

laissait voir une activité d'esprit qui disposait en sa faveur.

Aussi bien élevé qu'un Arabe puisse l'être par son père, qui avait trouvé à exploiter en lui une nature intelligente et vigoureuse, Abd-el-Kader, jeune encore, n'était embarrassé par aucun passage du *Coran*, et ses explications devançaient celles des plus habiles commentateurs. Il se livrait avec ardeur à l'étude de l'histoire et de l'éloquence. Il apprit aussi à connaître parfaitement l'histoire de sa nation, et ne demeura point étranger à celle des autres peuples. Maintenant on le considère comme l'homme le plus disert de son pays, avantage immense chez les Arabes, qui lui ont donné le titre de *thaleb* (savant) à cause de sa science, et celui de *marabout* (saint) pour sa conduite exemplaire.

Lors de son pèlerinage au tombeau du prophète, les saints de la Mecque lui avaient dit : *Tu règneras un jour !* L'âme remplie de cette prédiction, il travailla à se rendre digne d'une élévation à laquelle il croyait fermement. Il s'exerça régulièrement à l'équitation la plus difficile, au maniement des armes, aux actes les plus durs de la gymnastique, afin de former son corps et de l'habituer à la fatigue : à vingt-un ans, il passait généralement pour le meilleur cavalier de toute la Barbarie, et il se faisait remarquer par toutes les belles qualités que les hommes aiment à voir dans ceux qu'ils se proposent de placer à leur tête.

À la mort de Si-Mahhi-el-Dinn, il n'eut donc besoin que de peu d'efforts pour s'emparer du pouvoir. Son entrée à Mascara produisit un assez triste effet sur la multitude ; il montait un cheval maigre, n'avait qu'un pied chaussé, et n'était entouré que d'Arabes de mauvaise mine, dans tout l'appareil d'une orgueilleuse misère.

Il demeura peu de jours à Mascara.

Marchant de suite contre la ville de Tlemçen, qui était divisée en deux partis, celui des Maures, commandé par Ben-Nouna,

celui des Coulouglis, ou fils de tures, sous les ordres de Ben-Aouda-Bourshli, il fit taire la rivalité de ces deux factions, empoisonna, dit-on, Ben-Nouna, destitua Ben-Aouda et composa une administration mixte. Bientôt il alla mettre le siège devant Mostaganem ; la belle défense du kaïb Ibrahim l'obligea à la retraite ; il s'en vengea sur Arzew, qu'il emporta d'assaut. Le kaïb Sidi-Ahmet, qui avait combattu dans la place avec des Kabâïles, eut, par ordre d'Abd-el-Kader, les yeux crevés, les os rompus et la tête tranchée.

On aurait tort de juger rigoureusement et avec nos idées ces premières actions d'Abd-el-Kader ; elles sont dans les mœurs africaines ; on ne se débarrasse que par la mort de tout compétiteur dangereux.

Revenu à Mascara après quelques courses dans la province de Titeri, le jeune Arabe s'occupa d'établir autant que cela lui était possible une administration régulière. Du sein de son palais de briques et de boue, n'ayant pour le servir que quelques esclaves nègres, vêtu aussi simplement que le dernier des cavaliers, il rêvait la restauration d'un empire arabe. La présence des Français à Alger, loin de contrarier ses projets, les servait au contraire en lui permettant de réunir toutes les tribus de l'Atlas et en deçà, et de leur imposer sa domination au nom de l'indépendance africaine ; aussi dès qu'il fut investi du pouvoir, il ne perdit aucune occasion d'accroître sa popularité et son importance militaire.

Les premières démonstrations de nos troupes contre lui datent de la conquête d'Oran et d'Arzew. Quand nos soldats voulurent abandonner le littoral et s'avancer dans les terres du côté des beyliks de Médiah et de Tlemçen, ils rencontrèrent des nuées d'Arabes devant lesquels il fallut se replier.

Le général Boyer, qui commandait à Oran en 1855, ayant appris qu'il avait en face de lui le seul homme capable de rallier les indigènes et de créer des obstacles sé-

rieux à notre agrandissement, tenta la voie des négociations : Abd-el-Kader accueillit favorablement les Turcs qui allèrent le trouver de la part du gouverneur ; mais il les amusa par de vaines paroles et refusa de prendre aucun engagement.

Le général Desmichels, qui remplaça le général Boyer, persuadé que la force seule pouvait imposer aux Arabes, fit contre Abd-el-Kader plusieurs reconnaissances qui n'eurent aucun succès. Outre le petit nombre d'hommes dont il pouvait disposer, il avait contre lui l'immense désavantage d'un pays inconnu, coupé de gorges étroites et de profonds ravins, dans lesquels on ne pouvait faire un pas sans tomber dans des embuscades. Abd-el-Kader, à la tête de ses cavaliers, voltigeait autour de nos soldats, égorgeaient ceux qui s'écartaient, et fuyait rapidement aussitôt qu'il se voyait serré de trop près. Un instant tout un corps de quelques centaines de fantassins sous les ordres du lieutenant-colonel Dubarrail fut cerné dans Arzew. Voici la lettre insultante que le chef arabe écrivit à cet officier le 5 août 1855 :

« Louange à Mahomet ! — Le chef des Maures, le guerrier Sidi-el-Adi-Mohammed-Abj-Abd-el-Kader-Sidi-Mey-el-Dinn au chef français : Salut aux incrédules. — Comme vous n'avez pas tenu vos traités, et que vous n'êtes pas sorti hier pour vous battre, faites-nous savoir vos intentions. Nous vous faisons savoir que nous avons nos troupes qui entourent toute la ville, que déjà nous sommes presque sur vos remparts. Nous avons battu notre tambour, qui était notre signal pour vous appeler dehors. Si vous voulez vous sauver, abandonnez le pays ; autrement je resterai toujours ici. Je réunirai tous les peuples du Levant et de l'Occident, et je vous ferai la guerre toute l'année. Le bon Dieu nous aidera pour vous battre et vous chasser. Baissez votre pavillon, et je me retirerai. Ne vous en rapportez pas à vos conseils, car ils seront votre propre ruine. »

Ce message peint la pensée favorite d'Abd-el-Kader. Le lieutenant-colonel Dubarrail lui répondit que les Français n'avaient d'ordre de combat à recevoir de personne, et le lendemain il fit sortir et ranger en bataille sa petite troupe. Vingt-deux tribus des environs étaient sous les drapeaux d'Abd-el-

Kader. L'attaque fut vive : onze cents hommes luttaient contre plus de vingt mille cavaliers ; mais ils avaient pour eux la tactique et le sang-froid ; les volées de notre artillerie chassèrent ces formidables assaillans.

De tels succès ne changeaient cependant pas notre position. Chaque fois que nous pouvions joindre l'ennemi nous le mettions en fuite, mais notre ligne d'occupation ne s'élargissait pas ; il fallait, après de fatigantes et périlleuses promenades militaires, revenir dans les villes et les camps retranchés sans avoir gagné un pouce de terrain. La commission envoyée en Afrique en 1855 le sentit ; elle se prononça hautement pour un système de conciliation pacifique.

Le général Desmichels adopta les idées de la commission, mais tardivement et en passant imprudemment d'une extrémité à l'autre ; l'ennemi acharné de la veille devint tout à coup un ami, auquel on ne craignit pas de prodiguer les témoignages d'une téméraire confiance.

Suivant sa coutume, Abd-el-Kader reçut parfaitement nos envoyés, et des différentes entrevues que ceux-ci eurent avec lui résulta de la part du gouverneur d'Oran la reconnaissance de l'indépendance du chef arabe. Le Shellif, rivière qui prend sa source aux environs de Titeri, traverse le lac de ce nom, coule au nord, tourne subitement à gauche et court à la mer au dessous d'Arzew, lui fut assigné pour limite ; Mascara devint définitivement sa capitale.

Ainsi lui fut constitué un véritable empire, confiné au dessus de Tlemçen par l'empire de Maroc, les provinces d'Oran, de Titeri et d'Alger, comprenant un pays bien coupé, semé de villages et de fertiles vallées. On fit plus, on lui attribua des avantages commerciaux si considérables qu'ils firent naître des soupçons sur la moralité des négociations ; on poussa enfin l'oubli de toute prudence jusqu'à lui donner des fusils. L'habile Numide promit de s'en servir contre nos

ennemis, de main tenir les Hadjoutes, toujours prêts à déborder nos possessions ; et aussitôt il essaya d'organiser ses troupes à l'euro péenne.

Aidé par des transfuges, il forma une infanterie et lui apprit à se servir de la baïonnette. Ainsi la civilisation guerrière commença à pénétrer en Afrique, et derrière le filet d'eau que nous avons imposé comme barrière à notre nouvel et dangereux allié, des Maures s'exercèrent à la française pour nous punir de notre folle confiance.

Quand Abd-el-Kader se crut assez fort il hasarda quelques démonstrations sur le moyen Shellif, et laissa plusieurs corps de son armée commettre des dégâts dans la province d'Oran. Le général Woirol, qui avait remplacé le général Desmichels, lui signifia que s'il franchissait la limite qu'on lui avait accordée il serait traité comme ennemi. Le général d'Erlon, nommé alors au gouvernement de la colonie, lui tint un langage non moins ferme ; malheureusement il répugnait à l'emploi de la force, et n'avait d'ailleurs à sa disposition que de faibles moyens. Le chef arabe en acquit bientôt la certitude par les rapports de l'envoyé qu'il accrédita auprès du gouverneur.

Rusé autant que brave, il devina sans peine les services que pouvait lui rendre un négociateur habile autant que sûr, et son choix prouva toute la finesse de son tact.

Le juif Ben-Dran (dont nos soldats ont *francisé* le nom en l'appelant M. Durand), auquel Abd-el-Kader donna sa confiance, est un homme de quarante ans, d'une belle et imposante figure, recherché dans ses manières, plein de grâce et de feu dans la conversation, et surtout doué d'une apparente bonhomie qui trompe les plus défiants. Il ne lui fallut pas long-temps pour prendre une grande influence sur l'esprit du gouverneur, et se convaincre qu'on ne tenterait rien de décisif contre son maître. Il avertit Abd-el-Kader de se tenir prêt. Au commencement

de 1855, un shériff du Sahara nommé Monça, entra à main armée dans la province de Titeri, s'établit à Médéah, d'où il envoya des députés à Miliana, exhortant les membres de cette tribu à se joindre à lui, et à secouer le joug d'Abd-el-Kader ; mais ceux-ci envoyèrent aussitôt un courrier à l'émir, qui, prenant avec lui ses cavaliers, passa le Shellif, tomba comme la foudre sur Monça, entra triomphant à Médéah, d'où il chassa le bey usurpateur, en plaça un sous ses ordres et s'occupa d'organiser sa nouvelle conquête.

Le général Trézel, qui avait succédé au général Woirol, car les généraux ne faisaient que passer à Oran, dénonça cette infraction aux traités ; ses réclamations ne furent pas écoutées. Bien décidé à ne point agir, le gouverneur fit engager Abd-el-Kader par Ben-Dran à lui écrire une lettre soumise. A ce prix, on lui envoya de riches cadeaux et un capitaine d'état-major, qui lui fut présenté par Ben-Dran. Cet ambassadeur le trouva à Hellouan, près Bérida, distribuant les commandemens et s'applaudissant de son heureuse audace. Il était facile de conserver de bons rapports avec lui lorsqu'on lui livrait ainsi le pays. Le général Trézel s'en plaignit amèrement au gouverneur, dans le voyage que ce dernier fit à Oran ; et ces deux officiers se séparèrent forts mécontents l'un de l'autre.

Quelques jours plus tard, Abd-el-Kader sut que les chefs des tribus des Douers et des Zmélas avaient eu des rapports avec les Français ; il fit arrêter Ismaël, l'un d'eux. Les tribus persécutées implorèrent la protection du général Trézel, qui ne crut pas devoir la leur refuser. Le 15 juin 1855, il sortit d'Oran avec deux mille quatre cents hommes et sept pièces de canon ; il vint s'établir à Misserghim sur la route de Tlemçen, envoyant en toute hâte demander au général d'Erlon une approbation de sa conduite et du secours ou un ordre précis de retourner à Oran. Par une inconcevable hésitation, le général d'Er-

lon se borna à consulter le ministre. En même temps il fit partir M. de la Moricière, son aide-de-camp, et l'indispensable Ben-Dran pour concilier *cette fâcheuse affaire*. Elle l'était surtout pour le juif, qui avait arraché la concession du monopole de la fourniture des grains à Arzew ; mais lorsqu'ils arrivèrent à Oran les événemens s'étaient accomplis.

Ne recevant aucune nouvelle du gouverneur, le général Trézel s'était porté en avant ; il vint le 24 tracer son camp à Thlélah, sur la route de Mascara, et s'y fortifia ; le 25 on parlementa sans succès ; le 26 il quitta son camp et se dirigea vers le Lirig. Au défilé de Muley-Ismaël on rencontra l'ennemi. Les Français attaquèrent avec entraînement. Le colonel Oudinot conduisant une charge de cavalerie fut atteint d'une balle à la tête, et mourut sur la place ; ses soldats firent des prodiges de valeur pour arracher son corps aux Arabes. L'ennemi fut forcé sur toute sa ligne. Notre armée franchit le Sig et alla se loger dans le camp d'Abd-el-Kader. La victoire était complète ; mais, outre les pertes que nous avons à regretter, elle nous montrait le parti que l'habile chef arabe avait su tirer de nos leçons. Il avait combattu hardiment à la tête de son infanterie, et pour la première fois nous avions rencontré une résistance opiniâtre et régulière.

Le lendemain, Abd-el-Kader envoya des parlementaires ; on lui fit demander de reconnaître la domination de la France, et de lui payer un tribut ; ces conditions furent repoussées. Il fallut alors se résoudre à la retraite. Le général Trézel la dirigea sur Arzew, qui offrait le point le plus rapproché d'embarquement. Le 28 on se mit en marche avant l'aube, la légion étrangère en tête, les bagages et les blessés au centre, la cavalerie sur les ailes. Tout alla bien jusque vers midi ; mais à cette heure l'armée se trouvant engagée dans un défilé fangeux entre la Macta et le coteau dont elle baigne le pied, les Arabes attaquèrent avec toutes leurs forces ; la légion étrangère hésita ;

Abd-el-Kader se précipita au centre, égorgea nos blessés, et mit dans une déroute complète les soldats qui protégeaient le convoi.

A la voix de leurs chefs les bataillons français se reformèrent. L'ennemi fut obligé de lâcher prise, mais après avoir mis hors de combat deux cent soixante-deux morts et trois cents blessés. Les troupes arrivèrent le soir à Arzew accablées de fatigue et complètement démoralisées. Le général Trézel n'échappa pas point à l'influence de la peur ; il se crut bloqué et envoya sur-le-champ M. de Maligny, son aide-de-camp, chercher des bâtimens à Oran ; une partie de sa petite armée fut embarquée, l'autre regagna Oran par terre. Pendant ce temps Abd-el-Kader ne songeait point à poursuivre nos troupes. Satisfait d'un succès inespéré, il avait repassé le Sig pour se remettre des pertes qu'il avait essayées lui-même.

Cette affaire malheureuse produisit une vive sensation en France, et y rendit douloureusement populaire le nom de l'émir de Mascara. La mésintelligence des généraux Trézel et d'Erlon avait sans doute préparé notre revers ; mais, on doit l'avouer, à Muley-Ismaël comme à la Macta, Abd-el-Kader avait montré une supériorité de tactique inquiétante pour le progrès de nos armes.

Le gouvernement sentit la nécessité d'une vigoureuse démonstration contre un ennemi qui paraissait devenir redoutable. Le maréchal Clauzel fut nommé gouverneur, et l'on mit à sa disposition les élémens d'une expédition plus respectable que toutes les précédentes. Le duc d'Orléans se rendit en Afrique pour assister à cette campagne.

Le général d'Arlandes avait remplacé le général Trézel à Oran.

Dans le courant d'août, de septembre et d'octobre, le maréchal chercha à exploiter les divisions qui agitaient les tribus arabes, à semer des défiances contre Abd-el-Kader, à flatter les chefs qui lui étaient opposés.

De son côté l'émir ne prenait point de re-

pos. Instruit par ses espions des préparatifs dirigés contre lui, il parcourait les tribus dévouées, rappelant aux beys l'humiliation d'une domination étrangère, et les exhortant à se réunir pour en secouer le joug. Quoique cet appel patriotique ne fût pas généralement entendu, il lui fut possible néanmoins de rassembler sous ses drapeaux une trentaine de mille hommes, avec lesquels il attendit patiemment les Français.

A la fin de novembre le maréchal Clausel se crut en mesure d'agir. Il partagea sa petite armée de huit mille combattans en quatre corps, et se mit en marche d'Oran contre Mascara.

Parties le 26 novembre, nos troupes atteignirent Mascara le 6 décembre. Pendant ces dix journées elles avaient franchi trente lieues dans un pays coupé de plusieurs fleuves, de montagnes et de ravins profonds, et chaque jour elles avaient livré quelques combats, battant l'ennemi dans toutes les rencontres, malgré les efforts d'Abd-el-Kader, qui avait fait preuve de la plus grande bravoure.

Après la dernière affaire le courageux émir s'était retiré, accompagné seulement de quelques cavaliers, à Cachero, abandonné de la plupart des chefs de tribus; l'un d'eux mêmes insultant à son malheur, lui avait arraché son parasol de plumes qui est la marque du commandement, en lui disant : « Nous te le rendrons quand tu seras redevenu sultan. » Abd-el-Kader avait ordonné l'évacuation de Mascara afin d'épargner le sang de ses soldats. Les Juifs refusèrent de quitter la ville; les Maures se jetèrent sur eux, les pillèrent et en égorgèrent une vingtaine; tous y auraient perdu la vie si le maréchal ne fût arrivé à temps pour les sauver.

L'armée pensait que le maréchal laisserait une garnison à Mascara avec un émir choisi parmi les alliés, qu'il appuierait par sa présence pendant plusieurs jours au moins; il n'en fut rien, et le maréchal, pour gagner du temps et ne point laisser ce poste avan-

tageux à l'ennemi, ordonna la destruction de cette ville. Cette opération terminée, l'armée reprit la route d'Oran par Tlemçen qu'elle occupa. Le commandant Cavaignac fut établi dans la forteresse du Méchouar, qu'il a su conserver depuis malgré les tentatives réitérées des Arabes pour la lui enlever.

Croire au découragement ou à la soumission d'Abd-el-Kader eût été se tromper sur la nature du caractère d'un homme qui se croit appelé à la régénération politique de l'Afrique. En effet, s'étant bientôt remis de l'échec qu'il venait d'éprouver, il reparut en armes sur le territoire d'Oran, et intercepta les communications de cette place avec Tlemçen, communications que le général d'Arlandes voulut tenter de rétablir.

Au mois d'avril 1856 ce général partit d'Oran à la tête de trois mille hommes; il établit un camp retranché à l'embouchure de la Tafna, mesure de prudence dont il eut plus tard lieu de se louer. Le 15, ce petit corps d'armée suivait les bords d'un ruisseau assez profond, quand se présentèrent un grand nombre d'Arabes commandés par Abd-el-Kader en personne. La victoire long-temps disputée nous resta enfin; mais il fut dès-lors impossible de douter du progrès de l'expérience militaire de l'émir.

Le général d'Arlandes continua de marcher vers Tlemçen, faisant peu de chemin, s'éclairant sans cesse, usant des plus minutieuses précautions.

Le 25 Abd-el-Kader reparut et fit attaquer de toutes parts notre petite colonne de braves par les six mille Arabes qu'il dirigeait. La lutte fut terrible, et force fut au général d'Arlandes de rentrer précipitamment dans son camp retranché de la Tafna.

Abd-el-Kader le suivit. S'étant assis au confluent de l'Isser et de la Tafna, il coupa les communications avec Oran, et provoqua le général d'Arlandes au combat, soit par ses tirailleurs, soit par sa correspondance; voici une de ses lettres :

« Abd-el-Kader est plus près de toi que

tu ne penses ; il t'attend avec son armée, et tu n'oses pas venir à lui.... Un moment de combat est plus doux pour Abd-el-Kader qu'une heure de sommeil ; toi, tu restes enfermé pour ne pas braver ses regards. »

Les provocations de l'Arabe restaient sans réponse. Le général d'Arlanges était dans une position embarrassante : point de fourrage pour les chevaux, point de vivres pour les soldats.

Sollicité de porter secours au général d'Arlanges, le gouvernement envoya, au mois de juin, le général Bugeaud avec quatre mille hommes sur ce point de l'Afrique : le camp de la Tafna eut des vivres, Abd-el-Kader perdit six cents fusils et six canons, la garnison du Méchouar fut ravitaillée.

Au combat du 6 juillet, livré près de l'embouchure de l'Isser et du Sessif, et qui fut si meurtrier, Abd-el-Kader se montra toujours à la tête des siens, et ne quitta le champ de bataille que le dernier.

Depuis cette époque Abd-el-Kader s'est livré tout entier aux soins d'une organisation administrative durable et forte, d'où peut dépendre l'avenir, nous ne dirons pas seulement de l'ancienne régence d'Alger, mais de l'Afrique entière.

Le 25 novembre dernier, le général Létang sortit d'Oran avec quatre mille hommes, cinq cents chameaux, cent mulets ou chevaux de bât et un grand nombre de caissons, pour aller porter des vivres et de l'argent à la garnison du Méchouar. Le 4 décembre la colonne expéditionnaire était de retour à Oran, sans avoir eu d'affaire sérieuse avec les Arabes, qui voltigeaient cependant autour d'elle, et se bornaient à de simples escarmouches.

Vers le même temps Abd-el-Kader entra en négociation pour l'échange des prisonniers. Cet échange s'est opéré et s'opère encore aujourd'hui. On a remarqué que les Arabes, confians dans la promesse des autorités françaises, remettaient nos prisonniers avant d'avoir reçu les leurs.

Abd-el-Kader, qui fait relever Mascara de ses ruines, est occupé à lever ses impôts, et cela demande du temps, car il faut qu'avec ses troupes il aille camper dans chaque tribu pour en obtenir l'*achour* (la dîme) ; c'est l'usage dans tous les pays d'Orient. Pourtant toute son armée n'est point avec lui, puisque les soldats de la Tafna et du Méchouar ne peuvent faire un pas hors de leurs retranchemens, puisque les arrivages à Oran sont entièrement interceptés.

C'est sans doute à cet état de choses, parce que l'on voit l'émir se rapprocher de Maroc, et aussi parce que l'on croit utile de revenir au système de temporisation et de concession du général d'Erlon, qu'on a entamé, par l'intermédiaire du juif Ben-Dran, des négociations qui mettraient fin à la guerre que nous fait Abd-el-Kader. On lui a offert de le laisser paisible possesseur de Mascara, de lui donner Tlemçen, avec un port pour le débouché de ses denrées, à condition de ne point empêcher notre domination de s'établir entre la mer et les montagnes de Mascara et dans la campagne d'Oran. C'est peut-être à ces négociations qu'il faut attribuer le bruit qu'on a fait courir de l'abandon de Tlemçen et de la Tafna. Il est probable qu'un arrangement avec Abd-el-Kader en amènerait un autre avec le bey de Constantine, Achmet, et qu'ainsi tout le pays qui se prolonge d'Oran à Bone, et s'étend jusqu'au petit Atlas nous demeurerait à peu près définitivement acquis.

Quel parti prendra Abd-el-Kader ? Nous ne pensons pas que l'homme aux vues patriotiques si hardies, si généreuses, consente à une indépendance limitée.

Nous ne pouvons deviner ce que le ciel réserve de gloire ou de revers à Abd-el-Kader ; mais il n'est plus permis de douter que la mémoire de son nom ne se perpétue dans les siècles.

Nous terminerons cette notice du jeune guerrier par quelques détails sur la personne

et la vie de cet Arabe, le premier parmi les siens.

Abd-el-Kader est âgé de vingt-huit ans ; sa taille est médiocre, il a peu d'embonpoint ; sa physionomie est douce, spirituelle et distinguée ; ses yeux sont beaux, sa barbe est rare et noire ; ses dents, mal rangées, sont marquées de taches bleues ; ses mains sont belles, et il en a un soin particulier ; il porte la tête un peu penchée sur l'épaule gauche ; ses manières sont affectueuses et pleines de politesse et de dignité ; il se livre rarement à la colère, et reste toujours maître de lui ; toute sa personne est séduisante ; il est difficile de le connaître sans l'aimer.

Abd-el-Kader est d'une grande bravoure ; cependant son esprit est plus organisateur que militaire. Quoique son âme soit fortement trempée, dans les circonstances pénibles où il s'est souvent trouvé, il a eu quelques momens d'abattement. Ses mœurs sont pures, mais rigides ; il n'a qu'une femme, qu'il aime tendrement. Sa famille se compose d'une fille de quatre à cinq ans et d'un fils qui lui est né peu de jours avant l'entrée des Français à Mascara. Lorsqu'il était en ville, il habitait avec sa famille une assez belle maison, mais qui n'était point le palais. Il y vivait sans gardes et en simple particulier. Chaque jour, d'assez bonne heure, il se rendait au palais ou beylik pour y vaquer aux soins de l'administration, et y donner ses audiences. Le soir, il rentrait dans sa maison, où il redevenait homme privé.

Abd-el-Kader est toujours vêtu très simplement ; son costume est celui d'un pur Arabe, sans aucune espèce d'ornement ni de marque de dignité ; il ne déploie quelque luxe que pour ses armes et ses chevaux. Il a eu pendant quelque temps un bournous dont les glands étaient en or ; il les coupa, voici à quelle occasion. Un de ses beaux-frères, qu'il avait nommé kaïd d'une puissante tribu, afficha dans cette position un faste qui fit murmurer. Il le manda, et après lui avoir reproché sa conduite, il ajouta :

« Prenez exemple sur moi ; je suis plus riche et plus puissant que vous, voyez cependant comme je suis vêtu ; je ne veux pas même conserver ces misérables glands d'or que vous voyez à mon bournous. » Et aussitôt il les coupa. Depuis cette époque il n'a plus porté sur lui le moindre filet d'or ou d'argent.

Abd-el-Kader aime beaucoup l'étude, à laquelle il consacre le peu de momens de loisir que lui laisse sa vie agitée ; il a une petite bibliothèque qui le suit dans toutes ses courses. Lorsqu'il est en expédition, son existence est beaucoup plus royale qu'en ville. Il habite alors une tente superbe, fort commode et bien distribuée. On y a pratiqué un petit réduit fort élégant où il travaille. Voici quel est au camp l'emploi de son temps, lorsque la journée n'est pas prise par des opérations militaires : en arrivant dans sa tente, après la marche du jour il ne garde qu'un domestique près de lui, et consacre quelques minutes à des soins de propreté. Il fait ensuite venir des secrétaires et successivement ses principaux officiers, et travaille avec eux jusqu'à quatre heures ; il se présente alors à l'entrée de sa tente, et fait lui-même la prière publique ; il prêche ensuite pendant une demi-heure, en ayant soin de choisir un texte religieux qui l'amène naturellement à mettre en circulation les idées qu'il lui convient de répandre sur la guerre et la politique. Du reste, personne n'est obligé d'assister à ses sermons. Peu d'instans après il se met à table ; il mange avec son principal secrétaire, Miloud-Ben-Arach, son confident intime, ses frères, lorsqu'ils sont à l'armée, et le plus souvent un de ses agas. Les mets qu'on lui sert sont peu nombreux, mais bons et préparés avec soin. Il ne fume ni ne prise, et prend peu de café.

Abd-el-Kader paraît avoir des idées religieuses et providentielles ; mais il n'est point fanatique. Il ne craint point de discuter avec des chrétiens sur des affaires de religion, et

il le fait sans aigreur et avec politesse ; il est honnête homme, a des principes de moralité bien établis ; il se montre exact observateur de sa parole, quoique fin et rusé dans l'acception diplomatique du mot ; rien n'est plus éloigné de son caractère que la cruauté ; il gouverne les Arabes avec justice et douceur ; il s'est toujours montré, lorsqu'il l'a pu, clément et généreux envers ses ennemis. Deux seulement ont été mis à mort sous son administration, et encore après jugement : le cadi d'Arzew et Sidi-el-Gomary, cheik d'Angad, qui fut pendu à Mascara dans le mois d'août 1855. On a dit qu'il avait fait étrangler Sidi-el-Aribi. Ce cheik, qui avait été très légalement condamné pour trahison, est mort du choléra-morbus dans sa prison.

La conversation d'Abd-el-Kader est animée et quelquefois brillante. M. Allegro, alors officier d'ordonnance du général Trézel, se trouvant auprès de lui peu de temps avant la reprise des hostilités, lui conseillait un jour, avec adresse et convenance, de se désister d'une partie de ses prétentions au sujet du traité de paix du général Desmichels, et cherchait à lui prouver qu'il ne devait pas se laisser séduire par les caresses de la fortune au point de viser à un but peut-être hors de sa portée. « Allegro, lui dit l'émir, il y a trois ans que je n'étais encore qu'un des quatre fils de mon père, obligé, lorsque j'avais tué un homme dans un combat, de m'emparer de son cheval et de son équipement pour augmenter *ma chose*. Tu vois ce que je suis maintenant, et tu veux que je n'aie pas confiance en moi ! »

Abd-el-Kader se plaît à entendre parler des actes du gouvernement de Napoléon, et ce qu'il admire le plus en lui, ce n'est pas ses triomphes militaires, mais bien l'ordre qu'au sortir d'un bouleversement général il a su faire régner dans ses états.

Dans sa vie privée Abd-el-Kader passe pour économe jusqu'à la parcimonie ; mais comme prince, il dépense à propos.

SAMSON (JOSEPH-ISIDORE).

« Ne dites point aux gens : Oyez une merveille. »

disait celui qui, à peu de chose près, a dit il y a long-temps tout ce qu'il est bon ou agréable de se rappeler quelquefois.

La Fontaine avait raison ; ce n'est pas que nous prétendions qu'il en soit de M. Samson, auteur ou acteur dramatique, comme des *bâtons flottans* du fabuliste ; nous aimons au contraire à reconnaître que plus on étudie avec soin, plus on *approche* M. Samson, plus on trouve que c'est *quelque chose* ; mais nous ne savons quelle malheureuse tendance de l'esprit humain le porte à repousser d'avance le joug d'une admiration qu'on semble vouloir lui imposer, et à déprécier, injustement quelquefois, l'ouvrage, la personne ou le talent qu'on lui a trop indiscrètement vanté. Aussi est-il bien rare que cette précoce bienveillance serve utilement la production ou le personnage ainsi recommandé ; nous en concluons donc toujours :

« Ne dites point aux gens : Oyez une merveille. »

car Alceste est là pour vous répondre : *Nous verrons bien !...*

Ce préambule nous a paru devoir être placé en tête de la notice de M. Samson, l'un des acteurs du Théâtre-Français qui ont été le plus vantés dans leur jeunesse, et auquel on doit reprocher de n'avoir point tenu tout ce que ses débuts avaient promis de brillant avenir. M. Samson est pourtant *quelque chose*, d'abord un artiste que le public n'accueille jamais avec défaveur, et secondement un homme de quelque esprit, auteur de diverses pièces qui lui survivront... peut-être.

Né à Saint-Denis, près Paris, le 2 juillet 1795, *Joseph-Isidore* SAMSON fut d'abord destiné à la chicane, et fit ses premières études chez un avoué de Corbeil ; mais une vocation irrésistible le portait vers la carrière

théâtrale. Il vint à Paris, fut employé comme copiste dans un bureau de loterie, et tenta ses premiers essais sur les planches du théâtre *Doyen* : il avait du mordant, une physionomie susceptible de mobilité et d'effet ; il fut applaudi. Il se présenta en 1812 au Conservatoire, et suivit les cours de MM. Lafon, Michelot et Baptiste aîné ; il remporta le prix de la classe de comédie, et ne tarda pas à être recherché par les directeurs des théâtres de la banlieue, de Saint-Germain et de Versailles. La réputation du jeune Samson allait grandissant, et on le prônait déjà comme l'un des futurs soutiens de la Comédie Française ; toutefois il ne put se faire admettre aux débuts : il joua successivement à Dijon et à Besançon, et finit par prendre un engagement (1816) dans la troupe du théâtre de Rouen.

Le deuxième incendie de l'Odéon avait provoqué la création d'un second Théâtre Français, qui fut établi dans la salle Favart. Picard, qui en fut nommé directeur, appela aux débuts tous les acteurs de province qui jouissaient de quelque célébrité. M. Samson se présenta, et fit ses premiers pas sur la scène Favart (12 novembre 1818) par les rôles de Dubois des *Fausse Confidences*, de Lubin de la *Bonne Mère*, de Pasquin des *Jeux de l'Amour et du Hasard*, etc., etc. Il produisit peu de sensation sur les vrais amateurs de l'art dramatique, sur les hommes de goût ; mais il sut se concilier les applaudissemens de la foule, auxquels il a constamment paru attacher un très grand prix. Dès ce moment les critiques firent remarquer que le nouvel acteur cherchait des moyens qui, visant à la charge, sont hors de la nature ; qu'il ne savait pas toujours se tenir en garde contre les caricatures excessives et déplacées et les grimaces ridicules. Ces reproches, la critique est toujours en droit de les adresser à M. Samson ; mais l'on dut reconnaître alors comme aujourd'hui que souple, adroit, audacieux, imperturbable, le nouveau débutant était très apte à jouer

les Scapin, les Frontin, les Labranche. On peut en effet appliquer à M. Samson ces deux vers que Dorat a mis dans son poème de la *Déclamation* :

On voit étinceler dans son regard mutin
Et la soif de l'intrigue et l'amour du butin.

M. Samson dut retourner à Rouen ; mais au mois d'avril 1819 il contracta un engagement avec Picard ; toutefois il ne reparut à Paris qu'après la réouverture de l'Odéon en octobre 1819. Il fut d'abord peu goûté du public ; mais il finit par obtenir un vrai succès dans les *Fourberies de Scapin*. Bientôt il attacha son nom à la création de divers rôles, tels que ceux de Bellerose des *Comédiens*, de Lambert du *Voyage à Dieppe*, de Grimard de *l'Adjoint et l'Avoué*, de Bourdeuil des *Deux Ménages*, etc. Dans toutes ces créations M. Samson ne démentit ni ses qualités ni ses défauts ; il resta toujours lui-même ; vingt ans de planches n'ont rien ajouté aux premières, et rien diminué des seconds.

A l'expiration de son engagement avec le théâtre de l'Odéon, M. Samson accepta les propositions des sociétaires de la Comédie Française, qui étouffèrent une industrie rivale, en appelant à eux toutes les notabilités du théâtre du faubourg Saint-Germain. Il vint prendre rang parmi les pensionnaires de la Comédie Française (11 avril 1826), et continua à remplir, rue Richelieu, l'emploi des rôles qu'il avait tenus à l'Odéon. En 1827 M. Samson fut reçu au nombre des sociétaires.

Nous ignorons à la suite de quelles discussions de coulisses M. Samson crut pouvoir après la révolution de 1830 rompre ses engagements. Il parut pendant quelque temps sur le petit théâtre du Palais-Royal, et y attacha son nom à la création de divers rôles, parmi lesquels on ne doit mentionner que celui de Rabelais dans *Le curé de Meudon* (1). Il se montra dans cette pièce comé-

(1) M. Samson et mademoiselle Dejazzet attirèrent

dien intelligent, et prouva qu'avec moins d'ambition et plus de sagesse habituelle dans son jeu il eût pu se placer au premier rang des notabilités anciennes et actuelles de la Comédie Française.

Après avoir soutenu un procès contre ses camarades de la rue Richelieu, M. Samson dut rentrer au Théâtre Français en février 1852. Depuis lors il s'est fait applaudir dans le rôle de Raton de *Bertrand et Raton*; ce succès fut dû autant aux circonstances et aux allusions dont le rôle fourmille qu'à l'habileté et au talent de l'acteur.

Nommé avant la révolution de 1850 professeur au Conservatoire, M. Samson a été maintenu dans ses fonctions lors de la réorganisation de cette école en 1851. Il partage avec MM. Michelot et Provost le soin si difficile de former des successeurs à Talma, à Lekain, à Prévile, à Fleury, à M^{lle} Duchesnois, etc. !

Comme auteur M. Samson se distingue par un faire gracieux et spirituel : il est de l'école de M. Scribe, de l'esprit et de l'apropos; mais l'on chercherait en vain dans ses œuvres une étude de mœurs ou de caractère. Sa première pièce, *la Fête de Molière*, comédie épisodique en un acte et en vers, fut représentée en 1815 sur le théâtre de l'Odéon pour l'anniversaire de la naissance de ce grand homme: on trouva dans la première moitié de cette bluette un dialogue facile et quelques traits heureux; le reste parut froid et entortillé. En 1826 il fit représenter sur le théâtre de l'Odéon *la Belle-Mère et le Gendre*, comédie en trois actes et en vers, qui fut peu goûtée à la représentation, mais qui obtint un succès légitime après que l'auteur en eut changé le dénouement. Cette pièce a été reprise au Théâtre Français depuis 1850, et grâce aux intrigues connues de cer-

tain personnage elle a eu un nouveau mérite de circonstance.

M. Samson a publié en outre un discours en vers, prononcé sur le Théâtre Français le 51 décembre 1829, jour anniversaire de la mort de Picard; 2^o un *plaidoyer en vers pour la Comédie Française*, plaidant devant le tribunal de commerce contre M. Dorvo, homme de lettres, qui demandait que sa comédie de *l'Envieux* fut jouée, ou que les comédiens lui payassent une indemnité, (ils prirent ce parti). Cette dernière pièce de vers, écrite avec esprit, pêche parfois contre le bon goût. Le poète se laisse aller à la charge tout comme l'acteur.

M. Samson a, dit-on, en portefeuille plusieurs comédies sur lesquelles il fonde, assure-t-on, de grandes espérances... Répétons avec Alceste : *Nous verrons bien*.

NICOLAS I^{er} (PAWLOVITSCH, empereur de Russie).

Quoi ! tu veux qu'on t'épargne, et n'as rien épargné !
Songe aux fleuves de sang où ton bras s'est baigné.

CORNEILLE.

On appelle tyran le souverain qui ne connaît de lois que son caprice, qui prend le bien de ses sujets, et qui ensuite les enrôle pour aller prendre celui de ses voisins.

VOLTAIRE.—*Dictionn. encyclop.*

Si nous jetons un coup d'œil sur l'histoire de la vieille Russie, nous nous convaincrions que jamais ni les grands-ducs de Moscou, ni les tzars n'y jouissaient d'une autorité absolue : *le conseil des Boyards ordonne*, voilà la vieille formule législative, qui prouve que les seigneurs de la Moscovie furent consultés par leurs princes, qui devaient se conformer à leurs décisions, et qui n'étaient en quelque sorte investis que du pouvoir exécutif.

Une assemblée des grands décerna la couronne à Boris Godounof. Michel Romanof, chef de la dynastie actuelle, ne fut choisi pour tzar qu'après les longues délibérations

long-temps la foule au théâtre du Palais-Royal dans un vaudeville grivois, intitulé *le Philtre Champenois*; mais est-ce un pareil succès que devait ambitionner le successeur de Dugazon !

du haut clergé et des premiers Boyards, et au moment où la couronne fut placée sur sa tête il prêta serment *de se soumettre aux lois ; de ne rien décider d'important , et de ne faire aucune loi nouvelle sans l'adhésion des grands de l'état*. Mais ses successeurs furent infidèles à ce serment prononcé par le chef de la dynastie impériale, et depuis Iwan Wassiliewitch (1), tous les princes qui lui succédèrent se proposèrent le double but d'étendre leur domination par la conquête et leur autorité despotique par la centralisation des pouvoirs dans leurs mains (2)... Bientôt la faiblesse des boyards, la sévérité du clergé, l'audace des tzars assurèrent la puissance de l'autocrate, et l'on vit Iwan le Terrible jeter aux ours affamés, poignarder de sa propre main, et brûler dans des foyers ardents les seigneurs qu'il regardait comme suspects, ou dont la popularité lui faisait ombrage. En ceignant la couronne, il la posa lui-même sur son front, déclarant ne la tenir que de Dieu. Avant lui Fédor, fils d'Alexis, avait porté atteinte à la puissance de la vieille noblesse en faisant brûler les archives des titres nobiliaires.

Pierre-le-Grand, en concentrant dans ses mains l'autorité civile et l'autorité spirituelle (3), consolida la puissance impériale et porta une atteinte grave à celle des boyards,

(1) Iwan I^{er}.

(2) Le clergé jouissait autrefois en Russie d'une immense autorité ; le patriarche faisait partie du conseil suprême, et son avis était indispensable dans les affaires de l'état. Au jour des Rameaux le chef de l'église russe montait un cheval, que le tzar à pied conduisait par la bride à l'église ; le trône du patriarche était placé à côté de celui du monarque. Alexis, fils de Michel, porta atteinte au pouvoir et à la dignité du patriarche ; de son temps le siège patriarcal fut occupé par le célèbre Nicon, qui de sa cabane de pêcheur s'éleva à la première place de la hiérarchie cléricale, et conquit par sa sagesse et ses lumières une juste popularité. Alexis le fit mettre en jugement et condamner comme traître à la patrie à finir ses jours dans un cloître obscur.

(3) Il supprima en 1716 la dignité de patriarche de Moscovie.

en mêlant leur vieille aristocratie à une aristocratie nouvelle, qu'il composa de militaires et de fonctionnaires presque tous étrangers.

Catherine continua la lutte contre le clergé et la vieille noblesse, et fit passer tour à tour le pouvoir dans les mains de ses favoris ; mais Catherine, comme Pierre-le-Grand, fut impuissante à émanciper la nation et à briser les chaînes des esclaves. Les boyards, réunis à ce sujet, s'indignèrent à la seule pensée d'une innovation, et Catherine céda.... Plus tard Alexandre (1), monarque doux et libéral, fut arrêté dans ses projets par cette caste qui, à Moscou comme dans beaucoup d'autres contrées, ne sait point concilier ses richesses et son pouvoir avec le bien-être des masses.... Alexandre mourut laissant sa patrie en proie aux convulsions politiques ; toutes les passions se déchaînèrent, toutes les plaies de la Russie furent mises à jour.... D'une part, les familles des vieux boyards tentèrent de reconquérir non seulement leur ascendant, mais encore leur puissance sur le trône, tandis que la jeune noblesse russe voulait prendre sa place dans les rangs des nations civilisées. La position du nouveau monarque était belle, difficile et grave ; il pouvait donner une nouvelle impulsion à toute une nation puissante, commencer une ère nouvelle, se proclamer le père de la patrie ; mais alors il fallait associer la gloire du trône au bien-être des masses affranchies.... Nicolas recula devant les difficultés de cette noble entreprise et se jeta dans les bras de la vieille aristocratie. Il préféra la honte d'être l'esclave des boyards aux dangers d'être proclamé le libérateur des esclaves.... C'est à cette détermination pusillanime qu'il faut attribuer tous ses actes de dégoûtante tyrannie, la barbarie de sa conduite envers les vaincus, et le besoin

(1) Nous ne nommons que les princes dont le passage sur le trône impérial a été signalé par quelque innovation dans les lois ou les usages de la Moscovie.

de guerre et de conquêtes qui le fit jeter ses armées en Perse et en Circassie.

Nicolas PAWLOVITSCH est né le 7 juillet 1796 ; son éducation fut confiée à des maîtres habiles. Dès qu'il fut en âge de voyager avec fruit, il visita l'Allemagne, la France et l'Angleterre, accompagné du grand-duc Michel, son frère. A peine âgé de 21 ans, il épousa (15 juillet 1817) la princesse Frédérique-Louise-Charlotte Wilhelmine, fille du roi de Prusse, qui prit le nom d'Alexandra Feodorowna.

Le grand-duc Nicolas vivait étranger aux affaires politiques dans son palais d'Anitschkoff, quand la nouvelle de la mort d'Alexandre se répandit à Moscou. Troisième fils de Paul I^{er}, il ne paraissait pas destiné à porter la couronne, qui devait après la mort prématurée d'Alexandre passer sur la tête du grand-duc Constantin ; mais celui-ci, en épousant la princesse de Lowiez (Jeanne Grujinska, fille d'un simple gentilhomme polonais), avait renoncé au trône. Fidèle à son engagement, il fit prêter serment aux autorités et aux troupes de Varsovie à Nicolas, leur nouvel empereur, pendant que celui-ci, regardant comme nulle la renonciation signée par Constantin, recevait le serment de fidélité au nouvel empereur Constantin de tous les corps constitués de l'état... Une lutte de générosité ou peut-être de mépris ou de crainte pour la couronne eut lieu entre les deux frères ; ni l'un ni l'autre ne voulait s'asseoir sur ce trône tant de fois arrosé de sang.

Cette dispute ouvrit un libre champ aux intrigues de tous les partis ; la vieille aristocratie pensa que le moment était venu où elle pouvait abaisser l'orgueil des étrangers, courtisans serviles des tzars, tandis que la jeune Russie, organisée dans des sociétés secrètes, croyait aussi de son côté que le l'heure était sonnée de régénérer le Nord et de fonder la confédération des Slaves. Ces divers sentimens ne tardèrent pas à faire explosion (26 décembre 1825), et

dans cette lutte terrible Nicolas, vainqueur, se déclara contre le peuple pour les boyards(1).

A peine monté sur le trône, Nicolas, entouré de la vieille aristocratie, ne fut plus que l'agent des boyards ; le premier acte impérial qu'il signa pour plaire à sa cour couvrit de deuil vingt millions d'esclaves. « On a répandu le bruit, dit-il dans un de ses ukases, et les *malveillans* promulguent que nous avons intention d'affranchir les serfs : nous déclarons solennellement que telle n'est pas notre pensée. » Et par le même acte il livrait aux cours martiales les malheureux paysans qui s'insurgeaient contre la tyrannie de leurs seigneurs.

Par un ukase encore plus barbare, le jeune empereur ôta aux serfs la faculté de se plaindre, en condamnant et en livrant aux supplices tous les paysans qui oseraient envoyer des demandes, même au souverain (2).

Dans les divers changemens qui se sont opérés jusqu'à ce jour sous le règne de Nicolas, tout tend à consolider l'état d'asservissement de la Russie : la censure a obtenu un nouveau développement ; le contrôle sur les écoles a été redoublé, et si quelque amélioration a été apportée à l'administration intérieure, elle n'a eu d'autre but que

(1) Cette époque, l'une des plus importantes de l'histoire moderne de la Russie, mérite d'être étudiée à fond. Le cadre d'une notice biographique ne nous permettant pas de longs développemens, nous renvoyons ceux de nos lecteurs qui voudront connaître l'histoire des sociétés secrètes en Russie au rapport publié par le *Moniteur* français des 20 et 21 juillet 1826.

(2) L'empereur Alexandre s'était montré bien plus humain. Dans plusieurs contrées de son vaste empire il avait amélioré le sort des classes qui cultivent les champs en temps de paix, et qui versent leur sang en temps de guerre. Il reste même une lettre de ce monarque dans laquelle il refuse à un seigneur de lui donner un terrain avec un certain nombre de serfs, répondant qu'il ne voulait pas confier au hasard l'état de ses semblables. Nicolas au contraire, au jour de son couronnement, satisfit l'avidité d'une vingtaine de courtisans par le don de cent vingt mille serfs.

d'augmenter la force de la couronne et non d'assurer le bien-être du peuple ; le sénat est demeuré muet , comme aux jours de la toute puissance de Pierre-le-Grand , le clergé aussi servile et le peuple toujours esclave.

La marine russe s'est-elle trouvée au dépourvu de matelots : un ukase du tzar a enrôlé violemment trente mille Israélites dont la moitié a péri de froid en route , et dont l'autre moitié a été forcée de renier sa foi religieuse , et d'aller servir dans la Mer Noire.

Les vieux soldats , dans l'esprit desquels nos grandes guerres de l'empire avaient fait germer les idées d'indépendance et de liberté , gênaient le despotisme absolu du tzar. Le maître calme leur effervescence en déclarant successivement la guerre à la Perse et à la Turquie ; les vieux soldats d'Alexandre trouvèrent un glorieux tombeau aux sièges de Schumla , de Warna et dans les plaines de la Silistrie.

Les crimes atroces commis par les agens de la Russie réveillent dans le cœur des Polonais l'amour de la liberté et de l'indépendance nationale. La révolution française de 1830 est pour la Pologne comme un signal fraternel auquel elle répond avec fierté , (*voir les notices consacrées aux divers chefs de l'insurrection polonaise.*)

Quelques heures suffirent pour renverser un gouvernement imposé par l'abus de la victoire ; et le grand-duc Constantin fut obligé de s'enfuir précipitamment d'un pays qu'il avait gouverné pendant quinze ans , plutôt en vainqueur insolent qu'en roi. Depuis cette époque , et pendant dix mois , les Polonais , abandonnés par tous les gouvernemens , malgré la sympathie des peuples , et se confiant dans leurs seules forces , luttèrent avec un bonheur égal à la justice de leur cause contre les armées russes. Les obstacles qu'ils opposèrent au général Diebitsch , élevé depuis sa campagne contre les Turcs au rang de feld-maréchal , et mort subitement

peu de jours après la bataille sanglante d'Ostrolenka ; la nomination d'un nouveau général en chef russe , qui n'avait combattu jusqu'ici que contre les Persans et les tribus sauvages du Caucase ; le découragement momentané des Russes et l'audace héroïque de leurs adversaires , soutenus par l'insurrection d'une partie de la Lithuanie , laissaient espérer que la Pologne allait être pour jamais affranchie de la domination russe. Mais elle devait succomber une troisième fois ; nous ne pensons pas cependant qu'elle soit *destinée à périr*. Après cette sanglante bataille d'Ostrolenka , où le champ du combat resta aux Polonais , les Russes furent forcés de se retirer de devant Varsovie et de prendre la défensive ; mais que pouvait un peuple combattant au milieu de trois puissances qui s'entendaient pour l'accabler ? Le 5 septembre 1851 le général Paskewitch entra en vainqueur à Varsovie , et cette fois la Pologne paraissait effacée de la carte de l'Europe si l'on ne connaissait le courage persévérant et l'esprit de nationalité de ce peuple héroïque.

Tant que la lutte ne fut point décidée , Nicolas se montrait humble non seulement devant les cabinets de l'Europe , mais encore devant les Polonais , quand le comte Jezierski , envoyé de Varsovie , demandait au tzar de réunir la Lithuanie et les anciennes provinces polonaises en royaume *constitutionnel* , pour que l'ensemble de la Pologne pût jouir des garanties *constitutionnelles* ; Nicolas ne refusa pas ; mais il répondit que s'il le faisait , ... et terminant sa pensée par un geste expressif , il montrait son écharpe , comme pour rappeler au comte la manière dont les boyards avaient souvent su se débarrasser des tzars ses prédécesseurs.

Après la victoire Nicolas se montra cruel , inexorable. Les populations entières transplantées dans les déserts de la Sibérie , les enfans arrachés du sein de leur mère , les cachots encombrés de victimes , les biens confisqués , les institutions garanties par le

traité de Vienne anéanties, les écoles fermées, les bibliothèques et les musées emportés, enfin la citadelle élevée au milieu de Varsovie et destinée à réduire en cendres la capitale de la Pologne, au premier cri de douleur et de désespoir, disent combien Nicolas s'est fait l'agent passif de la vieille aristocratie moscovite. Au milieu de ce conflit de deux principes, de cette lutte entre les fils des boyards et la nation, Nicolas traîne une existence pénible ; sans cesse menacé par les conspirations populaires, il ne saurait goûter un instant de repos ; sa vie se passe entre les cris de douleur des victimes et de joie féroce des bourreaux.

En 1850, la révolution française eut un grand retentissement en Russie. Le cabinet de Saint-Petersbourg se hâta de reconnaître ostensiblement le fait accompli ; mais l'empereur Nicolas, ses courtisans, et surtout le vieux parti russe, si attaché à tous les abus du despotisme, ne dissimulèrent pas leur haine pour la révolution de juillet. On a même beaucoup parlé d'une lettre autographe qui ne laisserait aucun doute sur les sentimens personnels du tzar. La bonne intelligence, qui depuis six ans règne entre les cabinets de Saint-Petersbourg et des Tuileries, tient à des circonstances qui rendent de la part de la Russie toute agression prématurée. Aussi les esprits clairvoyans n'ont jamais compté sur son entière adhésion au nouvel ordre de choses établi en France..... L'avenir prouvera lesquels des hommes politiques avaient le mieux apprécié la position respective des deux nations, de ceux qui voulaient que la guerre éclatât en 1850, ou de ceux qui ont voulu le maintien de la paix à tout prix.

SAINT-MARSAN (CHARLES-EMMANUEL ASINARI, marquis de).

Le général Emmanuel de Saint-Marsan est un des hommes les plus importans de

l'Italie, soit par son intelligence, soit par son attachement à la cause de la liberté et à la grandeur de la patrie italienne, soit par son rang social (1). Son père, homme d'une haute capacité, fut remarqué par le général Bonaparte dès les premières conférences qu'il eut avec lui à l'occasion des difficultés que le traité *mal bâclé* de Cherasco avait amené entre le général en chef de l'armée d'Italie et la cour de Sardaigne (2). Dès ce moment Bonaparte ne le perdit plus de vue. M. de Saint-Marsan refusa d'abord les offres du premier consul, et n'accepta de s'attacher à ses destinées que lors de son élévation au trône impérial. Nommé successivement conseiller d'état, sénateur, ministre plénipotentiaire à la cour de Berlin, il resta fidèle à l'empereur jusqu'à son abdication, époque à laquelle il se retira en Piémont dans ses terres ; quelques années plus tard, il fut chargé par le roi Victor-Emmanuel de la direction de son conseil.

Charles DE SAINT-MARSAN, l'aîné de ses fils, et qui fait le sujet de cette notice, reçut dans la maison paternelle une éducation distinguée. A seize ans, il s'était fait remarquer par ses rapides progrès dans l'étude de l'histoire, des sciences physiques et des mathématiques. Arrivé à Paris en 1807 avec son père, il entra dans les pages de l'empereur, qu'il abandonna bientôt pour suivre de nouveau son père à l'ambassade de Ber-

(1) La famille du général est une des plus anciennes de l'Italie ; l'établissement de son patriciat est même d'origine populaire : ce fut la république d'Asti qui, dans le *xii^e* siècle, donna l'investiture patricienne à ses ancêtres, en récompense des services qu'ils avaient rendus à la patrie. On rencontre encore dans cette famille au *xvi^e* siècle un homme très remarquable, Frédéric Asinari, guerrier du premier ordre et poète assez distingué (a).

(2) Le vieux comte de La Tour avait assigné à l'armée française le passage à travers une province des états sardes, où il n'y avait pas de grande route.

(a) Le comte Naponi a publié une histoire très détaillée de ce personnage.

lin; delà il passa officier dans le 8^{me} de cuirassiers, et fit immédiatement la campagne de Russie. Le jeune officier se trouva à toutes les affaires majeures de cette malheureuse guerre, et se distingua à la bataille de la Moskowa, où son régiment chargea sur la fameuse redoute où les généraux Caulaincourt et Montbrun trouvèrent la mort.

A la fin de la campagne de Russie, M. de Saint-Marsan fut placé près de l'empereur en qualité d'officier d'ordonnance, et élevé quelques mois après au grade de chef d'escadron. A la bataille de Dresde, sa valeur et son sang-froid le firent distinguer de Napoléon, qui le gratifia d'une dotation spéciale et de la croix d'officier de la Légion-d'Honneur. Dans cette affaire, quoique son cheval eût été tué sous lui, et que lui-même eût été grièvement blessé, il n'abandonna pas le champ de bataille et continua pendant toute cette campagne à se montrer digne de la confiance de l'empereur (1). Il fut de nouveau blessé au combat de la Ferté-sous-Jouarre.

Pendant la campagne de France M. de Saint-Marsan fut fréquemment chargé de commandemens spéciaux et séparés; il remplit les diverses missions dont il se trouva chargé avec autant d'intelligence que de succès.

Il n'abandonna l'armée française que lorsque le traité de Paris le fit devenir de nouveau citoyen de l'Italie. Il rentra avec son père dans le palais de ses ancêtres, à Turin, et vécut pendant plusieurs années retiré et livré à ses études favorites des mathématiques, de l'art militaire et de la philosophie.

M. de Saint-Marsan ne pouvait rester long-temps éloigné de la cour; filleul du roi Charles-Emmanuel, et recherché dans les meilleures sociétés, il devait bientôt se

voir pardonner *le crime* d'avoir servi Napoléon; ses qualités personnelles l'emportèrent sur les brigues de ceux qui avaient toujours combattu dans les rangs des Autrichiens et des Russes. Il fut en 1819 nommé aide-de-camp du roi Victor, qui l'appela en 1820 au commandement du régiment des dragons de la reine. Il était dans cette brillante position, lorsque les réformateurs italiens réclamèrent l'appui de son courage et de son influence en faveur de la liberté et de l'indépendance de la patrie commune. Cette invitation lui fut adressée au moment où les Autrichiens se préparaient à envahir le royaume de Naples. La générosité des principes de M. de Saint-Marsan ne le laissa pas hésiter un instant; la considération des faveurs d'une cour, dont son père était le principal ministre, et lui-même déjà un personnage important, n'eut aucune influence sur son esprit en face des grands intérêts de la patrie..... M. de Saint-Marsan devint le chef d'action du parti réformiste dont le prince Charles-Albert de Carignan était, pour ainsi dire, le chef moral ou politique.

C'était à M. de Saint-Marsan qu'on adressait spécialement les officiers qui se faisaient initier aux principes des réformateurs italiens, et qui venaient apprendre de lui les moyens secrets de se reconnaître réciproquement entre conjurés (1).

(1) M. de Saint-Marsan possède à un haut degré le tact nécessaire pour apprécier les hommes. Un seul fait, que nous pouvons citer entre vingt autres, suffira pour le prouver. Une société patriotique de province lui adressa un jour un lieutenant-colonel en activité, qui avait été reçu peu de semaines auparavant membre de la Société réformiste d'Italie. Cet officier, qui avait gagné tous ses grades à la pointe de son épée pendant les guerres d'Italie, et qui sortait de la classe populaire, passait dans son régiment, ainsi que parmi les *nationaux*, pour un homme franc, brave, dévoué et plein de patriotisme. M. de Saint-Marsan causa une demi-heure avec lui, et dès que celui-ci l'eut quitté, il annonça à ses intimes (nous tenons ce fait de l'un d'eux) que le lieutenant-colonel était un homme sans énergie et sans conviction. L'événement

(1) Outre la blessure qu'il reçut à Dresde, M. de Saint-Marsan avait eu les mains gelées pendant la retraite de Russie, et avait perdu plusieurs phalanges des doigts de la main gauche.

M. de Saint-Marsan avait été désigné pour faire partie de la députation qui devait accompagner au château royal de Moncalier le prince Charles-Albert, à l'effet de représenter au roi Victor-Emmanuel la nécessité d'adhérer aux vœux du peuple et de l'armée qui voulaient accourir à la défense de leurs frères, engagés dans la lutte de l'indépendance de la patrie. La présence de M. de Saint-Marsan à Turin avait aussi été considérée comme étant d'une haute importance; car on remarquait depuis quelque temps de la part du prince Charles-Albert une incertitude et une perplexité inquiétante pour les conjurés, et dont ils ne savaient comment se rendre raison.

Charles-Albert ayant toujours montré jusqu'alors la plus grande probité civile et politique (*Voir la notice CHARLES-ALBERT DE SARDAIGNE*), on soupçonna pendant quelque temps que les contradictions du prince étaient le résultat des conseils de la princesse son épouse; mais on découvrit plus tard, trop tard même, que cette inexplicable conduite lui était suggérée par un général qui malheureusement jouissait près du prince de la réputation d'homme habile et versé dans les intrigues de la diplomatie (1).

Le jour où la conjuration devait éclater arriva enfin; c'était le 8 mars (1821) qu'on devait s'assurer des ministres et se présenter au roi au château de Moncalier. M. de Saint-Marsan, accompagné du colonel Collegno, se rendit dès le 7 au soir, à dix heures, chez le prince pour convenir des der-

prouva, deux mois plus tard, que M. de Saint-Marsan ne s'était point mépris... Le lieutenant-colonel, au moment d'agir, ne sut défendre ni son roi ni ses amis réformateurs. Accablé du mépris des deux partis, il voulut se réhabiliter, et trouva plus tard la mort, en combattant pour la cause de l'indépendance des peuples dans les rangs des Hellènes.

(1) Cet homme habile était le général comte Giffenga, qui avait été aide-de-camp d'Eugène Beauharnais en Italie, et général de cavalerie soit dans le royaume d'Italie, soit dans les états sardes. (*Voir la notice relative au général GIFFENGA.*)

niers préparatifs: malheureusement ce soir-là le général Giffenga avait eu une longue conférence avec le prince, et avait redoublé les incertitudes qui troublaient son esprit; aussi Charles-Albert ne trouva-t-il pas dans son âme assez d'énergie pour exécuter tout ce qu'il avait promis aux patriotes italiens... M. de Saint-Marsan, au contraire, animé d'un chaleureux enthousiasme, remontra vivement au prince que pour les personnages élevés en dignité, il n'y avait dans la vie qu'un seul danger, celui de perdre l'honneur. Il ne put cependant vaincre la pusillanimité de Charles-Albert, qui, honteux de sa lâcheté qu'il ne pouvait se dissimuler ni dissimuler à ses amis, *demanda un répit de 24 heures, pour pouvoir lui-même retremper son courage.* Mais il était trop tard pour pouvoir contremander les ordres que l'on avait déjà donnés. Le mouvement eut lieu sur plusieurs points éloignés de la capitale avant l'arrivée des courriers qui étaient porteurs des contre-ordres. Alexandrie fut la première qui arbora le drapeau de la liberté; tous les patriotes décidèrent alors qu'il fallait monter à cheval, et soutenir de tous les moyens le mouvement d'Alexandrie. M. de Saint-Marsan se trouvait éloigné de son régiment, que le général Sambuy avait fait changer de garnison. Il tenta vainement de le rejoindre; mais peu de jours après, le régiment s'insurgea, arracha au général Sambuy et à son fils les insignes militaires, et revint se placer sous les ordres de son colonel. Pendant ce court espace de temps, M. de Saint-Marsan s'était rendu à la forteresse d'Alexandrie, où la junte provisoire le nomma général et le chargea immédiatement d'une expédition sur Casal, Verceil et Novare.

Le général partit d'Alexandrie le 11 mars avec une petite division composée de quelques escadrons de dragons et de quelques compagnies d'infanterie de la brigade de Gènes. Arrivé à Casal, il s'empara de la citadelle, et proclama la constitution espa-

gnole, changea les autorités, et se mit immédiatement en marche sur Verceil, où, dès son arrivée, il fit mettre en état d'arrestation les autorités militaires, s'empara du dépôt de son régiment (les dragons de la reine), et se dirigea sur Novare.

M. de Latour, qui était gouverneur de cette ville, ne fut averti de la marche de cette petite armée constitutionnelle que deux heures avant son arrivée à Novare. Il se renferma immédiatement dans la ville, fit arrêter le lieutenant-colonel Tarella et plusieurs autres officiers de la garnison, et fit renouveler aux soldats le serment de fidélité en présence de l'archevêque de la ville (cardinal Morozzo), qui prêta son ministère de paix aux intérêts du despotisme. Le général Latour envoya en outre en éclaireurs sur la route de Verceil le peu de gendarmes à cheval qu'il avait à sa disposition; mais ceux-ci furent enlevés par les dragons de M. de Saint-Marsan, qui les amena prisonniers à la suite de sa division.

Le 15, à quatre heures de l'après-midi, le brave général patriote était sous les murs de Novare; le baron Latour, n'ayant reçu aucun renfort de ses éclaireurs, envoya en parlementaire le lieutenant-colonel Deasarta avec instruction de demander au général constitutionnel un armistice et une entrevue. M. de Saint-Marsan accéda à ces demandes dans l'espoir de voir la brigade de Coni se réunir à la cause des réformateurs, ainsi qu'on était en droit de s'y attendre, d'après les promesses que bon nombre d'officiers de cette brigade avaient faites au comité de Turin.... On convint donc de deux jours d'armistice; mais, peu d'heures après, la nouvelle officielle que la constitution avait été proclamée à Turin, et qu'elle était acceptée par le prince régent étant arrivée, les réformateurs entrèrent amicalement dans Novare, et les troupes constitutionnelles fraternisèrent avec les soldats du baron Latour.

Il dépendait du général de Saint-Marsan

d'entrer dès les premiers momens en vainqueur à Novare et de tailler en pièces la garnison et son général; car en arrivant il avait appris que les patriotes de la ville, dirigés par le capitaine Calvetti, s'étaient emparés de la porte de Gènes, par laquelle ils ménageaient une entrée aux forces constitutionnelles. M. de Saint-Marsan savait aussi que le général Latour était dépourvu de munitions (1); mais le chef patriote voulait donner le temps aux officiers réformistes de la garnison (2) de mettre à exécution leurs promesses et conserver ainsi la bonne harmonie avec cette brigade, qui, par sa situation aux confins de la frontière autrichienne, devait passer avec l'avant-garde sur le territoire ennemi.

Le gouvernement étant régularisé dans la capitale par l'abdication du roi Victor-Emmanuel et par la nomination à la régence du prince Charles-Albert, le général Saint-Marsan adressa à Turin rapports sur rapports pour demander un régiment de cavalerie et une batterie afin de s'emparer de Milan. Le gouvernement autrichien n'avait à cette époque en Lombardie que 4 à 5,000 hommes répandus dans les différentes garnisons, et ne pouvait disposer pour défendre Milan que de huit escadrons de hussards et de deux bataillons d'infanterie. Aussi les personnages les plus marquans de la cour de Milan, le gouverneur et les magistrats supérieurs de cette ville avaient-ils pris leurs mesures pour se retirer à Mantoue, et les patriotes de la Lombardie envoyaient-ils message sur message à Novare pour accélé-

(1) Le lieutenant colonel Deasarta, qui avait été envoyé au camp des réformateurs en qualité de parlementaire, et qui ÉTAIT ALORS LIBÉRAL, déclara à un officier de ses amis que les soldats de la garnison n'avaient à leur disposition que deux cartouches chacun. M. Deasarta tenterait en vain de nier ce fait, aujourd'hui qu'il a mis son épée au service du despotisme : nous le tenons d'un homme irrécusable.

(2) On pouvait compter sur quatre capitaines, plusieurs officiers et un grand nombre de sous-officiers.

rer l'expédition. Les marquis Paravicini et Bossi, MM. Pecchio et Castiglia, tous quatre patriotes lombards, se rendirent eux-mêmes à Novare pour exposer au général de Saint-Marsan la facilité de l'entreprise, et en solliciter la prompte exécution.

Les paysans de la frontière de Novare avaient de leur propre mouvement franchi pendant la nuit le Tésin, et pris ou tué toutes les vedettes que les hussards autrichiens avaient placées aux différens ports et passages de cette rivière... Ils amenèrent treize chevaux et neuf hussards à Novare.

Dans cet état de choses, M. de Saint-Marsan, qui pressait tous les jours inutilement le départ de quelques troupes de l'intérieur pour s'emparer de Milan, soupçonnant avec juste raison que le prince régent était entraîné par les pernicioeux conseils des ennemis de sa maison et des partisans secrets de l'Autriche, se résolut, d'accord avec les réformistes de Roane, à faire réunir le conseil provincial, et proposa le départ immédiat d'une députation qui irait porter au prince l'assurance du dévouement de la province au nouvel ordre politique, et l'engagerait à presser l'expédition sur Milan. Le conseil s'assembla, et dans la même journée trois des patriotes les plus distingués et les plus influens de la province furent élus membres de la députation (1). Le général Saint-Marsan donna à l'un d'eux une lettre confidentielle pour le prince régent, et une seconde lettre pour le prince de la Cisterna, son parent et son ami, et l'un des membres de la junte.

L'objet de ces deux missives était de démontrer la facilité de l'expédition et la grandeur des ressources qu'on aurait en s'emparant de Milan.

(1) Le premier était l'un des membres les plus influens du conseil municipal; le second l'avocat Prina, frère aîné du malheureux ministre des finances du royaume d'Italie, et le troisième le jeune comte Leonardi; tous trois grands partisans de la réforme et hommes d'intelligence et de probité.

Les membres de la députation étaient en outre chargés de solliciter l'envoi de six mille fusils pour armer les fédérés de la province, qui demandaient à grands cris des armes et des munitions pour prendre part à l'expédition.

Ce fut le 17 mars que la députation de la province de Novare se présenta au régent pour solliciter le peu de moyens que le général Saint-Marsan demandait pour s'emparer de la capitale de la Lombardie. Le prince, qui avait montré dès les premiers jours de son élévation à la régence (1) beaucoup de résolution et d'activité, prit tout à coup un caractère réservé; il montrait de l'abattement et de l'indécision. Jeune et sans expérience, il s'était laissé envelopper dans les filets des affidés de l'Autriche et des agens de l'ex-reine Marie-Christine (2); il devint impossible aux trois députés de Novare de rien obtenir; on donna au contraire l'ordre à M. de Saint-Marsan de retourner à la forteresse d'Alexandrie avec les deux corps qu'il avait détachés de la brigade de Gènes et du régiment des dragons du roi: un ordre semblable lui fut expédié le même jour par la junte d'Alexandrie; il fallait donc ou se mettre de nouveau ouvertement en révolte ou se soumettre; dans ce cas l'invasion de la Lombardie ne pouvait être effectuée.

M. de Saint-Marsan obéit au gouvernement de Turin, et il ramena ses soldats à Alexandrie. Quelques jours après, c'est-à-dire le 21 mars, le régent cédant à une fatale influence, et entraîné par de perfides conseils, se démit de la régence, abandonna Turin et le Piémont, et se soumit à toutes les

(1) Il avait ordonné à tous les militaires en semestre de rejoindre leurs corps dans l'espace de quatre jours; les routes étaient couvertes de soldats qui se rendaient sous leurs drapeaux.

(2) Marie-Christine, épouse de Victor-Emmanuel, et fille de son Ferdinand, archiduc de Milan, avait toujours montré une haine irréconciliable contre Charles-Albert, que la loi salique appelait au trône au détriment de sa fille, épouse du duc de Modène.

exigences des ennemis de son nom et de l'Italie.

Dans cet intervalle M. de Saint-Marsan fut chargé de se rendre sur la frontière de Pavie avec un corps de cavalerie et quelques fantassins; il y resta jusqu'à la fin de mars, et reçut ordre le 2 avril de rejoindre la petite armée constitutionnelle qui devait marcher sur Novare sous les ordres du général Régis. Arrivé le 4 au quartier général, M. de Saint-Marsan prit le commandement de l'aile droite. Ce fut un grand malheur que le commandement en chef ne fut point confié à M. de Saint-Marsan : le général Régis, officier de mérite, mais d'un caractère sans défiance, se laissa tromper pendant trois jours par le baron Latour qui lui faisait demander par de nombreux parlementaires, et sous divers prétextes, de retarder sa marche sur Novare. Pendant ce temps les troupes autrichiennes arrivèrent au secours du général Latour. M. de Saint-Marsan s'était à plusieurs reprises opposé à ces dangereux pourparlers; mais ni le général Régis, ni le ministre de la guerre ne voulaient admettre que les troupes autrichiennes passeraient le Tésin sans se faire précéder d'une formelle déclaration de guerre. Ils ne savaient pas que les gouvernemens absolus ne font aucun cas de ces vaines formalités, lorsqu'il s'agit de combattre l'ennemi commun à toutes les royautes, la propagande démocratique. Quinze mille Autrichiens franchirent dans la nuit du 6 au 7 avril la frontière de Piémont, et vinrent prêter leur puissant appui aux partisans du despotisme monarchique. Le général en chef Régis ayant ordonné la retraite sur Alexandrie, le général Saint-Marsan fut chargé de protéger la marche de la colonne, et prit le commandement de l'arrière-garde, ayant sans cesse à lutter contre la démoralisation des soldats, auxquels les lâches et les traîtres avaient fait entendre le cri de : *saute qui peut !*

Quelques jours plus tard la cause de la liberté avait succombé. M. de Saint-Marsan

s'embarqua à Gènes, une tempête le força de relâcher sur les côtes de France : il vint à Paris, où il ne tarda pas à être arrêté avec d'autres réfugiés, et envoyé sous la surveillance de la police à Lille. Quelque temps après il parvint à s'évader, et passa en Angleterre.

Au mois d'octobre 1821 il fut condamné à mort à Turin; les grands services rendus par son père à la maison de Sardaigne ne purent le sauver. En 1836 il a été réintégré dans ses droits civils, et sa peine a été commuée en celle de l'exil perpétuel.

M. de Saint-Marsan est dans la force de l'âge, instruit et franchement dévoué aux principes démocratiques; il est appelé à rendre de grands services à l'Italie, si jamais l'heure de la liberté et de l'indépendance venait à sonner pour cette malheureuse contrée : la patrie ne saurait trouver alors de défenseur plus intrépide, et d'une plus irréprochable probité.

GORDON (ÉLÉONORE BRAULT, madame.)

O femmes ! c'est à tort qu'on vous nomme timides :

A la voix de vos cœurs vous êtes intrépides.

LEGOUVÉ — *Mérite des Femmes.*

Dans sa vanité d'homme, Voltaire avait surnommé l'impératrice de Russie *Catherine-le-Grand*. M. Delessert, parodiant le mot de Voltaire, dit à la conspiratrice de Strasbourg : *Vous n'êtes plus une femme*. Madame Gordon a donc pris rang parmi les hommes célèbres du jour. Force nous a été de nous initier à tous les secrets non seulement de sa vie publique, mais aussi de sa vie privée, car, n'en déplaise à M. Delessert et à Voltaire, la femme reste toujours femme, et si selon Montaigne il y a de l'*hommerie* dans toutes les actions de l'homme, il y a aussi de la *femmerie* dans toutes les actions de la femme.

Nous avons pris en quelque sorte l'engagement en publiant la notice relative au gé-

néral Woïrol, de lever le voile qui couvre encore les mystères de la conspiration de Strasbourg ; cet engagement, nous sommes en mesure de le tenir ; nous n'avancerons que des faits positifs et dont les preuves sont à notre disposition. Peut-être renverserons-nous l'échafaudage élevé par l'accusation, et ne nous trouverons-nous pas toujours d'accord avec la défense ; mais nous ne craignons pas les démentis soit officiels, soit privés.

Avant les événemens de Strasbourg, madame Gordon nous était inconnue ; depuis lors nous avons voulu voir cette nouvelle célébrité, et nous avons retrouvé en elle cette femme jeune et belle qui brillait il y a quelques années parmi les femmes jeunes et belles auxquelles le théâtre Italien et le bois de Boulogne servent de galerie et de brillant rendez-vous... Nous avons retrouvé en madame Gordon cette femme grande et svelte, aux cheveux d'ébène, aux sourcils arqués, à l'œil noir et bien fendu, annonçant un de ces caractères ardens et passionnés que la nature semble avoir créés en dehors des proportions ordinaires, et qui était, disait-on, en 1851, l'objet des fatigantes prévenances et des publiques attentions d'un jeune prince réputé pour ses mésaventures matrimoniales ; ce rapprochement nous a frappés ; nous n'avons pas cru devoir le passer sous silence.

Eléonore BRAULT naquit à Paris le 6 septembre 1808 ; ses parens la mirent de bonne heure au convent de la congrégation, rue de Sèvres ; elle y passa sa première jeunesse et n'en sortit que pour faire le voyage de Barcelone avec son père.

Celui-ci était un vieux capitaine de la garde impériale ; il avait quitté son épée en 1814 pour la reprendre en 1815 et la briser quelques mois après ; il avait conservé pendant toute sa vie un culte religieux pour l'homme extraordinaire qu'il avait suivi sur vingt champs de bataille.

Arrivés à Barcelone, Eléonore Brault et

son père y passèrent plusieurs mois, et cette époque d'une vie qui devait être si agitée s'écoula paisiblement ; un seul fait vint en troubler l'uniformité, et révéler pour la première fois ce caractère ardent et impétueux qui ne s'est plus démenti depuis.

Eléonore avait alors dix-huit ans. Un jour une de ses amies de convent réclamait les secours de son amitié ; lancée trop jeune dans le monde, cette amie avait succombée à une première passion, et elle n'avait en perspective que le déshonneur ; car sa faiblesse avait eu des suites, et son séducteur refusait de l'épouser. Eléonore Brault n'écoute que son cœur : sans même prévenir son père, la jeune fille de dix-huit ans réunit à la hâte le peu d'argent qu'elle possède, prend la poste, voyage nuit et jour, parvient à consoler son amie, va trouver son séducteur, le supplie, le menace, et obtient enfin ce qu'en avaient pu faire les larmes d'une amante, les prières d'une famille et les lois de l'honneur. Le mariage est conclu, et trois jours après Eléonore se remet en route, ne perd pas un instant, et revient demander pardon à son père inquiet, en lui annonçant qu'elle a fait deux heureux.

Peu de mois s'écoulèrent encore en Espagne ; le capitaine Brault et sa fille furent bientôt de retour à Paris.

C'est alors, que sa passion pour les arts s'étant développée avec l'âge, elle voulut entrer au Conservatoire pour y étudier la musique vocale. Vainement son père chercha à s'y opposer : que pouvait-il contre ce caractère indomptable ?

Ce fut là, au Conservatoire de musique, qu'elle donna les premiers signes d'un talent qui devait avoir un jour du retentissement à Londres, à Naples, à Milan, d'un talent qui devait un jour éveiller les susceptibilités d'un préfet de police.

Ses premiers maîtres furent Ponchard et Banderali.

C'est à cette époque que lui arriva une aventure, qui mieux que tout ce que nous

pourrions dire donnera une idée de son courage et de sa force d'âme.

Le capitaine Brault avait alors, à quelques lieues de Paris, un établissement de commerce, qui absorbait tous ses soins et dans lequel elle avait elle-même un intérêt; dès que mademoiselle Brault pouvait s'arracher à ses études, elle en profitait pour aller passer quelques heures chez son père. Un soir, il était dix heures, Eléonore ne pouvant trouver une voiture se décida à partir de Versailles, et à parcourir ainsi à pied une distance de plus de quatre lieues; le temps était brumeux et noir; elle traversait seule les bois qui forment une ceinture de plusieurs lieues de profondeur autour de Versailles; tout à coup un homme jeune et vigoureux vient à sa rencontre; il passe rapidement auprès d'elle, se retourne à la vue de cette femme jeune, belle, élégamment parée; bientôt il la rejoint et lui propose de l'accompagner; effrayée, elle refuse et ordonne à l'inconnu de se retirer; il n'en tient aucun compte, la suit avec obstination; puis, tout à coup ses yeux s'animent, son langage devient étrange; elle veut fuir, mais il la saisit d'un bras vigoureux; alors la rage et le désespoir rendent à Eléonore toutes ses forces; ses ongles, ses dents lui tiennent lieu d'armes: c'est à l'inconnu à se défendre à son tour; et l'insolent agresseur, la figure en sang, lui demande grâce et s'éloigne effrayé.

Cependant la jeune élève du Conservatoire continuait ses travaux avec une rare assiduité et des succès qui étonnèrent ses maîtres eux-mêmes; tous lui conseillèrent de travailler avec Rossini, qui consentit à lui donner des leçons toutes gratuites.

Alors elle fut engagée au théâtre de l'Odéon, mais le directeur fit faillite; à cette nouvelle Eléonore vend tout ce qu'elle possède, et, le jour même, elle part pour Milan.

Elle resta au Conservatoire de cette ville pendant vingt mois, et il ne fut bruit durant

tout cet espace de temps que de la jeune cantatrice française; Eliodore Bianqui, le premier maître de l'Italie, voulut qu'elle fût son élève; en même temps cette femme extraordinaire faisait des armes avec les plus habiles maîtres et les étonnait par sa souplesse, sa vigueur et la sûreté de son coup d'œil; on prétendit alors que cet exercice avait dû contribuer puissamment au développement de sa voix de *contralto*.

Déjà mademoiselle Brault avait refusé plusieurs partis brillans; mais parmi tous ses adorateurs elle en avait plus particulièrement distingué un. Avant de quitter Paris, des engagements presque formels avaient été pris, engagements qui ne devaient se réaliser que dans un délai fixé.

Elle était depuis six mois à Milan; tout le Milanais retenissait de ses louanges. Un concert extraordinaire venait d'être annoncé sur le premier théâtre; on l'avait priée d'en assurer le succès; elle avait accepté avec empressement, car il se donnait au bénéfice des pauvres. Son talent avait attiré des milliers de souscriptions, la réunion était fixée; quinze jours seulement la séparait de cette grande épreuve, lorsqu'une nuit, en rentrant chez elle, suivie de sa femme de chambre, elle aperçoit à sa porte un homme enveloppé d'un vaste manteau. Serait-ce quelque bravo d'Italie? Elle est presque effrayée, mais cependant elle franchit la porte d'entrée. L'homme a fait un mouvement. Frappée alors de l'idée subite qu'il peut la suivre, elle se retourne, lui arrache son manteau et lui adresse ces paroles :

« Que faites-vous ici? Que voulez-vous? C'était un de ses prétendans. — Vous avez repoussé mon amour, lui dit-il, je ne vous demande plus rien pour moi; mais pour vous, écoutez-moi: Vous avez promis alliance et fidélité à un homme qui vous trompe; j'ai voulu vous en convaincre, je suis venu. Prenez ces lettres. » Et il lui remet des lettres d'amour adressées à une autre femme.

Elle y jette un coup d'œil. — Que ferez-vous, ajoute-t-il avec embarras et timidité? — Je pars, répond-elle. En effet, elle monte chez elle à la hâte. — Joséphine, mes malles; dans une heure je veux être sur la route de France. — En France? — Oui, nous ne nous reposerons qu'à Paris. — Et votre concert, madame? — Qu'importe! — Mais on compte sur vous? — Obéissez! » Puis elle s'élance presque immédiatement en voiture.

Elle arrive à Turin, passe sans s'arrêter à Chambéry, et à Genève, et se trouve enfin à la frontière française. Là on refuse de la laisser continuer; elle n'a point de passeport. Ce ne fut qu'à force d'instances, après les supplications les plus pressantes, qu'elle obtint de passer outre. La voilà enfin à Paris. Le soir son amant allait au bal. A dix heures elle est dans un remise, et stationne à la porte; elle attend une partie de la nuit; enfin elle le voit sortir avec une jeune dame, elle les suit; il est trois heures, et ils ne se quittent pas. Eléonore est assez convaincue; elle rentre chez elle, lui renvoie ses lettres et son portrait, et à cinq heures du matin elle roule vers Milan.

Le lendemain de son départ, tout Milan avait appris sa disparition subite; on se perdait en conjectures. Pour ne pas tuer la recette, on annonçait son retour. Cependant le grand jour arriva. Il était déjà six heures du soir, la représentation était commencée depuis une heure. Le public impatient demandait à grands cris la cantatrice favorite; un grand nombre menaçait de se retirer; les commissaires de la soirée ne savaient comment sortir de ce cruel embarras. Mais Eléonore est fidèle à son engagement; arrivée depuis deux heures, elle se présente. Une triple salve d'applaudissemens l'accueille; elle chante, et les spectateurs enthousiasmés font trembler la salle sous leurs trépignemens et leurs bravos mille fois répétés.

Alors elle contracta un engagement avec le théâtre de Venise, engagement bientôt rompu. Elle revint ensuite à Paris pour dé-

biter aux Italiens; c'était en 1851. Entraînée par les intrigues qui se croisent et se multiplient aux abords de toutes les administrations théâtrales, Eléonore perdit patience, et prit la résolution de passer en Angleterre. Là, dans les premières maisons de Londres, elle obtint le plus brillant succès (1). C'est alors qu'elle rencontra M. Gordon Archer, qui ne tarda pas à devenir son époux. Leur union fut cimentée sous de fâcheux auspices, car au mois de décembre 1851, elle reçut un coup de poignard dans la figure, étant à se promener au parc Saint-James, et faillit périr sous les coups d'un furieux qu'elle ne connaissait pas.

Peu de temps après cette romanesque et périlleuse rencontre, M. Gordon partit pour Paris; mais, tombé malade au Havre, il fut contraint de s'y arrêter. Sa femme s'empres-
sa de le rejoindre pour lui prodiguer les soins les plus touchans. Heureusement la maladie n'offrant aucun dangereux symptôme, madame Gordon revint à Londres, où l'attendaient les nombreuses occupations de son art. Néanmoins, durant un mois, elle quitta l'Angleterre chaque lundi matin, alla au Havre et se trouva de retour le samedi de très-bonne heure dans la métropole anglaise. Elle-même devint assez dangereusement malade de fatigue.

A peine convalescente, Eléonore Gordon apprend que son frère est attaqué du choléra. Oublieuse de ses propres souffrances, l'habile artiste, la femme courageuse accourt à Paris, et reste au chevet du lit du malade jusqu'à son entier rétablissement.

On se souvient des brillans concerts qu'elle donna. Ce ne fut qu'en avril 1854 qu'elle quitta la capitale encore sous le charme de sa voix mélodieuse, pour retourner en Italie. Elle partit donc pour Naples suivie

(1) La famille Bonaparte surtout l'y accueillit avec un intérêt réel et un bienveillant empressement. Elle y parut vivement sensible, car elle avait hérité de son père d'un dévouement sans bornes à la dynastie impériale.

d'une femme de chambre; M. Gordon devait la rejoindre incessamment. Un événement remarquable l'attendait sur la route. La ville de Lyon était insurgée. Au milieu du fracas des armes et de mille dangers toujours renaissans, la cantatrice perdit une petite cassette contenant une somme de 2,000 fr. en or et tous ses papiers. Qu'on imagine l'embarras de madame Gordon? comment poursuivre sa route? Grâce à l'obligeance du conducteur qui lui prêta des fonds, elle arrive à Marseille, donne un concert sur le grand Théâtre, et s'embarque bientôt après.

A Naples l'enthousiasme qu'elle excita ne saurait se décrire. Point de fête en haut lieu qu'elle n'y fût invitée.

Plusieurs fois elle se trouva en compagnie du roi de Naples. Un jour entre autres que, dans un bal masqué, Sa Majesté, revêtue d'un galant costume, courtoisait notre compatriote dont il ne pensait pas être reconnu, le dialogue, que nous allons transcrire en historiens scrupuleux et fidèles, s'engagea entre le roi des Deux-Siciles et la cantatrice (1):

— « Quand la liberté visitera-t-elle votre beau pays? car j'aime beaucoup la liberté, moi, en ma qualité de française.

— Oh! certainement elle y viendra.... plus tard... c'est possible...

— Possible! dites que c'est sûr, puisqu'elle doit faire le tour du monde.

— Entendons-nous, s'il vous plaît: le roi de Naples dispose de 60,000 hommes, et si la liberté devenait trop familière, trop exigeante, le salut de l'état...

— Dites le salut des privilégiés; l'intérêt du petit nombre essaierait d'arrêter l'essor de la déesse. A la bonne heure, comme cela je comprends... Mais ne faites pas tant valoir les 60,000 hommes du roi de Naples. On en viendrait facilement à bout.

— Comment, divine étrangère, ceci res-

semble fort à une déclaration de guerre dont vous vous établiriez le général.

— Ne plaisantez pas, beau masque, et si je m'en mêlais, avec 2,000 hommes de mon pays je gagerais mettre en fuite toute l'armée de votre souverain. »

Inutile d'ajouter que la conversation s'arrêta. Le *beau masque* se perdit dans la foule, suivi d'un personnage dont les avertissements mimiques et burlesques n'avaient point manqué à madame Gordon pour mettre un terme à son audacieuse franchise. Mais la malicieuse étrangère feignait toujours de ne rien comprendre aux anxiétés respectueuses de ce pauvre courtisan-modèle.

Il n'était point à Naples un élégant cavalier qui ne brigât l'honneur de plaire à madame Gordon. Souvent elle ne savait comment se soustraire à l'ennui d'une cour si persévérante.

Un adorateur qui, plus encore que ses rivaux, la fatiguait de ses continuelles assiduités, s'étant un jour montré plus pressant que de coutume, elle lui intima l'ordre de sortir de chez elle et de ne plus s'y présenter désormais; cet homme obéit, agité d'une violente colère, et laissant échapper des menaces mal articulées. On en vit bientôt les funestes effets. Sa fureur jalouse se porta sur un jeune homme qui quelquefois accompagnait madame Gordon; et, le soir même, lorsqu'à la sortie du spectacle elle accepta le bras de la personne dont il est ici question, celui-ci fut frappé de trois coups de stylet qu'il eut le bonheur de parer avec la main, mais qui lui firent de graves et dangereuses blessures.

Elle alla ensuite à Rome et à Florence, où elle fit un séjour de huit mois. C'est là qu'elle se sépara pour la dernière fois de son mari. M. Gordon fut désigné par le gouvernement anglais pour aller occuper dans la légion Evans le grade de commissaire des guerres. Il trouva la mort sous les murs de Vittoria (1).

(1) Historique.

(1) Nous lisons dans le *Constitutionnel* du 5 avril

Au mois d'août dernier (1856), elle arriva à Strasbourg : le général Woïrol l'a comblée d'égards et de politesse, et ce fut dans les salons de ce dernier qu'elle fit connaissance du colonel Vaudrey. Elle resta peu dans cette ville ; Baden-Baden, joli lieu de plaisance, où, d'un bout du monde à l'autre, la société la plus riche et la plus brillante vient chaque année étaler son luxe, était alors encombré de nombreux étrangers. Les opinions les plus diverses, les nations les plus éloignées se trouvaient toutes représentées dans ce beau pays, et n'y semblaient réunies que dans un but de plaisir et de joie. — Le prince Louis-Napoléon Bonaparte y était aussi ; madame Gordon donna des concerts : il y assista.

Nous croyons que dès-lors elle eut le projet de jouer un rôle dans la conspiration qui ne devait point tarder à éclater, et dont elle connaissait les principaux détails, sans qu'il nous ait été possible de savoir comment, lorsqu'un jour elle se trouva seule avec M. de Persigny. — Vous vous méfiez de moi, je le sais, lui dit-elle, vous avez tort ; car, malgré vous, vous êtes à moi comme l'enfer est à Satan, comme les anges sont à Dieu. Et elle lui déroula mot à mot les projets les plus secrets du prince. M. de Persigny restait

pétrifié d'étonnement. Puis elle reprit : Mais loin de vous entraver, je veux vous servir et c'est dans ce but, dans ce but unique que je suis venue à Bade. Je vous aiderai à surmonter tous les obstacles ; mon père versa son sang pour l'empereur et pour son pays ; mon avenir et ma vie, je les dévoue à tous les siens.

On était à la fin de septembre, Bade allait devenir désert. Madame Gordon devait chanter dans un dernier concert, toute la haute société s'y était donné rendez-vous : le jour même du concert le désappointement fut grand, chaque souscripteur reçut le montant de sa souscription, la cantatrice venait de partir pour Strasbourg.... Le 22 octobre elle rejoint le colonel Vaudrey à Dijon ; ils repartent ensemble, et le 27 ils étaient de retour dans la capitale de l'Alsace. En descendant de voiture madame Gordon fit une chute grave ; elle se démit l'épaule, et fut transportée au domicile du colonel, où elle demeura jusqu'au 30 octobre, où apprenant l'issue des événemens de la matinée, elle oublie ses souffrances, sort précipitamment, et se rend rue de la Fontaine, n° 17. Là, dans une chambre modestement meublée était assis un jeune homme de 25 à 30 ans ; ses traits décomposés annonçaient un vif désespoir, et d'abondantes larmes tombaient de ses yeux. Elle aussi est en proie à une profonde affliction ; mais, plus maîtresse de sa douleur, elle cherche à ranimer son courage, puis elle entasse pêle-mêle des papiers divers dans un poêle de fonte qui lui fait face. Pas une phrase ne s'échappait de leur poitrine, et le silence qui régnait dans cette chambre n'était troublé que par les sanglots du jeune homme et la flamme vacillante du papier. En ce moment un bruit violent se fit entendre ; elle se leva vivement, son compagnon restait immobile ; le bruit redoubla. — On frappe, s'écria-t-elle, que faut-il faire ? — Attendons, lui fut-il répondu. La porte allait se briser sous les efforts du dehors. — Je vais ouvrir, répondit-

1856 : « Parmi les victimes du typhus, qui a décimé la légion anglaise en Biscaye, on cite M. Gordon Archer, commissaire des guerres, âgé de vingt-sept ans, et dont la mort a causé une douleur universelle. Le jour même (7 mars) où les honneurs funèbres lui ont été rendus, une dépêche est arrivée de Vittoria, lui annonçant sa promotion à un grade supérieur. Cette mort n'excitera pas de moins vifs regrets à Paris, où M. Gordon Archer avait épousé une de nos cantatrices les plus distinguées, et où les qualités aimables de son cœur et de son esprit lui avaient fait de nombreux amis. Par une déplorable fatalité la nouvelle imprévue de ce déplorable événement est venue accabler madame Gordon, le jour même où elle donnait une soirée musicale, et lorsqu'elle était sur le point de s'y rendre. L'assemblée nombreuse et brillante qu'avait attiré ce concert a paru prendre au malheur de cette jeune dame l'intérêt le plus honorable et mieux mérité. »

elle, et, faisant un pas vers la porte, elle en fit tourner la clef. Un commissaire de police, ses agens et quatre gendarmes envahirent la salle. Au nom de la loi, je vous arrête ! — Tous les deux ? — Oui, madame. Et deux gendarmes se saisirent du jeune homme ; deux autres s'approchent d'elle ; mais ils n'osèrent pas la toucher, ses grâces et sa beauté la protégeaient encore. Peu soucieuse d'elle-même, elle avait lancé un regard de désespoir et de regret sur son compagnon d'infortune, il n'avait pas vu ce regard. Une idée d'espérance lui sourit tout à coup, et l'exécution en est aussi rapide que la pensée. — « Persigny, s'écria-t-elle, mon flacon, je n'en puis plus, j'étouffe... » Et il semblait qu'elle allait mourir !!! Le jeune homme lui tend un flacon de sels, et au moment où il lève les yeux sur elle, elle lui indique d'un coup d'œil une porte entr'ouverte ; derrière cette porte se trouvait une fenêtre donnant sur un rez-de-chaussée ; il la comprend, mais il sent son impuissance car deux bras vigoureux l'étreignent puissamment. Alors cette femme, qui tout à l'heure encore s'évanouissait, revient à elle : elle se relève, ses yeux se raniment et s'élançant sur un des gendarmes qui tenait Persigny d'une main, et de l'autre un sac qu'on venait de lui enlever : « Rendez-moi mon sac, s'écrie-t-elle, je veux mes papiers, mon argent, et elle l'arrache violemment. » Les gendarmes surpris, presque effrayés de cette brusque attaque, ne peuvent la retenir. Le jeune homme est un instant libre, il en profite ; en une seconde il a franchi la porte et la fenêtre.

Quel dut être le désappointement et la stupefaction de ces archers du juste-milieu et de leur grand prévôt. Il eût fallu voir combien ils cherchaient peu à dissimuler leur colère, pendant qu'insouciant elle fixait sur eux un regard de joyeuse ironie. Aussi le commissaire de police n'eut-il pas honte alors de la faire sortir à pied, de l'entourer de ses cinq agens, et de la faire traverser toute une ville au milieu de ce singulier cortège.

On lui fit supporter alors deux mois et demi de captivité, captivité pendant laquelle aucune communication ne lui fut permise avec le dehors ; elle resta seule, toujours seule, pendant que ses co-accusés, plus heureux qu'elle, pouvaient au moins communiquer entre eux.

Le général Woïrol resta pendant sa détention l'intermédiaire de sa correspondance avec un de ses amis de Paris, dont nous croyons devoir taire le nom ; seul le général put pénétrer jusqu'à elle, et il leur arriva d'échanger les paroles suivantes : « Général, vous passâtes près de moi, sur la place Saint-Étienne, le 30 octobre au matin ; je vous croyais du mouvement, et c'est à cette pensée que vous dûtes la vie. — Comment cela ? — Je tenais deux pistolets, et, je vous le jure, si j'avais su la vérité, vous seriez mort de ma main..... »

Pendant toute l'instruction le caractère de madame Gordon ne se démentit pas un seul instant. M. Wolbert, conseiller à la Cour de Colmar, qui lui avait fait subir tous ses interrogatoires, disait à qui voulait l'entendre : Vingt femmes comme celle-là par an, et j'en perdrais la tête. Les débats donnèrent une dernière preuve de son courage et de son énergie : le jour même de l'acquittement, une heure avant le verdict du jury, son avocat l'assurait qu'elle n'avait rien à craindre. — « Que m'importe ma personne, reprit-elle, une prison perpétuelle pour moi, s'ils le veulent, mais la liberté pour tous les autres. — Aussi fut-elle à peine maîtresse de sa vive émotion lorsque les portes de leurs cachots s'ouvrirent. — A la sortie du tribunal, une foule nombreuse encombra les avenues du Palais, le peuple avait envahi les toits des maisons environnantes pour mieux voir les accusés, et pouvoir les accompagner de ses bruyantes et chaleureuses acclamations. Madame Gordon ne put échapper à cet empressement universel qu'en s'élançant dans un remise qu'on avait fait avancer jusqu'à la porte du tribunal, et des cris

de joier répétées se firent entendre sur son passage jusqu'à l'hôtel où elle descendit.

Depuis son retour à Paris, M. Delessert (le préfet de police) s'est opposé à ce qu'elle donnât des concerts ; madame Gordon n'a pu faire lever l'interdit que ce fonctionnaire a lancé contre elle, et lorsque, réclamant près de lui ses droits d'artiste, elle invoqua la liberté que l'on doit à tous et sa qualité de femme : — Vous n'êtes plus une femme, s'écria vivement le magistrat ; si le jury de Strasbourg a méconnu ses devoirs, comme préfet de police, je connais les miens, et les honnêtes gens n'approuveront. — Les honnêtes gens vous flétriront. Telles furent, dit-on, les dernières paroles de madame Gordon à M. Delessert.

Madame Gordon est, assure-t-on, à la veille d'entreprendre un voyage pour Londres, où du moins on lui laissera la liberté de faire applaudir *l'artiste*.

MICHAUD (JOSEPH).

Il est temps de juger les hommes sur leurs actions.

M. MICHAUD. — *Journal de Paris*.

Mettre ses talens et sa vie au service des opinions politiques qu'on professe, c'est faire preuve d'une conviction honorable : on estime même un ennemi qui affronte franchement le danger. Dans les temps de révolution ces sortes de dévouement sont communs. Ce qui est plus rare, c'est de rester encore convaincu alors que l'autel qui recevait les sacrifices, renversé et détruit, est remplacé, définitivement *en apparence*, par l'autel et les sectateurs d'un culte nouveau.

Sous ce rapport, le poète, l'écrivain dont nous allons esquisser la vie n'est point exempt de blâme : ses couleurs ont changé selon les temps.

M. Joseph Michaud est né à Bourg, départe-

ment de l'Ain, le 19 juin 1767(1). Il fit ses études dans sa ville natale, vint à Paris en 1791, se livra à la rédaction des journaux les plus exaltés du parti royaliste, et fit paraître alors son premier ouvrage intitulé : *Voyage littéraire au Mont-Blanc et dans quelques lieux pittoresques de la Savoie, en 1787*. « Ce petit ouvrage, en prose et en vers, est écrit avec grâce ; il donnait dès ce temps l'idée la plus avantageuse des talens de son auteur, et de son goût pour les grands tableaux de la nature. »

L'année suivante (1792) il publia sa *Déclaration des droits de l'homme, poème, précédé de quelques réflexions sur la déclaration des droits adoptés par l'Assemblée Constituante, suivi de l'apothéose de Franklin, législateur du Nouveau-Monde*. Ce petit poème critique a été finement apprécié dans la note suivante, tirée de la feuille de correspondance du libraire, dans laquelle Dubroca insérait de temps à autre ses sentimens littéraires : « Il n'y a de faux dans cet ouvrage, dit Dubroca, que le titre de poème que l'auteur lui donne : ce n'est pas en effet créer un poème que de mettre tout simplement la déclaration des droits de

(1) M. Joseph Michaud est de la même famille que les cinq personnages de son nom qu'on trouve ainsi désignés dans les biographies publiées depuis 1800 :

1° Jean-Baptiste Michaud, un des conventionnels qui votèrent la mort de Louis XVI ;

2° Claude-Ignace-François Michaud, ancien tambour-major, général de division en l'an 11 ;

3° Michaud, général-major au service de Russie ;

4° Michaud, aide de camp de l'empereur Alexandre ;

5° Michaud de Savoie, officier employé dans les troupes sardes lors de la réunion du Piémont à la France.

Son frère cadet, Louis-Gabriel Michaud, servit comme officier pendant les premières campagnes de la révolution, donna sa démission, et se fit imprimeur en 1797. On lui doit la grande biographie qui porte son nom, et que l'on peut considérer, malgré de nombreuses erreurs, malgré le manque d'unité de principes littéraires et politiques qu'on y remarque, comme le plus beau monument du genre existant en France.

« l'homme en vers : on est fâché de trouver
 « ce titre à la tête d'un ouvrage qui annonce
 « si bien le goût de l'auteur et ses connais-
 « sances en poésie. Au surplus, on doit sa-
 « voir gré à M. Michaud d'avoir travaillé
 « sur un fond aussi utile aux hommes, et
 « de leur transmettre, sous les couleurs
 « agréables de la poésie, des principes dont
 « on ne saurait assez pénétrer leurs cœurs
 « et leurs esprits. »

A la même époque il s'associa quelques amis, avec lesquels il créa *la Quotidienne*. Cette feuille, dévouée à la monarchie de Louis XVI, alla si loin que les autorités constitutionnelles crurent devoir sévir contre ses rédacteurs. Après le 10 août 1792, M. Michaud fut obligé de se cacher, et cette retraite forcée dura autant que le régime de la terreur.

La réaction thermidorienne le rendit à la liberté; abandonnant alors ses sentimens monarchistes, il donna au public (1794) son petit poème sur *l'immortalité de l'âme*, dans lequel on lit ces vers :

Oh ! si jamais des rois et de la tyrannie
 Mon front RÉPUBLICAIN subit le joug impie,
 La tombe me rendra mes droits, ma liberté,
 Et mon dernier asile est l'immortalité.
 Oui, si le despotisme opprime encor les hommes,
 Rappelle-moi, grand Dieu ! de la terre où nous sommes !

Un autre poème de dix pages suivit celui-là : *Ermenonville, ou le tombeau de Jean-Jacques Rousseau*, inséré dans la *Décade philosophique* (t. 5, p. 105).

Malgré sa protestation en faveur des idées nouvelles, M. Michaud continua cependant d'écrire dans les feuilles où l'on s'attachait à combattre *quand même* les principes de la révolution; aussi fut-il plusieurs fois emprisonné, sous le règne du Directoire, pour la violence de ses attaques.

On sait ce qui se passa au 15 vendémiaire (5 octobre 1795) : des sections de Paris, poussées à l'insurrection par les généraux Danican et Duhoux et par un ancien garde-corps nommé Lafond, marchèrent sur

la Convention; dispersées par les artilleurs de Saint-Roch, tout mouvement cessa. On accusa M. Michaud d'être un des fauteurs de cette guerre civile; il se sauva. Arrêté à Chartres par les ordres de Bourdon (de l'Oise), et ramené à Paris, il fut traduit devant une commission militaire. Prudhomme, dans son *Dictionnaire des individus envoyés à la mort*, tome II, page 175, rapporte ce jugement en ces termes :

» Michaud, domicilié à Paris, rédacteur
 « du journal *la Quotidienne*, condamné à
 « mort par contumace, le 5 brumaire an
 « IV (27 octobre 1795) par le conseil mili-
 « taire établi à Paris, au Théâtre Français,
 « comme convaincu d'avoir, par son jour-
 « nal, constamment provoqué à la révolte,
 « au rétablissement de la royauté. Il s'est
 « soustrait au jugement. »

Le conseil n'avait donc pas pu le convaincre de participation aux événemens de vendémiaire, ou avait négligé d'invoquer ce précédent.

Grâce aux efforts de M. Giguet, son compatriote, M. Michaud eut le bonheur d'échapper à sa condamnation. Un an après il obtint la révocation du jugement prononcé contre lui, il reprit la rédaction de *la Quotidienne*.

Nous croyons que ce fut vers ce temps que M. Michaud, comme M. Royer-Collard, comme Dorvo et plusieurs autres, se chargea d'une correspondance secrète dans l'intérêt des Bourbons.

En 1796 il publia une brochure contre Chénier : *Petite dispute entre deux grands hommes* (Chénier et Louvet), à laquelle il ne faut attacher d'autre importance que celle d'une vengeance d'opinion sans jugement.

Le club de Clichy, création de Henri Larivière, était parvenu à séduire un assez grand nombre de députés, et s'appuyait sur les généraux Pichegru et Willot. Aidé de ses journaux, corrompant au moyen des fonds que Pichegru recevait de Wickam, ré-

pendant l'alarme parmi les directeurs, au sein des Conseils, dans le peuple, il se croyait en droit de compter sur un succès prochain, d'autant plus que Pichegru était décidé à agir, et qu'on avait réuni les émigrés et les chouans qu'on sondoyait à Paris.

De leur côté, les membres du Directoire, désunis d'abord, puis se ralliant à la vue du danger de tous, prenaient des mesures de vigueur, et préparaient ce fameux coup d'état qui éclata dans la nuit du 18 au 19 fructidor (4, 5 septembre 1797). Les opérations des assemblées primaires, communales et électORALES de quarante-huit départemens furent déclarées illégitimes et nulles; on condamna à la déportation cinquante-trois députés, les deux directeurs Carnot et Barthélemy, l'abbé Brotier, l'ex-magistrat La Villeurnoy, l'ex-mousquetaire Duverne-de-Presle, le ministre de la police Cochon, Dossouville, ex-employé à la police, les généraux Miranda et Morgan, l'écrivain Suart, l'ex-conventionnel Mailhe, le commandant des grenadiers du Corps-Législatif, Ramel, et les propriétaires, entrepreneurs, directeurs, auteurs et rédacteurs de quarante-un journaux.

M. Michaud, compris dans cet acte révolutionnaire peut-être indispensable, prit la fuite et gagna les montagnes du Jura, où il parvint à se cacher.

Quand la révolution du 18 brumaire eut mis fin au gouvernement directorial, M. Michaud reparut à Paris. Il y publia, l'année suivante (1800), au moment du départ du premier consul pour l'armée d'Italie, un opuscule sous le titre de : *Les adieux à Bonaparte*. Cet ouvrage, hostile au premier consul, fut réimprimé textuellement en 1814, au retour de Louis XVIII. Il avait paru la première fois sans nom d'auteur : tout près encore d'une déportation prononcée si violemment, M. Michaud, en ne supposant pas d'autre crainte de sa part, n'avait point osé signer son œuvre.

Le premier livre qui ait commencé la ré-

putation littéraire de M. Michaud est son *Histoire des progrès et de la chute de l'empire de Mysore, sous le règne d'Hyder-Aly et de Tippoo-Saïb* ; 2 vol. in-8°, avec portrait, cartes et plans, 1801. Les exemplaires de cette histoire sont devenus assez rares ; on les recherche aujourd'hui parce que le travail de M. Michaud a été fait avec tant de soin que, malgré les inexactitudes qu'une seconde édition ferait facilement disparaître, les historiens et les littérateurs y attachent beaucoup de prix. Nous devons dire que feu Lœuillard d'Avrigny y concourut pour plusieurs chapitres, et que le *Tableau historique des commencemens et des progrès de la puissance britannique dans les Indes-Orientales* est tout entier de sa composition.

Jusqu'en 1810 M. Michaud ne s'occupa que de littérature. Voici l'indication de ses travaux :

1805. *LE PRINTEMPS D'UN PROSCRIT* ; poème en quatre chants, précédé d'une dissertation sur la poésie descriptive, et de trois lettres à M. Delille, sur le sentiment de la pitié.—Une autre édition parut, suivie de *Mélanges* en prose.

La septième édition, revue, corrigée et augmentée de l'*Enlèvement de Proserpine*, poème en trois chants, porte la date de 1814, et la huitième celle de 1827.

« Le *Printemps d'un proscrit* fut conçu et commencé dans les montagnes du Jura. Il appartient à l'école descriptive ; mais on y trouve de beaux vers, un pinceau ferme et brillant. Une mention honorable avait été proposée pour ce poème dans le rapport sur les prix décennaux (1) ; mais le rappor-

(1) Napoléon, en vertu des décrets du 24 fructidor an XII (12 septembre 1804) et du 28 novembre 1809, avait institué un jury pour le jugement des ouvrages qui devaient obtenir des *prix décennaux*. Le 14 juillet 1810 le jury fit son rapport. Il était dit dans ce rapport, ou à peu près, que le poète se rapprochait trop des *sentimens qui tendent à proscrire*. M. Michaud répondit dans le *Journal de Paris* : « La révolution est l'ouvrage de ceux qui l'ont défendue et de ceux qui ont voulu la combattre ; nous nous sommes tous

teur donnait à entendre que ce rapport avait été écrit dans un esprit contre-révolutionnaire, ce qui signalait l'auteur à l'animadversion du gouvernement. » Nous ne saurions ajouter foi à une pareille assertion ; la pensée impériale était trop élevée pour s'arrêter aux suggestions de cette nature.

1805. *Annotation des livres sept à douze de l'Enéide, traduits en vers français, par Delille.*

1806. *Remarques sur les beautés des Bucoliques de Virgile.* Elles accompagnent la traduction en vers français faite par M. de Langeac.

En 1810, M. Michaud redevint poète politique ; il fit pour célébrer l'union de Napoléon avec Marie-Louise le *treizième chant de l'Enéide, ou le Mariage d'Enée et de Lavinie*. On lit dans la *Biographie des hommes vivans*, imprimée par le frère de M. Michaud :

« Lors du mariage de Buonaparte, plusieurs hommes puissans s'adressèrent à M. Michaud, et l'engagèrent à faire des vers sur cette circonstance. Il refusa d'abord, mais pressé par ses amis, il composa un petit poème allégorique, intitulé : *Le treizième livre de l'Enéide, ou le Mariage d'Enée et de Lavinie*. Dans les vers qu'il fit à cette époque, ainsi qu'à l'accouchement de Marie-Louise (1), il donnait plutôt des conseils que des éloges, et comme il s'attachait surtout à décrire les bienfaits de la paix au lieu de célébrer des exploits guerriers, Buonaparte en parut peu satisfait, et raya toujours le nom de M. Michaud de tous les rapports que son ministre de l'intérieur lui présentait en faveur des gens de lettres. »

Que M. Michaud ait ou non cédé aux instances de ses amis, toujours est-il qu'il a

trompés. Il est temps de juger les hommes sur leurs actions et non pas sur leurs idées politiques, par leur caractère et non par leurs opinions, qui changent sans cesse. »

(1) Seize stances de huit vers chacune.

encensé l'idole, et qu'on doit lui reprocher sa faiblesse.

La véritable conscience ne souffre point de concession. La *Biographie Arnault* affirme que chacune de ses deux pièces de vers valut à M. Michaud une récompense. Ce qui est certain, c'est qu'il entra à la seconde classe de l'Institut en 1811 ; or, il fallait l'assentiment du maître. Quant à l'esprit des deux morceaux, on pourra l'apprécier en lisant deux strophes des *Stances sur la naissance du roi de Rome*, la première et l'avant-dernière :

Depuis le jour prospère où l'auguste hyménée
Dans le palais des rois alluma son flambeau,
A peine le printemps, sous un soleil nouveau,
Voit briller sa guirlande au front d'une autre année ;
A peine de reteur des rivages lointains,
Sur nos côtes joyeux Flore vient de paraître ;
Les temps sont accomplis, et la FRANCE a vu naître
L'enfant qu'à notre amour ont promis les destins.

Nos fleuves uniront leurs ondes fraternelles ;
Et des climats divers échangeant les trésors,
Le commerce opulent, rappelé dans nos ports,
Règnera sur des mers trop long-temps infidèles.
Tous les arts, enfantant des prodiges nouveaux,
Orneront des palais et des cités nouvelles,
Et, le front couronné de palmes immortelles,
Du GRAND NAPOLÉON rediront les travaux.

Que faut-il penser de M. Michaud, s'il a écrit de pareils vers sous l'influence d'inspirations hostiles au grand Napoléon, et seulement pour complaire à quelques amis ?

M. Michaud fut en 1812, en société avec Chéron, éditeur de la première partie de la correspondance de Grimm et Diderot, de 1753 à 1770.

Pendant la même année, M. Michaud commença la publication de son *Histoire des Croisades* (1). Nous rapporterons en l'a-

(1) *Histoire des Croisades*, contenant la physionomie des croisades et des considérations sur leurs résultats ; quatrième édition revue, corrigée et augmentée, 1825—29, 6 vol., avec cartes et plans. — *Bibliothèque des Croisades* (en trois parties), 1829, 5 vol. — Quatrième partie : *Chroniques Arabes*, traduites et mises

doptant l'appréciation que l'auteur de *la France littéraire*, M. Quérard, a donnée de cet ouvrage dans sa grande et si utile bibliographie :

« Cet ouvrage, qui recommande si honorablement le nom de l'auteur, est digne du succès qu'il a obtenu. Au mérite de l'intérêt du sujet, de la classification des faits et de l'impartialité dans les jugemens, il joint celui d'un style pur, clair, soutenu, sans emphase et sans faux brillant, et des recherches neuves et profondes, dans lesquelles l'auteur a été secondé par Gourdain et Thorry, et M. Reinaud, employé à la bibliothèque du roi. La *Bibliothèque des Croisades*, qui termine l'ouvrage, contient l'indication des sources où l'auteur a puisé, et un grand nombre d'extraits et de pièces qui n'ont pu entrer dans le corps de l'ouvrage. »

Ainsi, pour cette histoire, comme pour celle de Mysore, M. Michaud a eu recours au savoir de quelques hommes spéciaux; cependant il ne faut pas croire que cet élégant et facile écrivain ne puisse pas revendiquer la plus grande part de gloire acquise à une production de si haute portée. Il fut aidé dans la recherche des textes et des matériaux; mais c'est à lui, c'est à sa pensée créatrice que l'on est redevable de cette belle œuvre.

Après le 31 mars 1814 M. Michaud fut nommé censeur général des journaux, officier de la Légion d'Honneur (*qui l'avait fait légionnaire?*) et lecteur suppléant du roi. Louis XVIII devait une récompense à celui qui avait compromis sa vie et sa liberté pour sa cause, qui l'avait éclairé par sa correspondance; mais alors il y avait donc accord entre le roi et le poète pour tromper la République et l'Empire par des chants de dé-

vonement et d'amour? et l'hypocrisie politique était donc de convention entre eux?

Napoléon revint de l'Île d'Elbe, et le lecteur suppléant du roi jugea qu'il était prudent de se retirer dans le département de Saône-et-Loire. La *Biographie* imprimée par M. Michaud frère prétend que le maréchal Davoust, alors ministre de la guerre, écrivit au général commandant la 9^{me} division militaire pour le faire arrêter. Il est bien de chercher à rendre son frère intéressant, mais il est mal de le faire aux dépens de la vérité : toutes les biographies, et elles sont en grand nombre, taisent ce fait; et si l'ordre eût été donné, il n'eût pu l'être que par le ministre de la police, M. Michaud n'appartenant point à l'armée. Qu'on ne dise pas que pendant les Cent-Jours il y avait confusion de pouvoirs, ce serait mentir sciemment.

Louis XVIII, étant rentré une seconde fois dans le palais de ses pères, selon l'expression des adulateurs du jour, la France se réunit dans les collèges électoraux pour la formation d'une chambre nouvelle. M. Michaud se présenta au collège de l'Ain, y fut élu, et vint siéger au centre droit de la chambre.

Dans la séance du 14 décembre M. Michaud proposa de voter des remerciemens à tous ceux qui avaient défendu le roi et la royauté lors de la fatale révolution du 20 mars. Il dit dans le préambule de son discours « que dans les circonstances déplorables qui ont précédé et suivi le 20 mars, si la révolte s'est portée à tous les excès, on a vu aussi la fidélité portée à l'héroïsme. »

Quels sont donc au 20 mars les excès de la part des vainqueurs et les actes d'héroïsme de la part des vaincus que l'histoire a eu à enregistrer? Plus loin racontant la *catas-trophe* du 20 mars, la marche *presque triomphante* de la maison royale partant pour un nouvel exil, l'arrivée du *tyran farouche* dans Paris, la *révolte* parcourant le royaume avec la rapidité qui n'appartient qu'au génie du

en ordre par M. Reinaud; 1829, 1 vol.; en tout 10 vol. in-8°.

La première édition, publiée de 1812 à 1822, ne forme que sept volumes, dont deux (les derniers) contiennent la *Bibliographie des Croisades*.

mal, M. Michaud avoue que : « Les partisans de cet ordre de choses affectaient de respecter l'humanité ; mais, ajoute-t-il, ils n'avaient pas besoin de prononcer des arrêts de mort, car ils amenaient avec eux la révolution et la guerre... »

On doit recueillir l'aveu échappé à M. Michaud : s'il n'y eut pas d'arrêts de mort prononcés pendant les Cent-Jours, les assassinats juridiques de 1815 n'étaient donc pas des représailles !

La chambre, sur le rapport de M. de Bonald, adopta l'ordre du jour.

Dans la discussion de la loi des élections, proposée le 18 décembre par le ministre de l'intérieur Vanblanc, M. Michaud tenta de démontrer la nécessité d'ajourner une loi sur cette matière.

L'ordonnance du 5 septembre 1816 en appela des orateurs furibonds de la chambre introuvable à l'opinion publique, et les électeurs de l'Ain n'honorèrent plus M. Michaud de leur mandat.

Le proscrit de Saint-Hélène n'inspirait plus de crainte à ses ennemis : M. Michaud ne rougit pas d'outrager celui qu'il avait encensé naguère. Il publia l'*Histoire des quinze semaines, ou le dernier règne de Bonaparte* (1815), espèce de factum de colère, sans aucune utilité pour la connaissance des événements de cette époque, puisqu'on n'y trouve ni dates, ni faits expliqués.

En 1816, M. Michaud fut maintenu à l'Académie Française, organisée par ordonnance royale ; il conserva aussi son titre de lecteur du roi et la propriété de la *Quotidienne* ; mais l'opposition qu'il montra dans ce journal contre le ministère Villèle, surtout la part qu'il prit en 1827 à la délibération de l'Académie Française contre le projet de loi de justice et d'amour de M. Peyronnet sur la répression de la presse, lui donnèrent une sorte de popularité qui s'accrut par sa destitution de l'emploi de lecteur du roi. Sa disgrâce ne dura que jusqu'à la fin du ministère Villèle.

Lors des événements de 1830, M. Michaud était à Constantinople ou en route pour cette ville. C'est l'histoire de ce voyage qu'il a publiée avec M. Poujoulat, sous le titre de *Correspondance d'Orient*, 6 vol. in-8°, 1855—1856. La lecture de cet ouvrage ne peut être qu'une lecture d'agrément.

M. Michaud avait annoncé en 1855 avec la collaboration de M. Poujoulat une nouvelle collection complète de Mémoires pour servir à l'histoire de France depuis le XIII^e siècle jusqu'à la fin du XVIII^e avec des notices, des éclaircissemens et des remarques ; après un an de retard les premiers volumes ont enfin paru. De tels travaux méritent les encouragemens de tous les hommes éclairés et de tous les amis du pays.

Cet écrivain a fourni plusieurs articles à la *Biographie universelle* ; les meilleurs sont ceux qu'il a tirés de son histoire des croisades. Ceux qu'il a donnés sur des littérateurs et sur des personnages appartenant à d'autres histoires n'annoncent pas un travail bien approfondi sous le rapport des recherches. Une notice de lui sur madame Cottin a pourtant eu l'honneur de la réimpression en tête de quelques-uns des ouvrages de cette romancière, où l'on trouve aussi de M. Michaud un *Tableau historique des trois premières croisades*. Antérieurement, M. Michaud avait fourni des articles à la *Biographie moderne*, dite de Leipzig (1806), aux *Lettres Champenoises* (1820) et un morceau intitulé *Constantinople*, au tome IV du livre des *Cent-et-un*. — Il a composé encore un conte oriental sous le titre de *Origine poétique des mines d'or et d'argent*, in-8°, que nous n'avons pu classer à cause de l'absence de sa date.

Nous avons présenté M. Michaud sous les trois rapports qui lui sont propres : comme poète, il s'est placé au premier rang des hommes du XIX^e siècle, qui n'ont cessé de sacrifier au culte des muses ; comme historien, il occuperait également le premier rang s'il eût apporté dans ses deux histoires non pas

plus de finesse, mais plus de philosophie et de profondeur dans ses aperçus et dans ses déductions; comme politique, nous, patriotes, nous devons le juger avec une sévérité extrême, car on ne donne pas impunément au peuple l'exemple du mensonge, de l'hypocrisie ou de l'indécision; car, député, on ne cherche pas en vain à le déposséder de ses droits, à lui reprocher un acte d'omnipotence nationale.

Pour nous résumer: Quand les historiens à venir devront s'occuper de M. Michaud ils élèveront le poète et l'historien, ils stigmatiseront le sectaire politique.

KESSEL (JEAN-JACQUES).

On assure que le général Kessel fut un brave soldat, on devrait ajouter qu'il fut tout au moins aussi heureux que brave; car, dit le chevalier de Courcelles dans son *Dictionnaire des Généraux français*: « Bien qu'il ait souvent affronté le feu et les armes de l'ennemi, il n'a jamais reçu aucune blessure. » Peut-être alors est-il permis de croire que le général Kessel a dû en partie son avancement dans l'armée à sa proche parenté avec le général Rapp, que Napoléon affectionnait d'une manière toute spéciale.

Né à Colmar le 10 février 1772, Jean-Jacques KESSEL s'engagea comme volontaire en 1792, reçut bientôt après les galons de sergent, et en mars 1794 les épaulettes de sous-lieutenant. Après avoir fait partie des quatre-vingtième et quatre-vingt-troisième demi-brigade et du troisième régiment de ligne, il entra en 1800 dans la garde des consuls avec le grade de lieutenant; il devint capitaine dans le même corps le 6 décembre 1802. En 1809 il fut nommé chef de bataillon au quatrième des voltigeurs de la garde impériale, et passa en octobre 1812 aide-de-camp du duc de Dantzig, avec le grade de colonel.

Après avoir fait la désastreuse retraite de Moscou, le major-général maréchal Berthier lui donna ordre de se rendre à Dantzig pour y commander le fort Desaix. Le colonel Kessel resta dans cette place jusqu'à sa reddition en 1814; après la chute du trône impérial, le colonel Kessel fut promu par Louis XVIII au grade de maréchal de camp, créé chevalier de l'ordre du Mérite militaire, et mis en demi-solde de non-activité. Pendant les Cent-Jours il fut d'abord chargé d'organiser la garde nationale dans le département du Haut-Rhin, et peu de jours après il reçut des lettres de service pour être employé dans la division de réserve de l'armée du Rhin. Après les événements qu'amena la désastreuse journée de Waterloo, le général Kessel fut de nouveau porté sur le cadre de disponibilité: il a depuis lors été mis à la retraite; depuis 1850 il est membre du conseil général du Bas-Rhin.

Créé membre de la Légion-d'Honneur en juin 1804, M. Kessel fut nommé officier en 1812; deux ans avant il avait reçu le titre de chevalier de l'empire.

PAGÈS (JEAN-PIERRE).

M. J.-P. Pagès est un des hommes dont le parti patriote peut à bon droit s'enorgueillir. Magistrat, écrivain, député, il n'a jamais fait défaut à la cause nationale, et selon son éloquente expression: Il n'y a pas de pouvoir humain qui ait pu lui faire apostasier Dieu, l'humanité, la France. Il est l'un des adversaires les plus redoutables de l'arbitraire, qu'il attaque et combat sans relâche avec toute l'énergie d'une conscience pure et éclairée.

Né à Seix (Arrière), le 9 septembre 1784, M. PAGÈS (Jean-Pierre) dut sa première éducation aux soins d'un oncle, vénérable ecclésiastique qui l'éleva dans le respect pour les grandes vérités morales et religieuses, dans

l'amour de la patrie et la haine des puissances persécutrices. Après avoir fait ses études à l'école centrale de Toulouse, M. Pagès se consacra à l'étude du droit, de l'histoire et des sciences naturelles. Avocat à vingt ans il suivit le barreau de Toulouse, sans cesser de se livrer à des études archéologiques et géologiques; il ne tarda pas à être reçu à l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse. Il a fourni quelques notices historiques aux *Mémoires* de cette société, et a fait connaître le premier les antiquités de l'ancien Causerans, ainsi qu'un monument consacré à *Audli*, divinité gauloise jusqu'alors inconnue. M. Pagès explora et mesura le mont Vallier, qui, haut de quatorze cent quarante-cinq toises, n'avait pas encore excité la curiosité des naturalistes. Ses observations sur la *mandragore*, qu'il a trouvée au pied de cette montagne; sur la *chlorite lamelleuse*, qui suivant lui n'est qu'un *mica cristallisé*; sur la *chlorite terreuse*, qu'il regarde comme un *mica décomposé*, coloré en vert par la présence d'un oxyde, et sur plusieurs autres faits de géologie et de botanique, sont éparses dans divers *Mémoires* particuliers. M. Pagès venait d'être élu correspondant de l'Académie celtique en 1811, lorsqu'il fut nommé procureur impérial près le tribunal de Saint-Girons. Il y vécut tranquille jusqu'après les événements de 1814, au milieu de sa famille et de ses amis, partageant ses loisirs entre ses fonctions et l'étude. Le retour de Napoléon en 1815 vint changer la position de M. Pagès. Candidat pour la députation à la chambre des représentants, il lui manqua quelques voix pour atteindre la majorité. Il demeura à Saint-Girons et fut nommé président de la fédération pyrénéenne (1). Après la bataille de Waterloo il fit

célébrer un service en l'honneur des Français qui avaient péri dans cette fatale journée. A la seconde restauration, M. Pagès envoya sa démission au ministre de la justice. Placé sur une liste de proscriptions, il ne crut pas devoir se soustraire aux poursuites, fut arrêté et traduit devant une commission, qui ne trouvant aucune trace de ses projets, déclara qu'il n'y avait rien de condamnable dans sa conduite. Il fut rendu à la liberté et à sa famille; mais il fut forcé de quitter le département. M. Pagès se rendit à Toulouse. Des mesures sévères se renouvelaient alors dans le Midi à l'occasion des troubles de Grenoble. Il fut arrêté comme suspect, et promené de surveillance en surveillance jusqu'à Angoulême, où il put se reposer quelques mois. L'ordonnance du 5 septembre 1816 ayant paru rétablir le système constitutionnel, M. Pagès vint à Paris, où il embrassa avec ardeur la carrière littéraire; lié bientôt avec les patriotes les plus honorables, les publicistes les plus éclairés, il prit un rang distingué parmi eux.

Dès 1817 il publia ses *Principes généraux du Droit politique dans leur rapport avec l'esprit de l'Europe et avec la monarchie constitutionnelle*, in-8°. Cet ouvrage se fit remarquer par la profondeur des pensées, la pureté d'un style toujours clair et précis, et la force logique des raisonnemens. Peu après il fit paraître, en collaboration de MM. Benjamin Constant et Saint-Aubin, les *Annales de la*

quelles ait donné lieu la nouvelle de nos désastres à Waterloo. Nous nous bornerons à dire que le général Justin Lafitte, commandant du département de l'Arriège, jeta le plan d'une république du Midi pour faire pendant ou contraste au royaume du Midi rêvé par MM. de Castellet, de Fitz-James, de Savignac et autres royalistes, réfugiés à Puycerda, pour M. le duc d'Angoulême. M. Lafitte s'était ouvert à M. Pagès, et en avait été compris, et ces deux hommes nationaux marchaient droit à leur but par une organisation puissante, lorsque la seconde abdication de l'empereur et l'envahissement du département de l'Arriège par les *Miquelets* du duc d'Angoulême vinrent les forcer à suspendre l'exécution de leurs projets.

(1) Dans un ouvrage spécial sur l'Empire et les Cent-Jours, l'un de nous, M. Germain Sarrut, jettera un grand jour sur l'histoire des sociétés secrètes de l'armée. Aujourd'hui les bornes d'une notice biographique ne nous permettent pas d'entrer dans de grands détails sur l'une des conceptions les plus hardies aux-

session de 1817 et 1818, qui justifièrent les espérances qu'avait fait concevoir son premier ouvrage et la collaboration de Benjamin Constant.

Dans le cours de l'année 1818 M. Pagès traita l'une des questions les plus vitales du régime constitutionnel dans un ouvrage intitulé : *De la Responsabilité ministérielle et de la nécessité d'organiser le mode d'accusation et de jugement des ministres* (in-8°). Il approfondit cette question, et posa les vraies limites de l'autorité des agens du pouvoir. Pendant ce temps M. Pagès était compté parmi les rédacteurs de la *Minerve*, réunion hétérogène d'écrivains, les uns, serviteurs zélés du système impérial, Jay, Tissot, Etienne, etc.; les autres, amis sincères de la liberté, le vieux Lacretelle, B. Constant, B. Pagès. Devait-on faire avec les premiers une espèce de fronde littéraire contre la Restauration, ou fonder l'opposition constitutionnelle? La querelle fut longue sans être vive; MM. Aignan et Evariste Dumoulin, alors sans opinion politique prononcée, penchèrent toutefois pour ceux qui voulaient constituer une opposition réelle et franche (1); aussi lorsque plus tard M. de Richelieu ne voulut reprendre le ministère qu'avec le pouvoir d'éloigner de Paris soixante hommes de lettres, le bruit courut que cette mesure n'atteindrait en réalité que deux des auteurs de la *Minerve*, et l'on désignait M. Pagès comme étant l'un des deux.

M. Pagès fut aussi chargé de la direction littéraire de l'*Encyclopédie Moderne*, et attaché pendant les années 1818 et 1819 à la rédaction du *Constitutionnel*; plus tard il fut l'un des fondateurs et des rédacteurs de la *Renommée* et du *Courrier-Français*. Il donna aussi plusieurs articles aux *Lettres Normandes*. Il apporta dans ces diverses collaborations la pureté rigoriste de ses principes, et

cette force d'intelligence et de logique, caractère distinctif du vrai publiciste.

En 1821 M. Pagès fit paraître en société de M. J. B. T. A. de M... le *nouveau Manuel des notaires* dont deux éditions successives attestèrent le succès. Et rentrant bientôt dans le champ de la politique, il publia une brochure sur les élections de 1821 et une seconde sur une association prétendue constitutionnelle contre les acquéreurs des domaines nationaux; chacune de ces publications ajouta à la réputation qu'avait déjà acquise comme écrivain et comme publiciste l'ami de Benjamin Constant.

L'année suivante M. Pagès se plaça au premier rang des écrivains de l'époque par son *Histoire de l'Assemblée constituante*, qui forma le deuxième volume des fastes civils de la France.

M. Pagès fut l'un des membres de la société pour la liberté de la presse, créée en réalité plutôt dans l'espoir de pousser quelques hommes au ministère que pour protéger efficacement la plus vitale de nos libertés. La réunion avait d'abord lieu chez M. de Broglie (voir sa notice), qui ne tarda pas à s'apercevoir que ses plans ambitieux seraient déjoués par la noble franchise de quelques amis vrais des libertés publiques, à la tête desquels se plaçaient B. Constant, Lanjuinais et M. Pagès, et qui dès-lors ferma ses salons à la société; dans toutes les réunions M. Pagès se montra le digne émule de B. Constant. Lorsque M. de Serre, alors ministre, demanda comment on pourrait formuler une loi sur la presse qui en garantît la liberté, et qui en reprimât la licence, B. Constant, Lanjuinais, M. Pagès et deux ou trois autres membres furent les seuls qui prirent réellement la défense de la presse; d'autres ne voulaient une loi que dans l'intérêt privé de quelques spéculations particulières, et ce que voulaient les directeurs du plus grand nombre valait beaucoup moins que le projet de loi que M. de Serre présenta à cette époque à la chambre des députés.

(1) On dit que quelques-uns des rédacteurs de ce recueil avaient conservé des relations avec le ministre de la police. M. Bénabien fut, dit-on, pris sur le fait, et passa hautement dans le camp royaliste.

Dans une circonstance solennelle les libéraux et les patriotes donnèrent à M. Pagès une preuve d'estime trop honorable pour que nous puissions la passer sous silence. M. Pagès ne faisait point partie de la société des carbonari. Comme beaucoup d'hommes graves qui ont mûrement réfléchi sur les révolutions, il pensait qu'elles ne surviennent que par la faute des gouvernements, ou lorsqu'une moitié du gouvernement se sépare de l'autre. Son opinion était que les conspirations ont cela de funeste, qu'étant infructueuses elles font toujours avorter ce qu'elles veulent hâter, et qu'ainsi le carbonarisme, en voulant tenir l'esprit révolutionnaire en serre chaude, affermissait la restauration qu'il voulait ébranler et qui chancelait sans lui. M. de Lafayette, fidèle au sentiment de toute sa vie, voyait le carbonarisme comme une avant-scène de la république; Manuel, plus incertain de l'avenir, voulait conserver la charbonnerie pour en faire l'appui du parti qui plus tard paraîtrait le meilleur, ou offrirait le plus de chances de succès. Cette dissidence menaçait d'une scission. Pour l'éviter on choisit des arbitres; les carbonari étaient réciproquement récusés d'après leurs affections pour l'un ou l'autre des chefs; il fallut donc choisir ces arbitres en dehors de la société. MM. Lanjuinais, Benjamin Constant et Pagès, tous les trois étrangers à cette association, eurent à donner leur avis. C'est dans l'une de ces réunions que le nom du duc d'Orléans fut sérieusement prononcé, comme l'un des successeurs probables au trône de la branche aînée. L'étonnement du général Lafayette ne put être comparé dans cette circonstance qu'à celui de Lanjuinais. Les arbitres ne purent venir à bout de terminer les dissidences, et le carbonarisme mourut de cette division.

Lorsqu'en 1827 la Restauration eut fait assez de fautes pour qu'il ne lui fût pas donné de revenir sur ses pas, et qu'il n'y avait plus d'autre issue qu'un coup d'état contre

la liberté et une révolution contre le coup d'état, la responsabilité effraya quelques bons esprits; M. Pagès fut du nombre. Lafayette, Dupont (de l'Eure), Benjamin Constant, etc., ne passaient à Paris que le temps des sessions législatives, puis ils laissaient le pouvoir préparer ses funérailles sans obstacle; ils ne s'abritaient pas contre la tempête, mais ils ne voulaient pas participer à la soulever. M. Pagès imita leur exemple; il rentra dans sa famille (1) pour ne revenir à Paris qu'en décembre 1830. Mais avant son départ il publia une *Lettre à M. de Lourdoueix* (2) *sur la censure*, brochure dont trois éditions furent épuisées en peu de jours. Dans cet écrit l'auteur se prononça avec énergie contre le despotisme du ministère Villèle.

Après la révolution de juillet la place de M. Pagès était marquée à la chambre des députés: les électeurs de Saint-Girons lui confièrent leur mandat; il prit à la chambre un rang digne de lui en signalant énergiquement dès son début la politique honteuse d'un ministère « qui n'osant envisager tout « entière une révolution qu'il n'avait ni faite « ni comprise, mais dont il avait hérité, « n'eut pas le courage de laisser la victoire « aux vainqueurs; » puis flétrissant le système de paix à tout prix adopté par le ministère, il est impossible, avait-il dit que la France tombe plus bas (11 août 1831). Ces paroles amentèrent contre lui les dévouements des centres, et motivèrent le rappel à l'ordre du député de l'Arriège.

Dans toutes les grandes questions que cette session dut agiter ou résoudre, M. Pagès proclama les immuables principes de liberté, de raison, d'humanité et d'économie que la France est appelée à réaliser en

(1) Pendant son séjour à Toulouse M. Pagès apporta l'appui de son talent et de son nom à la fondation d'un journal de l'opposition, *la France méridionale*, qui rendit alors d'importants services à la cause libérale.

(2) Chef du bureau de censure.

dépit de toutes les passions et de tous les égoïsmes qui cherchent encore à les étouffer. Lorsqu'un ministre vint insulter, pour une aumône de 500,000 fr., les proscrits de l'Italie et de l'Espagne, les victimes de la liberté, que le pays avait reçues et abritées, (26 octobre 1851) M. Pagès lui rappela ce que mérite d'égards et de fraternité un malheur qui nous attendait tous, nous autres hommes des barricades, si la fortune eût tourné contre nous; aussi s'opposa-t-il énergiquement à l'abominable loi de proscription contre les réfugiés politiques (9 mars 1852).

M. Pagès prit aussi la parole dans la discussion si malheureusement provoquée par le ministère sur la catastrophe de Lyon; les centres impatiens couvrirent sa voix de murmures, car il parlait du peuple, de ses misères, de ses droits, de ses besoins (19 décembre 1851).

Les mutilations inouïes que M. Delaborde fit subir à la proposition si patriotique, si utile de M. Salverte sur le Panthéon, trouvèrent dans la censure mordante et la grave réprimande de M. Pagès le salaire que la légèreté ou la mauvaise intention méritait à juste titre (18 février 1852).

A son retour à Toulouse après la session M. Pagès recueillit une brillante sérénade, témoignage de l'estime de ses compatriotes pour sa conduite parlementaire.

Dans le cours des deux sessions suivantes M. Pagès parut peu à la chambre; le mauvais état de sa santé ne lui permit pas d'aborder la tribune; mais il y reparut avec éclat dans la session de 1854, et combattit avec une vigueur digne de lui la loi de censure contre les crieurs publics (5 février). Après avoir signalé l'inconséquence du ministre qui déclarait coupables des écrits qu'il n'avait pas poursuivis, et se plaignait de l'insuffisance des lois existantes quand il n'en avait pas même fait l'essai: « Voilà donc, dit-il, le chef de la magistrature » voulant soustraire la presse aux arrêts

» des magistrats; voilà le ministre de la justice refusant la justice du pays; voilà le gardien des lois désertant la loi pour l'arbitraire! Ce scandale m'afflige, il ne m'étonne pas. Pendant quinze ans j'ai vu la Restauration courir à sa perte par de pareilles mesures; nous prenons la route de la Restauration.

» C'est la démence de la Restauration dans ses jours les plus malheureux et sous ses plus mauvais ministres. »

La loi contre les associations devait également être flétrie par M. Pagès (12 mars). L'orateur développa les bienfaits de l'association; il rappela les efforts des diverses sociétés qui ont existé sous la Restauration; celle des Amis de la Liberté de la presse créée par M. de Broglie; la société *Aide-toi le ciel t'aidera*, où florissait M. Guizot; la société occulte des *carbonari* avec laquelle conspirait M. Barthe. Passant ensuite en revue les maux du pays, les troubles de la guerre civile, auxquels le gouvernement n'a jusqu'ici trouvé d'autre remède que l'article 291, revu et considérablement augmenté :

« Fermer la bouche du pauvre qui souffre, dit-il, ce n'est pas détruire la douleur; dissoudre une réunion d'ouvriers qui cherchent une meilleure organisation du travail, une meilleure répartition du salaire, qui veulent s'entraider les uns les autres, améliorer leur existence, marcher, en se donnant la main, vers une vie moins dure, c'est s'opposer au progrès social, c'est attenter aux droits de l'humanité, c'est manquer non seulement de charité et de christianisme, mais de sagesse vulgaire et de politique. »

Il déclara que Machiavel, l'inquisition et la police n'auraient pas été jusqu'aux mesures proposées par la commission, et qu'ils les lui eussent enviées comme une précieuse découverte; et quand tous les amendemens proposés pour atténuer quelque peu cette loi eurent été rejetés, quand une majorité non douteuse fut sur le point d'accepter

l'ensemble de la loi, M. Pagès, prenant la parole une dernière fois, se livra sans réserve à son indignation.

« Députés, magistrats, dit-il en terminant, je vous ajourne ; nous nous retrouverons hors de cette enceinte ; vous me verrez sur la sellette des accusés, seul devant Dieu et le pays, seul avec ma conscience, la raison et la liberté, et vous sur la pourpre, vous avec des honneurs, des places, des traitemens. La France dira si vous pouvez briser une indépendance de caractère que les Marchangy et les Bellart ont respectée. Aussi, si un Français, homme de bien, veut se réunir pour propager, affermir, garantir le christianisme, je suis son homme malgré vos ministres et votre loi.

» Si un Français, homme de bien, veut se réunir pour étendre les secours de la bienfaisance à la classe pauvre et laborieuse, aux malades, aux infirmes, aux ouvriers sans travail, je suis son homme malgré vos ministres et votre loi.

» Si un Français, homme de bien, veut une plus puissante diffusion des vérités acquises, des saines doctrines, de ces lumières qui préparent la moralité de l'avenir et le bonheur de l'humanité, je suis son homme, malgré vos ministres et votre loi.

» Si un Français, homme de bien, veut donner au pays la sauve-garde de l'indépendance électorale, et s'opposer à ces choix honteux qui livrent la vénalité politique à la corruption ministérielle, je suis son homme malgré vos ministres et votre loi.

» Esclave de toutes les lois justes, ennemi de toutes les lois iniques, entre les persécuteurs et les victimes je ne balancerai jamais. Je ne connais pas de pouvoir humain qui puisse me faire apostasier Dieu, l'humanité, la France. Je désobéirai à votre loi pour obéir à ma conscience. »

Cette énergique protestation produisit sur toute l'assemblée un effet impossible à décrire, et laissa les centres en quelque sorte accablés en présence d'une aussi généreuse et patriotique déclaration.

M. Pagès s'opposa aux crédits supplémentaires demandés par le maréchal Soult (12 mai), et les dures vérités qu'il fit entendre à la chambre lui valurent les honneurs des interruptions des centres. Le lendemain (15 mai) il reparut à la tribune pour combattre la loi des barricades. Il entra dans toutes les difficultés d'exécution que présentait cette loi *que la Restauration n'osa pas demander à la chambre introuvable* ; il fit ressortir la disproportion entre le peu d'importance des délits et l'extrême gravité des peines, et flétrit énergiquement les dispositions rigoureuses que le rapporteur, M. Dumon, s'était efforcé de justifier.

« Ici, messieurs, dit-il, ce n'est pas une loi de justice, c'est une loi de guerre ; c'est un drapeau noir planté au milieu de la bataille, signalant un combat d'extermination, un combat sans prisonniers, un combat à mort. Le révolté ne peut plus sauver sa vie, il doit la vendre chèrement. Tous doivent s'acharner jusqu'au dernier, et le dernier, fût-il mutilé, doit se défendre jusqu'au dernier souffle.... Songez-y, le désespoir donne du courage, et chacun jettera sa vie devant soi, parce que cette vie appartient à la victoire ou au honneur. Pour effrayer les révoltés, vous irritez le courage ; vous créez d'horribles calamités, vous envenimez la révolte ; ne faites pas un pacte avec la victoire en leur votant un pacte avec la mort.
 . . . A quoi bon, dit-il en terminant, ce faste de cruauté, ce luxe de mort ? A condamner votre mémoire quand l'histoire jugera votre époque et vos lois. Je ne veux pas de part dans cet arrêt. »

Outre ces questions spéciales, M. Pagès a plusieurs fois traité celles des finances et d'administration dans la discussion du bud-

get. Il a prouvé aux arrangeurs de chiffres de la rue Rivoli, que même en suivant leur système et sans rien supprimer de tous ces rouages merveilleux qui broient le peuple sous le pressoir de l'impôt, on pouvait encore retrancher à ce budget le luxe de 144,000,000; il leur a prouvé qu'un changement de système rendrait 400,000,000 à l'industrie, au commerce, à la portion laborieuse et productrice de la nation (16 janvier 1852). M. Thiers essaya vainement de réfuter ces calculs positifs.

M. Pagès est encore dans la force de l'âge; son noble caractère nous permet de dire que la nation pourra toujours compter sur lui dans les grandes crises que nous prépare le système ministériel suivi avec tant d'aveuglement, et nous croyons pouvoir affirmer qu'il ne fera jamais défaut à la cause démocratique, à laquelle il s'est voué depuis sa première jeunesse.

VAUDREY (CLAUDE-NICOLAS, le colonel).

Tandis que les plaisirs règnent dans les palais,

Les tragiques complots fermentent dans les cœurs,
Éclatent tout-à-coup...

CASTEL.—*Les Plantes*, chap. III.

Un seul ressort qui manque à leurs pièges tendus
Détruit l'ouvrage entier.....

VOLTAIRE.—*Catiline*.

La conspiration de Strasbourg est, sans contredit, l'événement qui a le plus frappé au cœur le gouvernement né de la révolution de juillet; une émeute dans l'armée est le symptôme le plus alarmant pour un système qui s'est jusqu'à ce jour aveuglément confié à la puissance inintelligente des baïonnettes; on n'a donc pas dû être surpris du zèle chaleureux avec lequel tous les agens de l'autorité se sont employés à démonétiser (1) les conjurés aux yeux de la nation et de l'armée. Le colonel Vaudrey surtout a été en butte aux vives attaques de l'officier du parquet chargé

de soutenir l'accusation. M. Rossée, venant d'honorables antécédents (*voir sa notice*), a fait descendre son réquisitoire jusqu'au libelle, et s'est exposé aux remontrances aussi convenables que sévères que n'a point dû lui épargner l'éloquent avocat auquel le colonel Vaudrey avait confié sa défense..... M. Ferdinand Barrot a dû, pour repousser l'accusation, invoquer les états de service officiel du colonel, et faire en quelque sorte sa biographie militaire; ce devoir il a su le remplir avec dignité et mesure; dans sa bouche l'éloge de M. Vaudrey ne fut jamais un panégyrique, mais un hommage rendu à la vérité. Nous ferons donc de nombreux emprunts à la plaidoirie de M. Ferdinand Barrot, rectifiant les faits erronés et complétant les passages dans lesquels une prudente réserve imposait à l'avocat le devoir de ne pas rendre transparent le voile que l'accusation n'avait pu soulever ou ne l'avait pas osé faire. Les considérations qui ont agi sur M. Barrot ne sauraient nous arrêter: nous ne plaçons pas pour obtenir l'acquittement d'un prévenu, nous collationnons des matériaux pour l'histoire.

Le colonel Vaudrey, auquel le ministre a donné avis de faire valoir ses droits à la retraite, est un des jeunes colonels d'artillerie de l'armée; il est à peine âgé de 52 ans, et il est physiquement loin de paraître avoir cet âge; une taille élevée et une tenue toujours soignée lui donnent un air de vigueur et de santé qui ne permettent pas de supposer à ceux qui ne le connaissent pas intimement qu'il ait vingt-neuf ans de service. Son ton habituel est modeste et grave, et pour ceux qui connaissent le colonel, jamais accusation ne parut plus absurde que celle que lui adressent ses nouveaux adversaires d'être une tête brûlée.

Après ce premier aperçu nous laissons à M. Barrot le soin de faire connaître son client à nos lecteurs.

(1) Recommandation officielle.

que, et, en 1804, à l'école d'application (1). En 1806, à l'âge de vingt ans, il fit comme sous-lieutenant les campagnes de Naples et de Calabre, qui, pour avoir été moins éclatantes que nos autres campagnes, n'en ont pas moins eu leurs périls de chaque jour et leurs longues et glorieuses fatigues.

« En 1809 le lieutenant Vaudrey prenait part à cette course victorieuse qui traversa Vienne, et vint aboutir au champ de bataille de Wagram. Ce fut dans cette campagne qu'il fut fait prisonnier, après avoir vu la compagnie qu'il commandait presque entièrement détruite. Lorsqu'en 1810 il revint de captivité, on avait conservé le souvenir du courage qu'il avait déployé dans l'action, et il fut fait capitaine. En 1815 il obtint la Croix d'Honneur.

« Je ne vous nommerai pas tour à tour les champs de bataille où l'aigle impériale domina la victoire, et où le capitaine Vaudrey prodiguait son sang et son courage.

« Permettez seulement que je vous cite une de ces actions dont le nombre est grand dans sa vie, et dont j'aurais pu au besoin chercher les récits dans les ordres du jour de la grande armée.

« En septembre 1813, le capitaine Vaudrey commandait devant Crossen-Hagen une batterie destinée à défendre une position menacée. Un détachement de dragons était chargé de soutenir les artilleurs. Bientôt ce poste est attaqué par l'ennemi, qui, supérieur en nombre, force nos soldats à la retraite; deux bouches à feu restent en son pouvoir..... Le capitaine Vaudrey, par l'ascendant de son courage et par l'autorité de sa voix, rassemble quelques artilleurs et quelques dragons, se met à leur tête, charge l'ennemi avec fureur, et, après des efforts prodigieux, reprend les deux pièces d'artillerie.... Il paya de son sang ce brillant succès : blessé d'une balle à l'épaule et de trois coups de lance dans le côté, il tomba dans la lutte; mais il se releva avec le grade de chef d'escadron.

« En 1814 la coalition européenne avait touché nos frontières, la gloire impériale semblait se voiler; les hordes du Nord avaient déjà posé les pieds sur la France : le commandant Vaudrey, retenu chez lui par la gravité de ses blessures, n'entendit pas en vain ce long cri de guerre qui retentit à ce moment sur tout le territoire, et fit tressaillir tous les cœurs français; tout malade encore, il rejoignit l'armée, et vint consacrer le peu de forces qui lui restaient à la défense de votre province, messieurs les jurés, de votre province que le ministère public accusait tout à l'heure d'avoir voulu, au 30 octobre dernier, livrer au pillage et aux massacres. Vaudrey assista à toutes les batailles désespérément glorieuses de la campagne de France, pendant laquelle l'invasion étrangère se glissait à travers nos armées plutôt qu'elle n'en triomphait.

« La Restauration se croyait maîtresse assurée de ce trône qu'elle devait perdre deux fois encore, lorsque tout à coup apparut sur les rivages de Cannes la grande figure de notre empereur. La France se leva à son aspect, et salua de son enthousiasme ce souverain qui seul venait redemander son trône. Le commandant Vaudrey avait été un des premiers à venir se

ranger sous l'aigle impériale (1); il était à Waterloo, où il commandait vingt-quatre bouches à feu.... Il suivit Napoléon jusqu'à sa dernière étape d'empereur.

« Ainsi donc à vingt-huit ans Vaudrey avait combattu sur plus de cinquante champs de bataille, et il avait su y conquérir, à la pointe de son épée, la croix et le grade d'officier supérieur.

« La Restauration ne pardonnait pas non plus à ce qu'elle appelait alors la félonie et la trahison; Ney, Labédoyère, et tant d'autres qui avaient rendu leur épée et leur serment à leur empereur, tombèrent victimes de la justice haineuse du gouvernement nouveau. Mais ces traîtres et ces félons de 1815 sont aujourd'hui des noms glorieux que leur condamnation n'a point flétris, mais qui ont, au contraire, flétri leur condamnation.

« Le colonel Vaudrey ne put échapper à l'esprit de proscription; il fut mis en demi-solde, et ce ne fut que plus tard, en 1817, qu'il fut rappelé à l'activité et rendu à son régiment (2). Ses services et son ancienneté lui valurent le grade de lieutenant colonel (3).

« Cependant la Restauration avait atteint les dernières limites de son existence; la lutte entre le principe monarchique et le principe populaire était trop ardente pour que l'issue n'en fût pas prochaine.

« Les événements de juillet éclatèrent : la terre trembla. L'insurrection parisienne avait à peine commencé que sa grande voix avait comme un sourd retentissement dans la ville de Strasbourg. Cette cité n'a jamais hésité lorsqu'il s'est agi de pousser en avant les principes de la civilisation; elle voulut en 1830 prendre sa part dans la grande œuvre de la liberté. Déjà elle était en proie à une agitation violente, le feu semblait avoir gagné les troupes. La garnison, conduite par quelques sous-officiers et quelques officiers patriotes, se présenta au colonel (4) Vaudrey, dont les opinions libérales n'étaient un mystère pour personne; elle lui offrait de se mettre à la tête du mouvement.... L'oc-

(1) Après les désastres de 1814 le colonel Vaudrey, alors chef d'escadron, fut mis à la demi-solde; il était dans cette position et se trouvait à Paris lorsqu'on y apprit le débarquement de Napoléon et son invasion de la France, à la tête de six cents hommes; il n'hésita pas sur le parti qu'il avait à prendre, s'échappa de Paris, où on voulait le retenir, arriva à Dijon, et allait en repartir pour rejoindre l'empereur, qui se trouvait à Châlons-sur-Saône, lorsque l'arrivée du maréchal Ney à Dijon le fit changer de résolution. Il vit cet illustre maréchal, qui l'attacha à son état-major, et lui ordonna de le suivre à Auxerre, où il rejoignit Napoléon.

Arrivé à Paris, le chef d'escadron Vaudrey fut employé au premier corps d'armée qui s'organisait à Lille; il y eut le commandement de l'artillerie des 1^{re} et 5^e divisions de ce corps.

(2) Le 4^{er} régiment d'artillerie à cheval dans lequel il avait servi comme lieutenant et capitaine.

(3) Pendant les quinze années de la Restauration, le commandant Vaudrey se montra constamment dévoué aux libertés publiques et à l'indépendance nationale. C'est surtout dans les diverses luttes électorales de cette époque qu'il donna des preuves de son dévouement au pays et de l'énergie de ses convictions politiques. En 1822, quoique habitant une garnison éloignée, il se rendit, comme de routine, au collège électoral dont il faisait partie, et sa voix et son influence y assurèrent l'élection du candidat patriote (a). Si M. Vaudrey ne fut pas à cette époque destitué pour l'indépendance de ses opinions et de ses votes, qu'on appelait alors et qu'on appelle encore aujourd'hui un acte d'hostilité, il reçut au moins des admonitions officielles qui se renouvelèrent plus d'une fois.

(4) M. Barrot a voulu dire lieutenant colonel.

(a) M. Caumartin fut élu à la simple majorité d'une voix.

(1) M. le colonel Vaudrey est né le 25 novembre 1784 à Dijon, d'une famille qui compte plusieurs de ses membres distingués, soit dans la carrière parlementaire, soit dans la carrière militaire. — Le colonel Vaudrey fit avec distinction ses premières études à l'Ecole centrale de Dijon. A sa sortie de l'Ecole polytechnique il entra à l'Ecole d'application de Metz.

casion était belle, cette fois, pour cet homme qu'on vous a peint plein d'orgueil et de vanité; il va sans doute accepter ce commandement insurrectionnel.... S'il est ambitieux, il a pu à l'avance calculer la récompense qui lui sera due. En effet, songez-y, la révolution est presque certaine..... Mais non, messieurs, il refusera; il ira solliciter les chefs militaires de la garnison, les généraux qui commandent le département et la division, de se mettre à la tête des troupes prêtes à la revolte, de régler leur mouvement au nom de l'ordre et de la liberté, et de comprimer par leur présence l'explosion qui menace d'éclater, et dont les conséquences pourraient être si graves pour le pays.... Est-ce qu'il voulait ainsi fuir un danger, et mettre sa responsabilité personnelle à couvert? Oh! ne le croyez pas! Plus tard, une proclamation est rédigée par les troupes de la garnison; cette proclamation appelle les garnisons voisines à l'insurrection: cet écrit révolutionnaire, qui donc le signera de son nom et en affrontera les conséquences? C'est le lieutenant colonel Vaudrey. Ainsi, dans ces grandes journées, les honneurs, il les repousse; les dangers, il les accepte.

« Il est une gloire seulement dont aujourd'hui il est heureux de réclamer sa grande part; ce fut lui qui fit délivrer des armes à votre garde nationale, qu'il a contribué à organiser.

« Dès les premiers jours qui suivirent la révolution de juillet, mon client fut élevé au grade de colonel. L'opinion publique avait inspiré cette nomination, et elle y applaudit. Ce n'était pas du reste un avancement de faveur; il était donné après quatre ans passés dans le grade inférieur. Ce fut à cette même époque que le colonel Vaudrey se présenta comme candidat à la députation. Les électeurs patriotes de Sémur le portèrent en opposition avec M. Vatout, et celui-ci ne l'emporta sur son concurrent que de sept à huit voix (1). Il me sera permis d'opposer ces honorables suffrages donnés au colonel Vaudrey par ses concitoyens, par les habitants du pays où il est né, aux imputations dégradantes qu'on lui a prodiguées ici.

« Cependant la révolution de juillet s'était rapidement éloignée des voies qu'elle aurait dû suivre; la plupart des hauts fonctionnaires de la Restauration sollicitèrent les faveurs du gouvernement nouveau, et restèrent en place en conservant tout leur mauvais vouloir contre les principes qui avaient présidé à la révolution, et contre les hommes qui en avaient été les organes ou les défenseurs. Aussi chercha-t-on aussitôt après la nomination du colonel Vaudrey à en diminuer pour lui les avantages. Il fut envoyé, relégué, pour mieux dire, dans la direction d'artillerie de Bastia. C'était un exil; on l'y laissa pendant trois ans. Ce fut en 1835 seulement qu'il fut appelé au commandement du quatrième régiment d'artillerie.

« Je ne puis que vous rappeler ici les dépositions des témoins que vous avez entendus aux dernières audiences. Le colonel Vaudrey, quoique sévère pour les soldats de son régiment, en était aimé. Peu de chefs de corps étaient entourés de plus de dévouement

et de respect. Le général commandant la division l'honorait d'une affection particulière, et l'avait recommandé plusieurs fois à l'attention du ministre de la guerre. Je pourrais vous lire des lettres écrites par divers généraux et par le ministre lui-même, où l'excellente conduite du colonel et du régiment sous ses ordres était signalée avec éloge.

« Mais mon client portait une tache originelle; c'était un révolutionnaire de juillet: on ne lui pardonnait pas, et, ainsi que le disait un des témoins, les dispositions favorables de ses chefs se heurtèrent plus d'une fois contre le mauvais vouloir du comité supérieur d'artillerie. J'espère pouvoir vous faire passer sous les yeux, messieurs les jurés, une lettre que mon client écrivait en 1833 à M. Vatout, avec lequel il était resté dans de très-bonnes relations. Dans cette lettre il se plaignait amèrement des dégoûts qu'on lui faisait subir. « Je ne sollicite rien pour moi, écrivait-il, mais je suis douloureusement affecté de voir que » tout ce que je demande pour mon régiment, quel-
« que juste que ce soit, m'est constamment refusé. Il
« y a moins de croix dans le quatrième d'artillerie
« que dans un bataillon de ligne; si cela continue.
« je briserai mon épée. » A ces mécontentemens si graves pour un chef de corps, dont l'autorité est souvent en raison de l'influence dont il jouit, se joignaient des mécontentemens d'une autre nature. Ses convictions politiques étaient blessées. Il ne voyait pas sans une peine profonde les circonstances où les principes constitutionnels étaient sacrifiés par l'impuissance à la peur (1). »

Ce fut dans ces dispositions d'esprit que le colonel Vaudrey reçut du prince Napoléon-Louis Bonaparte un exemplaire de son ouvrage (2) sur l'artillerie, accompagné d'une lettre dans laquelle l'héritier de Napoléon cherchait à réveiller dans le cœur du soldat de la grande armée des souvenirs sympathiques pour la famille du grand capitaine qui, pendant vingt ans, guida nos drapeaux à la victoire.

Le colonel Vaudrey se fit un devoir de répondre à cette lettre, et fit tenir sa réponse au prince par l'entremise de la belle-sœur de l'un des aides-de-camp du général Woïrol (3). Sa lettre, dictée par la politesse, dut sans doute se ressentir des émotions qui agitèrent son âme au souvenir des premières années de sa vie militaire; dès ce moment le prin-

(1) La courageuse indépendance dont le colonel Vaudrey avait donné des preuves multipliées sous la Restauration lui avait concilié à un haut degré l'estime de ses concitoyens, et lui mérita une confiance dont ils lui donnèrent des preuves aux élections de 1831. Il fut porté comme candidat patriote au collège de Sémur. Au premier tour de scrutin il obtint plus de voix que son compétiteur; mais il ne réunissait pas la majorité voulue. A un second scrutin les voix, données d'abord à un candidat présenté par les légitimistes, se reportèrent sur M. Vatout, qui fut élu.

(1) Ici doivent cesser nos emprunts à la plaidoirie de M. Ferdinand Barrot. Nous allons raconter d'après les documents qui sont venus à notre disposition, et que nul, nous l'espérons, ne sera en mesure de contester.

(2) Manuel d'artillerie pour la Suisse (*Voir la Notice consacrée au prince NAPOLÉON-LOUIS BONAPARTE*).

(3) La belle-sœur de M. de Franqueville était et est encore attachée à la maison de la duchesse de Saint-Leu, mère du prince,

ce témoigna un vif désir de connaître personnellement le colonel Vaudrey ; celui-ci ne crut pas devoir se refuser à une entrevue toute de convenance, et vers la fin de mai 1856 il se rendit à Offenbourg, accompagné de M. et de madame de Franqueville et du capitaine Raindre. Cette première entrevue fut sans résultat, du moins apparent ; mais le prince Louis avait pu juger par lui-même le colonel Vaudrey ; il avait cru trouver en lui un homme impressionnable aux souvenirs de l'Empire : il forma le projet de l'attacher à ses projets, et dans le courant de juillet il l'invita à venir le visiter à Bade. Le colonel Vaudrey accepta l'invitation, après avoir reçu du général Woïrol la permission nécessaire pour s'absenter pendant quelques jours....

Dès-lors le colonel fut dans le secret des espérances du prince, de ses ressources, de ses intelligences avec divers officiers, et devint en quelque sorte conspirateur sans l'avoir voulu.

Le prince était impatient de mettre à exécution son plan de campagne, et avait fixé au premier dimanche d'août (7 août) le jour où l'aigle impériale serait présentée à la garnison de Strasbourg. Peu de jours avant il eut une entrevue avec le colonel Vaudrey au village de Bichoffheim, sur la rive droite du Rhin, et se rendit à Strasbourg dès le 6 au soir par le pont de Kell. — Dans la nuit du samedi au dimanche les principaux conjurés, officiers et sous-officiers, se réunirent au prince ; mais des conseils de prudence, qu'appuya vivement le colonel Vaudrey, dissuadèrent le prince de tenter les chances d'une lutte armée, et firent ajourner indéfiniment la tentative.

Sur ces entrefaites, le général Charbonnel vint à Strasbourg faire son inspection générale, et malgré le nombre des conjurés, ne soupçonna même pas l'esprit d'insurrection qui agitait la garnison.

De son côté le colonel Vaudrey croyait le moment d'agir tellement inopportun qu'il

solicita un congé d'un mois, et partit de Strasbourg le 27 septembre pour se rendre dans ses propriétés aux environs de Dijon ; mais le prince devait craindre sans cesse que son secret ne fût trahi, qu'un changement de garnison des régimens qui étaient à Strasbourg et dans les environs, n'annihilât toutes les démarches qu'il avait dû faire tant par lui-même que par ses agens pour former le noyau de la conspiration. Il résolut donc d'agir sans retard ; un émissaire secret fut chargé d'aller en Bourgogne rappeler au colonel Vaudrey les engagements d'honneur qui désormais le liaient au prince ; le colonel Vaudrey répondit à cet appel, et se rendit à Fribourg où le prince lui avait donné rendez-vous pour le 25 octobre ; mais des événemens imprévus ne lui permirent point de s'y trouver.

Le colonel Vaudrey rentra le 27 à Strasbourg, où le prince arriva aussi de son côté ; leur entrevue eut lieu chez M. de Persigny, où logeait le prince, et le moment de l'exécution fut fixé au matin du 30. C'est en vain, ainsi que le dit M. F. Barrot, que le colonel Vaudrey tenta de faire au prince et à ses amis quelques objections que son expérience lui suggérait : le prince les repoussa toutes péremptoirement. Ses ressources, disait-il, étaient plus que suffisantes pour le succès de l'entreprise ; il nommait les régimens dans lesquels il avait des intelligences, les chefs dont le dévouement lui était acquis. Il avait tout prévu, il avait pourvu à tout. Et comme le colonel Vaudrey insistait : « Colonel, s'écria le prince, je suis venu » en France avec l'inébranlable résolution » de mettre à fin le projet que j'ai conçu ; » je ne reculerai pas. C'est à votre courage » que s'adresse le neveu de l'empereur : le » laisserez-vous seul se jeter dans une car- » rière où sont aventurées sa vie et la gloire » de son nom ? » L'accusé, ému par ces paroles pleines de détermination, cédant à un entraînement dont il ne put se défendre, subjugué par ses souvenirs et peut-être par

ses espérances pour l'avenir de son pays, touché de la confiance de ce jeune prince qui venait abriter sous son épée toute sa destinée, le colonel Vaudrey, à ce moment solennel, ne put articuler que ces seuls mots : « Mon prince, comptez sur moi. » Dès ce moment, si le colonel Vaudrey eût reculé, il eût cru faire une lâcheté.

Dans cette entrevue le prince, après avoir reçu la promesse du colonel, présenta à ce dernier deux contrats chacun de 10,000 fr. de rente, et lui dit : « Nous allons nous » aventurer dans une périlleuse entreprise, » peut-être y perdrons-nous la vie l'un et » l'autre ; je ne veux pas que vos deux en- » fans puissent maudire ma mémoire, et » trouver la misère après la mort de leur » père. Voilà des contrats de rente qui as- » sureront leur existence ; ma mère, qui » m'aime tant, fera honneur à ce testament » de mort... » Le colonel Vaudrey prit les contrats : « Prince, répondit-il, je vous » donne ma vie, je vous donne mon sang ; » je ne les vends pas. » Et il déchira les obligations.

Le 50 octobre, vers cinq heures du matin, le colonel Vaudrey se rendit au quartier d'Austerlitz, où était caserné son régiment ; il fit sonner l'assemblée, et lorsque les soldats et les sous-officiers de service furent en armes et formés en pelotons, le prince Napoléon survint, suivi de son état-major ; le colonel Vaudrey, le prenant par la main, le présenta au régiment, et, s'adressant à ses soldats :

« Soldats du quatrième régiment d'artillerie, leur dit-il, une grande révolution commence en ce moment sous les auspices du » neveu et du fils adoptif de l'empereur Na- » poléon ; ce prince est devant vous et vient » se mettre à votre tête ; il arrive sur le sol » de la patrie pour rendre au peuple ses » droits usurpés, à l'armée la gloire que » son nom rappelle, à la France ses libertés » qu'on méconnaît ; il compte sur votre cou- » rage, sur votre dévouement et sur votre

» patriotisme pour accomplir cette grande » et glorieuse mission.

» Soldats, votre colonel a répondu de » vous, répétez donc avec lui : VIVE LA LI- » berté, VIVE NAPOLÉON. »

Les soldats ajoutèrent spontanément à ces cris celui de *vive l'empereur*, bien que le prince dans aucun de ses actes n'ait pris ce titre, ni fait supposer qu'il voulait le prendre. On conçoit facilement que chez des militaires français la présence du neveu de Napoléon ait inspiré un enthousiasme qui s'est résumé par les cris de *vive l'empereur*, qui fut si souvent pour notre vieille armée le cri de victoire.

De la caserne on organisa les détachemens pour s'emparer du télégraphe, de la Préfecture et des diverses autorités (1). Le colonel Vaudrey se rendit avec le prince chez le général Woïrol ; le prince entra d'abord, accompagné du commandant Parquin, dans la chambre du général ; M. Vaudrey, qui s'était momentanément arrêté au haut de l'escalier, les suivit de près. Le général était encore nu ; il interpella vivement le colonel, lui déclarant qu'il le rendait responsable de tous les malheurs qui pouvaient résulter d'une pareille tentative, et ajouta qu'il allait donner ses ordres à la garnison... Des relations d'affectueuse et bienveillante intimité liaient le colonel et le général. M. Vaudrey ne fit point défaut dans ce moment solennel, et, au milieu de la stupeur dans laquelle la résistance du général jeta le prince et les conjurés, il se hâta de répondre : « La garnison n'est plus à vos ordres ; vous êtes notre prisonnier ; » et aussitôt le prince et le colonel sortirent, confiant au commandant Parquin la garde du général.

A la tête de nombreux soldats et de sous-officiers du 4^e régiment d'artillerie, le prince et le colonel s'acheminèrent, en traversant

(1) Nous n'avons à nous occuper dans cette notice que de ce qui est relatif au colonel Vaudrey. Les détails que nous donnons trouveront leur complément dans les notices relatives aux autres conjurés.

la ville, vers le quartier de la Finkmatt, où était caserné le 46^e d'infanterie. Le prince entra accompagné du colonel, suivi de son état-major et des artilleurs, ayant en tête la musique du régiment. Les soldats du 46^e étaient dans leurs chambres, occupés à leurs travaux du matin. Quand ils virent entrer le cortège, ils descendirent en grand nombre dans la cour. Aux premiers cris de *vive l'empereur!* qui furent proférés par la suite du prince, ils répondirent par le même cri, et déjà fraternisaient avec les artilleurs, lorsque le lieutenant Pleignier, qui était logé dans la caserne, descendit en toute hâte et tenta de ramener les soldats du 46^e, en leur persuadant qu'ils avaient été indignement trompés, et que le prince était un obscur aventurier qui usurpait le nom et les droits du neveu de l'empereur. Plusieurs officiers, survenus à cet instant, achevèrent de replacer leurs compagnies sous l'empire de la discipline, et bientôt le prince et quelques-uns de ses officiers d'état-major, qui dans la mêlée s'étaient trouvés séparés du colonel Vaudrey et des artilleurs, furent faits prisonniers.

Le colonel Vaudrey seul restait libre, entouré de ses nombreux artilleurs, dont le dévouement à sa personne était sans bornes (1); la résistance lui était facile. S'il n'eût

(1) Nous croyons devoir reproduire un incident du procès relatif à cette période de l'insurrection. Nous en empruntons les détails au compte-rendu de l'*Observateur des Tribunaux*. Ils mettront nos lecteurs à même d'apprécier la portée des dépositions des témoins à charge et à décharge. Quant aux détails que nous donnons, nous personnellement, nous les tenons de plusieurs témoins oculaires.

Après avoir établi la position du colonel Vaudrey, M^r F. Barrot continua ainsi sa plaidoirie :

« C'était là certes un prisonnier difficile à faire; un témoin a prétendu à la gloire de l'avoir arrêté de sa main; ce témoin, c'est le lieutenant colonel Taillandier, aujourd'hui colonel; il a déclaré à la justice des faits auxquels mon client a donné des démentis formels. Il est dans mon droit de rechercher si la vérité n'est pas du côté de mon client. Le colonel Taillandier a affirmé qu'il avait arrêté le colonel Vaudrey, qu'il avait mis la main sur lui, qu'il l'avait pris au collet comme un misérable. Ce dernier a répondu que cela était faux, et, je suis forcé de le dire, je crois que cela était impossible. Quoi! le colonel Vaudrey avait le sabre à la main, il l'agitait au-dessus de sa tête comme pour faire respecter sa personne; à côté de lui se pressaient ses soldats dévoués et menaçants; le témoin vous le disait lui-même, la pointe de leurs sabres était dirigée

songé qu'à lui, qu'à sa propre sûreté, il se serait fait jour le sabre à la main, soutenu par le courage de ses soldats; mais il comprit que, s'il engageait la lutte, les jours du prince étaient compromis, il offrit de se rendre, et, usant pour la dernière fois de son autorité sur ses artilleurs, il leur ordonna de rentrer à leur caserne et suivit le lieutenant-colonel Taillandier, qui le conduisit à la chambre du lieutenant Pleignier, à la garde duquel il fut confié.

sur sa face, et c'est à ce moment, dans de pareilles circonstances, que seul il aurait osé empoigner au collet le colonel Vaudrey et l'aurait arrêté, et ce dernier l'aurait souffert? et ces soldats qu'aurait indignés cet outrage fait à leur chef, ses soldats armés et menaçants l'auraient permis! Oh! la vraisemblance n'est-elle pas au moins de notre côté? »

M. le président, interrompant. — Vous avez cependant, défenseur, fait appeler un témoin...

M^r Ferdinand Barrot. — A J'y arrive, M. le président; mais permettez que tout d'abord je dise que le lieutenant colonel Sal-leix, que le capitaine Petit-Grand étaient présents à la scène dont je m'occupe, et qu'ils ont déclaré, à deux fois et sur mes interpellations, n'avoir rien vu du haut fait d'armes du colonel Taillandier. Quant au témoin auquel fait allusion M. le président, je vais dire comment la défense a été amenée à le faire appeler. Une personne qui approche la malheureuse épouse de mon client lui dit un jour qu'un officier demandait à être assigné et qu'il déclarerait positivement que personne n'avait porté la main sur le colonel, que celui-ci s'était rendu volontairement.... Ce témoin, nous l'avons fait appeler, et voyez donc! c'est le seul qui ait jeté quelque incertitude sur un fait dont le bénéfice était désormais acquis à la défense.... C'est là une étrange erreur dans laquelle on nous a fait tomber... Certes! je ne veux rien assumer contre l'honneur de ce témoin (le dernier en tous cas que la défense eût dû faire appeler), on a sans doute odieusement abusé de son nom; seulement, il me sera permis d'opposer à son témoignage les témoignages contraires d'officiers d'honneur... »

M. le colonel Taillandier se levant brusquement. — Il n'est pas permis cependant d'insulter un militaire qui s'est conduit avec honneur, et n'a pas trahi ses sermens...

M^r F. Barrot. — Je dirai au colonel Taillandier que je remplis ici un devoir, et que j'use d'un droit. L'accusation s'est appuyée sur son témoignage pour charger mon client, ce témoignage m'appartient tout entier, et il m'est permis de rechercher dans les débats les dépositions qui peuvent l'atténuer ou le contredire. Je viens ici défendre la tête et l'honneur du colonel Vaudrey : c'est une mission à laquelle rien ne me fera manquer.

M. le colonel Taillandier. — Et mon honneur!

M^r F. Barrot. — Je ne sais pas jusqu'à quel point votre honneur peut être compromis par les nécessités d'un débat criminel; mais il me semble qu'arrivé au point où vous êtes de la carrière militaire, vous devez avoir dans votre vie passée de quoi répondre à ceux qui chercheraient dans les contestations animées d'une cour d'assises un prétexte pour attaquer votre honneur.

M. le président. — Vous ne pouvez, défenseur, discuter avec un témoin.

M^r F. Barrot. — Je ne demande pas mieux que de m'en asté-nir; mais je ne fais que répondre aux interpellations et aux interruptions du colonel Taillandier.

Une vive agitation se manifeste dans l'auditoire; tous les assistants se lèvent spontanément. M^r Ferdinand Barrot quitte l banc de la défense; il s'approche du colonel Taillandier, à qui parle avec chaleur; on entend ce dernier s'écrier : « J'ai plus de cinquante témoins qui affirmeraient ce que j'ai avancé... — Il fal-

Le colonel n'avait point été désarmé ; nul n'avait porté la main sur lui ; il avait encore son sabre au côté long-temps après être entré dans la chambre qui lui servait de prison ; il le déposa de lui-même ; plus tard le lieutenant-colonel Taillandier s'en empara, alors que le colonel dut être transféré dans les prisons de la ville.

Après trois mois de captivité, le colonel Vaudrey parut devant le jury. Il ne nia point les faits ; il n'en fit point parade ; sa tenue fut en tout convenable ; elle ne décelait ni les embarras d'un accusé, ni les vanités d'un chef de complot... Le jury acquitta le colonel et ses coaccusés, car il leur tint compte de leur noble confiance dans la justice du pays, alors que le pouvoir avait arraché le prince Napoléon-Louis au verdict de la France.

Après son acquittement le colonel Vaudrey s'est rendu à Paris, où il a reçu du ministre de la guerre l'ordre de faire valoir ses droits à la retraite.

L'on assure que son intention est de se porter candidat à la députation aux prochaines élections. Le verdict du jury de Strasbourg a en effet conservé au colonel ses droits civils aussi bien que son grade.

lait les faire appeler, lui répond l'avocat, la justice ne vous l'aurait pas refusé, mais j'aurais encore opposé à leurs témoignages la parole des honorables officiers que vous avez entendus... »

La Cour rappelle plusieurs fois l'auditoire au silence, et le défenseur, après avoir échangé quelques mots avec M. le président, poursuit en ces termes :

« J'obéis aux injonctions de la Cour en n'insistant pas sur cet incident. Seulement vous remarquerez, MM. les jurés, que le colonel Vaudrey avait un intérêt positif à se défendre contre des assertions desquelles il semblait résulter qu'il avait cédé à la force et rien qu'à la force. Il est acquis au procès, au contraire, qu'il n'a cédé qu'à un sentiment spontané et généreux, et s'il s'est rendu, c'est qu'il n'a pas voulu, pour son propre salut, faire couler une seule goutte de sang français. Je vous ai dit quels étaient à ce moment solennel les moyens de défense du colonel Vaudrey ; il avait environ deux cent cinquante hommes armés de mousquetons. M. le procureur du roi cherchait à prouver il y a peu d'instans, mais dans un autre intérêt, que les mousquetons étaient chargés ; je le reconnais volontiers, et on m'accordera que c'était là une force imposante, et qu'en risquant les chances et les malheurs d'un combat, il aurait été facile au colonel Vaudrey de forcer une grille gardée par un simple poste de police ; puis, une fois hors de la caserne, de gagner sur le cheval d'un de ses hommes le pont de Kell et le pays de Bade.... Hors de la caserne il n'aurait rencontré qu'assistance, et en effet vous n'avez pas oublié que le peuple était monté sur les remparts, qu'il manifestait sa sympathie pour la cause que défendait le colonel Vaudrey, qu'il jetait des pierres au 46^e de ligne, et que son hostilité était telle que le colonel Taillandier fit faire feu sur lui. »

Le colonel Vaudrey est encore trop jeune pour que nous n'ayons pas un jour une page à ajouter à cette histoire.

CAUX (le vicomte DE.)

DE CAUX (*Louis-Victor de Blacquetil*, vicomte), lieutenant général au corps du génie, pair de France, grand-officier de la Légion-d'Honneur, commandeur de Saint-Louis, grand-croix de Saint-Ferdinand et de Sainte-Isabelle-la-Catholique d'Espagne, commandeur de Saint-Léopold d'Autriche, de Saint-Henri de Saxe, des Guelfes d'Hannovre, et chevalier de l'ordre de Sainte-Anne (première classe) de Russie, ancien ministre de la guerre, naquit à Douai en 1775. Son grand-père, son père et ses oncles avaient suivi la carrière du génie, et par d'honorables services étaient parvenus au grade de lieutenant général. Le jeune de Caux fut dès son jeune âge voué à la même carrière. Au commencement de 1793, il fut nommé sous-lieutenant du génie ; ses débuts montrèrent qu'il avait su profiter des leçons qu'il avait reçues dans sa famille.

Il servit successivement aux armées des Ardennes, du Rhin et de Rhin-et-Moselle. Il se distingua aux combats de Derbach et de Dillinghen, ainsi qu'à la bataille de Mersheim et au passage du Danube. En 1799, parvenu par ses talens et son courage au grade de chef de bataillon, il fut chargé de différentes missions importantes, notamment (*Voir MÉMORIAL DE LA GUERRE, Campagne des Français en Allemagne*, par Carion-Nisas, p. 210) de régler, de concert avec le général comte de Bubna, commissaire pour l'Autriche, les conditions de l'armistice qui venait d'être conclu. C'était une importante mission qui témoignait de la confiance du général en chef Moreau dans la capacité du chef de bataillon de Caux. Plus tard il fut employé successivement à l'armée des côtes

de l'Océan, et ensuite à la grande-armée. Il fit la campagne de 1806, qui se termina par la glorieuse bataille d'Austerlitz, en qualité de chef d'état-major de son arme. En 1807 il fut appelé à diriger la division du génie au ministère de la guerre, fonctions qu'il remplit à la satisfaction de l'empereur, qui savait distinguer les hommes de talent.

Lors de la grande expédition des Anglais contre Flessingue et Anvers, il fut nommé commandant du génie à l'armée qui se rassembla sous les ordres du prince de Ponte-corvo (*Voir la notice BERNADOTTE*). Le succès de nos armes fut dû en grande partie dans cette circonstance aux savantes dispositions du général de Caux, qui seconda puissamment les efforts du prince. En récompense, le commandant de Caux fut fait colonel et baron par l'empereur. Après cette campagne le colonel de Caux reprit ses fonctions au ministère de la guerre, et fut constamment appelé à tous les conseils de défense que l'empereur ne manquait jamais de considérer lui-même.

Le 20 avril 1814 il fut promu au grade de maréchal de camp et nommé peu après chevalier de Saint-Louis et officier de la Légion-d'Honneur. A l'époque cruelle de 1815 il rendit les plus signalés services, comme chargé de négocier les intérêts du pays avec le duc de Wellington, général des alliés. On conçoit que dans les circonstances fâcheuses où se trouvait la France, il n'y eut jamais de négociation plus difficile, plus épineuse. Chargé aussi par le duc de Richelieu, président du conseil, de régler la répartition des troupes étrangères sur le territoire, il obtint, en faisant adopter le système des abonnemens, la cessation des dilapidations effroyables qui pesaient sur le pays, et réduisit de plus de vingt millions les charges qu'avait à supporter la France. Pour mettre des bornes aux vexations et aux exigences des chefs ennemis, il fit établir des officiers supérieurs français auprès des généraux des

armées d'occupation. Cette mesure eut tout le succès que s'en était promis le général de Caux, et il en résulta un grand allègement dans les charges qui pesaient sur les citoyens. Il fut nommé vicomte et conseiller d'état en 1817, sans doute en récompense des services qu'il venait de rendre. Il remplit ensuite les fonctions de directeur de la gendarmerie, du recrutement et des opérations militaires.

En 1820 il fut nommé commandeur de la Légion-d'Honneur, et directeur général de l'administration de la guerre. Il se montra dans les fonctions difficiles administrateur habile et intègre; il trouva le moyen de faire faire d'importantes économies dans l'habillement de l'armée, tout en obtenant des draps mieux confectionnés. Il fut obligé en sa qualité de directeur général de l'administration de faire faire la liquidation Ouvrard (*voir sa notice*), et termina cette importante opération en conservant sa réputation d'homme probe et désintéressé.

Dans cet intervalle (5 janvier 1822), il fut créé commandeur de Saint-Louis, et peu après (5 juillet 1825), il fut nommé lieutenant général.

Elevé à la dignité de grand-officier de la Légion-d'Honneur en 1827, il présida le collège électoral du département de la Dordogne, et fut élu député de l'arrondissement de Maubeuge (Nord). Le 4 janvier 1828 il fut nommé ministre de la guerre en remplacement de M. de Clermont-Tonnerre. Dans ces hautes fonctions il continua à se montrer habile administrateur; il résista aux envahissemens et aux prétentions exagérées de la garde royale.

Il signala son ministère par la présentation aux chambres d'un projet complet de Code militaire qui offrait à la nation et à l'armée les garanties que leur refuse le chaos actuel de la législation militaire; car par la législation actuelle l'honneur et l'existence des militaires de tout rang sont livrés à l'arbitraire, et les circulaires ministérielles

sont souvent les seules règles suivies.

Ce code militaire fut présenté par le ministre à la chambre des pairs le 14 février 1829 : il était précédé d'un exposé des motifs, dont les dispositions sages seront toujours un titre d'honneur pour le général de Caux. Aujourd'hui que l'on présente une loi dite de disjonction, cet exposé devient une pièce historique si curieuse par ses dispositions libérales que c'est pour nous un devoir d'en citer quelques passages.

«.... Le principe de notre droit politique, disait le général de Caux, est que la loi soit égale pour tous, d'où résulte pour tous une seule et même justice; et, s'il y a des juridictions spéciales, ces exceptions seront moins des dérogations que des confirmations du droit commun....

«..... Le titre qui s'y rapporte (à la compétence) s'ouvre par la règle générale que ceux-là seuls sont justiciables des tribunaux militaires, qui appartiennent à l'armée. Ainsi le citoyen ne peut passer sous la juridiction exceptionnelle; son immunité est telle, qu'en cas de complicité il entraîne le militaire devant ses propres juges. LA CHARTE L'A VOULU, et vous savez qu'un siècle et demi auparavant ce principe avait été écrit par Louis XIV dans ses ordonnances....

«.... Dans l'état de paix, tout crime ou délit commun sera jugé par les tribunaux ordinaires. On ne soustrait à la connaissance des magistrats de l'ordre civil que les faits qui se rattachent au devoir militaire....

«..... Dans les places en état de siège l'action des tribunaux ordinaires est tout à fait suspendue, et les habitants deviennent, même pour les délits communs, justiciables des tribunaux militaires.

« Le projet écarte ces anomalies; il entre franchement dans les voies tracées par la charte, et veut, avec elle que nul ne soit distrait de ses juges naturels. Les citoyens étrangers à l'armée ne seront plus traduits devant les conseils de guerre pour quelque crime ou délit que ce puisse être. Dans les places en état de siège la justice ordinaire continuera à s'exercer, et elle connaîtra les délits communs imputés aux habitants. »

Nous regrettons que les bornes de cette biographie ne nous permettent pas de citer de plus longs fragmens de cet exposé des motifs; mais ce que nous en rappelons suffit pour faire juger l'étonnante marche rétrograde suivie depuis 1830.

C'est pendant son ministère et sous sa direction que fut fait le plan de la conquête d'Alger.

Le 8 août 1829, M. de Caux fut remplacé au ministère de la guerre par M. de Bour-

mont. Il fut réélu député en 1830 après le vote des 221 qui amena la dissolution de la chambre.

A la suite de la révolution qu'il n'avait point désirée, et qu'il n'avait pas su d'avantage prévoir, M. de Caux fut appelé à l'ambassade de Berlin, et eut la délicatesse de refuser ce poste important; il ne parut à la tribune de la chambre des députés (mars 1831) que pour rendre compte de l'état dans lequel la Restauration avait laissé notre armée à l'époque de sa chute, et prouver que le maréchal Soult n'avait point eu tant à faire que ses amis et lui-même voulaient bien le faire croire. Il réfuta de graves assertions des ministres de la guerre et de l'intérieur. Nous citerons quelques passages remarquables de ce discours, parce que c'est encore un important document historique.

« Messieurs,

« Le ministre de l'intérieur s'exprimait ainsi à la chambre des pairs le 5 de ce mois :

« Elles étaient profondes, les plaies que la Restauration nous a laissées à guérir : les places fortes démantelées sans approvisionnement, sans munitions; les cadres de l'armée vides et dégarnis; les arsenaux sans armes, voilà quelle était la position de la France au départ de Charles X. »

« Cette situation, Messieurs, accuserait tous ceux qui ont pris part depuis seize années à la direction des affaires du département de la guerre. Je désire vous convaincre de l'inexactitude de ces assertions.

« Avant de quitter le ministère de la guerre j'ai fait constater par des pièces authentiques, confirmées par le compte en matières qui vous a été soumis récemment, la situation du matériel de l'armée.

« Il existait au 1^{er} janvier 1829 dans les magasins un approvisionnement de réserve en grains pour nourrir 180,000 hommes pendant six mois, et un approvisionnement d'effets d'habillement de réserve pour 60,000 hommes.

« On affirme que les arsenaux étaient sans armes, et les places sans munitions. Il résulte d'un état dressé par l'officier supérieur qui dirige dans ce moment le service de l'artillerie au ministère de la guerre :

1^o Que les places et les arsenaux renfermaient au 1^{er} janvier 1829,

« 840,554 fusils neufs; (voir les notices SOULT, MICHEL DE BOURGES, GISQUET et A. MARRAST.)

« 48,590 mousquetons;

« 56,385 paires de pistolets;

« 556,524 sabres;

« 26,550 lances;

« Et 5,529 cuirasses.

« 70,000 fusils ont été fabriqués en 1830, de sorte qu'en comprenant ceux dont les troupes étaient ar-

mées, il existait au 1^{er} janvier 1850 plus de *deux cent mille armes à feu*, et près de *quatre cent mille armes blanches*.

« Dans aucun temps, et sans excepter les époques où la France a déployé toutes ses forces, un pareil approvisionnement d'armes n'a existé.

« Il résulte encore des mêmes documents, que je déposerai sur le bureau, que l'artillerie possédait au 1^{er} janvier 1829,

- « 11,452 bouches à feu, dont 4,505 de campagne ;
- « 10,580 affûts de siège et de campagne ;
- « 8,612 voitures pour le service de l'artillerie ;
- « 1,200 pour le service des équipages militaires ;
- « 9,000,000 kilogrammes de poudre ;
- « 2,519,000 kilogrammes de plomb ;
- « Et 41,000,000 de cartouches.

« Vous vous rappelez, messieurs, les pertes que ce service a éprouvées en 1814 et 1815, et vous reconnaîtrez que le corps de l'artillerie a fait de grands efforts pour parvenir à réparer ces pertes.

« J'ai cru ne pouvoir me dispenser d'opposer ces faits authentiques aux allégations auxquelles je réponds.

« Quant aux places de guerre, jetez les yeux, messieurs, sur la demande de fonds faite par le ministre de la guerre ; elle est de quinze millions. Pensez-vous que si les places étaient il y a six mois dans l'état qui est supposé, la somme de quinze millions, dont une grande partie est destinée aux travaux qui s'exécutent pour la défense de Paris, fût suffisante pour les mettre dans un état respectable?....

« Depuis 1814 le corps du génie n'est pas resté inactif ; cent vingt millions ont été employés à réparer les places.....

« Les cadres de l'armée étaient vides ! J'ai peine à comprendre ce reproche, alors que le budget qui vous est présenté pour 1851, dans la supposition du maintien de la paix, est inférieur à celui de 1850 de 184 hommes et de 1,800 chevaux.....

Le général de Caux déposa les pièces sur le bureau de la Chambre, et le maréchal Soult ne répliqua point.

En 1852 le général de Caux fut appelé à la Chambre des pairs. Il a demandé sa retraite, et sa pension a été liquidée d'après trente-sept ans de service et sept campagnes de guerre.

Depuis quelques années on a fréquemment parlé de lui pour le ministère de la guerre ; mais il paraît certain qu'il a constamment refusé. Le général de Caux a généralement la réputation d'un homme d'état habile et intègre.

LEDAIN (HYACINTHE).

LEDAIN (*Hyacinthe*), docteur en médecine, membre de la Société médicale d'Emulation de Paris et de la Société royale de Médecine de Marseille, est né à Parthenay (Deux-Sèvres), le 15 ventôse an III (2 mars 1795). Une partie de sa famille périt dans les troubles de la Vendée. Un de ses oncles, qui servait dans les armées de la République, fut tué à la bataille de Châtillon ; un autre fut assassiné avec son aïeul maternel pendant la réaction contre-révolutionnaire, qui, après le 9 thermidor, exposa les patriotes à la sanglante réaction royaliste. Les auteurs de ce double crime, commis en plein jour et avec des circonstances d'une atrocité révoltante, sont demeurés impunis. Si le Midi eut à cette époque ses compagnies de *Jésus* et du *Soleil*, les réactionnaires de l'Ouest et du Bocage trouvèrent dans les *chauffeurs* et dans la *chonannerie* les exécuteurs de leurs vengeances. C'est ainsi au reste que furent décimés partout les vrais républicains, pendant cette *terreur* des prétendus modérés, dont les sanglantes exécutions ont fait périr plus de monde que la terreur de 1795. Ce sont ces doctrinaires de l'époque qui, après avoir lutté pendant long-temps contre les Montagnards, après avoir conspiré contre la révolution, dont ils ne purent entraver la marche, sévirent contre le parti populaire, qui seul, par son énergie et son patriotisme, avait su préserver la France de l'invasion étrangère, et résister à toute l'Europe coalisée contre elle. Du moment que le parti thermidorien ne prit son point d'appui que sur la bourgeoisie et les marchands, en licenciant la masse du peuple, la république fut anéantie de fait, et l'on vit bientôt les sections de Paris, toutes composées de bourgeois et de marchands, s'insurger contre la Convention elle-même, en se laissant guider par des

chefs royalistes. Le canon de Saint-Roch fit triompher la Convention, mais ne releva pas la République, et l'on vit bientôt ces thermidoriens, dont la *mauvaise queue* n'a pu être détruite, et est parvenue jusqu'à nous, courber la tête sous le joug d'un dictateur, et contribuer à rétablir la monarchie qu'ils avaient abattue et qu'ils avaient juré de ne pas relever sous peine de mort.

C'est au récit des tristes et sanglans événemens qui avaient porté le deuil dans sa famille et dans son pays, c'est au récit des triomphes des armées républicaines, que le jeune Ledain conçut dès sa plus tendre enfance les sentimens qui plus tard devaient lui mettre les armes à la main.

Il n'avait que six ans quand il perdit sa mère. Son père ne négligea rien pour son éducation. A peine les écoles furent-elles rouvertes après la tourmente révolutionnaire, que le jeune Ledain commença ses premières études au collège de sa ville natale. Quelques années après, il alla les terminer au lycée de Poitiers, où il se distingua parmi ses condisciples. Il y fut nommé sergent, puis sergent-major en 1813. C'était l'époque des premiers revers qu'avaient essuyés les armées françaises. Il désirait suivre la carrière militaire; il se disposait à subir l'examen pour entrer au Prytanée de La Flèche, quand son père, instruit de ce projet, l'obligea de prendre une autre direction. Il se destina à l'enseignement, et fut à la fin de 1813 envoyé par l'Université régent au collège de Thouars.

Les événemens politiques de 1814 apportèrent un nouveau changement dans la carrière que M. Ledain, jeune encore, n'avait embrassée que pour obéir à la volonté paternelle. Il abandonna l'Université pour se livrer à l'étude de la médecine, dont il suivit les premiers cours à Poitiers. Il se trouvait dans cette ville au mois de mars 1815, quand le débarquement de Napoléon vint y réveiller l'espoir des patriotes. La ville de Poitiers fut pendant plusieurs jours en proie

à une très grande agitation; les courriers furent arrêtés; celui qui annonçait l'entrée de l'empereur à Paris fut retardé de vingt-quatre heures par les soins d'un bon royaliste de l'époque, et le même, dit-on, que le gouvernement a récompensé il y a deux ans, en lui confiant le commandement de l'un de nos départemens de la frontière de l'Est. Le courrier arriva cependant, et le *Journal des Débats* (nouveau journal de l'Empire), toujours prêt à encenser le soleil levant, apprit enfin aux habitans de Poitiers, et dans des termes bien différens de ceux qu'il employa trois mois après, que le règne des Bourbons venait encore une fois de finir en France. M. Ledain prit une part active au mouvement patriotique que soulevèrent à cette époque l'émigration de Gand et les préparatifs d'invasion des rois coalisés. Les désastres de Waterloo et l'abdication imposée à l'élu de la nation par ces mêmes hommes qui avaient favorisé son despotisme rendirent impuissans les efforts que le peuple et l'armée pouvaient encore déployer pour conserver l'indépendance nationale, si la trahison ne l'eût pas vendue à l'étranger.

Après ces douloureux événemens, M. Ledain vint à Paris à la fin de 1815 pour y terminer ses études médicales. La vue des troupes alliées campant sur les places publiques de la capitale, leurs canons braqués sur ses monumens et protégeant un roi amené sur les fourgons des cosaques, firent sur l'esprit du jeune Ledain une impression affligeante, qui ne put jamais s'effacer de sa mémoire. L'assassinat juridique du maréchal Ney, qui suivit de près l'arrivée à Paris du jeune étudiant en médecine, ne fit qu'ajouter à l'énergie de ses sentimens de répulsion contre une dynastie qui décimait les braves de nos vieilles phalanges, qui proscrivait en masse en les exilant du sol de la patrie ceux qu'elle ne livrait pas au plomb des sbires de la sainte-alliance.

M. Ledain se livra avec ardeur à ses nouvelles études. Il trouva dans la société de

quelques amis, comme lui restés fidèles au culte de l'honneur national et des libertés publiques foulés aux pieds par d'ambitieux intrigans, quelques consolations en attendant des temps meilleurs et l'occasion de secouer le joug.

Le 25 mars 1820, M. Ledain, après avoir soutenu une thèse sur le *Diagnostic médical en général*, reçut de la Faculté de Médecine de Paris le grade de docteur. En 1817 il avait été reçu élève des hôpitaux, et à la suite de quelques discussions avec Dupuytren, dans le service duquel il se trouvait, il donna sa démission. D'une exactitude sévère à remplir les devoirs que lui imposaient ses fonctions, il supportait difficilement les exigences parfois despotiques et la hauteur d'un maître tel que Dupuytren.

M. Ledain ne tarda pas à retourner dans sa ville natale pour y exercer sa nouvelle profession ; il sut bientôt y acquérir la confiance de ses concitoyens. Il fit servir l'influence que lui donnaient ses relations étendues et sa position sociale à la propagation des idées libérales qu'il s'efforça de répandre jusque dans les campagnes où il était appelé. Les jésuites avaient alors leurs missionnaires ; M. Ledain se fit l'apôtre de la liberté.

Cette propagande ne put échapper aux agens de la police locale, qui ne tarda pas à s'apercevoir que le jeune médecin, tout en déployant une grande activité auprès de ses malades et en les entourant de ses soins, leur portait aussi d'autres consolations que celle de la pharmacie. Les gens du roi n'attendaient qu'une occasion favorable pour lui susciter quelque embarras ; elle se présenta au sujet de l'éloge funèbre d'un membre de la chambre des Cent-Jours, à qui le clergé de Parthenay avait refusé les honneurs de la sépulture. M. Andrieux avait été prêtre et même grand vicaire de l'évêque de Nantes ; il s'était marié pendant la révolution ; il était acquéreur de biens nationaux ; il était patriote ; il avait refusé de

se confesser ; il n'en fallait pas tant pour encourir la haine du parti prêtre. M. Andrieux, regretté de tous les gens de bien, reçut les honneurs d'une sépulture populaire, à laquelle il ne manqua qu'un peu d'eau bénite : ses amis prononcèrent quelques paroles sur sa tombe ; celles que fit entendre M. Ledain furent signalées au procureur du roi (M. Failly) jadis républicain, mais alors bon royaliste, défenseur du trône et surtout de l'autel. Des poursuites furent entamées contre le médecin qui avait eu l'audace de penser tout haut qu'on pouvait être fort honnête homme et ne pas aller à la messe. Le zèle religieux de M. Failly échoua toutefois au parquet de la Cour royale de Poitiers, à la tête duquel se trouvait alors un homme justement estimé⁽¹⁾ et qui ne devait pas occuper long-temps ce poste important ; il fut remplacé par M. Mangin, à qui M. Ledain eut plus tard à rendre compte de ses actes révolutionnaires.

Les événemens qui conduisirent ce jeune médecin devant la Cour d'assises de la Vienne forment l'épisode le plus important de sa vie agitée.

Les populations de l'ouest de la France partageaient généralement à cette époque les rancunes que la Restauration avait soulevées contre elle. Elles subissaient le joug des Bourbons, mais elles ne le supportaient qu'en frémissant ; elles n'attendaient pour le secouer qu'une réunion de circonstances favorables. Du jour que les Bourbons, pros crits par les légitimes représentans du peuple, avaient mis le pied sur le sol de la patrie, la lutte s'était trouvée engagée entre leur pouvoir, imposé par la force, et l'énergique volonté des amis de l'indépendance nationale. Cette lutte fut longue, pénible, périlleuse pour ceux qui les premiers se montrèrent sur la brèche, et qui se dévouèrent corps et âme aux chances d'un succès qui ne put

(1) M. Forest.

être réalisé qu'après quinze ans de souffrances et d'attente. La Restauration avait à ses ordres des cours prévôtales, des conseils de guerre, des juges et des jurys de son choix. On donnait alors aussi *des ordres impitoyables*; on expédiait la mort par le télégraphe; elle n'épargnait ni l'âge, ni le sexe; des ministres répondaient : *Tuez toujours*, et l'on tuait; on tuait à Grenoble, à Lyon, à Nîmes, à Montpellier, à Colmar, à Poitiers, etc.; on tuait partout; on tuait en masse; on tuait des enfans! La guillotine parcourant les campagnes s'arrêta sanglante devant les fenêtres d'une malheureuse mère, qui vit tomber la tête de son fils unique, qui n'avait pas seize ans..... Mais le sang de tant de martyrs de la liberté en faisait surgir d'autres. Les conspirations éclataient sur tous les points. A peine les juges de la Restauration avaient-ils envoyé des têtes au bourreau, que de nouvelles se présentaient. En 1822 on jugeait en même temps trois conspirations, à Colmar, à Paris et à Poitiers.

Le mécontentement était devenu général. à cette époque; il s'était infiltré dans tous les rangs de la société. L'armée, qui, malgré les précautions prises par la Restauration pour s'en faire un appui, et qui, suivant le mot de Napoléon, *a toujours bonne mémoire*, s'était associée aux différens mouvemens opérés en faveur de la liberté. Les sociétés secrètes y comptaient de nombreux affiliés. Les carbonari, les philadelphes, étaient parvenus à organiser l'insurrection générale, et plus d'une fois le comité directeur, qui était partout et qu'on ne trouvait nulle part, fit trembler sur son trône ce vieux roi dont le règne formera l'une des pages les plus sanglantes de notre histoire.

Le peu d'ensemble dans les moyens d'exécution, la rivalité des chefs, et plus que tout cela peut-être, la couardise de la plupart d'entre ceux qui se tenaient prêts à profiter des succès, mais qui se souciaient fort peu de partager les périls de l'entreprise, ont seuls retardé la délivrance du pays. Au reste, tout

ce que nous avons vu de la part de certains hommes, depuis la révolution de juillet, et qui, avant cette époque, se trouvaient dans les ventes de la charbonnerie, est plus que suffisant pour prouver que l'espoir de tirer des avantages personnels était le seul motif qui faisait beaucoup parler, mais fort peu agir ces prétendus champions de la liberté.

Si la charbonnerie, forte et puissante par le nombre de ses affiliés, eût été dirigée par des hommes capables de la faire mouvoir avec plus d'ensemble; si au lieu d'engager et d'user son activité dans des expéditions partielles, on eût fait un appel général à toutes les ventes; si chefs et soldats se fussent levés alors pour partager les mêmes périls, c'en était fait de la monarchie restaurée. Il fallait de l'unité, de l'énergie et de la résolution parmi les chefs, et la France aurait pu être libre huit ans plus tôt. Mais, ainsi que nous l'avons dit, les gros bonnets, les grosses épaulettes se tenaient derrière le rideau, et faisaient au loin mouvoir quelques ficelles; l'affaire manquait, des traîtres la vendaient, et le bourreau faisait le reste. Beaucoup d'hommes généreux, trop confians dans la direction des gens dont les noms seuls étaient mis en avant, mais qu'on ne voyait jamais au jour du danger, ne craignaient pas de hazarder leur vie et leur fortune en se dévouant à une cause qu'ils couraient défendre les armes à la main, au premier appel. Ceux d'entre eux qui ont eu le bonheur d'échapper aux proscriptions de la Restauration, ceux qui ont expié par des cachots et des amendes le tort de n'avoir pas réussi, sont encore aujourd'hui ce qu'ils étaient alors; tandis qu'un Barthe et tant d'autres, qui ne se sont jamais exposés à recevoir une égratignure, des avocats, à qui les condamnés politiques de la Restauration ont servi de marche-pied, sont aujourd'hui de grands seigneurs, font cause commune avec les hommes et les principes qu'ils combattaient autrefois, et proscrivent à leur tour ceux dont ils furent les complices. Voilà

l'affligeant spectacle d'apostasie politique qui nous a été donné depuis la révolution de juillet !

Le défaut d'unité et d'ensemble de la part des chefs de la charbonnerie est, avons-nous dit, la principale cause qui fit avorter tant d'entreprises dirigées contre la Restauration. La malheureuse affaire du général Berton est une preuve de cette vérité. De toutes les tentatives faites à cette époque, aucune ne se présentait avec des élémens plus propres à en assurer le succès ; les circonstances qui l'ont fait cependant échouer méritent d'être connues.

Au mois de février 1822 le général Berton partit de Paris, et se rendit *incognito* dans la Bretagne. Grandmesnil, l'agent le plus actif de la charbonnerie dans l'Ouest, et qui avait, dans de fréquens voyages à Paris, établi des relations avec les chefs de la vente suprême et notamment avec le général Lafayette, ne tarda pas à se mettre en rapport avec le général Berton. L'association des *Chevaliers de la Liberté* avait pris naissance dans le département de Maine-et-Loire. Propagée par Grandmesnil, qui en était le fondateur, et par le commandant Gauthais, officier de l'ancienne armée en retraite à Saumur, elle envahit bientôt les départemens limitrophes et fit des prosélytes dans les régimens qui y tenaient garnison. Cette association et la charbonnerie, dont la première pouvait être considérée comme le premier degré d'initiation, avaient l'une et l'autre le même but : le renversement de la dynastie des Bourbons. Ce but toutefois n'était pas explicitement formulé et faisait partie de communications purement verbales. Ces statuts au reste ont été rendus publics dans le temps ; ils ont figuré dans les débats de la conspiration de La Rochelle et dans ceux de l'affaire Berton. Ceux des Chevaliers de la Liberté pouvaient même être considérés comme un moyen de défense laissé aux initiés en cas de poursuites judiciaires.

On n'attendait plus que le signal pour lever l'étendard de l'insurrection. Saumur avait été choisi comme un point important dont il était assez facile de s'emparer par les intelligences qu'on y avait ménagées depuis long-temps. Déjà au mois de décembre 1821 tout était près pour l'exécution du complot, quand un événement imprévu la fit ajourner. Une fois maîtresse de Saumur, l'insurrection s'étendait avec la rapidité de l'éclair ; toutes les garnisons des villes environnantes n'attendaient que le signal, et Paris lui-même renfermait dans son sein des hommes dont le concours était assuré. La population des campagnes autour de Saumur était organisée militairement sous des chefs prêts à se porter en armes sur la ville, et à seconder le mouvement qui devait y éclater, et que fit manquer l'impéritie des hommes auxquels la direction en avait été confiée, comme nous le verrons plus tard.

Le départ du général Berton pour l'Ouest avait trouvé à Paris de l'opposition de la part de la vente suprême. Il paraît certain qu'il partit ne prenant conseil que de son courage, bien décidé à se mettre à la tête d'un soulèvement, mais ne sachant encore positivement sur quel point il se dirigerait. Le général Berton s'accommodait mal sans doute des hésitations et des lenteurs des avocats. Le seul reproche qui puisse lui être adressé, c'est peut-être d'avoir manqué de détermination dans le moment décisif.

Aussitôt que la vente de Saumur fut informée de l'arrivée du général dans la Bretagne, Grandmesnil se rendit auprès de lui à Rennes et le conduisit à Saumur. Les conjurés furent bientôt instruits de cet événement ; des députés des villes voisines, Angers, Nantes, Tours, Baugé, Le Mans, Thouars, Parthenay, etc., se rendirent à Saumur, où, après bien des discussions, on arrêta le plan d'attaque. Il fut convenu que le général Berton se rendrait à Thouars, et que le dimanche 24 février il y proclamerait l'insurrection. Le même jour, à la

même heure, le commandant Gauchais et le docteur Café, ancien chirurgien militaire, devaient opérer le même mouvement à Saumur.

Le 25 février le général Berton, conduit par le commandant Gauchais, arriva à Thouars chez le malheureux Saugé, où l'on prit toutes les dispositions nécessaires pour le lendemain. Pombas, Rivereau, Saunion, Delon, qui était déjà sous le coup d'une condamnation à mort, secondèrent le général Berton.

M. Ledain était depuis long-temps initié aux sociétés secrètes, qui propageaient dans son pays cet esprit d'opposition devant lequel la Restauration devait tôt ou tard succomber. Dès que le signal fut donné, il n'hésita pas à se ranger sous le drapeau de l'indépendance que venait relever le général Berton. Le 25 février le lieutenant Moreau, qui avait eu à Saumur une entrevue avec lui et les autres chefs de la vente de cette ville, reçut l'ordre de se rendre à Thouars le lendemain au matin avec les conjurés de Parthenay; cette ville en renfermait un grand nombre dans tous les rangs de la société; Moreau les fit prévenir; mais il arriva alors ce qui arrive toujours; le cœur faillit à plusieurs au moment de l'exécution; les plus déterminés en paroles peu de jours auparavant trouvèrent d'excellentes raisons pour accommoder leur dévouement à la chose publique avec leur sûreté personnelle, quand il fallut agir; on en vit même quelques-uns blâmer plus tard ce qu'ils n'avaient pas eu le courage de faire. M. Ledain fut du petit nombre de ceux qui ne manquèrent pas à l'appel avec deux de ses confrères, MM. Ricques et Fradin.

Dans la nuit du 25 au 24 février Moreau et sa petite troupe bien armée, partie à cheval, partie à pied, se mit en route pour Thouars; il y arrivèrent à six heures du matin, au bruit du tocsin et de la générale, qui appelaient la population sous les armes pour conquérir la liberté. Le drapeau trico-

lore flottait déjà sur les édifices publics; la cocarde blanche avait été foulée aux pieds; Moreau entra dans la ville enseignée déployée et fut accueilli par la population et par le général avec des cris d'enthousiasme difficiles à décrire. L'insurrection était triomphante à Thouars; la révolution s'y était opérée sans coup férir; le gouvernement royal y était suspendu de fait; le général Berton, revêtu des insignes de son grade, y commandait au nom du gouvernement provisoire dont les chefs furent proclamés; la gendarmerie désarmée et faite prisonnière par le brave Saunion, lui-même ancien sous-officier de cette arme, s'associait au mouvement, au moins en paroles; le maire en état d'arrestation était remplacé par un patriote éprouvé; la garde nationale, sous les ordres de son commandant Pombas, était sous les armes; toute la population, réveillée aux cris de *vive la la liberté!* salua le jour qui lui annonçait l'affranchissement de la patrie.

La petite ville de Thouars, à sept lieues de Saumur, entourée de murailles, défendue d'un côté par la rivière du Thoué, était un point important, capable de résister à un coup de main. Le général, qui venait de s'en rendre maître sans brûler une amorce, fit une faute grave en laissant libre les communications avec l'extérieur. Le courrier de Paris et de Saumur, porteur des dépêches pour Parthenay, Saint-Maixant, etc., arriva à Thouars avec des journaux qui annonçaient que la police avait fait une visite au domicile du général Berton, à Paris, et qu'un mandat d'arrêt était lancé contre lui. Il était de la prudence la plus vulgaire d'intercepter une pareille nouvelle, qui ne pouvait que refroidir le zèle de beaucoup de gens laissés sur les derrières, trop timides pour se mettre en avant, mais qui n'attendaient cependant que la réussite du mouvement pour en seconder les effets. Au lieu d'arrêter ce courrier et d'expédier de suite pour les villes environnantes des agents

chargés de proclamer le triomphe de l'insurrection, Berton, à qui cette observation raisonnable fut faite, laissa passer le courrier.

On perdit aussi beaucoup de temps à Thouars. Au lieu de profiter du premier élan d'enthousiasme électrique qui gagne si vite les masses, et dont étaient enflammés les habitants de cette ville, on laissa aux réflexions et à la craintive tendresse des femmes le soin de diminuer le nombre des hommes qui étaient d'abord disposés à marcher sur Saumur, mais qui manquèrent à l'appel quand on se mit en route pour cette ville. Le général Berton agit encore à cette occasion de manière à favoriser la retraite de beaucoup de braves gens qui firent fort aise de trouver la facilité d'arranger leur dévouement et leur enthousiasme avec les sollicitations de leurs femmes et de leurs enfants. Le général, en proclamant sans nécessité qu'il ne voulait emmener avec lui que des hommes de bonne volonté, devait s'attendre à en voir fort peu poursuivre les chances de son expédition. Il ne fallait certes pas employer en pareil cas la violence et la contrainte pour grossir les rangs de la troupe; il s'agissait seulement de profiter de l'élan de la population armée, qui s'était déjà assez compromise pour ne pas reculer, si on ne lui en eût pas offert la facilité. Mais cette conduite de la part du général Berton peut cependant s'expliquer et même s'excuser par l'assurance qu'il devait avoir de la simultanéité et de la réussite du mouvement de Saumur. Il était en effet assez indifférent alors de se présenter en petit nombre aux portes de cette ville; il était même plus important de laisser à Thouars une force capable d'y résister à la réaction qui pouvait avoir lieu après le départ du général. La résistance inattendue que l'on rencontra à Saumur, l'inaction des conjurés de cette ville firent cependant regretter que Berton ne s'y fût pas présenté avec plus de monde. La troupe qui partit de Thouars à onze heu-

res du matin ne comptait pas plus de cent cinquante hommes; M. Ledain qui en faisait partie eut plusieurs fois sur la route occasion de s'entretenir avec le général Berton; celui-ci ne doutait pas du succès de l'expédition. La petite phalange, enseignes déployées parcourut, sans rencontrer la moindre résistance, les sept lieues de Thouars à Saumur. Partout sur la route le drapeau tricolore était accueilli avec des démonstrations de sympathie non équivoques.

On arriva aux portes de Saumur à six heures du soir; il fut répondu au qui vive d'un gendarme à cheval : *France et liberté!* La troupe s'avança en bon ordre, et prête à tout événement jusque sur le pont Fouchard. Le général, après avoir employé à parlementer des momens précieux qu'il aurait dû employer à agir, prit le triste parti de commander la retraite. Toutefois la responsabilité de l'échec éprouvé devant Saumur, et dont les suites ont été si déplorables, ne doit pas entièrement retomber sur l'infortuné général, qui a pu croire un instant qu'il avait été trahi par ceux chargés de le seconder dans cette ville. Les reproches ne lui ont pas manqué après l'événement; on a cherché à flétrir sa mémoire en l'accusant seul du triste résultat de cette entreprise hardie; s'il a commis quelques fautes, s'il a eu quelques torts, il les a payés de sa tête : respect aux cendres d'un brave patriote, qui sur plus d'un champ de bataille a fait preuve de talent et de courage.

Les chefs des conjurés de Saumur, au lieu d'agir comme on venait de le faire à Thouars, et ainsi qu'il avait été arrêté avant le départ du général Berton pour cette ville, étaient demeurés dans l'inaction. Les populations des campagnes voisines avaient vainement attendu le signal qui devait les appeler sur la ville. Un seul homme de tête et de cœur fit preuve de résolution et de courage dans cette circonstance; M. Chauvet, voyant l'hésitation des chefs à exécuter ce

qui avait été convenu, osa parcourir en armes les rues de Saumur, et annoncer les événements qui se passaient à Thouars; il ne trouva personne pour l'arrêter ou pour le secourir. Que faisaient donc, pendant ce temps-là, Café et le commandant Gauchais? où étaient-ils quand une compagnie de la garde nationale (celle des grenadiers) et l'Ecole d'équitation, requises par le sous-préfet de Carrère, étaient sur le pont Fouchard devant la troupe de Berton?

Ce général était tellement convaincu qu'en arrivant à Saumur il trouverait cette ville au pouvoir des conjurés et qu'il y pénétrerait sans opposition, que pendant toute la route il entretenait sa troupe à ce sujet. Il répétait à qui voulait l'entendre, et on savait d'ailleurs que le maire, M. Montpassant, était dans le complot; que le général Gentil Saint-Alphonse, commandant l'Ecole d'équitation, avait promis d'être absent de Saumur le 24 février; *il avait tenu parole*. La garde du château était confiée à un petit nombre d'hommes dont la plupart avaient été gagnés. La garde nationale, animée du meilleur esprit, comptait dans ses rangs plusieurs conjurés; les mêmes dispositions animaient l'Ecole d'équitation. Tant d'éléments réunis ne permettaient pas de douter du succès; il ne s'agissait que d'en tirer parti, et pour les mettre en mouvement, il fallait ce qui manqua aux chefs au moment de l'exécution, de l'audace et de la résolution. Il paraît certain que le sous-préfet et le procureur du roi ignoraient seuls tout ce qui se passait. Les conjurés de Thouars étaient cependant arrivés aux portes de Saumur avant qu'aucune mesure sérieuse eût été prise pour les repousser. Le sous-préfet ne fut informé de leur marche que par un gendarme de Montreuil, secrètement parti de cette résidence quand le général y passa.

Pendant que l'Ecole d'équitation et la garde nationale, envoyées en grande hâte sur le pont Fouchard, invitaient par des démonstrations de sympathie, la troupe de

Berton à pénétrer dans la ville, M. Montpassant s'était porté à la rencontre du général. La position du premier magistrat de la cité était fort difficile. Malgré sa complicité avérée, il ne pouvait pas, sans faire au moins mine de résistance, livrer la ville à une poignée de monde. Telle fut aussi la conduite qu'il tint dans cette circonstance. Ceux qui ont été témoins de son entrevue fort animée avec le général Berton, ceux qui l'ont entendu, ceux qui ont pu le voir, sont demeurés convaincus que le maire de Saumur ne voulait que mettre à l'abri sa responsabilité, en se laissant conduire en ville en état d'arrestation. Nul doute que la chose se fût passée ainsi si quelques démonstrations énergiques avaient eu lieu alors de la part de la population de Saumur. Le général Berton, le maire lui-même ont pu y compter pendant un moment; elles n'auraient pas manqué d'éclater s'il se fût rencontré dans l'intérieur un homme d'active résolution qui eût fait appel au patriotisme des habitans; il ne fallait qu'un chef hardi et entreprenant, puisque ceux qui avaient été désignés d'avance avaient abdiqué leur influence, et qu'on ne les vit pas dans cette soirée.

Le pont Fouchard fut barricadé par les insurgés; Berton eut ensuite une nouvelle conférence assez longue et secrète avec le maire. Que se passa-t-il dans cet entretien? *On l'ignore*. On sait seulement que M. Montpassant s'était engagé à ne pas permettre qu'on poursuivît les insurgés avant de leur donner le temps de battre en retraite; il tint parole. L'ordre du départ fut donné à une heure du matin; l'Ecole d'équitation fut envoyée à la poursuite de Berton et de sa troupe à trois heures, et prit une direction contraire à celle qu'elle aurait dû prendre, si elle eût voulu réellement les atteindre.

Telle fut la triste issue de ce coup de main, entrepris au milieu des circonstances les plus favorables à sa réussite, et qui n'a manqué que par l'impéritie et le peu d'énergie des chefs au moment du danger. Si, malgré

la santé de Café et du commandant Gaudichais, le général Berton eût mieux compris sa position et sa force devant la ville de Saumur dévouée à sa cause, il aurait probablement réussi et fait triompher la liberté huit ans plus tôt ; son échec dispersa des élémens rassemblés de longue main. Le malheureux général ne fut pas mieux favorisé dans la nouvelle tentative qu'il fit encore sur Saumur, quelques mois après ; un traître se glissa au nombre des conjurés et préluda par un lâche assassinat à l'arrestation de Berton qu'il livra au bourreau pieds et poings liés, en échange d'une épaulette. Le nom de *Wolfeld* est désormais inséparable de celui de sa victime, et ira à la postérité couvert d'infamie.

Le général Berton entraîna dans sa perte beaucoup de braves gens qui, pleins de confiance dans son nom honorablement connu, étaient accourus se ranger sous ses ordres. Il paya de sa tête son dévouement sincère à la liberté de son pays et le malheur de n'avoir pas réussi. Plusieurs de ses complices eurent le même sort ; les autres ne l'évitèrent que par un long exil sur la terre étrangère, ou expièrent dans les prisons de la Restauration et par des amendes, le tort d'avoir voulu et tenté ce que Paris a accompli huit ans plus tard.

M. Ledain suivit la retraite du général Berton jusqu'à Montreuil, où chacun prit alors le parti qui lui parut le plus propre à sa sûreté personnelle. Berton et plusieurs autres purent se soustraire aux recherches de la police et pénétrer dans le département de la Charente-Inférieure où ils trouvèrent passage pour se réfugier les uns en Angleterre, les autres en Espagne. Cependant le général, malgré les instances répétées qui lui furent faites, ne voulut pas quitter la France ; il demeura caché chez M. Beauséjour pendant quelque temps, conservant l'espoir de réussir dans une nouvelle tentative et de délivrer ses complices que la première défaite venait de livrer entre les

maines de la justice. Nous avons déjà fait connaître la catastrophe qui suivit cette entreprise plus généreuse que prudente.

La plupart des conjurés qui avaient suivi Berton jusqu'à Saumur, furent promptement arrêtés ; d'autres ne tardèrent pas à avoir le même sort. Les prisons des départemens de l'Ouest purent à peine les contenir. M. Ledain et ses deux collègues Ricque et Fradin espéraient pouvoir arriver jusqu'à Parthenay et aviser ensuite aux moyens de se soustraire au sort qui les attendait ; mais, après avoir quitté le général, ils furent arrêtés à Courtenay, petit village à deux lieues de Thouars ; ils furent conduits dans les prisons de cette ville, puis à Bressuire et enfin transférés dans celles de Poitiers, où ils attendirent pendant six mois leur mise en jugement.

Traduit devant la cour d'assises de la Vienne, M. Ledain fut condamné, le 12 septembre 1822, à cinq ans d'emprisonnement, 2,000 francs d'amende et dix ans de surveillance de la haute-police ; il ne s'en fallut que d'une voix qu'il fût condamné à mort avec son collègue Ricque. M. Fradin, adjoint du maire de Parthenay, fut traité plus sévèrement.

Le jury avait été choisi de manière à n'offrir que des chances peu favorables aux accusés. M. Mangin voulait beaucoup de condamnations ; il fut servi à souhait par l'aristocratie nobiliaire du pays siégeant en cour de justice. Trente-huit accusés se trouvaient sur les bancs de la cour d'assises ; deux seulement furent acquittés ; Berton, Café, Fradin, Saugé, Sénéchault et Jaglin furent condamnés à la peine de mort. Berton fut exécuté à Poitiers, le 5 octobre. Café, après avoir entendu le rejet de son pourvoi en cassation expédié par estafette, s'ouvrit l'artère crurale et expira peu après. Le lendemain, Saugé et Jaglin furent transférés à Thouars où les attendait l'instrument du supplice. Le courage de Saugé et de Berton ne se démentit pas dans leurs derniers momens ; i's

montèrent à l'échafaud d'un pas ferme en criant vive la France ! vive la liberté ! La peine de Fradin fut commuée en vingt années d'emprisonnement, et celle de Sénéchault en quinze ans.

Tant de rigueurs ne satisfaisaient pas encore les défenseurs de la monarchie ; le procureur général Mangin voulait de nouvelles têtes. Le 15 septembre, la cour d'assises lui accorda celles de douze des accusés fugitifs. Grandménil, Gauchais, Chauvet, Cossin, Chappey, Hémerly, Moreau, Delon, Pombas, Rivereau, Sannion furent condamnés à mort. La plupart ne purent rentrer en France qu'après la révolution de juillet 1830.

On n'a point oublié les circonstances qui accompagnèrent les débats de ce procès ; les séides de la restauration se signalèrent envers les accusés par des rigueurs et un déchainement d'arbitraire dont on aurait peine à trouver peu d'exemples jusqu'à cette époque. Le préfet Locard, le procureur général Mangin, le président des assises Parigot, le général Malartic rivalisèrent de cruautés envers les accusés ; la cour récompensa leur zèle et leurs services par des titres, des emplois et des décorations. Une seule circonstance prouvera jusqu'à quel point allait le délire frénétique des hommes de cette époque : quand ils apprirent le suicide du malheureux Café, il fut question de porter sur l'échafaud le corps sanglant et sans vie de la victime qui venait de leur échapper ; la proposition en fut faite ; il se trouva cependant un homme vertueux pour la flétrir et la repousser avec toute l'indignation qu'elle méritait (1).

Le jour de l'exécution des quatre sergens de La Rochelle, il y eut, comme on sait, grand bal à la cour ; on se rappelle même le distique qui fut fait à cette occasion :

Louis sait se procurer deux plaisirs en un jour,
D'un massacre à la Grève et d'un bal à la cour.

Le préfet Locard avait deviné et devancé la cour ; il y eut aussi des fêtes à Poitiers, après la condamnation de Berton et de ses complices. La veille de l'ouverture de la session des assises on avait dansé à la Préfecture ; on dansa encore après le jugement.

Nous ne rappellerons pas toutes les violations de formes, toutes les iniquités dont se souillèrent les magistrats dans ce drame sanglant, soit en entravant la défense des accusés, soit en leur refusant des avocats de leur choix, ou en déployant contre eux des mesures vexatoires et en les insultant dans leur malheur, etc. L'un des jurés n'avait pas l'âge exigé par la loi à peine de nullité ; le président des assises, le procureur général avaient communiqué plusieurs fois avec les jurés dans la salle de leurs délibérations ; des falsifications matérielles, des ratures, des additions avaient été signalées sur le registre destiné à recevoir les procès-verbaux des débats. Toutes ces forfaitures, dénoncées à la cour de cassation, auraient pu en d'autres temps faire annuler une pareille procédure ; mais il n'en fut pas ainsi, et *on laissa passer la justice du roi*. M. Drault, aujourd'hui membre de la Chambre des Députés, fut par arrêt de la cour d'assises rayé du tableau des avocats pour n'avoir pas voulu défendre le général Berton, malgré lui et avec qui il n'avait pu communiquer librement.

M. Ledain fut, après sa condamnation, transféré au Mont-Saint-Michel. Il eut à supporter pendant ce long et pénible voyage toutes les tortures que savent imaginer les agens subalternes du pouvoir pour s'en faire un mérite au besoin. On renouvela en sa personne les humiliations qu'avait déjà subies Magallon ; il fut attaché et menotté avec un forçat échappé du bagne de Brest et dont il lui fallut partager la paille et le cachot. On lui refusa de se faire conduire en voiture à ses frais ; on lui refusa pour son argent du pain moins noir et un matelas pour se coucher ; plusieurs fois il fut jeté dans des réducts infects et meurtriers où l'on craindrait

(1) M. de La Marlonnière, alors médecin en chef des prisons.

de faire séjourner des animaux à la santé desquels on s'intéresserait. Si les hommes qui votent avec tant de complaisance pour des ministres des lois d'intimidation avaient seulement passé un mois dans quelques-unes des prisons de France; s'ils réfléchissaient un instant à tous les maux auxquels ils exposent leurs semblables en les livrant ainsi aux caprices et à l'arbitraire des agens de l'autorité; s'ils songeaient enfin que demain peut-être on pourra tourner contre eux-mêmes les lois imprudentes qu'ils fabriquent au pas de course, ils seraient plus sobres de ces mesures de répression, de ces détentions préventives dont les agens de l'autorité savent faire un abus si scandaleux. Loin d'aggraver le Code pénal, ils chercheraient au contraire à en adoucir les rigueurs; ils prescriraient surtout des mesures propres à faire respecter la personne des prisonniers. Mais les partis tour à tour vainqueurs et vaincus semblent s'étudier, quand ils ont le pouvoir, à ajouter à la sévérité des lois politiques. L'assassin, le voleur, le faussaire sont traités moins durement que l'écrivain qui a eu le malheur de produire une phrase mal sonnante aux oreilles d'un procureur du roi.

Pendant son séjour au Mont-Saint-Michel, M. Ledain y trouva cependant quelque bienveillance de la part du directeur de cet établissement, alors M. Duruisseau. Il n'y avait à cette époque ni médecin ni chirurgien résidant au Mont-Saint-Michel; ceux de la maison centrale demeuraient à Pontorson, à deux lieues de là, et ne venaient visiter les prisonniers qu'une ou deux fois par semaine, souvent même beaucoup moins. M. Ledain fut chargé du service de santé des infirmeries, en l'absence des employés titulaires; il sut par son zèle mériter la reconnaissance des malheureux à qui il donnait ses soins et dont il partageait les souffrances; il sut aussi par les services journaliers que sa profession lui permettait de rendre aux employés même

de l'établissement, gagner leur confiance et obtenir ainsi quelques adoucissements à sa position. On ne tarda pas à lui accorder toute la liberté dont on peut jouir dans une prison telle que celle du Mont-Saint-Michel. Témoin journalier de la pernicieuse influence qu'exerçaient sur la santé des malheureux détenus, les rigueurs de quelques punitions auxquelles ils étaient soumis, il sut, en plusieurs occasions, user de l'espèce d'autorité dont l'investissait son ministère d'humanité pour adoucir la sévérité des peines, pour faire abréger la durée du cachot. L'insalubrité des réduits obscurs dans lesquels on jetait les prisonniers pour des fautes souvent fort légères, donnait à cette punition un tel degré de gravité quand elle était prolongée, que beaucoup de détenus ne sortaient de ce séjour que pour entrer à l'infirmerie, pour aller au cimetière ou pour conserver le germe de maladies mortelles. Le directeur, homme de bien, sévère mais juste, était toujours disposé à écouter favorablement les observations relatives à la santé des prisonniers. La présence de M. Ledain au Mont-Saint-Michel fut pour ceux-ci l'occasion de quelques réformes utiles.

Il n'était astreint à d'autres occupations que celles concernant le service sanitaire dont on l'avait chargé et qui était insuffisant pour employer son temps. Pour se soustraire à l'oisiveté, le plus cruel fléau des prisonniers, il entreprit quelques recherches statistiques et topographiques sur le pays; il rassembla quelques observations sur l'état physique et moral des détenus du Mont-Saint-Michel, sur leur régime, sur les améliorations hygiéniques qu'il serait possible d'apporter dans cet établissement. Ce travail fut plus tard mis en ordre et adressé à la Société médicale d'Emulation de Paris, qui l'accueillit favorablement en accordant à son auteur une médaille d'or et en le recevant au nombre de ses membres. M. Ledain fut nommé quelque temps après secrétaire particulier de cette société et en a rempli les

fonctions sans interruption jusqu'au mois de décembre dernier.

Après être resté vingt mois au Mont-Saint-Michel, M. Ledain fut compris dans l'ordonnance d'amnistie du 7 avril 1824, qui rendit à la liberté trente des condamnés dans l'affaire du général Berton. Il retourna alors dans sa ville natale où il fut placé sous la surveillance de la police. Il eut à supporter à ce sujet des mesures qui entravèrent plus d'une fois l'exercice de sa profession. Il faillit être incarcéré de nouveau en 1826. Arrêté par la gendarmerie à deux lieues de chez lui, où il avait été appelé par un malade, il fallut l'intervention de l'autorité supérieure pour que cette affaire n'eût pas les suites désagréables qu'on paraissait disposé à lui donner. Une autre fois il fut obligé de partir précipitamment pendant la nuit pour éviter d'être arrêté chez sa sœur, gravement malade; la délation officieuse d'un misérable avait provoqué cette mesure et empêché M. Ledain de remplir un pieux devoir.

Pendant qu'il était ainsi en butte aux vexations de la police des autorités locales, il recevait de la plupart de ses concitoyens des témoignages de bienveillance, et la confiance dont ils l'honoraient faisait un triste contraste avec les rigueurs des agens du pouvoir. Il ne tarda pas à voir revenir à lui son ancienne clientèle qui s'accrut encore, malgré la présence de plusieurs autres médecins établis pendant son absence. Il fut même appelé à donner des soins à quelques personnes qui, pendant sa captivité, avaient manifesté à son égard des dispositions hostiles et avaient fait des démarches de nature à aggraver sa peine, M. Ledain ne leur refusa jamais les services qu'ils lui demandèrent, et il sut par la générosité de sa conduite commander l'estime de ceux qui, après avoir cherché à le perdre, ne pensaient pas sans doute qu'ils pourraient un jour avoir besoin de lui.

Quelques contrariétés domestiques suscitées par les événemens malheureux dans

lesquels il s'était trouvé impliqué, l'engagèrent à quitter son pays et la position avantageuse qu'il s'y était acquise. Il vint à Paris à la fin de 1829, en conservant cependant son domicile politique dans son département. En 1827, il avait porté dans l'urne électorale son vote contre le ministère Villèle; en 1830, il partit de Paris pour aller protester contre la dissolution de la chambre dite des 221. M. Ledain n'avait conservé son domicile politique dans son département que pour y renforcer le parti de l'opposition, dont trois ans de détention ne l'avaient pas détaché.

Il était à peine de retour à Paris quand y parurent les fameuses ordonnances de Charles X, qui soulevèrent les pavés de la capitale et enfantèrent une révolution dont ne voulaient certes pas la plupart des 221. M. Ledain l'accueillit en homme qui voyait enfin se réaliser un changement auquel il avait coopéré de tout son pouvoir, en sacrifiant sa liberté et sa fortune, et en mettant sa vie au service de ses convictions politiques. Pendant les trois journées, il s'associa à l'insurrection et fit ce que les circonstances lui commandèrent; mais, comme beaucoup d'autres, il ne tarda pas à se convaincre que les émigrés de Gand étaient devenus tricolores, afin de soigner leurs affaires en escamotant une révolution faite par et pour le peuple.

A cette époque, les condamnés politiques de la Restauration, présens à Paris, instituèrent un comité chargé de poursuivre auprès du gouvernement et des Chambres les justes réparations auxquelles avaient droit des hommes frappés par les juges prévôtaux et par les conseils de guerre. Une loi pouvait seule détruire les effets de la plupart de ces iniques condamnations qui avaient frappé de mort civile de vertueux citoyens; une mesure législative était nécessaire pour la révision d'un grand nombre de procédures dans lesquelles les *jugeurs* de la Restauration, par une interprétation digne de cette époque, avaient

faussettement qualifié de crimes et de délits contre les personnes et les propriétés, les actes de citoyens armés pour leur défense personnelle contre les réactionnaires du Midi. Les sanglantes exécutions de Nîmes, celles de Montpellier; les malheureux habitants d'Arpaillargue, le guet-à-pens de Colmar, l'assassinat juridique de Labédoyère, de Ney, de Mouton-Duvernét et de tant d'autres, méritaient bien de fixer l'attention et d'appeler la sollicitude d'un gouvernement vraiment national. Il s'agissait d'une loi de réhabilitation pour venger la mémoire de tant de proscrits et de flétrir ces jugemens honteux, que des hommes dévoués à tous les pouvoirs depuis quarante ans, sont toujours disposés à rendre comme autant de services, les seuls auxquels ils soient propres. Le peuple par l'organe des malheureux échappés à tant d'exécutions, pouvait demander compte du sang de ses vieux généraux, versé par la main des bourreaux. La commission des condamnés politiques, en s'associant à cette pensée, fit tout ce qui dépendait d'elle pour obtenir justice. Elle échoua et devait échouer dans ses tentatives auprès des ministres qui suivaient les errements de la Restauration elle-même; elle ne réussit qu'à obtenir une mesquine aumône jetée à de nobles misères, lorsque l'on conservait avec soin toutes les pensions accordées avec munificence aux anciens chouans, aux émigrés et à l'armée de Condé.

M. Ledain a fait partie de cette commission depuis sa fondation, et en a été l'un des membres les plus actifs. Pendant long-temps il en a été secrétaire; plus tard il en fut nommé président. Voué à la défense des intérêts de ceux dont il avait partagé les périls et les infortunes, il leur a sacrifié son temps pendant plusieurs années. Le gouvernement a fini par absorber cette commission qui aujourd'hui n'existe plus que de nom. Ses moyens de contrôle sur la répartition des crédits alloués par les Chambres aux condamnés politiques de la Restauration sont impuis-

sans. L'arbitraire ministériel dispose de ces crédits, qui peuvent être en quelque sorte considérés comme un supplément aux fonds secrets. Des fonctionnaires publics largement rétribués, des hommes qui n'ont subi aucune condamnation politique, ont reçu ou reçoivent même encore une allocation plus ou moins considérable, que la faveur prélève sur le budget de la misère des proscrits. Une commission nommée par le roi est censée présider à la répartition des crédits législatifs; mais l'on est en droit de croire que cette commission n'obéit en réalité qu'aux injonctions du ministre qui seul propose et dispose, et qui, au mépris de la loi, se garde bien de publier annuellement la liste des personnes qui participent à ces crédits; on y verrait sans doute figurer certains noms qu'on serait fort étonné d'y trouver.

En 1855, M. Ledain eut quelques démêlés avec la police de M. Gisquet; il reçut une visite domiciliaire comme suspect d'*intrigues politiques contre le gouvernement*. Là se bornèrent toutefois les attentions de M. le préfet et de ses agens, qui ne crurent pas devoir mettre à exécution le mandat d'arrêt conditionnel dont ils étaient porteurs. Tout entier à l'exercice de sa profession, M. Ledain, quoique trompé comme beaucoup d'autres dans les prévisions qu'avait pu faire naître la révolution de juillet, espère que le temps et la raison publique, *les ministres aidant*, feront justice des atteintes portées à la liberté.

M. Ledain s'est spécialement livré à l'étude des maladies des organes génito-urinaires, sous la direction d'un maître habile en cette partie. Depuis quelques années, il suit la pratique de M. le docteur *Civiale*, qu'il assiste dans ses opérations de lithotritie; lui-même exécute ce procédé. En 1855, la Société royale de médecine de Marseille mit au concours la question du traitement des rétrécissemens organiques de l'urètre. Le Mémoire que M. Ledain adressa à la Société sur ce sujet important remporta le prix. Il a aussi publié

dans divers journaux de médecine plusieurs mémoires et observations sur la lithotritie et sur les maladies des organes urinaires. Un extrait de son essai sur la topographie médicale du Mont-Saint-Michel a été inséré en 1855 dans les Archives générales de médecine.

LA FONTAINE (MAXIMILIEN-HUBERT-JEAN DE).

DE LA FONTAINE (*Maximilien-Hubert-Jean*) naquit à Namur, le 19 mai 1782, d'une famille noble (1). Il fit ses études au collège de sa ville natale, à l'école centrale de Sambret-Meuse, dont il fut l'un des lauréats, et à Paris, la révolution ayant supprimé l'université de Louvain et dépouillé sa famille des bourses que ses ancêtres y instituèrent.

Ses dispositions le portaient vers la carrière des armes; mais suivant la volonté de son père, il entra dans l'administration des finances, après avoir été reçu licencié en droit. Il avait à peine atteint sa majorité qu'il fut élu par la garde nationale du canton de Gembloux député au couronnement de Napoléon.

Appelé à faire partie de la garde nationale de Paris, à l'époque de sa première réorganisation, à la fin de 1813, il fut d'abord attaché à l'état-major de la première légion. Tout était à tirer du néant : organisation, armement, équipement, instruction, complication inséparable d'une création spontanée. Fonctionnaire public, il ne pouvait, sans négliger son service, se consacrer efficacement à l'autre ; il ne cessa pas ses travaux administratifs, mais il se fit aider de collaborateurs instruits dans l'enregistrement et les domaines, les dirigea et les dota de son traitement mensuel. Il ne tarda pas à être investi des quadruples fonctions de

capitaine d'état-major ; capitaine en service actif compris dans le roulement de service avec les officiers de grenadiers ; rapporteur près le conseil de discipline, et trésorier-officier-payeur. Il les exerça *simultanément et sans interruption* pendant le long espace de *quatorze ans*, avec un zèle et un dévouement peu communs.

An 50 mars 1814, lorsque la capitale fut menacée par les armées formidables de la ligue européenne, M. de La Fontaine se plaça dans les rangs des bataillons de la garde nationale en bataille hors des barrières. Il fut envoyé en mission le même jour aux barrières des Bons-Hommes, de l'Etoile, du Roule, de Monceau et de Clichy. Rentré dans Paris qu'envahissaient les armées étrangères, il resta cinq jours et cinq nuits sous les armes et à l'état-major de sa légion, concourant avec ardeur, dans ces momens de deuil et de danger, au service des postes et à l'exécution des mesures d'ordre et de sécurité publique. Le 51 mars 1814, sur la place Louis XV, il contribua courageusement à réprimer les excès que tenta d'exercer un groupe nombreux d'hommes à pied et à cheval, irrités de la résistance de la première légion à prendre, à leur sollicitation et sans un ordre spécial de son commandant en chef, la cocarde blanche qu'ils avaient arborée.

Sa conduite dans cette circonstance, quoiqu'elle reposât sur les vrais principes d'ordre, servit de prétexte à l'éloigner d'emplois richement rétribués, qui lui étaient destinés.

Plus tard il provoqua du major général l'organisation des conseils de discipline, par un mémoire qui contient les principaux articles organiques de l'institution, tels qu'ils furent adoptés.

Le colonel général comte d'Artois et le major général comte Dessole, voulant consacrer le souvenir des services qu'à l'époque de la première invasion étrangère la garde nationale de Paris rendit à la capitale, déci-

(1) Voir le Biographe des mois de septembre et octobre 1855, n° 21 et 22.

dèrent qu'une relation fidèle en serait déposée dans ses archives. M. de La Fontaine fut chargé de la rédaction du chapitre relatif à l'arrondissement de la première légion.

Louis XVIII récompensa la valeureuse conduite de ce corps par quelques décorations de la Légion-d'Honneur : c'était la première distribution. Une de ces croix fut attribuée à l'état-major de la première légion, composé de MM. les ducs de Praslin, pair de France ; chevalier Barry ; prince de Beauveau, pair de France ; comte de Rémusat, ancien grand maître de la garde-robe de l'empereur ; baron de La Bouillerie, intendant de la liste civile ; vicomte de Dammartin, maréchal de camp ; chevalier Froidefond du Chatenet, receveur général, tous officiers supérieurs, et de plusieurs officiers subalternes. Le choix de deux candidats se fit au bulletin secret par tous les officiers de l'état-major présidé par le chef de légion : l'un des premiers noms sortis de l'urne électorale fut celui de M. de La Fontaine ; la majorité des voix lui fut acquise, ainsi qu'à l'un de ses concurrents. A chaque promotion, de nouveaux suffrages lui conservèrent le rang de premier candidat de l'état-major, chaque fois avec un accroissement de titres, de services et de droits qu'une ordonnance royale du 19 mai 1825 énuméra, en lui conférant l'étoile de la Légion-d'Honneur.

En 1815, élu l'un des officiers qui devaient concourir à la distribution des Aigles au Champ-de-Mai, il reçut des mains de l'empereur celui qui était destiné au département de l'Oise, et en fit la remise au président du conseil général de ce département.

Lorsque le pays redevint la proie de l'invasion et de la conquête, la garde nationale fut un instant le seul corps resté armé au milieu des phalanges étrangères. Par son attitude ferme et courageuse elle imposa aux bandes de toutes les nations qui couvraient le sol de la patrie. Dans ces douloureuses circonstances, M. de La Fontaine se

fit remarquer par son zèle comme officier et d'état-major et des grenadiers.

A toutes les époques, pendant quinze ans, lorsque la garde nationale eut à fêter soit des anniversaires, soit des événemens mémorables, M. de La Fontaine présida les commissions chargées d'organiser ces réunions ; il composa dans ces circonstances plusieurs pièces de vers dans lesquelles respire le sentiment d'un monarchisme exalté, au point de lui faire comparer le duc de Choiseul (*voir sa notice*) à Turenne, et les vertus de la duchesse de Berri à celle de la mère de S. Louis, licences poétiques que messieurs de l'état-major trouvaient du meilleur goût.

Lorsqu'en 1824 et 1825 l'esprit de libéralisme s'insinua dans les rangs de la milice citoyenne, sollicité d'en rechercher les causes et d'indiquer les remèdes, M. de La Fontaine rédigea un mémoire qui fut mis sous les yeux du roi ; il proposait de la dissoudre et de la licencier pour la réorganiser sur des bases nouvelles plus analogues aux principes monarchiques, et moins en rapport avec les idées démocratiques exaltées dont il signalait le danger.

Successivement attaché en sa qualité d'officier supérieur de l'enregistrement et des domaines aux départemens du Nord, de l'Oise et de la Seine, il parvint bientôt à la première classe de son grade. Un grand nombre d'instances administratives concernant les plus précieux intérêts du domaine de l'état, et de pétitions adressées au préfet de la Seine, à la direction générale de l'enregistrement et des domaines, au ministère des finances, à la chambre des députés et au gouvernement, furent soumises à l'examen, au rapport et à l'avis de M. de La Fontaine. Quelque intéressante qu'en soit l'analyse, les bornes d'une simple notice ne permettent pas de la mettre sous les yeux du lecteur. Plus de dix volumes grand in-folio, chacun de quatre cents pages, entièrement minutées de sa main, contiennent ses rap-

ports, qui sont le plus beau titre du fonctionnaire dévoué, de l'homme consciencieux et du domaniste éclairé.

Chargé en 1811 de surveiller et diriger le recouvrement de l'immense actif alors confisqué sur la famille du duc d'Orléans, il fit preuve d'activité et de talent.

En 1812, M. Isaac Tilsing, ancien ambassadeur de Hollande en Chine, décéda à Paris. Il avait légué trois cents médailles antiques, une grande quantité de livres, manuscrits, de curiosités chinoises et japonaises d'une valeur inappréciable, au musée de Londres, qu'en vertu du décret du 21 novembre 1806, sur le blocus continental, l'état était appelé à représenter : M. Langlès, le célèbre orientaliste, de l'Institut, fut le délégué du ministre de l'intérieur à l'inventaire après le décès du testateur, M. le comte de l'Aubepin, celui des relations extérieures, et M. de La Fontaine y représenta le ministère des finances. Le succès de cette mission délicate, qui exigea de longs et difficiles travaux, reposait surtout sur ce dernier ; il la remplit avec un soin et une intelligence active qui lui méritèrent les plus honorables éloges.

En avril 1815, chargé au département de la Seine de l'exécution de la loi du 20 mars 1815 sur les finances, en ce qu'elle réunissait au domaine public les biens des communes, il en prit possession au nom de la caisse d'amortissement, et sut par sa modération, la persuasion et le bon esprit qui l'animait, prévenir l'irritation d'intérêts opposés à cette mesure.

En 1814, 1815, 1816 et 1817, un grand nombre des plus anciennes familles de France sollicitèrent du gouvernement, en vertu de la loi du 5 décembre 1814, la restitution de biens d'émigrés de la plus haute valeur, encore invendus ou affectés à des services publics à Paris, et la remise de titres et papiers relatifs à leurs propriétés ; elles eurent à se louer de son zèle infatigable et éclairé à faciliter par ses recherches et la célérité de ses rapports les restitutions récla-

mées, et à les exécuter dès que la légitimité en était bien établie.

En 1815, quand le génie de la France rouvrit les portes du palais des Tuileries au conquérant qui, pendant de brillantes années, en fut la vie et la gloire, M. de La Fontaine reçut la mission, en vertu du décret daté de Lyon, du 15 mars 1815, de veiller à la prise de possession et à la conservation au profit du trésor de l'état, des biens de la famille royale et de ceux de plusieurs grands dignitaires, tels que MM. les princes de Bénévent et de Neuchâtel, les ducs de Raguse et de Bellune, le maréchal Maison, le baron Louis et autres. Sa conduite dans cette circonstance difficile lui concilia l'estime de tous les partis.

L'hôtel de Noailles, rue Saint-Honoré, ancienne demeure de l'architrésorier, paraissait susceptible de rentrer dans le domaine public ; mais instruit que cet immeuble restitué en 1814 au propriétaire légitime avait depuis été légalement aliéné, il se refusa à apporter le moindre trouble dans la jouissance des droits acquis et inviolables d'après ses principes.

Il travailla avec M. le conseiller d'état Daunou à rétablir aux archives de l'empire, de la cour des comptes, de l'administration des forêts et de la liquidation, les plans, titres et papiers relatifs aux domaines des princes de la maison de Bourbon, et extraits de ces dépôts depuis le 1^{er} avril 1814.

Après la levée des scellés apposés sur l'hôtel occupé par M. le duc de Blacas, il fut chargé d'en mettre en possession M. de Montalivet, comme intendant de la liste civile, et en exécution du décret du 15 avril 1815, de placer sous la responsabilité de M. l'administrateur Desmazis le Palais-Royal et le mobilier qui le garnissait ; les vins furent partagés entre le prince Lucien et le grand maréchal du palais de l'empereur.

Le ministre des finances prescrivit d'établir la situation active et passive des princes

de la maison de Bourbon ; M. de La Fontaine, désigné pour présider à cet important travail, demanda à en être déchargé. Les événemens politiques en favorisèrent l'ajournement.

La loi du 12 janvier 1816, ayant révoqué les concessions faites à titre gratuit par le chef du gouvernement impérial aux membres de sa famille, la maison du roi, par sa lettre du 25 janvier 1816, revendiqua du domaine de l'état, les mobilier, tableaux, statues et objets d'art d'un grand prix, séquestrés par le commissaire Justus Grunner au nom de Sa Majesté prussienne, sur l'un des premiers seigneurs de Rome, le prince Camille Borghèse et sur la princesse Pauline. Chargé de satisfaire à cette demande, M. de La Fontaine acquit la preuve qu'aucun objet mobilier n'avait été distrait du Garde-Meuble de la couronne au profit d'aucun membre de la famille impériale, et que le séquestre prussien frappait injustement une propriété privée et sacrée : il la fit donc conserver religieusement dans les trois dépôts ehoisis par le prince avant son départ de Paris, et il en démontra et défendit l'inviolabilité dans ses rapports.

Plus tard, une décision ministérielle du 20 mars 1816, sollicitée d'après ses conseils par M. Panvini Rosati, envoyé extraordinaire de la Cour de Rome à Paris, consentit la main-levée de ce séquestre ; l'administration des domaines en confia l'exécution à ses soins vigilans. Il eut à combattre de nouveaux obstacles : la police de Paris, substituée à la police prussienne, se refusa à la levée des scellés, et les agens de la princesse Pauline contestaient les pouvoirs du mandataire du prince Camille ; personne n'ignore qu'à cette époque, des sujets de désunion régnaient entre ces deux époux, et comme souvent les gens d'affaires, dans l'expression des sentimens de leurs commettans, dépassent les limites posées par la raison, ce ne fut que par trois mois de travail qu'il surmonta les difficultés nées de ce

conflit : sur ses sages observations, le chargé d'affaires du Saint-Siège consentit à l'accomplissement de formalités en harmonie avec la responsabilité des agens de la princesse, et un arrêté du 6 mai 1816 du préfet de la Seine autorisa la levée des scellés par un commissaire du département. Quelques obstacles restaient à vaincre : il introduisit un référé devant ce magistrat, plaida la cause du prince, et en assura le triomphe. Il fit enfin rédiger un procès-verbal descriptif de tous les objets précieux dont il opérait la remise, et de leur parfaite identité avec ceux anciennement arrivés de Rome à Paris. L'envoyé de Rome, témoin du zèle de M. de La Fontaine, s'empressa de l'utiliser pour le succès de ses diverses missions.

Plus tard le souverain pontife Léon XII, sur la proposition formelle du nonce à Paris, récompensa le dévouement de M. de La Fontaine en lui conférant le titre de comte et la croix de chevalier de l'épéron d'or. Ces bulles reçurent du roi la sanction d'usage.

En 1821, 1822 et 1825, M. de La Fontaine fut chargé de la vérification des actes et jugemens rendus depuis plusieurs années par le tribunal de commerce de la Seine, et le nombre en est incalculable : il signala, tant dans l'intérêt des justiciables que du trésor, de nombreuses améliorations, et porta avec succès la parole dans diverses audiences pour la défense des intérêts de l'administration de l'enregistrement.

En 1824 M. de La Fontaine donna sa démission de son emploi au ministère des finances, et acheta une charge d'agent de change près la Bourse de Paris. Nous ne le suivrons pas dans cette nouvelle carrière où il arriva précédé d'une haute réputation de probité, qui toutefois ne put lui concilier la confiance des hauts banquiers, appartenant alors en majorité au parti libéral.... Il n'en eût pas été ainsi, si M. de La Fontaine s'était borné à la Bourse à des spéculations de finances, mais il y apporta un zèle actif pour la cause de l'autel et du trône qui

durent lui être nuisibles : bientôt en butte à l'accusation de jésuitisme, et délaissé de la plupart de ses collègues, il dut résilier ses fonctions et traiter de sa charge ; la chambre syndicale de la compagnie des agens de change, par une délibération spéciale, reconnut et certifia qu'il avait donné volontairement sa démission, après avoir fait honneur à ses engagements. Ses associés lui délivrèrent une décharge complète, définitive et sans réserve, par deux actes successifs déposés dans les archives de cette compagnie, jalouse de justifier incessamment des motifs et de la légalité des mesures qu'elle adopte.

L'exagération de ses sentimens religieux ayant seule motivé cette détermination, l'administration de l'enregistrement et des domaines, par deux délibérations successives, le déclara à l'unanimité apte à reprendre l'exercice de ses anciennes fonctions supérieures. M. Calmon, directeur général, lui en remit le certificat officiel ; mais cette bienveillante disposition se trouva paralysée par la législation financière adoptée depuis les événemens politiques de 1830.

A la suite de cette révolution M. de La Fontaine se rendit d'abord en Belgique, et se trouvait à Anvers auprès du prince d'Orange (1) à l'époque où le roi Guillaume vit échapper de ses mains le trône belge. *Les rois s'en allaient*, selon l'expression de M. Lainé, reproduite par M. de Châteaubriand. M. de La Fontaine ne crut pas que sa spécialité financière dût être soumise aux variations de la politique, et se rapprocha de la régence. Nommé inspecteur de l'enregistrement et des domaines, il n'entra point en fonctions, ne voulant

accepter qu'un emploi qui le maintînt à son rang.

Depuis son retour à Paris M. de La Fontaine s'est entièrement consacré à l'étude des lettres et des sciences, aujourd'hui son unique occupation : il est auteur de diverses pièces de vers publiées dans différens recueils, de quelques notices biographiques, d'un grand nombre d'articles sur l'économie politique insérés dans les journaux français et étrangers, de plusieurs traductions pseudonymes et de mémoires intéressans sur la garde nationale.

On doit regretter que le gouvernement de juillet n'ait pas cru pouvoir employer au service du pays les talens spéciaux et la probité financière de M. de La Fontaine.

DELACROIX (NICOLAS).

Parmi les hommes modestes qui, quoique loin de Paris et du tourbillon du grand monde, cultivent les sciences avec fruit et constance, et donnent l'exemple de patriotiques vertus, nous plaçons au premier rang M. Nicolas Delacroix, avoué près le tribunal de Valence (Drôme), membre du conseil général de ce département, correspondant de l'Académie des Sciences morales et politiques de l'Institut, correspondant de la Société royale des Antiquaires, membre de l'Académie de Dijon, de la Société d'émulation du Jura, et de la Société française de statistique.

Né à Montblainville (Meuse) le 11 décembre 1785, M. Nicolas DELACROIX se livra dès son enfance à l'étude des lettres et des sciences, et parut vouloir d'abord embrasser la carrière de l'administration. Il entra dès 1802 dans les bureaux de la sous-préfecture de Nyons (Drôme), et y exerça les fonctions de chef des bureaux jusqu'en 1810 ; il passa ensuite en qualité de chef de division dans ceux de la préfecture de la Drôme. Il exerça ces dernières fonctions jusqu'au 14 mai 1815.

(1) Déjà en 1815 le prince d'Orange avait accueilli avec empressement et placé sous son égide, après les Cent-Jours, le brave colonel de La Fontaine, contraint et forcé à cette époque, comme premier aide de camp d'un maréchal de France inscrit sur la première liste des proscrits, d'abandonner le service de sa patrie adoptive pour se vouer à celui des Pays-Bas, son pays natal.

Sous l'Empire M. Delacroix avait en outre été nommé membre à vie du collège électoral de Nyons.

Pendant les Cent-Jours les électeurs patriotes de la Drôme confièrent leur mandat à M. Delacroix, qui vint prendre place à la Chambre des *Représentans* dans les rangs des hommes nationaux ; il fit partie comme secrétaire d'âge du bureau provisoire de la Chambre à l'ouverture de la session. Dans la discussion de la déclaration des droits, il fut décrété sur sa proposition que la loi ne reconnaissait ni vœux perpétuels, ni ordres monastiques. Il avait expliqué que sa proposition ne comprenait pas les ordres religieux attachés aux établissemens de bienfaisance.

La discussion du projet de constitution lui fournit l'occasion de demander que l'on consacraît de plus en plus la liberté des cultes, et que l'on statuât sur les formes à suivre par les particuliers, pour traduire en jugement les fonctionnaires publics dont ils auraient à se plaindre. M. Delacroix fut enfin l'un des signataires de l'immortelle et patriotique protestation du 8 juillet 1815 (voir la notice DUPONT (de l'Euze)).

Rentré dans la vie privée, M. Delacroix se livra à ses travaux de cabinet, et ne tarda pas à publier (1817) un *Essai sur la statistique, l'histoire et les antiquités du département de la Drôme*, in-8° ; ouvrage qui fut mentionné honorablement au concours ouvert en 1818 par l'Académie des Sciences de l'Institut, et plus récemment par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

En 1855 M. Delacroix a donné une nouvelle édition de cet ouvrage considérablement augmenté (in-4°), sous le titre de *Statistique du département de la Drôme*, qui a obtenu la médaille d'or Monthyon au concours ouvert par l'Académie des Sciences de l'Institut (1), et une autre médaille d'or, de

grand modèle, de la Société de statistique universelle (1).

Quoique faisant partie de l'opposition cons-

Nous nous faisons un devoir de reproduire la partie du rapport relative à l'ouvrage de M. Delacroix, et nos lecteurs seront ainsi à même d'apprécier l'importance et le mérite de son livre.

Cet ouvrage présente la description statistique complète du département de la Drôme. Après en avoir tracé avec talent une histoire sommaire depuis les temps les plus éloignés, jusqu'en 1789, l'auteur s'occupe de faire connaître les aspects divers du sol et sa nature ; il décrit les cours d'eau, fleuves, rivières et torrens, classés par bassins ; il en fait connaître les pentes et le régime, ainsi que le parti qu'on en tire pour la navigation ou pour l'arrosement des terres ; il décrit les travaux, souvent dispendieux, qu'on a faits, pour leur donner ce dernier emploi, qui, dans quelques cantons de ce pays, est une partie importante de l'agriculture. Le département de la Drôme offre une grande variété de climats ; M. Delacroix les caractérise par la désignation des espèces végétales qu'on y cultive ou qui y croissent spontanément ; l'échelle en est fort étendue, ses points extrêmes sont l'olivier et les arbres résineux qui habitent les Alpes, non loin de la région des neiges perpétuelles.

L'auteur, en faisant l'énumération des végétaux cultivés les plus remarquables, expose avec un détail suffisant les méthodes de culture usitées pour chacun d'eux ; il indique aussi l'espèce, l'origine et le nombre des animaux que l'agriculture emploie, et de ceux qui sont élevés pour la vente.

Il fait connaître l'état de l'industrie manufacturière : sa branche la plus importante est le filage, l'ouvrison et le tissage de la soie, substance qui est une des productions de l'agriculture du département de la Drôme.

Les questions relatives à la population sont traitées avec soin : M. Delacroix discute les faits qui constatent ses variations et les nombres qui en expriment le mouvement. Pour donner une idée du discernement de l'esprit consciencieux qui a présidé à son travail, nous arrêterons un moment l'attention sur la marche qu'il a suivie pour éclaircir un doute qui s'était élevé sur la vérité des états de population publiés dans son pays à différentes époques. La comparaison de ces états annonce un accroissement progressif qui ne s'est jamais interrompu ; pour s'assurer que ce résultat ne provenait pas de l'imperfection des recensements, M. Delacroix a soumis à une discussion critique la série de ceux qu'il a pu réunir : ils sont au nombre de onze, dont l'un a été puisé dans un travail fait avant 1789. Il en a comparé les résultats avec ceux que donnent les états du mouvement de la population pendant dix-huit années (1815 à 1832). Ces états ont indiqué une augmentation à peu près pareille à celle qui est annoncée par les recensements, d'où l'on pouvait conclure que ceux-ci ne s'écartaient pas sensiblement de la vérité. M. Delacroix a voulu constater par une autre voie l'exactitude de cette conclusion ; il a fait le dépouillement des tables décennales de toutes les communes du département depuis quarante ans ; ces tables, comme on sait, sont le relevé exact des registres de l'état civil ; il est encore arrivé au même résultat. D'après ce travail, il a été fondé à regarder les recensements comme ayant présenté l'état effectif de la population du département de la Drôme aux différentes époques où ils ont été faits.

Depuis quelque temps on a élevé des doutes sur la confiance due à ces sortes de documents ; il serait à souhaiter que partout ils fussent soumis à une épreuve semblable à celle qu'ils ont subie dans le département de la Drôme. Il serait à souhaiter aussi que M. Delacroix portât ses regards et sa critique sur les tables de décès par âge que l'on dresse chaque année dans les sous-préfectures : un homme aussi judicieux aurait probablement trouvé des

(1) Sur le rapport de MM. Jullien de Paris et Dubouchet. (Voir le *Journal des Travaux* et la *Collection des Mémoires* de la Société de Statistique universelle.)

(1) Au rapport d'une commission composée de MM. Costaz, C. Dupin, Girard, Mathieu et Pinsol.

titutionnelle dans les collèges électoraux, M. Delacroix fut nommé en 1821 membre du conseil municipal de Valence.

Après la révolution de juillet M. Delacroix fut investi des fonctions de maire de Valence; en 1831 nommé membre du conseil général, et le 30 avril suivant chevalier de la Légion-d'Honneur. Le vote populaire le maintint en 1855 dans ses fonctions de membre du conseil général, dont il a été constamment élu secrétaire.

RAUCOURT (ANTOINE, le colonel).

S'il est bon que des âmes énergiques tiennent les gouvernans en haleine en contrôlant leurs actes et leur conduite, il est bon aussi que d'autres hommes, abandonnant la politique critique, se consacrent à la solution de tous les problèmes d'utilité sociale par des travaux consciencieux et pacifiques.

moyens de contrôle propres à éclairer sur le parti que l'on peut tirer de ce travail, pour déterminer la loi de la mortalité.

Après avoir donné la statistique générale du département, M. Delacroix s'est occupé de la statistique particulière des communes : elle est présentée dans une série de tableaux où les communes sont groupées par arrondissemens et par cantons; on y trouve le nombre des habitans, celui des maisons, la distribution, exprimée en hectares, du territoire entre les différentes cultures ou autres emplois, et le montant en principal des contributions directes. Cette analyse de l'existence communale n'a pas exigé moins de 24 colonnes; néanmoins la disposition des tableaux est combinée avec tant d'intelligence et de clarté, qu'on a peu à craindre les erreurs de lecture si fréquentes lorsqu'on consulte des états numériques étendus et compliqués.

M. Delacroix a généralement soin de résumer ses observations par des nombres, et de réduire en tableaux celles entre lesquelles il existe quelque liaison par l'analogie des matières qui en sont l'objet.

L'auteur de la *Statistique de la Drôme* a travaillé pendant plusieurs années à réunir et à discuter les données dont se compose son ouvrage. Dès 1817 il en avait publié un essai; depuis cette époque il n'a pas cessé de s'occuper du complément et du perfectionnement de ce premier travail, dont la publication lui a procuré un grand nombre d'observations utiles; il a entrepris des voyages pour vérifier sur les lieux certains faits ou pour en recueillir de nouveaux; il est peu de communes du département qu'il n'ait visitées; il lui a été permis de puiser aux sources authentiques, et il a soumis à une critique exacte et éclairée les documens qu'elles lui ont fournis; il a constaté par lui-même la plupart des faits qu'il a exposés. Son ouvrage n'est point une compilation, il est le fruit de l'observation directe et immédiate; il présente la réunion des conditions auxquelles doit satisfaire la description statistique d'un département; il est remarquable par le choix et par l'étendue des matières, par la méthode qui a présidé à leur disposition, par l'exactitude des faits, par la clarté et la pureté du langage, etc.

Parmi ces hommes M. le colonel Raucourt occupe un rang distingué. Depuis plusieurs années, entièrement consacré à l'enseignement populaire, il a bien mérité de la classe démocratique. A ce titre c'est pour nous un devoir de le signaler à la reconnaissance publique.

Né en 1789 à Charleville (Ardennes), d'une famille bourgeoise, Antoine RAUCOURT, fut élevé au milieu des privations (1). Forcé de travailler pour vivre, il était à peine sorti d'apprentissage qu'il fut atteint par la conscription. Parti pour l'armée en 1808, il revint à Metz pour y subir ses examens, fut reçu en 1809 à l'Ecole polytechnique, et devint plus tard (1811) élève ingénieur des ponts et chaussées; il fut employé comme ingénieur militaire aux fortifications de Paris en 1814, et à la défense de Mézières en 1815.

Jusque-là ses pensées avaient été toutes absorbées par la nécessité de se faire un état, de relever sa famille, et de remplir les devoirs que lui imposait sa position. En 1818 sa position changea; des sensations nouvelles vinrent l'assaillir, et développer les tendances de son esprit. Envoyé comme ingénieur des travaux maritimes au port de Toulon, M. Raucourt eut à s'occuper pour la première fois d'une question touchant aux intérêts généraux. Encouragé par M. de Lareinty, intendant, il consentit à employer les forçats aux constructions du port, et parvint à les organiser en brigades de travailleurs, au point de les faire passer de l'état de consommateurs à celui de producteurs (2).

A douze ans de là un rapport de l'Acadé-

(1) Son père, entrepreneur de bâtimens, possesseur d'une belle fortune qu'il tenait de sa famille, fut ruiné par les diverses crises de la révolution, et surtout par la dépréciation des assignats.

(2) M. Raucourt a publié en 1820 un ouvrage sur la lithographie; il a travaillé à la composition du plan et donné les moyens d'exécution des plus beaux édifices du port de Toulon, tels que l'hôpital Saint-Mandrier, le magasin général et la Calle Poverie.

mie des Sciences apprenait au monde savant que l'établissement des forçats au port de Toulon avait produit dix millions d'économie à l'état, et rendu à la moralité quatre mille condamnés qui fussent revenus au bagne d'après les relevés antérieurs, si l'on n'eût pas fondé cette utile institution.

En 1821 M. Raucourt fut appelé en Russie comme lieutenant colonel des voies de communications, par l'empereur Alexandre ; il accepta cette mission avec l'assentiment du gouvernement français, heureux de saisir une occasion de s'éloigner des jalousies et des intérêts froissés qui ne pouvaient lui pardonner d'avoir utilisé les forçats, et secondement, empressé d'acquérir une connaissance plus approfondie des choses, des hommes et des gouvernemens qui les dirigent.

Pendant son séjour en Russie, M. Raucourt fut utile à cette puissance dans l'art de développer ses moyens de prospérité intérieure. Il fit successivement pendant six ans de séjour à Saint-Petersbourg les cours de construction à l'Ecole des ingénieurs, et des expériences en grand sur l'art de confectionner les mortiers.

Le gouvernement russe a fait imprimer en français et en russe le traité de M. Raucourt sur ce sujet.

A la même époque, M. Raucourt fut aussi chargé des travaux préliminaires du pont de Narva.

Dans ce temps même un nombre assez considérable d'anciens élèves de l'Ecole polytechnique se trouvait à Saint-Petersbourg : M. Raucourt fonda avec eux et chez lui une société régulière, ayant ses réunions fixes, dans lesquelles on s'occupait de la discussion de toutes les questions d'intérêt social (1).

En 1822, M. le lieutenant colonel Raucourt fut envoyé sous les ordres de l'amiral

Greig comme directeur des travaux maritimes des ports de la mer Noire ; il réunit 1,200 forçats à Nicolaef pour y organiser avec des troupes un système de travaux économiques, analogue à celui qu'il avait établi à Toulon.

En 1825 l'empereur Alexandre approuva un projet de port maritime et d'un arsenal complet pour Sebastopool, présenté par M. Raucourt. Deux millions ont été donnés pour un commencement d'exécution.

M. Raucourt, nommé colonel et chevalier de l'Ordre de Saint-Wladimir, se rendit à Saint-Petersbourg pour s'entendre avec le ministre de la marine sur l'organisation des travaux, et prendre les ordres de l'empereur. Il fut chargé de la réparation difficile de l'épanchoir de Stelna : il présenta vers le même temps un projet dont l'accomplissement mettrait Saint-Petersbourg à l'abri des inondations qui désolent fréquemment cette capitale. Nous ignorons les motifs qui ont fait écarter l'adoption de ce projet.

Revenu à Sebastopool, le colonel Raucourt y reçut l'empereur Alexandre, qui voulut encourager par sa présence les travaux entrepris dans la mer Noire, et qui succomba dans ce voyage. Bientôt après le colonel retourna à Saint-Petersbourg. Le mauvais état de sa santé le contraignit à demander ses passeports, et il rentra en France.

Il fut chargé en 1829 par M. Becquey, directeur général des ponts et chaussées, de trouver des machines portatives et économiques pour peser les voitures, afin de faciliter la police du roulage.

En 1852 M. Legrand, devenu directeur général, le fit secrétaire d'une commission chargée des plus intéressantes recherches sur le perfectionnement des routes. Ce fut à l'aide des instrumens de précision inventés par M. Raucourt, que l'on parvint aux résultats cherchés (1).

(1) M. Enfantin, le père des Saint-Simoniens (voir sa notice) était l'un des membres de cette société, et était spécialement chargé de traiter les questions commerciales.

(1) M. Raucourt a obtenu en 1814 le prix Monthyon, qui lui fut accordé tant pour ses *pesons perfectionnés*

La révolution de 1830 ayant appelé son attention sur l'intelligence et la vertu civique, admirées dans le peuple de Paris, il fut un des premiers fondateurs de l'association polytechnique et des cours faits aux ouvriers par cette utile institution, et s'attacha particulièrement à propager l'éducation dans la classe des artisans.

Depuis cet ingénieur a publié des ouvrages sur la philosophie et l'éducation positive; il a appelé l'attention des chambres, des académies et du gouvernement sur la nécessité de s'occuper de l'éducation du peuple, amoindrie et pour ainsi dire abandonnée depuis la dernière révolution.

Il a donné des exemples nombreux, dans les mairies, les sociétés philanthropiques, et notamment dans la manufacture de M. Beauvisage, de l'influence bienfaisante de l'éducation positive sur les ouvriers : cette éducation, bien appliquée, résolvant le problème de l'amélioration du sort de la classe la plus pauvre et la plus nombreuse, jusqu'ici vainement cherchée.

THIERRY (FERDINAND).

M. Ferdinand THIERRY est né à Sedan (Ardennes), le 6 août 1799. Son père, le général de division Thierry, comptait cinquante-sept ans d'honorables services à l'époque de sa mort. L'empereur voulut récompenser ce brave, et plaça son jeune fils au Prytanée militaire de La Flèche en 1806. Après y avoir terminé ses études, il fut envoyé à Saint-Cyr, et s'y trouvait encore en 1813, lors de la suppression de cette école.

Désirant suivre une carrière que son père

avait parcourue avec gloire, il entra dans le premier régiment de la garde en qualité de sous-officier. Nommé, en 1818, sous-lieutenant dans la légion de Lot-et-Garonne, il passa successivement au 50^e régiment de ligne et au 55^e.

Quelles chances d'avenir le métier des armes pouvait offrir sous les Bourbons, qui s'étaient entourés de gardes du corps et de Suisses, qui tendaient à former un corps d'officiers composé de fils de familles, qui n'accordaient les distinctions militaires qu'à un dévouement le plus absolu à leur gouvernement ?

M. Thierry, ne pouvant espérer de ses services ni avancement, ni honneur, donna sa démission vers la fin de 1826, et se livra à la culture des lettres.

Il fit paraître, en 1855, son premier ouvrage intitulé : *L'Histoire de France mise à la portée du peuple*, suivie de *Georges*, petite anecdote, un fort volume in-12. Ce livre est le résumé exact des grands événements dont se composent nos annales; écrit pour le peuple, il était digne de lui être offert. L'auteur l'a terminé par cette pensée que la monarchie est le tombeau des libertés publiques et de la félicité des peuples. M. Thierry s'est arrêté à la mort de Louis XVI; mais si, comme on nous l'a assuré, il s'occupe en ce moment de rédiger une suite à cette histoire, nous l'engageons à hâter sa publication : Nous sommes dans un temps où l'instruction populaire a besoin d'écrivains de conscience et de talent.

L'année suivante il fit paraître ses *Nouvelles Lettres persanes*, avec des notices sur la Corse, l'Asie-Mineure, la Grèce et l'Afrique, un volume in-12. Il y a de la verve dans la peinture qu'il fait des mœurs de nos bourgeois grands seigneurs qui, ayant remplacé l'agiot du Perron par celui de la Bourse, la débauche des petites-maisons par celle des bals de théâtres, le jargon des salons par le langage des tabagies, n'ont d'énergie que pour toutes les bassesses qui les recomman-

que pour divers Mémoires envoyés à l'Académie des Sciences sur les eaux courantes, et sur diverses machines.

dent aux libéralités provenant des fonds secrets. M. Thierry a le trait nerveux et l'observation ingénieuse. Qu'il poursuive : Bon écrivain, bon citoyen, la patrie a droit de compter sur lui.

BARBIER (JOSEPH-ATHANASE, le baron).

Joseph BARBIER, fils d'un ancien chirurgien-major d'armée, se fit remarquer dès ses plus jeunes années par ses heureuses dispositions. Il fit ses premières études médicales sous MM. Louis, Pelletan et Desault, et narda pas à obtenir au concours la place de premier chirurgien interne à l'Hôpital de la Charité, où il resta pendant trois ans. Il se livra dès-lors à l'enseignement de l'anatomie et de la chirurgie, et fut nommé en 1792 chirurgien-aide-major militaire ; promu en 1795 au grade de chirurgien-major, il fit pendant deux ans le service des hôpitaux militaires de Chartres, de Saint-Denis et de Poissy.

Adjoint en 1796 au célèbre Dufouarre, chirurgien en chef du Val-de-Grâce à Paris, il fut en 1814 nommé chirurgien en chef et premier professeur de cet hôpital militaire. Dans le moment où les hôpitaux militaires des départemens envahis évacuèrent leurs blessés sur Paris, M. Barbier se montra infatigable, et mérita bien des braves qui furent confiés à ses soins.

En 1815 M. Barbier fut nommé membre de la commission chargée de rendre compte de l'état des écoles de médecine, et de proposer les modifications dont elles pouvaient être susceptibles. Il se fit remarquer dans le sein de cette commission autant par son zèle que par ses conseils éclairés qu'il tenta vainement de faire adopter.

Dès la création de l'Académie royale de Médecine, M. Barbier en avait été nommé membre. Il fut plus tard décoré de l'Ordre de la Réunion et de celui de la Légion-d'Honneur, et enfin créé baron.

M. Barbier a depuis quelques années quitté le service militaire ; mais il n'a point abandonné l'exercice de sa profession. On le compte à juste titre parmi les premiers chirurgiens de notre époque.

M. Barbier est auteur d'un grand nombre de dissertations relatives à l'art de guérir. Il a en outre publié plusieurs observations fort remarquables.

LAVAL (PIERRE-LOUIS-ANTOINE).

LAVAL (Pierre-Louis-Antoine), né à Fontenay-le-Comte (Vendée), le 12 août 1767, fit ses études avec succès au collège de cette ville.

Chef de bureau à l'administration départementale de la Vendée dès l'époque de la création de ces administrations jusqu'à celle des préfetures, il fut nommé alors conseiller de préfecture du même département, et exerça ces fonctions jusqu'au moment où, par décret impérial, le chef lieu de préfecture de la Vendée, fut transféré de Fontenay à la Roche-sur-Yon : à cette époque, il donna sa démission de ses fonctions.

Il fut, presque aussitôt après cette démission, nommé premier adjoint à la mairie de Fontenay, et ensuite appelé aux fonctions de maire de cette ville, qu'il a remplies pendant plus de dix ans, et dont il se démit en 1815 ; plus tard il fut nommé membre du conseil d'arrondissement de Fontenay.

Élu député de la Vendée en 1815, il siégea dans la chambre *introuvable* sur les banes de la majorité, et vota constamment avec elle ; réélu aux mêmes fonctions après l'ordonnance du 5 septembre, il siégea au côté droit, et fit partie de la phalange qui recevait le mot d'ordre de M. de Villèle. Il ne siégea pas à la chambre septennale, mais fut de nouveau réélu en 1827 ; il siégea au centre

d'où il soutint le ministère Martignac ; plus tard , ses opinions parurent s'être modifiées dans un sens libéral , car il fut du nombre des 221 signataires de la fameuse adresse qui devait amener la chute de Charles X. M. Laval n'avait peut-être pas plus compris que la plupart de ses collègues , la portée de cet acte d'opposition.

M. Laval adopta les changemens survenus à la suite de la révolution de juillet , mais ne fut point réélu député par les électeurs de son arrondissement.

Nommé en 1850 membre du conseil général de la Vendée , et appelé à l'honneur de le présider pendant cinq sessions consécutives , il a été réélu à ces fonctions en 1856 par le canton de Fontenay.

M. Laval est en outre membre du comité d'instruction primaire supérieure de l'arrondissement de Fontenay , du conseil municipal de cette ville , de la commission administrative de l'hospice , du conseil des prisons , du comité de bienfaisance , et l'un des directeurs de la caisse d'épargne.

Il fut décoré de la croix d'honneur en octobre 1821.

Comme député , M. Laval n'a jamais pris la parole pendant les sept années qu'il a passées à la chambre ; ses opinions monarchiques ne nous sont connues que par ses votes.

LAMEZAN (le comte DE).

« Fidèle à Napoléon jusqu'à sa chute ,
« non moins fidèle à mes légitimes souve-
« rains , je pense que mon dévouement bien
« entendu ne doit pas être exclusif de celui
« que , comme député , je dois aujourd'hui à
« mon pays ; cédant à la nécessité , et en
« haine de l'anarchie , je le jure. » Ces paroles de M. le comte de Lamezan , lorsqu'à la suite de la révolution de juillet il prêta serment de fidélité à la nouvelle dynastie , nous paraissent résumer parfaitement sa pen-

sée politique , disons mieux ses affections , ses principes et ses craintes. Par affection M. de Lamezan fut un des soldats les plus dévoués à la personne de l'empereur ; par principes et par position de famille , il se rattacha à *ses légitimes souverains* , et par peur de l'anarchie révolutionnaire il est monarchiste *quand même , et , cédant à la nécessité* , se ralliera à toute royauté qui combattrait le principe démocratique. Hors de la ligne politique , M. le comte de Lamezan redevient homme d'intelligence et de cœur , et se concilie l'affection et l'estime des hommes généreux de toutes les opinions. Il fut en 1805 un des élèves distingués de l'École polytechnique , passa en 1807 à l'École d'application à Metz , d'où il fut tiré en 1809 par promotion extraordinaire pour être employé comme lieutenant du génie militaire à la grande armée d'Allemagne.

Après la campagne de Wagram , il fut envoyé en Espagne au corps d'armée du maréchal Suchet , et devint successivement capitaine du génie , et aide de camp du général Rogiat , commandant cette arme en chef. Il assista à cinq sièges , notamment à ceux de Tortose , de Tarragone et de Sagonte ; à ce dernier il fut blessé grièvement sur la brèche (1) , et mérita pour sa belle conduite l'étoile de la Légion-d'Honneur.

Après la retraite de Moscou M. de Lamezan fut nommé , sur la présentation de son arme , officier d'ordonnance de l'empereur ; c'est en cette qualité qu'il fit sous les yeux de Napoléon les mémorables campagnes de 1813 et 1814 , durant lesquelles il fut successivement nommé chevalier de l'empire avec dotation , puis baron , officier de la Légion-d'Honneur et commandant du génie.

M. de Lamezan ne quitta l'empereur qu'à son départ pour l'Île d'Elbe , qu'après avoir reçu de lui personnellement la recommandation *de continuer de servir sa patrie en France*.

(1) Voir les Mémoires du maréchal Suchet et les rapports officiels du temps.

M. de Lamezan se rendit à Paris. Gentil-homme et fils d'émigré, il fut recherché par les hommes de la restauration, et nommé aux fonctions d'ingénieur en chef dans la maison militaire du roi; dans ce poste M. de Lamezan ne se montra point courtisan empressé, et se renferma loyalement et rigoureusement dans la spécialité de son arme et de son service; il ne dut à la Restauration que la croix de Saint-Louis (août 1814) et le grade de lieutenant colonel du génie en 1821, c'est-à-dire après sept ans de service dans le grade inférieur.

Toutefois le château comptait sur le dévouement monarchique de M. de Lamezan, et lui confia deux fois la présidence du collège électoral d'Auch; il fut élu député en 1827 et en 1830 par les électeurs de ce collège à une grande majorité de suffrages; car ceux mêmes qui ne partageaient pas les opinions politiques de M. de Lamezan rendaient justice à l'indépendance de son caractère; chacun appréciait le noble désintéressement avec lequel il avait dédaigné de se servir de sa position à la cour pour obtenir un rapide avancement et des dignités, et on avait la conviction que, quelle que fût sa ligne politique dans la chambre, il ne démentirait pas ses honorables antécédens.

M. de Lamezan, en effet, tout en venant prendre place sur les bancs du centre droit, ne mit point ses votes à prix, et refusa toute faveur ministérielle qui aurait pu paraître la récompense des complaisances du député.

Le député du Gers ne se montra point à la tribune orateur politique, mais il prit la parole dans des questions spéciales; il parla dans les sessions de 1828 et 1829 sur la maison du roi, et le 24 juin 1829 traita avec développement la question importante des frontières de France: dans ce discours remarquable sous plusieurs rapports, M. de Lamezan se montra homme national et éclairé, et mérita les suffrages de tous les militaires de la chambre.

Quoiqu'il eût voté contre l'adresse des

221, M. de Lamezan n'en fut pas moins réélu; à la suite de la révolution de juillet il prêta serment à la royauté nouvelle, en déclarant, ainsi que nous l'avons dit, qu'il *cédait à la nécessité*, donna sa démission de son emploi aux Tuileries, et demanda à faire valoir ses droits à la retraite.

Dans la séance du 27 septembre 1830 il parla avec dignité en faveur d'un ancien ministre de Charles X, M. de Montbel, dont il se proclama l'ami, et dans celle du 17 mars suivant il combattit avec énergie la proposition de M. Baude relative à l'*exclusion de la branche aînée des Bourbons*. Le discours de M. de Lamezan dans cette circonstance difficile fut convenable, et s'il paya aux malheurs du vieux roi un tribut de regrets, ce fut sans s'écarter de la réserve que lui imposaient ses sentimens de nationalité.

A la fin de la session, M. de Lamezan comprit que sa place n'était plus au Palais Bourbon; il abandonna à M. Galabert l'honneur de représenter le département du Gers, mais ne renouça pas à celui d'obtenir les suffrages de ses concitoyens dans la carrière administrative. Ils l'élurent membre du conseil général, dont les fonctions ne sont pas exclusives de la vie de repos et de retraite à laquelle M. de Lamezan paraît vouloir se vouer.

BATTUR (GEORGE-BONAVENTURE).

M. *George-Bonaventure* BATTUR, avocat à la Cour royale de Paris, docteur en droit, né à Louhans (Saône-et-Loire) le 11 novembre 1788, est issu d'une famille que les révolutions religieuses et politiques forcèrent d'émigrer de la Grande-Bretagne, et qui depuis lors a constamment fourni en France des sujets à la magistrature, au barreau et à l'armée (1). Son père fut pendant vingt ans

(1) L'un de ses oncles fut, lors de l'engloutissement

maire d'une ville du département de l'Ain, et ce fut autant pour récompenser ses loyaux services que pour honorer d'un suffrage public les succès littéraires de son fils, que M. Battur fut, par délibération unanime du conseil général du département de l'Ain, désigné comme élève d'élite pour faire son droit aux frais de ce département.

Reçu avocat à Dijon, M. Battur, débuta avec succès dans des causes criminelles importantes, et se partagea, avec toute l'ardeur de son âge, entre les luttes judiciaires et la science du droit.

Dès l'âge de vingt-cinq ans, il avait publié le *Traité des Hypothèques*, ouvrage dans lequel les plus hautes questions du droit et de la pratique sont traitées avec intelligence et profondeur, et que l'on cite journallement comme autorité.

Tandis qu'il publiait à Paris cet ouvrage, il concourut à la Faculté de droit pour la chaire de droit romain, et plus tard pour celle du code civil vacantes par le décès des titulaires; il déploya dans deux concours une érudition et une énergie d'argumentation qui firent regretter aux élèves et au public qu'il n'eût point obtenu la palme toujours décernée non au plus digne, mais au plus favorisé.

M. Battur se console de ce double échec en se livrant avec chaleur à l'exercice de sa profession à Paris même, où il est inscrit au tableau des avocats depuis 1818, et en saisissant toutes les occasions de soutenir avec éclat ces grandes thèses de droit public et de

jurisprudence, où les intérêts de tous les citoyens se trouvent comme enveloppés.

Il figura à côté de M. Tripier dans l'affaire célèbre des créanciers de la faillite Sandré-Vincourt, contre M. Collot, directeur de la Monnaie, et la persévérance de ses conseils valut à la masse une différence de plus de 800,000 fr.

Il publia en 1824 un *Traité de Droit politique et de Diplomatie*, où il développa les grands principes de civilisation, de pouvoir et de liberté, tels que les conçoit un *légitimiste indépendant*. Nous sommes loin d'être d'accord avec M. Battur sur la valeur de certains principes qu'il pose *axiomatiquement*; mais nous reconnaissons que, ces principes une fois admis, il en fait découler les conséquences les plus logiques et les plus rationnelles. Nous portons aussi le même jugement sur un ouvrage qu'il publia en 1826 (*De la religion CATHOLIQUE considérée comme nécessité sociale, etc., etc.*), et qui obtint un succès, auquel on doit le reconnaître, les circonstances ne furent point étrangères.

En 1829 il mit au jour une espèce de traité *De l'Ordre et de la Liberté*, dans lequel il démontra les rapports corrélatifs de ces deux termes pris dans leur véritable acception... Il prouva que la liberté morale, intellectuelle, religieuse, civile et politique, est la seule garantie de l'ordre et de la permanence des institutions.

A la suite de la révolution de juillet, M. Battur ne fit point défaut à ses sentimens *légitimistes*, et demeura constamment attaché à cette cause. Il publia en 1831 la première partie d'un *Traité du Contrat de mariage*, dont les volumes suivans doivent, dit-on, être prochainement mis au jour; il s'éleva avec force en 1832 contre les ordonnances de l'état de siège, dans une série d'articles de journaux qui firent le plus grand honneur à son caractère et à son talent.

Lors de l'arrestation de la duchesse de Berry et de la détention arbitraire de cette princesse, M. Battur attaqua corps à corps

de Lisbonne, compris, comme colonel du génie au service de France, parmi les officiers supérieurs que le roi de Portugal appela à relever sa capitale et à réorganiser son administration militaire; il devint inspecteur général des ports, du génie et de l'artillerie.

Un autre oncle de M. Battur était capitaine de vaisseau au service de la marine française avant la révolution, et fut plus tard nommé par Napoléon commandant de la division des chaloupes canonnières en station à Boulogne et destinées à la descente qu'il projetait en Angleterre.

les ministres, dénonça par un acte judiciaire le crime de séquestration illégale commis contre elle, et se constitua partie civile avec un assez grand nombre d'hommes courageux pour obtenir réparation de cette violation de la liberté individuelle et civile dans la personne de la duchesse.

Il défendit avec autant de talent que d'énergie, de 1852 à 1855, divers accusés politiques, d'abord les Suisses arrêtés dans la Vendée, puis plusieurs des prévenus dans l'affaire de la rue des Prouvaires, et à la suite des événemens de juin 1852 (enterrement du général Lamarque), le nommé *Lepage*, menacé de la peine capitale pour avoir été saisi en habit de garde national dans un groupe armé.

M. Battur porta aussi la parole dans diverses affaires de presse, soit en présentant la défense du journal *le Rénovateur*, soit en prêtant l'appui de son talent à M. le comte Florian de Kergorlay (*voir sa notice*), lors de la lettre au sujet du serment électoral. Le barreau a conservé le souvenir de cette plaidoirie remarquable, où les bases de l'indépendance civile et politique sont établies avec une force de logique et de raisonnement que l'esprit de parti ne dénature point.

M. Battur a en outre plaidé diverses questions d'état d'une grande importance, soit à Paris, soit devant les autres Cours royales de France.

Avant la révolution de juillet, M. Battur avait rendu, comme administrateur de toute la partie des approvisionnement, du commerce et de la navigation, de grands services à la capitale, et l'on reconnaît que ce fut aux sages mesures qu'il prescrivit que l'on doit d'avoir préservé, lors des débâcles de l'hiver de 1850, tout le quartier de la Grève et les ponts de Paris d'une inondation et d'une chute dont les suites funestes eussent été incalculables.

AUX (HENRI-RAIMOND, le comte d')

M. le comte Henri-Raimond d'Aux serait un personnage à peu près ignoré, si n'étaient les longs débats qui ont eu lieu entre ce noble pair et l'héritier réel de la famille de Lally-Tolendal : toutefois nous devons nous occuper de lui, d'abord comme de l'un des hommes qui siègent au Luxembourg, et secondement pour faire ressortir l'abus de ces dignités aristocratiques prodiguées à des hommes sans valeur personnelle, et dont tout le mérite consiste dans la fortune acquise par leur père.

M. d'Aux est né.....; c'est une erreur comme on dit dans les salons du Faubourg Saint-Germain ; M. d'Aux est âgé de 52 ans. Son père, honnête cultivateur de la commune de Saint-Yzans (Bas Médoc), s'occupa toujours à travailler son bien, et par les profits du commerce de vin auquel il se livrait, parvint à agrandir sa fortune et son domaine de Donzac, petit endroit dépendant de la commune de Saint-Séverin, non loin de l'Esparre. Cet honnête homme eut deux fils : l'aîné, aussi exempt d'orgueil que son père, et peu disposé à déroger à sa naissance, continua à labourer *rura paterna* ordinairement en *pédales*.

Si nous entrons dans ces détails, ce n'est assurément pas pour molester M. le comte d'Aux, mais pour établir la vérité de la généalogie de ce noble pair (1).

(1) Dans une brochure publiée en 1818, M. d'Aux cherche à établir qu'une ordonnance de 1777, enregistrée en 1782, mentionne que la maison d'Aux fut élevée au titre de marquis par l'acquisition des terres et dépendances de l'ancienne seigneurie de Villennes (dans l'élection du Mans); que les d'Aux, issus aussi des Lescor ou Lescourt, issus des d'ARMAGNAC, se distinguèrent pour la défense de leur souverain; qu'il y eut un cardinal dans cette famille; qu'un d'eux fut grand prieur de Toulouse et d'Irlande; et qu'enfin le M. d'Aux, *de cujus*, est l'unique descendant de cette famille qui fut en possession, selon cette singulière brochure, tantôt du comté du Maine, tantôt de l'Armagnac, tantôt des seigneuries d'Uzès, Montpellier, Larromieu, etc., etc.

Les moindres défauts de cette brochure ne consistent que dans de fort légères erreurs. Par exemple, 1^o le nom des anciens d'Aux s'écrivait autrement; ainsi, même dans la brochure, on n'a pas pu faire moins que d'établir que ce nom dérivait tantôt de Euse, tantôt de Aux, de Ausch, tantôt de Eaux, tantôt enfin de Deuce. C'est sur de pareilles interprétations que M. d'Aux ente son origine nobiliaire; 2^o Moreri, d'Hozier et autres généalogistes connus, de

M. Henri-Raimond d'Aux, bien différent de son père et de son frère, se montra dès sa plus tendre jeunesse imbu de principes aristocratiques, mit l'apostrophe à son nom, parlait souvent des Patron (1), des Lescout et du titre de comte, dont plus tard il se gratifia.

L'empereur, soit pour s'attacher M. le comte de Lally-Tolendal, soit pour tout autre motif, lui avait accordé 100,000 fr. à titre d'indemnité ou autre. Dans un voyage en province, M. de Lally, accompagnant M^{me} la princesse d'Henin, qu'il ne quitta jamais pendant plus de quarante ans, entendit parler de la fortune de M. d'Aux, qui devint son gendre. La libéralité de l'empereur servit de dot à M^{lle} de Lally.

La Restauration s'accomplit dans les bagages des pandours et des cosaques. M. d'Aux, voulant se montrer dévoué au nouvel ordre de choses, s'enrôla parmi les volontaires royaux bordelais du 12 mars; ce dévouement fut récompensé en novembre suivant par le grade de chef d'escadron, qui lui fut accordé, dit la brochure que nous avons déjà citée, *pour récompenser les preuves de dévouement qu'il a données à Monseigneur le duc d'Angoulême*; depuis (dit encore la brochure), *S. M. l'a honoré d'une place de sous-lieutenant dans les gardes-du-corps, compagnie de Noailles*. M. d'Aux fut en outre décoré de l'étoile de la Légion-d'Honneur.

même que le Répertoire du Nobiliaire français, ne mentionne pas plus les d'Aux, Eaux, Deuce, que les Lescut, Lescout, Scuet, Sueto (on veut faire Lescout), pas plus que les Patron de Larromieu...

(1) « L'aïeul de MM. d'Aux, nous écrit un ancien avoué de l'Esparre, possédait un bien appelé *Larroquette*, aux environs de Condom (Gers). Il parvint par son commerce à s'enrichir, et devint collateur des canonicats de Larromieu. C'est lui qui nommait à ces bénéfices, et, à cause de ce privilège, on l'appelait *le patron*. Il acheta un bien à Vendex, près l'Esparre, un autre à Donzac, et enfin un troisième à Begadan. Malgré sa prospérité, il ne prit jamais le titre de comte; il ne se croyait même pas noble.

« Mais en 1784, un de ses neveux se voyant une si haute fortune voulut, à tout prix, être appelé comte. Ce neveu acheta une charge d'officier de cavalerie, et offrit de lever à ses frais une compagnie. Le fils de cet individu était, en 1830, lieutenant de gendarmerie à Paris.

« M. d'Aux descend de ce M. d'Aux, collateur de Larromieu. Son père n'a jamais entendu avoir le titre de comte; et, de tout ce que dessus, vous voyez qu'il n'y a jamais eu de titres de noblesse dans cette famille de vigneron. Du reste, M. d'Aux n'a pris le nom noble et le titre de comte qu'à la Restauration, en 1814. On ne sait nulle part d'où il a pris le nom de *Lescout*; c'est sans doute de quelque champ qui le porte. »

En 1815 Louis XVIII autorisa M. de Lally-Tolendal, alors pair de France, à transmettre ses titres et dignités à défaut d'héritiers mâles, à son gendre M. Henri-Raimond d'Aux (l'on ignorait l'existence du jeune Lally-de-Laneuville, alors à la Guadeloupe).

Après la révolution de juillet, M. d'Aux, qui s'était appliqué, dans la brochure que nous avons déjà mentionnée, ces paroles de Clément V, *honoris regii zelator fervidus*, se rallia avec entraînement à la nouvelle royauté, qui lui ouvrit les portes du Luxembourg au détriment de son jeune cousin qui seul avait droit à la pairie du comte de Lally-Tolendal, d'après le système d'hérédité encore en vigueur en 1830. Depuis lors M. d'Aux s'est montré constamment *zelator fervidus* du roi chef de la branche cadette, comme il l'avait été du monarque chef de la branche aînée; son zèle alla même jusqu'à lui faire accepter les fonctions de juge dans un procès célèbre (celui d'avril), où le cousin de sa femme était mis en accusation; toutefois le journal *la Tribune* ayant signalé cette scandaleuse anomalie, M. d'Aux se recusa.

LENNOX (le comte DE).

Nous attendions pour publier la notice biographique de M. Lennox qu'il eût terminé les importants travaux scientifiques auxquels il était livré, lorsque la mort est venue le surprendre; nous nous hâtons d'inscrire son nom sur nos tablettes historiques, car ce nom est honorable et sera toujours cher aux amis de la cause nationale.

Le comte de Lennox était un de ces généreux citoyens que la révolution de 1830 avait embrasé d'un feu sacré, et qui, tout abreuvé d'amertumes comme le fut Lafayette lui-même, n'a pas long-temps survécu à la perte de ses beaux rêves de liberté. Les chagrins politiques ont leurs poisons qui tuent

plus rapidement que le fer. C'est ainsi qu'ont succombé bien des patriotes qui avaient pris la révolution de juillet à la lettre, qui avaient cru à une véritable résurrection nationale, et qui n'ont pu supporter les mécomptes imposés à la cause populaire par le système réactionnaire suivi par le gouvernement. Rien de cruel comme le désespoir d'un enthousiasme trompé. Que d'âmes ardentes se sont éteintes depuis le beau soleil de juillet !

Né en 1795 à Philadelphie, d'une famille originaire d'Écosse, le comte Lennox vint très jeune en France, où il fit toutes ses études avec succès. M. le comte de Montlosier, en 1815, l'initia aux secrets des événements politiques qui se passaient en Europe : il fut le guide du jeune Lennox dans un voyage en Italie.

Elevé pour la carrière diplomatique, l'instinct des armes l'emporta, et l'élève du comte Montlosier entra dans les gardes d'honneur de l'empereur Napoléon, qui entraînait toutes les intelligences dans sa sphère de gloire. Mais l'ère de nos grandeurs était passée. Les désastres de 1814 et 1815 vinrent briser les espérances et l'avenir militaire de M. de Lennox.

Nommé aide de camp du général Damas, la vie pacifique ne pouvait satisfaire le besoin d'activité de son âme. Il entra comme instructeur à l'École royale de Saint-Cyr, et de là il passa comme capitaine-instructeur dans celle de Saumur, où il se fit une grande réputation d'habile théoricien.

Il était en congé à Paris quand la légitime insurrection de juillet éclata pour le maintien de la constitution contre laquelle la royauté s'était mise en état de rébellion violente. M. de Lennox tira l'épée pour la cause populaire : il fut un des combattans de juillet.

Peu de jours après il escortait le lieutenant général du royaume dans son trajet du Palais-Royal à l'Hôtel-de-Ville.

Le général Gérard lui ordonna, comme

ministre de la guerre, la formation d'un régiment de cavalerie, le 6^e de lanciers, que M. de Lennox appela les lanciers de la liberté, et qui bientôt ne furent plus que les lanciers d'Orléans.

M. de Lennox, voyant que le gouvernement déviait déjà de la ligne révolutionnaire de juillet, renonça aux espérances d'avancement qu'on lui avait fait concevoir, et se rangea avec éclat du parti de l'opposition. Il encourut la disgrâce du gouvernement, en donnant le premier le mot d'ordre pour la grande association nationale de l'armée ; idée fort bonne en temps de crise, mais qui, nous devons le reconnaître, constituait une sorte de puissance dangereuse pour la monarchie.

Cette mesure de M. de Lennox devint le signal de tracasseries sans nombre de la part du pouvoir. Il donna loyalement sa démission, qui fut acceptée, et, plein de jeunesse et d'ardeur, se condamna à une douloureuse retraite.

Sa pensée, qui avait toujours besoin d'action, choisit pour terrain d'hostilités un journal d'extrême gauche. Il devint le propriétaire et le directeur du journal *la Révolution de 1850*, qui partagea avec *la Tribune* l'honneur d'être le point de mire du parquet de Paris, et qui succomba sous le poids des saisies et des amendes. M. de Lennox soutint long-temps la lutte de sa fortune particulière (1). Il avait donné à sa feuille une direction bonapartiste, ce qui lui suscita de nouvelles persécutions. Sa liberté individuelle fut constamment violée par la police ; à chaque crise populaire, on se saisissait préventivement de sa personne, que l'on soupçonnait capable

(1) C'est à tort, nous pouvons l'affirmer, que M. de Lennox a été supposé à la solde de la famille Bonaparte. L'un des membres de cette famille avait pris seulement quinze actions de mille francs au journal *la Révolution*, dans lequel M. de Lennox en possédait pour près de trois cent mille francs.

de toute audace insurrectionnelle, et sa santé s'altérait dans les cachots.

La révolution de Pologne excita vivement ses sympathies; il proposa de former un régiment à ses propres frais et de le soutenir de sa bourse pendant toute la durée de la campagne. Le gouvernement n'accepta pas la générosité de ses offres, parce que les intérêts de la sainte-alliance l'emportaient dans les combinaisons de notre cabinet sur l'intérêt des peuples.

Tout ce qui restait à M. de Lennox de sa fortune, après tant de sacrifices, acheva de se dissiper en libéralités aux proscrits et aux prisonniers de sa religion politique.

Forcé de quitter le journalisme, il s'adonna aux sciences et fit plusieurs essais de navigation aérienne, soit à Paris, soit en Angleterre; il s'occupait depuis quelque temps de travaux littéraires et historiques. Son âme ardente ne pouvait souffrir l'inaction; d'ailleurs les défaites successives de la cause populaire l'avaient profondément affecté. Sa mélancolie cherchait à se secouer dans les graves occupations de l'esprit; cependant le cœur était frappé. Atteint d'une maladie inflammatoire, qui a rapidement envahi le cerveau fatigué d'impressions, il a succombé dès les premières atteintes. Dans son délire, il prononçait souvent les mots de *patrie* et de *liberté*, la devise de sa vie. Il est mort dans un petit appartement qu'il avait choisi en face de la statue de Napoléon, le dieu de ses souvenirs et de son culte toujours exalté.

Il n'avait que quarante-un ans; il était dans la force de l'âge et de la pensée. Avec un cœur excellent, une imagination vive, un esprit calculateur et des connaissances très variées, il pouvait rendre encore de grands services à la liberté, qu'il adorait. Homme de dévouement et de désintéressement, il s'était immolé pour la cause sacrée du pays; il sera regretté de tous ceux qui croient aux vertus civiques, il sera plaint de tous ceux qui espèrent dans le triomphe des

intérêts nationaux. C'est un brave de moins et un martyr de plus.

LIECHTENBERGER (MARIE-LOUIS.)

Il a su réunir tout ce que l'on révère.
L'accord d'un beau talent et d'un beau caractère.

Marie-Louis LIECHTENBERGER, né à Ribeauvillé, département du Haut-Rhin, le 10 août 1789, fit ses études avec un grand succès à l'école centrale de Colmar et au lycée de Strasbourg, où il les termina en 1807 en remportant neuf premiers prix dans les différents cours qu'il fréquentait cette année. A sa sortie du collège il suivit le cours de droit à l'Académie de Strasbourg.

Dès 1815, et lors de la réaction royaliste de cette époque, il se livra devant le tribunal correctionnel et la cour prévotale à la défense des accusés politiques: il n'y eut que peu de causes de cette catégorie dont il ne fut pas chargé.

Affilié en 1820 aux carbonari, il fut élu chef d'une vente centrale à Strasbourg.

En juillet 1822 il défendit devant le conseil de guerre et avec plein succès des officiers d'artillerie, arrêtés par ordre du lieutenant général Pamphile Lacroix, et accusés de carbonarisme.

Le malheureux colonel Caron lui confia le soin de sa défense, après l'horrible guet-apens de police dont il était victime. Cette affaire, qui, tant dans la forme qu'au fond, rappelle et résume les plus mauvais jours de la justice politique, fut jugée par le conseil de guerre présidé par le colonel baron d'Escordal, en septembre 1822. Le 1^{er} octobre le colonel Caron fut exécuté d'après un ordre arrivé par le télégraphe, au mépris du pourvoi en cassation formé par le condamné. M^e Isambert plaidait à Paris pour obtenir l'annulation du jugement du conseil de guerre, et pour empêcher la consommation de cet assassinat politique, lorsque déjà le condamné avait cessé de vivre.

L'annuaire nécrologique de Mahul, année 1825, article CARON, donne des détails sur les derniers momens de la victime, et relate la lettre que la veille de sa mort il écrivit encore à son défenseur, que la police militaire empêchait de communiquer avec son client, et de lui donner les dernières consolations.

Pendant la restauration il fut toujours membre actif des comités électoraux. En 1830, lors de la dissolution de la chambre des 221, il rédigea et fit publier une brochure qui fut envoyée à tous les électeurs des départemens : il exposa dans cet écrit, avec franchise et énergie, la gravité de la situation, exhortant les électeurs à ramasser sans hésitation le gant que leur jetait le pouvoir. Après les ordonnances et dès les premières nouvelles du commencement de la résistance à Paris, il convoqua chez lui, le 30 juillet, les patriotes les plus influens ; d'accord avec eux il concerta une réunion plus nombreuse pour le lendemain, où une commission fut nommée, laquelle alla sommer le lieutenant général Castex de faire ouvrir les salles de l'Arsenal, afin d'armer les citoyens et de reconstituer la garde nationale, qui, dissoute en 1817, était restée dès-lors sans organisation. Cette commission, dont il était membre, ayant réussi dans sa tentative, et les citoyens étant armés, elle s'installa à l'Hôtel-de-Ville comme commission municipale, afin de hâter et de régulariser le mouvement et de le répandre dans le département. Dès le 2 août (les nouvelles de Paris étaient encore incertaines) ; il arbora avec deux de ses amis la cocarde nationale, se présenta dans les casernes de la ville pour fraterniser avec les régimens et hâter ainsi l'explosion du mouvement militaire, qui eut lieu en effet.

Par ordonnance du 30 août, il fut nommé conseiller de préfecture du Bas-Rhin ; quoique sans aucune fortune, il refusa cet emploi, donnant ainsi d'avance un démenti aux calomnies que plus tard on devait ré-

pandre sur le compte des hommes à opinions démocratiques, en les dépeignant comme des ambitieux, avides de places et d'honneurs. On offrit alors à M. Liechtenberger la place de procureur du roi à Strasbourg ; il refusa également, parce qu'il ne voulait point sacrifier son indépendance à un pouvoir qui dès-lors s'écartait déjà des principes qui l'avaient fait naître. La chaire de droit commercial à la Faculté de Droit, chaire qu'on voulait créer, lui fut offerte. Il déclara que, partisan des concours, il considérait la distinction que voulait établir le ministère entre les chaires de la première création et les autres comme abusive et puérile ; qu'il n'était pas habitué à transiger avec ses opinions, surtout lorsqu'il s'agissait de ses intérêts personnels.

En décembre 1830, Benjamin Constant, député de Strasbourg, étant mort, une cérémonie funèbre fut improvisée par les citoyens : à cette occasion et au milieu d'une foule immense, M. Liechtenberger prononça un discours où, déplorant la perte du tribun, il appela tous les citoyens à persister dans leur opinion d'opposition, parce que les luttes populaires avec le pouvoir allaient devenir plus nécessaires et plus sérieuses que jamais, d'après les tendances que le nouveau gouvernement manifestait.

En 1831, il organisa à Strasbourg un comité polonais, dont il fut nommé le président. Grâce aux souscriptions que le comité recueillit, et qui dépassèrent la somme de 50,000 fr., des secours importans purent être fournis aux proscrits de cette malheureuse nation.

En 1832 il organisa une association en faveur de la liberté de la presse. Le comité de cette association l'appela également à la présidence. De nombreux sociétaires se présentèrent ; par les fonds de souscription, dont la caisse s'enrichit, de nombreux journaux poursuivis reçurent des secours ; des brochures furent réimprimées ; lui-même en rédigea et publia un grand nombre, qui li-

vrées à très bas prix, entretenirent dans la population si patriote de l'Alsace les idées d'indépendance et de démocratie, et la préparèrent d'autant mieux à l'ère de liberté qu'attend l'humanité. Une de ses brochures publiée en 1854, fut saisie; il s'en déclara immédiatement l'auteur, mais la chambre d'accusation rendit un arrêt de non lieu.

En novembre 1852, après le coup de pistolet du Pont-Royal, le conseil municipal de Strasbourg fut convoqué pour délibérer sur un projet d'adresse. Comme membre de ce conseil, M. Liechtenberger prononça un discours saillant qui fut reproduit par les journaux; il y démontra que ces flagorneuries périodiques adressées au pouvoir, indignes d'un peuple libre, n'étaient faites que pour pervertir l'opinion publique, affermir les ministères impopulaires et provoquer la continuation d'un odieux système de gouvernement. Ce discours contribua sans doute à former l'imposante majorité qui refusa de voter une adresse.

En 1855 il fonda à Strasbourg la Société des Droits de l'Homme: elle parvint bientôt à des développemens immenses; en qualité de président de cette société, il publia dans les journaux une énergique protestation contre la loi sur les associations.

Dans la même année il provoqua une adresse aux Parisiens pour les engager à résister au projet des forts détachés; cette énergique adresse, que publia le *National*, fut en vingt-quatre heures couverte de plus de cinq cents signatures.

En 1855 il avait été créé à Dijon une association contre l'impôt sur les boissons et sur le sel. M. Liechtenberger fonda à Strasbourg une association semblable à celle de la Côte-d'Or. En peu de semaines, plus de neuf cents sociétaires avaient adhéré à Strasbourg seul; le département commençait à envoyer ses adhésions. Comme président de cette nouvelle association, il avait rédigé et publié une brochure qui contenait les statuts de la société et les réflexions qui en démontraient

la nécessité et l'utilité. Cette brochure fut saisie, il s'en déclara spontanément l'auteur.

Renvoyé devant la Cour d'assises de Strasbourg, il y fut acquitté à l'unanimité, sur sa plaidoirie, le 20 mars 1854. Dans la soirée de ce jour, les musiques de tous les bataillons de la garde nationale lui donnèrent successivement des sérénades aux flambeaux, et quelques jours après on lui offrit un banquet, où faite d'un local plus vaste, deux cent cinquante convives purent seulement s'asseoir.

En 1854 encore, après la mort de Lafayette, une cérémonie funèbre en son honneur eut lieu; toute la garde nationale et une foule immense y assistaient. Une tribune avait été dressée dans la Halle aux Blés; il y prononça un discours où il rendit hommage aux services que Lafayette avait rendus à la liberté, ne dissimula pas ses fautes et surtout ses dernières erreurs, et flétrit avec une vigoureuse indignation les hautes ingrattitudes et la pompe dérisoire dont la police avait accompagné ses funérailles.

Peu après la garde nationale de Strasbourg fut de nouveau dissoute: le prétexte de cette brutalité ministérielle était la liste des dix candidats pour les grades de colonel et lieutenant-colonel; cette liste ne portait que des noms démocratiques: le sien y figurait. A l'arrivée de l'ordonnance de dissolution il provoqua une protestation publique contre cette mesure, en la signalant comme inconstitutionnelle et attentatoire à la liberté des élections. De nombreuses signatures couvrirent cette pièce, où respiraient l'horreur de l'arbitraire et l'indignation de la liberté justement offensée.

Lors du procès d'avril, M. Liechtenberger fut appelé au comité des défenseurs à Paris; il ne put s'y rendre, mais il publia dans les journaux une adhésion pleine et entière à la déclaration des autres défenseurs, et pour laquelle ceux-ci furent appelés à la Cour des pairs.

En 1855 on essaya sur lui et sur douze de ses amis l'application de la loi contre les associations ; il fut traduit en police correctionnelle et plus tard devant la Cour royale de Colmar ; ses amis et lui sortirent victorieux de cette double lutte sur les plaidoiries qu'il prononça.

Depuis 1820 , où devant le jury de Strasbourg il défendit le *Patriote Alsacien*, journal existant alors , il n'y eut jusqu'en 1856 aucun procès de presse qui ne fût défendu par lui. Quatre fois le *Courrier du Bas-Rhin* eut à lutter contre des poursuites, et jamais le ministère public n'obtint une condamnation : il est vrai que l'on plaidait devant des jurés alsaciens.

À la suite de la malheureuse tentative du prince Napoléon-Louis Bonaparte à Strasbourg, ses co-accusés ayant été traduits devant la Cour d'assises, M. Liechtenberger fut le défenseur de deux d'entre eux et se montra dans cette circonstance toujours égal à lui-même ; il figurera encore dans la seconde partie de ce drame qui doit se terminer dans le courant du mois de mai.

M. Liechtenberger est un des hommes que nous espérons de voir siéger à la Chambre des députés, alors que le peuple nommera vraiment ses représentans..... M. Liechtenberger est un des hommes sur lesquels comptent le plus les patriotes et les amis de la cause démocratique.

MOLLEVAUT (de l'Institut).

MOLLEVAUT (*Charles-Louis*) est né à Nancy (Meurthe), en 1777. Fils d'Etienne Mollevaut, l'un des avocats les plus célèbres de l'ancien parlement de Nancy, il achevait ses études au collège de cette ville, lorsque les événemens de la révolution qui firent nommer son père à l'Assemblée des notables, et puis à la première Cour de cassation établie en 1791, le conduisirent lui-même à Paris.

En 1795, il accompagna dans l'exil son père qui était obligé de s'expatrier, en sa qualité de membre de la Convention, dans le sein de laquelle il venait de refuser de voter la mort de Louis XVI.

Après un séjour fructueux pour les lettres dans la ville de Trèves, où il put explorer les monumens d'antiquité, M. Charles Mollevaut, rassuré par les événemens du 9 thermidor, rentra en France avec son père, dont il devint le secrétaire au comité de législation.

M. Mollevaut père, après avoir présidé le Conseil des Anciens, élu membre de celui des Cinq Cents et du Corps législatif, en 1799, demanda à se reposer de ses grands travaux dans la place modeste de proviseur au lycée de Nancy, où son fils le suivit comme professeur de rhétorique.

En 1811, M. Charles Mollevaut obtint, après dix ans de services, sa pension de retraite de l'Université, et vint se fixer à Paris pour s'y livrer entièrement au culte des lettres et des arts. En 1816, il fut nommé membre de l'Institut, Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, dont il était correspondant depuis plusieurs années. Sa position n'a point changé depuis lors.

Les ouvrages de M. Mollevaut sont aussi importants que nombreux ; ils se composent principalement de traductions, mais il compte aussi des élucubrations originales. Faisons d'abord connaître les traductions.

En 1805 il publia celle du poème grec de Musée le grammairien, sur les *amours d'Héro et Léandre*. Cette traduction a été réimprimée en 1822, à la suite d'une traduction en vers des élégies de Properce. A Musée succéda *Salluste*, historien si bref et que le traducteur reproduisit avec une égale brièveté. Ce travail fit quelque sensation dans le monde littéraire, surtout en Allemagne, dont un des savans les plus érudits lui en témoigna son estime, en lui adressant un diplôme de membre de l'Académie de Gottingue. Vint ensuite la *Vie d'Agricola*,

ce chef-d'œuvre de Tacite, qui n'a fait que des chefs-d'œuvre, et que M. Mollevaut a fait passer dans notre langue avec le même système de fidélité rigoureuse. Il ajouta bientôt à ce travail une traduction en prose de l'*Enéide* de Virgile, qui, entreprise dans le même esprit de littérature, a eu plusieurs éditions et est maintenant considérée comme une des meilleures versions du plus grand poète de l'antique Ausonie.

Les traductions en vers de M. Mollevaut ne sont pas moins remarquables ; il s'y est attaché à produire des versions exactes, sans enfreindre les lois de notre belle langue, qui exige par dessus toutes choses la clarté, sa première condition. Voici les écrivains anciens qui ont été l'objet des prédilections du traducteur.

Il a traduit en vers : 1° *Anacréon*, un vol. in-18, avec le texte en regard ; 2° les *Géorgiques* de Virgile, un vol. in-18, avec des remarques sur la traduction de Delille ; l'*Énéide* de Virgile, quatre vol. in-18, avec le texte en regard, c'est-à-dire 12,918 vers français à côté de 12,918 vers latins ; 3° *Catulle*, un vol. in-18 avec le texte ; 4° *Tibulle*, un vol. in-18 avec le texte, le premier auteur que M. Mollevaut ait traduit en vers ; 5° *Properce*, un vol. in-18 avec le texte ; 6° les *Amours* d'Ovide, un vol. in-18 avec le texte ; 7° l'*Art Poétique* d'Horace, un vol. in-18 avec le texte, c'est-à-dire 488 vers français contre 488 vers latins.

M. Mollevaut est le premier des traducteurs qui ait posé et mis en pratique le système d'une fidélité littéraire ; il a prouvé que notre langue si riche, si flexible et si harmonieuse, en même temps que sage et hardie, abondante et concise, naïve et sublime, est aussi propre que toute autre langue vivante à reproduire littéralement les grands modèles antiques : cette opinion est franchement avouée par M. Barthélemy dans une note de sa traduction en vers de l'*Enéide*, où il dit, à l'occasion des *Géorgiques* : « M. Mollevaut, le plus fidèle et

« le plus intrépide des traducteurs, a com-
« plètement écrasé par sa traduction en vers
« des *Géorgiques* celle de Delille, tant van-
« tée jusqu'à ce jour ; il n'a pas craint dans
« ses notes de le poursuivre à outrance, et
« de montrer, les pièces en main, toutes les
« négligences, les additions, les omissions
« et les contre-sens de son devancier. »

Les ouvrages originaux publiés jusqu'à ce jour par M. Mollevaut sont un poème sur les *fleurs*, un vol. in-18 ; des *Elégies*, en un vol. in-18 ; des *Fables* en quatrains, un vol. in-18 ; des *Poésies diverses*, un vol. in-18 ; des *Pensées* en vers, un vol. in-18 ; des *Chants sacrés*, un vol. in-18.

En résumé, M. Mollevaut a déjà donné au public 25 volumes, et il en annonce encore à peu près autant qui sont prêts à paraître. Ainsi sa collection entière formera 50 volumes. Il est peu d'écrivains qui puissent se vanter d'une fécondité aussi grande et aussi consciencieuse.

THOLOSÉ (le général).

M. le général THOLOSÉ, grand officier de la Légion-d'Honneur et commandant de l'École polytechnique, est un des hommes qui ont suivi sans déviation une carrière toute militaire, et sont restés constamment étrangers aux agitations politiques. Soldat par instinct et par éducation (1), il a constam-

(1) M. le général Tholosé reste maintenant seul de six militaires de son nom, qui tous servaient en même temps dans le corps du génie, et dont cinq ont succombé par le fait de la guerre ; son père, trois frères et un cousin germain.

Son père, général du génie, et son frère aîné sont morts le même jour de la fièvre jaune à Saint-Domingue en 1802, lors de l'expédition du général Leclerc. Le général Tholosé père était parti pour cette expédition lointaine, quoique âgé de soixante-sept ans et ayant quarante ans de service.

M. Tholosé a eu en outre un frère tué au siège de Dantzic en 1807 ; un second, dont le corps fut perclus

ment rempli avec zèle et conscience les divers emplois qui lui ont été confiés. Né en 1782, il fit d'abord des études fortes, et devint l'un des élèves distingués de l'Ecole polytechnique, d'où il passa à l'Ecole de Metz, et fut en 1802 nommé officier du génie. Il fit en cette qualité la campagne d'Allemagne en 1807, et se fit remarquer au siège de Dantzig, où son frère trouva une mort glorieuse.

Il fut ensuite aide de camp du maréchal Soult, et se distingua en 1811 par sa brillante conduite à la bataille de la Gébora (Espagne), (19 février 1811). Devenu plus tard colonel d'état-major et officier général, il gagna tous ses grades et toutes ses décorations à la pointe de son épée, sans jamais avoir été l'objet d'aucune espèce de faveur.

Renfermé dans la spécialité de ses commandemens pendant les quinze années de la Restauration, le général Tholosé ne rechercha point les faveurs de la cour; il ne les sollicita pas davantage après la révolution de 1830; mais le maréchal Soult, étant arrivé au pouvoir, se souvint de son ancien aide de camp, et l'appela en 1831 au commandement de l'Ecole polytechnique.

Dans ce poste difficile, au milieu des circonstances graves où bien des intérêts ont été froissés, le général Tholosé s'est acquis l'affection de ses jeunes subordonnés et l'estime générale, quoique l'on soit en droit de lui reprocher d'avoir parfois exécuté trop passivement les ordres ministériels.

à la suite des froids de la campagne de Russie, et un cousin germain, qui, après avoir bien mérité de ses chefs à Saint-Domingue, et avoir échappé aux dangers de cette expédition, vint recevoir la mort aux côtés du maréchal Ney dans la retraite de Krasnoé (Russie). Peu de familles ont aussi largement payé leur dette à la patrie.

TORÉNO (DON JOSÉ-MARIA-QUEYPO DE LLANO, comte de).

Parmi les hautes célébrités dont l'Espagne s'honore aujourd'hui, hâtons-nous de placer en première ligne l'ancien président du conseil des ministres de la reine Christine, *don José-Maria-Queypo de Llano, comte de TORÉNO*. Ecrivain, orateur, financier, homme d'état, le comte de Toréno a parcouru, jeune encore, une carrière d'illustration qui suffirait aux exigences de l'ambition la plus persévérante et la plus difficile. Dans cette existence politique, où se rencontrent sans cesse les chances extrêmes de la bonne et de la mauvaise fortune, les joies du pouvoir et les douleurs de la proscription, le bien-être de la richesse et de la gloire au sein de la patrie et les amertumes de l'exil, un échafaud dressé par une main royale qui s'ouvre ensuite pleine de libéralités comme pour demander grâce à sa victime, puis enfin les effets opposés de l'enthousiasme et de la colère des partis, tout semble concourir à caractériser les vicissitudes de liberté et d'oppression, de prospérité et de souffrance, subies par l'Espagne elle-même dans les trente années de lutte qu'elle vient de soutenir, et où elle est condamnée peut-être à se débattre encore longtemps. Essayons de reproduire les détails les plus saillans de cette vie si pleine et si agitée; nous trouverons à reprendre et à louer. La part de l'éloge est assez grande pour que la critique puisse user de ses droits; ce sera toutefois avec la réserve commandée ici par la difficulté d'une saine appréciation de certains faits, éloignés que nous sommes de l'horizon politique où ils se sont accomplis.

Né à Oviédo, capitale de la province des Asturies, en 1789, d'une des plus illustres et des plus riches familles de ce pays, berceau de la monarchie, don José Toréno fut élevé

à Madrid où il fit de brillantes études. Il s'y trouvait encore en 1808, au moment de l'arrivée des troupes françaises sous la conduite de Murat, et les journées sanglantes des 2 et 5 mai de la même année firent sur son âme, toute ardente de jeunesse et de patriotisme, une profonde impression qui décida peut-être de son avenir. Un usage antique de la maison du comte de Toréno déférait à l'aîné de la famille le titre de *vicomte de Matarrosa*, sous lequel il était désigné du vivant de son père. Ce fut sous cette dénomination que don José Toréno signala le premier élan de son patriotisme. Hostile à l'occupation française, il quitta Madrid après le 2 mai, se rendit à Oviédo où il ne parvint pas sans danger, contribua au soulèvement du Nord de l'Espagne après les événemens de Madrid et de Bayonne, et fut désigné par les provinces des Asturies et de Léon pour les représenter à Londres contre Napoléon à qui elles avaient déclaré la guerre. Don José Toréno avait alors dix-neuf ans. L'objet de sa mission assurait au jeune mandataire un accueil protecteur dans la Grande-Bretagne. Les Anglais le reçurent avec enthousiasme, allèrent au-devant de ses vœux, et il fut facile au vicomte de Matarrosa, le premier de sa nation qui traita avec le gouvernement Britannique, d'obtenir de cette puissance, ennemie de la France, des secours considérables.

A son retour en Espagne il prit le titre de comte de Toréno, devenu son nom par la mort de son père, et il fut nommé colonel aux armées. Mais presque dans le même temps, les juntes du Nord ayant jeté les yeux sur lui pour l'envoyer à Séville et à Cadix, alors le siège du *gouvernement central*, dans le but de demander la réunion immédiate des cortès, il crut devoir déférer à leur vœu. L'énergie qu'il sut mettre à l'accomplissement de cette mission en accéléra le succès : dès le lendemain de son entrevue avec les membres de la régence, la convocation des cortès générales et extraordinaires

fut résolue ; elles s'assemblèrent dans l'île de Léon en 1810. Le comte Toréno y fut nommé député par le suffrage unanime des électeurs de sa province (les Asturies). Trop jeune encore aux termes de la loi pour siéger aux cortès, il y prit place toutefois en vertu d'une dispense d'âge qui lui fut accordée par une exception sans exemple dans les fastes parlementaires de l'Espagne. Le rôle actif du comte de Toréno à l'assemblée des cortès justifia la confiance de ses commettans. Apportant à la tribune, comme au sein des commissions dont il était rare qu'il ne fût point partie, le concours de son patriotisme et de ses lumières, on le vit se prononcer avec chaleur pour tous les projets de réforme et toutes les mesures de progrès qui constituaient en quelque sorte la base de la régénération politique de l'Espagne. Les cortès extraordinaires cessèrent leurs fonctions en 1815.

A l'exemple de notre Assemblée constituante qui commit la faute d'interdire à ses propres membres le droit de siéger à l'assemblée qui lui succéda, la constitution espagnole de 1812 fermait aux députés sortans l'entrée des cortès ordinaires de 1815 et 1814. Le comte de Toréno ne put donc prendre aucune part aux travaux de cette assemblée.

Ferdinand VII, rendu par les événemens de 1814 au libre exercice du pouvoir absolu, récompensa, comme on le sait, par l'exil, les galères et l'échafaud, le dévouement héroïque des patriotes espagnols, coupables sans doute d'avoir voulu lui conserver, au péril de leur vie, une couronne dont sa lâcheté avait fait peu d'années auparavant un si facile abandon. Le comte de Toréno avait eu un rôle trop puissant, une influence trop marquée, pour qu'il pût se flatter d'échapper à la persécution. Trois commissions successives furent nommées par le roi pour le trouver coupable ; la troisième osa seule être docile et le condamna à mort, sous la réserve toutefois que la sentence ne servirait

point publiée, tant l'iniquité des juges s'effrayait elle-même du scandale d'un tel arrêt. Les griefs articulés contre le comte de Toréno portaient exclusivement sur ses votes et ses discours aux cortès, et en première ligne figurait comme crime capital son adhésion au principe de la souveraineté nationale. Ce fut à cette même époque que les Argüelles, les Calatrava, les Martinez de la Rosa et une foule d'autres noms illustres payèrent par les galères (*presidios*) leur association aux efforts généreux des patriotes de Séville et de Cadix. Le comte Toréno fut assez heureux pour se soustraire aux recherches. Il ne tomba pas entre les mains de ses bourreaux, mais ses biens furent confisqués, et l'ancien représentant des Asturies, naguère environné de tous les avantages qu'on peut attendre d'une immense fortune et d'une position conquise par l'ascendant du caractère et du talent, vécut pauvre et expatrié pendant six années, cherchant dans les consolations de l'étude et les épanchemens de l'amitié l'oubli de ses souffrances et le rêve d'un meilleur avenir.

Il partagea son exil entre Lisbonne, Londres et Paris; la France ne fut pas la plus hospitalière. Signalé comme dangereux à la police de Paris, soit par des inimitiés politiques, soit par une dénonciation directe du gouvernement espagnol, il se vit un jour enlever de sa modeste retraite et jeter en prison, sans pouvoir même soupçonner le motif de cet acte brutal. Après une captivité de deux mois, M. Decazes, alors ministre de la police, crut n'avoir plus besoin de prolonger ce qu'il appelait une mesure de sûreté, et le comte Toréno recouvra sa liberté *d'exilé*.

En 1820 l'insurrection de l'île de Léon, dirigée par l'intépide Riégo, ayant courbé la tyrannie de Ferdinand sous la volonté souveraine de la constitution, le libéralisme reprit ses droits, les cachots s'ouvrirent, les sentences politiques furent déchirées, les vengeances royales suspendues, et le per-

fide monarque, comme en expiation de ses cruautés passées, crut devoir prodiguer la faveur où tombaient récemment encore les coups de sa haine et de son orgueil. Le comte de Toréno fut nommé par le roi ambassadeur d'Espagne à Berlin. L'ambassade fut refusée; à ce titre diplomatique le comte de Toréno préféra l'honneur de siéger une seconde fois aux cortès; et comme en 1810 l'unanimité des votes électoraux de sa province le chargea d'aller défendre à la tribune nationale les intérêts du pays. Il reprit aux cortès sa place accoutumée; mais ce ne fut pas précisément la même tenue, la même vigueur, le même radicalisme de principes qu'à l'époque de la première députation. Soit, comme il l'a dit lui-même, que la maturité de l'âge, l'expérience de la vie, les déceptions eussent éclairé son patriotisme, soit que déjà il se sentît emporté par la tendance de sa nature vers ce système de conciliation et de ménagemens qu'il a suivi depuis, le député de 1820, sans cesser de soutenir la cause du peuple contre les prétentions de l'absolutisme, apporta dans cette lutte une réserve qui pouvait surprendre de la part d'une des plus illustres victimes de la tyrannie qu'on combattait.

Quoi qu'il en soit, il eut l'honneur d'être appelé au fauteuil de la présidence par le suffrage presque unanime de ses collègues (on sait qu'aux termes de son règlement, l'assemblée des cortès devait renouveler son président tous les mois). Ce fut sous la présidence du comte de Toréno que les ordres de moines furent abolis en partie, que la loi sur les substitutions fut sensiblement modifiée, et les mesures de réforme les plus importantes converties en projets de lois et adoptées. D'après la constitution, la durée de chaque législature était de deux ans, et les députés sortans ne pouvaient être réélus. La clôture des cortès rendit donc à la vie privée le député des Asturies.

Ces deux périodes de la vie parlementaire du comte de Toréno avaient révélé en lui

un de ces esprits élevés, une de ces capacités éminentes dont l'influence ne peut être éphémère, et devient tôt ou tard inséparable des destinées d'un état. C'était une conquête à convoiter dans le parti monarchique, qui, malgré son adhésion apparente au nouvel ordre de choses, n'avait au fond d'autre vœu que le renversement de la Constitution et avant tout la déconsidération de ceux qui en étaient les appuis. Après la session de 1822, le roi fit offrir le ministère au comte de Toréno; le piège fut compris, et cette proposition eut le sort de l'offre de l'ambassade de Berlin. Ainsi, mieux inspiré que Martinez de la Rosa qu'on vit succomber aux séductions royales et leur sacrifier une noble popularité qui lui promettait tant d'avenir, le comte de Toréno sut conserver deux fois son indépendance et la pureté de son nom.

L'Espagne rentrée sous l'oppression en 1823, par l'intervention de *l'armée de Louis XVIII*, le comte de Toréno se vit encore dévoué à l'exil. La France, l'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne et la Suisse le reçurent tour à tour. Ce fut une expatriation de dix ans qu'il soutint avec une noble fermeté, sans que jamais il échappât à sa douleur un seul mot, un seul mouvement de faiblesse qui pût le ramener à la possession de ses biens et de ses droits politiques qu'il lui était pourtant facile de reconquérir. Parens et amis, dont le bon nombre étaient en faveur auprès du gouvernement absolu, tentèrent d'inutiles efforts pour vaincre sa raideur. Le comte de Toréno resta inflexible et ne revit son pays que lorsque le contre-coup de la révolution de *juillet* eut arraché au gouvernement espagnol des amnisties successives qui rappelèrent tous les proscrits. La fortune du comte de Toréno compromise par un abandon de tant d'années, ses biens si long-temps gardés sous le séquestre, ses intérêts totalement négligés pendant son exil, réclamaient sa présence et ses soins. Il se tint donc éloigné du mou-

vement politique à son retour en Espagne, et tandis qu'exclusivement occupé de relever ses affaires personnelles, il avait quelque droit de se croire en sécurité, de nouvelles et mesquines persécutions vinrent l'atteindre. Brutalement chassé de Madrid par le ministre Zea Bermudez, il fut exilé dans les Asturies. Heureusement la mort de Ferdinand (29 septembre 1833) vint bientôt briser l'arrêt du ministre.

Ici commence une ère nouvelle pour l'Espagne et aussi une phase nouvelle dans la vie politique du comte de Toréno. Entre les droits de la reine Isabelle et les prétentions de don Carlos à la succession de Ferdinand, le choix du comte de Toréno ne pouvait être douteux. Il se prononça hautement contre l'apostolicisme, et en qualité d'*Alferez mayor* de la province des Asturies, il proclama Isabelle II reine d'Espagne. Après la promulgation du *statut royal*, il fut nommé pour la troisième fois député aux cortès par les votes unanimes de sa province, et presque en même temps appelé au conseil de la reine régente, qui le chargea du ministère des finances. Peut-être était-ce le moment pour le comte de Toréno de donner une vive et dernière impulsion à ce patriotisme éprouvé qui lui avait conquis dès long-temps la confiance du pays bien plus encore que celle de la reine, et de faire éclater avec plus d'utilité que jamais cette noble indépendance de caractère sortie jusque-là si pure des épreuves les plus difficiles. Celui qu'en d'autres temps les caresses du pouvoir avaient trouvé dédaigneux, et inflexible dans son culte pour la souveraineté nationale, ne devait-il pas ici favoriser le mouvement révolutionnaire, qui tendait à remettre en vigueur la Constitution de 1812? Mais les principes politiques du comte de Toréno semblaient s'être modifiés avec les événements. Nous croyons cependant que s'il eût fait partie du conseil avant la promulgation du *statut royal*, cette charte par ordonnance qui substituait la volonté d'une femme aux

lois fondamentales de l'état, il n'eût jamais laissé consommer cette monstruosité politique. Il fallait la conscience facile d'un Martinez de la Rosa pour la concevoir et l'adopter. Le *statut royal* convoquait un fantôme de cortès sur un mode d'élection arbitrairement réglé, cortès impuissantes à faire le bien, déshéritées du droit d'initiative, et ne pouvant délibérer que sur les objets qu'il plairait au caprice du trône de soumettre à leur examen. Le mal était donc fait à l'avènement du comte de Toréno au ministère ; il avait accepté le *statut royal* comme un fait accompli ; de là le principe de sa ligne politique durant ces dernières années. Engagé par serment à soutenir la base du système adopté, il n'était plus le maître de suivre ses inspirations patriotiques, du moins en tant que contraires à l'autorité de la reine, et il ne fallait plus attendre du nouveau ministre aucun encouragement aux tendances révolutionnaires qui pouvaient ramener 1820. Ce qu'on peut dire à la louange du comte de Toréno, c'est que fidèle, à ses sympathies pour ses amis politiques, aucun des hommes qui ont siégé au conseil de la reine régente n'a fait plus de bien que lui aux victimes de l'ancien gouvernement, alors même que leur hostilité au nouvel ordre de choses était parfaitement avouée. Absorbé dans sa spécialité comme ministre des finances, il ne se mêlait aux actes généraux de l'administration que pour faire prévaloir les idées de liberté et de progrès qu'il jugeait compatibles avec la situation du moment. En opposition sur ce point avec quelques-uns de ses collègues, cette désharmonie décida le renvoi de Martinez de la Rosa et l'élévation du comte de Toréno à la présidence. La position de l'Espagne était alors des plus critiques. Les progrès de la guerre civile, l'insuffisance de l'armée de Christine, les fautes de ses généraux, les succès de don Carlos en Navarre, l'intervention de la France refusée au mépris du traité de la quadruple alliance, et d'un autre côté l'im-

patience populaire s'irritant de ces fautes et de ces revers, telles étaient les difficultés de l'héritage laissé par l'ancien président du conseil. Le choix de son successeur fut salué des acclamations du peuple et de l'armée. On savait le comte de Toréno plus sincèrement dévoué à la cause nationale que le ministre sortant, et son arrivée à la direction des affaires fut d'un tel effet sur les troupes que dans le premier élan de leur nouvelle énergie elles réparèrent avec éclat quelques-uns de leurs désastres. Le premier siège de Bilbao fut levé et les factions furent défaites à la bataille de Mendigorria. L'entraînement devint général ; au bout de quelques semaines, plusieurs capitales de province cédant à un mouvement d'enthousiasme se soulevèrent dans le but de briser le système de modération suivi jusque-là, et d'imprimer au gouvernement une allure plus libre, une marche plus rapide et plus énergique. Elles comptaient en général sur l'appui du comte Toréno. Il arriva même que dans quelques localités les chefs de l'insurrection affirmèrent que le premier ministre était secrètement à la tête du mouvement. Loin d'accepter ce rôle, le comte Toréno crut sa conscience engagée à reprimer par tous les moyens les efforts des insurgés. Ses obligations comme ministre de la reine lui en faisaient, disait-il, un devoir, et il déplorait d'ailleurs cette précipitation des esprits qui, dans son opinion, ne pouvait que compromettre la cause de la liberté, dans l'état de souffrance et de guerre civile où l'Espagne se trouvait alors. La position du comte Toréno devint encore plus critique par l'arrivée au pouvoir de Mendizabal, qu'il avait appelé lui-même au ministère des finances. Moins scrupuleux que son collègue, Mendizabal se mit à la tête du mouvement révolutionnaire, et dès-lors la retraite du comte Toréno devint un devoir. Le refus de son adhésion à l'énergique manifestation des provinces pouvait faire craindre pour lui l'orage populaire, et déjà quelques amis le pressaient de

quitter l'Espagne. Sans s'arrêter à leur sollicitude, le comte Toréno ne cessa pas un instant de siéger aux cortès, voulant, disait-il, se trouver prêt à répondre à la tribune aux attaques dont il pouvait devenir l'objet. Cependant pas une voix accusatrice ne se fit entendre. Loin de là, le système du nouveau cabinet finit bientôt par n'être que la continuation de ses propres doctrines, qui trouvèrent, comme par le passé, un appui soutenu dans la majorité des cortès. Après la clôture de cette assemblée le comte Toréno se retira dans ses foyers. Il y vivait tranquille lorsqu'au mois d'août 1856 les événemens de la Granja, dont il ne pouvait accepter les résultats après sa résistance au mouvement des capitales de provinces, le déterminèrent à se rendre en France, bien qu'il vînt d'être réélu député à une nouvelle réunion des cortès, convoquée pour réviser la *Statut Royal*. Son élection avait eu lieu dans les Asturies à une majorité de 1100 voix sur 1200 votans.

Comme financier, le comte de Toréno mérite une mention à part. Nous regrettons que le cadre étroit d'une notice n'admette point de détails étendus sur ses opérations de finances; nous nous bornerons à les indiquer. Déjà en 1820 son aptitude pour cette spécialité s'était révélée dans un discours remarquable, où il fit ressortir la nécessité d'un emprunt de 50,000,000 de francs, qui fut voté en effet à une grande majorité par les cortès sous le ministère de Canga-Ar-güelles. Les propositions de la maison Ardoin et compagnie de Paris ayant réuni les suffrages des juntes, des conseils, du ministère et des cortès elles-mêmes, ce fut avec ce capitaliste français que l'emprunt fut négocié. Le comte de Toréno fut complètement étranger aux emprunts ultérieurement contractés par l'Espagne jusqu'en 1854: emprunt Laffitte par les cortès, emprunt Guébhard par la Seu de Urgel, emprunt Aguado par Ferdinand, toutes ces opérations se traitèrent, le comte Toréno

étant absent de l'Espagne soit par la proscription, soit autrement.

De 1854 à 1855 c'est à lui que revient, comme ministre des finances, l'entière responsabilité des actes financiers du gouvernement espagnol. Ces actes sont relatifs à la dette étrangère et à la dette intérieure. La première se trouvait ainsi divisée: 1^o Dette résultant des emprunts des cortès, contractés en grande partie avec l'Angleterre; 2^o dette provenant des emprunts du gouvernement absolu, négociés avec la France et la Belgique. L'opinion publique en Espagne se refusait énergiquement à la reconnaissance et au remboursement de cette seconde partie de la dette étrangère, contractée sans la participation du peuple, sans qu'il eût même été consulté. Moins pénétré sans doute de l'origine de ces emprunts que des conséquences de la mesure réclamée par le vœu public, et qualifiée déjà de *banqueroute* par les capitalistes français, le comte de Toréno s'avisa d'une combinaison conciliatrice qui souleva de longs et lumineux débats au sein des cortès, où elle finit toutefois par triompher. Voici ce qu'il avait proposé: confondre sous la dénomination de dette étrangère toutes les obligations sans distinction de titres, reconnaître intégralement cette dette, et la diviser ensuite en dette passive et dette active, la première pour deux tiers, la seconde pour un tiers; celle-ci portant intérêt à 5 pour cent, payable immédiatement, et la première sans intérêt, mais destinée à passer à l'état de dette active au fur et à mesure de l'extinction de cette dernière, extinction opérée au moyen d'une caisse d'amortissement et activée selon les ressources du trésor. Cette mesure mettait sur le même pied les prêteurs anglais et français, et ménageait la caisse de l'état tout en sauvant le gouvernement d'une accusation de banqueroute, qui, fondée ou non, pouvait toujours coûter à l'Espagne l'amitié de la France qu'elle avait alors intérêt à conserver. A la même époque le comte de Toréno proposa de con-

tracter un emprunt de 400,000,000 de réaux (100,000,000 de fr.) pour couvrir le déficit et faire face aux frais de la guerre qu'il voulait pousser avec vigueur. Après une assez longue discussion les cortès votèrent l'emprunt à l'unanimité; il fut négocié avec toute la publicité possible, et à l'émission de 60, c'est-à-dire à un taux plus avantageux qu'aucun des emprunts qu'eût contractés l'Espagne depuis 1820 jusqu'en 1857 inclusivement.

Là se bornent les opérations du ministre de Toréno, relatives à la dette étrangère. Pour la dette intérieure, il avait conçu un plan qui ne put être soumis à la sanction des deux *estamentos*. Discuté et approuvé à une grande majorité par la chambre des *procuradores*, la dissolution des cortès fut prononcée avant que l'*estamento* des *procérès* pût s'en occuper. Il n'y a donc aucune mesure législative à signaler sous le ministère Toréno concernant la dette intérieure.

Quant aux détails de l'administration intérieure, la presse espagnole a rendu au comte de Toréno ce témoignage que pendant son ministère les différens ressorts du service public, mieux dirigés que sous ses devanciers, fonctionnaient avec une régularité et une activité inaccoutumées. Les recettes s'opéraient avec soin et augmentaient chaque jour malgré les entraves de la guerre civile, et les engagements du trésor pour tous les besoins du service étaient religieusement et ponctuellement remplis. La caisse de l'état ne s'était point grossie alors comme aujourd'hui ni de la riche déponille des églises, ni de l'impôt sur le luxe, ni des réquisitions et des emprunts forcés, et pourtant depuis quelques mois les ressources manquent, l'armée est sans solde, les fonctionnaires publics ne sont pas régulièrement payés (1857).

Dans les loisirs de l'exil, M. le comte de Toréno avait réuni les matériaux d'un ouvrage important dont il a déjà fait paraître quatre forts volumes in-8°, sous ce titre : *Histoire du soulèvement, de la guerre et de la*

révolution d'Espagne (de 1808 à 1814). Ce monument historique manquait à l'Espagne. D'autres ont pu dévouer leur talent à célébrer les fastes de la monarchie, ou, comme Martinez de La Rosa à doter leur pays d'un nouveau volume de *poésies légères*, au moment où les plus hautes questions de régénération sociale occupaient les esprits sérieux. Il appartenait à la plume éloquente et grave du comte de Toréno de se faire l'écho et la gloire de son pays, et de redire aux âges à venir l'héroïsme du peuple espagnol en écrivant les plus belles pages de son histoire.

La neutralité de l'Espagne, au milieu de la conflagration européenne sortie de la révolution de 1795, semblait promettre au gouvernement de ce pays une vie paisible et tout en dehors de l'effroyable lutte dont les Pyrénées la tenaient séparée. Fidèle à la politique naturelle des petits-fils de Louis XIV, l'Espagne s'abritait derrière la France; aucun sacrifice ne lui coûtait pour rester son alliée. Cependant quand vint le tour des Bourbons de Sicile de céder à l'épée de Napoléon, la cour d'Espagne s'émut et ne put voir d'un œil calme le trône de Naples renversé et Joseph substitué à Ferdinand. Une proclamation du prince de la Paix, de ce Godoy que les faiblesses de la reine avaient fait l'arbitre des destinées du pays, contenait des insinuations hostiles contre la France; cette proclamation tombe sous les yeux de Napoléon sur le champ de bataille d'Iéna. L'empereur lit et n'attend plus qu'une occasion pour se venger; mais la vengeance, c'est la guerre, la guerre, c'est la conquête, et pourquoi ne pas épargner à la fois le sang français et espagnol, si l'on peut s'emparer sans coup férir d'un pays courbé depuis plus d'un siècle sous le joug d'un despotisme fanatique, mutilé par les tortures de l'inquisition, et lassé aujourd'hui d'obéir à un prince stupide, qui s'incline lui-même devant la volonté d'un favori qui déshonore sa couche (voir la notice Godoy) et opprime la nation. Après le roi Charles IV, son fils

Ferdinand pourrait devenir l'espoir de l'Espagne ; mais son éducation, mais les principes qu'il a puisés à la cour de son père, et surtout l'irréconciliable haine qui divise le père et le fils, et qui complète si bien le tableau d'immoralité et d'anarchie qu'offre l'intérieur de la maison royale, sont-ils une garantie de stabilité, d'intelligence et de force pour le gouvernement, une garantie de bien-être pour le peuple ? Il semble que ces considérations fassent pressentir à Napoléon la facilité et presque le devoir de conquérir la couronne de Castille. Il demande passage à l'Espagne pour aller châtier le Portugal de ses sympathies pour l'Angleterre. Les routes du nord de la Péninsule s'ouvrent aux troupes françaises qui se présentent comme alliées et envahissent successivement Pampelune, Barcelone, Menjuich, Figuières, Saint-Sébastien. Alors, enfin Godoy, qui jusqu'à ce jour avait conservé l'espérance de se faire un appui de Napoléon contre la haine du prince Ferdinand, comprend toute l'étendue du danger dans lequel sa politique a plongé l'Espagne. Un appel à la nation serait le seul moyen de réparer le mal, si le mal n'est pas irréparable. Mais, trop lâche ou trop sûr du mépris et de la haine qu'il inspire pour le tenter, il propose à Charles IV de fuir en Amérique. Sans s'inquiéter autrement de l'avenir de son peuple, le prince n'hésite pas à suivre un tel conseil, et il ordonne les apprêts du départ. Cette nouvelle soulève l'indignation générale. Le palais du favori est détruit par la fureur populaire, et le vieux roi, pour obtenir la permission de fuir, abdique en faveur de son fils Ferdinand.

Tandis que l'armée française, sous le commandement de Murat, poursuit sa marche, toujours comme alliée, et envahit toutes les villes, même Madrid, le nouveau roi va se jeter aux pieds de Napoléon. Aveugle dans sa confiance, Ferdinand court de lui-même à sa perte ; en vain le dévouement de quelques sujets éclairés veut l'arrêter sur le bord

de l'abîme ; il va au-devant de Napoléon, traverse l'Espagne en luttant à chaque pas contre la fidélité de son peuple, qui s'efforce à le retenir, passe la Bidassoa, et, en arrivant à Bayonne, se trouve en présence de son père qui proteste contre son abdication, et il ne rencontre dans Napoléon, dont il venait d'acheter si cher la protection, que la sévérité d'un juge.

Il est contraint de déposer la couronne et la rend à Charles IV, qui en a trafiqué d'avance au profit de Napoléon.

Cependant l'Espagne s'est levée tout entière. Affranchie désormais du protectorat impuissant de ces deux royaumes qui n'ont rien pu, rien tenté pour sa défense, elle n'attend plus de salut que de son énergie, et cette énergie ne lui manquera pas ; car ce n'est plus pour un roi, c'est pour elle, pour son indépendance qu'elle va combattre.

C'est l'histoire de ce soulèvement général, ce sont les détails de ces insurrections rapides de toutes les provinces qu'il faut lire sous la plume du comte de Toréno, pour se faire une idée de ce que peut inspirer de grandeur et d'héroïsme la sainteté, qu'on nous passe l'expression, du fanatisme patriotique. Quelques revers succèdent aux premières victoires des armées françaises. Napoléon effrayé de cette résistance veut la briser d'un seul coup. Il marche contre l'Espagne, à la tête de deux cent mille hommes commandés par les plus illustres généraux, et s'empare de Madrid presque sans coup férir. Mais rappelé bientôt par les événements du Nord, il abandonne le théâtre de la guerre et double par son départ le courage des Espagnols qui se relèvent de leurs défaites, et vigoureusement secondés par l'Angleterre, prolongent pendant cinq ans, avec des chances diverses et malgré d'affreux désastres, cette lutte héroïque.

Quel tableau que celui d'une nation abandonnée de ses rois et de ses gouvernans, manquant d'un chef reconnu, d'une armée disciplinée, sans habillemens, sans vivres,

sans munitions, suppléant à tout par son énergie, et parvenant à sauver son indépendance contre les efforts des plus braves et des meilleures troupes de l'Europe ! Écoutez un instant le comte de Toréno qui explique ainsi lui-même la cause d'une lutte si tenace, si acharnée.

« Neuf mois s'étaient écoulés depuis la terrible invasion faite au mois de novembre par l'empereur en personne, et ses armées n'étaient pas encore en possession d'un tiers du territoire de la Péninsule. En vain elles livraient et gagnaient des batailles ; en vain elles inondaient les provinces ; les unes étaient-elles occupées, que les autres se soulevaient, et si l'on accourait soumettre celles-ci, les premières s'agitaient de nouveau et redevenaient ennemies. Quel tableau différent s'offrait alors en Autriche ! Là, l'archiduc Charles avait ouvert la campagne au mois d'avril avec des armées nombreuses, bien équipées, bien pourvues ; trois ou quatre batailles seulement s'étaient livrées, dont l'une contraire à Napoléon, et cependant, dès le 12 juillet, on signait à Znaïm une suspension d'armes, prélude de la paix. Ainsi, au bout d'une guerre de trois mois, une nation puissante et militaire se soumettait aux conditions dictées par le vainqueur, et l'Espagne, après une année, sans armées véritables, et souvent seule dans la lutte, se maintenait inexpugnable par la ferme volonté de ses habitans : tant est grande la différence, nous ne cesserons de le répéter, entre les guerres de cabinets et les guerres nationales. Au premier revers on cède dans celles-là ; mais, dans celles-ci les défenseurs ne se soumettent pas si facilement au tourbillon de la fortune. Quand on les croit détruits, ils se multiplient ; quand on les croit abattus, ils se redressent. C'est ce que reconnaissait bien Pitt, ce grand homme d'état, lorsqu'en 1805, à la nouvelle de la reddition de Mack, à Ulm, avec 40,000 hommes, ses amis s'écriaient *« que tout était perdu, et qu'il n'y avait plus de res-*

sources contre Napoléon. — Si, répliqua-t-il, il y en a encore, si je parviens à soulever une guerre nationale en Europe ; » ajoutant d'un ton en quelque sorte prophétique : *« Cette guerre doit commencer en Espagne. »*

Ce mot de Pitt nous rappelle ce que Napoléon écrivait à Murat, lorsqu'il l'engageait à ménager plus qu'il ne le faisait la susceptibilité de la population espagnole : « Il y a de l'énergie chez les Espagnols. Il y aura à lutter contre un peuple nouveau, plein de courage, et contre l'enthousiasme naturel à des hommes que les passions politiques n'ont pas gâtés ; il y aura des soulèvemens en masse qui éterniseront la guerre.... »

Dans la description de cette longue succession de batailles, de sièges, de combats, d'exploits militaires de tout genre qui caractérisent la première période de la révolution d'Espagne, le comte Toréno se fait remarquer par une verve, une clarté et une méthode qui semblent révéler le savant stratège autant que l'habile écrivain. Il passe ensuite à l'examen de la formation des juntes provinciales et de leurs travaux, et termine son quatrième volume par une sorte d'analyse de la Constitution. Le cinquième et dernier volume, dont le comte Toréno s'occupe en ce moment, nous promet 1° la suite des travaux des cortès constituantes, c'est-à-dire l'abolition de l'inquisition, la réforme des moines, les matières de finances, etc. ; 2° la clôture de ces cortès et l'histoire des cortès ordinaires qui leur succédèrent ; 3° la suite des opérations militaires, depuis la bataille de Salamanque jusqu'à la bataille de Toulouse ; 4° la translation du gouvernement et des cortès de l'île de Léon à Madrid ; 5° le traité de Valençay et la rentrée de Ferdinand en Espagne ; 6° la dissolution des cortès et l'emprisonnement de plusieurs de ses membres ; 7° la fin de la guerre et la destruction complète des institutions libérales (1).

(1) Cet ouvrage a été traduit en français par

CLAPARÈDE (MICHEL, COMTE).

Au milieu des dévouemens serviles à toutes les royautés nous aimons à retrouver les vieux soldats de la République, que l'Empire et la Restauration elle-même élevèrent aux plus hautes dignités sociales, toujours fidèles aux sentimens de leur origine; nous nous plaçons à signaler ce qu'il y a de conscience dans les différens actes de leur vie politique; en nous occupant aujourd'hui de M. Claparède, nous ne saurions oublier que dans les derniers procès dont la chambre des pairs s'est laissé encombrer, il a fait partie de cette minorité honorable qui, sympathisant avec les plus nobles mouvemens de l'homme public, voulait écarter de nos codes la peine de mort pour délit politique, et penchait pour l'indulgence, alors que la plupart de ses membres ne croyaient pouvoir se récuser comme juges.

M. Michel CLAPARÈDE est né le 28 août 1772, à Gignac, département de l'Hérault. Sa famille, ancienne dans la robe, lui laissa le choix de sa carrière, et il choisit celle des armes.

Il commença à servir en 1792, en qualité de volontaire, dans le 4^e bataillon de son département. Bientôt il fut appelé au grade de capitaine par l'élection libre et unanime de ses camarades. En l'an VII il était à l'armée d'Italie, sous Moreau, et, se trouvant à Gènes, fut fait chef de bataillon. Passé à l'armée du Rhin, en l'an VIII, il y reçut sa nomination d'adjudant commandant. Un an après le gouvernement l'employa au corps d'observation de la Gironde. En l'an X, il accompagna le général Leclerc à Saint-Domingue, et y fut récompensé de sa belle conduite militaire par le grade de général de brigade (27 novembre 1802): chargé

d'occuper la partie espagnole de l'île, il avait pris possession de Saint-Yago, et envoyé au Cap les généraux nègres Clairvaux et Toussaint d'O, qui se rangèrent avec leurs troupes sous les ordres du capitaine général Leclerc. Il commandait la ville du Cap lors de la désertion et de la révolte de l'armée noire, dont Christophe et Dessalines dirigeaient la trahison. Nommé au commandement de l'armée dirigée sur le nord de l'île, il le conserva jusqu'à son retour en France.

Attaché momentanément au cantonnement de Saintes, il s'embarqua en 1804 sur l'escadre du contre-amiral Missiessy, pour l'expédition de la Dominique. Après avoir concouru à la prise de cette île, il revint en France et fit partie de la division des grenadiers d'Oudinot.

Appelé à la grande armée en 1805, il se trouva à Ulm et à Austerlitz. Il fut chargé de garder avec le 17^e d'infanterie légère la position dite le *Santon*, que Napoléon avait fait fortifier et garnir de 18 pièces de canon. Au matin d'Austerlitz, le prince Bagration, à la tête d'une colonne russe, attaqua long-temps et en vain le *Santon*; le général Claparède l'obligea de rétrograder jusqu'à Prosoritz.

En 1806 le général Claparède assista aux combats de Wertingen, de Saalfelds, où fut tué le prince Ferdinand de Prusse, et à la bataille d'Iéna. A Pulstuck il eut un aide de camp tué à ses côtés et fut blessé.

Pendant la campagne de Pologne en 1807, il commanda une brigade composée de son régiment d'Austerlitz et d'un bataillon de grenadiers tiré des deux divisions Suchet et Gazan, et se fit remarquer à toutes les affaires de cette campagne, notamment à la défense de la tête du pont de Drewkenowo, sur l'Omulew. L'empereur, reconnaissant ses bons et utiles services, lui donna, au mois de mars 1808, une dotation de 50,000 fr. en Westphalie, et le nomma en même temps comte de l'empire.

Créé général de division le 8 octobre suivant, il fit la campagne de 1809, à la grande armée d'Allemagne, au corps de Masséna.

Marchant en tête de ce corps, le général Claparède rencontra, le 3 mai, l'arrière-garde autrichienne en avant d'Ebersberg. Il l'aborda hardiment au moment où elle s'avancait sur le pont qui traverse la Traun pour gagner la rive droite de cette rivière. Voici dans quels termes le 5^e bulletin de la grande armée rendit compte du combat qui s'engagea vers ce point :

« La division Claparède, seule, et n'ayant que quatre pièces de canon, lutta pendant trois heures contre 50,000 ennemis. Cette action d'Ebersberg est un des plus beaux faits d'armes dont l'histoire puisse conserver le souvenir. La division Claparède s'est couverte de gloire ; le pont, la ville et la position d'Ebersberg seront des monumens durables de son courage. Le voyageur dira : C'est ici, de cette superbe position, de ce pont d'une si longue étendue, de ce château si fort par sa situation, qu'une armée de 50,000 Autrichiens a été chassée par 7,000 Français. »

Et cette armée perdit 4,500 hommes tués, 6 à 7,000 prisonniers, 4 canons et 2 drapeaux !

Napoléon ayant distingué le général Claparède aux batailles d'Essling (21-22 mai), où il fut blessé, et de Wagram (6 juillet), ainsi qu'au combat de Znaïm, il le nomma grand officier de la Légion-d'Honneur.

En 1810 l'empereur plaça sous ses ordres la division formée à Bayonne, qui passa ensuite avec son chef au 7^e corps de l'armée d'Espagne. Le général Claparède eut le commandement en chef des troupes stationnées dans les provinces de Salamanque et de Zamora, et dans les places de Ciudad-Rodrigo et d'Almeida.

Au mois d'avril 1811 il fut chargé de couvrir les derrières de notre armée de Portu-

gal, qui s'était établie devant les lignes anglaises. Il défit complètement l'armée du général Silveira et força ses débris à repasser le Duero à Lamego. Et le général Claparède obtint ce résultat avec 7,000 hommes qu'il commandait contre les 22,000 soldats de Silveira ! Masséna put dès-lors opérer son mouvement rétrograde sans être inquiété.

Ses opérations entre le Duero et le Tage furent également heureuses. Il parvint à s'emparer de la ville de Covilhao, où un nouveau corps d'insurgés et de guerillas se formait sous les ordres d'un officier anglais.

Après la retraite du Portugal le général Claparède se rendit à la grande armée. L'empereur lui donna le commandement en chef de la *Légion de la Vistule*, composée de Polonais, légion qui faisait corps avec la garde impériale. Il se trouva à la bataille de la Moskowa et combattit au passage de la Bérésina, où il fut blessé. Pendant la campagne de 1815 il soutint un combat glorieux sur les hauteurs de Giezubel contre l'armée qui débouchait de la Bohême. Il concourut ensuite à l'enlèvement des positions retranchées que les Russes occupaient sur les hauteurs de Racknitz, près de Dresde. Fait prisonnier avec le corps du maréchal Saint-Cyr, resté à Dresde, et prisonnier en violation de la capitulation, il ne rentra en France qu'après les événemens politiques de 1814.

Le gouvernement de la Restauration sentit le besoin de s'attacher les grandes réputations militaires ; aussi s'empressa-t-il de nommer le général Claparède chevalier de Saint-Louis et grand-croix de la Légion-d'Honneur. Mis à la disposition du maréchal Maison, gouverneur de la première division militaire, il eut bientôt le commandement de la troisième subdivision, dont le siège était à Soissons.

Le 11 mars 1815 il organisait à Melun les troupes qui devaient se rassembler sous les ordres du duc de Berri, et le 16 du même

mois il commandait sous les ordres de ce prince une division à Paris.

Voici les dates des emplois et dignités auxquels le général Claparède fut successivement appelé :

15 juillet 1815, commandant de la place de Paris ;

15 octobre, commandant de la deuxième division militaire : le général n'exerça point ces deux premières fonctions ;

15 novembre, gouverneur du château royal de Strasbourg ;

18 novembre, inspecteur général permanent de la première division militaire ;

5 mars 1819, pair de France.

En juillet 1850 le général Claparède était encore pair de France, inspecteur général d'infanterie et gouverneur du château de Strasbourg ; après les trois journées il ne conserva que la pairie. Depuis il a été porté au cadre de disponibilité, dont toutefois il ne touche point le traitement, parce qu'il jouit de la dotation de la chambre.

Nous revenons sur nos pas.

Un conseil de guerre formé des maréchaux Jourdan, Masséna, Augereau, Mortier ; des lieutenans généraux¹, comte Claparède, comte Gazan, comte Villatte ; du maréchal de camp Grundler et de l'ordonnateur baron Joinville, se réunit, le 9 novembre 1815, dans la salle actuelle de la Cour d'assises, pour juger le maréchal Ney. Le maréchal ayant fait plaider par M^e Berrier, son avocat, l'incompétence de la juridiction militaire, le conseil en délibéra. Le général Claparède était du nombre de ceux qui voulaient conserver la cause comme unique moyen de sauver un ancien frère d'armes malheureux ; mais la majorité se décida pour l'incompétence, afin de satisfaire au vœu du maréchal, peut-être aussi dans l'intention de ne se point commettre avec le pouvoir. Le maréchal fut renvoyé à la justice des pairs, et un mois plus tard le corps du brave gisait à quelques pas de la grille du

palais de ses juges ! La minorité du conseil avait donc bien jugé la position.

Cet officier général fit également partie du conseil de guerre qui, le 11 mars 1816, acquitta le contre-amiral Linois et condamna à mort le colonel Boyer de Peyreleau. Le soir même de cette condamnation, les membres du conseil firent demander au roi la grâce du colonel ; et le 18 la peine fut commuée : Louis XVIII n'accorda la grâce entière que le 10 mars 1818.

Nous l'avons déjà dit, dans les procès de la chambre des pairs depuis 1850, le général Claparède s'est montré indulgent et humain.

Le 6 juin 1850, le général Claparède fut nommé président du collège électoral de l'Hérault. Se ressouvenant de l'époque de ses premiers services, et, malgré les événements, étant constamment resté constitutionnel, il ouvrit les séances du collège par un discours dans lequel il invoquait *le respect aux droits du trône et le dévouement à la charte*, à cette charte qu'il ne cessa jamais de considérer comme le palladium des libertés du pays.

En fait de discipline le général Claparède est sévère, ce qui tient à ses habitudes d'armée ; mais il a la réputation d'être paternel pour le soldat, et excellent camarade.

WALCKENAER (CHARLES-ATHANASE).

Les biographes nos prédécesseurs ont donné une nomenclature fort exacte des travaux de M. Walckenaer ; nous n'aurons en quelque sorte qu'à compléter leur œuvre.

Né à Paris le 25 décembre 1771, M. Charles-Athanase WALCKENAER fit en partie ses études à Glasgow, et passa les premiers momens de la révolution française soit en Angleterre, soit dans les Pays-Bas. A son retour, il entra comme élève aux ponts et chaussées, puis à l'Ecole polytechnique à

l'époque de sa formation ; mais presque aussitôt il se retira dans un de ses domaines, à quelques lieues au nord de Paris. Lorsqu'il sortit de cette retraite studieuse, dans un temps moins orageux, l'Académie de Montpellier le choisit comme professeur d'histoire, mais il n'accepta point. En 1811 l'Institut lui décerna le prix sur cette question : « Quels ont été les peuples qui ont
« habité les Gaules cisalpine et transal-
« pine... avant l'année 410 de Jésus-Christ,
« l'étendue de leur territoire et l'emplace-
« ment de leurs capitales ? » La même classe de l'Institut, la troisième, l'adopta au nombre de ses membres, le 8 octobre 1813, et l'a compris depuis 1816 dans sa nouvelle organisation. M. Walckenaer avait été nommé membre de la Légion-d'Honneur dès le 19 octobre 1814.

Il fut en 1816 nommé successivement maire du cinquième arrondissement de Paris, et secrétaire général de la préfecture de la Seine.

Il fut appelé en 1826 à la préfecture de la Nièvre, et deux ans plus tard à celle de l'Aisne, qu'il abandonna à la suite de la révolution de juillet. Depuis lors il a cessé de remplir des fonctions publiques, et n'a eu de rapport avec le nouveau gouvernement, que pour assister en 1851 à une commission nommée par le ministre de l'intérieur pour préparer le travail d'un nouveau dénombrement qu'on se proposait d'établir, et pour faire un rapport à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, relativement aux recherches à entreprendre sur les antiquités dans la régence d'Alger ; rapport demandé par le ministre de la guerre, qui l'approuva. L'Académie se conforma au plan de travail qui s'y trouva tracé.

M. Walckenaer a voyagé en 1851 et 1852 dans les Pyrénées et le midi de la France, visitant les bibliothèques et les antiquités, et recueillant les manuscrits et les matériaux pour une collection de cartes et de livres que l'on considère comme la plus com-

plète en France pour la géographie et les voyages.

En 1855 M. Walckenaer a voyagé en Allemagne, dont il a visité les plus célèbres universités, accueilli partout avec distinction par les savans étrangers qui rendaient justice à ses lumières et appréciaient l'importance de ses travaux scientifiques.

Quoique M. Walckenaer ait passé quinze années de sa vie dans les administrations, ses études n'en ont pas souffert, car il ne se mêla jamais aux intrigues politiques. On lui doit les ouvrages suivans qui lui ont acquis une juste célébrité.

1° *Essai sur l'histoire de l'espèce humaine*, in-8°, 1798. 2° *L'Ile de Wight, ou Charles et Angelina*, 2 vol. in-12, 1798 et 1813, traduit en allemand, Magdebourg, 1805. 3° *Faune parisienne, ou Histoire abrégée des insectes des environs de Paris*, classés d'après le système de Fabricius, 2 vol. in-8°, Paris 1802. On y trouve des observations tout à fait neuves, particulièrement sur les araignées, ainsi qu'une introduction remarquable. 4° *Géographie moderne rédigée sur un nouveau plan*, traduite de l'anglais de Pinkerton, augmentée d'un tiers, et, à plusieurs égards, rectifiée par le traducteur, 6 vol. in-8°, et atlas in-fol., Paris 1804. L'abrégé de cet ouvrage a paru en 2 vol. in-8° avec cartes, en 1805, puis en 1806 et en 1811. Cette dernière édition, conforme à la division politique de l'Europe sous l'Empire, a été adoptée pour l'enseignement des écoles militaires en France. 5° *Tableau des Araucéides*, grand in-8°, Paris 1805. 6° *Histoire naturelle des Araucéides*, 1807, 1808, trente livraisons, dont cinq seulement ont paru, avec cinquante figures. L'ouvrage doit être donné plus tard sous une autre forme. 7° *Dicuius liber de mensura orbis terræ, ex duobus codd. mss. biblioth. imper. nunc primum in lucem editus*, in-8°, Paris 1807. Cet ouvrage géographique, qui était inédit et à peu près inconnu, n'est pas plus ancien, à la vérité, que le règne de Charlemagne,

mais il avait été extrait de géographes antérieurs maintenant perdus pour la plupart. On ne retrouve que dans Dicuil, dans les cinq premiers articles et dans le huitième, l'abrégé d'une description de l'empire faite sous Théodose. L'éditeur y a joint en latin une sorte d'introduction rapide, mais pleine de critique. 8° *Voyages dans l'Amérique méridionale par Don Félix d'Azara, recueillis* (traduits en grande partie) *et publiés par Charles-Athanase Walckenaer*, 4 vol. in-8° et atlas, Paris, 1809. Les notes sont les unes de l'éditeur lui-même, les autres de Cuvier; mais ce qui concerne les oiseaux est l'ouvrage de Sonnini. Ce voyage a été traduit deux fois en allemand, et la notice sur Don Azara a été réimprimée in-8°. 9° *Cosmologie, ou Description générale de la terre... sous les rapports physiques, historiques, etc.*, fort in-8°, Paris 1815. Ce n'est qu'une géographie élémentaire, mais expressément liée aux autres branches importantes des connaissances humaines. 10° *Mémoires pour servir à l'histoire naturelle des abeilles solitaires qui composent le genre halicte*, in-8°, Paris, 1817. 11° *Carte de l'Égypte*, et *Carte particulière du Delta*, avec les itinéraires anciens; *Carte de l'ancienne Corse*. Ces cartes, gravées à un assez grand nombre, mais non mises en vente, se rapportent aux trois ouvrages suivans. 12° *Itinéraire de l'Égypte ancienne*, précédé de recherches sur le mille romain, in-4° de 500 pages. 13° *Itinéraire des Gaules transalpine et cisalpine*, in-4° de 600 pages. 14° *Géographie historique des Gaules cisalpine et transalpine, jusqu'à la chute de l'empire romain en Occident*, in-4°. 15° *Mémoires lus à l'Institut, sur les Pyles caspiennes; sur les itinéraires d'Alexandre; sur l'Apule peucétienne; sur Anteritum*. Ces mémoires ont été insérés plus tard dans le recueil de l'Académie des Inscriptions, et, de plus, cent exemplaires ont été tirés à part, sous le titre de *Recherches sur la géographie ancienne et sur celle du moyen âge*, par M. Walckenaer, in-4°.

Paris, 1822 et 1825. Un extrait de ces importantes découvertes de l'auteur sur la géographie ancienne de l'Orient a paru dans le *Classical Journal*, XIV, 457, etc., etc., etc. 16° *Sur les progrès des connaissances géographiques à l'est et au sud de l'Asie, et sur l'origine des Malais*, mémoire lu en séance publique. 17° *Le Monde maritime, ou Tableau géographique et historique de l'archipel d'Orient, de la Polynésie et de l'Austrasie*, 5 vol. in-8°, et 12 vol. in-18, Paris 1819. 18° *Notice historique et géographique sur l'itinéraire de Jérusalem (dans l'histoire des Croisades)*, tirée à part, mais non livrée au commerce. 19° *Notice sur les manuscrits de Montesquieu*; 20° *Dissertation sur l'or et l'argent, considérés comme marchandises et comme monnaie*, insérée dans le *Journal d'économie politique*. 21° *Extraits raisonnés de livres ou autres dissertations*, dans le *Mercur étranger*, les *Archives littéraires*, le *Magasin encyclopédique* et les *Annales des voyages*. 22° *Notes sur la géographie de Virgile*, dans la traduction de l'Enéide par Delille, seconde édition. 23° Articles faisant partie de la *Biographie universelle*. La réunion de ces articles, réimprimés à part, au nombre de quatre-vingt-onze, a formé depuis 2 vol. in-8°, sous ce titre: *Vies de plusieurs personnages célèbres des temps anciens et modernes*, par C. A. W., Laon, 1850. On y a remarqué entre autres Dion de Syracuse, Clovis, Fabricius (J.-Chr.), Hume, Marco-Polo, Raleigh, de La Sablière, Sterne, et surtout Jeanned'Arc. 24° *Histoire de la vie et des ouvrages de La Fontaine*, in-8°, Paris, 1820, seconde édition revue et augmentée, 2 vol. in-18, 1821; troisième édition corrigée et augmentée, in-8° de 650 pages, avec portrait, 1824. 25° *Oeuvres de La Fontaine*, revues, mises en ordre et accompagnées de notes, 6 vol. in-8°, 1822; autre édition, revue et augmentée de nouvelles pièces, six volumes in-8°, 1827. L'édition de 1822 a été imprimée en cinq volumes, puis en huit ou neuf, avec de nou-

veaux titres pour y placer des gravures. Elle l'a été ensuite par Dupont, avec les notes de M. Walckenaer qui a réclaté à ce sujet. L'édition de La Fontaine, en 16 vol. in-18, 1820, contient aussi un travail de M. Walckenaer, mais donné par lui. 26° *Fables de La Fontaine*, avec des notes nouvelles, 2 vol. in-8°, Paris, 1826. Les mêmes, en un seul volume, dont est retranché l'*Essai sur la fable, et les fabulistes avant La Fontaine*, qui est à la tête de l'édition précédente, et qui était joint aussi aux *OEuvres de La Fontaine*, édition de 1822 et de 1827. 27° *Adonis, poème par J. de La Fontaine, tel qu'il fut présenté à Fouquet, en 1658*, publié pour la première fois d'après le manuscrit original, in-8°, Paris, 1825, tiré à cinquante exemplaires. Les variantes de ce manuscrit ont été placées dans l'édition des *OEuvres*, 1827. 28° *Nouvelles OEuvres diverses de La Fontaine, et Poésies de François de Maucroix*, in-8°, Paris, 1820. 29° *OEuvres de Rambouillet de La Sablière et de François Maucroix*, accompagnées de vers faits à la louange de La Fontaine, des contes qui lui ont été faussement attribués, et des vies de La Sablière et de Maucroix, in-8°. 30° *Recherches géographiques sur l'intérieur de l'Afrique*, in-8°, avec une carte, Paris, 1821. Les conjectures que les résultats déjà obtenus en Afrique ont alors suggérées à l'auteur se trouvent justifiées sous les rapports essentiels par des découvertes plus récentes. 31° *Histoire générale des voyages*, in-8°, Paris, 1826, etc., etc. L'ouvrage, qui sera accompagné d'un atlas, dont la première carte a paru, doit former plus de soixante volumes; mais la publication en est suspendue. 32° *Introduction à l'histoire générale des voyages*, tirée à part, et seulement à cent exemplaires, dont la moitié n'a pas été en vente. 33° *Lettres sur les contes de fées, attribués à Perrault, et sur l'origine de la féerie*, in-12, Paris, 1826.

Ces lettres n'avaient pas été d'abord destinées au public : elles sont toutefois pleines d'intérêt. La féerie y est considérée comme

se rattachant surtout à l'invasion des peuples germains et scandinaves. On y trouve beaucoup de documens sur les prophétesses en Occident, sur les croyances populaires de la Bretagne, sur les romans au temps des successeurs de Charlemagne, sur les Oïgours, devenus bientôt des ogres ou même des loups-garou, sur les *Mabinogions*, ou recueils de contes de nourrices, dont l'origine peut remonter à deux siècles, etc. 34° *Histoire naturelle des aranéides de France*, faisant partie de la *Faune française*, tirée à part au nombre de vingt-quatre exemplaires.

Ce petit traité se composera de trois fascicules et d'une vingtaine de planches. Le premier seul a paru. 35° M. Valckenaer a joint une notice et des additions à l'édition qu'il a donnée de l'*Histoire de France par le président Hénault*, trois vol. in-8°, 1821; mais quant à la continuation de cette histoire, il n'y a aucune part, et il l'a déclaré par la voie des journaux. Une nouvelle, in-12, intitulée *Eugénie*, est attribuée à M. Valckenaer. On le croit le traducteur du *Nouveau Voyage dans l'Afrique méridionale*, par Barrow, deux volumes in-18, 1806. Il en a du moins écrit la préface et revu les cartes. 36° *OEuvres complètes de La Fontaine avec notice*, 1 vol. in-8°, 1856, pour le Panthéon français. 37° *Diverses autres Éditions de La Fontaine*, 1856, 1857. 38° *Histoire naturelle des insectes aptères*, 1 vol. in-8°, 1857, accompagné de trois livraisons de planches. 39° *Mémoire sur la classification des aranéides*, dans les annales de la Société Entomologique, et dans le même recueil un *Mémoire sur les insectes qui rongent la vigne* et un autre sur une nouvelle espèce de *Mygales*. 40° Dans les *Nouvelles Annales des Voyages* dont il est rédacteur, en société de ses amis MM. de Humboldt, Eyriez, etc., M. Valckenaer a publié un *Mémoire sur la géographie ancienne d'Angleterre*, accompagné d'une petite carte. 41° Dans le même recueil des *Lettres sur les Basques, les Bohémiens, les Cagots et autres habitans de ces montagnes*. Sans parta-

ger toutes les opinions émises par M. Valckenaer, nous nous faisons un devoir de reconnaître que ses lettres annoncent des recherches très-consciencieuses et des études profondes.

M. Valckenaer a en outre donné des articles au supplément de la *Biographie de Michaud*, à l'*Encyclopédie des gens du monde*, et au *Dictionnaire de la Conversation*, et une *Notice sur Montesquieu*, insérée dans le *Panthéon littéraire*.

ARBANÈRE (ÉTIENNE-GABRIEL)

Étienne-Gabriel ARBANÈRE naquit le 6 juin 1784, à Cette (Hérault), où son père dirigeait en chef la manufacture royale des tabacs.

Placé au collège de Sorèze, le jeune Arbanère se fit remarquer par son ardeur et son intelligence; il remporta les prix principaux.

Après avoir terminé ses études, il céda à son goût pour les voyages, et parcourut les Pyrénées (1806, 1808), visita la Suisse et l'Italie (1810), puis l'Angleterre (1817), et retourna plusieurs fois encore (1811, 1820, 1825, 1827) dans les lieux qui avaient été les premiers objets de ses investigations scientifiques.

Revenu d'une de ses excursions, en 1821, à Tonneins, ville qu'il habitait, il fut nommé adjoint au maire, et trois ans plus tard appelé à la mairie par ordonnance royale (17 mars 1824.)

Il rendit des services importants à la ville, soit par la création d'un collège, soit en obtenant la conservation de la manufacture des tabacs que l'on voulait supprimer en 1828 : envoyé auprès de la régie des contributions indirectes, il parvint, à force d'insistance et de bonnes raisons, à lui faire abandonner un projet dont l'accomplissement eût été si

nuisible à la population ouvrière de Tonneins.

Quand arriva dans cette cité la nouvelle des événemens de Paris en 1830, M. Arbanère ne crut plus avoir mandat pour administrer sa mairie, puisque le pouvoir qui lui avait confié ses fonctions n'existait plus; il donna donc sa démission.

Le même jour, 5 août, le conseil municipal se transporta en corps chez ce fonctionnaire pour le supplier, en lui remettant une délibération signée de tous, de reprendre la direction des affaires de la commune.

Le bataillon de la garde nationale fit, après le corps municipal, une démarche semblable : il se déploya en ordre devant la maison de M. Arbanère; ensuite tous les officiers se rendirent auprès de lui, et lui présentèrent le vœu de la population entière.

Touché de ces témoignages honorables de bienveillance, entraîné par le sentiment qui se rattachait à une élection populaire aussi spontanée, M. Arbanère ne résista plus, il reprit ses fonctions.

Le 10 octobre le conseil municipal le nomma président d'une députation composée de membres du conseil et d'officiers de la garde nationale, chargée de venir complimenter Louis-Philippe sur son avènement au trône; il remplit cette mission administrative.

Mais au printemps de 1831, lorsque la sécurité publique lui parut assurée, M. Arbanère crut avoir suffisamment satisfait à ses engagemens envers ses concitoyens, et il donna sa démission qu'il fallut bien accepter cette fois.

Peu de jours après, le 25 juin, une compagnie de la garde nationale lui décerna le titre de son capitaine.

Mais M. Arbanère ne s'est pas seulement rendu recommandable par ses services administratifs; les lettres lui sont redevables de travaux utiles qui ont appelé sur lui

l'attention des écrivains et des corps savans.

En 1828 il publia son premier ouvrage intitulé *Tableau des Pyrénées françaises*, 2 vol. in-8°, dans lequel il donne de ces montagnes, depuis la Méditerranée jusqu'à l'Océan, une connaissance complète sous tous les rapports.

En 1835 parut de lui un livre ayant pour titre : *Analyse de l'histoire asiatique et de l'histoire grecque*, 2 vol. in-8°. M. Arbanère avait, en 1834, déposé son manuscrit à la Chancellerie avec une demande d'impression aux frais de l'état ; le garde des sceaux ayant fait examiner ce travail le jugea digne des presses royales, et bientôt il sortit tout confectionné de l'imprimerie du gouvernement. Dans la séance de l'Académie des Sciences morales et politiques, du 14 février 1835, M. Naudet fit un rapport favorable sur cet ouvrage que M. Poujoulat a loué en ces termes : *C'est une belle étude critique et philosophique de l'Asie et de la Grèce.*

En 1836 M. Arbanère a livré au public un roman en 2 vol. in-8° (*Vellina, ou les Scènes et l'esprit des salons*), et un volume de poésies, in-8° (*Les Chants du printemps*).

Depuis ont paru les deux premiers volumes de *Veillées des familles*, en collaboration de M. Charles Nodier, un de nos philologues les plus instruits.

Ces différentes compositions ont valu à M. Arbanère son admission à l'Académie des Sciences morales et politiques en 1836 ; déjà la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen et la Société française de Statistique universelle l'avaient appelé dans leur sein, la première en 1829, la seconde en 1830.

DURAN (JEAN-MARIE-GABRIEL).

Nous avons déjà eu occasion de le faire remarquer, les biographies, nos prédéces-

seurs, ne se sont appliqués qu'à mettre en lumière les grandes notabilités qui viennent parader dans la capitale, et vivre au milieu de cet immense tourbillon que l'on nomme le grand monde ; ils ont presque tous voué à l'oubli les hommes modestes qui croient que l'on peut faire des actes de haute nationalité et conserver l'amour du clocher ; car, ainsi que le disait le général Lamarque, il n'y a pas de vrai patriotisme chez l'homme qui ne sent pas dans son cœur une puissante attraction vers le foyer de ses pères.

Parmi ces citoyens qui ont bien mérité du pays natal et de la grande patrie, nous placerons en première ligne M. J. M. G. Duran, tour à tour maire et député de Saint-Gaudens (Haute-Garonne). Né en 1772, il avait à peine atteint l'âge d'homme lorsque le cri de liberté retentit dans toute la France ; M. Duran adopta les principes de la révolution de 1789, et leur est resté constamment fidèle ; il déplora les excès révolutionnaires et réactionnaires qui ensanglantèrent trop long-temps le sol de la patrie, et vécut loin des affaires politiques jusqu'en 1815, où il fut d'après le vœu de ses concitoyens nommé chef de l'administration municipale de sa ville natale : il en remplit les fonctions jusque vers la fin de 1815, lors de l'admirable retraite de l'armée d'Espagne opérée en 1814, sous le commandement du maréchal Soult. L'hospice de Saint-Gaudens, dans lequel il n'y avait qu'une trentaine de lits, s'étant trouvé insuffisant pour recevoir les malades et les blessés, M. Duran fit transporter chez lui les premiers qui n'y purent trouver place ; il fit soigner les autres chez ses plus proches parens et chez les principaux habitans qui, à son exemple, rivalisèrent d'empressement et de zèle pour secourir nos braves. Mais comme il y avait des inconvéniens à disperser les blessés dans des maisons particulières, il fit un appel à ses administrés, et dans vingt-quatre heures plus de trois cents lits furent placés dans le vaste bâtiment de l'hospice, et tout ce qui

était nécessaire y abonda. Lors de l'invasion étrangère tous les pouvoirs se trouvèrent réunis de fait dans ses mains par la dispersion des autorités. Il en usa pour prévenir les maux de l'anarchie dans un vaste arrondissement, et pour diminuer ceux de l'occupation militaire. Sa tenue fut ferme et digne envers les chefs ennemis qui dans toutes les occasions lui manifestèrent de l'estime et une grande déférence. Un fort détachement de l'armée anglo-portugaise-espagnole et un convoi considérable ayant été refoulés sur Saint-Gaudens par les mouvemens d'un corps de partisans vers le défilé de Saint-Martory, les officiers étrangers firent entendre pour la première fois des paroles de menace contre la population. Après avoir inutilement employé le langage de la modération sans les y ramener : « Prenez-y garde, leur dit M. Duran, voyez ces clochers ; au premier de vos excès, le tocsin sonne, et nous sommes tous debout ; j'entrevois de grands malheurs pour le pays, mais vous n'y survivrez pas. » Ce langage énergique réprima leur jactance. Il excita de vives sympathies dans la population en lui révélant le secret de ses forces contre l'étranger.

Ce fut dès-lors chez elle une conviction profonde que l'arrondissement trouverait un chef dans le maire de Saint-Gaudens, si les événemens postérieurs commandaient un soulèvement pour la délivrance du territoire.

M. Duran remplit les mêmes fonctions pendant les Cent Jours et à l'époque de la seconde Restauration. Une fédération s'organisa pendant son administration pour la défense du sol, avec des élémens souverainement rassurans pour la paix publique. La réaction de 1815 se déchaîna contre les membres de cette fédération, M. Duran en assumait sur sa tête toute la responsabilité en déclarant officiellement qu'elle était son ouvrage, et que les citoyens qui la composaient s'étaient réunis par son influence et sous sa garantie personnelle.

Il n'avait pas encore cessé ses fonctions lorsqu'il réunit chez lui, dans un banquet, avec l'infortuné général Ramel, les autorités et les notabilités de la ville. Un convive titré, cédant à l'effervescence et à certaines préoccupations de l'époque ou du moment, porta la santé *du roi du midi* (1). M. Duran s'éleva contre ce toast et contre toute pensée du morcellement de l'autorité royale ; le général Ramel seconda cette énergique manifestation ; il porta la santé de Louis XVIII, en exprimant le vœu *que la France fût longtemps placée sous l'égide de sa prudence et de sa sagesse*. Six jours après il expirait à Toulouse sous le fer des assassins, la plupart appartenant à la société des verdetts, dont le duc d'Angoulême s'était ouvertement déclaré le protecteur. Qui peut dire que l'un de leurs griefs contre le général n'était pas précisément ce langage ennemi de leurs projets politiques ?

Rentré dans la vie privée, M. Duran fut toujours dans sa contrée le drapeau de l'opposition constitutionnelle contre les tendances rétrogrades de la Restauration. En 1818 il fut appelé, sous l'administration de M. Decazes, au conseil général du département, où il s'est montré digne de ses précédens par l'indépendance et la mesure de ses votes.

Les suffrages des électeurs libéraux allèrent le chercher toutes les fois que la lutte parut offrir des chances de succès. En 1819 M. de Castelbajac ne l'emporta sur lui que de quelques voix au collège départemental de la Haute-Garonne. Aux premières élections qui suivirent la révolution de juillet, il reçut le prix de son dévouement par sa nomination de député dans le collège des arrondissemens réunis de Saint-Gaudens et Muret. Nul doute qu'il n'eût continué de représenter ses concitoyens à la chambre en vertu de leurs constans suffrages, si la

(1) Voir la notice consacrée à M. Pagès (de l'Arriège).

perte cruelle de plusieurs enfans ne l'avait fait renoncer à la députation. Les intérêts locaux trouvent toujours en lui un zélé défenseur au conseil général du département.

M. Duran n'a pas compris comme nous les conséquences de la révolution de juillet, et nous n'en avons pas été surpris, car toute sa vie il a été fidèle aux principes d'où émane la *royauté constitutionnelle*, utopie gouvernementale dont, de jour en jour, la France peut apprécier les logiques conséquences; mais nous n'en rendons pas moins justice à ses patriotiques intentions et à ses sentimens.

A la suite de la révolution de juillet il a été nommé membre de la Légion-d'Honneur.

GIFFLENGA (le général, comte).

Le général comte GIFFLENGA est un des hommes qui par leur brillante valeur et leur capacité militaire ont été appelés à rendre d'importans services à la patrie italienne; mais qui prostitués au métier de courtisan, ont perdu peu à peu toutes les qualités mâles et énergiques qui constituent l'homme libre et capable de grandes choses.

Le comte Giffenga, issu d'une famille noble de Piémont, entra en 1795 en qualité de sous-lieutenant dans les dragons de la reine, après avoir fait des études distinguées au collège militaire de Turin. L'invasion du Piémont par les armées françaises (frimaire, an VII) trouva M. Giffenga, capitaine adjudant-major dans le même régiment. Il passa peu après au service de la République française avec une partie de l'armée sarde, et se trouva sous les ordres du général Serurier à la bataille de Vérone, où il fut grièvement blessé et fait prisonnier. Sa conduite, dans cette circonstance, lui mérita les éloges du général en chef et une mention

honorable dans le bulletin de l'armée.

Rentré dans ses foyers à l'époque de la descente des Austro-Russes en Italie, le comte Giffenga fut chargé de porter à Cagliari au roi Charles-Emmanuel l'heureuse nouvelle de la libération de ses états au-delà des Alpes..... En récompense il fut nommé écuyer du roi.

La bataille de Marengo ayant de nouveau brisé les couronnes de toutes les royautes italiennes, le Piémont fut incorporé à l'Empire français. M. Giffenga se retira dans sa famille et ne se décida à faire acte de soumission qu'en 1804. A cette époque il vint à Paris, et sollicitait par l'entremise du ministre Chaptal une sous-préfecture, lorsque, cédant aux conseils du maréchal Duroc, il reprit du service et fut investi du commandement de la légion piémontaise, dite du Midi.

M. Giffenga fit à la tête de ce corps les campagnes d'Allemagne de 1805, 1806, 1807, et obtint dans plusieurs circonstances d'être mentionné dans les rapports des généraux sous les ordres desquels il se trouva.

Son corps fut un des premiers envoyés en Espagne, et de là en Portugal. En 1809 il fut mis à la tête du 51^e de ligne, composé presque entièrement d'Italiens. En 1810 il fut nommé adjudant général et placé près du prince Eugène en qualité d'aide-de-camp. M. Giffenga se pervertit à l'atmosphère de la cour, et ne tarda pas à être signalé comme un des officiers dont l'obéissance aux volontés du maître était toujours passive; il fit la campagne de Russie et revint en Italie après la retraite de Moscou.

A la suite de la capitulation de Paris, le général Giffenga abandonna le prince Eugène et l'Italie, et vint en France avec les restes de la division Grenier. Rentré quelque temps après dans ses foyers, il ne put faire agréer ses services par la cour de Sardaigne qu'à la nouvelle du débarquement de Napoléon (mars 1815). A cette époque il fut appelé à commander une division de la pe-

tite armée sarde, dans la croisade générale des puissances de l'Europe contre la France.

La campagne terminée, M. Giffenga fut nommé inspecteur général de cavalerie; mais la cour, dirigée entièrement par la politique de Marie-Christine et des fidèles qui avaient conservé des relations avec Cagliari, éloignait toujours le parti qui s'était rallié à la France. Aussi, malgré tous ses efforts, le comte Giffenga ne put-il jamais s'insinuer avant dans la faveur royale; il tourna ses vues vers le prince de Carignan, dont le palais servait de rendez-vous à tous les hommes éclairés et aux militaires qui avaient servi la France. Charles-Albert montrait à cette époque un esprit de réforme qui lui conciliait l'affection des patriotes : le comte Giffenga ne tarda pas à devenir un des hommes influens de la petite coterie Carignan.

Vers le même temps (1818) il parut à Paris, sous le titre *Dell'Italia uscente*, un ouvrage dont l'auteur, Louis Angeloni, avait parlé du prince de Carignan comme du seul personnage qui pouvait largement aider à la libération de l'Italie. Le comte Giffenga dans un de ses voyages à Paris vit Angeloni, et lui proposa d'envoyer directement, par son entremise, l'ouvrage *Dell'Italia* au prince Charles-Albert..... Dès ce moment une correspondance s'établit entre le prince et l'écrivain romain (1). Charles-Albert fut enrôlé dans la cause de la révolution par l'influence du général et de l'écrivain.

Deux sociétés politiques existaient alors en Piémont : l'une, composée de nobles qui auraient désiré une constitution à deux chambres (2); l'autre, celle des carbonari, qui avait adopté la constitution des cortès, croyant

pouvoir faire marcher ensemble la démocratie et la royauté. Les révolutions d'Espagne et de Naples firent avancer rapidement les travaux de ces deux sociétés qui ne tardèrent pas à se réunir.

Un colonel d'artillerie, M. de Co....., intime du prince, eut la plus grande part à cette réunion. Le général comte Giffenga, qui dominait en première ligne dans la société des nobles, se voyant emporté par la force de la société populaire qui augmentait tous les jours par l'adhésion d'un grand nombre d'officiers et de magistrats appartenant aux premières familles de la bourgeoisie, ne se montra plus aussi favorable à la cause de la liberté, et usa de son ascendant sur l'esprit du prince pour l'arracher à l'influence de la société révolutionnaire..... C'est au milieu de ces tergiversations et de ces tiraillemens que le prince perdit à la fois la liberté de l'Italie et sa propre réputation.

Les préparatifs de l'insurrection avançaient cependant. Les officiers d'artillerie qui environnaient le prince s'efforçaient de détruire les mauvaises impressions que Charles-Albert recevait du général. Sur ces entrefaites la police sarde arrêta à Pont de Beauvoisin (février 1821), sur la dénonciation de la police de Paris, un nommé M. Chimelli, négociant italien, patriote très-distingué, qui se rendait à Turin avec un passeport français, sous le nom de Leblanc... Entre autres correspondances, M. Chimelli était porteur d'une lettre d'Angeloni pour le comte Giffenga, dans laquelle l'écrivain rappelait au général ses promesses et celles du prince. Le ministre de la police, comte Lodi, se rendit chez le prince et lui livra cette lettre; mais celui-ci, n'osant prendre une détermination sans consulter le général, le manda à l'instant auprès de sa personne. Le comte Giffenga n'hésita pas un instant à nier en présence du comte Lodi ses relations avec Angeloni, et ouvrit l'avis que cette lettre fût mise sous les yeux du roi; il se rendit lui-même au palais et protesta au roi de son dévouement à sa per-

(1) Angeloni publie dans ce moment à Londres sa correspondance avec le prince de Carignan et le général Giffenga.

(2) La société des nobles avait pour emblème une bague portant une *Italie en pleurs*, avec ces mots : *Non semper*.

sonne et à la cause de la monarchie, et affirma n'avoir jamais eu de relations avec Angeloni (1). Victor-Emmanuel crut ou parut croire aux protestations du comte, et cette affaire demeura ensevelie dans le secret.

La révolution eut lieu peu de jours après par les forces réunies des deux sociétés politiques..... Le général poussa alors le prince à représenter au roi la nécessité d'accorder une constitution. Le roi Victor-Emmanuel refusa toute concession et préféra abdiquer.

Nous laisserons parler à ce sujet le comte de Maistre, partisan fanatique du despotisme absolu (2) : « La reine étant dans la chambre du conseil dit à tous ceux qui étaient présens qu'elle avait été fort étonnée d'apprendre que le prince de Carignan jusqu'alors partisan déclaré de la maxime, qu'un souverain ne doit jamais recevoir la loi de ses sujets, eût conseillé la veille d'accorder aux rebelles la constitution de France..... »

Le prince fut nommé régent ; le général Giffenga avait repris ses allures libérales, mais il voulait à tout prix se conserver aussi les faveurs de l'ancienne cour..... M. de Maistre nous dit encore (5) : « Que tandis que Giffenga portait le traître général Cibravegna dans la place influente de commandant de Turin, il sollicitait auprès du premier écuyer la faveur d'accompagner Sa Majesté, afin de pouvoir un jour, quelle que fût la chance de la fortune, se vanter auprès du parti victorieux d'avoir bien mérité de la patrie. »

Le général Giffenga fut fidèle à ce système de duplicité jusqu'à l'arrivée des nouvelles de Naples ; alors les conjurés ne fu-

rent plus à ses yeux que des anarchistes dignes du dernier supplice. Il entraîna le prince à se soumettre aux ordres du roi et à trahir ceux qui avaient placé en lui toute leur confiance (1). Il prit enfin lui-même la fuite, et ne tarda pas à aller offrir ses services au maréchal Bubna et au général Latour.

Le général Giffenga fut envoyé en exil après le retour du roi Charles-Félix, qui avait succédé à son frère Victor. Rentré après quatre ans d'exil dans ses foyers, il se vit entouré de la désaffection générale et en butte au mépris public.

A l'avènement au trône du prince Charles-Albert, le général Giffenga courut à Turin solliciter une audience du nouveau roi, dont il fut durement repoussé..... Depuis lors il continue à vivre dans la retraite la plus complète, abandonné de tous les hommes d'honneur, et délaissé du prince dont il fut pendant plusieurs années le déplorable conseiller.

KELLERMANN (FRANÇOIS-CHRISTOPHE-EDMOND, duc de Valmy).

La loi de *non hérédité* a fermé à M. le duc de Valmy les portes du Luxembourg, où avaient honorablement siégé son père et son grand-père (2). Sa fidélité ou mieux son retour au principe de la légitimité l'a arra-

(1) Voir la notice consacrée à Charles-Albert, dans laquelle nous donnerons des détails sur la position militaire des conjurés, etc.

(2) La famille Kellermann doit sa principale illustration aux grandes journées militaires de la république ; cependant elle n'est pas de celles qui datent seulement de cette époque : les titres de cette famille portent qu'elle a été reconnue sous Louis XIV comme faisant partie de la noblesse. Le maréchal de Kellermann, duc de Valmy, mort en 1820, était entré comme cadet au régiment de Loewendal en 1752, et était maréchal de camp en 1783.

(1) Vingt jours avant le comte Giffenga avait écrit à Angeloni une lettre dans laquelle il l'assurait de sa coopération aux projets des révolutionnaires.

(2) *Simple Récit des Evénemens arrivés en Piémont* ; Paris, 1822.

(3) *Idem*.

ché à la carrière diplomatique qu'il annonçait devoir parcourir avec éclat.

François-Christophe-Ednoud KELLERMANN, né le 16 avril 1802, fit ses études au collège Sainte-Barbe à Paris, où il se distingua par quelques succès ; plus tard il étudia le droit dans l'université d'Heidelberg.

A peine âgé de 22 ans (avril 1824), il fut attaché à l'ambassade de Constantinople, et en 1828, envoyé par le ministère des affaires étrangères, en Morée, avec l'armée expéditionnaire. Après le départ d'Ibrahim pour l'Égypte, le duc de Valmy fut chargé, avec le général Trézel, de parcourir la Grèce, et d'en faire connaître la situation. En 1829 il fut accrédité auprès du comte Capo d'Istria, en qualité de chargé d'affaires, et créé chevalier de la Légion-d'Honneur.

Nommé secrétaire de légation en 1830, il resta attaché à la mission de Grèce, jusqu'à la révolution de juillet. Il revint en France à cette époque et s'abstint de servir pendant quelque temps. Cependant sollicité, dit-on, par son père, il rentra au service en qualité de premier secrétaire et chargé d'affaires en Suisse. Arrivé à Lucerne au mois d'avril 1831, le duc de Valmy y trouva M. de Saint-Aignan sur le point de renoncer à la négociation qu'il avait été chargé d'entamer, pour régler le licenciement des troupes suisses. Le duc de Valmy s'aboucha avec les commissaires de la confédération, et, en peu de jours, le traité que négociait M. de Saint-Aignan fut conclu à des conditions plus avantageuses (de quelques millions) que celles que le ministère de la guerre avait permis de souscrire.

En 1832 le duc de Valmy, convaincu que la révolution de juillet n'avait été qu'un grand changement de personnes, se rattacha avec plus de ferveur que jamais au principe de la légitimité, revint à Paris et donna sa démission le 5 février 1833.

Depuis lors il est resté étranger à la politique active, et il paraît entièrement livré à des travaux de cabinet.

SAINT-ROMAN (ALEXIS-JACQUES DE SERRE (1)
comte de).

S'il nous fallait donner une appréciation minutieuse et détaillée du caractère de M. le comte de Saint-Roman, nous éprouverions peut-être quelque embarras, car sa vie *morale* et sa vie *matérielle*, sa vie de pensée et sa vie d'action sont souvent en contradiction manifeste : soldat dévoué du camp de la monarchie et de la légitimité, M. de Saint-Roman a fui les honneurs dès qu'il n'a pu en jouir en restant fidèle à ses sermens : sous ce point de vue il a été *un*, conséquent avec lui-même ; mais il s'est montré moins logique pendant la phase contre-révolutionnaire, qui a pesé sur la France de 1815 à 1850. Nous avons vu tour à tour M. de Saint-Roman, homme d'études métaphysiques et nourri dans l'indépendance des parlemens, émettre l'opinion, assez rare aujourd'hui, que le premier besoin de l'époque est de douter et d'examiner, qu'il n'est point de science qui ne soit à recommencer, etc., et puis se poser l'avocat le plus avengle des préjugés de sa caste et des exigences du parti monarchique ; se porter comme homme politique, champion de l'autel, tandis que sa doctrine métaphysique saperait dans ses fondemens la puissance de la cour de Rome ; obéir enfin tantôt à son intelligence, tantôt à ses passions..... Ces anachronismes de logique ne sont pas rares, ainsi que nous avons eu occasion de le faire remarquer, chez les hommes qui, après s'être livrés à des études graves, ont voulu obéir à leur position en se proclamant les défenseurs quand même du trône et de l'autel.

(1) M. le comte de Saint-Roman appartient à la famille de Serre ou de Serres, comte de Saint-Roman, et de Fréjeville, baron de Meyrueis, de Combret, de Montlaur, de Saillans, etc., etc., en Languedoc et à Paris. Cette famille, originaire des Cevennes, subsistait en plusieurs branches, possessionnées aux environs du Vigan, d'Arre, de Sumène et d'Aulas. Dès le milieu du XIII^e siècle elle fut une des premières à embrasser le protestantisme, qu'elle abjura plus tard.

Fils d'un conseiller au parlement, M. *Alexis de Saint-Roman*, né le 13 mai 1770, fut destiné d'abord à la magistrature ; plus tard on dirigea ses études vers la diplomatie ; mais les événemens de 1791 l'amenèrent à abandonner cette carrière pour chercher un refuge dans les pays étrangers. Il émigra et s'attacha à l'armée des princes et au corps de Condé, en qualité de simple volontaire au régiment de dragons-Penthièvre, et peu après de capitaine-aide-de-camp employé à l'état-major ; il fit en cette qualité la campagne de 1792. Il ne tarda pas à quitter l'armée, entraîné à cette démarche par un motif sacré, celui d'ôter tout prétexte aux dénonciateurs de son père, qui, le 9 thermidor, jour où Robespierre fut mis hors la loi, n'en périt pas moins condamné comme ayant son fils unique portant les armes contre son pays.

M. de Saint-Roman aurait repris les armes avec toute l'indignation que devait lui inspirer son malheur, si sa mère n'était parvenue à renouer avec lui une correspondance dans laquelle elle comblait ses vœux en lui accordant son consentement pour un mariage qu'il avait ardemment désiré dès sa première jeunesse. Le bonheur qu'il goûta dans cette union ne fut pas sans être traversé par de pénibles revers. Rentré plusieurs fois en France à la dérobée, il fut toujours obligé d'en ressortir. Il possédait une somme considérable pour une fortune d'émigré, 150,000 francs placés sur la banque de Vienne. L'empereur d'Autriche les lui confisqua, sous prétexte qu'habitant la France, il ne pouvait être considéré comme émigré. Précisément en même temps, et presque le même jour, le Directoire lui prenait tout son bien, parce qu'il était émigré. Sa mère avait succombé à toutes ses douleurs, et ce qu'elle lui laissait fut compris dans la même ruine. Quelque temps après l'empereur d'Autriche, reconnaissant qu'il avait fait preuve d'émigration, lui rendit ses actions de banque, et presque le même jour

le premier consul, en le rayant de la liste des émigrés, lui rendait aussi tous ses biens de France, car aucun n'avait encore été vendu.

Fidèle à ses sentimens après sa rentrée en France, M. de Saint-Roman ne rechercha point les fonctions publiques sous le consulat et l'empire, et vécut dans la retraite, livré tout entier à des travaux intellectuels. Il composa quatre tragédies politiques (*Louis XVI*, *Antigone*, *Rhadasmane*, *Arsinoé*), qu'il fit imprimer en 1825, mais qui ne sauraient être représentées sans réveiller des passions mal assoupies, et sans donner lieu à de violentes récriminations. Dans ces œuvres dramatiques, l'auteur est resté sous l'impression des sentimens qui animaient les soldats de l'armée de Condé. Nous pensons que M. de Saint-Roman, sans désavouer aujourd'hui les inspirations de sa jeunesse, sentirait lui-même le besoin de retrancher de nombreux passages dont il doit apprécier l'injustice. Ces productions décèlent un talent réel pour la poésie et une entente de la scène qui font regretter que M. de Saint-Roman ne se soit pas sérieusement livré à ce genre de travaux. En même temps qu'il charmait ses loisirs par la poésie, il aborda les plus hautes questions de la métaphysique, et émule des de Tracy, des Bonald, et des Royer-Collard, il voulut remonter à l'origine des causes : il tomba bientôt dans un pyrrhonisme absolu, qui lui fit jeter les bases d'une doctrine tendant à reprendre les sciences par leur commencement, et de les rasseoir sur leurs vraies bases (1).

Les désastres de nos armées vinrent surprendre M. de Saint-Roman au milieu de ses graves études : il fut nommé chef de bataillon dans la 8^e légion de la garde nationale de Paris (lors de l'entreprise des An-

(1) M. de Saint-Roman a fait imprimer en 1852 une brochure ou extrait de son grand ouvrage, dont les métaphysiciens attendent impatiemment la publication.

glais sur Flessingue, il avait été nommé chef de cohorte), et se trouva en cette qualité sous les murs de Paris le 30 mars 1814. Dans cette circonstance difficile, M. de Saint-Roman remplit ses devoirs de citoyen avec honneur, quel que fut son éloignement pour le chef de la nation (1), (2).

À la suite des événemens politiques qu'amena la capitulation de Paris, M. de Saint-Roman fut accueilli avec distinction par les Bourbons restaurés : il fut successivement nommé maréchal des logis dans la compagnie des mousquetaires gris (3), et chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur. Au licenciement des mousquetaires M. de Saint-Roman fut retraits chef d'escadron.

Pendant les Cent-Jours M. de Saint-Roman se retira dans une de ses terres du département de l'Allier, et y vécut d'abord dans la plus profonde obscurité. À la nouvelle du désastre de Waterloo, il se rendit à Moulins, et fut sans le savoir mêlé à un mouvement royaliste, qui donna lieu à une émeute populaire dans laquelle il courut les plus grands dangers.

Après le retour de Louis XVIII il fut nommé président du collège électoral du même département ; et, dans cette même ville de Moulins où, un mois auparavant, il était proscrit et sous le poids d'une accusation de prétendu crime politique ; il recueillit en sa faveur toutes les voix du collège, à l'exception d'une douzaine au plus, pour son élection à la

Chambre des députés. Mais une ordonnance royale l'appela à celle des pairs.

Il fut plus tard nommé officier de la Légion-d'Honneur, colonel de la 8^e légion de la garde nationale, et en même temps maire de la commune de Villejuif.

M. de Saint-Roman prit place au milieu des juges du maréchal Ney. Il ne nous appartient pas de sonder les intentions qui le portèrent à adresser plusieurs questions à l'honorable prévenu, dont la haine jalouse du duc de Wellington, dont les rancunes de Louis XVIII demandaient la tête : nous devons dire que ces questions, qui pouvaient n'être faites que dans la pensée d'éclairer la religion du juge, se trouvèrent par le fait hostiles à l'illustre maréchal.

M. de Saint-Roman prit dès ce moment part à tous les travaux de la Chambre haute. Le 18 janvier 1816 il fit dans cette assemblée une proposition relative à une déclaration de principes de M. de Lally-Tolendal, dans laquelle ce dernier avait posé en principe la nécessité du concours des Chambres aux mesures extra-constitutionnelles qui suspendent à l'égard des individus le cours ordinaire de la justice. M. le comte de Saint-Roman combattit cette déclaration. La Chambre passa à l'ordre du jour. Peu après il publia un ouvrage ayant pour titre : *Réfutation de Montesquieu sur la balance des pouvoirs, et aperçus divers sur plusieurs questions de droit*.

M. le comte de Saint-Roman vota le rejet du projet de loi relatif à la formation de l'armée. Il y vit ces envahissemens inaperçus du pouvoir des Chambres sur celui du Roi : il vit dans le titre 6, sur l'avancement, une concession nouvelle faite au pouvoir populaire au préjudice de la prérogative royale. « Jusqu'à ce moment, dit-il, et par le droit que la Charte lui confère, le Roi disposait, à son gré et sans aucune entrave, de tous les emplois de la force publique. Pourquoi limiter cet utile pouvoir, en imposant des conditions à son choix, en établissant un avancement in-

(1) L'auteur a dit ses sentimens pour *Buonaparte* dans l'avant-propos de sa tragédie d'*Arsinoé*.

(2) L'auteur de la bataille et de la capitulation de Paris, M. Pons (de l'Hérault), dit que le bataillon commandé par M. de Saint-Roman fit des prodiges de valeur en reprenant à l'ennemi trente pièces de canon servies par les élèves de l'Ecole polytechnique, et dont l'ennemi s'était emparé. Ce fait est erroné ; les pièces d'artillerie furent délivrées par un corps de cavalerie, et elles étaient dégagées lorsque M. de Saint-Roman, suivi du capitaine Calmer et de quelques gardes nationaux, arriva sur les lieux.

(3) Avec le brevet de chef d'escadron.

dépendant de sa volonté? Dira-t-on qu'il est nécessaire, pour l'avantage du service, que des règles fixées à l'avance établissent les droits de chacun et entretiennent l'émulation par la perspective d'une honorable et certaine récompense? Je ne conteste pas cette vérité; mais je soutiens qu'une sage ordonnance pouvait remplir ce but aussi bien qu'une décision législative; on craint peut-être que la règle, établie par une simple ordonnance, ne soit pas fidèlement remplie. Je ne peux admettre cette supposition; mais si elle devait être admise, croit-on qu'une loi soit plus exactement observée? Si un ministre faible ou prévaricateur venait à quitter la route que cette loi lui aurait tracée, quel serait le dénonciateur, quel serait le juge de cette infraction? La réponse ne saurait être douteuse : aux chambres seules serait réservée cette attribution. Ainsi la conséquence nécessaire de toute disposition législative à cet égard serait de soumettre à la délibération des Chambres un ordre d'actes qui appartiennent exclusivement à l'autorité royale et de porter ainsi une atteinte bien dangereuse au système du gouvernement établi par la Charte. »

Lors de la proposition faite à la Chambre des pairs, par M. de Lally-Tolendal de supplier le roi de décerner à M. le duc de Richelieu une récompense nationale, M. le comte de Saint-Roman demanda la question préalable. Il fit observer que c'était transporter le gouvernement dans les Chambres, que de les occuper des récompenses à accorder aux ministres du roi. Récompenser les services rendus à l'État, ajouta-t-il, est une attribution essentielle du pouvoir exécutif, qui, d'après l'article 15 de la Charte, n'appartient qu'au monarque. La Chambre, en accueillant la proposition qui lui est soumise, excéderait ses pouvoirs et entreprendrait sur la prérogative royale.

Lors de la présentation à la Chambre des pairs, du projet de loi qui ordonnait en faveur de M. le duc de Richelieu l'érection d'un

majorat de 50,000 francs de revenu à titre de récompense nationale, M. le comte de Saint-Roman prit de nouveau la parole. Nous croyons devoir reproduire les principaux passages de ce discours :

« Lorsque Sa Majesté, dit-il, prononce que M. le duc de Richelieu s'est rendu digne de recevoir une marque éclatante de sa satisfaction, on veut que la nation elle-même soit partie active et délibérante dans l'acte qui décide et qui décerne la récompense. C'est ici où commence le danger des maximes qu'on établit ou qu'on donne tout moyen d'établir. Le nom de la nation, lorsqu'il rappelle les idées de protection et de bonheur que les princes doivent à leurs peuples, est un nom sacré pour les hommes; mais il n'est qu'une source d'erreurs et de calamités lorsqu'il faut supposer qu'un être collectif, composé d'une réunion confuse d'individus, a des droits à se gouverner lui-même, et que c'est lui qui décerne les récompenses et inflige les châtimens. Il est temps que toutes les doctrines contraires à l'esprit monarchique, qui doit régner parmi nous, rentrent dans le néant d'où elles n'auraient pas dû sortir : elles mènent nécessairement à la démocratie la plus affreuse et à l'anarchie la plus irrémissible. Comment une nation peut-elle se gouverner elle-même, si ce n'est qu'en recueillant les voix de la pluralité? Comment les recueillir, ces voix, lorsque la population dépasse celle de quelques villages? Comment ne pas retomber dans les troubles des gouvernemens électifs, ou, ce qui est encore un plus grand malheur, dans les incohérences des idées modernes sur le pouvoir tout despotique et tout arbitraire des représentations nationales, et tout à la fois sur la souveraineté du peuple, c'est-à-dire, sur l'esclavage le plus intolérable que la raison et la justice puissent jamais éprouver; esclavage qui ne leur donne espoir de délivrance que dans le hasard de la force, et qui les laisse étrangers à tous les événemens, jusqu'à ce que quelque tourmente favorable leur procure un moment de triomphe et de supériorité, pour les laisser retomber ensuite dans de nouveaux abîmes, où les nations les plus puissantes sont les premières à s'engloutir? Combien les vœux de la nature, ou plutôt, combien celles de son auteur sont plus profondes et plus bienfaisantes! C'est la Providence même qui inspire à la faiblesse de rechercher des protecteurs et de contracter des devoirs envers eux, en même temps qu'elle trouve des droits à réclamer de leur justice. Heureuses les nations qui vivent sous des constitutions assez analogues à la situation du pays qu'elles habitent, assez conformes aux mœurs et aux habitudes qu'elles ont contractées, pour que la protection souveraine ait des règles constantes dont elle ne s'écarte que dans des circonstances urgentes, mais toujours dans le sens de l'autorité et de la répression, et non jamais dans celui du relâchement et de la dissolution! On s'agitait dans toutes les directions, on enfanta les systèmes les plus hardis ou les plus captieux, il n'importe: ces écarts de l'imagination, ces efforts d'une fausse logique ne serviront qu'à démontrer l'orgueilleuse présomption ou la turbulente imprévoyance de ceux dont les vœux sont assez bornés pour y placer leur confiance, et malgré leurs promesses fallacieuses, ils ne sortiront jamais du cercle tracé par la nature. Toute nation, en supposant même qu'elle ne soit encore qu'une horde sauvage, commence par le pouvoir, ou si l'on veut, par le despotisme militaire. La puissance lui procure le repos : ce repos introduit nécessairement des règles et des institutions qui tempèrent la puissance. Si la nation est nombreuse, et si ses institutions penchent vers la démocratie, l'anarchie naît bientôt avec ses fureurs, et le corps social périclète, parce que la nature détruit toutes les monstruosités, et que c'en est une que des individus tout différens d'intérêts, d'affections, se gouvernent eux-mêmes, et qu'il n'en résulte pas les déchiremens les plus effroyables. Alors s'introduisent souvent plusieurs peuples où il n'en existait qu'un seul; le despotisme militaire recommence pour eux une nouvelle origine, mais un despotisme d'autant plus terrible, qu'il est le fruit de la victoire d'un parti sur les autres; il règne long-temps sur des tombeaux, et des siècles entiers deviennent quelquefois nécessaires pour rétablir des règles et pour faire retrouver des constitutions. Nous avons le bonheur de jouir de règles intransgressives; ces règles sont la Légimité et la Charte. Je refuse de tout mon pouvoir toute souveraineté qui ne résiderait pas uniquement dans la personne du monarque; je fais plus que de la refuser, *j'en ai horreur*; jamais je ne serai l'esclave de la multitude, jamais elle ne recevra mes sermens. Je ne vote donc pour la loi que dans le cas où on ne lui donnerait aucune interprétation contraire à ce principe. Je ne sais pas faire des lois avec des épithètes poétiques, et je désire qu'en les rédigeant on n'y insère que les termes les plus exacts. »

M. le comte de Saint-Roman défendit l'amendement proposé par M. le duc de Fitz-James, sur l'article 8 du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication ; il saisit cette circonstance pour s'élever avec force contre le *fanatisme aveugle* (*l'esprit philosophique*) qui *proclame encore partout ses abominables doctrines et tend à nous ramener ainsi, en confondant toutes les idées, en altérant les notions les plus précises, à ce temps où le nom sacré devant lequel tout genou doit fléchir était devenu étranger, où Dieu n'était plus qu'un Être suprême reconnu par la nation française.*

Le roi le nomma officier de la Légion-d'Honneur.

Jusqu'aux événemens de 1850, M. de Saint-Roman ne cessa point de prendre une part active aux délibérations de la chambre héréditaire ; mais il cessa d'y concourir à partir du jour où le principe fondamental de la constitution monarchique fut violé par l'ordre de choses qui surgit de la révolution de juillet. Placé dans l'alternative ou d'une démission ou de la prestation d'un nouveau serment, il adressa à M. Pasquier la lettre suivante :

Méréville, le 4 septembre 1830.

A MONSIEUR LE BARON PASQUIER.

« Libre par la nature de mon droit de prendre part aux délibérations de la Chambre, ou de m'abstenir des séances, j'ai jugé convenable de me tenir éloigné, et j'ai gardé un douloureux silence qui suffisait à la manifestation de mes sentimens. En le rompant, je n'aurais fait que répéter faiblement ce que d'autres pairs, plus marquans que moi, ont si noblement exprimé. Mais puisqu'un choix m'est prescrit et qu'un délai m'est assigné, je crois devoir répondre à l'appel qui m'est fait.

« En jurant, comme pair de France, fidélité à mes souverains légitimes, je savais que je contractais des devoirs proportionnés à la haute dignité dont il avait plu au feu roi de me revêtir. J'attachais le plus grand prix aux nobles prérogatives qu'il m'avait admises à partager. Mais le pouvoir de mes princes a disparu, et les honneurs dont il était la source n'ont plus de valeur à mes yeux. J'accepte, de tout mon cœur, l'alternative qui m'est laissée de rentrer dans la vie privée. Je m'abstiendrai même de réclamer les droits de concours et de vote qui appartiennent au simple citoyen. La cité dont je pourrais encore faire partie n'est pas la mienne. Ce que je demande, c'est de terminer ma carrière sous la protection que doit à tout individu la civilisation, qui, j'espère, n'abandonnera pas le beau pays de France ; et résigné à tout ce qu'il plaira à la Providence d'ordonner de moi et de ce qui m'est cher ici-bas, je refuse, de toutes les forces de mon âme et de ma conviction, le serment qui m'est demandé. Tels sont mes sentimens et telle a dû être ma réponse à l'injonction et à l'acte conditionnel qui sont parvenus jusqu'à moi. Je vous prie, monsieur le baron, d'en donner lecture à la Chambre, et d'agréer l'expression de ma haute considération et de l'attachement que

je vous dois à tant de titres (1) et qui ne s'éteindra qu'avec ma vie. »

« Le comte de SAINT-ROMAN. »

Depuis cette époque M. le comte de Saint-Roman a vécu dans la retraite ; toutefois il s'est livré dans plusieurs recueils à des discussions politiques sur les plus hauts intérêts du pays.

Il a soutenu une controverse volumineuse avec un professeur de Strasbourg sur les dogmes politiques du parti libéral, et une polémique fort étendue avec le rédacteur de *l'Album de la Creuse*, relativement à plusieurs principes de droit social. Il a publié en outre diverses lettres sur la souveraineté du peuple, sur la patrie et la légitimité. M. de Saint-Roman a résumé dans ces diverses brochures sa théorie de dévouement au gouvernement monarchique.

REY-DUSSEUIL (ANTOINE-FRANÇOIS-MARIUS).

M. Rey-Dusseuil est un des hommes que les patriotes comptent avec orgueil dans leurs rangs. Dès son entrée dans le monde, il se fit remarquer par son amour de l'indépendance nationale ; il prit place au milieu des défenseurs des libertés publiques, et depuis lors il ne s'est jamais démenti. Condisciple et compatriote de MM. Thiers et Mignet il eût pu profiter de la bienveillante protection qui lui fut plusieurs fois offerte ; mais il repoussa les amorces du pouvoir, aimant mieux rester lui-même, que de désertir la cause pour laquelle il avait combattu pendant dix ans sous les princes de la branche aînée.

Né à Marseille, le 12 juillet 1800, M. Rey-Dusseuil fit ses études dans sa ville natale, et se rendit ensuite à Aix, où il commença un cours de droit qu'il vint terminer à Paris. La

(1) M. de Saint-Roman est neveu par alliance de M. le baron Pasquier.

mort de sa mère l'ayant rappelé à Marseille, il y fonda, en 1821, avec M. Méry, un journal d'opposition, intitulé *Le Caducée*, qui n'eut qu'une durée éphémère. M. Rey-Dusseuil y ayant publié un article sur un discours de M. Eliçagaray (1), on n'osa pas attaquer le journal sur ce fait, mais on le poursuivit comme ayant traité de matières politiques sans cautionnement, et M. Méry fut condamné à trois mois de prison pour quelques lignes sur l'insurrection de la Morée. M. Rey-Dusseuil revint à Paris, où les conseils de son compatriote, M. Raynouard, qui avait encouragé ses premiers essais, le déterminèrent à se fixer. Une petite comédie de sa composition, *Le jeune Tuteur*, fut reçue à l'Odéon, en 1824, par les soins de l'auteur des *Templiers*. Mais comme au bout de six mois elle n'avait pu être représentée, M. Rey-Dusseuil eut encore recours au crédit de M. Raynouard, qui lui dit : « Si vous aviez soixante ans, il faudrait périr par là ; mais vous avez mieux que cela dans la tête ; on a voulu vous encourager. »

M. Rey-Dusseuil venait de se marier. Il accepta de coopérer à l'entreprise des *Résumés historiques*, et y fournit le *Résumé de l'histoire d'Egypte, depuis les temps les plus fabuleux jusqu'à nos jours*, Paris, 1826, in-18. Cet ouvrage est sans contredit le meilleur de ceux qui composent cette macédoine. L'auteur en a consciencieusement soigné le style et les recherches : on aperçoit qu'il est bon helléniste et qu'il a mis à profit les leçons d'arabe qu'il avait prises au lycée de Marseille.

M. Rey-Dusseuil s'était chargé aussi du *Résumé de l'histoire de Malte*, qui n'a point paru. Il s'attacha vers 1826 à la rédaction du *Mercure*, auquel il travailla pendant trois ou quatre ans, et il y donna, entre autres articles, des *Lettres sur les théâtres lyriques*. Sous le ministère Martignac, M. Hyde de

Neuville, parent de M^{me} Rey-Dusseuil, offrit un emploi à son mari, qui le refusa tant par amour de l'indépendance que parce qu'il préférait la culture des lettres.

M. Rey-Dusseuil prit les armes en juillet 1850, et se distingua parmi les hommes de lettres qui avaient momentanément déposé la plume pour reconquérir sous le plomb des Suisses nos libertés nationales ; après la victoire il refusa de s'associer à ceux de ses amis qui livrèrent assaut aux places, et reprit la plume de journaliste : il écrivit pendant quelques jours dans le *Figaro*, puis dans le journal *la Révolution* et enfin dans *la Tribune* qui résumait le mieux ses pensées et ses sentimens politiques.

Plusieurs fois ses anciens amis tentèrent d'ébranler son dévouement à la cause démocratique, mais ce fut toujours sans succès ; il était dans les rangs des patriotes aux journées des 5 et 6 juin 1852 (convoi du général Lamarque), et publia un épisode des plus intéressans de ce drame révolutionnaire, le *Cloître Saint-Méry*, qui émut les susceptibilités de MM. les gens du roi.

A la suite des persécutions de tout genre auxquelles M. Rey-Dusseuil fut en butte à l'occasion de cette publication, sa santé s'affaiblit considérablement, et il dut suspendre le cours de ses travaux ; les haines rancunières du pouvoir ne furent désarmées qu'en présence de ses profondes souffrances.

Outre les ouvrages que nous avons cités, M. Rey-Dusseuil a publié : 1^o *Les Fiancés, Histoire milanaise du dix-neuvième siècle, découverte et refaite par Alexandre Manzoni, et traduite de l'italien*, Paris, 1828, 5 vol. in-12 ; cette traduction élégante d'un livre estimé n'a point souffert de la concurrence d'une autre version donnée dans le même temps par M. G., et elle a eu une 2^e édition en 1850, 6 vol. in-12 : 2^o *La Confrérie du Saint-Esprit, Chronique marseillaise de 1228*, Paris, 1829, 5 vol. in-12 ; 3^o *Samuel Bernard et Jacques Borgarelli, Histoire du temps de Louis XIV*, 1850, 4 vol. in-12 ; 4^o

(1) M. l'abbé Eliçagaray, inspecteur-général de l'Université, et l'un des adeptes de la congrégation.

La Fin du monde, Histoire du présent et des choses à venir, 1850, in-8°; 5° *Le Monde nouveau, faisant suite à la fin du monde*, 1851, in-8°; 6° *Les trois Amis, histoire du temps présent*, 1851, in-8°; 7° *Andréa, Histoire du temps de l'empire*, 1851, in-8°. M. Rey-Dusseuil, s'est aussi occupé de littérature dramatique. Il a fait avec M. Ader une comédie à ariettes, *L'Angelus*, dont M. Gide a composé la musique. La clôture de l'Opéra-Comique en 1852 engagea les auteurs à donner leur pièce, avec quelques changemens, au théâtre du Vaudeville. M. Rey-Dusseuil cultive avec talent la poésie, et il a en portefeuille un poème héroï-comique de *Nostradamus*, qu'il ne tardera sans doute pas à publier.

MARCHAND (LOUIS JOSEPH-MARIE).

Napoléon à son lit de mort a donné au nom de Marchand une certaine célébrité en le désignant comme l'un de ses exécuteurs testamentaires, et en lui léguant une somme de 400,000 fr., avec cette honorable apostille : *Les soins qu'il m'a donnés sont ceux d'un ami*. Nous consacrerons quelques lignes à ce fidèle serviteur qui fut le compagnon fidèle de la haute infortune de celui qui avait été naguère son puissant et bienveillant protecteur.

MARCHAND (*Louis-Joseph-Marie*) est né à Paris le 28 mars 1791. Il reçut les premiers élémens d'éducation dans un des lycées de Paris, dont il suivait les cours comme externe; mais dépourvu de toutes ressources pécuniaires, il fut contraint d'entrer au service de Marie-Louise, en 1811, comme garçon d'appartement, et l'année suivante il passa au service de Napoléon, avec les mêmes fonctions. La mère de M. Marchand fut créée première berceuse du roi de Rome; voulant faire exempter son fils de la conscription, elle en fit faire la demande à l'empereur, qui répondit : « Les lois s'y oppo-

sent; » mais qui lui envoya le lendemain la somme nécessaire pour acheter un remplaçant à son fils. La reconnaissance engagea plus tard M. Marchand à suivre son maître à l'île d'Elbe; et Constant (1) n'ayant pas voulu demeurer attaché à la personne de l'empereur tombé du faite de sa haute fortune, M. Marchand se trouva premier valet de chambre en titre.

Lorsque l'empereur quitta l'île d'Elbe, M. Marchand revint avec lui à Paris, et après la bataille de Waterloo, à laquelle il assista à ses côtés, il le rejoignit à Laon, s'arrêta quelques jours avec lui à Paris, et l'accompagna à bord du *Bellérophon* et du *Northumberland*, où il lui fut permis de le suivre dans son nouvel exil. Le service de M. Marchand ne se bornait pas aux devoirs du premier valet de chambre : l'empereur l'employait souvent à écrire sous sa dictée, ou à copier ce qu'il avait écrit lui-même. Il dicta ainsi, à M. Marchand des *Observations sur les Commentaires de César* (2). Une inflammation de l'abdomen vint suspendre ces travaux, et pendant la maladie de son valet de chambre, l'empereur lui prodigua les soins les plus affectueux.

Dès que Napoléon fut atteint de la maladie mortelle à laquelle il a succombé, et qu'il se fut couché sur son lit de fer, M. Marchand s'assit à ses côtés, et ne le quitta qu'après qu'il eut rendu le dernier soupir. Napoléon après avoir dicté son testament le remit à M. Marchand, et l'en déclara dépositaire : il l'en nomma l'un des exécuteurs, et le chargea d'envoyer de ses cheveux à tous les membres de sa famille. Il lui recommanda aussi de remettre à son fils, dès qu'il aurait atteint sa majorité, plusieurs objets de sa toilette, dont il n'est pas un qui ne soit empreint d'un souvenir historique. Dans ce nombre se trouvent *le petit chapeau et la re-*

(1) Premier valet de chambre de l'empereur.

(2) Ouvrage publié il y a un an par les soins de M. Marchand.

dingote grise, consacrés par des chants populaires, le manteau de consul qu'il avait à Austerlitz, l'habit de la vieille garde, l'uniforme des chasseurs, etc.; M. Marchand a fait des démarches inutiles pour remettre ce legs au duc de Reichstadt. Quant à lui, l'empereur lui donnait par son testament 400,000 francs, à prendre sur l'argent qu'il avait déposé à Paris, un collier en diamans d'une valeur de 200,000 fr., 50,000 fr. comptant, plus une part dans le mobilier et le tiers de sa bibliothèque de Sainte-Hélène, legs d'autant plus précieux que beaucoup d'ouvrages de cette bibliothèque sont chargés de notes autographes de Napoléon.

Après la mort de l'empereur M. Marchand quitta Sainte-Hélène et se rendit en Angleterre, et après un court séjour à Londres, arriva à Paris le 24 mai 1822. Napoléon avait dit dans son testament : « Je désire qu'il épouse la fille d'un soldat ou d'un officier de la vieille garde. » Ce souhait a été religieusement accompli; M. Marchand s'est uni à la fille du général Brazer, l'un des hommes que les souvenirs du champ de bataille doivent le plus lier à la mémoire de l'empereur.

SOULT (PIERRE-BENOÎT).

M. le lieutenant général Soult, frère puîné du duc de Dalmatie, a dû autant son avancement dans l'armée à la puissante protection dont l'entoura le maréchal son frère qu'à sa bravoure et à ses talens personnels. Ce serait toutefois être injuste à son égard que de ne pas reconnaître que dans plusieurs circonstances il donna des preuves de courage et de résolution et qu'il mérita de justes éloges et d'honorables distinctions.

Né à Saint-Amans (Tarn), le 20 juillet 1770, M. SOULT (*Pierre-Benoît*), entra au service, le 28 novembre 1788, en qualité de volontaire dans le régiment de Touraine-

infanterie, où il fut fait caporal-fourrier le 24 mars 1791. Appelé le 16 nivôse an II à l'état-major de l'avant-garde de l'armée de la Moselle, sous les ordres du général Lefebvre, il se trouva à la bataille de Fleurus, fut nommé, le 25 septembre 1795, aide-de-camp provisoire de son frère, et le 3 juin 1796 sous-lieutenant aide-de-camp en pied, à la suite d'une action qui eut lieu, au passage de la Lahn, et dans laquelle il s'était distingué. Le 20 avril 1797 il fut nommé lieutenant, combattit vaillamment à Steinberg, le 21, et, à la tête de trente hommes, désarma trois cents hussards ennemis. Il passa avec son grade dans le 6^e régiment de chasseurs à cheval le 1^{er} janvier 1798; fit les campagnes de l'armée d'Helvétie, fut nommé capitaine, le 22 octobre; se distingua, le 4 juin 1799, à la défense du camp de Zurich, et fut nommé chef d'escadron sur le champ de bataille. Il fit la campagne suivante à l'armée chargée de la défense du pays de Gènes, se trouva à toutes les actions importantes, et se remit prisonnier des Autrichiens à Monte-Creto, pour rester avec son frère grièvement blessé et tombé en leur pouvoir.

Le 50 décembre 1802 il fut nommé chef de brigade au 25^e régiment de chasseurs, ne tarda pas être élevé au grade de général de brigade, et fit en cette qualité les campagnes de 1808, 1809, 1810, 1811 et 1812, en Espagne; se distingua au passage du Tage, tailla en pièces l'arrière-garde espagnole à Las-Vertientes, en août 1811, attaqua et défit Piétra, au mois d'octobre 1812, les insurgés des montagnes d'Alpuzaras, et fut élevé au grade de général de division, le 5 mars 1815. Il fut nommé, le 28 novembre suivant, commandant de la Légion d'Honneur, et commanda la cavalerie, sous les ordres de son frère, à l'armée des Pyrénées, au camp retranché de Bayonne, à Orthès et à Toulouse.

En 1814, le général Soult fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, puis grand-officier de l'ordre de la

Légion-d'Honneur, le 17 janvier 1815. Pendant les Cent-Jours, il s'attacha de nouveau à la fortune de Napoléon et fut nommé inspecteur général des 9^e, 10^e, 11^e et 20^e divisions militaires. La Restauration le rangea dans le cadre des officiers généraux en disponibilité.

A la suite de la révolution de juillet, le maréchal Soult, ayant été appelé au ministère, replaça son frère dans le cadre d'activité. Depuis lors le général Soult a été chargé de divers commandemens divisionnaires, dans lesquels il a su se concilier l'estime générale par la tolérance de ses opinions et la bienveillance de son caractère. Le ministère du 15 mars décora M. le général Soult de la grand-croix de la Légion-d'Honneur (21 mars 1851). Il a cessé depuis lors, vu son âge, de faire partie du cadre d'activité, et il a été par ordonnance du 27 juillet 1855 porté sur la liste des officiers généraux du cadre de vétérance.

BRICHETEAU (ISIDORE).

M. *Isidore* BRICHETEAU, docteur en médecine, membre de l'Académie royale de Médecine, médecin de l'hôpital Necker, chevalier de la Légion-d'Honneur, etc., etc., né à Saint-Christophe (Vienne), le 3 février 1789, fit ses premières études au lycée de Poitiers. Il existait dans cette ville un jardin botanique, où professait un vieillard philosophe, homme fort original (M. Denesle), qui possédait à un haut degré l'art de faire aimer la science qu'il cultivait exclusivement et qu'il enseignait très-bien. Le jeune Bricheteau n'avait alors aucune vocation prononcée; mais, dominé par cette curiosité vague et inquiète qui cherche partout à satisfaire le besoin d'apprendre, il se passionna bientôt pour la botanique. Il n'en fallut pas davantage pour lui concilier l'affection du professeur dont il devint en peu

de temps l'aide-naturaliste. Il est probable que dès-lors il se fût consacré à l'histoire naturelle, si des motifs impérieux d'existence et d'avenir ne l'eussent entraîné vers une profession plus usuelle. Il eut à cette époque, pour condisciple et pour ami, le savant botaniste M. Desvaux, auteur de plusieurs ouvrages estimés sur l'histoire naturelle, et aujourd'hui directeur du jardin botanique d'Angers.

Le jeune Bricheteau abandonna donc l'étude des plantes pour celle de la médecine, ou plutôt il puisa dans les connaissances qu'il avait acquises sur les propriétés médicales des végétaux, l'idée d'en faire l'application. Le Gouvernement venait de fonder à Poitiers des cours d'instruction médicale; le jeune botaniste y reçut les premiers élémens de l'art de guérir. A peine avait-il fait quelques pas dans cette nouvelle carrière, qu'il fut admis, au concours, élève interne dans l'hôpital d'instruction, plutôt sans doute à cause des espérances qu'il donnait, qu'à raison des connaissances qu'il avait à peine en le temps d'effleurer.

Après deux années passées dans cet hôpital, il vint à Paris en 1809, pour se livrer à des études médicales plus profondes et plus régulières. Reçu élève interne des hôpitaux, en 1812, il fut d'abord placé dans le service médical du professeur Pinel, à l'hospice de la Salpêtrière. Ce médecin célèbre, ayant été à même d'apprécier son élève, se l'attacha plus tard en qualité de secrétaire. M. Bricheteau passa de la Salpêtrière à l'hôpital des Enfans, puis à l'Hôtel-Dieu.

En 1814 la Faculté de Médecine de Paris lui conféra le grade de docteur. Il présenta à cette occasion une dissertation très-bien faite sur *l'hydropisie aiguë du ventricule du cerveau chez les enfans* (hydrocéphale interne), maladie grave, alors peu connue en France, et sur laquelle les médecins anglais avaient principalement appelé l'attention. Ce travail analytique, fruit de re-

cherches et d'études approfondies, fut accueilli avec faveur.

L'illustre Pinel, déjà bien âgé, avait besoin d'un homme actif, laborieux, et capable de le seconder, ou plutôt de le remplacer dans ses travaux de cabinet; il le trouva sans doute dans M. Bricheteau, puisque le secrétaire devint, en 1816, son collaborateur pour le *Dictionnaire des sciences médicales*, publié par Pankoucke. Ce grand ouvrage doit à cette association, si honorable pour M. Bricheteau, un grand nombre d'articles qui ne sont pas les moins estimés de cette vaste Encyclopédie médicale. Les articles *hémorrhagie*, *hémoptysie*, *hématémise*, *hématurie*, *indication*, *inflammation*, *invention*, *kyste*, *littérature médicale*, *leucorrhée*, *médecine hippocratique*, *médecine des Chinois*, *naturiste*, *névrose*, *nosographie*, *observation*, *ouverture cadavérique*, *pleurésie*, *pneumonie*, *phlegmosie*, *résolution*, *tubercule*, *vêtement*, etc., se font remarquer, non seulement par le mérite scientifique, l'érudition choisie qui y règne, mais aussi par cet esprit méthodique, ce talent d'analyse, qui caractérisent la manière du maître; on y trouve jusqu'au style sententieux et aphoristique avec lequel le célèbre nosographe s'était familiarisé par une longue étude des écrits des médecins grecs. Déjà cependant les infirmités de ce vénérable vieillard ne lui permettaient plus de mettre la main à tant de travaux dus à la seule activité et au talent de son élève. Pinel, en consentant à prêter l'appui de son nom, illustré par tant de services rendus à la science, à l'auteur des articles que nous avons cités, savait d'avance qu'il protégeait un talent réel, mais peu connu, qui cherchait à se produire; le dictionnaire de Pankoucke ne put que gagner à ce patronage.

M. Bricheteau fut le dernier élève de l'école de Pinel. L'éclat de cette école qui, pendant vingt-cinq ans, présida aux destinées de la médecine française, brilla jusque dans les contrées les plus éloignées. Quoique

M. Bricheteau n'ait pas déserté la doctrine du maître, on lui doit cependant cette justice qu'il ne s'en fit pas, comme tant d'autres, le champion aveugle. Quoiqu'il ait fait souvent des efforts pour la soutenir et la défendre, il fit souvent aussi, même dans les écrits publiés en commun avec Pinel, des concessions éclairées aux nouvelles doctrines. Si les travaux des novateurs ont rendu à la science d'incontestables services, il faut dire aussi que l'exagération de leurs idées réformatrices lui ont nui dans plus d'une occasion. On a pu avec raison leur reprocher le tort, toujours grave dans les sciences, de systématiser trop vite pour rattacher à quelques faits particuliers, plus ou moins bien observés, d'autres faits encore inaperçus que l'expérience vient bientôt opposer à la théorie conçue à priori. L'histoire de la médecine offre malheureusement plus d'un exemple en ce genre. Les sectateurs enthousiastes des nouvelles idées médicales n'ont pas rendu à l'illustre auteur de la nosographie philosophique toute la justice qui lui est due. Ils ont en général méconnu les services importants qu'il a rendus pour avoir le premier osé porter la main sur l'arche sainte des vieilles théories humorales encore toutes puissantes de son temps. La classification lumineuse des phlegmosies, suivant les tissus qu'elles affectent, et qui a fourni à Bichat l'idée de son anatomie générale, suffit à elle seule pour caractériser un homme de génie. L'époque de Pinel a donc été celle d'une véritable révolution et d'un progrès réel dans l'étude comme dans la pratique de l'art de guérir.

M. Bricheteau était doué d'un trop bon esprit pour croire que Pinel avait posé les dernières limites de la science qui, pas plus que les institutions politiques, ne peut rester stationnaire. Mais M. Bricheteau s'est constamment attaché à suivre la marche tracée par le médecin philosophe dont il avait été l'élève, en ne cédant aux nouvelles doctrines que ce que lui démontraient l'ob-

servation et l'analyse les plus sévères.

Il fut, avec M. Jourdan, l'un des fondateurs du *Journal complémentaire des sciences médicales*. C'est dans ce recueil qu'il a consigné ses travaux les plus originaux : nous voulons parler de ses mémoires médico-physiologiques, 1^o sur la formation des kystes apoplectiques; 2^o sur l'influence réciproque du cœur sur le cerveau, et vice versa; 3^o sur les rapports de l'hypertrophie du cœur, avec les congestions cérébrales et l'apoplexie; 4^o sur les rapports du foie avec le cerveau en état de santé et de maladie; 5^o sur la coïncidence des altérations organiques viscérales avec les hémorrhagies; 6^o sur l'hépatisation pulmonaire, etc.

M. le docteur Bricheteau a aussi, soit dans ce journal, soit dans la *Bibliothèque médicale*, rempli les fonctions d'un critique impartial et judicieux. S'agit-il d'un ouvrage médiocre, d'opinions erronées qu'il faut signaler au public? M. Bricheteau les caractérise avec précision, mais toujours avec cette décence d'expressions, cette urbanité de style qui n'ont rien d'offensant pour l'auteur, mérite dont ne se piquent pas quelques aristarques, dont la mauvaise humeur s'exhale souvent en personnalités contre celui qui a eu le malheur de produire un mauvais livre.

Les *Archives générales* de médecine, qui ont recueilli la succession du *Journal Complémentaire*, contiennent en outre plusieurs travaux de M. Bricheteau, notamment un mémoire sur la compression dans le traitement de l'ascite; un autre sur les fièvres pernicieuses; des recherches sur l'emploi du tartre stibié dans la pneumonie; sur l'apoplexie pulmonaire; divers articles bibliographiques; des faits particuliers intéressants.

M. Bricheteau est un des auteurs qui ont secondé le zèle de M^{me} veuve Agasse, pour la terminaison de la partie médicale de l'*Encyclopédie méthodique*, commencée il y a plus de quarante ans, et à laquelle ont coopéré presque toutes les notabilités scientifiques

qui se sont succédé depuis cette époque. L'élève de Pinel a fourni à cet ouvrage un grand nombre d'articles d'une concision remarquable, exigée par le peu d'espace accordé par le libraire qui faisait des sacrifices fort coûteux pour achever ce monument élevé à la médecine. Mais on reprochera toujours avec raison à cette vaste entreprise, le défaut d'ensemble et d'unité occasionné par les modifications successives qu'ont eu à subir nécessairement les doctrines scientifiques dans la longue période écoulée pendant la publication de l'ouvrage.

Par suite de ses liaisons avec feu le professeur Royer-Collard, rédacteur en chef de la *Bibliothèque médicale*, et auteur du rapport fait en 1812, sur le concours concernant le croup, M. Bricheteau fut chargé de terminer la seconde édition de ce travail remarquable, en faisant des notes que l'auteur avait indiquées avant sa mort, arrivée en 1826. Ces notes curieuses ont été puisées dans l'ouvrage de Jurine, qui remporta le prix, mémoire qui, par une bizarre singularité, n'a jamais été publié. Il fait partie avec celui d'Albert, imprimé seulement à quelques exemplaires, de la *Bibliothèque de l'amateur*.

Il ne sera peut-être pas inutile de rappeler à cette occasion, que le concours dont nous venons de parler, avait été ouvert par un ordre exprès de l'empereur Napoléon, daté du quartier-général de Finckenstein, le 4 juin 1807. Un prix de douze mille francs avait été promis à l'auteur du meilleur mémoire sur la nature du croup, et sur les moyens de prévenir cette redoutable maladie alors fort peu connue, ou d'assurer le succès de son traitement. L'homme prodigieux, à qui rien d'utile n'échappait, dont le génie dominait toutes les questions d'arts et de sciences de son époque, avait lui-même de sa main guerrière tracé le plan de ce concours ouvert sous ses auspices. Tous les médecins, à quelque nation qu'ils appar-

tinssent, avaient été conviés à cette noble lutte : il s'agissait de servir l'humanité entière ; pour atteindre ce but, Napoléon avait, pour ainsi dire, convoqué les lumières du monde entier : le monde entier répondit à sa voix ; quatre-vingt-trois mémoires furent envoyés ; le prix fut partagé entre M. Jurine, de Genève, et M. Albert, de Bremen. On sait que la mort d'un fils de Louis Bonaparte, roi de Hollande, enlevé à cette époque presque subitement par le croup, fut l'occasion du brillant concours ouvert par Napoléon, qui affectionnait cet enfant d'une manière toute particulière.

M. Bricheteau a été pendant dix ans médecin des dispensaires de Paris, et secrétaire général de la *Société médicale d'Émulation*, dont il a résigné les fonctions au mois de décembre dernier. Sa place était depuis long-temps marquée dans les hôpitaux ; il en fut éloigné sous la Restauration ; plusieurs fois il fut sur le point d'arriver à ce poste important où l'appelaient ses connaissances, ses services rendus à la science et à l'administration des hôpitaux elle-même. Les efforts du vénérable duc de Laroche-foucauld-Liancourt pour l'y faire parvenir furent constamment paralysés par les intrigues de la coterie alors toute-puissante, et qui n'accordait ses faveurs qu'aux billets de confession dûment en règle. M. Bricheteau n'était pas homme à se ployer à de pareilles exigences. M. Odilon Barrot s'empressa, en 1850, de réparer, pendant son administration, l'injustice de la Restauration. M. Bricheteau fut nommé alors médecin des hôpitaux, et attaché à l'hôpital Necker. Il a publié depuis le premier volume d'un ouvrage intitulé : *Clinique de l'hôpital Necker*. À côté d'anciens travaux on y trouve des nouvelles productions, entre autres, 1^o un Mémoire sur *l'influence du ventricule droit du cœur, sur les hémoptysies* ; 2^o un Mémoire sur le *pneumothorax* et sur *l'ossification des valvules du cœur* ; 3^o des con-

sidérations sur *l'influence des calculs biliaires récemment formés*.

Ce médecin laborieux et instruit s'est aussi beaucoup occupé d'hygiène ; on lui doit la 4^e édition du traité de Tourtelle, sur cette matière. Il l'a enrichie de notes et de supplémens qui en font un ouvrage presque original. Après avoir fait des cours sur cette branche de la médecine, il avait annoncé un ouvrage qui est demeuré manuscrit, et que d'autres travaux ne lui ont pas encore permis d'achever ; quelques articles en ont seulement été extraits pour le *Dictionnaire des sciences médicales*, l'*Encyclopédie méthodique* et le *Dictionnaire de la conversation*.

M. le docteur Bricheteau a été pendant long-temps attaché à l'établissement orthopédique de M. Divernois, qui le premier importa en France, en 1816, les procédés de Venei, pour le traitement des pieds bots. M. Bricheteau a contribué aux progrès de cette branche de l'art par quelques écrits pseudonymes, et par plusieurs rapports faits au sein de l'Académie de Médecine.

En 1826, il a publié un traité analytique sur le croup, qui peut être considéré comme la meilleure monographie que possède la science sur cette maladie.

En 1828, il a fait paraître une seconde édition de sa thèse inaugurale, ou plutôt il a entièrement refondu ce premier travail dans une monographie très-estimée, sur *l'hydrocéphale aiguë des enfans*.

On lui doit aussi la 4^e édition du *Dictionnaire abrégé de médecine de Nysten*, qui est devenu un ouvrage tout à fait neuf par les changemens qu'il a subis et par les additions importantes qui y ont été faites.

M. Bricheteau est membre de la Légion d'Honneur depuis 1855. Il a dû cette distinction qu'il n'a jamais sollicitée, et à laquelle il avait cependant depuis long-temps des droits bien acquis, à la demande qu'en a faite le conseil d'administration de l'Aca-

démie de Médecine; il fait partie de cette Académie depuis sa fondation en 1822.

Il a souvent été acteur dans les débats orageux qui signalèrent les premières années de cette institution, où domine encore l'esprit aristocratique qui présida à sa création. En 1824 la commission de vaccine avait honorablement mentionné dans un rapport le nom du duc de Laroche-foucauld-Liancourt, dont toute la vie n'a été qu'une suite d'actes philanthropiques et de services rendus à la patrie. Ce rapport avait été approuvé sans opposition par l'Académie, dont faisait même partie, depuis quelque temps, le vénérable duc. Quand il fut imprimé on fut fort étonné de ne pas y voir figurer la mention honorable concernant le plus zélé propagateur de la vaccine, celui enfin qui l'avait importée en France. Cette suppression arbitraire, illégale de la part du secrétaire de l'Académie, M. Pariset (*voir sa notice*), suscita une vive discussion dans le sein de cette compagnie, qui ne voulut pas se rendre complice d'une omission par ordre, car tel était le caractère de celle dont nous parlons. Elle était une nouvelle insulte adressée au respectable vieillard, à qui le ministre Corbière avait récemment retiré ses fonctions nombreuses, toutes gratuites et de bienfaisance, et dont il devait plus tard traîner le cercueil dans la fange, en le disputant avec des baïonnettes, aux empressemens de la reconnaissance et de la vénération publiques. La servile obéissance du secrétaire perpétuel de l'Académie de Médecine, aux ordres du ministre de la Restauration, fut pour M. Bricheteau l'occasion d'une honorable et courageuse protestation, qui fut publiée dans le *Journal des Débats* du 14 novembre 1824.

Telle a été jusqu'à ce jour la vie déjà si bien employée de ce médecin, jeune encore, et qui est l'un des praticiens les plus recommandables de la capitale.

Veut-on maintenant caractériser l'ensemble de ses travaux et en indiquer l'esprit et la

tendance? On s'aperçoit de suite que les plus importans ont pour objet de faire ressortir l'action des causes évidentes et physiques, palpables, pour ainsi dire, dans la production des maladies; de les matérialiser en quelque sorte; d'expliquer les faits physiologiques pas les faits pathologiques, ou du moins de les comparer entre eux pour en tirer ensuite des indications thérapeutiques; de caractériser les agens thérapeutiques eux-mêmes d'après leur action physique et physiologique patente; d'établir enfin, mieux qu'on ne l'avait fait encore, des rapports réciproques d'actions physiques, physiologiques et pathologiques entre les principaux organes. M. Bricheteau est un des premiers qui aient combattu la théorie plus brillante que solide des *propriétés vitales de Bichat*, appliquées à la pathologie et invoquées pour rendre raison des productions morbides. Il a surtout attaqué l'exhalation, à laquelle on faisait jouer un grand rôle dans la pathologie humaine.... Ce médecin nous paraît être d'un jugement un peu sceptique et de ces partisans peut-être dissimulés de l'expectation et de l'autocratie de la nature, qui n'admettent guère *in petto* que les phénomènes physiologiques et pathologiques bien démontrés. Bon nombre de médecins au reste tardent peu, il faut le dire, à se ranger sous cette bannière, quand ils ont étudié et pratiqué leur art avec un esprit tant soit peu philosophique. On s'aperçoit bientôt du néant et des vanités de toutes ces théories, de tous ces systèmes enfantés par l'imagination, et qui finissent par s'écrouler les uns sur les autres, après avoir servi de bases à des traitemens divers, dont l'effet est souvent de contrarier la marche et les effets salutaires de la créature, quand ils ne la rendent pas impuissante à triompher seule de la maladie. L'expérience démontre d'ailleurs que cette manière de voir et de faire en médecine est, dans la plupart des cas, pour le moins aussi avantageuse que la méthode perturbatrice tant préconisée de nos

jours par certains médecins qui croient le plus consciencieusement du monde, avoir beaucoup fait pour le salut de leurs malades quand ils les ont purgés ou saignés jusqu'à extinction.

M. Bricheteau nous paraît doué d'un esprit trop judicieux ; il a puisé son instruction médicale à trop bonne source pour donner dans de pareils travers. Elève distingué de Pinel, il est resté fidèle aux traditions de cette Ecole célèbre, qui a restauré parmi nous les principes de la médecine hyppocratique, en accordant beaucoup plus à la puissance de la nature qu'à celle du médecin et des médicamens.

GEORGES (M^{lle} WEIMER.)

Cette femme n'était point née actrice ; la nature ne lui avait donné que la beauté, la voix et la mémoire, etc.

(Opinion de Louis Racine sur madame Champmeslé.)

Nous ne reproduisons pas en son entier l'opinion de Louis Racine sur M^{me} Champmeslé, quoiqu'elle soit presque complètement applicable à M^{lle} Georges Weimer, cette artiste qui, après avoir habilement occupé toutes les trompettes de la renommée, en France, en Angleterre et en Russie, après avoir tenté pendant vingt ans d'égaliser sa réputation à celle de M^{lle} Duchesnois, sa puissante rivale, a fini par se réfugier dans le mélodrame, ou elle tente vainement encore de faire école : ... et cependant la nature avait été prodigue envers M^{lle} Georges de tous les avantages physiques nécessaires à une actrice qui veut remplir au théâtre les grands rôles tragiques... M^{lle} Georges était née pour *représenter* les reines, mais non pour les *jouer*.

Fille d'un directeur de spectacle d'Amiens, M^{lle} GEORGES Weimer est née dans cette ville vers 1788. Dès l'âge de douze ans elle

s'exerça dans des rôles de tragédie, et se montra sur les planches du théâtre dont son père était directeur. M^{lle} Raucourt, dans une de ses tournées départementales, eut occasion d'entendre la jeune fille : elle fut frappée de la hardiesse et tout à la fois de la noblesse de son maintien, et se chargea de son éducation dramatique : après quelques années d'études, l'élève débuta au Théâtre-Français le 29 novembre 1802 dans le rôle de *Clytemnestre*, et joua successivement *Idamé*, *Emilie*, *Didon*, *Sémiramis* et *Phèdre*. Il est curieux de lire aujourd'hui le jugement que porta sur la débutante un des critiques les plus impartiaux et les plus éclairés de l'époque. « Elève de M^{lle} Raucourt, dit Sicard, le « plus sensible de ses défauts peut-être, est « d'avoir décelé le nom de son maître par « une imitation trop fidèle et une ressem- « blance trop constante..... Des signes « d'improbation se sont élevés toutes les « fois que M^{lle} Raucourt a été reconnue sous « les traits de son élève..... La nature a pro- « digué à M^{lle} Georges des dons précieux, « essentiels dans l'emploi auquel elle se « destine ; sa taille est élevée, son port a « de la noblesse ; sa tête, sans être décidé- « ment théâtrale, et sans avoir un grand « caractère tragique, a de la régularité et « est susceptible d'expression..... Les sons « graves de son organe sont voilés, les « sons élevés font reconnaître son extrême « jeunesse ; elle a besoin d'apporter un soin « constant à la netteté de sa prononcia- « tion. » Ne croirait-on pas que cette ap- préciation de M^{lle} Georges est écrite d'hier, tant l'actrice est peu corrigée de ses défauts, et est restée constamment dans l'ornière de ses premières études classiques.

Nous rapprocherons de cette opinion de Sicard quelques lignes que nous trouvons dans un article critique inséré dans la *Tribune* du 1^{er} juin 1852, et qui prouvent ce que nous venons d'annoncer, qu'à trente ans de distance M^{lle} Georges mérite les mêmes éloges et les mêmes *conseils* qu'aux

jours de ses débuts. « M^{lle} Georges, dit le critique, étudie trop ses rôles, et ne se livre pas assez à la nature; elle n'a pas assez d'émotions vraies, et en donne peu; M^{lle} Georges pose trop souvent, elle est devant sa glace, son jeu en est guindé; elle manque de ce naturel qui entraîne; elle songe trop à elle-même, elle ne sait pas oublier son public; sa diction tous jours pure est souvent trop lente; elle manque de cette volubilité claire qui donne un grand charme aux morceaux d'entraînement; dans les scènes chaleureuses la voix de l'actrice se perd. » Y aurait-il donc chez M^{lle} Georges manque ou de vraie sensibilité ou d'intelligence? Nous nous garderons bien de répondre à cette question; mais nous dirons que le grand malheur de cette actrice est d'avoir cherché, dès son entrée dans la carrière, à être inimitable de M^{lle} Raucourt au lieu de vouloir s'élever jusqu'à la création.

Lorsque M^{lle} Georges parut sur la scène française, M^{lle} Duchesnois venait de terminer ses brillants débuts. Les journalistes et le public se divisèrent entre ces deux actrices. Aujourd'hui, que la chaleur que mettaient alors les deux partis à cette contestation est entièrement calmée, on s'accorde assez généralement à convenir qu'à l'exception de son éclatante beauté, M^{lle} Georges avait peu d'avantages à opposer aux qualités précieuses qui distinguaient sa rivale. Enivrée des éloges qu'elle recevait de Geoffroy et de la foule des adulateurs qui l'environnaient, M^{lle} Georges ne s'occupait point de perfectionner son talent, tandis que M^{lle} Duchesnois faisait chaque jour de nouveaux progrès. En 1808, au milieu des représentations d'*Artaxerce* (1), M^{lle} Georges disparut sub-

itement de Paris, sans que l'on sût d'abord ce qu'elle était devenue; ce qui donna lieu à beaucoup de plaisanteries. On apprit bientôt qu'elle avait dirigé ses pas vers Vienne, où elle faisait des lectures de déclamation. De Vienne elle se rendit à Pétersbourg, où elle passa plusieurs années.

Quand elle parut sur le théâtre de Pétersbourg, et qu'elle y fit entendre les chefs-d'œuvre de la scène française, elle excita chez ses auditeurs à peine sortis de la barbarie des transports d'admiration, et la multitude, contre l'usage de ces contrées, la couvrit de lauriers. La ville de Saint-Pétersbourg lui décerna une couronne tissée d'un rameau d'or. La cour l'invita à ses fêtes; les princesses lui firent des présents, travail de leurs mains; elle reçut de semblables témoignages de satisfaction à Stockholm et dans d'autres villes du Nord.

Les désastres de Moscou ramenèrent M^{lle} Georges dans sa patrie; elle rejoignit en 1815 une portion de la Comédie Française qui allait par ordre de Napoléon donner des représentations à Dresde, et trouva moyen de se faire adjoindre à ce détachement dramatique, et ensuite de se faire réintégrer avec tous ses droits dans la compagnie qu'elle avait désertée.

M^{lle} Georges fit encore en 1816 une assez longue disparition; mais l'autorité, moins indulgente cette fois, la punit d'une amende de 5,000 fr. et de la suppression de sa pension. M^{lle} Georges, regardant cet acte de sévérité comme un projet formé pour l'humilier, demanda sa démission. On crut d'abord devoir fermer les yeux sur cette démarche irréfléchie. M. de Duras, gentilhomme chargé de la direction du Théâtre Français, écrivit même affectueusement à M^{lle} Georges qu'il voulait avant de ratifier cette demande lui laisser le temps de revenir sur un parti qui pourrait l'exposer à des regrets; mais d'après la demande intempestive d'un nouveau

(1) Nous croyons ne pas devoir répéter l'anecdote scandaleuse qui circula à cette époque dans les salons du faubourg Saint-Germain, où, tout en ployant le genou devant la toute-puissance de Napoléon, on se plaisait à le représenter comme un despote *épileptique*. Nous laissons aux faiseurs d'*Ana* la tâche d'enregis-

trer toutes ces sottises inventées par les gens soi-disant de bon ton.

congé pour l'Angleterre (1) l'autorité prit acte de la démission de M^{lle} Georges, et lui signifia qu'à dater du 8 mai 1817, elle cessait de faire partie de la Comédie Française.

Dès ce moment M^{lle} Georges fut réduite à courir de pays en pays, à errer de ville en ville, à passer d'un théâtre à l'autre, à n'être plus en quelque sorte, que l'on nous pardonne l'expression, qu'une aventurière tragique. Elle ne tarda point à se lasser de cette vie voyageuse, et voulut en 1821 rentrer au Théâtre Français en exigeant de M^{lle} Duchesnois la restitution des rôles comme chef d'emploi, que depuis dix-neuf ans celle-ci remplissait avec autant de succès que d'exactitude. Cette prétention injuste n'ayant pu être admise, M^{lle} Georges alla régner despotiquement sur le théâtre de l'Odéon, qui peu de mois après se trouva dans une telle détresse que le gouvernement fut obligé d'en prendre l'administration. Toutefois M^{lle} Georges ne s'empara point du sceptre *ultra-pontain* sans contestation de la part de ses anciens camarades du Théâtre Français, qui prétendirent qu'ayant fait partie de leur société, elle ne pouvait paraître sur aucun théâtre de la capitale. M^{lle} Georges s'adressa aux tribunaux pour faire reconnaître son droit d'exercer partout et librement sa profession. M. Métral, ancien avocat du barreau de Grenoble, composa en faveur de la belle tragédienne un Mémoire remarquable, plein de recherches curieuses, et le tribunal de première instance, prononçant sur la contestation, décida que M^{lle} Georges avait le droit d'exercer sa profession à Paris.

Les principaux acteurs tragiques de l'Odéon ayant été admis aux Français, soit comme sociétaires, soit comme pensionnaires, M^{lle} Georges, après avoir fait quelques excursions dans les départemens, dut acce-

ter un engagement à la Porté-Saint-Martin, où paraissaient vouloir se réfugier les auteurs dont les pièces étaient, il faut le reconnaître, parfois arbitrairement repoussées de la scène française. Mais le théâtre de la Porte-Saint-Martin a un public à lui, un public qui demande et veut du drame bourgeois; M^{lle} Georges dut se ployer aux exigences de sa nouvelle position, et oubliant la langue de Corneille, de Racine et de Voltaire, se former à celle de nos dramaturges modernes. Après s'être associée pendant les vingt-cinq premières années de sa vie aux passions héroïques de *Phèdre*, aux nobles émotions de *Mérope*, aux grandes pensées de *Sémiramis*, etc., etc., M^{lle} Georges nous montra sous les traits de *Marguerite de Bourgogne* la royauté libidineuse descendant aux sales luxures de la rue, se souillant de débauche, de vices et de sang. Les vrais amateurs de l'art, les admirateurs de la haute tragédie détournèrent leurs regards de l'élève de Rancourt, de l'héritière des Duclos, des Champmeslé, des Lecouvreur, se prostituant à jouer Marguerite, la femme de joie à patentes royales, cette Marguerite, qui aimait le vin pour le plaisir du corps, le sang pour le plaisir de l'âme, et l'amour pour le plaisir de tous les deux..... Cependant dans ce drame M^{lle} Georges, tout en polluant la mante royale, conserva encore quelques traditions de la bonne école, et mérita de francs applaudissemens. Mais depuis lors dans combien de parades ne l'avons-nous pas vue gînant la majesté de son port à l'étroitesse de ses rôles; et arrachant à force de poumons les bravos d'un parterre plus impressionnable aux élans d'une sensibilité exagérée qu'à la touchante expression des timens de l'âme?

Aujourd'hui M^{lle} Georges n'est plus tragédienne; elle ne chausse plus le cothurne; elle est devenue la rivale des notabilités des boulevards, sur lesquels toutefois elle conserve l'avantage d'une bonne éducation première.

(1) M^{lle} Georges avait reçu de sir Charles Stuart l'invitation de se rendre à Londres, et fit agir directement cet ambassadeur auprès du roi Louis XVIII pour obtenir un congé de faveur.

M^{lle} Georges a essayé plusieurs fois de jouer la comédie, et toujours sans succès. On a surtout conservé le souvenir d'une représentation à son bénéfice qui eut lieu en 1821 sur le théâtre de l'Opéra; M^{lle} Georges parut sous les traits de la comtesse du *Mariage de Figaro*; elle avait eu la maladresse de confier le rôle de page à la gentille Jenny Vertpré. Le contraste de l'extrême embonpoint de Rosine et de l'exigüité de Chérubin ne servit pas peu à enlever toute illusion au spectateur. Du reste toutes les tentatives de ce genre faites par M^{lle} Georges n'ont jamais été heureuses.

FERRIER (GRATIEN).

Le général Ferrier est un des hommes qui ont figuré pendant vingt ans avec honneur dans les rangs de ces braves, qui ont porté la gloire du nom français dans toutes les contrées de l'Europe.

Né à Peyrehorade, près de Dax (Landes), le 24 juin 1771, M. FERRIER ne se destinait point d'abord à la carrière militaire. Habitant Paris lors de la formation de la garde nationale, il fit partie du bataillon des Petits-Pères et se trouva aux Tuileries dans la nuit du 9 au 10 août 1792; il contribua à la défense de Louis XVI. Obligé de quitter Paris à la suite de cette journée, M. FERRIER se rendit à l'armée du Nord, où il fut admis dans l'état-major du général en chef Dumas. Il se distingua honorablement à la bataille de Valmy, à la suite de laquelle il entra dans le 7^e régiment de dragons en qualité de sous-lieutenant. Il se trouva au déblocus de Maubeuge en octobre 1795, et fut signalé par le général Jourdan comme ayant enlevé un obusier à l'ennemi.

Le 26 avril 1794 l'armée française ayant fait une attaque générale sur la Sambre, le jeune Ferrier se conduisit de manière à mériter une mention particulière dans le rap-

port au général en chef, et le brevet de lieutenant, qui lui fut accordé par décret spécial.

Quelques années plus tard; M. Ferrier, nommé capitaine, passa à l'armée d'Italie et enleva sous les murs de Vérone (5 avril 1799) trois cent soixante prisonniers au corps autrichien; son cheval fut atteint de trois coups de feu pendant cette charge. Le 8 mai de la même année, la garnison française de Mantoue ayant fait une sortie pour repousser les attaques des Austro-Russes qui assiégeaient alors cette place, le capitaine Ferrier se distingua d'une manière toute particulière; il enleva à l'ennemi une pièce de canon, qu'il tourna à l'instant contre le gros de la colonne russe, et, la faisant servir avec succès par quelques-uns de ses cavaliers, il jeta le désordre dans les rangs des assiégeans, et parvint à ramener dans la ville tous les blessés français, quelques prisonniers et le canon qu'il avait arraché à l'ennemi. Cette action hardie fut mise à l'ordre du jour de l'armée, et valut au capitaine Ferrier le grade de chef d'escadron, qui lui fut conféré le lendemain 9 mai. Il fut fait prisonnier de guerre avec la garnison de Mantoue, le 31 juillet suivant. Ayant été rendu à la liberté, il marcha de nouveau en Italie, en 1800, avec le corps d'armée de réserve; il passa plus tard à l'état-major général en qualité d'aide-de-camp, et fut successivement attaché aux maréchaux Jourdan et Masséna, et à Joseph Bonaparte pendant l'expédition de Naples et des Calabres et le siège de Gaète. Le 18 juillet 1806 il fut nommé major pour organiser la gendarmerie d'élite du royaume de Naples, dont il prit le commandement avec le grade de colonel.

Créé général de brigade le 31 août 1809, M. Ferrier passa l'année suivante en Espagne avec le commandement des troupes auxiliaires napolitaines; pendant le siège de Tarragone il fut chargé de défendre la position de Calatayud, et mérita par sa belle

conduite, dans plusieurs circonstances officielles, d'être mentionné honorablement à l'ordre du jour de l'armée d'Aragon; il fut atteint d'un coup de feu à la jambe.

Au mois de septembre 1811 il marcha sur Valence avec l'armée du maréchal Suchet; il fut employé au siège du fort d'Oropéja, qu'il enleva d'assaut à la tête de quatre cents grenadiers et voltigeurs. Il servit ensuite aux sièges de Sagonte et de Valence. La conduite qu'il tint devant cette dernière place lui valut la croix d'officier de la Légion-d'Honneur, qu'il obtint le 16 mars 1812. Au mois de juillet de la même année il passa à la grande armée de Russie. Employé auprès de Joachim Murat, roi de Naples, il se trouva le 29 septembre à l'affaire qui eut lieu en avant de Moskow, y fut démonté, atteint de deux coups de lance, et fait prisonnier de guerre. Il obtint sa liberté au mois d'octobre 1814, et rentra en France par suite de l'ordonnance royale du 16 décembre de cette même année, qui rappelait les Français employés à l'étranger. Il donna sa démission du service de Naples en janvier 1815, et fit sa soumission au gouvernement des Bourbons le 10 février suivant.

Il fut admis de nouveau au service de France, avec son grade de maréchal de camp, le 31 octobre de la même année. Le 14 février 1816 il fut décoré de la croix de Saint-Louis, et quelques années plus tard (17 avril 1822) créé commandeur de l'ordre de la Légion-d'Honneur.

M. le général Ferrier a commandé successivement les départemens de la Haute-Marne, de l'Ariège (pendant le cordon sanitaire), de la Charente-Inférieure, de Seine-et-Marne, de la Sarthe et de Loir-et-Cher, et après quarante-cinq ans de services a été mis à la retraite en novembre 1855, par suite de l'ordonnance royale du 11 avril 1851.

ENRICO.

Ce nom, ignoré en France, est celui de l'un des braves de l'armée piémontaise qui consacrèrent leur épée, leur fortune, leur avenir, au triomphe de la liberté. Ce nom ne doit pas être perdu pour l'histoire, car la révolution de Sardaigne occupera un jour une page dans les annales des peuples libres.

Né en Piémont en 1795, ENRICO, fils d'un négociant aisé, fut élevé sous les yeux de son père, et fit des progrès rapides surtout dans l'étude de l'histoire et dans les sciences physiques et mathématiques; il n'attendait que le moment de se présenter aux examens d'admission à l'Ecole polytechnique de Paris, lorsque les événemens de 1814 vinrent rompre les bonnes relations du Piémont avec l'Empire.

A la rentrée du roi de Sardaigne dans ses états, l'organisation de l'artillerie ayant eu lieu, le jeune Enrico obtint avec la plus grande difficulté d'être admis au concours de la nomination des officiers surnuméraires de cette arme. Après deux ans d'études il remporta le premier prix et sortit lieutenant d'artillerie. En 1821 M. Enrico était capitaine dans le premier régiment d'artillerie. Patriote énergique et intelligent, il fut bientôt admis dans la grande société réformiste, et chargé de diriger les principes politiques des officiers et sous-officiers de son corps.

Les préparatifs étant prêts pour l'action, le prince Charles-Albert, qui était grand maître de l'artillerie, chargea, le samedi 11 mars, le capitaine Enrico et son ami le capitaine Gambini du service de la citadelle de Turin; ce fut seulement dans la soirée fort avancée de ce jour, alors que la cour et toute la ville connaissaient déjà la révolte d'Alexandrie, que le prince fit appeler ces deux officiers dont il connaissait parfaite-

ment le patriotisme et l'énergie (1) pour les charger de la garde de ce poste important de la capitale. On doit faire aussi observer que ces officiers commandaient l'un la cinquième, l'autre la huitième compagnie du régiment, et que les règles de la hiérarchie militaire voulaient que ce fût à la première et à la seconde que ce service fût confié; mais le prince avait fait cette exception pour avoir sous sa main deux hommes à qui il pouvait confier en toute sûreté ses intérêts et ceux de la réforme. Le capitaine Enrico, arrivé à la citadelle, réunit immédiatement ses amis et leur communiqua les mesures qu'il avait arrêtées pour s'emparer par un coup de main de la forteresse, et annihiler l'influence de quatre compagnies de la garde commandées par des privilégiés, ennemis de toute réforme.

Les mesures du capitaine étaient si bien calculées que tous ses camarades lui déférèrent unanimement la direction de l'entreprise et le commandement le plus absolu (2). Dès la matinée du 15 les préparatifs étaient terminés; chaque conspirateur se trouvait à son poste. Dans les quatre compagnies de la garde royale on avait à peine réussi à recruter trois sous-officiers, à la vérité trois des plus braves de l'ancienne armée. On braqua quatre pièces à mitraille contre la caserne de la garde; on s'empara du poste du grand pont tournant, qu'on leva tout de suite, et on désarma presque dans le même instant les trente officiers de la garde qui se trouvaient réunis dans une des salles du gouverneur. Le colonel Desgenets, qui n'était pas trop loin du grand pont tournant

quand on s'emparait de ce poste, y accourut le sabre à la main pour faire arrêter les conspirateurs. Le sergent Rittatore alla au-devant de lui et le somma de se retirer, en lui opposant la pointe de son briquet. Le colonel se lança sur lui, et dans la lutte ce dernier tomba percé. Le drapeau national fut arboré (1), et le signal convenu de trois coups de canon annonça aux patriotes de la capitale l'adhésion de la garnison de la citadelle à la cause de l'indépendance et de la liberté de l'Italie. Le capitaine Enrico fut sur-le-champ nommé par acclamation commandant de la forteresse. La cour, épouvantée de la hardiesse de ce coup de main exécuté sous ses yeux, ne pensa plus qu'à se sauver de Turin. Le prince Charles-Albert fut nommé régent, et la constitution d'Espagne promulguée et jurée comme loi de l'état.

Lors de la malheureuse défection du prince, le commandant Enrico fut un des premiers à proposer la dissolution de la junte et la translation de l'arsenal et du nouveau gouvernement à Gènes. La timidité du ministre de la guerre (2), qui menaçait à tout moment de se retirer si on faisait la plus petite démonstration populaire, empêcha seule d'exécuter cette importante mesure. Le jeune commandant fut le dernier à sortir de Turin, à l'approche de l'armée austro-sarde. Condamné à mort par une cour prévôtale, il parvint à s'embarquer à Gènes pour l'Espagne, où il prit part à plusieurs expéditions contre l'armée de la Foi. Il se rendit trois ans après au Mexique comme ingénieur dans une compagnie de mines. De retour en Europe, après la révolution de juillet, homme de liberté et d'ac-

(1) Nous faisons cette remarque, car M. de Maistre a bien voulu nier toute sorte de coopération du prince aux événemens en question.

(2) M. de Maistre fait aussi l'éloge des dispositions de la citadelle. « Les conjurés, dit-il, avaient si bien pris leurs mesures qu'au moment de l'exécution du complot personne ne se trouva en position de leur résister. » *Simple récit des événemens de Piémont de 1821*, page 89; Paris, 1822.

(1) C'était le grand drapeau de la Société des Carbonari : bleu de ciel, rouge et noir.

(2) Le ministre Santa-Rosa tremblait à l'idée des commotions populaires; il préféra l'exil aux chances d'un mouvement franchement démocratique. Il reconnut trop tard sa faute, et alla chercher dans les rangs des Hellènes une mort glorieuse.

tion, il n'attendit que le moment pour consacrer son bras et son sang à la liberté ; et si un jour la patrie en sommeil se réveille au tocsin de la liberté et de l'indépendance, M. Enrico ne manquera pas de se présenter des premiers sur la brèche.

BRUNSWICK (CHARLES-FRÉDÉRIC-GUILLAUME-AUGUSTE D'ESTE, duc de).

Pour vivre heureux vivons cachés ;
Il en coûte trop cher pour briller dans le monde.
FLORIAN.

Le duc de Brunswick !.... Nous n'avons point à parler de ce duc de Brunswick signataire de ce fameux manifeste (1), qui produisit sur le peuple français une sensation électrique, et enfanta des défenseurs à la patrie ; mais de son héritier, de son petit-fils, le prince Charles-Frédéric-Guillaume-Auguste, qu'une émeute de palais, une révolution dynastique ont précipité du trône ducal et condamné à l'exil. Cette biographie est autant une page de l'histoire du duché de Brunswick qu'une notice sur le prince...

Charles-Frédéric-Guillaume-Auguste d'ESTE duc de BRUNSWICK est né le 30 octobre 1804 ; il fut baptisé le 11 novembre, et eut pour parrains et marraines :

- 1^o Alexandre I^{er}, empereur de Russie ;
- 2^o Louise-Marie-Augustine, impératrice de Russie, née princesse de Bade ;
- 3^o Gustave IV Adolphe, roi de Suède ;
- 4^o Frédérique - Dorothée - Guillaumine, reine de Suède, née princesse de Bade ;
- 5^o Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse ;
- 6^o Georges III, roi de la Grande-Bretagne ;
- 7^o S. A. Charles-Frédéric, électeur de Bade ;
- 8^o S. A. Frédérique-Guillaumine-Caroline, électrice de Bavière, née princesse de Bade ;
9. S. A. Sophie-Caroline-Marie, margrave de Baireuth, née princesse de Brunswick-Lunebourg ;
- 10^o S. A. R. Caroline-Amélie-Elisabeth, princesse de Galles, née princesse de Brunswick-Lunebourg ;
- 11^o S. A. Frédéric-Auguste, duc de Brunswick-Oëls ;
- 12^o S. A. Amélie-Frédérique, margrave de Bade, née princesse de Hesse-Darmstadt ;
- 13^o S. A. Charles-Louis-Frédéric, prince électeur de Bade ;
- 14^o S. A. Charles-Guillaume-Ferdinand, duc régnant de Brunswick-Lunebourg ;
- 15^o S. A. R. Augustine, duchesse de Brunswick-Lunebourg, née princesse de la Grande-Bretagne ;

(1) On a long-temps accusé le duc de Brunswick de cet acte. La vérité est aujourd'hui connue sur ce sujet ; nous croyons de notre devoir de la reproduire :

« Les émigrés français avaient demandé et obtenu du roi de Prusse, encore actuellement régnant, qui se trouvait alors près de son armée, de lancer contre la France républicaine un manifeste capable de porter la terreur au sein de ses assemblées.

« Les ministres de Frédéric-Guillaume et les généraux qui entouraient sa personne, d'accord avec ce monarque, persuadèrent au duc de Brunswick, qu'en qualité de généralissime de l'armée du roi, c'était de lui que devait émaner cet acte. Le duc éprouva une vive répugnance à le faire ; mais croyant qu'il était de son devoir d'obéir aux ordres positifs du roi, il consentit à signer un manifeste dont on lui soumit le

brouillon. Il en signa la copie mise au net, après l'avoir à peine parcourue des yeux, pour ainsi dire de confiance, ne pensant pas qu'il fût possible de suspecter la loyauté du roi. Mais celui-ci avait ajouté au brouillon le fameux paragraphe par lequel on faisait déclarer au duc « que si les Français ne consentaient pas à mettre bas les armes et à recevoir leur roi « Louis XVI, il ferait brûler Paris et exécuter à mort « un homme sur dix de la population. » Le duc, à la publication du manifeste, s'étant aperçu qu'on avait ajouté ce paragraphe, offrit sa démission au roi ; celui-ci ne voulut point la recevoir et s'humilia tellement devant le duc qu'il mit ce dernier dans l'impossibilité de persister dans un parti qui aurait compromis aux yeux du monde l'honneur de la cause qu'il avait juré de servir noblement. »

16° S. A. Charles - Georges - Auguste , prince héréditaire de Brunswick - Lunebourg.

Le margrave de Bade déposa sur le berceau du prince *Charles*, nouveau-né, la grand-croix du premier ordre de chevalerie de Bade.

Le canon de réjouissance signala la naissance de ce prince destiné à perpétuer la maison d'Este, l'une des plus anciennes dans les annales de l'Europe (1). Tout semblait présager au nouveau-né un avenir brillant ; mais bientôt la fortune lui devint contraire ; son grand père tomba frappé à mort sur le champ de bataille d'Iéna. La nouvelle de cette mort arriva le 16 octobre 1806 à Brunswick, et les Français s'emparèrent presque immédiatement de la ville et de la principauté. La duchesse Marie de Brunswick se retira en Suède, avec son fils Charles, auprès de sa sœur la princesse Frédérica, épouse de Gustave IV Adolphe. Après un séjour de six mois à Stockholm, la duchesse Marie et son fils se réfugièrent momentanément à Copenhague, de là à Carlsruhe, et enfin à Bruschal, où la duchesse Marie mourut le 20 avril 1808. Accablé de douleur, le père du prince Charles partit pour la Silésie, dans le dessein de faire lever, dans le duché d'Oëls qui lui appartenait encore, un corps de troupes destiné à marcher contre Napoléon ; il ne tarda pas à appeler son fils auprès de lui, et donna mission au colonel Nordenfels d'aller le chercher. Dans ce voyage le prince fut au moment de tomber dans les mains des Français, et ne dut son salut qu'à la présence d'esprit de son compagnon, qui avait poussé la précaution jusqu'à le déguiser et à lui faire avoir des passeports sous le nom de la comtesse de Rhétel. Toutefois

ce stratagème ayant été découvert par les autorités prussiennes, le prince et le colonel Nordenfels demeurèrent en quelque sorte prisonniers à Colberg ; il échappa enfin moitié par ruse, moitié par la force, à cette surveillance de la police, et parvint à s'embarquer pour la Suède et de là à se rendre en Angleterre, où il rejoignit son père vers la fin de l'année 1809.

Le prince Charles était encore dans sa première enfance. Les dernières années de l'époque impériale n'offrent à son égard aucun fait spécial... L'Europe coalisée l'emporta par le nombre sur le génie de Napoléon et sur le courage de nos soldats.... Roi captif, Napoléon fut relégué à l'île d'Elbe..... L'équilibre parut momentanément rétabli en Europe, le duc de Brunswick rentra en possession de ses états considérablement appauvris par les traités de la Sainte-Alliance, au bénéfice de l'électorat de Hanovre. Mais bientôt le retour miraculeux de l'aigle impériale à Paris motiva une nouvelle coalition des rois de l'Europe : le duc de Brunswick régna fut le premier à répondre à cet appel ; il trouva la mort dans les champs de Waterloo.

A dix ans le prince Charles se trouva donc héritier légitime du duché ; une tutelle devint nécessaire. Par testament olographe, le duc Frédéric-Guillaume avait confié cette tutelle à la grand-mère des jeunes princes (1), la margrave Amélie de Bade, craignant sans doute s'il confiait l'avenir de ses enfans à son beau-frère, le prince de Galles, régent d'Angleterre, qu'un tel tuteur n'eût pour eux la haine qu'il avait vouée à leur tante, sa femme ; par une triste prévision des malheurs réservés à sa race, il avait préféré à l'appui d'un prince puissant les soins tendres, éclairés et tout maternels d'une faible femme. Le prince de Galles, interpré-

(1) Les fatalistes trouvèrent un triste présage pour l'avenir du prince dans un accident arrivé à l'instant où sa naissance fut annoncée au peuple : un artilleur fut tué par le premier coup de canon tiré en réjouissance de la naissance de l'héritier présomptif de la couronne ducale.

(1) Le duc Frédéric-Guillaume laissait deux fils : l'aîné, Charles, dont nous nous occupons, et le second, Guillaume, actuellement duc régna de Brunswick.

tant de son autorité privée l'acte de dernière volonté de son beau-frère, et s'appuyant sur une phrase tout au moins douteuse d'un codicille, s'arrogea la tutelle des deux mineurs, et en délégua l'exercice et les droits au comte de Munster, son ministre dirigeant pour le royaume de Hanovre, ancien démembrement des vastes possessions territoriales de la puissante maison de Brunswick fait en faveur d'une branche collatérale, que le hasard des alliances matrimoniales rendit, au commencement du siècle dernier, héritière du trône des Stuarts.

Un des premiers soins du tuteur ou de son agent fut d'éloigner du jeune prince un vertueux chapelain, M. Prince, auquel son éducation avait été confiée par le duc Frédéric-Guillaume. M. Prince ayant résisté à de séduisantes propositions et refusant de se démettre de son emploi, on usa de violence à son égard, et si nous devons en croire un ouvrage récemment publié à Paris (1), « M. Schmidt Phiseldeck (secrétaire
« d'état), par ordre exprès du roi Georges IV, envoya un matin à quatre heures,
« une chaise de poste avec six hommes au
« château de Richemont où se trouvait
« alors le duc, fit surprendre au lit et bâillonner le chapelain, que l'on conduisit
« ainsi à Londres, comme l'on aurait pu
« le faire à l'égard d'un malfaiteur. Là le
« roi lui-même lui proposa encore une fois
« de résigner volontairement sa charge auprès du prince, et sur son refus il fut
« mené tout droit de Carlton-House à Bedlam, maison de fous, où il fut enfermé
« pour n'en jamais sortir.

« Prévoyant la résistance de M. Prince
« si l'on attentait à sa liberté, et sachant
« qu'on ne pouvait l'enfermer sans l'autorisation de sa famille, Georges IV fit répandre le bruit auprès de celle-ci que son parent avait donné en Allemagne des preuves

« non équivoques de folie. Dans sa bonté
« royale, et bien royale sans doute ! Georges
« avait cru devoir le faire venir à Londres
« pour qu'on lui prodiguât à Bedlam tous les
« soins qu'exigeait son état. Ces insinuations, parties de si haut lieu, produisirent
« l'effet qu'on en pouvait attendre. Qui eût
« osé supposer que la pensée d'une aussi
« horrible machination, d'un crime aussi
« atroce, serait entrée dans l'âme du souverain de la Grande-Bretagne ! La famille,
« complice involontaire du forfait, donna
« son consentement, croyant devoir des actions de grâces à celui qui en était l'auteur.

« M. Prince mourut noble victime de
« l'honneur ; il mourut à Bedlam pour n'avoir point voulu se prêter au plan d'éducation qu'on lui avait prescrit pour la tutelle du jeune prince. Il mourut, parce
« que l'on croyait sa mort indispensable
« au mystère dont on enveloppait cette
« affaire. »

Débarrassés de M. Prince, Georges IV et le comte Ernest de Munster, secondés par M. Schmidt, appelèrent auprès du prince Charles, en qualité de gouverneur, un nommé Eigner, ex-gouverneur des pages de Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie. M. Eigner fut l'homme selon l'esprit de la tutelle. Il donna la main au système d'éducation qu'on lui traça ; sa mission évidente était de retenir ses élèves dans l'ignorance ; aussi ne s'entoura-t-il que d'hommes inconnus dans le monde savant et disposés à obéir passivement à ses ordres.

Le plus jeune des deux princes, le duc Guillaume, docilement soumis à son entourage, montrait une disposition heureuse à favoriser les projets de la tutelle ; le duc Charles, au contraire, doué d'une intelligence précoce, ne supportait qu'impatiemment le joug qu'on lui avait imposé ; sa conduite tantôt altière, tantôt réservée, ne tarda pas à apprendre au comte de Munster que le jour viendrait où le fruit de si nébuleuses menées serait perdu, et que l'in-

(1) *Charles d'Este ou Trente Ans de la vie d'un Souverain.*

fluence illimitée qu'on s'était flatté d'obtenir sur l'esprit de ce jeune prince cesserait avec sa minorité, dont le terme était marqué par les lois qui régissaient de temps immémorial la maison de Brunswick, à l'âge de dix-huit ans accomplis.

Georges IV, par un acte de son bon plaisir et de sa pleine autorité, crut pouvoir prolonger la minorité du prince Charles jusqu'à vingt-un ans. Cependant les réclamations énergiques portées par le duc à la diète germanique, et les représentations de cette assemblée qui agissait sous l'influence du duc de Metternich, obligèrent Georges IV à faire remise au prince Charles de l'autorité souveraine, dès qu'il fut parvenu à l'âge de dix-neuf ans; mais avant d'abandonner la tutelle, le prince anglais avait assuré son autorité morale dans le duché de Brunswick, en apportant de notables changemens dans la constitution, et en déplaçant l'autorité des mains du duc dans celles de l'aristocratie. Il créait ainsi de grands embarras à son jeune pupille, dont il annihilait le pouvoir. Le duc Charles comprit sa position dès son arrivée à Brunswick; il protesta d'abord, mais eut plus tard la faiblesse, pour ne point amener une rupture immédiate avec Georges IV, de consentir à la promulgation de la nouvelle constitution qui eut lieu pendant une longue excursion qu'il entreprit en Europe, au commencement de 1824 (1).

La première année de son règne fut presque entièrement consacrée à visiter l'Italie et la France, la deuxième le fut exclusivement à l'Angleterre, où il fut reçu très-froidement par le roi, qui ne crut cependant

pas pouvoir se dispenser de lui donner des marques *officielles* de ses sentimens, en le nommant général de ses armées et en lui offrant un régiment de cavalerie, que le duc de Cumberland devait lui céder. Dans son excursion en Ecosse, le duc fut aussi honoré d'une faveur populaire par la ville d'Edimbourg, qui lui conféra le droit de bourgeoisie.

Dans le courant du mois de mars 1826, le duc, de retour à Brunswick, parut vouloir enfin prendre sérieusement les rênes de l'Etat, mais manqua de cette énergie et de cette constance qui seules donnent du poids aux grandes résolutions. S'étant bientôt absenté de nouveau pour aller visiter la cour de Prusse, le conseiller Schmidt saisit cette occasion pour abandonner son poste et se retirer en Hanovre, en emportant une grande partie de la fortune particulière du prince, dont il avait eu la gestion pendant la tutelle (1). Le duc dut rentrer précipitamment à Brunswick, et sollicita en vain du roi Georges l'extradition du conseiller transfuge: non seulement le roi d'Angleterre refusa cette satisfaction au duc, mais encore il témoigna sa gratitude à M. Schmidt pour sa conduite et sa soumission à ses volontés pendant la minorité du duc, en le nommant son ministre.

Dès ce moment commença entre les deux branches de la maison de Brunswick une guerre de pamphlets, dans laquelle la haute position du roi d'Angleterre lui donna l'avantage sur son adversaire. Le duc de Brunswick brisa enfin officiellement les langes de sa minorité, par l'émission d'une lettre patente, en date du 10 mai 1827, dans laquelle il disait « *que Georges IV aurait bien pu épargner à son règne la tache d'une usurpation.* » Georges IV répondit à cette lettre patente par une patente royale à laquelle le prince Charles répliqua. Toutefois, pendant

(1) Pendant ce voyage le duc tomba malade à Turin; le médecin appelé déclara que le prince était empoisonné, et mit en usage les contre-poisons. Nous signalons cet accident comme un fait, laissant à nos lecteurs le soin de faire des suppositions, et nous bornant à cette remarque que le prince avait déjà été empoisonné à Brunswick, et secondement qu'il avait échappé miraculeusement au poignard d'un assassin à Gènes.

(1) Des sommes considérables furent remises à Georges IV avec les comptes de tutelle.

cette lutte acharnée, le jeune duc s'adressa à la première cour de justice du royaume de Hanovre, pour obtenir justice des méfaits du fugitif Schmidt; mais Georges IV défendit à la cour devant laquelle l'affaire était portée de s'en saisir, et parvint à arrêter le cours de la justice.

Le duc de Brunswick accepta la bienveillante médiation du prince de Metternich, dans cette occurrence, d'autant plus difficile, que le roi d'Angleterre avait su rallier à lui les cours de Berlin et de Saint-Petersbourg, et une partie des membres de la diète germanique, auxquels le duc Charles portait ombrage; car il menaçait de saper à sa racine la puissance oligarchique de l'aristocratie de Brunswick. Toutefois la diète prit des résolutions contraires au jeune prince; elle arrêta que force devait demeurer à la constitution octroyée par Georges IV, et que le duc Charles s'humilierait devant l'autorité souveraine d'Angleterre.

Le duc de Brunswick opposa à ces décisions, de la diète une force d'inertie qui les annihila, et ce fut en vain que la Sainte-Alliance des princes seligua pour obtenir sa soumission. — « J'ai assuré que vous ne feriez rien de tout ce qu'ils demandaient, et « je crois que j'ai dit la vérité; n'est-ce pas? » écrivait au duc le prince de Metternich, et le duc répondait au prince, « *qu'il avait deviné ses sentimens.* »

L'affaire demeurait en suspens, Georges IV et les hauts cabinets n'osant recourir à la force, le duc Charles se montrant confiant dans son droit...; mais cette trêve ne put être de longue durée: un agent de Georges IV, le comte de Munster, premier ministre de Hanovre, eut mission de la rompre par la publication d'un libelle dégoûtant, signé de lui, et dirigé contre le duc. Insulté dans son honneur, le jeune prince fit acte de courage, et se plaçant au-dessus des lois de l'étiquette que se sont faites les têtes couronnées, pour masquer parfois leur lâcheté personnelle, il demanda

satisfaction armée au ministre signataire du pamphlet. L'agent de Georges IV avait trouvé en lui assez de dévouement aux volontés du maître, pour s'abaisser jusqu'à l'outrage; mais il ne sut point se relever en acceptant l'honorable provocation qui lui était adressée... Le duc disait: « Si vous voulez m'injurier, je veux me battre »; et son adversaire répondait par son silence: « Je veux injurier, et je ne veux pas me battre. »

Quelque disposés que nous soyons à nous borner au simple rôle de narrateurs des faits, nous ne pouvons nous dispenser de faire remarquer que dans cette circonstance du moins tous les hommes de cœur furent unanimes pour applaudir à la conduite du jeune prince et pour flétrir celle de son déloyal adversaire, qui du reste appuyait les attaques outrageuses de son ministre, en ordonnant la concentration d'un corps d'armée de dix mille hommes à la frontière du duché de Brunswick.

Dans cette difficile conjoncture, le duc crut devoir aussi ordonner la concentration de six mille hommes à Brunswick, et fit contre Georges IV un acte d'hostilité flagrante, en remplaçant sur la tombe de sa tante, la reine Caroline d'Angleterre, l'inscription que le roi avait fait arracher aux dépouilles de sa victime:

ICI REPOSE LA REINE ASSASSINÉE,
CAROLINE D'ANGLETERRE (1).

Toutefois le duc de Brunswick, comprenant bien que les chances de la guerre ne pouvaient lui être favorables, s'il devait soutenir une lutte armée contre son puissant agresseur, se garda bien de prendre l'offensive; fidèle aux conseils qu'il avait reçus naguère du prince de Metternich, sur les

(1) Le jeune prince qui a usurpé la couronne ducale de Brunswick s'est hâté de complaire au cabinet de Saint-James, en faisant de nouveau enlever cette inscription.

avantages de la temporisation en politique, il résolut de demeurer dans un état d'observation passive, du moins tant que cela lui serait honorablement possible, et de ne se défendre que dans le cas où il deviendrait absolument indispensable de le faire ; enfin de ne tirer l'épée qu'à la dernière extrémité. Cette conduite était en effet dictée par la prudence. Mais le caractère du jeune duc ne lui permit pas de rester long-temps dans un état d'inaction complète ; fatigué de l'incertitude dans laquelle il se trouvait et surtout de la froideur marquée que depuis quelques mois le prince de Metternich ne cherchait point à dissimuler dans ses rapports avec le ministre de Brunswick, le duc se détermina à se rendre inopinément à Vienne ; il quitta sa résidence dans la nuit du 4 juillet 1827, et quatre jours plus tard, il se présentait à la chancellerie d'Etat (1), accompagné de l'un de ses aides de camp et du baron Erstemberg, son ambassadeur à Vienne.

Le prince de Metternich ne put dissimuler la surprise que lui causait cette arrivée subite ; il feignit même de n'avoir point entendu le nom de la personne qu'on venait de lui annoncer (2), et dit au duc : « Lorsque mon valet de chambre est venu m'annoncer Votre Altesse, je lui ai dit qu'il se trompait, que Votre Altesse était à Brunswick et ne pouvait être ici ; mais le même valet de chambre m'ayant répété que c'était bien le duc de Brunswick qu'il connaissait parfaitement, je me suis levé tout en le gourmandant de son erreur. J'ai voulu, monseigneur, m'assurer moi-même de ce qu'il en était ; je vois qu'il avait raison ; mais

je suis encore à concevoir comment je n'ai été prévenu de votre arrivée, ni par l'envoyé à Brunswick, ni par la police de Vienne. »

Lorsque le duc fut entré dans le cabinet du prince, celui-ci dit : « Eh bien ! Monseigneur, êtes-vous disposé à suivre mes conseils, à vous conformer au désir que je vous ai fait expliquer par le baron Grabau ? S'il en est ainsi, je suis enchanté de vous voir ; dans le cas contraire, je ne saurais vous cacher que vous me mettez dans un cruel embarras. Voyez un peu : le roi d'Angleterre s'est plaint très-amèrement de la réception amicale et prévenante que l'empereur vous a faite pendant votre dernier séjour à Vienne. Il m'a écrit que j'oubliais mon vieil ami pour mon jeune ami. Il a fait demander par l'ambassadeur d'Angleterre d'empêcher que dorénavant vous soyez reçu à la cour jusqu'à ce que vous lui ayez donné la plus éclatante satisfaction. — Je suis venu ici pour m'entendre avec vous, répondit le duc ; le refus de me recevoir serait une déclaration de rupture à toujours. »

Le prince de Metternich parut sentir la valeur de cette objection et combien elle était fondée. Le prince en effet ne comprenait que trop bien le bon droit du duc, et les inconvéniens que pourrait entraîner une rupture définitive.

Après quelques momens de silence la conversation continua en ces termes : « Monseigneur, commença par dire le prince de Metternich, le roi d'Angleterre a tort et vous avez raison, c'est un point convenu, n'en parlons plus ; mais le cabinet autrichien se trouve en ce moment dans une position politique telle, qu'il doit souhaiter, avant tout, d'applanir vos malheureux différends et d'en effacer jusqu'aux moindres traces.

« Le comte de Munster fait tout ce qu'il peut pour faire de vos difficultés avec le Hanovre (que je considère et ne veux considérer que comme une affaire allemande), une affaire européenne, ce que malheureusement

(1) Résidence habituelle de M. de Metternich.

(2) Voir les mémoires que nous avons déjà cités : *Charles d'Este ou Trente Ans de la Vie d'un Souverain*. Nous empruntons à cet écrit le passage suivant, relatif à la conversation du duc avec le prince de Metternich ; l'auteur des mémoires déclare qu'il reproduit cette conversation avec la certitude de n'altérer en rien le texte des paroles des deux interlocuteurs.

elle est déjà presque devenue. Vous êtes plus raisonnable que le roi d'Angleterre; montrez-le en cédant. Je représente deux personnes : votre ami personnel et...; ici le prince prit la main du duc et la serra cordialement, puis reprenant son discours, et, ajouta-t-il, le premier ministre de l'empereur d'Autriche. Comme votre ami, je voudrais vous appuyer; comme ministre, je ne dois point compromettre les intérêts de ma monarchie, qui exigent qu'elle soit liée d'amitié avec l'Angleterre; rendez-vous donc de bonne grâce. »

Le duc répondit qu'il n'agirait point ainsi; qu'il ne pouvait se soumettre aux conditions honteuses qu'exigeait de lui le roi d'Angleterre; qu'il se défendrait jusqu'à la dernière extrémité.

Le prince de Metternich chercha encore à persuader au duc qu'un acte de soumission lui ferait plus d'honneur s'il était volontaire, que si, contraint par la force, il était obligé de se soumettre plus tard; mais le duc resta inébranlable, évitant toutefois de choquer le prince et cherchant à le ramener à sa manière de voir, qui, bien évidemment avait été précédemment la sienne et l'était probablement encore, mais sans pouvoir l'avouer.

Après ces tentatives infructueuses, le prince de Metternich, voyant qu'il ne suffisait pas seul pour déterminer le duc à faire ce qu'il lui demandait, passa dans une pièce contiguë à son cabinet, où travaillaient le baron Munch-Bellinghausen, président de la diète, alors en congé à Vienne, les conseillers d'état impériaux de Gentz et le baron de Kress; il les ramena avec lui auprès du duc. A leur arrivée dans le cabinet du prince, ils prirent place autour du duc et formèrent un demi-cercle, où il se trouva pour ainsi dire entre quatre feux. Alors le prince de Metternich récapitula en présence de ces messieurs tout ce qu'il venait de dire au duc; à la fin de chaque phrase il provoqua

leur opinion; on conçoit assez qu'elle dut être calquée sur celle du prince.

Le duc, pour couper court à tous ses discours inutiles, dit à M. de Metternich : « M'ayant prévenu que vous représentiez envers moi, pour ainsi dire en même temps, un ami et un ennemi, ne sortez pas de votre rôle; agissez en ennemi, mais prévenez-moi en ami. »

Le prince, assez surpris de la tournure que le duc donnait à ses propres paroles, réfléchit quelques instans, puis il dit : « Je désire rester neutre. » Sur cela le duc lui fit observer que la position dans laquelle il se trouvait était bien délicate: car enfin, dit-il, « comme ami vous ne sauriez m'abandonner, et comme ministre autrichien vous pouvez vous faire un mérite envers le roi d'Angleterre de m'amener, de me forcer à faire les concessions que vous exigez de moi. — Alors, dictiez-moi mon rôle, reprit vivement le prince; que voulez-vous que je fasse? — Commencez par empêcher le roi d'Angleterre d'exécuter les menaces qu'il fait, en feignant de les exécuter vous-même pour lui, en vous mettant à sa place. Renvoyez à Hanovre le ministre hanovrien de Bremer, qui se trouve à présent ici; renvoyez-le avec un message équivalent, et en lui déclarant que vous ne souffrirez pas que le territoire brunswickois soit violé en contradiction des lois fondamentales de la diète germanique et du traité de Vienne de 1815; demandez que le camp hanovrien soit levé, et qu'on ne fasse rien sans vous consulter. — Mais, dit le prince, si je fais tout cela, puis-je espérer que vous céderez.

LE DUC DE BRUNSWICK. — Je vous ai prévenu, mon prince, que je ne céderai qu'autant que je m'y verrai forcé. Par amitié pour moi vous avez bien voulu vous charger de ce rôle, exécutez-le.

LE PRINCE DE METTERNICH. — Mais, comment?

LE DUC. — Faites-moi des menaces.

LE PRINCE. — Si vous ne voulez pas céder,

nous ferons marcher des troupes contre vous. — Est-ce assez ?

LE DUC. — Non.

LE PRINCE. — Que voulez-vous de plus ; vous perdrez votre duché. On vous enverra voyager avec deux cent mille francs de rente.

LE DUC. — Fort bien. Mais je ne tiens pas autant à être instruit de vos intentions que de vos moyens d'exécution.

LE PRINCE. — Nous organiserons une conspiration de votre propre noblesse contre vous ; cette conspiration amènera une révolution de palais, à la suite de laquelle votre frère sera mis à votre place.

LE DUC. — Pas mal ; je suis content. Donnez-moi tout cela par écrit.

LE PRINCE. — Vous plaisantez ; assurément, et je vous jure que je parle si sérieusement que cela me serre le cœur et me ferait verser des larmes de sang. Votre légèreté est bien déplacée. Je vous prie d'être raisonnable et ne pas me faire perdre mon temps inutilement.

LE DUC. — Je ne plaisante nullement ; et ce n'est que parce que vous venez de dire être entré parfaitement dans mes vues que je vous prie de me l'écrire, et cela au nom de l'empereur, car vous sentez bien que parole dite ne vaut pas parole écrite.

LE PRINCE. — Ce que vous me demandez est impossible ; mais je vais vous écrire ce que je peux.

Alors le prince s'étant assis écrivit au duc, et lui remettant la lettre entre les mains lui présenta à signer une excuse de ses lettres patentes et une lettre au roi d'Angleterre, que le prince de Metternich avait lui-même rédigée.

Le prince insista pour que la lettre qu'il adresserait au duc fût censée avoir été envoyée par le baron de Grabau, avant le départ du duc de Brunswick, ajoutant que, de la même manière, le duc daterait de Brunswick les documens que réclamerait le prince.

Mais le duc ayant parcouru le brouillon de la lettre que l'empereur était censé lui avoir adressée ne la trouva point assez menaçante, et refusa, en conséquence, de signer les documens que lui soumettait le prince. Alors celui-ci, par forme de plaisanterie, prit dans un secrétaire placé près de lui un long poignard, et dit en le levant contre le duc : « Est-ce que ceci ne vous suffit pas encore ? »

LE DUC. — Non, certes. Car outre la lettre menaçante de votre empereur, il m'en faut encore une du roi de Prusse.

LE PRINCE. — Ma foi, je ne demande pas mieux, et vous me faites beaucoup de plaisir avec cette proposition ; mais, dans ce cas, autorisez-moi à envoyer à la cour de Prusse, pour la satisfaction du roi d'Angleterre, les documens que nous avons sous les yeux. Par là la Prusse verra ce qu'elle peut espérer en échange de ses menaces.... »

Le duc consentit à ce que demandait le prince, et dès la nuit suivante, le prince de Metternich expédia un courrier à Berlin.

Le duc attendit à Vienne la réponse aux notes diplomatiques expédiées à Berlin par le prince de Metternich, et fut reçu à la cour comme il l'avait été dans son précédent voyage. Le prince de Metternich donna même un bal magnifique en son honneur. Bientôt une réponse du cabinet de Berlin, rédigée par le ministre des affaires étrangères, comte de Bernstorff, arriva à Vienne. Le ministre prussien y exprimait, au nom du roi, que les rédactions convenues entre le prince de Metternich et le duc de Brunswick ne convenaient nullement à son cabinet.

M. de Bernstorff réclama contre l'expression de *malveillance* contenue dans une des pièces destinées à être soumises au roi. Puis ce ministre demanda la révocation des lettres patentes du 10 mai, chose que le cabinet autrichien n'avait encore nullement exigée.

Le prince de Metternich et M. Munch-

Bellinghausen avaient au contraire jusque-là toujours soutenu que le duc ne devait jamais révoquer ses lettres patentes tant que le cabinet autrichien se mêlerait de l'affaire.

En troisième lieu, le comte de Bernstorff envoyait pour la signature du duc une lettre qu'il appelait sentimentale et filiale, pour l'ex-tuteur qui, disait-il, avait été paternel pour le duc.

A ces dépêches était jointe une lettre du roi de Prusse adressée au duc, dans laquelle Frédéric-Guillaume l'assurait qu'il ne souffrirait jamais que les troupes hanovriennes occupassent le duché de Brunswick.

Cette lettre ne servait pas seulement à accompagner les dépêches du comte de Bernstorff; c'était en même temps une réponse à celle que le duc avait fait parvenir au roi par le lieutenant général brunswickois, baron de Herzberg.

Le prince de Metternich goûta beaucoup les nouvelles rédactions faites à Berlin, en disant qu'il les trouvait bien supérieures aux siennes dans l'intérêt du duc. Mais celui-ci ne dissimula point son opinion contraire, et adressa à ce sujet au prince une note verbale.

A dater de ce moment de nouvelles négociations furent entamées entre le prince et le duc, lesquelles eurent pour base les rédactions proposées par le duc. On jugera que c'était un changement important, si l'on veut bien se rappeler que les premières propositions avaient été faites et rédigées par l'Autriche, et les secondes par la Prusse; enfin les troisièmes l'étaient donc par le duc de Brunswick. Ces propositions, conformes à la rédaction nouvelle, furent envoyées à Berlin comme les précédentes par un courrier impérial. Le duc de Brunswick et le prince de Metternich continuèrent à être parfaitement d'accord. Un long temps s'écoula avant l'arrivée de la seconde réponse du cabinet prussien. Elle arriva enfin à Vienne, et cette réponse n'était que la répétition des premières propositions que le mi-

nistre Bernstorff avait déjà transmises, et que, comme on l'a vu, le duc avait rejetées quelques semaines auparavant. En même temps l'envoyé prussien à Vienne, le baron de Mählzahn, sollicita une audience du duc, dans laquelle il s'efforça, mais vainement, de le ramener aux intentions de sa cour. Plusieurs semaines s'écoulèrent encore en pourparlers et en expéditions de nouvelles propositions. Pendant ce temps Georges IV était resté paisiblement dans l'attente de la conclusion de ces négociations; aussi le duc résolut-il de les faire trainer en longueur, et ajouta une nouvelle complication à la solution de la question en quittant la capitale de l'Autriche, et en retournant dans ses états.

Dans cette occurrence, et seul confident des motifs de son départ, le duc en justifia la précipitation inattendue par l'indispensable nécessité de sa présence à Brunswick.

M. de Metternich insista vivement pour que, avant de partir, le duc prît encore avec lui, et par écrit, l'engagement formel, en cas d'adhésion de la Prusse, de s'en rapporter à la teneur des rédactions soumises en dernier lieu à son approbation. Le duc et le prince conclurent donc ensemble une convention qui plus tard a été désignée sous la dénomination de convention des quatre articles.

Après avoir pris congé de l'empereur et de l'impératrice, le duc quitta Vienne en février 1828. Les négociations continuèrent encore; mais le cabinet prussien ayant refusé d'adhérer à la rédaction des dernières propositions arrêtées à Vienne, le duc répondit aux cours de Vienne et de Berlin qu'il se considérait désormais libéré d'une parole qu'on n'acceptait pas, et que dès lors il ne prendrait plus conseil que des circonstances et de sa dignité de souverain.

En conséquence de cette détermination le duc pensa que le moment était venu où il fallait que le gouvernement brunswickois présentât, à la diète germanique de

Francfort, une plainte contre le Hanovre, à l'occasion de la conduite tenue par ce gouvernement dans l'affaire relative à l'évasion du conseiller de Schmidt, et fit choix pour remplir cette mission de M. Fricke conseiller d'état.

Cependant la Prusse ne manqua point de répondre aux dépêches brunswickoises qui lui avaient été adressées, en disant qu'elle n'avait nullement entendu vouloir rompre les négociations entamées à Vienne; l'Autriche, en soutenant le gouvernement prussien, demanda au duc d'accomplir ses promesses. Mais celui-ci répondit à l'Autriche et à la Prusse qu'il n'avait jamais consenti à se soumettre aux nouvelles exigences qu'ils appuyaient, comme par exemple, d'envoyer un ambassadeur à Londres; qu'il n'avait jamais promis de ne point se plaindre auprès de la diète germanique des torts que lui avait faits le gouvernement hanovrien, et que si l'Autriche et la Prusse comptaient le mystifier, il ne se prêterait point à être leur dupe; il convenait d'avoir promis au prince de Metternich de faire certaines démarches, si la Prusse voulait, conjointement avec l'Autriche, en accepter la responsabilité: que cette dernière puissance ayant répondu par un refus, il se considérait d'autant plus comme étant délié de ses engagements, que la Prusse ne s'arrêtait pas seulement à un refus pur et simple, que outre cela elle prenait sur elle d'y ajouter de nouvelles et inadmissibles exigences, dans lesquelles elle était soutenue par l'Autriche.

Pendant ce temps Georges IV se refusait constamment à délivrer entre les mains de son pupille la fortune privée de celui-ci qu'il avait gardée; il déclara même qu'il ne la rendrait qu'en échange d'une satisfaction politique de la part du duc.

Les cabinets de Vienne et de Berlin, offensés de la conduite du duc, le menacèrent à leur tour de porter plainte contre lui, à cette même diète de Francfort dont il invoquait l'arbitrage, et cela sous le prétexte

qu'il se refusait à exécuter un traité conclu avec ces deux puissances. Cependant le duc de Brunswick étant resté sourd aux instances réunies de la Prusse et de l'Autriche, celle-ci ne voulut point entrer dans les vues de la Prusse qui proposait de brusquer l'affaire avec le duc à la diète, par une proposition présidiale qui aurait pour but de condamner à la majorité des voix le jeune duc à exécuter le traité austro-brunswickois.

Pendant ce temps de nouvelles provocations furent adressées au comte de Munster, par M. de Praun, grand veneur du duc de Brunswick; elles restèrent sans réponse de la part du ministre hanovrien, mais donnèrent lieu au roi Georges IV de renouveler ses exigences auprès de la diète germanique; il demanda entre autres choses que le Prince fût déclaré incapable de gouverner et mis en curatelle. Le roi déclara en même temps qu'il ne voulait plus entendre parler de la médiation des cabinets de Vienne et de Berlin; de leur côté ces deux puissances déclarèrent que, s'étant une fois mêlées des différends de l'oncle avec le neveu, elles ne s'en dessaisiraient point sans le consentement des deux parties, ou sans avoir amené cette affaire à un résultat quelconque.

Quant à ce qui concernait la demande du roi de faire déclarer le duc incapable de gouverner et de le mettre sous curatelle, elles ne voulurent pas même en entendre parler, et refusèrent de recevoir les notes diplomatiques par lesquelles le gouvernement anglais exigeait cette satisfaction pour le roi. En outre la Prusse et l'Autriche firent adresser au duc de Brunswick, par la diète, la prière de ne point poursuivre sa plainte contre son tuteur, avant que ces deux puissances elles-mêmes eussent perdu tout espoir d'aplanir d'une autre façon les différends existans entre le Brunswick et le Hanovre; mais le duc répondit le 22 mai et le 12 juin 1828 qu'il ne retirerait point les plaintes portées par lui à la diète contre le Hanovre,

Alors le roi d'Angleterre, trouvant que l'intervention de l'Autriche et de la Prusse marchait beaucoup trop lentement selon ses desirs, résolut de tenter, avant d'aller plus loin, jusqu'où il pourrait pousser la violence contre le duc. A cet effet il donna l'ordre au sixième régiment d'infanterie hanovrien et à une division de ses lanciers, de se détacher du camp de manœuvre duquel nous avons parlé plus haut, et qu'il n'avait point voulu disperser, nonobstant les réclamations de l'Autriche et de la Prusse à cet égard, et de se rendre sur le territoire du duché de Brunschwick.

Le duc, à la première nouvelle qu'il reçut de cette menace par un courrier, envoya le conseiller d'état d'Amsberg à Hanovre, le major général baron de Buttlar à Vienne, et des envoyés extraordinaires auprès des autres cours d'Allemagne, pour leur représenter le danger qui résulterait pour tous les gouvernemens de cette violation de la part du Hanovre, et de la résolution où il était de soulever tout son duché pour repousser les agresseurs, et même, s'il le pouvait, envahir le Hanovre.

A l'arrivée de l'envoyé brunswickois en Hanovre, le duc de Cambridge, gouverneur des États allemands du roi d'Angleterre, désavoua tout projet d'invasion étrangère ; toutefois, malgré ce désaveu de pure forme, le duc de Cambridge refusa pour le moment la satisfaction que lui demandait le duc de Brunswick, sous le prétexte de n'en pouvoir accorder sans l'adhésion préalable du roi.

Cependant l'Autriche, la Prusse, les États de la confédération, enfin la diète germanique entière, furent indignés de ce dernier acte de violence de la part du roi de Hanovre, et les deux puissances, quoiqu'en promettant de soutenir le roi, et même de s'allier avec lui pour demander à la diète germanique une satisfaction des prétendues offenses du duc, déclarèrent qu'elles s'opposeraient par la force des armes, s'il en

était besoin, à toute nouvelle hostilité de la nature de celle dont le duc avait si légitimement à se plaindre en ce moment. Alors Georges IV, ayant épuisé tous ses moyens de vengeance, résolut de mettre en avant contre le duc ses propres États, c'est-à-dire sa noblesse qui, à elle seule, représentait le peuple auprès du souverain ; celle-ci en effet présenta au duc une adresse par laquelle elle invoquait sa sanction en faveur du pacte conclu précédemment entre elle et le roi Georges IV, par l'intermédiaire du comte de Munster. Le duc refusa cette sanction ; car, par ce pacte, tous les droits du prince et du peuple avaient été sacrifiés en faveur de l'aristocratie ; un article, entre autres, déclarait nulle toute ordonnance du prince qui ne serait pas contre-signée par un ministre, lequel ne pouvait être choisi que dans l'aristocratie du pays (1). Par son refus le duc poussa à bout la noblesse brunswickoise, qui se joignit ouvertement au roi d'Angleterre auprès de la diète de Francfort.

A dater de ce moment, la diète, assaillie par les insinuations secrètes et les réclamations officielles du roi d'Angleterre, ne crut plus pouvoir prolonger l'indécision réservée dans laquelle elle s'était maintenue ; elle se décida donc à députer vers le duc l'un de ses membres, le comte de Lindenau, avec la mission de lui faire connaître les exi-

(1) A Brunswick la nation n'était point représentée, comme en France et en Angleterre, par l'élection : l'éligibilité ne résidait point dans les personnes ; elle était tout entière dans les choses, c'est-à-dire dans l'hérédité des propriétés foncières ; inhérente à leur possession, elle passait aux acquéreurs de ces mêmes propriétés toutes les fois que le souverain leur conservait ce privilège ; enfin le droit de représentation appartenait aussi à une certaine classe de fonctionnaires, tels que bourgmestres ou maires. Pour s'assurer des voix, les ancêtres du duc avaient acquis un certain nombre de fiefs, auxquels le droit d'élection appartenait de droit, comme dans ce qu'en Angleterre on appelait les bourgs-pourris avant la dernière réforme.

gences de Georges IV ; le comte était en outre porteur d'une lettre confidentielle de la diète pour le duc. Dans cette missive on pria instamment Son Altesse de céder par amour pour le bien général de l'Allemagne, sinon pour son propre intérêt. En outre on regardait comme un devoir de prédire officieusement au duc que, par une résistance plus long-temps prolongée, il se perdrait moralement et physiquement, et que si plus tard il voulait frapper à une porte, on ne la lui ouvrirait pas (1).

Ces communications n'étaient point faites pour rassurer beaucoup le duc, auquel il ne restait pas même les moyens de défense que donne la publicité, parce que non seulement toutes les gazettes allemandes étaient ouvertes aux attaques contre lui et point à ses réponses, mais aussi par la raison que les protocoles et imprimeries de la diète lui étaient également fermés.

Ayant appris en même temps que la diète avait l'intention de le condamner sans l'entendre, le duc fit remettre à Francfort une déclaration dans laquelle il disait que, dans le cas où la diète forcerait son gouvernement à faire quelque démarche que ce fût, il la déclarait d'avance nulle et sans valeur, ajoutant que dans la supposition d'une condamnation aussi illégale, son ambassadeur avait l'ordre de quitter la diète ; mais non-obstant cette déclaration, la diète nomma une commission dans son sein, chargée de rédiger les conditions auxquelles on soumettrait le duc envers le roi, pour en finir, et de présenter les moyens d'exécution. Cette commission, après avoir siégé pendant six semaines, proposa à la diète d'exiger du duc :

1° Une lettre au roi, qu'elle aurait elle-même rédigée ;

2° L'envoi d'un ambassadeur extraordinaire pour la porter ;

3° La révocation de l'édit du 10 mai ;

4° Le duc de Brunswick punirait son grand veneur, le baron de Praun, pour la provocation qu'il avait fait parvenir au comte de Munster.

Et, pour moyen de contrainte, de charger le roi de Saxe et l'électeur de Hesse d'une exécution militaire, après avoir laissé six semaines de temps au duc pour se rendre à l'amiable.

La diète ayant notifié au duc la décision prise par sa commission, ce prince, qui d'ailleurs, pendant toute la durée de ses différends avec le roi, n'avait jamais manqué l'occasion de protester d'avance contre les décisions qu'on pourrait prendre envers lui, aussi bien qu'après ces décisions (ce qu'il avait fait notamment dans la vingt-huitième séance de la diète germanique à Francfort, le 25 juillet 1829), ce prince, disons-nous, ordonna à son ambassadeur ordinaire à la diète, le baron de Marschall, ainsi qu'à son ambassadeur extraordinaire, le général de Buttlar, de ne déférer jamais dans aucune circonstance aux propositions de la commission.

Un rapport sur ces déclarations ayant été transmis aux cours respectives, celles de Dresde et de Cassel envoyèrent des ambassadeurs à Brunswick pour annoncer leur intention de refuser, par leurs envoyés à Francfort, l'exécution militaire dont on voulait les charger ; elles alléguèrent que leurs souverains étaient trop liés de parenté et d'amitié avec le duc de Brunswick pour pouvoir accepter une pareille mission.

Cependant le duc, après avoir consulté son conseil d'état, se décida à leur répondre qu'il enverrait des envoyés extraordinaires à Dresde et à Cassel pour remercier le roi et l'électeur de leurs bonnes dispositions, et les prier de ne point se refuser à l'exécution en question, parce qu'il était instruit que la diète désirait vivement ce refus, dans la pensée qu'alors elle pourrait en charger le roi de Prusse, qui brigait cette entre-

(1) Paroles textuelles que nous empruntons aux mémoires de Charles d'Este, déjà cités.

prise, et qu'il aimait mieux avoir affaire à des amis qu'à un ennemi puissant.

Les sollicitations même du duc de Brunswick ne purent déterminer l'électeur de Hesse à accepter cette mission; le roi de Saxe se montra plus accessible, et répondit que dans le cas d'exécution il agirait avec toute la douceur possible et en se conformant, autant qu'il serait en lui, au désir du duc.

Mais cette affaire n'était point encore au moment d'être terminée; le général baron de Buttlar fut chargé par le duc de faire tous ses efforts, à Vienne et à Francfort, pour retarder toute agression de la diète, en lui faisant tous les jours de nouvelles propositions de paix, toujours basées sur ce point : à savoir, que le duc ferait toutes les démarches envers le roi, que celui-ci les lui rendrait, et que ces démarches une fois faites, la diète en garantirait les conséquences.

Le baron de Marschall avait reçu l'ordre de remettre à la diète une note-circulaire, signée par le baron de Munchhausen, premier ministre du duc de Brunswick, et imprimée in-folio, sur vélin, formant 163 pages, contenant les dix-huit principaux griefs du duc contre le roi, appuyés de 44 pièces justificatives.

Par cette note il fut prouvé que le roi Georges IV avait été l'agresseur, et ne devait donc attribuer qu'à lui-même toutes les conséquences fâcheuses qui étaient résultées de ce que, en 1815, il avait usurpé la régence du duché de Brunswick; de ce que, en 1822, il avait prolongé la durée de cette usurpation, lorsque, d'après le droit public d'Allemagne et le droit privé de la maison de Brunswick, le duc de Charles était déjà majeur; et que, enfin, en 1827, après avoir été obligé de céder le gouvernement des états brunswickois à qui de droit, il avait insulté le duc Charles, en débauchant de son service le conseiller privé, Schmidt de Phiseldeck, qu'il avait auparavant rendu traître

envers son maître, en lui accordant une promesse secrète de service.

Cette note prouvait encore que c'était le roi qui avait insulté le duc en dernier lieu, par les libelles signés, d'après l'ordre du roi, et en son nom, par le comte de Munster.

Dans cette note était contenue la déclaration officielle du duc, qu'il n'avait point eu l'intention d'insulter le roi, son oncle, en publiant son édit du 10 mai, et, qu'en conséquence, les griefs brunswickois faisaient plus que compensation avec ceux que le roi prétendait avoir reçus. Que si Georges IV exigeait, avant tout, la révocation de l'édit du 10 mai 1827, le duc exigerait avec dix fois plus de raison.

1° L'extradition du conseiller privé, secrétaire d'état, Schmidt de Phiseldeck, convaincu de félonie et de haute trahison envers son seul souverain légitime;

2° Des excuses officielles du libelle Munster;

3° Cent milles livres sterling pour la dissipation des fonds de l'état ainsi que des deniers privés du duc, et pour les routes militaires indûment établies sur le duché de Brunswick, lorsque le traité de Vienne voulait que ces routes passassent seulement sur le territoire hanovrien, et que, au mépris de ces stipulations, le roi avait fait faire sur le territoire brunswickois, et dont l'entretien coûtait tous les ans de très-fortes sommes.

4° Le renvoi du comte de Munster, etc., etc., etc.

Dès lors, Georges IV, effrayé par les demandes du duc et par l'attention que la diète germanique faisait semblant d'y prêter, chercha à corrompre le frère du duc souverain, le prince Guillaume de Brunswick, qui servait dans l'armée prussienne avec le grade de capitaine de cavalerie, en garnison à Berlin, et l'envoya à son frère pour le montrer comme une espèce de drapeau aux mécontents du duché. Mais le duc, prévenu secrètement, conjura son frère

de ne jamais se prêter à une trahison qui pourrait le forcer de prendre, à son égard, des mesures qui lui répugneraient beaucoup. Le prince répondit que jusqu'alors on n'avait fait auprès de lui aucune tentative semblable ; qu'au surplus, son souverain pourrait toujours compter sur son entier dévouement, parce qu'il avait reporté sur son frère aîné tous les sentimens d'amour et de respect qu'il avait eus pour son père.

Presque en même temps que la réponse du prince Guillaume, un ultimatum des grandes puissances était arrivé à Brunswick. Aux termes de cet ultimatum, on donnait quinze jours au duc pour qu'il eût le temps d'agir volontairement, en arrêtant toute décision de la part de la diète. Le duc, pour toute réponse, envoya un refus péremptoire et absolu. Alors les grandes puissances, sans plus de ménagemens, poussèrent en avant la diète germanique contre le duc, et, le 27 août 1829, elle prit une décision par laquelle elle le condamna à révoquer son édit du 10 mai, etc., en lui laissant un délai de quatre semaines, c'est-à-dire jusqu'au 27 septembre, pour se conformer à ses volontés.

Le duc fit transmettre aux divers cabinets de nouvelles protestations ; elles n'empêchèrent point la diète de lui adresser dans le courant d'octobre une nouvelle injonction de se conformer à ses vœux ; elle lui accordait un second délai de quatre semaines, mais elle le menaçait d'une exécution militaire en cas de récidive. Embarrassée au plus haut degré, voulant agir d'un côté, et de l'autre ne l'osant pas, la diète germanique hésitait toujours à en venir à une dernière extrémité.

Le duc lui-même se voyait placé dans une position vraiment critique, menacé qu'il était par toutes les puissances de l'Europe, par la diète germanique, et dans son propre pays, par tout ce qui l'entourait. Il avisa donc au moyen, en cas qu'il perdît son duché, de ne point perdre toute sa fortune privée ; car il

mettait en doute le résultat d'une résistance à l'extérieur, entouré, comme il l'était chez lui, d'une aristocratie mécontente, en possession non seulement de tous les emplois de l'état, mais aussi de tous les commandemens militaires. Dans cette difficile conjoncture, il prit la résolution, qu'il tint secrète, de se rendre à Paris, pour y réclamer directement l'intervention de la France, seule puissance qui, depuis le moment où les monarques absolus avaient voulu se mêler de la querelle du duc de Brunswick et du roi d'Angleterre, avait cessé de prendre part aux négociations diplomatiques, relatives aux intérêts du duc.

Dès son arrivée à Paris, le duc en fit donner officiellement avis à M. de Polignac, qui se borna à accuser réception de cet avis, en ajoutant qu'il aurait l'honneur de le mettre sous les yeux du roi. Huit jours s'étant écoulés sans que la cour de France eût paru se douter de la présence du duc à Paris, celui-ci se rendit un matin en personne chez le prince de Polignac, pour l'instruire de l'objet de son voyage. La conversation suivante s'engagea entre eux.

LE DUC. — Mon prince, je suis fâché de vous déranger, mais j'ai à m'entretenir avec vous.

LE PRINCE. — Eh bien ! Monseigneur, vous voilà à Paris ! Avez-vous l'intention d'y faire un long séjour ?

LE DUC. — Je ne sais encore : vous devez connaître mes différends avec le roi de la Grande-Bretagne, mon oncle ; je me suis rendu ici, autant pour me soustraire aux violences de la diète germanique envers moi que pour réclamer l'intervention du roi.

LE PRINCE. — Monseigneur, je suis fâché que vous ayez quitté vos états ; vous vous trouvez ici dans une *fausse position* ; le roi, mon maître, ne peut vous recevoir sans donner ombrage à ses alliés.

LE DUC. — Si cela est ainsi, je sais à quoi m'en tenir ; alors il me restera seulement

à faire des vœux pour que votre *position* ne devienne jamais plus *fausse* que la mienne ne l'est actuellement ; adieu.

En rentrant chez lui, le duc dicta au colonel de Girsewald une dépêche dans laquelle il informait la diète de sa présence à Paris, et de la résolution qu'il avait prise de perdre son duché plutôt que de céder à ses exigences. La diète parut frappée de cette détermination, et prit de nouveaux arrêtés dans lesquels elle se bornait à exiger du duc la révocation de son édit du 10 mai ; mais on l'exigeait impérieusement.

Cependant les puissances doutant encore de la soumission du duc à leur arrêt ainsi simplifié s'adressèrent à lui d'abord, par l'intermédiaire du prince de Polignac, et puis par celui de l'ambassadeur de Saxe à Paris, afin de l'engager à ne point troubler la paix générale de l'Europe et celle de l'Allemagne en particulier ; mais ce fut vainement, le duc resta inébranlable : la diète de son côté ne se pressa point de faire procéder à l'exécution décrétée ; car, d'une part, elle redoutait la résistance opiniâtre du jeune duc, et d'autre part, Georges IV était dans un état de santé désespéré. Toutefois elle agit auprès des ministres brunswickois, et obtint d'eux personnellement la révocation de l'édit du 10 mai, révocation contre laquelle le duc déclara hautement son intention de protester ; mais, Georges IV étant mort, le duc se rendit aux désirs du nouveau roi d'Angleterre, qui lui avait constamment témoigné beaucoup d'affection, et ne fit point de nouvelles protestations auprès de la diète, qui de son côté révoqua l'ordre d'exécution militaire lancé contre lui.

Après la mort de Georges IV, Charles X s'empessa de faire oublier au duc, par l'accueil le plus distingué, les torts de ses premières froideurs ; celui-ci demeura donc encore quelque temps à Paris, et s'y trouvait encore lorsqu'éclata le mouvement révolutionnaire de juillet ; il vit commencer et finir cette mémorable

lutte entre le despotisme et la liberté ; il admira nos héros des barricades, et assista en étranger curieux de tout voir aux diverses et glorieuses péripéties de ce drame sanglant. Prévoyant aussitôt le contre-coup terrible que l'Allemagne allait recevoir de cette commotion électrique, il eut hâte de revoir sa patrie pour y suivre de plus près les événements dont il prévoyait qu'elle allait être le théâtre, et, en dépit de la diète germanique, y jouer au besoin un rôle actif. Dès les premiers jours d'août, il était de retour à Brunswick. Cependant, sauf une sourde agitation des esprits, l'Allemagne demeurait calme et impassible à la surface, et chaque jour qui s'écoulait de plus éloignait davantage la possibilité de la réalisation des prévisions générales. Le roi d'Angleterre ayant réitéré l'invitation qu'il avait adressée à Paris à son jeune neveu, le duc de Brunswick comprit que résister à des avances si marquées serait le moyen de perdre l'appui de l'opinion publique, qui attachait un grand prix sous les rapports politiques et commerciaux à sa réconciliation avec le Hanovre. En conséquence il annonça qu'il allait partir pour Londres, et, contrairement aux usages constamment suivis jusqu'alors par les officiers de sa cour, l'époque de son départ fut officiellement annoncée et fixée au 8 du mois de septembre suivant, des équipages (1) et des fourgons expédiés, et un paquebot retenu à l'avance. Ce projet de voyage devint le prétexte d'un mouvement populaire trop habilement combiné pour ne pas ressembler à une conjuration.

Le 6 septembre, à la sortie du spectacle, un certain nombre d'individus, soigneusement masqués, environnèrent la voiture du duc, qui retournait sans escorte à son palais, et la suivirent, quand elle eut pris le

(1) Voulant se montrer avec éclat à la cour de Londres, le duc se faisait précéder de cinquante magnifiques chevaux la plupart perses ou arabes ; ils étaient partis sous la conduite d'un Français, M. Alload, à qui le prince avait donné le titre de son écuyer.

trot, en poussant de vagues clameurs au milieu desquelles on distinguait cependant l'expression du mécontentement causé dans le public par le départ du duc pour l'Angleterre. Le prince, de retour au palais, donna ordre à son ministre de faire des recherches pour découvrir quels étaient ces pétitionnaires si désireux de garder l'anonyme, et crut voir dans cette vaine démonstration l'intention qu'avaient eu de l'effrayer les nombreux ennemis qu'il comptait dans les rangs de l'aristocratie, toute puissante encore, quoi qu'il eût tenté d'ailleurs contre elle, puisqu'elle disposait de toutes les places de l'état, appuyée qu'elle était par la diète germanique. Il persista donc dans son projet, et, à l'heure fixée, au moment où la place du palais était encombrée d'une multitude rassemblée par les préparatifs du voyage, et des groupes de laquelle partaient de temps à autre des clameurs improbatives, le duc monta à cheval, et fit représenter au peuple par un de ses officiers qu'on l'égarait en lui peignant son voyage comme fatal au pays, puisqu'il n'était au contraire entrepris que dans l'intérêt de ses relations politiques et commerciales avec le Hanovre, interrompues à son grand préjudice depuis si long-temps ; puis, avec une faible escorte, il gagna l'endroit du parc où l'attendaient ses équipages.

Son départ fut le signal des désordres les plus affligeans. Cette multitude, naguère si calme, se rua aussitôt sur le palais, que n'essayèrent pas d'ailleurs de défendre les troupes rangées en bataille dans la cour, et qui en quelques heures ne présentait plus que le spectacle de la ruine et de la désolation. Enivrée par ses propres excès et excitée par des agens provocateurs, la multitude incendia le palais, et en peu d'instans l'une des plus magnifiques résidences princières de l'Allemagne, célèbre par ses riches collections d'objets d'arts et d'antiquité, ne fut plus qu'un monceau de cendres. Le désordre dura toute la nuit : le len-

demain une garde nationale, improvisée la veille au milieu même de l'insurrection, rétablit l'ordre public et institua un gouvernement provisoire composé d'hommes appartenant à l'aristocratie du duché. Cependant le duc Charles poursuivit sa route pour Londres, où il reçut le rapport officiel des désastres qui avaient suivi son départ, rapport à lui adressé par le gouvernement provisoire, qui désavouait hautement le passé et prenait des engagements solennels pour l'avenir. Les relations officielles de l'autorité insurrectionnelle avec le chef de l'ancien gouvernement durèrent pendant dix jours. Dans l'intervalle la diète intervint à l'instigation de l'aristocratie, et appela le frère puîné du duc à prendre provisoirement les rênes de l'état.

Le duc revint en Allemagne et tenta, avec les faibles ressources qu'il avait encore à sa disposition, de rentrer dans ses états.

Il publia diverses proclamations qui excitèrent contre lui la haine de tous les princes de l'Europe ; le duc promettait au peuple :

- 1° Le suffrage universel ;
- 2° L'abolition de la noblesse héréditaire et de tous les droits féodaux ;
- 3° Que la justice serait rendue au nom de la loi et non plus au nom du souverain ;
- 4° Le droit à tout citoyen des états de Brunswick de s'opposer, par la force, à une force qui ne serait pas légale ;
- 5° Une seule chambre ;
- 6° L'abolition de l'esclavage et des dîmes ;
- 7° L'introduction de nouvelles couleurs nationales comme symbole de la liberté ;
- 8° L'abolition des impôts directs ;
- 9° L'institution d'un jury national ;
- 10° L'abolition de la conscription ;
- 11° La liberté absolue de l'enseignement ;
- 12° Les institutions municipales et départementales remises entre les mains du peuple seul, qui seul aurait droit d'élire ses magistrats, ses préfets et autres fonction-

naires municipaux, mais à la charge par lui de pourvoir à leur traitement.

Ces diverses proclamations furent lancées d'Ellerich, où le duc s'était rendu, et où il avait été rejoint par un assez grand nombre de paysans, avec lesquels il voulait tenter de rentrer sur le territoire de Brunswick. Dans son trajet, le duc ayant fait halte à Ostende, son séjour dans cette petite ville fut dévoilé à ses ennemis, qui suscitèrent une émeute contre lui, à la suite de laquelle il fut forcé de fuir, et se trouva en butte aux poursuites de lâches assassins.

Blessé dans sa fuite d'un coup de couteau dans le bras, le duc, seul avec un domestique français, qui lui était demeuré constamment fidèle, se réfugia d'abord sur le territoire de l'électeur de Hesse, et de là à Gotha, où il fut affectueusement accueilli par le prince souverain de Saxe-Cobourg. Mais prévenu que la diète persistait dans ses dispositions hostiles à son égard, et disposait de sa couronne ducale (1), il ne se crut plus

(1) Nous croyons devoir reproduire comme pièce historique le décret en vertu duquel la diète germanique disposa extra-légalement de la couronne ducale et souveraine de Brunswick :

EXTRAIT DU QUARANTIÈME PROTOCOLE DE LA CONFÉ-
DÉRATION GERMANIQUE, § 304.

Du 2 décembre 1830.

La diète germanique, pénétrée de la conviction que, dans les circonstances actuelles, le maintien de la tranquillité et de l'ordre légal dans le duché de Brunswick exige impérieusement une décision suprême, émanant de l'autorité de la diète, relativement à l'autorité souveraine dans ce pays, et qu'une organisation définitive relativement au gouvernement futur de ce duché ne saurait être arrêtée de la part des Agnats, d'après les dispositions de la loi qui règle l'ordre de succession à la souveraineté,

DÉCRÈTE :

1^o S. A. S. le duc Guillaume de Brunswick-Oels sera prié de se charger de l'exercice de l'autorité souveraine dans le duché de Brunswick, jusqu'à décision ultérieure, de prendre toutes les mesures nécessaires au maintien de la tranquillité, de la sécurité publique et de l'ordre légal dans le duché de Brunswick, et de faire publier qu'il agit d'après l'invitation de la diète germanique; en tant d'ailleurs que Son Altesse Sérénissime aurait besoin de secours extraordinaires pour le maintien de l'ordre légal attaqué de vive force, et que l'urgence du cas ne permettrait pas de s'adresser préalablement à la diète, Son Altesse Sérénissime trouverait dans la décision de la diète du 21 octobre les secours préparés par la diète, sous une assistance immédiate.

2^o Il sera laissé à la disposition des légitimes Agnats du duc Charles de Brunswick, de délibérer et de prendre telle mesure qu'il sera nécessaire, relativement à l'ordre définitif pour l'avenir que réclame, dans ce déplorable état de choses, le maintien de l'ordre légal et de la tranquillité publique dans le duché de Brunswick, en conformité à la loi qui règle l'ordre de succession dans la maison souveraine de Brunswick et dans les autres maisons souveraines, ainsi que de faire promptement savoir à la diète

en sûreté à Gotha, et après avoir pris amicalement congé de son hôte il partit pour Mayence, d'où il continua son voyage jusqu'à Paris en passant par Metz.

Dès son arrivée à Paris, le duc protesta tant contre les actes de la diète que contre la conduite de son frère et de sa noblesse; il ne tarda pas à recevoir la nouvelle officielle, de la part du gouvernement de Brunswick, que le prince Guillaume avait jugé à propos de confisquer tous ses biens et de se saisir de tout l'or ou argent comptant en espèces, qu'il avait trouvés dans les caves du château, faisant partie de la fortune privée du duc Charles, ainsi que de deux millions, dont ce dernier avait personnellement hérité de son père, et qui étaient inscrits sous son nom dans le grand-livre de la dette publique de Brunswick.

Après un séjour de six mois à Paris, pendant lesquels la police française fut protectrice pour le duc, il partit pour l'Espagne, où il fut accueilli par le roi Ferdinand avec tous les égards accordés aux souverains..... Dans le cours des six mois qu'il passa en Espagne, le duc fut deux fois en butte aux tentatives d'assassins (1). Les premiers échappèrent à la vindicte publique: les seconds furent saisis et exécutés en place de Schebada, à Madrid. De Madrid le duc de Brunswick se rendit à Nice, en traversant le midi de la France, et fut reçu par Char-

germanique les décisions qu'ils auraient prises à cet égard. La diète germanique s'attend au reste avec une pleine confiance à ce que les poursuites dirigées contre les instigateurs et les complices de la criminelle révolte des 6 et 7 septembre de cette année suivront leur cours légal.

3^o La légation ducale de Brunswick sera priée de faire parvenir avec toute la célérité possible et dans la forme convenable la connaissance de la présente résolution de la diète à S. A. S. le duc Charles et à S. A. S. le duc de Brunswick.

Francfort-sur-Mein, ce 4 décembre 1830.

Chancellerie de la confédération germanique.

Signé: baron de HANDEL,

Comme directeur de la chancellerie.

(1) Nous enregistrons les faits authentiques et officiels, nous abstenant d'en tirer les conséquences, même les plus logiques; les événements sont encore trop palpitants pour que nous puissions nous prononcer. Nous laissons à l'histoire à se prononcer entre le prince et ses adversaires.

les-Albert, comme il l'avait été par Ferdinand VII...

De retour à Paris, en juillet 1852, le duc, dont les agens avaient mis à profit sa longue absence pour se procurer des armes et un personnel militaire, de manière à le mettre à même de reconquérir son duché, fut en butte à une surveillance active et minutieuse de la part de toutes les polices; bientôt même le ministre de l'intérieur lui adressa la lettre suivante :

A M. LE DUC CHARLES DE BRUNSWICK.

Paris, le 25 août 1832.

Monsieur le duc,

Votre position en France et vos démarches pour vous y préparer des ressources en hommes, en armes et en équipement militaire, n'ont pu manquer d'éveiller l'attention toute particulière du gouvernement.

Le conseil s'en est donc spécialement occupé, monsieur le duc, et je suis chargé d'avoir l'honneur de vous faire connaître que sa détermination est que vous renonciez à prolonger votre séjour sur le territoire français.

Toutefois, vos affaires pouvant y exiger encore la présence de Votre Altesse pendant dix à douze jours, vous êtes libre d'user de ce délai; mais je dois vous faire observer qu'il est de rigueur, et je ne pourrais me dispenser de faire assurer par les autorités compétentes l'exécution légale d'une disposition que je regrette d'avoir à vous notifier, mais dont vous ne sauriez vous dissimuler la convenance et la nécessité.

J'ai l'honneur d'être avec respect,

Monsieur le duc,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

Le pair de France, ministre de l'intérieur.

Signé, MONTALIVET.

Le duc crut de sa dignité et de son honneur de ne point obtempérer à l'ordre-avis de M. de Montalivet et lui répondit en ces termes :

A M. LE COMTE DE MONTALIVET, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Paris, ce 12 septembre 1832.

Monsieur le ministre,

Dans la lettre que vous m'avez adressée le 25 du mois dernier, vous dites que mes démarches pour me procurer des ressources en hommes, en armes, en équipements militaires, n'ont pu manquer d'éveiller l'attention toute particulière du gouvernement; que le conseil s'en est spécialement occupé, et qu'il a décidé que je quitterais la France. Seulement il me serait accordé un délai de dix à douze jours, passé lequel vous prendrez des mesures pour assurer l'exécution légale d'une disposition dont je ne saurais, ajoutez-vous, me dissimuler la convenance et la nécessité.

Ce que je ne saurais vous dissimuler à vous, monsieur, c'est qu'après quelques réflexions sur la position du cabinet français, je me suis rendu compte de la mesure qu'il a arrêtée à mon égard. A mon premier voyage en France, en 1829, M. de Polignac m'avait déjà prié de quitter le royaume; seulement il avait en la franchise de ne pas prétexter de prétendus armemens, et la politesse de ne pas me menacer de la gendarmerie; ce qu'il a fait alors, je conçois fort bien que vous le fassiez aujourd'hui. Vous trouverez bon aussi que ma conduite soit la même et que je résiste à vos ordres comme j'ai résisté à ceux des ministres de la Restauration.

Vous dites que je réunis des hommes, des armes, des équipements. Puis-je vous demander, monsieur, comment vous le savez? J'en ai le droit, ce me semble. Vous prononcez contre moi un jugement grave, puisqu'il m'exile du pays que j'avais choisi

pour asile, et vous me condamnez comme autrefois on condamnait à Venise, je ne dirai pas sans m'avoir entendu, mais même sans m'avoir appelé. Qui donc vous a instruit? Votre police? Je croyais qu'elle n'avait plus votre confiance, depuis qu'au mois de juin dernier un personnage de la plus haute importance, avec qui l'on a prétendu très-faussement que j'étais lié, mais qui de son influence et de ses ordres troublait plusieurs de vos provinces, a pu se promener librement à Paris, en présence de vos agens, qui sans doute n'ont pas voulu l'apercevoir.

Et moi, monsieur, je vous dis, je vous affirme que vos agens vous ont trompé. Je ne réunis ni des hommes, ni des armes. A la vérité un marché relatif à quelques objets d'équipemens militaires avait été fait par une personne attachée à mon service, mais ce marché, qui tenait à des vues toutes particulières, et dont vous ne pouviez nullement avoir à vous plaindre, ne recevra pas même d'exécution.

Pourquoi donc attacheriez-vous tant d'importance à ces prétendus projets d'armement? Sans doute vous ne pensez pas que je veuille faire la guerre à la France? Tout ce que vous pourriez croire, ce serait que, rappelé sans cesse vers ma patrie opprimée, je voudrais lui porter des institutions et la liberté. Et ce serait ce projet que vous trouveriez si alarmant pour votre pays! Je ne prétends pas vous le cacher; tels sont peut-être en effet mes desseins futurs, mais pour le moment je ne m'en occupe pas, et tout ce qu'il vous importe de savoir, c'est ce que je fais pour le moment. Au surplus, qui donc pourrait concevoir des inquiétudes? La France? non sans doute. Il n'y aurait d'intéressé dans ces prétendus projets que la diète de Francfort et les deux ou trois grandes puissances qui en disposent. Je m'empresse de reconnaître que vous avez droit de prendre leur défense, et j'ajoute qu'on aimera certainement à voir le cabinet français montrer tant de sollicitude pour des puissances qui ont révélé leurs intentions à l'Europe par des décisions toutes récentes. Je croyais savoir que plusieurs jours après les célèbres arrêts de Francfort, le ministère français avait fait quelques remontrances, et l'on paraissait même craindre que cette démarche, quoique un peu tardive, ne troublât l'harmonie des cabinets. Les esprits inquiets se rassureront, monsieur; la mesure adoptée à mon égard prouve que, malgré des démêlés qui ne sont qu'apparens, la France fait avec empressement aux puissances germaniques le sacrifice de toutes les personnes qu'elles ont placées à leur index.

Laissons, monsieur, tous les faux prétextes; les haines de l'aristocratie et de la Sainte-Alliance me poursuivent jusqu'en France; elles savent que si je donnais une constitution à mon pays, ce serait tout autre chose que ce qui vient de lui être imposé; elles vous demandent mon expulsion parceque même en France je les inquiète; vous la leur accordez, voilà ce qui est vrai. Vous appelez cela une nécessité, à la bonne heure, chacun son langage. Vous pouvez trouver de la nécessité à suivre les désirs de la diète de Francfort, mais il y a dans l'affaire une autre question, c'est celle de la légalité; or, permettez-moi de vous demander où est la loi autorisant la police de France à expulser un étranger du territoire? Si je fais des armemens, vous avez droit de les disperser, de les interdire; mais n'expulser, me faire conduire par la gendarmerie à la frontière, c'est autre chose. Vous ne pensez certainement pas à m'appliquer la loi de 1832 sur les réfugiés. Etranger, voyageur, je ne suis pas un réfugié politique, et mon séjour en France est loin d'être à charge à votre budget. Vous ne vous prévaudrez pas davantage de je ne sais quelle loi de la révolution, loi toute de circonstance, loi morte en naissant, qu'un ministère de la Restauration a voulu faire revivre, que l'opposition des deux chambres a toujours repoussée, et dont l'administration à laquelle vous appartenez a reconnu elle-même l'abrogation en demandant la loi de 1832 sur les réfugiés. Que vous reste-t-il donc? l'arbitraire! Mais dans vos discours et dans vos journaux je vois vos, vos collègues et vous, parler sans cesse d'ordre légal. Et cet ordre légal ne serait que l'arbitraire! Je n'ai le droit de me mêler qu'en ce qui me concerne de ce système de parler d'une façon et d'agir d'une autre; mais au nom de tous les étrangers blessés dans ma personne, je demande que l'on s'explique. Quoi! vous avez aboli le droit d'aubaine; vos lois nous appellent en France; elles nous permettent d'y acheter des biens, de les transmettre entre vifs ou par voie héréditaire; elles nous déclarent expressément que nous serons tenus de leur obéir dans toutes leurs dispositions sur la police et la sûreté publique; elles nous promettent leur protection en échange de notre obéissance; et quand, sur la foi de leurs promesses, nous aurons porté en France notre domicile et tout ou partie de notre fortune, le pouvoir viendra, sur le rapport de quelques agens obscurs, ou sur l'insistance d'un ennemi diplomatique, nous arracher violemment à notre foyer, à notre fortune, à nos habitudes! Et pour cela il ne faudra pas même un jugement, pas même nous appeler ni nous entendre! Est-ce donc ce que la loi a voulu faire, et prétendez-vous avec ce régime encourager les étrangers à venir se fixer dans votre belle patrie? Nous ne sommes bons, je le sais, qu'à alimenter votre commerce, et sous ce rapport, je le dis sans prétendre en tirer gloire, je ne suis pas un de ceux dont la con-

tribution soit la plus faible; mais enfin nous contribuons par nos dépenses à répandre l'aisance dans les classes laborieuses, et même par nos consommations nous payons tribut au budget. Peut-être au reste trouvez-vous que vous avez trop d'étrangers dans votre capitale et que votre commerce est trop prospère.

Quand je relis votre lettre, monsieur, je ne puis trop m'étonner de son langage. Dans les premières années de votre révolution, au moment où la puissante République française poursuivait de toutes parts tous les membres de la famille des Bourbons, mon grand-père osa seul en Allemagne leur offrir et leur donner un asile; depuis il est mort à l'éna, en partie pour leur cause, et c'est aussi pour leur cause que mon père est mort à Waterloo. Les miens ayant bravé les vengeances de la France pour secourir la famille du roi des Français, mon grand-père et mon père, tombés en partie pour lui sur le champ de bataille, voilà des titres qui pourraient me mériter sa justice. Et quand vous m'expulsez, vous appelez cela une *mesure de convenance*! vous l'appellez une *mesure de nécessité*, parce qu'elle vous est demandée par la diplomatie étrangère! et vous l'appellez une *mesure légale*, quoiqu'elle soit prise en violation de vos lois! Je résisterai, monsieur; j'invoquerai, s'il le faut, l'appui des tribunaux et des chambres de France; et de même qu'autrefois, quand j'exerçais le pouvoir souverain, on m'a vu, en refusant à un puissant monarque des réparations qui ne lui étaient pas dues, défendre l'honneur de la souveraineté qui était celui de ma nation, de même aujourd'hui et avec la même persistance on me verra défendre la cause de la liberté individuelle et des lois, qu'on veut étouffer dans ma personne.

Je suis avec considération, etc.

Le duc de BRUNSWICK.

Cette lettre du duc annonçait la ferme résolution de ne point se ployer passivement aux exigences de la cour de France, et de résister même jusqu'à la dernière extrémité; toutefois il céda aux conseils de MM. Lafayette et Charles Comte (1), et se détermina à se soustraire aux poursuites des agents de la police. Les amis du duc firent occuper ses appartemens par un réfugié portugais, M. Chevaly, qui avait quelques points de ressemblance avec lui, et déjouèrent ainsi le projet d'enlèvement dont le duc avait été menacé.

M. Chevaly, pour mieux tromper les agents de police, coucha toutes les nuits dans le lit du duc, et tint continuellement les appartemens éclairés comme ils l'étaient ordinairement. Quatre jours se passèrent ainsi. Enfin le 18 septembre, à cinq heures du matin, un commissaire de police, escorté de plusieurs officiers de paix, d'une trentaine de gendarmes à pied et à cheval, et suivi de deux chaises de poste à quatre chevaux, s'introduisit avec sa suite dans la cour de la maison, dont les portes furent aussitôt

refermées. Le commissaire, accompagné d'un serrurier, fit les trois sommations voulues par la loi, à la porte de l'appartement du duc; un domestique alla l'ouvrir. Toute sa suite se répandit alors dans l'appartement, et arriva enfin dans la chambre qui précédait celle du duc, et qui était occupée par M. Fort, secrétaire des commandemens du prince.

M. Fort somma énergiquement le commissaire et ses agents de se retirer, dit qu'il n'y avait pas d'exemple qu'un agent de la loi se fût jamais introduit dans un appartement comme on venait de le faire dans sa chambre, sans qu'on en eût préalablement demandé l'entrée. Il somma en outre le commissaire de décliner son nom, sa qualité, les noms des agents qui l'accompagnaient; la plume à la main, il s'apprêtait à les enregistrer, lorsque le commissaire déclara positivement qu'il ne voulait pas le faire, et défendit aux siens de donner leurs noms.

Une altercation très vive s'ensuivit alors; enfin le commissaire le somma, à son tour, d'indiquer l'appartement du duc, sous peine de se voir lui-même mis en prévention de désobéissance envers un agent de la force publique, dans l'exercice de ses fonctions.

Sur le refus de M. Fort, le commissaire, après avoir fait trois sommations infructueuses à la porte de la chambre qu'il supposait être celle du prince, ordonna au serrurier d'ouvrir (1). La porte ouverte, l'officier de paix Hébert entra dans la chambre du prince, et voyant le lit occupé, il en ressortit à l'instant en disant: « Monsieur le commissaire de police, M. le duc est dans son lit. »

Alors un officier de gendarmerie, Hébert et le commissaire entrèrent dans la cham-

(1) Ces messieurs pensaient qu'à l'ouverture des chambres, alors prochaine, le ministère serait renversé.

(1) Les détails les plus minutieux de cet enlèvement furent publiés par les journaux de l'époque, entre autres par la *Tribune*. Leur étendue ne nous permet pas de les rapporter; nous devons nous borner au récit rapide des faits principaux.

bre; le brigadier lut l'ordre qu'il avait d'escorter le duc jusqu'à la frontière de Suisse; et cependant M. Chevaly ne bougeait pas de son lit. Le commissaire réitéra ses sommations, lorsque M. Fort eut déclaré que Son Altesse ne sortirait pas de son lit, autrement que par violence. L'officier de gendarmerie, M. Laverderie, prit alors le faux duc par le bras, le secoua légèrement, et l'invita à obtempérer aux ordres dont il était porteur.

M. Fort dit alors : « Maintenant que les envoyés de M. Gisquet ont mis la main sur Votre Altesse, maintenant que la violence est manifeste, Monseigneur fera bien de s'habiller; » et en même temps il invita les agens de l'autorité à vouloir bien laisser au duc la liberté de s'habiller; ceux-ci ayant obtempéré à ses désirs, quelques minutes suffirent pour que le faux duc fût habillé, coiffé d'une casquette, enfin enveloppé d'un vaste manteau écossais; ainsi affublé et suivi de M. Fort, il entra dans la chambre où se trouvaient les agens de l'autorité. M. Fort leur annonça que Son Altesse était prête; et sans plus de formalités on descendit l'escalier, on entra dans la cour, et M. Chevaly monta dans une voiture, suivi de l'officier de paix Hébert et du commandant de la gendarmerie; les portes de la maison s'ouvrirent, et les chaises de poste, escortées d'une quinzaine de gardes municipaux à cheval, partirent au galop.

En Suisse, où le faux duc fut conduit, il fut traité en prisonnier de guerre et gardé à vue, et son extradition fut sollicitée par le gouvernement prussien.

Pendant ce temps M. Comte, en qualité de conseil de Son Altesse, avait formé une plainte auprès des tribunaux, contre la violation de la liberté individuelle exercée sur la personne du duc, par ordre du gouvernement, ainsi que contre les diffamations contenues dans un libelle publié par un nommé Chalta.

Prévenu par le duc qu'il resterait et bravement ses ordres, le gouvernement voulut s'em-

parer de sa personne par la force; mais ses tentatives furent constamment déjouées; enfin après environ six mois d'attente il lui fut permis d'habiter Paris. Le *Journal des Débats* annonça que l'ambassadeur d'Angleterre, lord Granville, avait déclaré officiellement au ministre des affaires étrangères de France que la Grande-Bretagne ne s'opposait pas à ce que la France donnât un asile au duc de Brunswick, parce que le roi d'Angleterre s'était décidé à le faire déclarer fou par décision de la diète de Francfort; mais la diète, sous la présidence de l'Autriche, ne voulut pas même permettre qu'une telle demande lui fût officiellement présentée; elle refusa nettement de l'admettre comme elle l'avait déjà fait en 1829, lorsque, pour la première fois, Georges IV avait voulu la lui adresser. Dès lors, Guillaume IV d'Angleterre et Guillaume de Brunswick, ne pouvant parvenir à faire prononcer par personne un arrêt de mort morale contre leur proche parent le duc souverain, s'érigèrent eux-mêmes en interdictes, et crurent avoir suffisamment interdit le duc Charles, après avoir rédigé et fait insérer dans les gazettes allemandes un acte (1) signé des deux Guillaume d'Angleterre et de Brunswick.

(1) Nous Guillaume IV, par la grâce de Dieu, roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, roi de Hanovre, duc de Brunswick et Lunebourg, et nous Guillaume, par la grâce de Dieu, duc de Brunswick et Lunebourg, faisons savoir ce qui suit :

Sollicité par l'intérêt de notre maison dont le bien-être nous est confié, nous avons dû, cédant à une nécessité pénible mais inévitable, examiner quelles mesures exigeaient l'intérêt bien entendu de S. A. le duc de Brunswick, la conservation de sa fortune qui se trouve en ses mains, les dangers et l'illégalité des tentatives imaginées par le duc; enfin l'honneur et la dignité de notre maison; après avoir entendu l'avis d'une commission chargée de nous examiner cette affaire, et après avoir pesé les points de fait et de droit, et attendu qu'après la dissolution de l'empire germanique les pouvoirs de tutelle suprême sur les princes de l'empire, qui avaient jusque là appartenu à l'empereur, sont passés aux chefs des états souverains, nous avons, prenant en considération les lois et les coutumes, et en vertu des droits qui nous appartiennent comme chefs des deux branches de notre maison, ordonné ce qui suit :

Art. 1^{er}. Des faits notoires ou suffisamment prouvés nous ont fait acquiescer la conviction que S. A. le duc Charles épuisait en ce moment dans des entreprises légalement impossibles et dangereuses, autant pour lui que pour d'autres personnes, la fortune qu'il possède, et cherchait à léser ainsi les justes prétentions formées ou à former légalement sur ses biens de la part de certaines parties intéressées; nous avons pensé en conséquence que l'unique moyen de préserver la fortune de S. A. le duc de Brunswick d'une ruine totale était de lui nommer un curateur.

Art. 2. Partant de cette conviction, nous ordonnons que le duc Charles de Brunswick soit privé de l'administration et de la dis-

Le duc souverain y répondit par une énergique protestation (1). Toutefois les deux princes, son oncle et son frère, persistèrent à maintenir leur interdiction. Le duc dut en appeler à la justice des tribunaux, et vint

position de ses biens. Il lui sera nommé un curateur, que nous choisirons parmi les très hauts ou hautes agnats de notre maison, et d'un commun accord, quoique le droit de le choisir appartient au souverain légitime du duché de Brunswick, en vertu de son titre seul.

Art. 3. S. A. R. le duc de Cambridge, vice-roi de Hanovre, ayant déclaré qu'il accepterait volontiers cette curatelle, nous la confierons à Son Altesse Royale par la présente ordonnance, dont elle vaudra bien se servir comme titre de curatelle.

Art. 4. Comme S. A. R. le duc de Cambridge ne peut, à raison de sa position, exercer par lui-même les fonctions de curateur, il est autorisé à se borner aux fonctions d'un curateur en chef et à se substituer pour la gestion administrative une ou plusieurs personnes, qui prêteront serment et procéderont en leur nom et sous leur responsabilité personnelle à l'inventaire de tous actes conservatoires, et qui seront chargés de l'administration de la fortune placée sous la curatelle de S. A. R. le curateur en chef, et ce dernier pourra leur accorder des honoraires proportionnés à leurs fonctions.

Art. 5. Les administrateurs rendront annuellement compte de leur gestion à S. A. R. le curateur en chef, et ce dernier sera invité à nous transmettre tous les comptes, pour que nous les fassions ajurer; il se pourvoira de notre confirmation dans tous les cas où les lois exigent le consentement du pouvoir de tutelle suprême.

Art. 6. Cette curatelle sera considérée comme légalement établie à Brunswick, où elle aura son siège.

Art. 7. La présente ordonnance sera publiée au *Bulletin des Lois* du royaume suivant les formes usitées, et tous ceux qu'elle concerne devront s'y conformer.

Donné à notre palais de Saint-James, le 6 février 1833, et à Brunswick, le 14 mars 1833. Nous avons signé de notre propre main et fait apposer notre sceau.

Signés : GUILLAUME, roi ; GUILLAUME, duc.

(1) *Déclaration du duc Charles, prince souverain de Brunswick et Lunebourg, à la diète germanique, à S. M. Guillaume IV, roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, roi de Hanovre, etc., à S. A. S. le prince Guillaume de Brunswick.*

Le 12 du mois d'avril dernier, le procureur du roi près le tribunal de première instance du département de la Seine, agissant en conformité des instructions du garde des sceaux, sur l'exécution de commissions rogatoires venues de pays étrangers, nous a fait notifier un acte tellement contraire à l'indépendance et à la dignité des souverains, et aux principes qui régissent les rapports des nations entre elles, que nous nous devions à nous-mêmes d'y répondre, de peur que quelques personnes ne considèrent l'abus de la force comme l'exercice d'un droit, et ne prennent notre silence comme un acquiescement.

Après l'exécution de l'attentat qui, dans le mois de septembre 1830, renversa l'autorité légitime et détruisit l'ordre légal dans notre duché, la diète germanique, considérant que nos agnats ne pouvaient donner au gouvernement du duché une organisation définitive, décréta, par son protocole du 30 décembre de la même année, que S. A. S. le prince Guillaume de Brunswick-Oels, notre frère, serait prié de se charger de l'exercice de la souveraineté jusqu'à décision ultérieure, de prendre les mesures nécessaires pour le rétablissement de la sécurité publique et de l'ordre légal, et de faire publier qu'il agissait d'après l'invitation de la diète germanique.

Par le même acte la diète chargea nos légitimes agnats du soin de prendre, en se conformant à la loi qui règle l'ordre de succession dans la maison souveraine de Brunswick et dans les autres maisons souveraines, les mesures nécessaires au maintien de l'ordre légal, et particulièrement de faire poursuivre conformément aux lois les instigateurs et complices de la criminelle révolte des 6 et 7 septembre.

Non seulement notre frère, le prince Guillaume, n'a pris aucune mesure pour nous rendre le pouvoir dont l'exercice lui avait été provisoirement attribué, et pour faire observer ainsi la loi qui règle l'ordre de succession dans notre maison souveraine ; non seulement il a laissé impunis les instigateurs et complices de

en personne soutenir ses droits, soit devant la septième chambre du tribunal de première instance de la Seine, soit devant la Cour royale de Paris, assemblée en audience solennelle. Encouragé par le succès complet

l'attentat des 6 et 7 septembre, mais après avoir fait auprès de nous de vains efforts pour obtenir une abdication de nos droits en sa faveur, il s'en est emparé de fait, ainsi que de nos biens particuliers.

Cet acte d'usurpation, qu'il était de notre devoir de signaler au monde, et qui fait un si étonnant contraste avec les hommages rendus au principe de la légitimité, a été suivi d'un acte plus étrange encore : les 6 février et 14 mars dernier, notre oncle le roi de Hanovre et notre frère puîné, le prince Guillaume de Brunswick, ont ordonné que nous serions privés de l'administration de nos biens, et en ont chargé S. A. R. le duc de Cambridge, vice-roi d'Hanovre, qu'ils nous ont donné pour curateur. Ils ont prétendu qu'après la dissolution de l'empire germanique, le pouvoir de tutelle suprême sur les princes de l'empire, qui suivant eux avait appartenu jusque-là à l'empereur, avait passé aux chefs des états souverains ; ils ont ensuite justifié l'usage de ce pouvoir à notre égard, sur les tentatives que nous avons faites, disent-ils, pour recouvrer la possession de nos états et de nos biens.

Tant que nous n'avons connu cet acte sans exemple que par la voie de certains journaux, nous avons dû le considérer comme une invention de nos ennemis ; nous avons dû croire qu'il n'était pas possible que des hommes qui ont la moindre notion de leurs pouvoirs et de leurs droits l'eussent revêtu de leur signature, et notre devoir en conséquence a été de le mépriser. Mais du moment qu'il nous a été notifié à la réquisition du procureur du roi près le tribunal de première instance de la Seine, d'après les instructions du garde des sceaux, et sur l'exécution de commissions rogatoires venues de pays étrangers ; du moment surtout que cet acte a été produit en justice comme un obstacle au libre exercice de nos droits, il ne nous a plus été permis de garder le silence.

Avant la dissolution de l'empire d'Allemagne, l'empereur était le chef de l'empire, mais il n'en était pas le maître ; il était chargé de mettre à exécution les résolutions de la diète et les décisions du pouvoir judiciaire de l'empire, il n'était pas investi du droit de faire des lois ou de rendre des jugemens ; jamais on ne lui a reconnu le droit de frapper d'interdiction des princes souverains, de les exclure de leurs états, de les dépouiller de leurs biens et de les faire administrer par un curateur qui n'en rendrait compte qu'à lui. Ainsi, quand même il serait vrai qu'à la dissolution de l'empire les pouvoirs de l'empereur seraient passés aux chefs des états souverains, il ne s'ensuivrait pas que ces chefs auraient le droit d'interdire les princes de leur maison et de s'emparer de leur patrimoine. Il n'appartient pas plus à un empereur qu'à un simple particulier de transmettre à autrui plus de droits qu'il n'en possède.

Mais il n'est pas vrai qu'après la dissolution de l'empire les pouvoirs qui appartenaient à l'empereur aient été transmis aux chefs des états souverains : ces pouvoirs ont contraire ont péri avec les lois sur lesquelles ils étaient fondés, comme on peut s'en convaincre par la lecture des actes qui ont amené ou suivi cette dissolution.

Le 12 juillet 1806 les princes d'Allemagne, dont les états étaient limitrophes de la France, se détachèrent de l'empire et formèrent la confédération du Rhin. Il fut stipulé par l'article 2 de l'acte de confédération que toute loi de l'empire germanique, qui avait pu jusqu'alors concerner et obliger les princes confédérés ou leurs sujets, était nulle et de nul effet. Il fut convenu par l'article 6 que les intérêts communs des états confédérés seraient traités dans une diète dont le siège serait à Francfort, et par l'article 9, que toutes les contestations qui s'élèveraient entre les états confédérés seraient décidées par cette diète. Les droits de souveraineté appartenant à chaque état furent déterminés par l'article 6, qui les fit consister dans ceux de législation, de juridiction suprême, de haute politique, de conscription militaire ou de recouvrement de l'impôt.

Le 6 août de la même année, l'empereur d'Allemagne François II, considérant que les articles du traité de Presbourg et les événemens qui l'avaient suivi ne lui permettaient plus de remplir les engagements contractés par la capitulation d'élection, abdiqua ses pouvoirs. Il délia, par son acte d'abdication, les électeurs, princes et états, et tout ce qui appartenait à l'empire particulièrement, les membres du tribunal suprême et autres magistrats de l'empire, des devoirs auxquels ils étaient tenus envers

qu'il obtint dans cette double circonstance et par l'abrogation définitive de l'*alien bill*, dont il eût pu craindre que le roi d'Angleterre voulût lui faire l'application, le duc se rendit en Angleterre pour continuer contre son oncle et dans son propre royaume une lutte dont le résultat *légal* ne saurait être douteux, car il y a aussi une noble indépendance dans les cours judiciaires de la Grande-Bretagne.

Depuis son séjour en Angleterre, le duc de Brunswick a de nouveau appelé sur lui l'attention générale en s'associant à la célèbre madame Graham pour s'élever dans

lui par la constitution. Cette abdication fut pure et simple, elle ne transmit à personne aucun droit ou aucun pouvoir particulier.

Plusieurs princes, qui n'avaient pas figuré dans l'acte de confédération, y adhèrent bientôt après, de sorte que cette confédération comprit presque tous les princes de l'empire.

Cette confédération fut dissoute en 1813 par le fait de la guerre; mais les lois de l'empire, que l'article 2 de l'acte du 12 juillet 1806 avait abolies, tant à l'égard des princes qu'à l'égard de leurs sujets, ne furent pas rétablies; l'empire ne fut pas reconstitué.

Les événements de la guerre avaient anéanti de fait la confédération du Rhin; l'acte du congrès de Vienne du 9 juin 1815, fait en vertu du traité du 8 du même mois, forma la confédération germanique, et donna à l'Allemagne un droit public nouveau.

L'article 53 de cet acte déclara que les princes souverains et les villes libres d'Allemagne établissaient entre eux une confédération perpétuelle, qui porterait le nom de confédération germanique.

Suivant l'article 54, le but de cette confédération est le maintien de la sûreté extérieure et intérieure de l'Allemagne, de l'indépendance et de l'inviolabilité des états confédérés.

L'article 55 ajoute que les membres de la confédération, comme tels, sont *égaux en droits*, et qu'ils s'obligent tous également à maintenir l'acte qui constitue leur union.

L'article 63, après avoir déclaré que les états de la confédération se garantissent mutuellement toutes celles de leurs possessions qui se trouvent comprises dans cette union, ajoute qu'ils s'engagent à ne se faire la guerre sous aucun prétexte, et à soumettre leurs différends à la diète; et que, si la voie de la médiation ne réussit pas, ces différends seront terminés par un jugement *austrégal*.

Les anciennes lois de l'empire, abolies par l'acte du 12 juillet 1806, auquel presque tous les princes de l'Allemagne avaient accédé, n'ont donc pas été rétablies par l'acte du congrès de Vienne du 9 juin 1813; cet acte au contraire en a confirmé l'abrogation en fondant un droit nouveau.

Ainsi en supposant contre la vérité que l'empereur eût eu le pouvoir d'interdire des princes souverains auxquels il devait son élection et de les dépouiller de leurs biens, on ne pourrait rien conclure de ce fait en faveur des princes actuels.

On ne pourrait pas surtout en conclure que l'aîné d'une branche cadette peut frapper d'incapacité l'aîné de la branche aînée, et qu'un puîné, qui s'est emparé par la force du pouvoir et de la fortune de son aîné, peut légitimement l'interdire.

S'il est vrai, comme l'article 55 de l'acte du congrès de Vienne le déclare, que les membres de la confédération sont égaux en droits, comment un d'entre eux pourrait-il en frapper un autre d'interdiction? Celui-ci ne pourrait-il pas user de la même faculté, afin d'établir l'égalité que les membres du congrès ont proclamée?

En ne consultant que les droits de la naissance, l'autorité que s'attribuent notre oncle le roi d'Hanovre et notre frère le prince Guillaume ne leur appartient pas : ce n'est qu'à nous qu'appartient exclusivement le titre de chef de notre maison.

En consultant les dispositions des traités et les lois de Brun-

wick, nous sommes l'égal du roi d'Hanovre, et le duc Guillaume est notre sujet.

L'acte à l'aide duquel on prétend nous enlever l'administration de nos biens est donc émané d'un pouvoir incompetent; nous ne pouvons le considérer que comme une suite de la coupable usurpation commise à notre préjudice, comme une violation manifeste de l'article 54 de l'acte du congrès de Vienne, qui devait garantir l'indépendance et l'inviolabilité des états confédérés; la diète elle-même n'aurait pas eu le droit de faire un pareil acte, puisque dans la constitution il n'existe aucune disposition qui le lui confère.

Cet acte est fondé sur ce que nous aurions tenté de rentrer en possession de notre duché et de nos propriétés; mais si cette prétendue tentative était un grief de la part de notre oncle le roi d'Hanovre, ce n'est pas à lui qu'il appartenait de juger si ce grief était bien ou mal fondé.

Suivant l'article 63 de l'acte du congrès de Vienne, la diète germanique est chargée de terminer amiablement par des commissaires les différends qui peuvent s'élever entre les membres de la confédération, et si elle ne peut y parvenir par cette voie, c'est un jugement *austrégal* qui doit prononcer entre les deux parties.

Notre oncle le roi d'Hanovre, au lieu de suivre la marche qui lui était tracée par l'acte du congrès de Vienne, a préféré se rendre juge dans sa cause; il a par cela même annulé la confédération, car une confédération n'existe plus du moment que les membres dont elle se compose ne reconnaissent plus d'autorité commune.

Il est évident que notre oncle le roi d'Hanovre et notre frère le prince Guillaume se sont rendus juges dans leur cause, et qu'ils n'ont jugé que dans leur intérêt. Dans leur acte des 6 février et 14 mars ils disent, il est vrai, qu'ils ont aussi consulté le notaire; mais les faits donnent un démenti à leurs paroles.

L'acte par lequel ils livrent nos biens à l'administration d'un curateur charge ce curateur de leur en rendre compte; mais eux ne rendront compte à personne. Ils s'emparent du fonds et s'approprient les revenus; ils ne fixent aucune époque, ils ne déterminent aucune circonstance dans lesquelles ils s'engagent de nous en restituer même une faible partie. Leur prétendue curatelle n'est donc qu'une véritable *spoliation*, qu'ils voudraient étendre au-delà des pays soumis à leur domination.

Ce n'est qu'une suite de la coupable usurpation commise à notre préjudice; notre devoir était de la dénoncer à la diète germanique, afin qu'elle use, pour les réprimer, des pouvoirs que lui donne l'acte du congrès de Vienne du 9 juin 1815; notre devoir était aussi de renouveler les protestations que nous avons déjà faites envers elle contre l'usurpation de nos états et de nos propriétés; nous remplissons donc ici ces devoirs, et laissons au monde à juger quels sont, de nos ennemis ou de nous, ceux qui violent ou méconnaissent les obligations qui leur sont imposées.

Signé : CHARLES,

duc souverain de Brunswick.

Le 13 mai cette déclaration fut notifiée : 1° au roi de la Grande-Bretagne et d'Hanovre; 2° au duc Guillaume de Brunswick; 3° au président de la diète germanique.

MAINZER (JOSEPH).

Si vous passez le vendredi soir non loin du Panthéon, près d'une salle appartenant à l'association polytechnique, vous rencontrez des groupes nombreux qui écoutent des chœurs harmonieux chantés par plusieurs centaines d'individus ; vous êtes frappés par la pureté des voix qui se plient à toutes les nuances du son musical, et admirez cet ensemble parfait, dont la mélodie vous surprend d'autant plus que vous appréciez que les chanteurs ne sont autres que des ouvriers, qui, après avoir terminé leurs travaux de la journée, viennent se réunir autour d'un maître bienveillant, qui par ses efforts désintéressés, et grâce à une méthode simple et facile, popularisera le chant parmi nous comme il l'est en Italie et en Allemagne. M. Joseph Mainzer est ce maître ! Nous devons lui consacrer quelques pages, car il s'est constamment dévoué à l'amélioration du sort des classes pauvres, et sa plume plaida la cause du peuple : démocrates de France, donnons un souvenir affectueux au démocrate d'outre-Rhin, qui a fait de notre patrie sa patrie adoptive.

M. Joseph MAINZER est né à Trèves, dans la Prusse rhénane, de parents peu fortunés, qui toutefois s'imposèrent les plus honorables sacrifices pour lui donner une éducation des plus soignées. Aux études scientifiques ils voulurent que leur fils joignît celle de la musique, et lui firent suivre régulièrement pendant huit ans le cours de la cathédrale, dont la direction était confiée au père Constantin, mélomane passionné, mais ignorant et brutal, et qui pensait que *le nerf de bœuf* était un excellent expédient pour développer les facultés et le goût de ses jeunes disciples... Nous doutons toutefois que M. Mainzer soit redevable de ses inspirations à la méthode du père Constantin, mais c'est sans doute au souvenir pénible qu'il a

conservé de ses premières années d'études musicales que M. Mainzer doit d'avoir adopté un système absolument contraire, et dont le plus grand mérite consiste dans l'émulation et l'enthousiasme de l'art qu'il sait si bien inspirer à ses élèves.

Après avoir obtenu de nombreux succès de collège, M. Joseph Mainzer, parvenu à l'âge de vingt ans, résolut d'embrasser une carrière tout à fait en opposition avec sa constitution frêle et faible, et peu en harmonie avec ses goûts et ses penchants ; car, en dépit de la méthode du père Constantin, il montrait les plus heureuses dispositions pour la musique. M. Mainzer voulut devenir ingénieur des mines ; c'est dans les montagnes de Saarbruck, dans les mines de houille de Dautweiler et de Saltzbach qu'il commença ses premiers travaux d'application ; car en Prusse, quelle que soit la carrière que l'on embrasse, il faut passer hiérarchiquement par tous les degrés. M. Mainzer, qui jusqu'à ce moment ne connaissait que ses auteurs classiques et qui avait constamment partagé son temps entre la musique et la science, endossa la *blouse* et avec elle le *cuir* du mineur. Après trois mois de pénibles fatigues il échangea la *brouette* contre la *pioche*. Dans ses travaux souterrains, qui usèrent bientôt ses faibles forces, M. Mainzer put apprécier la malheureuse position des ouvriers ; il vit leur triste existence de près, et c'est à cette rude école qu'il puisa cette noble sympathie pour le peuple qui guida plus tard sa plume et le mit en butte à la haine des despotes du Nord et de l'aristocratie allemande.

Les travaux matériels des mines n'étaient pas les seuls auxquels se livrait M. Mainzer ; car, alors que les simples ouvriers mineurs pouvaient prendre quelque repos, l'élève devait venir journellement à Saarbruck pour continuer ses études mathématiques, minéralogiques et chimiques.

Bientôt la santé de M. Mainzer devint si mauvaise qu'il dut, malgré toute l'énergie

de son caractère, quitter une carrière dans laquelle il était menacé de succomber prochainement; il revint aux études philosophiques et embrassa l'état ecclésiastique: en 1826 il fut ordonné prêtre. Ses dispositions musicales lui méritèrent l'attention bienveillante de l'évêque de Trèves, homme savant et humain, qui lui proposa d'entreprendre un voyage en Italie pour y cultiver ce goût dominant qui ne l'avait jamais quitté. M. Mainzer accepta cette proposition avec une ardeur commune aux jeunes artistes qui pressentent d'avance leur future destination. Dans ce voyage il s'arrêta chez le célèbre compositeur Rink, organiste à la cour du grand-duc de Darmstadt; c'est chez ce professeur, dernier élève de Sébastian Bach, que M. Mainzer apprit la composition, la théorie des accords, le contrepoint, le double contrepoint, la fugue, etc. Aux talens d'artiste Rink unissait les qualités du cœur; il comprit la destinée de son nouvel élève et lui prodigua les soins les plus affectueux; de son côté, M. Mainzer profita avec succès des leçons de l'habile maître. Après neuf mois de séjour auprès de lui, il dut le quitter et continuer son voyage vers Rome, en passant par Vienne, où il se lia avec le célèbre abbé Stadler et Seyfried.

Arrivé à Rome, M. Mainzer s'attacha à l'école de l'abbé Baini, directeur de la chapelle papale, et sous la direction de ce savant professeur écrivit des compositions *alla capella* dans le style le plus sérieux de la musique d'église, et fixa par ces compositions l'attention des artistes et des amateurs. Depuis il composa une grand-messe avec instrumentation; cette œuvre frappa l'ambassadeur de Prusse et le cardinal Albani, qui tous deux présentèrent le jeune artiste au pape Pie VIII, dont il fut honorablement accueilli. Mais un succès plus brillant lui était encore réservé: les artistes allemands se groupaient à Rome autour de M. Mainzer, qui jetait déjà les premières bases de la méthode musicale qu'il déve-

loppe aujourd'hui avec tant de bonheur; ils venaient deux fois par semaine suivre le cours de leur compatriote, qui était devenu leur professeur. Un jour ces artistes donnèrent une fête à Thorwaldsen (1); ils demandèrent à M. Mainzer quelques morceaux de musique nouvelle; le jeune musicien composa des chœurs analogues à la solennité, et confia à cinquante élèves choisis l'exécution de ces brillantes compositions, dont l'effet sur la masse des auditeurs fut si électrique qu'au milieu de l'enthousiasme général M. Mainzer, couvert de couronnes et porté en triomphe, partagea avec le vieux Thorwaldsen les honneurs de la fête.

Après deux ans d'absence, M. Mainzer revint à Trèves, et composa divers morceaux d'église, qui ajoutèrent à la haute réputation dont il jouissait déjà; mais comme il manquait de chanteurs, il résolut d'établir à Trèves, ainsi qu'il l'avait fait à Rome, une école de musique gratuite, et d'enseigner le chant à quiconque voudrait assister à ses leçons. Les résultats rapides de sa nouvelle méthode d'enseignement furent bientôt appréciés, et la direction de l'Ecole normale de chant fut confiée au jeune professeur, en même temps que le roi de Prusse lui envoyait une médaille d'or destinée aux arts et aux sciences.

Les événemens de France de juillet 1830 réveillèrent dans toute l'Europe de sympathiques sentimens pour l'émancipation des peuples; M. Mainzer était trop passionné pour la liberté pour rester sourd à cet appel de fraternité que les enfans de Paris adressaient à leurs frères d'Europe; il crut que le moment était venu de régénérer aussi la Germanie; il voulut contribuer à cette grande réforme sociale et entra dans la lice, l'arme au poing, contre le despotisme soit royal, soit sacerdotal. Sa plume fut désor-

(1) Habile sculpteur, et l'un des professeurs les plus distingués de l'école moderne (voir la notice suivante).

mais au service de la cause démocratique ; il combattit les abus du pouvoir et l'ignorance du clergé, servile instrument des caprices des grands. Autour de M. Mainzer vinrent se grouper tous les jeunes écrivains, qui inondèrent l'Allemagne de brochures patriotiques et libérales. Long-temps les sbires de la sainte-alliance cherchèrent à découvrir le vrai nom de ce *Julius Classicus*, dont l'énergique pensée et les écrits chaleureux réchauffaient le feu sacré dans le cœur de la jeunesse allemande ; mais M. Mainzer sut toujours garder secret son prudent pseudonyme. Nous trahissons son secret aujourd'hui qu'il s'est mis hors de portée des vengeances des potentats du Nord.

Pour éviter les poursuites des polices de Berlin et de Vienne, M. Mainzer se réfugia en France, où il paya l'hospitalité qui lui fut accordée en répandant l'étude du chant parmi la classe ouvrière.

Compositeur remarquable, écrivain distingué, critique érudit (1), inventeur d'une méthode ingénieuse, M. Mainzer appartient à ce petit nombre d'hommes exceptionnels, qui, destinés à faire la gloire de leur pays, sont trop heureux de ne point payer de leur tête leur amour passionné pour la liberté, et de trouver un refuge sur la terre étrangère ; mais les sentimens de M. Mainzer, ses talens, ses principes, lui donnent droit de cité partout où il se trouve, et si la Prusse aristocratique l'a repoussé de son sein, la France libérale l'adopte pour un de ses fils.

THORWALDSEN (ALBERT).

Nous avons parlé dans la notice précédente de M. Thorwaldsen, l'un des plus illustres sculpteurs modernes ; nous regrettons de ne pouvoir consacrer à cet habile artiste une notice digne de son beau talent et de sa

(1) M. Mainzer est attaché à la rédaction artistique de l'un de nos journaux patriotes.

haute renommée ; mais nous nous reprocherions de ne point porter à la connaissance de nos lecteurs les détails que nous avons pu obtenir sur ce maître célèbre.

Né à Copenhague le 15 novembre 1770, M. Albert THORWALDSEN descend d'une famille islandaise, connue depuis le XIII^e siècle. Il annonça de bonne heure, en aidant son père, sculpteur en bois, dans l'exercice de sa profession, cette heureuse disposition pour les beaux-arts qui a rendu sa réputation européenne. Des l'âge de onze ans il commença ses études élémentaires à l'Académie des Beaux-Arts de Copenhague, et sept ans après il obtint la première médaille d'or pour le bas-relief représentant Héliodore chassé du temple. En 1789 il finit ses études et remporta le grand prix (seconde médaille d'or) pour *S. Pierre guérissant un boiteux à la porte du temple*. En attendant une pension pour aller perfectionner ses études à l'étranger, faveur accordée ordinairement à ceux qui ont remporté le grand prix, M. Thorwaldsen s'occupait de diverses compositions parmi lesquelles on distingua les deux bas-reliefs *Numa et Egérie*, *Hercule et Omphale*, que l'Académie jugea dignes d'être placés dans le palais du prince royal de Danemark. En 1797 ce sculpteur vint résider à Rome, qu'il paraît n'avoir point quittée depuis, et où il sert de père à tous les jeunes artistes et principalement aux Allemands qui suivent tous ses leçons.

Les productions de M. Thorwaldsen sont très-nombreuses ; nous nous bornerons à rappeler celles qui ont le plus mérité l'estime des hommes de goût.

Statues et Groupes : — Jason, Ganymède donnant à boire à l'aigle de Jupiter, l'Amour et Psyché, Adonis, Mars, Psyché seule, Hébé, le Berger, l'Espérance, Mercure, les Grâces, le Lion de la Suisse, les douze Apôtres, Poniatowski (statue équestre), le tombeau de Pie VII dans l'église de Saint-Pierre de Rome.

Bas-reliefs : — La remise de Briséis, Pro-

méthée et Minerve, Hector insultant Paris, la Naissance de Vénus, l'Amour blessé par une abeille, la Vendange, ou Bacchus et l'Amour foulant le raisin, l'Entrée d'Alexandre à Babylone, les deux Frères (bas-relief tumulaire), la Mère et la Fille (*idem*), Némésis (*idem*), le Destin (*idem*), la Femme priant (*idem*), Nessus et Déjanire, les trois Maries, l'Annonciation, le Baptême de Jésus-Christ, la Fraude démasquée, la Récolte des Pommes, un Baptême, Tombeau du cardinal Consalvi au Panthéon de Rome, les trois Grâces, les trois Anges, Anacréon et l'Amour, S. Thomas guérissant un aveugle, la Vierge, Jésus-Christ et S. Jean, Vulcain forgeant des flèches pour l'Amour, etc.

L'Institut de France a depuis long-temps fait un choix honorable en donnant à M. Thorwaldsen le titre de son associé correspondant, en le présentant à diverses reprises pour la croix de la Légion-d'Honneur, dont il a été créé officier. M. Thorwaldsen est en outre professeur de l'Académie des Beaux-Arts de Florence et de celle de Copenhague, et il est membre de diverses académies, entre autres de celles des Beaux-Arts de Bologne, de San Lucca à Rome, de Berlin, de Milan, de Vienne, de Munich, de Philadelphie; et outre la croix d'officier de la Légion-d'Honneur, il porte encore les décorations des ordres de Dambrog, des Deux-Siciles, de la Couronne de Fer, de Saint-Wladimir, enfin de presque tous ceux établis en Europe; il est aussi conseiller d'état dans sa patrie; mais de tous les suffrages qu'il paraît le plus ambitionner, ceux de ses nombreux élèves doivent être placés en première ligne.

CARAFÀ (MICHEL-PAUL).

M. Carafa est un des musiciens étrangers que leurs succès comme compositeurs ont naturalisés parmi nous; de nombreuses par-

titions l'ont fait avantageusement connaître, et lui ont assigné une des premières places dans les rangs de nos notabilités artistiques. Compositeur intelligent et érudit, M. Carafa, tout en écrivant dans la manière de Rossini, a des idées et des formes qui lui sont propres: peut-être serait-on en droit de lui demander parfois plus de chaleur et d'élévation dans le style; mais il est mélodieux et naturel, et traite la partie instrumentale avec une élégante facilité. On nous accuse d'être un peu sévères en reprochant à M. Carafa de manquer d'élévation et de chaleur, car c'est surtout à l'occasion de son chef-d'œuvre que nous avons fait cette observation; il est vrai que *Mazaniello* était représenté par Ponchard. Le compositeur, nous nous hâtons de le reconnaître, devait souffrir de tous les vices d'organisation de l'acteur, et notre reproche tomberait sans doute, si Adolphe Nourrit eût animé de sa verve brûlante et de son patriotique enthousiasme ces chants entraînants qui remuent les grandes passions populaires.

Né à Naples le 17 novembre 1787, Michel-Paul CARAFÀ (1) de Colobrano (2) fut élevé au collège de la Nunziatella, à Naples. Dès son enfance, sa passion pour la musique se dé-

(1) C'est à tort que la plupart des biographes écrivent le nom de Carafa avec deux F.

(2) M. Carafa est fils de Jean Carafa de Colobrano, frère cadet du prince de Colobrano Carafa. Son père mourut en 1788 au service d'Espagne, en qualité de capitaine de frégate, directeur du collège de marine à Cadix. Après la mort de son mari, la mère de M. Carafa épousa en secondes noces le prince de Caramanico.

M. Carafa est arrière-petit-neveu du pape Paul IV (1), qui fut élu le 25 mai 1555, à l'âge de quatre-vingts ans, et qui, malgré sa vieillesse, donna quelque éclat à son pontificat par le zèle chaleureux avec lequel il défendit la foi catholique. Ce pape est un de ceux qui se sont surtout fait remarquer par leur rigorisme envers les évêques et les religieux; il obligea les premiers à habiter dans leurs diocèses, et les seconds à rentrer dans leurs cloîtres?

(1) PAUL, Jean, Pierre, CARAFÀ.

céla, et ses seules récréations consistaient à jouer du violon. Toutefois il embrassa la carrière militaire et sortit du collège en qualité d'officier; mais son goût dominant, le portait à consacrer tous ses loisirs, non seulement à l'étude de l'instrumentation, mais encore de la composition. Il travailla sous la direction des meilleurs maîtres qui étaient alors à Naples : Fazzi, Ruggi, et particulièrement le célèbre Fenaroli, professeur de contrepoint au Conservatoire de Loreto.

Lorsque l'armée française entra à Naples en 1806, M. Carafa se trouvait en Calabre avec son régiment, et fut fait prisonnier à la bataille de Campo-Tenese. De retour à Naples, il fut incorporé dans les gardes d'honneur du roi Joseph Bonaparte avec le grade de brigadier, et dans le mois de novembre de la même année fut nommé sous-lieutenant dans le 2^e des chasseurs à cheval, d'où il passa en 1808 dans les hussards de la garde du roi Joachim Murat en qualité de lieutenant.

En 1809 M. Carafa fit partie des escadrons de guerre chargés de poursuivre les brigands de la Pouille, et fut porté pour la croix de chevalier de l'ordre des Deux-Siciles; mais le roi refusa d'accorder des décorations aux officiers de sa garde pour une telle campagne. Les rois issus du peuple ont parfois de ces nobles sentimens de convenances auxquels les rois de *pur sang* sont étrangers.

En 1810 M. Carafa entra dans la maison du roi avec le titre d'écuyer, et fit la campagne de Calabre, lors de l'expédition de Sicile. Il reçut dans cette circonstance la croix pour laquelle il avait été proposé l'année précédente. A la fin de cette campagne il fut nommé capitaine officier d'ordonnance du roi. Peu après (1811) M. Carafa fut chargé d'une mission diplomatique de confiance auprès de Napoléon, et fut à son retour nommé premier écuyer commandant les écuries de Murat; c'est en cette qualité qu'il resta constamment attaché à la per-

sonne de ce prince pendant la campagne de Russie (1812). Il fut honorablement mentionné dans les rapports de son souverain, surtout après le combat qui eut lieu deux jours avant l'entrée de l'armée française à Vitepsck, et fut nommé chevalier de la Légion-d'Honneur. Quelques mois plus tard, en octobre, il fut nommé chef d'escadron et reçut le titre de baron.

De 1813 à 1815 M. Carafa resta constamment auprès de Murat; mais après la chute de ce souverain il crut ne pouvoir accepter de fonctions à la cour restaurée, et dès ce moment déposa l'épée pour se livrer entièrement à la composition musicale.

M. Carafa s'était déjà fait connaître par un grand nombre de cantates et par un opéra en deux actes, *Il Vascello l'Occidente*, joué avec le plus grand succès sur le théâtre *del-Fondo* à Naples, en 1814. Il fit représenter en 1815 sur le théâtre *de' Fiorentini* la *Gelosia Corretta* (deux actes), qui permit de fonder les plus brillantes espérances sur le nouvel auteur. *Gabriella di Vergy* (deux actes), jouée l'année suivante sur le théâtre *Saint-Charles*, fixa l'attention des vrais amateurs. Les directeurs des théâtres de Naples, de Rome, de Venise, de Milan et de Vienne se disputèrent ses productions, et dans l'espace de dix ans M. Carafa donna à ces divers théâtres :

<i>Ifigenia in Tauride</i> ,	2 actes (1817),	Théâtre Saint-Charles.
<i>Berenice in Siria</i> ,	2 actes (1818),	<i>id.</i>
<i>Tamerlano</i> (reçu mais non joué),	3 act. (1822),	<i>id.</i>
<i>La Capriciosa ed il Soldato</i> ,	2 actes (1822),	Rome, théâtre <i>Valle</i> .
<i>Eufemia di Messina</i> ,	2 actes (1825),	Rome, théâtre <i>Argentina</i> .
<i>Elisabetta in Derbyshire</i> ,	2 actes (1818),	Venise, théâtre <i>la Fenice</i> .
<i>Il Sagrifizio</i> ,	2 actes (1819),	<i>id.</i>
<i>Il Paria</i> ,	2 actes (1826),	<i>id.</i>
<i>Adeli di Lusignano</i> ,	2 actes (1817),	Milan, théâtre <i>del La Scala</i> .
<i>I due Figari</i> ,	2 actes (1820),	<i>id.</i>
<i>Il Sonnambulo</i> ,	2 actes (1821),	<i>id.</i>
<i>Abufar</i> (1),	2 actes (1825),	Théâtre de Vienne.

Au milieu des brillans succès qu'il obtenait sur ces divers théâtres, M. Carafa éprouva le besoin de jouir des applaudissemens du public parisien. Il se décida en 1820 à venir à Paris, et débuta en 1821 sur la

(1) Les journaux allemands furent unanimes dans l'éloge qu'ils firent de cette pièce, dont ils vantèrent beaucoup la musique.

scène de l'Opéra-Comique par *Jeanned'Arc*, opéra en trois actes, qui ne tarda pas à être suivi du *Solitaire*, aussi en trois actes, et du *Valet de chambre*, en un acte. Ces productions acquirent à M. Carafa le droit de cité; toutefois, ainsi qu'on l'a vu plus haut, il ne travailla point pour ce seul théâtre, et continua à envoyer quelques-unes de ses œuvres aux directeurs étrangers, qui les sollicitaient à l'envi.

En 1824 M. Carafa éprouva un échec dans *l'Auberge supposée*; mais il le fit bientôt oublier en dotant l'orchestre du grand opéra de *la Belle au bois dormant*, dont la composition est élégante, facile et mélodieuse, et le théâtre de Feydeau de *Jenny* (opéra en trois actes), et de *Sangarido* (un acte), qui vinrent ajouter à la réputation de l'auteur.

M. Carafa, après une année de repos, enrichit en même temps la scène de l'Opéra-Comique de *la Violette* (trois actes) et de *Masaniello*, dont le rôle, plein d'une chaleureuse sensibilité et d'enthousiasme, fut, ainsi que nous l'avons déjà dit, malheureusement confié à Ponchard. Toutefois cette pièce eut un succès de vogue et, si nous pouvons nous exprimer ainsi, de popularité. Elle obtint un très grand nombre de représentations, non seulement à Paris, mais encore sur tous les théâtres de France, et dut être pour l'auteur aussi productive d'argent que de gloire.

M. Carafa a depuis lors fait représenter à Paris *la Nozze di Lammormoor* au théâtre Italien, 1829; *le Livre de l'Ermite* au théâtre Ventadour, en 1830, au moment où l'administration de M. Lubet jetait ce théâtre dans d'inextricables embarras; et la même année, en société d'Hérolt, *l'Auberge d'Auray*; plus tard (1831) au Grand-Opéra le ballet *l'Orgie*, et au théâtre de la Bourse *la Prison d'Edimbourg* (1833); *la Maison du Rempart* (1833), et *la Grande Duchesse* (1834), qui ajoutèrent de nouveaux fleurons à sa couronne lyrique.

On doit regretter que depuis trois ans

M. Carafa imite son ami Rossini et se repose sur sa gloire acquise.

M. Carafa a obtenu en 1834 des lettres de naturalisation.

BONAPARTE (LUCIEN, prince de Canino.)

« Lucien, disait l'empereur, eut une jeunesse orageuse; dès l'âge de quinze ans, il fut mené en France par M. de Sémonville, qui en fit de bonne heure un révolutionnaire zélé et un clubiste ardent. » (*Mémorial de Sainte-Hélène*.)

« Le granit d'Egypte nous représente dans ses sculptures colossales un géant, debout, réunissant dans sa large main les mille et mille chevelures des vaincus, et tranchant toutes les têtes de cette immense multitude d'un seul coup de son cimeterre.—Ce géant hiéroglyphique de l'ancien monde n'est pas une image exagérée du géant de 93. Non, mille fois non; loin de nous à jamais la sacrilège admiration des jours de la terreur? » (*Réponse de Lucien Bonaparte aux mémoires du général Lamarque*; Londres, 1833.)

« Le temps, qui met tout à sa place, me démontre tous les jours davantage que les hautes questions politiques, examinées dans l'effervescence de la jeunesse ou dans le calme de l'âge mûr, peuvent changer d'aspect... Je ne chercherai pas à faire coïncider forcément toutes mes opinions d'il y a trente ans avec mes opinions actuelles. » (*Idem*.)

Les trois épigraphes dont nous avons fait choix nous dispensent de tout préambule. Depuis trente ans Lucien Bonaparte, prince de Canino, est proscrit; il n'a touché qu'un instant le sol de la patrie, et il y eut alors (1815) de sa part dignité et courage.

Cette position exceptionnelle nous impose le rigoureux devoir de juger avec mesure l'homme qui ne prit point sa part des gloires de l'empire, et que les potentats de l'Europe, les haines de la Sainte-Alliance ont associé aux malheurs de sa famille. C'est pour ce frère de Napoléon que nous serons surtout sobres de réflexions; mais

aussi nous écrirons sans ménagemens, ne cherchant point à atténuer les faits et leur laissant toute leur valeur.

Lucien BONAPARTE est né à Ajaccio en 1775 (voir la notice consacrée à son frère Joseph) (1). Lorsqu'en 1795 la Corse fut livrée aux Anglais par Paoli, la famille Bonaparte,

(1) Dans la notice consacrée à Joseph Bonaparte nous sommes bornés à quelques mots sur son père Charles Bonaparte. Il n'est cependant point sans intérêt pour l'histoire de consigner dans la notice de l'un des membres de cette immortelle famille tous les renseignemens authentiques que nous avons pu recueillir; un travail complet sur ce sujet n'a point encore, que nous sachions, été imprimé. M. Las Cases dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* a dit quelques mots de l'ancienneté des Bonaparte; mais il entre dans peu de détails, car Napoléon, ajoutait-il, se refusait à toute espèce de conversation de ce genre, n'ayant jamais voulu regarder un seul de ces parchemins, qui sont tous restés dans les mains de son frère Joseph, qu'il appelait gaîement le *généalogiste de la famille*. L'on sait que la municipalité de Trévise s'empressa en 1807 de présenter à l'empereur Napoléon à son passage un recueil d'anciens diplômes constatant l'existence distinguée de ses ancêtres dans cette ville; il remercia les magistrats, en leur disant : « Dans ce monde chacun est fils de ses œuvres; mes titres je les tiens du peuple français. » Nous avons été à même de consulter ces diplômes auxquels nous avons emprunté les notes suivantes :

Bonaparte ou *Bonaparte*, indifféremment écrit dans les mêmes documens et en parlant de la même personne. Cette dernière version a été acceptée par Napoléon lorsque son nom commença à acquérir de la célébrité; il se conforma au reste, ainsi que sa famille, à la décision du conseil supérieur de la Corse, qui, par les lettres-patentes du 13 septembre 1771 portant reconnaissance de l'acte par lequel la famille Bonaparte, de Florence, l'une des plus anciennes de la Toscane, déclare qu'elle a la même origine que celle de Charles Bonaparte.

- 1120. Bonaparte, exilé de Florence comme gibelin ob *nimiam potestatem* (voir le livre *del Chiodo*.)
- 1170. Curado Bonaparte, chevalier de l'Eperon d'Or.
- 1210. Jacques Bonaparte, *idem*.
- 1250. Bonaparte, syndic d'Ascoli, est nommé commissaire pour recevoir la soumission de Monte Gallo.
- 1272. Nordins Bonaparte est podestat de Parme.
- 1279. Bonsembiant Bonaparte; son père est nommé plénipotentiaire pour faire la paix entre Trévise et Padoue.
- 1285. Pierre Bonaparte est podestat de Padoue, est chevalier de la Vierge Glorieuse.
- 1296. Jean Bonaparte est nommé commissaire pour négocier la paix avec Carare.
- 1314. Jean Bonaparte est ambassadeur auprès du gouvernement de la Marche.
- 1333. Jean Bonaparte est nommé podestat de Florence.
- 1404. Jean Bonaparte est nommé plénipotentiaire pour négocier avec Gabriel Visconti, duc de Milan; il épouse la nièce du pape Nicolas V.
- 1440. César Bonaparte est élu chef des anciens de la ville de Sarnane.
- 1454. Nicolas Bonaparte est ambassadeur du pape Nicolas V près diverses cours; il est vice-gérant pour le Saint-Siège à Ascoli.
- 1527. Jacques Bonaparte écrit l'histoire du sac de Rome.
- 1567. Gabriel Bonaparte s'établit à Ajaccio; il fait élever des tours contre les Barbaresques et obtient des concessions de la république.
- 1571. Jérôme Bonaparte est élu chef des anciens, et député par la ville d'Ajaccio auprès du sénat de Gènes.
- 1614. François Bonaparte est élu capitaine de la ville et l'un des anciens.
- 1648. Sébastien, Charles, Joseph, Sébastien, Joseph Bonaparte sont nommés successivement chef des anciens de la ville d'Ajaccio, depuis 1648 jusqu'en 1760.

Charles, fils de Joseph, né en 1746 à Ajaccio, mort à Montpellier en 1785, a été plusieurs fois membre de la commission intermédiaire des états de Corse, et député par cette assemblée à la cour en 1777. Il conduisit au collège d'Autun ses fils, Joseph Napoléon, né en 1768, et Napoléon, né le 15 août 1769. Il obtint pour celui-ci une place à l'Ecole militaire de Brienne, d'où il fut envoyé à celle de Paris, et en sortit lieutenant d'artillerie en 1786.

ayant embrassé le parti de la Convention nationale, fut obligée, nominativement Joseph, Napoléon, Lucien et Louis, de se réfugier en France et de subir un décret de bannissement. Pauvre et proscrire, la famille Bonaparte vint habiter la Provence, où elle vécut d'abord des secours que la Convention accordait aux patriotes réfugiés.

Lucien se fit bientôt distinguer par l'ardeur de ses principes républicains, et fut attaché à l'administration des subsistances de l'armée des Alpes-Maritimes; il devint garde-magasin des subsistances militaires de Saint-Maximin, département du Var. Membre, puis président de la société populaire de cette ville, il s'y maria avec M^{lle} Christine Boyer, d'une famille honorable, trop nombreuse pour être riche, et dont le chef tenait une hôtellerie. Il donna à cette époque un grand exemple de modestie en refusant de représenter son frère le général à une fête donnée à Hyères pour célébrer les victoires d'Italie (*Moniteur*, an V, n° 257). Commissaire des guerres à la fin de 1795, il fut nommé deux ans plus tard, n'étant alors âgé que de vingt-quatre ans, député du département du Liamone au conseil des Cinq-Cents, où il fut admis sans contestation, quoique la constitution exigeât vingt-cinq ans révolus. Le nom déjà glorieux de son frère le protégea contre l'opposition que son élection eût dû rencontrer.

Dès son admission au conseil des Cinq-Cents Lucien parut à la tribune. Dans la discussion relative à la célébration des fêtes décennaires, on voulut contraindre les marchands à tenir leurs boutiques ouvertes les dimanches; Lucien combattit cette proposition en citant l'exemple de Rome à l'appui de son opinion, et termina ainsi le discours qu'il prononça à cette occasion : « La tolérance est sœur de la liberté; la persécution est fille de la tyrannie; nous n'avons pas le droit d'empêcher un homme de célébrer la fête que son culte lui indique. » Le mois suivant, rapporteur de la

commission des finances, il signala les dilapidations qui avaient lieu dans les différens services de la guerre, et fit accorder des secours aux veuves et aux enfans des soldats morts sur le champ de bataille.

Dans la discussion sur l'impôt du sel, il se plaignit de ce qu'on rappelait trop souvent le nom de Gilbert-des-Molières, condamné à la déportation à la suite des événemens du 18 fructidor, et déclara que « si les conspirateurs de cette époque avaient émis une opinion constitutionnelle sur cette matière, il n'hésiterait point à adopter leur langage, avec la seule différence de l'intention. » Il attaqua vivement et à plusieurs reprises le système de dilapidation auquel la République était livrée, et fit arrêter qu'on se formerait toujours en comité général lorsqu'il s'agirait de disenter sur les finances.

Nommé secrétaire du conseil, il s'opposa aux changemens que le Directoire exécutif voulait apporter à la constitution de la République Cisalpine, établie sous la protection du général Bonaparte. Partisan de la liberté illimitée de la presse, il appuya cependant la proposition de la laisser encore pendant trois mois sous la surveillance du gouvernement. Le 1^{er} vendémiaire an VII (22 septembre), jour anniversaire de la fondation de la République, sur la proposition de Delbrel, il invita le conseil à renouveler le serment de fidélité à la constitution de l'an III. Ce serment lui avait donné de la popularité, et, pour l'accroître encore, il combattit de nouveau l'impôt proposé sur le sel, et s'opposa à tout impôt sur les denrées de première nécessité.

Carret, député du Rhône, ayant dit que l'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt n'avait fait aucune impression sur les esprits, Lucien l'accusa d'avoir calomnié la République, demanda que cette phrase fût retranchée du discours de l'orateur, et annonça qu'il ne cesserait de réclamer vengeance de cet assassinat sans exemple parmi les peuples civilisés. Après avoir expliqué

les causes qui avaient rendu indispensable la permanence du Corps-Législatif au 28 prairial précédent (16 juin 1799), il s'éleva contre l'abus fait par le Directoire de cette époque de l'affreux système de bascule, déclara qu'il ne fallait point comprimer l'énergie républicaine, et que le Corps-Législatif devait s'attacher à bien connaître l'opinion publique afin d'en saisir l'esprit et de la diriger. Peu de jours après, il appuya la proposition de charger le Directoire de veiller au maintien des institutions républicaines, et fit envoyer aux départemens et aux armées une adresse sur la position de la France et sur les moyens de réparer les fâtes de l'ancien Directoire : il déclara que le Corps-Législatif voulait conserver la constitution de l'an III, et ne souffrirait pas qu'on ramenât ni la royauté, ni le régime de 1795 ; et quelques jours plus tard, présentant le tableau des attentats renaissans du royalisme dans l'intérieur, il proposa d'accélérer la levée de nouveaux bataillons, mais combattit la proposition de déclarer la patrie en danger.

Lorsque le général Jourdan exprima la crainte que les conseils ne devinssent l'objet d'un coup d'état, il rappela le décret qui mettait hors la loi quiconque violerait la représentation nationale. Lucien, qui plus tard devait si énergiquement appuyer cette violation, partageait néanmoins les craintes de Jourdan, et déjà il en avait informé son frère, alors en Egypte ; mais sa correspondance fut interceptée par les Anglais. Le général Bonaparte, instruit par d'autres voies de la situation des affaires publiques, revint en France. Il débarqua à Fréjus le 16 vendémiaire an VIII (8 octobre 1799) ; le 24 il était à Paris. A la suite de conférences avec les principaux mécontents, le général Bonaparte s'entendit, pour l'exécution d'un coup d'état, avec son frère Lucien qui venait d'être nommé président du conseil des Cinq-Cents. La révolution du 18 brumaire fut le résultat de leurs efforts mutuels, et l'on peut croire que, sans la présidence de Lucien, la

journee de Saint-Cloud n'aurait pas eu une issue favorable pour les conjurés. Le conseil des Cinq-Cents, transféré dans l'orangerie à Saint-Cloud, était composé, en majorité, de républicains qui voulaient franchement se rattacher à la constitution de l'an III comme au palladium de la liberté. Dans les dernières réunions qui précédèrent cette mémorable séance, Lucien chercha à augmenter le nombre des partisans du coup d'état qui se préparait, en effrayant les hommes paisibles par le tableau des calamités dont le retour de l'anarchie menaçait la France, et en rassurant les plus timides par la promesse d'une administration sage et vigoureuse; enfin il sut persuader les uns et séduire les autres.

Le 19 brumaire, la séance à peine ouverte, on propose de nommer une commission pour s'occuper des mesures de salut public. Cette proposition est le signal d'un mouvement tumultueux. *La constitution! s'écrie-t-on de toutes parts; et, sur la proposition de Delbrel, le serment de mourir pour la constitution de l'an III est renouvelé; Delbrel espérait sans doute que ce serment renouvelé allait enchaîner la conscience de ceux de ses collègues qui étaient encore flottants. Lucien lui-même quitte le fauteuil pour venir jurer fidélité au pacte social contre lequel il conspire, et, au moment où il descend de la tribune, Briot s'écrie: *Moniteur, écrivez!**

Pendant qu'on discute sur les mesures commandées par les circonstances, le général Bonaparte arrive, accompagné d'une faible escorte; il entre seul dans l'assemblée; sa présence soulève tous les esprits; une foule de députés se précipitent au-devant du général en criant: *A bas le tyran! le Cromwell! le dictateur hors la loi!* Le général hésite, fait quelques pas, veut parler; mais les cris d'indignation recommencent; un poignard fut même, dit-on, levé contre lui (1).

(1) Le député Aréna, compatriote de Bonaparte, et nominativement accusé par lui d'être l'homme qui avait tiré le poignard, fit insérer le lendemain de cette journée dans le *Journal des*

Alors le général, depuis maréchal Lefebvre, entre avec un peloton de grenadiers qui entourent le général Bonaparte, et l'emmènent hors de la salle. Le tumulte continue dans l'assemblée. Lucien, interpellé de toutes parts, s'élance à la tribune et veut justifier son frère. On couvre sa voix et on le somme comme président de prononcer la mise hors la loi du général. Lucien veut encore répondre; il ne peut se faire entendre. Alors, recueillant toutes ses forces, il s'écrie: « Quoi! vous voulez que je sois « l'assassin de mon frère! Jamais! Je dépouille la magistrature populaire. » Et il jette au milieu de l'assemblée sa toge et sa ceinture. Pour la seconde fois la salle est en-

Hommes libres la lettre suivante qui produisit une grande sensation et fit l'opinion publique flottante sur la réalité de cette tentative d'assassinat :

« On vient d'annoncer que dans la séance du 19 de ce mois, tenue dans l'orangerie de Saint-Cloud, je me suis lancé avec un poignard ou un pistolet sur le général Bonaparte, et qu'un grenadier a saisi l'arme dont je voulais le frapper.

« Ce fait est faux; je suis opprimé et persécuté; mais je dois m'élever pour repousser une calomnie aussi atroce.

« J'étais dans ce moment placé auprès de la porte qui donne sur le par de Saint-Cloud, et par conséquent à l'extrémité opposée de la salle par où le général est entré.

« Lucien Bonaparte et Chabaud-Latour m'ont vu auprès du bureau; j'invoque leur témoignage, j'invoque celui du général lui-même... Je n'ai rien à dire de plus. »

Depuis lors il est devenu notoire qu'il n'y eut aucune tentative d'assassinat contre Bonaparte dans la journée du 18 brumaire. L'opinion de M. Dupont (de l'Eure), émise à la séance du 18 juin 1819, a suffisamment éclairé la France sur cette calomnieuse imputation antérieurement détruite par la relation du représentant Bigonet sur la révolution du 18 brumaire. Nous croyons devoir raconter en quelques mots les motifs qui amenèrent les dénégations de l'honorable M. Dupont. Le sieur Pourrée, ex-grenadier au Corps-Législatif, et en 1819 capitaine retraité, demandait à la chambre la faveur de cumuler deux pensions par exception spéciale à la disposition des lois prohibitives du cumul du 25 mars 1817, art. 27, et du 13 mai 1818, art. 43. L'une de ces pensions, disait-il, et le brevet qu'il produisait venait à l'appui de son dire, lui avait été accordée pour avoir couvert de son corps et de ses armes son général, le général Bonaparte, dans la journée du 19 brumaire an VII, à l'affaire de Saint-Cloud, et de l'avoir préservé du poignard des assassins. M. Dupont (de l'Eure) s'éleva avec force contre cette pétition. « Messieurs, dit-il, le sieur Pourrée vient vous demander le prix du danger qu'il n'a pas couru et qui n'a jamais existé; je dis plus, le sieur Pourrée demande le prix d'une mauvaise action dont il a consenti à devenir l'instrument. Messieurs, j'étais à cette époque membre du conseil des Cinq-Cents; j'étais à ce qu'on appelle l'affaire de Saint-Cloud; tous les faits se sont passés sous mes yeux; je déclare sur mon honneur et devant la France entière qu'aucune tentative d'assassinat n'a été commise sur la personne de Bonaparte; qu'il ne lui a été porté aucun coup de poignard, ni d'une arme quelconque, et qu'il est faux que Pourrée ait dû le couvrir de son corps, ni le préserver du poignard des assassins. J'adjure ici toutes les personnes impartiales, et notamment mes honorables collègues Daunou, Chabaud-Latour, Jard-Panvilliers et Girod (de l'Ain), comme moi membres du conseil des Cinq-Cents, je les prie de dire si l'assassinat du général Bonaparte dans cette circonstance n'est pas un mensonge imaginé pour justifier l'attentat commis par la force des armes sur la représentation nationale... Pour mieux tromper la nation il fallait lui signaler ses représentants comme des factieux et des assassins. De la fâcheuse qualification de REPRÉSENTANTS DU POIGNARD donnée aux députés par Lucien Bonaparte, haranguant à Saint-Cloud les soldats et les encourageant à la dissolution du conseil des Cinq-Cents; de là la fable du coup de poignard dirigé contre Bonaparte, etc. » (Voir le *Moniteur* des 14 et 20 juin 1819.)

vahie par la force militaire. Lucien sort au milieu des grenadiers. Arrivé dans la cour, il s'élance sur un cheval, et adresse aux troupes une courte mais violente harangue, qu'il termine par ces mots : « Guerriers, « délivrez la majorité de vos représentans « de l'oppression où elle se trouve. Général, et vous soldats, et vous tous citoyens, « vous ne reconnaîtrez pour législateurs « de la France que ceux qui vont se rendre « auprès de leur président. Quant à ceux « qui sont dans l'orangerie, que la force les « expulse. Ces brigands ne sont plus les « représentans du peuple, mais LES REPRÉ- « SENTANS DU POIGNARD : *Vive la République !* » Des ordres sont aussitôt donnés. Leclerc entre dans la salle à la tête des troupes, somme les représentans de se retirer, et, sur leur refus, fait évacuer la salle tambour battant et au pas de charge. Le soir, les deux conseils, uniquement composés des partisans de la nouvelle révolution, reprirent leurs séances. Béranger, au conseil des Cinq-Cents, fit voter des remerciemens au général Bonaparte et aux troupes qui s'étaient trouvées à Saint-Cloud. Plusieurs orateurs succédèrent à Béranger. Lucien, quittant la présidence pour la tribune, prononça un discours qui fut couvert d'applaudissemens. « Lucien, dit un auteur contemporain, était le héros de la journée. » A la fin de la séance, les trois consuls provisoires, Sieyès, Bonaparte et Roger-Ducos, vinrent, à la demande de Fregeville, prêter le serment « de fidélité inviolable à la souveraineté du peuple, à la République française, à l'égalité, à la liberté et au système représentatif. » On remarqua surtout la fin du discours que Lucien prononça à cette occasion : « Si la liberté, dit-il, naquit « dans le jeu de paume de Versailles, elle « fut consolidée dans l'orangerie de Saint-Cloud. Les constituans de 1789 furent les « pères de la révolution, mais les législateurs « de l'an VIII furent les pacificateurs de la patrie. » Il eût été à désirer que le gouverne-

ment fondé par le 18 brumaire n'eût jamais perdu le souvenir de cet engagement solennel. Le général Bonaparte proclamé premier consul, Lucien devint membre du tribunal créé par la nouvelle constitution, et peu après ministre de l'intérieur en remplacement de M. Laplace, qui avait été appelé provisoirement à ce poste, immédiatement après le 18 brumaire.

Lucien donna un grand éclat au ministère de l'intérieur ; mais ce fut surtout à la partie de ce département qui regarde les arts qu'il accorda une protection et des encouragemens plus particuliers. Toutefois l'on attaqua une foule d'actes sortis du cabinet du ministre, qui jetèrent, à cette époque, sur les principaux agens de ce ministère et sur le ministre lui-même, une déconsidération trop méritée ; on ne parlait, dans Paris et dans les villes maritimes, que de la profusion avec laquelle certains permis d'exportation de grains (1), et entre autres un permis d'exportation de chiffons, avaient été accordés au prix de plusieurs millions. On ne s'exprimait pas moins hautement sur l'influence que les femmes exerçaient auprès de Lucien, qui, fort aimable lui-même, et très occupé du soin de leur plaire, passait pour ne rien leur refuser. Ce ministère fut de courte durée ; des dissentimens graves s'élevèrent entre le premier consul et le ministre. Les partisans exclusifs du premier les attribuent à la répugnance qu'éprouvait le consul pour toutes les affaires où il voyait, disait-il, son nom sali dans des *tripotages d'argent*, tandis que les amis de Lucien lui firent honneur de sa disgrâce en prétendant qu'elle prenait sa source dans les obstacles que l'ex-président du conseil des Cinq-Cents apportait à l'ambition du général, qui déjà n'avait plus de bornes.

En octobre 1800 Lucien accepta une brillante disgrâce et partit pour l'Espagne en qualité d'ambassadeur. Il se montra à la

(1) Voir la notice consacrée à M. PONS (de l'Hérault.)

cour de Charles IV sous les dehors les plus flatteurs. Il captiva la confiance du monarque, de la reine et du prince de la Paix (*voyez Gonoï.*)

Dès ce moment l'influence anglaise cessa d'agir sur l'Espagne, qui, sous le voile de la neutralité, fut dévouée à la France. La guerre déclarée au Portugal, les armées espagnoles et françaises combinées s'emparèrent d'Elvas. Un traité, tout à l'avantage des Français, fut signé par suite à Badajoz le 29 novembre 1801. La mission de Lucien eut encore cela d'important que l'armée française d'Egypte fut ravitaillée, et que, outre un assez grand nombre de traités diplomatiques plus ou moins remarquables, Lucien prit une part particulière à la création du royaume d'Etrurie et à la cession faite à la France des duchés de Parme, Plaisance et Guastalla. Il conçut à cette époque un projet politique dont l'exécution eût été de la plus haute importance pour sa maison, celui de s'allier à la famille royale en préparant le mariage de sa fille avec le prince des Asturies, plus tard, Ferdinand VII. La fille de Lucien n'avait que six ans. Déjà Lucien se familiarisait avec les idées et les habitudes aristocratiques. Le frère du premier consul revint à Paris; une réconciliation eut lieu, et Lucien entra, pour la seconde fois, au tribunal le 9 mars 1802. C'était l'époque du concordat, qui, signé le 15 juillet 1801, fut ratifié par le pape Pie VII, le 15 août de la même année. En présentant cet acte solennel au tribunal, il prononça un discours dont la modération et la sagesse furent louées de tous les partis.

Le 18 mai 1802 il prononça au tribunal, lors de la proposition faite par le gouvernement, de fonder la Légion-d'Honneur, un nouveau discours remarquable par l'étendue des vues politiques qu'il renfermait et la sagesse de ses principes. Vers la fin de juillet il fut nommé grand-officier de cette légion, membre de son grand conseil d'administration et sénateur. Vers la même époque, il fut

désigné comme titulaire de la sénatorerie de Trèves, à la dotation de laquelle fut affectée la terre de Soppelsdorf, ancienne maison de plaisance des électeurs.

Le 5 février 1805, l'Institut national fut réorganisé. Les trois classes qui existaient depuis la création républicaine furent portées à quatre, et tous les membres exclus par des décisions arbitraires furent rappelés. Lucien devint membre de la classe de langue et de littérature françaises.

En juillet 1805 il se rendit dans les départemens du Rhin pour y prendre possession des biens affectés à la Légion-d'Honneur.

Depuis la mort de sa première femme, Lucien n'avait point songé à former de nouvelle union : livré à une excessive dissipation, et ne rencontrant point d'obstacle à satisfaire aucun de ses goûts, il n'était pas même probable que ce projet se présentât à sa pensée, lorsqu'une simple liaison de galanterie formée avec une dame, veuve de son premier mari (1), et déjà mère, mais belle, aimable, spirituelle, et à qui tous les moyens de séduire étaient familiers, prit peu après une consistance beaucoup plus sérieuse, en réunissant tous les caractères d'un attachement véritable, et donna une direction toute nouvelle à la destinée de Lucien.

Ce mariage fut le prétexte de nouvelles discussions et d'une mésintelligence ouverte entre Lucien et le premier consul; en avril 1804 le premier dut abandonner le soin de ses intérêts à quelques agens d'affaires et quitta la France. Il se retira d'abord à Milan, puis à Pezaro, dans les états de l'Eglise, et finit par se fixer à Rome, où le pape, qui, à une époque antérieure, avait eu lieu de se louer de ses procédés, l'accueillit avec une bienveillance particulière. Après la campagne qui fut terminée par la paix de Tilsitt, l'empereur Napoléon s'étant rendu, en novembre 1807, dans ses états d'Italie,

(1) M. Joubertliou, agent de change, parti en 1802 avec l'expédition de Saint-Domingue, commandée par le général Leclerc, et mort de la fièvre jaune au Port-au-Prince.

Lucien vint de Rome à Mantoue, où les deux frères eurent une entrevue dans le courant du même mois; de hautes questions politiques furent traitées entre les deux frères, qui ne purent point parvenir à s'entendre; enfin il fut dit que les conditions de rapprochement que proposa Napoléon étaient la dissolution du mariage, la reconnaissance des enfans, et un grand établissement en Italie, avec titre de grand-duché pour M^{me} Lucien; qu'aucune de ces offres n'ayant été acceptées, les deux frères s'étaient séparés plus mécontents que jamais pour retourner, Lucien à Rome, Napoléon à Paris. Mais nous avons de fortes raisons de supposer que cette question fut purement accessoire dans la discussion des deux frères, qui se termina par ces paroles de Napoléon : *L'Europe est trop petite pour nous deux* (1).

Dès son arrivée à Rome, Lucien se lia d'une manière intime avec le ministre du roi de Prusse, dont les ressentimens implacables contre Napoléon étaient universellement connus; il blâma hautement l'insatiable ambition de l'empereur; s'expliqua dans les termes les plus injurieux pour ce prince sur les persécutions suscitées au pape par ses ordres, et fit l'acquisition de la terre de Canino, située à six lieues de Viterbe, dans le dessein de la faire ériger plus tard en principauté par le pape. Ce moment arriva bientôt; déclaré prince de Canino, il en prit le titre *et se fit inscrire au rang des nobles romains*; mais bientôt, redoutant tout de la vengeance de son frère, qui l'avait menacé de le faire arrêter dans Rome même, il se retira dans cette terre pour s'y ménager les moyens de passer aux États-Unis. Il s'entendit pour cet objet avec son beau-

frère Joachim, roi de Naples, qui mit à la disposition de Lucien un bâtiment qui vint le chercher dans le port de Civita-Vecchia. Il quitta Canino, se rendit dans le plus grand secret à Civita-Vecchia, et s'embarqua le 5 août 1810. Forcé par une bourrasque de relâcher à Cagliari en Sardaigne, il ne put obtenir du roi la permission de débarquer dans cette île, ni du ministre anglais qui résidait auprès de cette cour un sauf-conduit pour continuer sa route. Déjà observé par deux frégates anglaises, qui furent bien informées sans doute du moment où il devait se remettre en mer, il tomba en leur pouvoir presque en sortant du port, et fut d'abord conduit à Malte. Il passa plus de quatre mois dans cette île, et donna de ses nouvelles à sa famille, en lui prescrivant de venir le rejoindre en Angleterre, où il eut avis que sa résidence venait d'être fixée. On l'y transféra en effet bientôt après, et, le 18 décembre suivant, il jeta l'ancre à Plymouth. Soit que le gouvernement britannique craignît à Londres la présence d'un homme dont le nom en rappelait un autre, auquel se rattachait, en Angleterre, un parti considérable et entreprenant; soit qu'il pensât que l'apparente persécution de Lucien pouvait cacher une mission secrète; soit plutôt que, même en ne doutant pas de la réalité de cette persécution, il crût à la possibilité d'un rapprochement prochain entre les deux frères, Lucien eut ordre de ne point habiter Londres et de se fixer à Ludlow, petite ville du comté de Shrop, à quarante-six lieues de cette capitale. Sa famille étant arrivée en Angleterre, il fit, à quinze mille de Ludlow, l'acquisition de la terre de Tomgrove, et y forma un établissement où il réunit, sans luxe, toutes les commodités de la vie. C'est à Tomgrove qu'il mit la dernière main à son poème de *Charlemagne*, qu'il avait commencé depuis long-temps (1).

(1) Nous croyons reproduire *textuellement* les paroles de Napoléon; le prince de Canino reconnaît lui-même le fond de cette pensée dans l'un de ses derniers opuscules (*Réponse aux mémoires du général Lamarque*), lorsqu'il dit : « Avec le front impassible de la politique, quoique avec l'accent ému du cœur fraternel, il (Napoléon) ne me dissimula pas, en me donnant le baiser d'adieu, qu'il fallait rentrer dans son système ou me préparer à quitter le continent, où il ne voulait plus supporter mon opposition silencieuse... Je quittai le continent. »

(1) CHARLEMAGNE ou *l'Eglise délivrée*, 2 vol. in-4^o et in-8^o, traduit plus tard en vers anglais par MM. Butler et Hodgson. Cet ouvrage fait peu d'honneur au talent littéraire du prince de

Les événemens politiques de 1814 permirent au prince de Canino de retourner à Rome, où il fut accueilli avec une distinction affectueuse par Pie VII ; les malheurs de Napoléon réveillèrent dans le cœur de Lucien des sentimens fraternels, et il écrivit au proscrit de l'île d'Elbe une lettre par laquelle il lui déclarait qu'il était aussi dévoué à son malheur qu'il s'était montré hostile contre lui aux jours de sa prospérité. Napoléon ne répondit point à cette première lettre ; mais une deuxième obtint une réponse qui, si elle n'était point affectueuse, paraissait du moins n'avoir été écrite sous l'influence d'aucun sentiment d'aigreur.

Napoléon étant rentré en France, Lucien se rendit à Paris, pour solliciter auprès de son frère l'ordre d'évacuation des états du pape qui s'était retiré à Pise, après l'envahissement de Rome par Murat, roi de Naples. Lucien partit de Rome en avril, accompagné d'un ecclésiastique, et vint jusqu'à Charenton ; il obtint, dans une entrevue qui eut lieu à la Malmaison, une lettre de son frère pour Murat, dans laquelle il lui était ordonné d'évacuer les états du pape et de ne conserver qu'une route militaire par la

marche d'Ancône..... Napoléon insista pour décider Lucien à rester avec lui : celui-ci parut vouloir diplomatiser, et ne promit rien ; cette négociation fut remise au lendemain ; mais Lucien se rendit le soir même aux environs de Melun, où il fut rejoint par Joseph envoyé pour le retenir ; les instances furent inutiles : Lucien se mit en route pour retourner en Italie. (Il ne nous appartient pas de sonder les motifs qui faisaient agir ce prince ; mais les événemens subséquens permettent de supposer que l'amour propre blessé et la vanité *princièrè* entraient pour beaucoup dans sa détermination). L'ecclésiastique avec lequel Lucien était venu était reparti depuis quarante-huit heures, et avait emporté les passe-ports à la faveur desquels il avait pu traverser l'Italie pour venir en France. Napoléon donna des ordres pour empêcher Lucien de repasser la frontière : en effet ce prince fit de vaines tentatives à cet égard ; il séjourna vingt-deux jours à Versoix près de Genève, où il vit souvent madame de Staël, dont il eut, dit-on, le tort de prendre et de suivre les conseils ; enfin le prince de Canino ne pouvant continuer sa route se détermina à venir à Paris où il arriva le

Canino. Napoléon nous paraît l'avoir apprécié en homme de goût et en homme de sens. Nous nous bornerons à reproduire l'opinion qu'il en portait :

« Que de travail, que d'esprit, que de temps perdu, disait-il ; quel décousu de jugement et de goût ! Voilà vingt mille vers dont quelques-uns peuvent être bons, pour ce que j'en sais ; mais ils sont sans couleur, sans but, sans résultat. C'est dans l'auteur une vocation forcée sans doute, mais encore est-elle mal suivie. Comment Lucien, avec tout son esprit, ne s'est-il pas dit que Voltaire, maître de sa langue et de sa poésie, à Paris, au milieu du sanctuaire, a échoué dans une pareille entreprise ? Comment lui, Lucien, a-t-il pu croire qu'il était possible de faire un poème français en pays étranger, hors de la capitale de la France ? Comment a-t-il pu prétendre établir un rythme nouveau ? Il a fait là une histoire en vers et non un poème épique. Le poème épique ne comporte pas l'histoire d'un homme, mais seulement celle d'une passion ou d'un événement. Et quel sujet encore a-t-il été prendre ? Quels noms barbares il a introduits ? A-t-il cru relever la religion qu'il pensait abattue ? Son ouvrage serait-il un poème de réaction ? Il sent du reste tout à fait le sol sur lequel il fut composé ; ce ne sont que des prières, des prières, la domination temporelle des papes, etc., etc. A-t-il pu consacrer vingt mille vers à des absurdités qui ne sont plus de siècle, à des préjugés qu'il ne peut avoir, à des opinions qui ne sauraient être les siennes ? C'est prostituer son talent. Quel travers ! et que ne pouvait-il pas faire de mieux ! car il a certainement de l'esprit, de la facilité, du faire, du travail. Or, il était à Rome au milieu des plus riches matériaux, à même de satisfaire à toutes les recherches ; il connaissait la langue italienne ; nous n'avons pas de bonne histoire d'Italie, il pouvait la composer : son talent, sa position, sa connaissance des affaires, son rang, pouvaient la rendre excellente et classique ; il eût fait un vrai présent au monde littéraire et se fût rendu immortel. Au lieu de cela, qu'est-ce que son

poème ? Que fera-t-il à sa réputation ? Il s'ensevelira dans la poussière des bibliothèques, et son auteur obtiendra tout au plus quelques minces articles, peut-être ridicules, dans les dictionnaires biographiques ou littéraires. Que si Lucien ne pouvait échapper à sa destinée de faire des vers, il était digne, convenable et adroit à lui d'en soigner un manuscrit magnifique, de l'enrichir de superbes dessins, d'une riche reliure, d'en régaler parfois les yeux des dames, d'en laisser percer de temps à autre quelques tirades, et de le laisser en héritage, avec la défense sévère de le publier jamais. On eût alors compris ses jouissances. »

Cette opinion de Napoléon sur l'œuvre capitale de son frère a été ratifiée par les littérateurs et par les hommes politiques. Nous croyons devoir la faire suivre de celle qui fut émise lors de la publication de *Charlemagne* par un de nos critiques les plus judicieux :

« A côté de quelques beautés d'un ordre supérieur, on trouve dans cet ouvrage des longueurs insurmontables et un dénuement d'intérêt qui se fait sentir à chaque page ; mais, selon nous, le plus grand défaut de cette conception est dans le choix d'un rythme absolument étranger à la langue dans laquelle ce poème est composé, et repoussé par elle. En effet Lucien Bonaparte ne paraît pas avoir assez senti combien il est difficile de faire des innovations heureuses dans la poésie d'une langue dans laquelle ont écrit Racine, Boileau et Voltaire. Le génie de ces grands hommes, justes appréciateurs des beautés admirables du Dante, du Tasse et de l'Arioste, n'eût pas manqué d'introduire dans le noble langage français le rythme italien, auquel les personnes familiarisées avec d'autres littératures ont tant de peine à s'accoutumer, et dont l'excessive monotonie, produite par le retour continu des mêmes chutes, ne saurait s'accorder en aucune manière avec la dignité du poème épique, telle qu'Homère, Virgile, Milton et Voltaire l'ont conçue, et telle que l'Europe tout entière, l'Italie exceptée, la conçoit encore. »

9 mai. Il descendit à l'hôtel du cardinal Fesch, et quinze jours après il fut logé au Palais-Royal..... Dès ce moment les susceptibilités de Lucien se réveillèrent, blessé de ce que, sans égard à l'ordre de primogéniture, on voulait lui faire prendre rang après son frère Jérôme (ce qui était de toute justice puisque Jérôme avait été roi). Il refusa d'abord le titre de prince, et témoigna son désir d'entrer dans la chambre des représentants, dont il avait été nommé membre ; mais Napoléon lui ordonna d'aller siéger au Luxembourg : le prince de Canino se soumit à cette volonté impériale, et déclara que se considérant comme pair nommé il ne prendrait point place au banc des princes. Napoléon feignit de ne pas être blessé de cette vanité hautaine qui se déguisa aux yeux des anciens républicains sous le masque d'un sentiment d'égalité.

Lucien revint aussi prendre sa place à l'Institut (1), et assista à la séance publique tenue le 18 mai pour la réception de M. Aignan, traducteur d'Homère ; le prince lut dans cette séance une ode de sa composition intitulée *l'Odyssée*, dirigée contre les détracteurs du poète grec. Il fit présent au récipiendaire d'un camée antique représentant cet Homère qu'ils avaient chanté tous les deux (2).

Huit à dix jours avant le départ de Napoléon pour la campagne de France contre

l'invasion des étrangers, il se tint au palais de l'Élysée un conseil privé, où assistèrent les princes Joseph et Lucien, le cardinal Fesch, le duc d'Otrante, ministre de la police générale, le comte Regnault de Saint-Jean-d'Angély, etc. Après avoir débattu long-temps les moyens de réconcilier la France avec l'Europe, et de conserver à la première son indépendance politique, c'est-à-dire le droit de se donner un souverain de son choix, Lucien, qui en avait déjà conféré avec Bonaparte, proposa, « 1^o d'accepter à l'instant l'abdication que l'empereur était prêt à donner en faveur de son fils ; 2^o d'écrire immédiatement à l'empereur François pour redemander le jeune Napoléon et Marie-Louise, à laquelle la régence serait déférée par le même acte ; 3^o que l'empereur Napoléon se confiât à la loyauté de la maison d'Autriche, et se rendît lui-même à Vienne, pour garantir par sa présence l'exécution de cet engagement. » Cette mesure avait été décidée, et Lucien avait fait le choix de la personne qui devait se rendre à Vienne et porter les dépêches à l'empereur d'Autriche et à M. le prince de Metternich, lorsque Bonaparte, se ravisant dès le lendemain, révoqua, à la fois, et la promesse de son abdication et l'assentiment qu'il venait de donner aux mesures arrêtées en sa présence.

Lucien crut devoir dès lors demeurer momentanément en dehors de la politique ; mais après les désastres de Waterloo, il sentit qu'il ne lui convenait pas d'abandonner son frère malheureux, et on le vit le 21 juin se présenter à la tribune de la chambre des pairs et à celle de la chambre des représentants, et soutenir avec dignité, énergie et éloquence, les droits de son neveu Napoléon II.

Dans cette grave circonstance le prince de Canino dut sentir combien la France avait été blessée de lui voir prendre le titre de prince romain, lorsque dans la séance de la chambre des pairs du 22, l'un des plus honora-

(1) Le prince de Canino fut éliminé plus tard de la seconde classe de l'Institut par l'ordonnance du 21 mars 1816, qui ne le comprit pas parmi les membres de l'Académie française.

(2) On n'ignore pas quel noble usage Lucien avait constamment fait de sa pension de l'Institut... Laissons parler Béranger lui-même. (*Épître dédicatoire à M. Lucien Bonaparte. — Chansons*) :

« En 1803, privé de ressources, las d'espérances déçues, versifant sans but et sans encouragement, sans instruction et sans conseils, j'eus l'idée... de mettre sous enveloppe mes informes poésies, et de les adresser par la poste au frère du premier consul, M. Lucien Bonaparte, déjà célèbre par un grand talent oratoire et par l'amour des arts et des lettres. Mon épître d'envoi, je me le rappelle encore, digne d'une jeune tête toute républicaine, portait l'empreinte de l'orgueil blessé par le besoin de recourir à un protecteur. Pauvre, inconnu, désappointé tant de fois, je n'osais compter sur le succès d'une démarche que personne n'appuyait. Mais le troisième jour, ô joie indicible ! M. Lucien m'appelle auprès de lui, s'informe de ma position qu'il adoucit bientôt, me parle en poète et me prodigue des encouragements et des conseils ; malheureusement il est forcé de s'éloigner de la France. J'allais me croire oublié, lorsque je reçois de Rome une procuration pour toucher le traitement de l'Institut dont M. Lucien était membre, avec une lettre que j'ai précieusement conservée, etc. » (Voir la notice consacrée à M. BÉRANGER.)

bles membres de cette assemblée, M. le comte Doulcet de Pontécoulant, s'écria : « Je
« le demande au prince, à quel titre parle-
« t-il dans cette chambre ? Est-il Français ?
« Je ne le reconnais pas comme tel..... Lui
« qui invoque la constitution n'a pas de
« titre constitutionnel ;..... il est prince ro-
« main (1), et Rome ne fait plus partie du
« territoire français..... »

Les chambres entendirent sans émotion sympathique la parole de Lucien, qui retrouva dans son âme des élans de l'éloquence tribunitienne qui avait été son partage aux beaux jours de sa jeunesse, et ainsi que le dit le général Lamarque dans ses Mémoires, « il ne fut jamais plus éloquent ; en vain il rappela tous les titres de Napoléon à la reconnaissance nationale ; en vain il en appela à la fidélité, à la générosité de cette nation française sur laquelle l'empereur avait accumulé tant de gloire. » Lafayette entraîna ses collègues. Napoléon se trouva placé entre une nouvelle abdication et la dissolution des corps délibérans ; il opta pour le premier contrairement à l'avis de Lucien, qui voulait renouveler cette fois, légalement du moins, la tentative heureuse du 18 brumaire.

Dès que le gouvernement provisoire eut été installé, à la suite de l'abdication tardive et forcée de Napoléon, Lucien se retira à Neuilly d'où il se disposa à quitter la France. Il partit dans les derniers jours de juin 1815, fut arrêté à Turin, y demeura quelque temps prisonnier, et dut sa liberté à l'active intervention du pape, qui le réclama comme sujet du gouvernement pontifical. Rendu à la liberté et à sa famille, qu'il avait eu la prudence de ne point appeler à Paris, Lucien fixa de nouveau sa résidence à Rome, ville dont il ne sortait que pour aller à la Ruffinella, maison de campagne située à Frascati, et d'où les journaux romains annoncèrent, vers la fin de 1817, qu'il avait été sur

le point d'être enlevé par des brigands qui s'étaient emparés, par méprise, de la personne de son secrétaire ; cette affaire n'a jamais été bien éclaircie. Cet enlèvement fut considéré comme le résultat des résolutions prises, à une époque peu antérieure, par le congrès des ministres européens à Paris, dans lequel il avait été décidé, par ces ministres, que l'éloignement de Lucien des frontières maritimes serait réclamé des puissances alliées, comme une mesure importante pour le maintien de la paix de l'Europe. La demande faite par Lucien, pour ses enfans et pour lui-même, d'un passeport pour les États-Unis d'Amérique, avait donné lieu à la mesure proposée par les ministres étrangers.

Quoi qu'il en soit, le prince de Canino placé sous la protection immédiate du pape, après avoir échappé à la tentative de ses ravisseurs, continua de vivre paisiblement dans ses propriétés, où il se livra à des travaux d'arts et de sciences, et surtout à des recherches archéologiques qui ne furent point sans résultat.

Il publia en 1819 un nouveau poème, *La Cynéide ou la Corse sauvée*, 2 vol. in-8°. On peut appliquer à cette seconde production du poète épique ce que Napoléon avait dit de la première (1).

À la suite des événemens de 1850, le prince de Canino parut persister dans sa résolution de ne point sortir des états romains et de rester étranger aux affaires de France ; mais son frère Joseph ayant quitté l'Amérique pour venir à Londres, Lucien ne tarda pas à aller le rejoindre. Depuis lors nous croyons pouvoir affirmer que, contrairement à l'opinion de ses frères, il a fait des démarches *directes* auprès de la famille d'Orléans pour obtenir sa rentrée en France. Ces tentatives étant demeurées sans résultat, le prince de Canino continua à résider à Lon-

(1) Depuis lors M. Lucien a obtenu une principauté indépendante de la sienne pour son fils aîné.

(1) Lucien Bonaparte avait débuté dans la carrière des lettres en 1799 par la publication d'un roman intitulé *Stellina*, qui n'est point dépourvu d'intérêt.

dres, où il est livré tout entier à la rédaction de ses Mémoires.

En 1855 le journal *la Tribune* ayant émis une opinion défavorable aux conspirateurs de brumaire an VIII, il publia deux lettres explicatives de sa conduite dans cette grave circonstance (voir les divers numéros de *la Tribune* de septembre 1855). Il a publié enfin (Londres, 1855) une réponse aux Mémoires du général Lamarque sur des faits relatifs à 1815, dans laquelle il s'occupa davantage d'exposer et d'exalter sa conduite en l'an VIII que pendant les Cent-Jours... A la suite d'une lecture réfléchie de cette brochure, nous nous sommes demandé si les opinions politiques de M. Lucien étaient décidément bien arrêtées, et nous sommes restés dans la conviction contraire. Il y aurait, ce nous semble, quelque affinité entre le système du prince de Canino et celui de l'école doctrinaire, à cette seule différence près que, *par caractère*, M. Lucien Bonaparte ne sait pas ployer.

BROË (JACQUES-NICOLAS, DE).

Nous nous garderons bien de faire précéder de quelques réflexions la notice biographique de M. de Broë; l'opinion que nous émettrions sur la manière dont il remplit ses fonctions d'avocat général pendant les crises réactionnaires pourrait bien déplaire à Messieurs du parquet, et nous avons eu trop souvent maille à partir avec eux pour ne pas éviter l'occasion de nous retrouver en butte aux attaques de leur loyale éloquence. Nous nous bornerons donc à établir en quelque sorte un procès-verbal de faits qui mettront nos lecteurs à même d'asseoir leur jugement sur le caractère de l'homme que la Restauration appela, tout jeune encore, à venir prendre place sur les sièges de la cour de cassation.

Jacques-Nicolas de Broë est né à Beauvais

(Oise), en 1790, d'une famille également distinguée dans les camps et dans la magistrature (1). La fortune de sa famille avait disparu dans la tourmente révolutionnaire; à dix-sept ans le jeune de Broë, ayant terminé ses études avec succès, vint commencer son droit à l'école de Paris: en 1810, il parut pour la première fois au barreau. Il fut bientôt distingué par les membres de la cour impériale, qui le présentèrent le premier sur la liste des dix-huit candidats choisis pour les six places de conseillers-auditeurs créées en 1815: M. de Broë fut agréé par Napoléon, pour qui les droits de l'élection étaient toujours sacrés.

Lors de la réorganisation des tribunaux à la suite des désastres qui avaient ramené les Bourbons, M. de Broë fut nommé substitut au tribunal de première instance de la Seine, et plus tard appelé, près la Cour royale de Paris, aux fonctions de substitut du procureur général. Il devint enfin avocat général en 1822.

Dans ces deux postes, où il est si difficile de conserver une noble indépendance et de satisfaire tout à la fois aux exigences de sa conscience et aux volontés de ses supérieurs, M. de Broë eut surtout à prendre souvent la parole pour solliciter, soit de la cour, soit du jury, des condamnations sévères contre ce que l'on appelait les écarts de la presse. Nous nous sommes livrés à des recherches minutieuses pour établir la liste des causes dans lesquelles M. de Broë porta la parole, et le plus souvent, nous devons le reconnaître, avec succès. La liste suivante des ouvrages condamnés sur son réquisitoire nous a paru un document historique curieux à consulter.

Abrégé de l'Origine des cultes, par Dupuis (26 juin 1833);
Album (journal), par Magallon (15 mars 1823);
Aperçus historiques (28 juin 1820);
Attention, écrit séditieux, par Bousquet - Deschamps (23 juin 1820);
Biographie des Commissaires de police et Officiers de paix de la ville de Paris, par Guyon (12 décembre 1826);

(1) Ce nom se trouve honorablement cité dans les mémoires de Thou et dans les œuvres de Blanchard sur les présidents et conseillers au parlement de Paris.

Biographie des Contemporains, par MM. Jay et Jouy, articles frères Faucher et Boyer-Fonfrède (10 avril 1823);
Biographie ou Galerie historique des Contemporains, par Barthélemy, article comte de Mosbourg (17 avril 1823);
Biographie des Dames de la Cour et du Faubourg Saint-Germain, par Pitou (21 novembre 1816);
Biographie (petite) des Députés, par Raban (6 mars 1827);
Biographie pittoresque (nouvelle) des Députés de la chambre septennale, par Lagarde (28 novembre 1826);
Biographie des Imprimeurs et Libraires, par Imbert (28 avril 1827);
Biographie pittoresque des Pairs de France, par Monglave (28 novembre 1826);
Biographie (petite) des Pairs, par Raban (12 décembre 1826);
Biographie des Préfets, par de Lamotte-Langon (21 avril 1827);
C'est du Nanan, chanson d'E. Debraux (29 mai 1823);
Chandelle (la) d'Arras, poème en dix-huit chants (21 décembre 1822);
Citateur (le), par Pigault-Lebrun, traduction espagnole (26 février 1827);
Coteries (les), par Lagarde (21 novembre 1826);
Courrier (le Petit) de Lucifer (journal), article intitulé *Diable Rose*, par Ducange (23 novembre 1822);
Cousin Jacques (mon), chanson de Debraux (29 mai 1823);
Croi (le) de la France, par Grand (11 octobre 1821);
Diable Rose (le), journal (23 novembre 1822);
Enfant (l') du Carnaval, par Pigault-Lebrun (25 juin 1825);
Enfant (le) du Nauphe, par Debraux (29 mai 1823);
Épître à mon Curé, par Lagarde (13 mai 1823);
Épître à Voltaire, par M. J. Chénier (21 novembre 1826);
Étincelles (les), Recueil de chansons, par Pradel (11 juillet 1822);
Faibles (le chevalier de), par Louvet (19 juin 1827);
Félicité ou Mes Frédaines, 4 vol. in-12 (21 décembre 1822);
Femme Jésuite (la), histoire véritable écrite par une victime du jésuitisme (21 avril 1827);
Guerre des Dieux (la), par Parny (29 décembre 1821);
Histoire des Cent-Jours ou Lettres écrites de Paris depuis le 8 avril 1815 jusqu'au 20 juillet, traduites de l'anglais de Hobhouse, par Regnault-Warin (25 novembre 1819);
Il n'est pas mort, par un ami de la patrie (15 novembre 1821);
Incrédule (l') ou les Deux Tartufes, par Raban (14 mars 1825);
Jacques le Fataliste et son Maître;
La Belle Main, chanson de Debraux (29 mai 1823);
Lettre à M. Carrère, par M. Benjamin Constant (28 novembre 1822);
Lettre à M. d'Hermopolis, par M. l'abbé de La Mennais (insérée dans le *Drapeau blanc* du 22 août 1823) (11 décembre 1823);
Lettres Normandes; lettre relative au service funèbre du 21 janvier (17 mars 1820);
Lettre au procureur général de Poitiers, par Benjamin Constant (6 février 1823);
Lettres Provinciales (Nouvelles), par d'Erhigny (20 juin 1826);
Mémoire justificatif de Fournier-Verneuil, auteur de l'ouvrage intitulé *Paris*, tableau moral et philosophique (13 juin 1826);
Mémoires de la cour de Louis XIV., (25 juin 1823);
Mémoires pour servir à l'Histoire de France (16 novembre 1822);
Missionnaire (la), par Cahaigne (5 décembre 1826);
Missionnaires (les), poème héroïque-comique (27 juin 1820);
Pasteur d'Uzès (le) ou Valentine, 3 vol in-12 (26 juin 1821);
Pour le Père et le Fils prions le Saint-Esprit (gravure), (22 juin 1820);
Prenons-y garde, par Poutignac de Villars (14 septembre 1820);
Projet d'Assurance mutuelle entre les Auteurs, par Lenoir (6 mars 1827);
Réflexions (quelques) sur la trahison, par Dardouville (7 décembre 1822);
Relation exacte de ce qui s'est passé le 3 juin, anniversaire de la mort de Lallemand (16 novembre 1822);
Relation historique des événements qui ont eu lieu à Colmar les 2 et 3 juillet 1822, suivie de la pétition présentée aux chambres par cent trente-deux citoyens du département du Haut-Rhin, par M. Kœchlin, député (17 juillet 1823);
Scènes de bourse, par Magallon (15 mars 1825);
Simple Discours de Paul Louis, vigneron de la Chavonnière (28 août 1821);
Souscription Nationale; provocation à la désobéissance à la loi sur la liberté individuelle;—insertion dans le *Constitutionnel*, le *Censeur*, l'*Indépendant*, la *Renommée*, le *Courrier*, l'*Aristarque*, les *Lettres Normandes* et la *Bibliothèque historique* (1^{er} juillet 1820);
Système social, etc., par le baron d'Holbach (1^{er} mars 1823);
Système de la Nature, idem (29 mai 1823);
Tablettes romaines, par Santo Domingo, 48^e livraison (25 novembre 1824);

Tablettes universelles, 46^e livraison (6 mai 1824);
Tribulations de l'Homme de Dieu, par Magallon (15 mars 1823).

Les travaux de M. de Broë ne se bornèrent point à ses luttes contre la presse libérale, il fut aussi chargé de soutenir l'accusation contre *Bouton* et *Gravier*, et il le fit avec un zèle chaleureux qui dut lui mériter les éloges du Pavillon-Marsan. Plus tard il porta aussi la parole contre la femme *Chauvet* et ses complices *Sauquaire-Souliné* et autres contumaces, et fit dans cette circonstance sourire plusieurs fois son auditoire par l'éloquence pompeuse de son terrible exorde, dans lequel il montrait le trône, la patrie, la France et la société européenne entière menacés par un vaste complot et une série d'attentats;..... et en jetant les yeux sur les bancs des accusés, qu'y voyait-on? une femme!!... (Voir le *Moniteur* du 8 février 1824.)

Dans une cause plus grave et que nous avons déjà signalée (*procès de la souscription nationale*), M. de Broë se trouva du moins en face d'adversaires réels, et soutint dignement la lutte contre les talens les plus remarquables du barreau de Paris. Cette affaire est une de celles dont le souvenir restera long-temps dans les annales de la Cour royale de Paris, et une de celles aussi qui ont fait le plus d'honneur au défenseur de la cause monarchique, qui dans une réplique improvisée dut réfuter les argumens et les doctrines de ses quatorze antagonistes (1).

M. de Broë n'avait point seulement à combattre la presse libérale et à se porter accusateur des complots réels ou imaginaires devant lesquels la vieille royauté se tenait sans cesse en émoi, il dut aussi poursuivre souvent des crimes contre les personnes et les propriétés. Là sans doute ses succès étaient mêlés de moins d'amertume,

(1) Le réquisitoire et la réplique de M. de Broë ont été imprimés dans le *Barreau français*, deuxième série, troisième volume; Paris, Panckoucke, 1822.

tar il n'avait point à diriger le glaive de la *justice* contre des hommes généreux et estimables. Nous ne saurions citer toutes les causes dans lesquelles M. de Broë porta la parole; mais il en fut d'une telle importance que nous ne devons point les passer sous silence. Telles sont celles qui amenèrent la veuve Boursier et le nommé Kostolo sur les bancs de la Cour d'assises (27 novembre 1825), sous la prévention d'empoisonnement de l'époux Boursier, et Edme Samuel Castaing, médecin, sous l'accusation d'empoisonnement des frères Ballet (10 novembre 1825). Dans cette dernière affaire surtout, M. de Broë s'éleva aux plus hautes considérations d'ordre et de morale; mais on le vit avec peine établir une discussion scientifique sur le *corps du délit* avec le savant et vénérable docteur Chaussier, dont le haut savoir et la grande expérience auraient dû imposer plus de circonspection au jeune avocat général (1).

Nous devons encore signaler une cause du plus haut intérêt, dans laquelle M. de Broë se montra aussi habile légiste qu'orateur éloquent. — Il s'était élevé un procès qui avait pour origine la dot de la fille du roi Jean, et qui, entamé il y a trois cents ans, devant le parlement de Paris, avait traversé les conseils du roi, les décrets impériaux et les lois nouvelles, sans être terminé. L'instance était entre le duc de Bourbon et l'Etat; il s'agissait de l'ancien *Comté des Vertus*. Il fut donné à M. de Broë de finir cette vieille et énorme affaire dont s'étaient occupés les d'Aguesseau et les Joly de Fleury. Son plaidoyer, qui occupa quatre audiences, forme un volume, fruit d'immenses recher-

ches, où l'histoire peut trouver de précieux documents.

En qualité d'avocat général, M. de Broë fut appelé deux fois (4 novembre 1825 et 5 novembre 1827) à prononcer le discours d'apparat à l'occasion de la rentrée de la Cour royale de Paris. Il prit pour texte de ces deux discours le *vrai* et la *conscience*, et traita ces deux questions avec un talent vraiment académique.

Nommé en 1825 maître des requêtes en service ordinaire, ce magistrat participa activement aux travaux du conseil d'état, et fut chargé de la préparation de divers projets de loi relatifs à des questions d'administration judiciaire, etc., etc.

Le zèle avec lequel M. de Broë s'était rendu l'organe des haines du pouvoir contre la presse fit supposer à MM. de Villèle, Corbière, etc., qu'il s'associerait volontiers aux travaux du comité de censure; mais M. de Broë repoussa la solidarité de ces mesures préventives à l'aide desquelles M. de Lourdoux (1) et ses acolytes étouffaient la pensée avant même toute publication. Cette résistance de M. de Broë aux offres du pouvoir lui concilia les suffrages de tous les hommes honorables, sans le brouiller entièrement avec ses patrons, puisqu'il fut aux élections générales de la même année (1827) nommé président du collège électoral de Clermont (Oise).

Elevé en 1828 aux fonctions d'avocat général à la cour de cassation, M. de Broë fut bientôt contraint d'abandonner le ministère public à cause de l'altération de sa santé, et obtint en mai 1829 le fauteuil de conseiller à la cour suprême.

On assure que M. de Broë a en portefeuille le manuscrit d'un voyage en Suisse, des souvenirs d'un voyage en Italie et un important ouvrage sur les fonctions du ministère public.

(1) M. de Broë soutint avec une obstination que nous ne saurions qualifier que les poisons végétaux ne laissent point de traces, alors que le Nestor de la physiologie affirmait, sur la foi de l'honneur et de la science, que tout poison, quel qu'il soit, ne peut échapper aux recherches et aux minutieuses investigations des chimistes.

(1) Président du conseil de censure.

JOHANNEAU (ÉLOI).

Ce savant aussi modeste qu'érudit, né à Contres (Loir-et-Cher) le 2 octobre 1770, est petit-neveu, par sa mère, du père Charonton, jésuite né à Blois, auteur de la traduction de l'*Histoire d'Espagne* de Mariana, qu'il avait faite par ordre de Philippe V. M. Éloi JOHANNEAU fit avec distinction ses humanités et sa rhétorique au collège de Meung-sur-Loire, et sa philosophie, ses mathématiques et sa physique à Orléans ; il y étudia aussi la botanique et se destinait à la médecine, lorsqu'il fut nommé, le 8 avril 1791, à la place de professeur de seconde au collège de Blois. Il se prononça avec chaleur en faveur des principes de la révolution ; mais lorsque la cause en fut souillée par des excès déplorables, il eut le courage de se porter en plusieurs circonstances le défenseur de ses concitoyens.

De 1792 à 1794 il dirigea un pensionnat à Blois, et publia en le fondant un *Plan d'une maison d'éducation et d'un lycée pour les jeunes gens* (1792, in-8°), dans lequel on trouve des vues neuves et profondes sur l'éducation en général.

Le 28 floréal an II, il fut nommé, par l'administration départementale de Loir-et-Cher, commissaire pour la composition de la bibliothèque publique du district de Blois, membre de la commission des arts et monumens, et le 18 frimaire de l'année suivante, démonstrateur du jardin des plantes de Blois. Ce jardin, qui devait remplacer celui que Gaston, frère de Louis XIII, avait fondé avec tant de frais et de magnificence dans le XVII^e siècle, n'eut qu'un commencement d'exécution, et reçut une autre destination lorsque le premier préfet de Blois vint prendre possession de l'ancien palais épiscopal où ce jardin avait été établi. Peu de temps après, le comité du district de Blois envoya M. Johanneau comme élève à l'école nor-

male, en lui conservant sa place de démonstrateur du jardin des plantes.

L'année suivante, M. Eloi Johanneau fut nommé, par le district de Saint-Aignan, aux deux places de sous-directeur et de professeur d'histoire naturelle à l'école militaire de Pont-le-Voy, dont la direction avait été confiée à l'un des membres les plus distingués de la congrégation bénédictine de Saint-Maur, don Chappotin (1). M. Eloi Johanneau n'accepta point ces deux places. Vers cette épo-

(1) Nous lisons dans un *Précis historique sur Pont-le-Voy* :

« Il paraissait impossible que le fléau destructeur n'atteignît pas cette magnifique maison ; aussi eut-elle à souffrir rudement de ses coups. Les religieux furent, comme partout ailleurs, chassés de leur monastère, et le collège perdit presque tous ses élèves, que les parents se hâtèrent de rappeler auprès d'eux ; et peu s'en fallut que ce sanctuaire des Muses ne fût totalement fermé. Le département de Loir-et-Cher sentit de quelle importance était pour sa gloire un pareil établissement. C'est pourquoi, afin d'en prévenir la destruction, le conseil général du département envoya en octobre 1795 M. Pierre-François Chappotin, religieux du même ordre de Saint-Benoît (congrégation de Saint-Maur), prendre possession de l'école, au nom de l'administration départementale, et lui confia la direction de ce collège antique. Le nouveau directeur, autant pour l'honneur de l'ordre auquel il appartenait que par zèle pour les bonnes études, se chargea de cette mission délicate. Jeune, actif, d'un esprit fécond en ressources, d'un jugement sain, d'un tact peu commun, il sut rallier autour de lui le petit nombre d'élèves étrangers qui n'étaient point encore partis, et, après avoir lutté constamment contre des obstacles presque insurmontables, il eut le bonheur de voir le collège se repeupler... »

« ... En 1810 M. de Champeaux, alors recteur de l'Académie d'Orléans, vint au nom de l'Université remercier M. Chappotin d'avoir par ses efforts constants sauvé ce beau vaisseau de la tourmente révolutionnaire. »

M. l'abbé Pascal, dans un écrit fort remarquable (quoiqu'il renferme quelques erreurs) qu'il a publié sur l'abbaye de Pont-le-Voy, s'exprime ainsi :

« Dans les derniers mois de 1795, le département de Loir-et-Cher soutenait toujours, autant que les circonstances le lui permettaient, ce bel établissement, y envoya pour en prendre la direction, sous le titre d'inspecteur général, un ancien membre de cette congrégation de Saint-Maur à laquelle Pont-le-Voy devait sa célébrité ; Pierre-François Chappotin, ex-bénédictin, que les événemens avaient conduit à Blois, fut chargé de cette mission... Enfin le gouvernement décida l'aliénation des bâtimens de la ci-devant abbaye et de l'école militaire de Pont-le-Voy. L'inspecteur général se mit au rang des soumissionnaires. La propriété de l'établissement et de plusieurs biens territoriaux qui en dépendaient lui fut adjugée. »

M. Lauretie, dont la parole est toujours loyale, quoique parfois passionnée sous l'influence des pen-

que, il se lia de la plus étroite amitié avec le premier grenadier de France, le célèbre Latour d'Auvergne, qui lui légua, à sa mort, en 1800, sa bibliothèque. Ce savant lui communiquait ses recherches et le consultait fréquemment sur ses *Origines gauloises*.

En 1805, M. Eloi Johanneau fonda, avec M. de Cambry, préfet de l'Oise, et M. Mangonrit, l'Académie celtique, dont il fut nommé secrétaire perpétuel, et dont il a publié les *Mémoires*.

En 1806 et 1807, il fit, à ses frais, pendant dix-huit mois, un voyage pour la recherche des antiquités nationales dans douze départemens de l'intérieur de la France, mais particulièrement dans celui de Loir-et-Cher. Il y étudia avec un soin particulier les monumens, la mythologie, les usages, les traditions, les origines et tous les vestiges du druidisme encore existans. M. Pardessus, son compatriote, a publié, le 7 juin 1807, dans les Affiches de Loir-et-Cher, une notice curieuse sur ces recherches aussi nouvelles qu'intéressantes, laquelle a été réimprimée dans les *Mémoires de l'Académie celtique*, tome I^{er}, pages 595-598.

Le 16 mars 1811 il fut nommé censeur impérial de la librairie, place qu'il remplit pendant les trois années de la direction de M. de Pommereul; ses fonctions n'avaient de rapport qu'au fisc et non à la politique ni à la religion, puisqu'il était chargé particulièrement de la censure anti-plagiaire, pour assujettir au droit de cinq centimes par feuille tout ouvrage reproduit en totalité ou en partie, de ceux tombés dans le domaine public; ce qui lui a fait faire une galerie en-

rieuse de plagiais littéraires, qui pourrait former deux volumes in-8°.

Le 9 décembre 1815, lorsque l'Académie celtique prit le nom de Société des Antiquaires de France, il fut confirmé, à l'unanimité des suffrages, dans les fonctions de secrétaire perpétuel. Après la Restauration, M. Johanneau reçut sa nomination de censeur royal honoraire. M. Eloi Johanneau a fait des découvertes importantes dans presque toutes les branches des connaissances humaines. Philologue, grammairien, antiquaire, naturaliste, géographe, sa vaste érudition embrasse tous les sujets. Il a publié :

1^o *Tableau synoptique de la méthode botanique de B. et A. L. de Jussieu*, Paris, an V;

2^o *Tableau synoptique et dichotomique de la méthode botanique de Durande*, comparée avec celle de Jussieu, de Tournefort et de Linnée, Paris, an VI: ces deux tableaux ont été faits pour l'école polytechnique et imprimés aux frais du gouvernement; ils ont eu un grand succès en France et à l'étranger;

3^o *Johannis Latham systema ornithologiæ, sive index ornithologicus complectens avium divisiones in ordines, genera, species, ipsarumque varietates, etc.*, Paris, 1805, in-12;

4^o *Nouvelle ornithologie française*, d'après la méthode de Lacépède, Paris, 1805, in-12;

5^o *Récueil de contes et de fables de Fénelon*, avec des notes, Paris, 1805, in-12;

6^o *Monumens celtiques, ou Recherches sur le culte des pierres*, précédés d'une notice sur les Celtes et sur les druides, etc., Paris, 1805, in-8°; quoique cet ouvrage porte le nom seul de M. de Chambry, et que celui de M. Eloi Johanneau ne se trouve qu'à la fin, plus de la moitié lui appartient;

7^o *Projet de statuts et réglemens pour un cœnobium littéraire, ou Communauté libre de gens de lettres et d'artistes pour la continuation des grands ouvrages commencés par les bénédictins*, Paris, an XIII, in-8°;

sées politiques, s'exprime ainsi à cette occasion dans un écrit qu'il a consacré à Pont-le-Voy :

« Cette abbaye de bénédictins, mise à l'encan par la révolution, fut achetée par un bénédictin. On lui permit de faire du bien aux hommes, non comme prêtre, mais comme instituteur. Ainsi il garda quelque chose de sa vie de moine, si ce n'est que le religieux fut obligé de se faire philosophe; c'était annoncer la fin d'une abbaye qui avait commencé à *Gelduin* (l'an 1040) par un changement tout contraire. »

8° *Mémoires de l'Académie celtique, ou Recherches sur les antiquités celtiques, gauloises et françaises*, Paris, 1807 et années suivantes, 5 volumes in-8°. M. Eloi Johanneau, éditeur de ces mémoires, leur a fourni un grand nombre de dissertations pleines d'intérêt, qui ont été aussi publiées séparément, pour la plupart ;

9° *Alphabet de la langue primitive de l'Espagne, et explication de ses plus anciens monumens, en inscriptions et médailles*, par M. de Erro e Aspiroz, suivi de la critique de cet ouvrage par D. J. A. C., traduits l'un et l'autre de l'espagnol en français, par extrait, avec des remarques sur la lecture et l'explication de ces inscriptions ; et de l'*Essai sur les alphabets inconnus qui se trouvent sur les médailles et les monumens les plus anciens de l'Espagne*, par Velasquez, traduit par extrait également de l'espagnol en français, avec six planches d'alphabets et de monumens celtibériens ;

10° *Histoire romaine de l'abbé Tailhé*, avec des notes étymologiques et mythologiques, Paris, 1812 ; cette édition, dont il y eut cinq volumes imprimés, n'a jamais été publiée, par suite de la faillite du libraire. M. Eloi Johanneau avait fait pour cet ouvrage de grandes recherches ; l'ouvrage devait être précédé d'une introduction en 2 volumes intitulés : *Les Fables de l'histoire romaine comparées et expliquées* ;

11° *Selectæ à romanis scriptoribus historie*, Parisiis, 1814, in-18 ; c'est le *Selectæ à profanis* d'Heuzet refondu, abrégé et enrichi de trois tables et de sommaires à chaque trait d'histoire ;

12° *Essais de Montaigne*, Paris, 1817 et 1818, 5 volumes in-8° et 10 volumes in-18 ; M. Eloi Johanneau avait fait pour cette édition un *Glossaire* qui n'a pas été imprimé ;

13° *Mélanges d'origines étymologiques et de questions grammaticales*, Paris, 1818, in-8° ;

14° *Le Retour de l'âge d'or, ou l'Horoscope de Marcellus*, églogue de Virgile, traduite en vers français, suivie d'un hymne au

soleil, imitée d'un hymne antique, avec des notes pour l'explication des allégories, Paris, 1819, in-8° ; la double explication du sens historique et allégorique de la quatrième églogue de Virgile jette un grand intérêt sur la traduction et sur les notes ; M. Eloi Johanneau prouve que l'enfant qui y est célébré est Marcellus, neveu d'Auguste, dans le premier sens, et que c'est le soleil dans le second, qui était celui de la prophétie attribué à la sibylle de Cumès ;

15° *Épigrammes de M. Val. Martial*, traduction nouvelle et complète, par feu E.-T. Simon, avec le texte en regard, des notes, et les meilleures imitations en vers français depuis Cl. Marot jusqu'à nos jours, publiées par le général baron Simon, son fils et P. R. Auguis ; Paris, 1819, 5 volumes in-8° ; M. Eloi Johanneau a fourni à cet ouvrage cent soixante-six épigrammes de Martial, traduites en vers français ; trente-six, ayant été estropiées par l'imprimeur, ont été réimprimées et tirées séparément ;

16° (Avec M. Amaury-Duval) *Essais de Montaigne*, avec des notes, Paris, 1821 et 1826, 5 volumes in-8° ;

17° (Avec le même) *De la Sagesse*, par P. Charron, avec des sommaires et des notes explicatives, historiques et philosophiques, Paris, 1821, 5 volumes in-8° ;

18° (Avec M. Esmangart) *Œuvres de Rabelais*, édition *variorum*, augmentée des pièces inédites, des songes drolatiques de Pantagruel, ouvrage posthume, avec l'explication en regard, des remarques de Le Duchat, de Bernier, de Le Motteux, de l'abbé de Marsy, de Voltaire, de Guinguené, etc., et d'un nouveau commentaire historique et philologique, Paris, 1825 et 1826, 9 volumes in-8°. Quoique le nom de M. Esmangart se lise le premier sur le frontispice de cette édition de Rabelais, il n'en est pas moins constant que M. Eloi Johanneau est seul auteur d'une grande partie des commentaires et des notes. Toutes les allusions malignes de Rabelais aux personnages et aux

événemens de son temps sont expliquées dans le commentaire; tous les vrais personnages y sont démasqués; le commentateur a prouvé jusqu'à l'évidence que Gargantua est François 1^{er}; Pantagruel, Henri II; Gargamelle, Anne de Bretagne, etc.

L'explication des *Fanfrluches antidotées* avait, jusqu'à M. Johanneau, été tentée sans succès; celle qu'il en a donnée ne prouve pas moins de finesse que d'érudition et de critique. Enfin on est frappé du nombre de rapprochemens neufs, d'anecdotes et d'éclaircissemens que contient cette édition, et qui n'importent pas moins à la connaissance des mœurs et des événemens qu'à l'intelligence de l'ouvrage de Rabelais. Il est fâcheux que M. Johanneau ait été obligé de cesser de donner ses soins à l'édition à partir de la neuvième feuille du huitième volume, et d'en composer le commentaire historique et les notes philologiques. Aussi cette édition, qui devait avoir dix volumes, a-t-elle été bornée à neuf, et le public a-t-il à regretter, outre l'explication de bien des allégories piquantes, les pièces suivantes qui n'y ont point été comprises: la Lettre de Rabelais au Baillif des Baillifs; les Suppliques latines au pape pour être absous de ses apostasies; le Bref d'absolution du pape, où l'on trouve plusieurs particularités de la vie de Rabelais; la Pièce inédite en vers latins qui peint si bien son goût pour le vin; les Tables chronologiques des principaux personnages et événemens des trois règnes sous lesquels il a vécu; la Notice raisonnée des diverses éditions de ses œuvres; le Tableau comparé des différentes clefs; le *Fac simile* de son écriture; celui de l'inscription de Gentilly, etc., etc., qu'il avait annoncées dans le prospectus et dans les notes, ainsi que les découvertes et les corrections qu'il avait faites pendant l'impression, et des savantes et nombreuses observations que M. Eusèbe Salvert lui avait communiquées, et qu'il devait réunir à la fin du dernier volume. C'est ce qui explique pourquoi l'éditeur anonyme, en réimprimant ce prospectus sur la notice de Rabelais, en tête du neuvième volume, en a retranché toutes ces promesses qu'il ne pouvait pas remplir; que s'il a fait un double emploi de soixante-seize pages, en réimprimant à la fin du huitième volume l'*Alphabet de l'auteur français*, c'est qu'il ignorait que M. Eloi Johanneau en avait déjà inséré toutes les notes aux endroits qu'elles éclaircissent, et qu'il n'avait sans doute pas même lu les sept volumes précédens;

19° *Rhétorique et poétique de Voltaire appliquées aux écrivains des siècles de Louis XIV et de Louis XV, ou Principes de littérature; tirés textuellement de ses œuvres et de sa correspondance*, Paris, 1828, in-8°:

M. Johanneau a fourni des articles à un grand nombre de recueils périodiques et d'ouvrages, entre autres à l'*Ami d'Anacréon*, d'E. Simon de Troyes, 1804, in-18; au *Courrier français*, au *Moniteur*, au *Journal des Modes*, au *Publiciste*, au *Magasin encyclopédique*, au *Courrier de l'Europe*, à la *Biographie universelle*, au *Manuel des amateurs de la langue française*, par M. Boniface; au *Journal de Paris*, au *Journal de la librairie*, publié par M. Beuchot; aux *Annales politiques*, aux *Annales de grammaire*, au premier volume de l'*Encyclopédie moderne*, publiée par M. Courtin; au *Dictionnaire historique de Prudhomme*, 20 vol. in-8°; au *Journal des Arts*, à l'*Album* de M. Grille, aux *Tablettes universelles*, etc. Il a revu et corrigé les manuscrits, soigné les éditions de beaucoup d'ouvrages. La *Grammaire celto-bretonne*, 1807, in-8°, de M. Legonidec, a été composée sur son plan, d'après un alphabet et sous sa direction, pour la théorie et l'étymologie de la langue bretonne; le *Dictionnaire celto-breton*, du même, Angoulême, 1821, in-8°, a été discuté par lui avec l'auteur, et il y a fourni quelques étymologies. M. Legonidec, dans l'avertissement, p. 12, a reconnu les obligations qu'il lui avait. Il y dit: « Je me plais à avouer tout ce que je dois, pour la décomposition de la langue

« celto-bretonne, aux conseils d'un ami, »
 « M. Johanneau ; je le prie de recevoir ici ce »
 « faible témoignage de ma reconnaissance. »

Les ouvrages manuscrits de M. Johanneau sont bien plus nombreux et surtout bien plus importants que ceux qu'il a fait imprimer. On sait qu'il a en portefeuille une traduction en vers des plus belles épigrammes de Martial, d'Owen, de l'*Anthologie grecque*, des plus belles inscriptions et épitaphes grecques et latines ; une *Histoire littéraire des siècles de Louis XIV et de Louis XV*, par Voltaire, d'Alembert et le roi de Prusse ; les *clefs* des œuvres de Voltaire, de J.-J. Rousseau, de Rabelais, de Virgile, du Télémaque ; un *Dictionnaire des auteurs pseudonymes et éryponymes*, on leur secret entièrement dévoilé ; une *Géographie archéologique des Gaules* ; un *Dictionnaire étymologique géographique* ; un *Dictionnaire étymologique* de la langue française et de presque toutes les autres langues (1) ; qu'il prépare des éditions de la *Notice des Gaules*, de d'Anville, dans l'ordre des provinces romaines ; corrigée et augmentée de la *Notice de l'empire*, ou *Notitia dignitatum* ; de la *Carte itinéraire d'Agrippa*, ou *Table théodosienne* ; de l'*Itinéraire d'Antonin*, et autres anciens itinéraires, restitués, comparés et commentés.

MICKIEWICZ (ADAM).

Notre époque n'est pas poétique, dit-on, certes c'est une erreur. Les événements sublimes et terribles, les péripéties politiques dont nous avons été les acteurs et les témoins, ont trop ébranlé les âmes pour ne pas en faire sortir de profondes méditations,

(1) Cet ouvrage est, dit-on, celui auquel M. Johanneau a donné le plus de soins ; il se rattache à une méthode qu'il a appelée Glossotomie, et qui ne tendrait à rien moins qu'à rendre communes à toutes les nations, malgré la différence des langues, les richesses intellectuelles de chacune d'elles.

des cris pathétiques, de grandes pensées ; et les pensées sont déjà de la poésie, quand elles jaillissent d'un ébranlement moral. Assez de chutes de trônes, assez de sanglantes tragédies, assez de magnifiques épopées de guerre ont résumé en Europe notre siècle révolutionnaire, pour que le contre-coup en retentisse long-temps dans les âmes. L'extraordinaire des actions humaines passe dans les idées pour y produire de vastes enfantemens ; c'est ce qui explique la venue des grands siècles littéraires après de grandes crises sociales. Le choc des passions fait jaillir de vives étincelles. Nous sommes, quoi qu'en disent quelques critiques moroses, à cette époque de fécondité dans les arts, dans les sciences et dans la littérature ; une pléiade de poètes a surgi chez toutes les nations des longs orages qui ont bouleversé l'Europe ; ce ne sont plus, ce ne doit plus être de légères pastorales qui n'effleuraient que l'épiderme du monde poétique ; aujourd'hui on ne joue plus seulement à la surface ; la poésie comme les sciences a sondé le fond des choses, et le poète est mal venu qui se prend à nous chanter ses amours, ses rêves et ses illusions individuelles. Il faut que jugeant l'état actuel, pénétré de la misère, de la souffrance des classes laborieuses, il faut qu'il trouble le sommeil du froid égoïste, et console le désespoir de celui qui gémit encore dans ce demi-servage qui pèse sur les peuples. Alors et seulement alors il a le droit de porter le titre de poète, alors ses chants peuvent devenir populaires et acquérir l'immortalité du présent ; car alors seulement l'écrivain peut dire : « Et moi aussi, j'ai contribué au grand œuvre de la régénération. »

Après ce rapide aperçu sur l'état de la poésie en Europe, quelle opinion émettrons-nous sur Mickiewicz, le chantre de la Pologne ? Nous ne craignons pas de l'avouer, nous éprouvons quelque embarras pour nous prononcer ; car si d'un côté dans notre admiration pour ses chants nationaux, nous

lui accordons la première place parmi les poètes du Nord, d'un autre nous sommes forcés de le combattre, lorsque dans son orgueil *quasi-nobiliaire* il se vante de son origine, et se dévoue au triomphe de la secte catholique, dont dans son fanatisme exalté il se fait l'aveugle partisan.....

Sans cœur et sans âme sont ces peuples de squelettes!
Jeunesse, prête-moi tes ailes,
Que je m'élève au-dessus du monde mort,
Pour entrer dans le paradis des illusions,
Là où l'enthousiasme crée des miracles;
Sème les fleurs d'une nouvelle vie,
Fais briller l'espérance dans des images dorées!
Que le vieillard affaibli par l'âge,
Courbant vers la terre son front ridé,
Voie le cercle de l'univers
Tel que lui permet de le voir sa vue affaiblie.
Jeunesse, élève-toi au-dessus de la terre,
Et d'un oeil de soleil
Pénètre l'humanité d'une extrémité à l'autre.
Jette ton regard en bas,
Là où un brouillard obscurcit la paresse environnée d'un torrent de bassesses :

C'est la terre !

Regarde comme sur sa surface morte
S'élève un reptile dans ses écailles !
Il est son propre gouvernail, son pilote, son vaisseau ;
Poursuivant les êtres plus petits, plus faibles que lui,
Tantôt il s'élève, tantôt il s'enfonce.
La tempête l'oublie ; lui, il ne se soucie pas de la tempête ;
Soudain il se brise et s'évanouit contre la pierre comme une bulle de savon ;
Personne ne connaît son existence ni sa perte :

C'est l'égoïste !

Jeunesse, ton neclat de vie est doux,
Seulement alors qu'il se communique ;
Le bonheur céleste se réjouit seulement alors
Qu'un fil bienfaiteur s'unît aux autres cœurs :

Ensemble, jeunes amis !

Dans le bonheur d'un seul se confond le but de tous ;
Heureux celui qui meurt avant d'avoir fini sa carrière,
Si son cadavre sert de marchepied à la gloire :

Ensemble, jeunes amis !

Quoique la route soit glissante et raboleuse,
La violence et la faiblesse défendent l'entrée ;
La violence, il faut la repousser par la violence ;
Apprenons de notre jeune âge à briser sa faiblesse.
Celui qui dans son berceau terrassa l'hydre
Ancantira les centaures quand il sera adolescent ;
Il arrachera à l'enfer sa victime,
Il s'élèvera aux cieux pour cueillir des lauriers.
Atteignez là où la vue n'atteint pas ;
Brisez ce que ne brise pas l'esprit.
Jeunesse, la puissance est gigantesque
Et ton bras est comme la foudre.
Allons ! serrons nos bras,
Entourons de fortes chaînes la surface de la terre ;
Concentrons nos esprits dans un seul point,
Et dans un seul point nos âmes ;
Globe, émeus-toi !
En rejetant l'écorce pourrie,
Tu amèneras de vertes années ;
De même que dans le pays du chaos et dans la nuit,
Au milieu d'éléments discordans,
L'Être suprême par ce seul mot : *Soit !* créa l'univers.
Les vents soufflèrent, les eaux se séparèrent, les astres brillèrent ;
Ainsi, dans le pays de l'humanité
Règne une sombre nuit ;
Les éléments de la volonté sont dans une guerre continuelle ;
Mais le feu de l'enthousiasme brûle,
Il naît de l'amour,
L'amitié le consolide par des liens immortels ;
Et les glaces seront brisées,
Et les préjugés qui obscurcissent la lumière s'évanouiront.
Salut, aurore de bonheur,
Après toi brille le soleil de la délivrance !

On peut s'imaginer quel effet devait produire cette belle inspiration sur la jeunesse polonaise à laquelle le poète la destinait. Quand on se rappelle que seize adolescents firent l'attaque du Belvédère, ainsi que le dit un écrivain allemand, traversant les escadrons russes pour briser le colosse du Nord dans le palais du tzarewitch Constantin ; il semble que de leurs âmes dégagées de liens terrestres s'échappait ce chant sublime :

Jeunesse, atteins où la vue n'atteint pas ;
Brise ce que l'esprit ne brise pas !

Tout ce que Mickiewicz a écrit sous l'empire de ses sentimens patriotiques, alors qu'il était entouré de la jeunesse, est plein de vie et d'enthousiasme, soit qu'il chantât un hymne solennel, soit qu'il improvisât un couplet pour égayer un banquet :

Allons ! jouissons de la vie !
Nous vivons seulement une fois ;
Que cette coupe d'or
Ne soit pas un vain appât pour nous ;
Prends et bois jusqu'à ce qu'elle soit vide,
Qu'elle circule et fasse le tour de notre cercle,
Comme l'avant-coureur du bonheur.

Du compas, de la balance, de la mesure,
Servez-vous pour la matière inerte ;
La force doit se mesurer selon les desseins,
Et non les desseins selon la force ;
Car, là où le cœur brûle,
Le compas de l'enthousiasme c'est l'âme.
Le bonheur public est l'échelle ;
L'un est plus grand que deux.

Mais quand on prend les productions postérieures de Mickiewicz, ses hymnes à la *Marie Vierge*, ses cantiques à *Saint Stanislas*, à *Saint Antoine*, à *Saint Joseph*, on est tout étonné de voir qu'un poète si supérieur puisse tomber si bas. Et quand à côté du poète on veut juger l'écrivain politique, on regrette qu'un homme aussi supérieur, destiné à renverser les préjugés, à faire triompher les principes d'amour et de fraternité générale, se fasse l'organe de la pensée exclusive de cette religion dont le chef (le pape) a maudit l'insurrection de la Pologne. Nous le répéterons aussi souvent que possible, nous respectons toutes les croyances sincères ; mais aussi nous combattons toujours ces hommes intolérans et exclusifs,

qui tendent à assurer une suprématie à une seule secte, à une seule croyance. Mickiewicz a donné des preuves de cette exclusion et de cette intolérance dans ses écrits récents, surtout dans les livres *des Pèlerins*. Et cependant qui pouvait savoir mieux que lui que la Pologne est souillée des chaînes de l'oppression religieuse, et qu'il n'y a de salut pour elle que dans le principe de réconciliation et de fraternité.

Adam Mickiewicz est né en Lithuanie vers 1798 de parents nobles. Son père, avocat peu fortuné, ne négligea cependant rien pour donner une éducation soignée à son fils, qui commença ses études à Nowogrodek, se rendit ensuite au gymnase et à l'université de Wilna.

Bientôt les études du jeune Mickiewicz furent troublées par un amour malheureux. Une belle et riche Polonaise possédait le cœur du poète; mais sa fortune était un obstacle à l'union qui pouvait faire son bonheur. Dès lors l'âme souffrante du poète chercha un délassement dans des inspirations de l'imagination; aussi dans toutes les premières productions de Mickiewicz l'on retrouve ces deux puissans mobiles, l'amour et la patrie, deux grands sentimens qui enfantèrent les chants les plus beaux dans la poésie du Nord.

Depuis la réunion de Wladislas IV avec Marie-Louise de Gonzagues (connue en France par l'amour qu'elle inspira à l'infortuné Cinq-Mars) la littérature française influait beaucoup sur la littérature polonaise; ses poètes se formaient sur le modèle des poètes français: nos génies imposaient leur direction aux littérateurs polonais. L'originalité nationale se perdait dans des imitations; la fable, l'épopée, la comédie, le drame, tout cela se modelait sur les œuvres de La Fontaine, de Corneille, de Racine. Mickiewicz se livra à l'étude de la littérature allemande, brisa les formes classiques, et, ouvrant une nouvelle route à la poésie polonaise, recueillit avec soin les traditions

populaires, et c'est à ses recherches que nous devons son poème des *Aïeux*, ainsi que plusieurs ballades. Nul ne connut mieux que lui toutes les ressources de la langue polonaise.

Dans les inspirations de Mickiewicz cette langue a reçu de nouveaux charmes; il a découvert des trésors jusque-là inconnus. Les Polonais, qui ne partagent ni les opinions ni les tendances de Mickiewicz, le regardent cependant comme un écrivain supérieur, qui fait époque dans la littérature polonaise tant par le fond que par la forme de ses productions. Cependant il perçut quelquefois dans les poésies de Mickiewicz comme une envie outrée d'innovation.

L'hymne à la *Jeunesse*, que nous avons citée, attira la haine du gouvernement russe sur Mickiewicz. Le poète fut exilé: c'était au moment où l'on découvrait l'existence des sociétés secrètes dans l'université de Wilna, dont Mickiewicz faisait partie. On lui désigna la Crimée pour son séjour. Ces lieux, où tant de hordes barbares signalèrent leur passage, inspirèrent le poète. Il sut animer les vieilles ruines et marier les souvenirs du passé aux espérances de l'avenir. Son âme souffrante se plaisait dans la vue des palais délabrés des Khans de la Crimée, dans ces galeries que jadis balayait le front des bachas. Mais son imagination ne s'y perdait pas; elle revenait toujours à ses divinités inspiratrices, l'amour et la patrie:

« O Lithuanie! le bruit de tes forêts résonnait plus doucement à mon oreille que le chant du rossignol de Baïdare et des jeunes filles du Sathire, et je foulais avec plus de joie les fondrières que les mûriers de rubis et les ananas d'or. »

Les amis et les admirateurs de Mickiewicz obtinrent la fin de son bannissement. On lui permit de quitter la Russie, sous la condition qu'il ne rentrerait pas en Lithuanie; alors il se rendit en Allemagne, et passa quelque temps avec Goëthe, dont

l'influence se fit sentir dans ses productions postérieures.

En général tout ce que ce poète polonais créa dans sa patrie, au milieu de la jeunesse de l'université, au moment des plus belles espérances de la Pologne, est infiniment supérieur à tout ce qu'il a publié depuis son voyage en Europe, après son contact avec les célébrités du jour. Il semble que le feu de son imagination s'est refroidi en approchant seulement des *grands hommes* de notre époque, qui mirent leur plume au service des salons. Quelle différence de *Konrad Wallenrod* à *Monsieur Thadé* ! Dans le premier de ces ouvrages, le poète nous a retracé un héros qui, pour servir son pays, se dévoue jusqu'à la trahison ; dans le second, il nous présente l'idéal d'un niais sans cœur et sans âme.

Mickiewicz a voulu aussi être un homme politique. Basant ses principes et ses espérances sur le triomphe du catholicisme, il a réveillé les questions religieuses qui étaient oubliées en Pologne ; car, pendant la dernière révolution polonaise, la lutte avait pour devise : *Indépendance et Liberté* ; ce n'est que depuis l'émigration, et grâce à Mickiewicz, qu'on a ajouté à la devise nationale ces mots : *Religion, Catholicisme*. Qu'en est-il résulté ? une division parmi les proscrits, et quelques abbés de plus dans les séminaires de Paris.

WETTERSTEDT (GUSTAVE, le comte DE).

Le comte *Gustave DE WETTERSTEDT* est né à Wasa, en Finlande, le 29 décembre 1776.

Son père, qui venait d'être pourvu de lettres de noblesse, et qui depuis fut gouverneur de province à Upsala, était alors directeur de la division finnoise des ponts et chaussées, dont le chef-lieu était Wasa.

Gustave de Wetterstedt fit ses études à

l'université d'Upsala, et consacra les années 1797, 1798 et 1799, à compléter son éducation en France, en Angleterre et en Italie. Nommé très-jeune encore sous-lieutenant dans les dragons de Finlande, il quitta en 1801 le service militaire pour un emploi dans le département des affaires étrangères, et fut en 1805 nommé premier secrétaire d'ambassade à Saint-Petersbourg. Le défunt maréchal comte de Stedingk y était alors ambassadeur.

Le comte de Lagerbjelke (celui que nous avons vu ministre de Suède à Paris en 1811) ayant en 1805 donné sa démission du poste de chef du cabinet du roi (emploi correspondant à celui de sous-secrétaire d'état au département des affaires étrangères), M. de Wetterstedt fut choisi par Gustave-Adolphe pour lui succéder, et fut cette même année nommé gentilhomme de la chambre. Peu de temps après il fut (ainsi que son père) créé baron et nommé archiviste des ordres du roi.

Gustave-Adolphe venait de se joindre à la coalition de 1805 contre la France ; le baron de Wetterstedt accompagna son souverain, et géra sa diplomatie à son quartier général pendant les campagnes de 1805, 1806 et 1807 en Allemagne, et de 1808 contre la Russie.

La révolution de 1809 survint. Le baron de Wetterstedt fut de tout point étranger à cet événement. La notoriété de son caractère nous dispensait sans doute du soin de l'affirmer ; mais on a débité tant de mensonges sur ces événemens du Nord ! N'avons-nous pas vu récemment un journal légitimiste (*la France*) attribuer la chute de Gustave-Adolphe au caractère haineux de son oncle le duc de Sudermanie ? Disons en passant que dans la notice que nous avons consacrée à Gustave-Adolphe nous avons d'avance fait justice de cette calomnie. Ajoutons que de nombreux documens officiels, mis au jour par la révolution, ont révélé et prouvé que le baron de Wetterstedt est un

de ces hommes d'état, trop rares dans les cours, qui, dans l'intérêt de leurs souverains, leur résistent, mais ne vont pas se vantant, aux dépens de leur prince, de l'énergie qu'ils ont déployée dans leurs conseils.

En 1809 le baron de Wetterstedt fut appelé au conseil de Charles XIII, d'abord en qualité de secrétaire d'état, et plus tard comme chancelier de la cour. Il fut cette même année nommé chevalier de l'Étoile Polaire, et en 1810 commandeur de cet ordre.

En 1812 il accompagna le prince royal (Bernadotte) à la célèbre et décisive conférence d'Abo. Il signa cette même année, et conjointement avec le ministre des affaires étrangères, comte d'Engestrom, les traités de paix avec l'Espagne et l'Angleterre, et en 1815 les traités d'alliance avec l'Angleterre et la Prusse.

En 1815 nous le voyons encore avec le prince royal à cette conférence de Frachenberg, dont les résultats agirent si puissamment sur les événemens du temps; et pendant les campagnes de 1815 et de 1814 il ne quitta plus le prince royal, qui à cette grande époque fut constamment investi des pouvoirs illimités de Charles XIII. La véritable diplomatie de la Suède était donc celle que dirigeait le baron de Wetterstedt au quartier général de l'armée du Nord de l'Allemagne.

En janvier 1814 il signa le traité de paix de Kiel, par lequel le Danemark cédait à la Suède le royaume de Norwège. Cette même année on le vit, en mars et avril, plénipotentiaire suédois aux conférences de Châtillon; plus tard signataire de la paix de Paris, conjointement avec le comte de Stedingk, son premier chef dans la carrière diplomatique. En novembre de la même année il fut l'un des commissaires qui négocièrent et signèrent à Christiania la convention par laquelle, après l'impuissante insurrection des Norwégiens et les victoires des Suédois,

commandés par le prince royal en personne, fut réglée définitivement l'union des deux royaumes.

En 1815 le baron de Wetterstedt fut nommé chevalier des ordres du roi (Cordon bleu); en 1818 il fut élevé au rang de seigneur du royaume, et en 1819 créé comte.

En 1822 il accompagna le prince royal (Oscar) au congrès de Vérone, dans plusieurs cours étrangères et à Munich, où il négocia et signa le contrat de mariage du prince avec la princesse de Leuchtenberg.

En 1824 le comte d'Engestrom se retira des affaires, et le comte de Wetterstedt lui succéda en qualité de ministre d'état et des affaires étrangères.

Atteint d'une grave maladie chronique, M. de Wetterstedt est venu l'année dernière (1856) chercher à Londres et à Paris les secours de l'art. Durant ce voyage il a été nommé par Guillaume IV grand'croix de l'ordre des Guelphes, et par le roi des Français grand'croix de la Légion-d'Honneur.

Dès l'arrivée en Suède du roi actuel, le comte de Wetterstedt a toujours joui de toute sa confiance, et il est hautement considéré dans les cours étrangères.

Depuis son entrée au conseil, il a dirigé les diètes avec un rare talent. Il possède une éloquence recherchée et fleurie, et que nous pourrions comparer à celle de M. de Martignac. Peu d'hommes d'état ont su autant que le ministre suédois se concilier l'affection nationale et même celle de ses adversaires politiques.

Le comte de Wetterstedt est membre de l'Académie suédoise, de l'Académie des Sciences, de celle des Belles-Lettres et de plusieurs corps savans étrangers.

Au moment où nous traçons cette notice, les journaux annoncent que la santé du comte de Wetterstedt donne à son roi et à son pays les plus vives inquiétudes.

Le comte de Wetterstedt a quatre frères, tous employés au service de l'état.

COLOMBAT (MARC, de l'Isère).

Eh bien ! si la nature, en marâtre cruelle,
Voulut nous dégrader, sachons lutter contre elle.
LEMECIER.—Tragédie de *Jane Shore*.

M. le docteur COLOMBAT (de l'Isère), dont le nom se rattache à d'importans travaux scientifiques et à d'utiles découvertes, tout comme aussi aux souvenirs réactionnaires de la Restauration, est né à Vienne, département de l'Isère, le 28 juillet 1797, et a fait ses études classiques dans le collège de cette ville.

Malgré le goût tout particulier qu'il avait pour la médecine, son père, ancien négociant retiré des affaires, le plaça dans une maison de commerce, que le jeune Colombat quitta bientôt pour aller étudier le droit à Grenoble. En 1821 il fut obligé de suspendre ses études, parce que le 20 mars de cette année il prit une part active au mouvement populaire qui eut lieu à cette époque, et fut arrêté et emprisonné, après avoir arboré le drapeau tricolore au milieu de la citadelle de cette ville. Quelques instans avant son arrestation on vint lui dire qu'il s'était fortement compromis, que les nouvelles reçues de Lyon et de Paris étaient fausses, et qu'il devait chercher à s'échapper. Le jeune étudiant en droit, au lieu de suivre ce conseil, répondit : « Nous nous sommes trop avancés pour reculer ; si la nouvelle est fausse, il faut la rendre vraie. » C'est en allant délivrer quelques-uns de ses condisciples, arrêtés par les ordres du lieutenant général Pamphile Lacroix, que M. Colombat fut arrêté lui-même par ce général et conduit à la prison militaire de la citadelle, où il fut mis au cachot et au secret pour être jugé par un conseil de guerre.

Après plusieurs jugemens dans l'un desquels le ministère public avait requis l'application des articles 86, 87, 89 du Code

pénal (la peine de mort), et après plusieurs appels en cassation, M. Colombat fut jugé à Besançon et condamné à deux ans de prison et solidairement aux frais du procès qui s'élevaient à plus de soixante mille francs. Etant sorti de prison sous caution, M. Colombat vendit ses propriétés après la mort de son père, qui eut lieu cette même année ; puis il passa en Suisse, où il perdit presque toute sa fortune, placée dans une maison de banque de Genève, qui fit faillite de plusieurs millions. A la suite des instigations de la police française, M. Colombat, forcé de quitter la Suisse, rentra secrètement en France en 1824, et alla, sous un nom supposé, commencer ses études médicales à Montpellier, où il resta jusqu'au sacre de Charles X, époque où il fut amnistié ; toutefois il resta sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans.

M. Colombat quitta Montpellier, se rendit à Strasbourg, où il passa une année, et vint à Paris vers la fin de 1825 pour y continuer ses études médicales. N'étant encore qu'étudiant en médecine, M. Colombat inventa plusieurs instrumens de chirurgie, qui devinrent le sujet d'autant de mémoires publiés alors dans la *Revue médicale*. Parmi ces instrumens qui ont valu à leur auteur des rapports favorables faits à l'Académie de Médecine, on peut citer surtout un *hystérotome* pour l'amputation du col de l'utérus ; plusieurs *speculum uteri* ; un *brise-pierre à chaîne* pour pratiquer la lithotritie par écrasement ; un *lithotome* à quatre lames pour la taille sous-pubienne quadrilatérale ; un *compresseur* pour s'opposer à l'écoulement du sang pendant l'amputation des membres : cet instrument a l'avantage de pouvoir être appliqué sur les artères inguinales et axillaires ; une *pince à ligatures profondes* ; une *aiguille* pour opérer les fistules vésico-vaginales, et plus de quarante autres instrumens destinés à rendre plus faciles, plus promptes et moins douloureuses la plupart des opérations.

M. Colombat s'occupa aussi d'une manière spéciale des maladies relatives aux organes de la voix, et fit de profondes recherches sur le bégaiement et sur tous les vices de la parole. Dans ce genre d'études tout était pour lui à créer, car la médecine antique est tout à fait stérile sur ce point (1), et il trouvait peu à s'aider des écrits de Menjot, Fick, Bergen et Sauvages, qui ont souvent confondu le bégaiement avec d'autres imperfections ou d'autres altérations de langage qui n'offrent pas les mêmes causes ; toutefois les mémoires récemment publiés par les docteurs Itard (2), Voisin (3) et Astrié durent être pour M. Colombat d'un puissant encouragement, car ils corroboraient les opinions qu'émettait en même temps que ces habiles observateurs le nouveau nosographe des maladies *vocales*. Nous devons donc faire remarquer qu'à part tout autre mérite les travaux de M. Colombat ont celui d'une incontestable originalité, et, tout en en appréciant par nous-même l'importance, nous rappellerons aussi que des juges compétents ont prononcé à cet égard ; que l'Académie des Sciences décerna en 1853 au docteur Colombat un prix de cinq mille francs, et qu'une commission spéciale, nommée par l'Académie de Médecine, fit le 14 décembre 1850 un rapport dont les conclusions sont conçues en ces termes :

« La combinaison des moyens curatifs de M. Colombat est tellement avantageuse qu'elle amène les résultats les plus prompts

(1) Ainsi que l'observe judicieusement le docteur Astrié dans une thèse fort remarquable sur le bégaiement, qu'il soutint à Montpellier en 1854 : *Démonstrations, pour corriger sa prononciation, ne consulta que son propre génie.*

(2) M. Itard, médecin des Sourds et Muets, à Paris, a fait insérer dans le *Journal universel des Sciences médicales* un très-bon mémoire sur le bégaiement.

(3) Le docteur Voisin, qui, comme le docteur Astrié, invoquait son expérience personnelle, fit part au public, dans un opuscule intéressant, des observations qu'il avait eu le triste privilège de faire sur lui-même.

et les plus nets qu'on ait obtenus jusqu'à présent. »

M. Itard, rapporteur, ajouta en outre au nom de la commission :

« La méthode curative de bégaiement et l'ouvrage dont M. Colombat est l'auteur méritent l'approbation de l'Académie, ainsi que ses remerciements pour les communications franches et sans réserve qu'il lui en a faites ; que, sous ces deux rapports, il a acquis un double titre aux suffrages de la compagnie, à qui la commission propose d'inscrire M. Colombat parmi les candidats aux premières places vacantes des membres de l'Académie. »

Ces conclusions furent adoptées à l'unanimité.

Afin de faire profiter de sa découverte un plus grand nombre de personnes, et ayant d'ailleurs la conviction que dans un gouvernement représentatif le don de la parole est une des premières qualités du citoyen, M. Colombat a fondé l'Institut *orthophonique* de Paris, où sont traités gratuitement les personnes peu fortunées et les militaires affectés du bégaiement ou de tout autre vice de la parole. Déjà plus de six cents personnes ont recouvré le libre exercice de cette faculté dans cet établissement philanthropique.

Voulant donner une plus grande extension à ses travaux, M. Colombat, riche d'expérience et éclairé par cette sagacité médicale que l'art ne donne pas toujours, s'est livré également à des recherches, non seulement sur la physiologie de la voix, mais encore sur la pathologie, la thérapeutique et l'hygiène des organes vocaux. Ce qui honore surtout M. Colombat, c'est la loyauté avec laquelle il a exposé dans ses ouvrages le résultat de ses recherches théoriques et pratiques ; non content d'en faire connaître la nature, l'origine et les résultats, il porte la franchise de ses communications jusqu'à réduire sa méthode curative en tableau synoptique, et à développer dans leurs détails

les plus minutieux tous les moyens de traitement dont il est l'inventeur. M. Colombat aurait pu spéculer sur le prestige qui s'attache ordinairement à un secret habilement gardé ; mais il a jugé cette ressource indigne d'un médecin qui se respecte , et n'a pas hésité à jeter dans le domaine public ses intéressantes et utiles découvertes.

Au milieu du conflit sanglant qu'amènèrent les ordonnances liberticides rendues par Charles X (juillet 1850), M. Colombat se distingua par son zèle à secourir les blessés des deux camps, et convertit en une ambulance l'*Institut orthophonique*, où il soigna généreusement, tant ceux qui avaient combattu pour reconquérir nos droits, que ceux qui s'étaient fait un faux point d'honneur de rester fidèles à leur serment envers le trône. La conduite de M. Colombat le fit désigner, par les élèves de l'Ecole de Médecine, comme membre de la commission des récompenses nationales, et l'un de ceux qui avaient mérité la croix de la Légion-d'Honneur. M. Colombat n'accepta pas ces honorables distinctions, et motiva son refus dans une protestation imprimée dans plusieurs journaux, en disant : qu'un acte accompli en commun ne devait pas recevoir de récompense particulière. Ce n'est qu'après avoir été couronné par l'Institut, et après avoir traité gratuitement de leur bégaiement plus de deux cents personnes, dont plusieurs militaires, qu'il reçut en 1855 la croix de la Légion-d'Honneur (1).

Depuis 1828, outre de nombreux Mémoires publiés dans la *Revue médicale*, des articles insérés dans le *Dictionnaire de Médecine usuelle* et dans le *Dictionnaire de la Conversation*, le docteur Colombat a publié plusieurs ouvrages sous les titres suivans :

1° *L'Hystérotomie, ou l'Amputation du col de la matrice dans les affections cancéreuses*, in-8°, 1828 ;

2° *De la Compression et de la ligature des vaisseaux*, in-8°, 1828 ;

3° *Nouvelle méthode de pratiquer la taille sous-pubienne*, in-8°, 1829 ;

4° *L'Orthophonie, ou le Bégaiement et tous les vices de la parole*, traités par de nouvelles méthodes, in-8°, 1829. Cet ouvrage, traduit en plusieurs langues, obtint un prix Monthyon de cinq mille francs en 1855, et vint d'arriver à la troisième édition ;

5° *Tableau du mécanisme naturel de l'articulation de toutes les lettres*, suivi d'un *Mécanisme artificiel au moyen duquel les bégues parviendront à articuler les voyelles et les consonnes qui leur présentent des difficultés*, in-8°, 1850 ;

6° *Le Baume de Copahu sans odeur ni saveur, administré sous la forme de dragées dans la blennorrhagie et la leucorrhée*, etc., in-8°, 1852 ;

7° *Tableau synoptique et statistique du bégaiement*, in-4°, 1855. La deuxième édition en 1856 est précédée de considérations psychologiques et physiologiques sur l'origine des sons vocaux ;

8° *Traité médico-chirurgical des maladies et des organes vocaux, ou Recherches théoriques et pratiques sur la physiologie, la pathologie, la thérapeutique et l'hygiène de l'appareil vocal*, in-8°, 1854 ;

9° *Dictionnaire historique et iconographique de toutes les opérations et des instrumens, bandages et appareils de la chirurgie ancienne et moderne, servant de complément à tous les autres dictionnaires de médecine*, in-8°, quatre tomes formant deux gros volumes ; 1856 et 1857 ;

10° *Traité médico-chirurgical des maladies des femmes et de l'hygiène spéciale de leur sexe, appliqué à toutes les époques de la vie*, un fort vol. in-8°, 1857 ;

11° *Le Mécanisme des cris et de leurs intonations dans chaque espèce de douleurs*, suivi du *Mécanisme du fausset et de la ventriloquie, ou engastrimysme*, in-8°, 1857. Dans ce dernier ouvrage qui est sous presse, l'au-

(1) Il n'accepta à la suite des événemens de 1850 que la croix de Juillet.

teur a poussé ses recherches jusqu'à ce point de noter les intonations des sons inarticulés, arrachés par les impressions physiques et morales, et de pouvoir en quelque sorte écrire la *gamme* de nos passions et de nos affections, en représentant par des blanches, des noires et des croches, les nuances de la crainte, de la douleur et de la joie.

Le docteur Colombat est également auteur de plusieurs pièces de théâtre imprimées sous les titres de :

L'Etudiant ou *le Préjugé*, comédie mêlée de chants, représentée à Strasbourg en 1825 ;

Monsieur Frontal ou *la Cranomanie*, comédie critique ; Paris, 1850, vendue au profit de la maison de refuge pour l'extinction de la mendicité, et publiée sous le voile de l'anonyme ;

Le comte Albert ou *l'Anniversaire*, drame en trois actes et en vers ;

Réveries d'un convalescent, recueil de poésies, vendu au profit des orphelins par suite du choléra, un vol in-8°, 1855.

M. Colombat est membre titulaire de plusieurs sociétés savantes et membre correspondant de plusieurs académies.

M. Colombat a donné son nom à une jeune dame, parente de Millevoye et de MM. Cordier et de Pongerville, qui s'est déjà fait une réputation dans les arts et dans les lettres.

Musicienne, elle a composé plusieurs morceaux que la gravure a reproduits pour en prolonger le succès.

Peintre, elle a différentes fois exposé au salon, et à l'exposition dernière on a remarqué son grand tableau peint d'après nature, représentant une vue des environs de la Chartreuse de Grenoble.

Poète, elle a inséré dans le bel ouvrage sur la Vieille Pologne une pièce de vers assez étendue, intitulée : Sigismond I^{er}.

Littérateur, elle a publié un assez grand

nombre d'articles dans les journaux littéraires de Paris.

Il semble que les succès réels, obtenus par madame Colombat à ces titres si divers, reposent sur des travaux de nature à employer la vie d'artiste et de poète la plus active ; et cependant cette dame a ambitionné la gloire d'une scène privée, et y a trouvé des lauriers à cueillir pour sa grâce et son intelligence. Quelques privilégiés aux soirées dramatiques de M. le comte de Castellane l'ont vue, l'ont entendue dans l'opéra et dans la comédie, et tous s'accordent à dire que, si madame Colombat eût voué son talent au théâtre, nulle n'aurait pu prétendre mieux qu'elle à se placer au premier rang parmi les plus grands artistes de notre époque.

SALM DYCK (la princesse CONSTANCE DE).

La princesse DE SALM DYCK (*Constance-Marie* DE THÉIS) est née à Nantes le 7 novembre 1767 d'une famille distinguée, originaire de Picardie.

Élevée sous les yeux de son père (1), elle reçut une éducation solide et brillante. Avidement de s'instruire, elle se livrait tour à tour à l'étude des lettres, des langues, des sciences mêmes ; la musique et la composition l'occupèrent aussi fort long-temps ; mais son goût la portait principalement vers la poésie. Tous nos anciens auteurs et ceux du siècle de Louis XIV lui étaient familiers ; elle admirait surtout Corneille, ce génie à la pensée si grande et si profonde.

(1) Marie-Alexandre de Théis, connu par divers ouvrages, entre autres par des contes pleins d'esprit et de sel, publiés sous ce titre : *le Singe de La Fontaine*. Cette dame a donné dans un article de la *Biographie universelle* et dans une note de ses poésies plusieurs détails sur la vie de son père, sur ses ouvrages et sur les succès qu'ils ont obtenus. « Il était à la fois, dit-elle, littérateur distingué et véritable philosophe. »

La princesse de Salm n'avait pas encore dix-huit ans lorsque le *Journal général de France*, rédigé par l'abbé de Fontenay, littérateur estimé, fit connaître plusieurs de ses poésies ; d'autres furent insérées dans différens recueils ; mais une des premières productions qui révélèrent le talent poétique de la jeune muse fut sa chanson du *Bouton de rose*, dont Pradher fit la musique, et qui parut dans l'*Almanach des Grâces* en 1788. Ces couplets obtinrent, comme on le sait, un succès populaire, le plus flatteur et, on peut dire, le plus rare de tous.

Peu de temps avant la révolution, elle épousa M. Pipelet de Leury, homme opulent et fils d'un secrétaire du roi. Fixée à Paris par ce mariage, environnée d'hommages, brillante de jeunesse et de beauté, elle resta fidèle à la littérature ; elle continua à faire paraître un grand nombre de poésies que l'on retrouve dans l'*Almanach des Muses*, et que les journaux citèrent avec éloge.

Les événemens, qui se succédaient rapidement, portèrent les esprits vers des idées plus graves. Dans la retraite à laquelle madame Constance Pipelet se voua pendant ces jours d'orage, elle éprouva le besoin de mêler à ses travaux poétiques une étude d'un autre genre ; elle se livra pendant plus d'un an à celle des mathématiques, dont elle s'était déjà occupée, et elle y fit de rapides progrès, ce qui sans doute contribua à donner à ses ouvrages cette clarté, cette marche toujours ferme et conséquente qui les distinguent éminemment, et qui, plus tard, la firent surnommer par Chénier *la Muse de la raison*.

Ce fut alors qu'elle composa une pièce de vers intitulée : *L'Étude*, écrite toute d'inspiration et d'enthousiasme et qui se termine par ces vers, dont chaque mot semble annoncer la brillante renommée que devait s'acquérir l'auteur :

Secondez mon transport brûlant !
Rendez un jour mon nom célèbre.
Et lorsque le crêpe funèbre
Couvrira mon dernier instant,
Quand j'aurai fourni ma carrière,
Ne me laissez pas tout entière
Tomber dans la nuit du néant.

Ce sentiment, qui a été celui de toute sa vie, ne tarda pas à lui donner le désir de se faire connaître par un ouvrage important. Les malheurs de *Sapho* lui parurent le plus beau sujet qu'une femme pût traiter ; et, au milieu des troubles publics et des dangers qui la menaçaient elle-même, soutenue par son courage et par l'amour du travail, elle fit sa tragédie lyrique de *Sapho*, dont le célèbre Martini composa la musique. Cette pièce fut représentée pour la première fois sur le théâtre de la rue de Louvois, en décembre 1794 ; elle obtint un succès éclatant. La richesse harmonieuse du style, l'élévation des pensées et des sentimens, le charme et la couleur antique du sujet, tout y attirait la foule avide de sensations douces et généreuses, après celles si terribles qu'on venait d'éprouver. Cet opéra obtint plus de cent représentations, fut traduit et joué sur plusieurs théâtres étrangers, et donna à son auteur une juste célébrité.

Plusieurs sociétés littéraires s'empressèrent de l'appeler dans leur sein. La première et la plus renommée fut le *Lycée des Arts*, dont aucune femme jusque-là n'avait fait partie. Cette société se composait de savans, d'artistes, de littérateurs célèbres et d'académiciens qui s'y étaient ralliés, lorsque, dans les premiers temps de la révolution, les académies avaient été dissoutes. C'est dans ce nouveau sanctuaire des lettres qu'elle lut les éloges de LALANDE, de SÉDAINE, de GAVINIÉS, et plusieurs rapports remarquables non seulement par la fermeté et l'élégance du style, mais par la suite des pensées, et aussi par l'esprit d'équité qui lui faisait mettre sans cesse en évidence le mérite des femmes et réclamer hautement pour elles tout ce qui

lui paraissait conforme aux droits et à la justice.

Une nouvelle circonstance lui donna occasion de développer ce sentiment dans toute son étendue. Les femmes de lettres, à cette époque, étaient en petit nombre, mais elles se distinguaient par des talents véritables. Madame de Staël, madame de Genlis, madame Dufrenoy étaient déjà célèbres; madame Cotin commençait à le devenir : leurs succès excitèrent l'envie de ces hommes médiocres qui aiment à se venger des triomphes d'un sexe dont la supériorité est pour eux une sorte de tourment, et même de quelques-uns de ces grands talents qui peuvent aussi descendre parfois jusqu'à la jalousie; Lebrun fut de ce nombre. Déjà, plus de quinze ans auparavant, il avait fait plusieurs épigrammes contre madame de B....., chez qui il était reçu amicalement. Un ouvrage qu'il lut dans une société ayant eu moins de succès que celui que lut ensuite une femme poète, le grand lyrique s'en irrita; il fit insérer dans plusieurs journaux des vers contre les femmes auteurs; de jeunes littérateurs y répondirent, et dans ce temps où la littérature avait aux yeux de la société plus d'importance qu'elle n'en a aujourd'hui, cette discussion occupa et agita long-temps les esprits. Lebrun, cependant, avait engagé madame Constance Pipelet, qu'il regardait comme une exception, à ne point descendre dans l'arène; mais il devint bientôt impossible à cette dame de ne pas plaider une cause qui était aussi la sienne. Elle fit, ou plutôt, elle improvisa son *Épître aux femmes* qu'elle lut elle-même dans le Lycée où professait Laharpe. Un immense concours d'auditeurs se pressait pour l'entendre; l'intérêt, la nouveauté du sujet, le charme de la poésie, la grâce et la chaleur de la diction, la dignité du sexe et du talent, tout concourut à produire un vif enthousiasme. On fut, dès le début, frappé de ces vers :

Si la nature a fait deux sexes différens,
Elle a changé la forme et non les élémens :
Même loi, même erreur, même ivresse les guide :
L'un et l'autre propose, exécute ou décide.
Les charges, les pouvoirs, entre eux deux compensés,
Par un ordre immuable, y restent balancés.
Tous deux pensent régner, et tous deux obéissent :
Ensemble ils sont heureux, séparés ils languissent ;
Tour à tour, l'un de l'autre, enfin guide et soutien,
Même en se donnant tout ils ne se doivent rien.

Cette épître fit un effet dont retentirent tous les journaux, et dès ce moment cette espèce de guerre littéraire fut à peu près terminée.

Cependant les nombreuses discussions auxquelles elle avait donné lieu inspirèrent un nouvel ouvrage à madame Constance Pipelet, en qui l'injustice excitait toujours une sorte d'indignation; elle fit l'*Épître sur les dissensions des gens de lettres*, qu'elle lut aussi dans les lycées et avec le même succès. L'espèce de malédiction que sa verve énergique y lance contre le méchant fut surtout applaudie avec transport. Les vers suivans qu'elle adresse aux poètes satyriques ne le furent pas moins :

L'esprit n'est pas en vous tout ce que l'on souhaite :
Il faut être honnête homme avant d'être poète.
Qu'importe le talent s'il cache un cœur gâté ?
Qu'importe un nom connu s'il devient détesté ?
L'art de blesser n'est pas un art si difficile,
N'est-on pas tous les jours piqué par un reptile ?
Qui veut toujours frapper doit atteindre souvent :
La haine a ses hasards ainsi que le talent.

Deux *Épîtres à Sophie*, qui forment la première partie d'un grand ouvrage dont la sixième *Épître* a paru dans la dernière édition de ses poésies, succédèrent à celles sur les dissensions des gens de lettres. Les dangers auxquels une union mal assortie expose une jeune femme, les devoirs qui lui sont imposés, les écueils qu'avant de faire un choix, elle doit chercher à éviter, les conseils les plus sages enfin sont renfermés dans cette suite d'épîtres qu'on peut considérer comme une réponse aux satires de Juvénal et de Boileau contre les femmes.

Le succès de *Sapho* donna à madame Pi-

pelet le désir de travailler de nouveau pour le théâtre. Elle fit un drame en cinq actes et en vers : *Camille*, qui fut représenté à la Comédie Française en 1799, et dont le sujet était tiré d'un roman intitulé : *Lettres de deux filles de ce siècle*. L'héroïne de cette pièce, après une longue suite d'erreurs, est ramenée à la vertu par l'amour que lui inspire un jeune homme qu'elle a trompé sur son véritable nom. La scène dans laquelle, après de longs combats, cédant enfin à ses remords, elle se jette aux genoux de son amant et lui fait l'aveu de ses fautes ; le désespoir du jeune homme qui l'écoute immobile, et qui fuit tout à coup en s'écriant : *J'en mourrai..... ! j'en mourrai..... !* cette scène produisit un tel effet qu'à elle seule elle eût pu assurer un immense succès à ce drame ; mais le sujet n'ayant point paru convenir au Théâtre Français qui n'était pas alors ce qu'il est devenu depuis, et des critiques injustes ayant blessé l'auteur, elle se décida à l'instant à retirer son ouvrage ; ce qu'elle annonça par une lettre fort digne, insérée dans le *Journal de Paris*.

Madame Constance Pipelet entra dans sa trente-cinquième année, et elle jouissait des avantages acquis par une suite de travaux et de succès, lorsqu'un second mariage lui apporta une grande fortune et un rang élevé dont elle ne pouvait emprunter aucun lustre, mais qui s'alliait à l'éclat de sa renommée. Elle épousa le prince de Salm-Dyck (ancien comte du Saint-Empire), dont les possessions situées sur la rive gauche du Rhin avaient été réunies à la France, et qui, ami zélé des lettres et des sciences, et membre de plusieurs sociétés savantes, est un de nos botanistes les plus distingués.

La brillante position de madame de Salm n'apporta aucun changement à ses habitudes littéraires, ni à ses opinions que rien n'a pu altérer dans le cours de sa longue carrière. Le premier ouvrage qui parut sous son nouveau nom fut l'*Epître*, adressée à un jeune auteur, sur l'indépendance et les devoirs

de l'homme de lettres, lue dans plusieurs lycées et vivement accueillie par le public. Elle publia successivement une *Epître sur les inconvéniens du séjour de la campagne* ; une autre, adressée à un vieil auteur mécontent de se voir oublié, et (en 1812) l'*Epître sur la richesse de la rime*, dans laquelle rimant avec une richesse que l'on ne trouve que dans nos meilleurs poètes, elle avance, et avec raison, que l'exagération de cette richesse, dans ce que l'art n'exige pas, ne peut que nuire à la justesse de l'expression et au développement de la pensée.

Les grands événemens qui bientôt agitèrent la France, et l'espèce de liberté que l'on croyait avoir recouvrée au milieu des malheurs publics, lui inspirèrent des ouvrages d'un intérêt plus général. Alors parut son *Epître sur la philosophie*, tableau vrai des devoirs que doit s'imposer, comme homme public, le véritable philosophe, et son *Discours sur le bonheur que procure l'étude dans toutes les situations de la vie*, sujet proposé, en 1816, par l'Institut. Ce discours y fut mentionné honorablement. Peu après la foule d'intrigans, qui, assiégeait en France le nouveau gouvernement, lui fit naître l'idée de l'*Epître* adressée à un honnête homme qui veut devenir intrigant ; chaque mot de cette pièce est une vérité qui rappelle les temps où elle a été faite ; on voit, on reconnaît ces intrigans de toute espèce que l'auteur suit dans leur marche tortueuse, et, lorsqu'elle dévoile ceux qui s'attachent au pouvoir, on partage la juste indignation qu'elle éprouve et qui lui inspira ces beaux vers :

C'est là que la carrière est lénébreuse et vaste !
C'est là que les trésors, les dignités, le faste,
Irritant tour à tour leurs désirs effrénés,
Arment vraiment leurs bras de traits empoisonnés.
O honte ! ô désespoir ! la haine, le reproche,
La patrie en danger, l'ennemi qui s'approche,
Rien ne peut les troubler, ils profitent de tout.
Les règnes ont passé, l'intrigant est debout ;
Et si, dans les projets que sans cesse il machine,
De son pays entier il causait la ruine,
On le verrait encore, habile à tout braver,
Sur ses débris fumans chercher à s'élever.

Plus tard, portant ses regards sur l'Europe et croyant y voir les symptômes d'une grande désorganisation, la princesse de Salm fit *l'Épître sur l'esprit et l'aveuglement du siècle*, qui est sans contredit un de ses plus beaux ouvrages. Cette philosophie éclairée, cet esprit d'observation, ces pensées généreuses et élevées qui sont le caractère principal de son talent s'y montrent dans toute leur étendue. Nous ne pouvons résister au désir d'en citer aussi quelques vers dans lesquels on retrouvera cet amour de la patrie que l'auteur a exprimé si souvent et de tant de manières. Après avoir peint à grands traits l'agitation secrète de plusieurs états de l'Europe, arrivant à la Russie, elle s'écrie :

Mais que vois-je, grand Dieu! dans ces déserts glacés?
Quels sont ces ossemens l'un sur l'autre pressés?
O France! ô ma patrie! ô jour épouvantable!
O de l'aveuglement exemple mémorable!
Les voilà ces vainqueurs des peuples, des états,
Les voilà!.... pleins d'ardeur ils volaient aux combats.
La mort qui reculait devant leur vieille gloire
A, dans ces champs déserts, terminé leur victoire :
Leur masse formidable est tombée à l'instant.
Sans avoir combattu, l'ennemi triomphant
D'un pied audacieux a foulé leur poussière,
Et le malheur a fait ce que nul n'eût pu faire.

Cette épître fut suivie de celle *aux Souverains absolus*, qui parut après la révolution de 1850. Les mêmes sentimens d'indépendance qui lui avaient fait, dans sa jeunesse, défendre avec éclat les droits de son sexe, lui font soutenir ici les droits des peuples avec un courage et une énergie que, il faut l'avouer, bien peu de poètes ont, à cette époque, développés à un si haut degré. Nous en appellerons au témoignage de ces vers :

Les révolutions, les glorieux combats,
Ce sang qui fermentait au sein de l'esclavage,
Partout ont révélé la force et le courage.
L'esprit s'est éclairé; le moins sage a compris
Les bornes du pouvoir auquel il s'est soumis.
Respecté, mais jugé, le trône héréditaire
Est de l'opinion devenu tributaire,
Et de tant de vains droits, un seul droit est resté,
Le droit de la justice et de l'humanité....
Ce qui pour vos sujets partout serait un crime,
Le parjure est par vous devenu légitime;
Il n'est point de respects, d'arbitraires faveurs,

De pouvoir sans appel, d'offensantes grandeurs
Dont vous n'entouriez plus vos sombres diadèmes.
L'univers est changé, vous seuls restez les mêmes.
Que dis-je? Vous croyez qu'oubliant le passé,
Le souvenir pour tous en peut être effacé,
Comme si, quels que soient leur éclat et leur gloire,
La voix même des rois faisait mentir l'histoire...

Quelque renommée qu'aient faite à madame la princesse de Salm ses nombreuses épîtres, elle y a encore ajouté par plusieurs ouvrages en prose non moins remarquables. Nous avons déjà parlé des éloges, des rapports qu'elle lut dans les sociétés littéraires. Pour répondre à la critique qui semblait lui reprocher d'avoir plus de profondeur dans l'esprit et de force de raisonnement que de sensibilité, elle se décida à faire un roman qu'elle intitula *Vingt-quatre heures d'une Femme sensible*, et qu'elle publia en 1824. Cet ouvrage dans lequel sont développées, on peut dire une à une, toutes les sensations qui peuvent agiter le cœur d'une femme, en est une véritable étude. Il se compose de quarante-six lettres qui toutes expriment un sentiment différent, et dont l'opposition attache et entraîne tellement l'esprit, qu'après avoir lu la première, il devient impossible de s'arrêter. Ce roman, dont le style harmonieux et pur n'est pas un des moindres mérites, a obtenu le plus grand succès; il a eu plusieurs éditions et il a été traduit dans plusieurs langues.

Habitant une partie de l'année en Allemagne, la princesse de Salm, frappée de la différence des mœurs des Allemands et des Français, fit aussi sur ce sujet un ouvrage qu'elle intitula *Des Allemands comparés aux Français*. Elle en a publié successivement quelques fragmens; mais la susceptibilité nationale ayant fait croire en Allemagne que la comparaison était toute à l'avantage des Français, et plusieurs journaux allemands s'étant prononcés contre ce travail, même avant qu'il parût, l'auteur s'est décidé à en suspendre la publication. Ces fragmens font néanmoins partie de la dernière édition de ses œuvres.

Un ouvrage non moins important intitulé *Pensées*, et dont elle a fait paraître la première partie en 1828, fixa plus encore l'attention du public. Ce résultat d'une longue carrière d'observations, ces réflexions pleines de justesse et de clarté forment un livre éminemment philosophique, écho fidèle d'une âme profondément sensible, et qui se rend compte de toutes ses impressions. Les moindres mouvemens du cœur humain y sont si bien sentis, si parfaitement caractérisés, que le lecteur croit trouver, dans le peintre éloquent, le confident intime et l'interprète de ses propres pensées. Cet ouvrage accueilli avec empressement a été traduit dans plusieurs langues. Il vient d'en paraître une troisième édition augmentée d'une nouvelle partie.

Il nous reste à parler du dernier grand ouvrage de la princesse de Salm, poème de plus de douze cents vers, intitulé *Mes Soixante ans, ou mes Souvenirs politiques et littéraires*, qui à lui seul eût suffi pour assurer la renommée de l'auteur. Nous croyons devoir ici citer le jugement qu'en a porté M. de Pongerville dans une biographie fort remarquable qu'il a faite il y a peu de temps sur cette femme célèbre.

« Madame de Salm, dit-il, a retracé sa vie entière dans le poème intitulé *Mes Soixante ans*. Ce grand tableau des révolutions politiques, morales et littéraires, est tracé d'une main habile et ferme; la grandeur du sujet, l'intérêt et la variété des scènes attachent vivement le lecteur, qui passe avec plaisir de la gravité des événemens publics à la narration des scènes de la vie littéraire de l'auteur. Un homme de mérite a dit que ce poème offrait les souvenirs d'une belle âme et les impressions d'un grand talent. En effet, dans cette revue du passé si plein d'événemens, on ne sait ce qu'on doit le plus admirer de l'art de l'écrivain, ou de la noble révélation de ses sentimens, toujours inspirés par l'amour des arts et de la patrie.

« C'est une heureuse idée de se reporter vers la carrière que l'on a parcourue; c'est de la confiance en soi, de la noblesse et du courage. »

Cet ouvrage, que l'on peut nommer historique, mérite et a obtenu le succès le plus éclatant; il restera un des plus beaux titres de la princesse de Salm à la renommée dont elle jouit.

Un volume imprimé en 1811 nous a donné un choix de ses poésies et de l'opéra de *Sapho*.

En 1817 elle en a publié une seconde édition; elle en a récemment donné une troisième (en 4 volumes in-18), augmentée d'un grand nombre de poésies diverses. On retrouve dans ces petites pièces le même esprit d'observation qui distingue éminemment ses grands ouvrages. Il est surtout remarquable dans *les Conseils aux femmes, le Méchant, le Divorce, les Stances sur les femmes politiques; sur les romantiques*, etc. Le premier volume de cette édition est entièrement consacré à ces nombreuses épîtres qui ont fait surnommer la princesse de Salm par les littérateurs de son temps *le Boileau des Femmes*. A cet hommage rendu à son talent nous ajouterons le juste tribut de reconnaissance que lui doivent les femmes dont, comme on l'a vu dans plusieurs de ses ouvrages, elle a hantement soutenu la cause et avec une énergie et une persévérance qui ont puissamment contribué à l'élan qu'elles ont pris depuis.

Une édition complète de ses œuvres, désirée par tous les amis de la littérature, doit paraître l'hiver prochain. Elle s'occupe aussi, dit-on, de ses *mémoires*. Cet ouvrage ne peut qu'exciter vivement l'intérêt public (1).

(1) Nous croyons devoir rappeler à cette occasion que c'est à tort que l'on a attribué à la princesse Constance de Salm une prétendue correspondance avec Carnot, qui a paru en 1804, et dont quelques biographies ont parlé. Elle a elle-même démenti cette supposition dans plusieurs journaux. Il suffit de lire

Membre de plusieurs sociétés littéraires de la capitale, et des Académies de Toulouse, de Marseille, de l'Ain, de Livourne, de Nantes, de Caen, de Lyon, etc., madame de Salm a de tout temps compté un grand nombre d'amis parmi les savans, les hommes de lettres et les artistes les plus célèbres de notre époque. Dans une pièce intitulée *A mes Amis*, qui fait partie de la dernière édition de ses poésies, on retrouve les noms de Lalande, Mentelle, Bréguet, Prony, Andrieux, Lantier, Girodet, Courier, Say, Langlès, etc.

Agée aujourd'hui de soixante-dix ans, la princesse Constance de Salm a conservé toute la force de son esprit et de son talent, et cet amour du travail qui a été le besoin de toute sa vie; elle ne cesse de produire et de mériter encore les applaudissemens du public lettré. On en jugera par une pièce de vers qu'elle vient de faire *sur son âge* et qui rappelle les plus beaux temps de sa jeunesse :

Tu veux savoir, ami, si l'âge qui me presse,
En moi n'a pas éteint ce feu de ma jeunesse :
Ce feu sacré qui remplissait mon cœur;
Ce feu dont m'embrasaient sans cesse
La vérité, la justice, l'honneur.
Non, je n'ai rien perdu de cette ivresse sainte :
Du temps elle brave l'atteinte ;
Par lui l'amour du bien ne peut être vaincu.
Jusqu'à mon dernier jour, grands pensers, noble flamme,
De généreux transports vous remplirez mon âme ;
Je mourrai comme j'ai vécu !

Je mourrai comme j'ai vécu,
Bravant l'audace, l'injustice :
Loyale, n'ayant jamais su.
Ni m'élever par l'artifice,
Ni redouter un ennemi,
Ni dans un homme voir un maître,
Ni voir en paix briller le traître,
Ni douter du cœur de l'ami.

Jusqu'à mon dernier jour, beaux transports, noble flamme,
Oui, vous embraserez mon âme ;
Je mourrai comme j'ai vécu !

une page de ces lettres pour comprendre qu'elles ne peuvent avoir été écrites par l'auteur de *Sapho* et des *Vingt-quatre Heures d'une femme sensible*. A toutes les preuves qui en ont déjà été données nous ajouterons que, comme le savent tous ses amis, elle n'a pas même connu Carnot, à qui sans doute ces lettres n'ont pas été non plus adressées.

Je mourrai comme j'ai vécu,
Consacrant mes travaux, ma vie.
Ce feu qu'en naissant j'ai reçu,
A combattre l'orgueil, l'envie :
A mettre au premier rang, partout,
Les droits et la noble pensée ;
Pour le bien toujours empressée,
Contre le mal toujours debout.

Jusqu'à mon dernier jour, beaux transports, noble flamme,
Oui, vous embraserez mon âme ;
Je mourrai comme j'ai vécu !

Je mourrai comme j'ai vécu,
Dans le palais, dans la chaumière,
Plaignant le faible, le vaincu,
M'indignant contre l'arbitraire ;
Cherchant, même au sein des honneurs
Dont le hasard dota ma vie,
Un éclat plus digne d'envie,
D'autres plaisirs, d'autres grandeurs.

Jusqu'à mon dernier jour, beaux transports, noble flamme,
Oui, vous embraserez mon âme ;
Je mourrai comme j'ai vécu !

Je mourrai comme j'ai vécu,
Opposant l'amitié, l'étude,
Au malheur, à l'espoir déçu ;
Résignée à l'ingratitude :
Mais sentant, même en excusant
L'erreur, les faiblesses humaines,
Tout mon sang bouillir dans mes veines,
Au nom, à l'aspect du méchant.

Jusqu'à mon dernier jour, beaux transports, noble flamme,
Oui, vous embraserez mon âme ;
Je mourrai comme j'ai vécu !
Je mourrai comme j'ai vécu,
Simple mais juste, devant croire
Que femmes nous avons reçu
Ce qui des hommes fait la gloire,
Le talent; offrant mon encens
Comme eux aux Filles de Mémoire,
Et me riant dans la victoire
De leurs jaloux emportemens.

Jusqu'à mon dernier jour, beaux transports, noble flamme,
Oui, vous embraserez mon âme ;
Je mourrai comme j'ai vécu !

Je mourrai comme j'ai vécu,
Tranquille, en paix avec moi-même.
Sans la comprendre ayant conçu
La grandeur d'un être suprême ;
Et me disant : De mes destins
Par lui la route fut tracée ;
Esprit, matière, âme, pensée,
Je remets tout entre ses mains.

Tu le vois, ami, cette flamme
Qui m'enivrait dans mes beaux jours.
N'est pas éteinte dans mon âme ;
Elle l'embrasera toujours.

Oui, je le sens, par les efforts de l'âge,
Par le temps, ce noble courage
En moi ne sera point vaincu ;

Je pourrai dire encore à mon heure dernière :
Je vois la fin de ma carrière,
Mais je meurs comme j'ai vécu !

LAGERBIELKE (GUSTAVE, le comte DE).

Le comte *Gustave de Lagerbielke*, né le 22 mars 1777, est le second fils du défunt amiral comte de Lagerbielke. Après avoir fait de brillantes études à l'université d'Upsal, il entra en 1792 à la chancellerie en qualité de commis expéditionnaire (en Suède la naissance ne dispense pas ceux qui se vouent à la carrière des emplois de commencer par le commencement).

En 1796 il fut employé dans le cabinet des affaires étrangères, et se fit remarquer comme membre de la commission du budget à la diète de Norrhœping en 1800.

Cette même année il fut nommé chef par *interim* du cabinet des affaires étrangères (place équivalente à celle de sous-secrétaire d'état), et il accompagna Gustave-Adolphe en Poméranie et à Saint-Petersbourg.

La Suède, la Russie, la Prusse et le Danemarck contractaient alors leur quadruple alliance afin de protéger la liberté de leur navigation contre l'Angleterre, dont les vaisseaux venaient de conduire dans les ports anglais deux convois suédois. Il s'agissait de soutenir ce point de droit maritime (si important pour les neutres) que *le pavillon couvre la marchandise*. Le comte de Lagerbielke fut, avec le comte de Stedingk et le comte de Toll, l'un des plénipotentiaires aux conférences qui se tinrent à Saint-Petersbourg, et à la suite desquelles l'empereur Paul 1^{er} le nomma commandeur de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem.

De retour en Suède avec son souverain, il fut créé chef du cabinet, en remplacement du baron de Rosenham, décédé.

Les flottes anglaises étaient attendues au Sund. Gustave-Adolphe se rendit sur la côte. Copenhague fut bombardé le 2 avril 1801, par l'amiral Hyde Parker qui vint ensuite sommer infructueusement Carlscrona.

Le baron de Lagerbielke, qui accompa-

gnait le roi au Sund, réussit dans deux négociations importantes et difficiles, savoir : l'une avec le prince régent de Danemark et l'autre avec l'amiral anglais. Il fut pendant cette époque seul intermédiaire entre le roi et le gouvernement à Stockholm, et développa dès lors ces facultés supérieures qui depuis l'ont si éminemment distingué. C'est vers la fin de cette époque que le jeune baron de Wetterstedt, alors son subordonné, plus tard son successeur et toujours son ami, lui fut adjoint en sous-ordre.

Copenhague venait d'être bombardé quand la nouvelle de la mort de l'empereur Paul parvint au Sund. Cet incident dénouait la quadruple alliance. Le système politique de la Russie était changé. La Suède restait seule en butte à l'animadversion du cabinet anglais. Le roi chargea le baron de Lagerbielke d'ouvrir une correspondance confidentielle avec le comte de Bourgoing, ministre de France à Copenhague, et les relations diplomatiques furent rétablies entre la Suède et la France.

En 1802 le baron de Lagerbielke fut nommé chevalier de l'ordre de l'Étoile Polaire. Cette même année il fut chargé de négocier à l'occasion du différend survenu au sujet de la propriété du pont d'Abborfors entre le roi et l'empereur Alexandre.

En 1805 il négocia et signa l'accommodement par lequel l'Angleterre restitua à la Suède les deux convois dont nous avons parlé plus haut. Cette même année il négocia conjointement avec le comte de Toll la cession au duc de Mecklembourg-Schwerin de la ville et seigneurie de Wismar, moyennant une somme de 1,514,000 écus de Hambourg (environ sept millions de francs).

En 1805 le roi partit avec la reine pour l'Allemagne. Cette absence, dont l'objet d'abord n'était qu'une visite à la famille de la reine, se prolongea jusqu'à l'automne de 1804 (*voir la notice consacrée à GUSTAVE-ADOLPHE*). Le comte de Lagerbielke accompagna le roi pendant tout ce temps en qua-

lité de premier ministre, c'est-à-dire de seul organe du conseil de régence auprès du roi, et seul chargé de l'élaboration ainsi que de la transmission des décisions royales. Outre cette gestion de toutes les affaires du pays, il avait celle de la diplomatie suédoise qui dès lors se compliquait beaucoup, et il fut chargé de nombreuses missions auprès des cours allemandes et de la diète de Ratisbonne. Ses relations intimes avec les hommes les plus remarquables de l'Allemagne datent de ses voyages. C'est à cette époque qu'à l'âge de vingt-huit ans il manifesta les facultés diplomatiques dont la nature l'a doué. Les ministres suédois devaient être peu satisfaits de ne communiquer avec leur souverain que par l'intermédiaire de leur jeune collègue, et néanmoins le baron de Lagerbielke conquist tous leurs suffrages. Le baron d'Ehrenheim, alors ministre des affaires étrangères, lui sut particulièrement gré d'avoir réussi à différer les effets de la haine passionnée vouée dès 1804 par le roi à l'empereur Napoléon, et dont nous avons expliqué les motifs dans la biographie de Gustave-Adolphe.

En 1805 le baron de Lagerbielke, épuisé par des travaux excessifs, et se voyant en profonde dissidence politique avec son souverain, se retira des affaires. Gustave-Adolphe soufflait la coalition contre Napoléon et se préparait à se joindre à elle. M. Lagerbielke, qui avait la mesure des facultés de son prince prévoyait ses dangers, et voyait le salut de la Suède dans la neutralité qu'il ne cessait de recommander.

En 1805 il fut remplacé par le baron de Wetterstedt et nommé secrétaire d'état honoraire. Il se retira momentanément en Allemagne, mais resta en correspondance avec Gustave-Adolphe, et ne cessa de combattre dans toutes ses lettres la politique passionnée du roi. Il fut appelé en 1806 aux fonctions peu laborieuses de chancelier de la cour, qui n'avaient alors rien de commun avec la diplomatie, et qui lui permirent d'a-

doucir les sévérités du roi contre la presse.

C'est dans ces temps de loisir que, travaillant pour le théâtre de société de la paisible cour du duc de Sudermanie, M. Lagerbielke laissa échapper de sa plume quelques productions dramatiques qui révélèrent en lui de grandes facultés littéraires et poétiques.

En 1807, c'est-à-dire au bout de quinze ans, Gustave-Adolphe imagina de faire raser l'Opéra en expiation de l'assassinat de son père, commis, comme on sait, dans la salle de ce théâtre en 1792. Les représentations des ministres, les prières de la famille royale, tout avait échoué devant l'opiniâtre idée survenue au roi, et nul n'osait braver le danger d'une intercession. Le baron de Lagerbielke se rendit auprès du monarque en Scanie, lui représenta que ce beau monument avait été élevé par Gustave III lui-même aux arts et à son pays, et réussit ainsi à sauver cette magnifique création.

Après la révolution de 1809, à laquelle le baron de Lagerbielke resta totalement étranger, il fut rappelé aux affaires. Le baron d'Ehrenheim et le baron de Fibeth n'avaient pu être déterminés à rester au conseil. Le portefeuille des affaires étrangères et la chancellerie furent provisoirement confiés au baron de Lagerbielke. Il dut annoncer la révolution aux puissances étrangères, et leur faire des propositions de pacification; car Gustave-Adolphe laissait la Suède en état de guerre ou d'hostilité avec toute la confédération continentale obéissant à Napoléon. Le comte de Lagerbielke rédigea personnellement en même temps pour les missions suédoises à l'étranger les instructions qu'exigeait le nouvel ordre de choses et toutes les publications officielles du nouveau gouvernement. Le compte rendu alors aux états généraux de l'administration du royaume, depuis la diète de 1800, est un véritable modèle en ce genre.

En 1809 le baron de Lagerbielke fut nommé membre du conseil et commandeur de l'Etoile Polaire. Dans la même année il

fut choisi pour former avec le feld-maréchal comte d'Essen l'ambassade qui allait négocier la paix à Paris. Les ambassadeurs trouvèrent Napoléon profondément indifférent. « Adressez-vous à l'empereur Alexandre » fut sa réponse : « Il est grand et généreux. » Les négociateurs parvinrent cependant à fondre cette glace, et le traité fut signé le 6 janvier 1810.

Le comte de Lagerbielke resta à Paris comme plénipotentiaire par *interim*. Au mois d'août il fut définitivement accrédité en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire. Par suite de cette nomination qu'il n'avait pas sollicitée, il fut remplacé au conseil, et au mois de mai suivant, sur la proposition du comte d'Engestrom, alors ministre des affaires étrangères, il fut rappelé de son poste à Paris. Nous ignorons les motifs de ce rappel ; nous nous bornerons à dire qu'il est notoire aujourd'hui que le baron de Lagerbielke avait géré avec une haute distinction sa difficile mission et y avait rendu des services essentiels.

En 1814 le prince royal vint à Paris, et fit au comte de Lagerbielke un accueil qui dut le consoler de sa disgrâce momentanée, et à la suite duquel il rentra cette même année en Suède.

En 1821 il fut créé comte, et en 1822 chevalier commandeur des ordres du roi.

En 1825 il fut appelé à la surintendance des théâtres royaux qui n'eurent jamais un directeur plus actif et plus éclairé.

En 1825 il fut élevé au rang de seigneur du royaume, et en 1831 il rentra dans le conseil du roi et à la place que vingt ans plus tôt il avait occupée dans le conseil de Charles XIII.

M. Lagerbielke est en outre de l'Académie suédoise depuis 1809 et en a souvent été le directeur. Les discours qu'il y a prononcés occupent une place distinguée parmi les compositions littéraires de la Suède.

PRONY (GASPARD-CLAIR-FRANÇOIS-MARIE-RICHE DE).

Gaspard-Clair-François-Marie-Riche DE PRONY, né à Chamelet (Rhône) le 22 juillet 1755, montra dès son plus bas âge les plus heureuses dispositions pour les mathématiques. Après avoir terminé ses études dans un collège établi à Toissey-en-Dombes, à l'instar de celui que les bénédictins tenaient à Pont-le-Voy (1), il fut reçu à l'école des ponts et chaussées le 5 avril 1776 ; ses progrès furent rapides dans cette école ; il ne tarda pas à être chargé de diverses missions dans l'intérieur, fit les campagnes des Sables-d'Olonne en 1779 et le 15 novembre 1780 fut nommé sous-ingénieur.

M. de Prony exerça les fonctions de sous-ingénieur dans plusieurs généralités ; puis il se rendit à Paris, où il fut appelé par le ministre à seconder dans leurs travaux MM. Perronet et Chezy, ingénieurs du gouvernement ; depuis 1785 jusqu'en 1791 il s'acquitta de ses nouvelles fonctions avec autant de zèle que de talent.

La construction du pont de Neuilly dirigée par M. Perronet ayant donné lieu à de vives attaques, M. de Prony prit la défense de son vieil ami, et fit dans le mémoire qu'il publia à cette occasion tout à la fois preuve de talent et de reconnaissance ; il prit part aussi aux travaux de reconstruction du port de Dunkerque, d'où il passa en 1785 en Angleterre pour faire quelques études spéciales. De retour en 1786 il s'occupa sérieusement du projet régulier et complet du pont Louis XVI. Le talent qu'il déploya dans les discussions qui eurent lieu à cette occasion à l'assemblée des ponts et chaussées lui mérita le brevet d'ingénieur

(1) Des bénédictins partis de Pont-le-Voy (aujourd'hui département de Loir-et-Cher) avaient aussi fondé dans le Midi le magnifique collège de Sorèze, qui acquit depuis sous leur habile direction une si immense réputation.

en chef à la résidence de Perpignan (21 août 1791); mais, dès le 5 octobre de la même année, sa nomination aux fonctions de directeur de l'établissement du cadastre le ramena dans la capitale.

La gravité et la rapidité des événements qui agitaient la France à cette époque, ne permirent pas au directeur du cadastre beaucoup de travail sur le terrain; mais il eut à s'occuper d'une immense quantité de travaux relatifs aux manufactures, constructions et établissemens publics. C'est à cette époque qu'il composa ses grandes tables logarithmiques et trigonométriques sur lesquelles Lagrange, Laplace, Delambre, firent le rapport le plus favorable devant l'Académie des Sciences, et que Fourier signala de nouveau dans une de ses notices historiques lues aux séances de cette illustre compagnie.

Après avoir rempli dans plusieurs contrées de la France les diverses missions qui lui furent confiées, M. de Prony fut nommé inspecteur général des ponts et chaussées le 24 août 1798, et directeur de l'école le 4 octobre suivant.

L'Ecole Polytechnique fut créée en 1794; M. de Prony fut particulièrement chargé d'y enseigner la mécanique. Tous les professeurs de cette école étaient des hommes d'un mérite éclatant. M. de Prony s'y trouva le collègue de l'immortel Lagrange. La spécialité qu'il enseignait lui fournit l'occasion de composer plusieurs ouvrages qui marquèrent sa place parmi les premiers géomètres de l'époque. L'Institut, à sa création, s'empressa de lui ouvrir ses portes, et lui confia successivement les fonctions de secrétaire et de président de la classe des sciences.

Bonaparte, à son retour d'Italie, voulut connaître celui des professeurs de l'Ecole Polytechnique qui partageait l'enseignement de la haute analyse avec le géomètre le plus célèbre de l'époque. Le général fit à l'ingénieur l'accueil le plus distingué, et Jo-

séphine, qui bientôt après devint impératrice, se lia intimement avec madame de Prony. Persuadé que les immenses connaissances de son mari lui seraient d'un puissant secours en Égypte, Bonaparte voulut l'emmener avec lui et l'associer en quelque sorte à la gloire d'une expédition qui semblait entreprise dans des vues généreuses; mais n'ayant pu le déterminer à le suivre, il garda de ce refus un souvenir amer; néanmoins, s'il lui retira son intimité, il lui conserva toute son estime. Devenu consul, puis empereur, Napoléon répondait souvent aux autorités départementales qui réclamaient quelques travaux publics : *Je vous enverrai Prony*. Il leur envoyait en effet ce célèbre ingénieur.

M. de Prony reçut la croix de la Légion d'Honneur lors de la création de cet ordre. De 1805 à 1812 il fut occupé de travaux ou de projets de travaux importants en différentes parties de la France, sur les confins septentrionaux de l'Espagne et surtout en Italie, où il fit jusqu'à trois voyages, qui avaient pour objet le fleuve du Pô, le port de Gènes, le golfe de la Spezzia, les ports d'Ancône, de Venise, de Pola, et enfin l'assainissement des Marais-Pontins. Il y avait dans cette dernière mission de grands dangers à braver pour parvenir à terminer, entre l'art et la nature, une guerre qui dure depuis plusieurs milliers d'années. Ses projets furent approuvés par le conseil général des ponts et chaussées, et, dans les derniers temps du séjour des Français en Italie, ils reçurent un commencement d'exécution.

Le travail de M. de Prony, relativement aux Marais-Pontins, ne s'est point borné à un projet purement applicable aux moyens d'assainissement : il a composé sur ces marais un ouvrage fort étendu, le seul qui, en France et même en Italie, montre ce vaste sujet sous tous les points de vue. Des théories scientifiques, applicables aux grands dessèchemens, il passe à la description géographique et hydrogéologique des Marais-

Pontins ; il fait ensuite l'histoire des tentatives de dessèchemens qui eurent lieu à diverses époques, et l'analyse raisonnée des principaux projets de bonifications, antérieurs à l'an 1811. Il expose enfin les projets qu'il a conçus lui-même, et dans lesquels il a mis à profit les résultats des travaux ordonnés par le souverain pontife Pie VI. Le pape Léon XII lui envoya son portrait en médaille d'or, avec ces paroles, où se peignait l'opinion romaine sur l'importante publication de l'illustre ingénieur : *Elapsi temporis mora nostris erga te sensibus vim addidit potius quam detraxit, non enim planè tibi gratos profitemur, quod, ad restituendam asserendamque amplissimo ditiosis nostræ agro infestis paludibus obsito, fertilitatem et salubritatem, egregia studia laboresque tuos contuleris.*

À la Restauration, M. de Prony passa des fonctions de professeur de l'École Polytechnique à celles d'examineur permanent de cette école. Le 5 août 1814 il fut nommé officier de la Légion-d'Honneur, et le 21 décembre 1816 chevalier de Saint-Michel. Il fut chargé de plusieurs missions dans diverses parties du royaume. Une des plus importantes fut celle qu'il eut à remplir en 1827 dans le département du Rhône : elle avait pour but les moyens de sauver des ravages de ce fleuve une masse de propriétés, évaluées par le conseil général du département à cinquante millions de francs. Les projets que présenta M. de Prony furent pleinement approuvés. En récompense de ces nouveaux services ce savant fut créé baron le 25 juin 1828, et plus tard (1833) il a été nommé commandeur de la Légion-d'Honneur, et enfin le 12 septembre 1833 il a été promu à la dignité de pair de France.

M. de Prony est en outre membre de la Société royale de Londres, et fait partie de toutes les académies et sociétés savantes de l'Europe.

M. de Prony a publié entre autres ouvrages :

1° *Mémoire sur la poussée des voûtes*, etc. ; Paris, 1783, in-4°.

2° *Description des moyens employés pour mesurer la base de Hounslow-Heath*, dans la province de Middlesex, traduit de l'anglais du général Roy ; 1787, in-4°.

3° *Exposition d'une méthode pour construire les équations indéterminées qui se rapportent aux sections coniques* ; 1790, in-4°.

4° *Nouvelle architecture hydraulique* ; 1790-1796, 2 vol. grand in-4° ; le tome II est exclusivement consacré aux détails de construction de machines à vapeur.

5° *Description des opérations faites en Angleterre pour déterminer les positions respectives des Observatoires de Greenwich et de Paris* ; traduit de l'anglais ; 1797, in-4°.

6° *Mécanique philosophique ou Analyse raisonnée des diverses parties de la science de l'équilibre et du mouvement* ; an VIII (1800), in-4°. Cet ouvrage se joint au *Journal de l'École Polytechnique*.

7° *Analyse raisonnée des cours de mécanique de M. de Prony* ; Paris, an IX (1801), in-8°.

8° *Analyse de l'exposition du système du monde de P. S. Laplace* ; 1801, in-8°.

9° *Recherches sur la poussée des terres* ; 1802, in-4°.

10° *Instruction pratique sur les murs de revêtement, en se servant de la formule graphique* ; 1802, in-8° ; suite de l'ouvrage précédent.

11° *Mémoire sur le jaugeage des eaux courantes qui doivent alimenter le bassin du passage du canal Saint-Quentin* ; 1802.

12° *Rapport sur les inventions de J. P. Droy, relatives au monnayage* ; 1803, in-4°.

13° *Recherches physico-mathématiques sur la théorie des eaux courantes* ; Paris, 1804, in-4°.

14° *Sommaires des leçons sur le mouvement des corps solides, l'équilibre et le mouvement des fluides, données à l'École Polytechnique en 1809* ; in-4°.

15° *Essai expérimental et analytique* sur les lois de la dilatation des fluides élastiques; in-4°.

16° *Cours de mécanique* concernant les corps solides; Paris, 1815, 2 vol. in-4°.

17° *Instruction sur le thermomètre métallique* de MM. Bréguet père et fils, et sur les moyens d'établir sa correspondance avec d'autres instrumens thermométriques; 1821, in-4°.

18° *Description hydrographique et historique des Marais-Pontins*, relief du sol cadastré, détails intérieurs, etc.; *Analyse raisonnée* des principaux projets proposés pour leur dessèchement; *Histoire critique* des travaux exécutés d'après ces projets; *Etat actuel* (septembre 1811) du sol pontin; *Projets ultérieurs* pour son dessèchement général et complet, sur l'exposition des principes fondés sur la théorie et l'expérience qui ont servi de base à ces projets, rédigés d'après les renseignemens recueillis sur les lieux par l'auteur; *l'Examen détaillé* des marais où il a séjourné, et qu'il a visités et parcourus plusieurs fois; les opérations de jaugeage, nivellement, etc., qu'il y a faites pendant les années 1811 et 1812; Paris, 1825, in-4°, et atlas. L'administration des ponts et chaussées avait déjà fait imprimer, l'année précédente, cet ouvrage à l'imprimerie royale.

19° *Nouvelle méthode de nivellement trigonométrique*; Paris, 1825, in-4°.

20° *Notice sur les grandes tables logarithmiques et trigonométriques* adaptées au nouveau système métrique décimal; Paris, 1824, in-4°. Cette *Notice*, lue à la séance publique de l'Académie royale des Sciences, le 7 juin 1824, est relative aux vastes tables de logarithmes dont il a été parlé plus haut.

21° *Rapport très-étendu sur les harpes à double accrochement*, inventées par le célèbre facteur Erard, et *Note* sur les avantages du nouvel établissement d'un professorat de harpe à l'Ecole royale de Musique et de Déclamation; 1825, in-4°.

22° *Résumé de la théorie et des formules* relatives au mouvement de l'eau dans les tuyaux et les canaux; Paris, imprimerie royale, 1825, in-4°, avec cinq tables.

25° *Fragment d'un mémoire inédit de M. de Prony*; Lyon, 1827, in-8°. M. de Prony a encore fourni un grand nombre de mémoires importants au *Journal de la Société philomatique*, au *Journal de l'École Polytechnique*, aux *Annales des Mines*, à l'*Encyclopédie Méthodique* pour la partie *forêts et bois*; aux volumes de la *Connaissance des Temps*, depuis 1800, à la *Biographie Universelle*.

Ajoutons que, chargé par la cour royale de Paris d'une expertise relative aux machines à vapeur, il consigna les résultats de ses expériences dans les *Annales des Mines*. Un de ces précieux résultats consiste dans un moyen nouveau de mesurer l'effet de ces machines dont l'usage se répand de plus en plus. Ce travail a valu à l'auteur une médaille d'or, que lui a solennellement décernée la Société de Mulhausen.

Les mémoires de M. de Prony, imprimés séparément ou dans diverses collections, forment environ seize volumes in-4°.

Parmi les pièces qu'il a fournies pour faire partie des Collections de l'Institut se trouvent deux productions purement littéraires, savoir : 1° un *Eloge* de l'astronome Pingré, qu'il a composé lorsqu'il remplissait les fonctions de secrétaire de la première classe. Cet éloge, lu à la séance publique du 4 juillet 1796, contient une évocation des mânes de Bailly, qui fit une très-grande sensation dans l'assemblée; 2° un *Eloge* du célèbre ingénieur Perronet, lu à la séance publique du 24 avril 1829.

Les travaux scientifiques, dont nous venons de donner l'indication, sont antérieurs à l'année 1850; ceux que M. de Prony a publiés depuis cette époque se trouvent signalés dans un passage du *Discours sur quelques progrès des sciences mathématiques en France*, prononcé par M. Charles Dupin à la séance publique de l'Académie des Scien-

ces du 28 décembre 1855. Nous nous faisons un devoir de reproduire le fragment de ce discours, où se trouve l'indication des travaux scientifiques de M. de Prony, rendus publics depuis 1850 :

« Notre confrère, M. de Prony, dit M. Dupin, a continué depuis 1830 ses recherches variées, savantes et fécondes. Nous citerons d'abord son *Mémoire sur les formules propres à déterminer l'effet d'une machine à vapeur à détente*, mémoire où ce géomètre fait voir qu'il a, le premier avec *Hottancourt*, assigné une loi mathématique à la force expansive de la vapeur dans les divers degrés de température.

« Nous citerons ensuite son *Application de la théorie des solutions particulières des équations différentielles à plusieurs questions d'un haut intérêt pour les ingénieurs*. Puis ses *Considérations sur les effets qui résultent de la contraction des joints dans les grandes voûtes de pont, tracées en arc de cercle*; ses *Observations sur la dilatabilité des longues chaînes métalliques*; ses *Moyens de perfectionner le compas de réduction, en donnant à l'usage de ce compas plus de précision et d'étendue*.

« Nous mentionnerons, comme travaux d'un autre ordre, l'*Application du calcul à la mesure des remous, occasionnés soit par le rétrécissement des lits des rivières où l'on construit des piles de pont, soit par des barrages avec écoulement de fond*; son *Examen très-remarquable d'un système de barrage à l'embouchure de la Seine pour compléter les projets formés, il y a quelques années, sur la navigation de ce fleuve par des navires d'un grand tonnage*.

« Enfin l'administration générale des ponts et chaussées fait imprimer en ce moment un beau *Mémoire* dans lequel M. de Prony décrit un nouveau système de barrage pour les fleuves et les grands courans d'eau, système dont il est l'inventeur. »

M. de Prony s'est en outre occupé de poésie et de musique; mais ses productions sous ce double rapport sont inédites. Il a toutefois publié en 1852 une *Instruction élémentaire sur le calcul des intervalles musicaux*, ouvrage qui est le seul existant de son espèce.

ARGENSON (VOYER DE PAULMY, marquis d').

M. d'Argenson, que nous voyons l'un des plus fermes et des plus énergiques défenseurs de la cause démocratique, appartient à une noble et ancienne maison originaire de la Touraine, féconde en hommes de mérite. Il compte parmi ses aïeux, *Réné* de Voyer de Paulmy, seigneur d'Argenson, qui fut intendant de diverses provinces, et mourut en 1651 ambassadeur de France à Venise; *Marc-Réné*, qui fut garde des sceaux en 1718, après avoir rempli avec distinction les fonc-

tions de lieutenant général de police, qui passa plus tard président du conseil des finances, et enfin ministre d'état; deux grands-oncles, dont l'un, *François-Élie*, fut successivement évêque de Dôle, archevêque d'Embrun et archevêque de Bordeaux; l'autre, *Réné-Louis*, mort en 1756, fut conseiller d'état et ministre des affaires étrangères; son grand-père, *Pierre-Marc* de Voyer de Paulmy, comte d'Argenson, fut secrétaire d'état ministre de la guerre; son père enfin, le marquis d'Argenson, était lieutenant général; d'autre part M. d'Argenson a épousé la veuve du prince Victor de Broglie, petite-fille du maréchal de Rosen..... Toutes ces liaisons de famille, ces puissantes considérations de parenté ont trouvé M. d'Argenson inaccessible aux vanités des honneurs, aux amorces du pouvoir et aux orgueilleuses prétentions de la noblesse..... *Tout pour et par le peuple* fut dès ses plus jeunes années sa devise consciencieuse, et toujours il est demeuré fidèle à cet élan de son âme généreuse... Ce vertueux citoyen est la critique vivante de tous ces parvenus d'hier, qui veulent affubler leur roture des vieilles broderies aristocratiques, et se pavanent au-dessus de ce peuple dont naguère ils faisaient partie..... M. d'Argenson est à leurs yeux l'*Aristide* dont ils sont las d'entendre proclamer la vertu.

Né en 1771, M. d'ARGENSON terminait ses études à Strasbourg lorsque la révolution éclata; il en adopta les principes et entra au service en qualité d'aide de camp du général Wittgenstein, commandant une division sur la Meuse. Peu après il s'attacha au même titre au général Lafayette, nommé général en chef de cette armée.

Lorsqu'après les événemens du 10 août 1792 Lafayette crut devoir quitter le sol de la patrie, M. d'Argenson, rentré à l'intérieur, se fixa dans l'une de ses propriétés rurales (1).

(1) C'est à tort que plusieurs biographes et entre

Après les massacres des 2 et 3 septembre, il accompagna une de ses sœurs en Angleterre, où il ne séjourna que quelques semaines, et revint habiter la France dont il ne s'éloigna jamais depuis. Ce fut à cette époque que M. d'Argenson épousa la veuve du prince Victor de Broglie. Ne voulant alors prendre aucune part aux affaires politiques, M. d'Argenson alla se fixer dans sa terre des Ormes, située dans le Poitou; il y trouva l'occasion et les moyens de rendre les plus grands services à l'agriculture de ce pays, et de mériter la reconnaissance de ses habitants, en maintenant, dans les temps de disette, le prix des grains au taux le plus modéré. Grâce à d'heureuses spéculations et à une sage économie, M. d'Argenson ne tarda pas être à même de racheter une partie de l'antique héritage de sa famille.

En 1805 M. d'Argenson fut nommé président du collège électoral de la Vienne. Appelé aux mêmes fonctions l'année suivante, il fit partie de la députation envoyée à l'empereur, qui lui fit proposer une place de chambellan. M. d'Argenson ne l'accepta point, mais il ne crut point devoir refuser celle de préfet du département des Deux-Nèthes qui lui fut offerte en 1809. M. d'Argenson fit pendant quatre années (1) révéler et chérir une administration dont les Anversois ont conservé le souvenir le plus reconnaissant et le plus cher. Les motifs qui amenèrent la démission de ce magistrat ne lui font pas moins d'honneur que son administration elle-même. Il fit dans cette occasion éclater son amour pour la justice en opposant une généreuse résistance à des ordres arbitraires. Plusieurs années avant son administration, le maire d'Anvers avait

autres les frères Michaud, prétendent que M. d'Argenson émigra et servit dans l'armée de Condé.

(1) Pendant son séjour à Anvers M. d'Argenson fut nommé membre de la Légion d'Honneur en 1810, et officier de cet ordre le 30 juin 1811.

été dénoncé à l'empereur comme ayant, conjointement avec quatre autres personnes, commis des dilapidations dans la gestion de l'octroi. Cette dénonciation était devenue l'objet du rapport d'une commission formée à cet effet dans le conseil d'état; et Napoléon avait écrit au bas de ce rapport : *Renvoyé au grand juge pour faire exécuter les lois de l'empire*. Cependant ces individus, qui n'avaient subi aucun jugement, n'étaient encore qu'en état de prévention quand le préfet des Deux-Nèthes reçut l'injonction d'ordonner le séquestre de leurs biens. Sur un premier refus, cette injonction lui fut renouvelée par le ministre des finances. M. d'Argenson refusa de nouveau, et motiva son refus sur l'illégalité d'une semblable mesure. La correspondance qui s'engagea à ce sujet entre lui et les ministres des finances et de l'intérieur, ainsi que les débats qui eurent lieu dans le conseil d'état pour la même affaire, n'ayant produit aucun résultat, il offrit sa démission, qui fut acceptée, et se retira dans ses propriétés de l'Alsace. Il s'y trouvait encore à l'époque de la première invasion, en 1814, et se rendit à Paris aussitôt que les routes, long-temps convertes d'ennemis, furent devenues praticables. Pendant ce voyage M. d'Argenson apprit, par la voie d'un journal, sa nomination à la préfecture du département du Rhône. Ayant lu, dans le même journal, le rejet de l'acte constitutionnel, présenté au roi par le Sénat, il déclara, dès qu'il fut arrivé dans la capitale, qu'il n'accepterait aucune fonction tant que la France n'aurait point une constitution libre, et que son territoire serait occupé par les armées étrangères. Pendant les Cent-Jours, il fut nommé membre de la chambre des représentans par l'arrondissement de Belfort (Haut-Rhin); et, lorsque les députés qui composaient cette chambre en trouvèrent les portes fermées, 8 juillet, M. d'Argenson fut un de ceux qui se réunirent chez le président Lanjuinais pour y signer le procès-verbal constatant la protestation des

représentans contre la violation de leurs droits. (1)

Appelé après le second retour des Bourbons à faire partie du collège électoral de la Vienne, M. d'Argenson n'y prêta le serment d'usage qu'en le faisant précéder d'une protestation contre toute aliénation du droit qu'ont les peuples de modifier ou changer leurs constitutions.

Nommé par le département du Haut-Rhin à cette chambre de 1815, qui mérita le surnom d'*introuvable*, M. d'Argenson fit entendre sa voix pour combattre les mesures de sûreté générale proposées dès l'ouverture de la session. Il demanda une enquête préalable sur la situation du royaume, et dénonça avec indignation les assassinats de Nîmes. Les cris furibonds de M. Bellart et de ses amis (voir le *Moniteur* du 24 octobre 1815) forcèrent le président (M. Lainé) à rappeler l'orateur à l'ordre. Cependant tous les faits qu'il avait avancés se trouvèrent de la plus exacte vérité et furent confirmés peu de jours après par les ministres eux-mêmes. Une chose digne de remarque, c'est que M. d'Argenson fut le seul qui, dans cette session, combattit directement le projet de loi pour l'établissement des cours prévôtales. Après la dissolution de cette chambre, par suite de l'ordonnance royale du 5 septembre, M. d'Argenson fut réélu député du Haut-Rhin, et signala son entrée dans la nouvelle assemblée par la publication de son opinion sur le projet d'adresse au roi, en réponse au discours d'ouverture de la couronne. Cette opinion, qu'il n'avait pu émettre qu'en comité secret, présentait le tableau de la terreur de 1815, dont les effets dans le Midi, quoique moins prolongés, furent, selon lui, aussi déplorables que ceux de la terreur de

1795. L'opinion de M. d'Argenson fut censurée par certains journaux qui se gardèrent bien néanmoins de la faire connaître littéralement. Il réfuta facilement ces censeurs de mauvaise foi, mais on ne lui permit pas de publier sa réfutation. Lorsqu'on discuta le projet de loi sur l'ensemble des dotations ecclésiastiques, M. d'Argenson fut encore le seul qui le combattit, en soutenant que les dotations ne pouvaient être applicables qu'aux seuls établissemens d'utilité publique, non en qualité de corporations, mais comme annexes des propriétés communales. La liberté individuelle et celle des journaux trouvèrent en lui un défenseur énergique. Il fit observer que c'était le devoir de la chambre de donner à la liberté publique la garantie qui lui manquait, en faisant cesser l'esclavage des journaux et des écrits périodiques. « Ces feuilles, dit-il, sont le flambeau des assemblées délibérantes, par le crédit dont elles jouissent lorsqu'elles sont indépendantes et responsables seulement devant la loi, par l'analyse qu'elles donnent des ouvrages importans, par l'attention qu'elles mettent à recueillir les décisions de l'opinion publique; elles sont, pour ainsi dire, les juges des chambres, et à ce titre il n'est pas permis de nous soustraire à cette juridiction, ni d'en diminuer l'intérêt. »

M. Voyer d'Argenson demanda qu'on établît un jury pour prononcer sur les délits de la presse; il démontra que lorsque des formes protectrices sont connues, éprouvées, appréciées, elles ne peuvent être considérées comme de simples dispositions de la loi applicables à volonté, elles prennent le caractère d'un précepte d'humanité, que les législateurs ne peuvent méconnaître sans se rendre coupables : telle est l'institution du jury; c'est un droit confirmé en France par quarante années de persévérance, sous des formes de gouvernement bien opposées. Son opinion sur la loi du recrutement fut celle d'un véritable ami de l'égalité; il plaida

(1) Après la seconde abdication de Napoléon, M. d'Argenson fut l'un des commissaires nommés pour se rendre au camp des rois coalisés et aller traiter de la paix; cette négociation ne réussit pas. Les commissaires étaient MM. Lafayette, général Sébastiani, d'Argenson et Laforest.

avec chaleur la cause des bannis illégalement détenus à Pierre-Châtel, et demanda la rentrée en France de ceux dont les noms avaient été portés sur les ordonnances royales de 1815. Il combattit la proposition de décerner une récompense nationale au duc de Richelieu, dénonça le refus du ministre d'admettre dans les collèges les enfants des protestants, s'éleva contre le monopole des postes, contre l'impôt immoral des loteries dont il demanda la suppression, et vota pour la suppression de la contribution universitaire. Enfin M. d'Argenson, toujours placé sur le terrain de la charte, ne cessa de le défendre pied à pied contre les nombreuses attaques portées chaque jour à cette loi fondamentale de l'état, jusqu'au moment où les intrigues ministérielles l'éloignèrent du Corps-Législatif (élections de 1824).

M. Dupont (de l'Eure) ayant été élu en 1827 par le premier collège de Paris, ainsi que par ceux de Pont-Audemer et de Bernay (Eure), et ayant opté pour ce dernier, les électeurs de Pont-Audemer confièrent leur mandat à M. Voyer d'Argenson (27 avril 1828). Le ministère Martignac le trouva fidèle à ses principes invariables, que la révolution de juillet elle-même ne put lui faire désertier; car lorsqu'il dut prêter serment à la charte *bâclée*, selon l'énergique expression de l'un de nos honorables députés, il ajouta (5 novembre 1830) : *Sauf les progrès de la raison publique*; et cette protestation contre l'infailibilité de nos législations constituantes faillit faire renouveler aux intrépides centripètes du Palais-Bourbon le scandale qui sept ans plus tôt avait proscrit de la chambre l'importune éloquence de Manuel (1)... La chambre des députés ne com-

prit pas que la charte n'étant plus octroyée devait être sujette à révision, et que la souveraineté populaire (dont elle ne pouvait nier le principe et la puissance) restait toujours maîtresse de modifier un pacte qu'elle se donnait, ou que du moins elle était censée se donner.

des Bourbons avec *répugnance*; ce prétexte, elle le retrouva dans les violents débats auxquels la guerre d'Espagne donna lieu. A la séance du 25 février, M. de Châteaubriand, alors ministre des affaires étrangères, avait déployé toute la magnificence de son talent pour justifier une agression qu'on le soupçonnait d'avoir désapprouvée à Vérone et dans le conseil. Jamais orateur n'obtint un triomphe plus éclatant; les députés ministériels s'étaient élancés en masse vers la tribune pour serrer dans leurs bras le Démosthène de la légitimité, et pour proclamer, au milieu de leurs bruyantes félicitations, qu'il avait tué la révolution par ses éloquentes paroles, et rendu toute réplique impossible. Manuel, sans se laisser imposer par toutes ces démonstrations, s'était présenté pour combattre cet athlète redoutable. M. Etienne, appelé à la tribune, lui avait cédé la parole; mais le respectable Labbey de Pompières avait cru devoir conserver son rang d'inscription, et la lecture de son opinion, à laquelle il n'avait pas voulu renoncer, avait prolongé de vingt-quatre heures l'ivresse du côté droit. Malgré cet ajournement, la réfutation fut aussi vive et aussi chaleureuse que si l'orateur eût encore été échauffé par les impressions qu'il avait éprouvées la veille pendant la harangue du ministre. Dépouillant chaque argument de son enveloppe séduisante, il mit à découvert le vide du discours qu'on avait tant applaudi, et lit disparaître en peu d'instants le colosse indomptable pour ne plus laisser apercevoir qu'un fantôme brillant. Les hommes qui avaient embrassé ce fantôme avec enthousiasme, et qui en avaient fait une espèce d'*Hercule monarchique*, ne pouvaient pardonner à l'orateur dont la dialectique pressante, en démolissant pièce à pièce l'échafaudage fastueusement élevé par l'illustre champion de la Sainte-Alliance, dissipait comme une vaine fumée des illusions qui leur étaient chères. Ils résolurent donc de l'arrêter à tout prix, et commencèrent par demander qu'il fut rappelé à l'ordre pour avoir dit que le gouvernement de Ferdinand VII avait été terrible et atroce de 1815 à 1819. Mais cette interruption resta sans effet; le président, M. Ravez, ne crut pas devoir se rendre en cette circonstance aux vœux du côté droit, et Manuel, dont les accents sont devenus prophétiques par le supplice de l'Empédocle et de Riégo, continua ainsi : « J'ai eu raison de dire que le gouvernement de Ferdinand VII était atroce de 1815 à 1819; que sera-ce donc lorsqu'il aura des injures à poursuivre? Pourra-t-il se défendre de ses propres passions, quand les affaires seront confiées à des hommes qui auront à venger leur exil et leur ambition déçue. » Mais lorsque, examinant quelles pourraient être les conséquences de l'invasion française pour ce monarque, il s'écria : « Auriez-vous donc oublié que dès le moment où les puissances étrangères envahirent le territoire français, la France révolutionnaire, sentant le besoin de se défendre par des formes et par une énergie nouvelles.... » L'explosion la plus violente éclata sur les bancs de la droite, et l'on entendit crier : *A bas ! à la porte ! c'est la justification du régicide !* Manuel demanda vainement qu'on lui permit de terminer sa phrase pour expliquer toute sa pensée; une foule de voix lui répondirent par ce cri : *Non ! non ! nous ne voulons plus l'entendre !* et M. Forbin des Issarts, se rendant l'organe de l'impatience vindicative de son parti, monta à la tribune pour demander l'expulsion de Manuel. A cette proposition imprévue le président se tira d'embarras en levant la séance. Le lendemain M. de la Bourdonnaye renouela dans les bureaux la motion de M. Forbin, et il la développa ensuite à la tribune. Manuel se présenta pour répondre à ses accusateurs, et de nouvelles clameurs l'interrompirent aussitôt : « Nous n'en finirons donc pas ! » s'écria-t-on au côté droit; mais l'accusé, habitué à braver ces clameurs, éleva la voix et commença en ces termes :

« Messieurs, il paraît que le peu de mots que j'ai à vous dire trompent l'impatience de quelques-uns de mes honorables adversaires. Cette impatience pourrait donner lieu à d'étranges rapprochemens. Mais je ne viens point ici pour rappeler des jours de terrible mémoire : ce qu'il m'importe qu'on sache au moment où je parais à cette tribune, c'est que je n'y suis monté ni dans l'espoir ni avec le désir de conjurer l'orage qui gronde sur ma tête. Je ne prends la parole que pour établir et constater, autant qu'il dépendra de moi, que la mesure qu'on vous propose est un acte de tyrannie, sans prétexte, sans excuse, comme sans justice. »

(1) Manuel fut jusqu'en 1823 le défenseur le plus énergique des opinions démocratiques et l'adversaire le plus redouté de ces hommes qui voulaient reconstituer la royauté d'après les souvenirs de Versailles; il les harcela de sa dialectique puissante, et leur fit en plus d'une circonstance acheter chèrement leurs succès. La majorité, lasse de lutter contre ce redoutable adversaire, attendait impatiemment un prétexte pour renouveler contre cet incommode logicien le coup d'état exécuté en 1819 contre l'abbé Grégoire. Ce prétexte, qu'elle regretta de n'avoir pas saisi en 1822, lorsque Manuel, dans la discussion sur la loi relative aux délits de la presse, avait dit que la France vit en 1814 le retour

Réélu en 1851 par les électeurs de Strasbourg, M. d'Argenson présenta à la session suivante un projet de loi tendant à rendre les concessions de mines un peu moins difficiles de la part de l'état, et un peu plus profitables à ceux qui les exploitent et au public qui en consomme les produits. La chambre crut ne pas devoir s'occuper de cette proposition, qui demeura sans résultat. Il s'éleva aussi avec énergie contre l'al-

Il ne fut pas difficile à Manuel de faire cette démonstration, et il y ajouta une profession de foi relativement à la révolution, qu'on l'accusait d'avoir justifiée :

« Trop jeune pour y prendre une part active, dit-il, je me trouvais alors dans les rangs de l'armée française, où l'on a dit que l'honneur de la France s'était réfugié. Toutefois je me hâte de dire que je n'accepte pas cet hommage rendu à l'armée aux dépens de la nation. L'honneur français était partout : nous savons que des excès ont ensanglanté la révolution ; mais nous n'oublierons jamais que c'est à elle que nous devons des bienfaits immenses et solennellement reconnus. Nous n'oublierons pas que si de glorieux combats ont assuré l'indépendance de la patrie, c'est au patriotisme, aux vertus de nos pères, qu'elle doit d'appréciables réformes et tous les gages de sa prospérité... Quoi qu'il en soit, messieurs, j'ose dire que ma vie tout entière répondrait au besoin aux imputations dirigées contre moi. Sans doute, j'ai quelquefois combattu les opinions et les projets d'une partie de cette chambre avec une chaleur, avec une force qui ont dû l'irriter : c'est là mon crime, je le sais. Je ne me dissimule pas que si dans nos débats j'avais montré moins d'ardeur, de constance, de fermeté, ceux qui m'ont si violemment accusé auraient gardé le silence sur les expressions qu'ils prétendent si coupables, et même sur des phrases bien plus susceptibles de motiver quelques préventions ; mais j'étais incapable d'acheter leur indulgence par le sacrifice de ma sincérité. Envoyé à cette tribune pour y défendre les intérêts de mon pays, j'ai dû remplir ce dernier devoir sacré, et je déclare que si je continue à y paraître je n'y montrerai ni moins de franchise, ni moins de dévouement... Mais vous voulez m'éloigner de cette tribune ; c'est là seulement ce qui vous importe. Eh bien ! prononcez votre arrêt ; je ne chercherai pas à l'éviter. Je sais qu'il faut que les passions aient leur cours ; votre conduite est tracée par celle de vos devanciers et de vos modèles. Tout ce qui a été fait par eux, vous le ferez ; les mêmes éléments doivent produire les mêmes résultats. Je serai votre première victime ; puisse-je être la dernière ! Je n'emporterai aucun ressentiment ; mais si je pouvais être animé de quelque désir de vengeance, victime de vos fureurs, je confierais à vos fureurs le soin de me venger. »

Cette déclaration, pleine de franchise et de noblesse, ne servit qu'à irriter davantage le côté droit et qu'à lui faire désirer plus vivement l'exclusion d'un pareil adversaire ; aussi la proposition de M. de Laboulaye fut-elle prise en considération, dans la même séance, pour être discutée dans celle du 3 mars suivant. Ce jour-là l'accusateur reparut à la tribune, en qualité de rapporteur de la commission chargée d'examiner l'accusation : c'était dire assez que cette commission pensait et concluait comme M. de Laboulaye. Divers orateurs prirent la parole pour défendre leur collègue ; M. Royer-Collard se joignit à eux pour combattre la mesure proposée, *seulement dans son inconstitutionnalité*, comme d'autres, au 6 décembre 1819, avaient abandonné la personne de M. Grégoire aux partisans du système d'indignité pour ne s'occuper que de l'illégalité de son exclusion. M. Royer-Collard crut même devoir exprimer quelque blâme sur les opinions et le langage de Manuel, ce dont ce dernier se souvint lorsque son tour de parler arriva.

« Alors même, dit-il, que j'aurais formé le projet de me justifier devant vous de l'accusation portée contre moi, le zèle de mes honorables amis aurait d'avance rempli ma tâche : l'absence de droit, l'usurpation, l'arbitraire, l'innocence de mes intentions, tout a été par eux parfaitement établi ; et si l'un de mes défenseurs, égaré sans doute par d'anciennes préventions, a laissé échapper quelques mots d'improbaion au moment où je viens braver tant de fureurs, je puis désigner un acte de faiblesse ou de rancune. Mais ce n'est pas moi qui donnerai à mes adversaires la satisfaction de me voir placé devant eux sur une sellette,

location des douzièmes provisoires dont la chambre est si souvent prodigue envers les ministres, et contre celle de dix-huit millions pour travaux publics, que la chambre octroya avec tant de complaisance. Il demanda et fit décréter l'impression des procès-verbaux de la commission chargée pendant la session de 1851 de l'enquête sur l'affaire Kessner (1) ; il prit part à la discussion du projet de loi d'attributions municipi-

où ils n'ont pas le droit de me faire descendre. Que d'autres cherchent à avilir la représentation nationale ; ils y ont sans doute un coupable intérêt ; moi, poussé par un sentiment bien différent, je ferai tout ce qui dépendra de moi pour lui conserver son lustre. Je déclare donc que je ne reconnais ici à personne le droit de m'accuser ni de me juger. Si je cherchais ici des juges, je n'y trouverais que des accusateurs. Ce n'est point un acte de justice que j'attends : c'est à un acte de vengeance que je me résigne... Dans un tel état de choses j'ignore si la soumission est un acte de prudence ; mais je sais que dès que la résistance est un droit, elle est aussi un devoir... Arrivé dans cette chambre par la volonté de ceux qui avaient le droit de m'y envoyer, je ne dois en sortir que par la violence de ceux qui n'ont pas le droit de m'en exclure ; et si cette résolution de ma part doit appeler sur ma tête de plus graves dangers, je me dis que le champ de la liberté a été quelquefois fécondé par un sang généreux. »

La majorité s'indignait cependant du retard que cette courageuse défense apportait à l'accomplissement de ses desseins. A peine Manuel eut-il cessé de parler qu'elle demanda vivement d'aller aux voix, et le premier orateur français, repoussé naguère du barreau de Paris, fut aussitôt banni de la tribune et de la chambre. Fidèle à ses engagements, il vint, en dépit de l'acte arbitraire de la veille, reprendre sa place au côté gauche. Le président et les ministres, déconcertés par sa présence, ne savaient à quel parti s'arrêter ; enfin M. Ravez ouvrit la séance, et, s'autorisant de l'article 91 du règlement, qui lui attribue la police de la chambre, il ordonna à Manuel de quitter la salle.

« Monsieur le président, répondit celui-ci, j'ai annoncé hier que je ne céderais qu'à la violence ; aujourd'hui je viens tenir ma parole. »

Les significations par huissier furent en effet inutiles ; on appela alors les vétérans et la garde nationale ; mais le sergent Mercier refusa de servir d'instrument à un attentat contre la représentation nationale. Force fut de recourir aux gendarmes, dont le chef mit fin à toute hésitation par cette injonction laconique : *Gendarmes, empoignez M. Manuel*. A ces mots, l'énergique député se leva et dit à l'officier qui se trouvait le plus près de lui : « Cela me suffit, monsieur, et je suis prêt à vous suivre ; » et il se laissa prendre par le bras, satisfait d'avoir fait constater qu'il n'obéissait qu'à la force. Les membres du côté gauche se précipitèrent sur son passage en criant : « Emmenez-nous aussi, nous voulons le suivre ! nous sommes tous Manuel ! » et ils abandonnèrent l'assemblée pêle-mêle avec les gendarmes. La population parisienne ne témoigna pas un moindre intérêt à l'illustre victime des contre-révolutionnaires. Une foule innombrable de citoyens, réunis autour du Palais-Bourbon, accueillit Manuel à sa sortie et le reconduisit triomphalement jusque à sa maison. Soixante-trois députés signèrent ce jour-là même une protestation contre toutes les délibérations que la chambre pourrait prendre après cette mutilation inconstitutionnelle de la représentation ; et les départements répondirent à cette noble démarche en envoyant des couronnes civiques au digne mandataire dont la violence venait de terminer la glorieuse mission. Depuis lors Manuel, au lieu d'exploiter l'extension que ces événements avaient donnée à sa célébrité, et de chercher à entretenir le public de lui-même, attendit modestement dans la retraite que des temps meilleurs permissent à ses concitoyens de réparer l'injustice dont il avait été l'objet ; et il ne s'occupa que de se rendre plus digne encore de répondre un jour à leur confiance. Mais le mal cruel, qui le dévorait depuis dix ans, devait l'enlever à la France avant qu'elle pût s'acquitter envers lui. La mort vint le surprendre le 20 août 1827.

(1) Kessner, employé supérieur du ministère des finances, prit la fuite, après s'être rendu coupable d'un vol considérable au préjudice du trésor.

pales. Plus tard (6 janvier 1854), provoqué par les brutales interpellations de M. Bugeaud, qui partageait à cette époque avec M. Persil (*voir leurs notices*) le privilège d'être l'éditeur inintelligent de toutes les agressions du pouvoir, M. Voyer d'Argenson vint avec sa parole précise et nette, sans faste mais sans faiblesse, exprimer les opinions républicaines les moins déguisées, et termina enfin sa réplique aux vives personnalités du garde des sceaux, M. Barthe, qui s'était fait l'auxiliaire de M. Bugeaud, par ces paroles solennelles :

« Je n'ai pas provoqué à la révolte; j'ai dit qu'en présence de la souveraineté du peuple, devant laquelle vous devez tous abaisser vos fronts dans la poussière, chacun avait le droit de proposer au peuple des améliorations dans sa constitution : voilà ce que j'ai dit. On me somme de m'expliquer davantage sur le serment; eh bien! qu'on saisisse la chambre d'une proposition contre moi, et je saurai ce que j'ai à faire. »

Cette réponse calme et ferme à la fois fit perdre au ministère tout le fruit qu'il se promettait du scandale qu'il s'était efforcé de soulever.

Dans la discussion de la loi contre les associations M. Voyer d'Argenson signala la tactique déloyale du garde des sceaux, produisant sans cesse devant la chambre des pièces distraites des dossiers de la justice (18 mars 1854). Il repoussa les calomnies dirigées contre les associations politiques.

« On a parlé de folles théories, dit-il en terminant; ces théories, messieurs, tendent à améliorer le sort du peuple, à lui donner de l'instruction, à lui faire connaître ses droits... Permis à vous d'appeler cela des folies; nous ne connaissons, nous, rien de plus grand, de plus honorable. »

Les manœuvres ministérielles parvinrent aux élections suivantes à éloigner M. d'Argenson de la tribune nationale; mais il continua, hors du Palais-Bourbon, à se montrer le constant auxiliaire de la cause dé-

mocratique, et, comme tous les écrivains ses coréligionnaires, obtint le baptême de la cour d'assises, où le jury prononça en sa faveur un verdict de non culpabilité. Il vint prendre place aussi sur la sellette de la chambre ou cour des pairs dans l'affaire dite *des défenseurs des prévenus d'avril* (*voir les notices consacrées à MM. MICHEL (de Bourges) et TRÉLAT*). Il fut mis hors de cause avec l'immense majorité de ses coprévenus.

Il ne nous appartient pas de soulever le voile dont M. d'Argenson couvre ses actes nombreux de générosité; mais nous devons dire que nul dans notre époque d'égoïsme ne fait un plus noble usage de la fortune, et que les prisonniers politiques ont toujours trouvé en lui un ami qui, dans plusieurs circonstances, a su prévenir leurs besoins. Un jour sans doute il nous sera permis de faire connaître les services rendus par M. d'Argenson à ceux des contumaces qui invoquèrent son appui; ce sera pour nous un bonheur de nous rendre leur organe.

Nous ne doutons pas qu'aux prochaines élections les patriotes de l'Alsace et de la Vienne ne se disputent l'honneur de rendre M. d'Argenson à la tribune nationale, où il acquerra de nouveaux droits à l'estime et à la reconnaissance des patriotes.

ROTTERMUND (ÉDOUARD-SYLVESTRE).

Édouard-Sylvestre ROTTERMUND, né en Volhynie en 1812, fit ses premières études à Krzemieniec. Quelques années avant la révolution de Varsovie, ses parens, riches propriétaires, l'envoyèrent dans cette ville pour y perfectionner son éducation. À peine fut-il mis en contact avec la jeunesse de l'Université qu'il devina la haute mission que s'étaient imposée tous ces jeunes conjurés; il voulut contribuer, lui aussi, à la délivrance de sa patrie, et ne tarda pas à être initié aux plus secrets projets des con-

spirateurs, qui, confians dans son courage et dans son patriotisme, le désignèrent pour faire partie de la colonne de braves qui devait surprendre le Belvédér et attaquer le grand-duc Constantin dans sa forteresse impériale. Rottermund accepta ce poste d'honneur, et au jour de l'attaque il légítima le choix de ses amis. L'histoire écrira son nom sur la liste des héros du Belvédér.

Dès ce moment Rottermund prit part aux entreprises les plus périlleuses. Le quatrième jour après que le cri de liberté eut retenti, le sort du combat n'était pas encore décidé; les Russes, chassés de Varsovie, restaient maîtres de la campagne; Constantin interceptait les communications de la capitale avec le reste du pays; la victoire devenait décisive, si l'on pouvait parvenir à instruire de la vraie situation des choses le brave général Szembek, dont le dévouement à la cause nationale était connu des insurgés, et qui commandait une forte garnison à Blonie, non loin de Varsovie. Sept volontaires, au nombre desquels l'on compta Rottermund, se présentèrent pour tenter cette entreprise hardie; le succès répondit à leur courage : Szembek entendit l'appel de ses frères de Varsovie, et marcha à leur aide; dès ce moment la révolution fut consommée.

Bientôt une occasion se présenta où le courage et le dévouement patriotique de Rottermund purent être mis de nouveau à l'épreuve. Au moment de la révolution DEUX MILLE Russes s'étaient réfugiés dans la forteresse de Madlin, à six lieues de la capitale; ce point était des plus importants pour les conjurés, soit par sa position topographique, soit par les approvisionnemens d'armes et de munitions renfermés dans les magasins de la citadelle. Constantin, appréciant cette importance, avait donné l'ordre à la garnison de s'ensevelir sous les ruines du fort plutôt que de le livrer aux Polonais. Cent cinquante volontaires conçoivent le hardi projet de se rendre à la forteresse, de

faire flotter sous les yeux des Russes le drapeau de l'indépendance, de faire retentir à leurs oreilles le cri de liberté, de les gagner à leur cause ou de les vaincre. Ils marchent sur Madlin; mais à mesure qu'ils approchent du but le découragement se jette dans leurs rangs; trente seulement demeurèrent fidèles à la foi jurée. Le brave Kicki les commandait; Rottermund était l'un des trente. A peine arrivé aux pieds de la forteresse, le colonel Kicki envoya un parlementaire pour sommer la garnison de faire cause commune avec les Polonais. Le commandant russe accueillit favorablement l'émissaire des insurgés, et dans le but de leur tendre un piège les invita à se rendre à la citadelle. Ceux-ci, confians dans la parole du chef russe, n'hésitèrent pas à se livrer à lui; mais à peine ont-ils franchi les premières gardes qu'ils se voient cernés de toutes parts, et placés sous le feu d'une artillerie formidable. Mais Kicki sans s'émouvoir : « Nous ne sommes que l'avant-garde, dit-il; un corps nombreux nous suit; malheur à vous si vous manquez à votre parole donnée »; et le chef russe leur rend la liberté. Mais bientôt informé de la fuite de Constantin, il marche sur les traces de son maître, et livre la forteresse à ces trente héros (1).

Pendant tout le temps de la guerre, Rottermund ne quitta pas un seul instant le champ de bataille; il prit part aux combats de Minsk, de Grochow, Bialolenka, Ostrolenka, Liw, Kalukyn et Wola; et puis, lorsque la fortune eut trahi la cause de la nation polonaise, Rottermund, proscrit, se réfugia en France et reprit ses études avec tout le zèle d'un patriote qui veut se rendre de plus en plus capable de devenir utile à son pays. Mais sur la terre étrangère il n'a point oublié ses frères d'exil; à Paris il a été l'un des premiers fondateurs de l'association qui devait secourir les réfugiés qui s'adonnaient

(1) Ce fait a été rapporté officiellement dans les bulletins de l'insurrection polonaise.

aux études scientifiques ; à Bruxelles il s'est associé à son frère, comme lui brave et modeste, victime de la tyrannie de l'autocrate, et ils ont pris l'initiative pour fonder une association de secours mutuels destinés à subvenir aux besoins des Polonais exilés, qui par leur travail ne pouvaient se créer une existence indépendante.

Rotterdam est encore à la fleur de l'âge ; viennent les jours d'indépendance nationale pour la Pologne, et il sera sans doute appelé à rendre de grands services à son pays.

LA BOURDONNAYE (ARTHUR, marquis de).

M. le marquis (1) de LA BOURDONNAYE, que le département du Morbihan envoya siéger à la chambre des députés pendant les dernières années de la Restauration, et qui après les événemens de juillet 1850 se montra fidèle à ses sentimens de monarchisme pur, est né à Paris le 29 janvier 1785. Obéissant à son penchant, qui le portait vers la carrière des armes, il partit comme simple volontaire dans le 7^e régiment de hussards le 20 février 1805, fut nommé brigadier le 15 avril suivant, fourrier le 27 juin, et maréchal des logis le 28 septembre de la même année. Il fit pendant cette année les campagnes dites des côtes de l'Océan et de l'Allemagne, passa en 1806 à l'armée de Naples avec le grade de sous-lieutenant (17 janvier 1806) au 25^e régiment des chasseurs à cheval. Atteint de deux balles pendant la campagne de 1807 (7 janvier et 12 août), il passa lieutenant au 8^e régiment de hussards le 8 janvier 1808, et peu de jours après fut attaché au général Lagrange en qualité d'aide de camp, jusqu'au 25 avril 1809 que le maréchal Lannes l'appela auprès de lui au même titre.

(1) C'est à tort que la plupart des biographies lui donnent le titre de comte.

Bientôt après M. de La Bourdonnaye passa à la grande armée en Allemagne, fut grièvement blessé à la bataille d'Essling, et à la suite de cette affaire fut nommé chevalier de la Légion-d'Honneur et officier d'ordonnance de l'empereur, avec le grade de capitaine et le titre de baron de l'empire. Pendant trois ans M. de La Bourdonnaye remplit les fonctions d'officier d'ordonnance auprès de Napoléon, et se distingua honorablement dans plusieurs circonstances graves. Élevé au grade de chef d'escadron surnuméraire au 5^e régiment de chasseurs, le 15 janvier 1811, il prit rang en titre au 12^e régiment de la même arme le 29 mai 1812, et se trouva à la bataille de la Moskowa, où il eut une jambe fracassée par un biscaien. Remis de sa blessure, il fit la campagne d'Allemagne à la suite de laquelle il fut nommé colonel attaché à l'état-major général (7 décembre 1815), et peu après au maréchal prince de Wagram en qualité d'aide de camp.

M. de La Bourdonnaye fut du nombre des officiers auxquels la Restauration se hâta d'accorder ses faveurs : il fut porté sur les premières listes de promotions dans les ordres *royaux* comme officier de la Légion-d'Honneur et chevalier de Saint-Louis.

Jusqu'au retour de Napoléon M. de La Bourdonnaye continua son service d'aide de camp auprès du maréchal Berthier ; mais à cette époque il refusa également de s'attacher à la fortune du héros de l'île d'Elbe et de quitter sa patrie, et se retira à Rennes dans le sein de sa famille. Dès le second retour des Bourbons, il organisa dans le Morbihan un régiment de chasseurs à cheval, dont il reçut le commandement qu'il conserva jusqu'en 1821 ; il fut en outre nommé président du collège électoral de Redon (Ille-et-Vilaine) et se porta sans succès candidat à la députation.

Nommé commandeur de la Légion-d'Honneur le 1^{er} mai 1821, M. de La Bourdonnaye fut bientôt promu au grade de maréchal

de camp ; en mars 1825 il fut plus spécialement attaché à la personne du roi par sa nomination aux fonctions de gentilhomme de la chambre ; il fut appelé en outre à la même époque au commandement de la subdivision de la 11^e division militaire (Bordeaux), où il résida pendant deux ans. Il fut appelé en 1825 au commandement d'une brigade de cavalerie au camp de Lunéville, et l'année suivante il fut chargé de l'inspection générale du cinquième arrondissement de cavalerie.

M. La Bourdonnaye, qui avait été nommé membre du conseil général du Morbihan en 1820, fut élu député de ce département (arrondissement de Pontivy) en octobre 1827, et réélu en juin 1830 ; il vint prendre place à la chambre sur les bancs du centre droit, où il parut se rattacher à la fraction politique qui marchait sous la bannière de M. de Martignac. Pendant les années 1828 et 1829 il ne prit part active aux débats de la chambre que dans les questions militaires, et porta plusieurs fois la parole dans la discussion des budgets de la guerre, sur les dispositions concernant l'état des officiers, les pensions militaires, les remotes, les haras, etc., etc.

Au moment où furent rendues les ordonnances liberticides du 25 juillet 1830, M. le général de La Bourdonnaye se trouvait à Saint-Cloud en raison de son service de gentilhomme de la chambre du roi ; le 30 il reçut ordre de Charles X de se rendre à Paris auprès de M. de Mortemart, nommé la veille président du conseil des ministres. M. de La Bourdonnaye fut arrêté près du pont de Grenelle par les postes avancés de l'insurrection populaire, et conduit à l'Hôtel de Ville, où il fut gardé à vue pendant quelques heures. Il demanda avec insistance à être entendu par la commission provisoire de l'Hôtel de Ville, et ayant fait valoir sa qualité de député il fut rendu à la liberté.

Après avoir rempli sa mission, M. de La Bourdonnaye parvint, non sans peine, à

sortir de Paris, et ne put rejoindre l'ancienne cour que le 2 août à Rambouillet. Il quitta cette ville dans la nuit pour venir assister à l'ouverture de la session fixée au 3 août. Lors de la fameuse séance du 7 il prit la parole pour protester *contre la violation du pacte social*, et fut un des trente-trois députés qui votèrent contre la charte qu'on venait d'improviser.

Néanmoins M. de La Bourdonnaye ne crut pas devoir quitter le poste auquel ses commettans l'avaient appelé, et il continua à prendre part aux délibérations de la chambre. Il défendit les ministres de Charles X contre une accusation provoquée par trois jours de carnage. Le 16 mars 1831 il combattit la proposition de M. Baude, relative à l'exclusion de la branche aînée de la famille des Bourbons, la repoussant *comme inutile et injuste à beaucoup d'égards et sans autorité pour l'avenir*. Il vota contre la prise en considération. Le 16 avril suivant, il monta à la tribune pour prendre la défense des officiers de la garde royale non assermentés, dont les droits, disait-il, étaient méconnus par suite d'une fausse application de l'ordonnance royale du 11 août 1830 et de la loi du 31 du même mois. Il déclara enfin dans cette séance n'avoir prêté serment à la nouvelle royauté que pour obéir à un devoir rigoureux. Les électeurs n'exposèrent plus M. de La Bourdonnaye à remplir ce devoir ; il ne fut pas réélu aux élections suivantes.

Après la dissolution de la chambre, M. de La Bourdonnaye rentra complètement dans la vie privée. Maintenu par le ministre de la guerre, le maréchal Soult, sur le cadre d'activité des officiers généraux, il ne crut pas devoir conserver les avantages de cette position, puisqu'il ne se sentait pas disposé à se soumettre aux obligations qu'elle pourrait lui imposer. Il demanda à être porté sur le cadre de réforme, et deux ans plus tard, ses trente années de service actif étant révolues, il fut admis à la retraite.

BRADI (AGATHE-PAULINE CAYLAC DE CAYLAN, comtesse de).

Madame la comtesse de Bradi est une des principales notabilités littéraires dont s'enorgueillit la coterie monarchique qui est restée fidèle au vieux drapeau de la légitimité, et qui allie sans cesse dans ses vœux comme dans ses espérances l'autel et le trône.

Après avoir lu les divers écrits de madame de Bradi, nous nous sommes demandé sur quelle donnée positive était basée la réputation qu'on lui a faite sous ce point de vue religioso-politique, et en vérité nous avons eu quelque peine à le comprendre ; sans doute la femme écrivain professe des opinions plus libérales et de plus douce tolérance que la grande dame des nobles salons. S'il en est ainsi, nous engagerons madame de Bradi à mettre toutes ses opinions en rapport avec ses écrits ; elle y perdra peut-être les éloges des feuilles légitimistes ; mais elle y gagnera ceux de tous les hommes qui attachent quelque importance à l'unité de vues et de principes, et qui ne sauraient applaudir à ces contradictions manifestes entre le parler et l'écrire.

Agathe-Pauline CAYLAC DE CAYLAN est née à Paris le 1^{er} mai 1782. Son père, chevalier de Saint-Louis et capitaine de cavalerie, l'éleva avec toute la rudesse d'une éducation militaire, et, s'il faut en croire madame de Bradi elle-même, *lui enseigna les arts d'agrément à coups de plat d'épée.*

Mademoiselle Caylac perdit son père étant encore très-jeune, et fut mariée à dix-sept ans par sa mère au comte de Bradi, descendant d'une ancienne et noble famille de Sardène. Elle suivit son mari en Italie, fut blessée au siège de Gênes par un éclat de bombe, et faillit y mourir de faim. Bientôt après, étant devenue mère, madame de Bradi rentra en France et se retira au châ-

teau de Rebrechien, près d'Orléans ; elle se livra à l'étude la plus assidue et se consacra à l'éducation de ses enfans. Elle ne tarda pas à se lier d'amitié avec madame de Genlis, qui se plaisait à la nommer son élève et à déclarer *qu'elle était appelée à la seconder et à lui succéder en tout.* Toutefois madame de Bradi ne se serait point décidée à faire imprimer ce qu'elle écrivait, si des revers de fortune ne lui en eussent en quelque sorte imposé l'obligation. La dame châtelaine devint femme auteur et professeur. Ses amis lui demeurèrent fidèles, et le public accueillit favorablement ses productions. Les premières, qui parurent en 1815 (*Lettres d'une dame grecque écrites de l'île de Corse*), lui suscitèrent cependant quelques désagréments. A une époque où il était d'ignoble bon ton de jeter l'épithète de Corse comme un sanglant outrage au héros devant lequel on avait pendant quinze ans ployé le genou, madame de Bradi publia son éloquent *plaidoyer historique* en faveur de cette nation tant calomniée, parce qu'on ne la connaît pas (1), et qu'en France surtout l'on accepte volontiers les traditions hainenses de peuple à peuple avec une coupable facilité que ne peuvent faire excuser l'ignorance et la paresse de nos dandys de salon. Madame de Bradi ne pensait pas sans doute avoir fait acte de courage en faisant acte de justice ; les hauts-justiciers d'Orléans s'effarouchèrent des éloges donnés aux compatriotes de l'OGRE (2), et deux fois elle fut portée par eux sur les listes de proscription *comme*

(1) Nous recommandons les lettres de madame de Bradi sur la Corse comme le meilleur résumé historique que nous connaissions sur cette île et sur le peuple belliqueux de ses montagnes. Toutefois nous reprocherons à madame de Bradi de n'avoir pas jeté quelque épisode intéressant dans son travail et d'en avoir laissé la lecture trop aride.

(2) L'on sait que ces mots *l'ogre corse* étaient la dénomination favorite sous laquelle les réactionnaires de 1815 désignaient l'immortel héros qui avait porté si haut l'honneur du nom français.

bonne à surveiller ou à déporter. Elle fut surveillée sans doute ; mais là se borna la sévérité que l'on exerça à son égard ; mais les royalistes ne tardèrent point à revenir de leur haine contre madame de Bradi, et elle reprit sa place dans les salons aristocratiques. Elle publia successivement divers ouvrages, qui tous ont obtenu un succès plus ou moins légitime : *Vannina d'Ornano*, 2 vol. in-12, 1825, roman historique ; *Colonna comte de Corse*, 2 vol. in-12, 1825, roman historique, dans lesquels l'auteur nous a paru faire plutôt preuve d'érudition que d'imagination ; *Berthold et une Nouvelle par mois*, 5 vol. in-12, 1825, qui lui méritèrent tous les suffrages et surtout ceux des mères de famille ; *la Préparation à l'enseignement du Petit Catéchisme*, in-52, 1827, ouvrage religieux dont le titre est trop modeste, mais que dépare une pompeuse dédicace au duc de Bordeaux, alors enfant de sept ans, auquel madame de Bradi demandait qu'il daignât protéger la publication, etc. En vérité c'était par trop de faiblesse chez une femme d'esprit qui, si nous avons bien compris la pensée qui perce dans quelques-uns de ses écrits, ne croit pas beaucoup au droit divin des rois, et n'est pas loin de considérer l'insurrection comme le plus sacré des devoirs contre l'OPPRESSION : *lutte inégale qui s'élève entre les tyrans et leurs victimes, dans laquelle l'infamie est le prix du vainqueur (l'oppressur), tandis que les chaînes des vaincus deviendront des trophées, signes glorieux de leur résistance (voir les lettres sur la Corse).*

En 1826 madame de Bradi voulut se mêler à la lutte politico-religieuse qui agitait tous les esprits, et publia une *Réfutation des opinions du comte de Montlosier*, in-8°, qui fut accueillie favorablement au Vatican, mais la mit au plus mal avec les héros du libéralisme, dont l'un des coryphées poussa l'oubli de toute galanterie jusqu'à traiter l'auteur de *sotte, de folle et de jésuite*. Cette réfutation ne méritait pas en vérité tout le bruit qu'on en fit ; elle annonce toutefois

chez madame de Bradi des études philosophiques assez profondes.

Madame de Bradi a en outre publié un grand nombre de contes, de nouvelles et d'articles sur la religion, l'histoire, la politique, la littérature et l'éducation, insérés dans le *Dictionnaire de la Conversation*, l'*Encyclopédie des gens du monde*, la *Revue de Paris*, le *Plutarque Français*, la *Chronique de Paris*, les volumes des *Cent-et-Un*, ainsi que dans presque tous les journaux d'éducation. Elle a inséré dans la *Biographie des Femmes auteurs*, publiée par M. Alfred de Montferand, une notice de madame de Genlis, qui ne nous a point paru digne de la réputation littéraire dont a joui cette femme célèbre, qu'il eût appartenu à madame de Bradi d'apprécier sous tous les rapports.

Madame de Bradi publie dans ce moment dans le *Journal des jeunes personnes* une série d'articles, qui devront être réunis en un corps d'ouvrage sous le titre de *l'Histoire des Plantes célèbres*. Elle s'occupe en outre de la rédaction de *Mémoires pour servir à l'histoire de son temps*, qui auront, a-t-elle déjà écrit elle-même, « l'incontestable mérite de ne pas contenir un mensonge et d'être écrits sans passion ». Puisse madame de Bradi être fidèle à cette promesse ! nous lui garantissons un succès d'estime et de vogue.

FELETZ (CHARLES-MARIE-DORIMOND, DE).

L'abbé FELETZ, qui fut long-temps le digne collaborateur du critique Geoffroy dans le *Journal de l'Empire (Journal des Débats)*, et que l'Académie appela dans son sein, autant pour ses opinions politiques que pour ses titres littéraires, à une époque où elle ouvrit ses portes à MM. Frayssinous, Quelen, etc., dont les titres étaient encore moins positifs que ceux du feuilletoniste des *Débats*, est né aux environs de Brives-la-Gaillarde le 5 janvier 1767. Il fit ses études au collège

de Sainte-Barbe, à Paris, et pendant trois ans y fut maître de conférences de philosophie et de théologie. Dès l'âge de vingt ans il embrassa l'état ecclésiastique. Grand partisan du système aristocratique, M. Feletz établissait *ses preuves* au titre de *comte de Lyon* (1) lorsque la révolution éclata. Il montra une opposition systématique aux principes des novateurs ; il refusa tous les sermens qu'on lui demanda comme ecclésiastique, ce qui, à deux reprises différentes, le fit condamner à la déportation en Amérique. La première fois il fut détenu pendant onze mois en rade à Rochefort. M. de Feletz évita une seconde déportation après le 18 fructidor de l'an V, en échappant à Orléans aux mains de trois gendarmes, tandis qu'ils dressaient déjà procès-verbal de son arrestation.

De retour à Paris en 1801, il se voua aux lettres, et pendant vingt-cinq ans prit la part la plus active à la rédaction du *Journal de l'Empire* ou des *Débats*, qui devint une puissance, dirigeant, maîtrisant l'opinion, donnant la vie et la mort aux ouvrages, faisant ou défaisant les réputations. M. de Feletz contribua à ce succès jusqu'alors sans exemple dans la littérature. L'on doit reconnaître qu'envisagés sous le rapport littéraire ses articles se distinguent très-avantageusement de la foule des feuilletons par une instruction profonde, par la pureté du style et par un excellent ton de plaisanterie. Les articles de M. de Feletz étaient signés A; ils lui suscitèrent des inimitiés nombreuses ; mais comme ses censures étaient rarement passionnées, et toujours assaisonnées d'une rare urbanité, il laissait peu de prise à ses adversaires, qui, même dans leurs réclamations, l'ont toujours traité avec un certain ménagement.

M. de Feletz a contribué en 1809 et 1810

(1) C'est à tort que la plupart des biographes lui ont donné ce titre ; il n'a jamais été reconnu en cette qualité.

à la rédaction du *Mercur*. Il s'est aussi distingué dans le genre biographique ; la *Biographie universelle* de Michaud lui doit quelques articles, entre autres les notices sur madame du Deflant, La Fontaine, Geoffroy, Palissot, Sénecé. Il a composé aussi une *Notice* remarquable sur la vie de l'archevêque de Cambrai et des *Réflexions sur le Télémaque*, dans la belle édition de cet ouvrage, publiée en 1810 par Tillard. Cette *Notice* et les *Réflexions* ont été réimprimées avec quelques changemens dans l'édition des *Œuvres choisies de Fénelon*, publiées par Delestre Boulage. On doit encore à M. Feletz les *Notes* du huitième chant de la seconde édition du poème de l'*Imagination*, imprimée en 1816.

M. de Feletz est depuis 1809 conservateur de la bibliothèque Mazarine, place dont il fut privé pendant les Cent-Jours par Carnot, ministre de l'intérieur, qui le soupçonnait d'avoir fait des articles contre son fameux mémoire. Cet emploi lui fut rendu après le second retour de Louis XVIII ; il fut compris en 1816 parmi les gens de lettres pensionnés par le roi.

En 1812 il avait été nommé par M. de Fontanes membre de la commission des livres classiques de l'Université. Il fut appelé en 1820 aux fonctions d'inspecteur des études de l'Académie de Paris.

Sous le ministère de M. de Frayssinous, M. de Feletz, sans renoncer aux principes qu'il avait toujours professés comme prêtre et comme publiciste, se tint dans les limites d'une opposition modérée ; aussi fut-il en butte aux dénonciations des congréganistes qui ne lui pardonnaient pas d'avoir désapprouvé les injustes et odieuses rigueurs de l'autorité universitaire contre les grands collèges de France (Sorèze, Pont-le-Voy, Vendôme, Juilly).

Lors des événemens de 1830, il offrit sa démission d'inspecteur des études à M. le duc de Broglie, et elle ne fut acceptée que parce qu'il insista vivement sur son désir de se retirer. M. de Feletz a été élu à l'Acadé-

mie à la place de Villar, et prononça son discours de réception le 17 avril 1827. Son élection fut critiquée dans les journaux ; mais son discours de réception lui concilia tous les suffrages.

Depuis cette époque M. de Feletz s'est montré l'académicien le plus zélé ; plus d'une fois il a parlé au nom de l'Académie, notamment à la réception de M. Le Brun, successeur de François de Neufchâteau, le 22 mai 1828. Dans l'éloge qu'il fit de cet ancien membre du Directoire, on sut gré à M. de Feletz d'avoir moins insisté sur les titres littéraires du défunt que sur ses projets utiles et philanthropiques comme administrateur. Ce morceau est encore supérieur à son discours de réception. M. de Feletz, qui avait déjà parlé sur la tombe de François de Neufchâteau au nom de l'Académie, le 11 janvier 1828, rendit le même hommage à la cendre du baron Fourier. Le 12 avril 1850 il harangua le roi Charles X, et quelque temps après le roi de Naples, père de madame la duchesse de Berri, à son arrivée à Paris. Dans ces occasions l'on ne fut pas surpris de le voir se soumettre à ce que l'on est convenu d'appeler *l'exigence des convenances*. En publiant la collection de ses articles, M. de Feletz a réalisé le vœu des hommes qui cultivent les lettres, car cette réunion de morceaux littéraires, placés dans un ordre raisonné, forme un ouvrage aussi complet qu'intéressant. Le succès de ce recueil prouve que l'auteur a bien fait d'accéder aux sollicitations de ses amis qui, depuis plusieurs années, le pressaient d'imiter à cet égard l'exemple donné par Dussault. Si tous les articles de M. de Feletz eussent été réimprimés, seize volumes n'auraient pas suffi à cette publication : un éditeur judicieux, M. Amar, en a fait le choix, et ce recueil a paru en 1828 sous ce titre : *Mélanges de philosophie, d'histoire et de littérature*, 6 vol. in-8°. Une table analytique est la seule chose qui manque à ce livre, qui mérite de deve-

nir classique. Déjà quelques-uns de ses articles avaient été recueillis en 1815 dans le *Spectateur français depuis la Restauration*.

M. l'abbé de Feletz est chevalier du Phénix-d'Hohenlohe, et depuis le ministère de M. de Martignac il est aussi membre de la Légion-d'Honneur.

DUBOIS (LOUIS-NICOLAS-PIERRE-JOSEPH, comte).

Il est des hommes que l'on voit suivre tous les partis sans s'attacher spécialement à aucun, et qui prouvent, par le genre même de leur adhésion au parti du moment, qu'ils ne sont mus dans un pareil acte que par le désir d'augmenter leur fortune, et non par aucune espèce de dévouement et d'affection. On doit mépriser de tels caractères ; mais on n'éprouve pas, en les voyant changer de masque, ce sentiment pénible que fait naître la défection de ceux qui, pendant de longues années de prospérité, ont servilement embrassé les intérêts d'un pouvoir, l'ont soutenu de tous leurs moyens et au prix même de leur réputation, pour le renier au moment de sa chute et y contribuer autant qu'il est en eux. Le comte Dubois a partagé jusqu'à un certain point l'ingratitude de ces derniers ; nous disons jusqu'à un certain point, car il y en a qui, placés dans la même catégorie que lui, ont tenu une conduite bien plus odieuse, et profitent encore des fruits honteux de leur défection. Celle de M. Dubois, qui ne l'empêcha pas de prendre part aux affaires de 1815, n'a pu cependant le garantir d'un abandon total à la seconde Restauration. Heureux si, rendu à la vie privée, il a pu jouir avec tranquillité des richesses qu'il avait amassées, sans être obsédé par de fâcheux souvenirs ! Quelques événemens de sa vie peuvent faire soupçonner le contraire.

Dire que M. Dubois, né à Paris le 20 janvier 1758, avait été avocat au parlement

avant 1789 rend presque inutile d'ajouter qu'il embrassa avec ardeur les principes de la révolution. Quel homme éclairé ne suivit cet élan général, à moins qu'un intérêt personnel ne l'en détournât, et combien n'en fut-il pas qui pour cette cause sacrifièrent les avantages que leur procurait le régime qu'ils se hâtaient de combattre ! Il n'est donc pas étonnant qu'un simple procureur au Châtelet, tel qu'était M. Dubois, ait partagé les opinions de l'époque. Avant d'occuper cette charge, il avait été, comme il vient d'être dit, avocat au parlement, puis prévôt des justices seigneuriales de Montgeron-Vignieux et de Passy.

Dans les premières années de la révolution il fut nommé juge de l'un des tribunaux civils de Paris, puis et successivement président du tribunal criminel, commissaire du Directoire près la municipalité du dixième arrondissement, et enfin membre du bureau central chargé de la police particulière de la capitale.

Après le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), le gouvernement consulaire, jugeant utile à ses vues de mettre le département de la police sous la direction d'un chef unique, choisit M. Dubois pour remplir ces fonctions sous le titre de préfet de police, créé à cette occasion le 8 mars 1800.

C'est ce poste qui le mit au grand jour ; c'est en l'exerçant avec toute la dureté et l'arbitraire qui conviennent à un agent, non seulement dévoué, mais soumis sans réserve aux volontés d'un maître impérieux, que M. Dubois obtint les titres et les dignités dont le revêtit le chef de l'état. Son attachement particulier aux intérêts personnels de Napoléon, et le joug étroit que ce dernier imposait aux magistrats comme aux citoyens, ne peuvent excuser une foule d'actes tyranniques qui sont justement imputés au préfet de police.

Ce fut surtout lors des attentats des 18 vendémiaire an IX et 5 nivôse suivant, que M. Dubois déploya le plus de zèle et de dé-

vouement. Ses investigations, suivies avec une activité extraordinaire, éclairèrent tous les points de ces deux affaires compliquées. Celle du 5 nivôse (explosion de la machine infernale) présentait d'autant plus de difficultés pour en découvrir les agents, que l'opinion publique dirigeait les soupçons sur une classe d'hommes (les jacobins) que le premier consul lui-même s'obstinait à regarder comme les véritables auteurs de ce crime.

On peut voir dans le rapport fait aux trois consuls, le 15 pluviôse, par le préfet Dubois, quels soins ce magistrat avait apportés à l'instruction de cette affaire. Il y dénoue tous les fils du complot, en désigne les coupables et remonte à sa véritable source en dévoilant la correspondance des inculpés avec les chefs des chouans. « Fouchet, que j'ai fait arrêter le 9 pluviôse, est-il dit dans ce rapport, était à la fois palefrenier de Bournont et domestique de Châteauneuf, chef de chouans, amnistié. » Et plus loin : « J'ai fait examiner et analyser par les administrateurs généraux des poudres et salpêtres la poudre trouvée chez les femmes Vallon (sœur et nièces d'un des principaux accusés) ; ils ont constaté qu'elle n'avait pas été fabriquée dans les poudreries nationales ; ils ont aussi reconnu absolument pareille la poudre qui avait été trouvée chez plusieurs chouans amnistiés, détenus au Temple. » Enfin il établit que les auteurs immédiats de l'attentat du 5 nivôse n'étaient que les agents et les émissaires du *général Georges*, assassin en chef du parti *anglais*.

Mais avant ces éclaircissements, M. Dubois, dominé sans doute par l'opinion du premier consul, lui disait dans une harangue du 6 nivôse (27 décembre 1800) : « ... Ces coupables ne sont pas des Français ; ils n'appartiennent à aucune nation. Ce sont les mêmes qui, dès les premiers jours de la révolution, se sont montrés ses ennemis, mais se sont placés dans les rangs des amis de la liberté pour rendre la révolution

odieuse; ce sont les mêmes qui, le 2 septembre, empruntant le langage et jusqu'aux formes de la justice, en renversèrent la statue, jetèrent sur ses tables un voile sanglant, foulèrent aux pieds sa balance, et s'armèrent de son glaive pour égorger des prisonniers; ce sont les mêmes qui massacraient à Versailles les malheureuses victimes d'Orléans; ce sont les mêmes qui couvraient de cadavres les rivages épouvantés de la Loire; ce sont les mêmes qui versaient des larmes de rage sur la pacification de la Vendée; ce sont enfin les mêmes qui, naguère encore, essayèrent de porter sur vous leurs poignards... »

Ce rapport, qui confirmait les soupçons du premier consul, détermina la mesure de haute police, approuvée le 25 janvier 1801 par le sénat, et qualifiée de mesure conservatrice de la constitution. Par ce coup d'état, motivé sur de simples soupçons, on déporta aux îles Séchelles soixante-onze proscrits, sans autre formalité qu'un rapport fait au conseil d'état par Rœderer, Siméon et Portalis. Le nombre des proscrits désignés était de cent trente individus pris parmi les jacobins, les conventionnels montagnards et les septembriseurs. On jeta en même temps dans les prisons une foule de royalistes, et l'échafaud vit tomber les têtes des deux bandits-chouans Saint-Réjean et Carbon, dont M. Dubois avait si bien éclairé les démarches.

Ainsi on supposa que dans cette affaire, comme au 18 fructidor, il y avait eu connivence entre les jacobins et les royalistes également intéressés à la désorganisation. Le chef de l'état l'entendait ainsi; la police, voulant paraître instruite avant de l'être, s'empressa de confirmer cette opinion.

Ce qu'il y a de certain, c'est que le préfet de police, si habile à rechercher les circonstances du crime après son exécution, ne sut ni le prévenir ni le déjouer. Le hasard seul empêcha qu'il ne fût consommé, et de nombreuses victimes de l'explosion accusée-

rent l'impéritie du magistrat qui devait veiller à la sûreté publique.

Trois ans après, un nouveau complot fut ourdi par le ministère anglais contre la vie du premier consul et contre la constitution de l'état. L'abbé de Montgaillard affirme que le plan en avait été donné par l'évêque d'Arras, Conzié, auteur de celui de l'attentat du 5 nivôse (1); il ajoute que le cabinet de Saint-James pourvut abondamment à tous les frais d'exécution. Les agens en chef de ce complot furent, comme on sait, *Georges Cadoudal*, fils d'un meunier du Morbihan, chouan des plus déterminés; le général *Morreau*; enfin le général *Pichegru*, déporté au 18 fructidor, échappé de Sinamary, et dévoué au parti anglais (2). Ces trois chefs eurent plusieurs entrevues à Paris, sans que le préfet de police Dubois pût se procurer des renseignements positifs sur les lieux où ils se tenaient cachés, bien que la double police civile et militaire eût reçu avis du débarquement de Pichegru et de Cadoudal sur les côtes de Normandie presque aussitôt qu'il eut été effectué. Il y a plus, *Georges Cadoudal* parcourait les rues de la capitale, visitait les cafés et y faisait de longues séances, sans que cette police déjà si vantée, et ce préfet si renommé par son dévouement au premier consul, pussent découvrir et arrêter un chef de parti aussi entreprenant, aussi redoutable que *Georges*.

La dernière entrevue des trois conjurés eut lieu dans l'enclos de l'église de la Madeleine. Il fut proposé et convenu d'aller le lendemain de grand matin relever la garde consulaire à Saint-Cloud : celui qui la com-

(1) Il est à remarquer que dans les nombreuses conspirations qui eurent lieu à cette époque figurent presque toujours des prêtres.

(2) Ceux qui prêteraient à Pichegru des intentions honorables n'oseraient sans doute avouer les moyens dont il se servit pour appuyer son parti. Un général, qui livre son armée aux ennemis, qui affame ses soldats pour les détacher du gouvernement qu'il paraît servir lui-même, se déshonore, quels que soient ses motifs.

mandait ce jour-là était gagné au parti et avait donné le mot d'ordre. A son réveil le consul se serait trouvé au pouvoir d'environ douze cents Vendéens, chouans, gardes nationaux et royalistes décidés, qui de différens points s'étaient rendus à Paris. On avait, sous les yeux de la police, rassemblé et organisé un aussi grand nombre de personnes ; on les avait équipées et pourvues d'uniformes de la garde nationale, sans que le complot confié à tant de gens et compromis par tant de mesures eût été découvert.

Il fallut que Moreau, manquant totalement de caractère, et ne voyant point dans l'entreprise le but où tendait son ambition personnelle, refusât d'agir, ce qui força Pichegru à ajourner l'exécution à quatre jours de là. Le contre-ordre donné aux conjurés les exaspéra. La plupart se décidèrent à ne plus servir de pareilles intrigues. Quelques-uns, et notamment un émigré nommé Querelle, craignant pour leur vie, cherchèrent leur salut dans la dénonciation de leurs complices. Alors seulement la police voit et agit : chefs et complices, tous sont arrêtés.

Après de pareils succès dus au hasard et non à l'habileté, si M. Dubois reçut de Napoléon la dignité de conseiller d'état à vie, la décoration de commandant de la Légion d'Honneur et enfin le titre de comte, n'est-on pas autorisé à chercher ailleurs la plupart des causes qui lui valurent de pareils honneurs ? Ne peut-on les voir avec raison dans les traitemens plus que rigoureux dont il usa envers ceux qui avaient encouru le ressentiment de son maître ou excité ses soupçons ? Au reste, instrument passif d'une volonté supérieure, M. Dubois, malgré son zèle servile, ne jouit jamais que d'une façon très-subalterne de la confiance de celui qu'il servait de tout son pouvoir.

Voici en quels termes le comte Dubois, jadis républicain, parlait alors au monarque, dont il devait, dix ans après, approuver la déchéance :

« Le grand problème de la révolution est

résolu, l'anarchie et la féodalité sont détruites à jamais, et l'opinion publique, cette reine du monde, vous a proclamé le sauveur de la liberté et de la majesté de la grande nation. Votre courage et votre génie ont fixé irrévocablement nos hautes destinées, et les siècles futurs béniront votre nom et célébreront votre mémoire. »

Il faut dire à l'honneur du magistrat Dubois qu'en ce qui concerne la police urbaine il a singulièrement perfectionné certaines branches de services et fait plusieurs réglemens utiles. Mais ces améliorations ne firent naître aucun regret lors de sa retraite qui eut lieu le 14 octobre 1810. A cette époque il fut remplacé dans ses fonctions par M. Pasquier (*voir sa notice*). L'intrigue avait déjà fait résoudre depuis quelques mois le renvoi du chef de la police de Paris ; il ne restait pour l'effectuer qu'à trouver un prétexte plausible. On le prit dans une circonstance de l'événement du 5 juillet précèdent. L'incendie qui troubla le bal donné par le prince de Schwartzemberg pour célébrer le mariage de Napoléon étant d'abord attribué à la malveillance, l'empereur envoya, dit-on, chercher le préfet de police, qui se trouva en ce moment absent de Paris. Cet incident parut être la cause de la disgrâce de ce magistrat.

Rentré en service ordinaire au conseil d'état en 1810, le comte Dubois y siégea jusqu'à la déchéance de Napoléon. L'exprefet signa, le 11 avril 1814, tous les actes du sénat et du gouvernement provisoire, et donna son adhésion au rétablissement des Bourbons. Il fut bientôt nommé par le roi conseiller d'état honoraire.

En 1815, au retour de Napoléon, le comte Dubois fut élu membre de la chambre des représentans par le département de la Seine, et justifia cette marque de confiance en proposant l'abolition de la confiscation des biens. Dans l'une des dernières séances de cette chambre, il prononça à ce sujet un discours remarquable qui se terminait par

ces mots : « On oublie les morts , mais on n'oublie jamais la perte des biens. Si j'étais propriétaire du bien d'un condamné, disait un membre de la Convention (Legendre), je croirais voir dans chaque goutte de rosée les larmes de sa famille. » Puis oubliant les motifs de ressentiment qu'avaient pu lui fournir les procédés de l'empereur à son égard quatre ans auparavant, bien différent en cela de tant d'autres qui, n'en ayant jamais reçu que des bienfaits, se montraient alors ses ennemis les plus acharnés, le comte Dubois ajouta : « Le grand acte de dévouement qui vient d'avoir lieu (la seconde abdication), le sacrifice magnanime fait par l'empereur à la face de l'Europe est un grand exemple pour vous d'être justes ; vous dire un mot de cette belle page de l'histoire de Napoléon , c'est tourner naturellement vos esprits vers le développement d'une idée généreuse, l'abolition de la confiscation des biens. »

Cette proposition eût fait plus d'honneur au représentant Dubois, si la source de ses propres richesses eût été moins douteuse et qu'il n'eût point participé, au moins indirectement, au fruit du système qu'il devait attaquer si éloquemment. Comment oublier que le même comte Dubois, possesseur d'une fortune de plusieurs millions, s'était estimé heureux de remplir sous le Directoire les obscures fonctions de commissaire du gouvernement près la municipalité du dixième arrondissement de Paris, à quinze cents francs de traitement ? Lui a-t-il suffi pour s'enrichir à ce point des honteux profits qu'il retirait, dit-on, de la ferme des jeux et de la loterie ? Les premiers, il est vrai, lui produisaient douze mille francs par mois, on a dit même mille francs par jour, mais Fouché réduisit à son profit cette redevance.

En outre, et pendant toute la durée de ses fonctions de préfet de police, il toucha régulièrement dix mille huit cents francs par an de l'administration de la loterie, à

raison de trois cents francs par tirage, pour son droit de présence.

Le second retour du roi rendit le comte Dubois à la vie privée. Mais, avant que l'oubli vînt couvrir entièrement les dernières années de sa vie, il fut encore question de lui dans un procès scandaleux, intenté en 1816 par l'ancien agent royaliste Fauche-Borel contre le nommé Perlet, l'un des plus infâmes instrumens dont la police se soit jamais servie. M. Dubois fut désigné dans plusieurs circonstances de cette affaire, et les pièces du procès dévoilèrent aux uns et rappelèrent à d'autres les instructions qu'il avait données dans le temps à l'assassin du malheureux Vitel.

Depuis cette époque M. Dubois a vécu ignoré ; mais, pour s'entourer d'une sorte d'importance administrative, il a placé une grande partie de sa fortune dans plusieurs entreprises industrielles, à la direction desquelles il prend une part active ; ainsi on le trouve directeur de la compagnie des coches, administrateur de la société financière dite caisse hypothécaire, etc.

M. Dubois est propriétaire à Vitry-sur-Seine de l'ancien château seigneurial et d'une terre dont les dépendances embrassent une grande portion de la commune où elles sont situées. Il avait sollicité vivement l'autorisation de prendre le titre de comte de Vitry. Et pourquoi pas ? Les exemples ne manquaient point, les motifs étaient bien suffisants. Cependant M. Dubois ne put satisfaire son désir de couvrir son *défait de naissance* ; il fut forcé de conserver ce nom roturier de Dubois, qui arrive sans doute d'une manière trop brève après le titre de comte.

DEBELLEYME (LOUIS-MARIE).

Nous ferons suivre la notice de M. le comte Dubois de celle d'un autre magistrat, qui, chargé comme lui des importantes et

déliçates fonctions de chef de la police, eut le bonheur de succéder à M. Delavau, et de conquérir une facile popularité, en s'écartant des errements odieux que lui léguait son prédécesseur. Nous n'essaierons pas de résumer notre opinion sur M. Debelleyne, mais nous mettrons nos lecteurs à même de l'apprécier *non verbis sed factis*.

M. DEBELLEYNE (*Louis-Marie*) est né à Paris le 15 janvier 1787 d'une famille honorable du Périgord. Son père, officier dans le génie, géographe et collaborateur de Cassini, était chef de la division topographique aux archives du royaume. Après avoir fait d'excellentes études à l'école centrale des Quatre-Nations, M. Debelleyne suivit les cours de l'académie de législation, et fut reçu avocat à la cour impériale de Paris le 17 juillet 1807. Il s'y distingua autant par ses brillantes improvisations et par la rectitude de son jugement que par deux qualités très-rares de tout temps au barreau, la concision de ses plaidoyers et le respect des convenances. Nommé, le 17 octobre 1812, membre du bureau de charité du quartier de l'École de Médecine, les pauvres ne tardèrent pas à le connaître et à l'apprécier.

Pendant la première Restauration M. Debelleyne fut appelé aux fonctions de substitut du procureur du roi à Corbeil (28 novembre 1814). Présenté en 1815 par la cour royale de Paris comme conseiller-auditeur, il devint procureur du roi au tribunal de Pontoise le 24 janvier 1816, puis à celui de Versailles le 21 avril 1819; dans ces diverses fonctions il se concilia l'estime et la confiance des citoyens. Le 28 février 1821 la ville de Versailles l'adopta comme membre de son conseil municipal. Rappelé bientôt à Paris, il fut nommé juge d'instruction le 1^{er} août suivant, et eut le malheur d'en remplir les fonctions dans l'affaire dite de *la conspiration de la Rochelle* (juillet 1822), sans doute à la satisfaction des hommes du pouvoir, car il fut nommé chevalier de la Légion-d'Honneur le 14 août, c'est-à-dire

alors que M. Marchangy sollicitait la tête des quatre immortels sergens.

Nommé vice-président au tribunal de première instance de Paris le 6 août 1824, et procureur du roi au même tribunal le 12 juillet 1826, après M. Jacquinet-Pampelune, qui succédait au procureur général Bellart, parfois M. Debelleyne montra que la rigueur imposée par les devoirs n'est pas incompatible avec les sentimens d'humanité. Plusieurs prévenus de délits politiques lui rendirent à cet égard pleine justice.

Après la chute du ministère Villèle, et dès le lendemain de l'installation du nouveau ministère, une ordonnance royale du 7 janvier 1828 appela M. Debelleyne pour remplacer M. Delavau. Quelques organes de la presse (1) furent hostiles à cette nomination, qui toutefois fut généralement applaudie, parce que dans la procédure, in-

(1) Nous croyons devoir rapporter textuellement l'article publié par le *Courrier français*, alors l'organe le plus avancé de la presse libérale (8 janvier 1828), et dont la direction était confiée à l'un des hommes les plus honorables de la presse (M. Chatelain) :

« Le nouveau préfet de police, M. Debelleyne, présente peu de garanties. Il a, dans ses fonctions de procureur du roi, notamment dans les procès sur la presse, montré une docilité que la justice n'a point approuvée puisqu'elle a condamné ses poursuites. Le dernier acte de rigueur qu'il vient d'exercer à l'égard de M. Cauchois-Lemaire, l'appel et la poursuite dans le procès des ténérailles de M. Manuel, la complaisance qu'il a montrée pour servir la police, ses ordonnances *secrètes* dans une circonstance antérieure, ses réquisitoires dans l'affaire Contrafatto et beaucoup d'autres faits de ce genre n'annoncent pas en lui un grand ami des libertés publiques. Si l'ordre est donné de poursuivre la dissolution de Mont-Rouge et des autres congrégations, nous ne savons pas s'il l'exécutera avec beaucoup de sincérité. Nous trouvons même ce soir une nouvelle raison d'en douter, car la *Gazette de France* rompt le silence qu'elle gardait depuis quatre jours pour applaudir à la nomination de M. Debelleyne (a).

« Si nous sommes bien informés, M. Debelleyne ne serait pas le candidat que tout le ministère eût préféré; il n'aurait pas été nommé d'un accord unanime.

« M. Debelleyne est intimement lié avec M. Delavau; il partage la plupart de ses principes. Il était naguère simple juge d'instruction à Versailles; il a fait rapidement son chemin à une époque où les ennemis des jésuites n'obtenaient guère de succès.

« Il aura une prochaine occasion de montrer s'il compte marcher d'accord avec eux ou se séparer de leur cause : leurs plus fidèles serviteurs sont en force dans les bureaux de la préfecture de police; ils encombraient le mystérieux cabinet de M. Delavau. Celui-ci, avant de quitter son poste, a partagé entre eux les principales places de la préfecture. Si son successeur les y conservait, ce serait un indice, malgré toutes protestations contraires, de la continuation du même esprit, sous le voile d'une modération qui n'en imposerait pas long-temps. »

(a) « Tous les royalistes applaudiront à la première nomination faite après le ministère. Le choix de M. Debelleyne pouvait seul les consoler de la perte de M. Delavau. »

struite à l'occasion des massacres de la rue Saint-Denis, M. Debelleyne avait pris des conclusions contre les gendarmes, en raison des violences qu'ils avaient exercées. Cet acte récent d'indépendance était pour ce magistrat un honorable antécédent.

En prenant possession de la préfecture de police, M. Debelleyne annonça la marche constitutionnelle qu'il se proposait de suivre : il exhorta ses employés, ses agens, à ne pas oublier qu'ils n'étaient que les auxiliaires de la justice, et leur enjoignit le respect des lois ; pour réhabiliter dans l'opinion publique les agens de la police secrète, il leur donna un uniforme particulier qui les obligeait à se respecter eux-mêmes. Une réunion illégale d'électeurs ayant eu lieu aux Champs-Élysées, il suffit pour empêcher le désordre et pour prévenir un second rassemblement d'un simple arrêté du préfet, dont le considérant, plein de modération et d'urbanité, contrastait singulièrement avec les formes acerbes et brutales de l'ancienne administration. M. Debelleyne signala la sienne par d'importantes améliorations et par la destruction d'une foule d'abus. Les principaux actes de la pacifique et laborieuse magistrature de M. Debelleyne sont : l'institution des sergens de ville et des commissaires de police de première classe, l'établissement des nouvelles voitures économiques sous le nom d'*Omnibus*, etc., l'extinction de la mendicité et la fondation de la maison de refuge. Il apporta aussi d'utiles améliorations dans la police des spectacles et dans l'impôt immoral sur la prostitution, etc.

Le 8 août 1829, tandis qu'il signait une dernière ordonnance sur la liberté de la circulation et sur le commerce des charbons, une ordonnance royale, signée le même jour, renversait le ministère auquel M. Debelleyne avait prêté son concours. Aussitôt qu'il connut l'avènement au pouvoir du ministère Polignac, il envoya sa démission. Elle ne fut point acceptée : sa popularité

pouvait être un appui pour le nouveau ministère. M. Debelleyne persista dans sa résolution, et résista aux instances personnelles de Charles X. Remplacé par M. Mangin, homme d'une haute capacité administrative et d'un dévouement aveugle à la cause du trône et de l'autel, M. Debelleyne quitta la préfecture, mais sans être disgracié, car il fut nommé le 13 août président du tribunal de première instance de la Seine. Son installation, qui eut lieu le 26, fut pour lui un triomphe aussi honorable que touchant. Déjà il avait reçu les témoignages de regret du conseil de salubrité ; la chambre de commerce de Paris, par sa délibération du 2 septembre, lui adressa l'hommage des mêmes sentimens ; enfin les comédiens des principaux théâtres lui offrirent ses entrées à vie, en reconnaissance de ce que durant son administration il avait diminué leurs charges militaires.

Le 4 juin le conseil d'administration de la caisse d'épargne l'avait appelé au nombre de ses administrateurs. Enfin le collège électoral de la Dordogne, qu'il avait eu l'honneur de présider en 1827, l'appela en 1829 à la représentation nationale. M. Debelleyne cumula donc en même temps les témoignages de gratitude du pouvoir et les avantages d'une popularité due sans doute à ses importans travaux administratifs, mais aussi à l'avantage qu'il avait eu de se trouver placé entre deux administrations funestes et odieuses.

M. Debelleyne n'arriva à la chambre des députés que huit jours avant la clôture de la session, et y siégea au centre droit. A la première session de 1830, il fut du nombre des cent quatre-vingts députés qui ne votèrent point l'adresse au roi pour le renvoi des ministres. Ce vote de M. Debelleyne trompa sans doute les espérances et le vœu de ses commettans, car après la prorogation et la dissolution de la chambre il ne fut pas réélu pour la seconde session.

Après les événemens de juillet M. Debel-

leyne prêta serment comme président du tribunal de la Seine à la nouvelle charte et au nouveau roi des Français, et fut nommé chef de bataillon dans la 7^e légion de la garde nationale parisienne dès sa réorganisation, au mois d'août.

Aux élections générales de 1851, M. Debelleyne sollicita les suffrages des électeurs du troisième arrondissement de la Seine ; ceux-ci répondirent à son appel. M. Debelleyne vint reprendre place sur les bancs du Palais-Bourbon. Sa candidature avait été quasi ministérielle ; aussi se montra-t-il favorable à certaines lois à l'adoption desquelles on attachait une grande importance en haut lieu. Il prit une part active (janvier 1852) à la discussion du projet de loi relatif à la liste civile, et se plaignit avec un zèle monarchique, digne des beaux jours de la légitimité, que la royauté fût mise aux enchères(1). La royauté consiste-t-elle donc, selon M. Debelleyne, dans une liste civile grassement rétribuée.

Dans les sessions suivantes, sans jamais faire une guerre sérieuse au pouvoir, M. Debelleyne vota parfois avec l'opposition et appuya de sa parole les déterminations de la gauche. Dans la discussion de l'adresse, il blâma avec une certaine énergie la conduite de M. Jollivet, faisant l'office d'accusateur public contre deux de ses collègues (1^{er} décembre 1852). Il présenta quelques observations sur la loi d'expropriation pour cause d'utilité publique ; il s'opposa à la publicité des secours accordés aux savans, prétendant que la publicité actuelle était

suffisante ; il demanda que Paris ne fût fortifié qu'en vertu d'une loi spéciale.

M. Debelleyne a combattu le projet ministériel, qui avait pour but de monopoliser les publications légales des actes de commerce au profit des feuilles subventionnées. Il s'est prononcé en faveur de la proposition de M. Bavoux sur le divorce.

Enfin, dans le procès de *la Tribune*, il s'éleva contre la marche adoptée par la majorité et les formes suivies dans cette inique procédure. Les injures de M. Persil et les cris des centres accueillirent les justes réclamations de M. Debelleyne, qui se montra dans cette circonstance député indépendant et magistrat éclairé. Les écrivains politiques ne sauraient oublier avec quelle énergie M. Debelleyne lutta contre les propositions du rapporteur, M. Persil, l'homme le plus odieusement compromettant dont la royauté d'août se soit servi.

Plus tard (15 janvier 1854) M. Debelleyne appuya l'admission au conseil municipal des maires de Paris. Dans la discussion de la liquidation de l'ancienne liste civile, il demanda que le crédit de 2,500,000 francs, affecté à la liquidation des pensions, fût adopté, sans préjudice d'autres fonds s'ils devenaient nécessaires. Il prit part à la discussion du projet de loi relatif à la caisse de vétérance, et demanda que la répartition des valeurs fût faite entre les pensionnaires par une commission spéciale, nommée par ordonnance royale. Dans la session de 1854 enfin, il se montra de plus en plus dévoué au système ministériel, ce qui ne servit pas peu à compromettre sa nomination aux élections qui suivirent cette session.

Comme homme politique M. Debelleyne manque, ainsi qu'on vient de le voir, de cette énergie qui rend capable de prendre place à la tête d'un parti ; sa conscience le pousse toujours vers le bien, mais il cède trop souvent à la voix de ses intérêts de position : comme magistrat civil, nous n'en connaissons pas de mieux intentionné

(1) M. le président (Girod, de l'Ain) ayant consulté la chambre sur le mode de délibération qu'elle voulait adopter, quelques députés proposèrent de commencer par le vote du chiffre le plus élevé ; M. de Ludre au contraire demanda que l'on commençât par le chiffre le plus bas, celui qu'il avait proposé, quatre millions. A ces mots : « *Il me semble ignoble, répliqua M. Debelleyne, de venir ici comme un commissaire-priseur crier à quatre millions ! à cinq millions ! la royauté...* »

et de plus capable. Il avait été fait officier de la Légion-d'Honneur en octobre 1828 : depuis la fin de cette année, il est membre de la Société d'Instruction élémentaire, et, en janvier 1850, il a été décoré de l'Aigle-Rouge de troisième classe de Prusse, pour services judiciaires rendus à cette puissance, en faisant poursuivre et arrêter des fabricateurs de faux billets de banque prussiens. On a publié : 1° *Histoire de l'administration de M. Debelleyne, ex-préfet de police, Paris, 1850, in-8°*; 2° *De l'extinction de la mendicité, rapports faits les 27 mars et 29 novembre 1829 au conseil provisoire de la maison de refuge et de travail, par M. Cochon, Paris, 1829, in-8°*.

COURTIN (EUSTACHE-MARIE-PIERRE-MARC-ANTOINE).

Ainsi que les biographes nos prédécesseurs, nous sommes dans l'ignorance sur l'âge réel de cet ex-magistrat ; c'est son secret, et il le garde avec autant de scrupule que le pourrait faire une coquette surannée. Nous supposons M. COURTIN né vers 1770, à Lisieux (Calvados). Son père, avocat au bailliage d'Orbec, lui acheta la charge de procureur du roi près du même bailliage.

En 1790 le jeune Courtin se fit recevoir avocat au parlement de Rouen. Mais, lors de la nouvelle organisation judiciaire, il alla, avec son père, exercer sa profession dans la ville d'Evreux.

A l'époque du procès de Louis XVI, cet avocat réclama l'honneur de défendre ce prince ; un pareil dévouement était louable sans doute ; mais il aurait fallu au jeune avocat quelque chose de plus que le talent, c'est-à-dire une expérience qu'à son âge il n'avait pu acquérir.

La première réquisition l'ayant atteint, il partit pour l'armée, y resta jusqu'en 1796 comme secrétaire attaché à différens états-majors, et quitta le service, en qualité de

démissionnaire, au mois d'avril de la même année.

Il avait été secrétaire du général Tureau. Lorsque cet officier fut mis en jugement pour avoir mal fait la guerre dans la Vendée, M. Courtin le défendit avec talent ; le succès couronna ses efforts.

Après la journée du 9 thermidor an II, M. Courtin fut employé comme secrétaire au comité militaire de la Convention, d'où il passa dans les bureaux de l'état-major général, à la recommandation du général Bonaparte, alors commandant de l'armée de l'intérieur.

Quand le Directoire fut établi, M. Courtin devint successivement chef du secrétariat particulier et secrétaire du ministre de la guerre Petiet ; chef du bureau des hôpitaux, chef de la cinquième division, enfin secrétaire général de la liquidation des dépenses arriérées au même ministère. On le remplaça dans cet emploi pendant l'absence qu'une maladie grave l'avait forcé de faire : il était allé prendre les eaux en Allemagne.

M. Courtin rentra au barreau, à Paris, en 1802. L'année suivante on le fit substitut du procureur général près la cour criminelle du département de la Seine. Napoléon le nomma, en 1811, avocat général à la cour impériale de Paris, et ensuite procureur impérial près le tribunal civil ; c'est en cette qualité qu'il organisa la police judiciaire d'après le nouveau code criminel, et qu'il reçut de Napoléon la décoration de l'ordre de la Réunion.

Ni la première Restauration, ni l'événement des Cent-Jours ne le firent changer de position.

Un arrêté de la *commission du gouvernement provisoire* du 2 juillet 1815, attendu l'indisposition de M. le comte Réal, l'appela à remplir provisoirement les fonctions de préfet de police à Paris.

« M. Courtin, disent les auteurs de la *Biographie de Bruxelles*, remplit avec honneur

les devoirs que cette place lui imposait, et s'opposa de tous ses moyens à ce que les Bourbons remontassent sur un trône qui, pour la seconde fois, s'était écroulé sous leurs pieds. Néanmoins aucune violence, aucune injustice ne se rattachent au souvenir de la courte administration de ce magistrat. »

A la seconde Restauration, M. Courtin reparut au parquet du tribunal de première instance pendant quelques instans. Compris sur une première liste manuscrite d'hommes à exiler, il en fut rayé avec un grand nombre d'autres; mais il ne put échapper aux mesures exceptionnelles de l'ordonnance du 24 juillet, et se retira en Belgique.

Rentré en France en 1818, M. Courtin reprit son ancienne profession d'avocat (1), et s'occupa pendant un assez grand nombre d'années de la publication d'une *Encyclopédie moderne*, ouvrage qui renferme quelques articles remarquables au milieu d'une multitude de choses médiocres.

A peine M. Courtin était-il de retour en France que le roi le créa chevalier de la Légion-d'Honneur, ce qui causa, dans le moment surtout, quelque surprise à ceux de ses amis qui n'avaient pas connaissance que, dans les premiers momens de la Restauration, il avait adressé au roi et au chancelier un compte exact de sa conduite.

Soit comme employé militaire, soit comme administrateur, soit comme magistrat, M. Courtin a toujours fait preuve de probité et de zèle. Il a publié les deux discours qu'il a prononcés aux rentrées du tribunal de première instance en 1811 et en 1812 : ce sont des mercuriales dans le genre de celles des anciens magistrats, et finissant par l'éloge *des vastes et libérales conceptions du plus grand des monarques, et de la perfection des institutions qu'il avait créées ou rétablies.*

(1) Il a été porté au tableau sous la date du 28 janvier 1819.

CASSINI (JEAN-DOMINIQUE).

CASSINI (*Jean-Dominique*), quatrième astronome de ce nom, est de cette illustre famille qui pendant deux siècles consécutifs a fourni sept savans distingués aux Académies de l'Europe, et exécuté de célèbres travaux (1). Né le 30 juin 1748, Cassini IV^e se rendit en 1768 en Amérique, en Afrique et en Espagne pour éprouver les montres marines de Leroy, qui remportèrent le prix. Reçu le 28 juillet 1770 adjoint astronome à l'Académie royale des Sciences de Paris, il fut chargé l'année suivante de la rédaction du voyage et des observations faites en Californie pour le passage de Vénus sur le soleil par l'abbé Chappe d'Autroche.

Dès l'année 1776, son père, Cassini de Thury, directeur général de l'Observatoire royal de Paris et auteur du bel ouvrage de la carte de France, fut attaqué de sa dernière maladie. Cassini IV^e, à titre de la survivance obtenue précédemment, se trouva chargé de deux grandes missions : celles de continuer et de terminer le grand atlas de la carte générale de France en cent quatre-vingt-trois feuilles. Toute la partie de la Bretagne manquait encore, et ne fut terminée qu'en 1794, au plus fort de la révolution. Cette époque doit faire juger de ce qu'il en a coûté à Cassini IV^e de difficultés, de luttas et même de périls pour sauver de l'abandon et de la destruction une propriété que l'on voulait et que l'on a fini par lui enlever.

Une autre conservation, dont on est encore redevable au même académicien, est celle du beau monument de l'Observatoire royal de Paris. Dix années de sollicitations

(1) Cinq Cassini : J.-Dominique, — Jacques, — César-François, — Jean-Dominique, — Henri et deux Maraldi, — Jacques-Philippe, — Jean-Dominique.

Trois mesures de la totalité du méridien de Paris, le grand atlas de la carte générale de France en cent quatre-vingt-trois feuilles, etc.

et d'importunités auprès de divers gouvernemens lui obtinrent enfin le bonheur et la gloire d'assurer à l'édifice, prêt à s'écrouler, une restauration complète qui promet la plus longue existence.

Dans un voyage d'Italie fait en 1775, M. Cassini, très-honorablement accueilli par le grand-duc de Toscane, fut au moment d'être chargé de l'entreprise d'une carte de Toscane, absolument pareille à celle de France; ce projet n'eut point de suite.

D'après la cessation des fonctions de Cassini de Thury à l'Observatoire en octobre 1776, le nouveau directeur s'était fort occupé d'un projet de réforme et d'établissements qui devaient tourner au profit de l'astronomie cultivée avec une activité nouvelle et dans toutes ses parties. Ce ne fut qu'en 1785 que Cassini IV^e parvint à faire adopter au gouvernement son plan, dont l'exécution pendant neuf années n'a pas été sans quelques succès.

Le 9 août 1795 M. Cassini apprit la dissolution de l'Académie royale des Sciences; le 50 il perdit sa place de directeur général de l'Observatoire; le 21 septembre suivant il se vit enlever la propriété et la direction de la carte de France, son propre ouvrage, et le lendemain fut sommé de sortir sous huitaine de cet Observatoire où son aïeul, Cassini I^{er}, était entré le 11 septembre 1671 et y avait été succédé par quatre générations. Enfin, peu de mois étant à peine écoulés, l'ex-académicien, l'ex-directeur, l'ex-propriétaire fut jeté en prison le 14 février 1794, d'où il n'est sorti qu'après la mort de Robespierre.

Ici nous paraît terminée la carrière scientifique de M. Cassini, échappé de prison et retiré au château de Thury, que sa famille possédait depuis plus d'un siècle. Ce n'est plus que par momens qu'on l'a vu céder à l'appel qui lui a été fait par la suite aux fonctions de membre de l'Institut et du bureau des Longitudes; il n'a accepté que la courte commission de la jonction des méridiens de Paris et de Londres, ainsi que celle de la mesure de la longueur du pendule dans laquelle il a tant secondé le chevalier de Borda. Désigné pour faire avec Méchain et Delambre la grande mesure des degrés du méridien, il ne put se résoudre à entreprendre une si longue opération et des travaux qui lui rappelaient de si tristes souvenirs.

Retiré depuis plusieurs années dans le département de l'Oise, M. Cassini y vit encore âgé de quatre-vingt-neuf ans, s'y étant prêté plusieurs fois à remplir des fonctions administratives dans lesquelles il a pu se rendre utile à son nouveau pays (1).

Ses principaux ouvrages imprimés sont :

1^o *Voyage fait par ordre du roi en 1768 pour éprouver les montres marines, inventées par M. Leroy*; in-4^o, Jombert. On y trouve de nouvelles tables horaires.

2^o *Voyage en Californie pour l'observation du passage de Vénus sur le disque du soleil, le 3 juin 1769, par M. Chappe d'Autroche*, in-4^o. On y trouve une histoire de la parallaxe du soleil.

3^o *Extrait des Observations astronomiques et physiques faites par ordre de Sa Majesté à l'Observatoire royal, années 1785—1792*, in-4^o. Cent exemplaires en étaient distribués chaque année aux divers astronomes de l'Europe.

4^o *Exposé des Opérations faites en France pour la jonction des méridiens de Paris et de Londres*, in-4^o. On y trouve le premier emploi du cercle répétiteur de Borda dans la mesure des angles, où il a lutté de précision avec le plus parfait instrument de Ramsden.

5^o *De la Déclinaison et des Variations de l'aiguille aimantée*, in-4^o.

6^o *Mémoires pour servir à l'histoire des sciences et de l'Observatoire royal de Paris.*—

(1) Il eut l'honneur d'être appelé en 1800 à présider le premier conseil général du département de l'Oise, dont il fut pendant dix-neuf ans un des membres les plus actifs. Il exerça pendant quatre ans les fonctions de juge de paix du canton de Mony.

Éloges de plusieurs académiciens morts pendant la révolution. — Les Fastes de l'astronomie depuis la création jusqu'à la révolution française. — Manuscrit en trois volumes in-4°.

BROCHURES SUR DIVERS SUJETS.

Quelques idées sur l'instruction publique. — Lettre d'un maire à son préfet sur l'insuffisance et les inconvénients de tout impôt pour détruire la mendicité. — Observations sur quelques articles du nouveau projet du Code rural. — Les Déjeûners de M. Richard, dialogues familiers sur la suppression des jachères. — La Révolution française en février 1791, épître en vers au ci-devant marquis de B... — Lettre de J.-D. Cassini à ses coassociés membres de la Compagnie formée pour la confection de la carte générale de la France. — Réflexions sur l'histoire de l'astronomie au XVIII^e siècle.

MOROGUES (PIERRE-MARIE-SÉBASTIEN BIGOT, baron de).

M. DE MOROGUES naquit à Orléans, le 5 avril 1776, d'une famille noble et ancienne; il était le second fils du vicomte de Morogues, major de vaisseau. Son grand-père, appelé aussi le vicomte de Morogues, avait été lieutenant général des armées navales, inspecteur général de l'artillerie de la marine et correspondant de l'Académie des Sciences, auteur de plusieurs ouvrages estimés sur la tactique navale, sur la force de la poudre à canon, et sur les moyens de conserver la santé des gens de mer. Non moins brave que savant, il commandait avec le grade de capitaine le vaisseau le *Magnifique*, et faisait partie de l'armée sous les ordres de M. de Conflans lors de la malheureuse bataille donnée par ce général; il soutint seul le feu de trois vaisseaux anglais pendant trois heures, donna ainsi à l'arrière-garde le temps de se rallier et

reentra ensuite avec son bâtiment dans le port.

M. Bigot de La Mothe, père de ce dernier avait été conseiller d'état, intendant général de la marine et de la province de Bretagne. Ce fut sous sa direction que furent établis les ports de Brest et de l'Orient.

M. de Morogues voulait aussi suivre la carrière que lui avaient ouverte son père, son grand-père et son aïeul; c'était s'assurer à lui-même le précieux avantage, en servant l'état, de continuer ses ancêtres. Aussi les premières vues de sa famille et les siennes se portèrent-elles sur la marine.

Diverses circonstances, la plupart nées de la révolution, firent avorter ce projet. En 1794 il entra à l'Ecole des mines, et suivit cette carrière pendant quelques années; un goût vif pour la minéralogie, la chimie, la géologie, lui fit acquérir des connaissances qui fixèrent l'attention de ses chefs; il justifia leurs espérances par ses travaux et les publications qu'il consigna dans la plupart des recueils scientifiques (1).

Ce ne fut qu'après la chute de l'empire qu'il se livra à l'étude des sciences morales et politiques. Son premier opuscule sur ces matières parut en 1815 sous le titre d'*Influence de la forme du gouvernement sur l'homme et la prospérité nationale*.

La notice distribuée au moment où M. de Morogues se portait comme candidat à l'Académie des Sciences morales et politiques, dont il est membre, prouve qu'il s'était utilement occupé des sciences de ce genre.

Dans son ouvrage intitulé *Noblesse constitutionnelle ou Essais sur l'importance politique des honneurs et des distinctions héréditaires*, M. de Morogues a démontré que les honneurs ne peuvent plus être que la ré-

(1) Le Journal des mines, les Annales du Muséum d'histoire naturelle, les Annales des mines, le Journal de physique, le Bulletin de la Société philomatique, les Annales de la Société littéraire d'Orléans et de celle d'Angoulême, etc., etc.

compense du mérite et des services rendus à l'état, et que l'hérédité ne saurait les conserver sans le mérite personnel. Dans sa *Politique religieuse et philosophique* ou *Constitution morale du gouvernement*, après avoir remonté à l'origine des sociétés religieuses et politiques, il a cherché à déduire de leurs progrès les causes de la révolution, la nécessité de ses institutions et les extensions dont elles sont susceptibles. Cet ouvrage et le précédent ont été cités avec éloge par tous les journaux constitutionnels et libéraux du temps où ils ont paru. Beaucoup de vœux que M. de Morogues émettait en 1827 dans cet ouvrage ont été réalisés par la révolution de 1830; plusieurs autres se réaliseront sans doute avec le temps. La censure avait empêché l'auteur de développer toutes ses opinions politiques; aussi en 1854 s'est-il empressé de les émettre plus librement dans sa *Politique basée sur la morale*, où il propose positivement de rendre nos institutions plus populaires et plus en rapport avec les besoins des grandes masses de la société.

M. de Morogues a montré dans plusieurs opuscules la nécessité du luxe comme moyen de remédier à la misère des ouvriers, et il a signalé avec force comme l'une des funestes conséquences de notre civilisation sa tendance à concentrer entre les mains d'un petit nombre les richesses qui devraient être le domaine de tous; il a, avec la chaleur d'un homme de bien, montré ce que fait souffrir le paupérisme à l'Angleterre, et ce que nous avons à craindre de ce fléau qui s'accroît chaque jour chez nous.

Les remèdes qu'il propose sont : 1° l'extension de la petite culture et de la petite industrie; 2° et d'occuper les bras désœuvrés en créant pour eux du travail. M. de Morogues, en voyant le nombre des pauvres s'augmenter à mesure que l'industrie s'accroît en Europe, en a conclu que l'industrialisme a produit cet effet. C'est avec une entière raison qu'il revient avec instance sur cette question; qu'il établit les

faits et répète aux gouvernemens ces vérités dures qu'ils rejettent parce qu'elles n'ont pas encore cette urgence qui appelle et commande de prompts remèdes. Les gouvernemens sont aujourd'hui comme les idoles signalées par le prophète; ils ont des yeux sans voir, des oreilles sans entendre. M. de Morogues aura rendu un véritable service à la société s'il a éveillé ses craintes, s'il parvient à se faire écouter, et s'il renvoie l'explosion à quelques siècles. Remercions donc l'auteur d'avoir trois fois repris cette question avec une précision et un développement remarquables.

Le premier ouvrage qu'il a publié sur cette matière a pour titre : *Recherches des causes de la richesse et de la misère des peuples civilisés* ou *Application des principes de l'économie politique et des calculs de la statistique au gouvernement de l'état*, dans le but de trouver les moyens d'assurer sa stabilité et sa force, en assurant le bonheur du peuple et sa tranquillité; un volume in-4°, autographié, de six cent cinquante pages, dont un tiers en tableaux de statistique.

M. Villermé, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, a fait un rapport fort détaillé sur cet ouvrage, et ses conclusions très-honorables pour M. de Morogues, adoptées par l'Académie, ont été qu'en combattant plusieurs de ses opinions, l'on devait reconnaître que la lumière jetée par cet écrivain sur de hautes et ardues questions d'économie et de morale politiques est trop vive et trop nouvelle pour que l'Académie ne lui doive pas des remerciemens particuliers.

L'auteur de ces recherches a approfondi ce qui est relatif à la formation de la richesse, à l'application des forces productives, à l'avantage que présentent les travaux agricoles sur ceux de fabrication, surtout par rapport à la condition des ouvriers; il y examine les conséquences de la centralisation, ce qui est relatif à la criminalité, et il en conclut la nécessité d'accroître le travail

réel des bras pour arrêter ses progrès; il approfondit ensuite les effets de l'instruction dans ses divers degrés et ceux de la grande et de la petite industrie relativement au paupérisme; il développe les conséquences de l'extension de la haute instruction; la funeste influence d'une trop inégale répartition de la richesse à mesure qu'elle est créée par l'industrie; les effets du commerce; en quoi le commerce extérieur nuit aux ouvriers, et comment on peut remédier au mal qu'il leur cause. Passant ensuite à ce qui concerne les effrayans progrès du paupérisme, il en développe les causes et recherche l'influence que le prix des blés peut exercer sur eux; il soumet au calcul l'influence des diverses professions sur la criminalité; ce qui le conduit à démontrer la supériorité morale des populations agricoles sur les populations industrielles et commerçantes; il prouve la nécessité du luxe pour occuper les populations urbaines et la mauvaise répartition des populations; il recherche les mouvemens des populations en France et les causes de leur accroissement, ainsi que les conséquences de leur trop grande concentration, la nécessité de répartir celles excédantes des villes dans les campagnes et les moyens d'y parvenir. A la fin de cet ouvrage se trouve une table alphabétique assez détaillée pour servir de dictionnaire des objets qui y ont été traités.

Le second ouvrage de M. de Morogues est intitulé *Causes de la misère des ouvriers et Moyens d'en prévenir les effets*. Il a été cité avec éloge, et l'édition fut épuisée en peu de temps; il paraissait en 1852, époque où la misère se faisait si vivement sentir en France.

Le troisième ouvrage a pour titre *du Paupérisme, de la mendicité, et des moyens d'en prévenir les funestes effets par la formation de plusieurs genres de colonies agricoles*; Paris, 1854.

L'auteur après avoir montré combien le paupérisme produit de maux et de dangers dans les états les plus civilisés de l'Europe

moderne, et combien il y est progressif, examine ses causes et ses effets ainsi que son étendue afin de trouver les moyens d'y remédier. L'extension des travaux agricoles lui semble le meilleur de ces moyens; il propose pour l'obtenir l'établissement de colonies agricoles de divers genres, différentes de celles tombées en Belgique et appropriées à l'état et aux besoins de diverses populations souffrantes; il donne le devis des frais qui résulteraient de ces établissemens, et il prouve qu'ils occasionneraient en France une réduction très-considérable sur les dépenses que le paupérisme y nécessite.

Les honneurs académiques ont comblé les vœux de M. de Morogues en France et à l'étranger. Il est correspondant d'un grand nombre de sociétés savantes, membre de la classe des sciences morales de l'Institut; et si sa candidature a échoué à l'Académie des Sciences, lors de la mort de M. Rougier de la Bergerie, il n'en est pas moins vrai qu'il a été présenté en première ligne comme candidat par la section dénommée *rurale*, et que, s'il n'avait déjà été correspondant de l'Institut, il eût pu par ses travaux agricoles ajouter à ses titres celui de membre de l'Académie des Sciences, sans que le public en eût été surpris, aucun autre écrivain n'offrant en France une série d'ouvrages aussi complète sur cette matière.

M. de Morogues traversa nos temps de troubles sans en ressentir les terribles secousses. Pendant les cours qu'il suivit à l'École des mines il entreprit de voir par lui-même les gisemens des minéraux et d'étudier l'art de les extraire. Il parcourut la Bretagne, les Vosges, le Jura, le Limousin, la Savoie, la Suisse, et mit à profit les voyages qu'il fit. C'est à eux qu'on doit ses divers mémoires minéralogiques et géologiques, qui lui méritèrent d'être cités par Cuvier, Brongniard et plusieurs minéralogistes allemands.

Son mémoire historique et physique sur la *Chute des pierres tombées sur la terre à di-*

verses époques fut un des premiers qui parurent sur ce phénomène long-temps méconnu; l'Académie des Sciences et celle des Inscriptions et Belles-Lettres accueillirent avec faveur ce travail.

Nous joindrons aux titres littéraires de M. de Morogues plusieurs articles insérés dans la *Biographie* de Michaud, dans les *Recueils périodiques*, les *Annales d'agriculture* et les journaux de la capitale et de la province.

Mais c'est surtout comme agriculteur et comme économiste que M. de Morogues montre des connaissances étendues, qu'il doit à de longues années d'étude et à une expérience journalière. Propriétaire de la belle terre de la Source par suite de son mariage avec mademoiselle de Montaudoin, il l'a depuis plus de trente ans, par goût et par sa position, dû s'adonner à toutes les parties de l'agriculture. Plusieurs milliers d'hectares de terres de diverses natures, situées dans la Sologne et dans le riche val de la Loire, lui ont permis de suivre les progrès de la science, de constater les découvertes réelles, et d'ajouter une foule d'observations à celles qui avaient été faites avant lui.

Aucune contrée plus que la Sologne ne se prête aux recherches agricoles avec des chances de succès. Cinq ouvrages de M. de Morogues eurent pour but les divers besoins de ce pays; il les a constatés surtout dans son *Essai sur les moyens d'améliorer l'Agriculture en France, particulièrement dans les provinces les moins riches et notamment en Sologne*.

Ce traité méthodique d'agriculture, rédigé sur un plan nouveau, fit immédiatement nommer son auteur membre de la Société royale et centrale d'Agriculture. Analysé par tous les journaux, il a contribué efficacement à répandre les bonnes méthodes de culture, à exciter les entreprises relatives aux améliorations agricoles, et son effet sur la Sologne en particulier a été tel

que beaucoup de capitalistes ont employé leurs fonds pour l'amélioration de cette contrée. Aujourd'hui un grand nombre d'agriculteurs français et étrangers y consacrent leurs soins, et les terres y ont été triplées ou quadruplées de leur valeur vénale depuis 1822 jusqu'à ce jour, ainsi que les registres de l'enregistrement peuvent le constater.

Les différents mémoires qu'il a publiés sur l'œnologie servent de guide dans cette matière et ont eu trois éditions différentes; il en a publié aussi sur la dendrologie, les laines, leurs productions, leur commerce, le moyen de les améliorer; ils ont été insérés dans un grand nombre de recueils scientifiques.

En 1824 le cours d'agriculture de Rozier commençait à vieillir; il avait quarante-cinq ans de date, et malgré les excellents articles renfermés dans l'édition qu'a publiée Deterville, on en désirait un nouveau. La nécessité d'un ouvrage qui mît la science au courant des découvertes les plus récentes engagea MM. Pourrat à en faire l'entreprise.

M. de Morogues était, de tous les écrivains agronomiques, celui dont les connaissances pouvaient le plus aider cette publication; il abandonna ses autres travaux pour lui consacrer ses soins. Le désir de consigner l'ensemble de ses doctrines lui fit accueillir les offres qui lui furent soumises, et il a fourni à ce recueil les articles qui demandaient le plus de recherches et de savoir.

Quelques-uns de ces articles, d'impression compacte, formeraient à eux seuls des volumes entiers.

Nous allons citer les principaux :

1° Dans l'article *bêtes ovines* l'auteur examine les différentes races sous les rapports agricoles et industriels; il y indique les plus convenables à chaque localité de la France, les améliorations dont nos races sont susceptibles sous le rapport de la production de la

laine et comme devant alimenter nos boucheries ; les avantages que l'agriculture peut retirer de ces améliorations et des croisemens de nos races indigènes avec les races exotiques.

2° Dans l'article *blé*, il a particulièrement recherché le prix de *revient* de cette denrée en France et à l'étranger, et il a prouvé qu'avec l'accroissement constant de la population la production devait suivre la même progression, ce qui ne pouvait avoir lieu qu'avec une augmentation de frais, puisqu'on était réduit à cultiver des terres de plus en plus médiocres.

3° Dans l'article *céréales*, M. de Morogues établit, pour les grands états, la nécessité de produire assez de blé pour satisfaire à leurs besoins, et l'impossibilité pour la France et l'Angleterre de trouver ailleurs que sur leurs propres terrains les céréales dont elles ont besoin ; il indique les améliorations dont la loi sur les céréales est susceptible pour assurer aux consommateurs leurs subsistances.

4° L'économie politique est pour M. de Morogues une arène où il se dessine comme adversaire de tous ceux qui avant lui ont abordé les questions qui à d'autres ont semblé ardues et insolubles.

Il a reconstruit cette science, et lui a donné pour base les intérêts de la plus grande masse des citoyens, pour but de satisfaire les besoins de tous ; aussi veut-il que la législation et l'administration tendent à répartir la richesse le plus également possible entre les diverses classes, plutôt qu'à accumuler les capitaux dans un petit nombre de mains. Il a, comme il le dit lui-même, recherché le bonheur des masses, et l'a préféré à la satiété de quelques individus privilégiés.

5° M. de Morogues établit dans un long article sur les douanes l'influence qu'elles ont sur l'agriculture ; il prouve que le commerce extérieur est bien loin d'être aussi important que l'intérieur, et il regarde le

système des droits protecteurs comme indispensable.

6° L'article *impôt*, hérissé de tableaux de chiffres, est plein de vues nouvelles, mais il ne saurait être compris que par une étude approfondie.

M. de Morogues, se trouvant en évidence en raison de sa richesse et de sa position sociale, fut nommé membre du conseil d'arrondissement d'Orléans et ensuite du conseil général du département du Loiret, et maire de la commune de Saint-Cyr-en-Val. Pendant 25 ans il eut le bonheur de se faire aimer par ses concitoyens. D'honorables suffrages à plusieurs reprises le firent sous la Restauration porter comme candidat à la députation par la portion des électeurs qu'on désignait comme libérale. Ses opinions tendant au progrès et sa constance à provoquer l'établissement de l'enseignement mutuel le firent éloigner par le plus grand nombre, pour qui toute innovation paraissait dangereuse. Enfin, quand vint la révolution de 1830, il la salua de ses vœux.

Les opinions de M. de Morogues eussent été républicaines s'il eût cru la république possible dans un vieil état comme la France, où tant d'intérêts différens viennent se compliquer. Dominé par cette pensée, il n'a pourtant jamais cessé de professer des principes constitutionnels et de les propager par ses écrits.

Nommé chevalier de la Légion-d'Honneur en 1835 et pair de France le 11 septembre de la même année, il a constamment siégé pendant les sessions de 1835 et 1836. Le *Moniteur* des années 1836 et 1837 renferme de lui plusieurs allocutions et plusieurs discours. Les occasions où il a fixé d'une manière prononcée les regards sur lui ont été rares ; mais pourtant il a occupé tous les organes de la presse en signalant sa puissance comme souvent abusive, à l'occasion de la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de l'exercice de 1837, et en combattant l'uniformité des moyens

d'enseignement supérieur offerts à la jeunesse.

Dans des occasions récentes M. de Morogues a eu raison, lorsque plaidant la cause des ouvriers il a voulu que dans les faillites le privilège pour leurs salaires s'étendît comme les gages des commis, à six mois; et quand il a soutenu qu'avant de pouvoir exercer les rigueurs de la poursuite contre les gardes nationaux qui ne se déclareraient pas, on devait les mettre en demeure : il s'est ainsi souvenu au milieu de la chambre des pairs qu'il y a des pauvres au sein de la société, et que tous ceux qui en font partie doivent y avoir des droits.

GUIRAUD (PIERRE-MARIE-THÉRÈSE-ALEXANDRE).

Si M. Alexandre Guiraud n'eût point fait partie de la Société des Bonnes-Lettres; si ses opinions politiques ne lui eussent pas servi de point d'appui lorsqu'il brigua les suffrages de messieurs de l'Académie; si, concurrent de MM. Étienne, Royer-Collard, Tissot, etc., il n'eût pas été en butte aux attaques de l'opposition libérale, qui pendant quinze ans tint bureau de renommée dans les officines du *Constitutionnel*, nul ne contesterait son talent, et il eût paru tout naturel que l'auteur des *Machabées*, du *Comte Julien* et de *Virginie*, prît place parmi les maîtres de la langue; mais il n'en a pas été ainsi : M. Guiraud ne s'est point dépouillé de ses opinions politiques et religieuses, et on lui en a fait un tort; il les a apportées dans ses poésies comme dans ses relations sociales; dès lors il a trouvé plus de censeurs que de juges impartiaux.

Né à Limoux le 25 décembre 1788, M. Alexandre GUIRAUD fut élevé dans le sein de sa famille sous la direction d'un précepteur; plus tard il alla à Toulouse, où il suivit pendant trois ans les cours de l'Ecole de droit, et retourna dans sa famille diriger des ma-

nufactures considérables que lui légua son père; mais l'amour des lettres l'emportant chez lui, il obéit à ce penchant, et obtint quelques prix à l'Académie des Jeux Floraux de Toulouse. Encouragé par ces premiers succès, il prit confiance dans son talent, et, livrant à des mains amies le soin de sa fortune manufacturière, il s'adonna complètement à la poésie. Ses premiers essais furent dédiés à madame de Staël, proscrire; les seconds furent en faveur de la cause des Grecs, dont le premier il chanta les exploits (1820). Cette ode fut accueillie avec bienveillance tant par les journaux français que par les journaux étrangers. Deux ans plus tard (juin 1822), M. Guiraud fit représenter sur le théâtre de l'Odéon *les Machabées*, tragédie religieuse, qui obtint un vrai succès. Les hommes de goût applaudirent surtout à la pureté du style, qui est un des caractères distinctifs du talent de M. A. Guiraud. « Ce coup d'essai de M. Guiraud est un des plus heureux que l'on puisse citer, dit un des critiques de l'époque; si ce n'est pas tout à fait un coup de maître, c'est celui d'un élève bien fait pour le devenir; c'est celui d'un poète formé à une bonne école, qui connaît les bonnes sources, et s'est enrichi avec art de tout ce que dans le genre qu'il a traité pouvait lui fournir l'étude des traditions anciennes et des beaux ouvrages modernes. »

L'année suivante M. Guiraud donna sur le même théâtre *le Comte Julien*, tragédie en cinq actes, qui n'obtint pas un succès aussi incontesté que *les Machabées*, quoique la versification en soit toujours riche et la conception savante. Cette pièce ne fut pas bien comprise du public; les caractères ne sont pas assez nettement dessinés, et se développent avec embarras.

A ces deux œuvres dramatiques succéda le petit poème intitulé *Élégies savoyardes*, dont les éditions successives se vendirent au bénéfice de l'œuvre des petits Savoyards, et produisirent plus de quatre mille francs.

Ce succès était légitime; les trois élégies savoyardes sont pleines de sentimens mélancoliques et tendres exprimés avec un abandon naïf, que l'on retrouve trop rarement chez nos poètes. La première surtout est comme tombée du cœur d'une mère; c'est sans contredit à ce petit poème que M. Alexandre Guiraud est le plus redevable de sa réputation littéraire, que consolidèrent ses *Poèmes* et *Chants élégiaques* publiés en 1824, un volume in-8°. Trois éditions réelles satisfirent à peine l'avidité sympathique que les lecteurs et les lectrices de salon éprouvaient pour la poésie sentimentale et rêveuse de M. Guiraud.

Nous ne parlerons que pour mémoire de la triste collaboration de M. Guiraud à l'opéra de *Pharamond*, joué à l'occasion du sacre de Charles X. En général les chœurs des sacres et des fêtes officielles ne savent point éviter le ridicule, et MM. Ancelot, Guiraud et Soumet en recueillirent une bonne part dans cette occasion solennelle (voir la notice SOUMET). Cet opéra ne fut cependant pas étranger peut-être à l'entrée de M. Guiraud à l'Académie; il vint en 1826 y prendre la place de M. de Montmorency. En se reportant à cette époque, où le clergé de Montrouge devenait envahissant et imposait ses pensées politiques et religieuses à tous ceux pour qui il se montrait bienveillant, l'on doit reconnaître que le discours de réception du nouvel académicien renferma quelques vérités hardies et l'expression *timide* d'honorables sentimens qui nous permettent de supposer que M. Guiraud n'est pas, autant qu'on l'a cru, l'ennemi des libertés civiles et religieuses.

Le fauteuil académique n'assoupit point le nouvel élu. Peu de temps après son élection l'on mit en répétition au Théâtre-Français la tragédie de *Virginie*, dans laquelle Talma prit le rôle de Virginus. L'illustre tragédien se livra à une étude approfondie de ce grand caractère historique; il l'avait analysé avec ce tact exquis et savant qu'il

apportait dans toutes ses créations. La mort (1) enleva à M. Guiraud ce sublime interprète: la représentation de *Virginie* fut retardée; Joanny dut créer à la hâte le rôle de Virginus, et quel que soit le talent de cet habile tragédien, il ne put faire oublier que ce rôle avait été écrit pour Talma; toutefois la pièce obtint un légitime succès.

M. Guiraud avait déjà obtenu les faveurs de la cour; il avait été nommé en 1824 chevalier de la Légion-d'Honneur. Le roi lui conféra en outre des lettres de noblesse au titre de baron!!

Durant la tourmente d'octobre 1850, M. Alexandre Guiraud publia un roman psychologique intitulé *Césaire*, qui fut vivement accueilli dans les salons de la société aristocratique en France et à l'étranger.

En 1852, à la mort du duc de Reichstadt, il fit paraître une ode, *les Deux Princes*, qui fut reproduite par la plupart des journaux. Nous fîmes les premiers à applaudir à cette nouvelle production de M. Guiraud comme œuvre de poésie; mais nous ne saurions accorder nos suffrages aux pensées politiques qu'elle renferme.

M. Guiraud a publié en 1855, sous le titre de *Flavien ou Rome au désert*, un ouvrage capital, historique, politique et religieux, sur la grande époque de l'établissement du christianisme. Cet ouvrage est écrit avec pureté et profondeur; la pensée dominante de l'auteur: *au Christ s'arrête le déclin de l'humanité; là commence le progrès*, est développée avec intelligence et bonheur. L'écrivain, dégagé de ses préjugés politiques, se pose franchement sur le terrain de l'histoire, dont l'étude logique l'amène à reconnaître *qu'il n'y a de société que là où il y a réellement association, c'est-à-dire assentiment, concours de TOUS à l'œuvre commune*. «Là où il y a des maîtres et des esclaves, ajoute M. Guiraud, il n'y a pas à vrai dire de société; ceux-ci la servent et la maudis-

(1) Talma est mort le 19 octobre 1826.

sent, » et il conclut par cette pensée, qui, nous n'en doutons pas, sera un jour un axiome incontesté : *L'ordre social n'a pu se fonder que sur la liberté.*

M. Guiraud a pris part à la collaboration de la *Revue européenne* et de l'*Université catholique*, car il appartient à l'école du progrès social par le christianisme, que ces deux recueils ont successivement représentée.

Retiré depuis 1850 dans ses terres au pied des Pyrénées, M. Guiraud y achève, dit-on, un grand ouvrage, destiné à résoudre plus d'un problème social et historique. C'est ainsi qu'il consacre à des méditations philosophiques la liberté d'esprit que lui donnent sa fortune indépendante et les loisirs que lui laisse son éloignement pour les fonctions publiques. Que M. Guiraud persévère dans la voie où il est entré, et nous ne craignons pas de lui prédire une renommée bien autrement durable que celle qu'élèvent les coteries.

MYLIUS (FERDINAND-FRÉDÉRIC-HENRI, DE).

Né à Louisbourg (royaume de Wurtemberg) le 6 février 1784, M. *Ferdinand-Frédéric-Henri* DE MYLIUS fut dès sa plus tendre jeunesse destiné à l'état militaire. Fils d'un officier supérieur, il fut dès l'âge de huit ans (22 septembre 1792) porté sur les cadres de la légion belge; il reçut l'éducation toute militaire des camps, et fut à seize ans (1^{er} mars 1800) nommé lieutenant dans la légion des Francs-du-Nord. L'année suivante il fut mis au traitement de réforme par suite du licenciement de cette légion (11 octobre 1801). Le 29 mai 1802 il fut remplacé sur le cadre d'activité, et entra lieutenant dans le 21^e régiment d'infanterie de ligne. Il commanda en cette qualité les trente grenadiers de ce régiment qui étaient à bord de l'avis *le Bechutter*, que montait le vice-amiral Verhuell (voir sa notice), lorsqu'en

1804 il conduisit la flottille hollandaise de Flessingue à Ostende. Pendant la traversée, qui se fit de nuit, les deux canonnières d'avant-garde ayant aperçu un gros brick anglais se jetèrent sur le bâtiment du vice-amiral, et s'y accrochèrent. Dans cette position le brick anglais attaqua les bâtimens hollandais à tribord du *Bechutter*, qui ne put se défendre qu'à coups de fusil; il parvint cependant à se dégager, et son exemple fut suivi par les deux canonnières; il était temps, car déjà les boulets d'une frégate anglaise, qui arrivait au secours du brick, atteignaient les bâtimens hollandais.

M. Mylius se trouva à la bataille d'Iéna, où il fut grièvement atteint par un coup de feu au côté, et fut, à la suite de cette affaire, promu au grade de capitaine. Le 1^{er} juillet 1808 il passa au 118^e régiment de ligne, qui se rendait en Espagne, et mérita d'être plusieurs fois mentionné dans les rapports officiels (1) du général Bonnet, surtout pour sa brillante conduite à Gyon (Asturies) (18 octobre 1810), et dans une seconde affaire, qui eut lieu non loin de là le 28 novembre suivant. A Gyon le capitaine Mylius avait été atteint d'un coup de feu à l'épaule droite. Sur les rapports de ses chefs il ne tarda pas à être promu au grade de chef de bataillon (20 mars 1811); depuis long-temps déjà il était décoré de l'étoile des braves.

Le commandant Mylius se trouva à la bataille des Arapiles ou de Salamanque (22 juillet 1812); c'est à son bataillon qu'appartient l'honneur du plus beau fait d'armes de la journée : à la tête de ses braves, le commandant Mylius s'était jeté à travers un corps d'Anglo-Portugais; au milieu de la mêlée le lieutenant Gulmare (et non Guillemat, ainsi que le dit l'ouvrage intitulé *Victoires et Conquêtes*) se précipite sur le portendrapeau anglais, lui coupe le bras d'un coup de sabre, et lui enlève son drapeau;

(1) L'un de ces rapports fut inséré dans le *Moniteur* du 18 janvier 1811.

mais au même instant il est atteint lui-même de trois coups de baïonnette, et n'a que le temps de remettre l'étendard conquis entre les mains du commandant Mylius, qui eut le bonheur de conserver ce trophée au milieu de ce combat acharné. Le soir ce drapeau fut donné pour ralliement au 118^e régiment au bivouac d'Alba de Tormes.

Le surlendemain le commandant envoya ce drapeau à M. le maréchal Marmont, qui le fit porter pendant la marche à côté du brancard sur lequel il était couché. Un rapport spécial fut fait à l'occasion de l'enlèvement de ce drapeau, *le seul* que notre armée put arracher à l'ennemi, et le commandant Mylius fut proposé pour la croix d'officier de la Légion-d'Honneur. Dès ce moment il remplit auprès du général Lamartinière les fonctions de chef d'état-major, et se trouva à la désastreuse bataille de Vittoria, où il fut grièvement blessé au moment où il s'élançait à la tête d'un corps de renfort au secours de la division Saraut, écrasée sous le choc des masses dirigées par Wellington, sur la tête de pont qu'avait enlevée cette division (*voir la notice* JOSEPH BONAPARTE). Le 30 septembre suivant et peu de jours après la mort du général Lamartinière, M. Mylius entra avec le grade de major au 117^e de ligne et fit la campagne de France.

Le 1^{er} janvier 1814 il fut appelé au commandement du régiment de garde nationale active du département du Rhône, et conserva ce commandement jusqu'au licenciement de ce corps (10 mai de la même année).

Pendant les Cent-Jours M. Mylius fut attaché au 22^e de ligne, et le 19 septembre suivant mis en non activité par suite du licenciement, avec la reconnaissance de son grade de lieutenant-colonel. Quatre ans plus tard (14 avril 1819) il fut placé à la deuxième légion départementale de la Seine-Inférieure, et le 17 novembre 1820 passa au 47^e régiment de ligne; enfin le 30 juillet 1825 il fut nommé colonel du 46^e de la même

arme. Il fit en cette qualité en 1828—29 la double campagne de Morée, et fut porté sur les listes de proposition pour la croix de commandeur de la Légion-d'Honneur, qu'il n'obtint qu'après la révolution de juillet (21 janvier 1831).

Le 11 octobre 1832 M. Mylius fut porté sur le cadre des maréchaux de camp en disponibilité, et un mois plus tard chargé du commandement du département du Morbihan, commandement qui lui fut retiré le 25 juillet suivant. Après quelques mois de mise en disponibilité, M. le général Mylius passa au commandement de la deuxième brigade de la division d'infanterie réunie à Perpignan, et enfin à celui du département de la Drôme. Depuis lors il a été remis en disponibilité par ordonnance du 10 mai 1837.

Dans un cas de guerre sérieuse, M. le général Mylius est un des officiers supérieurs encore pleins de force et d'énergie sur lesquels l'armée et le pays peuvent compter.

PASTORET (CLAUDE-EMMANUEL-JOSEPH-PIERRE, marquis de).

C'est une cervelle de renard dans une tête de veau.
MIRABEAU.

Il y a du chat et du veau dans cette tête, mais le veau domine
Le prince de T...

Pour mettre nos lecteurs à même de juger tout ce qu'il peut y avoir de vrai dans ces appréciations de M. le marquis de Pastoret par Mirabeau et le prince de T..., nous nous bornerons à exposer les actes politiques et les travaux littéraires de l'ex-président de la chambre des pairs, qui, d'abord simple avocat attaché à un barreau de province, parvint à revêtir la sinistre de chancelier de France et à marcher en tête de cette caste aristocratique si orgueilleuse de sa noblesse et de son ancienneté. Que l'on juge de M. Pastoret par ses paroles et par ses actions.

Né à Marseille en 1756 d'une famille ho-

norable de la bourgeoisie, M. Claude-Emmanuel-Joseph-Pierre PASTORET fut d'abord destiné à la magistrature. Le droit fut sa première étude. Il exerça d'abord la profession d'avocat dans sa patrie, fut pourvu en 1781 d'une charge de conseiller à la cour des aides de Paris, et nommé maître des requêtes en 1788. Il remporta en 1784 un prix à l'Académie des Inscriptions (1), où il fut admis en 1785, et la même année il obtint une nouvelle palme académique. Il em-

(1) M. Pastoret remporta le prix pour une dissertation sur cette question : *Quelle a été l'influence des lois maritimes des Rhodiens sur la marine des Grecs et des Romains, et l'influence de la marine sur la puissance de ces deux peuples*. Il remporta encore un prix l'année suivante pour un ouvrage imprimé en 1786 et qui a pour titre *Zoroastre, Confucius et Mahomet considérés comme sectaires, législateurs et moralistes, avec le tableau de leurs dogmes, de leurs lois et de leur morale*; deuxième édition, 1787. Il publia deux ans plus tard *Moïse considéré comme législateur et comme moraliste, et un Traité des lois pénales* (a); 2 vol. in-8°, et obtint en 1790 le prix que l'Académie accordait à l'ouvrage le plus utile.

(a) M. Pastoret a rassemblé dans cet ouvrage toutes les idées et tous les faits que l'étude de cette matière et sa propre expérience l'ont mis à même d'acquérir. Après avoir établi dans la première partie des principes généraux sur les peines, les crimes, les accusations, les preuves, etc., il examine en particulier dans la seconde les diverses espèces de peines capitales, afflictives, infamantes, pécuniaires, etc.; dans la troisième il considère les rapports des peines, rapports qui lui paraissent pouvoir être appelés naturels, sociaux, politiques, fortuits, légaux, métaphysiques, physiques, moraux, locaux, pécuniaires. Dans la quatrième partie il parle de la poursuite du crime et des peines, du choix des peines, de leur mesure, de leur proportion avec les délits, de leur proportion entre elles, de leur compensation, de leur cumulation, de leur uniformité, de leur individualité, de leur localité, etc.; de la prescription des peines, de l'impunité, des asiles.

Parmi les questions que M. Pastoret a traitées dans cet ouvrage avec beaucoup de méthode, il en est une surtout dont il a environné la solution de toutes les raisons qui peuvent lui donner le caractère de l'évidence; cette question est celle de la peine de mort. Après avoir exposé dans toute leur étendue les opinions de Montesquieu, de Rousseau, de Mably, de Filangieri, opinions toutes favorables à la peine de mort, il les combat victorieusement avec une force d'énergie et de raisonnement qui n'en rend que plus incompréhensible la concession qu'il fait quelques pages plus loin : « *qu'une nécessité absolue peut seule justifier la peine de mort.* » Comment ce qui en droit est illégitime peut-il devenir nécessaire dans le fait? Il nous semble que si M. Pastoret eût considéré cette *nécessité absolue* dans tous les rapports qu'elle peut offrir, il n'eût pas donné son assentiment à la peine de mort dans ces cas de *nécessité absolue*, auxquels les passions politiques peuvent donner une si grande extension, alors surtout que M. Pastoret en fait l'application à *des conspirations secrètes, à ces soulèvements tumultueux qui menacent la patrie*... Cette nécessité de sacrifier à ce qu'on appelle l'intérêt public, le bonheur public, les droits particuliers de l'individu, a été consacrée tant de fois dans des livres de sang; elle a été si souvent répétée par des hommes absurdes et inhumains; elle a si bien servi chez tous les peuples les erreurs et les crimes de toutes les espèces de tyrannie, qu'on est profondément affligé de la trouver dans des livres qui paraissent inspirés par l'amour de la justice et de l'humanité; et l'ouvrage de M. Pastoret porte à chaque page le caractère de ces deux sentimens.

brassa en 1789 les principes de la révolution, et fut désigné en décembre 1790 pour le ministère de l'intérieur; mais il ne l'accepta point.

Nommé le 9 janvier 1791 administrateur de Paris, M. Pastoret fut chargé, le 8 février de la même année, d'installer le curé de l'église métropolitaine de Saint-Sulpice, M. Poiret, assistant général de la congrégation de l'Oratoire et supérieur de la maison de Saint-Honoré. On nous saura gré de reproduire en son entier le discours que M. Pastoret prononça dans cette circonstance solennelle; il donne une juste idée de l'esprit qui animait alors la société française et surtout les hommes qui la dirigeaient :

« Cinq siècles sont bientôt écoulés depuis que les Français, convoqués pour la première fois en états-généraux, se rassemblèrent dans ce temple même pour arrêter les entreprises des pontifes romains. On dirait que le séjour auguste où nous venons demander et recevoir les inspirations de la divinité fut marqué dans tous les temps par l'Eternel, comme le lieu où doit se purifier et s'affermir le christianisme. Ils ne sont plus ces jours où, loin d'être choisis par les fidèles, nos premiers pasteurs n'étaient souvent que le choix aveugle de la faveur, de la naissance ou de la fortune. Un ministre les élisait, et cette élection paraissait chrétienne; aujourd'hui ils seront élus par le peuple, et on crie à l'impunité. L'impunité! ceux qui osent nous la reprocher sont seuls les véritables impies. Désobéir à la loi c'est désobéir à Dieu même. Hélas! ils fléchissaient sans murmure sous le caprice d'un homme puissant, et ils craignent de fléchir sous la volonté générale des Français. Eh! quels sont ces hommes qui pleurent sur le christianisme avec une si coupable hypocrisie? Sans doute ils survivaient par l'énergie de leur caractère ou la simplicité de leurs mœurs à un siècle dévoré de corruption et flétri par l'esclavage. Ah! si ceux qui invoquent le ciel contre le vœu du peuple et du roi étaient les mêmes qui trompaient le roi et qui opprimaient le peuple! S'ils présentaient, pour appuyer la religion, le même bras qui repousse la constitution et la liberté!... Eloignons de nous cette affligeante pensée; n'imitons pas leur triste égarement; sachons les plaindre et leur pardonner. Peuples qui environnez cette enceinte, vous dont l'attitude tranquille et le silence respectueux sont un hommage touchant rendu au culte et à la loi, souvenez-vous que la tolérance est la première des vertus religieuses comme la première des vertus civiles; la tolérance n'est que la charité. Heureux jour que celui où la philosophie et la piété se sont embrassées sous les auspices de l'Etre qui d'un regard mesure l'univers! Aimez Dieu, honorez la nation et le roi, chérissez vos frères, tels sont les principes de l'Evangile; ils attendaient la constitution française, ils en étaient le monument prophétique.

« Livrons-nous, messieurs, aux sentimens que doit inspirer la cérémonie auguste dont nous allons pour la première fois être les témoins. Peuples, soyez attentifs; ministres des autels, adressez un hymne de reconnaissance au créateur des hommes et de la liberté. Citoyens, le voilà ce pasteur que nous vous donnons pour guide et pour modèle; voyez-vous ses cheveux blanchis par soixante ans de travaux et de vertus. Il était le chef d'une congrégation illustre par ses lumières et les persécutions dont elle fut la victime; nous expions envers elle la longue oppression du fanatisme religieux. Citoyens, vous lui serez bien chers, et il méritera votre affection comme il a mérité nos suffrages. »

Le 17 du même mois, M. Pastoret fut élu procureur général syndic du département; il fut à cette occasion accusé d'avoir pris part à la déclaration du 25 juin 1789, et se

défendit de cette *calomnie* en déclarant « que
« ses principes étaient connus long-temps
« avant la constitution française, et que le
« magistrat qui parlait en 1787 de la *ma-*
« *jesté nationale* et de la *souveraineté du peu-*
« *ple* ne serait sans doute pas accusé d'a-
« voir attendu le règne de la liberté pour la
« défendre. »

Le 31 mars suivant, M. Pastoret dénonça au directoire un écrit ou mandement de M. de Juigné, ancien archevêque de Paris, contre l'élection populaire de son successeur. Le 5 avril il vint à la barre de l'Assemblée nationale demander, au nom du directoire du département, que les représentans du peuple décrétassent *que l'église Sainte-Geneviève serait transformée en panthéon, et qu'un décret solennel apprît à l'univers que la France consacrait enfin aux amis du peuple ces monumens réservés autrefois aux hasards de la naissance et des combats*; il demanda en outre que l'Assemblée décrêtât qu'*Honoré Riquetti Mirabeau était jugé digne du Panthéon.*

Le 22 avril, il installa le tribunal de cassation dans la ci-devant Grand'Chambre du Palais-de-Justice, et, dans un discours rempli de grandes pensées d'amour de la liberté, il félicita le pays de ce *qu'à l'avenir les magistrats ne formeraient plus une caste séparée, armée d'un pouvoir durable.* Ce discours est autant un modèle d'éloquence que de nobles sentimens; il serait à souhaiter que nos magistrats inamovibles le méditassent parfois.

Le 2 octobre suivant, jour de la clôture de la session législative, M. Pastoret vint à la tête de la députation du directoire du département féliciter l'Assemblée constituante d'avoir relevé en France la liberté.

« Les enfans de la constitution, dit-il, viennent encore rendre hommage à ceux qui l'ont créée, et quand la postérité va commencer pour vous, ils peuvent sans flatterie comme sans crainte vous en faire entendre le langage.

« La liberté avait fui au delà des mers, ou s'était cachée dans les montagnes; vous relevâtes parmi nous son trône abattu. Le despotisme avait effacé toutes les pages du livre de la nature; vous y rétablîtes cette déclaration immortelle, le décalogue des hommes libres. La volonté de tous était sujette de la volonté d'un seul, qui, lui-même déléguant le pouvoir suprême à ses ministres,

était moins le possesseur que l'électeur de la souveraineté. Vous créâtes une représentation politique qui, d'une extrémité de l'empire à l'autre, fait de la loi l'expression générale du vœu des Français. On ne parlait jamais au peuple que de ses devoirs; vous lui parlâtes aussi de ses droits. La protection était pour le riche, et l'impôt, qui en est le prix, n'était payé que par le pauvre; on le doublait même quelquefois pour lui, comme si la terre eût produit deux moissons; vous le vengeâtes de cette longue injustice, et vous brisâtes en même temps tous les anneaux de la chaîne féodale sous laquelle il vivait oppressé. L'orgueil avait séparé les hommes; vous cherchâtes à les réunir. L'égalité était tellement altérée qu'on regardait même comme un privilège la défense de la patrie; tous les citoyens sont devenus soldats, et ce qui fut le patrimoine du hasard devint celui du travail et du courage. Vous rendîtes plus vénérable le ministère des autels, tour à tour dégradé par l'indigence des pasteurs et la richesse des pontifes. Vous affranchîtes le commerce, l'agriculture, l'industrie, la pensée. Peu contents enfin d'avoir établi la plus belle constitution de l'univers, vous vous livrâtes à des travaux si immenses sur les lois que ceux qui aspiraient à la gloire de vous imiter un jour ont peut-être dit quelquefois dans l'élan jaloux d'une ambition honorable ce qu'Alexandre disait de Philippe : *Il ne me laissera rien à conquérir.*

« Cependant, messieurs, une grande carrière s'ouvre encore devant vos successeurs. Vous fondâtes la liberté; ils en seront les gardiens; ils veilleront sur ces finances publiques qui ne sont qu'une portion des propriétés particulières: leur épuisement concourut à hâter la révolution; leur embarras pourrait, non la détruire, car rien ne détruit l'empire de la raison, il est éternel comme Dieu même, mais en retarder les effets, en troubler les jouissances. Ils fonderont l'ordre public et achèveront de comprimer l'anarchie, car la liberté constitutionnelle n'est pas la liberté de quelques-uns, mais la liberté de tous, et ce n'est pas l'absence des lois, mais leur sagesse qui constitue cette liberté. Si on leur suscite des orages, comme vous ils les vaincront toujours. *Périssent l'homme sacrilège qui, se laissant égarer par la crainte ou avilir par la corruption, oserait trahir un instant la cause du peuple dont il sera dépositaire!* Des remparts de citoyens briseront les efforts des ennemis de la patrie, et si les soldats étrangers pénétraient dans nos villes, ils ne presseraient pas en vain la terre hospitalière de la liberté. Plus d'une nation commence à se réveiller de l'esclavage; partout on va sentir cette grande vérité révélée par la philosophie, que la force des tyrans est tout entière dans la patience des peuples.»

Que pense aujourd'hui l'ex-président de la chambre des pairs de ces hommes qui, avilis par la corruption, ont osé trahir un instant la cause du peuple dont ils étaient les dépositaires?...

Député de Paris à la *Législative*, M. Pastoret fut élu président de cette assemblée, et répondit en cette qualité, dans la séance du 7 octobre 1791, aux discours des divers corps constitués (1) qui demandèrent à être admis à la barre de l'assemblée. L'amour de la liberté et de l'égalité respire dans ses divers discours; dans sa réponse au roi M. Pastoret va même jusqu'à protester contre l'épithète de *sujets* donnée autrefois aux citoyens.

Le 25 octobre il parla avec force contre l'émigration et proposa des mesures répressives, toutefois en ne prétendant en provoquer l'application que contre les Fran-

(1) Louis XVI compris.

çais qui, chargés de fonctions publiques, les avaient abandonnées au moment du danger. Le 31 décembre il s'éleva contre le servile et ridicule usage des complimens et félicitations au trône au renouvellement de l'année, et le fit abolir. Cette proposition parut une attaque personnelle contre la famille royale, et il en resta à M. Pastoret presque une réputation de fougueux démocrate, qui s'accrut dans l'esprit de la cour et de l'aristocratie lorsqu'on l'entendit dans la séance du 24 février 1792 s'élever avec énergie contre le tribunal de l'Université de Paris, organisation encore plus absurde que celle du conseil royal qui l'a remplacé plus tard, et accuser « les calomnieurs éternels d'une religion dont ils se disent les défenseurs, calomnieurs qui lui supposent l'horreur de la liberté et de l'égalité, qui veulent faire de la noblesse un dogme pieux, et nous faire en même temps un crime de l'anéantissement de la tyrannie. » Puis il ajouta au milieu des applaudissemens de l'assemblée : « Vous devez vous empresser de secourir une génération naissante, que les ennemis du peuple voudraient condamner à l'ignorance pour la ramener plus aisément à la servitude. Leurs espérances à cet égard seront trompées, comme tous les vœux qu'ils forment contre la patrie. Le peuple n'aura pas en vain connu et reconquis ses droits. La philosophie, si long-temps bannie de la France, si long-temps poursuivie par les terreurs et les remords des rois, tour à tour étouffée, outragée, punie par les satellites complaisans du despotisme épouvanté, la philosophie a retrouvé sa puissance : elle étendra son empire jusque dans l'asile du pauvre ; elle lui fera sentir que, loin d'être flétrissante, sa destinée est plus honorable encore, s'il sait être utile et laborieux, et que, chez une nation libre, il n'y a de honteux que l'indigence des vertus. »

Lors de la discussion sur l'affaire des

princes possessionnés en Alsace (1^{er} mars 1792) il tonna avec force contre « ces négociations impies où, sous le nom de serfs, de vassaux, de sujets, des hommes devenus la dot d'une femme, l'indemnité d'un contrat, le prix d'une victoire, sont livrés par d'autres hommes à la volonté tyrannique d'un maître qu'ils n'ont pas même choisi. » Ce discours fit le plus grand honneur à M. Pastoret tant sous le rapport des sentimens qui l'avaient dicté que sous celui de la vaste érudition de l'orateur.

Mu par des sentimens de philanthropie et en même temps d'intérêt pour le commerce, il sollicita (9 avril 1792) l'abolition graduelle de l'esclavage des nègres ; le 15 du même mois il demanda que la poursuite des crimes d'embauchage fût attribuée à la haute cour nationale, non pas *facultativement*, mais *exclusivement*. Sous l'influence de la même pensée patriotique, il proposa et fit adopter peu de jours après « que l'Assemblée nationale, délibérant sur la proposition formelle du roi, décrétât qu'il y avait lieu à déclarer la guerre au roi de Bohême et de Hongrie. » Il appuya sa proposition par le tableau des griefs de la nation française envers la maison d'Autriche : « il est temps, dit-il, que l'on voie une grande nation déployer tout son courage et toute la force de sa volonté pour défendre sa liberté, c'est-à-dire la cause universelle des peuples... La victoire sera fidèle à la liberté, et les soldats citoyens et les citoyens soldats s'empresseront à la défendre d'une ardeur égale, et à l'affermir par des triomphes... etc. »

Dans la séance du 8 mai, il présenta et fit adopter au nom des comités une adresse au peuple et à l'armée, dont la rédaction lui avait été confiée. Alors M. Pastoret comprenait la dignité nationale et la dignité d'homme libre : alors il demandait *la mort ! la mort ou la victoire, et l'égalité*. A ceux qui calomniaient tant aujourd'hui notre immortelle révolution nous répondrons par cette adresse si pleine de noblesse et de modération, et

dans laquelle respirent les sentimens de philanthropie et d'humanité dont les vrais républicains ont de tout temps été animés. Nous nous faisons un devoir de la reproduire :

Les représentans du peuple français aux citoyens armés pour la défense de la patrie.

« Le sort de notre liberté, celui peut-être de la liberté du monde, est dans vos mains. Nous ne vous parlerons pas de notre confiance; elle est sans bornes comme votre courage. Nous n'avons pas provoqué la guerre, et quand le roi nous a proposé de venger enfin la dignité nationale outragée nous résistions depuis long-temps au vœu exprimé par l'indignation générale des Français. Un peuple bon et libre prend les armes avec regret; mais il ne les prend point en vain; elles triomphent ou se brisent dans ses mains. *Les tourmens et la honte d'une éternelle servitude ne puniraient pas assez une nation qui laisserait échapper sa liberté après l'avoir conquise.*

« Et quel objet mérita plus d'exciter votre courage? Le temps est passé où les guerriers français, instrumens dociles des volontés d'un seul, ne s'armaient que pour défendre les intérêts, les caprices ou les passions des rois. Aujourd'hui c'est vous-mêmes, ce sont vos enfans, ce sont vos droits que vous défendez. Il faut vaincre ou retourner sous l'empire de la gabelle, des aides, de la taille, de la dime, de la milice, de la corvée, des privilèges féodaux, des emprisonnemens arbitraires, de tous les genres d'impôts, d'oppression et de servitude. Votre bonheur particulier, le bonheur de tous ceux qui vous sont chers est ainsi étroitement lié avec le salut de la patrie.

« Mais on est indigne de la défendre sans la réunion des vertus au courage. Ces hommes que nous combattons aujourd'hui sont nos frères; demain peut-être ils seront nos amis. Intrépides dans les combats, fermes dans les revers, modestes après la victoire, généreux envers les prisonniers, tels sont les peuples libres. Et cependant des crimes ont été commis! Les lois puniront dans leur juste sévérité tous les outrages envers le droit des gens et le droit sacré de la nature. Des récompenses au contraire attendent les guerriers fidèles; leurs noms obtiendront à jamais la reconnaissance et les hommages de tous les amis de la liberté, et s'ils meurent en combattant, leurs enfans seront les enfans de la patrie.

« Quant à nous, inébranlables au milieu de tous les orages politiques, nous veillerons sur tous les complots, sur tous les ennemis de l'empire. Le monde verra si nous sommes les représentans d'un grand peuple ou les sujets timides de quelques rois de l'Europe. Nous avons juré de ne capituler ni avec l'orgueil ni avec la tyrannie : nous tiendrons notre serment : *La mort, la mort ou la victoire, et l'égalité.*

« Mais pour assurer la victoire il faut que la discipline règle tous les mouvemens du courage, et que jamais la défiance ne les suspende ou les égare. Point de triomphe sans l'obéissance absolue du soldat à l'officier, de l'officier au général, sans leur union constante et fraternelle. Les ennemis de la patrie savent bien que vous repousseriez avec horreur celui qui voudrait ébranler votre zèle civique, votre inaltérable fidélité; mais c'est dans vos vertus mêmes qu'ils cherchent les moyens de vous séduire. En affectant de partager votre patriotisme, ils mêlent à son expression soit dans leurs discours, soit dans leurs écrits, l'insinuation adroite d'un sentiment qui n'est d'abord qu'une inquiétude légère, et qui finit par être une défiance coupable. Ils ne vous parlent que de trahison et de perfidie. Observez attentivement ceux qui tiendront ce langage, et bientôt vous verrez qu'ils ne sont peut-être, de quelque nom qu'ils se couvrent, que les émissaires ou les écrivains soudoyés des ennemis de la liberté française.

« Guerriers, voyez le 2^e bataillon de Paris, le 6^e régiment de chasseurs, ci-devant Languedoc, le 3^e régiment de hussards, ci-devant Esterhazy, le 49^e régiment d'infanterie, ci-devant Vintimille; car c'est parmi vous-mêmes que nous aimons à vous trouver des modèles; ils ont su se confier et obéir, et ils ont bien mérité de la patrie. »

Le 16 juin suivant, M. Pastoret fit décréter la formation d'une place sur le terrain de la Bastille et l'érection d'une colonne à la liberté. Dans le discours qu'il prononça

dans cette circonstance, on retrouve toujours cette haine chaleureuse de la tyrannie et cet amour de l'indépendance, de la liberté, de l'égalité, dont la masse de la nation était animée, et dont la conséquence logique devait être la chute de la monarchie... Mais M. Pastoret cédait aux inspirations de son âme, à l'élan général, sans s'arrêter à raisonner sur les conséquences logiques; il hâtait, sans s'en douter, par son éloquence tribunitienne les derniers momens de la royauté, à laquelle il rapporta plus tard un appui impuissant... Mais n'anticipons pas.

Dans la séance du 19 du même mois, il s'éleva avec force contre toute participation des ministres de la religion aux actes de l'état civil; il demanda aussi que tous les surnoms, toutes les qualifications, *restes déguisés de l'aristocratie*, fussent sévèrement proscrits des actes civils, ainsi que toutes les observations ou déclarations qui tiennent aux idées particulières d'un culte. Il attaqua en même temps la rédaction du projet de loi relatif aux actes de mariage, dans lequel le premier article était ainsi conçu : « Le mariage est un contrat civil dont la condition essentielle est dans le consentement des deux époux de s'unir *pour la vie.* » M. Pastoret demanda que ces derniers mots fussent supprimés; car, dit-il, leur adoption préjugerait défavorablement une question importante, celle du divorce. Ce discours, dont l'assemblée ordonna l'impression, fut le dernier éclat de l'éloquence ardente et populaire du démocrate... Deux jours plus tard les opinions de M. Pastoret étaient modifiées; il reportait au trône qu'il avait si vigoureusement ébranlé depuis deux ans un appui qui ne pouvait prévenir sa chute. Couthon ayant fait une motion tendant à neutraliser la sanction royale en rendant les décrets du pouvoir législatif immédiatement exécutoires, M. Pastoret repoussa avec force cette motion, et, comme chez lui la pensée est constamment exprimée avec chaleur et sous l'inspiration de la sensation domi-

nante, il demanda « que le Corps-Législatif couvrit de son mépris ces coupables opinions », et par une entraînante improvisation *enleva* pour ainsi dire le rejet de la proposition de Couthon par le vote de la question préalable.

Le 30 juin, M. Pastoret, rapporteur des comités, présenta un rapport sur la situation de la France: dans ce discours, modèle d'éloquence rhétoricienne plutôt que de logique, l'orateur, après avoir peint avec fidélité l'état du pays, invita la chambre à étouffer les germes de division qui se manifestaient dans son sein et réclama vivement la punition des auteurs de *l'attentat* commis contre la personne du roi, dans la journée du 20 juin. M. Pastoret ne comprenait donc pas que les réactionnaires parmi lesquels il commençait à se ranger étaient les vrais coupables de ces divisions qui se manifestaient dans toute la France, comme dans le sein de l'assemblée; il ne comprenait donc pas que les auteurs de *l'attentat* du 20 juin n'avaient fait que mettre en action les doctrines que lui M. Pastoret ne cessait de leur préconiser depuis deux ans. Toutefois en donnant l'essor à ses nouvelles opinions et en se déclarant monarchique M. Pastoret continua de se montrer hostile à l'aristocratie qui, disait-il dans la séance du 5 juillet, *n'osant plus montrer son hideux visage, prenait la livrée du patriotisme pour séduire avec plus de facilité*. Cette sortie de M. Pastoret contre l'aristocratie eut lieu à l'occasion de la proposition de l'abbé Torné de déclarer la patrie en danger. M. Pastoret demanda que l'assemblée improuvât cette proposition et envoyât son auteur pendant trois jours à l'abbaye. Le 28 il s'éleva avec la plus grande vigueur contre les envahissemens des municipalités sur le pouvoir judiciaire, et déroula le tableau des abus qui devaient résulter de ce système d'usurpations et de conflits.

M. Pastoret fit partie de la commission extraordinaire qui avait été nommée pour examiner la conduite du général Lafayette,

accusé d'avoir quitté l'armée sans autorisation *pour venir défendre à la barre de l'assemblée la prérogative royale*, et lut un rapport dans la séance du 8 août, duquel il résultait que la majorité de la commission n'avait pas trouvé répréhensible la conduite du général. A l'époque du 10 août, M. Pastoret disparut de la scène politique, et se sauva déguisé sous le costume d'un charretier. Ayant survécu au régime de la terreur, il se remontra en novembre 1795. Le département du Var le nomma, à cette époque, député au conseil des Cinq-Cents. Il s'y montra comme dans les dernières séances de la législative, tantôt passionné pour la liberté, tantôt porté vers les idées réactionnaires des monarchiques. C'est ainsi que dans l'affaire de Job Aymé (1) dont il prit la défense il trouva un mouvement chaleureux pour flétrir ceux qui *seraient assez lâches pour regretter un maître et la tyrannie*: que le remords, dit-il, soit leur supplice, etc., etc... Et quelques mois plus tard M. Pastoret se ralliait au parti royaliste connu sous le nom de *Club de Clichy*, dont plusieurs membres se sont fait gloire plus tard d'avoir été les correspondans secrets de Louis XVIII (voir la notice consacrée à M. Royer Collard).

Mais avant de faire cause commune avec les clichyens M. Pastoret porta plusieurs fois la parole dans l'intérêt de la liberté: c'est ainsi qu'il défendit celle de la presse (*qu'il voulait illimitée*) avec un entraînement qui lui mérita les applaudissemens des députés les plus patriotes. Mais comme s'il eût joué

(1) Jean-Jacques Aymé, plus connu sous le nom de Job Aymé, membre du conseil des Cinq-Cents, fut dénoncé par Genissien et Goupilleau de Montaigu comme protecteur des royalistes, des prêtres sédi-tieux, et l'un des principaux *compagnons de Jésus*. Il nia les faits avancés contre lui, protesta de son attachement à la république, et demanda à être jugé d'après les formes constitutionnelles. Sur le rapport de Woussen, qui proposa son exclusion, il fut exclu des fonctions législatives jusqu'à la paix. Plus tard il fut rappelé dans le Corps-Législatif, dont il fut élu secrétaire, etc.

à un jeu à bascule, on le vit peu de jours après se porter le défenseur des prêtres et invoquer la constitution en leur faveur, alors qu'on les poursuivait pour une constitution religieuse (1) qui n'existait plus.

Le 15 mars 1797 il repoussa, comme un moyen de troubles, la proposition du Directoire qui sollicitait un décret portant que les électeurs seraient tenus de prêter serment de haine à la royauté. Le 28 du même mois il s'opposa avec force à ce que Brottier et Lavilleheurnois, agens du prétendant, fussent jugés par une commission militaire. Le 30 il déclara contre-révolutionnaire un message du Directoire qui défendait l'exécution d'un arrêt du tribunal de cassation sur cette affaire, arrêt dont le but était de déclarer qu'une commission militaire ne pouvait en être juge. Dans une motion d'ordre du 28 mai, M. Pastoret proposa des changemens aux lois rigoureuses du 20 fructidor an III et 2 vendémiaire an IV contre les fugitifs de Toulon. Le 20 juin il prononça un discours sur les relations politiques de la France avec les Etats-Unis de l'Amérique, et blâma la conduite que le Directoire exécutif tenait envers eux. Il défendit ensuite la liberté des cultes, et parla de nouveau en faveur des prêtres. Il exposa, le 22 juillet, les dangers des réunions populaires, et en demanda la suppression. Dans toutes les circonstances enfin, pendant cette session, il développa contre le Directoire une opposition systématique.

Cet état d'hostilité ouverte où s'était placé M. Pastoret le fit porter sur les listes de déportation des 18 et 19 fructidor an V. Il se réfugia en Suisse, et ne se rendit point à Oléron, comme on en fit alors courir le bruit.

En 1800 il revint en France, en vertu du décret du 5 mars de cette même année, qui prononçait la clôture de la liste des émigrés. Au mois de février 1801 il fut nommé mem-

bre du conseil général des hospices et secours publics, et en 1804 professeur du droit des gens et du droit naturel au collège de France.

Dès 1807 M. Pastoret fut désigné par le collège électoral de la Seine pour entrer au sénat. Après une seconde présentation il devint membre de ce corps en 1809. Il y parla peu, caressa le gouvernement et ne tarda point à devenir membre de la Légion-d'Honneur; et oubliant les stygmates dont il avait autrefois flétri la *hideuse aristocratie*, il accepta avec reconnaissance le titre de comte.

Cette reconnaissance il put enfin la témoigner publiquement dans un rapport qu'il fit au sénat le 5 février 1815, au nom de la commission chargée d'examiner le projet du sénatus-consulte concernant la régence, le sacre et le couronnement de l'impératrice et du roi de Rome. Dans ce rapport, rempli des éloges les plus pompeux de l'empereur, de l'impératrice et de toute la famille, M. Pastoret paraît avoir complètement oublié ses principes de liberté et d'égalité et son horreur pour la tyrannie. Par la multiplicité des citations historiques toutes puisées dans les faits et gestes des anciens rois de France, on dirait que M. Pastoret voulait rattacher la nouvelle dynastie impériale à la lignée de Charlemagne et de Saint-Louis (*voir le Moniteur* du 6 février 1815); mais ce dévouement au héros législateur, qu'on *s'estimait heureux de pouvoir admirer et bénir*, ne résista pas aux désastres de nos armées, et l'on vit M. de Pastoret voter au 1^{er} avril 1814 la création d'un gouvernement provisoire, signer en sa qualité de secrétaire du sénat la déchéance de Napoléon, l'abolition du droit d'hérédité dans sa famille, et le décret qui déliait le peuple français et l'armée du serment de fidélité à l'empereur. Mais comme si ce n'était pas assez de ces actes en eux-mêmes, le sénat eut le triste courage de les faire précéder de considérans que M. de Pastoret

(1) La constitution civile du clergé.

eut celui de contre-signer ; lui qui en 1815 s'était estimé heureux de pouvoir admirer et bénir Napoléon, proclamait sa déchéance en 1814, parce que « Napoléon avait mis le comble aux malheurs de la patrie par l'abus qu'il avait fait de tous les moyens qu'on lui avait confiés en hommes et en argent ; par l'abandon des blessés, sans pansements, sans secours, sans subsistances ; par différentes mesures, dont les suites étaient la ruine des villes, la dépopulation des campagnes, la famine et les maladies contagieuses. » Tous ces reproches, s'ils étaient fondés, n'avaient-ils pas été mérités par Napoléon dès 1812 ? Quand donc le génie immortel, qui porta si haut la gloire de nos armes, s'était-il davantage illustré que dans la campagne de France, qui avait suivi le discours si pompeusement adulateur dont M. Pastoret avait gratifié le sénat en 1813 ?

Ayant traversé les Cent-Jours sans fonctions publiques, M. de Pastoret fut nommé, au retour du roi, pair de France, commandant de la Légion-d'Honneur et conseiller de l'Université. Peu après il fut chargé de la présidence du collège électoral du département du Var et élevé à la dignité de marquis. Toutefois, pendant les trois premières années de la seconde Restauration, il louvoyait entre les exaltés royalistes et les libéraux, ne se prononçant ni pour le système de conciliation et de franchise que Louis XVIII paraissait parfois vouloir adopter, ni pour les exaltations absolutistes du Pavillon-Marsan ; mais en 1818 il se jeta tête baissée dans les rangs de la coterie politico-religieuse, que l'on put croire un instant en possession de l'avenir. Laissons parler un biographe ABSOLUTISTE (1) ; ses éloges ne sauraient paraître suspects, et, mis en rapport des citations que nous avons données des discours prononcés à la Légis-

lative et aux Cinq-Cents par M. Pastoret, ils diront assez combien les opinions du nouvel aristocrate étaient complètement changées.

« En janvier 1818 M. le marquis de Pastoret fit à la chambre des pairs, au nom d'une commission spéciale, un rapport relatif au projet de loi sur la liberté de la presse, qui excita une admiration générale par la pureté des principes, par la précision des idées et par la sagesse des réflexions. Il prouva que ce projet de loi déterminait les garanties que la forme de procéder pourra offrir à la société, dont l'ordre est le premier besoin, et aux écrivains à qui la Charte reconnaît le droit de publier leurs opinions en se conformant aux lois. « La liberté d'écrire, dit-il, est vainement proclamée, si l'on n'est arrêté dans l'usage qu'on en veut faire ; la société est sans cesse en péril, si la prédication du désordre et du crime peut y être impunie. » M. de Pastoret rappela les lois principales qui ont été faites depuis la Restauration, et il fit observer que quelques dispositions manquaient à ces lois : quelques-unes ont été trop sévères, quelques autres ont été d'une exécution trop difficile ou trop lente ; il faut suppléer aux premières, adoucir les secondes, donner aux troisièmes un mouvement plus rapide et plus sûr. Après cette exposition remarquable par sa simplicité, M. de Pastoret examina en détail tous les articles de la loi, et dans cet examen on est frappé de la force de ses raisonnemens et de la justesse de ses observations. Il rappela avec rapidité les discussions auxquelles l'article 24 avait donné lieu à la chambre des députés. « On a demandé, dit M. de Pastoret, que les dispositions du Code pénal, concernant les insultes faites aux bonnes mœurs, fussent appliquées aux insultes faites à la religion. La jurisprudence des tribunaux a déjà établi cette pieuse assimilation. De pareils délits sont réprimés dans tous les Codes des peuples civilisés ; partout on a senti que l'amour et le respect pour la Divinité est la législation primitive des hommes ; qu'on ne peut vouloir la justice et bénir la bonté sans remonter vers la source éternelle et infinie de tout ce qui est bien, de tout ce qui est juste. Il n'est aucun de nous qui n'ait présent à sa mémoire ces paroles du plus grand des orateurs de Rome et du plus sage des philosophes : *Haud scio an pietate adversus Deos sublata, fides etiam et societas humani generis, atque una excellentissima virtus, justitia tollatur.* » M. le marquis de Pastoret finit son rapport par cette péroraison consolante : « Nous avons terminé l'examen des articles du projet de loi ; il offre des améliorations nombreuses ; la responsabilité des opinions est resserrée, les provocations indirectes cessent d'être confondues avec les provocations directes ; la poursuite du délit a plus d'activité, la liberté du prévenu est mieux assurée, la forme du jugement plus favorable ; les torts de l'ouvrage ne deviennent pas toujours pour lui l'objet d'un crime reconnu et d'une condamnation rigoureuse ; on ne peut l'appeler au hasard, partout où voudraient le traîner ses accusateurs ; une plus grande amélioration sera nécessaire ; nous ne pouvons qu'unir nos vœux aux vœux si bien exprimés par le noble pair, rapporteur de la loi sur les journaux (M. Lally-Tolendal), de voir enfin la France jouir d'une législation complète et durable sur l'exercice du droit de la presse et sur la suppression de ses abus. C'est un travail difficile sans doute, et plus on a étudié le cœur de l'homme et la science des lois, plus on sent ces difficultés : beaucoup d'articles sur ce sujet sont épars dans la législation de ces peuples ; un véritable Code reste à faire, malgré tant d'excellens écrits. » M. de Pastoret, au nom de la commission, proposa l'adoption du projet de loi avec l'amendement fait par la chambre des députés : la chambre des pairs adopta cette proposition.

« M. de Pastoret vota en faveur de la proposition relative à l'abolition du droit d'aubaine et de détraction. Après quelques développemens sur l'origine de ces droits pendant la féodalité, sur les adoucissements apportés par les rois à leur exercice dans l'intérêt du commerce et dans celui de leur autorité, le noble pair examina les décrets de l'Assemblée constituante qui abolirent le droit d'aubaine. Il les justifia, en prouvant que la doctrine qu'ils consacrent a été professée par les plus sages monarques autant que le permettaient l'état de la France, les lumières de leur siècle et la domination active et ombrageuse de la féodalité. Il rappela, avec la rapidité de la narration et avec une admirable précision, les bienfaits que les rois de France ont répandus sur leur peuple ; il leur rendit cet hommage, que dans tous les temps le peuple a dû à leur autorité la fin de ses misères et l'amélioration de son état. M. de Pastoret combattit les différentes objections qu'on avait faites contre la proposition. Défenseur intrépide des prérogatives royales, il démontra qu'elles ne portaient aucune atteinte au droit qu'a le monarque de conclure des traités de paix, d'alliance, de commerce ; qu'elles n'étaient point contraires à la Charte, ni aux attributions du Corps-Législatif, et

(1) *Biographie des Pairs et des Députés*, 1819—20.
A la librairie de S. A. R. Mgr le duc d'Angoulême.

« qu'elles ne favorisaient pas l'influence que pouvaient obtenir « parmi nous des étrangers sujets d'un autre état. Ce savant publiciste, pour établir la nécessité de l'abolition, cita l'autorité de « Montesquieu, de Grotius, de Wolf, de Vattel, de Turgot, de « Necker. Il démontra combien cette doctrine était conforme « aux principes généraux de morale et de justice qui ont aboli la « confiscation. » Ce discours utile et instructif fut applaudi ; la chambre des pairs en ordonna l'impression, et elle adopta ensuite la proposition tendante à abolir le droit d'aubaine et de détraction. »

Ainsi qu'on vient de le voir, M. le marquis de Pastoret avait mérité les bonnes grâces de l'aristocratie, et s'était rendu digne du titre de *défenseur intrépide des prérogatives royales* ; de nouveau il se fit applaudir par les partisans de *vive le roi quand même !* lorsqu'en février 1819 il appuya la proposition de M. le comte de Barthélemy, tendant à supplier le roi de présenter un projet de loi dans le but de faire éprouver à l'organisation des collèges électoraux des modifications que le ministère lui-même crut devoir combattre en demandant l'ordre du jour : M. de Pastoret se montra plus royaliste que le roi et la haute chambre, et la proposition Barthélemy n'eut pas de plus puissant auxiliaire que l'éloquence de l'ex-démocrate.

En mai 1819 M. de Marbois fit une proposition tendante à faire substituer une autre peine à celle de la déportation ; M. de Pastoret combattit cette proposition avec une énergique éloquence ; il s'efforça de démontrer que la peine de la déportation n'est point injuste ; elle remplit, dit-il, les vues que la loi doit se proposer dans le châtimement des coupables. M. de Pastoret demanda quelles étaient ces vues ? l'amendement du condamné, la vindicte publique, l'exemple. « Sous le premier rapport, quel moyen plus efficace, dit-il, de corriger le condamné que de le séparer des objets de ses affections, et de rompre les habitudes qui l'entraînent au crime ? Sous le second, quelle vindicte plus éclatante et plus avantageuse à la fois pour la société que celle qui, interposant les mers entre elle et son offenseur, le met pour jamais hors d'état de lui nuire ? Enfin l'exemple d'un coupable transporté sous d'autres cieux, condamné à finir sa vie dans

l'absence et le regret de tout ce qui peut la rendre chère, n'est-il pas suffisant pour intimider ceux qui seraient tentés de suivre ses traces ? » M. de Pastoret trouva un dernier avantage de la déportation, et qui doit lui assurer la préférence en matière politique, où le triomphe d'un parti peut souvent transformer en crime ce qui serait une vertu, c'est que l'erreur commise dans l'application de cette peine est définitivement réparable. Puis, consultant l'histoire, il trouva la déportation établie dans toutes les anciennes législations : les Romains interdisaient l'eau et le feu au condamné qu'ils voulaient bannir de leur territoire. La déportation était passée des Grecs aux Romains, et les Grecs eux-mêmes l'avaient empruntée aux lois de l'Égypte.

Depuis lors M. de Pastoret est demeuré constamment fidèle à ses convictions monarchiques, et il a si bien mérité les faveurs du pouvoir royal que nous l'avons vu élever aux dignités de vice-président et de chancelier président de la chambre des pairs, ainsi qu'à celles de grand-officier et puis de grand-croix de la Légion d'Honneur. Il vint aussi reprendre place à l'Institut, dont il était un des anciens pères, et on doit lui rendre cette justice de dire que dans cette stérile compagnie il est un des membres les plus productifs, et dont les ouvrages ont le double mérite de l'utilité et de la philosophie (1).

(1) Outre les ouvrages que nous avons déjà cités, on doit à M. Pastoret : *Éloge de Voltaire*, pièce qui concourut pour le prix en 1779 ;

Tributs offerts à l'Académie de Marseille, 1782, in-8° ;

Élégies de Tibulle, traduction nouvelle avec des notes, 1785, in-8° ;

Ordonnances des rois de France, tome XV, 1811, in-folio, travail dont il fut chargé par l'Institut.

(Avec Brial, Daunou et Ginguené) *Histoire littéraire de France*, tome XIII, 1814, in-4° ; tome XIV, 1817, in-4°, commencée par les bénédictins de Saint-Maur ;

Rapport fait au conseil général des hospices sur l'état des hôpitaux, des hospices et des secours à domicile,

Rappelons, avant de terminer l'histoire de la vie politique de M. de Pastoret, que l'homme qui, le 31 décembre 1792, avait demandé que l'Assemblée détruisît l'usage VICIEUX des hommages présentés à l'occasion du renouvellement de l'année, a depuis bien oublié sa motion ; car, pendant plus de vingt ans, on l'a vu régulièrement porter ses félicitations au chef des divers gouvernemens qui se sont rapidement succédé aux Tuileries.

La révolution de juillet est cependant venue mettre un terme aux palinodies de M. de Pastoret ; il est resté fidèle au principe de la monarchie légitime, et depuis lors, après avoir refusé de prêter serment à la dynastie nouvelle, il est rentré dans la vie privée. Toutefois l'on assure qu'il a fait un voyage auprès des nobles exilés à l'occasion de la majorité princière du duc de Bordeaux, et qu'il entreprit ce voyage en sa qualité de chancelier..... Nous ne pouvons affirmer ce fait.

Tout ce que nous avons dit ne justifie-t-il pas les mots de Mirabeau et du prince de T...? C'est qu'en effet il y a deux hommes dans M. de Pastoret : l'écrivain philosophe et l'ambitieux politique. La postérité connaîtra le premier ; il est à souhaiter pour la mémoire de M. de Pastoret qu'elle oublie le second.

HÉREMBault (ALEXANDRE D').

M. d'Hérembault est un des membres de la chambre des députés qu'on qualifie de l'épithète d'*hommes du mouvement*, et en effet par sa fortune M. d'Hérembault pourra

depuis le 1^{er} janvier 1804 jusqu'au 1^{er} janvier 1814, Paris, 1816, in-4° ;

Histoire de la législation, tomes I—IV, 1817 ; tome V—VII, 1824 ; tomes VIII—IX, 1827, in-8°. M. Pastoret a été collaborateur des *Archives littéraires* et du *Journal de la société de 1789*, etc., etc.

toujours être un député indépendant, s'il ne succombe pas à la manie des places dont il a eu parfois des velléités. Nous avons promis de dire la vérité sur nos coreligionnaires politiques, comme sur nos adversaires ; nous ne manquerons pas à notre engagement en parlant du député de Montrenil. Puisse la publicité que nous allons donner à quelques actes de sa vie être pour lui un avertissement salutaire, qui lui fasse comprendre que l'homme politique n'a une vraie valeur qu'autant qu'il s'appuie sur une fixité inaltérable de principes !

Et d'abord demandons au représentant du Pas-de-Calais en vertu de quelles lettres patentes il s'est appelé d'Hérambeault, d'Hérambault, d'Hérembault, alors que son nom patronimique est tout simplement ROUBIER. La chambre, nous devons le reconnaître, fut en 1851 d'une facilité extrême dans la vérification des pouvoirs ; en d'autres temps la nomination de M. d'Hérembault eût pu être annulée pour vice d'identité dans les divers bulletins.

M. Alexandre ROUBIER est né à Montcavrel (Pas-de-Calais) le 2 février 1797. Son père, qui ne prenait pas alors le nom de d'Hérembault (1), était un cultivateur aisé qui accrut considérablement sa fortune par l'acquisition de biens nationaux. Il fit donner à son fils une éducation proportionnée à cette nouvelle fortune, et lui fit suivre les cours du lycée impérial (collège Louis-le-Grand) à Paris, et plus tard ceux de l'Ecole de droit. Le jeune Roubier, que nous ne devons plus nommer que d'Hérembault, fit son stage à Douay et se mit sur les rangs pour une place de substitut du procureur du roi dans le ressort de la cour royale de Colmar (2). Il fut fortement épaulé dans ses démarches par un avocat général chargé de

(1) Nom d'une petite ferme dont madame Roubier la mère a hérité collatéralement.

(2) Ce fait était complètement ignoré des compatriotes de M. d'Hérembault, et nous en avons la preuve authentique dans les mains.

réorganiser cette cour qui alors tombait en décadence, et qu'il avait séduit par le chaleureux entraînement avec lequel il avait dans le salon de M. Degombert, référendaire à la cour des comptes, défendu les opinions littéraires et politiques de *M. de Marcellus*. Toutefois M. d'Hérembault ne fut pas heureux dans cette candidature, et dut retourner à Montreuil, après avoir fini son stage, sans avoir obtenu l'avantage si désiré de prendre rang parmi messieurs les gens du roi, chargés de faire respecter la dynastie bourbonnienne et ses ordonnances.

Rentré dans ses foyers, M. d'Hérembault se jeta dans les rangs de l'opposition, et combattit avec ferveur les principes qui dominaient et dirigeaient le gouvernement. Il s'éleva avec force contre tous les projets de loi présentés par le ministère déplorable, et acquit ainsi une vraie popularité dans le parti libéral et une grande influence dans les collèges électoraux de Montreuil et de Boulogne; mais cette opposition n'était pas tellement basée sur des principes inaltérables que M. d'Hérembault, qui s'était prononcé contre la loi sur les majorats, devenue plus tard (17 mai 1826) loi sur les substitutions, recevait secrètement à cette même époque, par application de cette même loi, un acte qui, favorable à son intérêt, fit taire en lui les convictions de la conscience.

L'opposition, que M. d'Hérembault faisait aux actes du gouvernement de Charles X, le porta à propager autant qu'il était en lui l'association pour le refus de l'impôt. En 1829 et 1830 il passa, pour faire partie d'un comité départemental, directeur des élections, et fut poursuivi conjointement avec deux autres de ses concitoyens devant le tribunal de Boulogne, où il a son domicile politique. L'instruction qui fut ouverte contre M. d'Hérembault et ses amis n'eut pas de suites, grâce à la révolution de juillet. M. d'Hérembault en embrassa le principe révolutionnaire avec enthousiasme; il

prêchait ouvertement la république, et se plaça dans les rangs des patriotes les plus chaleureux. Cette exaltation de principes fut sans doute hostile à sa candidature à la place de procureur du roi près le tribunal de première instance de Boulogne, car l'influence des bureaux paralysa souvent au ministère de la justice le bon vouloir du vénérable Dupont (de l'Eure) (*voir sa notice*).

M. d'Hérembault fut l'un des membres de l'association patriotique fondée en 1831 dans le but de s'opposer au retour de la branche aînée des Bourbons. Ce fut dans cette position politique qu'il se présenta en 1831 aux suffrages des électeurs de l'arrondissement de Montreuil; il échoua d'abord; mais, le candidat qui lui avait été préféré étant mort peu de temps après son élection, M. d'Hérembault se présenta de nouveau, et réunit la majorité des suffrages. Il vint prendre place à la chambre sur les bancs de la seconde section de gauche, et montra son dévouement à la cause des libertés publiques et ses sympathies pour la dignité française, en votant contre l'ordre du jour Ganneron (22 septembre 1831) (*voir la notice consacrée à M. GANNERON*, tome I^{er}, deuxième partie, page 588).

Dans la même session M. d'Hérembault trouva une nouvelle occasion de se signaler. M. Souquet, imprimeur du *Propagateur*, à Arras, se plaignait dans une pétition que le préfet de cette ville lui avait retiré les impressions de la préfecture et celles qui en dépendaient, et sollicitait l'intervention de la chambre pour contraindre le préfet à mettre en adjudication toutes les impressions ordonnées par l'autorité locale; M. le comte Jaubert, rapporteur de cette pétition, se livra à de mordans sarcasmes, non seulement contre le pétitionnaire, mais encore contre tous les hommes de la presse et de l'opposition en général, qu'il accusa de vouloir cumuler les avantages et les profits du pouvoir avec les honneurs de l'opposition. M. d'Hérembault releva avec convenance et

dignité les attaques inconvenantes de son adversaire, et mérita les justes éloges de la presse patriote. Nous laisserons parler *la Tribune*, alors son organe le plus avancé :

« Il faut signaler, dit-elle (15 novembre 1851), le début d'un jeune député, M. d'Hérembault, qui a noblement soutenu l'indépendance de la presse. Son discours a produit une grande impression sur l'assemblée. Il faut espérer que cette verdeur de patriotisme n'ira pas perdre sa sève dans les salons ministériels. »

Le lendemain de cette séance, à l'occasion de la rédaction du procès-verbal, M. d'Hérembault s'éleva avec force contre le servilisme des fonctionnaires publics, proclamé comme une nécessité gouvernementale par M. Mahul.

Le député de Montreuil demanda, mais en vain, une réduction de 545,000 francs sur les bourses des séminaires. Son amendement fut repoussé. Il ne fut pas plus heureux quand il demanda que la loi prît des précautions contre les prévarications possibles des préfets.

A la fin de la session, M. d'Hérembault, qui avait constamment voté contre le ministère, rendit compte à ses commettans de sa conduite parlementaire avec toute l'énergie qu'avaient fait remarquer ses quelques discours à la chambre.

Dans les sessions suivantes, le zèle de M. d'Hérembault se ralentit, et si l'appel nominal eût été admis à la chambre des députés, le nom de M. d'Hérembault eût fréquemment figuré sur la liste des absens. Il fit défaut à son parti dans plusieurs votes importans; c'est ainsi qu'il leur manqua dans les débats si graves pour la presse, le procès du journal *la Tribune* (voir les notices sur MM. VIENNET et DUPIN), dont les conséquences eussent été bien autres si tous les députés de l'opposition s'étaient trouvés à leur poste, ou avaient pris une part active à la discussion.

Réélu en 1854, M. d'Hérembault ne s'est

point démenti, et a continué à siéger sur les bancs de la gauche et à voter avec les amis des libertés nationales; mais, comme par le passé, il a continué à se donner le tort d'une impardonnable inexactitude. Peut-être même devons-nous présumer qu'il a voté dans une discussion importante en faveur du système aristocratique, celle relative à la loi du 15 mai 1855 qui, en abolissant les majorats, a conservé leur valeur aux actes de substitution. Il est permis de croire que le député, qui a réclamé en sa faveur devant le tribunal de Montreuil le bénéfice de la loi, n'a pas voté contre elle.

Nous ne saurions trop le répéter : Pour que l'on croie à la franchise des convictions profondes d'un homme politique, il faut que les actes de sa vie privée soient en rapport avec ses discours et sa conduite comme homme public.

DROZ (FRANÇOIS-XAVIER-JOSEPH).

À l'Institut Droz se présente,
Offrant à messieurs les quarante
Son philanthropique pathos :
Tudieu ! dit Auger, je veux faire
Sur vous un petit commentaire,
Petit, *sicut meus est mos* ;
Placez-vous sous notre coupole ;
Je vais vous ceindre l'auréole ;
Il dit : *Procumbit humi Droz.*

ANONYME.

M. Droz est un des membres immortels de cette Académie

Où les quarante ont de l'esprit pour quatre,

a-t-on dit depuis fort long-temps. Si peu de gens connaissent M. Droz et ses ouvrages, que nous croyons devoir dire que on stitire nous a imposé l'obligation de le faire figurer dans notre galerie; mais en vérité nous ne savons trop que dire de M. Droz, et nous serions tentés de nous borner à l'épithète : *Bon fils, bon époux, bon père, ami sûr, estimé de tous ceux qui le connaissent, aimé de tous ceux qui l'approchèrent*, et il n'y aurait pas

d'exagération dans cet éloge, car M. Droz est le meilleur des hommes, le plus inoffensif des écrivains. M. Droz est écrivain ! il a même beaucoup écrit ; demandez plutôt à messieurs de l'Académie.

Né à Besançon (Doubs) le 31 octobre 1775, M. François-Xavier-Joseph Droz fit d'assez bonnes études ; il était d'une force supérieure en thèmes, faisait passablement les versions, et était nul pour les vers. Si M. Droz se remettait sur les bancs du collège, il en serait probablement encore de même. Ses parens le destinèrent au barreau ; mais M. Droz était peu fait pour briller dans l'antre de la chicane ; il n'eût jamais pu ployer son caractère bienveillant, franc et loyal, à toutes ces arguties qui constituent l'homme habile dans les palais appelés Palais-de-Justice : il rejeta donc l'étude des lois, et fit quelques essais en poésie. Ici encore sa vocation était négative ; M. Droz eut le bon esprit de ne pas insister. La réquisition vint le saisir ; M. Droz, soldat, servit avec honneur ; mais était-ce bien là la carrière qu'il devait parcourir ? Non certes ; hors du service régulier M. Droz n'avait aucune des qualités qui constituent le troupiier ; il le comprit, sollicita, obtint son congé, revint à Besançon, et ne tarda pas à être nommé ce qu'on est convenu d'appeler *professeur d'éloquence* à l'Ecole centrale de cette ville. M. Droz professa avec distinction : il n'était point brillant, coloré, chaleureux, communiquant le feu sacré à ses disciples ; mais il était érudit, homme d'un tact sûr, ayant une méthode claire, et à son cours les élèves pouvaient compléter sagement leur éducation scolaire.

Lors de la suppression des Ecoles centrales M. Droz refusa la place de censeur du lycée de Besançon (1), et vint se fixer à Paris.

(1) En général les places de censeur furent données, lors de la création de l'Université, à des hommes incapables de les remplir. M. de Fontanes avait les idées les plus fausses sur la direction matérielle de l'ensei-

La vie de M. Droz a été peu agitée ; il a vécu de la vie intime, étranger aux passions politiques, ne connaissant d'autres émotions que celles du bonheur domestique et celles que procure la douce jouissance d'être l'un des immortels. Ce bonheur advint à M. Droz le 7 juillet 1825 ; à quels titres ?

M. Droz a publié 1° en 1799 un *Essai sur l'art oratoire*, in-8°, qui eut une seconde édition en 1806. Cet ouvrage était *classique* à l'Ecole centrale de Besançon ; la position de l'auteur explique seule le besoin d'une seconde édition : cet ouvrage n'est autre chose qu'une compilation des cahiers de rhétorique.

2° *Des Lois relatives aux progrès de l'industrie ou Observations sur les maîtrises, les réglemens, les privilèges et les prohibitions*, 1801, in-8° ; compilation lourde et indigeste qui n'a d'autre mérite que celle d'être écrite avec pureté et correction.

3° Un *Discours sur le droit public*, prononcé à l'Ecole centrale du département du Doubs en 1802. Nous avons quelque peine à comprendre comment messieurs de l'Académie tinrent compte de ce titre à M. Droz, lorsqu'il sollicita leurs suffrages en 1825.

4° *Lina ou les Enfants du ministre Albert*, 5 vol. in-12, 1804 ; deuxième édition, 1805. M. Droz partage notre opinion sur cet ouvrage plus que médiocre, car il l'a retranché de la collection de ses œuvres complètes.

5° *Essai sur l'art d'être heureux*, 1806, in-12. Cet ouvrage a eu plusieurs éditions in-8° et une in-18 ; c'est le seul titre réel de M. Droz au souvenir de ses contemporains. Il y a dans cet écrit de la philosophie du cœur ; c'est l'ouvrage d'un honnête homme, et s'il existait une *academie de bienveillance*

gnement, et il n'avait pas compris que tel homme savant et laborieux, qui professe avec distinction, doit, en thèse générale, faire un très-mauvais censeur, place qui exige une grande activité physique et, si nous pouvons nous exprimer ainsi, des *mœurs de rapport* avec les élèves. M. Droz, par son refus, montra qu'il avait plus de tact que M. de Fontanes.

il eût mérité à M. Droz l'honneur et le bonheur d'en être le président ou le secrétaire perpétuel.

6° *Éloge de Moutaigne*, 1812. Cet éloge fut jugé inférieur à celui de M. Villemain, qui obtint le prix décerné par l'Académie en 1815; toutefois l'éloge par M. Droz fut distingué, et l'Académie accorda à son auteur une médaille d'or.

7° *Études sur le beau dans les arts*, 1815; deuxième édition, 1826. Nous répéterons pour cet ouvrage ce que nous avons dit de l'*Essai sur l'art oratoire*.

8° (En société de L.-B. Picard) *Mémoires de Jacques Fauvel*, 4 vol. in-12.

9° *De la Philosophie morale ou des différents Systèmes sur la science de la vie*. Cet ouvrage fait le pendant de l'*Essai sur l'art d'être heureux*; il fut couronné par l'Institut comme le plus utile aux mœurs, et obtint en 1824 le prix fondé par M. de Monthyon. L'on peut dire, sans crainte d'être démenti par l'événement, que dans cinquante ans le public ignorera l'existence de la plupart des ouvrages couronnés ainsi par l'Académie.

10° *Application de la morale à la politique*. Cet ouvrage ne paraît fait ni pour notre époque, ni surtout pour nos divers gouvernemens; il est écrit avec un ton de bonhomie qui nous a rappelé malgré nous cette pensée de Laroche foucauld : *La simplicité affectée est une imposture délicate*.

M. Droz a réuni la plupart de ces productions en un corps d'ouvrage formant 2 vol. in-8°. L'Académie, comme on voit, ne fut pas exigeante.

Nous terminerons en reproduisant l'opinion d'un critique de l'époque sur M. Droz : « On s'accorde à reconnaître à M. Droz un esprit cultivé et un caractère doux et bien-faisant; malheureusement ces précieuses qualités, si agréables dans le commerce ordinaire de la vie, ne suffisent pas pour prendre place dans ce qu'on est convenu d'appeler le premier corps littéraire de France. »

ROMIGUIÈRES (DOMINIQUE-JEAN-FRANÇOIS-LOUIS).

M. Romiguières a été pendant plus de vingt ans une des premières notabilités du barreau, non seulement de Toulouse, mais de France. Son patriotisme chaleureux, son amour de la liberté et son admirable talent se sont révélés dans diverses circonstances, soit qu'il ait eu à défendre sous l'empire les malheureux compromis par les lois conscriptionnelles, soit qu'il ait prêté l'appui de sa parole aux victimes des réactions politiques en 1815, soit enfin que, représentant de la Haute-Garonne pendant les Cent-Jours, il ait eu à protester du haut de la tribune nationale contre l'envahissement de la France par les armées de la coalition, et contre l'opprobre fait à la patrie de lui imposer un roi. Toutefois cette vie n'est point sans tache; M. Romiguières, après avoir été pendant plus de trente ans réputé pour son indépendance et la franche énergie de ses principes, a laissé polluer son caractère en se faisant l'agent de MM. Persil et Barthe. Il n'a pu résister, à soixante ans, à l'influence des places et des honneurs, hochets de vanité auxquels il avait su se soustraire dans sa jeunesse; et la royauté d'août l'a attaché à son char.

Né à Toulouse en 1775 d'une famille déjà célèbre dans le barreau (1), M. Dominique-Jean-François-Louis ROMIGUIÈRES se distingua dès son enfance par une facilité singulière à ployer son intelligence à toute espèce d'études, mais aussi par une vivacité d'imagination qui nuisait à son application et à ses succès. A peine sorti du collège, il ne fut pas sourd à la voix de la patrie en danger, et vola en 1792 sous les drapeaux de la nation au cri électrique : *Liberté!* Il

(1) Le père de M. Romiguières, mort en 1827 à Toulouse, âgé de quatre-vingt-deux ans, était l'un des membres les plus estimés de l'ancien barreau.

s'enrôla dans l'armée des Pyrénées-Orientales, servit dans l'arme de l'artillerie, et ne tarda point à être promu de grade en grade jusqu'à celui de capitaine.

A cette époque M. Romiguières fut en butte, nous ne savons pour quel motif, à l'animadversion d'un représentant du peuple, qui le fit incarcérer ; il paraissait devoir succomber dans cette lutte, et eût sans doute perdu la vie sur l'échafaud sans la chaleureuse et bienveillante intervention de Dugommier. Dégoûté du service, le jeune capitaine profita du traité de paix conclu avec l'Espagne (1796) pour rentrer dans ses foyers ; mais il ne pouvait y demeurer inactif. Encore palpitant des souvenirs de sa captivité, et sous l'inspiration des tortures qu'il avait souffertes, il rédigea un journal intitulé *l'Anti-Terroriste*, dans lequel il poursuivait avec énergie les hommes exagérés de toutes les opinions. On trouve dans cette feuille des articles écrits avec une entraînante éloquence ; on y voit poindre le germe du beau talent qui s'est développé plus tard ; mais on a peine à saisir le fil de la pensée politique profonde qui aurait dû dominer dans la série d'articles dus à la plume de M. Romiguières ; peut-être aussi, nous devons le dire, hors des sentimens de patriotisme, de nationalité et de liberté, M. Romiguières n'a-t-il jamais eu des opinions bien arrêtées sur la forme gouvernementale la plus convenable à un grand peuple, et sur toutes les hautes questions d'économie politique.

M. Romiguières fut atteint par la réaction fructidorienne, et condamné à la déportation (18 fructidor an V, 4 septembre 1797) ; il parvint à se soustraire aux poursuites de ses ennemis, et ne put reparaitre qu'à la suite de la révolution du 18 brumaire an VIII.

Dès lors il se livra à l'étude du droit, et débuta au barreau sous les auspices de son père en 1805. Dès ses premiers pas, il se plaça hors ligne ; une élocution brillante et

facile, un style hardi, chaleureux, animé, un débit entraînant appelèrent sur lui l'attention publique. Toutefois M. Romiguières n'était point exempt de défauts : il usait avec trop d'abondance de l'antithèse et de l'hyperbole, et fatiguait parfois son auditoire à force de briller son style ; il sacrifiait aux mots et aux phrases à effet, comme M. Dupin aux *pointes* et aux citations ; l'un lassait parla surabondance d'images comme l'autre par l'étalage continuel de son érudition. M. Romiguières, doué d'un organe tout à la fois éclatant et sonore, et d'une puissance de poumon peu commune, était prodigue de ce don de la nature, avait recours aux éclats de voix comme aux effets de mots dans les causes les moins importantes. A notre avis, M. Romiguières ne s'est jamais complètement corrigé de ces défauts, sans lesquels, nous le disons avec conviction, il eût été supérieur aux premières notabilités du barreau de Paris.

Pendant dix ans, M. Romiguières fut réputé pour son éloquence, mais peu estimé comme juriconsulte ; il était l'avocat indispensable de toutes les causes relatives aux lois sur la conscription ou aux lois fiscales ; plus tard il se livra à des études sérieuses, et sa nomination à la cour de cassation serait considérée aujourd'hui comme un acte de justice et comme une bonne fortune pour cette cour. M. Romiguières est maintenant placé fort haut parmi les juristes les plus savans.

En 1814, lorsque nos armées de Portugal et d'Espagne furent forcées de se replier jusque sur Toulouse, le maréchal Soult se hâta d'organiser les gardes *urbaines*, et nomma M. Romiguières commandant de l'un des bataillons de la légion de Toulouse. M. Romiguières se montra digne de cette distinction honorable. Le 12 avril l'Anglais entra dans Toulouse drapeau déployé, et des misérables fêtaient ceux qui se vantaient d'avoir porté atteinte à l'honneur de nos armes. M. Romiguières eut honte

des cris d'enthousiasme que poussaient des hommes auxquels il eût rougi de commander plus long-temps, et, arrachant lui-même ses épaulettes, il se démit de son grade. Mais ces hommes furent un moment puissans; ils faisaient retentir la ville de cris de mort. M. Romiguières dut se soustraire à leur fureur.

Nommé au retour de Napoléon lieutenant extraordinaire de police à Toulouse, M. Romiguières dirigea l'organisation des fédérés; incapable de céder à des sentimens de haine rancunière, il protégea de son autorité ceux même qui quelques mois auparavant le vouaient à la mort. Il exerça peu de temps les fonctions délicates qui lui avaient été confiées. Nommé à la chambre des représentans par deux collèges électoraux du département, il vint prendre place au milieu des députés de la nation qu'animait un zèle patriotique; et lorsqu'à la suite de nos malheurs la chambre eut, sur la proposition de Garat, modifiée par M. Dupont (de l'Eure), reconnu la nécessité d'adresser aux monarques ENNEMIS une protestation vraiment nationale (1), M. Romiguières fut nommé rapporteur de la commission chargée de présenter un projet de manifeste, et c'est sur son rapport, empreint des plus nobles sentimens, que la chambre vota d'enthousiasme l'adoption de cette adresse que l'on a surnommée avec raison le *testament politique de la chambre des représentans*.

Le 8 juillet, repoussé du lieu des séances par la force armée avec un grand nombre de ses collègues (voir la *biographie* de M. DECAZES, t. I, 1^{re} partie), il se rémit à eux chez M. Lanjuinais, où il rédigea le procès-verbal qui constata la fermeture du lieu où s'assemblait ordinairement la représentation nationale.

Les Bourbons étaient remontés sur le

trône; le sang coulait à flots dans le Midi sous le couteau des réactionnaires. Le général Ramel, commandant au nom du roi, avait été atteint d'une balle au milieu de la place publique de Toulouse; puis, haché dans son lit de vingt-un coups de sabre, il avait succombé sans que les autorités civiles ou militaires eussent eu la force et le courage de s'opposer à ces saturnales de sang par lesquelles les *verdets* se préparaient à fêter l'arrivée de la duchesse d'Angoulême. De sanglans refrains auxquels étaient mêlés les noms de M. Romiguières et de ses amis se faisaient entendre au milieu du silence des nuits. M. Romiguières, prévenu à temps de cette disposition des esprits, crut devoir rester à Paris, et ne rentra dans Toulouse qu'après qu'une lettre ministérielle eut assuré son retour. Il reparut au barreau et y déploya de nouveau toute l'énergie de son talent et la vigueur de son patriotisme dans la défense des nombreuses victimes de cette crise réactionnaire. Ses brûlantes improvisations entraînèrent de fréquens acquittemens, et plus d'une famille lui est redevable d'avoir conservé ou un père, ou un fils voués d'avance au fer du bourreau par l'esprit de violence qui animait les soldats privilégiés du duc d'Angoulême.

Un grand procès ne pouvait avoir lieu dans le midi de la France sans que M. Romiguières ne figurât au nombre des défenseurs des accusés; aussi dans l'affaire Fualdès, encore enveloppée d'un voile impénétrable, la défense de Bastide lui fut-elle confiée (1). M. Romiguières dirigea la dé-

(1) Nous avons reproduit cette protestation dans la notice consacrée à M. DUPONT (de l'Eure), tome I^{er}, 1^{re} partie, page 45.

(1) Le 19 mars 1817, M. Fualdès, ancien magistrat, âgé de cinquante-six ans, fut tué à Rodez entre huit et neuf heures du soir. Il fut arrêté dans la rue en allant à un rendez-vous qui lui avait été donné pour traiter de la négociation de plusieurs effets de commerce. Après avoir été bâillonné avec un mouchoir, il fut traîné non loin de là dans une maison infâme; il fut attaché sur une table, et égorgé avec un couteau de boucher mal aiguisé; son sang ruissela dans un baquet; il fut abandonné à un cochon, qui ne put le finir: le surplus fut jeté. Après sa mort il (Fualdès) fut dépouillé de quelques pièces d'argent qu'il avait dans ses poches et d'une bague qu'il avait à son doigt, qui furent données à une femme qui était présente à cette scène d'horreur. *Nous ne tuons pas cet homme pour de l'argent*, disaient les assassins. Une clé, qu'on trouva également sur lui, fut remise à un monsieur de la campagne, en lui disant: *Va-t'en ramasser le tout*. Enveloppé

l'ense générale ; mais lorsqu'après les accusations du ministère public la parole lui fut donnée pour présenter la défense de Bastide, l'avocat crut devoir s'abstenir (il n'a jamais fait connaître les motifs de cette conduite qui parut inexplicable). L'accusé se défendit lui-même, et dans un discours écrit signala avec éloquence et énergie toutes les incohérences de l'accusation ; il fit ressortir les contradictions manifestes des dépositions des témoins, et surtout de Clarisse MANZON, de cette femme *qui, pour n'être pas dégradée par la justice, força, dit-il, la justice à se dégrader pour elle*. Après avoir entendu la défense de l'accusé, le ministère public prit des conclusions tendant : 1° à ce qu'il plût à la cour ordonner la remise par l'ac-

dans un drap et dans une couverture de laine, lié avec des cordes comme une balle de cuir, son corps fut placé sur deux barres, et sans perte de temps porté, vers les dix heures, dans la rivière de l'Aveyron.

Dans le silence et l'obscurité de la nuit, il était porté par quatre individus, précédés d'un homme à haute taille, armé d'un fusil, et suivi de deux autres, dont l'un était également armé. Les assassins, simulant ainsi d'horribles funérailles, sortirent de la ville, prirent bientôt un chemin étroit, escarpé et de traverse, et lorsqu'ils furent arrivés au bord de la rivière ils le précipitèrent dans les gouffres de l'Aveyron, après l'avoir dépouillé du linceul et de la couverture de laine.

Les deux hommes armés qui avaient accompagné cet effroyable convoi *menacèrent de tuer le premier qui oserait dire un mot sur ce qui venait de se passer*. Le forfait ainsi consommé, les assassins se séparèrent.

En précipitant le cadavre de M. Fualdès dans l'Aveyron, les assassins avaient cru confier leur horrible secret et aux profondeurs de l'abîme et à l'aveugle silence de la nuit. Mais telle est l'infailible destinée des grands criminels, que tout les trahit et les déceit. En suivant avec quelque attention les tristes détails de cette affaire, l'on verra que la Providence a voulu (et grâces lui en soient rendues) que, malgré les ténèbres de la nuit, les assassins de M. Fualdès fussent aperçus ou entendus dans tous les instans et dans tous les lieux ; on les a vus préparer et commettre le crime ; on les a vus rangés autour de l'affreux table sur laquelle était attachée la victime ; on les a vus auprès du haquet sanglant ; on a rencontré l'effrayant convoi sur la route de Rodez à l'Aveyron : et telles sont les particularités que la justice a recueillies, que l'on est tenté de croire à l'audace de ces lâches bourreaux.

Le 20 mars, à six heures du matin, le corps de M. Fualdès fut vu flottant sur l'Aveyron. Cette nouvelle fut rapidement portée à Rodez ; elle attira une grande multitude sur les bords de la rivière ; le bruit d'un suicide fut aussitôt dissipé que répandu ; il dut suffire de cette profonde et cruelle blessure qu'il portait à son cou, et qui inspirait à la fois l'horreur et la pitié.

Les prévenus de cet attentat furent nombreux ; mais à la suite de l'arrêt de la chambre des mises en accusation, on ne vit comparaitre sur les bancs de la cour d'assises que les nommés BASTIDE-GRAMON, d'une famille distinguée, riche et nombreuse de l'Aveyron ; JAUSION, beau-frère de Bastide, allié aux premières familles du Rouergue ; MISSONNIER et BOUSQUIER, portefaix ; BANCAL, maçon (il mourut subitement pendant l'instruction de la procédure) ; la femme BANCAL ; Marie-Anne BANCAL, leur fille aînée ; Jean COLARD, Atsacien, ancien soldat du train, portefaix ; Anne BENOIT, concubine de Colard ; BACH, contrebandier ; Marie-Françoise-Clarisse Enjalran épouse MANZON, etc., etc.

(Voir pour les détails de ce procès un ouvrage intitulé *Assassinat de Fualdès*, publié à Toulouse, chez Bénichet, aîné, 1818 ; un volume in-8°.

cusé Bastide de la défense écrite qu'il avait lue ; 2° à ce que l'accusé fût interpellé sur la personne de qui il la tenait ; 3° à ce qu'il fût dressé procès-verbal de cette remise et des réponses de Bastide, pour être ultérieurement statué ce qu'il appartiendrait. « Si nous pouvions penser, ajouta M. le procureur général, que cette défense fût l'œuvre de Bastide, nous garderions le silence ; nous céderions à cette pitié qu'inspirent le malheur et le désespoir jusque dans le crime ; mais il est évident que cette défense a été tracée par une main étrangère, par une main aussi audacieuse que coupable. » Le manuscrit fut déposé : sans doute il n'était point écrit de la main de M. Romiguières, car cet incident n'eut pas de suite ; mais l'opinion publique ne resta point incertaine, et le discours de Bastide, si pressant de dialectique, si puissant d'éloquence vive et animée, fut généralement attribué à M. Romiguières.

Nous avons déjà dit dans la notice consacrée à Armand Carrel que M. Romiguières avait été son défenseur devant le conseil de guerre séant à Toulouse, lorsque ce jeune officier se vit, à la suite de la capitulation de Llers, forcé de comparaître devant ce tribunal exceptionnel ; mais ce que nous ne saurions assez rappeler, c'est le zèle et le dévouement avec lequel le généreux avocat remplit la mission qu'il s'était volontairement imposée lui-même. Carrel en avait conservé un souvenir profond, et nous l'avons souvent entendu exprimer son affectueuse reconnaissance pour l'éloquent défenseur qui, dans cette circonstance, avait acquis des droits éternels à sa respectueuse amitié. M. Romiguières plaida aussi vers la même époque pour M. Durand de Saint-Gaudens, outrageusement insulté par le journal *le Drapeau blanc*. Grâce à l'énergique persévérance de l'avocat et de son client, justice fut rendue, et le calomniateur fut juridiquement flétri.

Les électeurs patriotes de la Haute-Ga-

ronne portèrent plusieurs fois leurs suffrages sur M. Romiguières, surtout aux élections de 1827. Toutefois les intrigues de M. de Villèle et de sa coterie parvinrent à l'éloigner de la chambre.

M. Romiguières accueillit avec enthousiasme la révolution de juillet ; il attendait sans doute mieux de ce grand mouvement populaire ; bientôt pourtant, oublieux de son immortelle protestation de 1815, il se rallia à un gouvernement qui n'AVAIT D'AUTRES TITRES QUE DES ACCLAMATIONS ET LES VOLONTÉS D'UN PARTI, et qui dans le pacte fondamental de sa constitution n'avait point fait entrer LA RESPONSABILITÉ DES MINISTRES ET L'ABOLITION DE LA NOBLESSE ANCIENNE ET NOUVELLE, etc., etc. (voir la protestation de la chambre de 1815, dans la notice de M. DUPONT (de l'Eure). Il se rallia, disons-nous, à la royauté d'août qui l'accueillit en le nommant successivement membre et officier de la Légion-d'Honneur et procureur général près la cour royale de Toulouse. Nous serions embarrassés de dire ce que M. Romiguières a gagné dans cette nouvelle position, et nous serions fâchés de penser qu'il a préféré vaniteusement la toge de chef du parquet de Toulouse à celle de premier avocat du Midi.

Terminons en disant que si M. Romiguières s'est attaché au char de la royauté, il a eu du moins la pudeur de ne point se déclarer personnellement hostile à ses anciens amis.

M. Romiguières a coopéré à la rédaction du *Journal des arrêts de la cour royale de Toulouse*.

LEROY D'ÉTIOLES (JEAN-JACQUES-JOSEPH).

M. Jean-Jacques-Joseph LEROY D'ÉTIOLES naquit à Paris le 5 avril 1798. Sa famille, originaire de la Bretagne, appartenait à la bourgeoisie ; son enfance s'écoula dans le

village d'Étioles près Corbeil, où ses parens habitaient une maison de campagne. À l'âge de sept ans le jeune Leroy fut placé dans le pensionnat de l'abbé Liautard, devenu aujourd'hui le collège Stanislas. Il passa de là dans l'institution Bernard et Auger, et il acheva ses classes au Lycée impérial. Doué d'une mémoire étendue et d'une facilité remarquable, le jeune Leroy ne fit cependant pas de brillantes études ; rien ne lui semblait plus faux que ces paroles de l'Écriture : « *L'homme est fait pour travailler comme l'oiseau pour voler.* » Espiègle, étourdi, paresseux, il était le type de l'écolier, et rien ne pouvait faire présager alors qu'il dût devenir par la suite un homme de science et de travail.

En 1815, les événemens politiques semblèrent un moment devoir pousser le jeune Leroy dans une autre carrière que celle qu'il a suivie. Fils d'un ancien officier vendéen, encore imbu des principes d'opposition au gouvernement impérial, qu'il avait puisés peut-être dans les deux pensions religieuses où il avait été élevé, le jeune Leroy était à la veille de partir pour la Bretagne avec un chef de partisans trop connu dans cette province, le général Duboisgny Lamotte-Piquet, lorsque celui-ci ayant été arrêté par ordre de l'empereur, son officier d'ordonnance en herbe n'eut rien de mieux à faire que de retourner au Lycée achever sa philosophie. Quelques années plus tard le volontaire royal de 1815 était carbonaro et faisait partie de la même vente que MM. Cavaignac et Trélat.

À l'âge de dix-sept ans, M. Leroy d'Étioles commença l'étude de la médecine ; le desir de n'être point séparé d'un ami de collège, M. Louis Evrat, fut le principal motif qui le guida dans le choix de cette carrière laborieuse : l'amitié, comme on le voit, lui tint lieu de vocation. Les sciences médicales si variées, si étendues, lui offrirent un attrait qui lui rendit le travail agréable ; il fit des progrès rapides et obtint des succès. Toutefois il ne suivit pas long-temps la carrière

des concours par laquelle se révèlent d'ordinaire les élèves qui plus tard doivent devenir des hommes éminens; il crut que la mémoire et une élocution facile ne suffisaient pas pour briller dans ces luttes de la parole et qu'il lui manquait la méthode et l'ordre dans l'exposition et le développement du sujet. S'appliquant alors à lui-même ces vers de LaFontaine : « ne forçons point notre talent, » il prit une direction plus conforme à ses goûts et à l'aptitude de son intelligence.

L'esprit d'investigation et de découverte se manifesta de bonne heure chez M. Leroy d'Étioles, car il était encore sur les bancs de l'école quand il soumit en 1822 à l'examen de l'Académie de chirurgie les premiers instrumens qu'il avait imaginés pour détruire mécaniquement les calculs urinaires. L'invention de la *lithotritie* donna lieu, comme chacun se le rappelle, à de longues et vives discussions entre MM. Civiale et Leroy d'Étioles. Nous ne déciderons pas par nous-mêmes cette question de priorité; nous préférons nous en rapporter à une autorité plus imposante, l'Institut de France, et nous mettre à l'abri derrière son jugement. Voici donc comment l'Académie des Sciences à l'occasion des prix Monthyon a statué sur l'invention de la lithotritie. Elle a décerné un grand prix à M. Leroy d'Étioles pour avoir *inventé les instrumens qui les premiers ont rendu la lithotritie praticable*; un autre grand prix à M. Civiale pour avoir le premier *pratiqué avec succès l'opération du broiement sur l'homme vivant*; un troisième grand prix à M. Heurteloup pour avoir *perfectionné cette méthode*.

M. Leroy ne pouvait rester étranger aux développemens d'une opération à l'invention de laquelle il avait pris une part aussi importante: aussi le voyons-nous marcher presque toujours en avant dans la voie des perfectionnemens. Dans le principe il fallait pratiquer sur la pierre un certain nombre de trous pour qu'elle fût partagée en

morceaux: ces perforations multipliées, dans lesquelles on était obligé de lâcher et reprendre le calcul, donnaient lieu à des manœuvres longues et pénibles; pour rendre la destruction plus rapide, M. Leroy imagina successivement les procédés de l'écrasement par l'action d'une vis, de l'évidement et de l'éclatement. Prompt à reconnaître ce qu'il pouvait y avoir d'utile dans les procédés qui se présentaient en grand nombre pour rivaliser avec celui qu'il avait imaginé, il fut le premier à mettre en pratique le brise-pierre articulé de M. Jacobson, de Copenhague. Les succès qu'il obtint avec cet instrument modifié par lui ne l'empêchèrent pas d'apprécier l'importance du système de l'écrasement par percussions que son ami et son émule M. Heurteloup venait de faire connaître en Angleterre: le premier en France il en fit l'application et ne contribua pas médiocrement par les améliorations qu'il apporta dans ce procédé à le faire prédominer sur le système des perforations successives.

D'autres travaux, moins éclatans que la lithotritie, mais non moins importans peut-être, marquent encore dans les quinze années de la carrière médicale de M. Leroy d'Étioles. Au premier rang nous placerons les recherches sur l'asphyxie qui ont changé le mode de traitement employé pour rappeler les noyés à la vie, ainsi que les nouveaux procédés imaginés par lui pour la guérison des engorgemens de la prostate et des paralysies de la vessie.

La science doit encore à M. Leroy des méthodes nouvelles pour le traitement des rétrécissemens de l'urètre; pour la taille suspubienne; pour la ligature des polypes: pour la guérison des fistules vagino-vésicales; pour la cure radicale des hernies; pour celle des chutes de l'utérus, etc.

M. Leroy s'est aussi livré à des recherches physiologiques parmi lesquelles nous citerons ses expériences sur les effets de l'introduction de l'air dans les veines et l'em-

physème des poumons ; les expériences qu'il fit, de concert avec M. Fodera de Palerme, sur la contraction des muscles, desquelles il résulte que le plissement en zigzag observé par Dumas et Prévost est passif dans le phénomène de contraction, et que les fibres vraiment contractées se gonflent et se raccourcissent ; les recherches qu'il fit avec son ami d'enfance le docteur Cocteau sur la reproduction du cristallin, sur les animaux dont l'œil est sain, etc.

M. Leroy d'Étioles a publié plusieurs ouvrages et mémoires sur les divers points de la science qui ont été l'objet de ses études. Son style a de la verve, du mordant, mais il est inégal ; ce qui distingue surtout sa manière d'écrire, c'est une franchise peu commune aux hommes qui publient leurs découvertes ; aussi ses ouvrages sur la lithotritie sont-ils généralement consultés par les chirurgiens qui veulent acquérir des notions vraies et exactes sur cet important sujet. Beaucoup d'autres productions qui traitent du broiement s'adressent moins aux médecins qu'au public et surtout aux malades ; espèces de prospectus dans lesquels on voit le beau côté de la médaille, jamais le revers ; dans lesquels on trouve des exemples de succès, mais où on cherche vainement l'enseignement de ce qu'il faut faire pour les obtenir. Cette exagération, profitable peut-être à la lithotritie dans les premiers temps de son existence, menaçait de produire une réaction contraire si la vérité ne s'était rencontrée quelque part. « Jaloux, dit M. Leroy d'Étioles, dans un de ses ouvrages, de répandre la lumière sur une méthode de l'existence et au développement de laquelle j'ai eu le bonheur de contribuer, je ne cherche à atténuer ni mes fautes, ni mes revers ; il doit donc m'être permis d'en agir avec mes confrères avec la même liberté, et quand au profit de la science je retourne mes poches (que l'on me passe cette expression), j'ai bien le droit, je pense, de fouiller dans celles des voisins. »

Lorsqu'en 1850 une invasion étrangère semblait devoir être la conséquence immédiate de l'espèce de chassé-croisé dynastique dans lequel la France avait cru voir d'abord une révolution, M. Leroy s'efforça de rendre profitable à la défense de la patrie la fécondité d'imagination que la nature lui a départie. Il fit exécuter et soumit à l'examen du comité d'artillerie divers projectiles tels que des obus à mitraille ; des bombes éclatant au moment du choc contre le but par un système intérieur d'amorce à percussion ; un canon cannelé se chargeant par la culasse, et tirant à boulets forcés au moyen d'une couche de plomb dont le boulet est revêtu, etc. On sait avec quelle réserve le comité d'artillerie accepte les innovations ; celles de M. Leroy d'Étioles ne furent point admises, et depuis lors il ne s'en est plus occupé. Pourtant il est permis de croire que quelques-unes de ses idées, celle des bombes à percussion, par exemple, recevront un jour leur application ; déjà même nous apprenons qu'en Belgique on s'occupe de réaliser plusieurs des inventions que nous venons d'énumérer.

L'hygiène aussi a fourni à M. Leroy d'Étioles l'occasion de manifester cette disposition d'esprit qui lui fait rencontrer tout d'abord, et pour ainsi dire en jouant, ce qu'il peut y avoir de neuf et d'utile dans les objets qui frappent ses regards. Entre autres ustensiles hygiéniques qui sont devenus aujourd'hui d'un usage journalier et qui sont dus à M. Leroy d'Étioles, nous citerons les bourrelets à réseau élastique pour les enfants, qu'il a substitués aux bourrelets rembourrés, si lourds, si chauds et si pernicieux à cet âge. Les bénéfices assez considérables que lui procura pendant les premières années l'exploitation de cette invention, dont s'était chargée une main sûre et amie, donnèrent à M. Leroy les moyens de faire face aux dépenses énormes que lui occasionnait la fabrication de ses nouveaux instruments de lithotritie, et lui permirent de reprendre,

à force de perfectionnemens, de travaux et de persévérance, la place qui dans cette découverte devait justement lui appartenir. M. Leroy d'Étioles a conservé dans l'âge mûr la gaieté et l'insouciance de l'enfance. Au milieu de ses qualités et de ses défauts prédomine à côté de la franchise et de la droiture de caractère une bienveillance affectueuse qui lui a valu beaucoup d'amis.

Entre quelques faits qui pourraient en fournir la preuve au besoin, nous citerons la circonstance suivante qui en 1854 reçut de la publicité. Fatigués de soutenir contre les écrivains du ministère une guerre de plume dans laquelle ces derniers avaient pour auxiliaires les amendes et la prison, les hommes d'action du parti républicain résolurent d'en appeler à un autre genre de lutte dans laquelle la chance pourrait être rendue plus égale. Une provocation du colonel Gallois à M. Nestor Roqueplan avait donné lieu à un duel dans lequel les deux adversaires furent blessés. A l'issue du combat le témoin de M. Gallois, M. Guinard, provoqua le témoin de M. Roqueplan, M. Léon Pillet, rédacteur du *Journal de Paris*, lequel accepta le défi; il avait été arrêté au *National*, que ces provocations iraient ainsi, se succédant de témoins à témoins jusqu'à produire une mêlée; les noms des combattans formaient déjà une longue liste. M. Pillet ne voulant faire partager les chances du duel qu'il avait accepté pour lui-même à aucun de ses amis politiques, était à la recherche d'un homme qui pût lui servir de témoin sans s'exposer aux attaques de ses adversaires, lorsque le hasard lui fit rencontrer M. Leroy d'Étioles avec lequel il avait de bons rapports. L'idée d'arrêter l'effusion du sang déterminade suite M. Leroy à accepter le rôle qui lui était offert; il se rendit au *National* pour régler avec les témoins de M. Guinard, MM. Imbert et Grégoire, l'heure, le lieu et la nature du combat. Ces messieurs s'attendaient à rencontrer dans le témoin

de M. Pillet un ennemi politique se présentant comme son second pour soutenir sa querelle; ils furent surpris d'avoir affaire à un homme de science, étranger à la politique, et partageant jusqu'à un certain point leur opinion. Carrel intervint: lié d'amitié avec M. Leroy, dont il estimait la personne et le talent, il s'opposa formellement à ce qu'aucune provocation lui fût faite; et pour quelque temps le sang cessa de couler dans ces luttes déplorables où Carrel lui-même trois ans plus tard trouva la mort.

M. Leroy d'Étioles fait chaque année des leçons publiques sur les maladies des voies urinaires, que suivent un grand nombre de médecins français et étrangers; il n'est attaché à aucun hôpital, et cependant il n'en est point dans lequel il n'ait pratiqué des opérations. Appelé par les chirurgiens de ces établissemens, Boyer et Dupuytren ont les premiers donné, pendant plusieurs années, cette marque de considération à un jeune praticien naguère leur élève, dont ils appréciaient les connaissances spéciales et estimaient le caractère.

Comme la plupart des médecins M. Leroy fit preuve dans le choléra de zèle et de dévouement. Dès le commencement de l'épidémie l'un des médecins de l'Hôtel-Dieu, M. Récamier, ayant été atteint, l'administration des hôpitaux choisit pour le remplacer M. Leroy d'Étioles qui s'était mis à sa disposition, et lui confia l'une des salles les plus vastes de cet établissement. M. Leroy a reçu en 1829 la croix de la Légion-d'Honneur. La médaille de juillet lui fut décernée en 1850 pour le courage avec lequel il porta secours aux blessés des deux partis.

CIANI (JACQUES).

Jacques CIANI, né à Milan vers 1780, d'une des familles de commerçans les plus impor-

tantes de la Lombardie, est l'un des patriotes les plus chaleureux et les plus énergiques qui se soient dévoués à la défense des libertés dans ces malheureuses contrées sur lesquelles pèse depuis tant d'années l'influence ou le sceptre oppresseur de l'Autriche.

M. Jacques Ciani reçut dans la maison paternelle une éducation des plus distinguées. Quoique très-jeune encore lorsque la révolution de France éclata, il n'en fut pas moins frappé de l'importance de ce grand événement ; ses idées sur la nécessité d'une réforme sociale furent mûries avant l'âge ; à vingt ans on le jugea digne d'être initié aux secrets les plus importants de la maçonnerie cisalpine, et deux ans plus tard il fut député aux comices de Lyon par l'assemblée provinciale de Milan, et exempté par une ordonnance spéciale de l'âge voulu par la loi.

Arrivé à Lyon, M. Ciani ne tarda pas à s'apercevoir que la liberté avait perdu en France de cette grandeur dont elle avait étonné le monde quelques années auparavant. Le patriote cisalpin crut de l'intérêt de sa patrie de s'opposer de toutes ses forces à l'élection de Bonaparte à la présidence cisalpine ; son opposition aux vœux du vainqueur de l'Italie le fit signaler à la police consulaire de France comme un républicain acharné, et ce fut avec la plus grande difficulté qu'il obtint de se rendre à Paris et d'y séjourner quelque temps. De là il passa, après la paix d'Amiens, en Angleterre, et quelque temps après en Allemagne ; il ne retourna en Lombardie que sur la fin de 1804, et vécut retiré pendant plusieurs années, ne s'occupant que de l'étude de l'économie politique et des autres sciences sociales. Toutes les démarches de ses amis pour l'approcher de la cour du prince Eugène furent inutiles. Il resta membre du corps électoral des négocians et simple grenadier de la garde nationale.

Un de ses frères fut nommé quelque temps après écuyer du prince et baron du royau-

me. Un autre était officier dans la garde d'honneur (1).

M. Ciani ne reparut sur la scène politique que lorsqu'il conçut l'espoir de pouvoir rendre la liberté et l'indépendance à son pays.

Les désastres de Paris en 1814 ayant amené la chute de la dynastie de Napoléon, le prince Eugène conseilla à son sénat du royaume d'Italie de le nommer chef de l'état. Cette nouvelle ayant été connue par les patriotes de Milan, on se mit immédiatement à l'œuvre pour neutraliser cette tentative auprès du sénat, et réclamer le droit constituant pour les trois corps électoraux fixés par la constitution de 1802. M. Ciani fut un des plus chaleureux parmi les plus opposans aux vœux du vice-roi ; il fit un appel au peuple, et accourut avec lui au palais du sénat pour arrêter la séance : ce qui eut lieu en effet. Le sénat se retira, et une commission municipale fut nommée pour réunir les corps électoraux. Le prince Eugène, informé de l'événement, signa une convention militaire avec le maréchal Bellegarde, lui céda toutes les forteresses d'Italie, et se retira avec sa famille et ses riches fourgons en Bavière. Une régence fut alors instituée, et une commission diplomatique adressée aux puissances alliées à Paris, chargée de solliciter l'existence d'un royaume d'Italie indépendant. M. Ciani fut un des membres de la commission. Arrivé à Paris avec ses collègues, ils s'aperçurent bientôt que l'Autriche seule avait la haute main sur toutes les affaires d'Italie, et rencontrèrent même beaucoup de difficulté pour obtenir une audience du chef de la maison d'Ausbourg, qui ne voulut pas les recevoir en leur qualité de délégués, mais simplement en leur qualité individuelle et comme sujets. Les premiers mots de François de Lorraine furent que les états d'Italie lui appartenaient par droit de

(1) Cette garde faisait le service comme tout autre corps de l'armée.

conquête, et que les Italiens ne devaient parler ni d'indépendance ni de constitution.

M. Ciani, rentré en Italie avec ses collègues, reconnut que l'invasion des armées autrichiennes avait détruit tout espoir d'indépendance ; dès lors il se retira dans ses terres, et l'agriculture devint son occupation favorite.

Les événemens de Naples et de Piémont arrachèrent M. Jacques Ciani de sa paisible demeure champêtre : un comité fut choisi à Milan par les patriotes lombards à l'effet de procurer aux réformateurs de Naples et de Turin tous les moyens qui pouvaient les aider dans le grand œuvre de la régénération italienne. M. Ciani en fut un des membres les plus énergiques. Plus tard, obligé de fuir les états autrichiens, il se retira dans la Suisse italienne, jadis patrie de ses ancêtres. Là il obtint de nouveau les droits de nationalité ; ce qui le détermina à fixer sa résidence à Lugano, chef-lieu de la république du *Tesin-Tesin*. Devenu citoyen suisse, M. Ciani ne tarda pas à s'occuper de tout ce qui pouvait améliorer la situation politique et sociale de sa nouvelle patrie. La constitution du canton du *Tesin* avait été aussi octroyée à ce pays en 1814 par le comte *Capo d'Istria* ; c'était un mélange mal digéré d'aristocratie et de démocratie. M. Ciani travailla de toutes ses forces à montrer la nécessité d'une réforme ; peu à peu il retrouva des coopérateurs ; la presse locale vint à son aide, et le vote universel fut dès lors établi comme base fondamentale de la nouvelle constitution, qui fut ainsi soumise à l'acceptation du peuple en mai 1850, et bientôt promulguée comme loi du pays. Le canton nomma le nouveau citoyen membre du corps législatif de la république (grand conseil) du *Tesin*. Sur ces entrefaites survint la révolution de juillet. M. Ciani ne tarda pas à voir ce qu'on pouvait attendre du parti qui s'était emparé de la direction des affaires publiques ; le patriote italien fut un des premiers à désespérer de l'appui du nou-

veau gouvernement de France en faveur de la liberté.

Quelques patriotes italiens ayant au commencement de 1851 réuni à Lyon des moyens pour opérer un mouvement en Savoie, M. Ciani accourut au milieu d'eux, et ne fut pas des moins actifs à payer de sa bourse et de sa personne ; l'entreprise échoua par le mauvais vouloir du gouvernement français ; M. Ciani en fut quitte pour la perte d'une quinzaine de mille francs qu'il avait avancés.

La jeune Italie prépara de nouveau un mouvement sur la frontière de Savoie en 1855. M. Ciani fut initié aux secrets des patriotes ; il se trouva au rendez-vous donné ; mais cette expédition échoua comme les précédentes (*voir la notice* consacrée au général GUSTAVE DE DAMAS).

Tel est l'homme public que l'Italie compte en tresser enfans les plus dévoués et les plus fidèles à la cause de la liberté et de l'indépendance. Venille la Providence que l'époque de combattre pour cette noble cause ne soit pas trop éloignée, M. Ciani ne fera pas défaut à l'appel de la patrie.

QUÉLEN (HYACINTHE-LOUIS DE)

Il y a de la loyauté à démentir les réputations usurpées. TOUCHARD-LAFOSSE.

En prenant la plume pour tracer la notice biographique de M. l'archevêque de Paris, nous éprouvons l'embarras que doit faire naître en nous, d'une part, sa haute position ecclésiastique, et, d'autre part, l'obligation que nous nous sommes imposée de ne nous écarter jamais, écrivains consciencieux et impartiaux, de la vérité historique. Nous ne nous dissimulons pas les récriminations que vont élever contre notre franchise les lévites et les adeptes ; car le régent du Parnasse l'a dit avant nous :

Qui n'aime pas Cotin n'estime point son roi,
Et n'a, selon Cotin, ni Dieu, ni foi, ni loi.

Aussi protestons-nous d'avance contre toute accusation d'irréligion, de matérialisme, professant hautement nos principes de spiritualisme, et déclarant que la guerre que nous entreprenons contre l'un des puissans ministres des autels ne porte en rien atteinte à notre respect pour le culte dont il est le prêtre. Ah ! si alors que la main du peuple eut renversé la demeure du prélat, celui-ci se fût humilié devant le Dieu qui le frappait, et s'écartant des routes périlleuses et mensongères de la politique, se fût écrié comme Saül devant Dieu (*Méditations* de Lamartine):

J'erre sur la montagne ainsi qu'un passereau ;
Et par tant de rigueurs mon âme confondue,
Mon âme est devant toi comme un désert sans eau ;

et rentrant dans la pensée du divin maître, s'il n'eût plus été que *le pasteur du troupeau*, donnant à tous l'exemple des hautes vertus chrétiennes : mus par cet esprit de tolérance et de charité que sa vie nouvelle nous eût enseigné, nous eussions dû, nous, écrivains qui ne faisons pas école de scandale, jeter un voile épais sur toutes les faiblesses et les erreurs de la jeunesse trop mondaine de ce prélat, qui prit l'autel pour point d'appui afin de s'élever aux plus hautes dignités spirituelles et temporelles. Mais il n'en a pas été ainsi ; anéantie du coup qui la frappa, *Sa Grandeur* n'y trouva que de nouveaux motifs d'aigreur et de colère, et cette main pastorale qui ne devrait se lever sur le peuple que pour bénir, traça des *mandemens* de haine et de violence.

Dans quel abaissement ma gloire s'est perdue, (LAMARTINE.)

s'écrie Monsieur de Paris : comme le roi d'Israël et comme Saül, sans cesse tourmenté du *malin esprit* (l'ambition et l'orgueil), il n'élève sa prière vers le Très-Haut

que pour associer le ciel à son esprit de vengeance.

Seigneur, tendez votre arc ; levez-vous !.....
Remplissez mon carquois de vos flèches brûlantes ;
Que des hauteurs du ciel vos foudres dévorantes
Portent sur eux la mort qu'ils appelaient sur moi.

(LAMARTINE.)

A nous donc, qui en toute circonstance nous sommes portés les défenseurs du peuple ; à nous l'homme de la terre, le prêtre qui ne fait retentir les marches de l'autel ou la chaire du temple que des paroles d'aigreur et d'irritation contre le peuple ; à nous sa vie publique, sa vie politique ! Mettons aussi à jour cette *vie murée* (1), pour laquelle le vice demanda en tout temps respect et sécurité ; à nous enfin le devoir de dire la vérité entière, le bien et le mal sur Hyacinthe-Louis de Quélen, archevêque de Paris, membre de l'Académie française, etc.

Jusqu'à ce jour M. de Quélen a trouvé tous les biographes, nous ne dirons pas bienveillans, mais adulateurs. Les frères Michaud furent les premiers à vanter les vertus, le savoir, la religion du prélat ; les auteurs de la *Biographie des Contemporains* (MM. Jay, Jouy, Arnault et Norvins) les imitèrent ; sont venus enfin en 1854 MM. Rabbe, Boisjolin et Sainte-Beuve : les premiers, ils ont donné à M. de Quélen le titre de COMTE ! Et pourquoi en effet ne le lui avoir pas décerné, puisque son frère *Auguste-Marie-Louis* y était ainsi qualifié ? Ce qu'on venait de dire de celui-ci s'appliquait nécessaire-

(1) Toutefois nous ne leverons pas en entier le voile que M. de Paris a jeté sur sa vie privée ; nous savons trop bien que le chapitre V de la loi du 17 mai 1819 met la DIFFAMATION ou *Récit d'une vérité déshonorante* au niveau de la CALOMNIE en ce qui touche les particuliers ou les fonctionnaires publics hors de l'exercice de leurs fonctions, et que cette loi a été corroborée de l'article 20 de la loi du 26 mai 1819 :

« Nul ne sera admis à prouver la vérité des faits diffamatoires, si ce n'est dans le cas d'imputation contre des dépositaires ou agens de l'autorité, ou contre toutes personnes ayant agi dans un caractère public de faits relatifs à leurs fonctions. »

ment à l'archevêque, à savoir qu'il est « de « l'une des plus anciennes familles de Bretagne, alliée au duc d'Aiguillon, et fils du « comte de Quélen, chef d'escadre (1). »

Cette proclamation de l'illustration nobiliaire de MM. Quélen, répétée pendant seize ans lorsque les deux frères étaient élevés aux honneurs, et sans faire connaître s'ils appartenaient aux Quélen de la Haute-Bretagne ou à ceux de la Basse, a jusqu'à ce jour imposé silence aux épilogueurs actuels de généalogie, non moins chicaneurs que ceux de 1772, qui, à la mort du Quélen de la Haute-Bretagne, duc de La Vauguyon, prétendirent qu'il descendait d'un chirurgien par le fils de celui-ci (2), dont se fit un second mari en 1668 la veuve de Barthélemy Quélen, comte de Broutay, tué l'année précédente au siège de Tournay. Aussi n'est-ce pas à ce Quélen de La Vauguyon que les deux frères disaient leur famille alliée, mais à ce duc d'Aiguillon, dont l'amour pour les jésuites alla jusqu'à la barbarie envers M. de La Chalotais, qui les avait trop démasqués par son *Compte-Rendu sur leurs constitutions*; à ce duc d'Aiguillon, qu'il était d'autant plus utile de préférer, que c'était se mettre en une sorte d'alliance collatérale avec le principal ministre, arbitre des faveurs de la couronne, le duc de Richelieu, qui descendait, comme le duc d'Aiguillon, de cet heureux Vignerod, à qui le fameux cardinal de Richelieu avait donné sa sœur pour épouse.

M. de Quélen d'ailleurs et son frère sont originaires de la Basse-Bretagne; et leurs ascendans n'eurent aucune affinité notoire avec ceux de la Haute. Le plus spécieux titre que leurs généalogistes allèguent en leur

faveur est un arrêté des soi-disant commissaires du roi en Bretagne, daté du 10 décembre 1668, et qu'un Maurice-Louis Quélen, habitant le village de Plougat (1), dans le diocèse de Tréguier, apporta vers 1755 à Paris pour faire recevoir deux de ses jeunes filles en des maisons nobles d'éducation. L'officieux Pierre d'Hozier, grand généalogiste de France, fit si bien valoir ce titre que l'une fut reçue à Saint-Cyr le 14 mai 1755, et l'autre ensuite dans la maison noble de l'*Enfant Jésus*, à Paris. Cet arrêté disait que le père de Maurice-Louis avait été un Jacques Quélen, déclaré noble d'ancienne extraction, et *maintenu* dans le droit de porter des armoiries timbrées, c'est-à-dire couronnées d'un casque à visière fermée, signe de noblesse militaire; que ce Jacques était fils d'un Claude Quélen, dont l'arrêté faisait remonter les ancêtres jusqu'en 1404, au temps des ducs régnans de Bretagne; mais il ne nommait ces ascendans que jusqu'en 1440. Cette lacune de trente-six ans, après tout, est moins embarrassante que celle qu'ont laissée les généalogistes, écrivant en 1754 et en 1757, entre ce Maurice-Louis de 1755 et les Quélen de leur temps: ce qui fait qu'on ne voit pas comment les nôtres se rattachent à lui. Louis-Pierre d'Hozier a bien avoué dans son *Armorial général de la France* que Maurice-Louis eut plusieurs enfans; mais il n'a pas dit qu'il y en eut un seul du sexe masculin. Hélène Berthon, que ce Quélen avait épousée en 1722, n'aurait-elle mise au monde que des filles?

L'abbé d'Estrées, tout collaborateur qu'il avait été de Louis-Pierre d'Hozier, dès 1758, pour les premiers tomes de son *Armorial général*, ne croyait pas à ce que celui-ci y avait avancé en confirmation de l'arrêté ci-dessus; car en 1754 cet abbé vint affirmer, dans le troisième volume de son *Mémorial de chronologie généalogique*, qu'on ne connaissait pas la souche de laquelle étaient

(1) Nous n'avons pu trouver le nom de ce comte dans les *Almanachs royaux* de son temps parmi les chefs d'escadre de la marine royale.

(2) Le père Anselme, dans son *Histoire généalogique et chronologique* (tome IX, page 240), dit que le second époux de cette veuve, Marie, marquise de Saint-Mégrin, s'appelait André Berthoulat, fils de René Berthoulat.

(1) Ou Plougai.

parvenus les Quélen de la Basse-Bretagne. La Chesnaie Desbois fit le même aveu en 1757 dans son grand *Dictionnaire de la noblesse*. Ces deux généalogistes regardaient seulement comme possible, et par conjecture, que quelque pauvre cadet des Quélen de la Haute-Bretagne se fût venu établir, au commencement du XVII^e siècle, dans quelque lande de la Basse. Il parut certain à ces deux auteurs que le premier de ce nom habita d'abord un petit territoire hérissé de plantes de houx, appelé *quélen* en bas-breton, et qui, lorsqu'il se peupla dans la suite, fut une annexe ou, comme l'on dit en Bretagne, une *trève* de la seigneurie de Duanlt. Ce premier habitant où son fils transporta plus tard son établissement dans le village de Haut-Corlay (1), où il procréa trois enfans mâles, qui ayant grandi se dispersèrent et en procrèrent d'autres à leur tour, l'un à Château-Landren, le second à Morlaix, et le troisième à Guingamp, alors englobé comme les deux autres bourgs dans le diocèse de Tréguier, et maintenant, depuis la nouvelle géographie de la France, dans celui de Saint-Brieuc, qui appartenait auparavant à la Haute-Bretagne. Comme les biographies citées disent que l'évêque de Saint-Brieuc, en 1807, avait dans son diocèse la famille de nos deux Quélen, il s'ensuit que malgré leur réticence sur la ville qu'elle habitait, l'on doit conclure qu'ils sont de la branche des Quélen de Guingamp.

Nous lisons dans une note authentique, envoyée du bourg du Haut-Corlay (2), que là existait encore la tige principale de tous les Quélen actuels; qu'elle était dans la plus profonde misère, tandis que ses rejetons à Château-Landren, Morlaix et Guingamp, nageaient dans l'opulence et les honneurs, et que le dernier fils qu'elle avait

produit était un prêtre, dont les frais d'éducation avaient été faits par les nobles du Haut-Corlay. Nous aurons peut-être occasion de dire ce qu'il est devenu.

Puisque nous nous sommes jetés dans cette discussion sur la validité des titres du noble prélat, allons jusqu'au bout; aussi bien ces recherches ne sont-elles point sans valeur, puisqu'elles servent à prouver combien est grande l'importance que Monsieur de Paris attache aux vanités de ce monde. Poursuivons.

Les armoiries dont se pare notre archevêque, et leur banderole flottante, portant ces mots bas-breton : EN-PEB EMSER QUELEN, nous présentent de nouveaux problèmes encore plus difficiles à résoudre; ces armoiries *burelées* de *gueule* et d'*argent*, c'est-à-dire composées de cinq bandes rouges et de cinq blanches, entremêlées, sont, il est vrai, celles-là même dont, en 1738, Louis-Pierre d'Hozier, dans son *Armorial général*, fit honneur à Maurice-Louis Quélen; mais dans les *Tableaux héraldiques*, publiés à Paris en 1720-25 par Jean Chevillard, généalogiste du roi, et copiés sur les registres du parlement de Bretagne où se trouvaient constatés authentiquement les actes de la réformation des armoiries bretonnes, commencée, d'après l'ordre du roi, en 1668, et terminée en 1671, les armoiries ainsi burelées n'appartenaient qu'à un sieur *Peufantenion*, seigneur de *Kermarus de Mesnoglet*, à qui elles avaient été confirmées par acte du 12 août 1669. Ces *tableaux héraldiques* ne contiennent rien de relatif aux Quélen, et pas même leur nom. Que penser après cela de cet arrêté des commissaires, à la date du 10 décembre 1668 (ANTÉRIEUR de trois ans à la clôture de la réformation des armoiries bretonnes), par la vertu duquel Louis-Pierre d'Hozier fit admettre en des maisons nobles les deux jeunes filles de Maurice-Louis Quélen?

Au casque timbré qui couronnait les armoiries de ses ancêtres, suivant l'arrêté,

(1) Ou Corlay-le-Haut.

(2) Cette note fut rédigée en 1820; nous en avons pris connaissance dans des Mémoires inédits sur le clergé de France.

M. l'archevêque a magnifiquement substitué une couronne de marquis.

Mais sa devise bas-bretonne, qui est pour nous comme les mystères d'Isis, et la banderole qui la fait voltiger si fièrement, d'où les tient-il? Si Maurice-Louis Quélen et Jacques son père s'en étaient parés, le dévoué Louis-Pierre d'Hozier ne l'eût pas laissé ignorer. De tels symboles n'appartiennent qu'aux descendants de ces preux du moyen âge, qui, dans les tournois, voulant être suivis de l'œil par la Dame de leurs pensées, avaient attaché pareilles banderoles à devises au sommet de leurs lances. Il ne paraît pas qu'aucun des ancêtres de *Monseigneur* ait figuré parmi ces galans *poursuivans d'armes ET d'AMOUR*. Serait-il le premier qui aurait arboré ce charmant étendard, dont la devise dit, suivant la traduction qui nous en a été donnée: « *Quélen, (ou le houx) est toujours vert*; » mais cette devise n'a aucun rapport avec les armoiries burelées de M. de Quélen. Elle en aurait eu avec les armoiries parlantes du duc de La Vauguyon, qui représentaient trois feuilles de houx (*Quélen*), et n'eurent cependant pas de devise.

Nous pourrions ajouter d'autres observations héraldico-généalogiques (1) à celles

(1) On pourrait effectivement demander, 1^o pourquoi M. de Quélen a superbement étalé derrière ses armoiries le manteau ducal herminé que le cardinal de Belloy, premier archevêque de Paris depuis la révolution, n'eut *la volonté ni le droit* de s'attribuer, et qui, le siècle dernier, n'avait été permis à ses prédécesseurs que parce qu'ils étaient ducs de Saint-Cloud? 2^o Pourquoi il fait dresser au-dessus de sa couronne de marquis cette croix à deux croisillons et sans Christ, qu'avaient imaginée les successeurs de Constantin, dit *le Grand*, pour montrer qu'ils étaient maîtres des deux empires, celui d'Orient et celui d'Occident; croix de suprématie qu'avant le XVIII^e siècle aucun archevêque de France ne s'était attribuée, et que, le siècle suivant, n'eurent pas la vanité de prendre le cardinal de Noailles, M. de Vintimille, M. de Bellefont, successivement archevêques de Paris. Elle n'avait été prise en quelques autres diocèses que par des métropolitains qui avaient le titre de *Primats*. M. de Beaumont

qu'on vient de lire sans doute avec surprise; mais nous sommes arrêtés par notre propre étonnement de nous voir si fort avancés dans *la science des nobles*, qui n'est certes point dans nos goûts. Nous aurons du moins pour excuse d'avoir été entraînés dans cette voie mondaine au suprême degré, par le chef de l'Église du premier diocèse de France.

Il naquit à Paris le 8 octobre 1778, quatre ans après son frère, commença ses études au collège de Navarre, et fut tonsuré en février 1790, à onze ans et demi. Les biographies que nous avons citées, pour en faire tirer l'induction que, dès ce bas-âge, il embrassait avec ferveur et désintéressement l'état ecclésiastique, disent que ce fut « dans le moment où l'on dépouillait l'Église; mais que rien ne put refroidir le zèle du jeune Quélen, etc. »

Il est vrai que l'Assemblée nationale avait décrété, le 2 novembre 1789, que les biens du clergé étaient mis à la disposition de la nation, sauf à indemniser les titulaires par des pensions viagères et à pourvoir aux frais du culte. Ce n'était point l'Église, mais les usufruitiers des biens du clergé qu'il s'agissait de déposséder: *ce qui encore ne s'effectua qu'en 1791*; mais en février 1790, quand les parens de l'enfant Hyacinthe-Louis l'avaient fait tonsurer pour le rendre apte à posséder des bénéfices, les nobles, comme les bénéficiers du clergé et même la cour, croyaient fermement à une contre-révolution prochaine qui annulerait le décret du 2 novembre précédent. Les biographies ajoutent à cette escobarderie que « la révolution eut beau surprendre l'écolier de onze ans au milieu de ses études, il ne les interrompit point et les continua chez son père à Paris, sans dis-

fut en 1755 le premier archevêque de Paris qui, sans avoir ce titre, para ses armoiries de la croix d'origine impériale. En l'imitant, M. de Quélen voudrait-il nous apprendre qu'il aspire à la double autorité *spirituelle et temporelle*?

« traction, même lorsqu'en 1794, onze de
« ses proches parens étaient conduits à
« l'échafaud. » Les rédacteurs de ces no-
tices auraient bien dû nous apprendre les
noms de ces onze proches parens; nous
dirons, nous, au contraire, que la faux ré-
volutionnaire n'atteignit que des alliés de
sa famille, gens de robe qui n'avaient certes
pas des *armoiries timbrées*, tels que Antoine-
Louis-Hyacinthe Hocquart, Henri-Gui Sal-
lier, magistrats de la Cour des aides, dont
les attributions judiciaires se bornaient à
des affaires relatives aux impôts sur les
vins et denrées. Parmi les victimes des tri-
bunaux révolutionnaires, des commissions
militaires d'Angers, de Saumur et d'ail-
leurs, en ces temps où il suffisait d'être no-
ble pour être suspect, il n'y eut pas, que
nous sachions, un QUÉLEN. L'heureuse étoile
des familles de ce nom fit même échapper
à la mort le comte Auguste-Marie-Louis,
frère du jeune Hyacinthe-Louis, surpris à
Verneuil, sur la frontière du Perche, avec
la cocarde des *chouans* à son chapeau, c'est-
à-dire l'image des *sacrés cœurs de Jésus et
de Marie*, objet principal de la dévotion
politico-jésuitique des deux frères.

Les biographies déjà citées ajoutent :
que le jeune tonsuré continua, chez son
père, ses études jusqu'à la théologie inclusi-
vement. Cependant on le vit, en 1797, réfu-
gié à Versailles, chez sa tante madame Hoc-
quart, rue du *Réservoir*, où venait de Pa-
ris, deux ou trois fois la semaine, un abbé
Sambucy, lui donner des leçons de rhéto-
rique et de logique, auxquelles il commença
d'en ajouter sur les prolégomènes de la
théologie, dès qu'en 1800 l'on vit que Bo-
naparte, qui s'était naguère emparé du
gouvernement, allait faire avec le pape un
concordat en vertu duquel il nommerait
des évêques, en les dotant avec une certaine
largesse : ce qui s'effectua en 1802 et an-
nées suivantes.

Les sulpiciens n'ayant guère tardé à ob-
tenir la faveur de rétablir leur ancien sémi-

naire, l'abbé de Quélen se hâta d'être un
des premiers disciples qu'ils élèveraient aux
ordres sacrés, sans lesquels on ne pouvait
atteindre à l'épiscopat; et ils le firent or-
donner prêtre en 1807. Le pressentiment
de sa vocation aux dignités ecclésiastiques
ne l'avait point trompé, car il avait à peine
abordé le sacerdoce que, tout inexpéri-
menté qu'il était pour l'administration d'un
diocèse, il fut nommé grand-vicaire de celui
de Saint-Brieuc par l'évêque de cette ville,
M. Caffarelli, naturellement empressé de
plaire aux Quélen de Guingamp qui étaient
ses diocésains, et à la famille desquels ap-
partenait le jeune abbé.

Le jeune abbé de Quélen fut chaudement
recommandé par M. Emeri, supérieur des
sulpiciens, au cardinal Fesch, grand au-
mônier de Napoléon Bonaparte, proclamé
empereur depuis 1804, lorsque cette émi-
nence partit pour aller présider le collège
électoral de Rennes, en 1808. Il réussit tel-
lement à gagner sa confiance, que le car-
dinal fit de lui son majordome, et le ra-
mena à Paris, en le chargeant du soin d'é-
tablir sa maison, disent les biographes (c'est-
à-dire de composer le personnel de sa
grande aumônerie), *et de lui désigner les
familles qui avaient le plus souffert de la ré-
volution* (que le jeune abbé ne pouvait guère
distinguer dans une si grande multitude),
auxquelles, ajoute-t-on, *il fit accorder des
grâces*. Voilà comment son frère Auguste-
Marie-Louis, qui avait été arrêté pour une
cocarde du *sacré cœur* à son chapeau, fut
promu à la dignité de grand écuyer de la
mère de l'empereur, sœur utérine du car-
dinal (1). Les jeunes amis de l'abbé, élèves
aussi des sulpiciens, ne furent pas négligés;
surtout deux d'entre eux, aussitôt qu'ils
furent ordonnés prêtres. J. F. Fentrier de-
vint, en 1810, *secrétaire général des aumônes
de l'empereur*, et Romain-Frédéric Gal-

(1) Voir la notice du cardinal Fesch, tome 1^{er},
II^e partie.

lard (1), *chapelain en chef du château de Saint-Cloud*, résidence champêtre de l'empereur.

En 1811, l'abbé de Quélen vit avec douleur le cardinal Fesch obligé de se retirer à Lyon, son diocèse, pour avoir fortement déplu à l'empereur par sa conduite et ses opinions sulpiciennes dans le concile parisien de cette époque. L'abbé lui avait montré trop d'attachement pour ne pas vouloir partager son exil. Il l'y suivit, avec l'assurance que les ecclésiastiques placés par lui dans la grande aumônerie continueraient de s'y conformer à ses vues. Cependant après quelques mois passés tristement à Lyon, l'abbé de Quélen crut nécessaire de se rapprocher de ce petit clergé impérial. Il revint à Paris, du consentement du cardinal. Les trois biographies disent *qu'il y vécut dans l'obscurité, exerçant son sacerdoce dans l'église Saint-Sulpice*. A la vérité, n'ayant point de titre officiel à la grande aumônerie, et ayant refusé la place de chapelain de Marie-Louise, il ne pouvait s'y établir; et il se logea modestement au Marais, chez sa tante, madame Hocquart, rue Payenne, n° 11; mais les chapelains de la grande aumônerie habitant le séminaire de Saint-Sulpice, il continuait d'être leur régulateur, en venant dire la messe dans l'église paroissiale près de laquelle ils résidaient.

La grande aumônerie fut ainsi dirigée

(1) Les élèves de l'école jésuitico-sulpicienne ayant le don de capter les faveurs de tous les gouvernements quels qu'ils fussent, même les plus opposés les uns aux autres, l'abbé Feutrier fut nommé par Charles X, en janvier 1825, évêque de Beauvais, et plus tard ministre des cultes, et l'abbé Gallard, en avril 1850, évêque de Meaux. Les bulles de celui-ci n'ayant été envoyées de Rome qu'après la révolution de juillet, qui venait de faire passer la couronne du front de Charles X sur celui de Louis-Philippe d'Orléans, ce fut ce nouveau roi qui, le 50 novembre suivant, proclama l'épiscopat de l'abbé Gallard, dont aujourd'hui le crédit à la cour est assez brillant, puisqu'il y est le confesseur en titre de la reine.

jusqu'à la chute de l'empereur en mars 1814. Étant alors accaparée par l'abbé de Quélen et ses adjudans Feutrier et Gallard qui en tenaient tous les ressorts, elle absorba facilement les soixante et dix-huit ans du prélat Talleyrand de Périgord, que Louis XVIII amenait, en le constituant son grand aumônier. Ce fut ainsi que le personnel de la grande aumônerie de l'empereur se trouva miraculeusement celui de la grande aumônerie de Louis XVIII.

Ce personnel tout à l'heure adulateur du cardinal Fesch le fut encore plus du vieux prélat qui le remplaçait, parce que Louis XVIII, par une confiance extrême en son défaillant grand aumônier, l'investissait étrangement du pouvoir de disposer des dignités ecclésiastiques en faveur de qui bon lui semblerait, et de régler les affaires du clergé, quoiqu'elles lui fussent inconnues et qu'il ne pût les connaître que par ses alentours. L'abbé de Quélen, le plus expérimenté, sut lui devenir indispensable; M. de Périgord en fit son principal ministre, son ALTER EGO, en créant pour lui une charge inouïe jusqu'alors, celle de vicaire général unique de la grande aumônerie; il lui confia en outre la direction spirituelle des maisons royales dépendantes de sa juridiction.

M. de Quélen perdait le souvenir des beaux jours de l'empire et de ses premiers protecteurs; aussi avec quel empressement ne saisit-il pas l'occasion du service solennel que les chevaliers de Malte firent célébrer, le 9 février 1815, en mémoire de Louis XVI, de sa sœur Élisabeth et de la reine Marie-Antoinette, dans l'église de Sainte-Élisabeth, pour y prononcer leur oraison funèbre! Cette église, quoique peu vaste, était choisie à dessein, parce qu'elle était en face de l'emplacement sur lequel avait existé la prison du *Temple* d'où ces personnages furent conduits à l'échafaud.

Dans cette oraison funèbre, qui, peu de jours après, fut imprimée chez Le Nor-

mant, rue de Seine (1), la duchesse d'Angoulême, présente *incognito* dans l'auditoire, eut pour elle les plus touchantes phrases de l'orateur, qui, vantant ensuite la mansuétude de Louis XVI, en prit occasion d'invectiver obliquement contre Napoléon, en s'écriant : « Ah ! que nous avons « été punis d'avoir souhaité un maître « moins doux ! » Comme Napoléon s'était proclamé hautement l'élu du peuple, l'abbé de Quélen traitait « d'impies, d'ennemis de « la société, de la patrie, des lois et des « souverains, » les philosophes qui, depuis le XVIII^e siècle, publiaient : « que « les obligations indispensables à la société civile ne sont qu'un pacte conditionnel, un contrat révocable, et que le « peuple peut, quand les conditions en « sont violées par le prince, reprendre le « pouvoir et le confier à un autre. » Cette sortie était suivie d'un épauement de tendresse pour les jésuites, « *cette compagnie « célèbre dont la destruction fut un sujet de « triomphe pour l'irréligion.* »

M. de Quélen ignorait sans doute que, bien avant nos philosophes, la doctrine qu'il venait de flétrir avait été hautement enseignée par ses bons amis les jésuites, et entre autres par les RR. PP. Emmanuel Sa, Grégoire de Valentia, Jean Mariana, Jean de Salas, François Suarez, Léonard Lessius, Adam Tanner, Martin Bécán, le cardinal Bellarmin, etc., etc.

L'aigle brisa les entraves qui le retenaient à l'île d'Elbe, et vola triomphalement du golfe Juan à Paris. M. de Quélen se re-

tira chez sa tante au Marais, et se disposa à profiter des circonstances, et à se ménager un rapprochement auprès du cardinal Fesch, qui, de retour à Paris, venait d'être promu par l'empereur à la dignité de pair de France. Il remit en vue dans son cabinet particulier le buste de Napoléon, qui y avait été remplacé par celui de Louis XVIII, et lorsque le docteur G^{***}, bourbonnien loyal et honorable, lui fit à cet égard de graves et sévères observations, M. de Quélen répliqua : « Vous avez beau dire, vous ne reverrez « plus votre Louis XVIII, ni les siens ; c'en « est fait de votre bourbonnaille. » (1)

Le second règne de Napoléon fut court et ne recouvra point cette prospérité fastueuse sans laquelle la grande aumônerie du cardinal Fesch ne pouvait manifester ouvertement son existence. Ce fut une privation pour l'abbé de Quélen ; mais cette privation tournait à son avantage, parce qu'il en parut pur de toute défection, de toute infidélité, aux yeux peu clairvoyans des Bourbons, lorsqu'en juillet ils revinrent avec leur grand aumônier, M. de Périgord. Toute espérance comme toute crainte d'une nouvelle irruption de Napoléon s'évanouissait, puisque ses ennemis l'enchaînaient captif sur le rocher de Sainte-Hélène. M. de Quélen dirigea, sans remords et sans inquiétude, toutes ses adulations vers la dynastie restaurée ; il reprit sa place à la grande aumônerie.

Cette vice-gérance d'un prélat caduc, établi par la volonté royale souverain arbitre de tout ce qui concernait l'Eglise de France, mettait l'abbé de Quélen en participation de cette souveraineté, avec l'avantage de pouvoir tenir son influence voilée derrière la dignité du prélat. Cet ascendant acquérait d'autant plus d'importance que le grand aumônier devenait le chef de la commission

(1) Les trois louangeuses biographies que nous avons citées, jugeant sans doute que la petite église de Sainte-Élisabeth n'avait pas été un assez beau théâtre pour l'éloquence de M. de Quélen, disent fausement qu'il prononça son oraison funèbre dans la basilique de Saint-Roch, où à la vérité il en avait été prononcé une quelques jours auparavant, mais par l'abbé Rauzan, naguère ardent prôneur de Napoléon, et que la nouvelle grande aumônerie constitua chef des missionnaires.

(1) Un journal de Paris, du 15 août 1850, a raconté ce fait sans qu'il soit intervenu de contradiction de part ni d'autre, quoique les deux interlocuteurs se trouvaient dans la capitale.

chargée de tirer d'un extrême embarras Louis XVIII, placé entre deux clergés qui semblaient inconciliables.

C'était, d'une part, l'ancien clergé des Bourbons qui, ayant partagé leur long exil, était revenu à leur suite, en protestant contre les innovations qu'avait occasionnées le concordat de Napoléon avec le pape, en 1801 ; et d'autre part, le clergé qui en était le produit et se trouvait en possession de toute l'Eglise de France, depuis treize ans. La commission ne pouvait rien conclure sans réclamer l'intervention du pape. Des agens, les uns diplomatiques, les autres ecclésiastiques, les uns patens, les autres secrets, entamèrent ou dirigèrent les négociations avec la cour de Rome. Les principaux furent le duc de Richelieu, premier ministre du roi ; M. Decazes, son favori, avec qui l'abbé de Quélen avait des liaisons intimes, et le ci-devant évêque du petit diocèse d'Alais, M. de Bausset, partisan déclaré des jésuites et du clergé napoléonien, auquel appartenait le jeune vicaire général d'un grand aumônier, qui pensait appartenir encore à l'ancien clergé dont il lui restait quelques souvenirs. Le résultat du concours de ces hétérogénéités fut un concordat fardé, avant d'être rendu public, par la cardinalisation de M. de Bausset, le 11 août 1817, et de M. de Périgord, le 22 du même mois : comme on redoutait l'opposition de l'ancien évêque de Langres, M. de La Luzerne, on l'éleva à la dignité de cardinal le 24. Mais ce concordat était si contraire aux antiques libertés de l'Eglise gallicane et surtout aux intérêts pécuniaires de la nation, qu'il fut repoussé par la chambre des députés, à laquelle il avait fallu le soumettre le 22 novembre 1817, pour obtenir l'énorme surcroît de subsides qu'exigeaient les quarante ou cinquante nouveaux sièges épiscopaux qu'il prétendait avoir créés. Ces sièges ayant été déjà conférés secrètement par le roi aux postulans, sur la présentation aveugle de sa grande aumônerie, il avait aussitôt de-

mandé confusément au pape des bulles d'institution canonique pour les élus dont il avait signé les nominations, sans en remarquer d'autre que celle qui transférait du siège de Reims son grand aumônier sur le siège de Paris. Ces nominations portées, entremêlées, à sa signature, avaient été rédigées par le vicaire général du grand aumônier. Quand les bulles demandées arrivèrent de Rome, le roi et la cour furent surpris d'en trouver une qui instituait le vicaire général évêque de *Samosate*, en Syrie près l'Euphrate, *in partibus infidelium*. Le mécontentement qu'engendra la surprise ne put néanmoins affaiblir l'ascendant de l'abbé de Quélen sur le grand aumônier ; car celui-ci vint chez les religieuses carmélites de la rue de Vaugirard, pour l'y sacrer évêque, le 24 octobre 1817.

L'ascendant qu'avait M. de Quélen sur le grand aumônier était d'autre part mis à contribution par son neveu même, le prince de Talleyrand, jadis évêque renégat d'Autun, et par sa charmante petite nièce, la duchesse de Dino. L'abbé de Quélen ne saurait nier que le prince lui écrivait, de son château de Valençay, en 1819 et 1820, des lettres familières passablement gaies, en le *monseigneurisant*, et que la duchesse venait fréquemment s'entretenir avec lui, comme en confession, à la grande aumônerie, sans doute pour qu'il engageât le vieux grand-oncle à faire pour elle quelque disposition testamentaire de faveur. Elle restait engagée elle-même ainsi que le prince, ne fût-ce que par bon procédé, à suggérer au défaillant archevêque le dessein de prier le roi de lui donner pour coadjuteur, avec droit de succession, l'intéressant évêque de Samosate. Déjà l'abbé de Quélen, ayant excipé de son vicariat général de M. de Périgord, comme grand aumônier, s'était constitué vicaire général de son archiépiscopat de Paris, et même fait proclamer, par l'*Almanach du clergé*, l'un des suffragans de la métropole parisienne, avec la qualité d'évêque

de Samosate, quoique Samosate fût à mille lieues de la province ecclésiastique dont M. de Périgord devenait le métropolitain.

Enfin M. de Périgord fut amené à solliciter de Louis XVIII de lui donner préventivement pour successeur l'abbé de Quélen, en le nommant son coadjuteur avec droit de future succession. M. Decazes, ami de l'évêque de Samosate, appuya vivement cette demande auprès du monarque. Le roi n'y consentit pas d'abord, non qu'il fût retenu par l'anti-canonieité de ces nominations et la crainte du scandale inhérent à ces sortes d'héritages anticipés des dignités pastorales, mais parcequ'il ne pouvait penser sans déplaisir que, s'il accordait ce coadjutorat, il se priverait de la vaniteuse jouissance de son plus beau droit en fait de nominations épiscopales, celui de nommer avec appareil l'archevêque de la capitale du royaume, à la mort du cardinal de Périgord. Cette considération, passablement frivole, fut puissamment contre-balancée par le désir que témoignait de la promotion de l'abbé de Quélen au coadjutorat de Paris la favorite du monarque, madame du Cayla, dont le frère convoitait pour épouse une riche héritière, mademoiselle Sallier, parente de M. de Quélen, qui sans doute était loin de la détourner de ce mariage. Louis XVIII ne résista plus ; et le 29 septembre 1819, il le nomma *coadjuteur héréditaire* de M. de Périgord, archevêque de Paris.

Comme pour masquer ce que ces arrangements avaient de mondain, la cour de Rome était dans l'usage de donner un titre d'archiépiscopat chimérique aux coadjuteurs héréditaires de beaux et bons archevêchés ; le pape sanctionnant, par une bulle du 4 février 1820, le coadjutorat de l'abbé de Quélen, y métamorphosait l'évêque idéal de Samosate en archevêque fictif de Trajanople, lui donnant ainsi le même titre sous lequel M. de Périgord avait été autrefois sacré coadjuteur héréditaire de l'archevêque de Reims. M. de Quélen s'en glorifia

dans son journal de prédilection *l'Ami de la religion et du roi*, comme si c'était en qualité de fils adoptif de l'archevêque de Paris qu'il allait hériter bientôt de son archevêché.

Les règles n'étant, pour les puissans et leurs favoris, que des hochets qu'ils repoussent quand ils en sont embarrassés, le roi et le pape ne tinrent aucun compte de celle qu'avait établie le fameux concordat de François I^{er} avec Léon X, en 1515, remis formellement en vigueur par celui de 1817, à savoir : que *nul ne peut être élevé à une prélature, s'il n'a mérité et obtenu dans une université le grade de docteur ou de bachelier*. Le concile de Trente, dont, en tant d'autres occasions, l'on se fait une arme menaçante contre les croyans, décréta lui-même solennellement cette exclusion ; et néanmoins l'abbé de Quélen, qui n'avait pas seulement le grade de maître-ès-arts, en fait d'études régulières, se trouvait mis, par le monarque et le pape, en possession préventive du siège qui exige de celui qui s'y assied le plus de savoir et de lumières. Y pouvait-il suppléer ce bref d'*indult* par lequel le pape dispensait en cachette l'abbé de Quélen de l'une des conditions les plus essentielles imposées par le concile de Trente, le concordat de 1515, et même celui de 1817 ?

Le coadjuteur héritier présomptif de l'archevêché du cardinal de Périgord n'en alla pas moins hardiment avec lui, le 12 février 1820, avant même que la bulle approbative du coadjutorat fût arrivée de Rome, se mettre en possession du somptueux palais archiépiscopal de la capitale du royaume. L'assassinat du duc de Berri lui fournit aussitôt l'occasion de montrer qu'il se croyait capable d'en occuper dignement le siège, et il la saisit, en composant en l'honneur de ce prince une oraison funèbre que, le 14 mars, il alla prononcer à Saint-Denis, au milieu des obsèques que la cour y faisait célébrer. L'oraison funèbre ne pouvait pas être un chef-d'œuvre ; mais tous les mem-

bres de la famille royale étant loués affectueusement en détail, les courtisans furent satisfaits, et les hommes du clergé qui l'entendirent revinrent enchantés de ce que l'orateur avait affirmé que l'assassinat du duc était l'œuvre de la liberté de la presse. « Ce
« n'est pas, avait-il dit, un seul fer qui a
« frappé *notre* Bourbon ; ce sont mille plu-
« mes empoisonnées, c'est l'impiété qui se
« propage avec une licence qu'on appelle *la*
« *liberté*, à peu près comme cet enfant quise
« précipite dans un fleuve, ou se jette dans
« les flammes, en s'écriant : *Je suis libre*. » (1)

En cessant d'habiter l'hôtel de la grande aumônerie, M. de Quélen n'avait pas renoncé à la prédominance qu'il y exerçait. Pour la conserver, du moins obliquement, par des amis dévoués, il avait décidé M. de Périgord à nommer l'abbé Feutrier *vicaire général à perpétuité de la grande aumônerie*, et l'abbé Gallard, *secrétaire des nominations et des affaires ecclésiastiques, non encore distraites des attributions du grand aumônier*.

Retenant ainsi tous les ressorts de la grande aumônerie, M. de Quélen acquérait en même temps une domination magistrale dans l'archevêché. D'abord le cardinal archevêque lui remit le soin de faire les honneurs de ses salons et surtout de sa table, toujours élégamment servie.

Les quatre-vingt-quatre ans de M. de Périgord, dont la constitution dépérissait, et que les progrès d'un ulcère mortel et visible rapprochaient chaque jour du tombeau, le rendaient de plus en plus incapable d'action et de surveillance. M. de Quélen alors faisait retravailler dans un sens jésuitique plusieurs parties des excellens missel et bréviaire qu'en 1756 l'archevêque Vintimille avait donnés à l'Église de Paris. L'impression de ces changemens s'accélérait pour qu'ils pussent être publiés dès que M. de Périgord expirerait, et sous son nom, comme une œuvre qu'il avait conçue et di-

rigée lui-même. Cependant la publication n'en put être faite que deux mois après sa mort, arrivée dans la nuit du 19 au 20 octobre 1821.

Le mandement du coadjuteur héréditaire sur cette mort, qui le constituait, comme par frérie, testamentaire et possesseur du riche archevêché de Paris, était prêt et ne tarda pas à paraître. M. de Quélen y donnait au défunt de larmoyans éloges ; et c'était par la formule usée d'une protestation de sa propre indignité pour lui succéder, qu'il se déclarait archevêque, en attestant, « qu'il ne se résignait à le rem-
« placer que pour obéir à la Providence. » Elle l'avait toujours assez bien traité selon ses désirs, pour qu'il ne lui fût jamais indocile en de semblables occasions.

Il n'avait pas fait preuve de tant d'humilité quand, dès la matinée du 20 octobre, les chanoines de la cathédrale, informés de la mort de M. de Périgord, étaient venus en corps rendre hommage à l'archevêque qu'il leur léguait. Ces chanoines, qu'on verra dans la suite d'un naturel de plus en plus obséquieux envers M. de Quélen, le portèrent aux nues par la harangue que lui adressa leur orateur, déjà l'un de ses grands vicaires. Il croyait voir M. de Quélen descendu du ciel et en rapportant dans sa personne l'âme de son prédécesseur, extrêmement vanté suivant les convenances. Dans sa réponse, M. de Quélen s'appropriâ cette flatteuse illusion, en disant aux chanoines : « Le cœur du défunt cardinal est l'héritage
« le plus précieux qu'il m'ait laissé ; je le
« garde tout entier pour vous. » N'en réservait-il donc rien pour les autres ecclésiastiques et pour les fidèles du diocèse ? On s'y tromperait ; car dans tous ses mandemens, dans ses discours et ses réponses, vous le verrez toujours prodigue *de son cœur*.

La suite montrera encore plus que ce qui précède quel était véritablement pour M. de Quélen l'héritage *le plus précieux* que M. de Périgord lui avait laissé.

(1) *Gazette de France* du 15 mars 1820.

Le conseil municipal, électrisé par l'esprit dévot que la cour tâchait de faire prédominer dans la population, vint lui-même, le 5 novembre suivant, amené par le préfet, M. de Chabrol, faire ses félicitations au nouvel archevêque; et ce qu'il y avait de plus bizarre parmi les féliciteurs, c'est qu'on y voyait le préfet de police, M. Anglès, dont les fonctions principales se rapportaient à ce qu'il y a de moins moral et de plus abject dans la société. Le prélat répondit, entre autres choses affectueuses, « qu'il les priait « de continuer à le faire jouir de la consolation qu'il avait partagée avec M. de Périgord, celle du bonheur de ses rapports « avec eux, qui avaient déjà produit de si « heureux effets et qui en faisaient concevoir de nouveaux pour l'avenir. » Il ajoutait, en finissant : « Je vous promets, « comme je me suis promis à moi-même, « de travailler sans relâche à entretenir « cette union si désirable dont la religion et « l'état nous font sans doute un devoir, mais « dont mon cœur sent bien qu'il ne peut se « passer. » On verra bientôt quel avantage il retira de cette union.

L'obséquiosité de son chapitre lui étant décidément acquise, deux mois après son installation, il lui imposa, et en même temps à tout le diocèse, par un mandement du 8 janvier 1822, la liturgie jésuitique, excès d'autorité que l'archevêque Beaumont lui-même, tout entreprenant qu'il était, n'avait osé s'attribuer. Le mandement disait que cette refonte de la liturgie de Paris avait été « projetée, voulue et exécutée presque « entièrement par M. de Périgord; » phrase cauteleuse qui dispensait de mentir formellement en affirmant que cette liturgie était l'œuvre propre du défunt archevêque. Cependant pour le faire croire, le mandement ajoutait que c'était le défunt prélat qui en avait signé le marché de vente aux libraires qui la publiaient. Si l'on eût dit la date de cette signature, l'on eût vu qu'elle ne fut donnée que lorsque le signataire mourant

était à la merci de qui le subjuguait, et à qui devaient revenir les profits du marché. Le fait est que, dans l'impression du bréviaire et du missel réformés, on ne put mettre que les inertes armoiries de M. de Périgord, sans aucune signature ni aucun mandement de ce prélat. On n'y vit que celui de M. de Quélen, qui, encore, par une innovation orgueilleuse, y étalait jusqu'à deux fois ses propres armoiries avec sa superbe légende.

Cette innovation fastueuse du redoublement des armoiries se reproduira dans les innombrables mandemens et lettres pastorales de M. de Quélen; et même, quand son imprimeur pourra y ajouter un frontispice, les armoiries avec la devise et la décoration du chapitre de Saint-Denis se verront jusqu'à trois fois dans le même écrit, n'eût-il que six à sept pages. Quels pas de géant M. de Quélen a faits dans cette lice des vanités mondaines qu'ouvrirent seulement, vers la fin du XVII^e siècle, ceux des évêques et archevêques de France qui, pour s'inséoder leurs diocèses, se décernèrent mutuellement le titre appellatif de *monseigneur*, que leurs successeurs s'attribuent orgueilleusement comme un droit! En 1668 les mandemens des archevêques et évêques n'avaient point encore étalé d'armoiries. On n'en vit même pas au XVIII^e siècle, dans ceux de l'évêque de Saintes, en 1725; de l'évêque d'Acs, en 1750; de l'évêque de Rodez, en 1752; de l'évêque de Montauban, en 1755, etc. Leur vertu sincère ne se dissimulait pas qu'en ne signant qu'avec leur nom de baptême, précédé d'une croix, comme le font encore M. de Quélen et tous les évêques, ils déclaraient ne plus appartenir au monde profane, et que c'eût été s'y rattacher scandaleusement que de déployer en même temps le blason chevaleresque dont s'enorgueillissait leur famille mondaine.

La cour, fière d'avoir à pousser à tous les honneurs profanes un prélat aussi magnifiquement blasonné que M. de Quélen, le

jugea digne de la pairie, et le roi le nomma pair de France le 31 octobre 1822. Apprenant ensuite qu'il ambitionnait un fauteuil à l'Académie française, la cour, qui y avait augmenté le nombre de ses courtisans, leur fit comprendre qu'ils lui seraient agréables si, lors de la première élection académique, ils donnaient leurs suffrages à leur archevêque. En conséquence, les académiciens de Sèze, Ferrand, Lainé, Montesquieu (l'abbé), de Levis (le duc), Châteaubriand, Michaud, Bonald, Auger, Roger, Cuvier, Pastoret, Villemain, auxquels venait d'être adjoint, en 1822, le prédicateur Frayssinous, tous membres de cette compagnie dont la devise est l'*immortalité*, tendirent leurs bras à M. de Quélen; et, le 29 juillet 1824, ils le rendirent *immortel* comme eux, et l'appelèrent à recueillir la succession académique de M. le cardinal de Bausset.

Dans sa réception solennelle, le 25 novembre suivant, M. de Quélen dit, selon l'usage hypocrite de ces parades, qu'il se reconnaissait indigne de s'asseoir dans les rangs de ses illustres confrères; mais que, tout jaloux qu'il était de répondre à leur *attente* et à leurs *désirs*, il avait dû *s'étonner d'un honneur auquel il était loin de prétendre*. Ainsi donc ce n'était pas M. de Quélen qui avait sollicité les suffrages des académiciens, mais les académiciens qui avaient sollicité de M. de Quélen l'honneur de le compter dans leurs rangs! Quelle orgueilleuse fatuité! et l'Académie écoutait avec calme de pareilles fanfaronnades!!

En voulant établir dans son discours l'*alliance de la religion avec les lettres, les sciences et les arts*, il avouait qu'il ne lui était pas donné d'y contribuer; car dans sa manie de citer en latin, à tout propos, des passages de l'Écriture-Sainte, comme dans les sermons et les mandemens, il s'adressait à lui-même cette défense de la mère de l'enfant Samuel à la mamelle : *Nolite multiplicare loqui sublimia gloriantes..., quia Deus scientiarum Dominus est* (1^{re} reg., 2, 5). Tout

fier néanmoins de l'éloquence qu'il croyait avoir déployée dans ce discours, il le fit insérer *en entier* le 6 décembre suivant dans le *Moniteur*, qui parut toujours être à ses ordres.

Quand la cour avait préparé à M. de Quélen les voies au fauteuil académique, elle était loin de prévoir le déplaisir que, dans l'intervalle, le 31 mai 1824, il causa au gouvernement, en s'opposant, avec une énergie qui ne lui était point naturelle, à un projet du ministre Villèle pour la réduction de la rente cinq pour cent (*voir la Notice consacrée à M. VILLÈLE*). On prétendit même que c'était surtout le discours de notre archevêque qui avait fait échouer ce projet. Le public eut la bonhomie de croire que le prélat s'était engagé dans la cause du peuple et qu'il y entraînerait son clergé. De son côté la cour prit beaucoup d'humeur contre M. de Quélen, et celui-ci en tomba malade. Sa disgrâce durait encore à l'époque des fêtes du sacre de Charles X. On ne fut donc point surpris, le 15 juin 1825, quand le *Moniteur* annonça que, « depuis quelque « temps, les amis de monseigneur avaient « la douleur de voir sa santé s'altérer sensiblement; » mais on le fut d'apprendre par ce journal, « que, pour la rétablir, il allait « en Italie, en emmenant ses deux grands « vicaires, MM. Borderies et Desjardins, et « qu'il serait de retour vers la fin d'août. » Par cette annonce cauteusement formulée, l'*illustre prélat*, comme le qualifiait le *Moniteur*, évitait de dire que Rome était le but de son voyage.

On supposa généralement que ce voyage de notre archevêque, pair de France et membre de l'Académie, avait pour but secret de faire comprendre aux Romains que le mérite de monseigneur, déjà encadré dans toutes les gloires que la France avait pu lui procurer, était digne de celle du cardinalat.

M. de Quélen avait quelque droit de penser que le pape d'alors, depuis septembre

1825, Léon XII, en jugerait ainsi, parcequ'il l'avait fort courtoisé à Paris, en 1814, et lui avait été fort agréable, lorsque celui-ci, n'étant encore que monsignor de la Genga, y était venu, comme nonce extraordinaire de Pie VII, féliciter Louis XVIII sur sa récente intronisation; et sans doute M. de Quélen avait eu, depuis, quelque correspondance avec Léon XII. Aussi, dans la lettre que, le 9 juillet 1825, il écrivit de Rome à Paris, et que le *Moniteur* s'empressa de publier le 28 de ce mois (1), s'applaudissait-il « d'avoir été parfaitement accueilli par le « pape, et se félicitait-il de la cordialité, de « la bienveillance, des attentions, des pré- « venances et des délicatesses dont il avait « été comblé. » Il en dit bien davantage, trois ans après, dans son mandement du 21 février 1829, sur la mort de Léon XII, récemment décédé. Il s'y vantait d'avoir en 1825 reçu de ce pontife « une hospitalité généreuse, « et d'avoir eu avec lui de *doux entretiens*. » Cependant il ne fit pas un long séjour à Rome, car n'y étant guère arrivé que le 26 juin, et en étant parti le 20 juillet suivant, il prit sur ces vingt-quatre jours d'intervalle le temps nécessaire pour aller à Naples, y séjourner un peu et en revenir. Tout ce qu'il obtint du pape fut quelques reliques et un bref copieux d'indulgences en faveur de celles des dames de Paris qu'il avait chargées de faire des quêtes pour ses petits séminaires. Il lui avait été facile d'obtenir ce bref dont il avait fait la demande par une supplique formelle à la congrégation commise pour les affaires ecclésiastiques de France, parce que le secrétaire de cette congrégation était un abbé Sala, que M. de Quélen avait fort connu à Paris, en 1802, 1805, lorsqu'il y remplissait auprès du légat à latere, le vieux cardinal Caprara, l'emploi de secrétaire. Sala fit au pape un rapport favorable à la requête de notre archevêque,

et le bref indulgentiel lui fut octroyé le 19 juillet (1). N'ayant plus rien à attendre dans Rome, il en partit le 20 en prenant la route de Florence.

En arrivant dans cette ville le matin du dimanche, 24 juillet, il descendit à l'hôtel garni où se trouvaient logées, en passant, deux dames dont l'une devait être piquée contre lui et avait l'autre pour compagne de voyage; elles occupaient le même appartement. La première était madame de Feuchères, qui, à Paris, vivait en maîtresse de maison chez le duc de Bourbon. Elle écrivit de Florence à ce duc, le 26 juillet :

« *L'archevêque, qui a refusé de venir en votre palais parce que j'y ÉTAIS, est venu me voir en se rendant à Paris pour la fête du 15 août, et a été fort aimable avec moi. Dans les vingt-quatre heures de son séjour ici, il nous a fait une seconde visite, tenant à la main un bouquet qu'il nous a laissé comme un petit souvenir.* »

Le duc dans sa réponse à cette lettre s'exprime ainsi :

« J'applaudis à la galanterie de l'archevêque de Paris; il s'est conduit comme un « preux chevalier. »

Ces deux lettres n'ayant été connues que vers la fin de l'année 1851, lorsqu'elles furent lues en audience publique dans les débats du procès du duc, et M. de Quélen en ayant alors contredit le contenu, nous sommes forcés d'interrompre la marche chronologique, pour anticiper un moment sur une époque bien postérieure, afin de faire connaître les récriminations que crut devoir opposer à cette correspondance notre archevêque, alors vénéré par les religieuses et les autres saintes âmes comme un ange et même comme un martyr.

Dans une lettre qu'il adressa, le 24 décembre 1851, au président du tribunal où l'af-

(1) Elle avait d'abord été insérée dans l'*Ami de la religion et du roi*.

(1) Il le publia à Paris le 15 février 1826, et l'y publia une seconde fois, le 11 novembre 1828, à la suite d'une lettre pastorale en faveur des petits séminaires de son diocèse.

faire de la succession était pendante, il commençait par dire, non sans doute pour flatter madame de Feuchères, « qu'ayant « été invité par le duc (en 1824, ou antérieu- « rement) à venir au Palais-Bourbon, la pré- « sence de cette dame en ce palais l'avait « déterminé à ne point accepter cette invi- « tation. »

Puis, arrivant au fait divulgué, il ne man- quait pas de soutenir d'abord, « qu'il avait « fait le voyage d'Italie uniquement pour sa « santé, » sans parler de Rome, et enfin « qu'à « son arrivée à Florence, le 24 de juillet, ma- « dame de Choulot, petite-nièce du cardinal « de Périgord, logée dans le même hôtel « que lui, vint lui faire une visite, en lui ap- « prenant qu'elle voyageait avec madame « de Feuchères, et cherchant à le détermi- « ner à venir la voir, mais qu'il s'y refusa ; « que cependant (de l'étage supérieur où il « était logé) étant descendu pour rendre la « visite à madame de Choulot, il vit CHEZ « ELLE, pour la première fois, madame de « Feuchères, et ne l'a jamais plus revue ; « qu'enfin il ne fit pas de seconde visite et « n'offrit point de bouquet. »

La justification du prélat était complète aux yeux de ses bonnes ouailles ; mais elle conte- nait un démenti formel à la lettre de madame de Feuchères, qui était à Paris. Elle lui écrivit directement le 29 décembre « que sans doute « il y avait de sa part défaut de mémoire dans « sa lettre au président du tribunal. » Elle lui rappelait très-affirmativement « que c'é- « tait CHEZ ELLE, où logeait madame de « Choulot, et non chez celle-ci, que, le sa- « chant bien, il était venu en visite à Flo- « rence ; qu'avant de quitter l'hôtel, il vint « faire une seconde visite pour prendre « congé, et qu'alors il lui remit à elle-même « un superbe bouquet blanc et argent, qui « venait de lui être donné dans un couvent « de religieuses. »

Madame de Feuchères ajoutait, en con- firmation de cette dernière particularité, « qu'à son retour en France elle avait donné

« ce bouquet à une église de Paris, où il « était encore et pouvait attester ce qu'elle « affirmait. »

Relevant enfin M. de Quélen sur ce qu'il avait nié l'avoir revue, elle lui disait sèche- ment « qu'il devrait se ressouvenir que « c'est elle-même qui fut chargée de la der- « nière quête faite au Palais-Bourbon, au « profit des petits séminaires du prélat ; « qu'elle lui en porta le produit à l'arche- « vêché, et qu'elle en conserve le reçu donné « par lui-même. » Madame de Feuchères avait donc sa part dans les indulgences que venait d'obtenir l'archevêque, qui voulait se donner les semblans de la mépriser.

Cette lettre, comme les précédentes, étant lue dans les plaidoeries, le public, mis ainsi dans la confiance de leur contenu, en riait malignement. M. l'archevêque, ayant le plus vif intérêt à mettre une fin quelcon- que au scandale, écrivit promptement à l'avocat de madame de Feuchères « qu'il « confirmait ce qu'il avait dit dans sa lettre « au président du tribunal ; qu'à Florence « ce n'était pas à madame de Feuchères « qu'il avait fait visite, mais à la petite-nièce « de son vénérable prédécesseur, le cardinal « de Périgord, parce qu'elle était venue le « voir. » Eludant ainsi le point essentiel de la contestation, il avait soin de ne s'expli- quer en aucune manière sur la seconde vi- site et sur le bouquet donné à madame de Feuchères (1). Comme dans sa lettre au pré- sident, où il s'était plaint « d'être mis en « scène avec une intention calomnieuse, » il avait ajouté, « qu'il ne voyait là qu'une « injure de plus à pardonner... »

M. de Quélen était revenu à Paris le soir du 11 août 1825, et le complaisant *Moniteur* du lendemain s'empressa d'en informer la France et l'étranger. *Monseigneur* fit pom- peusement la procession du 15 de ce mois en mémoire du vœu de Louis XIII contre les

(1) Voir la *Tribune*, les *Débats* et les divers journaux de l'époque, du 25 décembre 1851 au 9 janvier 1852.

protestans, et à la gloire de la royauté triomphante. Le grand jubilé de tous les quarts de siècle étant sur le point de s'ouvrir, le dévot Charles X voulut faire cesser la contestation qui existait entre son grand aumônier, le prince de Croÿ, et l'archevêque de Paris sur la juridiction spirituelle de qui il empiétait.

L'abbé Frayssinous, évêque d'Hermopolis et ministre des cultes, fut chargé de composer un acte de transaction entre les deux contendans, mais sous forme de règlement, et Charles X l'approuva le 25 janvier 1826. M. de Quélen y était favorisé aux dépens du prince de Croÿ. On crut devoir cette préférence au prélat qui allait être dispensateur des indulgences du jubilé.

Il fit remarquer son importance, lors de la lettre que, le 11 avril suivant, seize archevêques ou évêques adressèrent au roi pour lui faire croire qu'ils professaient la doctrine des quatre articles de 1682 sur les libertés gallicanes, qu'ils faussaient en réalité. M. de Quélen, dédaignant de se confondre avec eux, lui en adressa une particulière dans laquelle, sans s'expliquer, il disait vaguement qu'il adhérerait sur ce point *aux sentimens* des seize autres prélats (1).

Son importance parut bien plus importante lors des processions générales du jubilé, à la fin d'avril et en mai de la même année. Bien avant lui marchaient, comme les brebis et les agneaux devant leur pasteur, les clercs et prêtres de Paris, précédés, selon l'usage, du *vexillum crucis*, qui leur sert d'enseigne dans leur marche de cérémonie, mais qui semblait presque dédaigné par lui, comme insignifiant pour sa dignité ; car il faisait porter fort haut, à l'un de ses côtés, cette croix vexillaire d'or ou dorée par laquelle nos archevêques prétendent notifier qu'ils ont la puissance des anciens princes de métropoles, et qui, dépourvue de la représentation du Christ, peut être significa-

tive d'une sorte d'abnégation du christianisme. De l'autre côté du prélat, était portée, à la même hauteur, ce qu'on appelle la crosse épiscopale, qui n'est au fond que la reproduction dorée du modeste sceptre ou bâton *lituus* des augures et rois de l'antique Rome païenne. M. de Quélen, marchant *à pas comptés*, traînait à sa suite le bon roi Charles X et le dauphin, humiliés en esprit de pénitence, comme jadis certains rois vaincus, attachés au char du vainqueur. La dauphine et la duchesse de Berri les suivaient avec des sentimens bien divers. Pour la foule superstitieuse qui entourait ces cinq personnages, la prédominante et splendide mitre de M. de Quélen était comme l'étoile qui conduisit les mages d'Orient au berceau du Sauveur. Et cependant il n'était vêtu que du petit uniforme d'évêque, la mozette violette en gros de Naples et le rochet en dentelles d'Angleterre. Le sens commun, le bon goût, *même encore le cérémonial pontifical* ne permettent pas la mitre alors. On ne trouve aucun portrait de nos évêques anciens, des derniers siècles, représentés en rochet et mozette, où leur tête soit parée de cette coiffure, quelque faste qu'on y ait mis dans la représentation des insignes de leurs dignités. Mais l'humble vertu de M. de Quélen tient si fort à ce signe de domination, dont la couronne des rois est loin d'atteindre la hauteur, que, sans chappe ni chasuble, il le porte partout escorté de sa crosse et de sa croix sans Christ.

Comme il n'est pas d'acte religieux que, bon gré mal gré, les citoyens ne soient obligés de payer fort cher, M. de Quélen, avec qui étaient d'intelligence, M. Bellart, membre non seulement du conseil général du département de la Seine, mais encore du conseil municipal pour la ville de Paris, exerçant dans ces deux conseils une puissante influence, et M. de Chabrol, préfet du département et dominateur des deux conseils, se fit allouer par eux, pour les frais du jubilé, une somme de douze mille francs. Il n'en

(1) *Moniteur* du 12 avril 1826.

avait pas besoin, parce que la cour des Tuileries avait amplement pourvu aux dépenses du jubilé ; et quand l'archevêque avait demandé au conseil municipal cette somme pour cet objet, il était dans l'intention de la consacrer à l'établissement d'une congrégation de jeunes clercs, près de son palais archiépiscopal. En obtenant ces douze mille francs, il était vengé du refus que précédemment ce conseil lui avait fait de fonds nécessaires pour cet établissement qui allait lui procurer la gloire d'un fondateur d'ordre à peu près monastique.

Tant de succès et de jouissances avait tellement ému l'extrême sensibilité de M. de Quélen que, s'il en faut croire le *Moniteur* du 19 août suivant, sa santé était altérée au point que les médecins lui avaient conseillé de voyager de nouveau pour la rétablir, et qu'il allait respirer l'air de la Suisse. Les Parisiens, sachant fort bien qu'on met facilement en jeu des médecins complaisans pour être autorisé à prendre quelques ébats, restèrent sans inquiétude sur la santé de *Monseigneur*, d'autant plus que le *Moniteur* prévenait qu'elle serait rétablie le 15 septembre, et qu'alors il reviendrait bien portant au milieu d'eux. En effet, le 28 septembre, ce journal nous annonça que le prélat était arrivé le 25 à Paris, après avoir parcouru toute la Suisse et être allé jusqu'à Saint-Gall. Tous les détails dans lesquels entrait le *Moniteur* en cette occasion, comme dans toutes les autres relatives à *Monsieur de Paris*, sont assez comprendre, sans que nous le disions, que le journaliste écrivait sous la dictée de l'archevêché, qui voulait même que nous prissions part aux peines comme aux joies de *Monseigneur*.

Mais le *Moniteur* se garda bien de nous dire le peu de faveur qu'eut, en novembre, au Palais-de-Justice, la croix sans Christ qui avait été si triomphante dans les processions d'avril et de mai. M. de Quélen n'avait pas négligé de la faire porter devant lui, en venant célébrer, dans la grande salle

des *Pas-Perdus*, la messe de rentrée de la cour de cassation, suivant l'usage de l'ancien parlement. M. de Quélen, après cette cérémonie religieuse, passant avec les conseillers, dans la grande salle d'audience où allaient se prononcer les discours appelés *mercuriales*, se fit précéder de la croix, indice de souveraineté métropolitaine. Ceux des conseillers qui étaient novices et ne savaient pas ce qu'elle signifiait la regardaient avec indifférence, comme un hochet archiépiscopal ; mais les anciens magistrats, qui en connaissaient la signification, murmurèrent de l'audace de Monseigneur et firent retentir les journaux de leurs récriminations (1). Pourquoi, disaient-ils, « n'avons-nous pas « agi envers le jeune prélat, comme en 1775, « le parlement de Paris à l'égard du bien « plus vénérable M. de Beaumont, qui, en « pareille occasion, après avoir célébré la « messe, voulant entrer, avec sa croix métropolitaine, dans la grand'chambre où « allaient se débiter les discours d'ouverture des séances, fut forcé de la laisser à « la porte, dans le parquet des huissiers, « l'un d'eux étant venu lui dire, de la part « du premier président : Là, où commence « la juridiction du parlement, la vôtre doit « finir ! »

On rappelait encore qu'en 1614 l'archevêque d'Aix, Hurault de l'Hospital, qui ne cessa de faire des tracasseries au parlement de Provence, ayant eu la même hardiesse, fut vertement réprimé ; que ce parlement la dénonça au roi, lui exposant, « que jamais il n'y avait eu d'archevêque, même cardinal, qui n'eût laissé sa croix de métropolitain à l'entrée de la salle d'audience, et que, si quelqu'un d'eux y entrait avec sa croix, ce fait constituerait une entreprise du clergé sur la juridiction temporelle. »

M. de Quélen jugeant qu'on se disposait à l'en empêcher et qu'il ne lui serait plus

(1) Voir le journal le *Constitutionnel* des 24 et 29 novembre 1826.

permis de faire entrer avec lui sa prétentieuse croix dans la salle d'audience du premier tribunal du royaume résolut de ne plus lui venir dire la messe du Saint-Esprit ; et il a tenu à sa parole.

Peu lui importait au fond que la haute magistrature ne lui fût pas favorable, parce qu'il avait pour appui les jésuites avec leurs innombrables congréganistes et la cour de Rome avec celle de France. Il en résultait dans lui une telle conviction de supériorité de pouvoir que, lorsqu'il apprit, vers la fin de janvier 1827, que l'Académie française, aux séances de laquelle il dédaignait d'assister, s'agitait pour adresser au roi une sorte de protestation contre un nouveau projet de loi, qui devait étouffer la liberté de la presse, il écrivit, de son palais, à cette compagnie une lettre en style de prédominance par laquelle il prétendait arrêter cet élan d'opposition. On a déjà vu combien le jeune prélat redoutait la liberté de la presse. Sa lettre, lue à l'Académie française par le secrétaire perpétuel, M. Auger, voué comme lui à la cour et aux jésuites, souleva d'indignation la plupart des académiciens. Vainement M. Auger essaya de donner de la force à l'ascendant que l'archevêque s'était attribué sur l'Académie ; les efforts du secrétaire perpétuel ne firent qu'échauffer les opposans, et il fut décidé qu'une adresse serait faite et portée au roi pour demander la révocation du projet législatif. L'adresse fut rédigée, transcrite sur les registres de la compagnie avec la délibération. C'était le directeur de cette année-là qui devait aller la présenter à Sa Majesté ; et une audience fut sollicitée à cet effet auprès du premier gentilhomme de service auprès d'elle. Il est inutile de dire combien les partisans de la lettre intriguèrent pour faire échouer la délibération ; ils y réussirent, car le 25 janvier, « à l'ouverture de la « séance académique, le chancelier de l'Aca- « démie lut une lettre du premier gentil- « homme de service auprès du roi, laquelle

« annonçait que Sa Majesté ne recevrait point « M. le directeur de l'Académie ; et en conséquence elle décida (fort humblement) « que la supplique qu'elle avait faite, et dont « elle avait ordonné la transcription sur ses « registres, ne serait point publiée. » (*Moniteur* du 27 janvier 1827.) L'Académie perdait sa belle énergie, parce que MM. Villemain et Lacretelle, qui avaient été les plus vifs et les plus ardens pour provoquer la délibération, étaient destitués par le gouvernement de leurs emplois bien payés, le premier de celui de maître des requêtes, et le second de celui de censeur dramatique. Néanmoins le projet de cette loi, appelée *loi de justice et d'amour* par le garde des sceaux, M. de Peyronnet, qui l'avait rédigé et présenté aux chambres, occasionnait ailleurs tant d'autres soulèvemens que le gouvernement crut prudent d'y renoncer lui-même ; mais enfin M. de Quélen était vengé par la punition de MM. Villemain et Lacretelle, qui surent bientôt se relever de cette disgrâce.

Quand M. l'archevêque, si bien protégé par la cour, à qui s'empressaient de plaire en tout ce qui le concernait M. de Chabrol, préfet du département, président des deux conseils, départemental et municipal, et M. Bellart, qui, membre influent dans celui-ci comme dans l'autre, était de plus procureur général près la cour royale de Paris, quand ce prélat, disons-nous, fit annoncer par le *Moniteur* du 17 avril 1827, « qu'il venait de racheter, pour une somme de « 155,000 francs, le château de Conflans « château qui, suivant sa cauteleuse « marque, servait autrefois de maison de « campagne aux prélats du diocèse de Paris, » on voulut savoir d'où lui provenait cette belle somme et comment s'était faite la négociation. On le demanda à quelques membres du conseil municipal, qui firent la confidence suivante, dont nous ne voulons pas garantir les détails, mais que M. de Quélen n'a pas démentie lorsqu'elle acquit une sorte de publicité. Dès que ce château, acheté

vers 1794, comme propriété nationale, avait été mis en vente par le possesseur en 1826, M. de Quélen, disait-on, détermina son ami, M. Bellart, à travailler la conscience des membres du conseil municipal, de manière à ce qu'ils décidassent que l'acquisition du château serait faite au nom de la ville, avec l'argent des contributions, et donné en présent à l'archevêque. Mais M. Bellart, ayant sondé les esprits et reconnu que la proposition échouerait au conseil, imagina un autre moyen plus sûr de le faire payer par les Parisiens, sans qu'ils s'en doutassent : ce fut que M. de Quélen en signât le contrat d'acquisition, tandis que M. Bellart lui ferait allouer, par le conseil municipal, une subvention annuelle de *dix mille francs*, à perpétuité, pour l'entretien du mobilier du palais archiépiscopal, avec paiement des arrérages depuis 1820. Il est certain que la caisse de la ville a payé les frais de cet entretien, suivant les comptes de l'abbé Quentin, majordome de l'archevêque. C'est à M. l'archevêque à dire s'il y a des inexactitudes dans ce récit de la manière dont il est devenu propriétaire du château de Conflans.

Il ne pouvait avoir une grande fortune patrimoniale, puisque l'aîné de ses frères (ils étaient trois), celui qu'à sa mort en 1826, il fit qualifier *comte*, avait eu besoin, en 1814, d'une sous-préfecture pour se procurer un peu d'aisance. Si sa part dans la succession paternelle fut à sa mort répartie entre ses deux frères, sans parler de leurs sœurs, elle ne dut pas rendre fort riche de famille *Monsieur* de Quélen. Mais n'aurait-il pas eu dans ses épargnes archiépiscopales la somme de 155,000 fr., nécessaire pour acheter le château? Un journal, le *Messenger des chambres*, disait, le 24 janvier 1850 : « Les diverses allocations « pour l'archevêché de Paris montent à « plus de deux cent mille francs par an ; et « c'est un fort joli denier d'apôtre. » Cette somme est exagérée comme *fait légal* ;

mais l'on affirme que M. l'archevêque recevait patemment du gouvernement, chaque année, cent mille francs, et qu'il se faisait compter le dixième du revenu de la ferme des chaises dans toutes les églises de son diocèse ; que, lors de la vacance des curés, il s'appropriait le quart et quelquefois le tiers de leur casuel ; qu'il s'était réservé le droit de quantité de dispenses qu'on n'obtenait à l'archevêché qu'en les achetant ; qu'il restait possesseur de ce qu'il appelait la *caisse diocésaine*, où affluait le produit des quêtes abondantes qu'il faisait faire pour ses petits séminaires et pour le soulagement des vieux prêtres pauvres et infirmes, qui n'en étaient que fort peu soulagés.

Quelles merveilleuses économies ne faisait-il pas sur les revenus et le casuel de son archiépiscopat, puisque trois ans après l'acquisition du château de Conflans, il avait, en juillet 1850, sept cent cinquante mille francs *qui lui appartenaient*, ainsi que l'a attesté M. le marquis de Dreux Brézé, en plaidant pour lui dans la séance de la chambre des pairs du 19 mai 1857?

Quoi qu'il en soit, M. de Quélen, pendant qu'en 1827 on réparait et ajustait, selon ses goûts, le château de Conflans, alla, en été, se promener en Touraine. Le *Moniteur*, qui n'osait plus alléguer l'altération de la santé de *Monsieur* pour excuser cette promenade, et sentait la nécessité de lui donner au moins une couleur édifiante, nous dit, le 25 juillet, que notre prélat en passant au Mans, y avait fait une ordination nombreuse, en l'absence de l'évêque diocésain ; qu'arrivé à Tours, le 25 de ce mois, il visita des couvens de religieuses ; qu'il quitterait cette ville le 25 pour se rendre à Paris, et que le 29 il irait de Paris au village de Surennes y bénir deux cloches. La plus petite des démarches du prélat était racontée minutieusement à la France, à l'univers même, par le grand journal officiel.

Grâce donc à notre *Moniteur universel*,

tout était triomphe pour notre archevêque ; et, dans cette exaltation de gloire, il semblait que rien de fâcheux ne pourrait l'atteindre ; mais on croirait que, loin d'imposer aux malveillans, elle ne faisait que les animer contre lui. *Le Courrier français* du 15 janvier 1828 n'osa-t-il pas trouver mauvais que Monseigneur nommât alors curé de Saint-Étienne-du-Mont, à Paris, le jeune abbé Olivier, qui n'avait pas trente ans, et qui disait à qui voulait l'entendre, que « parmi les membres de l'Université, il n'y en avait point qui eût la foi. » Le journaliste inférait de ces propos que le jeune curé était de connivence avec les jésuites qui tendaient à s'emparer de l'instruction publique. Ce n'était pas là ce que voulait nier M. l'archevêque en lançant le *Courrier* par une lettre qu'il l'obligea de publier dans sa feuille du 19 janvier. Il y éludait même ce qui concernait la juvénilité de l'amicale nomination ; mais en soutenant que le jeune Olivier n'avait pas tenu les propos qu'on lui imputait, il affectait de paraître prêt à venger tous ses prêtres quand ils seraient dénoncés. « *Les toucher*, disait-il, « *c'est me toucher la prunelle de l'œil.* » Non content d'avoir fait lire sa lettre dans la feuille du *Courrier*, il la fit publier de nouveau le 20 janvier, par le *Moniteur* qui se garda bien d'enregistrer également les observations par lesquelles le *Courrier*, rapportant la lettre du prélat, avait confirmé par de nouvelles preuves ce qu'il avait dit le 15 janvier, à propos de la nomination du jeune abbé Olivier, que néanmoins Monseigneur, peu d'années après, a nommé curé de la bien plus importante paroisse de Saint-Roch, où, par sa musique d'opéra, la prodigalité de ses dorures et la pompe de ses spectacles ecclésiastiques mondains, il attire aujourd'hui la cour et la ville.

En 1828, le roi Charles X était ravi, autant que les jésuites et leurs congréganistes, du mandement que M. de Quélen avait donné, le 29 janvier, pour la messe d'éti-

quette, à l'ouverture de la session annuelle des deux Chambres. Il promettait aux députés de la France et aux pairs la plus efficace assistance céleste et les lumières les plus utiles à leurs délibérations, si, dans cette messe à laquelle il les convoquait, et qu'il promettait de célébrer lui-même, le 4 février, *ils invoquaient de tout leur cœur le sacré cœur de Jésus et le très-saint cœur de Marie.*

Les plus malins d'entre les journalistes s'égayèrent sur le mandement et sur la féminine dévotion des *sacrés cœurs*. Celui qui chagrina le plus Monseigneur fut le *Courrier français* du 29 février, qui lui apprenait, ainsi qu'au public, que ce n'avait été qu'avec beaucoup de peine et par une suite d'espérances, qu'à Rome, vers le milieu du XVIII^e siècle, les jésuites étaient parvenus à y faire tolérer, par Benoit XIV, cette nouvelle dévotion. Il n'y avait rien à répliquer sur ces faits, et M. de Quélen en tomba non d'accord mais malade ; toutefois quand il revint en santé, il prit sa revanche contre le *Constitutionnel* du 22 mai suivant, qui, à propos de la dévotion nouvelle, et sans la discuter, s'était mépris sur quelques faits, et notamment en disant qu'elle avait été introduite « dans le diocèse de Paris (par « Monseigneur), sans la participation et « contre le gré du chapitre. » Le chapitre fut promptement excité à donner un démenti au *Constitutionnel*, par une lettre dont il exigeait la publication ; et cette lettre parut dans sa feuille du 27 ; mais le journaliste la fit suivre de quelques observations par lesquelles il déclarait persister dans ce qu'il avait dit le 22. Les chanoines alléguant alors « les rapports de bienveillance de la « part de Monseigneur envers eux, et de « respect et de dévouement de leur part envers Monseigneur, » on comprend que c'était par lui qu'ils avaient été décidés à écrire au journaliste ; et l'on ne pourra se dissimuler que ce fut encore Monsieur de Paris qui provoqua la délibération *ab irato*,

que, dans une convocation extraordinaire, le 2 juin, ils prirent contre la persistance hostile du *Constitutionnel*. Ils y déclarèrent « qu'ils avaient formellement et capitulairement adopté la nouvelle édition du *Bréviaire de Paris* dont l'office du sacré cœur faisait partie; » et se prosternaient en même temps devant le trésor d'indulgences qu'à la requête de Monseigneur le pape avait ouvert en faveur des *cordicoles*.

Que les chanoines eussent adopté cet office, il n'y avait rien là de bien méritoire; on savait qu'ils ne ressemblaient aucunement à ceux de l'archevêque Beaumont, lesquels, pleins de savoir et d'un noble caractère, repoussèrent cet office comme idolâtrique, quand ce prélat le leur offrit; M. de Beaumont ne put le faire admettre que par les pauvres religieuses de Sainte-Aure et les vieux prêtres de l'hospice du mont Valérien, sous sa dépendance absolue. Les chanoines, le clergé, les ouailles de M. de Quélen l'avaient cru sur parole, quand, dans son mandement du 29 janvier précédent, il avait dit : « qu'en 1769, M. de Beaumont approuva l'office du sacré cœur, et qu'alors chaque évêque en institua la fête dans son diocèse. » M. de Beaumont n'avait pas même osé donner un mandement en faveur de cette dévotion; et il n'y eut que les évêques dévoués aux jésuites qui l'innovèrent dans leurs diocèses.

Tout étant bien arrangé entre M. de Quélen et ses chanoines, ceux-ci avaient terminé leur délibération par dire « qu'elle lui serait portée, et qu'on s'en rapporterait à Sa Grandeur sur l'usage qu'elle croirait devoir faire de cette délibération capitulaire et sur la publicité qu'elle croirait devoir lui donner. »

Elle fut portée aussitôt à M. de Quélen, et il répondit au chapitre : « Je n'ai jamais douté de vos sentimens pour moi; mon cœur m'a toujours dit qu'ils étaient d'accord avec la haute estime et la tendre affection dont je fais profession pour le

« chapitre. Je me ferai un devoir et un honneur, messieurs, de porter à la naissance du souverain pontife la délibération que le chapitre vient de prendre. Le clergé du diocèse y trouvera un modèle à suivre, et les fidèles une règle de conduite. Puisque la religion semble appelée à supporter de nouvelles épreuves, il est glorieux pour la métropole de Paris de donner la première un exemple solennel de dévouement à ses intérêts et à sa gloire. »

On a déjà compris, par la dernière phrase de la délibération, qu'elle devait être publiée par Monseigneur; il la fit insérer, avec sa réponse, dans la *Gazette de France* du 15 juin, et le *Journal des Débats* du 14.

Quelles nouvelles épreuves M. de Quélen redoutait-il donc alors pour la religion? aucune; mais il savait qu'on allait décider le roi à donner une ordonnance qui soumettrait au régime de l'Université les *petits séminaires* chers à Monseigneur, parce que les jeunes gens y étaient élevés dans les principes du jésuitisme; il savait qu'à la Chambre des députés allait s'ouvrir, le 14 juin, une discussion sur cinq pétitions par lesquelles était réclamée l'exécution des lois du royaume contre les jésuites qui, malgré leur expulsion de France en 1762, et la suppression de leur institut par le pape d'alors (I) en 1773, pullulaient en France, et s'emparaient insensiblement de l'instruction publique.

Les alarmes de M. l'archevêque étaient d'autant plus vives qu'il perdait l'espérance du succès des manœuvres pratiquées en faveur des petits séminaires, par une commission d'évêques que le roi avait nommée, à ce sujet, en février, et dont M. de Quélen était le président. Ils avaient fait intervenir dans cette affaire le pape Léon XII, dont le nonce à Paris, Monsignor Lambruschini, venait d'écrire à M. de Quélen : « Le

(I) Clément XIV.

« pape a , suivant vos vœux , envoyé au roi
 « (Charles X) toutes les exhortations ,
 « conseils et ordres demandés : tout va
 « bien (1). » Le roi néanmoins cédait aux
 raisons politiques de ses ministres ; et le 16
 juin il signa une ordonnance qui tendait à
 prévenir les troubles que l'enseignement
 des petits séminaires occasionnerait dans
 l'état. Elle irrita certains évêques ; le car-
 dinal de Clermont-Tonnerre , archevêque
 de Toulouse , eut même l'audace d'écrire
 au gouvernement : « Lors même que tous
 « se soumettraient à cette ordonnance , je
 « ne m'y soumettrai jamais (1). » Il n'entraî-
 pas dans le caractère et les manières de
 M. de Quélen d'être si hardi ; et il avait
 l'expérience de ce qu'on pouvait obtenir
 de Charles X par de patelines intrigues.
 Elles réussirent ; l'ordonnance fut modifiée
 au point de rester à peu près sans vigueur ;
 et les petits séminaires se reconstituèrent
 triomphalement. Il faut lire à ce sujet *la*
Lettre pastorale de M. de Quélen , en date
 du 11 novembre 1828. C'était un chant
 de victoire qui remplissait quatorze pages
 in-4°. Il y prétendait que « sans les petits
 « séminaires , il ne faudrait plus espérer
 « pour la France de sacerdoce , de reli-
 « gion , de paix ni de bonheur ; » et il di-
 sait ensuite fièrement au roi : « Donnez-
 « moi les âmes et gardez pour vous tout
 « le reste ; si vous m'offrez les dons de vo-
 « tre munificence , je ne les accepte que
 « comme des moyens d'aplanir les routes
 « du salut. » Tout dédaigneux qu'en fai-
 sant sa part et celle du monarque , le prélat
 semblait être pour les dons de la cour qu'il
 recevait à belles mains , il n'en exigeait pas
 moins de ses diocésains qu'ils versassent
 d'abondantes contributions dans les bour-

ses de ses quêteuses , que , par un nouvel
 et plus pompeux étalage des indulgences
 qu'il avait obtenues pour elles de Léon XII ,
 en 1825 , il excitait plus que jamais à les
 assiéger.

Quelle ne devait pas être l'ardeur de ces
 assiégeantes , avides d'indulgences ? Le pré-
 lat leur avait assuré que , lorsqu'elles lui
 apporteraient le butin de leurs quêtes , cha-
 cune d'elles aurait gagné , chaque mois du
 trimestre de son service , une indulgence
 plénière ; et , si elle avait rempli ses fonc-
 tions pendant toute l'année , une autre in-
 dulgences plénière. Il fallait que M. de Qué-
 len tirât un excellent parti des indulgences
 papales , pour en demander et en obtenir
 plus que jamais aucun autre évêque n'en
 avait sollicitées et acquises. Auparavant il
 s'en était fait accorder de très-plénières
 pour chaque mourant auquel il allait les
 porter lui-même quand celui-ci était riche ,
 et les faisait porter par ses prêtres à qui ne
 mourait pas dans l'opulence. Il en répan-
 dait de non moins plénières , du haut d'un
 trône , le jour de Pâques , à la multitude
 qui remplissait l'église cathédrale. Léon XII
 qui , le 19 juillet 1825 , le servit si bien en
 indulgences pour ses chères quêteuses , et
 le servit non moins généreusement de la
 même manière en 1827 , à l'occasion de
 certains ossements de Saint-Vincent-de-Paul ,
 comme nous le verrons tout à l'heure , avait
 déjà fort enrichi dans le même genre , le
 15 juin 1825 , sa passion pour les reliques ,
 égale à son ardeur pour les indulgences.
 L'objet de celles-ci était des fragmens *apo-*
cryphes ou non du crucifiement de Jésus-
 Christ.

M. de Quélen ne put qu'être , au commen-
 cement de 1829 , profondément affligé de la
 mort de Léon XII , qui lui avait prodigué au-
 tant d'indulgences qu'il en voulait , et l'avait
 accueilli à Rome. On ne doit point être
 surpris de l'éloge extraordinaire qu'il fit
 de ce pape dans un mandement du 21 fé-
 vrier. « Ce pontife , y disait-il , fut l'étoile

(1) Cette lettre faisait partie d'une masse de papiers
 qui , enlevés à l'archevêché le 29 juillet 1850 , fut ap-
 portée à l'Hôtel de-Ville , comme nous le verrons ci-
 après.

(2) *Etiam si omnes ego non!*

« du matin au milieu des nuages ; sa lumière était comme celle de la lune, dont le plein même ne fatigue pas une vue faible et malade ; il était l'arc-en-ciel qui, brillant dans les cieux, annonce la fin des orages ; ses pieux et saints exemples étaient comme les roses du printemps ; sa prédilection pour la France nous l'a fait prendre plus d'une fois pour un de ces *lis* (les Bourbons) l'orgueil de nos rivages et l'objet de notre amour. Hélas ! il a été semblable (dans ses derniers jours) à la flamme qui étincelle et qui s'échappe, au parfum de l'encens qui s'évapore. » Ce pape venait de faire assurer « de sa satisfaction pleine et parfaite M. de Quélen, pour la conduite qu'il avait tenue dans un moment difficile, » l'affaire des petits séminaires.

Dans ce mandement où M. de Quélen se louait lui-même presque autant qu'il louait Léon XII, venait à la suite des louanges, et par un hors-d'œuvre qui y contrastait singulièrement, une diatribe d'un autre style contre les systèmes de l'abbé de Laménais qui déjà se déclarait contre les jésuites. Cet abbé répliqua vigoureusement par deux lettres à Monseigneur, qui n'eut pas à s'en féliciter, et qui crut ne pas devoir y répondre.

Qu'était-ce, après tout, que cette petite tracasserie auprès de la jouissance idéalement anticipée du triomphe qu'il se préparait à lui-même, comme au jésuitisme, dans l'ovation prochaine et fort insolite de quelques ossemens d'un saint moderne qui, suivant son dire dans un mandement du 10 mars 1850, « réduisit au silence les ennemis les plus implacables et les plus ardens persécuteurs. » *De qui et de quoi ?* Monseigneur ne s'expliquait point ; mais l'agiographe de ce saint, l'évêque Abelly, n'avait pas été si cauteleux lorsqu'il avait fait un grand mérite au nouveau saint « de n'avoir cessé de dénoncer les adversaires du jésuitisme au roi Louis XIII, à la reine,

« aux ministres (les cardinaux de Richelieu et Mazarin), leur remontrant avec importunité qu'il fallait, par de justes châtimens, les forcer à se soumettre, et chasser du royaume, comme des pestes publiques, ceux qui s'obstineraient dans leur erreur, etc., etc. ; » d'un saint dont la bulle de canonisation, en 1757, se fondait principalement sur ce qu'il avait lutté persévéramment contre les antiques libertés de l'église gallicane, et fait d'incroyables efforts pour réaliser en France les prétentions ambitieuses de la cour de Rome. M. de Quélen allait la venger de ce que plusieurs savans évêques et les curés de Paris s'étaient soulevés contre cette bulle ; de ce que le parlement avait refusé de l'enregistrer ; *en sorte que la fête du nouveau canonisé ne s'était établie en 1758 que par la violation de la jurisprudence du royaume, qui exigeait l'enregistrement des bulles pour qu'elles pussent avoir leur effet.* M. de Quélen essayait de donner le change sur ces motifs en abusant de l'estime du public pour l'institution des *sœurs grises*, dévouées au service des pauvres, qu'on attribue uniquement au prêtre Vincent de Paul, dans l'ignorance où l'on est qu'elle dut sa naissance à Louise de Marillac, riche et pieuse veuve d'Antoine Le Gras, ci-devant secrétaire des commandemens de la mère de Louis XIII (1).

Quoiqu'en 1729, à l'ouverture du cercueil du prêtre Vincent, fondateur de la congrégation des prêtres de la mission,

(1) Nous n'ignorons pas que la pierre tumulaire, qui avait été placée sur le tombeau de l'abbé Vincent de Paul au milieu du chœur de l'église Saint-Lazare, portait cette inscription :

HIC JACET

venerabilis vir VINCENTIUS A PAULO ; præbyter, fundator seu institutor, et primus superior generalis congregationis missionis, nec non puellarum charitatis. Obiit, etc., etc.

Mais cette inscription prouve plus en faveur de la vanité des lazaristes que de la vérité du fait (voir la vie de Louise de Marillac, veuve de M. Le Gras, par Gouillon).

appelés *lazaristes*, l'archevêque de Paris, M. de Vintimille eût trouvé son cadavre réduit en poussière, M. de Quélen se flattait d'en avoir le crâne, un fragment de l'épine dorsale et quelques os des bras et des jambes.

Dès 1825 il avait chargé le plus célèbre des orfèvres de Paris, M. Odiot fils, de lui fabriquer une châsse en argent qui, ayant sept pieds de long sur deux et demi de large, s'élèverait en cintre, et porterait une statue du saint de trois pieds et demi de hauteur et quatre figures d'anges, de deux pieds et demi. Ses deux côtés devaient être flanqués en dehors chacun d'une figure d'orphelin presque nu, élevée sur un socle. Une large glace en devant laisserait voir l'intérieur tapissé de velours violet, chargé de broderies en or, et un mannequin vêtu en prêtre, couché sur des coussins de velours violet garnis de galons et glands d'or. Cette magnifique châsse, achevée en 1827, dans laquelle il était entré pour trente mille francs de matière première (argent), et dont le travail avait coûté pareille somme et plus, fut montrée au public dans l'exposition des produits de l'industrie française, durant l'été de cette même année. Une femme assise près de cette merveille disait, comme en confiance, aux admirateurs, qu'on la devait à la munificence de Monseigneur l'archevêque qui allait la donner à l'oratoire des *lazaristes*. Et cependant, dix-huit mois après, M. de Quélen, au commencement de février 1829, n'avait pas encore payé le plus mince à-compte à l'orfèvre. Il a confessé, mais non sans réticences, dans son mandement du 10 mars 1830, que le roi Charles X, les princes et princesses de la famille royale lui avaient remis, pour concourir au paiement de cette châsse, des sommes dont le prélat se gardait bien de dire le montant, et il se vantait aussitôt « de s'être fait un devoir d'ajouter à leurs dons le sien propre, » mais il n'en spécifiait pas la valeur. La somme de tous ces dons récents ne pouvait pas être

moindre de 50,000 francs. Ce fut seulement le 15 janvier 1829 qu'il donna à M. Odiot, pour premier à-compte, 9,950 fr.; le second, qui ne s'éleva qu'à 8,500 fr., ne lui arriva que le 5 juin suivant. L'orfèvre à qui, pour cette châsse, il était dû 60,506 fr., suivant sa facture du 15 août 1827, en ne comptant que ses déboursés pour la matière et le paiement des artistes et ouvriers, n'avait donc reçu que ces deux à-comptes, en total 18,250 francs, quand, le dimanche 25 d'avril 1830, précédé d'un innombrable clergé et couvert d'une chappe en dorure, coiffé d'une haute mitre ENDIAMANTÉE (1), accompagné de sa crosse et de sa croix archiépiscopale, il promena triomphalement dans Paris la magnifique châsse, et alla en faire présent aux *lazaristes* de la rue de Sèvres.

Pour endormir les réclamations de M. Odiot, M. de Quélen l'avait préconisé, dans son mandement du 10 mars, avec tout le ravissement factice des prédicateurs qui débitent des panégyriques, jusqu'à le dire semblable par esprit de religion, au bon Saint-Eloi qui « se fit gloire d'orner d'orfèvreries le tombeau de Saint-Rémi. »

M. de Quélen percevait alors pour payer M. Odiot de nouvelles sommes, par le moyen des quêtes qu'il avait fait pratiquer à cette fin dans toutes les églises de Paris et du diocèse, le jour de Pâques, où elles étaient remplies de tous les habitants, et par l'industrie de la vente d'une infinité de petites médailles dont l'achat était forcé au prix minimum de cinquante centimes chacune, quoiqu'il n'y eût guère d'argent que pour la moitié. Monseigneur en avait envoyé un rouleau à chaque curé, en demandant, dit-on, le solde comptant, mais lui laissant la liberté de les faire payer plus de cinquante centimes par les bonnes âmes qui voudraient en avoir.

(1) Plus tard l'on apprit judiciairement que ces diadèmes étaient faux. Du faux! Monseigneur! et du faux pour se montrer plus superbe!!!

Mais aussi combien Monseigneur se montrait généreux en indulgences ! ne parlons ici que de celles qu'il avait fait attacher, dès 1827, par Léon XII, à la cérémonie qui ne put se faire que le 25 avril 1850, dont M. de Quélen lui avait, trois ans auparavant, communiqué le projet. Pie VIII, successeur de ce pape, venait de raviver cet ineffable trésor dans les mains de *Monseigneur*. Il y avait indulgence plénière pour quiconque assisterait à la procession, et trois cents jours d'indulgence pour toute personne qui, durant la neuvaine de l'exposition de la châsse en l'oratoire des lazaristes, irait, un jour ou l'autre, prier une fois auprès d'elle ; en sorte que si la même personne y venait chaque jour de la neuvaine, elle y gagnerait en total deux mille sept cents jours d'indulgences. M. de Quélen avait annoncé à tout le public ces prodigieuses libéralités mystiques par une grande affiche placardée à tous les coins de rue, en tête de laquelle se déployaient largement ses nobles armoiries et flottait la banderole de son EN-PEB EMSER QUÉLEN.

M. Odiot sachant que M. de Quélen avait reçu le montant des quêtes et de la vente des petites médailles le harcelait pour être payé des 42,256 fr. qui lui étaient dus encore. L'archevêque se résigna, le 21 juillet 1850, à lui donner un troisième à-compte qui fut de 10,000 fr. L'orfèvre, retenu par la grande importance que le prélat avait acquise à la cour, jugea prudent de patienter encore. Mais quand la révolution de juillet eut abattu la prédominance de *Monseigneur*, M. Odiot après avoir réclamé de nouveau le solde de sa facture, n'ayant pu obtenir le 7 août 1851 qu'un nouvel à-compte de 20,000 fr., fit enlever, par voie judiciaire, la châsse aux lazaristes, et intenta un procès au prélat pour avoir non seulement le complément de l'acquiescement de sa facture, mais de plus les intérêts, à cinq pour cent, des sommes partielles dont les payemens avaient été plus ou moins retardés. Le tribunal rendit

le 12 juin 1855 le jugement suivant :

« Attendu qu'il résulte des faits et circonstances de la cause, et notamment du rapport des experts, que la châsse de S. Vincent de Paul a été entreprise et établie par le sieur Odiot plutôt comme un objet d'art, et en vue de l'honneur que devait lui faire ce travail, que comme un objet de spéculation commerciale ; qu'il résulte du même rapport que le prix de 60,506 francs, demandé par la facture du sieur Odiot du 15 août 1827, n'est que la représentation des déboursés qu'un tel ouvrage a dû nécessiter ; que de plus les experts ont déclaré que la considération des retards de paiement éprouvés par le sieur Odiot n'était entrée pour rien dans les éléments de leur évaluation ;

« Attendu que la conséquence de ces faits est que le sieur Odiot, en portant dans sa facture le prix de la châsse à 60,506 francs, n'a rien demandé pour son travail personnel ou la surveillance des travaux, et qu'il s'est réduit à ses déboursés ;

« Attendu qu'ayant ainsi agi plutôt en quelque sorte comme mandataire que comme fabricant et fournisseur, il a droit au remboursement de tous ses déboursés ;

« Attendu que depuis sa facture, ses déboursés se sont accrus des intérêts du capital par lui dépensé ; qu'il est juste dès lors, pour le rendre indemne, de lui allouer lesdits intérêts ;

« Attendu toutefois, qu'il est reconnu que le sieur Odiot a déjà reçu quatre à-comptes, savoir : le premier de 9,950 francs, le 15 janvier 1829 ; le deuxième de 8,300 francs, le 5 juin suivant ; le troisième de 10,000 francs, le 21 juillet 1830 ; et le quatrième de 20,000 francs le 7 août 1831 ;

« Attendu que, malgré ces à-comptes, les sommes dont le sieur de Quélen reste débiteur excèdent celle qui a été offerte par lui, et dont il a fait le dépôt à la Caisse des consignations ;

« Le Tribunal déclare insuffisantes et nulles les offres réelles du sieur de Quélen ; le condamne à payer au sieur Odiot la somme de 12,256 francs, formant le complément du montant de sa facture du 15 août 1827 ;

« Le condamne en outre à lui payer les intérêts, à cinq pour cent par an, de la somme due, le tout à la charge par le sieur Odiot de remettre au sieur de Quélen la châsse dont il s'agit, montée telle qu'elle existait au jour où elle a été transportée dans les magasins dudit sieur Odiot ;

« Condamne le sieur de Quélen aux dépens ; sur le surplus des fins et conclusions, met les parties hors de cause. »

Il nous a paru convenable d'en finir, par anticipation de temps, pour tout ce qui concernait la fameuse châsse ; reprenons maintenant l'ordre chronologique des événements.

Le crédit de M. de Quélen allait tous les jours croissant ; aussi les promoteurs de cette bizarre quête avec les produits de laquelle ils avaient acheté le château de Chambord pour le donner au jeune duc de Bordeaux ne trouvèrent pas d'homme plus agréable à la cour, pour en faire l'offrande, que le prélat de Quélen. Quand il vint, à leur tête, le 7 février 1850, déposer entre les mains du roi les titres de cette acquisition, il ne manqua pas de supposer, dans sa moëlleuse harangue, qu'à la naissance du jeune duc, « tous les cœurs se pressèrent autour de son royal berceau où reposaient tant d'espérances à côté de tant de merveilles » (1).

(1) M. de Quélen est toujours semblable à lui-même pour son style prétentieux et ampoulé. A la suite des

Charles X, de plus en plus enchanté de notre archevêque, voulut lui conférer le plus illustratif des ordres chevaleresques du royaume, et, le 50 mai, jour de la Pentecôte, principale solennité de l'ordre du Saint-Esprit, il l'en nomma commandeur, le para lui-même du cordon bleu et du riche collier du plus superbe de tous les ordres.

Ne soyons pas surpris de voir M. de Quélen plus courtisan qu'apôtre dans le mandement qu'il donna, dans les premiers jours de juin, relativement à la guerre que Charles X venait de décider contre le dey d'Alger, pour venger un coup d'éventail lâché d'impatience par ce prince sur la face du consul de France. Notre archevêque, en ordonnant des prières pour demander à Dieu le succès de cette expédition meurtrière, appelait hostilement le dey un *Sarrasin farouche*, et annonçait hardiment, d'après les desseins que le roi en avait confiés à ses intimes, que ce qui allait arriver au dey arriverait ensuite « *aux passions qui (en France) luttent sans cesse contre le bon droit et l'ordre.* » L'explication de cette menace, encore énigmatique, sera donnée par Monseigneur lui-même, lorsqu'il la croira sur le point de s'accomplir.

Dans l'intervalle, quand on sut que les troupes françaises avaient pris Alger, le 14 juin, et que le dey était fait prisonnier, M. de Quélen, de plus en plus influent dans le conseil de conscience du vieux monarque, où il avait pour adjoints le cardinal Latil et l'abbé Frayssinous, évêque fantastique d'Hermopolis, signa avec eux, de l'approba-

événemens de 1850 nous eûmes à notre disposition une lettre écrite par ce prélat à madame la duchesse de D..., sous la date de ... septembre 1821, dans laquelle il la remerciait des mille francs que cette dame lui avait envoyés sur sa demande : « Vous êtes, lui disait-il, une femme d'or; je viens d'en recevoir une preuve solide;... j'admire votre charité et la promptitude avec laquelle vous la faites. » Madame D... passait pour ne pas jouir d'une grande fortune; aussi M. de Quélen terminait-il en la comparant à *Jésus-Christ qui était tout à la fois très-noble et très-pauvre.*

tion du roi, une lettre au pape, à qui le nonce Lambruschini devait la faire parvenir. Cette lettre débutait par offrir à l'Église de Rome, de la part du monarque, toutes les contrées du sol africain que les troupes françaises avaient déjà conquises et celles qu'elles pourraient conquérir encore. M. de Quélen et les deux autres signataires, se disant ensuite les représentans du clergé de France qui ne s'en doutait pas, suppliaient le pape d'envoyer auprès de l'armée conquérante un légat à *latere*, pour y agir comme le firent au moyen âge, lors des croisades en Orient, les légats qui, aidés par la violence des armes, soumirent des consciences orientales au despotisme de l'évêque de Rome. Le triumvirat épiscopal, afin d'exciter de plus en plus le pape à échauffer Charles X pour l'exécution des desseins que M. de Quélen avait laissé entrevoir au commencement de juin, étalait avec une complaisance infinie les richesses immenses que le clergé de France avait acquises sous le règne de ce dévot monarque. « Pendant les neuf années de celui de Louis XVIII, son prédécesseur, disait la lettre, le clergé n'a pas reçu en legs plus de douze millions; mais depuis l'avènement de Charles X au trône, vers la fin de 1824, jusqu'en juin 1850, dans ces cinq ans et demi, le clergé a, sous les auspices de ce monarque, acquis, de la même manière, trente millions. » Le pape devait conclure de cette énumération comparative que le zèle de Charles X pour l'enrichissement des évêques, des prêtres, des religieuses et des moines de France, attestait que sa piété était relativement à celle de Louis XVIII comme trente est à douze. Il y avait donc, depuis la restauration des Bourbons en 1814, quarante-deux millions, tombés en la *main-morte* des gens d'église, et qui, désormais non productifs à l'état, rejetaient sur les citoyens, déjà surchargés d'impôts, les charges publiques que ces biens lui payaient auparavant. Le triumvirat sacré terminait sa lettre triomphale en ces termes : « Votre Sainteté

verra, par ce tableau, que Charles X dépassera bientôt, par les oblations de ses sujets et par sa munificence particulière, les munificences de ces rois qui ont si richement doté les églises de leurs états. Mais son zèle pieux et les libéralités des fidèles sont constamment entravés par la résistance qu'opposent à son gouvernement des écrits licencieux et tous les écarts de la presse périodique. Il semble donc nécessaire à l'Église de France que le père commun des fidèles détermine, par les oracles de sa sagesse, le roi Charles X à mettre un frein à la licence de la presse. »

On peut juger, d'après cette lettre, si ce fut par ses ministres d'état, ou par ses conseillers de conscience, MM. Quélen, Latil et Frayssinous, que le dévot Charles X fut plus efficacement poussé à rendre ces téméraires ordonnances qui devaient lui faire perdre sa couronne. Le pape était de connivence avec eux, car son secrétaire d'état, le cardinal Albani, ayant reçu leur missive parmi les dépêches du nonce Lambruschini, qui lui recommandait de la mettre *sous les yeux* de Sa Sainteté, et de l'appuyer de toute son influence, lui en présenta une déjà toute minutée par lui pour Charles X. Le pape l'adopta et la lui adressa aussitôt. Elle conjurait ce roi superstitieux « d'arrêter enfin, par des mesures énergiques, le torrent dévastateur qui menaçait d'engloutir l'état, l'Église, le monarque et la monarchie » (1). C'était provoquer des effets absolument contraires; l'infailibilité papale était en défaut.

Cette lettre du pape arriva bientôt à Paris. M. de Quélen l'avait su par le nonce, quand Charles X vint faire chanter dans l'église cathédrale un *Te Deum* solennel en actions de grâces de la conquête d'Alger. Notre archevêque, ivre de joie, ne doutait point du succès définitif de ses heureuses manœu-

vres contre la liberté de la presse et les oppositions du libéralisme politique. Quand il reçut, à la porte de son église, le monarque arrivant, le 11 juillet 1830, pour la triomphale cérémonie, il lui dit : « *La main du Tout-Puissant est avec vous, Sire; que votre grande âme s'affermisse de plus en plus; et puisse Votre Majesté bientôt venir encore remercier le Seigneur d'autres merveilles non moins douces et non moins éclatantes!* » La réponse de Charles X fut prudente.

Ce jour-là même M. de Quélen signait un mandement relatif à la conquête, et qui parut le lendemain. Menaçant avec plus de hardiesse que dans sa harangue au roi, il disait assez peu chrétiennement : « L'insolent pirate (le dey d'Alger) courbe maintenant la tête sous l'épée victorieuse de la France. Trois semaines ont suffi pour humilier et réduire à la faiblesse d'un enfant ce Musulman si superbe. Ainsi soient traités partout et toujours les ennemis de notre seigneur et roi : ainsi soient confondus tous ceux qui osent se soulever contre lui, etc., etc. »

Charles X, excité jusqu'à la présomption en délire, crut qu'il ne lui fallait que deux semaines pour abattre ceux que le prélat avait désignés, et lâcha contre eux ses fulminantes ordonnances du 25 juillet. Le peuple y répliqua par une insurrection générale qui força le monarque de s'expatrier, mit en fuite son conseiller Quélen, et fit dévaster le palais archiépiscopal.

Disons-nous quels écrits en furent apportés au comité du gouvernement provisoire, siégeant à l'Hôtel-de-ville, où présidait le général Lafayette? Les premiers qui tombèrent entre ses mains, le 29 juillet, furent presque aussitôt réclamés, avec instances et larmes, par une dame...., amie du prélat, et de la connaissance du général. Il les lui céda, parce qu'elle alléguait que plusieurs de ces papiers pourraient occasionner à Monseigneur de terribles procès. Il nous serait facile de les énumérer, M. de

(1) Toute cette correspondance fut révélée par une lettre écrite de Rome le 29 juillet, et insérée dans le *Courrier français* du 14 août 1830, et dans le *National*; mais, au milieu des agitations du moment, ces faits passèrent inaperçus.

Qu'élen nous saura gré sans doute de notre discrétion (1).

Le 1^{er} d'août furent apportés à l'Hôtel-de-Ville, dans l'après-midi, deux grands portefeuilles de maroquin rouge, pris dans les appartemens de *Monseigneur* à l'archevêché, et dont l'un ne contenait que des rapports et documens sur un projet d'établissement de communautés religieuses; mais dans l'autre était, toute grande ouverte, une lettre d'une dame ou demoiselle Amélie de V..... L'auteur du *Mémorial de l'Hôtel-de-Ville de Paris en 1850*, qui se vante d'y avoir fait à tous la lecture de cette lettre, et même d'en être resté possesseur, dit à ce sujet : « Apprécient la
« discrétion que réclame de tout homme
« d'honneur la surprise involontaire d'un
« secret dans la vie d'un autre homme,
« fût-il son ennemi, je me suis sérieusement interrogé pour savoir s'il pouvait
« appartenir à la convenance historique de
« signaler une lettre écrite à un dignitaire
« à la fois épiscopal et politique, sous une
« influence étrangère à ses fonctions spirituelles et temporelles..... Il importerait
« fort peu de savoir que sous les dentelles
« du rochet battait un cœur accessible à de
« frivoles passions; que sous les plis composés d'un front austère germaient des
« pensées capables de susciter de dange-
« reuses émotions à la faveur des épanchemens mystiques..... Je me suis décidé à

(1) Nous nous taisons aussi sur d'autres lettres trouvées plus tard dans divers cartons de la bibliothèque particulière de Monsieur de Paris. Comme nous n'écrivons pas pour alimenter la malignité, nous devons nous dispenser de divulguer les particularités assez curieuses de cette vie intime; notre blâme serait d'autant plus injuste que Monseigneur ne paraît pas avoir jamais sérieusement fait un crime *aux autres* d'avoir sans scandale cédé au plus irrésistible et plus doux penchant de l'humanité: et en effet qui pourrait jurer que parmi les saints du Paradis il n'en est point auxquels on puisse reprocher d'avoir dit, au moins une fois dans leur vie, sans parler de S. Jérôme et de S. Augustin : *Et nos cedamus amori!*

« ne point publier cette lettre que le général Lobau, membre du comité auquel
« elle fut lue, se fit lire une seconde fois.
« Puisse la main imprudente qui l'avait
« écrite et signée s'abstenir désormais!
« Puisse l'imagination qui l'avait dictée ne
« plus exposer la sainte *illumination* de la
« Pentecôte au milieu des ombres compromettantes des *bosquets de Conflans!* »
L'énigme de ces premières phrases sera peut-être difficile à deviner. Au surplus, l'auteur du *Mémorial* dit que « le texte même
« de cette lettre fut publié par quelques
« journaux du temps. »

Nous ne pouvons nous ressouvenir si elle était du nombre des lettres galantes à Athénaïs que nous lûmes alors dans le *Journal des salons*, sur papier rose, et dans le pamphlet crié par les rues sous ce titre : *La Chemise de femme et Correspondance galante trouvées dans l'oratoire de l'archevêque de Paris*. Quant à la chemise, ce pouvait être aux yeux du prélat une sainte relique. C'était *probablement* l'une des chemises de la jeune religieuse du *sacré cœur*, *Aloysia Jouve*, morte dans le couvent de Grenoble, en odeur de sainteté, à vingt-quatre ans et demi, le 21 janvier 1822. Nous savons que les religieuses du *sacré cœur*, à Paris, chez lesquelles *Monseigneur*, pour son édification et la nôtre, se plaît tant à passer plus de la moitié de chaque année, lorsqu'une de leurs pensionnaires est malade à toute extrémité, et que le médecin ne sait plus qu'y faire, une de leurs sœurs converses vient poser sur l'ombilic de la mourante, pour la rappeler à la vie, un petit morceau d'une chemise de la bienheureuse Jouve; et le pieux médecin Récamier convient que plus d'une fois cet amulette a eu plus de succès que ses ordonnances. Quant aux lettres, nous étions portés à ne pas les croire trouvées au palais archiépiscopal, parce que, dans cette correspondance, l'amant disait à l'amante : « *Je me suis prosterné ce matin devant l'image vénérée de la Vierge;*

je lui ai demandé la grâce de vous oublier ; je croyais déjà l'avoir obtenue ; déjà il me semblait la voir sourire à ma prière et me tendre une main secourable ; une joie douce et céleste pénétrait goutte à goutte dans mon âme. Insensé que j'étais ! je ne voyais plus la mère de Dieu ; c'était votre image qui m'apparaissait ; c'était votre bouche de rose qui me souriait ; c'était votre jolie main qui était tendue vers moi ; c'était..... — Ma chère Athénaïs, mon amie adorée, accordez-moi la centième partie des sentimens que vous m'inspirez : je vous devrai le charme de ma vie. Vous me demandez de vous dispenser demain du jeûne prescrit par l'Église, sous prétexte que vous éprouvez des douleurs d'estomac. J'ai bien, il est vrai, le droit de vous accorder la permission nécessaire ; et vous savez trop bien que je ne puis rien vous refuser ; mais vous me ferez plaisir si vous ne profitez pas de cette permission. Les philosophes et les impies secouent de plus en plus le joug de la religion. Chère Athénaïs, il y a trois jours que je ne vous ai vue, et je ne puis vous exprimer tout ce que m'a coûté votre absence. Aujourd'hui je ne puis vous voir, et demain votre mari sera ici » (1).

Toute colère contre l'archevêque s'éteignait dans la gaieté dont les lettres à la chère Athénaïs étaient la cause et l'objet. Le prélat avait profité de cette intermittence pacifique pour venir en tapinois reprendre possession du palais archiépiscopal dont la partie qui lui était la plus chère n'avait pas été endommagée dans l'assaut de juillet précédent. Il s'y complaisait encore dans un mobilier assez convenable à ses goûts et à sa grandeur, lorsqu'une terrible recrudescence

de la colère populaire lui fit juger prudent de s'enfuir une seconde fois. On ne doutait point qu'il n'eût autorisé le curé de Saint-Germain-l'Auxerrois à célébrer, le 15 février 1831, dans son église, un service solennel pour le duc de Berri, assassiné onze ans auparavant ; et, dans cette persuasion, ON poussa le peuple, après avoir saccagé cette église, à se porter avec fureur contre le palais archiépiscopal pour le détruire (1). Les dévastateurs commencèrent par jeter les meubles dans la Seine, puis ils travaillèrent, SANS EMPÊCHEMENT, à la démolition du palais, et ils ne le laissèrent que quand ils l'eurent rendu absolument inhabitable.

Cette dévastation et celle de l'église paraissaient toucher fort peu l'autorité publique, parce que, remontant à la source du désordre, elle paraissait vouloir rechercher les promoteurs et acteurs de la bravade du service funèbre. Des mandats d'amener furent lancés par le préfet de police, M. Baude, contre le curé et contre l'archevêque ; mais l'un et l'autre s'étaient si bien cachés que les limiers de la police ne purent les saisir. Ils y seraient parvenus sans l'intervention secrète d'une *pieuse et haute dame* qui obtint du préfet de police qu'il retirât ses mandats d'amener. Il fut rendu en faveur de M. de Quélen comme un arrêt de non lieu de *haute autorité*.

. Reprenons l'exposé du caractère politico-religieux de M. de Quélen, et appuyons notre opinion sur des faits. Sa plus franche et plus implacable sévérité était réservée pour tout acte, tout écrit, toute pensée contraire aux exigences de la cour

(1) Parmi les lettres trouvées à l'Archevêché, et dont il nous a été aisé de prendre connaissance, il en était une de la princesse Adélaïde d'Orléans, autorisant *Monseigneur*, qu'elle avait rendu dispensateur de ses charités, à donner trois cents francs à la femme *****, quoiqu'elle ne méritât guère de secours... La princesse en même temps assurait M. de Quélen de toute la confiance, de toute la vénération et de tout le dévouement de la famille d'Orléans pour lui.

(1) Nous serions à même de donner des détails minutieux sur le sac de l'Archevêché en 1831 ; mais les temps ne sont pas venus de dire la vérité sans danger d'encourir les poursuites de messieurs les gens du roi. Plus tard sans doute nous pourrions écrire l'histoire de la journée du 15 février 1831, si mal connue, si mal appréciée. Les documens que nous avons recueillis ne doivent pas être perdus.

de Rome, à la prétendue infailibilité des papes, à leur despotique autorité sur les consciences débonnaires. M. de Quélen donnait l'exemple de l'obéissance à leurs décisions, quoique, dans l'intervalle de peu d'années, ils eussent prescrit le *pour* et le *contre*, suivant les chances de leur politique. Il ne serait certes pas notre archevêque, si, dans les dix premières années de son sacerdoce, il eût été, comme aujourd'hui, le zélé intraitable des fulminans brefs du pape Pie VI, en 1791 et 1792, contre les évêques et prêtres de la constitution civile du clergé. Les sulpiciens, avec leur supérieur, M. Émery, et le cardinal Fesch l'auraient-ils introduit dans les voies de la haute fortune dont il jouit, s'il n'avait pas hautement professé, comme eux, conformément aux arrangemens de Pie VII avec Bonaparte, en 1801 et 1802, et suivant les enseignemens de leurs grands théologiens l'ex-jésuite Barruel et M. Émery, répétés par les vicaires généraux de Paris, le siège vacant ; « que l'Église constitutionnelle n'avait rien changé à la doctrine et aux rites de l'Église catholique (1) ; que la constitution civile du clergé ne contenait que des réglemens de discipline (2) ; que les évêques et prêtres de cette constitution civile étaient demeurés attachés à la foi catholique, apostolique et romaine, pour laquelle ceux qui survivaient à tant d'autres eussent volontiers, s'il eût été nécessaire, répandu leur sang et livré leur vie (5), » ainsi que l'avaient fait plusieurs prêtres et évêques de la même église constitutionnelle (4).

(1) M. Emery, page 70 de son *avertissement* dans son livre : *Conduite de l'Eglise dans la réception des ministres de la religion qui reviennent de l'hérésie, etc.* Paris, 1801.

(2) Les grands vicaires de Paris, au nombre desquels était M. Emery.

(3) M. Barruel, page 52 de son *supplément* à son livre des *Droits du Pape dans le concordat de 1801*. Paris.

(4) Voyez les registres des tribunaux révolutionnaires en 1795 et 1794.

Mais les Bourbons revenus de l'exil, tendant, en 1815, à recouvrer le pouvoir sans frein de leurs ancêtres, et Pie VII réintégré dans Rome, y reprenant l'autorité de Pie VI avant la révolution, M. de Quélen, parvenu au plus haut rang de la prélature, avec une opulence que n'avait pas eue l'ancien archevêque de Paris, abjura les principes qui avaient servi de base à sa prodigieuse élévation. Ce clergé constitutionnel, avec lequel il avait si heureusement vécu en bon catholique, tant que le clergé anti-constitutionnel resta fondu avec l'autre en parfaite unité, lui parut sorti de l'enfer et condamné par les brefs ressuscités de Pie VI à y rentrer, s'il n'abjurait la discipline ecclésiastique constitutionnelle, que ce pape contre-révolutionnaire avait qualifiée *hérétique*, comme si elle eût été contraire à quelque dogme apostolique. La révolution de juillet ne changea rien à ces nouvelles dispositions de M. de Quélen. Le plus vénérable, le plus savant, le plus pieux et le plus ferme prélat de l'Église constitutionnelle, M. Grégoire, ci-devant évêque de Blois, âgé de quatre-vingts ans, était dangereusement malade, au commencement de mai 1831, et touchait au terme de sa vie. Aucun n'avait déployé comme lui l'héroïsme des primitifs défenseurs de la foi contre les exigences anti-religieuses de la Convention nationale ; il avait, au péril de sa vie, maintenu en France l'esprit religieux, la pratique même du culte, pendant le temps de la persécution ; et, se voyant sur le point de mourir, il faisait demander au curé de la paroisse sur laquelle il demeurait les sacremens des mourans ; celui-ci, bien que septuagénaire et élève des écoles ecclésiastiques anciennes si supérieures aux nouvelles, n'osa pas se dispenser de consulter son archevêque.

M. de Quélen, qui n'était point entré dans le sacerdoce fortifié par des études graves et profondes, et qui ne s'était faufilé dans l'épiscopat que par la porte équivoque des

in partibus, M. de Quélen, qui avait à peine atteint sa cinquantième année, et qui comptait parmi les plus jeunes évêques de France, défendit au curé d'accorder les sacremens des mourans à l'un des plus pieux et des savans octogénaires de l'ancienne Eglise gallicane, à M. Grégoire, qui avait vingt-six ans d'épiscopat de plus que ce prélat du nouveau clergé. M. de Quélen envoya signifier aux amis de M. Grégoire, par un jeune vicaire, qu'il ne permettrait d'accorder les sacremens au mourant, qu'après qu'il aurait rétracté le serment qu'avec pleine connaissance de cause il avait prêté quarante ans auparavant à la constitution civile du clergé, et abjuré son introduction dans l'épiscopat l'année suivante. Le jeune vicaire fut introduit auprès du vénérable évêque de Blois qui lui repliqua : « Avant que vous fussiez
« au monde, monsieur, j'avais résolu avec
« une conscience bien éclairée toutes les
« questions qui se rattachent à ces deux
« grands actes de ma vie. »

C'était le cas, où jamais, que M. de Quélen, si prompt à voler chez les mourans qui ont de l'opulence pour les sanctifier et leur assurer le salut éternel, en faisant publier par les journaux ces transports de zèle ; c'était le cas, s'il avait la conviction de la légitimité de ses exigences, et si, comme il l'écrivit le lendemain à M. Grégoire, « il était
« possédé d'un désir ardent pour son salut, » d'accourir lui-même *pour lui tendre la main* sur ce qu'il appelait *le penchant de l'éternel abîme* ! Mais non ; malgré ces phrases de protocole dans la lettre qu'il lui adressa, le 5 mai, prétextant « le sein d'une retraite, « d'où il voudrait sortir, » comme s'il y avait de retraite volontaire qui dispensât un pasteur de courir après la brebis tombée dans la voie de perdition, il ne se transporte qu'en esprit auprès du lit de mort de M. Grégoire, et donne pour second prétexte, « que l'état
« de maladie où celui-ci se trouvait ne lui
« permettait pas d'entrer avec lui dans une
« discussion trop pénible, qui d'ailleurs, plus

« d'une fois renouvelée (mais jamais entre
« eux), avait été toujours inutile. C'est de la
« seule grâce de Dieu qu'il attend la conver-
« sion de M. Grégoire. » Mais pourquoi donc, adresse-t-il, le 7 mai, à un ecclésiastique, qui, ne quittant pas M. Grégoire, avait sa confiance, une longue note pour lui être lue, et dans laquelle cette discussion était reprise avec tous les lieux communs suggérés, en 1791, par les brefs anti-gallicans et contre-révolutionnaires de Pie VI ? Pourquoi donc Monseigneur, le 11 mai, décoche-t-il au même ecclésiastique une seconde note, qu'il veut que celui-ci lise encore au moribond, dans laquelle, parmi les mêmes vieux argumens, est signifié à M. Grégoire que s'il ne se soumet pas à ce que M. de Quélen exige, ce prélat ne permettra pas que son cadavre entre dans une église, et qu'on prie pour son âme, quoiqu'il ait si volontiers permis d'accorder cet honneur et ces faveurs à l'astronome Lalande dans l'église de Saint-Benoît, et à l'académicien Volney, dans celle de Saint-Sulpice, bien qu'ils eussent fait profession, jusqu'à la mort, l'un du plus cynique athéisme, et l'autre du plus profond mépris pour les dogmes du christianisme ? Pourquoi donc encore Monseigneur envoie-t-il, le 16 mai, son grand vicaire promoteur Mathieu tourmenter M. Grégoire avec de semblables raisonnemens ? Son autre grand vicaire, M. Desjardins, plus pacifique, dans une lettre du 27 mai, ne fait que constater l'inutilité de ces vieilles argumentations ; et M. Grégoire meurt le lendemain.

On devine aisément pourquoi M. de Quélen n'était pas venu s'exposer aux savantes réfutations de l'ancien évêque de Blois ; et l'on voit, par la texture et le style des deux notes, que, malgré la signature : *Hyacinte, archevêque de Paris*, elles n'étaient pas sorties de sa plume. Sa lettre du 5 mai à M. Grégoire ne renfermait pas d'autre argumentation, si c'en est une, que cette vague assertion : « La constitution civile du « clergé contient des erreurs condamnées

« par l'Eglise universelle ; » et M. Grégoire, dans la réponse qu'il lui fit avait assez bien établi que l'assertion était, pour le moins, téméraire, et qu'il en avait la preuve dans les registres mêmes de l'archevêché de Paris, où se trouvaient constatée l'autorisation que, le 27 juillet 1814, le cardinal du Belloy, alors archevêque, lui avait donnée pour célébrer la messe dans toutes les églises du diocèse, et la confirmation que le cardinal Maury, assis ensuite sur le même siège, avait faite de cette autorisation.

L'un et l'autre l'avaient donc bien reconnu pour orthodoxe. M. Grégoire opposait en outre à cette prétendue universalité de condamnation le sentiment d'un « grand nombre d'évêques, les plus savans « comme les plus pieux de la catholicité, qui « avaient constamment reconnu son ortho- « doxie et son caractère épiscopal. » L'ecclésiastique en quelque sorte commensal de M. Grégoire, répondant, le 9 mai, à M. l'archevêque d'après la première note envoyée par celui-ci, lui avait dit franchement, « qu'on y mettait en principe ce qui était en « question, en alléguant les erreurs conte- « nues dans la constitution civile du clergé ; « que Monseigneur aurait dû indiquer les « dogmes attaqués ou altérés par elle, et « préciser les erreurs prétendues condam- « nées par l'Eglise universelle, véritable « point de la question, que l'archevêché de « M. de Quélen n'abordait point pour ne pas « se trouver condamné par le même arche- « vêché aux temps de MM. Emery et Barruel, « et ensuite des cardinaux du Belloy et « Maury. » Ce point de la question fut encore éludé dans la seconde note également signée *Hyacinthe*, puis dans l'argumentation du promoteur Mathieu près du lit de M. Grégoire, et enfin dans la lettre du grand vicair Desjardins.

M. de Quélen s'était trop engagé dans les vues de la cour de Rome pour reculer devant l'extrémité à laquelle l'inefficacité de ses exigences l'entraînerait après que

M. Grégoire aurait rendu le dernier soupir. Il l'en avait menacé dans sa lettre du 5 mai, s'il n'obtenait pas de lui un acte solennel d'entière autant qu'aveugle soumission au siège de Rome, dans laquelle seraient même comprises formellement, et cette fatale bulle *unigenitus* qui, en 1715, eut pour but d'établir l'infaillibilité du pape, et cette artificieuse bulle *auctorem fidei* qui, en 1794, prétendit étouffer les antiques libertés de l'Eglise gallicane. En montrant inhumainement au malade la mort imminente, il lui avait déclaré qu'un des motifs de son obsession était « de prévenir un scan- « dale dont les suites seraient, disait-il, aussi « peu honorables pour lui qu'elles seraient « affligeantes pour la religion. » Ce scandale, qui le produisait, sinon M. l'archevêque, en faisant refuser au défunt l'entrée de l'église et vouer son corps aux gémonies ? Les suites ne pouvaient qu'être une nouvelle explosion de la colère du peuple, qui dévasterait la basilique dont les portes auraient été fermées au convoi funèbre, comme il venait de dévaster celle de Saint-Germain-l'Auxerrois et le palais somptueux de *Monseigneur*.

Celle où le peuple voulait que le corps de M. Grégoire fût honorablement reçu aurait éprouvé pareil désastre, s'il en eût trouvé les portes fermées. La prudence du curé et l'autorité civile le lui épargnèrent. Le curé laissa les portes ouvertes ; et, pour se conformer aux systèmes de l'archevêque, s'éloigna de son église avec son clergé, et l'autorité publique y fit célébrer les obsèques par trois pauvres prêtres sans passions politiques. Ce fut contre eux que se détournait l'irascibilité de *Monseigneur*, ainsi déconcerté ; il les priva de la seule ressource qui leur restait pour vivre, le modique honoraire de leurs messes, en les frappant d'une totale interdiction. Il vit, sans commisération, le propriétaire de la maison où l'un d'eux ne pouvait plus payer son loyer, faire vendre ses tristes meubles sur la place du Châtelet, et ce prêtre aller mourir en démente par

misère à l'hospice de Charenton. Monseigneur n'eut pas plus de pitié pour les deux autres, réduits à mendier leur pain dans les rues de Paris. Le matériel même du temple ne fut pas épargné; Monseigneur le déclara profané, indigne de servir au culte de la divinité, et lui infligea la honte d'une superstitieuse purification avec une eau qu'il bénit lui-même, en y mêlant du vin et de la cendre, et dont son grand vicaire, armé d'un bouquet d'hysope, vint solennellement asperger les dalles et les murailles. C'est pousser la manie des bénédictions jusqu'à la malédiction. La colère de Monseigneur, qui foulait aux pieds le jugement du conseil d'état par lequel en 1829, avait été condamnée l'exigence des rétractations de l'adhésion à la constitution civile du clergé, était trop effrénée pour être retenue par la vieille décrétale du pape Honorius III, qui avait défendu de rebénir même les ornemens sacerdotaux dont s'étaient servis des schismatiques, ni consacrer de nouveau les autels où ils avaient dit la messe (1). Monseigneur était trop emporté pour lire dans le *Pastoral* même du diocèse de Paris, encore en vigueur, qu'il était défendu de refuser les prières et cérémonies de la sépulture ecclésiastique à d'autres qu'aux excommuniés *dénoncés* (2); et M. Grégoire n'avait jamais été excommunié de cette manière, appelée par les canonistes *latee sententie*.

M. de Quélen, en se livrant à ces excès, avait néanmoins senti la faiblesse de ses motifs; car, le lendemain de la mort de M. Grégoire, il appela à son secours, par une circulaire du 29 mai, fort embarrassée, tous les curés du diocèse de Paris, leur insinuant d'abord que son zèle l'avait fait aller chez M. Grégoire mourant; il leur disait :

« J'ai fait moi-même auprès du malade
« toutes les tentatives qu'exigeaient l'inté-
« grité de la foi et le salut de son âme. »

(1) *Quinta compilatio decretalium Honorii III, ritul 9, cap. I, capitulo Brenensi. Tolosæ, 1643, in-fol.*

(2) Tome I^{er}, page 286; et tome III, page 415.

Mais ensuite revenant à la vérité des faits qu'il prévoyait que ses curés pourraient connaître, il reprenait ainsi : « J'ai épuisé, au-
« près de M. Grégoire, toutes les inventions
« de la charité dont j'étais capable, afin de
« pouvoir lui porter en personne les paroles
« de réconciliation et de paix : tout a été inu-
« tile. — Les sacremens ont dû lui être re-
« fusés, et les mêmes motifs de ce refus me
« défendent de lui accorder la participation
« des suffrages de l'Eglise après sa mort. —
« J'ai écrit à M. le président du conseil des
« ministres du roi pour demander qu'aucune
« église *catholique* ne pût être envahie pour
« les obsèques de M. Grégoire; qu'aucun
« prêtre *catholique* ne fût requis et contraint
« à l'effet d'appliquer les suffrages de l'E-
« glise *catholique* à une personne décédée en
« contravention formelle aux décisions de
« cette même Eglise *catholique*. » C'était en-
joindre à l'autorité royale elle-même de vio-
ler le décret du 25 prairial an XII, qui l'y obligeait. Monseigneur ne voulait rien moins, pour la satisfaction de sa colère, que la violation de la loi par le gouvernement protecteur obligé de la loi.

Il se prévalait ensuite des instructions secrètes qu'il avait reçues de Rome, et finissait par engager ses curés à venir, au secrétariat de l'archevêché, prendre connaissance des actes et documens qui lui semblaient justifier ses excès de rigueur; mais aucun de ses curés n'y vint. Il y avait danger pour celui qui serait venu d'éprouver un sentiment de blâme qui, par quelque mouvement involontaire, lui aurait attiré l'animadversion du despotisme archiépiscopal. Ses anathèmes tombaient déjà sur le prêtre, qui voyant le nouveau roi irrité contre l'archevêque, lorsque celui-ci refusait les sacremens des mourans à M. Grégoire, était venu lui administrer l'Extrême-Onction. (Voir la notice consacrée à M. l'abbé GULLON, actuellement évêque de Maroc et aumônier de la reine, dans laquelle nous reparlerons de toutes les jongleries qui eurent lieu à cette

occasion entre MM. de Quélen et Guillon.)

M. de Quélen n'avait pas toujours été heureux en allant avec une préférence exclusive chez les mourans distingués par leur rang et leurs richesses, ou jouissant d'une grande célébrité, tel que le fameux tragédien TALMA, mort le 19 octobre 1826. Quoique ses amis eussent par ses ordres repoussé en quelque sorte Monseigneur l'archevêque, lorsqu'il s'était présenté le 16 pour le voir, il revint le lendemain, accompagné de l'un de ses grands vicaires, et déclara aux opposans qu'il resterait dans les antichambres du malade jusqu'à ce qu'il pût l'aborder et le convertir ; mais il en fut invinciblement empêché ; et dans sa sainte colère, dit l'académicien Tissot dans ses *Souvenirs historiques* sur cet acteur, « le zélé prélat fit entendre des paroles capables d'étonner beaucoup les personnes présentes à sa vive altercation, dans laquelle il sortit des bornes de la sagesse, voulant obtenir par la menace ce qu'il n'avait pu obtenir avec les armes de la douceur. Enfin quand on lui eut déclaré que Talma avait exprimé la volonté formelle que son corps ne fût point présenté à l'église, Monseigneur, déconcerté dans ses menaces, consentit à se retirer de la maison de Talma qui, jusqu'à son dernier soupir, ne cessa de crier : *point de prêtres, point de prêtres.* »

Monseigneur n'aurait pas éprouvé cette mortification chez M. Grégoire. L'abbé Mathieu racontant le 16 mai, dans sa lettre à M. de Quélen, ce qui s'était passé lors de son entrevue avec ce mourant, convenait que celui-ci ayant répondu affirmativement à la vague question s'il voulait mourir dans l'unité de l'Eglise, et que lui ayant répliqué que Monseigneur était prêt à venir en recevoir l'assurance de lui-même, M. Grégoire avait dit : « Je recevrai sa visite avec reconnaissance. » Pourquoi donc Monseigneur ne la fit-il pas ? serait-ce parce que M. Grégoire y avait mis la condition que l'on ne pourrait pas induire en rien, ni de cette visite, ni des paroles même amicales qu'il y dirait, la consé-

quence qu'il eût rétracté en aucune façon ce qu'il avait toujours cru et professé. » Il se défiait de l'art avec lequel certains hommes du clergé savent interpréter au profit de leur cause les choses les plus insignifiantes.

Les visites intempestives de M. de Quélen aux mourans riches ou célèbres, lors même qu'il parvenait à les confesser et à capter leur confiance, ont eu quelquefois des revers fâcheux. Il pénétra facilement en février 1856, jusqu'au lit de mort de madame Legrand, femme séparée du ci-devant évêque d'Autun, le prince de Talleyrand, à qui devait revenir après qu'elle serait morte, une cassette contenant des diamans pour la valeur de cinq cent mille francs. Cette mourante fut déterminée par le pieux archevêque à la lui céder, pour des bonnes âmes sans doute, et il l'emporta ; mais de malins journalistes ayant eu connaissance de ce fait le dénoncèrent au public comme une spoliation, et le prélat fut réduit à la nécessité de se justifier. Ses amis prétendirent qu'il ne s'était chargé de la cassette que pour la remettre à une dame entre les mains de qui le prince de Talleyrand serait charmé qu'elle se trouvât.

Malgré la raideur de son dévouement à la dynastie déchue et son espoir de la voir bientôt rétablie, il n'avait pu se soustraire à l'obligation que, vers la fin d'avril 1851, le ministre des cultes, au nom du gouvernement, lui imposa de faire célébrer, le premier mai, la fête de Louis-Philippe, roi des Français, avec la même solennité qu'on avait célébré les fêtes de Louis XVIII et de Charles X. Mais, dans la circulaire que, le 25 avril, il adressa aux curés à cet effet, il s'en excusa pour ainsi dire, en alléguant qu'on était exhorté par S. Paul à prier pour les dominateurs de la terre, afin qu'ils nous laissent jouir d'une vie tranquille, sans laquelle on ne peut se bien livrer aux exercices de la piété (1 *ad. Thimoth. C. 2*), c'est-à-dire afin d'éviter les persécutions. En rappelant cette recommandation de l'apôtre, il

avait soin d'ajouter qu'il prescrivait la fête, quoiqu'il fût « au sein de la profonde tristesse où le souvenir de profanations toutes récentes tenait encore plongée l'Église de France. » C'était ainsi qu'il qualifiait la dévastation de la basilique de Saint-Germain-l'Auxerrois et celle du palais archiépiscopal qui n'avaient pu affliger que le diocèse de Paris qui n'était pas l'Église de France en général. Croyait-il que tous les catholiques du royaume s'associaient à sa profonde tristesse?

Il la caractérisa plus formellement en août suivant, à la lecture de l'ordonnance que le roi Philippe venait de rendre le 15 de ce mois, pour autoriser la démolition de ce qui restait du palais archiépiscopal, si fort démantelé douze mois auparavant. *Monseigneur* essaya de soulever contre cette ordonnance tous les curés de son diocèse, et, par leur entremise, leurs paroissiens les plus fervens de légitimisme. La circulaire qu'il leur adressa supposait qu'il y avait une souscription ouverte parmi les bons fidèles pour les frais du rétablissement du palais archiépiscopal; et *Monseigneur* la suspendait comme rendue inutile par l'ordonnance. Le *Moniteur*, alors dirigé par un esprit nouveau comme le gouvernement, fit remarquer, le 15 septembre suivant, la perfidie de cette circulaire, où le prélat, appelant l'ordonnance une *spoliation*, s'était répandu en gémissemens de nature à faire croire aux fidèles que la religion et le clergé étaient opprimés. Le journal officiel disait nettement « que la circulaire avait pour but réel d'exciter dans les âmes pieuses des scrupules et des inquiétudes sur le maintien du culte catholique, et qu'elle était une véritable protestation contre le démolissement de ce qui restait des ruines de ce palais. » Le *Moniteur*, en cette occasion, apprenait au public que les bâtimens de l'archevêché étaient par leur étendue fort au-dessus des besoins d'un archevêque, et coûtaient au trésor de l'état pour leur entretien plus de vingt mille francs chaque année, à quoi il faut ajouter

les dix mille francs donnés par la ville pour celui du mobilier de *Monseigneur*. Comme afin de rendre plus général l'effet de ses doléances, il les avait fait divulguer par les journaux qui lui restaient dévoués, le *Moniteur* disait à ce sujet : « C'est trop se prévaloir du respect attaché à un caractère sacré et des égards qu'on a pour un évêque. M. de Quélen, ministre d'une religion toute pacifique, toute conciliatrice, toute miséricordieuse, eût dû s'appliquer à calmer plutôt qu'à irriter les consciences pieuses: c'était son rôle, c'est sa mission. Nous nous étonnons d'être dans le cas de la lui rappeler et de lui donner, par la modération de notre langage, l'exemple que nous devrions nous attendre à recevoir de lui. »

L'année suivante, en avril 1852, à l'époque où le *choléra-morbus* faisait tant de ravages dans la capitale, où le gouvernement prodiguait tant de secours, et multipliait les hospices pour l'immensité des personnes que le fléau avait frappées, M. l'archevêque reconquit un peu d'estime publique, en offrant pour les malades son château de Conflans et le séminaire des sulpiciens. Imitant même S. Charles Borromée qui alla, au péril de sa vie, assister spirituellement les pestiférés de la ville de Milan, M. de Quélen allait lui-même visiter les malades dans celles des ambulances qui avaient été ouvertes dans quelques maisons religieuses. Il institua même par des quêtes, et en provoquant des offrandes considérables, une œuvre charitable, sous l'invocation de S. Vincent-de-Paul, en faveur du grand nombre d'orphelins à qui le *choléra-morbus* avait enlevé leur père et leur mère. Cette bonne œuvre produisit d'excellens effets, et M. l'archevêque les fit admirablement remarquer trois ans après, dans une réunion des orphelins avec leur bienfaiteur en son église métropolitaine. Le discours qu'il leur adressa était empreint de l'onction évangélique la plus touchante. Il le fit insérer presque en entier dans le *Journal des Débats* du 5 mars 1855; et nous de-

vous dire qu'on ne l'y relit pas sans édification et sans attendrissement.

Il faisait alors oublier l'exception déplaisante que *Monseigneur* avait faite implicitement dans sa lettre aux curés, le 12 juillet 1854, pour leur prescrire, d'après une lettre close du roi, de faire prier, le 27, pour ceux qui étaient morts dans les combats de la révolution de juillet 1850. On n'avait pas vu sans irritation l'exception que couvrait la phrase où il disait « que l'Église accorde ses suffrages à tous les chrétiens morts dans son sein. » Le prélat ne passait pas pour regarder comme de bons catholiques les combattants du parti qui avait vaincu les défenseurs de Charles X.

Le lendemain 15, il adressa aux curés une autre circulaire très-hostile à un opuscule démocratico-évangélique de l'abbé de Lamennais, *les Paroles d'un croyant*, en leur envoyant une encyclique du pape très-fulminante contre l'auteur; il les invitait à la méditer, et leur enjoignait de s'en faire « une règle de conduite dans l'exercice du saint ministère, tant au for extérieur qu'au for intérieur. » Il avait été par sa servilité envers Rome trop peu semblable aux évêques de la véritable Église gallicane qui, prenant l'initiative pour la condamnation de certains systèmes éclos dans leurs diocèses, ne laissaient au pape que le droit de les condamner en dernier ressort. Pour M. de Quélen, le pape, comme il le disait dans cette circulaire, était « le docteur des docteurs; » il n'en voulait pas d'autre.

Elle plut beaucoup à la cour, que l'opuscule avait singulièrement offusquée. Son ministre des cultes, alors M. Persil, aussi ministre de la justice, en faisait composer une réfutation qui ne fut que pitoyable par le fond autant que par sa prolixité, et que personne n'a daigné lire. La conduite de l'archevêque, après l'attentat de Fieschi, le 28 juillet 1855, acheva de le remettre en faveur à la cour. A peine eut-il reçu la lettre close du 31, par laquelle le roi exprimait le désir

que des prières fussent ordonnées dans tout le royaume pour les nombreuses victimes qu'avait faites cet attentat, et qu'il fût rendu de solennelles actions de grâces à Dieu qui avait presque miraculeusement sauvé le roi et ses fils dans cette horrible circonstance, que M. de Quélen écrivit à ses curés le 2 août, pour leur prescrire de célébrer un service obituaire pour ces victimes. Il annonçait en même temps que le jeudi 6 août un *Te Deum* d'actions de grâces serait chanté dans son église métropolitaine, et voulait que dans toutes les églises du diocèse il en fût chanté un à la même intention, le dimanche 9 août, après la messe de paroisse.

Ce fut M. de Quélen qui, dans l'église des Invalides, le 5 août, aux obsèques des victimes, fit, à la grande satisfaction du roi qui y assistait, la cérémonie de l'absoute auprès de leurs cadavres; et le lendemain le roi étant venu accompagné des grands de l'état, à l'église métropolitaine pour le *Te Deum*, M. de Quélen, le recevant à l'entrée, lui adressa cette harangue :

Sire,

« La religion écarte en ce moment le voile de ses douleurs. Elle découvre son noble front; elle lève vers le ciel ses yeux encore humides de larmes; elle unit sa voix à la vôtre pour rendre au Tout-Puissant de solennelles actions de grâces.

« En voyant aujourd'hui le chef et les corps de l'État, doublement avertis par le malheur et par le bienfait, venir apporter au pied de ses saints autels un juste tribut de remerciemens et d'hommages, elle espère! Elle espère pour la France; car si l'ingratitude envers Dieu a le funeste privilège d'arrêter le cours de ses dons, la reconnaissance de la foi a le pouvoir au contraire de les multiplier et de les faire couler avec abondance sur les princes et sur les peuples. »

La réponse du roi courte et sèche, probablement à cause de l'intention marquée avec laquelle le prélat avait affecté de ne point le désigner par le titre de roi, ne consista qu'en ces mots :

« Mon premier soin, après l'attentat qui « nous a plongés dans la douleur, a été de « m'unir à vous pour rendre les derniers de- « voirs, les devoirs de la religion, aux mal- « heureuses victimes qui sont tombées au- « tour de moi, dans cet épouvantable désas- « tre. Aujourd'hui je viens en remplir un « qui n'est pas moins cher à mon cœur, en « offrant à Dieu des actions de grâces dans

« l'église métropolitaine de Paris, pour la protection éclatante dont il a couvert les jours de mes fils et les miens. »

Un an plus tard (25 juin 1856), Alibaud ayant tiré un coup de fusil à canne sur le roi sans l'atteindre, M. de Quélen, qui avait paru vouloir de nouveau se rapprocher de la cour, par l'entremise de M. Sauzet, ministre de la justice et des cultes, se hâta de se rendre à Neuilly où le roi se trouvait, pour lui exprimer la douleur qu'il ressentait de cet attentat, et le féliciter de ce que la Providence l'avait encore une fois sauvé, et imputer ce crime au dépérissement du culte religieux mal protégé. Peu de jours après il adressa à ses curés une circulaire pour leur ordonner un *Te Deum* en action de grâces de ce que le prince avait échappé au coup mortel ; mais, dans cette circulaire, il évita de nouveau de donner à Louis-Philippe le titre de *roi*, et ne l'appela que « le prince qui gouverne. » Cette circulaire, bientôt connue des journaux, leur donna lieu, le 3 juillet, d'accuser le prélat de ne reconnaître dans ce prince qu'une autorité de droit. *Monseigneur*, dirent-ils, « ne prend pas la peine de dissimuler que, dans sa conviction, le droit est à Prague dans la personne de Charles X. »

On s'étonnait d'autant plus de cette hardiesse de M. de Quélen, qu'alors le gouvernement sévissait avec une extrême rigueur contre les démocrates, même ceux qui n'étaient que suspects de ne pas reconnaître ce droit en la personne de Louis-Philippe. L'obséquieux *Journal des Débats*, ayant commission officielle d'excuser le contraste de l'excès de répression d'un côté, et de l'excès de tolérance, même de soumission à l'égard de l'archevêque, vint dire, le 4 juillet, « qu'à la vérité quelques expressions de la circulaire étaient équivoques, qu'elle manquait de clarté, quoique la clarté fût la première et la plus importante qualité du style ; mais que ce n'était qu'un défaut de rédaction ; que M. l'archevêque, voué,

comme il était, aux devoirs de son ministère, étranger, comme il devait l'être et aux passions, et aux intérêts du siècle, n'avait pas songé à mêler l'amertume d'anciens regrets à l'expression d'une douleur récente ; qu'il ne pouvait pas avoir exprimé dans sa visite au roi des sentimens qu'il désavouerait dans sa circulaire ; qu'une pareille supercherie serait indigne de l'éminente vertu qui le distinguait entre les prélats du royaume ; que cette duplicité serait de plus condamnée par la religion dont M. l'archevêque était un des plus illustres soutiens... Nous sommes persuadés, ajoutait le journal, que Monseigneur n'a pas deux langages, un pour complimenter le roi que la France de juillet (1850) s'est choisi, l'autre pour plaire au parti qui regrette le passé. M. l'archevêque de Paris n'a besoin de plaire à personne... Le mérite des finesses qu'on a cru voir dans son style épiscopal ne peut appartenir au prêtre qui a mission d'édifier les hommes du haut de la chaire de vérité. »

Cette apologie parut au *Courrier* du lendemain « un vrai persiflage, » parce qu'il ne s'agissait pas, en cette occasion des qualités du style et des défauts de rédaction. « Est-ce la première fois, disait-il, que M. de Quélen a recours aux plus étranges circonlocutions pour refuser au roi le titre qui lui appartient ? Est-ce par ignorance des propriétés de chaque terme que, depuis six ans, il s'étudie à faire passer, dans toutes ses circulaires et toutes ses homélies, une protestation douce contre le droit de Louis-Philippe ? M. l'archevêque de Paris, qui reçoit du trésor un si énorme traitement, vit-il en France depuis 1850 sans savoir que le roi s'appelle *le roi*, et que lui dénier ce nom, par omission calculée, dans la position où est placé M. l'archevêque, c'est agir contre son devoir et contre l'intérêt du pays ?... S'il est toujours dévoué aux idées qui dictèrent sa harangue à Charles X et son mandement sur la prise d'Alger, qu'il renonce aux honneurs et aux avantages matériels d'une posi-

tion qu'il ne peut occuper avec convenance, ni sans danger sous un gouvernement dont il réproouve le principe ; mais restant fièrement sur son siège, il se fait de là, auprès des princes déchus, un mérite de son ingénieuse obstination à ne pas reconnaître la légitimité du roi régnant. Est-il donc au-dessus des lois du pays, et se croit-il sur un pied d'égalité avec le pouvoir dont il reçoit le salaire ? »

Parmi les autres objurgations du *Courrier* était celle-ci : « Les expressions du prêtre, il est vrai, sont très-réservées ; elles se jouent, comme le dit le *Journal des Débats*, en adroites équivoques ; mais le gouvernement pense-t-il que ces paroles choisies à dessein, partout répétées dans le public, partout commentées, et qui tiennent du caractère de celui qui les a prononcées une force d'autorité religieuse, n'aient pas une influence beaucoup plus funeste que des attaques même plus directes, qui, venant d'une autre source, seraient assimilées à un attentat ? En ce temps où l'on a tant de preuves acquises de l'insatiable ambition du clergé, et de sa ténacité indomptable à saper sourdement les institutions constitutionnelles, le système d'un gouvernement qui s'humilie devant la résistance hautaine ou astucieuse des prêtres n'est pas fait pour se concilier l'estime et l'appui de la France. »

L'énergie de ces récriminations et l'apparence ironique de la justification du *Journal des Débats* troublèrent *Monseigneur*, mais sans l'amener à une franche récipiscence. L'occasion lui en fut offerte, quelques jours après, par la lettre close que le roi lui fit adresser afin qu'il ordonnât pour le 28 juillet un service dans toutes les églises pour l'anniversaire de la mort des combattans qui avaient péri dans la révolution de 1850. La circulaire que, pour obéir au monarque, l'archevêque envoya aux curés, donna bien en passant à Louis-Philippe le titre de *roi* ; mais elle était si sèche et si laconique qu'on put douter que la qualification fût partie du

cœur de *Monseigneur*. Aussi lorsqu'en novembre suivant, l'on apprit que Charles X, retiré à Prague, venait d'y mourir, et que le gouvernement craignait qu'à Paris les curés, à la sollicitation des carlistes, ne fissent pour ce prince des services qui auraient provoqué une insurrection de leurs adversaires, ne fût-ce point à l'archevêque que le roi voulut que ses ministres recourussent pour empêcher ces services ; ce fut aux curés directement que le ministre des cultes en défendit la célébration. Mais l'archevêque, jugeant que le ministre empiétait sur ses droits, et revendiquant sa pleine autorité sur ses curés, leur adressa le 17 décembre, une nouvelle circulaire, dans laquelle, tirant vanité de la circonspection qu'il leur avait recommandée antérieurement pour les anniversaires de la mort de Louis XVI et celle du duc de Berri, il disait à ses prêtres : « La « circonstance de la mort du *roi* Charles X « m'oblige à répéter le même avertisse-
« ment. » Monseigneur, dont on voit que le roi jusqu'alors avait été pour lui Charles X, déplorait amèrement la nécessité par laquelle il était forcé, « pour éviter des profa-
« nations et des ruines, d'imposer silence
« au respect, à la reconnaissance, aux affec-
« tions, à la douleur, tant sont mauvais, ajou-
« tait-il, les jours où se trouve l'Eglise de
« Paris, et tant il importait de prévenir jus-
« qu'aux injustes susceptibilités de certains
« esprits, hélas ! trop disposés au blâme, à
« la censure, quelquefois aux irritations et à
« la violence, lorsqu'il s'agit de juger les
« ministres de la religion. »

Il conseillait aux curés de renforcer leurs refus aux carlistes qui insisteraient pour obtenir des services funèbres pour leur roi, par la citation d'une sentence de S. Augustin, qui avait dit que la solennité des obsèques et l'appareil des catafalques ne servaient qu'à la consolation des vivans, et n'étaient d'aucun secours pour les morts dont on ne pouvait soulager les âmes que par des messes et des aumônes. S'aperce-

vant ensuite que cette citation pourrait porter préjudice à l'énormité du casuel que les églises retirent des obsèques et des catafalques, pour peu que les héritiers des défunts veuillent leur faire honneur, *Monseigneur*, qui souvent en prend une portion, comme par droit de régle, dispensait les curés de lire à leurs paroissiens cette circulaire qui pouvait les détourner de donner à leurs pasteurs beaucoup d'argent pour avoir d'honorables funérailles.

M. de Quélen resta dans un morne silence jusqu'au mois de mars 1837, où le roi fit porter aux chambres un projet de loi dont le but était de livrer à l'administration municipale, pour l'assainissement et l'embellissement de l'île de la Cité, les terrains sur lesquels avaient existé le vaste palais archiépiscopal et ses délicieux jardins. Le prélat ne sut plus se contenir ; il éclata, le 4 mars, d'une manière décidément insurrectionnelle, ayant pour état-major son chapitre et pour auxiliaires tous les curés de son diocèse. Il fait et signe une protestation qui, dès le début, trahit son espoir du retour des princes exilés. Elle s'adresse « à tous ceux qui ont ou qui auraient à l'avenir droit ou intérêt d'en connaître ; » et il l'envoie au garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ; puis, afin d'échauffer en faveur de sa cause tous les catholiques de France et de l'étranger, il fait publier le 10 cette protestation par la *Gazette de France*, connue dans toute l'Europe pour son zèle à rappeler sans cesse aux Français la branche des Bourbons déchus.

Cette pièce et toutes celles que produisit cette levée de boucliers archiépiscopaux méritent d'être conservées ; les voici :

« Hyacinthe-Louis de Quélen, par la miséricorde divine et la grâce du Saint-Siège apostolique, archevêque de Paris, etc.

« A tous ceux qui ont ou qui auraient à l'avenir droit ou intérêt d'en connaître attestons et déclarons :

« 1^o Qu'établi en vertu de notre institution, installation et mise en possession canoniques, tuteur, gardien, conservateur et défenseur des biens affectés à notre Eglise, nous avons dû faire, comme nous avons fait, constater capitulairement aux époques mêmes, les temps ne nous permettant pas d'espérer alors d'enquêtes judiciaires et administratives, la violence et force majeure

qui, par deux fois, en juillet 1830 et en février 1831, ont envahi, pillé et dévasté notre palais archiépiscopal, ainsi que le trésor et la sacristie de notre Eglise métropolitaine ; et ce afin que devant notre Eglise de Paris, devant nos contemporains et nos successeurs, nous eussions décharge valable et authentique ; afin de répondre péremptoirement aux calomnies qui se répandraient de nos jours, et qu'il fût notoire dans la suite que les pertes et dommages éprouvés par notre diocèse et par nous ne provenaient en aucune manière de notre fait ni de notre négligence.

« 2^o Qu'en suite de ces envahissements, pillage et dévastation, le domaine public s'étant saisi, en vertu d'une ordonnance royale du 13 août 1831, des bâtimens en ruine, des terrains et dépendances de notre palais archiépiscopal, à fins de vente aux enchères à charge de démolition, nous avons par toutes les voies possibles fait toutes instances, réclamation et opposition nécessaires contre lesdites ordonnances, saisie, enchères, vente et démolition ; et ce nonobstant l'espèce d'échange assigné sans notre aveu et sans notre légitime intervention contre une maison située rue de Lille, n^o 2, pour être désormais affectée, non à l'habitation provisoire de l'archevêque actuellement titulaire, mais à l'habitation des archevêques de Paris (art. 2 de l'ordonnance) ; échange aussi disproportionné qu'il est peu convenable sous tous les rapports les plus essentiels ; échange auquel d'ailleurs nous ne pouvions ni directement ni indirectement paraître adhérer et consentir.

« 3^o Qu'après six ans, nos réclamations étant restées sans effet, le 23 février de cette année, il a été présenté à la Chambre des députés du royaume un projet de loi portant cession à la ville de Paris des terrains et emplacement de l'ancien palais archiépiscopal, à la charge de les convertir en une promenade publique, sur lequel terrain il devra être établi, au rond-point de l'Eglise métropolitaine, une sacristie pour remplacer celle qui existe au côté méridional de l'Eglise, et de plus un corps-de-garde pour la sûreté du quartier ; que ce projet, s'il était converti en loi, scellerait d'un triple sceau et consommerait au détriment de l'Eglise de Paris une aliénation à laquelle il ne nous est pas permis de nous prêter, et qu'ainsi nous nous trouvons dans la nécessité de réclamer, comme nous réclamons, contre ce projet de loi présenté à la Chambre des députés.

« Nous supplions le gouvernement et les membres des Chambres législatives de ne pas sanctionner, en adoptant ce projet de loi, les conséquences de ce qu'ils ont plus d'une fois repoussé et flétri au nom de la France entière.

« Nous demandons qu'il nous soit donné de rentrer en possession paisible du sol sur lequel nos prédécesseurs avaient élevé, à côté de la demeure de Dieu et de celle des malades, l'habitation de l'évêque, du père et du consolateur des pauvres ; qu'il nous soit libre, avec les modifications, les alignemens, les conditions que les arts, la salubrité, l'utilité publique, que les convenances mêmes exigent, et que nous ne repoussons pas, de réédifier, au moyen des secours de la charité, s'il n'est pas possible autrement, la nouvelle maison commune du clergé et des fidèles de Paris. Battu par la tempête, nous implorons la faculté de construire sur le rivage témoin de nos infortunes un toit de refuge auprès des saints autels de notre métropole. Pasteur, puissions-nous y dresser une tente qui couvre du moins les traces d'un ravage dont nous voudrions effacer jusqu'au souvenir.

« Si nous faisons la présente déclaration, c'est pour remplir le devoir de conscience que nous imposent les sermens de notre sacre et de notre institution canonique. Nous ne le remplissons par aucun intérêt propre et privé, mais comme une obligation de solidarité épiscopale, dans l'intérêt de toutes les églises, atteint et compromis par le nouveau projet de loi ; dans l'intérêt présent et particulier de notre Eglise, en faveur de laquelle chacune des pierres détachées et dispersées du palais archiépiscopal de Paris crie et réclame. Nous osons même l'assurer en cette circonstance, c'est au nom de l'intérêt commun, c'est par respect pour le principe conservateur de toute propriété, que nous demandons la remise de quelques arpens de terre nus et dépouillés, faibles débris du patrimoine des fondateurs, des pauvres et de l'Eglise.

« Fait à Paris, le quatrième jour de mars, l'an de Notre-Seigneur, mil huit cent trente-sept.

« † HYACINTHE, archevêque de Paris.

« Par Monseigneur :

« MOLINIER, chanoine, secrétaire. »

Deux jours après, le chapitre, dirigé par le plus intime grand vicaire de *Monseigneur*, adhéra solennellement à cette protestation par l'acte suivant :

« Ce jourd'hui six mars mil huit cent trente-sept, à l'issue de l'office canonial, le chapitre métropolitain de Paris, réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, en vertu de la convocation et sous la présidence de M. Houdot, vicaire général, archidiacre de Notre-Dame, lecture lui ayant été donnée de la déclaration de Monseigneur l'archevêque de Paris, relative à l'aliénation projetée du terrain sur lequel étaient situés les bâtimens, cours et jardin de l'Archevêché, a résolu, à l'unanimité, d'adhérer pleinement et sans aucune restriction à la susdite déclaration et à tous les motifs qui y sont énoncés, dont il ne peut qu'approuver la sagesse, la force et l'expression modérée.

« Le chapitre remercie monseigneur l'archevêque de la communication qu'il a bien voulu lui faire, et est heureux de trouver cette nouvelle occasion de lui offrir, avec son entière adhésion, l'hommage de son profond respect.

« Le chapitre a résolu que le présent acte serait transcrit sur le registre de ses délibérations, et qu'une copie en serait adressée à Monseigneur l'archevêque, pour qu'il en fassé tel usage qu'il jugera convenable. »

M. de Quélen envoya le lendemain cette protestation aux curés de son diocèse dans une lettre où il disait à chacun d'eux :

« Monsieur le curé,

« Par ma circulaire du 29 août 1831, le clergé de Paris a déjà connu les démarches et les instances que j'ai eu devoir faire, pour conserver au diocèse le palais archiépiscopal voué à la démolition après un double désastre. Mes efforts, vous le savez, n'ont point eu l'effet que je pouvais en attendre. Aujourd'hui qu'une aliénation des terrain et emplacement de l'ancienne demeure des archevêques est projetée, j'obéis encore à mes sermens en réclamant contre cette aliénation comme j'avais réclaté contre la saisie par le domaine. La déclaration, dont je vous envoie un exemplaire, demeurera comme un témoignage de ma fidélité ; l'adhésion que le chapitre métropolitain a désiré y joindre est pour moi et sera pour tout le diocèse un nouveau gage de cette union de pensées, de principes et de sentimens, qui fait la joie du pasteur et la sécurité du troupeau.

« Si j'acquiesce une obligation de conscience à l'égard de ces intérêts matériels dont je ne devais pas négliger le soin, il en est de plus importants et de plus désirables qui me préoccupent bien davantage, et qui pèseront douloureusement sur mon cœur, tant qu'il ne me sera pas donné de les revoir assurés aux fidèles catholiques.

« Vous me comprendrez sans peine, monsieur le curé. Oh ! que volontiers je ferais comme le saint roi ce vœu solennel de n'entrer dans une maison préparée pour ma personne, de n'y prendre ni repos, ni sommeil que je n'aie retrouvé les sanctuaires du Seigneur dérobés à nos regards, et les saints tabernacles soustraits depuis six ans à nos adorations ! *Votum vovit Deo Jacob: Si introiero in tabernaculum domus meæ... donec inveniam locum Domino, tabernaculum Deo Jacob.* (Psal. 131.)

« Recevez, Monsieur le curé, l'assurance de mon sincère attachement.

« † HYACINTHE, archevêque de Paris.

« Cette lettre ne devra pas être lue au prône, non plus que la Déclaration. »

Le conseil d'état fut mis par le garde des sceaux en possession de ces trois pièces pour en délibérer, et d'après l'avis de celui des conseillers qu'il en avait nommé rapporteur, il dicta l'ordonnance suivante que le roi adopta, signa et promulgua :

Louis-Philippe, roi des Français, vu le rapport par lequel le garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, nous propose de déclarer, de l'avis de notre conseil d'état, qu'il y a abus dans la déclaration de l'archevêque de Paris, en date du 4 mars 1837, et dans la délibération du chapitre métropolitain, en date du 6 du même mois, etc. ;

« Considérant qu'aux termes de la déclaration de 1682, il est de maxime fondamentale, dans le droit public du royaume, que le chef de l'Eglise, et l'Eglise même, n'ont reçu de puissance que sur les choses spirituelles et non pas sur les choses temporelles

et civiles ; que, par conséquent, s'il appartient aux évêques du royaume de nous soumettre, relativement aux actes de notre autorité, qui touchent au temporel de leurs églises, les réclamations qu'ils croient justes et utiles, ce n'est point par la voie des lettres pastorales qu'ils peuvent exercer ce droit, puisqu'elles ne doivent avoir pour objet que d'instruire les fidèles des devoirs religieux qui leur sont prescrits ;

« Considérant que l'archevêque de Paris, dans un écrit pastoral publié sous le titre de *Déclaration adressée à tous ceux qui ont ou qui auraient à l'avenir droit ou intérêt d'en connaître*, communiquée par lui au chapitre métropolitain, et envoyée à tous les curés du diocèse, a protesté contre notre ordonnance du 13 août 1831, en exécution de laquelle les bâtimens en ruine de l'ancien palais archiépiscopal ont été mis en vente comme propriété de l'Etat, à charge de démolition, et réclaté contre la présentation faite par nos ordres, le 23 février dernier, d'un projet de loi ayant pour objet de céder à la ville de Paris les terrains et emplacement dudit palais ; que par ces protestations et réclamations faites en qualité de supérieur ecclésiastique, il a commis un excès et une usurpation de pouvoir, et contrevenu aux lois du royaume ;

« Considérant que, dans le même écrit pastoral, l'archevêque de Paris, prétendant agir en vertu de son institution, installation et mise en possession canoniques, comme tuteur, gardien, conservateur et défenseur des biens affectés à son église, a réclaté la remise desdits terrains et emplacement comme faisant partie du patrimoine de l'Eglise de Paris ;

« Qu'en revendiquant par ces motifs, et comme propriété de l'Eglise, des terrains et emplacement qui appartiennent à l'Etat, il a méconnu l'autorité des lois ci-dessus visées, qui ont réuni au domaine de l'Etat les biens ecclésiastiques, et lui ont conféré un droit de propriété que n'ont pas modifié les affectations consenties par le concordat de 1801 et les articles organiques du 18 germinal an X, affectations dans lesquelles les palais archiépiscopaux et épiscopaux ne sont pas même compris ; qu'il a méconnu également l'autorité de la Charte constitutionnelle, qui a déclaré toutes les propriétés inviolables, sans distinction de celles qu'on appelle nationales, et des lois qui ont fait défense d'attaquer cette inviolabilité ;

« Considérant que l'archevêque de Paris, soit en communiquant la susdite déclaration au chapitre métropolitain, en adoptant et publiant l'adhésion de ce chapitre, soit en déclarant qu'il a rempli une obligation de solidarité épiscopale, dans l'intérêt de toutes les églises, atteint et compromis par le nouveau projet de loi que nous avons fait présenter à la Chambre des Députés, a commis un excès de pouvoir ; considérant que le chapitre métropolitain, en adhérant à la déclaration de l'archevêque de Paris et à tous les motifs qui y sont énoncés, s'est rendu propre les abus qu'elle renferme, et qu'il a de plus commis un excès de pouvoir en prenant une délibération sur des matières qui ne sont pas de sa compétence, et en faisant transcrire sur ses registres ladite délibération ;

« ART. 1^{er}. Il y a abus dans la déclaration de l'archevêque de Paris, en date du 4 mars 1837, et dans tous les actes qui ont eu pour objet de lui donner effet et publicité. Ladite déclaration est et demeure supprimée.

« ART. 2. Il y a abus dans la délibération du chapitre métropolitain, en date du 6 mars 1837, portant adhésion à la déclaration de l'archevêque de Paris, et dans la transcription de cette délibération sur les registres du chapitre. Ladite déclaration est et demeure supprimée ; la transcription qui en a été faite sur les registres sera considérée comme nulle et non avenue.

« Donné à Paris, le 21 mars 1837.

« LOUIS-PHILIPPE.

« Par le Roi :

« Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes.

« C. PERSIL. »

Le rapport très-remarquable sur lequels fondait cette ordonnance, avait été fait au nom du comité de législation par le conseiller d'état Dumont.

Il ne restait plus qu'à ériger une loi formelle, le projet de céder par l'Etat à la ville de Paris, les terrains qu'occupaient les bâtimens, cours et jardin de l'ancien palais archiépiscopal, sous les clauses et condi-

tions acceptées par le conseil municipal, le 15 janvier 1856. Elles consistaient à dégager de toute ruine et mazure l'antique et bel édifice de l'église Notre-Dame, et à planter d'arbres d'ornement le terrain vacant pour en faire une promenade nécessaire aux habitans de cette partie de la ville.

Le rapport sur ce projet fut fait à la Chambre des députés, le 25 mars, par M. de Laborde, avec de grands ménagemens pour l'archevêque. Comme *Monseigneur* criait toujours à la persécution contre la religion et ses ministres, depuis 1850, le rapporteur ne put se dispenser de faire remarquer que, depuis cette époque du nouveau règne, la ville de Paris avait dépensé pour le seul diocèse de M. de Quélen cinq millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille francs, dont les neuf dixièmes avaient été employés en acquisitions de terrains, en constructions, en travaux d'embellissement pour les temples, etc. En même temps M. de Laborde faisait sentir au prélat qu'on usait d'indulgence envers lui, par un extrême respect pour la religion dont il était le premier ministre dans le diocèse de Paris. Le rapporteur citait à cette fin l'article 204 du Code pénal ordonnant « que soit livrée aux
« cours d'assises toute instruction pasto-
« rale, en quelque forme que ce soit, et
« dans laquelle un ministre des autels se
« serait ingéré de critiquer ou de censurer
« le gouvernement, soit tout acte de l'au-
« torité publique, sous peine de bannisse-
« ment contre celui qui aurait publié une
« telle instruction. »

La discussion sur le projet et ce rapport, étant ouverte le 29 mars à la Chambre des députés, ne fut pas longue, et la cession à la ville fut votée dans la même séance.

La Chambre des pairs ne s'occupa de cette décision, pour l'approuver ou la rejeter, que le 19 mai suivant. Le marquis de Brézé, ci-devant maître des cérémonies de Charles X, et toujours hostile au gouvernement de Louis-Philippe, la combattit lon-

guement. Après avoir débuté par de grands éloges de M. de Quélen, il s'efforça d'émouvoir la noble chambre par un exposé prodigieusement enflé des malheurs et des pertes que M. l'archevêque avait soufferts depuis la fin de juillet 1850. « Dans le premier pillage de l'archevêché seulement, » disait-il, on a enlevé sept cent mille francs « qui appartenaient à l'archevêque; tous « les dégâts faits aux propriétés d'autres « personnes ont été indemnisés, et non « ceux qui furent faits à son préjudice, etc. » La cession n'en fut pas moins approuvée par la Chambre des pairs.

Il est très-vrai que, malgré une loi rendue après la révolution de juillet 1850, qui fit indemniser tous ceux à qui elle avait causé des pertes et dégâts; malgré la réclamation d'indemnités faite par le majordome de *Monseigneur*, aucun dédommagement ne lui fut accordé; mais était-il possible de constater ses pertes personnelles en cette circonstance? et la nature de plusieurs objets de sa propriété que la réclamation spécifiait comme détruits ou lui ayant été enlevés ne la rendait-elle pas ridicule? c'était, par exemple, un beau tableau représentant sa personne, et d'autres portraits, notamment ceux de Charles X, de la duchesse et du duc d'Angoulême. On remarqua malignement que dans leur estimation respective faite par la réclamation, le prix du sien s'élevait bien plus haut que celui des autres, que celui-là même de Charles X; dans la réclamation on revendiquait encore une centaine de pots de confiture.

Monseigneur ne fut pas consolé du malheureux sort de sa protestation par la promesse que le gouvernement fit de lui construire un palais archiépiscopal, parce qu'on ne pouvait lui en donner un aussi royal que celui qu'il avait eu, ni par la restitution que le gouvernement faisait alors au culte catholique, de l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois, parce que le prélat n'en parlait plus, et qu'on l'avait refusée quand il

l'avait demandée. Mais il avait pour efficace consolation les religieuses du Sacré Cœur et celles de Saint-Michel qui, dans Paris même, possédaient les plus beaux et plus vastes palais avec de magnifiques jardins, et chez lesquelles il continuait d'habiter tour à tour, favorisant ainsi de sa présence les premières durant nos sept à huit mois d'hiver, et les secondes pendant la saison des fleurs et des fruits.

Nous devons suspendre ici la notice de M. de Quélen ; les biographes à venir compléteront notre œuvre ; peut-être seront-ils plus heureux que nous pour lever le voile qui couvre encore le secret du *rapt et de séduction opéré sur ses deux filles et sur sa nièce*, dont se plaignit dans une pétition à la Chambre des députés, en 1822, M. Douglas Loveday. Nous avons eu à notre disposition une lettre de M. de Quélen à M. Frayssinous, qui prouve quelle grande importance Monsieur de Paris attachait à ce que le rapporteur de cette pétition ne jetât pas en pâture à la malignité publique tous les scandales de cette affaire ; peut-être expliqueront-ils mieux que nous ne saurions le faire l'abjuration de mademoiselle de R..., fille d'un prince allemand, qui habitait au couvent de la rue des Fossés-Saint-Victor ; peut-être enfin pourront-ils découvrir la vérité sur ce vol de 750,000 francs que M. de Quélen prétend avoir été commis à son préjudice à l'Archevêché en juillet 1855, et que MM. Audry de Payraveau et Laffitte nièrent avec tant d'énergie dans la séance de la Chambre des députés du 14 février 1855, en citant à l'appui de leurs assertions non seulement des raisonnemens, mais des faits, tandis que M. de Quélen n'appuie ses dires que de son affirmation pure et simple, affirmation combattue par le refus qu'il avait fait plusieurs fois à M. Odier de lui donner des à-comptes sur le montant du prix de la châsse, *refus basés sur le manque de fonds*. Nous nous bornerons, nous, à reproduire en son entier un article du journal *la Tribune*

(17 février 1855) dans lequel cette accusation de vol est nettement débattue ; nous terminerons notre notice par cet article qui est demeuré sans réponse :

M. DE QUÉLEN ET LES 750,000 FRANCS.

La Tribune discuta, il y a trois ans, la question que M. l'abbé Paganel vient de soulever avant-hier devant la Chambre des députés ; mais elle ne l'approfondit pas, nous nous bornâmes à demander des explications à M. de Quélen lui-même : « Il est, dites-nous (*Tribune* du 10 mai 1852), de l'honneur de M. l'archevêque de Paris de donner lui-même des explications non seulement sur les 750,000 francs, mais encore sur les 300,000 fr. dont on n'a parlé qu'après coup, c'est-à-dire lorsqu'on a eu la certitude que quelques personnes connaissaient le secret des spéculations de bourse et des entreprises sur les vins. Quelque discrets que soient un *préfet de police*, un *procureur général*, un *agent de change* et un *curé*, ils parlent, ils jament, et la vérité se fait jour. »

« En conscience, ajoutâmes-nous, nous ne pouvons souffrir que l'on accuse le peuple d'avoir profité de ces 750,000 francs, lorsque nous avons en main toutes les preuves morales que M. de Quélen n'ignore pas ce qu'est devenue cette somme. »

« M. de Quélen a gardé le silence pendant quatre ans, mais enfin le courage lui est revenu, et dans un mandement publié naguère, et dont nous l'avouons, nous n'avions pas eu connaissance jusqu'à ce jour, car nous lisons peu les mandemens de Monsieur de Paris ; dans un mandement publié en 1854, disons-nous, M. de Quélen déclare que *pressé, interrogé, provoqué, adjuré*, il doit répondre que *« il est vrai que toutes les ressources du diocèse, ménagées depuis plus de dix années, ont été détruites avec une grande partie de son patrimoine. »* Comment, monsieur de Quélen, vous attendez quatre ans pour faire cette déclaration officielle ? Eh bien ! nous vous répondrons aujourd'hui, comme nous l'eussions fait il y a quatre ans, avec le même calme, avec la même force de raisonnement : « Vous êtes sur la sellette en face du pays ; que le pays vous juge ! »

« Réduisons la question à sa plus simple expression. Aviez-vous en caisse 750,000 francs ou ne les aviez-vous pas ? Je les avais, dites-vous ; *ils étaient la totalité des ressources du diocèse, ménagées depuis plus de dix ans*. Notre devoir à nous, qui nous portons les défenseurs officiels du peuple, est de prouver que cette somme, qui aurait dû être dans vos caisses, n'y était pas. Nous ne nous arrêterons pas à reproduire tous les journaux de Paris, qui furent unanimes dans leur admiration pour le désintéressement dont le peuple avait fait preuve pendant les trois immortelles journées ; nous nous bornerons à prouver matériellement que la caisse de l'Archevêché était et devait être vide le 26 juillet : cela prouvé, nous en tirerons la conséquence logique, que si l'argent qui devait y être n'y était pas, c'est que M. de Quélen ou son homme de confiance en avaient disposé d'avance. Nous ne sortirons pas de cette question.

« Nous répondrons d'abord aux défenseurs de M. de Quélen qui nous disent : « La meilleure preuve que M. de Quélen n'a pas pu retirer les 750,000 francs de dépôt et ses 300,000 francs de fortune particulière de son portefeuille, c'est qu'arrivé de Conflans au premier bruit des événements de juillet il ne put parvenir jusqu'à l'Archevêché, le peuple lui ayant interdit le passage du pont d'Austerlitz... » Nous sommes loin de nier ce fait, et la meilleure preuve que Monsieur de Paris n'a pas pu arriver jusqu'à l'Archevêché, c'est qu'on a trouvé dans son secrétaire certaine correspondance qu'il eût été de son honneur de prêter de faire disparaître ; aussi ne disons-nous pas que M. de Quélen a enlevé les 750,000 francs avant le sac de l'Archevêché, mais bien que ce dépôt n'était pas à l'Archevêché ni en tout, ni en partie.

« Les preuves matérielles nous manquent sans doute ; mais nous avons des preuves morales tellement accablantes qu'elles seraient suffisantes pour obtenir d'un jury un verdict de culpabilité.

« Et d'abord, à qui fera-t-on croire que M. de Quélen, auquel il a été JUDICIAIREMENT prouvé qu'il plaçait des fonds mis en dépôt chez lui à HUIT POUR CENT, aurait fondé une somme de un million cinquante mille francs en portefeuille, sans lui faire rapporter aucune espèce d'intérêt ! Que depuis dix ans M. l'archevêque cumulait les diverses ressources du diocèse sans les augmenter honorablement par des intérêts légaux ? Qui enfin sera assez crédule pour admettre que depuis dix ans la caisse de l'Archevêché se grossissait ainsi graduellement, et était abandonnée sans mesures de précaution au premier voleur audacieux ? Mais ces preuves morales ne sont pas suffisantes ; écoutons M. de

Quélen lui-même : ses paroles sont accablantes et suffisent pour créer une conviction définitive chez tout homme impartial.

« M. Odiot, orfèvre, est chargé de confectionner une châsse en l'honneur de S. Vincent de Paul; le prix de cette châsse est considérable, environ 100,000 francs. Le 15 janvier 1829 il lui est donné un premier à-compte de 9,950 francs; le 5 juin suivant, un à-compte de 8,300 francs; ces à-comptes paraissent trop minimes à M. Odiot, et le 21 juillet 1830 il se rend auprès de M. de Quélen pour solliciter un nouvel à-compte de 20,000 francs, afin, disait-il, que sa maison pût faire honneur à ses engagements. M. Odiot insiste en vain; le prélat répond qu'il n'a point d'argent dans les caisses. M. Odiot fait valoir son mauvais état de santé. « Je suis, dit-il, forcé de m'absenter et de me rendre à Vichy; M. Mounseigneur, j'ai dû compter sur les 20,000 francs, etc. — Partez, répond enfin M. l'archevêque, je ferai de mon mieux; avant que vous soyez à Vichy, cet argent aura été compté pour sûr à vos commis. » Sur cette assurance M. Odiot part; les commis réclament à l'Archevêché l'exécution de la promesse faite au chef de la maison; alors M. de Quélen leur fait remettre 10,000 francs, en disant que pour le présent il n'y avait pas d'autre argent dans les caisses. Ce serait donc du 21 au 26 juillet que M. de Quélen aurait opéré pour un million cinquante mille francs de rentrées. Si cela est, que M. de Quélen en justifie.

« M. Odiot se porte personnellement garant des détails que nous venons de donner.

« Nous ne terminerons pas sans faire observer que l'état de dénuement de la caisse de l'Archevêché était tel que M. de Quélen ne put non seulement donner à M. Odiot les 20,000 francs qu'il lui promettait, mais qu'il fut forcé de demander quelques jours pour se mettre en mesure d'avoir les 10,000 francs qu'il donna en à-compte le 21 juillet.

« Sur ces simples faits, que les hommes impartiaux prononcent! »

BLONDEAU (JEAN-BAPTISTE-ANTOINE-HYACINTHE).

BLONDEAU (*Jean-Baptiste-Antoine-Hyacinthe*), né à Namur (Belgique) le 20 août 1784, après avoir fait ses humanités au collège de cette ville, commença à l'École centrale de Bruxelles, et ensuite à celle d'Anvers, l'étude de la philosophie et de la législation.

Il vint à Paris au commencement de 1802 (ventôse an X), et fut admis, comme élève d'élite du département des Deux-Nèthes, à suivre les cours de l'*Académie de législation*.

L'année suivante il passa à l'Université de jurisprudence.

Il fut un des fondateurs d'une conférence qui acquit bientôt une certaine célébrité, et qui compta parmi ses membres MM. Teste, Manguin, de Stassart, Hennequin, Philipon, Imbert, Agier, etc.

En août 1805 (fructidor an XIII), il soutint sa thèse de licencié devant la Faculté de droit de Paris.

En mars suivant il fut nommé professeur suppléant à l'École de droit de Strasbourg.

Quoique le plus jeune des professeurs il fut chargé de prononcer, le 2 novembre 1807, le discours d'ouverture des cours de cette École.

Le 2 juillet 1808 il fut transféré comme suppléant à l'École de Droit de Paris, et le 20 décembre 1809 il reçut le diplôme de docteur.

En 1810 il se présenta au concours ouvert devant la Faculté de Droit de Paris (les Écoles de Droit avaient reçu le nom de *Facultés* depuis la fondation de l'Université impériale) pour deux chaires de Code civil. MM. Dupin et Persil concoururent avec lui; ils partagèrent sa défaite.

En février 1811 il fut appelé aux fonctions de procureur impérial au chef-lieu de l'un des départemens de la Hollande, alors réunie à la France; mais il n'accepta pas ces fonctions.

A partir de novembre 1812 il eut la mission d'enseigner le droit romain, d'abord comme remplaçant M. Berthelot malade, ensuite comme faisant un *interim* qui se prolongea jusqu'au mois de juin 1819, et enfin comme professeur titulaire, ayant obtenu la chaire de droit romain au concours de 1819, où il eut pour concurrent trois des professeurs actuels de la Faculté.

M. Blondeau avait été nommé en 1815 juge suppléant au tribunal de Paris; il offrit sa démission de cette place aussitôt qu'il eut obtenu une chaire; mais cette démission ne fut acceptée qu'en 1820.

Pendant que M. Blondeau était suppléant à Strasbourg, il avait publié un grand *Tableau synoptique offrant les bases d'une classification générale du droit*. En 1811 il appliqua le même procédé et sa classification au droit romain.

C'est en 1820 que M. Blondeau commença la publication d'un recueil périodique intitulé *Thémis ou Bibliothèque du jurisconsulte*. Cette publication a exercé sur les progrès de l'étude du droit une influence qu'on regrette chaque jour de ne plus ressentir.

Dès 1815 il avait commencé la publication de ses *Essais de législation et de jurisprudence*; mais cet ouvrage ne fut pas mis en vente et attend encore son complément.

En 1850 il a publié le premier volume d'un ouvrage intitulé *Chrestomathie ou Choix de textes*, pour servir à un cours du droit privé romain.

Le 4 août 1850 il fut nommé doyen de la Faculté en remplacement de M. Delvincourt (voir sa notice), et reçut peu après la décoration de chevalier de la Légion-d'Honneur; en 1856 il a été nommé officier de cet ordre.

Outre les ouvrages ci-dessus spécifiés M. Blondeau a publié :

1^o (Avec M. Du Caurroy) trois éditions du *juris civilis Ecloga*, dans lequel on a réuni aux Institutes de Justinien les principaux textes du droit antejustinien.

2^o (Avec M. Bonjean) une traduction des Institutes accompagnées d'un *Corpus juris civilis antejustiniani*, où (à l'exception des Codes Théodosien, Grégorien et Hermogénien) se trouvaient réunis tous les documents juridiques antérieurs à Justinien, qui concernent spécialement le droit privé.

Des articles plus ou moins étendus sur les *méthodes philosophiques*, sur la *législation* ou sur le *droit*, ont été donnés par M. Blondeau à divers recueils périodiques, et notamment à la *Décade philosophique*, au *Magasin encyclopédique*, à la *Bibliothèque du barreau* et à la *Revue de législation et de jurisprudence*.

Comme professeur et doyen de l'École de Droit M. Blondeau a acquis de justes droits à l'affection et à l'estime des élèves de cette Faculté. On lui doit la justice de dire qu'il a su se tenir en garde contre l'influence des passions politiques, et qu'il n'a point compromis, en présence des exigences du pouvoir, sa dignité de chef indépendant de l'École de Droit.

MELLO (JÉRÔME-JOSEPH, DE).

Au moment où s'opère en Portugal un mouvement en faveur de la Charte et des institutions de don Pedro, nous croyons devoir nous occuper de la biographie de plusieurs personnages qui se sont fait connaître, soit par leur zèle pour le maintien de la constitution pédriste, soit par leurs services, soit enfin par les hauts emplois que l'empereur portugais leur confia : hommes de foi qui ont laissé dans leur patrie les plus honorables souvenirs.

Jérôme-Joseph DE MELLO, fils d'un noble Portugais de Guarda (1), est né dans cette ville en 1798. Son père fut l'une des victimes des violences sanguinaires de don Miguel, et mourut en prison en 1852.

Dès son enfance M. de Mello fut destiné à la culture des sciences et des lettres, et débuta dans la carrière académique à l'âge de quatorze ans à l'Université de Coimbra, où il obtint de nombreuses couronnes, tant dans les différens cours que dans ceux de physique et de chimie. Il se livra à l'étude de la médecine, et obtint les prix décernés par la Faculté aux divers concours scolaires.

A peine avait-il atteint l'âge de vingt ans et pris ses divers grades qu'il fut appelé par la Faculté de Coimbra à la carrière du professorat. En acceptant cet honneur, il ne renonça pas à l'exercice clinique de la médecine, et ne tarda pas à se faire remarquer parmi ses jeunes confrères, tant par son érudition que par son zèle et son dévouement; il appela surtout l'opinion publique sur lui par de minutieuses observations sur le ténia et par le traitement qu'il proposa pour combattre cette cruelle maladie (2). Plus tard il acquit en

(1) Guarda ou Guardia, province de Beira.

(2) Ses travaux sur cette question devinrent le sujet

outre une grande célébrité par le traitement préventif et curatif qu'il employa contre le choléra asiatique, et au moyen duquel il obtint dans plusieurs cas de grands succès. Il fut à cette occasion nommé chevalier de l'ordre du Christ par la reine dona Maria.

Appelé en 1854 par l'Université de Coimbra à professer les cours de matière médicale et de thérapeutique, il fut l'année suivante nommé membre du conseil royal de l'instruction publique.

M. de Mello n'est pas moins connu pour ses opinions patriotiques que pour ses travaux littéraires (1) ou scientifiques. Il a obtenu depuis 1820 les suffrages de ses concitoyens toutes les fois que le gouvernement représentatif a été mis en action.

En 1820 et 1825 il fut nommé électeur provincial et juré par les suffrages populaires. En 1826 il fut aussi élu électeur par la province d'Alentejo, où il s'était fait apprécier en 1825, époque à laquelle il alla visiter cette contrée en qualité d'inspecteur général des hôpitaux militaires.

En 1854, après la restauration de don Pedro, M. de Mello fut élu président du conseil municipal et ensuite maire de la commune d'Aviz. En 1856 il fut élu député aux cortès par le collège électoral de Lisbonne, dont il était membre.

Dans les événemens révolutionnaires, M. de Mello s'est constamment montré fidèle à ses principes et à l'origine de ses pouvoirs. Il a été un des premiers députés qui aient protesté contre le renversement des institutions de don Pedro accompli par une fraction de la nation; il s'est pro-

noncé dès lors contre les nouvelles institutions qui lui ont paru antipathiques au vœu national.

M. de Mello a profité de l'intervalle des sessions législatives pour venir étudier en France et en Angleterre l'art qu'il professe avec tant de succès. Les Portugais patriotes le comptent avec orgueil dans leurs rangs comme un homme de haute intelligence et de grand dévouement à la chose publique.

FREIRE (AUGUSTIN-JOSEPH). (1)

Ministre et secrétaire d'état au département de la guerre, de l'intérieur, de la marine, et à diverses reprises chargé par *interim* du ministère des affaires étrangères; conseiller d'état, pair du royaume, grand-croix de l'ordre de Notre-Dame de la Conception de Villa Viçosa, et de l'ordre royal de Charles III d'Espagne; commandeur de l'ordre de la Tour et Épée; décoré des médailles des batailles d'Albuera et de Victoria, et de la médaille portugaise des trois campagnes; chevalier de l'ordre de Saint-Benoit d'Aviz; colonel du génie; directeur du collège royal et militaire de Lisbonne.

Augustin-Joseph FREIRE, de famille noble, naquit à Evora, province de l'Alentejo, le 28 août 1780. Il passa son enfance et fit ses premières études à Leiria, suivit les écoles du second degré de Lisbonne, et passa ensuite à l'Université de Coimbra, où il obtint le grade de bachelier en 1807. Pendant le cours de ses études, il ne cessa de donner des preuves de talent, d'application et de bonnes mœurs. Il se destinait à l'instruction; mais l'invasion française, qui menaçait d'assujettir la patrie de Pacheco et d'Albuquerque, lui fit échanger la tranquillité

d'une grave contestation entre lui et le docteur Gomez, habile médecin portugais. Il en est fait mention dans le Dictionnaire des matières médicales de Mérat.

(1) Il est membre d'un grand nombre de sociétés savantes, et a publié entre autres ouvrages en 1825 un Mémoire fort curieux sur la mégalanthropogénésie.

(1) La notice qu'on va lire est extraite d'une brochure intitulée *Resumo historico da vida e tragico fim de Agostinho Jose Freire*; Lisboa, 1857. On appréciera les motifs qui nous ont déterminés à publier ici cette notice, quoique le personnage qui en est l'objet soit mort depuis plusieurs mois, si l'on veut bien se reporter à la note placée en tête de la biographie précédente, celle de M. de Mello.

des lettres contre le bruit des armes. Retiré chez son père au collège de Vidaes, territoire de Leiria, il employa d'abord tous ses efforts pour seconder la résistance du peuple contre l'ennemi commun. Le 16 octobre 1809 il s'enrôla dans le 10^e régiment d'infanterie. Bientôt ses connaissances distinguées lui valurent le grade d'enseigne. Pendant la guerre de la Péninsule, il obtint le grade de lieutenant le 22 juillet 1811; il prit part aux batailles d'Albuera et de Victoria et au combat des Pyrénées; il fut ensuite décoré des insignes de ces batailles et de la médaille portugaise des trois campagnes.

Le 12 octobre 1815 il fut promu au grade de capitaine au 8^e régiment. La guerre ne réclamant plus alors le sacrifice de son temps, il suivit pendant deux ans les leçons de l'académie des fortifications, de l'artillerie et de dessin de Lisbonne, où il remporta les prix de chaque année. Malgré les désirs de ses professeurs, qui auraient souhaité qu'il se destinât à l'une des chaires de l'Académie, il rejoignit l'armée avec le grade de quartier-maître qu'il reçut le 4 janvier 1817, et fut nommé major le 18 décembre 1820. A cette époque la province d'Estramadure, appréciant ses talents et son amour pour la liberté et l'indépendance nationale, le choisit pour son député aux cortès générales extraordinaires et constituantes. Elu secrétaire de cette assemblée le 26 février 1821, il eut l'honneur de quinze réélections semblables. Le 26 juin 1822 les cortès le nommèrent vice-président, et l'élevèrent à la présidence le 26 juillet suivant.

On lit dans la brochure d'où nous tirons les faits de cette notice (page 5) : « La variété de ses connaissances, sa singulière perspicacité et sa prodigieuse mémoire, son imagination brillante, l'énergie de son caractère, le timbre sonore de sa voix, ses dehors insinuans et dominateurs, son admirable éloquence, joints à une probité exemplaire et au plus grand amour pour le bien

public, ont fait de ce savant député l'un des plus dignes secrétaires, des plus habiles présidents, des membres les plus utiles et les plus assidus, et l'un des orateurs les plus distingués de cette respectable assemblée. »

Envoyé aux cortès ordinaires de 1822 par le collège électoral de Leiria et par celui de Lisbonne, où il obtint 15,155 suffrages, il fut élu secrétaire le 20 novembre 1822, vice-président le 1^{er} janvier 1825, président le 31 du même mois, et membre de la députation permanente par décret du 24 mars suivant.

Survint la journée de Villa-Franca et le rétablissement du pouvoir absolu. Freire s'embarqua le 15 juin pour Jersey, qu'il quitta pour venir se fixer à Paris. Les cours de nos savans, la société de nos gens de lettres occupèrent tous ses momens. Il parcourut ensuite la Belgique, une grande partie de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne et toute la Suisse. Il se trouvait à Genève quand il reçut l'heureuse nouvelle, qu'au milieu des manifestations de la joie publique on venait de jurer en Portugal la Charte constitutionnelle de don Pedro.

Freire retourna à Lisbonne, fut réintégré dans son grade de major du génie le 28 septembre 1826 et employé sous les ordres du maréchal de camp, marquis d'Angeja, gouverneur militaire de la province du Minho, et commandant des troupes au nord du *Douro*. Nommé chef d'état-major, il fit toute la campagne contre les absolutistes commandés par le marquis de Chaves; il rendit dans cette guerre des services tels qu'on dut lui attribuer une grande partie de la gloire obtenue dans les combats du Prado et de Ponte da Barca au mois de février 1827. Le 24 mars de cette année il fut nommé chevalier de l'ordre de Notre-Dame de la Conception de Villa-Viçosa, en reconnaissance, dit le décret, *de ses bons et loyaux services*. Au commencement de juillet suivant, son général et ami le marquis d'Angeja étant mort, Freire retourna à Lis-

bonne, où il fut chargé de proposer au gouvernement un plan de fortifications pour le sud du Tage, et il continua à siéger dans la commission chargée de former le règlement de tactique élémentaire pour l'infanterie, commission dont il était membre depuis 1826.

Lors de l'usurpation de don Miguel, Freire, pour échapper au tyran de son pays, se cacha d'abord et ensuite se sauva en France. Don Miguel lui retira ses emplois et le déclara déserteur (1829).

Pendant cette seconde émigration, le patriote émigré, ennemi aussi déclaré de l'oisiveté que du despotisme, employa utilement son temps dans des voyages dans toute l'Europe, assistant aux leçons des savans, entretenant avec eux des rapports de chaque jour.

Don Pedro, revenu en Europe au mois de juin 1831, se rendit immédiatement à Paris, et s'occupa des moyens de reconquérir le trône de Portugal pour sa fille dona Maria. Il ne se contenta pas de consulter particulièrement Freire, il lui ordonna d'assister à toutes les conférences qui se tinrent à cet effet. Bientôt il lui fit donner l'ordre, en son nom, le 15 janvier 1832, d'être prêt à partir avec lui. Il accompagna donc l'empereur dans la baie de Belle-Ile, et s'embarqua avec lui, à bord de la frégate la *Reine de Portugal*, le 2 février.

Dès son arrivée à Angra, le 5 mars, don Pedro reprit la régence et organisa son ministère. Il nomma Freire ministre et secrétaire d'état au département de la guerre, et par *interim* au département de la marine. Après avoir puissamment concouru, par le poids de son opinion, à décider le point où devaient commencer les opérations militaires et avoir assuré l'organisation, la discipline et l'équipement de l'armée et de l'escadre, Freire opéra la descente sur le rivage du Mindêlo, avec le duc de Bragance et la division libératrice,

le 8 juillet 1833. Le lendemain ils entrèrent dans Oporto.

Déjà Freire s'était distingué en plus d'un combat, lorsque dans la sanglante bataille du 29 septembre 1832, n'ayant avec lui que 7,140 soldats, et attaqué par 55,000 combattans, il se couvrit de gloire en sauvant les dernières espérances de la patrie par son courage et l'habileté avec laquelle il dirigea en personne les mouvemens de l'aile droite; il fit replier l'ennemi, qui, après avoir pris les redoutes et les batteries du côté de Bomfim et porté la confusion dans les rangs, se pressait victorieusement sur la route de Campanhâm, qui conduit à la ville d'Oporto. La ville héroïque réduite à la dernière extrémité, il fallait tenter des opérations de nature à sauver la grande entreprise. Lorsqu'on agita pendant quelques jours, dans l'assemblée des ministres, des généraux et des officiers supérieurs, l'importante question de savoir s'il était convenable d'attaquer l'armée assiégeante, ou d'envoyer une division par mer vers quelque autre partie du royaume, et si l'expédition maritime, en cas qu'elle fût préférable, devait être plus ou moins forte, Freire par son profond discernement, comme par son irrésistible dialectique, entraîna ses collègues et fit adopter l'heureux parti d'envoyer aux Algarves une force de 2,500 braves, qui, levant l'ancre des eaux du Douro, le 22 juin 1833, arbora l'étendard de la reine sur les murs de Lisbonne.

Le combat du 25 du même mois, combat où commandait un maréchal de France, et l'état inexpugnable des fortifications ennemies autour d'Oporto démontrèrent d'une manière évidente que la plus juste des causes serait perdue sans ressource, si l'on ne méprisait pas certaines opinions que Freire combattit avec succès.

Pendant le siège d'Oporto et de Lisbonne, Freire, qui avait porté l'armée libératrice jusqu'à 60,119 hommes, quitta la plume pour prendre l'épée. C'est l'épée à la main

qu'on le vit auprès de ces deux villes immortelles partager les périls de tous les combats, et contribuer puissamment aux résultats les plus glorieux.

Après une suite non interrompue de prodiges par lesquels don Pedro ouvrit sa glorieuse campagne avec 8,500 soldats, et finit par triompher d'une armée de 85,516 combattans, Freire reçut pleins pouvoirs, le 27 mai 1854, pour aller au quartier général prendre les dispositions convenables à l'entière pacification du royaume. La sagesse avec laquelle cet homme d'état remplit cette mission difficile, obtint les louanges du régiment et la reconnaissance de tous les hommes pour lesquels l'humanité, la civilisation et l'intérêt national ne sont pas de vains noms.

Le 24 juillet de cette année il fut nommé conseiller d'état, *eu égard, dit le décret, au zèle, à l'intelligence et à la fidélité avec laquelle il a servi la cause de la reine et de la patrie, voulant aussi lui donner la plus grande preuve de confiance et de haute estime que méritent ses services.*

Les provinces d'Estramadura et de Minho le choisirent pour leur député aux cortès convoquées par décret du 28 mai. Le 18 août il reçut de la reine régente d'Espagne la grand-croix de l'ordre de Charles III, « comme preuve de la haute estime, dit la communication officielle du ministère espagnol, avec laquelle Sa Majesté a vu que Votre Excellence a contribué par tous ses efforts à la fin glorieuse de la lutte qui désolait ce royaume; et afin de resserrer les liens d'amitié et d'alliance entre les deux couronnes pour l'avantage réciproque de l'une et de l'autre. »

Le rapport de l'administration des affaires de la guerre que Freire présenta aux cortès au mois de septembre est un modèle de modestie, d'exactitude et d'éloquence; il le termina ainsi :

« J'assistai au commencement de la grande entreprise; je la suivis dans tous ses pro-

grès, et jusqu'à son issue, je ne déposai jamais un seul jour la plume de ministre d'état au département de la guerre, et je pris l'épée de soldat dans tous les combats d'Oporto et de Lisbonne. Après tant de travaux si compliqués j'arrivai à l'honneur d'en faire le rapport devant les représentans de la nation portugaise; voilà tout ce que je désirais. Ma conscience est sans tache; car dans une crise à la fois longue et difficile j'employai toutes mes forces au service de la reine et de la patrie. J'ai déroulé devant vous les faits et leurs preuves : tranquille, j'attends votre jugement et celui de tous les hommes impartiaux. »

Le 24 du même mois Freire quitta le ministère de la guerre pour prendre celui de la marine, dans lequel il continua à donner des preuves de son habileté et d'une grande entente des affaires.

Le même jour, 24 septembre, il fut nommé chevalier de l'ordre de Saint-Benoît d'Aviz.

Promu au grade de lieutenant-colonel, à l'ancienneté, le 14 novembre, la reine lui accorda celui de colonel le 26 janvier 1855.

Le 15 octobre, la reine, en lui confiant la direction du collège royal militaire, s'exprimait ainsi dans le décret de nomination : « En considération de la variété de ses lumières et des services éminens qu'il a rendus dans les crises les plus périlleuses, et aussi parce que mon père avait l'intention de l'élever à cet emploi. » La reine, reconnaissante, le nomma le 1^{er} décembre grand-croix de l'ordre de Notre-Dame de Conception de Villa-Viçosa, et le 31 janvier 1855 commandeur de l'ordre de la Tour et Epée, « en considération, dit le décret, de la valeur et de l'intrépidité dont il avait donné des preuves aux combats mémorables des 5 et 25 juin 1855 et 10 octobre suivant, et de sa coopération puissante à la lutte contre l'ennemi en le contraignant à lever le siège de Lisbonne. »

Freire n'eut l'administration de la marine

que peu de mois ; il passa à celle de l'intérieur par décret du 15 février 1855, car ses talens y étaient nécessaires. Jamais les affaires ne reçurent plus d'impulsion, d'activité et de véritables améliorations que sous le nouveau ministre.

On le vit à cette époque s'acquitter avec le même zèle devant les chambres législatives de ses devoirs comme législateur et comme ministre de la couronne. Aussi ne doit-on pas s'étonner si les cortès, malgré l'opposition véhémente qui souvent empêcha le cours régulier des affaires, terminèrent la session ordinaire de 1855 en accordant au gouvernement un vote de confiance pour réformer l'enseignement public et rétablir les différentes branches de l'administration en les mettant en harmonie avec certaines bases qu'on avait établies. Ce temps fut l'âge d'or de la Charte constitutionnelle. Le crédit public sur les places nationales et étrangères avait dépassé ou du moins rivalisait avec celui des nations les plus opulentes. Des capitaux considérables affluaient des divers pays sur le sol riant et fécond du Portugal ; partout dans le royaume se développait et se multipliait l'esprit d'association et d'entreprise ; la confiance était générale. De sombres nuages vinrent assombrir cette atmosphère de prospérité. A la veille même de la journée dans laquelle les projets rapportés ci-dessus devaient être présentés à la sanction de la reine ; lorsque des valeurs considérables étaient sur le point de se réaliser, et que des projets de la plus vaste conception avaient été mûris, un événement inopiné, source funeste et principale de tous les malheurs présents et à venir, mit Freire dans la nécessité rigoureuse de demander, d'accord avec ses collègues, la démission de leurs emplois ministériels, qui leur fut accordée le 27 mai 1855.

Freire, à qui la reine daigna conserver les honneurs de ministre secrétaire d'état, se retira au Collège Militaire, dont il était

le directeur. Créé pair le 1^{er} octobre, et rappelé le 20 avril 1856 au ministère de l'intérieur, Freire accepta pour obéir autant aux volontés de la reine qu'aux vives instances de ses meilleurs amis. A cette époque les circonstances publiques n'étaient plus celles du printemps de 1855 ; le gouvernement, réduit à ses ressources ordinaires, ne pouvait porter un remède définitif aux maux résultant des vices de la législation, et de la fascination des esprits excités par les machinations de quelques faux amis de la liberté : cependant Freire tenait toutes prêtes de sages propositions, qui aussi bien que celles de ses collègues devaient être présentées à la session des cortès du 11 septembre dans le but d'améliorer la situation de ce royaume, lorsque la révolte du 9 de ce mois renversa la Charte constitutionnelle et engloutit dans le même abîme toutes les espérances des gens de bien.

Freire, appréciant la valeur immense de ce Code arrosé de tant de sang sur les échafauds, sur les champs de bataille et jusque dans les cachots, qui, en réhabilitant la gloire nationale par de brillans souvenirs, unissait le Portugal aux états de l'Europe, et par son origine vénérable et par l'histoire de ses vicissitudes, était un rempart inexpugnable contre toute sorte d'ennemis ; Freire, toujours d'accord avec lui-même, abandonna tout à fait le service public dès la nuit malheureuse de septembre, fit accepter sa démission des emplois qu'il occupait, et protesta de son dévouement à la personne de la reine à la fois et aux institutions libérales garanties par l'acte fondamental dû au patriotisme éclairé de don Pedro. Freire devait à ses concitoyens cet exemple de désintéressement, de fidélité et de fermeté, pour rendre hommage à la mémoire de son empereur, qui lui avait accordé confiance illimitée et bontés sans bornes. Ce prince, en lui écrivant, avait contracté l'usage de commencer toujours ses lettres par les expressions affectueuses de

Meu Freire ou *Amigo Freire*, et de les terminer par celles-ci : *Seu amigo*.

Freire, retiré tout à fait des affaires publiques, partageait son temps entre ses livres et la société de ses plus intimes amis, lorsque vint à éclater le mouvement de septembre 1856, à la suite de la dissolution des chambres. Les partisans de la constitution de 1820, ayant à leur tête Passoe, député d'Oporto, excitaient au désordre. De leur côté, la reine et les hommes dévoués se préparaient, non seulement à la défense, mais à une acclamation nouvelle de l'acte de don Pedro. Dans la malheureuse matinée du 4 novembre, au moment où Freire se dirigeait vers Belem par ordre positif de la reine, on fit arrêter ses chevaux à la place de la Pampulha, où stationnait un bataillon de garde nationale. Un individu de ce corps s'approchant de la voiture la fit ouvrir, et, transporté d'une joie féroce à la vue de l'ex-ministre, ordonna de tirer sur lui. Un coup de fusil part, suivi bientôt de plusieurs autres, qui ne vinrent plus frapper qu'un cadavre !!! Dépouillé de ses décorations, de ses bijoux, de l'argent et des habits qu'il portait, ses restes mortels furent portés presque nus sur un mauvais brancard à la fosse commune d'un cimetière du voisinage au milieu des imprécations et des blasphèmes d'une populace furieuse. En cet endroit même et le même soir, quelques monstres osant profaner la tombe des morts exhumerent deux fois la malheureuse victime pour voir si quelque misérable reste n'avait point échappé à la cupidité brutale des assassins !

Ainsi termina ses jours l'athlète infatigable de la liberté, après les avoir exposés tant de fois pour elle-même. Ainsi finit l'ami de don Pedro, le citoyen probe, le législateur courageux, l'homme d'état profond, l'orateur disert et éloquent, le guerrier ardent et intrépide, un des patriotes les plus éclairés du Portugal.

SILVA CARVALHO (JOSEPH DE).

La foi politique est, aujourd'hui, pour les vrais patriotes, ce qu'était la foi religieuse pour les premiers chrétiens : elle conduit assez communément au martyre. Nous honorons toute persévérance dans les sentiments nés de cette foi dont le peuple donne de si nombreux exemples, et qu'on retrouve si rarement dans les hautes classes de la société ; mais nous l'élevons fort haut quand, par hasard, un homme d'état, devenu peuple alors, met sa vie tout entière, sans réserve, avec l'abnégation la plus complète de tout autre intérêt, au service de cette conviction qu'on appelle l'amour de la patrie. Ces réflexions expliquent les causes qui nous ont fait admettre ici l'infortuné Freire et le citoyen généreux dont nous allons esquisser la vie.

Joseph de SILVA CARVALHO naquit dans un village de la province de Beira, le 19 décembre 1782. Son père, honnête propriétaire, le destina à la magistrature. Elevé dans le séminaire épiscopal et dans celui des arts à Coïmbre, il prit sa première inscription à l'Université de la même ville en 1800.

Pendant le cours de ses études, il se fit remarquer par ses opinions démocratiques, de manière que, peu de temps après avoir été reçu docteur, la police et l'inquisition (1) l'inquiétèrent vivement. On parvint cependant à arranger cette affaire. Il se rendit à Lisbonne où, suivant l'exigence des lois portugaises, il dut faire un stage de deux ans, et subir son dernier examen (17 mars 1807) devant le *Desembargo do Paço* (suprême tribunal de grâce et de justice) avant de pouvoir exercer. Néanmoins il n'obtint d'emploi qu'au mois d'août 1810, époque à

(1) C'est M. Silva Carvalho qui a contre-signé le décret rendu en 1821 par la régence du royaume pour l'abolition de ce tribunal inique.

laquelle le Portugal se trouvait menacé d'une invasion de l'armée française, commandée en chef par le général Masséna. Alors seulement il fut nommé *juiz de fora* (juge de première instance) de la petite ville de Recordaens, où, malgré le peu d'importance de ses fonctions, il rendit à l'état et à l'armée des services importants, et se fit aimer du peuple à ce point que, non seulement le duc de Wellington, qui commandait en chef l'armée alliée anglaise et portugaise, crut devoir le mentionner honorablement dans une note adressée au gouvernement, mais encore que toutes les municipalités de son district signèrent à l'unanimité une pétition à la régence du royaume pour la prier de le conserver dans le pays au delà des trois ans déterminés par la loi. Le gouvernement, en reconnaissance de ses services et de l'habileté dont il avait fait preuve, le nomma *juiz de fora dos orphaos* (1) de la ville d'Oporto, au mois de septembre 1814; il fut bientôt chargé en même temps des fonctions de rapporteur aux conseils de guerre de la province.

C'est dans cette ville que commença la carrière politique de M. Silva Carvalho, que cette grande intelligence populaire commença à se développer et à briller.

Pour se rendre compte de la valeur politique de cet homme d'état, il faut connaître la situation déplorable où le pays était plongé à cette malheureuse époque de son histoire.

La cour, abandonnant le Portugal, s'était enfuie au Brésil peu de temps après l'entrée dans le royaume du général Junot à la tête de quelques troupes françaises. Le gouvernement du royaume était dans les mains d'une régence inerte et imbécile, qui, obéissant aux ordres que lui envoyait la cour de Rio-de-Janeiro, se bornait à faciliter l'émigra-

tion pour le Brésil de tout ce que le Portugal renfermait de hautes capacités. La patrie des Gama, des Albuquerque, devenait peu à peu une faible colonie du Brésil; et, avec le temps, peut-être fut-elle devenue simple province de l'Espagne ou de l'Angleterre, puissances qui déjà se disputaient cette proie. La lâcheté, la dégradation du gouvernement le rendaient l'objet du juste mépris des peuples et des cabinets. *Courbé jusqu'à terre, il obéissait les yeux fermés au premier signe du premier venu.* Les fonctionnaires publics, comme les muets du sérail des sultans, exécutaient silencieusement les ordres venus, soit de Rio-de-Janeiro, soit même de Londres. L'armée elle-même, de toutes les institutions d'un état celle qui doit être la plus nationale, était commandée par des officiers anglais!

Tel était le misérable état du pays lorsque M. Silva Carvalho et son ami M. Fernandes Thomas (1) osèrent les premiers concevoir le plan de la délivrance de la patrie. Dans leur première réunion, qui eut lieu le 27 décembre 1817, ils arrêtèrent le plan d'une conjuration pleine d'audace et de dévouement patriotique. Peu à peu ils initièrent à leur projet tous ceux qui avaient du sang portugais dans les veines et au cœur le sentiment de la liberté et de l'affranchissement (2).

Après trois ans d'efforts et de travaux sans relâche, la révolution éclata à Oporto, le 24 août 1820. M. de Silva Carvalho fut membre et secrétaire de la régence provisoire créée le même jour. Le cri révolutionnaire poussé sur les bords du Douro ne tarda pas à trouver son écho sur les bords du Tage. Aux glorieux souvenirs de la patrie invoqués avec force, aux doctrines généreuses

(1) L'un des députés les plus populaires aux cortès de 1820.

(2) Nous citerons entre autres conjurés patriotes Joseph Ferreira Borges, président du suprême tribunal de justice et commerce à Lisbonne, et F. Gomez de Silva, habile médecin, actuellement à Londres.

(1) Deuxième degré dans la magistrature: magistrat chargé d'exercer une vigilance active sur tout ce qui a rapport aux orphelins.

proclamées avec enthousiasme, les meilleurs citoyens accoururent ; et le peuple tout entier, qui recueillait avec religion le saint nom de la liberté, ne tarda pas à répondre à la voix des conspirateurs patriotes.

Les cortès constituantes, immédiatement convoquées et réunies (janvier 1821), s'occupèrent aussitôt de la rédaction d'une constitution basée sur le principe d'une démocratie pure, et nommèrent une régence définitive dont M. de Silva Carvalho fut membre. Cette régence gouverna le royaume jusqu'à l'arrivée de Jean VI (juin), lequel après avoir juré la constitution reprit l'exercice du pouvoir. Ce prince confia à M. de Silva Carvalho la présidence de la municipalité de Lisbonne, et peu de temps après le ministère de la justice, emploi qu'il conserva jusqu'à la contre-révolution de 1825, qui eut pour résultat de proclamer don Jean VI roi absolu, et de détruire le gouvernement constitutionnel en Portugal (1).

Forcé fut à M. de Silva Carvalho d'émigrer ; il se retira en Angleterre. Là, privé de toutes ressources, il se vit contraint de vivre avec l'économie la plus modeste et même de recourir à l'assistance de quelques amis fidèles. Toute relation avec le Portugal lui était interdite. La surveillance que la police portu-

gaise exerçait à son égard était portée si loin que lorsqu'il parvenait à faire passer de ses nouvelles à sa famille ou à ses amis d'Oporto ou de Lisbonne, ceux-ci devenaient à l'instant l'objet de quelque mesure spéciale du gouvernement.

Pendant son séjour à Londres, il attacha tous ses momens à l'étude des sciences politiques et administratives.

Jean VI étant mort, et don Pedro ayant envoyé, de Rio-de-Janeiro à Lisbonne, en 1826, la charte promise par son père, charte calquée sur celles de France et d'Angleterre, mais renfermant plus de dispositions favorables à la liberté, M. de Silva Carvalho remit son serment à la charte nouvelle entre les mains du duc de Palméla et retourna en Portugal.

Au commencement de 1828, don Miguel vint en Portugal avec le titre de régent du royaume, que lui avait conféré son frère don Pedro. Ses premiers actes furent la dissolution des cortès, l'abolition de la charte, l'usurpation de la couronne, l'établissement du gouvernement absolu ou despotique.

En même temps qu'il envahissait la puissance royale, il ordonnait à Augustin Luiz, gouverneur militaire de la province de Beira, de faire arrêter et conduire à Lisbonne M. de Silva Carvalho, qui, déguisé en muletier, s'était mis par la fuite à l'abri de toute crainte et de tout danger.

M. de Silva Carvalho émigra donc de nouveau. Arrivé en Angleterre, il trouva le duc de Palméla à la tête de l'émigration. Le duc le nomma membre de la commission chargée de la distribution des secours aux émigrés à Londres.

Don Pedro, fatigué du pouvoir, abdiqua la couronne impériale du Brésil, passa en Europe et débarqua à Falmouth au mois de juin 1851. M. de Silva Carvalho fut le premier instruit de cet événement. Il sut aussi que ce prince avait l'intention d'aller vivre à Munich, dans la famille de l'impératrice. Il se hâta d'écrire au chevalier Lima, chargé

(1) L'infant don Miguel partit pour Villa-Franca à la tête du régiment d'infanterie, n° 24, et le reste de la garnison de la capitale ne tarda pas à suivre le mouvement. Don Miguel rentra à Lisbonne à la tête des troupes, et la contre-révolution eut lieu. Le vieux monarque promit de donner une constitution *plus conforme que celle de 1820 aux idées généralement reçues, aux besoins de son peuple* ; mais l'intrigue diplomatique, à la tête de laquelle était alors le gouvernement français, l'empêcha de remplir ses engagements. Cette contre-révolution avait été prévue par M. de Silva Carvalho ; il avait déclaré aux cortès dans l'orageuse séance du 41 février 1825 que plusieurs individus conspiraient contre le gouvernement constitutionnel, et qu'il lui fallait des pouvoirs extraordinaires, si l'on exigeait de lui qu'il répondit du salut de la patrie. L'esprit d'absolutisme, qui avait jeté déjà de profondes racines dans l'assemblée, s'opposa à ce qu'il pût faire entendre sa voix.

d'affaires du Portugal à la cour de Londres (1), et il pria son ami le conseiller Gomes de Silva (2) de partir sur-le-champ pour Cherbourg, de réclamer une audience de don Pedro, afin de lui peindre dans tous ses détails l'état déplorable du Portugal, et de chercher à le persuader que son honneur était engagé à délivrer la patrie du joug de fer qui pesait sur elle. Gomes de Silva partit le 5 juin 1851, accompagné de don Thomas de Mascarenhas (3). Il ne se borna pas là. Il écrivit au conseiller Gomes de Silva une lettre pour être communiquée à don Pedro, dans laquelle il s'efforçait, par les raisonnemens de la plus saine logique, de faire comprendre tout ce qu'il y aurait de gloire à acquérir pour l'empereur s'il pouvait se décider à diriger une expédition dans le but de délivrer la patrie de la tyrannie de don Miguel et de reconquérir pour dona Maria une couronne si lâchement usurpée.

Don Pedro goûta ces observations; huit jours plus tard il était à Londres; et dans la première audience qu'il accordait à M. de Silva Carvalho, il débutait par ces paroles : *Me voici, mettons-nous à l'œuvre.* Don Pedro constitua un conseil de tutelle à la reine, dont M. de Silva Carvalho fit partie, partit de suite pour Paris, où il espérait trouver plus facilement les moyens d'organiser l'expédition projetée, laissant à Londres une commission composée de M. de Silva Carvalho, du chevalier Lima et de don Thomas de Mascarenhas, qu'il chargea de réunir les ressources que pouvait offrir l'Angleterre. C'est aux efforts, à l'habileté et à la confiante amitié qu'avait su inspirer M. de Silva Carvalho qu'on fut redevable de la conclusion du premier emprunt avec MM. Ar-

doin et compagnie, à Londres, dans le mois de septembre, emprunt qui facilita à don Pedro son voyage aux îles des Açores, où se trouvaient des émigrés en assez grand nombre, où, enfin, il lui fut possible dans cette même année, de compléter l'organisation de son entreprise. L'entrée en Portugal suivit de près ce voyage.

M. de Silva Carvalho, invité par don Pedro à l'accompagner à l'île Terceira, ainsi qu'à entrer dans le ministère qui venait d'être formé, se rendit sans hésiter auprès de l'empereur, mais refusa le portefeuille.

Don Pedro le nomma alors rapporteur général des conseils de guerre de l'armée, et, peu de temps après le débarquement à Oporto, directeur des affaires civiles de la même armée, et président du tribunal de guerre et justice.

Le siège se resserrait chaque jour davantage, les ressources étaient entièrement épuisées, et la ville d'Oporto allait être forcée de se rendre à l'ennemi faute de provisions de toute espèce, lorsque don Pedro appela M. de Silva Carvalho au ministère des finances (décembre 1852).

La position était désespérante. Les événemens militaires nuisaient à la confiance. La dette urgente s'élevait à une somme considérable. Il n'y avait rien dans les caisses. L'armée n'avait point reçu de solde de longtemps, et depuis deux mois on n'avait remis aucuns fonds aux fournisseurs de l'armée pour l'aliment des soldats.

Le courage de M. de Silva Carvalho grandit avec la difficulté des circonstances. Il provoqua une réunion des principaux négocians et banquiers de la ville, forma une commission du trésor public composée des chefs de maisons les plus habiles et les plus respectables (1), et prit des mesures si énergiques et si à propos qu'il put couvrir l'ar-

(1) Maintenant vicomte de Carreira, chargé d'affaires du Portugal en France.

(2) François Gomes de Silva, secrétaire particulier de don Pedro, et jouissant pendant toute la vie du prince de sa confiance et de son amitié.

(3) L'un des nobles Portugais les plus distingués, tué à Lisbonne pendant l'action de novembre 1855.

(1) Parmi eux nous citerons le conseiller J. J. Gomes de Castro, qui l'aida beaucoup dans ses importants travaux.

riéré et faire payer la solde de l'armée jour par jour. Il parvint à établir, sur la mer, à l'entrée du port, de grands dépôts de provisions de bouches et de guerre, au moyen desquels il secourait l'armée au fur et à mesure qu'il lui était possible de faire entrer les provisions et les munitions à Oporto, à travers le feu le plus vif et le plus soutenu de l'ennemi.

Le siège se prolongeait, et les assiégeans étaient pour ainsi dire réduits à leurs murailles. L'espérance échappait aux plus hardis. On était au mois de mai 1855, et les dix mois de combats et de sacrifices qui venaient de s'écouler avaient amené la fatigue et l'impatience. Le colonel Louveiro et le capitaine Mousinho d'Albuquerque demandèrent une audience à M. de Silva Carvalho. Ils lui exposèrent que dans les circonstances difficiles où l'on se trouvait placé, ils ne voyaient pas d'autre parti à prendre que d'envoyer dans l'Algarve une expédition commandée par le duc de Terceire. Leurs raisons lui parurent avoir tant de justesse qu'il en entretenit don Pedro, et le décida à convoquer un conseil composé des ministres d'état et de tous les officiers les plus distingués de l'armée. M. de Silva Carvalho y fit valoir l'opinion des deux officiers avec tant de chaleur qu'il la fit adopter malgré la vive opposition qu'elle y rencontra (1).

Don Pedro, sur l'avis de M. de Silva Carvalho, donna le commandement de la flotte au capitaine de vaisseau Napier. Le ministre paya l'arriéré dû aux officiers, soldats et matelots; il approvisionna la flotte de tout le matériel nécessaire et la fit partir pour les côtes de l'Algarve. Les succès qu'elle obtint dans un combat naval contre la marine de don Miguel ouvrirent au duc de Terceire les portes de la capitale.

Tandis que ce dernier entrait dans Lis-

bonne, don Pedro prenait le commandement en chef de l'armée, avec la ferme intention de tenter un dernier effort pour faire lever le siège d'Oporto. De son côté, don Miguel, décidé à en finir, confiait son armée au maréchal Bourmont, qui venait d'arriver avec La Rochejaquelein et plusieurs autres officiers français.

Comptant sur les secours de Bourmont et des siens, don Miguel réveilla par ses proclamations et sa présence l'ardeur de ses soldats, et, le 24 juillet, livra un assaut terrible à la ville.

Les braves de don Pedro soutinrent vaillamment le choc.

Le carnage fut horrible, tant la valeur se montra grande des deux côtés.

On doit dire que l'attaque et la défense méritèrent les éloges les plus flatteurs de tous les officiers français et étrangers qui assistèrent à ce haut fait d'armes.

Bourmont, convaincu de l'impossibilité de pénétrer dans la place, donna l'ordre de la retraite.

Don Pedro s'embarqua pour Lisbonne avec M. de Silva Carvalho, auquel il conserva le portefeuille des finances.

L'armée ne tarda pas, grâce aux soins de ce ministre, à s'élever à 62,000 hommes, ce qui lui permit d'organiser l'expédition qui, aux ordres du duc de Terceire, et en parcourant tout le royaume, délivra enfin toutes les provinces du joug de don Miguel, qui, complètement battu à Asseiceira, poursuivi chaudement jusqu'à Evora Monte, fut forcé de capituler et de quitter le Portugal.

Don Pedro, tout en laissant les finances à M. de Silva Carvalho, le nomma président du tribunal de justice et conseiller d'état.

M. de Silva Carvalho s'occupait sans relâche des moyens de guérir le Portugal des blessures que la guerre civile et la tyrannie de don Miguel lui avait faites. C'est ici qu'on reconnaît l'activité infatigable du patriote.

(1) Le général Solignac y fut un de ses plus ardens antagonistes.

Il détruisit le papier-monnaie et cette compagnie des vins d'Oporto qui monopolisait tout le commerce des meilleurs vins du royaume. Il assura le paiement des fonctionnaires publics et de l'armée de telle sorte que de son temps il n'y eut jamais d'arriéré, ce qui en Portugal arrive très-rarement. Il fit une réforme radicale dans les douanes dont les revenus doublèrent immédiatement. Il réorganisa le trésor public et y introduisit la comptabilité française. Il fit de grandes réductions dans la dette nationale, ce qui releva le crédit ; il créa le port franc de Lisbonne, et la *junta do credito* (assemblée du crédit), composée des négociants les plus recommandables. Dans les comptes présentés jusqu'en 1836 se trouve une économie de trois millions de francs annuels. Il supprima les anciens tribunaux qui étaient en opposition avec la charte, et en établit de nouveaux. Il introduisit en Portugal le système des jurés qu'il fit appliquer au civil, au commercial et au criminel. Il chassa les jésuites, qui, sous le nom de rédemptionnistes, s'étaient introduits dans le royaume au temps de don Miguel. La législation du Portugal se composait de lois publiées à différentes époques, et souvent contradictoires, qui laissaient ainsi un champ libre à l'arbitraire : il en commença la réforme en donnant force de loi au Code commercial offert par Joseph Ferreira Borges. Il présenta aux cortès le budget général qui, par la clarté du style et la méthode apportée dans le classement des matières, mérita à son auteur l'approbation de tous les financiers.

Si l'on considère toutes les difficultés qu'il lui fallut vaincre à cause de la durée de la guerre, des désordres qu'un siège entraîne avec lui, et les circonstances critiques où ce ministre avait été placé à plusieurs reprises, on peut dire hardiment que ce budget est un des documents les plus remarquables de l'époque.

Voici ce qu'en pensait Armand Carrel (*National* du 1^{er} décembre 1834) :

« La guerre civile a disparu du Portugal le jour même où don Miguel a quitté ses rivages ; dès ce moment l'ordre le plus parfait n'a cessé d'y régner. Les institutions politiques et financières se sont améliorées avec une promptitude étonnante : d'abusives lois ont été ou réformées ou abrogées, et, pour la première fois depuis huit ans, cette malheureuse nation a respiré libre du joug du monarque protégé par les lories de l'Angleterre et les puissances du Nord.

« Dans la courte période qui s'est écoulée depuis l'établissement du système constitutionnel en Portugal, le crédit du pays s'est amélioré, au point que le prix des fonds publics a presque doublé. L'exposé des motifs par M. de Silva Carvalho, ministre des finances, vient prouver que les hommes d'état de ce royaume ont su étudier dans l'exil les principes les plus avancés de la science économique, et qu'ils s'occupent avec activité à en faire l'application à l'administration de leur pays.

« La nécessité de réparer les désastres de la guerre, de servir les intérêts des emprunts contractés pour chasser l'usurpateur, et de dégrever le peuple des impôts les plus mal assis n'a pas permis d'aligner les recettes avec les dépenses. Le budget s'élève à

En dépense.	75,295,625,472 fr.
En recette.	57,468,651,318 fr.
Déficit.	17,826,974,154 fr.

« Ce déficit qui est à peu près égal au tiers des recettes effraie très-peu le ministre des finances ; il annonce que pour le combler il n'aura pas recours à de nouveaux impôts : « Car, dit-il, il faut donner au pays le temps et le moyen nécessaires pour se fortifier ; il faut lui donner la vie et non la lui ôter. » Ces paroles sont dignes d'être remarquées, et elles pourraient servir de leçon à bien des financiers ou soi-disant tels.

« Le gouvernement portugais n'aura pas non plus recours à de nouveaux emprunts ; le ministre en explique les motifs d'une manière qui est à la fois conforme aux ménagements d'une sage politique et aux vrais principes du crédit public.

« Pour faire face à l'excédant des dépenses, le ministre prie la chambre d'adopter le projet sur la vente des biens nationaux ainsi que trois articles principaux du budget qui lui paraissent essentiels pour que l'aliénation des immeubles publics soit pour l'état comme pour les particuliers la source de grands avantages, d'une prospérité durable et croissante... »

Armand Carrel terminait ainsi son appréciation : « C'est le document financier le plus important qui ait paru depuis Necker. »

C'est dans les momens difficiles où s'est trouvé M. de Silva Carvalho que les grandes intelligences frappent davantage. Nous reconnaissons avec lui que *la prospérité ou la décadence des nations dépendent du crédit public.*

Partant de ce principe si mal appliqué, aujourd'hui, en France comme en Portugal, M. de Silva Carvalho donna tout l'essor possible à l'industrie de son pays, organisant plusieurs sociétés industrielles et commerciales, sur lesquelles il fondait les espérances du succès de son système et de sa pensée.

L'intrigue, que blesse le redressement des abus, qui ne reçoit de vie que par le désordre, força M. de Silva Carvalho de quitter le ministère au mois d'août 1835. Il y

retra cependant bientôt après, et ce fut alors qu'il organisa une compagnie pour l'exploitation des *lesirias du Tage* (1), dont la vente devait produire un capital considérable. Mais plusieurs caractères ambitieux de l'opposition étant parvenus à suborner quelques soldats, une révolution éclata à Lisbonne, qui l'obligea d'abandonner de nouveau le portefeuille.

M. de Silva Carvalho continua néanmoins de siéger aux cortès. Il publia bientôt un mémoire explicatif de sa conduite pour répondre aux calomnies dont il avait été l'objet. Ce mémoire le justifia tellement qu'au mois d'avril 1856 il était rappelé au ministère. Il profita de sa présence aux affaires pour conclure enfin la vente des *lesirias*.

Le peu de consistance du ministère et l'élévation au pouvoir des personnes qui ne jouissaient pas de la confiance des capitalistes rendirent cette vente moins avantageuse qu'on devait s'y attendre.

Cinq mois plus tard un mouvement révolutionnaire en faveur de la constitution de 1820 renversa la charte de 1856 et les institutions qui s'y rattachaient, et contraignit M. de Silva Carvalho à se réfugier en France.

On sait qu'au mois de janvier dernier cette constitution fut modifiée selon les idées monarchiques de l'Europe. Elle paraît si peu destinée, du moins d'après ce qu'il est possible d'en juger d'aussi loin que nous le sommes du théâtre des événemens, à satisfaire aux exigences du pays, que le Minho et plusieurs autres provinces viennent de se soulever aux cris poussés par les populations de *Vive la nation portugaise, la charte et la reine* (2) !

Quand la nouvelle de ce soulèvement parvint ici, M. de Silva Carvalho, dont toutes les pensées sont tournées vers le rétablissement de la charte de don Pedro, par sentiment de reconnaissance et de patriotisme,

M. de Silva Carvalho rejoignit ses amis les réfugiés en Angleterre : il est en ce moment à Londres.

Il n'existe guère d'hommes qui aient eu plus que lui à supporter de fortunes diverses. Mais soit dans la prospérité, soit dans l'exil, son caractère franc, patriote, résolu, ne s'est jamais démenti. Toujours livré aux méditations du philanthrope et du Portugais rénovateur, citoyen de probité et de conviction, il appelle de ses vœux les plus ardens des temps meilleurs pour son pays : car il est avant tout l'homme de la patrie !

RUECKERT (FRÉDÉRIC).

De tous les poètes allemands qui ne sont pas connus en France, Frédéric Rueckert est peut-être celui qui mériterait le plus de l'être. M. Léon Escudier a donné naguère dans la *Revue du XIX^e siècle* un article biographique sur ce généreux écrivain que les patriotes allemands comptent avec orgueil dans leurs rangs, et nous a fait ainsi connaître l'homme dont la renommée nous avait appris les succès littéraires. C'est à l'aide de cet article remarquable de M. L. Escudier que nous pouvons composer la notice suivante : nous aimons à rendre à chacun ce qui lui appartient.

En 1814, dit M. L. Escudier, les Allemands, profitant des attaques que toutes les nations dirigeaient contre le génie de Napoléon, faisaient d'énergiques efforts pour reconquérir l'indépendance nationale. Tout à coup, au milieu du bruit et des troubles de la guerre, un jeune guerrier s'élança dans le combat avec une arme plus forte et moins meurtrière que le glaive, la lyre du poète. On écouta religieusement la langue harmonieuse de ce nouvel athlète, langue ardente, mais brute encore. Le noble combattant se faisait appeler *Freimund Raimar*, qu'on peut traduire par *bouche libre du ri-*

(1) Iles du Tage, à trois lieues portugaises de Lisbonne.

(2) *Journal des Débats* du 6 août 1857.

meur ; le voile de l'anonyme fut bientôt découvert, et on accueillit avec enthousiasme le nom de Frédéric Rueckert.

Frédéric Rueckert avait fait ses études à Iéna, et puisé dans ce collège les idées de ses professeurs, dont le seul but était d'exciter la jeunesse contre la France. Aussi le premier son échappé de sa lyre fut-il pour sa patrie opprimée. Théodore Kœrner, Auguste de Steaegemann et Maximilien de Schenkendorf avaient créé dans ces temps d'oppression une poésie toute nationale et militaire, pleine de haine pour les ennemis. Rueckert, marchant sur les traces de ces poètes, chercha à exciter dans le cœur de ses compatriotes des sentimens de pur patriotisme. Toutes les paroles d'harmonie qui s'échappèrent brûlantes de son âme furent écoutées attentivement par l'Allemagne, et la jeunesse nombreuse, qui partageait ses opinions, se rangea sous sa bannière. Rueckert nomma ses premiers chants, et avec raison, *geharnischte sonette*, ou sonnets armés. Ils sont écrits dans la forme italienne, et une seule pensée y domine, la liberté, ce volcan de feu qu'on ne parviendra pas à éteindre tant qu'un seul morceau de lave fermentera dans son sein. La nouveauté des pensées, le choix des expressions, la richesse des rimes, tout semble annoncer déjà que Rueckert deviendra un des grands poètes de l'Allemagne. Voici un de ces sonnets, traduit littéralement, afin de conserver la valeur entière des mots et la force de la pensée :

« Réunissons tous nos bras en un seul nœud ; élevons nos yeux vers le ciel et jurons ! Vous tous qui vivez devez écouter ce serment ; et, si c'est possible, vous aussi qui avez succombé, écoutez !

« Nous jurons de remplir les devoirs de notre pays, dont la moelle coule dans nos os, et de ne laisser tomber le glaive que nous portons qu'après avoir détruit nos ennemis.

« Nous jurons qu'aucun père ne réclamera son fils, aucune épouse son mari et aucun guerrier sa récompense.

« Nous jurons que le guerrier ne reviendra que si la guerre qui se renouvelle sans cesse le laisse revenir, le front ceint d'une couronne sanglante, qu'il portera vivant ou qu'il portera mort. »

Ce sonnet parut en 1814 dans un volume sous le titre de *Poésies allemandes*, et à la

suite d'un autre volume, la *Couronne du temps*. Dans les poésies de ce dernier recueil Rueckert, en célébrant tous les grands hommes de sa patrie, a immortalisé leur nom. Les moindres événemens ont trouvé un écho dans son âme ; il a chanté le guerrier et le prince, comme le simple citoyen dont le bras s'est levé contre l'ennemi. On peut dire avec vérité que son recueil est le plus grand monument poétique de cette époque.

En 1809, la Bavière réunie à la France voulut s'emparer du Tyrol : les Autrichiens, jaloux de ce beaux pays qui leur appartenait depuis long-temps, en confièrent le commandement et la défense à André Hofer. En parcourant les montagnes du Tyrol à la tête de ses chasseurs, Hofer, poursuivi par l'ennemi, fut forcé de se réfugier dans un glacier ; après avoir souffert quelque temps dans cet asile offert par la nature, un traître le prit et le dénonça aux Français. André Hofer fut immédiatement fusillé. Cet événement inspira à Rueckert la ballade suivante :

ANDRÉ HOFER, COMMANDANT DU TYROL.

« Je suis sorti des remparts de Mantoue où ma mort a laissé un petit point de terre rougi de sang, et j'ai été fusillé, les yeux ouverts, par les Français, moi, le commandant du Tyrol.

« Dans l'année de l'insurrection du Tyrol qui aiguïsa ses lances pour le trône autrichien, les premiers hommes du parti, pour soutenir l'Autriche, me nommèrent commandant du Tyrol.

« Autriche ! pour toi j'ai conservé avec une grande fidélité jusqu'au tombeau le commandement que tu m'avais donné. Je n'ai pas regretté d'être fusillé par l'ennemi, parce que je mourais pour toi.

« Autriche ! j'ai aussi conservé avec une grande fidélité le commandement dans le tombeau ; et quoique mon sang ait coulé sur les murs étrangers, j'ai conservé encore après ma mort le commandement du Tyrol.

« Autriche ! je t'ai conservé en gardien fidèle le cœur des Tyroliens ; j'ai parcouru mon pays avec la rapidité d'un fantôme, et tous les châteaux te sont restés libres.

« Mais aujourd'hui que notre espérance est accomplie, et que le pays du Tyrol est revenu à toi avec sa liberté, reprends le gage précieux que tu m'avais confié ; dès ce moment finit mon office de commandant du Tyrol.

« Reprends ce pays fidèle que tu avais possédé la première, que tu possèdes encore, et que tu possèderas toujours. Je remets dans tes mains le bâton de commandant, et je m'enferme content dans le tombeau. »

RUECKERT est né en 1789 à Schweinfurt-sur-le-Mein, dans la Vieille-Franconie, appartenant alors au royaume de Bavière. Il

débuta dans la carrière littéraire en donnant, comme professeur, des cours particuliers à Iéna. En 1815 et jusqu'en 1817 il fut le co-rédacteur le plus actif du *Morgenblatts* à Stuttgart. Il jeta dans cette feuille quelques idées nouvelles, qui n'étaient que le prélude du développement de son génie à venir. Son imagination naturellement vive se fatigua bientôt d'un travail si régulier, et, craignant sans doute de refroidir son âme dans le journalisme, il se dirigea vers la terre sainte des poètes, l'Italie.

En 1818 il vécut à Rome et à Araccia avec tous les peintres allemands qui ont préparé depuis la grande ère nouvelle de leur pays : Cornélius, le président de l'Académie des beaux-arts à Munich ; Schapow, le président de l'Académie de Dusseldorf, et Veith, le maître de l'école de peinture à Francfort-sur-le-Mein. L'Italie acheva de mûrir toutes les qualités de son art poétique ; et, de même que le bruit de la guerre avait excité en lui de nobles et puissantes pensées, de même un ciel incessamment bleu, chaud et tranquille, lui inspira des idées légères, douces et paisibles. La grandeur des idées et la douceur des sentimens s'unirent désormais dans une forme tout originale qui se développa en se perfectionnant dans les années suivantes. De ce temps se trouvent beaucoup de petites poésies dans le genre italien, et elles font connaître toute la flexibilité et toute l'amabilité de son caractère allemand.

Rueckert quitta à regret l'Italie : de retour en Allemagne, il s'arrêta à Cobourg pour s'y occuper des langues orientales, et principalement de l'arabe. L'amour, le fondement de toute poésie, vint se mêler à ses profondes études. Il trouva l'objet idéal de son cœur, et sa lyre, depuis quelque temps muette, réveillée tout à coup par ce nouveau sentiment, jeta les sons les plus purs et les plus harmonieux. Ce second Pétrarque chanta les vertus et les beautés de sa femme dans mille petits chants divers si simples et

si pleins de grâce qu'on ne peut les lire sans éprouver de douces émotions. Presque chaque chant a une pointe épigrammatique, et la pensée en est variée par une dialectique sophistique. Tantôt il chante le désir de posséder celle qu'il aime, et tantôt il loue le bonheur de la possession. Cette dernière partie surtout est pleine de force et de caractère ; ce sont les échos retentissans de l'Italie. Il mêle aussi dans ces poésies le charme et l'opportunité des saisons ; une heure d'éloignement lui inspire un chant d'amour ; il célèbre la naissance de tous ses enfans, et chaque accident arrivé à un membre de sa famille fait vibrer ses cordes sonores ; sa muse ne tarit jamais, et son style pénétrant et frais a toujours un attrait nouveau. Dans tous ces chants on trouve une religion qui ne se rattache à aucune forme ecclésiastique, mais seulement aux sentimens de la nature. Il ne blâme jamais aucun mode de religion, et son cœur, sa pensée et ses paroles sont les seuls interprètes entre lui et Dieu.

Ces poésies ont été rassemblées en cinq collections, et ont paru sous le titre de *Printemps de l'Amour*.

A Cobourg, il finit la traduction libre d'un ouvrage arabe, les *Makamen de Hariri*, sous le titre de *Métamorphoses d'Abu-Seid*. Abu-Seid est un type original des Arabes ; c'est le flâneur et le conteur par excellence. Errant pendant la paix dans les déserts, il parcourt, la nuit, les tentes arabes, et va s'asseoir au foyer de leur société. Comme tous le connaissent, on se presse, on l'entoure pour entendre ses paroles, et Abu-Seid, au milieu d'un silence profond, commence à raconter l'histoire et les traditions du pays. Il possède à son service une longue série de contes bizarres et divertissans ; jamais sa verve ne se fatigue ou ne s'affaiblit ; lorsque ses auditeurs croient qu'il va recommencer une nouvelle histoire, plus intéressante sans doute que la dernière, Abu-Seid disparaît subitement. Ce person-

nage fantastique, dans lequel on a rassemblé toutes les ruses et toutes les plaisanteries en usage dans le pays, correspond au *Till-Eulenspiegel* des Allemands ; seulement ce dernier est plus lourd et plus matériel. Abu-Seid est un chef-d'œuvre de rimes et de finesse de traduction. Il a fallu le talent et la patience de Rueckert pour reproduire dans sa langue, et avec tant de fidélité, un ouvrage si pénible et si difficile.

Après cette publication, qui eut un grand retentissement, Rueckert fut nommé professeur de langues orientales à Erlangen, en Bavière, et il est encore un des membres les plus célèbres de cette université.

Il publia plus tard une comédie politique : *Napoléon et le Dragon*, et une épopée indienne en vers, *Nal et Damanianti*, pleine de douceur et de grâce. Ces deux compositions firent moins de bruit que les précédentes.

Quelques critiques et quelques jeunes poètes, inspirés sans doute par la description des beautés de l'Orient, laissèrent voyager leur imagination dans ces lointains pays. La littérature orientale devint bientôt à la mode ; c'est à cette époque que STIEGLITZ fit paraître les *Tableaux de l'Orient*, en quatre volumes ; GOETHE, le *Divan de l'Est et de l'Ouest*, et RUECKERT, les *Roses orientales*. Dans ces poésies, Rueckert, en chantant les objets les plus simples, l'amour et le ciel voluptueux, a développé dans la forme des poètes de l'Orient toute la vie des Orientaux. Les pensées n'y abondent pas, mais elles sont reproduites avec tant de grâce et de variété, la forme en est si mélodieuse et si pleine d'harmonie qu'on se croirait transporté sous les plus frais oasis, couché sur des tapis de roses, et entouré des plus belles femmes de ces pays. Rueckert, par ses *Roses orientales*, avait engagé un combat poétique avec Goëthe ; la critique, en applaudissant, refusa de juger. Depuis, les deux poètes marchèrent dans la même carrière, et leurs armes sont restées égales.

En 1855 Rueckert fit paraître le *Schiking*, cette collection si curieuse où Confucius a rassemblé toutes les lois fondamentales des Chinois. Rueckert prit les pensées de ces lois, et traita, dans un genre inconnu encore, la vie, les mœurs, les usages et les caractères de ce peuple bizarre.

La dernière publication de Rueckert est la *Sagesse des Brachmanes*, poésie didactique, en fragmens. Jusqu'à présent en Allemagne toutes les anciennes poésies n'avaient été que les froides réflexions d'une philosophie pédantesque, manquant de véritable poésie. Rueckert a créé le genre didactique. Son œuvre est scientifique, philosophique, didactique, et en même temps très-lyrique et très-élevée. Il est unique dans ce genre, qui lui a valu un nouveau triomphe chez ses concitoyens. Tous les sons en sont forts ou touchans ; tantôt ils élèvent la vertu, tantôt ils humilient le vice ; il y a place pour les bonnes et les mauvaises passions, et chaque homme peut y trouver le développement de ses idées intimes. Dans ces derniers chants, le poète paraît avoir rassemblé toutes ses forces, toutes ses pensées et toutes ses harmonies pour arriver à son plus haut degré de perfection. Sans avoir la forme philosophique allemande, cette poésie est la philosophie la plus profonde ; sans avoir la forme d'une religion, elle est la plus pure religion. En un mot, la philosophie, la poésie et la religion sont unies dans ces prières sublimes, qui peuvent être l'expression de tous les hommes, des plus élevés comme des plus simples.

Par cette collection, qu'on peut appeler la religion de la poésie, Rueckert a fait un paroissien pour toute l'humanité. En ce moment il s'occupe d'une traduction en vers du Koran.

Au commencement de sa carrière, poète patriote, il se jeta sur un terrain encore nouveau ; et comme ses sujets n'étaient pas des sujets d'inspiration, il fut obligé de forcer ou de baisser les cordes de son instru-

ment, selon les événemens ou les hommes qu'il chantait. Plus tard il essaya les formes antiques ; mais sa grande facilité pour les rimes le força d'adopter les formes italiennes. Enfin il chanta dans toutes les formes les plus originales et entièrement de son invention. Ruckert a doté l'Allemagne des mots les plus riches et les plus nouveaux, inconnus avant lui ; sa langue a été portée à un si haut degré de perfection qu'elle a opéré une révolution dans la littérature. Il a caractérisé deux nations, les Orientaux et les Chinois. Dans ces poésies il a cherché à déguiser son origine ; mais dans ses derniers chants, *la Sagesse des Brachmanes*, qui s'adressent à l'humanité entière, il a pris toute la profondeur et le caractère de sa nation.

Les poésies lyriques où Rueckert a chanté les idées les plus intimes de son âme n'ont été rassemblées et imprimées que depuis peu de temps. La modestie du poète est le seul motif de ce retard ; trop souvent méconnu de la critique, il dispersa ses fleurs dans les almanachs de son pays. Enfin, la nation, étonnée de son génie, le pria de faire la collection de ses œuvres, et elle ne se repent pas maintenant de lui avoir rendu cette justice.

La position de Rueckert, comme poète, est unique. Il n'a jamais eu d'imitateurs directs. Il n'a pas fondé une école comme Uhland dans l'Allemagne du Sud, ou comme Henri Heine à Berlin, parce que dans ses formes et dans ses idées il n'y a aucune affec-tion qu'il soit possible de copier ; cependant tous les poètes venus après lui ont profité de sa langue et de ses rimes ; pour cette raison il a acquis une influence générale sur les formes des poésies allemandes, et il est le poète vivant le plus intime ; car Uhland, avec qui il commença sa carrière poétique, ne produit plus rien ; les idées légères de Heine ne peuvent atteindre ses sublimes pensées, et la muse d'Adelbert de Chamisso, Français de naissance, mais poète

national allemand, est restée dans un genre spécial, et n'a pas la variété et le caractère universels de la sienne.

Après la mort de Goëthe, Rueckert pouvait sans doute se présenter pour être son successeur comme roi de la poésie allemande ; il ne l'a pas voulu ; le désir de grandeur, les bruits de gloire le touchent peu, et sa modestie le tient éloigné des honneurs. Quelques grandes villes de l'Allemagne lui ont donné de brillantes fêtes ; on y a récité ses plus belles poésies, et couronné son buste d'or et de fleurs ; de magnifiques présens lui ont été envoyés pour rendre hommage à son génie ; il a toujours montré dans l'acceptation de ces dons le plus grand désintéressement. Aujourd'hui Rueckert vit au sein de sa famille, heureux et tranquille, mais laissant échapper sans doute quelques nouveaux sons de sa lyre infatigable.

LEYDET (le général).

M. *Fortuné* LEYDET, maréchal de camp, officier de la Légion-d'Honneur, est né en 1784. Il était chef de bataillon lors de la chute de Napoléon ; il se prononça pour la royauté restaurée, et ne tarda pas à recevoir la récompense de son dévouement. En 1825 il était colonel. Pendant que l'on persécutait et que l'on jetait dans les cachots tant de braves chefs de l'ancienne armée, qui sympathisaient avec les patriotes d'Espagne, on plaçait à la tête des régimens de France les hommes les plus dévoués à la dynastie : M. Leydet obtint le commandement du 10^e régiment de ligne (1). Il est vrai qu'il passa bientôt après dans les rangs de l'opposition, ce qui lui valut quelques tracasseries de la part du pouvoir, et une élection comme député en 1827 : le département des Basses-Alpes l'appela à la succession du vicomte

(1) Et plus tard du 57^e.

de Villeneuve sur les bancs du Palais-Bourbon. M. Leydet prit place dans les rangs des députés de la contre-opposition. Il vota la fameuse adresse des 221, dont il était loin de prévoir les conséquences.

A la suite des événemens de juillet 1850 M. Leydet, réélu député, se rangea sous la bannière de son parent Casimir Périer, et ne tarda pas à obtenir la récompense de ses services ministériels autant que de ses services militaires. Les électeurs de Sистерon lui assurèrent, en le renommant, le commandement d'une brigade. Cette élévation au grade de général ne fit qu'ajouter au zèle dévoué de M. Leydet, qui, dans la séance du 12 mars 1852, déclara qu'il avait toujours soutenu et qu'il était toujours prêt à soutenir le ministère. Toutefois il réclama énergiquement quelques réformes utiles, et signala surtout des abus scandaleux dans le budget de la guerre ; mais dans presque toutes les autres questions il garda un silence prudent, et vota avec le pouvoir. Plus tard il s'opposa au projet de loi tendant à accorder des pensions aux veuves de plusieurs généraux. Dans la discussion de la loi relative à l'état des officiers, il se plaignit de ne pas voir réaliser les garanties promises aux officiers par la Charte. Il critiqua la composition des conseils d'enquête abandonnés à la volonté ministérielle, et demanda qu'ils fussent institués par une loi et non par ordonnance. Mais en même temps, par une contradiction assez difficile à expliquer, il repoussa un amendement de M. de Ludre, ayant pour objet d'introduire les garanties qu'il réclamait, adoptant ainsi le principe et rejetant son application.

Dans la loi sur les cadres de l'état-major général de l'armée, M. Leydet signala l'exagération des états-majors en proportion des nécessités du service, et blâma certaines dispositions du projet qu'il trouvait dangereuses, en ce qu'elles équivalaient à l'adoption du budget de la guerre pour plusieurs années. Il appuya l'amendement qui limi-

tait le nombre des amiraux, et présenta quelques observations dans la discussion du projet de loi relatif à un crédit de deux millions pour pensions militaires. Il soutint les droits des sous-officiers en faveur desquels il faisait entendre ses réclamations. Il interpella aussi le ministre de la guerre sur des infractions à la loi récemment adoptée sur l'avancement, et se plaignit de voir accorder aux militaires passés au service de la Belgique les mêmes avantages qu'à ceux qui étaient restés sous les drapeaux français.

M. Leydet, revenant en 1854 à ses principes d'opposition, présenta à la loi contre les associations un amendement ayant pour but de limiter la durée d'une loi arrachée, disait-il, à la crédulité et à la faiblesse de la chambre. Il déclara qu'il ne pouvait donner son appui sans restriction à un système qui n'exagérait les dangers qu'afin d'obtenir des lois de répugnance et des budgets monstrueux.

Dans la discussion sur les crédits supplémentaires, M. Leydet combattit vivement le projet du gouvernement :

« L'armée, dit-il, était organisée autrefois pour résister à l'ennemi du dehors ; aujourd'hui on l'emploie principalement contre les populations... Les amis les plus dévoués de la révolution de juillet s'affligent profondément de voir les erreurs, les fautes de la Restauration reproduites et témérairement défendues par ceux-là mêmes qui attaquaient le plus énergiquement la Restauration, il y a quelques années... Au lieu de calmer on irrite, et pourtant la violence et l'arbitraire ont toujours porté malheur à ceux qui y ont eu recours... Si on persiste dans les voies actuelles, si les bienfaits de la révolution continuent d'exister purement en théorie, si l'on continue de faire gémir le peuple sous le poids énorme des impôts, les mécontentemens de la nation s'accumuleront comme un orage. »

Depuis lors M. Leydet s'est plusieurs fois

permis de soulager sa conscience en attaquant, malgré le ministérialisme de sa position, et en flétrissant de ses paroles énergiques la conduite d'un pouvoir qui a oublié son origine. Cette opposition fit ôter à M. Leydet son commandement; toutefois, lors de l'envoi du général Bugeand au mois de mars dernier en Afrique, ce général demanda à avoir sous ses ordres le général Leydet comme commandant une brigade, ce qui lui fut accordé.

GUIZARD (N. DE).

Né en 1797, M. DE GUIZARD fut élevé à l'école de Sorèze, où il se distingua par d'éclatans succès de collège. Venu à Paris dès sa sortie de cette célèbre institution, il se perfectionna dans l'étude des langues étrangères, et ne tarda pas à devenir le disciple privilégié et le collaborateur de M. Guizot. C'est sans doute au hasard de ces premières relations qu'il faut attribuer le dévouement sans bornes que M. de Guizard a constamment montré pour le chef de la doctrine.

Au moment où parurent les ordonnances liberticides de juillet, M. de Guizard était un des rédacteurs du journal *le Temps*, et fut en cette qualité un des signataires de la protestation des journalistes, acte de patriotisme que plusieurs écrivains ne crurent pas suffisant, et auquel ils donnèrent la sanction de la victoire en se plaçant à la tête du mouvement populaire. M. de Guizard ne fut point de ce nombre; toutefois, après que son patron M. Guizot (voir sa notice) eut pris pour sa part du butin le portefeuille de l'intérieur, il fut nommé préfet de l'Aveyron, et peu de temps après porté sur la liste des braves auxquels l'on octroya la Croix de Juillet; il ne tarda pas non plus à mettre à sa boutonnière le ruban de la Légion-d'Honneur.

M. de Guizard resta à Rodez jusqu'en 1854, et, tout en administrant dans un intérêt de parti, eut l'habileté de se concilier l'affection de la bourgeoisie sans irriter contre lui la classe aristocratique; aussi lorsqu'en 1854 il fut appelé à la direction des travaux publics au ministère de l'intérieur, les électeurs d'Espalion l'élurent presque aussitôt député; mais son élection fut annulée par le motif qu'il n'y avait pas dix mois qu'il avait cessé ses fonctions de préfet. Le collège électoral ayant été convoqué de nouveau, les électeurs persistèrent dans leur vote, quoiqu'ils n'ignorassent pas que le député de leur choix ne serait point admis à la chambre par le même motif qui avait fait annuler sa première nomination. Convoqués une troisième fois, ils demeurèrent fidèles à leur première résolution, et le nom de M. de Guizard sortit victorieux de l'urne électoral à la presque unanimité des suffrages : 128 sur 154.

M. de Guizard vint renforcer au Palais-Bourbon la coterie doctrinaire à laquelle il appartient, et a constamment voté avec elle; il est l'un des députés qui se sont montrés les plus favorables aux lois de septembre, au projet de disjonction et aux lois de famille. La chambre, dans l'avant-dernière session, ayant supprimé les fonds alloués au budget pour le conseil des bâtimens civils, M. de Guizard s'est trouvé destitué de fait; aussi la démission qu'il a donnée il y a quelques mois, à l'époque où M. Guizot fut contraint d'abandonner le pouvoir, n'a-t-elle paru qu'un acte ridicule et non une preuve de noble dévouement.

ALLIER (député des Hautes-Alpes).

M. ALLIER, né à Briançon en 1768, est un de ces bons et consciencieux patriotes comme il serait à souhaiter que nous en eussions beaucoup à la chambre des députés.

tés : homme de 89 il a honorablement et constamment suivi la même ligne de conduite politique ; à la chambre et hors de la chambre le député d'Embrun est un digne représentant du pays.

Sous l'empire il fut payeur-général du Trésor en Hollande ; à la Restauration il fut destitué et vécut dans la retraite.

En 1832 ses principes fermes et patriotiques le firent élire député des Hautes-Alpes ; sa nomination fut annulée pour vice de forme ; mais il fut réélu. Depuis qu'il siége à la chambre, M. Allier a voté avec l'opposition. Dans la discussion sur la pairie, il proposa un amendement qui attribuait au roi la nomination des pairs sur des listes présentées par les collèges électoraux.

Lors de la discussion du budget de 1855, M. Allier prononça un discours sur la caisse des invalides de la marine, et demanda que les ressources et les charges de l'établissement des Invalides fussent réparties entre la caisse des dépôts et consignations, la caisse des gens de mer et le Trésor public.

L'honorable représentant d'Embrun fait partie des députés qualifiés puritains ; il combat sans cesse pour les libertés publiques ; il a signé le compte-rendu, repoussé les lois de septembre, le projet de disjonction et les lois de famille.

Bien qu'il soit presque aveugle, M. Allier est un des députés les plus exacts à se rendre aux séances.

TISSOT (PIERRE-FRANÇOIS).

L'auteur du *Dictionnaire des Girouettes* accuse M. Tissot d'avoir neuf fois renié ses principes. Nous nous bornons à signaler ce fait. Un rapide coup d'œil sur la vie du successeur de Delille à la chaire de poésie latine au collège de France prouvera que les assertions de l'écrivain que nous avons cité ne sont ni calomniatrices ni hasardées.

M. TISSOT (*Pierre-François*) est né à Versailles le 10 mai 1768. Il fit ses premières études dans cette ville, et dès l'âge de neuf ans il donna des signes de cette aptitude pour l'enseignement, qui est devenue depuis son principal titre à la célébrité. Elevé dans une société composée en grande partie d'artistes, il s'y livra d'abord au dessin avec ardeur ; dès lors le premier aiguillon de la gloire se fit sentir dans ce jeune cœur par le secret désir de devenir peintre. Placé en 1782 dans un pensionnat de Paris, dont les élèves suivaient les cours du collège Montaigu, il fut bientôt l'objet d'une prédilection marquée de la part de ses professeurs, et fit des progrès rapides dans l'étude des lettres. Ses premiers vers datent de l'époque où M. Sélis, professeur distingué de rhétorique au collège Louis-le-Grand, le compta au nombre de ses disciples. Ces vers furent consacrés à la mémoire de la mère de M. Tissot au moment où elle venait d'expirer, après avoir béni ses enfans. Étant entré, au sortir de ses études, chez un procureur au Châtelet, le jeune Tissot eut beaucoup de peine à se faire au travail aride de la procédure ; mais plus tard il sut concilier avec des progrès réels dans cette science les goûts littéraires et poétiques qui n'avaient fait que s'accroître en lui avec l'âge et le savoir. Virgile, Tibulle et nos poètes français du grand siècle étaient l'objet de ses prédilections les plus vives. Bientôt il se passionna pour les écrits philosophiques et politiques du XVIII^e siècle, et surtout pour ceux de J. J. Rousseau ; plus tard il se mêla aux événemens les plus orageux de la révolution, et se montra un des plus ardens partisans de la cause de la liberté.

Admis en 1791 à la Société des amis de la constitution de Sèvres, puis en 1792 à celle de Versailles, M. Tissot ne prit aucune part aux événemens de ces deux années.

Au mois de septembre 1792, M. Tissot était secrétaire de la première section de Versailles, alors en permanence, aux termes

de la loi, et il était tout entier à ces fonctions patriotiques lorsque lui parvint la nouvelle des massacres de septembre, qu'il osa condamner devant la société populaire de la ville. Il fut nommé par sa section membre du collège électoral du département, réuni à Saint-Germain, et, comme étant le plus jeune des électeurs, il y exerça les fonctions de secrétaire provisoire. Mais il fut éliminé, sous le prétexte qu'il n'avait pas encore l'âge requis pour voter. Il reprit sa place à sa section, et devint ensuite secrétaire général de la commission de commerce et d'approvisionnement. Alors il venait d'épouser la sœur du vertueux Goujon, qui était de cette commission, et avec lequel il était intimement lié depuis sa première jeunesse. En messidor an II il suivit son beau-frère à l'armée de Rhin-et-Moselle, où ce dernier, qui avait été nommé suppléant à la Convention à la place de Hérault de Séchelles, était alors envoyé par cette assemblée en qualité de commissaire. De retour, après le 9 thermidor, il reprit sa place d'adjoint, fut ensuite arrêté sur des dénonciations, puis relâché au bout de vingt jours, d'après les témoignages unanimes de la députation de Seine-et-Oise et du maire de Versailles. Après la mort tragique et courageuse de Goujon, son beau-frère et son ami, M. Tissot se trouva seul, sans emploi, sans fortune, pour soutenir deux familles. Après le 15 vendémiaire, auquel il assista plutôt comme citoyen que comme combattant, il se jeta, simple ouvrier, dans l'industrie, et parvint à fonder, à force de travail et de courage, une fabrique assez productive pour satisfaire à tous les besoins dont il était la seule ressource. Les circonstances politiques ayant pris une autre face, il fut appelé comme secrétaire rédacteur dans les bureaux de la police générale ; il resta sept mois chef du bureau particulier. Aux élections de l'an VI il fut nommé député de la Seine ; Cambacérès, qui présidait l'assemblée, ne fut nommé que le second.

Ayant vu ensuite son élection annulée, M. Tissot chercha une compensation dans les études littéraires, et c'est de cette catastrophe que date sa carrière d'homme de lettres. Il venait de traduire en vers français les *Bucoliques* de Virgile, lorsque les anciens ennemis de son infortuné beau-frère le firent comprendre à l'improviste parmi les personnes arrêtées dans la journée du 5 nivôse. Mais les témoignages empressés de Monge et de Bertholet, et les instances de madame Bonaparte elle-même, obtinrent sa radiation de la liste fatale. Voulant savoir une bonne fois ce qu'il en était sur le compte de ce jeune homme, objet d'un si haineux acharnement, le premier consul fit faire une enquête sévère à ce sujet, et l'enquête n'ayant mis en lumière que les embûches des ennemis de M. Tissot, toute sécurité lui fut promise pour l'avenir. Cette parole de Napoléon était sûre, et elle fut si bien observée que l'homme de lettres en conçut une reconnaissance qui, croissant avec son admiration, devint plus tard un véritable dévouement. Appelé en 1806 dans les bureaux de M. Français de Nantes, qui lui avait accordé toute son amitié, M. Tissot rendit des services aux gens de lettres, aux artistes et aux savans. Delille, dont il dut la connaissance au commerce des muses, et qui avait été frappé de son aptitude pour la critique enseignante, le choisit à cette époque pour son suppléant au collège de France, et le désigna ensuite comme le plus digne de lui succéder. Pendant onze années consécutives, M. Tissot eut l'honneur insigne d'occuper la chaire illustrée par Delille, et ses leçons ne parurent point indignes de ce grand maître.

Sous l'Empire M. Tissot, attaché, ainsi que nous l'avons déjà dit, aux bureaux de M. Français de Nantes, fut en outre appelé aux fonctions de *censeur* de la gazette ; il se montra reconnaissant envers le maître en chantant le *mariage du grand homme* et la *naissance de son fils* :

Compagne du héros, bénis ta destinée !
 Salut au gage heureux de ta fécondité !
 Par lui le nom d'un grand monarque,
 Vainqueur du Temps et de la Parque,
 Passe de rois en rois à la postérité.

(*Hommages poétiques.*)

Mais ce dévouement au *grand monarque* ne résista pas aux désastres de 1814, et le 8 avril M. Tissot, *plein d'admiration pour la conduite magnanime des souverains alliés, et de reconnaissance envers le sénat et le gouvernement provisoire, se faisait un devoir de manifester ces sentimens dont il était animé à M. de Talleyrand ; il se livrait à l'espoir justement fondé de voir finir les malheurs de la France et renaître sous les descendans du grand Henri des siècles d'amour et de prospérité.*

Les cours de M. Tissot ne furent pas interrompus pendant les Cent-Jours, et on lui attribua une brochure qui parut dans le courant de juin, contenant quelques portraits dont les originaux n'étaient plus en France, mais dont l'étonnante ressemblance frappa tous les lecteurs. Il suffit d'étudier l'histoire de ce pays, depuis le 8 juillet de la même année, pour justifier pleinement M. Tissot du reproche que nous lui avons entendu adresser, d'avoir trop rembruni ses pinceaux ; il est même probable que s'il avait eu à peindre plus tard la plupart des hommes qu'il n'avait fait qu'entrevoir et esquisser, alors il eût donné à ses portraits une teinte encore plus sévère.

Les Bourbons ne perdirent pas le souvenir de cette *incartade* de M. Tissot, et après avoir respecté sa position pendant quelques années, ils l'éloignèrent brutalement de sa chaire en 1821. « Nous n'avons aucun fait à vous imputer, lui dit-on ; mais la jeunesse est dans vos mains, et vous n'êtes pas notre homme ; il suffit. » Dès lors M. Tissot fut assailli par un déluge de disgrâces et de chagrins amers. Renvoyé sans avoir même obtenu une pension pour fruit de ses longs travaux, il perdit ce qui lui restait de fortune, et vit mourir coup sur coup son père,

sa fille, sa femme, son gendre et deux petits-enfans. Au bout de ces peines domestiques, de nouvelles persécutions l'attendaient encore. En butte à un arbitraire insolemment avoué de la part du préfet de police, M. Delavaux, il fut ensuite scandaleusement évincé du journal *le Pilote*, dont la propriété constituait alors toute sa fortune. Ayant été privé ainsi de sa chaire pendant dix années, et traqué sans relâche par les suppôts de la légitimité, il vit enfin arriver le terme de ses disgrâces avec le mouvement révolutionnaire de juillet, qu'il appelle plaisamment sa restauration. En effet, non seulement M. Tissot reprit sa place au collège de France, mais encore ne tarda pas à être admis aux honneurs du fauteuil académique. Aussi depuis lors professe-t-il un dévouement absolu pour la monarchie de juillet.

Parmi les titres littéraires de M. Tissot ses *Études littéraires* sont le plus incontestable, et le seul que nul ne lui conteste ; car, pour tous les autres, ses antagonistes lui reprochent d'avoir trop souvent recours à la plume de ses secrétaires. Nous ignorons si ce reproche est aussi bien fondé que celui que nous avons entendu faire à M. Guizot d'abuser de sa position de journaliste pour refuser toute publicité aux œuvres des écrivains qui traitent les mêmes sujets que lui, et de leur faire cependant de nombreux emprunts.

RICHARD (ACHILLE).

L'amour de la botanique est inné dans cette famille : M. Achille Richard, en entrant dans la carrière de la science, avait à soutenir le nom de son père (1) et de ses

(1) Louis-Claude-Marie Richard, chevalier de la Légion-d'Honneur, membre de l'Académie des Sciences, professeur de botanique à la Faculté de Médecine

aîeux (1). Il s'est montré digne de leur succéder.

Né à Paris le 27 avril 1794, M. *Achille Richard*, après avoir fait de bonnes études scolastiques, se livra à celle de la médecine et des sciences naturelles. Ses progrès furent rapides, et il ne tarda pas à se distinguer parmi ses jeunes confrères. Successivement agrégé auprès de la Faculté de Médecine de Paris, professeur suppléant de botanique à la Faculté des Sciences, professeur d'histoire naturelle médicale à l'Ecole de Médecine, membre de la Société philomatique et de la Société d'Histoire naturelle de Paris, correspondant de plusieurs sociétés savantes nationales et étrangères, il a fait avec succès des cours de botanique et de physiologie végétale, qui l'ont placé au rang des professeurs les plus distingués de notre époque. Il a publié en outre :

1° *Nouveaux élémens de botanique et de physiologie végétale*; Paris, 1819, in-8°.

2° *Formulaire de poche ou Recueil des formules les plus usitées dans la pratique médicale*; Paris, 1819, in-52. Ces deux ouvrages ont eu de nombreuses éditions.

3° *Monographie du genre hydrocotyle*; Bruxelles, 1819, in-8°.

4° *Histoire naturelle et médicale de l'ipécacuanha du commerce*; Paris, 1819, in-4°, avec deux planches.

5° *Botanique médicale ou Histoire naturelle et médicale des alimens, des poisons et des médicamens tirés du règne végétal*; Paris, 1825, deux volumes in-8°.

M. Richard a été un des collaborateurs du *Dictionnaire de médecine*, 21 vol. in-8°; du *Nouveau Journal de médecine*; du *Dic-*

de Paris, correspondant de la plupart des sociétés savantes nationales et étrangères, décédé en 1821.

(1) Son grand-père était jardinier du roi à Auteuil; son grand-oncle fut le fondateur du magnifique jardin de Trianon, dans lequel, grâce aux luxueuses prodigalités de Louis XV, il put réunir les richesses végétales qui firent de ce jardin l'un des plus remarquables de l'Europe.

tionnaire classique d'histoire naturelle, et éditeur des *OEuvres de Buffon*, publiées par le libraire Baudouin. Il a lu un grand nombre de *Mémoires*, soit à l'Académie des Sciences, soit aux Sociétés philomatique et d'histoire naturelle de Paris. Ils ont été imprimés dans le *Bulletin des sciences*, dans les *Annales des sciences naturelles*, et dans les *Mémoires de la Société d'histoire naturelle de Paris*. Il a inséré dans le tome IV de ce recueil (septembre 1828) une excellente *Monographie des orchidées des îles de France et de Bourbon*.

Il a en outre publié un ouvrage posthume de son père : *Commentatio botanica de coniferis et cycadeis, characteres genericos singulorum utriusque familiae, et figuris analyticis eximiè ab auctore ipso ad naturam delineatis ornatos complectens*; Paris et Stuttgart, 1826, in-4°, avec figures.

M. Achille Richard est membre de la Légion-d'Honneur.

BOIVIN (ANNE-VICTOIRE GILLAIN, veuve).

Madame BOIVIN, professeur d'accouchement, surveillante en chef de la Maison royale de santé, docteur en médecine, etc., est née à Versailles le 9 avril 1775. A l'âge de dix-huit ans elle entra à l'Hôtel-Dieu d'Etampes, sur la demande d'une de ses tantes, religieuse, et, sans se lier par des vœux immuables, se dévoua néanmoins avec un véritable zèle au service des malades, et se livra avec entraînement à l'étude de la médecine. Forcée en 1795 de rentrer dans le monde, elle épousa M. Boivin, chef du bureau des domaines du département de Seine-et-Oise; elle perdit bientôt cet appui. Sans ressources, elle sentit le besoin d'utiliser ses connaissances chirurgicales, et les appliqua à une étude approfondie de l'art des accouchemens; elle entra à l'école pratique de la Maternité de

Paris, dont la célèbre madame La Chapelle était le seul professeur. Le maître et l'élève s'attachèrent bientôt d'une tendre amitié. Reçue, en 1800, maîtresse sage-femme à la Faculté de médecine, madame Boivin ne tarda pas à devenir surveillante en chef de l'établissement que dirigeait son amie.

En 1812 elle publia son *Mémorial des accouchemens*, qui fut admis au nombre des livres classiques de l'école où elle s'était formée, et reçut en 1814 la médaille d'or du mérite civil de Prusse. Mais au mois d'octobre de la même année, la place qu'elle occupait fut supprimée par suite de l'introduction dans cet établissement des sœurs de la charité. Le gouvernement avait décidé qu'il serait fondé un hôpital général pour le département de Seine-et-Oise; le ministre de l'intérieur nomma madame Boivin pour diriger, de concert avec le marquis de Belloy, cet établissement situé à Poissy. Chargée, en 1815, de la direction d'un hôpital militaire provisoire, elle y rendit, en cette qualité, des services qui portèrent les autorités de Poissy à lui voter des remerciemens.

L'établissement de Poissy étant devenu, en 1819, une maison de détention, madame Boivin rentra dans l'administration des hôpitaux avec la qualité de maîtresse sage-femme, surveillante en chef de la Maison royale de santé, faubourg Saint-Denis. Madame La Chapelle mourut le 5 octobre 1821. L'administration des hôpitaux présenta madame Boivin pour la remplacer, et le ministre signa sa nomination le 28 décembre suivant. Madame Boivin refusa cette place honorable qui pouvait lui assurer une existence aisée et brillante; elle ne voulut point s'asseoir dans le fauteuil qu'avait occupé madame La Chapelle, et fut inébranlable dans cette résolution.

On doit à madame Boivin :

1^o *Mémorial de l'art des accouchemens*, avec 140 figures, admis comme classique à l'Ecole d'accouchement de Paris : 1 vol.

in-8°, 1812; deuxième édition, même format, 1817; troisième édition, ibid., 1824;

2^o *Traité des hémorrhagies utérines*, traduit de l'anglais, avec des notes, 1818, 1 vol. in-8°;

3^o *Mémoire sur les pertes de sang des femmes enceintes*, couronné par la Société de médecine de Paris, 1 vol. in-8°, 1819;

4^o *Mémoire sur les affections tuberculeuses et cancéreuses chez les femmes et sur le fœtus*, 1825;

5^o *Recherches, Observations et Expériences sur l'origine du scrofule et du cancer*, traduit de l'anglais, 1 vol. in-8°, 1825.

Madame Boivin a fait insérer dans les *Bulletins de la Faculté de médecine* et dans ceux de l'*Académie royale de médecine de Paris* les mémoires suivans : en 1819, sur un *cas rare d'antiflexion de l'utérus*; en 1818, sur un *speculum uteri*, instrument de l'invention de madame Boivin; en 1821, sur la *découverte faite par madame Boivin des muscles qui entrent dans la composition de l'utérus*; enfin, en 1825, sur un *cas fort curieux de part hydatique*. Cette dame est membre de l'Athénée des Arts.

FONTAINE (PIERRE-FRANÇOIS-LÉONARD.)

M. Fontaine jouit depuis plus de quarante ans d'une immense réputation comme architecte. Tous les amis des arts ne sont pas d'accord sur ce point, mais chacun reconnaît qu'à des connaissances positives dans sa partie M. Fontaine joint une habileté de savoir-faire, grâce à laquelle il a su depuis le consulat se maintenir en faveur auprès des puissans du jour. Magnifique et monumental sous l'empire, élégant et maniéré sous la restauration, M. Fontaine, sous la branche cadette, s'est ployé au goût *regrattier* et *badigeonneur* du génie qui ordonne tout ce qui se fait en France depuis sept ans. Il est toujours resté l'homme à la mode, car il ne l'a point dirigée, il l'a suivie..

Né à Pontoise le 20 septembre 1762, M. FONTAINE (*Pierre-François-Léonard*) s'adonna de bonne heure à l'étude de l'architecture, et devint l'élève privilégié de Percier, dont il ne tarda pas à être le collaborateur; pendant plus de vingt ans ces deux noms restèrent inséparablement unis, dans les constructions comme dans la publication de divers traités. Ses constructions sont l'arc-de-triomphe du Carrousel, monument qui remporta le grand prix d'architecture de 1810; les restaurations du Louvre, des Tuileries, de Compiègne, de la Malmaison, etc. Ses publications sont :

1^o *Description des cérémonies et fêtes qui ont eu lieu à l'occasion du mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise*, 1810, in-folio, avec planches;

2^o *Palais, Maisons et autres Édifices modernes, dessinés à Rome*, publiés à Paris en 1798, et publiés de nouveau de 1810 à 1815, 1 vol. in-folio;

3^o *Recueil de décorations intérieures pour tout ce qui concerne l'ameublement*, 1812, 1 vol. *Le Recueil de décorations* a eu une deuxième édition en 1827.

Les cérémonies du mariage de Napoléon forment un ouvrage médiocre, mais vrai pour les costumes, et officiel, quant au texte, comme les colonnes du *Moniteur*. Les intentions des auteurs des *Palais et Maisons de Rome* ont eu un but plus important et plus utile.

« Si les Bramante, ont-ils dit, les Vignole, les Sangallo, les Balthazar Perruzzi ont trouvé dans l'antiquité des modèles pour les édifices qu'ils ont bâtis : si ces maîtres habiles ont su employer, jusque dans les plus petites maisons, cette belle ordonnance, cette heureuse disposition, cette recherche même qui en fait tout le charme, pourquoi ne chercherions-nous pas à les imiter? On ne peut nier que la publication des *Maisons de Vicentin* et de *Palladio* n'ait été très-utile à l'architecture; et on conviendra sans doute

« qu'une œuvre qui mettrait sous les yeux des artistes les maisons de Rome construites à différentes époques par les plus célèbres architectes serait une collection variée d'objets extrêmement précieux, par les moyens de comparaison et d'application qu'il présenterait. »

On a aujourd'hui la possibilité de juger M. Fontaine séparé de M. Percier, et nous devons dire que ce jugement aurait pu lui être plus favorable. Nous citerons les travaux du Palais-Royal, ceux de Neuilly, d'Eu, de Versailles, etc.; et si l'on tient compte ici de la nécessité de faire accorder les nouvelles constructions avec les anciennes, on devra reconnaître dans M. Fontaine une flexibilité de talent assez remarquable. M. Fontaine avait été architecte des bâtimens impériaux. Il est aujourd'hui architecte de ceux de la couronne. Il est officier de la Légion-d'Honneur, et a été élu à la quatrième classe de l'Institut, le 9 mars 1811.

REYNARD (N.).

Lorsqu'à la suite des événemens de juillet 1830 le grand collège des Bouches-du-Rhône eut à nommer un député, les électeurs patriotes et démocrates réunirent leurs suffrages sur M. Reynard, et son nom sortit victorieux de la lutte. Les hommes les plus avancés du parti populaire se félicitèrent de cette élection, car M. Reynard se proclamait hautement homme du peuple : « *Ce n'est pas celui qui vous reçoit dans sa boutique, qui peut jamais oublier qu'il est homme du peuple,* » disait-il à ses compatriotes qui le félicitaient; et en effet, dès son début dans la carrière parlementaire, il se montra fidèle à cet engagement; toutefois on lui reproche de n'avoir pas défendu de sa parole les propositions qu'il appuyait de son vote. A la fin de la session il s'empressa de rendre compte à ses commettans de ses travaux à la chambre dans une circulaire

qui avait le double mérite d'un *compte-rendu* et d'une déclaration de principes, et dans laquelle il s'engageait à n'accepter ni fonctions ni emplois salariés.

Dès l'ouverture de la session suivante, M. Reynard dénonça à la chambre et au pays les menées carlistes dont Marseille venait tout récemment d'être témoin ; et réfutant les singulières assertions et les sympathies plus singulières encore de M. Sébastiani, il prouva que la faiblesse seule du ministère était coupable de l'audace des légitimistes.

Quand M. le président du conseil et M. Soult à son exemple s'obstinèrent à garder sur notre conquête d'Afrique et son avenir un sinistre silence (21 mars 1852), M. Reynard les adjura de tranquilliser au moins par quelques paroles le commerce français tout entier, et surtout celui de Marseille, qui, sur la foi de notre gloire et de notre dignité, avait entrepris sur Alger de vastes spéculations, et voyait d'immenses capitaux compromis par une inconcevable hésitation. Quelques jours plus tard M. Reynard montra toute sa sympathie pour le peuple dans la discussion des céréales (29 et 30 mars 1852) ; mais il ne fut point exempt de reproches aux yeux de ses collègues de la gauche, qui l'accusèrent d'avoir poussé ses principes d'indépendance politique jusqu'à voter contre son propre parti. L'on eut plus d'une occasion de s'apercevoir qu'il n'avait point sur les hautes questions sociales d'opinions politiques bien arrêtées, et qu'il déposait parfois dans l'urne une boule inintelligente. Toutefois il demeura encore fidèle à ses antécédens dans les sessions suivantes en attaquant vivement, mais en vain, le provisoire dans lequel on maintenait nos finances. Plus tard il traita la question des sucres, et enfin dans la discussion de la loi d'attributions municipales il réclama, mais sans succès, une indemnité pour les maires des communes dont le revenu excède deux cent mille francs.

Après être monté à la tribune pour soutenir, pendant la session de 1854, la colonisation d'Alger, M. Reynard se sépara de ses amis politiques par son vote en faveur de la loi contre les associations, que les députés attaquèrent comme étant une violation des droits les plus sacrés du peuple. Cette désertion éclatante du député de Marseille dans une circonstance aussi solennelle affligea profondément tous les patriotes qui avaient cru pouvoir compter sur celui qui *ne devait jamais oublier qu'il était homme du peuple.*

Du reste ce démenti ne fut pas le seul que M. Reynard se donna à lui-même, car il accepta, le 2 mai de la même année, les fonctions de membre du conseil supérieur de santé, auxquelles il fut promu en remplacement de l'amiral Halgan.

Depuis lors M. Reynard s'est rangé dans les rangs du tiers parti, votant tantôt avec les hommes de l'opposition et tantôt avec ceux qui sont dévoués au pouvoir ; c'est ainsi qu'il passe pour avoir repoussé les lois de septembre et le projet de disjonction, et pour avoir été favorable aux lois dites *de famille.*

M. Reynard prend ordinairement la parole dans les questions de commerce et de douanes, et jette en général un grand jour sur ces questions.

Le député de Marseille est né en 1794 ; il est membre du conseil général des Bouches-du-Rhône.

LAFAYETTE (GEORGE-WASHINGTON).

Fils de Lafayette !

Filleul de Washington !

Ces deux titres imposaient à M. *George-Washington* LAFAYETTE une grande responsabilité d'honneur, de vertu, de patriotisme, d'abnégation de soi-même, de mépris pour les hochets de l'aristocratie et de

dévouement absolu à la cause des peuples. Il a compris sa position et ne lui a jamais été infidèle. Il embrassa d'abord la profession des armes, servit comme officier de hussards, devint aide-de-camp du général Gronchy, et fit avec distinction les campagnes d'Italie, d'Autriche, de Prusse et de Pologne. Malgré ses excellens services, M. George Lafayette, que Napoléon associait aux sentimens qu'il portait à son père, ne put franchir le grade de lieutenant; il renonça à une carrière qui ne lui offrait plus d'espérance, et revint dans sa famille. Il fut nommé membre de la chambre des représentans en 1815, et vota constamment avec son père. Plus tard il siégea à celle des députés en 1822 et 1825, et depuis 1827 jusqu'à ce jour. Il accompagna le général dans le voyage que celui-ci fit aux États-Unis, et fut en quelque sorte associé à ses triomphes.

En juillet 1850 M. George Lafayette ne se sépara point de son père, et prit une part active aux événemens des immortelles journées. Elu président du collège électoral de Coulommiers, il adressa aux électeurs un discours chaleureux dans lequel on remarqua surtout le passage suivant :

« Fidèles à la mémoire des martyrs de juillet, nous dirons à notre mandataire que nous voulons la réalisation de l'avenir dont leur sang a fécondé le germe; qu'il devra réclamer le complément de nos institutions, qui seules peuvent nous donner les moyens de fonder enfin la prospérité du pays, et ne jamais oublier que la liberté, l'indépendance et la dignité de notre belle patrie nous sont plus chères que la vie. »

S'exprimer ainsi c'était tracer d'avance le tableau de sa conduite future. M. George Lafayette en effet est toujours demeuré fidèle aux vrais principes de la révolution de juillet, et s'est constamment montré opposé à toutes les mesures déplorables que le ministère a proposées, et qu'une majorité complaisante a sanctionnées. Les hom-

mes nationaux ne peuvent reprocher à M. George Lafayette que son vote dans la question des 25,000,000 fr. réclamés par les États-Unis. Dans cette circonstance l'honorable député se laissa influencer par des relations de famille.

M. George Lafayette est membre du conseil général de la Haute-Loire.

CAUCHOIX (ROBERT-AGLAE).

M. CAUCHOIX, qui occupe un rang distingué parmi les opticiens français, est né à Corneilles-en-Parisis, le 24 avril 1776. Son père Antoine Cauchois, avocat au parlement, lui fit faire de bonnes études aux collèges de Navarre et de Lizieux.

En 1792 M. Cauchois embrassa l'état d'opticien. Ses progrès furent rapides.

En 1810 il présenta à la classe des sciences physiques et mathématiques de l'Institut cent trente-cinq lunettes faites avec du *flint-glass* français : un rapport honorable constata la perfection de son travail.

En 1811 le gouvernement se plut à récompenser ses talens en lui accordant un logement gratuit.

En 1815 M. Biot l'associa à ses recherches d'optique (voyez le *Traité de physique-mathématique* de M. Biot, III^e volume, article *achromatisme*, et le *Précis élémentaire*, 1817, II^e volume, pages 248 et suivantes). En 1814 M. Cauchois fit un voyage en Angleterre et importa les lunettes ou bésicles *périscopiques*. Une heureuse application de cette forme de verres lui procura chez lui une des plus belles chambres noires que l'on connaisse.

En 1816 cet opticien inventa les lunettes *polyades* ou à *grossissemens variables*, et perfectionna les lunettes de spectacle : un rapport très-favorable en fut fait à l'Académie des Sciences, et ces nouvelles lu-

nettes furent, depuis, recherchées partout, et surtout en Angleterre.

En 1819, il parut à l'exposition et obtint une médaille d'argent, qui fut suivie d'un article extrêmement flatteur dans le rapport du jury.

En 1825, disposé à construire des lunettes astronomiques dont l'emploi pouvait paraître incommode aux observateurs, à cause de la grandeur de leurs dimensions, il inventa des supports ou pieds nouveaux, applicables aux lunettes de toutes grandeurs. La même année, il présenta au jury un grand nombre de lunettes, parmi lesquelles une fut choisie pour l'instrument des passages de l'Observatoire de Paris, et obtint la médaille d'or.

En 1827, il parut de nouveau à l'exposition, avec de nouvelles lunettes astronomiques plus considérables qu'aucune autre connue jusqu'alors : une d'elles, ayant onze pouces de diamètre et dix-huit pieds de long, est à Londres, entre les mains de M. South, président de la société astronomique qui l'a achetée.

En juillet 1828, M. Cauchoix fit part à l'Académie des Sciences de l'emploi nouveau qu'il venait de faire du cristal de roche dans les objectifs achromatiques en le substituant au *crown-glass*, et des avantages qui en résultent pour rendre à la fois les lunettes plus courtes et plus lumineuses. A la mort de M. Caroché, artiste attaché au bureau des longitudes, il fut porté le second sur la liste des personnes désignées comme dignes de le remplacer ; il fut aussi compris parmi celles indiquées par la commission pour remplacer M. Breguet à l'Institut.

M. Cauchoix a publié divers mémoires pleins d'intérêt.

CHARLEMAGNE (ARMAND).

M. Armand CHARLEMAGNE est né au Bourget, arrondissement de Corbeil. C'est sur-

tout comme auteur dramatique que cet écrivain fécond et spirituel s'est fait connaître. Ses premiers ouvrages datent de 1790. Dans le nombre des comédies qu'il fit paraître, on remarque les suivantes : *l'Homme de Lettres et l'Homme d'Affaires*, *le Souper des Jacobins*, *les Ecoliers*, *les Voyageurs*, *l'Insouciant*, *de Crac à Paris*, *la Fille à marier*, *les Deseendans du Menteur*, *la Journée des Dupes* ou *l'Envie de parvenir*. La plupart de ces pièces ont eu la vogue de l'à-propos et des circonstances. On doit encore à la plume de M. Charlemagne : *l'Enfant du hasard et du crime*, ou *les Erreurs de l'opinion* ; *Mémorial historique d'un homme retiré du monde*, roman en quatre volumes in-12. *Le Bal du Diable*, conte ; *les Trois B*, ou *Aventures d'un boiteux, d'un borgne et d'un bossu* ; *les Paroles et la Musique*, vau-deville. Cet écrivain a publié aussi un *Plan d'impositions pour les habitans des campagnes et villes taillables*, 1790, in-8° ; une *Instruction sur l'usage des Moulins à bras*, etc. M. Charlemagne est membre de la Société d'Agriculture du département de la Seine.

VALÉE (SILVAIN-CHARLES).

M. le lieutenant général comte VALÉE est né à Brienne-le-Château (Aube), le 17 décembre 1775. Il entra au service comme sous-lieutenant à l'école d'artillerie de Châlons, le 1^{er} septembre 1792, et ne tarda pas à franchir les premiers grades. Promu à celui de lieutenant, le 1^{er} juin 1795, il assista, lors de la campagne suivante, aux sièges de Charleroi, de Landrecies, du Quesnoy, de Valenciennes, de Condé, de Maestricht, et au passage du Rhin, à Neuwied, où il se distingua d'une manière particulière. Il était capitaine depuis le 29 avril 1795, lorsque, l'année suivante, il se fit remarquer à la bataille de Wurtzbourg dans la manœuvre des batteries qui lui

furent confiées. La campagne de 1800 lui offrit de nouveaux moyens de se signaler. Ses services furent récompensés : Napoléon le nomma en même temps lieutenant-colonel et chevalier de la Légion-d'Honneur, en juin 1804. Il fit avec distinction la campagne de 1806, à la grande armée, en qualité de sous-chef d'état-major général d'artillerie, se fit remarquer à la bataille d'Iéna, et fut promu au grade de colonel du 1^{er} régiment d'artillerie, le 12 janvier 1807. Sa conduite à la bataille d'Eylau lui mérita la décoration d'officier de la Légion-d'Honneur, et il acquit, à celle de Friedland, de nouveaux titres aux faveurs de l'empereur. Après avoir servi avec zèle pendant la campagne de 1808, à la grande armée, il reçut le commandement de l'artillerie du 5^e corps de l'armée d'Espagne. Il quitta l'Allemagne au commencement de 1809, et se rendit en toute hâte à sa nouvelle destination. Napoléon, satisfait de ses services en Espagne, le nomma général de brigade, le 22 août 1810. Le général Valée recueillit sa part de gloire aux sièges de Lérida, de Méquinenza, de Tarragone, de Tortose et de Valence. Le 6 août 1811 l'empereur récompensa sa valeur et ses talens militaires, en lui conférant le grade de général de division. Il se fit remarquer pendant toute la campagne de 1812, et se signala particulièrement à l'affaire de Castalla, le 15 avril 1815. Rentré en France après l'abdication de Napoléon, il fut accueilli avec distinction par Louis XVIII, qui le décora de la croix de Saint-Louis, le 27 juin 1814, le nomma inspecteur général d'artillerie, le 1^{er} juillet suivant, commandant de la Légion-d'Honneur, le 50 du même mois, et grand-officier de cet ordre, le 17 janvier 1815.

Dans les cent-jours l'empereur lui confia le commandement de l'artillerie du 5^e corps. Au second retour du roi, il fut nommé inspecteur général et rapporteur du comité central d'artillerie. Il eut le malheur d'accepter la présidence du conseil de guerre

qui, en mai 1816, condamna à la peine de mort, par contumace, le général Lefebvre-Desnouettes. Le 17 août 1822, le roi l'admit au rang de grand-croix de la Légion-d'Honneur. On lui reproche d'avoir éliminé plusieurs officiers très-distingués de son arme, parce qu'ils ne partageaient pas le système qu'il s'était créé, et qui avait prévalu au comité central dont il a long-temps dirigé l'esprit. Le lieutenant général Valée fut mis en disponibilité le 8 septembre 1850, mais ne se retira point des affaires publiques, et ne se montra pas moins dévoué à la nouvelle dynastie qu'aux deux précédentes, puisqu'en septembre (11) 1855, il a été *élevé à la pairie*. Ses votes paraissent acquis sans restriction aux volontés de la cour.

OSTROWSKI (ANTOINE-JEAN, comte).

Il est des individus qui, pendant le calme de la paix, alors que toutes les passions politiques sommeillent, offrent le rare assemblage de toutes les vertus de famille qui sont l'apanage de l'homme de bien et du citoyen vertueux ; mais, placés au milieu des événemens extraordinaires et sur le cratère du volcan révolutionnaire, ces patriotes purs et irréprochables ne trouvent pas souvent en eux-mêmes l'énergie, la détermination, la rapidité d'action convenables non seulement pour maîtriser les événemens, mais encore pour tenter d'imposer une direction à la marche des affaires publiques : tel est Antoine-Jean Ostrowski, patriote franc et désintéressé. Toute sa vie fut marquée par des actes de bienveillance envers le peuple et les paysans, mais quand gronda l'émeute révolutionnaire, lui généralissime de la garde nationale, au lieu de s'emparer du mouvement, de le diriger, il ne sut que se retirer en face de l'orage, et se démit de son autorité ; il manqua de foi

en lui-même. Il s'agissait du salut de la patrie, et il ne sut point vaincre ou mourir. En temps ordinaire une démission est sans importance; elle ne produit aucun mal: une autorité nouvelle remplace l'autorité qui se retire; pendant la guerre, lorsque les événemens se pressent, alors que l'hésitation d'un moment peut tout compromettre, une démission par faiblesse est une faute grave. L'homme de bien se retire, l'ambitieux, quelquefois le traître, s'empare du pouvoir. Que d'exemples en France? Ostrowski en fournit un nouveau en Pologne.

Né le 27 mai 1782, Antoine-Jean OSTROWSKI est issu d'une des plus anciennes familles polonaises (1). Il compte parmi ses aïeux d'illustres citoyens qui se signalèrent par des services éminens rendus à leur pays; il hérita d'eux de l'amour de l'indépendance et d'un dévouement profond aux institutions libérales. Lorsque les corps de l'armée française sous les ordres de Murat entrèrent à Varsovie, Antoine Ostrowski s'engagea l'un des premiers dans une garde d'honneur qui devint le noyau des lanciers polonais devenus si célèbres dans les campagnes de l'empire; bientôt il fut nommé membre du conseil suprême créé pour l'administration et pour la guerre; la section militaire lui fut confiée, et il sut dans ces importantes fonctions justifier la confiance de l'empereur et acquérir des titres à l'estime de ses compatriotes. La tâche était difficile, il fallait par des moyens extraordinaires suffire aux besoins de l'armée; Ostrowski, par une juste distribution des impôts et des ressources mises à sa disposition, sut satisfaire aux nécessités de la guerre sans ruiner les habitans; il donna l'exemple d'un noble désintéressement en mettant ses propres biens en réquisition.

(1) Son père, Thomas Ostrowski, fut en 1809 grand maréchal de la diète polonaise, et en 1811, président au sénat polonais; il mourut le 5 février 1817.

Nommé plus tard conseiller du gouvernement provisoire, il remplit les devoirs de cette importante fonction avec le même désintéressement. Lors de la création du grand duché de Varsovie, il fut élu député à la chambre législative, et se montra le digne représentant des intérêts populaires.

L'année 1812 offrit à la Pologne les espérances d'un riant avenir; il s'agissait de la reconstituer en royaume: Napoléon, dans la pensée d'ébranler les puissances du Nord, se prononça en faveur de la nationalité polonaise; le mot de *la restauration de la patrie de Boleslas* fut prononcé; une confédération générale se prépara, un conseil suprême s'organisa. Antoine Ostrowski, déjà connu par son dévouement à la chose publique et par son patriotisme éclairé, en fit partie. La France devait se créer dans la Pologne un puissant auxiliaire; elle aurait trouvé un appui redoutable contre la Russie dans le courage et la fraternité du peuple polonais, si Napoléon avait franchement proclamé l'indépendance et l'affranchissement de ce pays. Mais de coupables ménagemens diplomatiques pour l'Autriche arrêtaient de généreuses intentions en faveur de la Pologne: l'allié du cabinet de Vienne lui sacrifia les enfans de la Vistule; de là le refroidissement pour la cause française dans les provinces polonaises, refroidissement dont Alexandre sut tirer habilement parti. Pendant que Napoléon repoussait les exigences des patriotes polonais, le tzar leur prodiguait les plus séduisantes promesses. Voilà pourquoi l'armée russe n'a pas trouvé son tombeau dans les provinces polonaises. Ostrowski avait compris que le triomphe de la nationalité polonaise devait être lié à la cause française; il travailla constamment avec ceux qui voulaient obtenir de Napoléon l'indépendance de la Pologne comme prix du sang versé pour la France.

En jetant les yeux en arrière, on s'étonne aujourd'hui que la Pologne dans cette

grande épopée militaire n'ait pas produit un homme supérieur possédant assez la confiance de ses compatriotes pour oser proclamer lui-même l'émancipation de la patrie. Une manifestation énergique de la foi en ses propres forces aurait fait plus que des supplications et d'humbles notes diplomatiques; le prince Poniatowski, par exemple, connu généralement par sa bravoure et par son patriotisme, eût pu entraîner par une éclatante manifestation et l'armée et le pays. Disons-le hautement: c'est la faute des Polonais, si la Pologne n'a point reconquis sa nationalité.

Quand la fortune délaissa Napoléon après l'incendie de Moscou, la majorité du conseil de la confédération polonaise s'ajourna, dressa l'acte de cet ajournement, le remit dans les mains du comte Zamoiski qui devait l'envoyer à Alexandre. Trois membres seulement (Antoine Ostrowski, François Wenryk et l'abbé Skorkouski, depuis évêque de Cracovie), protestèrent contre cet acte en suivant l'armée française. Fait prisonnier à peu de temps de là, Antoine Ostrowski se réclama de l'empereur Alexandre, qui lui accorda la permission de retourner à Varsovie. Cette soumission à l'empereur Alexandre fut, à notre avis, une faute grave; on eût aimé à voir un patriote aussi pur qu'Antoine Ostrowski, attendre avec une patiente et courageuse résignation le dénouement du drame qui se jouait alors dans le nord de l'Europe; pourtant, disons-le, non pour atténuer la faute d'Ostrowski, mais pour être historiens fidèles, le noble polonais ne sut point résister à la séduction d'Alexandre qui flattait les espérances des Polonais avec une adresse dont l'illustre Kosciusko lui-même fut un moment la dupe.

Après l'abdication du roi de Saxe, quand Alexandre fut proclamé roi de Pologne, une députation fut choisie pour aller remercier ce monarque au sujet de la charte constitutionnelle que le traité de

Vienne octroyait à la Pologne. Ostrowski fit partie de cette députation, et fut nommé par le tzar grand cordon de l'ordre de Sainte-Anne de première classe. Ce fut une nouvelle preuve de l'habileté d'Alexandre qui réussit à faire porter les décorations russes par les seigneurs polonais. Plus tard Alexandre nomma Antoine Ostrowski sénateur castellan, et membre de la cour suprême qui devait juger les membres de la société patriotique. Ostrowski se prononça énergiquement en leur faveur et vota pour leur acquittement.

Dans la vie privée Ostrowski, ainsi que nous l'avons déjà dit, se montra toujours bienveillant pour les paysans et pour le peuple; riche propriétaire il consacra tous ses loisirs à améliorer le sort des paysans de ses domaines, à relever l'industrie, et à assurer une existence paisible à ses colons. Par ses soins la ville de Tomaszow, qui était sa propriété, devint en quelques années une des villes les plus commerçantes et les plus riches de la Pologne; les draps de ses fabriques étaient expédiés à Moscou, à Pétersbourg, à Riga, et même à Makariew, aux confins de la Chine. Les paysans, dont il s'était plu à améliorer le sort, bénirent leur seigneur; les Juifs rendus aux ateliers s'enrichirent par leur travail, tout en augmentant la fortune du maître qui leur avait ouvert une nouvelle carrière, et la Pologne gagna de nouvelles relations commerciales.

Nous devons signaler ce fait, car il est très-grave dans ses résultats; il peut accélérer en Pologne une révolution sociale paisible, révolution qui aurait pour but l'affranchissement des serfs et des Israélites.

Là ne se bornèrent point les efforts du comte Ostrowski. Il publia en France un ouvrage dans lequel il prouve, par des chiffres et par des faits, les améliorations qu'il a introduites dans ses colonies, et s'efforça de dissiper les haines religieuses; si cet ouvrage est loin d'être parfait, c'est

aux jeunes patriotes polonais à s'emparer des idées d'Ostrowski et à les perfectionner; il lui restera du moins le mérite d'avoir le premier frayé la route.

Pendant la révolution Ostrowski fut, ainsi que nous l'avons déjà dit, appelé aux fonctions de général commandant de la garde nationale; il fut en outre nommé par latin par la diète.

Nous avons déjà eu l'occasion de représenter comment la direction des affaires, pendant la révolution en Pologne, tomba dans les mains de personnes qui n'avaient pas confiance dans les forces nationales; nous avons parlé de l'opposition populaire dont le mécontentement grandissait, et se termina par une explosion où périrent les espions et les traîtres. C'était un moment d'anarchie, il n'y avait plus de pouvoir. Dans cette circonstance difficile le rôle le plus important appartenait au chef de la population: ce chef était Ostrowski. Connu par son patriotisme, par son dévouement, il pouvait, ayant su conquérir l'estime du peuple, il devait même, suivant nous, saisir le pouvoir, armer toute la population, s'unir aux efforts des troupes, repousser l'ennemi. Antoine Ostrowski, dans cette grave occurrence, se manqua à lui-même et au pays; voyant qu'on avait pendu quelques misérables, il donna sa démission.

Toutefois il continua à donner de sages conseils, les conseils les plus patriotiques; mais au moment de la lutte, les conseils, les paroles ne suffisent pas: il faut agir.

Nous le répétons: Ostrowski, homme que nous citerons comme modèle de vertus civiques pendant la paix, ne sut point se grandir à la hauteur de sa position pendant la révolution.

ROSTAN (LÉON).

Il fut une époque favorable aux jeunes médecins qui ne se sentaient point disposés à affronter les hasards du champ de ba-

taille, et qui aimaient mieux *faire leur chemin* dans les hospices civils. Cette époque est celle de l'empire, qui porta si haut la gloire de la chirurgie française, mais qui fit faire si peu de progrès à la médecine proprement dite. Alors débutèrent dans le monde médical plusieurs jeunes hommes, qui, n'étant pas dépourvus de quelque capacité, ont su rester depuis en possession d'abord des fonctions rétribuées et ensuite de la confiance publique. Nous passerons en revue quelques-unes de ces célébrités scientifiques; le lecteur impartial appréciera jusqu'à quel point leurs titres à cette double faveur sont incontestables.

Le premier, dont le nom se présente sous notre plume, est M. Léon ROSTAN. Né le 16 mars 1791, à Saint-Maximin (Var), il fit ses premières études à Paris, où il commença en 1806 ses cours de médecine. Après trois années de travail, il fut reçu interne dans les hôpitaux civils, et soutint en 1812 (15 mai) sa thèse inaugurale pour obtenir le titre de docteur. M. Rostan intitula sa thèse: *Essai sur le charlatanisme*, et traita la question avec quelque étendue. Le choix du sujet n'annonçait pas un élève qui eût approfondi les secrets de la science, mais un de ces esprits plus préoccupés de briller que d'acquérir une renommée solide. Quoi qu'il en soit, M. Rostan aborda franchement la question qu'il s'était posée; il établit trois classes de charlatans. Il range dans la première ceux qui n'ont aucun titre; il place dans la seconde les charlatans titrés; et la troisième est consacrée aux médecins qui ne trompent le malade que dans la louable intention de le guérir ou du moins de le consoler. M. Rostan pense que les premiers sont les plus dangereux; nous ne saurions nous rendre à cette opinion qu'il donne du reste fort axiomatiquement; nous pensons au contraire que le charlatan titré est d'autant plus à redouter, qu'il est armé d'un diplôme, ou garantie de capacité, donné par l'autorité compétente, et qu'il peut im-

punément abuser de la confiance publique. Quant aux derniers, nous pensons que M. Rostan leur laisse les coudées trop franches, et qu'il prend trop facilement pour devise le : *Si ager vult decipi, decipiatur*. Cette thèse du reste était écrite avec esprit et élégance, mais il était facile de voir que le jeune docteur était loin de se douter que cette question avait été traitée avant lui par des hommes graves des Facultés d'Allemagne et d'Italie.

La place d'inspecteur des sœurs de santé à la Salpêtrière étant devenue vacante, M. Rostan l'obtint dans le cours de l'année suivante, et dès lors il eut, comme on le dit vulgairement, le pied à l'étrier, et on le vit successivement médecin titulaire de cet hospice, membre adjoint, puis membre titulaire de l'Académie royale de Médecine, médecin de l'Hôtel-Dieu, médecin de l'Hôpital des Cliniques et professeur de la Faculté. Les titres de M. Rostan à ce rapide avancement ne sont pas nombreux, et il est permis de croire que la camaraderie n'y est pas étrangère. Toutefois M. Rostan a publié un *Cours de médecine clinique*, qui dénote un écrivain élégant et observateur; un *Cours élémentaire d'hygiène*, dans lequel l'homme d'esprit a mis la science à la portée de toutes les intelligences (1), et des *Recherches sur le ramollissement du cerveau*, qui sont l'ouvrage le plus substantiel et vraiment scientifique de ce professeur. Il a inséré en outre un grand nombre de mémoires et d'articles de critique médicale dans le *Nouveau Journal de Médecine*.

M. Rostan est membre de la Légion d'Honneur.

ALIBERT (JEAN-LOUIS).

L'on s'élève tous les jours contre les médecins qui se livrent à des spécialités

dans la science, et cependant les hommes les plus haut placés dans l'estime publique et même dans celle de leurs confrères suivent pour ainsi dire forcément cette marche. C'est ainsi que M. Alibert possède une réputation plus que européenne pour le traitement des maladies de la peau, et que ses divers ouvrages sur d'autres parties de la science n'ont pu lui acquérir le renom même de praticien ordinaire; l'on dirait que ses collègues se vengent de sa supériorité incontestable sur un point en le rabaisant sous d'autres rapports; dès lors les malades atteints d'affections cutanées affluent chez lui, tandis que les autres le délaissent; de là naît la spécialité.

Avec un peu de réflexion cependant l'on comprendrait qu'il ne peut exister en médecine de science spéciale; là tout se lie, s'enchaîne, et celui qui voudrait isoler telle affection morbide pour la soustraire, dans ses diverses phases, à l'influence de l'organisation générale, serait un charlatan éhonté que les lois devraient atteindre et frapper. Aussi nous hâtons-nous de le dire, la spécialité absolue est souvent le mot pompeux qui sert de passeport, de sauve-conduit à l'ignorance.

Ces réflexions ne nous paraissent point déplacées en tête de cette notice; elles sont une généralité dont nos lecteurs pourront faire l'application à qui de droit.

M. Jean-Louis ALIBERT est né à Villefranche (Aveyron) vers 1765 (1); il fut élevé sous les yeux de son père, conseiller du roi au présidial et sénéchal du Rouergue. Après avoir terminé ses études scolastiques, il se livra avec ardeur à la culture des lettres; il paraissait même disposé à embrasser la carrière de l'enseignement, lorsqu'il en fut empêché par le mouvement révolutionnaire de l'époque. Après avoir été longtemps indécis sur le parti qu'il prendrait,

(1) Dans cet ouvrage M. Rostan a su mettre à profit les savantes leçons de M. Hallé, qui avait professé l'hygiène avec tant d'éclat.

(1) M. Alibert est fort coquet et cache son âge avec soin; mais nous avons de fortes raisons de supposer qu'il est né en 1765.

il vint à Paris et suivit les cours de l'École de santé; il se distingua parmi ses nombreux condisciples et fixa l'attention de Pinel et de Desault. Lorsqu'il dut prendre le grade de docteur, il présenta une thèse sur les *fièvres pernicieuses et intermittentes*. Cette thèse n'était en quelque sorte que le prodrome de la monographie que son auteur a publiée plus tard, et qui a eu de nombreuses éditions.

Lié d'intimité avec Bichat, M. Alibert fut l'un des fondateurs de la Société médicale d'Émulation, et fit insérer dans les mémoires de cette société célèbre un grand nombre d'articles et d'éloges dignes de celui que Bernardin de Saint-Pierre proclamait son élève et son ami.

M. Alibert ne tarda point à prendre rang parmi les écrivains distingués dans la science, par sa traduction du *Traité de Pasta, sur les pertes de sang chez les femmes enceintes*, et par la publication d'une nouvelle édition de l'ouvrage du célèbre Rousset, du *Système physique et moral de la femme*, qu'il fit précéder de l'éloge de l'auteur, l'un des morceaux les plus éloquens et les plus spirituels qu'on ait écrits dans ce genre (1).

Appelé à l'hospice Saint-Louis en qualité de médecin titulaire, M. Alibert ne tarda pas à y fonder un cours d'enseignement clinique des maladies de la peau, où de nombreux élèves vinrent bientôt se former; le professeur recueillit ses observations cliniques et ne tarda pas à publier ses *Descriptions des maladies de la peau et Méthodes suivies pour leur traitement* (avec figures coloriées). Le jury des prix décennaux, dans son rapport de 1810, signala cet ouvrage de la manière la plus honora-

ble. Quelques années avant, M. Alibert avait publié ses *Nouveaux Éléments de thérapeutique et de matière médicale*, qui amenèrent une réforme salutaire dans cette partie essentielle de l'art de guérir. C'est M. Alibert qui, le premier, a appelé la physiologie au secours de la thérapeutique; en appuyant les bases fondamentales de celle-ci sur la doctrine des forces vitales, il a montré la nécessité d'avoir égard aux causes des maladies pour l'administration des remèdes. On lui doit encore d'avoir substitué à une foule d'expressions barbares et surannées un langage clair et précis.

C'est à cet ouvrage que M. Alibert a dû d'être appelé à professer, à l'École de médecine, le cours de matière médicale et de thérapeutique.

Plus tard M. Alibert a été l'un des principaux collaborateurs du *Dictionnaire des sciences médicales*, auquel il a donné un grand nombre d'articles qui se distinguent tous par l'élégance du style.

La politique ne tarda point à venir en aide au célèbre praticien; il s'attacha au char de la légitimité et fut nommé médecin de Louis XVIII. La croix d'officier de la Légion-d'Honneur et le titre de baron le récompensèrent des soins ou mieux des distractions qu'il prodigua à son royal malade; pendant ce temps M. Alibert travaillait encore pour sa renommée, et il publia un *Précis sur les eaux minérales de France les plus usitées*, qui renferma les conseils les plus judicieux tant pour les malades que pour les médecins, dont l'ignorance sur cette importante matière est inqualifiable. Cet ouvrage n'est qu'un résumé de la nombreuse correspondance de M. Alibert avec les médecins inspecteurs d'eaux thermales; mais ce résumé est fait avec tant de clarté et de précision qu'il est devenu pour les jeunes docteurs un ouvrage de première nécessité.

A cet ouvrage succéda la *Physiologie des passions*, qui donne à l'auteur un rang

(1) M. Alibert a composé en outre, pour la Société médicale de Paris, les éloges de Spallanzani et de Galvani, suivis d'un discours sur les rapports de la médecine avec les sciences physiques et morales. Ces divers écrits font le plus grand honneur au talent littéraire de M. Alibert.

distingué parmi les moralistes de notre époque (1).

Enfin M. Alibert a publié une *Mono-graphie des dermatoses*, enrichie de figures, qui a obtenu un vrai succès d'estime.

Ainsi que nous l'avons dit, M. Alibert a toujours fait de la littérature son étude favorite, et peut-être est-ce à son talent d'écrivain qu'il a dû ses succès mêmes dans la science; il a cultivé les muses, et l'on a de lui un petit poème intitulé : *la Dispute des fleurs*, qui prouve qu'il pouvait réussir en plus d'un genre; l'on trouve aussi dans le *Magasin encyclopédique* des fragmens d'un poème sur *l'Émulation*, qui font regretter que l'auteur n'ait point terminé ce travail.

Nous voudrions pouvoir terminer là notre notice biographique, mais comment ne pas dire, qu'infatué des faveurs de cour, M. Alibert attache le plus haut prix à son titre de baron, et qu'il se pare, avec une vanité puérile, des cordons de Saint-Michel et de Saint Wladimir, qui accompagnent sa rosette d'officier de la Légion-d'Honneur.

M. Alibert est membre de l'Académie royale de médecine, et médecin adjoint du collège royal de Stockholm.

SCRIBE (AUGUSTIN-EUGÈNE).

Don Lopez de Vega, poète espagnol du moyen âge, a composé, au dire de l'auteur de *l'Histoire de la littérature du Midi*, à peu près 2,200 pièces de théâtre (2); il a fait environ 21,500,000 vers, et sa facilité était

(1) La troisième édition de ce livre si riche d'observations vient de paraître. (1857.)

(2) Vega (Lopez de), célèbre poète espagnol, appelé aussi Lope Félix de Vega Carpio, naquit à Madrid en 1562, d'une famille noble. Il fut secrétaire de l'évêque d'Avila, puis du comte de Lemos, du duc d'Albe, etc. Après avoir été marié deux fois, il embrassa l'état ecclésiastique, reçut l'ordre de prêtrise, et devint chevalier de Malte. Il mourut le 27 août 1635,

telle qu'il a fait jusqu'à 2,000 vers par jour. M. Scribe, le plus fécond de nos auteurs dramatiques, est encore loin d'égaler le chanoine castillan, qu'il paraît avoir pris pour modèle; mais tel qu'il est, son bagage littéraire lui a acquis une renommée impérissable tant que le genre afflété et mignard sera de mise au théâtre. M. Scribe a de l'esprit, beaucoup d'esprit, trop d'esprit peut-être: c'est son défaut, il ne saurait s'en corriger; aussi s'inquiète-t-il fort peu que le succès de ses pièces repose sur une donnée morale, sur une intrigue conduite avec art, sur une peinture naturelle et originale des travers ou des qualités du cœur humain; M. Scribe y songe fort peu..... En revanche, il ne perd jamais de vue la *pointe* sentimentale, le *coup de fouet* du couplet; il a son innocence à lui, son doux parler, sa candeur, sa phrase à part, et depuis vingt ans il a fait merveille avec cela. L'Académie lui a ouvert ses portes; il eut ses entrées dans les petits couloirs des Tuileries; il fut l'hôte à la mode des bains aristocratiques de Dieppe, et est parvenu à se constituer une fortune *confortable* qu'on évalue à plus d'un million (1). Dites après cela que M. Scribe n'a que de l'esprit. S'il en est ainsi, les ennemis et les amis de M. Scribe

à soixante-douze ans. On a de lui, en espagnol, un très-grand nombre de comédies en 25 vol., qui en contiennent chacun 12. On dit même qu'il en a fait jusqu'à 4,800, et d'autres poésies estimées.

(Dict. historique.)

(1) Le procès intenté en juin 1837 par le libraire Barba à M. Scribe nous a révélé de piquans renseignemens sur l'échelle progressive des prix que M. Scribe a mis à ses compositions dramatiques. En 1812, l'une des premières pièces de M. Scribe fut achetée 100 fr., payables en livres. En 1816, *l'École du village* fut payée 150 fr.; en 1816, *le Comte Ory* fut vendu 200 fr.; en 1818, *la Visite à Bedlam* fut achetée 400 fr.; en 1822, *Valérie* fut payée 5,000 fr.; en 1825, *la Neige*, 700 fr.; en 1835, *Bertrand et Raton*, 4,500 fr.; et en 1854, *une Passion secrète*, 2,000 fr. Le libraire Barba est l'éditeur de toutes les pièces que nous venons de citer. (*Journal général des tribunaux*, 29 juin 1837.)

nous permettront d'ajouter qu'à l'esprit littéraire il sait joindre aussi celui du commerce, et par la morale qui a cours aujourd'hui, cet esprit-là vaut tout au moins l'autre. Aussi dirons-nous au critique véridique et malin qui comparait M. Scribe à Molière montrant la lanterne magique, que le *boutiquier de couplets* ne sera point forcé de vieillir sur les planches pour assurer son pain quotidien, tandis que l'inimitable auteur du *Misanthrope*, de *Tartufe*, des *Femmes savantes*, etc., se voyait réduit à accepter du roi une pension de 1,000 livres. Probablement notre siècle tourne à la lanterne magique.

Né à Paris le 24 décembre 1791, de parents qui exerçaient le commerce, M. Eugène SCRIBE fit ses études au collège de Sainte-Barbe : elles furent brillantes, dit une Biographie contemporaine ; aussi remporta-t-il plusieurs prix dans les concours généraux. Il resta orphelin à l'âge de quinze ans, avec un patrimoine d'environ six mille francs de rentes.

M. Scribe n'était pas homme à suivre la carrière des armes, si chanceuse et si peu productive. Son tuteur, M. Bonnet (*voir sa notice*), défenseur du général Moreau, aurait voulu lui faire suivre celle du barreau ; le jeune Scribe avait peu de goût pour la profession d'avocat. Un penchant irrésistible l'entraînait vers le théâtre. Il avait vingt ans lorsqu'il donna, en 1811, au théâtre du Vaudeville, son premier essai, *les Dervis*, avec M. Germain Delavigne, son camarade de classe. « Ses débuts furent médiocres, très-médiocres ; il eut beaucoup d'obstacles à vaincre, de dégoûts à essayer. A cette époque, Barré, Radet, Théaulon, Dartois, étaient maîtres au Vaudeville ; Sewrin, Désangiers, Brazier, Merle, Moreau, Francis, dominaient aux Variétés. » Néanmoins, sentant sa vocation, soutenu par l'espérance, M. Scribe ne se laissa point aller au découragement ; il persévéra, il s'instruisit par ses revers, et, en 1816, il fit, avec M. Delestre-Poirson, *le Comte Ory* et *le Nouveau*

Pourceaugnac, qui commencèrent à mettre le nom de M. Scribe plus en évidence que ceux de ses collaborateurs, sans que cette préférence pût alors être justifiée autrement que par l'habileté avec laquelle M. Scribe savait exploiter la camaraderie de quelques journaux. « Si au lieu de lutter ainsi pendant cinq ans, dit le rédacteur du feuilleton du journal *la France*, du 8 février 1857, M. Scribe, alors sans nom, sans fortune, sans protecteur, avait fait ce que font aujourd'hui bien des jeunes gens, s'il avait désespéré de son avenir, s'il avait abandonné la partie, criant contre le siècle *qui ne le comprenait pas*, ou contre ses devanciers *qui lui bouchaient le passage* ; s'il s'était tué à vingt ans, comme ce fou de Chatterton, pour lequel on a osé solliciter notre intérêt, M. Scribe aurait perdu une belle fortune, une belle réputation, une position sociale honorable, toutes choses qui ne peuvent et ne doivent s'acquérir en un seul jour. »

De 1811 à 1821, M. Scribe a donné au Vaudeville, en société de plusieurs collaborateurs, une trentaine de vaudevilles. Depuis 1815 jusqu'à 1821, le même nombre de pièces fut donné aux Variétés par M. Scribe, ses précédents collaborateurs, et quelques nouveaux. La plupart de ces pièces réussirent et ont été imprimées. MM. Delestre-Poirson et Cerfberr ayant obtenu, en 1820, le privilège du Gymnase dramatique, M. Scribe et ses collaborateurs s'attachèrent aux destinées et à la fortune de ce nouveau spectacle, dont l'ouverture eut lieu le 25 décembre, par une pièce composée par MM. Scribe, Moreau et Mélesville, intitulée : *le Boulevard Bonne-Nouvelle*. Pendant près de dix ans, la Société d'auteurs dramatiques de M. Scribe et lui-même contribuèrent à la constante prospérité de ce théâtre, aux succès duquel n'était point étrangère la duchesse de Berri, qui en avait fait son théâtre favori, l'objet de sa prédilection, et qui le mit ainsi à la mode. M. Scribe y a donné seul plusieurs pièces ; mais le nombre de

celles composées en société de MM. Mélesville, Germain Delavigne, Delestre-Poirson, H. Dupin, de Courcy, Ymbert, Varner, Carmouche, Mazères, etc., etc., est considérable. Nous en donnons la liste dans le tableau suivant, que nous empruntons au journal *la France*, toutefois après avoir rectifié de nombreuses erreurs dans les noms des collaborateurs, et dans les dates des premières représentations.

COMÉDIES AVEC COUPLETS.

Titres.	Dates.	Théâtres.	Collaborateurs
Les Dervis.	2 sept. 1811	Vaudev.	G. Delavigne.
L'Auberge.	19 mai 1812	—	Poirson
Thibault, comte de Champagne.	27 sept. 1815	—	G. Delavigne.
Le Bachelier de Salamanque.	18 janv. 1815	Variétés	Dupin, G. Delavigne.
La Mort et le Bûcheron.	20 mai —	Vander.	Dupin.
La Pompe funèbre.	14 oct. —	—	—
Une Nuit de la garde nationale.	4 nov. —	—	Poirson.
Encore une Nuit de la garde nat.	15 déc. —	P.-S.-M.	—
Flora et Zéphire. (Revue.)	8 fév. 1816	Vaudev.	—
Farinelli.	25 juill. —	—	Dupin.
Guzman d'Alfarache.	22 oct. —	—	—
Les Montagnés rasses. (Revue.)	31 oct. —	—	—
La Jarretière de la Mariée.	12 nov. —	Variétés.	Poirson.
Le Comte Ory.	16 déc. —	Vander.	Dupin.
La Princesse de Tarate.	31 déc. —	Variétés	Poirson.
Le Nouveau Pourceaugnac.	18 fév. —	Vaudev.	Ymbert.
Le Solliciteur.	7 avril 1817	Variétés	Dupin.
La barrière Montparnasse. (Rev.)	8 mai —	Vaudev.	Désaugiers, Poirson.
Les Deux Précepteurs. (1)	19 juin —	Variétés	Dupin.
Le Combat des Montagnes. (Rev.)	12 juill. —	—	—
Le Café des Variétés. (Prologue relatif à la guerre des Calicots.)	5 août —	—	Désaugiers.
Tous les Vaudevilles. (Revue.)	16 août —	Vaudev.	Poirson, Mélesville.
Le Petit Dragon.	18 sept. —	—	Varner.
Les Comices d'Athènes. (2)	5 nov. —	—	Dupin.
La Fête du Mari.	24 déc. —	Gaieté.	Poirson, Mélesville.
Les Dehors trompeurs.	6 avril 1818	Variétés	—
La Volière de frère Philippe	15 juin —	Vaudev.	—
Une Visite à Bedlam.	24 août —	—	Poirson.
Le Nouveau Nicaise.	13 oct. —	Variétés	Dupin.
L'Hôtel des Quatre-Nations.	7 nov. —	—	Dupin, Brazier.
Le Fou de Péronne.	18 janv. 1819	Vaudev.	Dupin.
Les Deux Maris.	5 fév. —	Variétés	Varner.
Le Mystificateur.	22 fév. —	Vaudev.	Poirson, Cerfberr.
Caroline.	15 mars —	—	Ménissier.
La Somaambule.	6 déc. —	—	Poirson.
L'Ennemi.	2 fév. 1820	Variétés	Dupin, Mélesville.
L'Ours et le Pacha.	10 fév. —	—	Xaintine.
Le Spleen.	20 mars —	Vaudev.	Poirson.
Marie Jobard.	11 avril —	Variétés	Dupin, Carmouche.
Le Vampire.	15 juin —	Vaudev.	Mélesville.
Le Témoin.	21 sept. —	Variétés	Mélesville, Xaintine.
L'Homme Noir.	18 nov. —	Vaudev.	Dupin.
Le Beau Narcisse.	9 déc. —	P.-S.-M.	Xavier, de Courcy.

Titres.	Dates.	Théâtres.	Collaborateurs
Le Boulevard Bonne-Nouvelle.	25 déc. —	Gymn.	Moreau, Mélesville
L'Amour Platonique.	26 déc. —	—	Mélesville.
Le Secrétaire et le Cuisinier.	10 janv. 1821	—	—
Frontin mari Garçon.	18 janv. —	Vaudev.	—
Le Colonel.	29 janv. —	Gymn.	Delavigne.
L'Intérieur d'une Etude.	1 fév. —	Variétés	Dupin.
Le Gastronomes sans argent.	10 mars —	Gymn.	Brulay.
Le Ménage de Garçon.	27 avril —	—	Dupin.
La Petite Sœur.	6 juin —	—	Mélesville.
Le Mariage Enfantin.	16 août —	—	Delavigne.
L'Amant Bossu.	22 oct. —	—	Mélesv., de Vandière.
L'Artiste.	25 nov. —	—	Perlet.
Michel et Christine.	5 déc. —	—	Dupin.
Philibert marié.	26 déc. —	—	Moreau.
Les Mémoires d'un Colonel.	21 fév. 1822	—	Mélesville.
La Demoiselle et la Dame.	11 mars —	—	Dupin, de Courcy.
La Petite Folle.	6 mars —	—	Mélesville.
Le Vieux Garçon.	24 mai —	—	Delavigne.
Les Eaux du Mont-d'Or.	25 juill. —	—	De Courcy, Xaintine.
La Petite Lampe Merveilleuse.	29 juill. —	—	De Courcy.
La Veuve du Malabar.	19 août —	—	Saint-Amant.
La Nouvelle Clary.	11 nov. —	—	Dupin.
L'Ecarté.	14 nov. —	—	Mélesv., St-Georges
Le Bon Papa.	2 déc. —	—	Mélesville.
La Loge du Portier.	15 janv. 1825	—	Mazères.
L'Intérieur d'un Bureau.	25 fév. —	—	Varner, Ymbert.
Trilby.	15 mars —	—	Carmouche.
Le Plan de Campagne.	14 avril —	—	Dupin, Mélesville.
Le menteur Véridique.	24 avril —	—	Mélesville.
La Pension Bourgeoise.	27 mai —	—	Dupin, Dumersan.
La Maîtresse au Logis.	9 juin —	—	—
Partie et Revanche.	16 juin —	—	Brazier, Francis.
L'Avare en Goguette.	12 juill. —	—	Delavigne.
Les Grisettes.	8 août —	—	Dupin.
La Vérité dans le Vin.	10 oct. —	—	Mazères.
La Suite de Michel et Christine.	17 oct. —	—	Dupin.
Un Dernier Jour de Fortune.	11 nov. —	—	Dupaty.
Rossini à Paris.	29 nov. —	—	Mazères.
L'Héritière.	20 déc. —	—	Delavigne.
Le Coiffeur et le Perruquier.	15 janv. 1824	—	Mazères.
Le Fondé de Pouvoir.	18 fév. —	—	Carmouche.
La Mascarade des Artistes.	2 avril —	—	Dupin, Varner.
Le Leicester du Faubourg.	1 mai —	—	Carmouche.
Le Baiser au Porteur.	9 juin —	—	De Courcy, Justin.
Le Dîner sur l'Herbe. (1)	2 juill. —	—	Mélesville.
Les Adieux au Comptoir.	9 août —	—	—
Le Châteaue de la Poularde.	4 oct. —	—	Dupin, Varner.
Le Bal Champêtre.	21 oct. —	—	Dupin.
Le Parlementaire.	8 nov. —	—	Mélesville.
Coraly.	19 nov. —	—	—
M. Tardif.	1 déc. —	—	—
La Haine d'une Femme.	14 déc. —	—	—
Vatel.	18 janv. 1825	—	Mazères.
La Quarantaine.	5 fév. —	—	—
Le plus Beau Jour de la Vie.	22 fév. —	—	Varner.
La Carte à Payer.	15 avril —	—	—
Les Inséparables.	2 mai —	—	Dupin.
Le Charlatanisme.	10 mai —	—	Mazères.
Les Empiriques d'autrefois.	11 juin —	—	Madame Friedelle.
Le Mauvais Sujet.	16 juill. —	—	Pillet.
Les Premières Amours.	12 nov. —	—	—
Le Médecin des Dames.	17 déc. —	—	Mélesville.
Le Confident. (2)	5 janv. 1826	—	—

(1) Il y a contradiction dans le nom du collaborateur de M. Scribe pour cette pièce. Les ages dramatiques dans leur catalogue nomment M. Moreau. L'auteur de la liste des pièces de M. Scribe, insérées dans le journal *la France*, du 8 février 1837, nomme M. Dupin; enfin cette pièce, qui a été imprimée dans la suite du répertoire de Madame, en 1828, l'a été pour la première fois avec des noms d'auteurs, et ce sont ceux de MM. Scribe et Mélesville.

(2) M. Scribe ignore sans doute qu'il n'y a jamais eu de comices à Athènes.

(1) Cette pièce n'est autre chose qu'un proverbe de M. Théodore Leclercq, arrangé pour une plus grande scène que celle sur laquelle l'auteur l'avait joué. (Voir la note du *Confident*.)

(2) Si nous devons ajouter foi aux assertions de M. Querard, *le Confident* de M. Scribe serait un *emprunt forcé* fait à M. Théodore Leclercq. Voici en quels termes se prononce à cet égard l'auteur de la *France titrénaire* :

« *Le Confident* de MM. Scribe et Mélesville n'est autre qu'un charmant proverbe dramatique de M. Théodore Leclercq, intitulé *le Conseiller d'une femme*, que M. Scribe avait vu jouer dans une société : le sujet plot à ce

Titres.	Dates.	Théâtres.	Collaborateurs.	Titres.	Dates.	Théâtres.	Collaborateurs.
La Demoiselle à Marier.	18 janv. —	Gymn.	—	L'ne Chantier et son cœur.	12 mai —	Gymn.	De la forêt.
Les Manteaux.	20 fév. —	—	Varner, Dupin.	La Pensionnaire Mariée.	3 nov. —	—	Varner.
La Belle-Mère.	1 mars —	—	Rayard.	Valentine.	1835 —	—	Mélesville.
L'Oncle d'Amérique.	14 mars —	—	Mazères.	Chut !	26 mars —	—	—
La Lune de Miel.	31 mars —	—	Mélesville, Carmache.	Sir Hughe de Guilford.	5 oct. —	—	Bayard.
Simple Histoire.	26 mai —	—	De Courcy.	Avis aux Coquettes.	nov. —	—	De Comberousse.
L'Ambassadeur.	10 juill. —	—	Mélesville.	Le Fils d'un Agent de Change.	30 nov. —	Variétés	Dupin.
Le Mariage de Raison.	10 oct. —	—	Varner.	COMÉDIES SANS COUPLETS.			
La Chatte Métamorphosée.	3 mars 1827	—	Mélesville.	Le Valet de son Rival.	19 mars 1816	Odéon.	—
Les Elèves du Conservatoire.	28 mars —	—	Xaintine.	Le Parraio.	23 avril 1821	Gymn.	Poirson, Mélesville.
La Diplomatie.	25 oct. —	—	Delavigne.	Valérie.	21 déc. 1822	Français	Mélesville.
La Marraïne.	27 nov. —	—	Chabot, Lockroy.	Rodolphe.	20 nov. 1825	Gymn.	—
Le Mal du Pays.	28 déc. —	—	Mélesville.	Les Trois Genres, prologue.	27 avril 1824	Odéon.	—
Yelva.	18 mars 1828	—	Villeneuve, Desverge.	Le Mariage d'Argent.	5 déc. 1827	Français.	—
Le Vieux Mari.	2 mai —	—	Mélesville.	Avant, Pendant et Après.	28 juin 1828	Gymn.	De Rougemont.
La Manie des Places.	19 juin —	—	Bayard.	Les Inconsolables.	8 déc. 1829	Français.	—
Le Baron de Tranck.	14 oct. —	—	Delavigne.	La Bohémienne.	1 juin 1850	Gymn.	Mélesville.
Les Moralistes.	22 nov. —	—	Varner.	Bertrand et Batou.	14 nov. 1835	Français.	—
Un Mariage d'inclination.	8 déc. —	—	—	La Passion Secrète.	15 mars 1855	—	—
Théobald.	12 fév. 1829	—	Varner.	L'Ambitieux.	27 sept. —	—	—
Madame de Saint-Agnès.	20 fév. —	Nouv.	—	La Camaraderie.	19 janv. 1857	—	—
Les Aventures du petit Jonas.	28 fév. —	Gymn.	Dupin.	DRAMES ET MÉLODRAMES.			
La Famille du Baron.	31 août —	—	Mélesville.	Koulikan.	15 mai 1815	Gaieté	Dupin.
Les Actionnaires.	22 oct. —	—	Rayard.	Les Frères Invisibles.	10 juin 1819	P.-S.-M.	Mélesville.
Loïse ou la Réparation.	16 nov. —	—	Mélesville, Bayard.	Dix Ans de la Vie d'une Femme.	17 mars 1850	—	Terrier.
La Cour d'Assises.	28 déc. —	—	Varner.	OPÉRAS.			
La Seconde Année.	12 janv. 1850	—	—	Titres. Dates. Compositeurs. Collaborateurs.			
Zoé.	16 mars —	—	Mélesville.	La Muette.	29 fév. 1828	Auber.	Delavigne.
Philippe.	19 avril —	—	Mélesville, Bayard.	Le Comte Ory.	20 août —	Bossini.	Poirson.
Le Foyer du Gymnase.	17 août —	—	Mélesville, Bayard.	Le Dieu et la Bayadère.	15 oct. 1850	Auber.	—
Une Faute.	17 août —	—	—	Le Philtre.	15 juin 1851	—	—
Jeanne et Vieille.	10 nov. —	—	Mélesville, Bayard.	Robert le Diable.	21 nov. —	Meyerbeer.	Delavigne.
La Famille Riquembourg.	4 janv. 1851	—	—	Le Serment.	1 oct. 1852	Auber.	—
Les Trois Maitresses.	24 janv. —	—	Rayard.	Gustave III.	1853	—	—
Le Budget d'un jeune Ménage.	4 mars —	—	—	Ali-Baba.	22 juill. —	Cherubini.	Mélesville.
Le Quaker et la Daaseuse.	28 mars —	—	Duport.	La Juive.	25 fév. 1855	Halévy.	—
La Favorite.	16 mai —	—	—	Les Huguenots.	29 fév. 1856	Meyerbeer.	—
Le Suisse de l'Hôtel.	14 nov. —	—	De Rougemont.	BALLETS.			
Le Soprano.	50 nov. —	—	Mélesville.	La Somnambule.	19 sept. 1827	Hérold.	—
Le Luthier de Lisbonne.	7 déc. —	—	Bayard.	La Belle au Bois Dormant.	27 avril 1829	Schneitzler.	—
La Vengeance Italienne.	25 janv. 1852	—	Poirson, Desnoyers.	Manon Lescaut.	50 avril 1850	Halévy.	—
Le Chaperon.	6 fév. —	—	Daport.	L'Orgie.	18 juill. 1851	Carafa.	—
Le Savant.	25 fév. —	—	Monval.	OPÉRAS-COMIQUES.			
Schahababam II.	2 mars —	—	Xaintine.	La Chambre à Coucher.	1815	Guenie.	—
L'Apollon du Réverbère.	24 mars —	Variétés	Mélesville, Xaintine.	La Meunière.	18 mai 1821	Garcia.	Mélesville.
Une Monomanie.	31 août —	Gymn.	Duport.	Le Paradis de Mahomet.	23 mars 1822	Kreutz.	—
La Grande Aventure.	2 nov. —	—	Varner.	Leicester.	25 janv. 1825	Auber.	—
Toujours.	12 nov. —	—	—	Le Valet de Chambre.	16 sept. —	Carafa.	De la forêt.
Camilla.	12 déc. —	—	Rayard.	La Neige.	9 oct. —	Auber.	Mélesville.
Les Malheurs d'un Amant heur.	29 janv. 1855	—	—	Le Concert à la Cour.	5 mai 1824	—	—
Le Gardien.	11 mars —	—	Bayard.	Léocadie.	4 nov. —	—	Delavigne.
Le Moulin de Javelle.	8 juill. —	—	Mélesville.	Le Maçon.	5 mai 1825	—	—
Un Trait de Paul Ier.	15 sept. —	—	Daport.	La Dame Blanche.	10 déc. —	Boieldieu.	Delavigne.
La Dagazon.	50 oct. —	—	—	La Vieille.	14 mars 1826	Fétis.	Xaintine.
Le Lorgnon.	21 déc. —	—	—	Le Timide.	2 juin —	Auber.	—
La Chanoinesse.	51 déc. —	—	Corna.	Fiorella.	28 nov. —	—	Mazères.
Salvoisy.	18 avril 1854	—	Rougem., de Comber.	Le Loup-Garou.	20 mars 1827	Mlle Bertin.	Bouilly.
La Frontière de Savoie.	20 août —	—	Bayard.	Les Deux Nuits.	20 mai 1829	Boieldieu.	—
Estelle.	7 nov. —	—	—	La Fiancée.	10 janv. —	Auber.	—
Être Aimé ou Mourir.	10 mars 1855	—	Dumauoir.	Fra Diavolo.	28 janv. 1850	—	Castil-Blaze.

dernier, il se l'appropriait et le mit au théâtre avant même que M. Leclercq n'eût fait imprimer son proverbe; en sorte que si le véritable auteur de la pièce ne s'était pas dépêché de réclamer, il devait, à l'apparition du proverbe en question, passer pour le plagiaire de MM. Scribe et Mélesville.

« M. Leclercq, dans l'avertissement du tome IV du Recueil de ses proverbes, rappelle cette circonstance fort spirituellement et avec beaucoup de délicatesse : les coupables n'y sont pas même nommés :

« Les hommes d'esprit qui ont assez de modestie pour s'aider du mien ne me consultent pas, ce qui m'épargne jusqu'à l'embarras de politesse de la reconnaissance... Il me semble, dit-il plus loin, que nos mœurs littéraires sont assez perfectionnées pour qu'en prenant ce qu'on trouve bon à prendre, on y mette cependant de la délicatesse. »

La Marquise de Brinvilliers. 31 oct. 1851 { Paër. Castil-Blaze.
Chérubini.
Blangini.
Auber.
Carafa, etc.

La Médecine sans Médecin. 15 oct. 1852 Hérold. Bayard.
La Prison d'Edimbourg. 29 juill. 1855 Carafa. Planard.
Lestocq. 24 mai 1854 Auber.
Le Fils du Prince. 28 août — De Feltre.

Titres.	Dates.	Compositeurs.	Collaborateurs.
Le Chalet.	24 sept.	— Adam.	
Le Portefaix.	16 juin 1855	Gomis.	
Le Cheval de Bronze.	25 mars	— Auber.	
Actéon.	—	—	
Les Chaperons Blancs.	26 mars 1856	—	
Le Mauvais Œil.	26 sept.	— Mlle Puget.	Lemoine.
L'Ambassadrice.	20 déc.	— Auber.	

PIÈCES NON IMPRIMÉES.

Barbanera.	Vaudeville.	Tombé.
Les Trois Bossus.	—	—
Thomas le Chanceux.	—	—
Une Nuit d'Ispahan.	Odéon.	—
Perruque et Redingotte.	Opéra-Comique.	—
La Comtesse Traun.	—	—
Hamlet de M. Public. (Revue).	Vaudeville.	Succès.
Les Vélocipèdes. (Revue).	Variétés.	—
Atala et Chactas.	—	Tombé.
Les Nouvelles Danaïdes.	—	—
L'Eclipse Totale.	—	(1)
Le Clerc de la Bazoche.	Odéon.	—
Le Paysan Amoureux.	Gymnase.	Succès.
L'Assurance.	—	—
La Campagne.	Variétés.	Tombé.
Avis aux Goutteux.	Vaudeville.	—
Les Localités.	Variétés.	Succès.
Fra Ambrosio.	Gymnase.	Tombé.

A ce tableau des pièces de notre fécond auteur donné par *la France*, il convient d'ajouter les suivantes :

L'École de village (1815); — *Vieux Péchés*, scène ajoutée au *Boulevard Bonne-Nouvelle* (1821); — *le Prince charmant* (1822); — *le Marchand d'amour* (1825); — *le Mauvais Sujet*, drame (1825); — *Marie Seymour*, drame (1856); — *les Héritiers de M. de Crac* (1829); — *les Nouveaux Jeux de l'amour et du hasard* (1850); — *le Comte de Saint-Roman* (1851); et deux pièces composées par M. Scribe pour le théâtre de la cour : *la Rosière de Rosny* (2), et *Une heure à port Sainte-Marie*; et de plus, *Arlequin Narcisse*; — *le Plaisant de société*; — *les Vêpres siciliennes*; — *le Carnaval de Cognac*; — *les Dehors trompeurs*; — *le Déluge*; — *l'Hôtel des Bains*; — *les Gascons*; — *Mon oncle César*; — *les Nouvelles Danaïdes*; — *les Petites Misères de la vie humaine*; — *le Testament de Polichinelle*; — *Tivoli*; — *un Dernier Coup de fortune*; — *le Vampire amoureux* (5).

(1) Grand succès défendu par la censure le lendemain de la représentation.

(2) Avec une dédicace à la duchesse de Berri.

(5) Nous devons aussi porter en ligne de compte deux grands opéras *le Comte de Claros*, et *Protogène*, qu'il a présentés à l'Académie de Musique, mais qui n'ont point été joués jusqu'à ce jour.

Comme on le voit par ce tableau, il faut rabattre des trois quarts de la réputation de fécondité d'imagination faite à M. Scribe, (1) et accorder la majeure partie de sa renommée à ses collaborateurs de camaraderie; comment en effet eût-il pu en être autrement? M. Scribe travaillait en quelque sorte à l'entreprise, il avait passé marché avec les directeurs du Gymnase, et s'était engagé à leur fournir douze pièces par an. Aussi désespérant parfois d'être fidèle à ce marché et de pouvoir compléter son contingent annuel, s'arrangeait-il des idées des autres pour arriver à son but, témoin le fait que nous avons cité à propos de la pièce du *Confident*; souvent aussi il tire le fond de ses pièces de romans anciens auxquels il ne dédaigne pas d'emprunter même le dialogue; enfin, ainsi que le dit fort judicieusement M. Quérard, « il s'est le plus souvent montré aussi habile entrepreneur qu'arrangeur dramatique et que spirituel écrivain. »

Jusqu'en 1821 M. Scribe n'avait presque écrit que pour les théâtres de vaudeville; mais à cette époque, tout en tenant son marché avec le Gymnase, il aborda l'Opéra-Comique, où dès 1815 il avait fait jouer une pièce de lui; *la Chambre à coucher*. Là encore il fut suivi de MM. G. Delavigne et Mélesville; il fit aussi en 1822 apparition au Théâtre Français, où *Valérie*, sous les traits de mademoiselle Mars, obtint un vrai succès. C'est à ce théâtre que l'on a pu juger M. Scribe livré à ses propres forces, et soit qu'on l'apprecie dans *Valérie*, *le Mariage d'argent*, *Bertrand et Raton*, *la Passion secrète*, on le retrouve toujours avec ses qualités et ses défauts, toujours esprit peigné, mignon et oblique, possédant l'art de produire des effets de théâtre, mais ne descendant jamais dans les profondeurs du cœur humain.

En 1828 enfin M. Scribe aborda le grand

(1) Sur les 244 pièces que nous avons citées l'on ne doit en attribuer exclusivement que 58 à M. Scribe; pour les 206 autres, il a eu 48 collaborateurs.

opéra. Il avait travaillé dix-sept ans pour le théâtre avant d'oser tenter le *libretto*; *la Muette* et *le Comte Ory* furent ses coups d'essai. Grâce au jeu minime de mademoiselle Noblet et à la voix entraînante de Nourrit, la première de ces pièces obtint un succès de vogue; la musique de Rossini justifia celui qui fut réservé au *Comte Ory*; du reste pour la composition de ces deux libretti, MM. G. Delavigne et Poirson avaient été mis à contribution; depuis lors M. Scribe a obtenu sur cette scène des succès à lui tout seul.

A la suite de la révolution de juillet, M. Scribe, déshérité des faveurs de sa généreuse protectrice, a jeté le passé dans l'oubli, et, ainsi que l'a dit un critique impartial, M. H. Fortoul: « Dès lors il a laissé éclater la bile qui couvait sous sa gaieté, il l'a répandue librement dans tous ses ouvrages; il a donné cours à son scepticisme, que les limites de son esprit ont rendu moins redoutable. Il a fait asseoir l'ironie au foyer de la famille, comme sur la place publique de la cité; il l'a promenée par tous les chemins que l'imagination et la poésie se plaisent ordinairement à couvrir de fleurs; il a répondu par le sourire de l'incrédulité à tous les plus nobles sentiments; il n'a pas plus épargné les désirs de l'amour que les espérances politiques! Voyant que tout le monde s'employait à démolir l'édifice de la vieille société, lui aussi, il s'est mis à l'ouvrage et a voulu faire sa part de décombres; il ne s'est point souvenu de la pensée plus généreuse qui avait fait autrefois le succès du *Mariage d'argent*; il a commencé par jouer le peuple dans *Bertrand et Raton*. Satisfait d'avoir réussi, il a écrit *Etre Aimé ou Mourir* et *Une Chaumière et son Cœur*, pour se moquer de la mort et de l'amour; tournant ainsi en ridicule les choses saintes, il a élevé sur leurs ruines un Dieu nouveau, l'or; il lui a donné pour prêtre l'égoïsme, et il a livré au Dieu et à son prêtre l'empire de la société. »

A la mort d'Arnaud, l'Académie (1), disons mieux, la coterie qui mène l'Académie, appela M. Scribe au fauteuil de l'homme qui avait toujours professé un honorable mépris pour l'or; mais, à l'heure de la réception du nouvel élu, ce fauteuil fut en quelque sorte changé en sellette par M. Villemain, qui retrouva quelques élans de sa verve mordante et sarcastique; nous doutons fort que M. Scribe mette ce jour au rang de ces jours de triomphe.

Outre ses productions théâtrales (2), M. Scribe a publié des nouvelles et des proverbes qui ont été insérés dans la *Revue des Deux-Mondes* et dans le *Sicèle*; il les rassemble aujourd'hui dans un volume actuellement sous presse. Une de ces nouvelles, *le Roi de Carreau*, a été signalée dernièrement par le *Corsaire*, pour n'être, sauf quelques légères modifications, qu'une nouvelle de M. Beyle (*Stendhal*), imprimée depuis plusieurs années.

Nous devons dire aussi que M. Scribe est auteur d'un grand nombre de romances qui n'ont pas été recueillies; il a toutefois fait paraître en 1829 un volume de chansons extraites de ses vaudevilles.

Il a écrit en outre dans la *Revue de Paris*, et a donné un article à l'ouvrage des *Cent-Un*.

Nous terminerons cette notice en empruntant à M. H. Fortoul le portrait qu'il a tracé de M. Scribe: « On a dit de lui qu'il était le premier financier de l'époque; il a toutes les qualités et quelques défauts de cette sorte de gens; il a su forcer les entrepreneurs de théâtres à élever le prix de la

(1) Un des académiciens opposés à l'élection de M. Scribe disait: « Ce n'est pas un fauteuil qu'il faut à ce candidat, mais une banquettes pour asseoir ses 48 collaborateurs et lui. »

(2) Le discours de M. Villemain renfermait entre autres pensées peu flatteuses pour M. Scribe celle-ci: « Sans ses nombreux collaborateurs il n'eût pas produit toutes ces pièces que nous avons applaudies; sans lui elles n'eussent peut-être pas été applaudies. »

littérature dramatique, et à admettre tous ses confrères à l'avantage des traités dressés par lui. Il est laborieux et honnête; mais n'ayant pas été assez ambitieux dans les commencemens, il l'est peut-être trop aujourd'hui. *Il est spirituel plutôt que fin, moqueur plus que comique, et entendu plus qu'intelligent*; il n'a rien ajouté à la langue, et devrait au moins ne lui avoir rien ôté; du reste, s'il l'a parlée agréablement, il ne l'a jamais écrite. Il a introduit la mise en scène dans le talent de l'auteur dramatique, et a prêté aux représentations une sorte d'illusion qu'elles n'avaient pas auparavant; il a fait consister tout l'art du théâtre dans la vraisemblance et dans l'imitation de la réalité, ne sachant pas trop ce qu'il peut y avoir au-delà. Si vous cherchez à le caractériser par un côté plus élevé, vous ne lui trouvez d'autre originalité que d'avoir osé rire de tout, à tout prix; peut-être a-t-il cru sérieusement imiter en cela Rabelais, Molière et Voltaire, qui ont, il est vrai, beaucoup plus ri que lui avant lui? Peut-être ne s'est-il pas aperçu que ces grands hommes tournaient l'ironie au service des idées et non pas contre elles. Quant à lui, il ne s'est servi des formes du ridicule que pour décrier tous les élans vers l'idéal, et il a fourni, avec cette donnée dont il n'a jamais sondé toute la profondeur, une carrière brillante, riche et enviable. »

AUBER (DANIEL-FRANÇOIS-ESPRIT).

Après M. Scribe doit venir tout naturellement M. Auber, son fidèle accompagnateur, M. Auber qui a eu si souvent le privilège d'accorder sa musique au libretto du faiseur en crédit, et de partager par conséquent ses succès d'argent et de renommée.

M. AUBER est un compositeur spirituel et facile, comme il le fallait pour M. Scribe,

un amateur de la musique en négligé, dont les airs passent, sans rien perdre de l'orchestre de l'Opéra, sur l'orgue de Barbarie, et qui est depuis dix ans la providence de ces derniers, comme il a été, en quelques circonstances, le soutien de l'Opéra-Comique, dont on lui a octroyé le monopole.

Né à Caen, le 29 janvier 1784, pendant un voyage qu'y avaient fait ses parens, ses dispositions pour la musique furent précoces, et il était à peine sorti de l'enfance lorsqu'il publia plusieurs romances, entre autres *le Bonjour*, qui eurent quelque vogue. Destiné au commerce, M. Auber fut envoyé à Londres, en 1802, pour y apprendre l'anglais; mais la guerre ayant bientôt recommencé entre la France et l'Angleterre, il revint à Paris. Il annonçait déjà quelque talent sur le violon et le piano, surtout comme accompagnateur, lorsqu'il apprit la composition sous M. Cherubini. Les leçons de ce maître le mirent en état de donner, en 1815, au théâtre Feydeau son premier ouvrage, *le Séjour militaire*, opéra-comique en un acte, paroles de M. Bouilly, dont le succès fut plus que douteux; M. Auber, que l'on surnommait alors *le petit Auber*, resta six ans à se relever de cet échec, et ce n'est qu'après la mort de son père qu'il se livra entièrement à la composition dramatique. Il fit représenter successivement à l'Opéra-Comique ou au grand Opéra : *Le Testament* ou *Les Billets doux*, — *la Bergère et la Châtelaine*, — *Emma* ou *la Promesse imprudente*, — *Leicester*, — *La Neige*, — *Le Concert à la cour*, — *Léocadie*, — *le Maçon*, — *Le Timide* ou *le Nouveau Séducteur*, — *Fiorella*, — *La Fiancée*, — *Fra Diavolo* ou *l'Hôtellerie de Terracine*, — *Vendôme en Espagne*, — *La Muette*, — *Le Dieu et la Bayadère*, — *Le Philtre*, — *Le Serment*, — *Gustave*, — *La Fiancée*, — *Lestocq*, — *le Cheval de bronze*, — *Actéon*, — *l'Ambassadrice*, etc., etc., etc. Il

eut aussi sa part de la composition de *la Marquise de Brinvilliers* (voir la notice consacrée à M. SCRIBE). Quelques-uns de ces opéras furent mal accueillis du public, d'autres eurent un succès de lustre, d'autres enfin réussirent complètement, et resteront encore long-temps au répertoire. MM. Empis, Mennechet, Planard, ou la société Scribe et compagnie, sont les auteurs des opéras dont M. Auber a été chargé d'écrire la musique. Son talent, toujours négligé et par conséquent flexible, s'est prêté avec une facilité remarquable à tous les genres, et si la composition de M. Auber n'est jamais savante, l'on doit reconnaître qu'elle est toujours spirituelle, gracieuse et parfois élégante, mais surtout légère; car M. Auber, tout en cherchant parfois à imiter Rossini, est resté le héros de la romance et du couplet.

M. Auber n'est point de ces compositeurs tout entiers à leur art, qui dédaignent les hochets de la vanité; il est venu frapper à l'Institut, qui lui a ouvert ses portes; il a été honoré par le roi de Prusse d'une magnifique tabatière enrichie de diamans. Le ruban rouge de la Légion-d'Honneur orne sa boutonnière; enfin il est membre de la Société philharmonique de Caen et de Londres.

Outre ces divers opéras, M. Auber a publié aussi plusieurs œuvres de musique instrumentale de sa composition, concertos de violon et de violoncelle, quatuor, etc., entendus avec plaisir, il y a quelques années, dans les meilleurs concerts de la capitale; mais il n'a jamais professé aucune partie de l'art musical.

LAVOCAT (GASPARD).

M. Gaspard LAVOCAT est né en 1794. Dans les dernières années de l'empire, il sortit de l'École de Saint-Cyr et entra au cinquième régiment de tirailleurs de la garde en qualité

de sous-lieutenant; plus tard il assista à la campagne qui se termina par la désastreuse journée de Waterloo. En 1818, il demanda à être mis en traitement de réforme et vint habiter à Paris; un peu plus tard il chercha à entrer dans les gardes-du-corps, mais il ne put obtenir cette faveur. Alors, en juin 1820, il contracta un engagement volontaire comme sous-officier dans les cuirassiers de Berri. Il n'avait pas encore rejoint son régiment lorsqu'il fut impliqué dans la conspiration militaire du 19 août 1820 et condamné à mort par contumace le 16 juillet 1821 par la cour des pairs comme étant l'un des chefs de cette conspiration. (1) Trois ans

(1) Nous empruntons à l'article biographique que M. Imbert a consacré à Nantil, chef de cette conspiration, l'exposé de cette affaire, persuadés que nos lecteurs aimeront à le retrouver ici.

« Les prévenus étaient accusés d'avoir ourdi un complot dont le but était de détruire et de changer le gouvernement et l'ordre de successibilité au trône, d'attenter à la personne et à la vie du roi et des princes de sa famille, et d'exciter les citoyens à s'armer contre l'autorité royale. Il s'était formé à Paris, rue Cadet, 14, un établissement appelé *Bazar français*, qui était destiné à une exposition publique des objets d'art et de commerce. Les sieurs Sauset et Mallent, deux des prévenus, étaient au nombre des administrateurs. Le sieur Nantil, qui était alors en garnison à Paris avec sa légion, fréquentait le Bazar. Ce capitaine, qui comptait plusieurs années de services et de blessures, n'était point encore membre de la Légion-d'Honneur, et cet oubli lui inspirait un mécontentement qu'il exprimait avec beaucoup d'amertume. Enfin, le ministre de la guerre avait ordonné depuis peu de temps que cet officier serait envoyé au dépôt de la légion. Cette mesure rigoureuse, qui ne reçut cependant pas son exécution, accrut beaucoup son mécontentement. Se trouvant un jour dans le Bazar, il rencontra le sieur Bérard, chef de bataillon de la légion des Côtes-du-Nord, alors en garnison à Paris, et l'entre tint avec chaleur des injustices qu'il disait avoir éprouvées dans son régiment. Il s'exprimait avec une telle violence que le sieur Bérard crut devoir l'exhorter à être plus circonspect. Dans une seconde entrevue, Nantil annonça au sieur Bérard qu'une nouvelle organisation militaire était décidée; qu'on renverrait tous les officiers de l'ancienne armée, et surtout de l'ex-garde; que Bérard était personnellement menacé, et que son nom était marqué sur les registres du ministère de la guerre. Père de famille, Bérard fut consterné, et dit qu'il fallait réfléchir aux moyens de se tirer d'affaire. Nantil lui déclara qu'il n'y en avait qu'un qui fût assuré, c'était de se réunir à eux; il lui exposa qu'ils avaient un plan pour l'organisation d'une nouvelle armée, et qu'ils avaient pensé à lui pour l'avancement. Bérard manifesta des doutes. Nantil l'assura que tout le monde savait l'affaire, et lui dit qu'il était surprenant qu'il n'en fût point instruit; qu'il fallait absolument qu'il se tirât de peine, et qu'il jouât le tout pour le tout. Bérard répondit qu'il allait rentrer chez lui pour se consulter. Nantil promit d'aller le voir le soir et de lui amener une personne plus importante que lui, qui lui confirmerait tout ce qu'il venait de lui apprendre. Il s'y rendit en effet le soir; mais il vint seul, en disant qu'un exercice l'avait empêché de joindre la personne qui devait l'accompagner, et il lit espérer qu'il reviendrait avec elle le lendemain. Bérard accabla Nantil de questions pour connaître les moyens d'agir dont il lui avait parlé. Nantil lui fit alors connaître qu'il existait un complot contre le gouvernement; il lui apprit que l'on comptait sur les troupes, sur la garde, sur les légions de la garnison de Paris, et particulièrement sur la légion des Côtes-du-Nord, si Bérard voulait y exercer l'influence que le commandement dont il était revêtu devait lui avoir acquise. Il lui nomma comme coopérateurs de l'entreprise plusieurs officiers que Bérard connaissait. Il promit de venir encore le voir le

plus tard il fut de nouveau impliqué dans un complot tendant au renversement du gouvernement établi, et condamné à mort par contumace par la cour d'assises de la Seine,

le 7 février 1824 ; M. Lavocat avait en effet pris une part active à cette conspiration et était l'un des principaux conjurés qui devaient attaquer à main armée le gouverne-

lendemain et tint parole. Ses discours furent les mêmes ; il s'expliqua toujours avec réserve sur les chefs du complot, et offrit à Bérard de le mener dans un lieu où il le présenterait à plusieurs personnes de la coalition. A peu près vers la même époque, Bérard fit la connaissance de Maziau, qui le fit passer, après un déjeuner qui eut lieu au Bazar, dans un appartement. Il lui révéla, comme l'avait déjà fait Nantil, qu'il existait une conjuration contre le gouvernement ; il lui confia que les conjurés entretenaient des relations avec divers corps dont ils étaient parfaitement sûrs ; qu'on comptait sur lui ; qu'il y aurait de l'avancement et d'amples récompenses pour ceux qui prendraient part à l'affaire ; qu'il y avait des chefs éminents ; que leur nombre augmenterait bientôt encore ; qu'on les lui ferait connaître plus tard ; qu'on ne voulait nommer personne.

« Vers la fin de juillet, Nantil ayant rencontré le sieur Robert, adjudant-sous-officier de la légion de la Meurthe, le pria de passer le lendemain chez lui, ce qui eut lieu. « Vous prétendez devenir officier, lui dit Nantil, sachant qu'il était sur les rangs pour obtenir ce grade, mais ce ne sera pas vous. Cela ne durera pas long-temps ; il y aura incessamment des troubles. » Dans un second entretien, Nantil lui apprit qu'un chef de bataillon de la légion des Cotes-du-Nord était un des agents de la conspiration, que lui, Nantil, avait promis à un capitaine de la légion de la Meurthe le commandement d'un bataillon ; qu'au moment de l'exécution un général viendrait au quartier pour se mettre à la tête de ce même corps. Robert lui ayant alors demandé ce que deviendrait la famille royale, Nantil lui répondit qu'elle resterait telle qu'elle était ; qu'on ne ferait pas de mal au roi, mais que celui-ci ferait ce que ces messieurs voudraient. Des ouvertures furent aussi faites à l'adjudant-sous-officier Gaillard, de la légion de la Meurthe. Des semences de corruption ne tardèrent pas à être jetées dans la première légion du Nord, en garnison à Paris.

« Un jour du commencement d'août, Loritz, sous-lieutenant, déjeunant chez Nantil, qu'il connaissait depuis long-temps ainsi que sa famille, annonça aux convives du capitaine qu'il y aurait bientôt quelque chose de nouveau. Le 10 août, ce même sous-lieutenant, étant de garde, et se promenant avec le sergent Billoire lui adressa cette question : « Que dirait-on si l'on voyait flotter le drapeau tricolore ? » Le 12 août, Loritz, après une conversation fort courte sur les affaires d'Espagne et de Naples avec un nommé Amelloot, lui dit : « Amelloot, vous êtes un bon camarade ; j'ose compter sur vous : si je vous disais que cela aura lieu en France dans trois jours, qu'en penseriez-vous ? en seriez-vous content ? » Amelloot manifesta son incrédulité. « Eh bien ! répliqua Loritz, vous verrez que dans huit jours les drapeaux tricolores flotteront ; nous aurons sur le trône le petit roi de Rome, et pour régent le prince Eugène. » Le lendemain 13 août, Amelloot se retrouva à dîner avec Loritz et Brédard. On proposa de faire venir du vin ; ce dernier répondit : « Cela va. — Parbleu, reprit Loritz, nos trois cents francs de gratification paieront tout cela. Les affaires vont bien : nous ne risquons plus rien. » Brédard s'étonna d'entendre Loritz parler si ouvertement ; mais il lui répondit qu'Amelloot était au courant des affaires. Le jour suivant, les mêmes officiers dînant ensemble, Brédard fit connaître à Amelloot plusieurs de leurs camarades qui étaient entrés dans le complot, et lui cita entre autres Dequevaulliers, capitaine, et Fesneau, lieutenant. Il lui confia encore que deux autres officiers avaient refusé de se mettre à la tête de la légion ; que c'était le capitaine Dequevaulliers qui avait consenti à se présenter à un conseil secret qui se tenait tous les jours pour la direction du complot ; que la veille Dequevaulliers avait assisté à une séance de ce conseil ; qu'on y avait agité l'horrible projet d'égorger la famille royale et les chefs qui résisteraient ; qu'à cet effet les troupes seraient rassemblées au milieu de la nuit. « Quant à moi, continua Brédard, je serais incapable de plonger mon épée dans le cœur des princes, mais cela aura lieu. » Brédard dit encore à Amelloot que toutes les légions, les 2^e et 5^e régiments de la garde royale et l'artillerie de Vincennes étaient gagnés ; qu'on avait éprouvé de grandes difficultés pour Vincennes ; que cette place avait coûté un million ; qu'on avait dû assurer à un seul capitaine dix mille francs de rente. Si la procédure ne montra pas Nantil agissant directement pour propager la corruption dans les légions du Nord, il n'en est pas de même du 2^e régiment de la garde royale, où on le vit agir personnellement. Ce régiment était en garnison, partie à Saint-Denis, et partie à Vincennes. La légion de la Meurthe avait aussi été placée à Saint-Denis avant de venir en garnison à Paris. Il paraît que Nantil employa le ministère d'un nommé LAVOCAT

pour sonder les dispositions de plusieurs officiers du 2^e régiment de la garde royale. Lié dès l'enfance avec Alexandre Lacombe, garde-du-corps du roi, Lavocat lit faire par son ami beaucoup de démarches pour être admis dans ce corps, bien cependant qu'il manifestât des opinions politiques en opposition directe avec les devoirs des militaires auxquels est plus spécialement confiée la garde du roi et de sa famille. Lavocat et Lacombe s'appliquèrent à séduire Gauthier de La Verderie, lieutenant au 2^e régiment de la garde royale. Dans le commencement d'août, Lacombe, se promenant aux Tuileries avec cet officier, lui dit : « Il se prépare un grand mouvement ; dans peu il y aura du nouveau ; il faut que tous ceux qui ont du cœur y prennent part. » Il promit à La Verderie de lui envoyer un de ses amis qui lui en dirait davantage ; cet ami, ce fut Lavocat. Effectivement celui-ci vint le trouver à Saint-Denis, de la part de Lacombe, et lui donna des détails sur le complot, lui proposa d'y entrer, et lui offrit de le mettre en rapport avec le capitaine Nantil. De La Verderie ne voulut pas prendre un parti sans avoir consulté un personnage auquel il avait une grande confiance, et dont il n'a jamais voulu révéler le nom. Ce personnage ayant abondé dans le sens de Lavocat, il offrit même à de La Verderie le grade de colonel et de l'argent. Aussitôt l'adhésion de cet officier obtenue, Lavocat renouvelle la proposition de le mettre en rapport avec Nantil. Des rendez-vous eurent lieu. On lui offrit de l'argent ; une somme de 100,000 fr. lui fut offerte ; mais il se contenta d'accepter de Nantil un billet de 500 fr. pour distribuer cette somme aux sous-officiers. Ce fut dans ces diverses entrevues avec Nantil et Lavocat que de La Verderie apprit successivement d'eux le plan et les détails de la conjuration. Suivant eux, il existait trois comités ; le premier était connu sous le nom de *comité impérial* ; il travaillait à porter sur le trône le fils de Napoléon, et à couler pendant la minorité de cet enfant les rênes au prince Eugène de Beauharnais, sous le titre de régent de l'empire. Le second comité était le *comité républicain*. Le troisième, appelé *comité de Grenoble*, était sous l'influence du comité républicain, et recevait sa direction de ce comité. Au nombre de ceux qui dirigeaient ce troisième comité était Rey, avocat. Après bien des difficultés, ces trois comités se réunirent ; on n'était plus divisé que sur le cri de ralliement que l'on préférerait au moment de l'insurrection : les uns voulaient qu'on criât *Vive Napoléon II !* les autres *Vive la constitution !* on entendait parler de celle de 1815 ; un gouvernement provisoire devait être établi. On avait envoyé Dumoulin, officier d'ordonnance de Napoléon, auprès du prince Eugène, lui proposer de se mettre à la tête du mouvement ; mais celui-ci avait refusé en disant que cela ne convenait pas à un prince de Bavière. Un général qui était sur la frontière devait jouer un grand rôle : sa mission était de pratiquer des intelligences en Autriche, et d'y enlever le jeune Napoléon. Des émissaires avaient été envoyés en Angleterre pour y juger de l'esprit public, et y observer les événements. Maziau était chargé de se rendre en Franche-Comté, puis à Cambrai, pour y organiser le mouvement, et à Hesdin, pour en presser l'exécution. A Cambrai, le capitaine de Lamotte devait se mettre à la tête de l'insurrection. Le colonel Sauset devait diriger le mouvement à Vitry, où était placée une compagnie de vétérans dont on avait tenté d'ébranler la fidélité. Une fois engagé dans le complot, de La Verderie conçut et exécuta le projet d'initier dans cette conspiration François-Alphonse Hutteau, lieutenant dans le même régiment que lui, ainsi que l'adjudant-major Trogoff. Il lui écrivit donc de venir le voir ; mais celui-ci, qui était de service, ne put se rendre à son invitation. De La Verderie alla donc le trouver à Vincennes, et lui proposa une promenade dans le bois. Ce fut là que, s'ouvrant à lui, il l'entre tint du projet de renverser le gouvernement, de proclamer Napoléon II, et d'installer le gouvernement provisoire qui s'établirait à Vincennes. Dans une seconde entrevue, de La Verderie proposa à Trogoff lui-même de livrer Vincennes aux conjurés ; mais rien ne fut conclu sur ce point. Un jour Nantil confirma à Trogoff tous les détails que celui-ci tenait déjà de de La Verderie : il lui avait parlé des généraux qui devaient être à la tête de l'insurrection, et l'avait entretenu d'un mouvement préparé à Vitry-le-Français. Il insista pour que Trogoff livrât la place de Vincennes. Trogoff s'en était défendu parce qu'il n'avait aucune intelligence dans la place, et que, chacune des courtines étant fermée à clé, il était presque impossible de pénétrer dans le château. Nantil ayant persisté, Trogoff lui avait proposé de venir lui-même reconnaître les lieux. Nantil ne se borna pas à établir des intelligences avec des officiers du 2^e régiment de la garde, il chercha à s'en

ment royal ; ces faits furent prouvés à l'audience par la lecture d'une lettre du prévenu, lettre saisie sur l'un des agens du complot, et dans laquelle M. Lavocat s'exprimait en ces termes : « *Me voilà donc engagé de nouveau dans une affaire périlleuse, je l'ai dit ; c'est la dernière fois que je mets au jeu ; si nous*

ne gagnons pas cette partie, je ne joue plus ; nous avons bien des chances pour nous, etc. ; toutefois malgré cette double condamnation qui pesait sur lui, M. Lavocat fut gracié en 1826 sur le rapport de M. Peyronnet, qu'il était parvenu à intéresser en sa faveur.

M. Lavocat tint parole et ne joua plus ;

ménager parmi les sous-officiers de ce corps. Pensant que ce chef de complot faisait agir ses conjurés dans divers endroits, il entretenait, relativement à la conspiration, une correspondance avec un personnage mystérieux domicilié près de Béfort, et qui avait été chargé d'organiser le complot dans les lieux voisins de cette ville. La lettre suivante fut trouvée dans les papiers de Nantil ; elle était datée de Béfort, du 13 août 1820 : « J'arrive, mon cher monsieur, de Colmar et des environs, où j'ai pris tous les renseignements nécessaires concernant la spéculation que nous « voulons faire, et à laquelle vous désirez prendre part. La ré- « colte est assurée ; elle sera abondante ; mais, comme je vous l'ai « déjà dit, les cultivateurs veulent du comptant ; en conséquence « il faut réunir le plus de fonds que vous pourrez ; j'en ferai au- « tant de mon côté. Dans mon voyage, j'ai vu M. Bachelier, « chez lequel j'ai couché le 10 du courant, et, après quelques « pourparlers, nous sommes parfaitement tombés d'accord sur « le mode de paiement, et incessamment vous recevrez proba- « blement un lurt à-compte de ce qui vous est dû dans cette af- « faire. Veuillez me faire connaître au plus tôt les dispositions « que vous allez prendre pour les écus qu'il vous faut. Agréez « mes bien sincères salutations. Par procuration de Monchy « l'aîné, *signé Monchy.* » Le 14 ou le 15 août, Sauset quitta Paris avec le sieur Baillon, ancien fourrier du palais de Napoléon, et le sieur Poubelle, premier clerc d'un notaire de Paris. Ils se rendirent tous trois à Blary, près Vitry, où ils descendirent chez un ancien officier. En chemin ils s'étaient arrêtés à Sézanne dans la maison d'un général. La police a fait beaucoup de recherches pour savoir si le colonel Sauset et ses deux compagnons avaient tenté de renouer les intelligences que, dans ses pétitions à Napoléon, il s'était vanté d'avoir pratiquées en 1815 ; mais ses recherches furent infructueuses. Maziau était un des principaux émissaires que les directeurs du complot employaient hors de Paris. Le 7 août il partit avec son épouse pour Cambrai, où ils descendirent à neuf heures du matin, à l'auberge du Grand-Canaard. Pendant que celle-ci fut faire des emplettes, son époux se rendit à la citadelle, auprès du capitaine Varlet, de la 1^{re} légion de la Seine, en garnison dans cette ville, et lui remit une lettre de la part du colonel Varlet son frère. Après avoir cherché à pénétrer cet officier sur l'esprit de sa légion, il lui annonça qu'un mouvement allait éclater ; que le Piémont aurait une constitution ; que la Savoie serait réunie à la France ; que le mouvement aurait lieu à Lyon et en même temps à Paris, et que l'on serait secondé par la Belgique, qui n'attendait que le moment d'agir. Varlet, ayant été trouver le capitaine de Lamotte, de la même légion, lui dit en l'abordant, voulant parler de la famille royale : *On n'en veut plus.* De Lamotte, qui avait déjà quelques notions de la trame qu'on ourdissait, fut étonné et lui demanda des explications. Ce fut alors que Varlet lui dit qu'une personne arrivée de Paris lui en apprendrait davantage, et alors il l'envoya à Maziau, et s'y rendit bientôt lui-même. Là, Maziau, en présence de Varlet, répète à de Lamotte qu'un mouvement insurrectionnel est projeté, et lui demande ce qu'on peut attendre de la première légion de la Seine. De Lamotte déclare alors que, pour lui, il est très-disposé à suivre le mouvement général, si, comme le lui proteste Maziau, il s'agit, non de renverser la dynastie des Bourbons, mais d'obtenir un changement dans le système du gouvernement. Varlet fait une réponse semblable. Alors Maziau leur confie que le mouvement éclatera du 15 au 20 août. Après cette entrevue, Maziau, le soir même, quitta Cambrai ; il se rendit à Valenciennes, Maubeuge, Lille et Amiens. Mais les tentatives qu'il fit n'eurent aucun succès dans ces villes. Tandis que toutes ces choses se passaient dans les départements, plusieurs des conjurés s'occupaient à Paris de hâter la marche du complot. Un certain soir, Dumoulin amena Rey chez Bérard, son compatriote ; ils se trouvèrent aussi le capitaine Nantil et le nommé Lamy. Un jour Nantil et Bérard prirent un fiacre et se firent conduire sur le quai des Grands-Augustins. Là, Nantil laissa un instant Bérard seul, et vint ensuite le reprendre. Il le conduisit dans un entresol, où ils trouvèrent Rey avec une personne que l'on qualifiait de général. Ce général reprocha à Nantil d'avoir eu l'imprudence de le nommer. On parla de Vincennes, et l'on demanda à Bérard s'il connaissait

cette place. Celui-ci répondit négativement : alors on s'entretint d'une brèche à laquelle il se faisait des travaux et qui pouvait faciliter une surprise ; mais le général dit qu'il avait vu cette brèche, et qu'il y avait des difficultés ; il ajouta qu'il connaissait le château, parce qu'il l'avait pris en 1815, quand M. de Puyvert y commandait. Nantil soutenait que tout était disposé, qu'il fallait fixer promptement le moment d'exécution. Rey disait aussi qu'il n'y avait pas de temps à perdre. Vers le 15 août, Mallent, Bérard, Nantil, Dumoulin et Rey se réunirent au Bazar. Dumoulin provoqua une explication : alors Nantil exposa que, grâce à son activité, tout était préparé pour le mouvement insurrectionnel. Ce capitaine voulait qu'on fixât l'époque à la nuit même ou au lendemain, sans quoi il ne pouvait plus répondre de rien. Dumoulin le questionna sur ses moyens d'exécution. Nantil répartit que celui-ci les connaissait aussi bien que lui. Il voulait qu'on profitât du moment qui était opportun. Il disait qu'il avait averti, que tout était prêt, et que temporiser serait funeste. Dumoulin ne partagea pas l'opinion de Nantil, et parla avec emportement. Il insistait sur l'impossibilité d'agir avant d'avoir tout préparé et averti tout le monde. Rey, quoique paraissant partager l'opinion de Dumoulin, annonçait que, pour ce qui le concernait, tout était prêt. La conférence terminée, Rey qui était sorti le premier reentra, appela Nantil dans une embrasure de fenêtre, et lui donna quatre billets de banque qu'il tira de son portefeuille. Il demanda à Nantil si cela suffisait : le capitaine s'en contenta. Nantil, comme on vient de le voir, annonçait que tout était prêt pour l'exécution. En effet, dans les corps militaires où les conjurés s'étaient ménagés des intelligences, on s'attendait à un prochain mouvement, et les conjurés y pressaient le moment d'agir. Le 18 août, à dix heures et demie du soir, l'adjudant sous-officier Robert étant devant la porte du quartier de la légion de la Meurthe, Nantil vint à passer ; il l'appela et lui dit que l'affaire était absolument terminée ; qu'il n'y avait plus à reculer ; qu'on substituerait les drapeaux et les cocardes tricolores aux drapeaux et aux cocardes blanches ; qu'il lui fallait trois drapeaux tricolores ; qu'il prendrait le commandement de la légion, et que le 1^{er} bataillon serait sous les ordres d'un capitaine du même corps ; que la légion partirait immédiatement après pour Vincennes, où était le lieu du rendez-vous, et qui devait être livré aussitôt à l'arrivée de la troupe. Nantil offrit et remit à Robert une somme de 300 francs en or. « Cet argent, lui dit-il, servira à payer de l'eau-de-vie que je ferai distribuer à la troupe au moment où elle prendra les armes. » Vous en emploierez une partie à m'acheter de la serge blanche pour les drapeaux tricolores. » Avant de quitter Robert, Nantil lui recommanda d'écrire au capitaine Chenard pour l'inviter à passer chez lui. Celui-ci se trouvant le même jour avec Robert, lui nomma un général, qui, d'après Nantil, devait se mettre à la tête la nouvelle armée. Chenard lui ayant demandé s'il savait ce qu'on voulait faire du roi, Robert lui répondit : « Entre nous soit dit, il a passé, ainsi que sa famille, l'arme à gauche. » Le même jour, Vidal, sergent-major au 2^e régiment de la garde, qu'on avait initié dans la conspiration, demanda à Gaillard ce qu'on prétendait faire du roi et de la famille royale. Gaillard répondit qu'il fallait du sang. « Veut-on assassiner le roi, » répondit Vidal, je ne m'en sentirais pas le courage ; je suis prêt à tout faire, mais non cela. » A quoi Gaillard et un autre adjudant répondirent : « Ni nous non plus. On s'emparera du roi et de la famille royale ; on les conduira hors de la frontière, après s'être saisi de leurs trésors. » Dans la 1^{re} légion du Nord on s'attendait également à une exécution prochaine ; mais déjà, depuis plusieurs jours, l'autorité avait été avertie successivement, et à différents temps, par les sieurs Petit et Vidal, sergents-majors au 2^e régiment de la garde royale ; Henri, caporal au 5^e régiment de la même garde ; Ameloot, Drapier et Questroi, officiers de la 1^{re} légion du Nord. Plusieurs mesures avaient été prises pour observer les démarches des conjurés. Lorsque le gouvernement vit que l'exécution allait avoir lieu, il déploya pendant la soirée et la nuit du 19 août des mesures qui firent échouer les projets des conjurés dans la capitale. Tels furent les moyens simultanément employés par les chefs de la conspiration pour organiser ce complot.

rentré à Paris, il se fit industriel, et fonda une tannerie qu'il a exploitée jusqu'en 1855.

Lors des événemens de juillet 1830, M. Lavocat ne fut pas des premiers à prendre part à l'insurrection, ni des derniers à en recueillir les fruits. M. Odilon Barrot le nomma membre de la commission des récompenses nationales, et le général Lafayette le fit lieutenant-colonel de la douzième légion de la garde nationale de Paris.

M. Lavocat fut en outre chargé de garder au Luxembourg les quatre ministres de Charles X, et plus tard de les conduire au fort de Ham : on lui doit la justice de reconnaître qu'il remplit cette double mission avec dignité et convenance. Il en fut récompensé par le titre de chevalier de la Légion-d'Honneur et deux mois plus tard par celui d'officier du même ordre ; il fut en outre décoré de la croix de juillet. En 1855 il fut nommé administrateur de la manufacture des Gobelins, place fortement rétribuée et de plus présentant de nombreux avantages.

M. Lavocat est l'un des souteneurs ardens de la nouvelle royauté ; cependant son dévouement à la branche d'Orléans n'a point étouffé en lui le sentiment de reconnaissance ; il le prouva en 1851 en procurant un passeport sous un nom supposé à un chef de chouans qui lui avait autrefois rendu le même service. Le tribunal de police correctionnelle de la Seine dut condamner M. Lavocat ; mais tous les hommes honorables approuvèrent sa conduite et y applaudirent. Il n'en fut pas de même de celle qu'il tint dans le procès Fieschi, et qui lui mérita les éloges publics de M. Pasquier, président de la cour des pairs. M. Lavocat ne put se dissimuler qu'il y avait dans ces éloges de M. Pasquier, et dans l'ostentation avec laquelle ils furent donnés, comme une compensation au blâme que le public déversa sur le rôle qu'il avait joué dans toute cette affaire, blâme qui portait encore plus, nous devons le dire, sur la forme que sur le fond. (Voir les Relations du procès Fieschi, le *Mo-*

niteur et tous les journaux de cette époque.)

Nommé député en 1854, par l'arrondissement de Vouziers (Ardennes), M. Lavocat vint prendre place sur les bancs ministériels, et prêta l'appui de son vote aux lois de septembre et aux lois de famille ; mais il a eu la loyauté de repousser le projet de disjonction.

M. Lavocat a été exclu par ses concitoyens des élections de la garde nationale de la douzième légion, de la liste des candidats aux grades de colonel et de lieutenant-colonel, et tout lui fait présager qu'il éprouvera le même échec en présence des électeurs du douzième arrondissement qui sont, dit-on, décidés à lui donner un successeur comme membre du conseil général de la Seine. Le ministère l'a consolé de sa dernière mésaventure en le nommant commandeur de l'ordre de la Légion-d'Honneur.

RICHEMONT (LOUIS-AUGUSTE CAMUS, baron de).

Il était difficile de donner à l'École militaire de Saint-Cyr un commandant plus capable et plus brave que M. le général Richeмонт ; mais aussi l'on n'eût su trouver parmi les officiers distingués de l'armée un homme qui poussât plus loin le système de l'obéissance passive, et qui comprît moins l'indépendance politique même, hors de l'exercice de ses fonctions ; peut-être est-ce à ce double titre d'officier du génie brave et savant et d'écrivain dévoué à toutes les volontés ministérielles que M. de Richeмонт a dû les faveurs que lui a prodiguées le gouvernement né de la révolution de juillet.

Fils d'un membre de l'assemblée provinciale du Bourbonnais, M. RICHEMONT naquit dans cette province en 1771. Il fut destiné à la carrière diplomatique, qu'il devait faire marcher de front avec celle des armes, et fut élevé à l'École militaire d'Effiat ; plus tard il entra dans les pages du comte de Provence,

et accompagna ce prince dans ses voyages. La révolution ayant contrarié son projet d'entrer dans la diplomatie, sous le patronage d'un parent alors ambassadeur, il se présenta aux examens de l'École du génie, et fit partie de la promotion où se trouvait le général Bertrand. M. de Richemont fit ses premières armes à Mayence, et suivit les opérations des armées françaises en Allemagne et en Italie, sous Kléber, Pichegru, Moreau et Bonaparte. A l'époque des préliminaires de Léoben, en 1797, il fut chargé du service du génie dans les îles de Céphalonie, Zante, Sainte-Maure, Ithaque et Cérigo. L'expédition d'Égypte ayant amené la guerre entre la France et la Porte-Ottomane, il fut envoyé l'année suivante sur les côtes d'Albanie, à Prévéza, que menaçaient les troupes d'Ali, pacha de Janina, et se trouva parmi les quatre cents Français qui furent attaqués par quatorze mille Turcs, sur les ruines de l'ancienne Nicopolis. Dans ce combat si inégal, dans lequel les Français, après avoir détruit trois à quatre mille ennemis, furent tous massacrés, à l'exception d'une quinzaine d'hommes, la fortune fut favorable au capitaine Richemont, dont la conduite fut des plus brillantes, et lui conquit l'estime de l'un des fils d'Ali-Pacha, le jeune Moukhtar, qui, le voyant désarmé et terrassé, le fit relever et conduire au camp, où il n'arriva qu'à travers de nouveaux dangers. Conduit au fort de Lourou, puis à Janina, avec quelques autres officiers français, et déposé dans la palais d'Ali, M. de Richemont fut traité par Moukhtar non comme un prisonnier, mais comme son *moussafir* (son hôte et son ami). Par les soins de ce prince il fut guéri de ses blessures, habillé complètement, et, malgré son refus de rester avec lui, il en reçut tout l'argent nécessaire à ses besoins. Lord Byron a consacré à ces aventures quelques beaux vers, cités textuellement dans le *Voyage de Hobhouse*; il y compare Richemont et Gabory à Nisus et à Euryale. À son arrivée à Constantinople,

le capitaine fut jeté au bain avec ses camarades; mais bientôt il fut conduit aux Sept-Tours avec la légation française. Il obtint sa liberté avant elle, à la demande de l'empereur Paul I^{er}, revint en France après les événemens qui préparèrent la paix de Lunéville, en 1801, et y reçut le grade de chef de bataillon. En mars 1805 il partit pour les Indes, sous les ordres du général Decaen, avec le titre de directeur des fortifications des possessions françaises, à l'est du cap de Bonne-Espérance. Il visita les établissemens intérieurs de cette colonie, parcourut les deux côtes de la presqu'île occidentale de l'Inde et celles de la presqu'île orientale, jusqu'au détroit de la Sonde. De retour à l'Île-de-France, il ne la quitta qu'en 1807, avec le grade de colonel et la décoration de chevalier de la Légion-d'Honneur. Il avait pris aux affaires de l'administration coloniale toute la part qu'exigeaient ses fonctions. Il s'embarqua sur un vaisseau brémois, parce qu'ayant été capturé par un corsaire à sa sortie du Weser, puis relâché par jugement de l'amirauté de Londres, il avait un caractère officiel de neutralité. Il n'en fut pas moins arrêté dans les parages du cap de Bonne-Espérance, conduit à Sainte-Hélène et de là en Angleterre, où il fut retenu comme otage jusqu'en 1810. Rentré en France, il remit à l'empereur des mémoires importants sur de hautes questions politiques et militaires : *Projet de descente en Angleterre; Discussion d'un projet d'expédition dans l'Inde, par terre, de concert avec la Russie; Traité de la question du blocus continental*. Ces écrits méritèrent l'approbation de Napoléon. Aussi M. de Richemont fut-il immédiatement employé au comité du génie, près le ministre de la guerre. Au commencement de 1811, il fut chargé d'une inspection spéciale des places de l'Elbe et de l'Oder, puis envoyé à Dantziek pour l'exécution des travaux qui devaient approprier cette place au rôle important que lui assignaient les vues de Napoléon. Nonob-

stant ces travaux, le colonel Richemont eut ordre, dans les premiers mois de 1812, de préparer le plus promptement et le plus secrètement possible un équipage de siège destiné pour Riga, et des ponts solides, dont deux sur pilotis, pour la Passarge, la Prégel et le Niémen. Il remplit cette commission sans éveiller la défiance des étrangers, parce qu'il eut soin de répartir les travaux dans un grand nombre de villes. Il fit mieux : frappé de la difficulté de rassembler d'assez grands moyens de transport pour ces énormes approvisionnements, il réunit tous les pontons qui avaient autrefois servi aux ponts de bateaux sur la Vistule, les répara, les pourvut de mâts, voiles, etc., et en forma une flottille qui, au moyen de la navigation intérieure du Frisch-Haff et du Curisch-Haff, pouvait aisément transporter cet immense matériel jusqu'aux lieux où il devait être employé. Lors de son passage à Dantzick, pour l'ouverture de la campagne de Russie, Napoléon, pleinement satisfait, accueillit avec bienveillance le colonel Richemont (1) ; mais il le laissa dans cette place, non seulement pour les travaux à terminer, mais pour les prévisions de l'avenir, promettant qu'à son retour il l'appellerait auprès de lui. Les malheurs de la retraite de Moscou amenèrent l'ennemi devant Dantzick. Le colonel Richemont partagea avec le général Rapp, gouverneur de Dantzick, l'honneur de l'immortelle résistance de cette place, qui ne capitula qu'après avoir consommé jusqu'au dernier grain de blé, et avoir vu la moitié de ses édifices en ruine. Certaines dispositions du commandant du génie contribuèrent aux conditions d'une belle capitulation.

La ville devait être remise, le 1^{er} janvier 1814, au duc de Wurtemberg, commandant l'armée de siège, et la garnison renvoyée

en France, avec armes et bagages. Le colonel Richemont était parti pour l'annoncer à l'empereur ; mais, arrêté à Francfort-sur-le-Mein, il remit à son compagnon de voyage, le colonel anglais Campbell, qui allait rejoindre le grand quartier général de l'armée alliée, une lettre qui faisait connaître à l'empereur Alexandre que son honneur était intéressé au maintien de la capitulation de Dantzick ; que si elle était violée, il manquerait à sa parole impériale, ou signifierait son oncle, le duc de Wurtemberg, comme ayant abusé de son nom et de son seing, puisque la place n'avait traité que sur le vu d'un oukase qui garantissait les conditions consenties. La lettre parvint à l'autocrate, mais la capitulation n'en fut pas moins violée. Les Prussiens avaient donné l'exemple de la mauvaise foi à Modlin ; les Autrichiens l'avaient suivi à Dresde ; les Russes ne devaient pas être en reste pour ne pas accuser de déloyauté leurs amis. Le colonel Richemont fut envoyé en Saxe, et ne fut rendu à la liberté qu'après l'entrée des confédérés à Paris. Dès son arrivée en France il fut nommé chevalier de Saint-Louis, et, le 7 août suivant, promu au grade de maréchal de camp et nommé commandant de l'École militaire de Saint-Cyr, qui comprenait alors les trois écoles d'artillerie, de cavalerie et d'infanterie. Tout changea après le 20 mars 1815. Attaché, comme commandant du génie, au corps d'armée sous les ordres du général Reille, M. de Richemont eut la mission expresse de visiter toutes les places de la frontière du Nord, et de venir en rendre compte au ministre de la guerre. A son retour, il fut élu membre de la chambre des représentans, par ses compatriotes de l'Allier ; mais il ne fit qu'y paraître, et demanda un congé, le 15 juin, pour se rendre à l'armée du Nord, où il n'arriva qu'après la bataille de Waterloo. Il n'en éprouva pas moins toutes les rigueurs des catégories, après la seconde rentrée de Louis XVIII. Réduit à la demi-solde, il se

(1) C'est à cette époque que M. de Richemont fut créé baron de l'Empire et officier de la Légion-d'Honneur.

retira dans sa province, où il vécut à la campagne, loin des affaires publiques, et fut mis à la retraite, sur une dénonciation qui le signalait *faussement* comme ayant favorisé de son vote et de son influence un candidat constitutionnel, quoiqu'il n'eût même pas pris part à l'élection. Il demeura dix ans éloigné des affaires; mais en 1827, le ministre Villèle, voulant recomposer la chambre des députés, lui fit témoigner ses regrets de l'avoir traité si durement, de s'être privé de ses bons services, et lui offrit sa remise en activité immédiate. M. de Richemont ne répondit pas à cette offre, se mit sur les rangs pour la députation, fut nommé à une grande majorité, et depuis 1828 a continué de siéger à la chambre, où il a été appelé par cinq élections successives.

Il prit d'abord place sur les bancs de l'opposition, mais son vote ne fut pas toujours hostile aux volontés ministérielles.

Lorsque la révolution de juillet eut renversé la branche aînée, M. de Richemont fit valoir ses services passés et les rigueurs qu'avaient exercées contre lui les ministres de la restauration. Il fut remis en possession de son commandement de l'École de Saint-Cyr, fait conseiller d'état et nommé commandeur de la Légion-d'Honneur.

Comme député il a depuis sept ans voté d'enthousiasme toutes les propositions ministérielles contraires à nos libertés; il s'est déclaré le partisan des lois de septembre, et, craignant sans doute le mauvais effet que produirait parmi les militaires son assentiment à la loi de disjonction, il s'est abstenu de paraître à la chambre lors de la présentation de ce projet de loi.

M. de Richemont a en outre pris rang parmi nos publicistes par la publication de diverses brochures, dans lesquelles on retrouve plutôt les opinions d'un *militaire* que celles d'un homme politique et surtout d'un patriote. On a de lui : 1° *De la Situation politique de l'Europe et des Intérêts de la France* (avril 1829); 2° *Encore une fois de la France*

et de l'Europe (juin 1829); 3° *Du Gouvernement politique et du Refus de l'impôt* (1850); 4° *Nouveaux Mémoires politiques* (1850); on y trouve les mémoires présentés à Napoléon en 1809, et un mémoire mis en 1829 sous les yeux de M. de Polignac; 5° *Divers Discours* prononcés à la chambre des députés, dont l'un est relatif à la nécessité pour la France de reprendre les frontières du Rhin. Cette opinion de M. de Richemont ne l'a point empêché de se faire l'un des souteneurs de la paix à tout prix.

GRAVIER (député des Basses-Alpes).

Quelque blâme que nous ayons mérité, il est presque toujours en notre pouvoir de rétablir notre réputation. LA BRUYÈRE.

Si M. Gravier eût lu La Bruyère, il se fût sans doute efforcé depuis vingt ans de se réhabiliter, nous ne dirons pas dans l'esprit des patriotes, mais de tous les hommes nationaux; car le député des Basses-Alpes a entaché sa mémoire d'une de ses phrases odieuses que nul homme de cœur ne saurait ne pas vouer à l'exécration de l'histoire. M. Gravier a cru qu'il n'était plus en son pouvoir de rétablir sa réputation, et dès lors il s'est mis à la remorque de tous les pouvoirs qui ont pesé sur la France; le député des Basses-Alpes n'est point partisan de tel ou tel système, il est ministériel quand même!!

Né en 1784, M. GRAVIER se livra d'abord à l'étude de la médecine, et exerçait la profession de médecin lorsque après les Cent-Jours il fut envoyé par son département à la chambre de 1815. Il se distingua par son fanatisme au milieu des plus fanatiques de cette assemblée, surnommée *introuvable* par Louis XVIII. Chargé de présenter le rapport sur les lettres de naturalisation accordées au général Loverdo, on l'entendit prononcer ces paroles : « Le général Loverdo aida

« à consommer la défaite d'un parti abhorré et contre lequel s'élevait une haine d'opposition vraiment nationale, qui décida la « journée de Waterloo, et livra aux étrangers le chemin ouvert jusqu'à la capitale. » Cette faction qui combattait dans les rangs des Prussiens à Waterloo constituait une *opposition vraiment nationale!!* les braves morts au Mont-Saint-Jean constituaient un *parti abhorré!!* En vérité on a quelque peine à comprendre comment les électeurs de Digne peuvent depuis dix ans confier leur mandat à M. Gravier. Pour nous, nous le plaignons, soit que ces dégoûtantes paroles prissent chez lui leur source dans une conviction profonde, soit qu'il obéît en les prononçant à l'impulsion d'un sentiment ambitieux. Il en trouva la récompense dans sa nomination à la place de caissier de la caisse d'amortissement et de chevalier de la Légion-d'Honneur, dont plus tard il a été nommé officier; mais il fut repoussé de la législature par les électeurs, qui votèrent sous l'influence de ses paroles plus cosaques que françaises.

Pendant onze ans M. Gravier parut oublié de ses compatriotes; mais il était devenu un personnage important pour le ministère. Les personnes qui ont connu les intrigues du gouvernement occulte sous la restauration savent que M. Gravier n'a pas été étranger à ces ténébreuses manœuvres, à l'aide desquelles on essayait de nous enlever les institutions, si incomplètes cependant, que la légitimité nous avait octroyées. M. Gravier, agent actif de la camarilla, initié à ses plus intimes secrets, était chargé de correspondre avec les absolutistes d'Espagne, et c'est d'un nommé Herro qu'il recevait des documens particuliers.

Le ministère Villèle attachait beaucoup de prix à rouvrir à M. Gravier les portes du Palais-Bourbon; il fut réélu en 1827 par le collège unique des Basses-Alpes; mais le ministère Villèle tomba. Aussitôt M. Gravier se plaça parmi les royalistes constitu-

tionnels, dont le triomphe lui paraissait assuré; il fut même l'un des votans de l'adresse des 221. A ce titre, la révolution de juillet dut respecter sa position acquise; elle le maintint non seulement à son poste, mais encore elle l'éleva à celui de directeur de la caisse d'amortissement; aussi se dévoua-t-il à la royauté nouvelle, et a-t-il été depuis lors l'un des souteneurs les plus zélés des divers ministères qui se sont succédé. Il a voté pour l'ordre du jour motivé de M. Ganneron, qui absolvait la diplomatie du ministère du 15 mars; il a soutenu toutes les prodigalités du budget, les pensions des chouans, les lois de famille; il a appuyé les lois de septembre et le projet de disjonction, et donné enfin son approbation à toutes les mesures contre-révolutionnaires. Il est l'un des grands partisans du bon plaisir des ordonnances ministérielles, et partage avec MM. Guizot, Persil et leurs adhérens, l'opinion que *la légalité tue*.

Quoi qu'en ait dit La Bruyère, il nous semble qu'il est bien tard pour qu'il soit au pouvoir de M. Gravier de rétablir sa réputation.

DUCHATTEL (le vicomte TANNEGUY).

M. le vicomte TANNEGUY-DUCHATEL, fils de l'ancien directeur général de l'enregistrement et des domaines, ancien doyen d'âge de la chambre des députés, maintenant pair de France, est né en l'an XI. Sous la restauration, il se plaça de fort bonne heure parmi les opposans au gouvernement; il prit part à la rédaction du *Globe*, organe des doctrinaires, et publia plusieurs brochures d'économie politique et de finances, qui lui firent une certaine réputation par leur libéralisme.

En 1850, bien qu'il n'eût pas signé la protestation des journalistes contre les ordonnances de juillet, M. Duchâtel fut nommé

conseiller d'état, décoré et chargé, comme commissaire du roi, de défendre à la tribune les divers projets de finances.

En 1852 M. le comte Duchâtel père, ayant été appelé à la pairie, son fils lui succéda à la Chambre des députés. Dès son entrée au Palais-Bourbon, le jeune docteur se montra franchement réactionnaire; il combattit énergiquement, lors du fameux procès de *la Tribune*, la proposition de M. Mérillhou, qui demandait, si la culpabilité était reconnue, que la chambre appliquât le *minimum* de la peine. M. Duchâtel déclara qu'à ses yeux ce procès était « une question d'existence pour la chambre, que sa dignité était en péril, qu'il ne convenait pas d'en remettre le soin à la minorité, et qu'enfin les règles de juridiction inférieure ne pouvaient s'appliquer à un corps politique; » il eut la bonne foi de reconnaître que *ce procès était un procès politique*. Les bravos des centres accueillirent l'éloquence de l'émule de MM. Viennet et Persil.

Dans la session suivante M. Duchâtel s'opposa fortement à la proposition de M. Laflitte sur l'amortissement, et devint secrétaire général des finances, ce qui ne l'empêcha pas en 1855 d'accepter les fonctions de rapporteur du budget de ce ministère.

A l'ouverture de la session de 1854, il combattit vivement dans la discussion de l'adresse un amendement exprimant le vœu de voir se réaliser des économies; il déclara que de long-temps il ne fallait espérer aucun allègement dans les impôts: trop heureux, dit-il, si l'on parvenait à équilibrer les dépenses avec les recettes.

Quelques jours plus tard, il prononça un immense discours pour prouver la convenance, l'utilité et l'opportunité du paiement des 25 millions par la France aux États-Unis. Le rejet de ce traité devait être, à l'en croire, une source de désastres commerciaux. L'effet de ce discours fut tellement

prodigieux que la chambre rejeta immédiatement la loi soutenue par le député de Jonzac. La chambre reconnut par son vote que la France ne devait pas les 25 millions que son gouvernement voulait lui faire payer, et cet échec, qui occasionna la démission du ministre des affaires étrangères, fut précisément la raison qui fit admettre M. Duchâtel au conseil. La même cause produisit ainsi deux effets opposés, et la tentative malheureuse, qui pour M. Broglie fut une nécessité de retraite, fournit à M. Duchâtel un titre pour obtenir un portefeuille. Tels sont les mystères incompréhensibles du régime monarchique constitutionnel.

M. Duchâtel s'opposa à la demande faite par M. de La Rochefoucault d'une déclaration précise par laquelle le gouvernement annoncerait qu'il avait l'intention de conserver Alger. Interrogé par M. de Bryas sur son système de douanes, le nouveau collègue de M. Persil, bien loin de donner des explications catégoriques, répondit dédaigneusement que la chambre n'était pas assemblée pour des discussions métaphysiques; qu'il était un homme d'état et non un rhéteur, et que le pays le jugerait d'après ses œuvres. Les centres applaudirent à ces explications.

La discussion sur les crédits supplémentaires demandés par le ministre de la guerre; à la suite des événemens de Lyon et de Paris, fournit à M. le ministre du commerce l'occasion de paraphraser longuement le verbiage diffus de M. Thiers. A défaut d'idées à lui, M. Duchâtel délaya les idées des autres. Ses meilleurs argumens furent *qu'il était embarrassé par l'excellence de ses motifs, que son seul embarras était d'avoir trop raison*. Les dépenses du budget, selon lui, sont faites dans l'intérêt de l'état; donc les classes inférieures y trouvent leur avantage. C'est, comme l'on voit, la doctrine de M. Rémusat: *l'impôt est le meilleur des placements pour les contribuables*. La seule chose que M. Duchâtel ait dans cette circonstance tirée de son propre

fonds, c'est la répétition de ce qu'il avait déjà dit dans la discussion de l'adresse, qu'il ne fallait espérer aucun allégement dans les impôts; que le budget, examiné et voté consciencieusement, ne pouvait être réduit d'un centime, et qu'il fallait attendre toutes les améliorations du temps.

Il est inutile de dire que, ministre, M. Duchâtel a mis tout son talent au service de ses amis les doctrinaires, et qu'il a défendu les lois de septembre, voté le projet de disjonction et les lois de famille. Chargé du portefeuille des finances dans le dernier cabinet doctrinaire, il a signalé son passage par la présentation de projets de loi de douanes.

Deux projets de M. Duchâtel adoptés par la chambre ont avec raison été repoussés par l'opinion : ce sont, celui qui créait un fonds pour travaux extraordinaires, et celui qui fait passer à la caisse d'amortissement les sommes déposées aux caisses d'épargne. On a pu déjà apprécier les résultats de ces deux lois.

A la fin de son ministère, M. Duchâtel, effrayé de la décroissance des recettes du trésor sur les sucres coloniaux et de la gêne des producteurs des colonies, par suite de l'extension donnée à la production du sucre indigène, avait présenté un projet qui dégrevait les sucres coloniaux, sans frapper encore sur l'industrie nouvelle du sucre de betterave. On sait, après la sortie de M. Duchâtel du cabinet, comment M. Lacave Laplagne a transformé ce projet de dégrèvement en un impôt exorbitant sur la production indigène, sans amélioration dans la position des producteurs coloniaux.

Sorti du ministère avec les doctrinaires, M. Duchâtel, bien que dévoué à ses amis politiques, a été plusieurs fois sollicité par les ministres du tiers-parti et par M. Molé, plus tard, de prendre le portefeuille des finances; mais il a trop de confiance dans l'étoile de M. Guizot pour ne pas demeurer fidèle à ce chef que la doctrine s'est donné.

FLEURY jeune, de Falaise.

M. FLEURY *jeune* représente depuis dix ans à la chambre le département du Calvados, et depuis lors il nous a prouvé qu'il avait une merveilleuse facilité à passer du blanc au noir, tout en ayant la prétention de demeurer loyalement indépendant.

M. Fleury est resté inaperçu jusqu'en 1814. A cette époque il entra comme conseiller à la cour royale de Caen, et remplit ces fonctions jusqu'en 1818. Propriétaire et maire de Villy, il se présenta à plusieurs reprises aux élections comme candidat libéral, et fut enfin élu en 1827 malgré les manœuvres des agens du ministère Villèle; il prit place à la chambre sur les bancs de la gauche, et se montra partisan des droits du peuple. En 1828 il fit une proposition tendant à demander au roi de présenter une loi pour la refonte des pièces démonétisées (le droit d'initiative appartenait alors au roi seul); cette proposition fut prise en considération, et depuis juillet 1850 une loi sur cette matière a été votée. M. Fleury vota l'adresse des 221, et accueillit avec enthousiasme le mouvement révolutionnaire des trois journées; toutefois il contribua par son vote à maintenir la magistrature de Charles X. A la fin de la session il fut un de ceux qui sentirent l'obligation de rendre compte de leur mandat : aussi, élu président du collège électoral, il traça un aperçu rapide des travaux de la chambre et de la part qu'il y avait prise. Après avoir démontré que, dégagé de tout intérêt personnel et de parti, et désirant marcher à la prospérité et au bonheur de la France, il était décidé à voter pour une pairie viagère, il termina son discours en disant : « J'ai contribué de mon vote à la confection de notre Charte régénérée et à l'élection de Louis-Philippe; ainsi, tout étant bien sanctionné, désirons maintenant que les conséquences de la révolu-

« tion de juillet s'accomplissent. » L'on pouvait admettre ce programme de M. Fleury, et penser qu'il travaillerait désormais à l'*accomplissement des conséquences de la révolution de juillet*; tel sans doute a été son but, et pour y parvenir il a voté l'ordre du jour motivé de M. Ganneron, il a applaudi à la légalité de l'ordonnance *en bloc* qui institua trente-six pairs (1). Il n'a point repoussé les lois de septembre et n'a point trouvé contraire aux libertés publiques le projet de loi de disjonction; il a même appuyé les lois de famille comme n'étant point contraires au système d'économie qui eût dû être la conséquence la plus logique de la révolution de juillet.... Toutefois M. Fleury a repoussé l'épithète de *sujet* (7 janvier 1852) dont quelques députés voulaient s'honorer à l'égard de Louis-Philippe.

ACHMET-BEY.

Nous avons consacré une notice à Abd-el-Kader, ce chef intelligent et hardi des Arabes; nous croyons devoir aussi faire connaître à nos lecteurs Achmet-Bey, qui a partagé avec le bey de Mascara l'honneur d'opposer à nos armes une résistance toujours active et énergique, et souvent intelligente; nous avons été aidés dans nos recherches par le travail déjà publié dans *l'Afrique française* par M. A. Daumont. Nous aimons à rendre à chacun ce qui lui appartient.

ACHMET-EL-HADJI, bey actuel de Constantine, est petit-fils du couloughi (2), Achmet, qui lui-même était bey de Constantine en 1776. Le père d'Achmet-el-Hadjine s'éleva qu'au rang de kalifah (lieutenant du bey), et épousa la fille de Daoudy-ben-Gan-

nah, chef d'une des plus puissantes tribus du Sahara (1).

Mohammed était un homme cruel et cupide. Comme kalifah, il était chargé de la levée des impôts et de sévir contre les récalcitrans. L'énormité de ses exactions et de ses crimes excita des plaintes si universelles qu'elles parvinrent à Alger, et le dey Ali-Coggia donna l'ordre d'exterminer non seulement le kalifah, mais toute sa famille; Achmet était encore enfant; sa mère, pour le soustraire à la mort, le prit dans ses bras et se sauva seule avec lui dans le Sahara, sous les tentes de Daoudy-ben-Gannah, abandonnant les grandes richesses que son mari avait amassées.

L'influence de son oncle maternel auprès de Hassan, bey de Constantine, parvint peu à peu à faire rentrer Achmet, devenu un jeune homme, dans la faveur de son chef. En 1818 il fut rappelé, et quelque temps après nommé kalifah du bey, qui lui rendit la plus grande partie de sa fortune patrimoniale.

Achmet développa, dans l'exercice de ses fonctions, la rapacité et la violence de caractère qui avaient été si fatales à son père. Le bey adressa ses griefs au dey, il demanda sa tête; mais Achmet avait trouvé le moyen de se concilier la protection des hommes les plus influens de la régence; on se borna à lui donner l'ordre de faire le pèlerinage de la Mecque.

En 1826 il était de retour à Alger. Après avoir essuyé une nouvelle disgrâce, qui le fit exiler à Medeah, il revint bientôt en faveur, et les amis qu'il avait su se ménager par d'adroites prodigalités le firent élever l'année suivante aux fonctions de bey de Constantine, en remplacement d'Ibrahim-Bey, qui fut destitué, et dont la tête courut de grands dangers.

La fougue de ses passions ne connut plus de bornes dans ce poste élevé: sa violence,

(1) La Charte veut que les nominations soient individuelles et non pas collectives; elle veut en outre que l'ordonnance indique les titres sur lesquels la nomination est fondée. Ce second point fut violé comme le premier par Casimir Périer.

(2) Issu de Turc et d'Arabe.

(1) Sahara ou Zara; désert, barbarie.

ses exactions firent éclater les plaintes de presque tous les cheicks, et en 1850 sa perte était résolue; le dey avait remis l'exécution de la sentence à l'époque prochaine où les beys étaient obligés de venir en personne apporter leurs tributs (1).

L'expédition française le sauva.

Environ deux mois avant le départ de l'armée et de la flotte de Toulon, M. de Lesseps, consul de France à Tunis, avait reçu du gouvernement l'ordre d'ouvrir des négociations avec Achmet-bey; il devait lui faire entrevoir les dangers qui l'attendaient à Alger, et s'efforcer de l'attacher à nos intérêts par la perspective d'une sorte d'indépendance sous notre suzeraineté. MM. d'Aubignosc et Girardin, qui furent envoyés à Tunis au mois d'avril, avaient mission de seconder ces tentatives : elles furent sans résultat. Achmet repoussa nos avances, et lorsque ces deux agens furent de retour à Toulon dans les premiers jours de mai, le compte qu'ils rendirent des dispositions du bey contribua à hâter le départ de l'expédition. On espérait qu'elle pourrait exécuter son attaque avant l'arrivée des troupes de Constantine; mais Achmet partit vers la fin de mai, et il arriva avec son contingent autour d'Alger : il montra beaucoup de courage : tous les militaires, qui ont assisté à la bataille de Staoueli et aux combats qui se livrèrent jusqu'à la capitulation, se rappellent ce chef brillant par l'éclat de ses armes, la magnificence de son costume et la beauté de ses chevaux. Sa tente, qui tomba en notre pouvoir, était d'une grande richesse.

Pendant l'attaque du fort l'Empereur, les troupes du bey de Constantine avaient pris position dans la plaine de la Hamma, et sur les crêtes des collines qui, depuis Moustapha, bordent la rade d'Alger. Achmet lui-même avait établi son quartier-général à Hussein-Dey, belle maison de plaisance du dey, sur le bord de la mer.

La capitulation d'Alger, qui suivit immédiatement la prise du fort l'Empereur, jeta la plus grande terreur parmi les habitans de la ville; ils se hâtèrent, emportant avec eux leurs richesses, de fuir dans toutes les directions encore ouvertes : les uns dans des embarcations suivirent la côte, les autres sortirent en foule par le faubourg Bab-Azoun qui conduisait vers Achmet. Le gendre du dey, l'aga Ibrahim, qui avait commandé momentanément l'armée à Staoueli et à Sidi Kalef, ne voulant point partager le sort de son beau-père, fut des premiers à venir chercher un refuge près d'Achmet, avec toute sa fortune portative; il fut suivi d'un nombre immense d'habitans appartenant presque tous aux classes opulentes, et en outre d'environ quinze cents hommes de la milice turque. Cette émigration ne fut arrêtée que par le feu de l'artillerie du fort l'Empereur, que le général Lahite fit tourner sur le fort Bab-Azoun, situé entre la mer et l'unique chemin qui conduit vers la Hamma. Les boulets qui plongeaient sur ce fort, et qui venaient s'égarer sur la route, arrêtaient seuls les fuyards.

Suivi de ce riche et nombreux convoi, Achmet prit avec ses troupes la route de Constantine le jour même de la capitulation d'Alger. En passant à la Rassauta, ferme immense du dey, où se trouvaient les haras et les troupeaux du gouvernement, il s'empara de tout ce qu'il trouva à sa convenance. Bientôt les trésors d'Ibrahim excitèrent sa convoitise; il mit la main dessus, et l'imprudent aga revint quelques jours après à Alger, complètement dépouillé.

Le retour d'Achmet à Constantine fut considéré dans son beylick comme une sorte de triomphe; cette foule immense qui venait se réfugier sous sa protection, le riche butin qui le suivait, frappèrent vivement l'imagination des Arabes : ils exaltèrent sa puissance, ses talens; il devint pour eux comme une providence destinée à préserver tout un peuple de son entière destruction;

(1) Tous les trois ans.

mais ces illusions enthousiastes ne tardèrent pas à se dissiper.

Les Turcs réfugiés d'Alger furent parfaitement traités par Achmet ; il les prit à son service, leur assura la moitié du traitement dont ils jouissaient sous le dey ; mais, réunis à ceux qui étaient auparavant à Constantine, ils se trouvèrent humiliés de recevoir les ordres d'un Coulougli ; ils résolurent de déposer Achmet et d'élire un bey de leur race. Pleins de confiance dans leurs forces, ils se réunirent en armes hors la ville ; et, sans autre formalité, ils firent signifier à Achmet sa déchéance. L'on s'occupa immédiatement de lui trouver un successeur : le choix tomba sur Hamoud-ben-Chakar, qui était fils d'un ancien bey.

Achmet parut résigné ; il feignit de céder à l'orage. Il ordonna les préparatifs de son départ ; ses serviteurs chargeaient les mulets et les dromadaires, les chevaux étaient sellés et prêts à le conduire vers le désert ; mais ce n'était là qu'une ruse destinée à endormir les Turcs dans une trompeuse sécurité et à dissimuler les plans de vengeance qu'il méditait. Dans la nuit qui devait précéder son départ, les Coulouglis, les Maures qui lui étaient restés fidèles, firent envisager à la population tout ce qu'elle avait à redouter de l'insolence et de l'avidité de la milice turque. Au point du jour, les habitants prirent les armes et fondirent avec impétuosité sur les Turcs, qui, attaqués à l'improviste, furent obligés de se soumettre. Le bey qu'ils avaient élu la veille fut décapité sur le lieu de la rébellion, en présence de ses camarades, avec quinze de ses principaux complices ; le reste rentra en grâce ; mais Achmet, plus tard, les dispersa, les fit massacrer en détail, et leur extermination a été si complète que, de trois mille qu'ils étaient alors, il n'en reste peut-être pas actuellement trente à Constantine (1).

Quelque temps après cette vigoureuse et sanglante exécution, Moustapha-Brumz-Rais, bey de Tittery sous le dey, celui qui s'était hâté de venir faire sa soumission après la prise d'Alger, et qui, peu de temps après, rompit si impudemment avec nous, Moustapha s'inaugura, de son autorité privée, pacha et successeur d'Hassan-dey. Il s'empressa d'expédier vers Achmet deux envoyés chargés de lui notifier son élévation, et de lui remettre en même temps l'investiture du beylick de Constantine. Achmet écouta avec beaucoup de calme la harangue de l'ambassadeur : pour toute réponse, il fit trancher la tête de l'orateur et renvoya son collègue porter cette nouvelle à son maître. Dès ce moment il prit lui-même le titre de pacha, et il l'a conservé depuis.

Achmet se trouva bientôt en face d'un ennemi qui lui donna de sérieuses occupations. Les tribus qui peuplent les oasis du désert sont sous l'autorité d'un aga nommé par le bey. Cet aga était Farhat-ben-Saïd, homme entreprenant, riche et très-aimé des cheicks sous ses ordres ; l'influence qu'il exerçait inquiéta l'ombrageux Achmet ; il le destitua et nomma à sa place son oncle Ben Gannah. Les tribus refusèrent de le reconnaître ; on courut aux armes, et Achmet fut obligé de venir en personne prendre part à ces combats mêlés de succès et de revers, mais qui pendant long-temps fixèrent toute son attention, et la détournèrent de Bone, ville dont il désirait ardemment s'emparer pour y établir le siège du commerce d'exportation des productions agricoles du beylick.

Les habitants de Bone, redoutant la terrible domination d'Achmet, avaient plusieurs fois réclamé notre appui ; nous l'avions déjà deux fois, en 1850 et 1851, occupée momentanément ; enfin Ben-Aïcha, kalifah d'Achmet, était parvenu à s'y intro-

(1) Un nouveau corps ture, recruté à Tunis, à Tripoli, à Smyrne et à Constantinople, a été formé de-

puis. Il se compose d'environ 2,000 fantassins et 800 cavaliers.

duire en 1852; elle retomba définitivement en notre pouvoir. Ben-Aïcha détruisit la ville, la livra au pillage, à l'incendie, et emmena avec lui à Constantine toute la population. Lorsque nos troupes arrivèrent pour en prendre possession, elle offrait le spectacle le plus déplorable.

Toutes les négociations entamées avec Achmet ont toujours échoué. Celle qui fut conduite par le Maure Hamdan, pendant l'administration du duc de Rovigo, n'eut aucun résultat. Achmet consentait d'abord à payer soixante millions à la France si on voulait lui abandonner non seulement les douanes de Bone, mais l'exercice de l'autorité dans cette ville, dont nos troupes auraient seulement occupé la Casbah. Le chiffre élevé de la somme qui était offerte en imposa d'abord; mais comme elle ne devait être acquittée que par annuités d'un million et demi pendant vingt ans, les avantages de cette proposition devenaient tout à fait illusoire. Il fut aussi question d'une somme de cinq, six ou même huit millions à partager comme prime ou pot-de-vin entre les personnes qui auraient contribué au succès de cette négociation.

Depuis long-temps Achmet tournait ses regards vers Medeah, ville importante comme chef-lieu de la province de Tittery, et par sa position qui domine les deux versans de l'Atlas : elle n'avait pour défenseurs que ses propres habitans, et il espérait pouvoir l'enlever sans obstacle : l'occupation de cette ville aurait doublé sa puissance et le plaçait aux portes d'Alger; mais il fut attaqué dans sa marche par plusieurs tribus qui l'attendaient à son passage, complètement battu et obligé de rentrer précipitamment à Constantine.

Cette défaite fut le signal presque universel de la révolte des Arabes contre l'autorité sanguinaire du bey; ce n'est que par des cruautés continuelles qu'il est parvenu à la soutenir. En 1855, au mois d'août, il fit dans un seul jour couper soixante-dix têtes dans

la tribu d'El Amamarah, coupable d'avoir désobéi à ses ordres.

L'autorité d'Achmet n'est point reconnue dans toute l'étendue de la province de Constantine; elle n'a réellement d'action que sur les tribus qui sont à sa portée; le concours des autres ne lui est accordé qu'en présence d'un danger commun. Souvent les colonnes de ses troupes sont repoussées, lorsqu'elles s'aventurent trop loin; lui-même a souvent été battu; en un mot, il n'exerce qu'une autorité violente, mais contestée. La plupart des tribus de l'est du beylick, celles de la province de Biscaru, les Kabyles des montagnes de Bougie et de Collo ne reconnaissent nullement son pouvoir : il ne s'étend que sur les tribus qui avoisinent Constantine, et outre ses ennemis déclarés, il en a de secrets, même autour de sa personne.

Achmet a défendu aux Arabes, sous peine de mort, de nous vendre leurs denrées, et tout le commerce de cette riche contrée passe maintenant par Tunis. Il a des agents à Tunis, à Tripoli, au Caire et à Constantinople; la persévérance de sa lutte avec une nation puissante l'a rendu l'objet de l'admiration de ses coreligionnaires, qui l'appuient de leurs vœux et de leurs secours secrets; l'on connaît ses démarches pour se placer sous la suzeraineté de la Porte-Ottomane, au moyen du tribut considérable qu'il offrait de lui payer. La France a eu besoin de recourir aux négociations diplomatiques pour déjouer et neutraliser ses intrigues.

Libertin à l'excès, malgré les rides de l'âge, aussi riche qu'avare, Achmet trouve un perpétuel aliment à son insatiable convoitise dans les femmes comme dans les trésors de ses sujets. Ses attentats, dans tous les genres, ont obligé une foule d'habitans de se sauver de Constantine. On cite de lui des actes de la férocité la plus révoltante; on racontait il y a deux ans la fin déplorable de deux jeunes et belles filles de la tribu de Ben-Ehmah, qui, après avoir assouvi ses pas-

sions brutales, furent poignardées de sa propre main, pour les punir de la résistance qu'elles lui avaient opposée.

Achmet a mis le comble à ses crimes par l'assassinat de son oncle, de son bienfaiteur, de ce Ben-Gannah, le frère de sa mère, qui avait protégé son enfance et lui avait sauvé la vie. L'opinion universelle est qu'il l'a fait assassiner pour s'emparer de son immense fortune. Mais au milieu de ces atrocités qui souillent la vie de ce barbare, l'on ne peut lui refuser une qualité, d'autant plus belle qu'elle est très-rare chez les Arabes, c'est la fidélité à ses promesses; sa réputation sous ce rapport est parfaitement établie, et l'on se rappelle qu'I Hussein-Dey disait au général Bourmont, en 1850 : « Si Achmet s'engage à vous être soumis, vous pouvez vous reposer aveuglément sur sa parole : il n'y a jamais manqué. »

Achmet paraît avoir de cinquante à soixante ans; ses traits sont vifs, mobiles et intelligens; sa taille est peu élevée et bien prise, leste et dégagée; il parle avec une grande volubilité, chose fort rare chez les Arabes, qui affectent toujours un langage grave et posé; sa constitution annonce la force et l'activité.

Lorsque nos troupes s'avancèrent vers Constantine, il envoya ses trésors, son harem et jusqu'à ses menbles dans l'intérieur du désert; il quitta lui-même la ville, laissant à son kalifah Ben-Aïcha le soin de la défendre; il se tint à distance attendant l'événement; il ne poursuivit pas notre retraite de sa personne; mais aussitôt après notre rentrée à Bone il fit mettre à mort les parlementaires et huit membres du conseil qui avaient été les plus favorables au projet de capitulation.

Long-temps, au lieu d'une revanche par les armes quel'honneur de l'armée exigeait, l'on a admis l'orgueilleux Achmet à traiter de puissance à puissance avec nous; les négociations sont enfin rompues, et l'on annonce une nouvelle expédition sur Constan-

tine. Espérons que nos drapeaux n'y seront point de nouveau humiliés, et que nos soldats n'auront point à reculer une deuxième fois en présence de ce *nid de vautours*.

TEILLARD DE NOZEROLLES.

M. Édouard Bucquet, dans son compte-rendu des sessions législatives, s'exprime ainsi au sujet de M. Teillard de Nozerolles :

« Ce député fonctionnaire est un triste exemple des effets déplorables de la peur. Il a peur de l'étranger, il a peur de la France, il a peur de la liberté, il a peur de tout. Aussi s'est-il réfugié sous l'aile du ministère, afin de n'avoir pas peur d'une destitution. »

Ce peu de mots résume toute la conduite parlementaire de M. Teillard. Né en l'an VIII, il se livra d'abord à l'étude du droit, et fut nommé substitut du procureur du roi à Murat, après juillet, et, peu de temps après, élu député, grâce à la réputation de patriotisme que son père a laissée dans son département. Réélu depuis, M. Teillard n'a pas une seule fois pris la parole, et pas une fois il ne s'est séparé du ministère pour lequel il a constamment voté aveuglément. En 1855, son zèle fut récompensé par sa nomination à la présidence de son tribunal. M. Teillard s'est surtout montré un des partisans les plus zélés des lois de septembre et des lois de famille; il s'est prononcé en faveur du projet de loi de disjonction.

M. Teillard de Nozerolles est un des membres de la chambre dont le procès-verbal enregistre assez régulièrement le nom lorsque les députés exacts exigent l'appel nominal; mais il ne fait jamais défaut aux ministres dans les votes décisifs.

NOGARET (PIERRE-BARTHÉLEMI-JOSÉPH, baron de).

Peu de gens savent que le baron de Nogaret, qui depuis sept ans prête au Palais-Bourbon son appui à toutes les mesures anti-libérales que proposent les ministres de la quasi-légitimité, est le même homme auquel Napoléon confia pendant dix ans l'administration du département de l'Hérault, et qui s'était prononcé vingt ans plus tôt en faveur des idées de liberté que proclamèrent les révolutionnaires de 1789. Il en est cependant ainsi.

M. NOGARET, né à Marvejols (Lozère), le 28 juin 1762, fut d'abord destiné à la magistrature, et exerçait la profession d'avocat à Saint-Laurent lorsque la révolution éclata ; il en adopta les principes, et fut nommé en 1790 membre du directoire du département de l'Aveyron, auprès duquel il remplit quelque temps après les fonctions de procureur général syndic.

Nommé membre de l'assemblée législative en 1791, il prit place dans les rangs des modérés, et vota constamment avec eux. Rentré dans son pays après la session, il fut traité comme suspect, et peu de temps après arrêté sur l'ordre des représentans en mission. Rendu à la liberté après une courte captivité et sur la recommandation des patriotes, qui le considéraient comme un des leurs, il fut appelé de nouveau en l'an VI à l'administration centrale de son département, et peu de mois après au conseil des Cinq-Cents, où il siégea jusqu'au 18 brumaire. A cette époque, le premier consul le nomma préfet du département de l'Hérault, place qu'il occupa pendant treize ans.

Comme administrateur, M. de Nogaret mérita les éloges de Napoléon, et justifia sa confiance. Aussi fut-il créé commandeur de la Légion d'Honneur le 14 juin 1804, et baron de l'empire en 1810(1). Toutefois sa dé-

mission fut acceptée dans les premiers jours de 1814, sans que l'on ait jamais su les motifs qui avaient déterminé cet acte de la volonté impériale ; mais l'on doit supposer qu'il n'y avait point chez l'empereur de graves raisons de mécontentement contre M. de Nogaret, puisqu'il le nomma en même temps maître des requêtes.

De 1814 à 1828 M. de Nogaret resta éloigné des affaires publiques. A cette époque le département de l'Aveyron, qui sous l'empire l'avait présenté deux fois comme candidat pour le sénat (1), l'élut député en remplacement de M. Vernhettes, démissionnaire. M. de Nogaret dut son élection à l'influence des électeurs libéraux ; mais il parut l'avoir oublié dès son arrivée à la chambre, où il prit place au centre gauche. L'ex-patriote de 1789 trouva que M. de Martignac se laissait aller à de dangereuses concessions. Réélu en 1830, il adopta la révolution de juillet et ses suites royales, tout en se déclarant hostile à ses conséquences logiques ; il défendit le ministère du 13 mars de son vote, sinon de son éloquence, et vota constamment contre toutes les mesures patriotiques d'économie, de dignité et d'honneur national, et en faveur de la loi contre les associations, contre les réfugiés et contre les crieurs publics ; il a adopté les lois de septembre et les lois de famille, et approuvé le projet de disjonction.

M. de Nogaret prit la parole à l'occasion du projet de loi concernant le régime législatif des colonies ; il blâma sévèrement les discours de l'opposition, et déclara que c'était à des discussions de cette nature que l'on devait les massacres de Saint-Domingue.

Plus tard (1834) il fit partie de la commission chargée d'examiner le projet de loi

Nogaret. Il eut sous la Restauration la vanité et la faiblesse de la faire ratifier par le roi.

(1) M. de Nogaret avait en outre été présenté une fois par le département de la Lozère.

(1) Cette nomination n'a pas paru suffisante à M. de

contre les réfugiés, et appuya la proposition de voter cette loi inhospitalière pour deux ans; il demanda qu'un emprisonnement de quelques mois punit tout réfugié qui enfreindrait quelques-unes des dispositions de cette loi, et s'efforça de prouver que rien n'était plus facile à des étrangers violemment jetés en France sans ressources, sans relation aucune, que de trouver tout à coup des moyens de subsistance.

M. de Nogaret a pris sous sa protection tous les fonctionnaires légitimistes de son département, et a réussi en général à les maintenir en place. Il est membre du conseil général de l'Aveyron.

THIL (N.)

M. THIL, conseiller à la cour de cassation, est né en 1781; il exerçait à Rouen la profession d'avocat lorsqu'il fut élu député en 1827, par le grand collège de la Seine-Inférieure. Il fut du petit nombre des élus du double vote qui ne se montrèrent pas hostiles aux institutions constitutionnelles, et vint à la chambre prendre place sur les bancs du côté gauche, avec lequel il combattit la restauration, et vota la fameuse adresse des 221. Il fut réélu en cette qualité en 1850, et prit part aux premiers actes de la chambre.

A la nouvelle des ordonnances de juillet, la ville de Rouen prit parti pour le peuple dans la lutte engagée dans la capitale, et M. Thil se mit sans hésitation dans le mouvement, ce qui lui valut les décorations de juillet et de la Légion-d'Honneur, et les

fonctions de procureur général près la cour de Rouen. Ce député, ardent libéral sous la branche aînée, a changé considérablement sous la branche cadette; il est tombé complètement dans le juste-milieu; aussi, a-t-il voté, lors de la discussion de la loi électorale, pour le cens électoral à 240 fr., et le cens d'éligibilité à 750 fr.; il a appuyé de son vote et de sa parole la loi sur les émeutes, qu'il trouvait, dit-il, *un adoucissement à la loi de 1791*. Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de bannissement contre les Bourbons, M. Thil fut un des députés qui ne voulurent pas prononcer contre eux ce bannissement, mais seulement l'exclusion sans aucune sanction pénale, s'ils venaient à rompre leur ban. Le député de Rouen fut aussi rapporteur de la commission chargée de l'examen du projet de liquidation de l'ancienne liste civile, et proposa la consécration provisoire de toutes les prodigalités de la restauration.

M. Thil, qui n'avait pas fait de profession de foi contre l'hérédité de la pairie, ne fut pas réélu en 1851; après les événements de juin, il remplaça, dans la députation du Calvados, M. Thouret, enlevé par le choléra, à cette même époque; il ne tarda point à obtenir un siège à la cour suprême. Dans les sessions de 1855, 1854 et 1855, le député de Pont-l'Évêque vota constamment avec le pouvoir; mais des lois de septembre, il se détacha de la majorité pour les repousser, et se rangea sous la bannière du tiers-parti. M. Thil, dans la session dernière, a voté presque toujours contre le ministère; il a combattu le projet de disjonction, mais il a réclamé par écrit contre l'assertion d'un journal qui l'avait classé parmi les opposans aux lois de famille.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages		Pages
ABD-EL-KADER. X	59	DUBOIS (le comte).	257
ACHMET-BEY. X	592	DUCHATTEL (le vicomte).	589
ALIBERT.	375	DURAND.	156
ALLIER.	559	DUVAL (Alexandre).	49
ARBANÈRE.	155	ENRICO.	178
ARGENSON (d').	245	FELETZ (l'abbé).	255
AUBER.	581	FERNIG (le général).	18
AUX (le comte d').	152	FERRIER (le général).	177
AUZOU (l'abbé).	55	FLEURY (jeune).	391
BARBIER (le docteur).	128	FONTAINE. X	564
BATTUR.	150	FREIRE.	342
BLONDEAU.	540	GEORGES (mademoiselle WEIMER).	174
BOIVIN (madame veuve).	565	GIFFLENGA (le général).	158
BONAPARTE (Lucien).	207	GORDON (madame).	78
BOURDONNAYE (le général LA).	252	GRAVIER.	588
BRADI (madame de).	254	GUIRAUD (Alexandre).	273
BRICHETEAU (le docteur).	169	GUIZARD (de).	559
BROE (de).	217	HÉREMBault (d').	285
BRUNSWICK (le duc de).	180	JOHANNEAU (Éloi).	220
CARAFÀ.	205	KELLERMANN.	160
CARVALHO (DA SILVA).	547	KESSEL (le général).	91
CASSINI.	266	LAFAYETTE (George).	366
CAUCHOIX.	567	LAFON.	45
CAUX (le général de).	105	LAFONTAINE.	119
CHARLEMAGNE.	568	LAGERBIELKE (le comte).	259
CIANI.	296	LAMEZAN.	129
CIVIALE (le docteur).	55	LAVAL.	128
CLAPARÈDE (le général).	149	LAVOCAT.	582
COLOMBAT (le docteur).	229	LEDAIN (le docteur).	106
COURTIN.	265	LENNOX.	155
DEBELLEYME.	261	LEYDET (le général).	157
DELACROIX.	125	LIECHTENBERGER.	155
DELANNEAU (Adolphe).	54	MAGENDIE (le docteur).	5
DEMEESTER (le général).	15	MAINZER.	202
DROZ. X	287	MARCHAND.	167

	Pages		Pages
MELLO (de).	541	ROTTERMUND.	250
MICHAUD (de l'Institut).	85	SAINT-MARSAN.	75
MICKIEWICZ (Adam).	224	SAINT-ROMAN (le comte de).	161
MOLLEVAUT (de l'Institut).	158	SALM (madame de).	252
MOROGUES (de).	268	SAMSON.	67
MYLIUS (le général).	275	SCRIBE.	575
NICOLAS 1 ^{er} .	69	SERCOGNANI (le général).	15
NOGARET (baron de).	597	SOULT (le général).	168
OSTROWSKI.	569	TEILLARD DE NOZEROLLES.	596
PAGÈS (J.-P.)	91	THIERRY (F.)	127
PASTORET (le marquis).	276	THIL.	598
PRONY (de).	241	THOLOSÉ (le général).	159
QUÉLEN (de).	298	THORWALDSEN.	204
RAUCOURT (le colonel).	125	TISSOT.	560
REY-DUSSEUIL.	165	TORENO (le comte).	140
REYNARD.	565	VALÉE.	568
RICHARD.	582	VAUDREY (le colonel).	97
RICHERAND (le docteur).	52	VERJUELL (l'amiral).	44
ROMIGUIÈRES.	289	WALCKENAER.	151
ROSSÉE.	14	WETTERSTEDT.	227
ROSTAN.	572		

BOSTON PUBLIC LIBRARY



3 9999 03197 538 4

